



# Enjeux publics et privés du réinvestissement des espaces historiques centraux, une étude comparée de Gênes, Valparaiso et Liverpool

Sébastien Jacquot

## ► To cite this version:

Sébastien Jacquot. Enjeux publics et privés du réinvestissement des espaces historiques centraux, une étude comparée de Gênes, Valparaiso et Liverpool. Géographie. Université d'Angers, 2007. Français. NNT: . tel-00259311

**HAL Id: tel-00259311**

**<https://theses.hal.science/tel-00259311>**

Submitted on 27 Feb 2008

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Enjeux publics et privés du réinvestissement des espaces historiques  
centraux :**

**Une étude comparée de Gênes, Valparaiso et Liverpool**

THÈSE DE DOCTORAT

Spécialité : géographie

ÉCOLE DOCTORALE D'ANGERS

Présentée et soutenue publiquement

le 13 décembre 2007,

à Angers,

par Sébastien Jacquot.

Devant le jury ci-dessous :

Bourdin Alain, examinateur

Gouëset Vincent, examinateur

Racine Jean-Bernard, rapporteur

Velut Sébastien, rapporteur

Violier Philippe, examinateur

Directeur de thèse :

Gravari-Barbas Maria

CARTA, Centre Angevin de Recherche sur les Territoires et l'Aménagement

UMR ESO – CNRS 6590



À celui qui vient,  
à Magali

Le temps d'écriture suscite à nouveau les appels des terrains, pour vérifier des hypothèses, observer les évolutions, mais surtout vivre à nouveau une relation particulière à ces trois villes. Chacune a constitué une expérience particulière, d'une certaine façon incommensurable aux deux autres, rendant ardue la comparaison. L'angle comparatif a été motivé justement en réaction à cette fascination pour mon premier terrain, Valparaíso, et tenter de rendre compte des processus qui y prennent place en les inscrivant à un niveau explicatif plus large. Choisir trois villes différentes a alors constitué un défi, difficile à tenir, mais stimulant dans cette volonté de comprendre la façon dont se transforment les espaces centraux des villes, avec la double volonté, certainement trop ambitieuse, d'observer la marque d'une époque, qui justifie la comparaison de villes lointaines et différentes, et les marques des spécificités locales, à travers les imaginaires hérités ou produits des lieux. Les habitants et acteurs rencontrés raisonnent eux-mêmes à cette pluralité d'échelles, procèdent à des comparaisons, des transferts de savoir, et opèrent un propre décentrement sur leur façon de voir leur ville. Ils ont été ainsi les premiers guides de mes recherches.

Ce travail a été mené sous la conduite de Maria Gravari-Barbas, que je remercie en premier lieu très chaleureusement. Elle a accepté de m'accompagner dans ce travail long de quatre ans, me soutenant et m'apportant ses conseils avisés. Son apport a été déterminant, que ce soit dans le choix d'une ville anglaise, qui m'a permis d'enrichir mon appréhension des villes à travers l'angle des relations complexes en acteurs, ses orientations, puis dans l'aide apportée tout au long à préciser ou remettre en cause hypothèses et conclusions. Ce soutien va au-delà de cette seule thèse, dans l'apprentissage de la recherche au quotidien, les pistes enthousiasmantes lancées ou la richesse d'une relation amicale.

Je remercie très vivement Sébastien Velut. Mes premiers pas en tant qu'étudiant en géographie ont été fait sous son tutorat à l'ENS. Merci pour ce rôle déterminant dans mon orientation comme géographe, les encouragements tout au long de ces années, l'aide apportée pour mon terrain chilien, les séminaires animés en 2004 et 2005 à l'ENS de discussion d'ouvrages de sciences sociales, qui ont eu un impact important sur ce travail.

Cette thèse doit également beaucoup au contexte dans lequel elle a été réalisée. J'ai pu bénéficier pendant 4 ans et bientôt 5 ans de la confiance de M. Bonneau puis Philippe Violier à l'ESTHUA, dans le cadre de mes enseignements, lesquels allant de l'urbanisme et histoire de la ville aux aspects patrimoniaux m'ont permis d'élargir mon horizon. Je remercie également tous les collègues qui m'ont soutenu ces années, contribuant à ma formation pédagogique ou à la recherche, Céline Barthou, Jean-René Morice, Hélène Pébarthe, Vincent Coëffe, Jean Danion, Laurence Moisy, Mieke Overlaet, Anne-Marie Callet-Bianco, Sylvine Pickel, et bien d'autres ... Une partie de mes

terrains a été faite dans le cadre d'un projet de recherche sur villes et tourisme, conduit par Philippe Violier, associant l'ESTHUA, le MIT Paris 7, qui m'a été précieux, conduisant à un élargissement de ma façon de considérer la place du tourisme urbain au sein de la ville. Dans le cadre de mes enseignements je remercie également l'équipe du pôle universitaire de Saumur, notamment Vivianne Coq-Cornilleau.

Réalisé dans le cadre du laboratoire CARTA - UMR ESO, j'ai pu bénéficier de discussions enrichissantes, de séminaires, de collaborations. L'axe de recherche consacré au patrimoine a ainsi été particulièrement stimulant, me permettant de vérifier certaines pistes de travail. Je remercie tout particulièrement Vincent Veschambre, dont la pensée précise constitue un aiguillon, Vincent Gouëset, pour son soutien, ses remarques pertinentes sur mon travail, et ses invitations à présenter mes travaux à plusieurs reprises. Je remercie également le directeur du laboratoire Christian Pihet, d'une grande écoute, Sébastien Fleuret, Geneviève Pierre, Emmanuel Bioteau ... et de façon plus large l'ensemble des enseignants et chercheurs côtoyés au quotidien.

L'organisation de l'école d'été de géographie sociale a été un autre moment structurant, puisque avec Marie Morelle, Carine Péribois, Anne-Cécile Hollez, Béatrice Chaudet, Emmanuel Bioteau, Charles-Edouard Huillier-Guibert nous avons partagé une aventure d'un an et tenté de construire un cadre permettant des échanges sur les liens entre méthodes et épistémologie, notamment autour de l'éthique, l'acteur et le terrain. En outre, leur amitié a facilité le passage de ces années.

Tout ce travail s'inscrit également dans la continuité d'un parcours fait de rencontres qui ont eu une influence déterminante sur mes façons de penser. J'avais entamé cette recherche en DEA, sous la direction d'Alain Musset, personnalité attachante et qui a exercé une influence certaine en m'aidant à poser les premiers jalons de ce travail, et en m'invitant, leçon que j'ai tenté d'appliquer, de mêler dimensions culturelle et sociale dans l'explication des faits géographiques. Mon travail sur Gênes doit également beaucoup à l'aide apportée par Colette Vallat, depuis mes premiers pas en Italie. Mon premier mémoire de maîtrise avait été mené sous la conduite de Jacques Brun, et subi une empreinte durable quant à une certaine conception de la géographie urbaine. J'ai également une pensée reconnaissante pour Hervé Théry, directeur du département de géographie à l'ENS durant ma scolarité, et qui m'a initié à une approche structurée d'appréhension des territoires et de leurs dynamiques. J'ai une dette à l'égard de M. Baas, professeur de philosophie en classes préparatoires à Fustel de Coulanges, Strasbourg.

Je remercie de façon médiate Philippe Waniez, concepteur du logiciel Philcarto, largement utilisé dans ce travail, outil précieux, développé par un ingénieur géographe sérieux et généreux, qui met à la libre disposition des chercheurs cet instrument de travail (<http://philgeo.club.fr/>). Le logiciel de gestion de bibliographie développé par Yann en php m'a aussi été utile.

Chaque terrain a été l'occasion de rencontres importantes. Au Chili, depuis mes premiers terrains, j'ai pu bénéficier de l'aide et de l'amitié de Jorge Negrete Sepúlveda, professeur à

l'Université Catholique de Valparaiso, constante depuis, et mon attachement à Valparaiso lui doit beaucoup. Mes recherches à Valparaiso ont également été conduites dans le cadre d'un projet ECOS-Conicyt (« Dynamiques et conflits territoriaux liés à la mondialisation dans le Chili central ») dirigé par Hervé Théry et Rodolfo Allesch, en partenariat avec l'institut de géographie de l'Université Catholique de Valparaiso, permettant des échanges avec d'autres professeurs et chercheurs, notamment Luis Alvarez, Rodolfo Allesch, Hugo Figueroa. Je remercie également vivement Soteró Apablaza, fonctionnaire et poète à la municipalité, qui m'a communiqué son amour pour la ville. En 2006, j'ai en outre bénéficié d'un financement du CIES Centre, en contrepartie de cours et conférences proposés à l'Université Catholique de Valparaiso, visant à présenter l'état de la géographie française (avec S. Velut) et les modalités de la recherche et de l'enseignement en France.

A Gênes, Antida Gazzola, Seassaro Loredana, Bruno Gabrielli, et M. Gastaldi m'ont toujours reçu avec beaucoup d'attention, délivrant des conseils avisés. Fernando Bonora a été d'une aide précieuse : plaque tournante des relations entre acteurs sur le centre historique, il m'a largement ouvert son carnet d'adresses, et fait partager sa connaissance riche du patrimoine génois. Les données statistiques m'ont cordialement été fournies par le professeur P. Arvati, directeur du service statistique de la municipalité, ce qui impliquait de la part de ses services un travail de désagrégation des données et de mise en forme. En outre, ses analyses de la situation politique et socio-économique de Gênes sont éclairantes. Je remercie le professeur Peter North de l'université de Liverpool, qui a constitué un premier contact précieux dans cette ville difficile à appréhender.

Au-delà chaque entretien a été l'occasion d'un échange unique, une parcelle d'une visée en même temps totale sur la ville. Certains interlocuteurs ont offert beaucoup d'eux-mêmes, souhaitant aller au-delà d'une situation formalisée, me conduisant à travers *cerros* ou *carruggi* me montrer ce qui les touche dans la ville et la façon dont ils s'y insèrent. Une part d'intime est présentée. A Gênes je remercie plus spécialement Maria, où j'ai résidé durant mes terrains, femme d'une gentillesse déconcertante, Ariana et les colocataires brésiliens à la recherche d'une nouvelle vie en Europe, auxquels je pense avec beaucoup d'affection. Alejandro, Emilio, Maria et toute sa famille, Magdalena, Cristi, Angelita, ont été des amis proches durant mes séjours à Valparaiso.

Je remercie également mes relecteurs et correcteurs : Béatrice Chaudet, Hélène Pébarthe, Vincent Coëffe, Clothilde Conrardy, Audrey Jacquot, Florian Siffer, Anne Royer, Magali Royer.

Enfin je remercie mes amis strasbourgeois, parisiens et angevins, et ma famille, qui m'ont soutenu ces années, et au-delà. Une pensée particulière à mes parents, qui ont accepté mes longues absences, ma sœur si proche et si lointaine. Enfin Magali, depuis dix ans à mes côtés.



# **Enjeux publics et privés du réinvestissement des espaces historiques centraux**

## **Une étude comparée de Gênes, Valparaiso et Liverpool**

<b><i>PARTIE 1 : MÉTHODES ET LIEUX</i></b>	<b><i>13</i></b>
Chapitre 1 : Vers l'étude des régulations urbaines et de leur mode de légitimation autour des espaces historiques centraux	14
Chapitre 2 : Trois villes	86
<b><i>PARTIE 2 : LE RÉINVESTISSEMENT DES ESPACES CENTRAUX, ENTRE PATRIMONIALISATION ET TRANSFORMATIONS</i></b>	<b><i>160</i></b>
Chapitre 3 : Les interventions dans les espaces centraux	161
Chapitre 4 : Habiter les espaces du centre	287
Chapitre 5 : Nouveaux usages : transformations commerciales et touristiques	328
<b><i>PARTIE 3 : RÉGULATIONS ET LÉGITIMATIONS</i></b>	<b><i>378</i></b>
Chapitre 6 : Régulations urbaines et pouvoir urbain	378
Chapitre 7 : Les modalités de la maîtrise des espaces et des pratiques	477
Chapitre 8 : Légitimations et figures de villes	515
<b><i>CONCLUSION</i></b>	<b><i>593</i></b>

1.	Les espaces de travail	7
2.	La mondialisation	9
3.	Patrimonialisation, transformations des espaces et aménagement urbain	9
4.	Légitimation : la prise en compte de la dimension politique et des acteurs	10

## **PARTIE 1 : MÉTHODES ET LIEUX** **13**

### **Chapitre 1 : Vers l'étude des régulations urbaines et de leur mode de légitimation**

#### **autour des espaces historiques centraux** **14**

A.	Quelle(s) géographie(s) ? Un positionnement épistémologique	15
1.	Géographie sociale et géographie culturelle	15
2.	Une posture ou un objet ?	15
3.	Hierarchiser les explications ?	17
B.	Une entrée : la patrimonialisation et les transformations des espaces historiques centraux	18
1.	La patrimonialisation : perspective socio-historique sur le patrimoine urbain	19
2.	Les récits du patrimoine et leur structuration spatio-temporelle	22
3.	Patrimoine et sciences sociales	26
C.	Régulations et légitimation	29
1.	Époques et régulations	29
2.	Gouvernance ou régulation urbaine ?	32
3.	Villes dans la mondialisation et urbanisme stratégique	35
4.	Pouvoir et gouvernement de la ville	39
5.	Les configurations d'actants et acteurs	39
6.	La légitimation	42
D.	Les figures de la ville	43
1.	Quel terme ?	43
2.	Figures de la ville, idéologies et légitimations	45
3.	Propriétés des figures de la ville	49
E.	Méthodes	53
1.	La comparaison comme méthode et comme pratique	53
2.	La mondialisation comme espace d'inscription de la comparaison	64
3.	Acteurs et entretiens	70
4.	Les sources : différentes qualifications de chaque ville	79

### **Chapitre 2 : Trois villes** **86**

A.	Gênes, Valparaiso et Liverpool dans leurs espaces urbains	87
1.	Le centre historique d'une ville méditerranéenne unifiée	87
2.	Le <i>city centre</i> de Liverpool, au cœur d'une agglomération aux statuts administratifs multiples	90

3.	Valparaiso au sein du <i>Gran Valparaíso</i>	95
B.	La formation des espaces historiques	97
1.	Valparaiso, œuvre du XIX <sup>e</sup> siècle	97
2.	Gênes, de la ville-État à la ville dans l'État	109
3.	Liverpool, le développement d'une ville-portuaire mondiale au sein de l'Empire britannique	119
C.	Trois villes en crise	125
1.	Les différentes dimensions de la crise	126
2.	Les différentes échelles d'appréhension de la crise	139
D.	Le réinvestissement des espaces centraux	146
1.	Nouvelles stratégies de développement dans le contexte de la mondialisation	146
2.	Nouveaux projets de ville à Gênes, Valparaiso et Liverpool	148
3.	Les choix de développement	154

## ***PARTIE 2 : LE RÉINVESTISSEMENT DES ESPACES CENTRAUX, ENTRE PATRIMONIALISATION ET TRANSFORMATIONS*** 160

### **Chapitre 3 : Les interventions dans les espaces centraux** 161

A.	Le contexte national de la patrimonialisation et de la transformation des centres	161
1.	La protection patrimoniale en Italie	162
2.	Chili : le patrimoine comme facteur identitaire national	164
3.	Royaume-Uni : capillarité de la politique patrimoniale urbaine	168
4.	Les mots et outils de la transformation urbaine dans les trois pays	172
B.	Délimiter le patrimoine	179
1.	Le centre historique de Gênes, des destructions au classement Unesco	179
2.	Valparaiso : la tension entre justifications historiques et paysagères de la patrimonialisation	201
3.	Liverpool, entre rénovation et volonté de conservation d'un <i>city centre</i> délaissé	218
C.	Les espaces portuaires anciens, frontière patrimoniale ?	224
1.	Les relations ville / port	224
2.	Transformer le port ancien pour transformer la ville à Gênes	228
3.	Valparaiso et la confrontation ville – port	240
4.	Liverpool : le port ancien, nouvelle zone de développement urbain	248
D.	Les outils de l'intervention	262
1.	Gênes et la requalification du centre historique	262
2.	La régénération urbaine à Liverpool	269
3.	Valparaiso, le patrimoine comme <i>leitmotiv</i>	280

### **Chapitre 4 : Habiter les espaces du centre** 287

A.	La gentrification, conséquence du réinvestissement des centres	287
B.	Liverpool : du dépeuplement au retour aux centres	291
1.	Le <i>city centre</i> , espace nouvellement résidentiel	291

2.	Régénération urbaine et programmes résidentiels	295
C.	À Gênes, une mosaïque de situations	301
1.	Le renversement d'une tendance séculaire	301
2.	Un processus de gentrification ?	305
3.	La situation contrastée du centre historique	311
4.	Immigrés dans le centre historique de Gênes	314
D.	Valparaíso, une gentrification exogène	316
1.	Des espaces patrimoniaux qui demeurent à la marge	316
2.	Les Cerros Alegre et Concepción, quartiers en cours de gentrification	321
<b>Chapitre 5 : Nouveaux usages : transformations commerciales et touristiques</b>		<b>328</b>
A.	Pour un élargissement de la gentrification ?	328
B.	Redéveloppement par les commerces	331
1.	De nouvelles centralités commerciales en soutien du réinvestissement des centres	331
2.	Création d'entreprises et organisations	337
C.	Commerces et gentrification	339
1.	Artistes et gentrification	339
2.	De nouvelles formes de consommation, marqueurs de la gentrification	343
D.	Les commerces, un patrimoine ?	350
1.	La protection et valorisation des <i>botteghe storiche</i> à Gênes	350
2.	<i>Lugares valiosos</i> : commerces citoyens et citadins ou patrimoine immatériel ?	352
3.	<i>Quiggins</i> , foyer de résistance à <i>Liverpool One</i>	356
4.	Conclusion : commerces, patrimoine, gentrification et homogénéisation	360
E.	Le développement du tourisme dans les espaces historiques centraux	360
1.	Le développement des hébergements dans le city centre de Liverpool	361
2.	Gênes, la recomposition des espaces du tourisme	364
3.	Valparaíso, un modèle en archipel ?	372
<b>PARTIE 3 : RÉGULATIONS ET LÉGITIMATIONS</b>		<b>378</b>
<b>Chapitre 6 : Régulations urbaines et pouvoir urbain</b>		<b>378</b>
A.	Alliances et partenariats entre acteurs	379
1.	Les partenariats	379
2.	La mise en cohérence des acteurs par l'événement urbain	387
B.	Les modalités du financement	399
1.	La crise des finances municipales à Valparaíso et l'engagement étatique	399
2.	La part importante des financements publics dans la transformation des espaces centraux à Gênes	404
3.	Liverpool et les financements publics	406
4.	Un effet de relance ? Attirer les investisseurs privés	408
C.	<i>Growth coalition</i> et <i>Heritage coalition</i> à Liverpool : conflit pour la maîtrise du devenir urbain	411



1.	Entre patrimonialisation et redéveloppement _____	412
2.	Développement immobilier et origine exogène des investissements dans le centre de Liverpool _____	415
3.	Ancrer la modernité dans le paysage patrimonial : le Pier Head _____	426
4.	Quel pouvoir local à Liverpool ? _____	431
D.	Les régulations autour du patrimoine et de la maîtrise des paysages à Valparaíso _____	437
1.	Le modèle de <i>growth machine</i> appliqué à Valparaíso _____	437
2.	Les acteurs locaux pour la maîtrise de la croissance ? _____	438
3.	Le front de mer, zone de développement exogène ? _____	442
4.	Quelles régulations à Valparaíso ? _____	451
E.	Gênes, un consensus sur les voies de transformation _____	458
1.	Gênes et le changement de paradigme _____	459
2.	Mobilisations et participation _____	466
3.	L'intégration sous le <i>leadership</i> de la municipalité _____	472
<b>Chapitre 7 : Les modalités de la maîtrise des espaces et des pratiques _____</b>		<b>477</b>
A.	Nouveaux acteurs, nouvelles règles : la gestion privée des espaces publics _____	478
1.	Une tendance généralisée _____	478
2.	Le projet de Paradise Street, " <i>mall without walls</i> " _____	479
3.	L'opposition à des usages privatifs d'un monument : la Loggia dei Banchi _____	480
4.	Des espaces au statut public incertain _____	482
B.	Normalisation des espaces et des pratiques _____	485
1.	La sécurisation des espaces à Liverpool et Gênes _____	485
2.	Le tourisme et le patrimoine, vecteurs de changement des pratiques urbaines _____	488
3.	La maîtrise des paysages et des pratiques par les couleurs à Valparaíso _____	499
C.	L'événement urbain comme instrument de la maîtrise du temps _____	508
1.	Questionnement autour de la notion d'événement _____	508
2.	Construire l'attente : la mobilisation _____	510
3.	Organiser l'urgence _____	511
4.	Scander le temps _____	512
5.	Durer _____	514
<b>Chapitre 8 : Légitimations et figures de villes _____</b>		<b>515</b>
A.	Valparaíso, concurrence des figures de ville _____	515
1.	La figure essentialiste _____	516
2.	La figure nostalgique : une différenciation au sein de la ville _____	525
3.	La figure moderniste _____	533
B.	Modèles de ville et statut du centre historique de Gênes _____	537
1.	Les modèles de la ville _____	537
2.	L'exclusivité centrale _____	541
3.	Le centre historique comme espace de représentation _____	546
4.	Le centre historique, espace de la mixité _____	556

C.	Liverpool : la figure du centralisme glorieux	561
1.	Liverpool, la prééminence du centre et les périphéries	561
2.	Le développement comme horizon ?	563
3.	Quelles histoires ?	564
D.	Les acteurs et espaces entre local et mondial	572
1.	Comparaisons et regards décentrés	572
2.	Donner corps aux figures : modèles et références	576
3.	Acteurs-source des modèles et méthodes d'action	586
<b>CONCLUSION</b>		<b>593</b>

Gênes, Valparaiso et Liverpool ont été trois villes portuaires d'importance mondiale, liées à l'histoire de la mondialisation, point de départ de millions de migrants vers le Nouveau Monde pour Liverpool et Gênes, point d'arrivée d'une partie de ces migrants, mais surtout de nouveaux produits, de capitaux et de savoir-faire au XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle pour Valparaiso. À ces prospérités urbaines succèdent des périodes de crise, à l'instar d'autres villes portuaires, telles Naples, Lisbonne, Séville, Buenos Aires, Salvador de Bahia, ou Glasgow. Liverpool, deuxième port mondial dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, a connu un progressif déclin de ses activités portuaires, entraînant une crise sociale importante et le départ de nombreuses entreprises. Après la Seconde Guerre mondiale, les industries étatiques génoises ont fermé et la population considérablement chuté (-185 000 habitants en trente ans). Enfin, Valparaiso a été peu à peu marginalisé au niveau économique. L'ouverture du canal de Panama et la remise en cause du modèle de développement économique basé sur les échanges commerciaux et les activités financières internationales ont plongé la ville dans une longue torpeur et crise (en 1991 il s'agissait d'une des villes les plus pauvres du Chili). Les espaces historiques de ces trois villes ont souvent été les plus affectés, avec une paupérisation des habitants et une dégradation du bâti. Le point de départ de ce travail est cette situation de crise urbaine, dans un contexte de plus en plus concurrentiel et ouvert, dans le cadre d'une nouvelle forme de la mondialisation. À partir de là se pose la question du retour au centre dans ces trois villes et de ses significations et processus.

La thèse porte sur les transformations des espaces patrimoniaux centraux de Gênes, Valparaiso et Liverpool, dans le cadre de la mondialisation. Il s'agit d'une étude comparative qui vise à comprendre les modalités par lesquelles des villes portuaires ayant connu une crise économique et sociale importante, dans le cadre d'une compétition urbaine croissante et d'un affaiblissement de l'action nationale [Le Galès, 2003], cherchent un développement économique par le biais de leurs espaces anciens utilisés à la fois comme espaces de redéveloppement et vitrine [Fanstein, Judd, 1999]. La comparaison cherche à mettre en évidence à la fois les invariants et les éléments de différenciation entre les politiques de transformation de ces trois villes.

## **1. Les espaces de travail**

Prenant d'abord pour point de départ la problématique patrimoniale, les terrains d'étude semblaient logiquement être les espaces historiques de Gênes, Valparaiso et

Liverpool. Or, la relation entre un espace historique et la ville de référence n'est pas si claire. Deux séries de questions se posent.

- Comment définir et délimiter ces espaces ? Autrement dit, quelle partition de la ville s'opère pour définir ce qui est historique et objet d'un traitement de mise en valeur de ce qui ne l'est pas ? Toute définition, désignation, est en même temps un acte qui écarte et il faut se demander si cet écart a un sens. Très souvent ces espaces historiques sont désignés comme centre de la ville. À Valparaíso s'opère une inflation spatiale des quartiers désignés comme patrimoniaux, qui brouille l'image d'un centre historique. À Gênes le discours politique sur la ville polycentrique semble aller à l'opposé du réinvestissement massif du centre historique. À Liverpool les limites des espaces historiques sont subordonnées à une définition des espaces de la régénération urbaine. La délimitation de ces espaces s'opère donc conjointement à leur définition, et devient un enjeu rediscuté de la politique urbaine. La question des limites, de leur complexité et de leur extension amène à reconsidérer la notion de centralité.

- Quel est alors le sens pour la ville de ce réinvestissement des espaces historiques ? Le bénéfice est-il global ou assiste-t-on, parallèlement à la gentrification de ces quartiers historiques, à une recomposition de la géographie de la ville et à la création de lieux d'exception ? Ce réinvestissement peut donc entraîner de nouvelles divisions de la ville, sous la forme de ségrégations ou d'une spécialisation accrue des espaces.

Un double mouvement s'opère : d'un côté, une extension patrimoniale (spatiale mais aussi thématique) ; de l'autre, une concentration des moyens (financements, programmes d'intervention) sur une surface réduite de la ville, qui fonctionne comme centre réactivé et éventuellement lieu d'exception de la ville. Ce double processus est lié à deux phénomènes non superposables : tandis que ces lieux tendent de plus en plus à se transformer en lieux d'exception (tourisme culturel, gentrification, concentration des fonctions les plus nobles, départ des populations pauvres, normalisation des conduites), se développe un discours qui fait de ces espaces le creuset d'une identité urbaine renouvelée, symbole du dynamisme retrouvé et de la fin de la crise urbaine.

La délimitation des espaces historiques ne peut donc être tracée *a priori* : la difficulté à les cerner est un élément structurel, témoignage des évolutions des conceptions de la ville. En effet, une des hypothèses développées dans ce travail est le lien entre les modalités de spatialisation du patrimoine et les conceptions de la ville.

## **2. La mondialisation**

À un autre niveau, la délimitation des espaces de travail est rendue plus ardue encore par le choix de la perspective comparative, dans le cadre actuel de la mondialisation.

Le choix des trois villes étudiées ici se justifie par la recherche d'une diversité culturelle et régionale qui pourra mieux mettre en valeur les processus d'homogénéisation en cours dans ces villes [Gervais-Lambony, 2003], qui s'expliquent par les références à des modèles communs d'aménagements, une circulation des idées et des modèles (mondialisation des façons de faire) mais aussi des architectes, aménageurs et investisseurs. Les trois espaces d'étude ne peuvent donc être isolés de leur contexte.

Ce contexte est également à une autre échelle celui de la mondialisation. La mondialisation peut être appréhendée de deux points de vue différents : celui des stratégies territoriales d'acteurs transnationaux et globaux, donc liées aux transformations des espaces dans une logique globale, ou celui des transformations locales des espaces, par impact, mimétisme ou différenciation. La mondialisation ici sera appréhendée à l'échelle des espaces locaux. Comment des processus à des échelles plus larges s'ancrent-ils au niveau de ces villes ? Comment des acteurs locaux s'inscrivent-ils dans cette mondialisation ?

Ainsi la mondialisation dans les trois villes doit s'analyser à partir de différents questionnements. Dans quelle mesure les processus observés à Valparaíso, Gênes et Liverpool participent-ils de la mondialisation ? Sont-ils facteurs d'homogénéisation ? La mondialisation se traduit là par des transferts culturels, par exemple des façons d'aménager une ville, de protéger le patrimoine : dans quelle mesure la mondialisation change-t-elle les façons de transformer les espaces anciens, induisant sous l'influence de normes internationales de nouveaux regroupements d'acteurs ?

## **3. Patrimonialisation, transformations des espaces et aménagement urbain**

Dans les trois cas il s'agit de redynamiser l'ensemble de la ville par une action ciblée sur ces espaces historiques. Ces actions sont multiformes, concernant tant des aspects patrimoniaux que le développement du tourisme comme nouvelle activité de la ville, la création d'une image nouvelle de la ville par le biais de la production d'une nouvelle identité urbaine ou des actions de requalification des paysages urbains, notamment sur le *waterfront* [Gazzola, 2003].

La patrimonialisation est donc un aspect important mais non exclusif : le patrimoine est une entrée aux débats sur le devenir urbain, les transformations de la ville et les relations entre acteurs. Le patrimoine se décline différemment selon les villes : il est l'objet d'une inflation spatiale à Valparaíso, s'étendant sur des espaces de plus en plus vastes, et polarisant une grande partie des débats urbanistiques. À Gênes, le patrimoine des espaces centraux, fruit d'un consensus récent, est devenu lieu central de la ville et de sa représentation. À Liverpool, il est subordonné à l'objectif de la relance économique et est pris dans une opération de promotion urbaine. Jusque dans sa candidature comme Ville Patrimoine de l'Humanité, la patrimonialisation est relativisée, en la soumettant à l'impératif de redéveloppement du centre, en devenant un outil au même titre que la régénération urbaine.

Le patrimoine permet d'appréhender d'autres dimensions de la transformation des villes. La patrimonialisation ne peut être séparée de l'aménagement de ces villes, introduisant aux transformations plus générales de ces espaces historiques. Les transformations résidentielles touchent la gentrification, perceptible dans les trois villes. Cette gentrification peut être considérée comme consubstantielle à la patrimonialisation [Semmoud, 2005] mais cela ne signifie pas qu'elle ait les mêmes significations et processus, notamment à travers le rapport des politiques publiques au changement social. Cette gentrification n'est pas seulement résidentielle, imposant sa réévaluation.

#### **4. Légitimation : la prise en compte de la dimension politique et des acteurs**

Le patrimoine est une construction sociale, un certain regard sur des espaces de la ville. Le terme « *patrimonialisation* » décrit de façon plus adéquate ce processus. Les conceptions du patrimoine ont une effectivité, elles guident le futur, le licite, le désiré. Elles ne sont pas partagées par tous mais peuvent s'opposer entre elles. Certaines acquièrent une effectivité supérieure, ou se trouvent en adéquation avec des transformations en cours ou programmées. Il y a donc des conceptions *légitimes* du patrimoine, autorisant des opérations spatiales. Cette légitimité n'est pas un donné mais une construction sociale [Berger, Luckmann, 1996]. Le concept de légitimation est un outil permettant de cerner ces liens entre jeu des acteurs et conceptions de la ville, le lien entre le relationnel et l'idéal.

Cela implique une interrogation sur les conceptions de la ville, les modes de légitimation des politiques menées, les objectifs spatiaux de ces politiques. Des configurations d'acteurs peuvent être consensuelles ou conflictuelles : le concept de légitimation reste central

dans ces différents cas. Il permet de faire le lien entre les configurations d'acteurs et les discours qu'ils portent. Toutefois ce concept, bien qu'emprunté à la sociologie, doit trouver un ancrage géographique. Il ne s'agira pas seulement de voir comment les conceptions de l'espace sont un enjeu mais également comment l'action sur l'espace vise à produire ou reproduire cette légitimité, sans toutefois tomber dans ce déterminisme de l'espace dénoncé par Marcel Roncayolo [Roncayolo, 1994]. La notion de légitimation permet de tisser un lien entre interventions spatiales et discours sur la ville. Elle a une dimension spatiale dans la mesure où toute intervention porte en germe une certaine conception de la ville, généralisée ici sous l'expression, empruntée à R. Ledrut, de « *figure de ville* ».

Le concept de légitimation implique la prise en compte de la dimension politique des processus présents dans les trois villes. Ces processus sont portés par une combinaison spécifique d'acteurs, propre à chaque ville, et constituent une modalité de régulation urbaine<sup>1</sup>. L'identification des acteurs clefs dans chaque ville, des relations entre eux et les habitants, est par conséquent une démarche essentielle de cette thèse.

Au final, pour comprendre ces transformations, il faut s'attacher au résultat pris dans chaque ville (sous la forme de types spécifiques de régulation urbaine et d'un cadre de légitimation) par la tension entre la création d'un lieu d'exception, justifiée par la compétition entre villes dans le cadre d'une mondialisation accrue, et le renouvellement du lien urbain par une action sur les centres anciens et emblématiques de la ville.

Les hypothèses de travail se situent à différents plans.

Tout d'abord, il s'agit de démontrer la pertinence d'une étude de géographie urbaine s'attachant de concert aux régulations urbaines et aux légitimations. La notion de « figure urbaine », adaptée de travaux de Raymond Ledrut, opère ce lien. La figure urbaine, déduite des conceptions du patrimoine, indique les rapports des transformations menées à une spatialité et une historicité de la ville. Cette individualisation des figures urbaines est une clef de compréhension des débats sur la ville, par le biais des imaginaires urbains.

Ensuite, il s'agit de démontrer que, par-delà leurs différences, ces trois villes partagent un certain nombre de points communs, dans les configurations d'acteurs et les nouvelles légitimités qui les accompagnent. Cette hypothèse est solidaire de celle de la diffusion de modèles de développement et des effets de la mondialisation, qui n'entraîne pas une

---

<sup>1</sup> Terme préféré à celui de gouvernance.

homogénéisation des lieux mais des outils de transformation des lieux, y compris dans le domaine patrimonial.

Enfin, cette thèse vise à expliciter les nouveaux rapports à la ville qui se nouent dans les espaces historiques centraux, à travers les débats sur le statut des espaces publics et les usagers et habitants légitimes.

*« Toute substance est comme un monde entier et comme un miroir [...] de tout l'univers, qu'elle exprime chacune à sa façon, à peu près comme une même ville est diversement représentée selon les différentes situations de celui qui la regarde. Ainsi l'univers est en quelque façon multiplié autant de fois qu'il y a de substances. »*

Leibniz, principes de métaphysique, principe V

La première partie de ce travail en pose le cadre, présentant la perspective utilisée pour appréhender Gênes, Valparaíso et Liverpool de façon comparative, en faisant d'abord le point sur les notions mobilisées, puis en détaillant le contexte des trois villes qui les poussent à une évolution similaire vers le réinvestissement des espaces historiques centraux, à la fois dans le but de diversifier les bases économiques et modifier l'image de la ville en construisant un nouveau discours urbain.

La seconde partie s'attache aux modalités de réinvestissements des espaces centraux, en en présentant les diverses facettes. La patrimonialisation est la modalité d'intervention qui semble la plus évidente, confortée par le label Unesco dans les trois cas. Toutefois aucune des trois villes ne se satisfait de cette seule option, développant sur les espaces portuaires délaissés des projets de redéveloppement immobilier ou ludico-touristique. Enfin, les espaces centraux perdent leur spécificité, les instruments utilisés s'inspirant de ceux mobilisés pour le traitement d'autres espaces urbains. Ce réinvestissement général se traduit par une transformation des usages et pratiques des espaces, conforme à une gentrification dont le sens est élargi : mutations résidentielles, commerciales et touristiques. Cette partie constitue donc un témoignage sur des évolutions similaires dans trois lieux différents.

La troisième partie s'efforce de donner du sens à ces transformations, à partir de deux angles d'approche. Tout d'abord sont étudiées les configurations d'acteurs qui se tissent autour des projets et induisent de nouvelles modalités de régulations. Ensuite sont étudiées les figures de ville ou du centre qui sous-tendent ces régulations et en constituent le substrat légitimant. Ces régulations et modalités de légitimations sont multiscalaires, et s'entre-déterminent, comme l'illustre la circulation des modèles de ville.



## PREMIÈRE PARTIE : MÉTHODES ET LIEUX

La comparaison ne porte pas sur les villes elles-mêmes mais sur les processus qui y prennent place. Ces processus sont construits, en partant du contexte propre à chaque ville, à partir de notions qui permettent des éclairages et perspectives similaires sur chaque cas, assurant la construction de « *comparables* » [Détienne, 2000].

Le premier chapitre détaille ces perspectives et notions et présente les outils méthodologiques mobilisés pour la construction de ces comparables. Ces villes sont appréhendées à partir des processus de patrimonialisation des espaces centraux, dans le but d'examiner les nouvelles régulations qui s'élaborent autour du réinvestissement des espaces centraux. Ces régulations étant multiscalaires, il convient d'interroger les processus de mondialisation à l'œuvre.

Le second chapitre éclaire le contexte urbain des espaces historiques centraux étudiés, avec une double approche : la mise en place historique de ces espaces, présentée sous une forme monographique, permettant une familiarisation avec chacune des trois villes, et le contexte de crise commun aux trois villes, point de départ du réinvestissement des espaces centraux, qui se manifeste dans l'élaboration des projets de ville.

## ***Chapitre 1 : Vers l'étude des régulations urbaines et de leur mode de légitimation autour des espaces historiques centraux***

Le patrimoine est un objet protéiforme, dont l'aire d'extension est devenue très vaste : des espaces urbains, des friches, des entrepôts, une danse rituelle, des techniques musicales<sup>1</sup>, des lignes de chemin de fer, des paysages viticoles, peuvent désormais constituer des objets patrimoniaux. La multiplication des catégories d'analyse par l'Unesco est un signe de cet accroissement du champ d'extension patrimonial. Le patrimoine traverse les aires culturelles et est devenu un phénomène mondial, objet d'appréhensions multiples. La patrimonialisation, longtemps arrimée à l'idée d'une construction nationale [Thiesse, 2001], devient dès lors un processus complexe, agissant à de multiples échelles, mobilisé pour de multiples causes : au service du développement économique, de la touristification, de stratégies identitaires ou de la préservation des espaces et conditions de vie [Lazzarotti, 2003]. La patrimonialisation engage une multiplicité d'acteurs et de discours de justification. En ce sens la patrimonialisation constitue bien une « entrée » à ce travail comparatif - étudiée dans un second moment, après une présentation du positionnement épistémologique au sein de la géographie -. Les notions de régulation et de légitimation, étudiées dans un troisième moment, introduisent les figures de la ville, abordées dans un quatrième temps. La fin de ce chapitre est consacrée à la présentation des méthodes utilisées : la comparaison et son cadre mondialisé et l'entretien.

---

<sup>1</sup> Depuis 2001, le patrimoine immatériel est l'objet d'une reconnaissance de la part de l'Unesco, par la proclamation des chefs-d'oeuvre du patrimoine oral et immatériel.

## A. Quelle(s) géographie(s) ? Un positionnement épistémologique

Cette thèse a été effectuée au sein du laboratoire ESO, qui met en avant la géographie sociale ; d'autres types de géographie ont également servi à construire les questionnements, notamment la géographie culturelle. À partir de la présentation des apports de ces différentes géographies pourra être développée la façon d'appréhender la recherche, à travers la double caractérisation des terrains dans une optique comparative et des acteurs.

### 1. Géographie sociale et géographie culturelle

Ces deux géographies sont fréquemment identifiées en France comme deux axes de recherche séparés, liés à des courants, des laboratoires et des figures tutélaires différents. Toutefois, au sein de chacune de ces deux appellations subsistent des débats sur l'objet et le positionnement de chaque élément. Géographie sociale et géographie culturelle sont parfois perçues comme deux champs opposés, même si des recoupements peuvent être opérés.

À cet égard, la présentation qu'en fait Christine Chivallon dans *Social & Cultural Geography* est intéressante. Elle fait d'abord état de leur opposition, qui imposerait en France de choisir entre l'une ou l'autre : « *la géographie sociale ne peut être sociale et culturelle : elle est ou l'une ou l'autre* » [Chivallon, 2003 : 408], malgré l'existence de quelques « *électrons libres* » [Chivallon, 2003 : 414] comme A. Berque ou M. Lussault. Ch. Chivallon met en scène cette opposition française car dans certaines géographies de langue anglaise les deux courants sont pensés de concert.

### 2. Une posture ou un objet ?

La naissance de la géographie sociale dans sa version contemporaine est souvent rapportée aux figures de Renée Rochefort et Armand Frémont, et aux universités du nord-ouest de la France [Claval, 1998]. Renée Rochefort, qui a mené une thèse sur le travail en Sicile, a réalisé la première « *l'inversion de l'ordre des facteurs* », posée comme fondement de cette nouvelle géographie [Frémont, Chevalier, Hérin, Renard, 1984]. Désormais, rompant avec la posture descriptive de nombreux travaux d'inspiration vidalienne, l'espace n'est plus placé en premier lieu mais le social occupe cette place. L'ordonnement spatial doit être questionné pour y déterminer les processus sous-jacents. Cette posture est affirmée au colloque de Lyon de 1982 et entérinée dans le livre fondateur de ce courant, en 1984,

« *Géographie Sociale* ». La géographie sociale ne naît donc pas en relation avec un objet de recherche, même si une attention plus grande est portée aux questions de la marginalité et des inégalités sociales. La critique de la dispersion des thématiques de recherche [Chivallon, 2003] n'est pas si décisive si ce qui importe est la considération d'un type de causalités.

Le même débat a eu lieu pour la géographie culturelle. P. Claval a le premier théorisé en France la géographie culturelle et ses principes. Or en introduction à son travail sur Berlin, Boris Grésillon opère un retour critique sur les fondements de la géographie culturelle française et se démarque précisément de la conception de P. Claval<sup>1</sup>. Pour B. Grésillon [2002], la géographie culturelle est d'abord marquée par un objet, la « *culture* »<sup>2</sup>, dans un sens restreint, car à considérer tout fait géographique comme culturel on introduirait de la confusion. Ch. Chivallon [2003] souhaitait le même retour sur l'objet par la mise en avant, pour l'opposer à la géographie sociale multi-thématique pratiquée au sein de l'UMR ESO, des travaux de G. Di Méo ou J. Lévy centrés sur la notion de « *territoire* ». Pourtant, dans sa présentation de la géographie culturelle, elle laisse de côté le geste équivalent de B. Grésillon pour considérer au contraire l'existence d'un « *cultural turn* », qui est une redéfinition des modalités de la connaissance géographique. L'ambiguïté reste entière entre une définition d'un type de géographie par son objet ou les causalités mobilisées - la posture -. Ce débat traverse les deux géographies considérées.

Julien Aldhuy développe la thèse selon laquelle la spécificité de la géographie sociale se situe dans une posture qui est un objectif de savoir, l'émancipation des individus par la mise en avant des « *contraintes et conditionnements* » [Aldhuy, 2006], ce qui rejoint le questionnement de certaines sociologies : ainsi l'ouvrage coordonné par B. Lahire, *À quoi sert la sociologie ?* [Lahire, 2004]. C'est également en revenir aux volontés de R. Rochefort d'aller au-delà des évidences du réel sensible<sup>3</sup>.

À l'inverse, si on reprend la terminologie de J. Aldhuy, elle-même reprise de l'École de Francfort et de l'identification des motifs du savoir, la géographie culturelle relèverait davantage d'une approche « *historico-herméneutique* » [Aldhuy, 2006 : 34], d'une volonté de comprendre, de penser les différences. Le projet de P. Claval exposé dans le premier numéro de *Géographie et Cultures* s'attache à cet objectif [Claval, 1992b].

---

<sup>1</sup> « *La culture, c'est l'ensemble de ce qui est transmis et inventé* » [Claval, 1992a : 3].

<sup>2</sup> « *À la différence de nombre d'énoncés ethnologiques ou géographiques, je ne considérerai pas que « tout » (ce qui est transmissible) est culture, que toutes les actions humaines sont culturelles* » [Grésillon, 2002 : 44]. En cela, il prend donc des distances avec la définition proposée par P. Claval.

<sup>3</sup> Se faisant, on peut tracer un parallèle entre ce projet de la géographie sociale et les projets déconstructionnistes dans leur version américaine [Cusset, 2005].

### 3. Hiérarchiser les explications ?

Est-il possible de concilier ces deux approches, culturelle et sociale ? Dans certains travaux, la dimension culturelle est pensée comme un masque des conflits de pouvoir et des enjeux de distinction : Anne Ouallet, au colloque de Caen sur la géographie sociale, analysant les conflits touaregs, décèle derrière les conflits culturels des conflits sociaux [Ouallet, 2001]. Les phrases « *derrière la culture se cache le territoire, lui-même support des revendications et des rapports de force* » [Ouallet, 2001 : 237], ou « *derrière l'ethnique, pauvreté et tensions socio-économiques* » indiquent cette antériorité accordée au social, et le rôle de masque joué par les catégories ethniques forgées par les colonisateurs, et qui sert de paravent aux conflits de pouvoir.

Les deux approches ne s'opposent pas nécessairement et peuvent être pensées de concert. D'abord, P. Claval rappelle que la multiplication des étiquettes en géographie n'est pas une opposition cloisonnée entre sous-disciplines mais plutôt une étude plus fine d'un des ressorts de l'action humaine [Claval, 1992b : 9] : les explications doivent être mêlées. Ainsi certains travaux mettent en évidence l'imbrication des logiques à l'œuvre, notamment des dimensions culturelles et politiques. Par exemple, à Sydney, le degré d'intégration des communautés asiatiques est liée à une « *representations struggle* », lutte des représentations qui est en même temps une lutte politique [Dunn, 2003]. Les *cultural studies* ont montré en outre l'inventivité de cultures populaires et conduisent à ne pas considérer l'élément culturel seulement comme conséquence ou résultat des positions sociales [Mattelart, Neveu, 2003]. De Certeau montrait également que les productions culturelles constituaient un élément engagé dans les conflits [Certeau, 1990].

Peut-être est-il vain dans un premier temps de postuler une série ultime de causes à laquelle se ramènerait tout phénomène social ? Dans son essai de théorisation de la géographie pour l'ancrer aux sciences sociales, Jacques Lévy écrit : « *Le principe de complexité qui oblige à concevoir la société comme une totalité se traduit en pratique par l'interdépendance des causalités partielles. Il est toujours possible d'isoler techniquement un objet : pour en démonter la logique, on devra inévitablement le relier à un tout, qui ne peut pas être plus petit que ce que l'on appelle ici société, c'est-à-dire un ensemble d'éléments interagissant de manière systématique selon des structures positionnelles et dimensionnelles* » [Lévy, 1994 : 37]. Il s'appuie dans ces pages sur les travaux de Maurice Godelier, qui dans l'introduction de *l'Idéal et le Matériel* récusait la distinction faite en France par les marxistes entre superstructure et infrastructure, relevant d'une mauvaise traduction des termes employés

par Karl Marx et figeant la hiérarchie causale. Au contraire, chaque société produit une hiérarchie spécifique des causalités<sup>1</sup>, aboutissant aujourd'hui à la suprématie accordée aux facteurs économiques [Godelier, 1984 :18-32]. Ce détour épistémologique justifie de considérer des motifs liés à la fois aux luttes de pouvoir et aux différenciations sociales et à la production de valeurs et de différenciations culturelles, autrement dit des éléments relevant des géographies sociale et culturelle. Il s'agit de déterminer les concepts – passerelles de ce rapprochement. Or l'exemple du texte de A. Ouallet montrait la difficulté à ne pas opérer une réduction d'une explication sur une autre.

Trois thématiques de cette recherche permettent de considérer conjointement les deux approches. Tout d'abord, la patrimonialisation relève à la fois de processus culturels et sociaux. Dans cette double perspective, elle est liée au concept de légitimation, lequel pose de façon cruciale le problème des régulations urbaines au sein de la ville, conflictuel dans la mesure où il implique un choix de définition du devenir de la ville.

## **B. Une entrée : la patrimonialisation et les transformations des espaces historiques centraux**

La patrimonialisation et la transformation des espaces historiques centraux constituent la voie d'entrée de ce travail. Ces processus ne sont pas étudiés seulement en tant que tels, mais constituent aussi des moyens d'appréhender les régulations urbaines constituées au sein de la ville.

Les espaces historiques centraux semblent s'imposer de toute leur évidence aujourd'hui. Cependant, ils sont le résultat d'un processus de délimitation, d'identification, et de retournement des significations liées (1). Se faisant, le patrimoine tisse des rapports à l'espace et au temps, créant une nouvelle structuration des discours et actions (2). Le patrimoine est donc un objet social, permettant de relier ce thème à d'autres problématiques géographiques (3).

---

<sup>1</sup> Ce que J. Lévy appelle « *position* » est cette hiérarchie des causes, tandis que la dimension renvoie à un « *angle d'attaque particulier* », par exemple l'espace pour le géographe [Lévy, 1994 : 37-39 ; Veschambre, 2006b].

## 1. La patrimonialisation : perspective socio-historique sur le patrimoine urbain

La notion de « patrimonialisation » est privilégiée dans cette étude, conformément à une optique constructiviste sur le patrimoine [Di Méo, 1998 : 59-63]. Ce terme semble plus adapté pour évoquer la double historicité du patrimoine (la trace<sup>1</sup> et le regard sur cette trace ont chacun une histoire). En effet, le patrimoine, tributaire d'une conception du temps et de l'espace, n'existe pas en dehors du regard qui l'institue, et est lié à une histoire de sa prise en compte [Choay, 1999], qui prend appui sur des valeurs [Riegl, 1984] et des motifs [Rautenberg, 2003 : 105-109].

### 1.1 La notion de patrimoine

Le terme « monument historique » a longtemps prévalu sur celui de « patrimoine » [Gravari-Barbas, Guichard-Anguis, 2003 : 9], mais la diversification des objets protégés (tissu urbain, petit patrimoine rural, patrimoine industriel, patrimoine immatériel, paysages, ...) a entraîné l'adoption d'un terme plus englobant et moins lié à la dimension architecturale.

La notion de patrimoine a fait l'objet de nombreuses études destinées à révéler les multiples strates qui en composent le sens [Babelon, Chastel, 1994 ; Choay, 1999]. Le terme est issu du champ privé, désignant l'héritage transmis à sa descendance [Babelon, Chastel, 1994 : 49]. La nécessité de préserver des monuments historiques se renforce au XVIII<sup>e</sup> siècle : « *c'est avec la Révolution qu'est énoncée et revendiquée la notion d'intérêt public et collectif en faveur de monuments et d'objets anciens* » [Bercé, 2000 : 11]. Avant cela, des attitudes proches de la délimitation d'un patrimoine pouvaient déjà être individualisées. Le respect des reliques, lesquelles sont en même temps support de l'identité des habitants [Babelon, Chastel, 1994 : 14-19], les *regalia*, objets sacrés de la monarchie, confiés à l'abbaye de Saint-Denis, permettent d'établir un parallèle (perçu alors comme filiation) entre le patrimoine et le sentiment de sacré [Babelon, Chastel, 1994 ; Péron, 2002 a].

Quelques actions de conservation sont entreprises durant la Renaissance, participant de la revalorisation de l'Antiquité. Cette période marque le point de départ d'une forme de respect patrimonial, qui a pour cadre, entre autres, l'Italie [Choay, 1999]. De façon concrète ce retour au passé se traduit par une prise en compte des biens du passé : Sixte IV et les bronzes antiques, Jules II et le Belvédère, la galerie des Offices à Florence. François 1<sup>er</sup>

---

<sup>1</sup> La trace étant définie comme « *ce qui subsiste du passé* » [Ripoll, 2006 : 24].

intervient pour protéger Maison Carrée à Nîmes [Babelon, Chastel, 1994 : 35]. La Révolution Française marque une nouvelle étape du regard patrimonial, avec la volonté d'instruction du peuple, et de sauvegarde des biens menacés par les destructions révolutionnaires. La conservation est mise en avant, et se traduit au XIX<sup>e</sup> siècle par une politique d'identification, de classement et éventuellement de restauration des monuments historiques.

Jusque là, il est question de monuments historiques, et non de patrimoine. La notion se généralise dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui, cette notion serait devenue « *globale, vague et envahissante à la fois* » [Chastel, 1997 : 1433], du fait de la multiplication des types de patrimoine, du monument historique au quartier, du patrimoine industriel aux paysages, du petit patrimoine au patrimoine immatériel. À cette « *expansion typologique* » s'ajoute une « *expansion chronologique* » du patrimoine [Choay, 1999 : 155], qui concerne des périodes toujours plus proches du présent, et une mondialisation des pratiques patrimoniales, résultat de leur extension depuis les pratiques et foyers occidentaux [Choay, 1999 : 154]. Cette inflation est caractéristique du terme lui-même : F. Tomas montre que le remplacement du terme « monument historique » par celui plus vague de « patrimoine » est concomitant d'un changement de regard sur les biens à protéger [Tomas, 2004 : 200]. C'est donc un regard rétrospectif qui nous fait adopter le terme « patrimoine » à ce qui était auparavant pensé comme monument historique<sup>1</sup>.

## 1.2 La patrimonialisation de l'espace urbain

Au XIX<sup>e</sup> siècle la patrimonialisation concerne des bâtiments isolés (édifices religieux par exemple). Ceux-ci se trouvent fréquemment en position urbaine : il s'agit alors de les mettre visuellement en valeur en les isolant du tissu urbain. La situation urbaine n'est donc pas perçue comme un attribut valide de l'élément patrimonialisé, mais comme une entrave à sa mise en valeur.

Le XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècles marquent une rencontre essentielle entre l'Italie et l'histoire européenne de la patrimonialisation de l'espace urbain. De nombreux Européens effectuent le Tour d'Italie, visitent les musées et cabinets privés, admirent les monuments, mais découvrent aussi des villes. Charles de Brosses se rend à Gênes en 1739 et arrivant depuis l'ouest au phare de Gênes, se retrouve face à la ville : « *Alors nous eûmes la vue du port et de la ville, bâtie tout autour en amphithéâtre et en demi-cercle. C'est la plus belle vue de ville qu'on puisse trouver* » [Hersant, 1988 :3]. René de Chateaubriand en 1802 trouve

---

<sup>1</sup> Lors d'une conférence en 1995, F. Choay propose en revanche de se débarrasser de ce terme de patrimoine, trop vague [Choay, 2006 : 333].



Turin, « *ville nouvelle, propre, régulière* », « *d'un aspect un peu triste* » [Hersant, 1988 : 85] ; Théophile Gauthier en 1850 à Milan est sensible à l'effet de contraste produit Piazza del Duomo entre la cathédrale et l'irrégularité des maisons qui bordent la place, occasion de critiquer la tendance à la démolition des bâtiments bordant les monuments : « *nous pensons que rien n'est plus favorable à un palais, à une église, et à tout édifice régulier que d'être entouré de constructions incohérentes qui en font ressortir la noble ordonnance* » [Hersant, 1988 : 166], préfigurant le traité de Camillo Sitte sur le pittoresque [Sitte, 1996]. Ainsi par ces détours italiens se développe un regard spécifique sur la ville.

Quelques penseurs marquent l'autonomisation du tissu urbain comme objet patrimonial : J. Ruskin, C. Sitte, G. Giovannoni [Choay, 1999]. John Ruskin forge la notion d'« *architecture mineure* », pour les habitations urbaines non monumentales. Dans le courant « *culturaliste* » [Choay, 1965], Camillo Sitte oppose à l'urbanisation de son temps, qu'il juge ennuyeuse, l'art ancien de bâtir les villes, qui laisse place à l'irrégularité, aux effets de surprise, aux ruptures d'échelle. En Italie, Gustavo Giovannoni développe dans l'entre-deux-guerres une pensée urbanistique visant à concilier protection de la ville et intégration à la modernité, qui a eu beaucoup d'influence sur les architectes italiens. Ainsi à Gênes, Piero Barbieri se réclame des principes de Giovannoni pour justifier son plan de percée dans le centre historique. Selon F. Tomas il est également le premier à employer l'expression de patrimoine urbain [Tomas, 2004 : 197]. Le lien entre monument historique et tissu urbain est distendu : le tissu urbain peut devenir patrimoine en s'affranchissant de la présence d'un monument historique, il vaut pour ses qualités intrinsèques (morphologie, tracé viaire, architecture mineure témoignant des modes de vie communs). Cependant, F. Choay montre que par-delà ce même mouvement vers la patrimonialisation de la ville ancienne, différentes interprétations demeurent possibles : J. Ruskin incarne une « *figure mémoriale* », liant la ville ancienne à un mode d'habiter, opposé à celui de la ville moderne qu'il rejette ; à l'inverse G. Giovannoni ou C. Sitte tissent une continuité entre ville ancienne et ville moderne. Pour C. Sitte, l'urbanisme contemporain doit s'inspirer du passé [Sitte, 1996] ; pour Giovannoni, il faut adapter les espaces anciens aux exigences modernes [Giovannoni, 1998]. Enfin, certains espaces évoluent vers la ville-musée, marquant à la fois le refus de sa disparition et l'échec de la conciliation avec la vie moderne [Choay, 1999]. La patrimonialisation du tissu urbain, comme patrimoine en soi, non nécessairement dépendant d'un monument, est entérinée au niveau international par la Charte de Venise de 1964, annoncée dès 1963 en France par la loi Malraux créant les secteurs sauvegardés [Neyret, 2004].

### 1.3 Patrimoine mondial, mondialisation du patrimoine

Les échanges internationaux existent depuis longtemps, par exemple dès 1931 le Congrès d'Athènes qui réunit des architectes de différents pays définit la nécessité de considérer les abords d'un monument [Gravari-Barbas, 2001]. Mais la naissance d'une protection du patrimoine au niveau mondial marque une nouvelle étape de la prise en compte du patrimoine urbain. Le 16 novembre 1972 est adoptée la « Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel », par la Conférence générale de l'Unesco. Les ensembles urbains représentent une part importante des biens classés : en 2006, 226 villes<sup>1</sup> sont concernées sur un total de 644 biens culturels. Dès 1987, l'Unesco élabore une typologie des villes selon le type de leur patrimoine. En 1993 est fondée à Fès l'Organisation des Villes du Patrimoine Mondial (OVPM), pour la mise en place d'un échange d'expériences.

Le postulat de l'OVPM, inscrit dans la charte de Fès, est la nécessité de l'échange des savoirs entre des villes qui ont des problèmes similaires d'aménagement et de protection du patrimoine. Ceci pose la question de la mondialisation de la politique patrimoniale. Françoise Choay relevait les ambiguïtés initiales de la Convention du Patrimoine Mondial, qui hésite entre une conception universaliste du patrimoine et la valorisation des diversités patrimoniales [Choay, 2006 : 322-323]. De plus, il est souvent fait le reproche de dissimuler derrière cette conception universaliste du patrimoine des valeurs patrimoniales particulières, et donc une homogénéisation des façons de le concevoir<sup>2</sup>.

Il faudra examiner dans les cas de Valparaíso, Gênes et Liverpool, trois biens inscrits au patrimoine mondial, la tension entre un patrimoine pensé comme exceptionnel et en même temps soumis à des normes définies par des acteurs mondiaux.

## 2. Les récits du patrimoine et leur structuration spatio-temporelle

Le patrimoine est le support de valeurs et de récits, qui manifestent une perspective sur l'histoire et l'espace, permettant la construction d'histoires et de mémoires.

### 2.1 Patrimoine et rapport à l'espace

---

<sup>1</sup> Le chiffre est fourni par l'*Organisation des Villes du Patrimoine Mondial*, qui rassemble tous les sites urbains classés. Les villes mortes, sites archéologiques sans population, ne sont pas concernées.

<sup>2</sup> Ainsi était souvent cité en exemple le temple shintoïste japonais, reconstruit à l'identique sans qu'il y ait au sein de la culture japonaise d'accusation de pastiche, alors que cette pratique était longtemps condamnée en Europe. En effet, la pratique européenne vise à distinguer fortement les matériaux originels des reconstructions. La conférence de Nara en 1994 a toutefois redéfini au niveau mondial la notion d'authenticité du patrimoine, en acceptant qu'elle soit endogène à une culture donnée.

La patrimonialisation s'appuie sur une conception de l'espace et du territoire. L'objet patrimonial renvoie à trois propriétés spatiales : il a une échelle, une aire d'extension ou de façon plus générale une métrique<sup>1</sup>, et renvoie à un ou plusieurs espaces de référence.

L'échelle (par exemple le bâtiment pour la cathédrale San Lorenzo de Gênes) et l'aire d'extension du patrimoine se confondent dans la plupart des cas. Il y a décalage entre les deux dans le cas des biens en série : par exemple, les palais des *Rolli* de Gênes, palais insérés dans le tissu urbain médiéval et Renaissance, ont pour aire d'extension le centre historique.

L'espace de référence dépend des discours portés sur ce patrimoine et évoque le territoire auquel le patrimoine se réfère. Le patrimoine est d'abord un attribut de la construction d'une nation [Thiesse, 2001]. En cela, il fonctionne de la même façon que le patrimoine au sens privé qui durant l'Ancien Régime assure le prestige d'un lignage [Bercé, 2000 : 12] et la « *continuité familiale* » [Babelon, Chastel, 1994 : 51]. L'espace de référence national apparaît également dans les « *lieux de mémoire* » : par exemple Verdun, qui renvoie à la France et à tous les soldats qui y ont combattu, avant de signifier la guerre et ses atrocités, sans distinction des combattants [Prost, 1997]. Or, depuis plusieurs décennies, un patrimoine local émerge, qui ne relève plus de la construction nationale, et est fréquemment assimilé au petit patrimoine, en milieu rural. « *L'explosion patrimoniale contemporaine semble témoigner a contrario de l'affaiblissement de l'État-nation et se présente comme un outil de réflexion pour les autres échelles territoriales* » [Guérin, 2001 : 44]. D'autres espaces de référence pour le discours patrimonial se développent. L'aire de référence du patrimoine dans les trois villes est donc multiforme. Les objets patrimoniaux de cette étude se situent au centre de villes occupant le haut de la hiérarchie urbaine, mais pas au rang de capitale. Leur espace de référence est-il alors l'espace national ?

Quelle époque et quels espaces sont devenus patrimoine ? À quelle échelle et quel type d'histoire renvoient-ils ?

## 2.2 Patrimoine et rapport au temps

Le patrimoine peut être appréhendé comme transmission, la démarche patrimoniale étant le « *passage sélectif d'un groupe social à l'autre, d'une génération à l'autre* » [Péron, 2002a], ou comme construction de sens à partir de traces.

Or ces deux conceptions du patrimoine indiquent en même temps des rapport au temps. Concevoir le patrimoine comme transmission est le replacer dans le temps long de

---

<sup>1</sup> Ainsi certains biens patrimoniaux relèvent de la « *métrique topologique* » théorisée par J. Lévy ou M. Lussault [Lussault, 2007], par exemple les biens en série de l'Unesco.

l'ancrage territorial vecteur d'identité. Au contraire, l'accent mis sur l'aspect constructionniste du patrimoine consiste en la mise en évidence de la fonction idéologique du patrimoine, l'histoire devenant matériau pour le présent. Les deux démarches ne sont pas incompatibles.

Ainsi, les monuments anciens italiens, liés à l'Antiquité romaine, entrent dès la Renaissance dans une relation ambiguë au présent. Du Bellay oppose les Antiquités de Rome à la Rome de son temps, pour faire rejaillir la vanité du monde, le décalage entre splendeur et déchéance. Mais cette redécouverte de l'Antiquité ne sert pas seulement à la méditation. Ces prémices de la patrimonialisation s'expliquent par une conception du passé comme exemple ou « *historia magistra* » [Hartog, 2003] : Alberti relève les traces des monuments romains pour aider à la définition des façons d'édifier [Burke, 2000 : 48], la philosophie grecque est redécouverte dans les manuscrits. Il y a volonté, par ce retour humaniste aux ruines antiques, d'opérer une *renovatio*, de s'inspirer du passé antique pour refonder le présent. Que cette inspiration dût être servile ou innovatrice est un débat postérieur [Pascal, 1651], en tous cas la conscience d'une rupture entre passé (le Moyen Âge) et le présent (la *renovatio*, ou Renaissance) se développe par ce retour ambivalent aux ruines du passé, à la fois modèle et image de la rupture temporelle. Selon Hartog, une nouvelle configuration temporelle se met en place au XIX<sup>e</sup> siècle, avec la prise en compte du temps comme devenir, ouvert sur l'avenir [Hartog, 2003]. La conception du patrimoine en subit des modifications : le patrimoine n'est pas ce qui peut inspirer le présent mais ce qui est relégué dans un passé que l'on ne peut plus reproduire et qui s'éloigne inexorablement de nous, à moins d'en protéger les vestiges.

La notion de patrimoine a donc un rapport fondamental à la conception du temps et de l'histoire. Le patrimoine constitue une trace, un témoignage sur une période historique, architecturale, et peut donc être étudié comme élément d'une époque révolue. Il est le résultat d'un processus, la patrimonialisation, qui appelle une étude de ses motifs. Enfin, le patrimoine est lui-même pris dans un devenir, entre volonté de pérennisation, contestations et appropriations, qui se traduisent par l'incorporation du patrimoine à des récits auxquels il apporte sa caution matérielle. Le patrimoine se situe donc à la confluence de stratégies historiques et mémorielles.

### 2.3 Histoires et mémoires

Les élaborations d'histoires particulières sont qualifiées dans l'ouvrage *Vies citadines* de « *stratégies de mémoire* » [Didier, Berry-Chikaoui, Florin, Gervais-Lambony, 2007 : 211], en raison de leurs liens avec des stratégies de visibilité sociale et de production ou mise en

valeur de traces et de lieux devenus lieux de mémoire. Le terme « *histoire* » en revanche y est peu utilisé pour décrire les productions mémorielles, à Roubaix ou Le Caire. Quel terme privilégier ?

Les lieux de mémoire sont « *la matière dont se construit l'histoire* » [Nora, 1997 : 15], faisant ainsi le lien avec l'histoire, pour ensuite mieux les opposer : « *mémoire, histoire : loin d'être des synonymes, nous prenons conscience que tout les oppose. La mémoire est la vie, toujours portée par des groupes vivants, [...], ouverte à la dialectique du souvenir et de l'amnésie, inconsciente de ses déformations successives, vulnérables à toutes les utilisations et manipulations, susceptibles de longues latences et de soudaines revitalisations. L'histoire est la reconstruction toujours problématique et incomplète de ce qui n'est plus.* » [Nora, 1997 : 24-25]. Histoire et mémoire désignent deux rapports au temps : « *un lien vécu au présent éternel* » et « *une représentation du passé* » [Nora, 1997 : 25].

Cette opposition conceptuelle toutefois se fait succession dans la suite du texte, les définitions et mises en place de lieux de mémoire traduisant le « *basculement du mémoriel à l'historique* » [Nora, 1997 : 29], par la volonté de production mémorielle ; préparant la voie à une étude de leur confusion : « *tout ce que l'on appelle aujourd'hui mémoire n'est donc pas de la mémoire mais déjà de l'histoire* » [Nora, 1997, 30] le devoir commémoratif indiquant bien qu'on n'est plus dans l'immédiateté du souvenir mais dans la nécessité d'organiser son rappel. Paul Ricoeur analyse également les passages entre histoire et mémoire dans son analyse de la mémoire manipulée, par le biais d'un moyen terme : l'idéologie, qui est ce qui « *advient dans la brèche entre la quête de légitimité [...] et notre réponse en terme de croyance* » [Ricoeur, 2000 : 101]. La mémoire manipulée désigne une production de mémoire, à des fins de légitimation, et elle opère par la mise en récit qui structure une idéologie. Or cette mise en récit mobilise les ressources de l'histoire officielle [Ricoeur, 2000 : 104], produisant un nouvel enchevêtrement entre histoire et mémoire. L'analyse de l'ouvrage *La mémoire collective* de M. Halbwachs par P. Ricoeur met en avant un autre rapprochement entre histoire et mémoire : la mémoire est soutenue par l'apprentissage de ce qui se présente d'abord sous la forme d'une mémoire historique extérieure, par l'apprentissage, et fournit le cadre social de la mémoire individuelle et collective [Ricoeur, 2000 : 512 – 517].

L'hypothèse émise est celle d'un passage fréquent par l'histoire pour soutenir les « *stratégies mémorielles* », lesquelles s'appuient sur des productions d'histoires, par une mise en récit particulière mobilisant des éléments patrimoniaux. Malgré la fécondité de l'expression « *mémoire* », c'est alors le terme « *histoire* » qui est privilégié à la suite, en

raison d'une volonté d'objectivation de la part des acteurs, et d'une inscription de leur histoire au cœur de l'histoire officielle, pour y figurer, pour la contester, ou pour produire du consensus. Ces histoires sont plurielles, et ne sont pas assimilables à une unique histoire officielle, mais traduisent une volonté d'objectivation à des fins de reconnaissance.

### 3. Patrimoine et sciences sociales

Le patrimoine est devenu objet des sciences sociales dans les années 1970. En géographie sa prise en compte est plus tardive, à partir du milieu des années 1990 [Garat, Gravari-Barbas, Veschambre, 2001], et notamment les colloques de Mâcon en 1994 et Paris en 1999 (« *regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle* ») [Gravari-Barbas, Guichard Anguis, 2003]. Qu'est-ce qu'une approche géographique du fait patrimonial ? Quelles en sont les pistes et modalités d'étude en sciences sociales ?

#### 3.1 Du patrimoine à la patrimonialisation

Dans une conférence de 1994, Marcel Roncayolo définissait les liens entre la géographie et l'étude du patrimoine : une étude géographique du patrimoine permet une « *dialectique subtile entre science des lieux et une approche historique* » [Roncayolo, 1994]. L'étude du patrimoine prend donc place dans un cadre historique qu'il qualifie de « *patrimoine invisible* », celui que l'on effleure par l'étude des archives, des plans, des projets réalisés ou avortés. Il faut en effet redonner de l'épaisseur historique au patrimoine, si celui-ci ne prend sens que dans un processus de reconnaissance, de délimitation et de mise en valeur. Le patrimoine est à la fois le sens actuel donné aux héritages conservés, les regroupements opérés (un édifice, un ensemble bâti, une ville) et les traces des patrimonialisations passées. Cette perspective tracée par M. Roncayolo justifie un détour par le passé pour comprendre les enjeux actuels de la patrimonialisation : chaque élément patrimonialisé est issu de la sédimentation des perspectives portées sur lui. Cette orientation est reprise concernant la patrimonialisation à Gênes, Valparaíso et Liverpool, pour montrer la pluralité des significations attachées à un même objet patrimonial.

Cela implique de distinguer le patrimoine de la patrimonialisation [Gravari-Barbas, 1996a]. La patrimonialisation est un processus social de mise en patrimoine. En effet, le patrimoine n'existe pas en soi, il est le résultat d'un regard qui l'institue tel, et qui a son histoire comme le suggérait M. Roncayolo. Le patrimoine doit donc être mis en perspective, sous peine d'une « *lecture pérennialiste du patrimoine* » [Gravari-Barbas, 1996a]. La

patrimonialisation permet la considération des processus sociaux et politiques qui conduisent à la transformation d'éléments en patrimoine.

Une double perspective sur le patrimoine peut donc être adoptée : s'attacher aux significations véhiculées par le patrimoine, par l'étude de ces valeurs et références, ou étudier les modalités de la patrimonialisation, conçue comme un processus social lié à des enjeux, des conflits et des intentions. Dans le premier cas, la patrimonialisation relève davantage d'une géographie culturelle, dans le second cas, d'une géographie socio-politique. Dissocier les deux aspects peut sembler artificiel. La définition des valeurs patrimoniales n'est pas séparable des « *entrepreneurs du patrimoine* » [Gravari-Barbas, 2002 : 86], lesquels sont pris également dans des enjeux socio-politiques. Le concept de légitimation fait le lien entre ces deux plans, celui des discours et valeurs sur le patrimoine et celui des enjeux socio-politiques.

### 3.2 *Le patrimoine, objet associé à des questionnements géographiques*

Le patrimoine en outre est associé à d'autres problématiques : celle de la territorialisation et des territoires [Di Méo, 2001 : 59-65], de la légitimation et de l'idéologie, de l'appropriation [Veschambre, 2004], des régulations urbaines et conflits entre acteurs [Melé, 2005].

G. Di Méo associe les concepts de patrimoine et territoire, qui fonctionnent de façon similaire : l'un et l'autre sont le résultat d'une construction et n'existent pas *a priori*. Dans les deux cas, « *ils inscrivent le tissu social dans la continuité historique, tout en constituant de solides références culturelles, génératrices de contrôle idéologique et politique* » [Di Méo, 2001 : 59]. Cette citation illustre l'imbrication des dimensions culturelle et socio-politique, et la nécessité de ne pas choisir entre une géographie sociale et une géographie culturelle du patrimoine. Le patrimoine, construction culturelle, participe de la reproduction sociale.

Dans une perspective de géographie sociale, le patrimoine est étudié *via* sa constitution par des groupes sociaux et des acteurs, en lien avec les enjeux qui en découlent. L'attention est donc déplacée vers le « *contexte* » du patrimoine [Garat, Gravari-Barbas, Veschambre, 2001]. Ce contexte est à la fois spatial et socio-politique. La patrimonialisation, en tant que processus, mobilise des acteurs et son étude implique celle des relations entre ces acteurs. Autrement dit, l'analyse de la patrimonialisation entraîne celle des régulations ou de la gouvernance [Gravari-Barbas, 2002 : 91].

Le patrimoine n'est pas nécessairement consensuel [Gravari-Barbas, Veschambre, 2003]. Il peut traduire des oppositions et divergences : « *L'analyse des conflits patrimoniaux*

(et environnementaux) s'impose finalement comme axe de recherche prioritaire, avec pour objectif de cerner les clivages, les rapports de force, les stratégies d'acteurs qui se révèlent à travers ces nouvelles formes d'appropriation territoriale. » [Garat, Gravari-Barbas, Veschambre, 2001 : 36].

Les conflits sur le patrimoine ouvrent la voie à une étude des conflits entre acteurs, et sont portés par des « *logiques* » divergentes [Melé, 2002 : 56]. Dès lors, les études en géographie ayant pour objet la patrimonialisation vont souvent consister en une individualisation des acteurs impliqués et à un examen de leurs motifs. Ces acteurs ont des échelles territoriales de référence différentes, ce qui entraîne la nécessité d'ajustements ou la possibilité de conflits. Par exemple, P. Bonnenfant met en évidence dans l'étude du classement de Zabid au Patrimoine Mondial les rôles divergents des acteurs locaux, des acteurs nationaux yéménites et de l'Unesco [Bonnenfant, 2003]. Ces études peuvent également illustrer les recompositions entre acteurs publics et privés [Collin-Delavaud, 2006], ou l'émergence de nouveaux acteurs, par exemple les associations d'habitants.

Parmi les transformations patrimoniales, celles mettant en scène les habitants occupent une place à part. L'École de Chicago révélait la qualification sociale de l'espace urbain, individualisant les liens entre mobilités résidentielles et mobilités sociales, à travers l'exemple des quartiers immigrés [Grafmeyer, Joseph, 1990]. Or la patrimonialisation participe de cette qualification sociale de l'espace. Le phénomène le plus emblématique est la *gentrification*, c'est-à-dire le retour de ménages aisés dans des espaces patrimonialisés [Bidou-Zachariasen, 2003]. La patrimonialisation serait ainsi facteur de changement social dans les quartiers. Les études peuvent alors se consacrer au processus d'arrivée des nouvelles catégories sociales, appelé *gentrification* [Smith, 2002], aux sociabilités dans les espaces patrimoniaux [Peyronnie, Maximy, 2002], aux habitants comme enjeu des politiques patrimoniales [Paquette, 2006] ou à la participation de certains habitants aux régulations patrimoniales, les habitants eux-mêmes concourant à la production des patrimoines.

### 3.3 La patrimonialisation, révélatrice d'autres phénomènes sociaux

Ces différents thèmes en rapport avec la patrimonialisation dans les recherches en géographie élargissent le champ patrimonial. Le patrimoine, en tant que produit socio-culturel, peut agir comme révélateur d'autres phénomènes sociaux. La patrimonialisation permet l'étude des régulations, des processus sociaux et des définitions territoriales et identitaires, qui se nouent autour du patrimoine.



Le patrimoine urbain révèle également une conception de l'espace. Les études de la patrimonialisation tendent alors de plus en plus à mettre ce processus en rapport avec la transformation de la ville dans son ensemble. La notion de centralité est réinterrogée, accordant d'abord un rôle symbolique à la centralité historique [Monnet, 1993]. Les travaux sur la gentrification, appelée « *retours en ville* » [Bidou-Zachariasen, 2003], contribuent également à questionner ce lien entre espaces historiques centraux et dynamiques urbains. D'autres travaux, étudiant l'aménagement urbain, font le lien entre centres anciens et projet global de la ville [Rivière d'Arc, Memoli, 2006] ; une thèse en cours montre la volonté de placer à Harar la vieille ville au centre d'un projet urbain global [Bosredon, 2006 : 50]. La patrimonialisation agit aussi comme révélateur de processus politiques : régulations urbaines, circulations de modèles et instruments politiques. Si ceux-ci ne sont pas spécifiques aux politiques patrimoniales, sont-ils liés à une période particulière de l'aménagement ?

Enfin, la construction du patrimoine révèle une construction territoriale fonctionnant de façon idéale, qui permet d'opérer la jonction entre sa spatialisation et les processus politiques mobilisés, grâce à l'étude des régulations et de leurs modes de légitimation.

## C. Régulations et légitimation

L'étude des processus de patrimonialisation et réinvestissement des espaces historiques centraux permet de comparer les régulations qui se mettent en place sur ces espaces, et les modalités de légitimation qui les sous-tendent, pour déceler d'éventuelles convergences entre Gênes, Valparaíso et Liverpool.

### 1. Époques et régulations

Une des hypothèses de cette thèse est que les similitudes décelées entre Valparaíso, Gênes et Liverpool sont liées à l'appartenance à une nouvelle phase de l'aménagement et la régulation des villes, autrement dit une nouvelle époque. Il convient donc d'examiner les bases épistémologiques de cette notion d'époque, fondement de l'optique régulationniste.

#### 1.1 Époque et sciences sociales

De nombreux ouvrages historicisent les transformations contemporaines en délimitant des périodes successives, chacune présentant ses spécificités et faisant système. Cette démarche apparaît dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle avec la découverte de l'historicité des sociétés, liée à la rencontre des sociétés indigènes qu'il faut inclure au schème de pensée. La réflexion

sur les Sauvages des Nouvelles Indes contribue au développement d'une telle pensée. Ainsi Chateaubriand fait de l'histoire des Scythes, présentée par Hérodote, un modèle des âges que traverse chaque peuple [Hartog, 2003]. La formation des sciences humaines est également un facteur du développement d'une pensée qui découpe l'histoire en périodes, avec le postulat que chacune possède sa cohérence et une certaine façon de penser.

Deux types de causalité sont mis en œuvre dans la notion d'époque : une causalité synchronique, qui assure la mise en cohérence et le maintien des différentes dimensions d'une même époque, et une causalité diachronique qui fait passer d'une époque à une autre.

### *Cohérence interne*

Chaque période serait donc marquée par une cohérence des différents éléments qui la composent. Dans *Les mots et les choses*, Foucault étudie l'interrelation entre la conception du monde, les formes du savoir (*épistémè*) et le langage qui en rend compte [Foucault, 1966]. Jusqu'à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, le principe de la ressemblance organise le savoir, tissant des liens entre les choses, par-delà les différences d'échelle. Le savoir fonctionne par analogie, par exemple entre l'anatomie humaine et l'organisation du monde. Ce savoir progresse par herméneutique, interprétation des signes des relations entre les choses. Puis une nouvelle époque s'ébauche, avec l'*épistémè* classique, qui marque un nouveau champ de cohérence entre le langage, la conception du monde et le savoir. Les analogies sont devenues des illusions baroques, créant le principe de dissolution de l'époque précédente.

Ce détour par Foucault permet d'illustrer les conditions de l'individualisation d'une époque. Elle est marquée par une cohérence interne, entre différents champs. Ainsi dans *Les Mots et les Choses*, les époques se caractérisent par les relations entre langage, conception du monde et organisation du savoir. Quelles sont les raisons de cette cohérence ?

### *Passage d'une époque à une autre*

Le passage d'une époque à une autre n'est pas soudain, il y a une part d'arbitraire dans l'opération consistant à donner une date, frontière marquée, ce qui conduit à insister davantage sur les glissements de l'un à l'autre, et qui montre qu'une part de l'époque B se trouvait déjà en germe dans l'époque A. Le passage d'une période à une autre peut se faire de façon linéaire, suivant le cours du progrès - tel est le sens de la division de l'histoire de l'humanité par Auguste Comte par exemple - ou au contraire procéder des contradictions inhérentes à chaque période, par un dépassement dialectique des contradictions qui finissent par s'exacerber. La démarche dialectique hégélienne repose sur cette relation : les contradictions contenues en A engendrent B, par dépassement. L'événement peut garder une

valeur explicative dans le passage d'une époque à une autre : ainsi la Révolution Française est souvent retenue comme point de départ de l'époque moderne, bien que de nombreux éléments se trouvaient dans l'Ancien Régime (Lumières, foi en le progrès, en la raison, ...). La notion de crise est liée à celle d'époque.

La notion de progrès est écartée. Si elle reste présente, quoique de façon indirecte, dans la philosophie hégélienne ou marxiste (l'État prussien ou le communisme marquant le point final et le plus abouti de la marche dialectique de l'Esprit ou de l'histoire), les versions contemporaines de cette périodisation de l'histoire n'y font plus référence : la théorie des régulations, les études de Michel Foucault, les théories des étapes du capitalisme, montrent des mises en cohérence historicisées détachées de l'idée d'un progrès et d'un idéal normatif. Ainsi une direction de la recherche en sciences sociales consiste en cette individualisation d'époques ayant chacune sa propre cohérence, permettant une mise en ordre du monde où divers éléments s'agencent de façon raisonnée.

## 1.2 La régulation

La notion de « *régulation* » a été mise en avant en économie par Michel Aglietta pour construire une interprétation de la crise américaine des années 1970, fondant l'école de la régulation. À contre-courant de l'optique néo-classique, M. Aglietta réintègre l'économie dans l'étude des faits sociaux et des institutions, notamment la monnaie et l'État, pour proposer une « *méthode d'analyse de la crise* » du capitalisme [1997 : 14]. La régulation est pensée comme un processus dynamique, au sein duquel la crise est toujours présente, puisque la régulation est l'ensemble des institutions assurant l'intégration de processus conflictuels.

Des époques cohérentes, appelées « *régimes de croissance* », peuvent être délimitées. À chaque époque, les formes de normalisation des antagonismes sociaux assurent une régulation acceptée, sous une forme typique. Ces régimes de croissance se présentent sous la forme de « *modèle stylisé de la régulation* » [1997 : 19], autrement dit il s'agit autant d'une construction méthodologique que de l'individualisation des grandes tendances propres à une époque. Le mode de régulation résulte non d'une rationalité surplombante mais d'un « *entremêlement de médiations* » [1997 : 421]. Un nouveau système de régulation se met en place à la suite d'une « *grande crise* », laquelle naît au sein même du système précédent. Le mode de régulation fordiste est celui mis en place autour de l'intégration du salariat ; il est légitimé par le partage des richesses produites par le capitalisme. Dans la postface à la réédition de 1997, Aglietta précise les contours du nouveau mode de régulation qui se met en place, à travers la globalisation financière.

Certains travaux en géographie<sup>1</sup> mobilisent cette notion de régulation dans la lignée des travaux d'Aglietta, Boyer ou Lipietz. Ainsi Hiernaux-Nicolas met en relation les politiques de valorisation touristique au Mexique avec le système général de régulation : promotion de stations balnéaires de masse comme Acapulco durant la phase fordiste, puis dans la phase post-fordiste diversification des politiques et retour à la ville [Hiernaux-Nicolas, 2000].

Quelle est l'échelle pertinente d'analyse de cette régulation ? Le mode de régulation est général et transnational dans la mesure où il décrit le type de régulations mis en place dans le système capitaliste à un moment donné. Mais il a également une aire d'application territoriale. Dans le mode de régulation fordiste l'échelle de référence est l'État, dans lequel l'État-Providence définit les normes du salariat, et où l'épargne reste prise dans une logique nationale. Au contraire, avec la globalisation financière, l'épargne se mondialise et les régulations nationales sont mises en concurrence par des investisseurs internationaux, qui développent alors des stratégies internationales. En géographie la question de l'échelle des modes de régulation doit être abordée.

## 2. Gouvernance ou régulation urbaine ?

La régulation déborde la considération de relations entre acteurs, pour s'étendre aussi au système de légitimation. Il reste à justifier de son emploi pour l'étude des transformations des villes, en examinant un autre terme plus utilisé : celui de gouvernance.

### 2.1 La notion de gouvernance et ses utilisations

Récente, la notion de « *gouvernance* » est l'objet de nombreuses préoccupations, voire réticences, en raison des modalités de sa création. La notion apparaît en effet dans le dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle, avec d'emblée une double source de diffusion : la théorie du management entrepreneurial et les institutions internationales [Defarges, 2003]. La notion est encadrée par d'autres notions plus anciennes : « *gouvernement* », « *gouvernementalité* », « *gestion* », « *pouvoir* ». De plus, une ambiguïté est souvent présente en son sein : la gouvernance est une notion à la fois descriptive et prescriptive. Pour une étude de sciences sociales, il faut la distinguer des prescriptions contenues, ou intégrer ces prescriptions d'une façon analytique. Un parallèle peut être tracé avec la notion de développement durable, née

---

<sup>1</sup> La notion « régulation » est absente du *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* ; en revanche il est présent dans *Les mots de la géographie*, rapporté à son lien à l'analyse systémique [Brunet, Ferras, Théry, 1993].

comme exigence politique et socio-économique, et intégrée aux études de sciences sociales. Enfin, il faut préciser si ce terme désigne réellement un phénomène nouveau, puis en définir les usages possibles.

### *Définitions et contexte de la notion de gouvernance*

Généralement, la gouvernance est pensée comme une notion englobant celle de gouvernement. Le gouvernement désigne alors le pouvoir officiel, établi, fonctionnant hiérarchiquement, tandis que la gouvernance renvoie à tout un ensemble d'acteurs, institutions, assurant une gestion ou une régulation décentralisée. La gouvernance permettrait ainsi de dépasser des frontières conceptuelles qui agissent comme frein à la compréhension des mécanismes décisionnels : privé / public ; local / global ; ... Elle serait adéquate à un monde plus complexe, où les individus et groupes ne font plus référence seulement à l'État comme cadre de leurs actions, et où apparaissent de nouveaux types d'acteurs (ONG, associations environnementalistes, ...). La notion est apparue dans un premier temps pour analyser les régulations au sein des entreprises, par le courant néo-institutionnaliste, avant d'être étendue au domaine politique en général. Patrick Le Galès la définit comme l'« *ensemble des processus et des institutions qui participent de la gestion politique d'une société* » [Le Galès, 2003 : 418].

La gouvernance s'applique à différents domaines : gouvernance mondiale, *corporate governance*, gouvernance urbaine, impliquant une définition qui intègre ces catégories. L'analyse de Pagden fournit des indications sur les façons de rendre compte de cette notion : s'intéressant au discours produit par la Banque Mondiale, il montre que la notion de gouvernance a permis de cesser de faire référence de façon explicite au modèle de gouvernement ouest-européen ou nord-américain, et de poser en amont des principes plus généraux. Mais cela demeure en partie illusoire, le modèle de la démocratie libérale restant la référence implicite [Pagden, 1998].

### *Une notion ambiguë*

Cela illustre l'ambiguïté de cette notion : elle est utilisée tantôt pour désigner une nouvelle modalité de gestion des affaires, tantôt pour appeler à une nouvelle modalité de gestion. En outre, la gouvernance n'est pas nécessairement un mode nouveau de rapports entre acteurs, et peut décrire des relations de pouvoir antérieures à l'apparition de la notion. J.P. Gaudin analyse le cas des plans d'extension de ville en France en 1919, qui met en place un « *schéma de discussion multipolaire* » [Gaudin, 1998 : 54], loin du cliché d'un pays au fonctionnement exclusivement centralisé et dominé par les pouvoirs publics. En effet des

professionnels et des réformateurs participent à l'élaboration de la loi puis des plans, tandis qu'une commission tripartite associant élus, fonctionnaires et professionnels est mise en place pour l'approbation des plans réalisés pour les communes [Gaudin, 1998]. Dans la mise en place des plans apparaissent également diverses situations de négociations entre acteurs publics et privés. Ainsi, dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, « *derrière l'acte de gouvernement, c'est-à-dire la commande puis la ratification municipale du projet, se profilent donc des situations de gouvernance* » [Gaudin, 1998 : 56].

La nouveauté du concept ne signifie pas la nouveauté du phénomène étudié. Les imbrications entre privé et public ne sont pas nouvelles dans l'exercice du pouvoir, même lorsque la sphère publique s'autonomise davantage à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle ; en revanche les modalités et surtout les modes de légitimation ont certainement changé. La nouveauté n'est pas alors le contenu de la notion de gouvernance mais le besoin de forger cette notion pour désigner des phénomènes auparavant laissés au second plan. Une analyse de la gouvernance doit intégrer les usages qui en sont faits.

## 2.2 Régulation urbaine

En raison de ces nombreuses difficultés, je privilégie la notion de régulation urbaine à celle de gouvernance. En effet, la notion de gouvernance porte en elle un certain type de relations entre acteurs alors que la notion de régulation ne postule pas la forme que prennent ces relations, et permet d'inclure également un fonctionnement proche de ce qui est décrit comme « gouvernement ». Surtout, la notion de régulation permet d'étudier de concert les modalités de légitimation car elle concerne à la fois les relations entre acteurs et les types de légitimité qui les sous-tendent. Elle ne contient pas de visée normative. Les notions d'époque et de régulation peuvent alors se révéler d'une utilisation féconde en géographie urbaine et en urbanisme, y compris pour analyser son passé. La ville de Gênes illustre cela : la ville médiévale est marquée par une partition de l'espace urbain entre grandes familles, chacune se rassemblant autour d'une place semi-privée, d'une église familiale, d'un puits, des entrepôts privés, ... Intérêts publics et intérêts domestiques se mêlent là. Les luttes entre familles entraînent l'appel à une figure extérieure garante d'un intérêt général, le *podestat*.

Les transformations de la ville sont ainsi liées aux modalités d'une régulation urbaine elle-même spatialisée, liée à des contextes politiques ou économiques jouant à différentes échelles. À l'image de la théorie de la régulation, le sociologue Th. Oblet présente une histoire par séquences du gouvernement urbain, en lien avec un contexte socio-économique et un type de pensée sur la ville. Il applique ce cadre d'analyse au gouvernement urbain en

France du milieu du XIX<sup>e</sup> à aujourd'hui, distinguant trois périodes marquées par une certaine cohérence : l'époque de la « *police de la ville* » avec la création de la ville moderne qui coïncide avec l'haussmannisation, puis une prise en charge au niveau municipal de l'action sociale ; l'époque de la « *planification urbaine* » durant les Trente Glorieuses, qui met en avant un nouveau pacte social ; et l'époque du « *projet de ville* », marquée par une forme de dépolitisation dans un contexte concurrentiel accru [Oblet, 2005].

Quelle est la nouvelle modalité de régulation urbaine des espaces patrimoniaux ? Est-elle fondamentalement nouvelle, marquée par une nouvelle époque ? Peut-on l'appréhender par le biais des régulations élaborées sur les espaces historiques centraux ? Ces questions se posent à travers la comparaison des modalités de transformation de Gênes, Valparaíso et Liverpool.

Ainsi l'ouvrage de Ascher, *Métapolis* [1995], consiste à montrer qu'une nouvelle façon d'aménager la ville est née en raison des changements socio-économiques et culturels qui marquent le passage de la régulation fordiste au sur-modernisme (le terme « surmoderne » est d'Anthony Giddens [1994]). La ville fordiste laisse sa place à la ville surmoderne [Ascher, 1995 : 93], marquée par une nouvelle organisation et une nouvelle modalité urbaine. Il convient donc d'étudier ce nouveau contexte urbain impliquant une nouvelle régulation urbaine, avant d'en examiner les modalités à l'échelle des espaces historiques centraux.

### **3. Villes dans la mondialisation et urbanisme stratégique**

Le constat d'un nouvel urbanisme<sup>1</sup> est mis en avant par les chercheurs en sciences sociales depuis le début des années 1990 [Ascher, 1995 ; Harvey, 1989 ; Le Galès, 2003]. Avant de s'intéresser aux espaces centraux patrimoniaux, il convient donc de caractériser cette nouvelle ère, à partir d'un relevé bibliographique. La thèse souvent avancée est celle d'un renforcement de la place des villes à l'échelle mondiale du fait de l'affaiblissement des États, de la mise en réseau de ces villes qui cherchent à se poser en nœuds en ville mondiale, jouant sur leur image par le biais d'un marketing territorial exacerbé. À l'échelle des villes les acteurs locaux s'affirment, parallèlement à la montée de logiques entrepreneuriales et à la mise en avant accrue des acteurs privés (entreprises et « société civile »).

Cette évolution des pratiques va de pair avec une réorganisation des acteurs et se retrouve à la fois dans les discours et les pratiques.

---

<sup>1</sup> L'expression désigne ici l'urbanisme au sens large, et pas le mouvement architectural qualifié de « *new urbanism* », qui se développe depuis les années 1980 depuis les États-Unis, avec pour but l'élaboration de principes adaptés à l'échelle métropolitaine, et donc au périurbain et à l'étalement urbain.

### 3.1 Une nouvelle phase de la mondialisation et du capitalisme

Depuis les Indépendances et les chocs pétroliers, le monde capitaliste a changé : mondialisation financière, révolution des transports maritimes, délocalisations industrielles (permises par la révolution des transports maritimes). Différents termes ont été créés pour qualifier cette nouvelle phase : économie post-industrielle, post-fordisme, économie flexible.

L'expression « *économie post-industrielle* » a progressivement été abandonnée : en effet, l'augmentation du secteur des services est liée en grande partie à l'externalisation d'activités autrefois présentes au sein des entreprises [Veltz, 2004]. La diminution du secteur industriel est donc en partie liée à un outil statistique qui ne traduit pas les nouvelles organisations de l'entreprise, avec la généralisation de la sous-traitance et du fonctionnement en réseau. Surtout de nombreux pays sont au contraire devenus des producteurs industriels puissants, dans le cadre d'une nouvelle organisation mondiale de la production. L'expression post-fordisme désigne la fin du modèle basé sur la généralisation du salariat au sein d'une entreprise unique où les tâches parcellisées sont regroupées. David Harvey évoque les modalités de ces transformations, par le biais de l'exigence accrue de flexibilité [Harvey, 1990 : 147] qui ouvre la voie à la « *flexible postmodernity* » [Harvey, 1990 : 338]. Cette nouvelle phase se traduit en outre par un nouveau type de mondialisation, marqué par une financiarisation accrue et un débordement des États par la montée de nouveaux acteurs et le développement de nouvelles échelles de régulation [Veltz, 2004 ; Michalet, 2004].

Les relations entre les divers acteurs se recomposent, avec une diminution du contrôle des processus territoriaux par les États. Une telle analyse a été conduite pour l'Europe par P. Le Galès, pour montrer le poids croissant des acteurs locaux : « *Le processus de renforcement continu des sociétés nationales, depuis plus d'un siècle, touche peut-être à sa fin. Les réseaux transnationaux, les processus de mondialisation et d'eupéanisation, les demandes d'autonomies des villes et des régions remettent en cause le modèle de sociétés nationales toujours plus homogènes.* » [Le Galès, 2003 : 161]. Cet étiollement des États résulte d'une remise en cause de leur légitimité à contrôler l'ensemble des processus, parallèlement à la remise en cause du keynésianisme [Harvey, 1990].

Les villes constituent donc des territoires susceptibles de prendre un poids croissant du fait de cet affaiblissement du rôle des États dans la structuration des économies et espaces.

### 3.2 Villes mondiales, métropoles, recompositions des réseaux de ville



La position des villes a changé du fait de ces transformations. La réorganisation de l'économie mondiale a entraîné le développement de villes placées en position noeudale qui concentrent les capacités organisationnelles de l'économie : « *la dispersion territoriale de l'activité économique actuelle crée un besoin d'expansion du contrôle et de la direction centralisés.* » [Sassen, 1996]. Saskia Sassen met en évidence l'émergence d'une classe particulière de villes : les villes mondiales, telles Londres, New York et Tokyo, qui assurent l'interface entre la hiérarchie urbaine nationale et l'économie mondiale. À partir de ces travaux, deux types de recherches ont émergé. Tout d'abord, il s'agit d'étudier les critères de ces villes-monde, et de mettre en évidence les éventuelles villes mondiales propres à sous-ensemble régional, par exemple en Amérique Latine São Paulo, du fait de la présence des plus importantes transactions boursières d'Amérique Latine [Droulers, 1998], ou en Colombie Bogotá pour son rôle d'interface entre économie mondiale et production nationale [Gouëset, Mesclier, 2004]. Certaines de ces villes deviennent également emblématiques de l'évolution générale des villes, ainsi Los Angeles érigée en exemple de la fragmentation urbaine [Soja, 1996].

Ces études sur les villes globales ou villes mondiales posent certains problèmes. Qu'en est-il des villes qui ne sont pas considérées telles ? McCann, à partir de l'exemple de la ville de Lexington, montre que la dualité entre ville globale (ou mondiale) et ville non globale est factice. En effet, Lexington, sans être une métropole mondiale, est concernée de multiples façons par les effets directs de la mondialisation. Le problème devient le suivant : « *How a scale perspective on a « non global city » can shed light on the globalisation-urbanisation nexus ?* »<sup>1</sup> [McCann, 2004 : 2317]. Dans ces études, la perspective est modifiée : tout lieu devient global ou mondial dans la mesure où s'y manifestent les effets de la mondialisation. Celle-ci n'est pas un cadre abstrait et homogène où différentes villes viendraient à occuper la hiérarchie. Pour chaque lieu, à l'instar de Lorient, « *l'internalisation de la mondialisation à toutes les échelles géographiques contient aussi la capacité du territoire à réagir et à s'inscrire dans le Système-Monde* » [Gourlay, 2004], même sans en constituer un nœud directionnel. Il ne s'agit pas de considérer dans quelle mesure une ville est ou non mondiale, mais d'étudier les processus par lesquels elle s'insère dans la mondialisation, ce qui correspond au concept de « *worlding* » [Cochrane, Passmore, 2001]. Ainsi se dessine la possibilité d'étudier les transformations de villes de dimension moyenne dans leur rapport à la mondialisation, et d'en considérer les effets différenciés.

---

<sup>1</sup> « *Comment la considération d'une ville « non mondiale » peut éclairer le lien entre mondialisation et urbanisation ?* ».

### 3.3 L'urbanisme stratégique

L'urbanisme et l'aménagement urbain ne sont pas des pratiques autonomes et elles évoluent avec la société. Chaque grand type de société produirait des formes particulières d'aménagement urbain, ce qui implique une cohérence entre l'aménagement urbain et l'évolution socio-économique du monde.

Par exemple, le fonctionnalisme en urbanisme et le système économique fordiste sont congruents. Le fonctionnalisme est la répartition rationnelle des logiques au sein de la ville. Le système fordiste est la généralisation de la division du travail inventée par l'ingénieur Taylor, avec la création d'une société de consommation fondée sur le salariat et la voiture individuelle. Michel Aglietta développe cette analyse de la société capitaliste d'avant le choc pétrolier, dans le cadre du régulationnisme [Aglietta, 1997] : il examine le mode de société et pas seulement le mode d'économie et le fordisme qui représente le mieux cette société industrielle et de consommation. L'urbanisme fonctionnaliste, marqué par la production de logements en série dans des zones spécifiques, le découpage rationnel de l'espace faisant écho au découpage rationnel du temps de travail, est ainsi le complément spatial du fordisme [Oblet, 2005 ; Harvey, 1991].

Étudiant les nouvelles conceptions de l'urbanisme succédant à la critique de l'urbanisme moderne, F. Ascher distingue trois options : la conception du chaos organisé, qui a ses racines dans le courant postmoderne et l'individualisation par Ashihara des caractéristiques de la ville japonaise, l'urbanisme néolibéral prôné par Mme Thatcher<sup>1</sup> et enfin le « *management public urbain* » [Ascher, 1995 : 211]. Ce « *management public urbain* » part du principe de la complexité des phénomènes urbains, éventuellement contradictoires, impossibles à contrôler totalement, qu'il faut donc accompagner. Le contrôle de l'ensemble des processus étant impossible, l'urbanisme passe par la mise en place de « *stratégies procédurales* » [Ascher, 1995 : 212], capables de prendre en compte des changements, des réadaptations, ... Ainsi ce n'est plus tant le contenu des interventions qui est planifié que leurs procédures. Cela s'accompagne toutefois d'un cap commun, matérialisé par un projet de ville, défini à moyen et long terme, comme dans le cas de Gênes, Valparaíso et Liverpool.

Ces nouvelles modalités d'aménagement jouent à plusieurs échelles. P. Ingallina distingue le projet urbain global, à l'échelle de l'agglomération ou de l'aire urbaine, du projet urbain qui correspond à une action localisée d'intervention, intégrant la multiplicité des acteurs, les possibilités de rétroaction et les démarches stratégiques [Ingallina, 2001 : 22]. Ces

---

<sup>1</sup> Au contraire à Liverpool ceci s'est accompagné d'une intervention forte du gouvernement central.

projets urbains sont également support d'opérations de marketing urbain : « *Le grand projet est un outil essentiel du marketing territorial qui doit personnifier la ville, au besoin corriger une image défavorable ou terne, la doter de qualités spécifiques* » [Manzagol, Sénécal, 2002]. Autrement dit l'image urbaine est autant affaire de campagnes promotionnelles que des réalisations effectives.

#### **4. Pouvoir et gouvernement de la ville**

Le terme « *régulations* » s'inscrit dans un raisonnement de type systémique, mais ce qui est en jeu est le pouvoir au sein de la ville, la façon dont il est exercé, les acteurs concernés, les partages de pouvoir, les conflits liés à son exercice et les types de légitimation associés. Dès 1980, avant que la notion de « *gouvernance* » ne connaisse un succès international, Raffestin critiquait l'équation réductrice entre État et pouvoir, rappelant que des pouvoirs politiques s'exerçaient à d'autres niveaux, et qu'il faut dépasser cette « *géographie unidimensionnelle* » [Raffestin, 1980 : 13].

Ce pouvoir urbain s'appréhende donc à partir de multiples foyers, certains étant géographiquement hors de la ville [Santos, 1997]. Il n'est pas homogène, posant la question des accords et conflits, et de leurs modalités d'expression. Ce pouvoir peut se traduire par la maîtrise de la transformation des espaces et de leurs règles, la maîtrise du droit, la maîtrise du discours légitime sur ces espaces, ou lorsqu'il est contesté donner lieu à des stratégies de *visibilisation* des désaccords, de contestation des légitimités ou d'usages contradictoires de l'espace. Lorsque le pouvoir n'a pas une unique source, il apparaît sous les formes du consensus, de la conciliation, du désaccord ou de l'opposition. Dans ce cadre, l'étude des seules institutions publiques donnerait une vision tronquée des pouvoirs sur la ville, d'où l'intérêt de la démarche en terme de régulations, permettant d'inclure à la fois les habitants, organisés ou non, les médias, les acteurs et actants économiques, et les échelles d'organisation de ces régulations.

#### **5. Les configurations d'actants et acteurs**

On peut donc tracer sous une forme synthétique la configuration des actants agissant dans les trois villes sur les espaces historiques.

##### *5.1 Les coalitions favorables au développement*

Différentes théories ont été construites pour analyser les rapports entre acteurs et actants dans le cadre des politiques urbaines, et la construction des accords et conflits, à

travers l'analyse des coalitions urbaines. Ce champ de recherches s'est développé aux États-Unis, à partir de l'étude des villes américaines, dans le courant des « *urban political studies* » [Dowding, 2001], marqué aujourd'hui par l'usage généralisé de la notion de « gouvernance ».

Aux États-Unis, Harvey Molotch, dans un article de 1976 intitulé « *the city as a growth machine* »<sup>1</sup>, évoque le consensus entre élites en faveur du développement urbain, renforcé par l'idéologie de la croissance. Il évoque la possibilité d'un accord général par delà des dissensions sur d'autres sujets : « *I [...] argue that the desire for growth provides the key operative motivation toward consensus for members of politically mobilized local elites, however split they might be on other issues* »<sup>2</sup> [Molotch, 1976]. L'espace étant support des opportunités de plus-value, le dispositif de croissance<sup>3</sup> de la ville vise à un contrôle de l'espace urbain. Bien qu'antérieure aux analyses en termes de « gouvernance » ou de « partenariats public-privé », devenues les catégories principales d'appréhension des débats sur le pouvoir au sein de la ville, cette analyse est intéressante à considérer en raison du rapport à l'espace, et d'une différenciation synchronique des relations entre acteurs en fonction des enjeux. En outre, cette analyse des dispositifs de croissance n'est pas incompatible avec l'étude des espaces historiques centraux : N. Smith dans sa théorie de la gentrification évoque également les rapports entre valeurs immobilières et transformations urbaines.

Une autre théorie s'est développée, à partir des travaux de Clarence Stone à Atlanta [Stone, 1989<sup>4</sup>]. C. Stone analyse les coalitions qui gouvernent la ville depuis l'après Seconde Guerre mondiale. Elle prend cadre dans les recherches sur les élites qui gouvernent la ville, à la suite des travaux dans les années 1950 du sociologue américain Floyd Hunter. Clarence Stone développe la notion d'« *urban regime* », qui désigne le maintien par-delà les changements politiques d'une coalition entre dirigeants politiques et élites économiques, avec pour but le développement économique. Cette notion sert à répondre, à partir du cas d'Atlanta, à la question suivante : « *why was there so much continuity in policy despite a changing set of politicians who campaigned on distinctive issues with different bases of*

---

<sup>1</sup> Cette thèse est développée dans un livre ultérieur datant de 1987, *Urban fortunes, the political economy of place* [Logan, Molotch, 1987].

<sup>2</sup> « *J'avance l'argument que le désir de croissance fournit le motif essentiel du consensus entre membres des élites politiques locales, quelles que soient les différences qu'ils pourraient avoir sur d'autres sujets* ».

<sup>3</sup> Traduction personnelle de « *growth machine* ».

<sup>4</sup> Je n'ai pu consulter cet ouvrage, néanmoins sa mention s'impose par son rôle fondateur.

*electoral support* ? »<sup>1</sup> [Dowding, 2001 : 9]. Elle insiste sur l'alignement des responsables politiques sur la stratégie de développement favorable aux entrepreneurs (formant une coalition de croissance ou « *growth-coalition* »), et évoque donc les coopérations entre public et privé, qui dépassent les postures individuelles. L'autre intérêt est de prendre en compte, en plus de la différenciation des acteurs en fonction de leur appartenance à des institutions, les relations informelles entre eux.

## 5.2 Les coalitions et leurs buts

Ces coalitions ne se présentent pas toujours sous une forme monolithique et avec la même focalisation sur la seule croissance. L'extension de ces notions à d'autres villes impose d'élargir le cadre d'analyse, du fait de l'importance moindre des actants privés et de la part plus grande des politiques nationales [Newman, Thornley, 1996 : 80-85]. Les études comparatives avec le Royaume-Uni montrent les différences induites par le rôle de l'État [Dowding, 2001], et les variations dans les objectifs généraux. Liverpool illustre cela : en effet, la ville, gouvernée par un conseil municipal *Labour*, a mené à la fin des années 1970 et au début des années 1980 une politique de correction des inégalités de revenu et d'aides aux ménages en difficulté suite à la crise industrielle, s'opposant au gouvernement conservateur qui souhaite au contraire affaiblir le pouvoir local et mener une politique économique favorable aux investisseurs. De même, l'importance donnée aujourd'hui aux espaces historiques et à leur conservation à Gênes, Valparaíso ou Liverpool est un frein au développement immobilier. Si la croissance est aussi une idéologie [Molotch, 1976], d'autres buts peuvent émerger et devenir le point de ralliement d'opposants.

Les travaux de DiGaetano et Klemanski permettent d'inclure d'autres modalités de relations entre acteurs et actants, en replaçant celles-ci dans une perspective dynamique. Les notions d'« *alignement* » et de « *realignment* » évoquent les coalitions qui se forment et se restructurent : lors d'une crise, une nouvelle polarisation entre acteurs peut s'opérer, constituant un réalignement, avec éventuellement des objectifs différents [DiGaetano, Klemanski, 1999 : 87]. Leur théorie constitue un élargissement de la notion d'« *urban regime* », à la suite d'un travail comparatif des modalités de gouvernance sur le long terme à Détroit, Boston, Birmingham et Bristol. L'*urban regime*, c'est-à-dire la coalition sur le long terme, devient un cas particulier des structures de pouvoir (« *power structure* »), qui incluent aussi les oppositions entre différentes factions et les coalitions d'une durée plus limitée.

---

<sup>1</sup> « Pourquoi y avait-il une telle continuité dans la politique malgré un changement des hommes politiques qui ont mené campagne sur des enjeux différents avec une base électorale différente ? »

L'intérêt de ce cadre théorique est de mêler trois propriétés du pouvoir urbain, à partir de la distinction entre « *power to* » et « *power over* », c'est-à-dire du pouvoir de faire et du pouvoir sur d'autres acteurs ou actants. L'analyse du pouvoir urbain s'attache à l'identification des acteurs et actants (« *governing coalition* »), à leur structuration (« *power structure* ») et à leur horizon d'action (« *the agenda* ») [DiGateano, Klemanski, 1999 : 243]. Dans une optique comparative, chacune de ces propriétés se décline en quelques catégories idéaltypiques. Ainsi l'agenda peut être tourné vers la croissance (« *progrowth politics* »), la régulation de cette croissance, pour prendre en compte les éléments liés au patrimoine, l'environnement et la qualité de vie (« *growth management* »), ou une politique d'aide sociale (« *social reform politics* ») [DiGateano, Klemanski, 1999 : 251-268]. Ce modèle permet également de ne pas considérer les seules élites (politiques et économiques) puisque des mouvements associatifs peuvent peser sur la formation des structures de pouvoir et la définition des agendas.

L'expression « *configuration du pouvoir* » désigne à la fois les acteurs et actants et leur structuration (dans la terminologie de DiGaetano et Klemanski la « *governing coalition* » et la « *structure power* »<sup>1</sup>) ; les régulations désignent le jeu entre cette configuration du pouvoir et les autres instances (acteurs ou actants) porteuses de leurs propres stratégies.

## 6. La légitimation

Le concept de légitimation permet de considérer conjointement les deux types de raisonnements. Ce terme n'apparaît ni dans *Les mots de la géographie* ni dans le *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*. En revanche, dans le *Dictionnaire* est défini le terme « *légitimité* », caractérisé comme « *le cœur de la fonction politique* », et pris dans deux mouvements, l'un ascendant « *de la société politique à la scène politique* », la représentation, et l'autre descendant, « *de la scène politique à la société politique* », la légitimation [Lévy, Lussault, 2003 : 547]. La légitimation consiste donc en l'acceptation du pouvoir et de ses actions, engendrant le consentement [Balandier, 1999].

Toutefois, la source de la légitimation est complexe à identifier, elle ne consiste pas nécessairement en une manipulation de la part du pouvoir : elle peut être transcendante aux acteurs, relevant alors d'une idéologie au sens large, comme le montre Meredith Ramsey qui, étudiant un comté rural des États-Unis (Somerset), se pose la question de comportements collectifs de refus apparent de la croissance. Son étude a pour cadre la théorie des régulations

---

<sup>1</sup> L'expression « *configuration power* » se trouve également dans l'ouvrage *Power and City Governance*, mais non distinguée de « *power structure* ».

et de formation des régimes de pouvoir, illustrant l'imbrication entre valeurs culturelles localisées et enjeux de pouvoir [Ramsey, 1996]. Les régulations et enjeux de pouvoir doivent ainsi tenir compte des phénomènes de légitimation. Les figures de ville constituent un essai pour inclure les imaginaires urbains dans l'étude des régulations urbaines.

## **D. Les figures de la ville**

La notion de figure de ville permet de généraliser les attributs relevés dans le cas du patrimoine, en posant les conditions d'un discours sur la ville, qui peut servir de légitimation à l'action publique. Chaque conception patrimoniale véhicule une délimitation spécifique des espaces patrimoniaux, mais aussi de leur relation à la ville dans son ensemble. Il y a une articulation entre l'ensemble (la ville) et ses parties, patrimoniales ou non, avec adoption d'un modèle spatial de référence. La relation au patrimoine implique une image de la ville.

La ville est objet de significations diverses [Ledrut, 1973], lesquelles prennent corps dans des cadres spatio-temporels différents. Reconstruire ces cadres à partir des débats patrimoniaux permet de mieux cerner les débats sur le devenir et l'identité de la ville. La préoccupation n'est pas la définition de la ville en soi mais de préciser les débats sur le devenir urbain. La notion de « *ville* » elle-même est reprise dans la mesure où elle est utilisée localement, et donc investie de significations, demeurant une notion essentiellement politique.

Ces figures sont des reconstructions idéaltypiques, et constituent une tentative pour organiser dans une certaine cohérence les différents discours et récits produits sur la ville. Il s'agira de se demander dans quelle mesure ces images existent, et quels sont les vecteurs de leur production et diffusion.

### **1. Quel terme ?**

Le terme choisi pour évoquer ces reconstructions est celui de « *figure urbaine* », repris de travaux de Raymond Ledrut [Ledrut, 1985a], privilégié à d'autres termes possibles.

Les reconstructions proposées n'apparaissent pas telles dans les représentations citadines et des acteurs. Ces reconstructions ne sont donc pas des représentations, mais elles visent à poser les conditions du discours sur la ville. Le terme « modèle » indique un rapport du cas à la théorie qui ne convient pas puisque les principes du discours restent dans leur dimension spatio-temporelle partiellement indéterminés. Le terme « modèle » n'est utilisé que sous certaines conditions, par exemple lors de transfert de modèles urbains par des

spécialistes de l'aménagement, c'est-à-dire lorsque la figure urbaine devient un enjeu conscient médiatisé par des savoirs experts.

Le terme « image » semble plus adapté. Cette notion se retrouve dans les travaux de K. Lynch, qui cherche à déterminer les invariants de l'image de la ville. Il définit l'image par son identité, sa structure et sa signification [Lynch, 1998]. L'identité est sa distinction spatiale, autrement dit ses limites ; la structure renvoie aux relations spatiales internes et externes de l'image, qui relèvent d'invariants : les voies, les limites, les quartiers, les nœuds et les points de repère. La signification de la ville jaillit de cette structure. Deux critères permettent d'apprécier la qualité de l'image urbaine : l'imaginabilité et la lisibilité. L'imaginabilité est la force de l'impression sensible laissée par la ville et la lisibilité sa capacité à être perçue comme ensemble cohérent de relations, du fait de la clarté des relations entre les invariants. Ainsi cette notion d' « *image de la cité* » sert à analyser les effets visuels d'une ville sur ses habitants, à partir de l'expérience urbaine reconstituée. Cette notion implique donc une structuration des perceptions urbaines, selon des schèmes spatiaux. Néanmoins un balancement demeure dans la pratique de K. Lynch, entre la définition d'une image objective de la ville, par un observateur objectif, et la mise en évidence d'images possibles, en fonction de l'observateur : « *l'environnement suggère des distinctions et des relations et l'observateur, avec une grande capacité d'adaptation et à la lumière de ses propres objectifs, choisit, organise et charge de sens ce qu'il voit.* » [Lynch, 1998]. Plusieurs images de ville sont-elles possibles pour la même ville ? Quels en sont les facteurs de différenciation, au-delà du cadre urbain ? En géographie, la lecture de cet ouvrage a donné naissance à une série de travaux insistant sur les différenciations, notamment sur des critères ethniques et sociaux. Les cartes mentales mettaient en évidence des différences de représentation de l'espace urbain [Gould, White, 1974]. Cette diversité des représentations permet de mettre en évidence des images diverses de la même ville. Ce sont les éléments de variation qui deviennent objet d'étude, et plus le seul repérage des structures de représentation de la ville.

Un autre champ d'étude se développe, et met l'accent non plus sur les seules représentations de la ville, mais sur la ville comme objet de significations diverses, ainsi chez R. Ledrut, qui utilise différemment l'image de la ville : « *Le terme d' « image » désigne une structure du discours portant sur un objet et un groupe de phénomènes relativement définis* » [Ledrut, 1973 : 15]. Il adopte dès le départ une perspective constructiviste : « *L'Image ne nous est pas donnée dans les discours ou les propos : elle est construite à partir des propos et de la structure qu'on peut y décoder.* » [Ledrut, 1973 : 17]. Elle est là détachée du seul registre



visuel, pour inclure sa présence dans les récits et discours sur la ville. Elle se construit à partir des significations sur la ville.

Dans des travaux ultérieurs, R. Ledrut utilise le terme « figure » également fécond, et qui a un rapport étroit avec l'image : *« une figure n'est pas un concept mais une forme : elle est une image, sur le papier ou dans la tête. Elle est une figure parce qu'elle a une relation à l'espace et au temps. »*. Les figures sont à la fois *« les Figures que peuvent prendre l'Espace et le Temps en eux-mêmes, comme cadres ou conditions de toute expérience »* et *« toutes les figures qui naissent à chaque instant de et dans l'Espace et le temps : elles représentent les formes diverses selon lesquelles se dessinent constamment l'Espace et le Temps réels »* [Ledrut, 1985]. Cette notion présente donc de façon double le rapport à l'espace et au temps des discours sur la ville : ces discours sont structurés spatio-temporellement mais ils étirent eux-mêmes ces cadres de l'expérience. L'espace et le temps ne sont pas des conditions absolues mais des *« variétés d'a priori »*. Ce texte permet d'envisager les figures de la ville dans une optique constructiviste, qui rejoint l'analyse de M. Lussault sur le statut de l'iconographie. Il rejette le *« paradigme représentationnel classique »* [Lussault, 2003 : 42], qui subordonne l'image à une réalité préexistante. Au contraire, *« l'image ne représente pas tant ce qui est avant elle (un réel spatial indépendant) qu'elle présente ce qu'elle invente, ce qu'elle fait advenir. Elle ne montre pas un ordre préexistant stable, elle expose ce qui n'existe pas sans elle, elle fait exister le monde spatial dans une mise en ordre qui constitue un de ses ordonnancements possibles, socialement acceptables. C'est en ce sens qu'elle figure, configure, défigure »* [Lussault, 2003 : 43].

La figure est alors utilisée comme mode d'emploi, grille de lecture des récits et discours de la ville pour en faire apparaître les postulats en terme de structuration spatiale, temporelle et sociale de la ville. La notion se distingue difficilement de l'image. Dans l'ouvrage collectif *Les figures du projet territorial*, le terme figure n'est pas défini et dans les différents chapitres ceux d'image ou d'iconographie sont employés plus volontiers [Debarbieux, Lardon, 2003]. Il y a donc une tendance à adopter l'un pour l'autre. Je choisis le terme « figure » moins chargé sémantiquement.

## **2. Figures de la ville, idéologies et légitimations**

Les figures de la ville sont donc des reconstructions théoriques à partir d'une cohérence décelable dans certains discours, pour déterminer la conception de la ville en jeu dans les discours sur le patrimoine. Ces figures relèvent-elles d'une *« instance idéologique »* [Di Méo, 1998], une dimension *« fictive »* (dans le sens où elle n'existe pas matériellement et

procède d'une reconstruction par le chercheur) mais qui agirait comme instance de légitimation, ou s'analysent-elles en terme d'acteurs et de stratégies, donc d'intentionnalités ? Comment s'opère le développement de ces images concurrentes, puis le passage de ces images à l'action urbaine ? Le questionnement sur le statut de ces figures est donc inséparable de leurs modalités de production et de diffusion. Constructions du chercheur, ces figures de la ville peuvent être repérées dans des discours et les motivations de séquences d'action, autrement dit dès lors qu'elles deviennent effectives, ce qui laisse ouverte la question de la production et de la diffusion des discours, et des instances et médias de diffusion.

Ces qualifications de l'espace urbain se retrouvent dans différentes sources : la presse, la littérature sur la ville, les documents et décisions d'urbanisme, les discours des individus mais aussi leurs pratiques, la spatialisation des interventions des différents acteurs, qui concrétisent une figure de la ville plutôt qu'une autre. Cette pluralité des modalités d'appréhension des figures de la ville incite à ne pas considérer des instances de production uniques, qui opéreraient une forme de manipulation idéologique ; au contraire, un parallèle peut être fait avec les visions du monde. Cela correspond à la distinction faite par Karl Mannheim, qui distingue un « *concept total de l'idéologie* » d'un « *concept régional* » [Mannheim, 2006<sup>1</sup>]. La conception régionale ou particulière désigne une déformation volontaire de la réalité, à des fins manipulatoires, et le terme idéologie utilisé dans ce sens<sup>2</sup> a souvent des visées polémiques (comme le rappelle P. Ricœur, c'est toujours l'autre qui est accusé d'idéologie [Ricœur, 1997 : 19] ). À l'inverse, l'idéologie totale est celle qui imprègne notre façon de penser. La théorie de K. Mannheim prend des distances avec le marxisme : il n'existe pas une conception du monde qui ne serait pas idéologique, au contraire de la théorie marxiste qui en exempt la classe prolétarienne ; le monde social est alors caractérisé par une pluralité d'idéologies, dont le motif n'est pas seulement la position économique et l'intérêt de classe, mais aussi la nation ou la période historique. K. Mannheim souhaite inscrire l'étude de l'idéologie dans une « *sociologie de la connaissance* », qui laisserait de côté la question de la vérité absolue sur le monde social, pour faire l'histoire et la description des diverses idéologies. Se faisant, l'idéologie n'est plus analysée comme illusion et rapportée à une vérité absolue dont le chercheur serait porteur ; elle mobilise une certaine interprétation du monde

---

<sup>1</sup> Il s'agit de la version traduite récemment par O. Mannoni. La précédente traduction datait de 1956 et était sujette à caution car réalisée à partir d'une version anglaise, elle-même modifiée. Cette traduction de 1956 utilisait les expressions « *version totale* » et « *version particulière* » de l'idéologie, à la place de l'opposition total / régional.

<sup>2</sup> Selon K. Mannheim, Napoléon, qualifiant ses détracteurs d'idéologues, inaugura l'usage du mot dans ce sens disqualifiant la pensée opposée.

permettant de légitimer un type d'ordre social, existant ou souhaité. Toutefois, K. Mannheim se défend de tout relativisme, en mettant en avant le « *relationnisme* », qui est la mise en relation des « *éléments de signification* » qui composent une idéologie et son effectivité.

Cette discussion fait écho à une théorie qui rencontre un succès important dans le champ des sciences sociales, avec les travaux de L. Thévenot et L. Boltanski sur la théorie de la justification [Boltanski, Thévenot, 1991]. Le point de départ était la tension résultant du travail de classification des individus et des objets, laquelle s'explique par une pluralité des modèles de justification qui résultent de conflits de valeur, appelés « *cités* », et qui coexistent temporellement. Ni K. Mannheim ni la notion d'idéologie ne sont mentionnés dans leurs travaux ; cependant, les deux théories présentent des analogies dans le mode de mise en relation d'éléments de nature différente. Ainsi « *la congruence entre la qualification des gens et la qualification des objets* » [Boltanski, Thévenot, 1991 : 21] peut être perçue comme une forme du « *relationnisme* » mis en avant par K. Mannheim<sup>1</sup>.

Les notions d'« *idéologie* », travaillée par K. Mannheim, et de « *légitimation* », présente dans la théorie de la justification, constituent deux moyens d'évoquer la prégnance collective de modes de pensée. Paul Ricœur, effectuant une étude des concepts de l'idéologie et de l'utopie chez différents auteurs, de K. Marx à M. Weber et C. Geertz, relie ces deux notions, à partir de l'étude des écrits de Max Weber : « *c'est le rôle de l'idéologie de légitimer l'autorité* » [Ricœur, 1997 : 32]. Cette autorité n'est pas réductible au pouvoir institutionnalisé : « *la prétention à la légitimité émane de toutes les formes de domination* » [Ricœur, 1997 : 335]. P. Ricœur conclut son investigation de la notion d'idéologie par la conception développée par Clifford Geertz, qui la conçoit comme instance d'intégration et support de l'identité. En ce sens, l'idéologie devient bien une notion ouverte à la pluralité, comme le montre l'exemple des États-Unis<sup>2</sup> : « *Il se peut, comme l'affirment certains, que les États-Unis vont d'un melting pot à une mosaïque. Ce qui veut dire que de nombreux groupes, et par conséquent de nombreuses idéologies, concourent à l'ensemble quel qu'il soit.* » [Ricœur, 1997 : 349]. Ainsi est possible la coexistence de différents types de légitimation et d'idéologies qui les sous-tendent, élément visé dans la notion de figure de ville. Il n'y a pas une seule idéologie ou un seul mode de légitimation à l'œuvre, mais des modalités éventuellement concurrentes.

---

<sup>1</sup> Du reste, P. Ricœur utilise le terme « *congruence* » dans son commentaire de K. Mannheim [Ricœur, 1997], et commente largement dans *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, les écrits de L. Boltanski et L. Thévenot sur la légitimation, traçant des liens entre ces deux aspects.

<sup>2</sup> L'ouvrage de P. Ricœur constitue la substance de conférences données à des étudiants américains à Chicago.

Comment se construit le lien entre idéologie et figure de ville ? Les travaux de P. Ricœur, et de L. Boltanski et L. Thévenot indiquent de façon implicite plusieurs niveaux d'appréhension de l'idéologie ou de la légitimation. Ces niveaux ne sont pas spatialisés<sup>1</sup> mais correspondent à des degrés de généralité (de relation entre le particulier et un principe d'ordre général). Toutefois, ces développements ont une incidence sur la conception de l'espace. Par exemple, la « *cité industrielle* » promeut une conception de l'espace-temps comme éléments mesurables pour permettre leur maîtrise et l'inscription des processus de production [Boltanski, Thévenot, 1991 : 257-258].

Un texte de l'*Espace Géographique* en 1986 évoque la possibilité d'une étude géographique de l'idéologie [Gilbert, 1986]. L'idéologie spatiale est « *un système d'idées et de jugements, organisé et autonome, qui sert à décrire, expliquer, interpréter ou justifier la situation d'un groupe ou d'une collectivité dans l'espace. S'inspirant largement de valeurs, elle propose une orientation précise à l'action historique de ce groupe ou d'une collectivité* » [Gilbert, 1986 : 60]. Cette définition tisse un lien entre l'idéologie et l'espace. L'idée d'autonomie de l'idéologie spatiale peut faire débat : A. Gilbert récuse la réduction de l'idéologie spatiale à « *une des dimensions de l'idéologie générale dont elle ne serait que la projection* ». Cette limitation ne se retrouve pas dans la suite de ce texte : l'idéologie a pour point de départ l'espace, mais indique une « *organisation de la vie collective* » [Gilbert, 1986 : 63], marquée par la prééminence de certaines valeurs tels le progrès ou le localisme. L'idéologie peut donc être appréhendée comme objet spatialisé, étudié par la géographie. En ce sens, l'idéologie peut se manifester à différentes échelles<sup>2</sup>.

L'utilisation de la notion de figure urbaine vise à étudier la formation d'idéologies, qui prennent pour objet la ville ou une portion de celle-ci, à des fins de légitimation, indiquant une modalité du développement urbain et de l'organisation sociale. Les figures urbaines et de la ville ne constituent pas des systèmes abstraits mais ont une dimension sensible (figurative). Aussi relèvent-elles d'une prise en compte des imaginaires urbains. Cette voie est esquissée par P. Ricœur qui à la fin de son étude de l'idéologie évoque le lien entre l'idéologie et « *l'imaginaire social* » [Ricœur, 1997 : 350].

---

<sup>1</sup> Ainsi L. Boltanski et L. Thévenot utilisent les termes « *mondes* » et « *cités* » : ils n'ont pas un sens spatial mais renvoient à l'idée d'ensembles homogènes de valeurs où sont engagés dans certaines situations les individus. Dans *L'action au pluriel* [2006], L. Thévenot approfondit les liens entre individus et régimes d'engagement, et explore notamment la dimension spatiale des engagements.

<sup>2</sup> Le rapport entre une échelle cohérente de manifestation d'une idéologie et un discours général doit encore faire l'objet d'éclaircissements.

### 3. Propriétés des figures de la ville

Les figures de la ville se traduisent par différentes propriétés, qui en constituent les cadres, à travers une conception de l'espace, une historicité particulière et une conception de l'habitant.

#### 3.1 *La figure de la ville implique une conception de l'espace et de ses limites*

Chaque représentation patrimoniale véhicule une délimitation spécifique des espaces patrimoniaux et de leur relation à la ville dans son ensemble. À la racine d'une représentation concrète de l'espace de la ville se trouve une « *idéologie géographique* » [Bonnemaison, 1989], qui se traduit par une conception de l'espace, quantitative ou fondée sur la différenciation qualitative des lieux, et l'adoption d'un modèle spatial de référence : centre / périphérie, gradient, ville en réseau, ... Cette conception de l'espace indique une relation à son environnement.

Cela se traduit également par une spatialisation spécifique des actions patrimoniales ou des pratiques. Les pratiques individuelles ou de groupes ont une cohérence spatiale qui révèle la figure spatiale. Ceci est conforme à la notion de « *régionalisation* », définie comme « *le procès de zonage de l'espace- temps en relation avec les pratiques sociales routinisées* », et caractérisée par des modalités : forme des frontières, étendue, imbrication avec les systèmes sociaux [Giddens, 2005 : 173-176]. Chaque figure de la ville est donc constituée d'une idéologie géographique, et se traduit par une modalité de régionalisation.

Cette conception de l'espace se manifeste par la spatialisation des actions et des acteurs sur la ville, illustrant les relations entre le registre idéologique et celui de l'action<sup>1</sup>. Dans le champ patrimonial, cette spatialisation des actions des acteurs publics est matérialisée par l'instauration de secteurs de protection et d'intervention, ou l'utilisation d'un modèle urbanistique, celle des acteurs privés liée aux choix d'implantation des activités ou des interventions. Des acteurs privés sont également associés à la valorisation patrimoniale, avec des modalités différentes de spatialisation traduisant leur conception de la centralité patrimoniale.

#### 3.2 *La figure de la ville implique une conception du temps*

---

<sup>1</sup> Toutefois, il ne faut pas assimiler cela à une opposition binaire entre l'action et la pensée, contre laquelle M. Godelier nous met en garde : « *tout rapport social, quel qu'il soit, inclut une part idéelle, une part de pensées* » [Godelier, 1984 : 171].

Cette conception du temps est appelée « *historicité* ». Là encore le registre patrimonial est une clef pour accéder à cette conception temporelle. La patrimonialisation en effet, loin d'instaurer une relation univoque avec le passé, est l'occasion de définir le régime temporel de la ville, puisque le patrimoine est une construction sociale du passé. « *Le passé est construit dans le présent mais aussi par le présent* » [Rautenberg, 2000] : il est à la fois un héritage transmis et un discours sur cet héritage.

Le temps linéaire s'écoulant du passé vers le futur est une fiction [Lussault, 2001 : 146], comme toute autre représentation du temps (pour Saint Augustin par exemple le temps s'écoule du futur vers le passé). Le temps manifeste des rythmes et des points de rupture différents, et chaque récit sur la ville mobilise un rapport spécifique au temps. Chaque figure construit une historicité propre. Cela s'inscrit dans tout un ensemble de travaux voyant dans le régime temporel un construit social : « *l'organisation de la plupart des travaux menés sous l'inspiration d'Ernest Labrousse supposait que toute société possédait la conjoncture de ses structures. On pourrait, en forme de clin d'oeil, prétendre maintenant à l'inverse qu'elle se donne les structures temporelles de sa conjoncture.* » [Lepetit, 1995 : 21].

La notion d' « *historicité* » est reprise des travaux comparatistes de François Hartog, qui définit des « *régimes d'historicité* », à partir des travaux de M. Sahlins. Il définit le régime d'historicité ainsi : « *tissé de différents régimes de temporalités, il est, pour finir, une façon de traduire et d'ordonner des expériences du temps – des manières d'articuler passé, présent et futur – et de leur donner sens.* ». À partir de ces articulations, « *certains types d'histoire sont possibles et d'autres non* » [Hartog, 2003]. Il détaille quelques régimes d'historicité. Le régime héroïque d'historicité, mis en évidence par Sahlins, est celui d'une histoire qui a « *comme seul énonciateur le roi* » (le héros) ; le régime linéaire, par exemple le rapport juif à l'histoire, est celui d'un temps continu du passé vers le futur ; le régime de l'attente, qui est le régime chrétien, est celui où le présent prend son sens par le futur, le jugement dernier. Au XIX<sup>e</sup> siècle s'opposent le régime ancien, où le passé éclaire le futur (*historia magistra*), et le régime moderne où la leçon doit venir du futur, tourné vers le progrès. Aujourd'hui, notre période serait marquée par le régime d'historicité qualifié de « *présentisme* », qui est celui d'un présent n'ayant « *d'autre horizon que lui-même* » [Hartog, 2003 : 200]. Il n'est pas exclu que d'autres modes d'historicité puissent apparaître<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Cet essai soulève toutefois quelques difficultés, en raison de trois présupposés non explicités par F. Hartog. Tout d'abord, les régimes d'historicité sont eux-mêmes pris dans une forme historique non précisée. Ensuite, ils correspondent dans les exemples pris par F. Hartog à des aires civilisationnelles. Enfin, les régimes d'historicité se succèdent les uns aux autres et ne cohabitent pas, sauf en période de crise.

Le régime d'historicité est donc une condition à l'identification de temporalités, lesquelles concernent la durée ou le rythme d'un phénomène. Cette notion permet de décrire les différentes conceptions du temps liées à chaque figure de ville. À une figure de ville se trouve associé un régime d'historicité. Le terme « *historicité* » est préférable à « *régime temporel* » car il s'agit bien de rendre compte de la façon dont est pensé le temps de la ville, et pas de donner la clef des rythmes urbains. La patrimonialisation n'est pas la seule façon de dire le régime temporel d'une ville : son histoire, ses mémoires, et ses projets en sont également des modalités.

À partir des figures spatio-temporelles esquissées pour chaque ville se déduit une conception du devenir de la ville. Cela se traduit par une caractérisation des habitants, et le passage par des références et modèles extérieurs.

### *3.3 La figure de la ville implique une conception du devenir socio-politique et de l'habitant*

L'hypothèse posée est que les discours sur le patrimoine et les transformations de la ville mobilisent une conception sous-jacente de la ville dans son ensemble et dans ses relations aux espaces historiques. Étudiant des cas de patrimonialisation, O. Lazzarotti relève leur impact sur la définition des relations sociales, impliquant une définition de soi, co-instituée par le regard de l'Autre : « *et tout se passe finalement comme si le véritable enjeu du patrimoine et du tourisme était la définition et le fonctionnement des lieux et des territoires, compris en tant qu'entités sociales, c'est-à-dire mettant en cause les relations, entre eux et par rapport aux autres, des hommes et des femmes qui la peuplent. Le tourisme et le patrimoine sont ainsi deux phénomènes dont on vient de faire jaillir la dimension pleinement politique* » [Lazzarotti, 2003]. Derrière des conflits sur l'aménagement patrimonial seraient alors décelables des oppositions de conception de la ville.

Définissant une conception de l'espace et du temps, la figure de la ville est aussi l'indication d'un ordre social et politique, en ce qu'elle définit les positions de différents groupes d'habitants et leur participation à l'histoire et au futur de la ville. La figure de la ville implique une conception et une définition des habitants et usagers légitimes.

### *3.4 Modalités d'appréhension*

Les perceptions des individus sont difficilement accessibles, voire inaccessibles. Ces perceptions s'organisent en représentations. Ce terme de représentation désigne deux choses : au niveau individuel et intime la représentation est la façon dont la conscience se donne un

objet. Cela également est inaccessible au chercheur en sciences sociales. Tout au plus peut-il les appréhender par le discours et tenter derrière les mots de déceler les représentations de l'individu. Par extension les représentations désignent l'action de figurer quelque chose, par exemple une représentation de la ville. On sort là de l'intime, pour désigner toutes les manifestations concrètes de la ville ou de ses espaces. Elles sont donc multiformes. Les sources utilisées sont les récits de la production de la ville [Lussault, 2001], les projets de la ville, ce patrimoine invisible [Roncayolo, 1994], les discours des acteurs et habitants, appréhendés par des entretiens, les écrits et iconographies portant sur la ville, les règlements urbanistiques, les maquettes promotionnelles<sup>1</sup>, ...

Parmi ces sources figurent également les textes littéraires. Chaque ville fixe un type de littérature. Gênes suscite de nombreux écrits policiers, appelés *giallo* en italien, dans la lignée des polars urbains [Blanc, 1991]. Valparaíso en revanche suscite des écrits poétiques en grand nombre. L'écrivain chilien Salvador Reyes dédicace son livre *Monica Sanders* à la ville de Valparaíso, « *puerto mayor en la Geografía Poética Universal* »<sup>2</sup>. Les liens entre littérature et sciences sociales sont complexes, dans la mesure où « *la littérature constitue pour les sciences sociales, en tout ou partie, un corpus de données, une ressource cognitive et un modèle d'énonciation* » [Lassave, 2002]. Ici elle est utilisée comme corpus de données, en montrant la façon dont peuvent y apparaître des éléments confortant des figures de ville précédemment décrites. Il s'agit d'une réduction, ces textes ne se limitant pas à cet usage, et donc d'une lecture partielle de ces ouvrages.

Chaque figure de la ville a donc différentes propriétés. Elle est un discours sur les temporalités et l'historicité de la ville et un discours sur l'espace de la ville. Elle engage une définition de ses habitants, qualifiés du même geste, pour indiquer un devenir. La figure de ville permet l'étude des imaginaires engagés dans la légitimation des transformations des espaces historiques centraux. La patrimonialisation, les régulations urbaines et les processus de légitimation constituent les perspectives de ce travail comparatif mené sur Gênes, Valparaíso et Liverpool.

---

<sup>1</sup> Les éléments de l'iconographie territoriale ont une dimension politique [Debarbieux, 2003].

<sup>2</sup> « *port majeur de la géographie poétique universelle* ».



## E. Méthodes

La comparaison a été inspiratrice de la forme de ce travail. Dans chaque ville se manifeste un ordre des priorités et des enjeux original, non superposable aux autres villes. Par exemple, les processus de candidatures Unesco de Gênes, Liverpool et Valparaíso n'ont pas les mêmes significations : à Gênes le classement entérine un patrimoine établi et reconnu, et est le résultat d'un processus technique qui ne fait pas débat ; à Liverpool il place le *Liverpool City Council* face à la contradiction non tranchée entre développement urbain et marketing territorial ; à Valparaíso le classement est un enjeu de la transformation des regards portés sur la ville et un instrument au service de la conversion de la ville au tourisme culturel. Le classement Unesco à lui seul ouvrirait des perspectives propres à chaque ville, d'où la nécessité de déterminer l'élément fédérateur de trois démarches distinctes dans leurs objectifs, les régulations urbaines ayant pour objet les espaces historiques centraux, dont le classement Unesco constitue une des modalités. La comparaison doit donc faire l'objet d'une explicitation (1).

Or, cette comparaison mobilise des villes qui semblent radicalement différentes, ce qui pose la question de l'échelle d'appréhension des phénomènes décelés. La mondialisation fait l'objet d'une explicitation (2), dans la mesure où elle induit deux questionnements spécifiques : celui de la convergence mondiale de processus et celui de la circulation de modèles et références d'aménagement. Plusieurs entretiens (cf. annexe 1) ont été menés dans les trois villes, auprès d'acteurs de la transformation des villes. La réalisation des entretiens a impliqué des questionnements (3) sur la notion d'acteur et son rapport à l'institution dont il est issu, les caractérisations des personnes interrogées et le statut des paroles ainsi recueillies, dans des contextes particuliers. Enfin, les différentes sources utilisées font l'objet d'une présentation (4).

### 1. La comparaison comme méthode et comme pratique

La comparaison prend appui sur trois lieux différents. Il convient de justifier la possibilité d'un travail prenant appui sur quelques lieux, non pour produire autant de monographies et connaissances particularisées, mais pour, de la combinaison de ces lieux, produire des connaissances nouvelles.

La comparaison est de plus en plus utilisée dans les études de sciences humaines et sociales [Jucquois, Vielle, 2000], et a une place croissante dans les études de géographie. Ces comparaisons divergent quant à leurs buts et leurs rapports à l'espace, ce qui implique de

considérer les différentes pratiques de la comparaison. La comparaison comme opération intellectuelle, réalisée également dans la vie de tous les jours, est souvent distinguée de la comparaison ou du comparatisme comme méthode<sup>1</sup>. Le terme « *comparatisme* » est utilisé en linguistique et en littérature comparée, tandis que « *comparaison* » et « *méthode comparative* » apparaissent plus fréquemment en sciences humaines et sociales. La comparaison fait l'objet d'une réflexion poussée en histoire, alors qu'elle n'est mobilisée que depuis peu en géographie, aussi les appuis théoriques se trouvent-ils en grande partie parmi les historiens.

Sa visée et ses modalités diffèrent selon les travaux : le type de comparaison mené est en relation avec les objectifs de la comparaison. L'usage de la comparaison soulève plusieurs questions d'ordre épistémologique. Que compare-t-on ? Quels sont l'objet et les lieux de la comparaison ? Quel type de comparaison mène-t-on ? Selon quels objectifs ? Quels explications et enseignements peuvent en être tirés ?

### *1.1 Construire la comparaison*

Il faut définir à la fois le but et l'objet de la comparaison. Cette opération consiste en « *la construction des comparables* ». En effet, la comparaison n'est pas donnée a priori mais se construit en fonction d'une problématique.

#### *Construire l'objet de la comparaison*

« *Comparer ne relève pas de l'évidence, mais doit faire l'objet d'une construction* » [Vigour, 2005]. Il faut « *construire des comparables* » [Détienne, 2000]. La démarche comparative porte sur un objet lié à une problématique. L'objet de la comparaison n'est pas les lieux eux-mêmes : comparer Gênes à Valparaíso, sans autre précision, n'a pas grand sens. La comparaison nécessite un angle d'approche, identique pour chaque élément comparé, qui assure la comparabilité.

Cet angle d'approche peut être thématique. Si la comparaison porte sur le patrimoine, elle devra tenir compte des conditions de mise en place, des modalités de sélection et destruction différentes. De plus, le transfert de cette notion d'un lieu à l'autre n'est pas si simple. F. Dufaux le rappelait au sujet des grands ensembles : malgré des paysages urbains similaires, la notion qui sert de base à la comparaison reste floue et véhicule des sens différents [Dufaux, 2004 : 32]. Il faut donc élargir la comparaison à la « *configuration* » qui éclaire les usages et aspects de la notion de départ, en fonction des différents lieux.

---

<sup>1</sup> cf. le titre de l'ouvrage « *le comparatisme dans les sciences de l'homme* » [Jucquois, Vielle, 2000].

Marcel Détienne développe cet aspect, en prenant pour exemple une comparaison à partir de la catégorie « fonder ». « *En décomposant la catégorie fonder en champ de faire du territoire à travers une douzaine de cultures mobilisées pour cette expérience, le comparatiste procède à un démontage logique qui lui permet de déceler des articulations entre deux ou trois éléments, d'isoler des micro-configurations s'ouvrant sur des différences de plus en plus fines et contiguës* » [Détienne, 2000 : 50]. Les termes « articulation » et « micro-configuration » indiquent que la comparaison ne porte pas sur des éléments isolés mais sur des processus localisés, des constructions sociales et culturelles à partir d'une entrée thématique. Le jeu causal est situé dans des « *micro-configurations* » et des « *contraintes de configuration* » [Détienne, 2000 : 52]. La comparaison devient possible car elle s'applique à des processus et des configurations, qui mettent en perspective les sens différents d'une même notion. Les comparables, objet de la comparaison, sont des processus localisés, à partir d'une catégorie de départ.

#### *Les espaces de la comparaison*

Les comparaisons portent sur des processus et non des lieux [Gervais-Lambony, 1994]. Il s'agit néanmoins de processus spatio-temporellement localisés. Ainsi lorsque Marcel Détienne délimite les objets de la comparaison il se réfère à des époques et des espaces. De même, les travaux comparatifs de géographes mentionnent la plupart du temps en titre les noms des lieux où se déroulent les comparaisons.

Auteur, date	Titre
Gervais-Lambony, 1994	<i>De Lomé �� Harare, le fait citadin en Afrique</i>
Hellequin, 1994	<i>Trois ports historiques en Méditerranée américaine : San Juan de Puerto Rico, La Havane, La Nouvelle Orléans</i>
Rodrigues-Malta, 1994	<i>Trois destins italiens : Gênes, Naples, Trieste</i>
Mori, 1994	<i>Montréal et Toronto, deux partis pris d'urbanisme divergents</i>
Loftman, Nevin, 1996	<i>Going for Growth : Prestige Projects in Three British Cities</i>
Couch, 1997	<i>A Comparative Study of Plans and Policies for Town Centre Renewal in France and the UK</i>
Gomez, 1998	<i>Reflective images : the case of urban regeneration in Glasgow and Bilbao</i>
Duhem, Grésillon, Kohler, 2000	<i>Paris-Berlin, regards croisés</i>
Lavaud-Letilleul, 2002	<i>Mutations récentes et aménagement dans les villes-ports de la Mer du Nord. Vers une recomposition de la ville-port sur son territoire et dans ses réseaux. Les exemples de Dunkerque, Anvers et Rotterdam</i>
Salin, 2002	<i>Les centres historiques du Caire et de Mexico : représentations de l'espace, mutations urbaines et protection du patrimoine</i>
Gervais-Lambony, 2003	<i>Territoires citadins, 4 villes africaines</i>

**Tableau 1 : Exemples de travaux de géographie basés sur la méthode comparative**

Deux types d'approche spatiale peuvent être individualisés : le premier prend appui sur des espaces proches, au sein d'un même pays, ou d'une même aire géographique, le second sur des espaces lointains. Le choix des espaces a-t-il une influence sur le type de comparaison mené ?

La comparaison localisée dans des espaces proches relevant d'un même contexte permet selon C. Vigour des « *comparaisons contrôlées* », car il est plus facile d'expliquer les différences, par neutralisation d'une partie de l'effet de contexte [Vigour, 2005 : 156]. À l'inverse, les comparaisons inspirées de Marcel Détéienne, basées sur la volonté de mise en évidence de la multiplicité des manifestations d'un thème, privilégient les espaces très différents les uns des autres, comme le montrent la comparaison menée entre les politiques du patrimoine à Mexico et Le Caire [Salin, 2002] ou la confrontation entre espace africain et indien [Gervais-Lambony, Landy, Oldfield, 2003].

L'approche n'est pas nécessairement différente selon que la comparaison porte sur des espaces proches ou lointains. La comparaison des grands projets menés à Birmingham, Manchester et Sheffield se situe dans un même contexte national, et une même crise urbaine à laquelle les pouvoirs locaux tentent de faire face. Ces projets, au-delà des différences de localisations, révèlent des discours de justification similaires, et surtout un même décalage entre ces discours et les bénéfices réels pour les populations en difficulté [Loftman, Nevin, 1996]. La comparaison entre villes proches a là mis en évidence des éléments de similarité, basés sur les discours locaux confrontés à leurs effets économiques. À l'inverse la comparaison entre les processus de transformation du *waterfront* dans les villes voisines de Montréal et Toronto<sup>1</sup> illustre une « *divergence totale des partis d'urbanisme retenus* » [Mori, 1994 : 232]. La comparaison d'espaces lointains peut aboutir à la mise en avant des contextes différents, par exemple dans l'étude de l'intégration de la dimension « *développement durable* » entre la France et le Royaume-Uni [Couch : 1997], ou au contraire conduire à des éléments communs malgré des différences contextuelles, par exemple une réflexion sur la catégorie « *urbanité* » [Gervais-Lambony, 1994].

Les espaces choisis ne semblent donc pas être le facteur prépondérant de la méthode comparative, car celle-ci nécessite avant tout la construction des comparables. La proximité ou l'éloignement spatial n'est qu'un paramètre de cette construction. La comparaison menée entre Glasgow et Bilbao commence à construire un cadre comparable : même situation de crise, même situation périphérique en Europe (au Nord et au Sud), même stratégie de

---

<sup>1</sup> L'auteur met l'accent sur les éléments contextuels similaires et les « facteurs communs » [Mori, 1994 : 212], et ne traite pas des différences en terme culturel et linguistique.

reconversion. L'éloignement et l'appartenance supposée à deux ensembles différents sont minorés. Cela permet de poser l'axe de la comparaison : « *the attempt to create a service-based economy through the reconstruction of their image* »<sup>1</sup> [Gomez, 1998 : 106].

Il ne s'agit pas de minorer le rôle de l'explication spatiale, mais d'étudier les types de comparaison, qui sont fonction de la construction des comparables et pas du choix des lieux.

## 1.2 Les types de comparaison

La comparaison n'est pas une méthode univoque : elle varie en fonction des buts poursuivis, du type de connaissance recherché, et des éléments d'appui.

### *Les particularités ou le général*

Une première différenciation porte sur le résultat de la comparaison et s'opère entre les comparaisons recherchant le général ou l'universel en dépit de différences et celles s'attachant au contraire aux particularités en tant que résultat.

Les usages de la comparaison par Marc Bloch et Émile Durkheim illustrent cette alternative [Friedman, 1996 : 124]. É. Durkheim est à la recherche du général dans le divers. Son étude sur les phénomènes religieux s'appuie au départ sur une pluralité de faits religieux, pour dégager les caractéristiques de la religion et fonder la possibilité d'une sociologie des religions [Durkheim, 1898]. L'étude de phénomènes religieux « *archaïques* » en Australie vise à accroître les connaissances sur la religion en général. « *Nous n'étudierons donc pas la religion très archaïque dont il va être question pour le seul plaisir d'en raconter les bizarreries et les singularités. Si nous l'avons prise comme objet de notre recherche, c'est qu'elle nous a paru plus apte que toute autre à faire comprendre la nature religieuse de l'homme, c'est-à-dire à nous révéler un aspect essentiel et permanent de l'humanité.* » [Durkheim, 2003]. Cette recherche du général par la comparaison se retrouve en géographie parmi les vidaliens. Demangeon lie comparaison et esprit de généralité : « *l'esprit de comparaison donne l'éveil de l'esprit scientifique, parce qu'il crée le sens de la généralité des faits.* » [Demangeon, 1952a : 26]. Ailleurs il précise qu'il faut, pour accéder aux « *lois générales* » sur les types d'habitations rurales, rassembler de nombreuses études, pour « *les rapprocher et les comparer* » [Demangeon, 1952b : 230].

À l'opposé, Marc Bloch appelle à une utilisation large d'une comparaison qui met l'accent sur les différences. Lors d'une conférence à Oslo en 1927, il prône la mise en place

---

<sup>1</sup> « *la tentative pour créer une économie de services [tertiaire] à travers la reconstruction de leur image.* »

d'une histoire comparée, qui « *se doit de dégager l'originalité des différentes sociétés* », et à l'inverse se méfier des « *fausses similitudes* » [Bloch, 1963 : 27]. Cette comparaison reste basée sur la construction de comparables : la comparaison entre la féodalité européenne et le XI<sup>e</sup> siècle au Japon se justifie par l'identification au Japon des traits caractéristiques de la notion de féodalité [Bloch, 1939 : Livre III, 1.III]. Bloch et Durkheim représentent donc deux choix comparatifs quant au résultat, basés sur la volonté de généraliser ou de mettre en évidence les particularités.

### *L'identique ou le différent*

La seconde ligne de différenciation s'opère entre les comparaisons prenant appui sur les similarités et celles attentives aux différences.

La comparaison est souvent menée pour décider de l'identité ou de la non-identité de deux objets, en comparant point par point. Dans ces deux cas, le postulat est celui de la nécessaire concordance des éléments [Gervais-Lambony, 2000], et la comparaison recherche les caractéristiques identiques. En géographie, la comparaison entre Toulouse et Saragosse [Sermet, 1936] relève de ce cas : l'auteur conclut à une forte similitude entre les deux villes, en raison d'un même site et de l'utilisation de la brique pour les constructions. Cet essai vise à montrer, en raison des fortes ressemblances entre les deux villes, la nécessité d'un rapprochement (le but de la comparaison est là politique). Un autre type de comparaison s'appuie sur les différences. Des évolutions différentes incitent à en rechercher les causes, à travers le rôle de l'histoire, des migrations ou des transferts de technologie.

### *Types de comparaisons*

La combinaison des deux lignes de différenciation (général / particulier et similaire / différent) permet la mise en évidence de quatre types de comparaisons, en fonction des résultats cherchés. Les comparaisons visant à montrer la similarité entre deux objets (et deux espaces) servent souvent à indiquer une communauté de destins. Cet usage se retrouve dans les comparaisons pratiquées par les acteurs à Gênes, Valparaiso ou Liverpool : la comparaison à une autre ville sert d'élément de légitimation d'une option de développement. La comparaison d'un phénomène empirique - un cas - à un modèle ou une tendance générale vise à en vérifier la conformité. La recherche de l'universel ou du général tente de faire émerger des énoncés généraux à partir d'éléments différents. À partir d'un même thème les différences peuvent aussi déboucher sur la présentation de la multiplicité des configurations possibles.

La comparaison vise à connaître le :	<b>Général</b>	<b>Particulier</b>
La comparaison porte sur des éléments :		
<b>Identiques</b>	<b>La Conformité<sup>1</sup></b> : la comparaison d'objets, pris comme manifestations empiriques, à un modèle, pour vérifier la validité d'une théorie ou la généralité d'une tendance.	<b>La Similarité</b> : la comparaison de deux objets pour montrer leur équivalence ou différence, en cherchant leurs points communs.
<b>Différents</b>	<b>L'Universalité ou la Généralité</b> : la comparaison d'objets différents pour découvrir des éléments de similitudes. Ex : Cl. Levi-Strauss, E. Durkheim.	<b>La Multiplicité</b> : la comparaison d'objets différents pour mettre en valeur les différentes manifestations d'un même thème. Ex : M. Détiénne.

Tableau 2 : Types de comparaisons (S. Jacquot)

Ce tableau ne présente pas des choix exclusifs. J. Le Goff dans la préface à *Histoire et mémoire* assigne comme tâche future le développement d'une histoire comparée, « *seule capable de donner un contenu pertinent aux exigences en apparence contradictoires de la pensée historique : la recherche de la globalité d'une part, le respect des singularités de l'autre, le repérage des régularités d'un côté, l'attention au jeu du hasard et de la rationalité de l'autre, l'articulation des concepts et des histoires. Et par-delà doit se profiler, comme le souhaitait Michel Foucault, l'ambition - lointaine - d'une histoire générale.* » [Le Goff, 1988 : 13]. Les deux écueils d'une histoire non problématisée et du déterminisme total sont évités : « *la possibilité d'une lecture rationnelle a posteriori de l'histoire, la reconnaissance de certaines régularités dans le cours de l'histoire (fondement d'un certain comparatisme historique des diverses sociétés et des diverses structures), l'élaboration de modèles qui refuse l'existence d'un modèle unique [...] permettent d'exclure le retour de l'histoire à un pur récit.* » [Le Goff, 1988 : 21-22].

La comparaison est donc la méthode permettant de concilier la recherche du général et les irréductibles singularités. Comment permet-elle des objectifs si différents ? Quelles causalités sont possibles et individualisables ? Comment se manifestent ces types de comparaisons en géographie ?

### 1.3 La comparaison et ses explications

« *Comparaison n'est pas raison* » est un proverbe souvent cité pour signifier que des similitudes entre deux objets ne font pas nécessairement sens. À l'inverse, Marcel Détiénne

---

<sup>1</sup> Les termes « *conforme* » et « *semblable* » se justifient ainsi : l'adjectif semblable dérive de sembler, et son étymologie renvoie à l'idée d'apparence. On compare donc deux choses existantes. « *Conforme* » est composé de forme, qui induit l'idée d'une généralité au-delà de l'apparence.

invoque les impossibles comparaisons [Détienne, 2000]. Quels enseignements nous permet la comparaison, et sous quelles conditions ?

La comparaison est souvent liée à la recherche de causalités. Elle ne porte pas sur des lieux mais sur des processus [Détienne, 2000], et donc des configurations localisées spatio-temporellement. Or, l'idée de causalité est liée à une représentation temporelle [Hume, 1995]<sup>1</sup>. La comparaison, lorsqu'elle reconstitue en différents lieux des séquences spatio-temporelles, interroge les raisons des variations ou similitudes.

### *Le rapport réel et le rapport conceptuel*

Une similarité ou des différences entre deux éléments ne sont pas nécessairement liées à un rapport direct (spatial ou généalogique). Luc de Heusch distingue le « *rapport réel* », où un contact est déterminé entre deux éléments, du « *rapport conceptuel* », construction du chercheur [De Heusch, 1986].

Le « *rapport réel* » relève d'une situation de contact entre deux éléments similaires. Le contact n'est pas nécessairement lié à une relation de contiguïté spatiale. Le contact peut être dû à une même origine, une imitation, un transfert, des emprunts, ... et suppose de déterminer la relation entre les deux éléments. Cela pose un double problème. Comme le rappelle Marc Bloch, « *mettre à jour le germe, ce n'est pas déceler les causes de la germination* » [Bloch, 1963 : 25]. En effet, même si une origine commune (« *le germe* ») peut être décelée, il reste à expliquer les modalités de l'évolution similaire (« *la germination* »). Si la similarité s'explique par des transferts ou des imitations, quels sont les canaux ou les réseaux des imitations ? Ces transferts peuvent faire l'objet d'études géographiques, par exemple l'ouvrage « *Paris-Berlin : regards croisés* » [Duhem, Grésillon, Kohler, 2000] : l'existence de cités jardins à Strasbourg, au Stockfeld s'explique par des « *passeurs* », comme l'architecte alsacien Roger Ginsburger, qui popularise en France des expériences allemandes [Cohen, 2000]. La comparaison et la découverte de similarités sont le point de départ de ces analyses de transferts culturels. Le rapport direct pose la question des généalogies et des transferts.

Au contraire, dans le « *rapport conceptuel* », les points communs ou les différences entre deux phénomènes éloignés (dans le temps ou l'espace) ne sont souvent pas explicables par une relation historiquement déterminée. Les comparaisons visent à dégager à partir d'une thématique de départ des types, qui constituent les différentes manifestations possibles du

---

<sup>1</sup> Hume place la comparaison à l'origine de tout raisonnement, dont celui consistant à rechercher des relations de causalité. Il place ensuite comme préalable à la recherche des causalités le rapport d'antériorité et de contiguïté, donc des exigences spatio-temporelles.



thème. De Heusch cite l'exemple d'une comparaison entre la féodalité qui se met en place à l'époque carolingienne et le clientélisme traditionnel au Rwanda [De Heusch, 1986]. Dans ce cadre la féodalité apparaît alors comme « *spécification d'un genre plus général englobant l'ensemble des sociétés construites sur une série de relations de réciprocité personnelles entre deux individus libres mais hiérarchisés* » [De Heusch, 1986 : 57]. Marcel Détienné, dans « *Comparer l'incomparable* », développe des idées similaires [Détienné, 2000]. Le rapport conceptuel se base sur la construction d'un thème général point de départ de la comparaison, sous lequel se subsument divers objets qui constituent autant de manifestations de ce thème.

Dans le cas du rapport réel, les objets comparés se retrouvent liés, alors qu'ils sont disjoints dans le rapport conceptuel. À partir de cette distinction il faut décider du statut des éléments comparés : cas, type ou prototype, ou paradigme.

#### *Le cas, le type, le paradigme*

Parler de cas, type ou paradigme est déjà une façon de trancher avec une étude monographique, même sans visée comparatiste explicite. Le cas évoque le lien entre un élément particulier et une notion générale. Le type s'inscrit dans une typologie présentant des résultats différents. Le paradigme désigne un cas archétypique, aux traits symptomatiques de tendances générales moins visibles en d'autres lieux. Ce sont trois façons de présenter les résultats de la comparaison en fonction du statut de chaque élément comparé.

Les notions de cas, types et paradigmes relèvent du même principe : la présentation des connaissances ne doit pas être exhaustive, elle ne présente pas l'ensemble des faits possibles mais en sélectionne certains : « *La vraie méthode expérimentale tend plutôt à substituer aux faits vulgaires, qui ne sont démonstratifs qu'à condition d'être très nombreux et qui, par suite, ne permettent que des conclusions toujours suspectes, des faits décisifs ou cruciaux.* » [Durkheim, 2004]. Ces « *faits décisifs* » sont ceux qui ont la plus grande valeur illustrative.

Le cas est la relation la plus courante. Un élément de la comparaison vaut pour sa relation à une théorie, dont il constitue une manifestation. Il n'a pas de privilège par rapport à d'autres cas possibles mais est utilisé de façon exemplaire. Il peut servir à mettre en évidence les variations par rapport à des évolutions générales. Marcel Roncayolo fait un tel usage de la notion lorsqu'il compare le cas de Marseille aux évolutions générales des villes françaises, pour dans un second temps questionner les différences [Roncayolo, 1996]. Ce raisonnement

est un aller-retour, entre un schéma général et le cas, en expliquant les écarts. Chaque cas est la convergence d'éléments généraux et d'éléments particuliers.

Si ce cas devient particulièrement révélateur de processus particuliers, il peut être perçu comme « type », regroupé dans une typologie, exercice classique parmi les géographes français vidaliens. Pour Vidal de la Blache, le type correspond souvent à une aire géographique. Comparant les moyens de nourriture [Vidal de la Blache, 1995], il individualise différents types : le type méditerranéen, le type américain basé sur le maïs ou le type asiatique basé sur le riz, pour montrer des types de rapports de l'homme à son milieu. Demangeon procède de la même façon, dans sa classification typologique de l'habitat rural [Demangeon, 1927], qui s'inscrit dans une géographie thématique. Cette démarche évoque la constitution d'idéaux-types. Pour caractériser les formes d'autorité, Max Weber définit quatre idéaux-types, modélisation à partir de différents cas. L'idéal-type est défini par J. Lévy comme un « *modèle explicatif [...] se référant à une réalité concrète, mais représentant un ensemble générique* » [Lévy, Lussault, 2003 : 943]. Un type devient un idéal-type par l'épuration de ses traits spécifiques à une situation spatio-temporelle.

Un type concret fonctionnant comme idéal-type constitue un archétype [Lévy, Lussault, 2003 : 943] ou un paradigme. Certaines villes ont ainsi en géographie urbaine été perçues comme paradigmatiques de l'évolution générale des villes : « *the paradigmatic city may be defined as the city that displays more clearly than other cities the fundamental features and trends of the wider urban system* »<sup>1</sup> [Nijman, 2000 : 135]. Chicago dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle est devenue une ville paradigmatique, témoignage des transformations sociales en lien avec l'urbanisation. New York, Londres et Tokyo sont décrites comme villes globales archétypiques [Sassen, 1996], mais les chercheurs tentèrent ensuite de déceler d'autres villes globales, par exemple Sao Paolo [Droulers, 1998]. Mexico valait pour les villes confrontées aux problèmes du gigantisme [Monnet, 1993]. Récemment, Los Angeles a été prise comme ville paradigme des évolutions contemporaines vers la fragmentation urbaine et l'étalement sans limite [Scott, Soja, 1998].

L'identification des villes paradigmatiques est rendue difficile par la dimension temporelle : leur prototypicité tient également en ce qu'elles annoncent des tendances généralisées, les devançant. Cette notion de « *ville paradigme* » a été critiquée et qualifiée d'approche archaïque, non adéquate à la mise en réseau des lieux aujourd'hui [Curry, Kenney, 1999]. Ce qui fait débat est plus lié à la catégorie « ville » qu'à la pertinence de

---

<sup>1</sup> « *la ville paradigmatique peut être définie comme la ville qui montre plus clairement que les autres villes les traits fondamentaux et les tendances du système urbain en général* ».

l'individualisation de « *paradigme* ». Or c'est justement cette mise en réseau qui peut faire émerger un nouveau paradigme urbain. Nijman, comparant Los Angeles et Miami, montre que désormais Miami est plus adaptée comme archétype de la ville post-industrielle et mondialisée. Miami se développe autour des secteurs bancaires, touristiques et de ses liens avec l'Amérique Latine. Surtout, ses modalités de croissance témoignent de la globalisation culturelle américaine : les éléments décrits comme typiques de la ville post-industrielle (« *privatopia* », « *cultures of heteropolis* », « *interdictory space* », « *city as a theme park* ») se retrouvent de façon exacerbée à Miami [Nijman, 2000 : 142].

Cette clarification sur les termes « *cas* », « *type* » et « *paradigme* » est nécessaire pour définir le statut de Gênes, Valparaíso et Liverpool. En effet, le type peut renvoyer à un espace englobant, par exemple Gênes peut représenter un type méditerranéen, ou à une modalité de développement. De plus, si les lieux fonctionnent sous le regard des uns et des autres, en réseau ou par transferts et imitations, est-il encore possible d'individualiser des types ou paradigmes ? En effet, la comparaison est aussi réalisée par les acteurs dans les villes, et est un facteur de changement urbain.

*Théories et pratiques mêlées : la comparaison intégrée aux transformations des villes*

La différenciation théorie / pratique n'est pas totalement hermétique. En effet, la comparaison entre villes est menée par les acteurs eux-mêmes. Ces villes, transgressant parfois les grands ensembles régionaux et les frontières culturelles présumées, s'inspirent de ce qui est fait en d'autres lieux : les modèles circulent [Verdeil, 2005], les *success stories* de l'aménagement des villes portuaires sont connues, inspirent des aménagements similaires [Velut, Robin, 2005], et sont véhiculées par l'Union Européenne, la BID et l'ONU, si bien que les découpages régionaux ne sont plus suffisants pour expliquer les convergences ou divergences. Valparaíso se réfère à Barcelone aussi bien pour son centre historique que pour son port ; des experts génois se sont rendus à Valparaíso ; des échanges d'expériences ont lieu entre les municipalités de Gênes et Liverpool ; Liverpool souhaite développer l'animation que l'on trouve dans les centres des villes européennes. Bref, chaque ville se compare à une autre, comme modèle ou exemple. Les comparaisons entre villes sont devenues une pratique courante intégrée à l'aménagement urbain, par les acteurs du gouvernement urbain.

Cela a une incidence sur l'usage de la comparaison en géographie : la distinction entre théorie et pratique n'est pas nette. Il n'est pas possible d'isoler chaque lieu puisqu'il est en résonance avec d'autres espaces. Les processus en différents lieux sont interdépendants et la comparaison ne porte donc pas sur des objets purs. La dimension spatiale de la comparaison

est complexe, et toute volonté d'individualiser des types doit inclure dans la typification la relation à d'autres lieux.

*L'explication spatiale : du contexte à la mondialisation*

L'espace de référence va être mobilisé comme facteur explicatif des différences ou similitudes lorsque le contexte est évoqué. Le contexte désigne une échelle territoriale inférieure qui regroupe des caractéristiques de même nature, désignée comme « *civilisation* », par exemple chez P. Gourou, ou « *aire culturelle* ». Dans ce cadre, les différences entre processus localisés sont liées à un contexte culturel, socio-économique ou juridique différent. Pour Gênes, Valparaíso et Liverpool, cela signifie questionner le degré de dépendance des processus observés au contexte et considérer les évolutions des villes britanniques et nord-américaines, méditerranéennes et latino-américaines. Cela n'implique pas un déterminisme du contexte : la reconstitution des processus liés à une thématique illustre aussi la diversité des réponses sociétales possibles à un problème similaire [Détienne, 2000].

En outre, les interdépendances entre lieux rendent problématique l'utilisation de l'explication contextuelle : la comparaison ne peut se faire sans étudier les passages et transferts de modèles et normes. Or cette circulation de modèles, d'informations et de normes est souvent présentée comme une caractéristique de la mondialisation. Cette comparaison aura à se positionner par rapport à la mondialisation, pensée comme dynamique [Santos, 1997], c'est-à-dire à la fois contexte de transformation et facteur d'évolution. Cela ne signifie pas une dissolution du local ou une homogénéisation des processus mais le facteur spatial ne joue pas nécessairement de façon zonale.

La comparaison doit donc se placer dans une double perspective. Tout d'abord, il faut varier l'échelle pour apprécier les effets de contexte. Ensuite, différents types de relations spatiales peuvent rendre compte des différences et similitudes : fonctionnement en réseau, transferts et imitations, rapport de centralité et de domination de lieux périphériques. Autrement dit, la comparaison doit questionner les effets de la mondialisation.

## **2. La mondialisation comme espace d'inscription de la comparaison**

Les transformations des espaces patrimoniaux de Gênes, Valparaíso et Liverpool ont pour contexte la mondialisation, cadre de la comparaison et lieu d'inscription de certains acteurs et processus. La mondialisation n'est pas un phénomène nouveau ; aussi convient-il d'évoquer les mondialisations ou les étapes de la mondialisation, puisque F. Braudel montrait

les processus de mondialisation économique à l'œuvre dès le XV<sup>e</sup> siècle. La mondialisation n'est pas un phénomène qui touche indistinctement les différents points du monde. Un même processus mondialisé ne transforme pas de la même façon des territoires : la mondialisation n'implique donc pas nécessairement une homogénéisation. Certains territoires semblent actifs dans les processus de mondialisation et d'autres plus passifs, récepteurs de changement qu'ils n'ont pas débuté. La mondialisation peut donc constituer un « *objet géographique* » [Lombard, Mesclier, Velut, 2006].

La mondialisation concerne différents aspects : parfois réduite à un processus économique, elle s'accompagne de changements culturels considérables, d'où l'évocation des mondialisations culturelle, économique ou du tourisme.

### 2.1 La mondialisation, un processus historique et social

Dans *les Mots de la géographie*, le terme « mondialisation » n'est pas défini. En revanche, conformément au premier tome de la *Géographie Universelle*, dans la définition du terme « monde » apparaît la définition de « système-monde » : « *le Monde vu comme un système, tel qu'aucun de ses points n'apparaît plus comme isolé, que l'information circule vite et même quasi instantanément autour du globe, que tous les lieux sont plus ou moins interdépendants, que les décisions d'un État ou d'une entreprise sont susceptibles d'avoir des répercussions lointaines, et qu'il est indispensable de prendre conscience de cette solidarité de fait.* » [Brunet, Ferras, Théry, 1993]. Cette notion de système-monde correspond à une solidarité entre les différents points de la Terre. La dimension historique de ce système est précisée : « *ainsi défini, le système-Monde semble fonctionner comme système unifié depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle [...]. Mais il s'y préparait depuis longtemps.* ». Le terme de « mondialisation » indique un processus. Cela est confirmé par le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* puisque la mondialisation y est définie comme « *émergence du Monde comme espace* » et « *processus par lequel l'étendue planétaire devient un espace* ».

Le système-monde désigne le résultat de ce processus sous une forme systémique, ce qui permet d'insister sur la solidarité et les interdépendances. Le terme « mondialité », dans une perspective culturelle, désigne la nouvelle connaissance du monde qui se développe sous l'effet de la mondialisation. La mondialisation comme processus aboutit à un système-monde sans cesse base de nouvelles transformations, comme le montre l'exemple du tourisme, à la fois activité diffusée mondialement et vecteur de l'« *intégration au monde* » [Coëffe,

Pébarthe, Violier, 2007 : 90]. Pareillement, la mondialité est à la fois moteur et résultat des transformations.

La mondialisation s'inscrit donc inévitablement dans une perspective historique. Dans le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, six étapes de la mondialisation sont précisées : la diffusion de l'Homo Sapiens sur Terre, puis le « *bouclage par les Grandes découvertes de la fin du XV<sup>e</sup> siècle* », la constitution des empires, la formation d'un espace économique mondial à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, une brève période de « *mondialisation refusée* » entre 1914 et 1945 et enfin l'après Seconde Guerre mondiale, la « *globalisation* », qui traduit une accentuation de la mondialisation. Ces processus se sont intensifiés et accélérés : la première mondialisation a certainement duré cent mille ans, tandis que la dernière période couvre à peine plus de soixante ans [Lévy, 2007]. Le temps de la mondialisation n'est pas linéaire ni homogène. Les processus de la mondialisation n'ont pas tous la même dimension temporelle mais manifestent un enchevêtrement de temporalités différentes [Braudel, 1979]. La diffusion de l'Homo Sapiens ne peut être mise sur le même plan que les Grandes Découvertes ou que la globalisation financière contemporaine : dans le premier cas la diffusion mondiale de l'homme s'apparente davantage à une dispersion, tandis que les Grandes Découvertes ou la globalisation aboutissent à une mise en cohérence de l'espace mondial.

La mondialisation est également un processus complexe, qui concerne différents champs de la vie sociale et pas seulement la mondialisation des échanges<sup>1</sup> [Grégoire, Théry, Waniez, 2006]. En effet, la mondialisation est un « *processus social, construit, porté, approprié et transformé par des acteurs sociaux* » [Lombard, Mesclier, Velut, 2006 : 16]. Comme telle, elle peut faire l'objet d'une appréhension géographique, qui se traduit par différents schèmes spatiaux disponibles.

## 2.2 Aspects spatiaux de la mondialisation et géographie de la mondialisation

La mondialisation est souvent apparentée à une forme d'homogénéisation du monde, appelée « *occidentalisation* »<sup>2</sup> [Latouche, 2005], illustrée par la diffusion d'objets emblématiques, des vêtements d'une même marque que l'on retrouve aux États-Unis, au Chili

---

<sup>1</sup> laquelle ne se réduit pas à la seule sphère des échanges de biens et services. Ch.-A. Michalet ajoute deux autres dimensions à la mondialisation économique, les investissements directs à l'étranger (IDE, prises de contrôle total ou partiel de firmes à l'étranger) et la circulation des capitaux culturels [Michalet, 2004].

<sup>2</sup> S. Latouche décrit l'occidentalisation comme processus civilisationnel, mais celui-ci demeure incomplet et contesté [Latouche, 2005 : 110-139], voire « *introuvable* » [Latouche, 2005 : 10].

et en Thaïlande, des modes de consommation qui se rapprochent. La mondialisation est également productrice d'une différenciation des espaces, et définie comme processus de convergence et unification des différents espaces de la planète, elle n'implique pas en soi une homogénéisation [Santos, 1997 : 137-152]. Du point de vue local de la réception, et non de celui mondial de l'émission, il n'y a pas d'uniformisation [Warnier, 2004]. Quand bien même existeraient des flux homogènes de biens ou d'idées, les conditions de leur réception sur un territoire suffisent à produire de la différenciation : adaptations aux contraintes locales, réinterprétations. La mondialisation met donc en oeuvre des processus concomitants d'homogénéisation et de différenciation. La différenciation peut correspondre à différentes configurations spatiales : un modèle centre / périphérie et ses déclinaisons, un modèle divisant le monde en aires civilisationnelles ou culturelles, un modèle fragmenté à différentes échelles.

Le modèle centre / périphérie constitue la représentation la plus courante de la mondialisation : la mondialisation se constitue à partir de plusieurs centres dynamiques, vers des périphéries, territoires où la part de la vie matérielle est plus importante, moins intégrée aux flux monétaires, organisées par exemple à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle depuis les foires de Plaisance par les génois [Braudel, 1979]. Cette représentation permet de distinguer les territoires donneurs d'ordre et les territoires dont le développement est dicté par ces centres plus ou moins lointains : ceux dont le développement est endogène et ceux dont il est exogène. Milton Santos dans *La nature de l'espace* présente le « *devenir solidaire* », qui est l'évolution conjointe de différents espaces [Santos, 1997]. Parmi les modalités de « *devenir solidaire* », l'une correspond à une différenciation centre / périphérie : « *le devenir hiérarchique* », où un territoire se développe en fonction d'ordres donnés à partir d'un autre territoire. Dans les espaces historiques de Gênes, Valparaiso et Liverpool, les transformations sont-elles conduites localement ou guidées depuis l'extérieur ? La réponse implique l'identification des configurations d'acteurs propres à chaque ville, le positionnement entre local et mondial, et la caractérisation des modalités du développement, endogène ou exogène, *via* des modèles extérieurs. En d'autres termes, ces villes sont-elles des périphéries du monde, appliquant des recettes élaborées ailleurs, sans capacité d'influence sur le développement mondial ?

La mondialisation se présente également sous la forme d'un modèle en réseaux, c'est-à-dire d'un « *ensemble de lignes interconnectées qui permettent la circulation des flux et donc le fonctionnement de l'interaction spatiale* » structuré par des noeuds [Brunet, Dollfus, 1990 : 400]. Ces modèles insistent sur les parcours de diffusion des biens, personnes et idées, et l'organisation par des nœuds jouant un rôle de coordination et dessinant une « *géographie*

*mondiale de la décision* » [Brunet, Dollfus, 1990 : 404]. Ce modèle en réseau entraîne également une redéfinition des relations entre les échelles, puisque le monde « *a cessé d'être un monde bien ordonné par la distance. Le global est partout présent dans le local* » [Veltz, 2004]. Les différentes échelles sont continuellement imbriquées. P. Veltz utilise l'image de l'« *archipel* », qui rompt avec « *l'image métrique du territoire* » [Veltz, 1996 : 53], provoquant également la pertinence moindre du schéma centre / périphérie : « *au lieu de s'opposer globalement, par grands blocs, les centres et les périphéries tendent aujourd'hui à s'interpénétrer, à s'imbriquer les uns dans les autres* » [Veltz, 1996 : 57]. Ces réseaux analysés par P. Veltz ne sont pas à l'image de ceux du passé, simple mise en relation de territoires cohérents en soi (territoires *de* réseau), mais créent un territoire *en* réseau, qui place au premier plan des analyses « *ce qui se passe entre les acteurs [...], le rôle décisif des processus d'organisation, de communication et de coopération* » [Veltz, 1996 : 246].

Le modèle du réseau mondial est souvent mobilisé pour la présentation des villes mondiales : « *notre thèse centrale est que la mondialisation croissante, doublée de la concentration accentuée du contrôle économique, a donné aux grandes villes un rôle clef dans la gestion et le contrôle d'un tel réseau mondial* » [Sassen, 1996]. Cette position nœudale des grandes villes a produit des espaces particuliers à grande échelle, la City à Londres ou Manhattan à New York. À l'inverse, d'autres espaces de ces mêmes villes demeurent à l'écart du fonctionnement du réseau mondial, produisant à l'échelle locale un modèle en tâches de léopard : « *des tâches de modernité branchées sur la circulation mondiale, dispersées sur une peau composée de logements, de lieux d'activités économiques et administratives qui restent à l'écart du mouvement de la mondialisation* » [Lautier, 2003], rejoignant l'idée d'une différenciation forte de l'espace local entre des lieux à l'écart et des lieux de la mondialisation. La mondialisation par le patrimoine est-elle porteuse de différenciation spatiale et sociale ?

Une autre approche consiste à diviser le monde en grandes aires culturelles, appelées « *civilisations* ». Marcel Mauss [1930] définit la civilisation comme un « *phénomène social du second degré* », car touchant les sociétés et leurs relations. La civilisation est caractérisée par une aire et une forme : la forme d'une civilisation est « *tout ce qui donne un aspect spécial, à nul autre pareil, aux sociétés qui forment cette civilisation* » et l'aire la surface d'extension de cette forme, tout en précisant qu'il n'y a pas d'homogénéité spatiale. Ainsi la civilisation désigne « *des systèmes de faits, qui ont leur unité, leur manière d'être propre* » [Mauss, Durkheim, 1913]. Ces civilisations évoluent : à chaque période une unité civilisationnelle particulière, susceptible de modification. Une fois reconnue l'existence de



ces grands ensembles culturels, se pose la question de leur place dans la mondialisation. Pour Gênes, Valparaíso et Liverpool, l'appartenance à des ensembles culturels transnationaux est-elle un facteur explicatif pertinent des transformations des espaces historiques ?

Toutefois, M. Mauss critiquait les théories mettant l'accent sur l'unité d'une grande civilisation : au sein d'une même civilisation de nombreuses différences existent entre les diverses sociétés, donc l'explication ultime de ces différences ne peut s'appuyer sur un élément commun [Crépon, 2002]. De plus, cela équivaut à nier le rôle des transferts et échanges dans la constitution des différentes civilisations. De même, A. Appadurai invite à dépasser la conception d'une division culturelle figée du monde. Des « *flux culturels globaux* », c'est-à-dire des flux d'images, de représentations, de populations, dépassent les frontières régionales et nationales, se combinant sans ordre préconçu, contribuant à la construction d'identités collectives plus complexes [Appadurai, 2001]. Les aires culturelles sont en constante redéfinition. Il interprète cette redéfinition culturelle comme une déterritorialisation, puisque du fait des migrations le territoire national n'est plus le seul support d'une identité cohérente : il y a de plus en plus déphasage entre le projet identitaire national et la production d'identités collectives.

Ainsi l'appartenance de chaque ville étudiée à une aire culturelle donnée est à fortement questionner. Autant que l'appartenance statique à une aire anglo-saxonne ou méditerranéenne, c'est une appartenance dynamique qu'il faut considérer. La référence à Appadurai permet également de faire le lien entre deux types de questionnements : celui de l'appartenance à une aire culturelle qui définirait une façon particulière de transformer la ville et celui de la coexistence de différents imaginaires culturels dans un même territoire, avec les phénomènes de recomposition et redéfinition identitaire qui peuvent s'y élaborer. L'homogénéisation est également une question d'échelles : comme le rappelle Appadurai, pour les Coréens la japonisation est plus préoccupante que l'américanisation de leur société. Ce problème de l'échelle de l'homogénéisation et des craintes attachées se retrouve par exemple à Valparaíso : le tourisme international reposant sur la patrimonialisation est perçu comme un facteur de différenciation des autres villes chiliennes, et pas d'homogénéisation, tandis que la crainte porte sur une mainmise depuis Santiago sur la ville, avec l'adoption des modes de vie issus de la capitale. L'homogénéisation supposée aller de pair avec la mondialisation est donc effet de perspective.

Modèle spatial	Problématique	Questionnement spécifique (m) échelle mondiale // (l) échelle locale
Centre / périphérie	Développement endogène / exogène Domination / relégation / transferts	(m) Les transformations des villes sont-elles menées de façon endogène ou exogène ? (l) L'investissement du centre reproduit-il à l'échelle de l'agglomération une différenciation centre / périphérie ?
Réseau	Espaces <i>in</i> et <i>out</i> Imbrication des échelles	(m) Quelles sont les relations entre local et mondial ? (l) Comment s'inscrit le mondial dans le local ?
Fragmentation	Différenciation extrême à de multiples échelles Marginalisations Solidarités locales	(l) Le réinvestissement des centres est-il facteur de différenciations ?
Division en aires culturelles	Régionalisation des transformations Identités Migrations et redéfinitions identitaires	(m) L'appartenance à une aire culturelle spécifique (Amérique Latine, Méditerranée, Europe du Nord) est-elle un facteur explicatif des différences ? (l) Les discours locaux se réfèrent-ils à ces explications pour légitimer ou contrer les politiques menées ?
Homogénéisation et différenciation	Comparaison	Les transformations menées dans les trois villes sont-elles similaires ? Manifestent-elles une évolution homogène ou des processus convergers ?

Tableau 3 : Les questionnements liés à la mondialisation (S. Jacquot, 2005)

Cinq modèles spatiaux différents peuvent donc rendre compte de la mondialisation. Ils ne sont pas exclusifs les uns des autres mais complémentaires, fonction de l'échelle et du thème choisis. Ils permettent de questionner les modalités d'inscription des processus de transformations des espaces historiques de Gênes, Valparaiso et Liverpool dans la mondialisation, à des échelles différentes.

Ces processus sont portés par des acteurs, d'où la nécessité de préciser la façon de les considérer dans cette recherche.

### 3. Acteurs et entretiens

La géographie est marquée par une mise en avant de la notion d'acteur, devenue incontournable dans les analyses. Cela s'accompagne d'une attention accrue aux discours.

#### 3.1 L'ambiguïté du retour à l'individu

L'explication en terme de groupes sociaux ou de classes sociales est souvent associée à la géographie sociale, mais à présent est affirmée la nécessité d'une prise en compte accrue de l'individu et de l'acteur [Séchet, Veschambre, 2006].

### *L'acteur sur le devant de la scène géographique*

Le tournant actoriel désigne le développement considérable d'analyses utilisant le concept d'« acteur ». Ce terme a une origine multiple et différenciée. Pour E. Goffman, les individus sont analysés dans une situation d'interaction au cours de laquelle ils adoptent différents rôles, d'où l'utilisation de la notion métaphorique d'acteur, illustrant la « *mise en scène de la vie quotidienne* » [Goffman, 1973]. La sociologie des organisations, portée par Crozier et Friedberg dès la fin des années 1970<sup>1</sup>, est également centrée sur la notion d'acteur : chaque individu est placé au sein d'un système organisationnel où il développe des stratégies, utilise des ressources, pour améliorer sa situation. La métaphore du jeu sert à illustrer les relations entre acteurs<sup>2</sup>. Ce paradigme vise à analyser les « *relations de pouvoir et de dépendance* » [Crozier, Friedberg, 1981 : 24]. Enfin, dans les années 1970, le sociologue Alain Touraine analyse l'émergence de nouveaux mouvements sociaux non marqués par les oppositions de classes, et assigne comme objet d'analyse à la sociologie les actions sociales (et non les seuls acteurs) [Ansart, 1990].

Ces différents courants semblent converger : l'analyse en terme d'acteurs est largement diffusée, et est associée à l'étude plus large des systèmes d'action. L'introduction générale à l'ouvrage *Penser et faire la géographie sociale* évoque la nécessité de recourir à une analyse en terme d'acteurs : « *la géographie sociale ne peut être qu'une géographie de l'action et des acteurs* » [Séchet, Veschambre, 2006 : 10]. La notion devient un intitulé de nombreux ouvrages et chapitres, permettant d'appréhender l'étude de la mondialisation [Lombard, Mesclier, Velut, 2006], la production de discours sur la ville [Rosemberg, 2000], la patrimonialisation, ou le tourisme [Violier, 2003].

Pour permettre son utilisation en géographie, le rapport de l'acteur à l'espace est développé. R. Brunet et O. Dollfus définissent l'acteur comme « *producteur de l'espace* » [Brunet, Dollfus, 1990]. J. Lévy pose les conditions d'une utilisation de la notion en géographie [Lévy, 1999 : 75-76], définissant « *la dimension spatiale des acteurs* », liée à des « *stratégies spatiales* » et l'utilisation d'un « *capital spatial* ». L'acteur est « *territorialisé* », et son action s'inscrit à différentes échelles [Gumuchian, Grasset, Lajarge, Roux, 2003]. Cette action territorialisée s'inscrit dans une optique de « *contrôle du territoire* » ou de contestations des formes normalisées de l'action territoriale, impliquant des régulations [Gumuchian, Grasset, Lajarge, Roux, 2003 : 92].

---

<sup>1</sup> La première édition de *L'acteur et le système* date de 1977.

<sup>2</sup> La notion de « *jeu* » sert à élaborer un schème d'action laissant place à l'initiative individuelle, alors que la notion de rôle seule ferait de l'acteur un reflet de structures [Crozier, Friedberg, 1981 : 112].

### *Le sens de l'action*

Cette mise au premier plan de l'acteur est concomitante d'un retour à l'individu, qui se traduit par une série de changements dans la conduite des recherches, qualifiée de « *tournant* ». Le « *tournant herméneutique* » est lié à une prise en compte du sens des actions tel qu'il est formulé par les individus. Le terme se réfère à un courant philosophique issu de la phénoménologie, incarné par H.-G. Gadamer, basé sur la compréhension des phénomènes et la pluralité des significations possibles, ce qui conduit à une remise en cause de la posture objectivante du chercheur qui désormais doit intégrer des discours autres, et faire droit à la pluralité des interprétations du monde. Les discours prennent sens, avec leur sémantique. En géographie, A.-F. Hoyaux, à partir des acquis de la phénoménologie de Heidegger, élabore une méthodologie permettant de prendre en compte les significations que les habitants donnent au monde. Cette approche privilégie « *le discours banal des habitants* », et est ouverte à la diversité des constructions du monde, permettant une « *compréhension polyphonique* » [Hoyaux, 2003]. Chaque individu-habitant construit son rapport au monde, de façon significative, et les discours permettent au géographe d'appréhender ces constructions sémantiques territoriales dans leur diversité.

### *Difficultés*

La convergence de ces deux types d'approches conduit à analyser les rapports entre acteurs en se focalisant également sur le sens donné aux actions.

Cependant, un certain nombre d'ambiguïtés liées à cette notion demeure. Les analyses en terme d'acteurs identifient souvent des organisations comme acteurs : « les acteurs publics », « les acteurs privés » sont des expressions se référant à des institutions ou des entreprises et non à des individus. La notion d'acteur est en excès par rapport à son usage premier. Elle est en défaut lorsque sont distingués les acteurs et les habitants, façon de n'accorder le statut d'acteurs qu'à ceux ayant une capacité visible et identifiable de transformation. L'ambiguïté de cette notion concerne également la part faite aux contraintes pesant sur l'action : à mettre l'accent sur les stratégies, n'évacue-t-on pas les déterminants sociaux de l'action ? Bourdieu par exemple privilégiait la notion d'agent, pour ne pas minorer les contraintes, notamment celles intériorisées par l'individu sous forme d' « *habitus* ».

### *Qui est acteur ?*

L'identification et la classification des acteurs sont liées à l'objet de la recherche. Deux questions concernent le rapport entre acteur et individu : tout individu est-il acteur, même lorsque son action est peu stratégique ou peu visible ? Tout acteur est-il nécessairement

un individu, alors que l'usage du terme est étendu aux institutions, l'État, l'entreprise, une association ou la municipalité étant souvent considérés comme des acteurs ?

La notion d'acteur avait déjà fait l'objet de questionnements à la fin des années 1980 dans le volume *Mondes nouveaux* de O. Dollfus et R. Brunet. L'analyse est systémique, identifiant « *le système des acteurs de l'espace* » : les acteurs « *interagissent, non sans contradictions et antagonismes. Ils se disputent les places, ou s'associent pour les remodeler. Ils font système.* » [Brunet, Dollfus, 1990 : 46-59]. L'intérêt de cette présentation réside dans l'extension donnée au terme « *acteur* » : État, collectivité territoriale, groupe, individu et famille, entreprise, correspondant à l'ensemble des « *producteurs de l'espace* ». Les individus anonymes ne sont pas exclus de ce registre : « *chaque individu produit l'espace par son piétinement, par ses travaux et par ses jours. Attaché à un lieu, il façonne ce lieu. Toute une vie, ou pour un temps. [...] Toutes ces actions, même ténues, tous ces déplacements, même courts, font de l'espace.* » [Brunet, Dollfus, 1990 : 55]. Ainsi, les habitants sont intégrés à ce système, jusque dans leurs gestes quotidiens et non objets d'une stratégie. Cela correspond à la position adoptée par l'atelier « *acteur* » de l'École d'Été de Géographie Sociale à Rennes en septembre 2006 : « *tous les habitants du monde, du plus pauvre au plus riche, du plus actif au plus passif, [...], sont à la fois individu, sujet, acteur* »<sup>1</sup>.

La distinction entre types d'acteurs se fait sur des bases institutionnelles (État / entreprises / collectivités territoriales, ...), en prenant en compte les acteurs collectifs. Or cette notion d'acteur collectif demeure problématique. En effet, une institution est elle-même un système d'acteurs différencié et potentiellement en conflit (du reste les analyses de M. Crozier et E. Friedberg avaient pour cadre l'entreprise ou l'administration, et les jeux d'acteurs-individus qui y prenaient place). Comme l'acteur individuel, elle a une capacité à produire un discours et est identifiée comme l'origine d'actions territorialisées, non réductibles à la somme des acteurs individuels composant l'institution. M. Lussault introduit la notion d'actant, défini comme « *opérateur spatial, [...] doté d'une capacité de contribuer à l'organisation et à la dynamique d'une action* » [Lussault, 2007 : 148-149], réservant la

---

<sup>1</sup> Extrait du compte-rendu écrit par André-Frédéric Hoyaux, de la synthèse collective réalisée par André-Frédéric Hoyaux, Romain Lajarge, Solène Gaudin, Christophe Guibert, Sylvain Guyot, Régis Keerle, Jean-Pamphile Koumba, Yann Leborgne, Yvon Le Caro, Caroline Lenoir, François Philip, Emmanuelle Renaud-Héliér, Eugénie Terrier, Anne Winter, Charles-Édouard Houllier-Guibert, Sébastien Jacquot, consultable sur le site <http://eegeosociale.free.fr/>.

notion d'« *acteur* » à l'individu, permettant de distinguer l'acteur collectif (désormais actant<sup>1</sup>) de l'acteur individuel.

### *Classement des acteurs*

Dans sa thèse consacrée au rapport de Lorient et de ses acteurs à la mondialisation, F. Gourlay opère une distinction entre différents types d'acteurs : acteur économique / acteur politique / acteur territorial / acteur institutionnel ou syndicat / association [Gourlay, 2004 : 32]. Celle-ci correspond à un découpage basé sur un double principe : statut institutionnel (public, privé) et finalité (économique, d'intérêt général, ...). La coupure public-privé fonde de nombreuses analyses en terme d'acteurs, mais n'est pas toujours applicable directement, du fait de la complexification des relations entre acteurs, par des partenariats publics-privés et des interrelations.

L'acteur-individuel participe de plusieurs groupes ou collectifs, par son statut social, ses engagements, ses loisirs et choix de vie (en accord avec la notion de « *rôle* » à l'origine de l'emploi du terme en sciences sociales) ; il ne peut être réduit à une forme simple d'engagement : l'acteur est pluriel. Il s'approprie différentes logiques. Il n'entre donc pas dans une seule catégorie d'acteurs, mais le classement dépend de la recherche menée, en fonction des enjeux [Guyot, 2005]. Le classement peut être multidimensionnel ou combiner différentes caractéristiques. L'acteur est « *multi-casquettes* » [Gumuchian, Grasset, Lajarge, Roux, 2003 : 67-78] lorsqu'il combine plusieurs positions qui varient les possibilités d'action et les ressources mobilisables.

Par exemple, Fernando est à la fois élu local de la circonscription nord-est, qui englobe le centre historique de Gênes, acteur au sein de mouvements de mobilisation sur le centre historique et ses enjeux, historien de l'art et érudit, considéré tel par de nombreux acteurs qui se réfèrent à ses connaissances, habitant du centre historique participant à sa transformation suite à l'achat d'un appartement dans un palais, où se trouvent des fresques du XVI<sup>e</sup> siècle. Il constitue un acteur pluriel, mais aucun élément n'est indépendant : il a été élu suite au mouvement de protestation mené contre la politique culturelle de la commune ; son choix de vivre au centre et son engagement sont liés à sa passion pour cet espace.

### *3.2 Les entretiens : méthodes et usages*

---

<sup>1</sup> Cette notion d'actant est en fait plus large puisqu'elle inclut aussi des éléments naturels, des artefacts ou le coronavirus du SRAS [Lussault, 2007 : 149-164].

La conduite de l'entretien est codifiée [Weber, Beaud, 2003], depuis le choix des individus jusqu'à la définition de ses conditions formelles. En fonction de l'objet de la recherche doivent être privilégiés des entretiens libres ou directifs ; les entretiens proprement dits doivent être précédés d'entretiens exploratoires permettant d'identifier les questionnements les plus pertinents. En géographie, l'utilisation formalisée de l'entretien est plus récente. De nombreux filtres liés au chercheur lui-même peuvent être identifiés.

#### *Le statut du discours*

L'entretien délivre-t-il une parole digne de confiance ? Durkheim appelait dans son étude sur le suicide à se méfier des motifs des suicidés et à se pencher sur les causes structurelles. À l'inverse, la sociologie compréhensive incarnée par M. Weber considère le sens de l'action en fonction de son actant. De ce point de vue, le retour à l'individu ne doit pas s'interpréter comme une complaisance pour les motifs de l'action, mais comme une volonté de compréhension. Cette volonté de compréhension fait émerger le point de vue duquel est menée et interprétée l'action par son acteur, ce que L. Boltanski et L. Thévenot appellent « *l'acte de justifier* » [Boltanski, Thévenot, 1991 : 11].

Le discours n'est pas univoque, du fait du passage à différents registres et points de vue. Les entretiens avec des acteurs institutionnels révèlent cette interdépendance des logiques plurielles d'inscription des acteurs : rencontrés en tant que membre d'une entreprise ou d'une institution impliquée dans la transformation des espaces historiques, certains acteurs se réfèrent à des expériences étrangères à l'institution, créant une fracture au sein même du discours que le chercheur considère comme issu d'une institution particulière. À l'acteur pluriel correspond un discours pluriel, témoignant de ses divers degrés d'engagement. Les acteurs institutionnels par ailleurs sont sollicités dans le cadre d'autres recherches<sup>1</sup>, et développent à la fois une connaissance des types de questionnements et parfois une certaine lassitude face aux questions.

#### *Les conditions formelles*

Plusieurs facteurs rendaient plus difficiles la conduite d'entretiens. D'abord aucune des langues de mes terrains n'était maîtrisée, l'italien a été appris en cours de thèse, et chaque entretien était l'occasion de se familiariser davantage avec la langue. Le temps passé sur chaque terrain ne permettait pas la conduite d'entretiens exploratoires : chaque entretien

---

<sup>1</sup> Edgar Morin évoque dès 1967 dans l'ouvrage *Commune en France, la métamorphose de Plouzévet* cette pléthore de chercheurs dans le village qui conduit chaque interviewé à modifier son comportement et à développer un savoir-faire de la situation d'entretien et d'enquête [Morin, 1984].

constituait un tâtonnement en même temps qu'un essai de production de sens. La rencontre des acteurs se faisait selon les conditions fixées par eux-mêmes. Dans certains cas, malgré les mises en garde de Florence Weber, j'ai été amené à pratiquer le porte-à-porte.

Les limites posées aux entretiens constituent aussi des ressources. Menant des enquêtes dans les stades de football, l'ethnologue Ch. Bromberger tire parti du contexte des entretiens, menés dans les stades : « *L'entretien n'est pas ici conçu comme simple moyen de glaner des informations mais, par son déroulement et sa structure mêmes, comme source d'informations* » [Bromberger, 1992 : 220]. Les façons dont se déroulent les entretiens, les réticences, les lieux les facilitant ou au contraire les jugulant, sont un moyen d'accéder à des mises en relation entre lieux et pratiques.

### *Le choix du lieu*

Le lieu de l'entretien est lui-même producteur de sens, voire dans certains cas participe de façon explicite à la transmission de sens de la part de l'enquêté.

En effet, la situation d'entretien est complexe car l'entretien repose sur une double attente. L'enquêteur est en quête de sens et l'autre est en attente des questions, ignorant du thème de la recherche, et disposé à y répondre. Ensuite cette relation s'inverse : l'enquêté reconstruit cette recherche, la réinterprète par rapport à ses propres préoccupations, infléchissant sans cesse les questions, et devient lui-même transmetteur d'un sens qu'il souhaite contrôler. La relation est donc inégalitaire, au sens où l'enquêteur dépend de l'enquêté pendant l'entretien, puis la parole est dépossédée et peut faire l'objet de toutes les transformations (découpages, analyse lexicale), chaque hésitation ou contradiction de l'enquêté devenant elle-même signifiante, parfois à son insu.

Dans cette volonté de transmettre du sens, l'environnement est mobilisé. Il sert à une mise en scène dans certains cas. Or cette mise en scène n'est pas nécessairement une manipulation qu'il faudrait neutraliser, car elle fait partie de la situation d'interaction. Tout discours est inséparable d'un contexte d'énonciation [Mondada, 2000]. Toute proposition de lieu a alors systématiquement été acceptée pour les entretiens. Auprès des acteurs institutionnels, le cadre le plus commun est leur bureau. L'enquêteur passe alors par tous les sas auxquels sont soumis tous les visiteurs : il doit s'annoncer, patienter quelques temps, parfois au-delà de l'heure du rendez-vous. Ces situations sont précieuses : à Liverpool voir se côtoyer et plaisanter dans les mêmes espaces un représentant d'*English Heritage*, institution nationale du patrimoine, et le *conservation officer* du *city council* en dit beaucoup sur les coopérations institutionnelles. À Valparaíso, l'édifice qui abritait en 2004 les bureaux du *Plan*



*Valparaíso* (commission présidentielle pour Valparaíso), sans plaque, sans aucune mention que se joue là en grande partie le futur de la ville, à l'écart de la municipalité, est un signe de l'éloignement décisionnel entre État et municipalité. À Gênes, les entretiens avec l'adjoint à la Qualité Urbaine Bruno Gabrielli ont lieu dans son bureau à la municipalité, à l'avant-dernier étage de la tour du *matitone*, avec une vue sur la baie de Gênes, et dans les locaux de son cabinet d'architecture, illustrant l'appartenance d'un même individu à des sphères multiples, et pour le chercheur la difficulté à décider des catégories de classement des acteurs.

Lorsque l'entretien a lieu dans le logement même de l'habitant, ou dans un commerce, il consiste aussi en une visite commentée du lieu, à l'initiative de l'habitant, avec une certaine fierté à présenter les transformations réalisées, cachant dans certains cas les difficultés. Certains choisissent un lieu extérieur, qui est aussi une façon de se montrer et de donner du sens à la ville. Le choix d'un bar ou d'un café témoigne d'une relation à la ville : Edmundo choisit un bar du quartier de Maddalena du centre historique de Gênes, avec une musique électro, lieu de sortie fréquent dans le contexte de la « *movida* » génoise ; Alberto, ingénieur de la municipalité de Valparaíso, évoque les projets de redéveloppement patrimonial et culturel de la ville dans le café-bar Riquet's dans le secteur Unesco. La promenade urbaine est également une modalité de présentation de relations à la ville. Giannina choisit un parcours joignant les commerces emblématiques pour elle du centre historique de Gênes, et affiche aussi ses relations avec les commerçants, qu'elle salue, avec lesquels elle engage des conversations qui illustrent la vie de quartier au fondement de son choix résidentiel dans le centre historique. Edoardo, qui vit dans un hôtel du quartier portuaire, m'initie à la découverte du complexe tissu social du quartier portuaire (Barrio Puerto) de Valparaíso, tout en illustrant par ses conversations improvisées avec les passants son aptitude à s'y mouvoir.

Le lieu fait sens, il n'est pas seulement le contexte d'énonciation, il devient lui-même un élément de sens et un stimulateur du discours. Le lieu n'est pas transparent : l'enquêté souhaite montrer ce qui se cache derrière les apparences. Il est parcouru sous la forme de l'initiation au lieu et de la présentation de soi à l'autre (le chercheur).

#### *La conduite et le traitement des entretiens*

Les entretiens ont été menés de façon non directive, après préparation d'un canevas de thèmes et de questions. Ce canevas est spécifique à chaque type de situation. L'entretien est au service d'un triple objectif : connaître les transformations des espaces historiques à travers les discours des acteurs, appréhender les régulations urbaines, connaître les justifications et évaluations des actions menées. Le choix des enquêtés a été fait pour répondre à ce triple

objectif, avec toutefois des lacunes. Le travail de terrain a été précédé d'une identification des acteurs et institutions impliqués dans la transformation des espaces, par l'étude de la presse locale et la collecte de documents. De nombreux entretiens sont suivis d'une demande d'indication de personnes-ressources sur certains thèmes abordés. À ce titre, certains acteurs ont joué un rôle important, notamment Fernando Bonora, qui m'a ouvert son carnet d'adresses, ou Sótero Apablaza à Valparaíso. Les entretiens ont d'abord concerné les acteurs mobilisés dans les transformations et régulations patrimoniales, qu'ils appartiennent à des institutions publiques, des entreprises, des associations contestataires.

Les habitants sont également identifiés comme acteurs de la transformation des espaces historiques. À Valparaíso, j'ai mené des entretiens dans un îlot du Barrio Puerto, quartier-cible de nombreux programmes mais qui évolue peu, et auprès d'habitants des Cerros Alegre et Concepción. À Gênes les entretiens ont été menés avec des habitants ou usagers récents du centre historique. À Liverpool en revanche, par manque de temps et difficultés d'accès aux habitants, je n'ai pu réellement mener d'enquêtes auprès d'habitants, ce qui constitue une lacune à ce travail. La plupart des entretiens ont été enregistrés, permettant leur retranscription.

Dans son déroulement, l'entretien est marqué par une attitude compréhensive : « *Il s'agit de considérer que l'entretien est susceptible de produire un matériau heuristique à la seule condition que celui qui enquête renonce à un statut d'expert, pour se mettre à disposition de celui qui parle.* » [Matthey, 2005]. L'utilisation des entretiens demeure prudente. En effet, un entretien n'est pas fait avec une institution en tant que telle, ou avec une catégorie ou groupe social ou culturel. Un individu peut prendre des distances avec l'institution qu'il est censé incarner aux yeux du chercheur, introduisant un double niveau du discours. Ainsi à Gênes en février 2004 un employé de l'Autorité Portuaire chargée des relations avec la presse et de la communication s'était soudain lancé dans un discours très critique des partenariats entre Port, mairie et Chambre de Commerce, à l'opposé de son rôle de communicant. Il est dès lors difficile d'utiliser un entretien comme cas illustratif d'un phénomène général de façon directe. Les entretiens menés auprès des micro-entrepreneurs créant des structures d'hébergement de type *Bed and Breakfast* à Valparaíso montraient la grande diversité des situations d'engagement dans cette activité : étranger désirant s'installer à Valparaíso, et recyclant son savoir de touriste, ancien habitant du quartier patrimonial tirant parti de l'économie du patrimoine, nouveau résident attiré par la vie à Valparaíso, ...

Les entretiens constituent une ressource importante de ce travail, avec des limites à la fois pratiques et méthodologiques. D'autres ressources ont été utilisées pour les compléter.

#### **4. Les sources : différentes qualifications de chaque ville**

L'accès aux sources n'est pas le même dans les trois villes. Mais la nature des sources varie également en fonction des villes et des préoccupations des citoyens et décideurs politiques.

##### *4.1 Difficultés de la comparaison*

La comparaison présente certaines difficultés, notamment lorsqu'elle mobilise des espaces très différents. Comme le précise G. Berthoud, toute comparaison est toujours une « *traduction* » [Berthoud, 1986 : 12], car il faut ramener l'altérité à une base commune. Marc Bloch évoquait déjà le problème dans sa conférence de 1927 et il appelait à une unification du vocabulaire entre historiens européens, premier obstacle à une histoire comparée.

La comparaison entre Valparaiso, Gênes et Liverpool pose de semblables problèmes. Certaines notions n'ont pas la même signification dans les trois villes. La notion de « *patrimoine* » au Chili est fortement liée, comme au Mexique, à la construction d'une identité nationale. Puis à Valparaiso la notion est devenue polysémique, avec le développement de la thématique du patrimoine immatériel. À Liverpool ou à Gênes, la notion de patrimoine reste fortement liée au bâti. La seconde difficulté tient au biais lié au terrain. Comme le rappelle Philippe Borgeaud, « *les questions comparatistes qu'il [l'historien des religions] se pose lui sont dictées par les conditions mêmes de son terrain* » [Borgeaud, 1986 : 68]. La problématique développée dans ce travail a été fortement induite par la pratique des terrains. Par exemple, Liverpool m'a incité à relativiser dans ces espaces centraux le fait patrimonial. À l'inverse, par rapport à la situation conflictuelle que connaît Valparaiso, l'apparent consensus à Gênes dans les choix de développement urbain peut étonner, et m'a amené à poser la question du consensus et de la légitimation des actions menées. La comparaison entre les terrains a été un aiguillon de la problématique, amenée à de nombreux décentrement pour accueillir des différences importantes.

La troisième difficulté tient aux matériaux de la comparaison. Les mots ne sont pas les mêmes, ils ne sont pas prononcés dans la même langue, rendant plus difficile l'interprétation des entretiens. Les statistiques, permettant une caractérisation des évolutions socio-économiques, ne sont pas construites avec les mêmes catégories, et quand bien même elles le

seraient, il resterait à éliminer l'effet de structure. Les problématiques des acteurs locaux ne sont pas non plus les mêmes, ce qui entraîne une bibliographie différente pour chaque ville, organisée à partir de thèmes différents.

#### 4.2 Hétérogénéité des sources

« Les informations disponibles sur les revenus varient considérablement d'une ville à l'autre et elles sont rarement exhaustives. Cela pose un problème que l'on ne saurait fondamentalement résoudre si notre objectif était une comparaison rigoureuse des revenus et de leur distribution entre New York, Londres et Tokyo. Après un examen soigneux, toutefois, il est devenu clair que l'on pouvait, dans le cadre plus général de cette étude, tirer des meilleurs aperçus d'une description détaillée de la situation dans chaque ville ». [Sassen, 1996 : 306].

Saskia Sassen, confrontée au problème de l'hétérogénéité des indicateurs entre les trois villes comparées (New York, Londres et Tokyo), choisit de rapporter les données statistiques au contexte de chaque ville. Ce sont les résultats et enseignements des statistiques qu'elle compare, pas les statistiques elles-mêmes. L'objet de la comparaison est le processus de transformation de chaque ville, rapporté au contexte international, et la commune naissance de villes mondiales. Pour Gênes, Valparaíso et Liverpool, le problème de l'hétérogénéité des données statistiques se pose également.

Au Chili l'institut d'études statistiques est l'INE (*Instituto Nacional de Estadísticas*), qui dépend du Ministère de la Planification et de la Coopération. Un recensement général de la population et de l'habitat est réalisé tous les 10 ans. Les données sont en libre accès aux niveaux communal, régional et national, en revanche à des échelles plus grandes elles sont payantes. Les principaux clients étant les entreprises de marketing et certaines universités, les prix sont élevés<sup>1</sup>. Les données sont centralisées au niveau national, les agences régionales déconcentrées n'ont pas d'autonomie et jouent un rôle de transmission de l'information. D'autres enquêtes statistiques sont disponibles : économie, énergie, indice des prix, tourisme, culture, ethnies, ... Les ressources statistiques de ce travail sont principalement les recensements de 1981, 1991 et 2001 (données sur les personnes et sur les logements) et les annuaires statistiques du tourisme. Les acteurs locaux réalisent quelques sondages, par

---

<sup>1</sup> Cela correspond à la volonté de diminuer les coûts des différents services de l'État, qui doivent trouver leurs propres ressources financières, en valorisant leurs produits, conduisant au problème suivant : les représentations statistiques les plus complètes du territoire sont réalisées par des entreprises de marketing, comme j'ai pu le constater en échangeant de façon informelle avec un salarié d'une telle entreprise.

exemple sur le tourisme. L'autre source quantitative disponible pour Valparaíso est le registre des impôts fonciers, qui indique le nom du propriétaire et l'affectation de chaque unité de propriété. Les valeurs des impôts ne sont pas directement utilisables, car elles restent trop générales et ne prennent pas en compte les variations des prix immobiliers. Ces données, bien que lacunaires, en format papier, et disponibles seulement entre 1995 et 2006, permettent de quantifier les changements de propriété par secteurs de la ville.

En Italie, un recensement général est également conduit tous les dix ans, par l'Istat (*Istituto Nazionale di Statistica*). La commune de Gênes dispose d'un service de statistique, dirigé par Paulo Arvati, qui utilise les données du recensement national pour ses productions statistiques. En outre, le service statistique communal produit ses propres annuaires statistiques, avec des données sur les pratiques culturelles des génois, les migrations, les élections, ou résultant des actes civils des habitants. L'utilisation des statistiques est rendue difficile par deux évolutions : les limites des zones de recensement et les catégories du recensement ont été modifiées. Le dernier type de données quantitatives est développé par CIVIS. Il s'agit de l'organisme chargé de synthétiser l'information disponible sur le centre historique et de conduire des enquêtes thématiques : histoire du centre historique, état du bâti, situation sanitaire, ....

Au Royaume-Uni, l'*Office for National Statistics* est l'organisme chargé de la collecte et de la production de données. Un recensement national est conduit tous les dix ans, en 1981, 1991 et 2001 (le prochain en 2011). Les résultats sont accessibles par quartiers (*ward*), compilés par les autorités locales. Ils concernent le statut social, l'âge, la santé, l'appartenance à des minorités et les conditions de logement.

### 4.3 Hétérogénéité bibliographique

Les sources bibliographiques diffèrent grandement entre les trois villes, mettant en lumière des thématiques différentes, reflet des préoccupations propres à chaque ville.

#### *La presse locale*

Dans les trois cas la presse locale est une source documentaire importante, utilisée pour caractériser les préoccupations et les enjeux dans chaque ville. À Valparaíso les deux quotidiens locaux dépendent de groupes de presse nationaux : *La Estrella de Valparaíso* et *El Mercurio de Valparaíso*. L'édition locale traite de la conurbation de Valparaíso, et inclut les communes de Viña del Mar, Concón, Villa Alemana et Quilpué. Les deux quotidiens sont impliqués dans les transformations urbaines et régionales, assurant un rôle de relais du

discours des acteurs, mais souhaitant jouer aussi celui de conscience citoyenne par des éditoriaux engagés, ou en s'associant à des projets de transformation de la ville (parrainage de projets urbains, organisation de tables rondes, ...). À Gênes les deux quotidiens locaux sont *Il Secolo XIX* et *Il Lavoro*. *Il Secolo* a été fondé en 1886 et a une diffusion régionale large. *Il Lavoro* est une édition locale de *La Repubblica*. Ces deux journaux assurent une grande visibilité aux transformations de la ville, et se focalisent sur certains problèmes urbains. À Liverpool les deux principaux quotidiens sont le *Daily Post* et le *Liverpool Echo*. Le *Liverpool Echo* dans son format et sa présentation se rapproche des tabloïds. Les deux quotidiens assurent également une visibilité large aux transformations et discours des acteurs, et mènent des actions spécifiques : sondages, campagne pour diverses interventions urbaines, et parrainages d'événements culturels.

Le point commun de ces quotidiens est leur volonté d'implication dans les affaires locales, la conscience d'être un acteur de la ville et de disposer d'une influence. Il est alors intéressant de comparer les traitements des problèmes urbains et transformations de la ville par ces journaux. Pour Valparaíso le relevé de presse a été conduit sur le *Mercurio de Valparaíso*, entre 1997 et 2007, de façon exhaustive entre 2001 et fin 2006, et en procédant à des études partielles dans les années 1980 et 1990. À Gênes, le relevé de la presse s'est focalisé sur deux périodes : les années 1984 - 1987 et la période allant de 1999 à 2006, de façon exhaustive jusqu'en 2004, pour *Il Secolo XIX*. À Liverpool l'étude du *Liverpool Daily Post* a porté sur la période comprise entre 2000 et 2007, plus des sondages dans les années 1980. Cela permet tout d'abord de suivre le détail de certains projets, pour repérer les acteurs clefs, même si la presse locale à Valparaíso accorde une visibilité moindre aux conflits, se faisant davantage le relais des discours officiels. Les suppléments économiques à Liverpool ont permis une individualisation des acteurs immobiliers impliqués. Les articles de presse constituent également le relais de différentes visions des transformations, à travers les éditoriaux, mais aussi les interviews ou les courriers adressés, et donnent une idée de la hiérarchisation des enjeux. D'autres sources plus informelles ont été consultées. Des sites internet constituent des relais d'informations, en publiant par exemple les communiqués d'associations ou de groupes contestataires, par exemple *mentelocale*<sup>1</sup> à Gênes ou *GranValparaíso* (fermé depuis mai 2007). Certains groupes ou personnages influents

---

<sup>1</sup> <http://www.mentelocale.it> ; il s'agit d'un journal en ligne consacré à la vie culturelle de la ville, géré depuis les locaux du Palazzo Ducale.

disposent désormais de blogs<sup>1</sup>. Au final, il existe tout un ensemble de textes qui dépasse la presse locale instituée, mais permette d'intégrer d'autres perspectives sur la ville.

### *Bibliographies locales*

La bibliographie universitaire et érudite locale est différente dans les trois cas.

L'Université de Gênes n'a pas de département de géographie. Les enseignants chercheurs en géographie sont alors présents dans les départements d'architecture et d'urbanisme, d'économie ou de sociologie. Les productions universitaires sur la ville se rangent en trois catégories : de nombreuses études d'histoire urbaine sont menées, sous l'impulsion d'un spécialiste de la ville au Moyen Âge, Ennio Poleggi. Gênes était en effet une des capitales économiques du monde au XVI<sup>e</sup> siècle, « *siècle des génois* » selon la formule de F. Braudel. En France, Jacques Heers, historien, a également réalisé des travaux sur la Gênes médiévale, insistant sur le développement économique de la ville [Heers, 1971]. À la jonction entre histoire et urbanisme, de nombreuses études sur la morphologie urbaine sont réalisées : sur le port, les percées de l'époque moderne, les quartiers XIX<sup>e</sup> siècle, tel quartier médiéval. Ces études avaient un but pratique entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup> siècle : préparer les transformations de la ville, trier entre ce qui était digne d'être conservé et ce que l'on pouvait détruire. Aujourd'hui ces ouvrages universitaires se vendent à grande échelle, ils sont présents sur les étals des vendeurs de livres du centre historique, dans les librairies. L'histoire de la ville, notamment l'histoire urbaine et morphologique, est donc objet de nombreuses publications, en lien avec les universitaires génois. Les études sur les transformations contemporaines sont présentes, sous l'impulsion de professeurs de sociologie urbaine ou d'architecture. Un des livres fondateurs de ces recherches datent de 1965, *La città divisa* (la ville divisée), qui montre une forte différenciation socio-spatiale de la ville. Depuis, des travaux tentent d'affiner ce modèle, ou de montrer la recomposition socio-spatiale de la ville sous l'effet des transformations contemporaines (crise socio-économique, retours au centre). Un dernier axe de recherche, inauguré par l'architecte Seassaro Loredana, concerne les transformations urbanistiques de Gênes depuis les années 1980. Le laboratoire POLIS de la faculté d'architecture poursuit ces recherches, et quelques numéros spéciaux de la revue *Urbanistica* donnent un aperçu de ces travaux, portant sur les nouveaux instruments urbanistiques élaborés à Gênes, l'analyse des projets d'urbanisme ou d'architecture, l'interprétation des transformations [Seassaro, 1998 ; Gazzola, 2003], la gentrification

---

<sup>1</sup> À Liverpool je suis membre d'un *newsgroup* sur le futur de la ville. Toutefois, en raison du caractère privé des échanges, la décision a été prise de ne pas les utiliser de façon directe.

[Gastaldi, 2003]. Enfin une spécificité de la recherche à Gênes concerne ses liens avec le monde politique : certains universitaires participent à la vie municipale, souvent comme adjoint, le meilleur exemple étant le premier adjoint de Gênes, universitaire de renom et ancien président de l'Association des Centres Historiques Italiens. Une vaste bibliographie est donc consacrée aux transformations urbaines, avec une interaction entre milieux politiques et universitaires. Les analyses spatiales sont menées par les services cartographiques de la municipalité dans une optique de régulation urbaine. Les études de sociologie montrent également ces liens entre recherche et action publique : la grande enquête sur les personnes âgées dans le centre historique a servi de base à l'action municipale.

Contrairement à Gênes, peu d'ouvrages à Liverpool concernent l'évolution morphologique de la ville, et malgré une diffusion large de l'iconographie de la ville, peu d'études. Les livres sur la ville maintiennent une approche historique traditionnelle, ou alors sont spécialisés sur la Seconde Guerre mondiale, l'immigration, l'industrie et le port. Le *Museum of Liverpool Life* est le reflet de ces préoccupations : une grande partie est consacrée aux industries du XIX<sup>e</sup> siècle, à la culture artistique (essentiellement musicale) et sportive (avec les deux clubs de football que sont Liverpool et Everton), aux façons traditionnelles de vivre et aux migrations. L'approche spatiale est mobilisée en lien avec la pauvreté, pour illustrer les enquêtes hygiénistes du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Des livres grand public traitent des traditions au sens large : légendes, façons de vivre, langage *scouse*, histoires de vie des migrants...

Les recherches universitaires sont davantage structurées. Il existe deux universités : l'*University of Liverpool* et *The John Moore University*. Le *European Institute for Urban Affairs*, de l'Université *John Moore*, sous l'impulsion du professeur Michael Parkinson, étudie les transformations urbanistiques de Liverpool, et de façon plus large les modalités de gouvernement de la ville en Europe. À l'Université de Liverpool, le *Department of Civic Design* regroupe des architectes et urbanistes, dont Chris Couch qui étudie le détail des politiques de régénération urbaine à Liverpool. D'autres chercheurs à l'Université de Liverpool travaillent sur les transformations de la ville, dont le géographe Peter North ou le sociologue Stuart Wilks-Heeg. Enfin, de nombreuses sociétés locales assurent la diffusion d'un savoir sur la ville. L'anniversaire de la ville en 2007 a suscité la production d'ouvrages sur l'interprétation du passé de la ville [Belchem, 2006b].

À Valparaíso une grande partie des publications a une origine universitaire. Il existe plusieurs universités à Valparaíso, dont l'*Universidad Católica de Valparaíso*, avec laquelle je suis en contact depuis 2000, grâce au Professeur Jorge Negrete Sepúlveda. Le département



de géographie, dirigé par Rodolfo Allesch, développe des études sur la région, publiées dans la *Revista de Geografía de Valparaíso*, sur les thèmes du tourisme, des ressources naturelles, du patrimoine, de l'urbanisme, du gouvernement urbain, avec par exemple les travaux de Jorge Negrete et Luis Alvarez. Les historiens de l'*Universidad Católica de Valparaíso* ont réalisé des travaux sur le passé de la ville, essentiellement la période du XIX<sup>e</sup> siècle et les rapports entre le développement urbain, le développement portuaire et l'immigration [Cavieres, 1999]. La professeur d'architecture de l'*Universidad de Valparaíso* Myriam Waisberg a joué un rôle important dans la diffusion d'un intérêt universitaire pour le patrimoine de la ville et a dirigé de nombreux travaux sur ce thème. Les recherches sont souvent menées par des architectes (les formations d'architecture et d'urbanisme sont confondues). Les rapports sont étroits entre universitaires et institutions territoriales, avec la réalisation d'études, et dans quelques cas participation à des fonctions (par exemple l'architecte Cecilia Jimenez, de l'*Universidad de Valparaíso*, a été pendant plusieurs années directrice de l'*Unidad Técnica del Patrimonio* de la commune). Les colloques organisés régulièrement sur le patrimoine ou l'histoire de la ville permettent aussi la mise en relation des acteurs institutionnels et des universitaires.

Au final, ce panorama des ressources fait apparaître la structuration locale du savoir. La place de la géographie y est différente, très faible à Gênes et plus importante dans les deux autres cas. À Gênes cela se traduit par une prépondérance des architectes, que l'on retrouve également à Valparaíso. Le degré de collaboration entre universitaires et institutions est important dans les trois cas, à la fois sur la demande de savoir et les thèmes abordés, mais il atteint son degré le plus élevé à Gênes : les débats politiques y sont aussi portés par des ressources universitaires. Enfin, la part des écrits non universitaires est à considérer : elle témoigne d'une plus ou moins grande attention locale à la ville, et des thèmes prépondérants. Gênes est la ville qui manifeste la plus grande continuité entre production universitaire et écrits locaux. Au niveau thématique, Liverpool s'attache surtout à la régénération urbaine ; Gênes développe des analyses à la fois des conditions sociales de vie dans le centre et de l'histoire même de la ville ; Valparaíso apparaît surtout centrée sur la problématique patrimoniale.

## **Chapitre 2 : Trois villes**

Le cadre méthodologique de cette recherche est donc posé. Travail comparatif, il prend pour objet d'étude les processus de patrimonialisation, régulations urbaines et légitimation inscrits dans les espaces historiques centraux de Gênes, Valparaiso et Liverpool. Les comparables ne sont donc pas les espaces eux-mêmes mais les modes de transformation. Dans un premier temps, il faut néanmoins poser le cadre spatial de cette comparaison, en présentant la constitution des espaces étudiés, dans le long terme, avant d'examiner le même contexte de crise urbaine et les solutions proposées sous la forme de projets de ville.

La transformation des espaces historiques centraux doit être replacée dans le contexte de chaque ville, d'un point de vue spatial et historique, pour aboutir à la présentation de la situation de crise qui fonde le réinvestissement des espaces centraux. Cette partie s'organise en quatre moments. La première partie consiste en une rapide présentation de la géographie de ces trois villes, en situant les espaces historiques centraux par rapport à l'agglomération qui les ceint. Ensuite sont évoquées les étapes de formation des espaces historiques, permettant de comprendre la morphologie urbaine et les paysages actuels, et support de la patrimonialisation.

Dans un troisième temps est considérée la situation de crise de chaque ville-port dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Cette crise semble conforter l'idée que les villes industrialo-portuaires traditionnelles connaissent des problèmes d'adaptations aux mutations contemporaines. Elle est étudiée à travers différentes facettes qui indiquent une crise urbaine générale, et sert dans chaque ville de point de départ à une nouvelle stratégie, considérée en dernier lieu, fondée sur le développement patrimonial et touristique des espaces centraux.

## A. Gênes, Valparaíso et Liverpool dans leurs espaces urbains

Les espaces centraux doivent être replacés dans un cadre urbain plus large, au sein de l'agglomération.

### 1. Le centre historique d'une ville méditerranéenne unifiée

Gênes est une ville du littoral méditerranéen, un des trois sommets du triangle industriel italien, avec Milan et Turin. Gênes, capitale de la Ligurie, ville industrialo-portuaire établie sur un littoral touristique (la Riviera), tranche avec son environnement régional. Gênes a une forme correspondant à l'archétype de la ville méditerranéenne [Heers, 1971], étirée le long d'une étroite plaine littorale, entre la mer et les flancs des Appenins. Ce site entraîne une « *situation quasi-insulaire* » [Renouard, 1969 : 228], du fait de la difficultés pendant longtemps des communications avec l'arrière-pays.

L'agglomération présente une situation administrative assez simple. La ville s'étendait sur 9 km<sup>2</sup> jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, autour du port ancien de Gênes (baie de Gênes), puis deux annexions de communes étendent considérablement les limites administratives. En 1874 cinq communes à l'est de Gênes sont rattachées, et dix-neuf en 1926. Certaines n'étaient que de simples villages, mais les communes de Sampierdarena et Voltri à l'ouest constituaient les principaux centres de développement industriel avant leur annexion. Cette annexion, mise en œuvre sous Mussolini, fait coïncider limites administratives et limites urbaines [Poleggi, Cevini, 1989]. Suite à ces annexions, la population de la commune de Gênes passe de 304108 à 541526 habitants<sup>1</sup>, pour un espace communal de 240 km<sup>2</sup>.

Ces annexions expliquent la forme de la commune aujourd'hui, qui s'étend sur 34 km le long du littoral. Hormis le long de la côte, les limites communales excèdent largement celles de l'agglomération, les Apennins jouant un rôle de frontière urbaine<sup>2</sup>. Seules deux vallées, Bisagno et Valpocera, constituent des axes de pénétration de la ville vers l'intérieur, au nord, avec des paysages urbains composites : habitations, voies de communication (autoroutes et chemin de fer), industries, entrepôts. Aux abords du centre historique, la ville est resserrée entre mer et Apennins, comptant parfois moins d'un kilomètre de large (à l'est du centre historique).

---

<sup>1</sup> Données du recensement de 1921.

<sup>2</sup> En cela, l'organisation de Gênes se rapproche de celle de la Ligurie, avec un intérieur vide et une concentration de la population le long du littoral [Charrier, 1991].

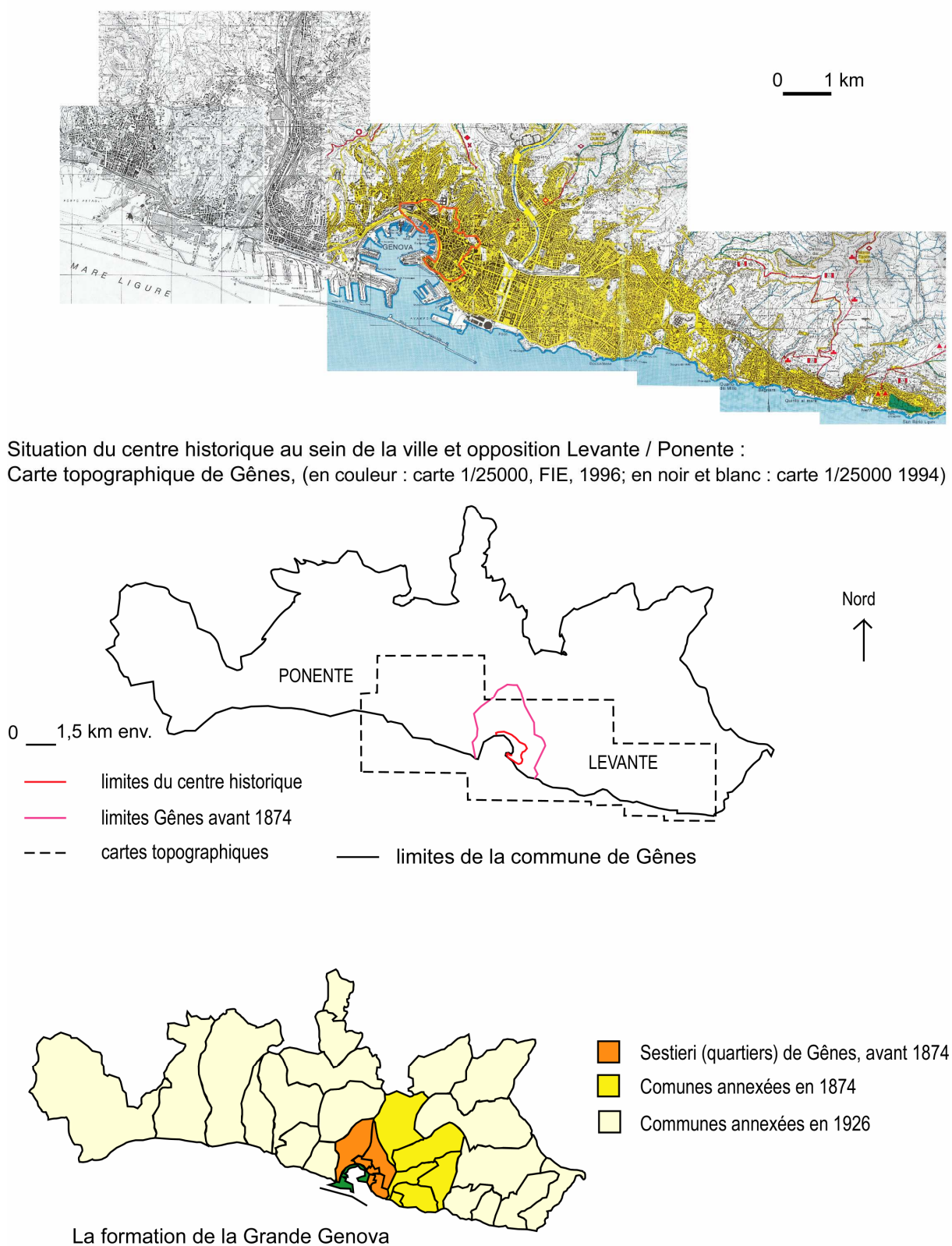
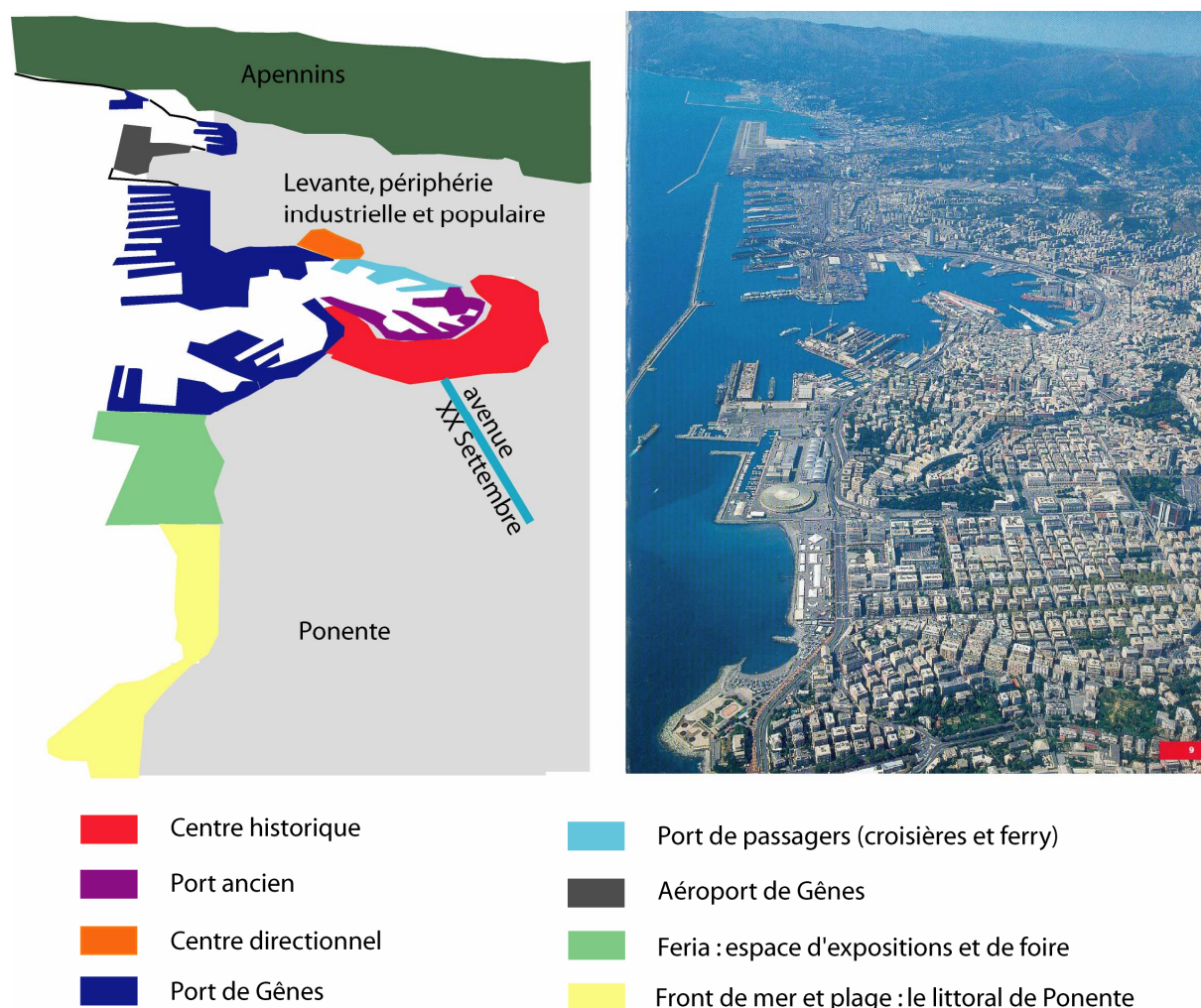


Figure 1 : La formation de la Grande Genova et la situation du centre historique (S. Jacquot, 2003, 2006)

Gênes a donc une forme originale, étirée le long du littoral, contrainte par les reliefs de son site, et en même temps disposant d'une grande cohérence administrative. La rupture administrative principale est celle existant entre ville et port : le port de Gênes s'est développé sur toute la côte ouest, en fonction de ses objectifs de développement, sans tenir compte pendant longtemps de l'aménagement de la ville en deçà [Maggi, 2004].



La principale différenciation au sein de la ville a longtemps été celle existant entre les parties est et ouest de Gênes : le *Levante* et le *Ponente*. L'est de la ville est résidentiel, avec un profil social des habitants en moyenne plus élevé que la partie ouest de la ville, où se localisent, en retrait du port, les principales industries et les populations ouvrières. Or cette opposition est un trait fondamental de la géographie de la ville, héritage du XIX<sup>e</sup> siècle, déjà thématiqué en 1965 [Cavalli, 1965], et toujours présent aujourd'hui.

L'autre élément clef était le statut paradoxal du centre de Gênes : le centre historique, centre géométrique de la ville, était en effet à l'abandon depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et l'extension de la ville vers l'est (édification au-delà de la Place de Ferrari, vers l'ouest le long de l'axe de l'avenue XX Settembre, et vers les collines au nord). Depuis les années 1980 cet espace connaît un renouveau, lié aux travaux de réhabilitation menés et à un dédoublement du centre à l'ouest du centre historique, parallèlement à la récupération de la façade portuaire ancienne. Dans le même temps, le thème de la fracture entre *Levante* et *Ponente* est minoré par un discours sur le caractère « *polycentrique* » de la ville [Seassaro, 1998]. Il y aurait donc à la charnière entre le XX<sup>e</sup> et le XXI<sup>e</sup> siècle une réorganisation de la structure la ville, entraînant une reformulation de sa géographie, le centre historique jouant un rôle de bascule dans l'émergence d'une nouvelle organisation urbaine.

## **2. Le city centre de Liverpool, au cœur d'une agglomération aux statuts administratifs multiples**

Liverpool s'est développée sur la rive nord du fleuve Mersey, à six kilomètres de son embouchure dans la baie de Liverpool, partie de la mer d'Irlande. La ville a été fondée par charte royale en 1207 par le roi Jean d'Angleterre (Jean sans Terre), pour y créer un port permettant la traversée de la Mersey et surtout des expéditions vers l'Irlande, depuis la rive droite de la Mersey, à l'embouchure d'un cours d'eau, le *Pool*. La ville connaît un développement important à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, lié à la traite d'esclaves, puis au XIX<sup>e</sup> siècle en lien avec l'industrialisation et l'exportation des marchandises produites à Manchester [Aughton, 2003]. Liverpool devient un des premiers ports mondiaux, et sa population croît très rapidement, passant de 82430 habitants en 1801 à 685000 habitants en 1901. La commune en compte 447500 en 2005<sup>1</sup>.

### **Division administrative urbaine en Angleterre<sup>2</sup>**

La division territoriale anglaise n'a pas la clarté du découpage communal français. Les collectivités locales ont en effet plusieurs statuts possibles. Les collectivités locales émanent de lois du Parlement [Molin, 2003], qui définissent leur statut et compétences. Il existe une diversité de statuts, qui évoluent au cours de l'histoire, certains ayant plus de 1000 ans. La situation institutionnelle de Liverpool a donc changé plusieurs fois au cours du XX<sup>e</sup> siècle.

<sup>1</sup> Chiffres estimés de l'ONS – *Office for National Statistics*.

<sup>2</sup> La situation est différente pour l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord.

À l'origine du gouvernement local actuel, les lois de 1835 et 1888<sup>1</sup> [Loughlin, 1996] mettent en place des conseils locaux démocratiquement élus (sur une base censitaire) qui remplacent des organes dominés par l'aristocratie locale, sans réelle élection. La loi de 1835 ne concerne que les plus grandes villes et les conseils municipaux mis en place se nomment *borough councils* ; celle de 1888 étend cette démocratisation de la politique municipale, avec la création des *county councils* (divisés en *urban district councils* et *rural district councils*, créant ainsi deux échelons territoriaux locaux) et des *county boroughs* pour les villes de plus de 50000 habitants, qui se séparent des *counties*.

Cette organisation demeure valable jusqu'à l'application en 1974<sup>2</sup> du *Local Government Act* de 1972, qui abolit les *county boroughs* et réduit le nombre de *county councils*. Parallèlement sont créées six structures métropolitaines : les *metropolitan county councils* (Greater Manchester, Merseyside autour de Liverpool, South Yorkshire autour de Sheffield, Tyne and Wear autour de Newcastle, West Midlands pour l'agglomération de Birmingham et West Yorkshire pour celle de Leeds), composés de *metropolitan districts councils*, permettant la prise en compte de l'étalement urbain.

En 1986, conformément à sa volonté d'affaiblir politiquement les gouvernements locaux jugés dépensiers, le gouvernement de Margaret Thatcher supprime les *metropolitan city councils*<sup>3</sup> [Di Gaetano, Klemanski, 1999 : 92]. Il réinstaure un gouvernement territorial local unique au niveau des *metropolitan districts* (quelques services urbains restent néanmoins gérés au niveau métropolitain par des *joint-boards*, par exemple les transports dans l'agglomération de Liverpool) et transfère certaines compétences aux agences gouvernementales nouvellement créées. En 1992, le *Local Government Act* permet l'extension des *unitary authorities*, qui constituent des gouvernements urbains à un seul niveau, comme c'était le cas avant 1972 pour les grandes villes.

Le retour des travaillistes au pouvoir en 1997 ne change pas fondamentalement cette organisation au niveau urbain [Molin, 2003] : la division territoriale demeure complexe. Un espace peut appartenir à un double échelon territorial, lorsque le *county council* englobe plusieurs *district councils*, ou au contraire connaître un seul gouvernement local, donc sans dédoublement *county / district*, avec un gouvernement local unifié : l'*unitary authority*. C'est le cas de la plupart des grandes villes actuellement, dont Liverpool.

Le terme de « *city* » se superpose à ce découpage. Il s'agit d'un titre honorifique. Au départ étaient appelées « *city* » les agglomérations pourvues d'une cathédrale. Le titre était décerné par lettres patentes royales. Entre le XVI<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle, aucune nouvelle cathédrale n'est établie, et donc

---

<sup>1</sup> *Municipal Corporations Act* (1835) et *Local Government Act* (1888). Ces deux lois constituent l'origine des institutions locales britanniques.

<sup>2</sup> La situation de Londres, non développée ici, constitue un cas à part, avec les phases de constitution ou de démantèlement d'un grand conseil municipal. En 2000 a été reconstitué le *Greater London Authority*, regroupant 7 millions d'habitants (Molin, 2003). Au niveau local à Londres sont institués des *boroughs*.

<sup>3</sup> Seul le conseil est supprimé ; la catégorie *metropolitan county* demeure utilisée pour des raisons statistiques.



aucune nouvelle *city*, mais dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle de nombreux *boroughs* accèdent à ce titre par lettres patentes, dont Liverpool. Le statut de *city* doit être confirmé à chaque redéfinition des limites des territoires locaux. Récemment, la reine, pour célébrer son cinquantième anniversaire, a lancé une campagne de consécration de *cities* (8 au total). Le maire d'une *city* dans certains cas a le titre honorifique de « *lord mayor* ». La *city* ne coïncide souvent pas avec l'agglomération (Londres compte deux *cities* : Westminster et Londres).

Liverpool a connu des statuts différents au cours de son histoire. La ville est constituée par charte royale en 1207, comme *borough*. En 1880, Liverpool reçoit le statut de « *city* » et trois ans plus tard est accordé le titre de *Lord Mayor* à son représentant [Aughton, 2003 : 220], ce qui indique l'importance reconnue de la ville. En 1885, les limites de la ville sont étendues et intègrent désormais les quartiers de West Derby, Wavertree, Toxteth et Walton [Aughton, 2003 : 220].

Entre 1835 et 1974, Liverpool est constituée en *district* du *county* de Lancashire. En 1974 est créé le *Metropolitan County of Merseyside*, qui englobe les *Metropolitan Boroughs* de Liverpool, Knowsley, Sefton, St Helens et Wirral (sur la rive gauche de la Mersey). Cette structure est supprimée en 1986<sup>1</sup>, et depuis Liverpool constitue un *unitary authority*, sous la forme d'un *metropolitan borough*, géré par un *city council*.

Liverpool présente donc une relation inverse de celle de Gênes entre espace administratif et agglomération. Tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, de nouveaux quais se développent le long de la berge droite de la Mersey, tandis que l'agglomération déborde les limites de Liverpool, et gagne l'autre rive de la Mersey (Birkenhead) et l'intérieur vers le nord et l'est (autour de Knowsley). L'agglomération, appelée Merseyside, ne constitue une entité politique qu'entre 1974 et 1986, avec la création du *Metropolitan County Council* de Merseyside. Certains services restent gérés à cette échelle, par des *joint-boards* : la police, les transports en commun, le traitement des déchets.

La structure spatiale de Liverpool est proche de celle de nombreuses autres villes anglaises. Le secteur classé au patrimoine mondial de l'humanité constitue le site de développement initial de Liverpool. Cette zone appartient au « *city centre* » (le terme « centre historique » n'est pas employé). Elle s'étend le long du port ancien. Ce *city centre* est lui-même subdivisé en zones ayant chacune ses paysages particuliers et fonctions. Il s'agit de l'espace regroupant les activités tertiaires, et depuis une dizaine d'années marqué par un

---

<sup>1</sup> Merseyside n'est plus un niveau politique mais demeure une unité statistique et un *ceremonial county*, c'est-à-dire un espace dévolu à un *Lord Lieutenant* désigné par la reine.



développement immobilier et résidentiel important. Dans cet espace se trouvent les édifices les plus anciens, des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, mais également les nouvelles constructions sur les anciens espaces portuaires. Le port s'est déplacé vers l'aval le long de la Mersey, sur la rive droite, entre l'ancien port et la zone de conteneurs de Seaforth. Un système de *docks* subsiste sur la rive gauche, à Birkenhead.

Autour du *city centre* se localise l'*inner-city*, constitué des quartiers cumulant un grand nombre de difficultés sociales et économiques [Poirier, 1998]. Les émeutes urbaines des années 1980 (*urban riots*) ont eu lieu dans ces espaces péricentraux : à Toxteth, quartier aux maisons victoriennes, marqué en 1981 par les affrontements entre la police et les jeunes. Au-delà s'étendent des banlieues résidentielles. Au nord et à l'est de l'agglomération se situent les deux villes nouvelles de Runcorn et Skelmersdale, construites dans les années 1960, dont le développement est lié à celui de Liverpool.

#### Différenciations spatiales de l'aire urbaine de Liverpool

La carte a été construite à partir de différentes cartes permettant de faire apparaître l'organisation spatiale complexe de Liverpool. À partir de la carte au 1/50000 de l'*Ordnance Survey* de 2003 sont tracées les limites administratives (*district*) et l'étendue des agglomérations. Au sein d'un *district* ou d'un *unitary authority* sont localisés différents *towns*. Les limites de l'agglomération de Liverpool sont celles définies par l'*Office for National Statistics*, et regroupent des *towns*. Ainsi, au sein du district de Sefton, qui s'étend sur plusieurs dizaines de kilomètres au nord de Liverpool, 3 *towns* font partie de l'agglomération de Liverpool : Bootle (4), Litherland (5) et Crosby (6).

Le district de Wirral sur la rive gauche de la Mersey n'est pas inclus dans l'agglomération de Liverpool au sens statistique, toutefois les *towns* de Birkenhead et Wallasey sont inclus dans le fonctionnement de Liverpool au sens large. La rive de Birkenhead contient des installations portuaires intégrées au port de Liverpool, et les relations entre les deux rives sont importantes (le premier tunnel entre Liverpool et Birkenhead sous la Mersey date de 1886).

La commune de Liverpool elle-même est divisée en *wards* (non représentés sur la carte) qui sont des territoires administratifs et statistiques. D'autres divisions spatiales fondent l'intervention publique sur la ville. En rouge apparaît le *city centre*, qui correspond à l'aire d'intervention de *Liverpool Vision*, agence de régénération urbaine, et contient le secteur classé au Patrimoine Mondial de l'Humanité. La limite tracée en orange correspond à la frontière de l'*inner city*, espace présentant des problèmes socio-économiques, et cible d'importants programmes d'interventions depuis la fin des années 1970.

En dépit d'une complexité administrative et de lignes de différenciations multiples, l'aire urbaine de Liverpool présente bien un centre clairement identifié, qui correspond à la fois à la zone privilégiée de l'action urbaine et au secteur désigné comme patrimonial.

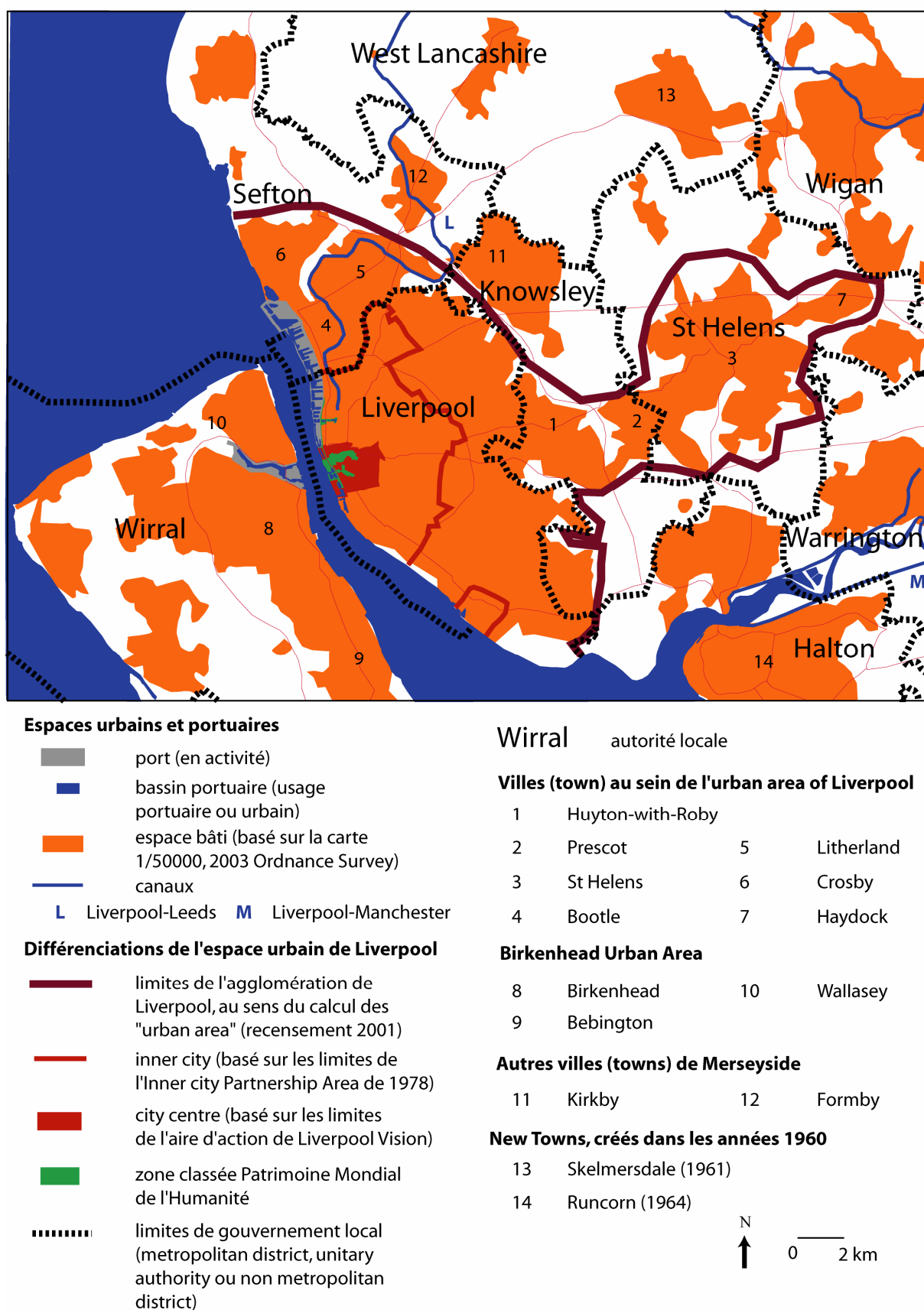


Figure 3 : Liverpool et la Merseyside (S. Jacquot, 2007)

### 3. Valparaíso au sein du *Gran Valparaíso*

Valparaíso connaît un autre cas de relation entre agglomération et limites administratives. Il n'y a pas une unique commune fonctionnant comme centre. Au contraire Valparaíso forme avec Viña del Mar et Concón une conurbation le long du littoral de l'océan Pacifique. À ces trois communes s'ajoutent vers l'intérieur Villa Alemana et Quilpué. L'ensemble constitue le *Gran Valparaíso*, et compte 819387 habitants<sup>1</sup>.

Valparaíso est la ville historique de cette agglomération. Le site a été découvert et nommé par Juan de Saavedra en 1536 [Mackenna, 1936a : 17], puis érigé au rang de port par Pedro de Valdivia, le fondateur de Santiago, en 1544 [Mackenna, 1936a : 35]. Aujourd'hui Viña del Mar, ancienne cité balnéaire de luxe qui s'est développée au début du XX<sup>e</sup> siècle, suite au tremblement de terre de 1906 qui a ravagé la ville, a dépassé Valparaíso en nombre d'habitants, s'appuyant sur une économie plus dynamique. Bien que contiguës, les deux villes s'opposent en de nombreux points, par leurs paysages urbains, leurs populations, leurs rythmes de vie. En effet, Valparaíso se caractérise par son site particulier : une baie ouverte aux vents du Nord, entourée de 42 collines, appelées *cerros*, et entre les deux une étroite plaine littorale, le *plan*. La morphologie urbaine tranche avec le modèle urbain colonial latino-américain : le plan en damier ne concerne que la plaine littorale, notamment la partie reconstruite suite au tremblement de terre de 1906. Au contraire, Viña del Mar s'étend sur une plaine littorale plus vaste, permettant le maillage de l'espace par une trame orthogonale, orientée par la voie de chemin de fer et le fleuve Marga Marga.

Cette séparation est renforcée par une frontière paysagère nette, constituant une agglomération bicéphale, avec deux conseils municipaux distincts, et un poids démographique proche, avec un léger avantage à Viña del Mar.

---

<sup>1</sup> INE, recensement 2002.

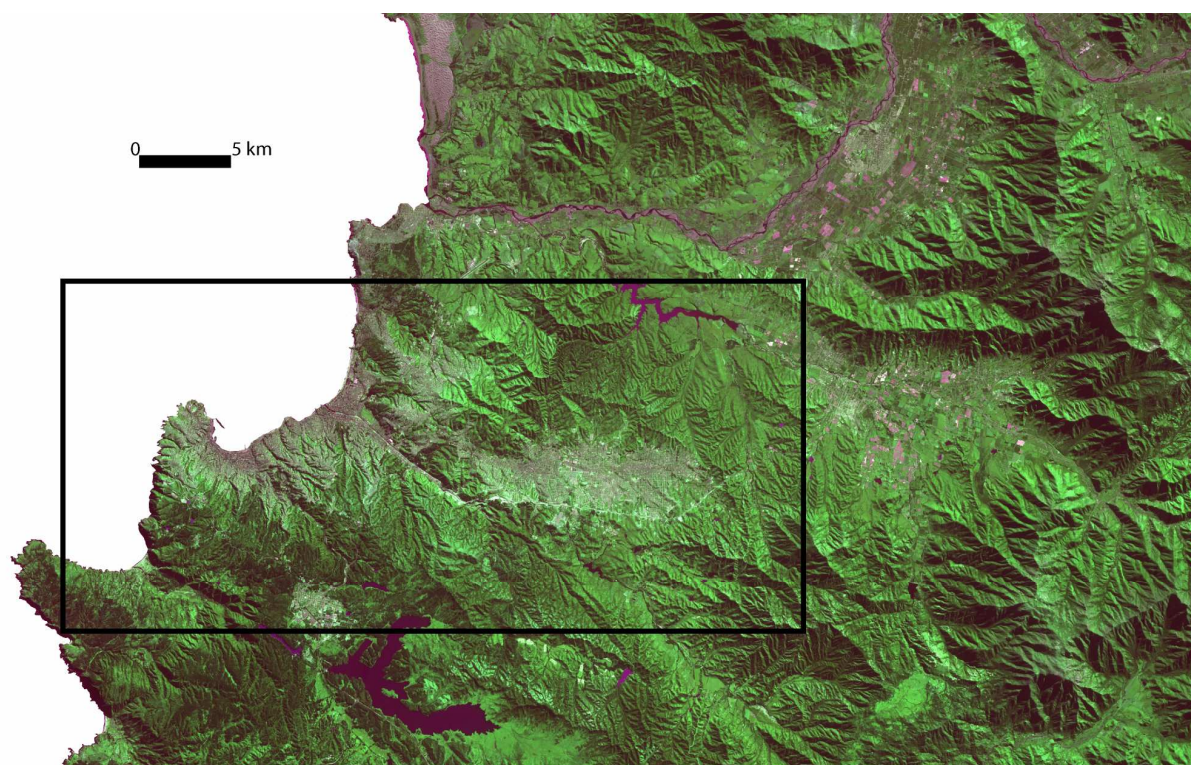
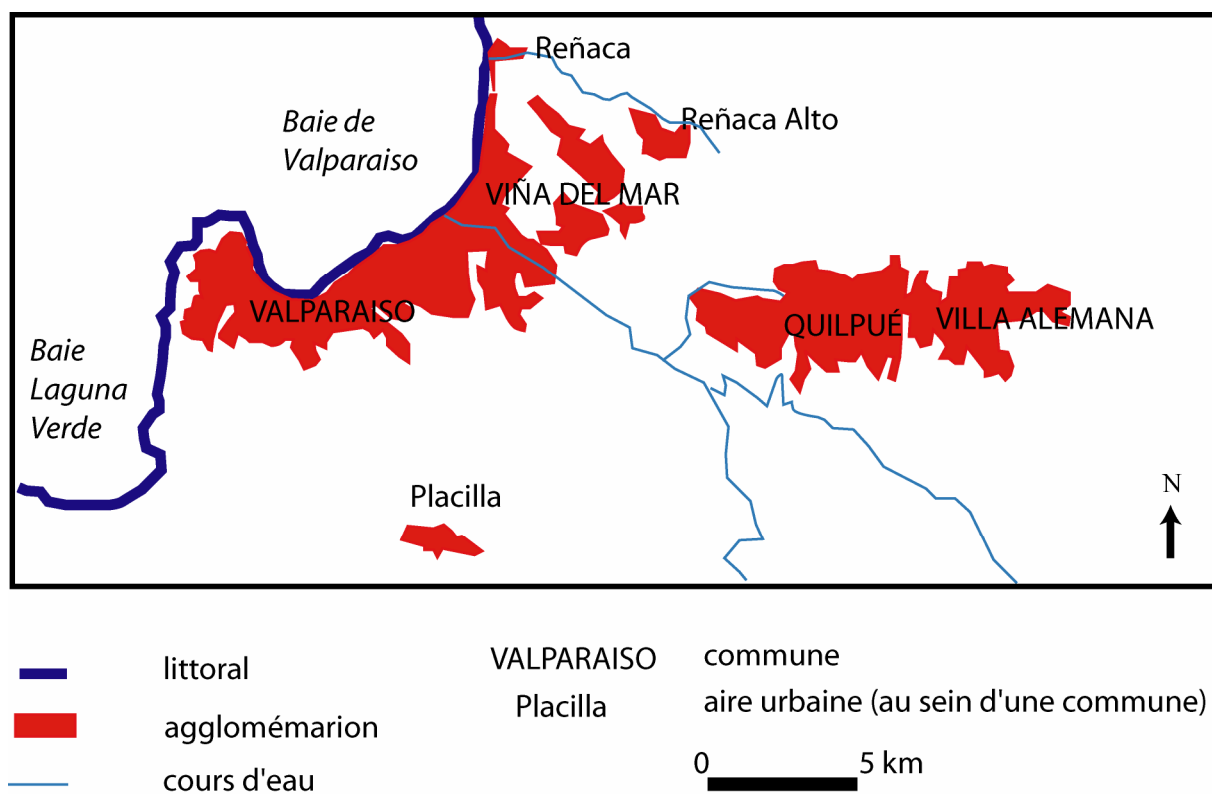


Image satellite Spot5, 17/02/2002

Figure 4 : Valparaíso au sein de son agglomération

## B. La formation des espaces historiques

En préalable à l'examen des modalités de patrimonialisation des espaces historiques centraux, il convient d'en poser le décor, en étudiant la mise en place de ces espaces urbains. Il ne s'agit pas encore de patrimoine, puisque l'espace urbain n'accède à ce rang que par la médiation d'un regard social qui le décrète tel. La présentation de ces espaces s'appuie sur une base morphologique et historique, en rappelant les éléments de l'histoire de ces villes.

Valparaiso et Liverpool sont deux villes qui existent depuis plusieurs siècles mais dont les traits caractéristiques et structuraux se sont établis aux XVIII<sup>e</sup> et surtout XIX<sup>e</sup> siècles. Gênes est une ville dont le centre historique est issu d'une longue sédimentation, depuis le haut Moyen Âge. Le XIX<sup>e</sup> siècle a également été décisif dans la mise en place de la *Grande Genova*, mais dans la mesure où la patrimonialisation concerne essentiellement le « centre historique », cette période est traitée plus brièvement.

### 1. Valparaiso, œuvre du XIX<sup>e</sup> siècle

« *Valparaíso es la hija legítima de la Independencia* » [Mackenna, 1936a : 54].

Les espaces historiques ont été formés principalement au XIX<sup>e</sup> siècle, aboutissant à des quartiers aux paysages contrastés, du fait du mode d'urbanisation à cette période. Le discours patrimonial insiste sur deux autres éléments : les liens entre le bâti et la topographie, et la trame urbaine.

#### *1.1 Le site de Valparaiso et les grandes lignes de différenciation*

La ville se développe dans un site en amphithéâtre, comparé parfois à celui de Naples ou Lisbonne<sup>1</sup>. La baie de Valparaiso, ouverte aux vents du Nord responsables au cours de l'histoire de la ville de nombreux naufrages, est entourée de collines, appelées *cerros*<sup>2</sup>. Ce site a évolué au cours de l'histoire de la ville, du fait du comblement d'espaces maritimes. Au moment de la découverte de la baie de Valparaiso par Juan de Saavedra en 1536 [Mackenna, 1936a], le site de Valparaiso est constitué de deux plaines littorales (figure n° 5- 1, le *Barrio Puerto*, et 2, l'*Almendral*) séparées par l'avancée d'un massif rocheux, l'actuel Cerro Concepción (figure n°5 - 3).

---

<sup>1</sup> Par exemple dans le dossier de candidature comme Ville Patrimoine Mondial de l'Humanité.

<sup>2</sup> Le nombre de ces collines fait débat, on considère généralement qu'il en existe une quarantaine. Mais Salinas, dans un article sur la géologie de la baie, donne le chiffre de 17 [Salinas, 1967].



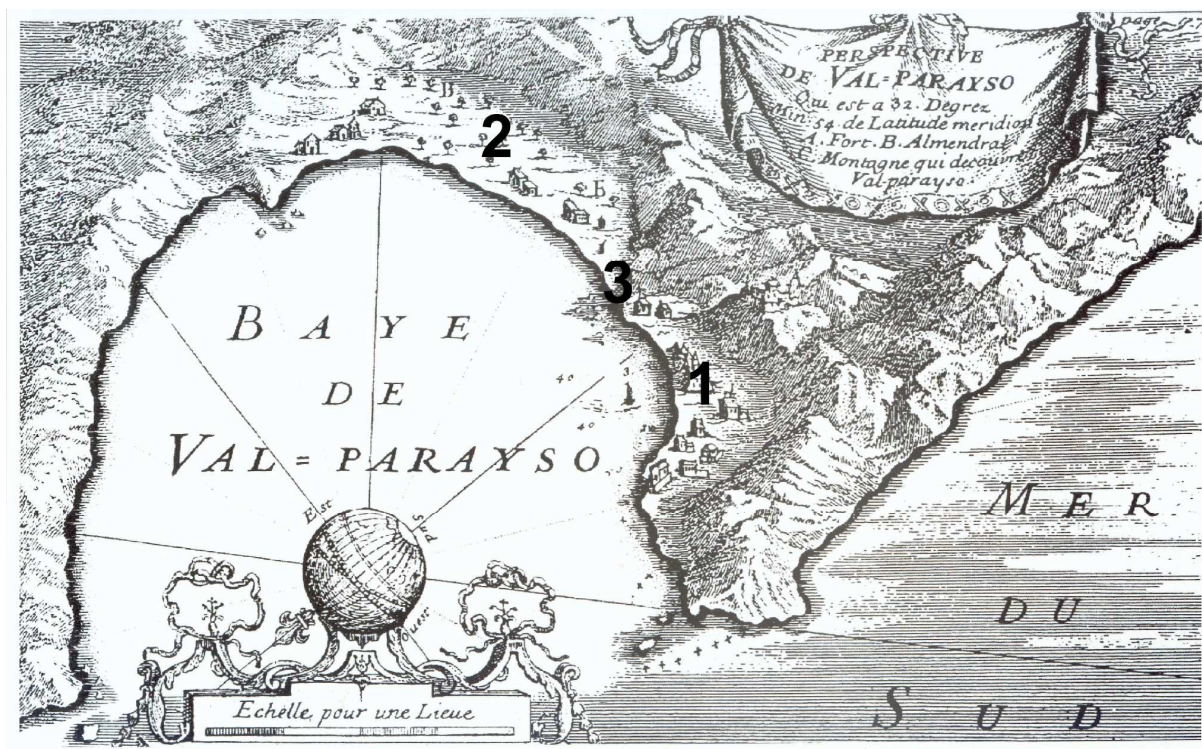


Figure 5 : Perspective de Valparayso, Pierre Montier 1728 [Vasquez, Iglesias, Molina, 1999]

La baie est délimitée par les *cerros*, collines séparées les unes des autres par des ravins, appelés *quebradas*. La rupture entre les plaines littorales et les *cerros* est fondamentale dans la géographie de Valparaiso. En effet, cette différenciation n'est pas seulement topographique, elle s'inscrit également dans la géographie vécue de la ville<sup>1</sup>. Le *plan*<sup>2</sup> est la zone active de la ville, avec 85% des activités, tandis que les *cerros* constituent l'espace résidentiel, qui regroupe 86% de la population [Camus, Espinoza, Bajo : 1987]. Cette opposition se retrouve au niveau de la morphologie urbaine. Le *plan* est marqué par un plan en damier, typique des villes latino-américaines<sup>3</sup>, et une organisation en *manzanas* (îlots). Les *cerros* présentent une urbanisation moins régulière<sup>4</sup>, contrainte par la topographie et la pente. Les voies d'accès suivent le tracé des *quebradas*. La trame viaire est dédoublée par des passages et escaliers pour piétons, qui donnent l'impression d'un labyrinthe. Le cinéaste et réalisateur hollandais Joris Ivens a réalisé en 1962 un documentaire, *À Valparaiso*, avec des textes du français Chris Marker, qui présente ces deux mondes, le *plan* et les *cerros*.

<sup>1</sup> Les *cerros* donnent leur nom aux quartiers.

<sup>2</sup> Ce terme désigne les deux plaines littorales : le Barrio Puerto (quartier portuaire) et l'Almendral.

<sup>3</sup> À Valparaiso, ce plan en damier n'est pas originel mais résulte de la rationalisation, suite à des incendies et tremblements de terre, d'une voirie plus irrégulière.

<sup>4</sup> À l'exception des lotissements menés en quelques endroits, notamment Playa Ancha et Cerro Concepción.

« C'est toujours un port. Valparaiso, Chili, 300000 habitants, entre la cordillère et l'océan. Ce n'est pas le plus riche mais il vit, il vit bien. Une ville commerçante vit avec lui, par lui, en bas au pied des collines. Sur les collines une autre ville existe, pas une ville, une fédération de villages, un par colline, 42 collines, 42 villages. Pas une autre ville, un autre monde. Deux mondes qui communiquent par les rampes, par les escaliers, par les ascenseurs. »<sup>1</sup>. À Valparaiso, la topographie souligne les structures de la ville.

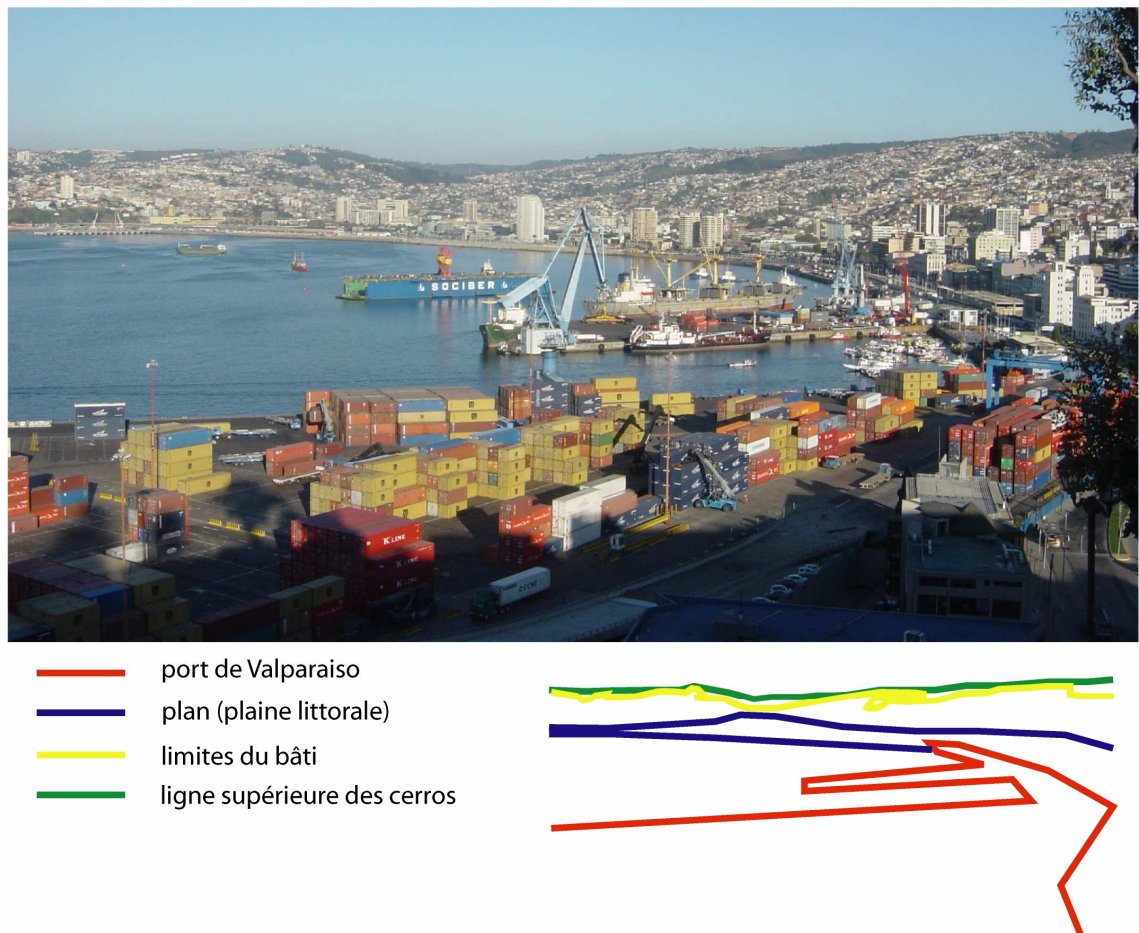


Figure 6 : Les structures de Valparaiso [S. Jacquot, 2006]

Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, le site a été modifié, en augmentant progressivement la surface de la plaine littorale, pour étendre le port et les quais. L'avancée rocheuse qui séparait le Barrio Puerto de l'Almendral a été creusée, à partir de 1848, les matériaux extraits servant à remblayer la partie en avant du Barrio Puerto [Benavides, Pizzi, Valenzuela, 1994 : 60]. Les deux tiers de sa surface actuelle sont donc liés à ces comblements [Salinas, 1967 : 5].

Les espaces historiques ne sont pas situés au centre géométrique de l'agglomération. L'espace classé au Patrimoine Mondial de l'Humanité se trouve à l'ouest de Valparaiso.

<sup>1</sup> Extrait des commentaires accompagnant les images du documentaire.



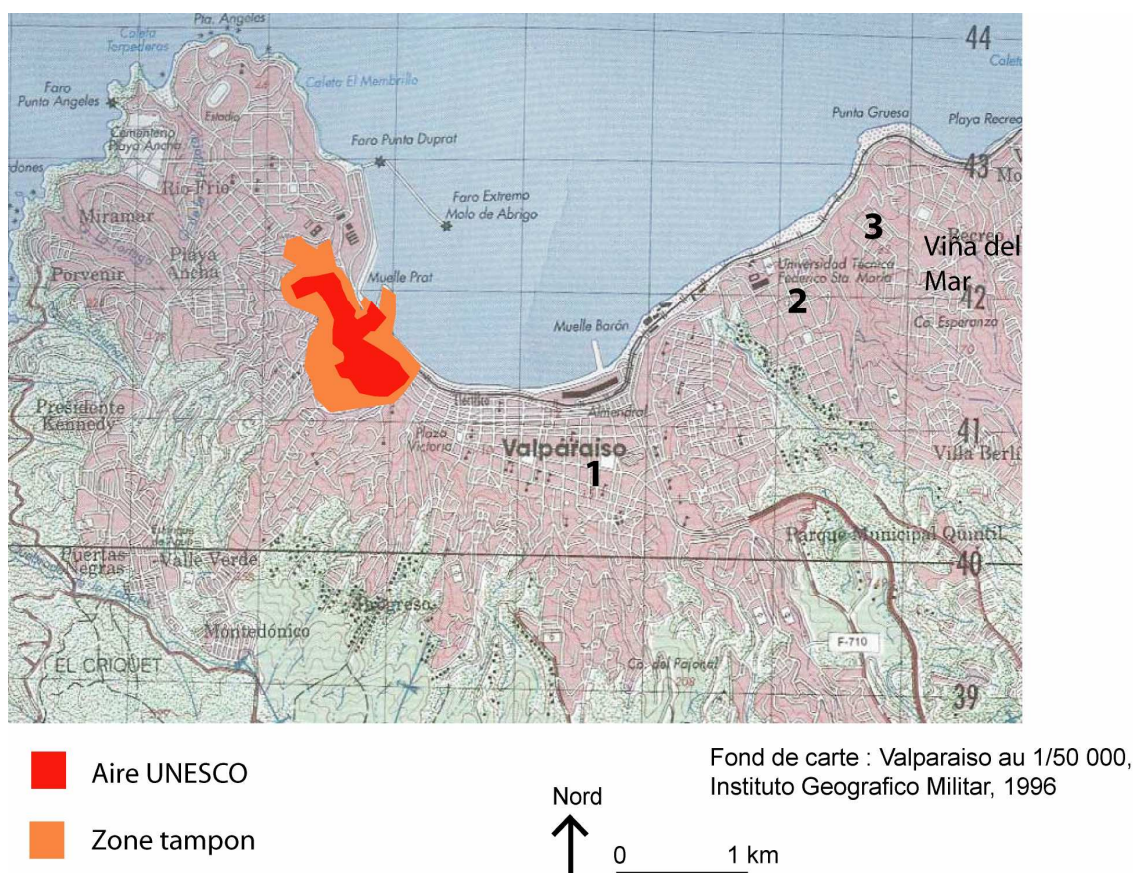


Figure 7 : Les espaces Unesco (S. Jacquot, 2005)

## 1.2 Un port non fondé

La baie de Valparaíso a été découverte lors de l'expédition de Diego de Almagro, parti du Pérou en 1536 vers le Cône Sud, à la recherche d'or, empruntant la voie de l'Altiplano, atteignant ensuite la vallée de l'Aconcagua, tandis que Juan de Saavedra, un de ses capitaines, suivait le littoral [Villalobos, Silva O., Silva F., Estellé, 2002 : 90-93]. Il baptise cette baie du nom de Valparaíso car le paysage lui rappelle celui de son village natal, Valparaíso en Cuenca, Espagne. Ce nom a été dans l'histoire de la ville source de malentendu : souvent première escale sur la côte Pacifique pour les voyageurs venus d'Europe, le nom même de la ville cristallisait l'espoir de paysages paradisiaques, à la végétation luxuriante, et laissait place à une grande déception à la vue des collines désertes à l'entrée du port<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Flora Tristan, dans les *Pérégrinations d'une paria*, raconte sa déception : « Je ne songeais pas alors que les noms prennent souvent leur origine dans des circonstances bizarres qui n'ont pas, la plupart du temps, le plus léger rapport avec les choses que ces noms désignent. [...] Ainsi Valparaíso (vallée du paradis) reçut ce nom divin des premiers marins espagnols qui abordèrent dans sa baie ; ils eussent après une traversée aussi longue et aussi pénible, nommée également paradis la côte la plus aride, le pays le plus affreux, dès lors qu'il répondait au nom terre. » [Tristan, 2004 : 79-80]. Max Radiguet de même évoque l'espoir porté par ce nom : « El nombre de Valparaíso es repetido incesantemente como sinónimo de consuelo y de esperanza durante una navegación llena de peligrosas sorpresas, producidas por vientos contrarios. ¡Cuántas veces, amenazados por un mar furioso medimos con tristeza en la carta marina, la distancia que nos separaba del puerto ! ¡Qué de



Mais pour les manuels d'histoire chilienne, le véritable *conquistador* du Chili est Pedro de Valdivia<sup>2</sup>. En effet, l'expédition de Almagro et Saavedra n'a pas conduit à une prise en main effective des terres du Cône Sud, et Almagro à son retour au Pérou fut décapité suite à un conflit avec Pizarro [Sarget, 1996]. Valdivia fonde les principales villes chiliennes actuelles : Santiago del Nuevo Extremo en 1541, La Serena en 1544, Concepción en 1549, Valdivia en 1552, ... Du fait de heurts et batailles avec les Araucans (Mapuches), ces peuplements sont fragiles, parfois abandonnés plusieurs années. Mais toutes ces fondations se distinguent de Valparaíso, car elles relèvent d'une volonté de prise en main du territoire, suivant les règles de fondation de villes dans l'Amérique hispanique. Ces règles font l'objet d'un édit en 1576 par Philippe II, imposant des dispositions pour le choix du site, le plan en damier, la place centrale - *Plaza Mayor* - et ses dimensions, la distribution des lots entre colons, ... [Musset, 2002]. Toutefois elles sont appliquées avant cette codification<sup>3</sup> : Santiago du Chili est fondé par Valdivia en suivant le plan en damier, à partir de la *plaza mayor* au centre.

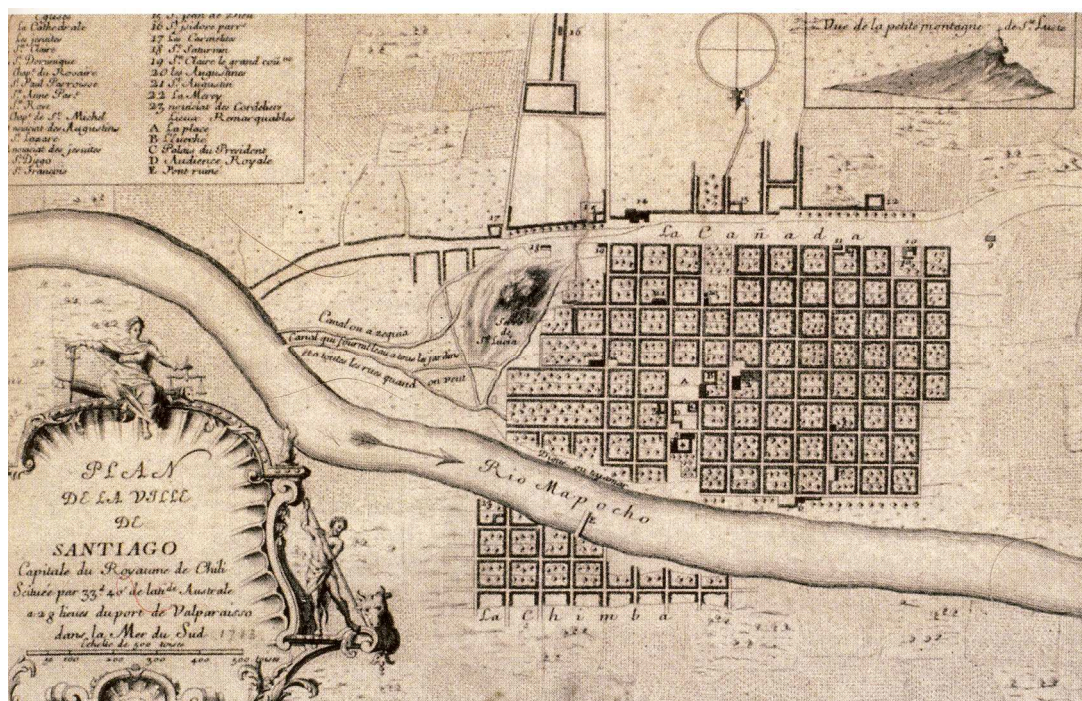


Figure 8 : Plan de Santiago, par Amadéo Frezier, 1713 [Vigil, 2000]

*semanas frías y tempestuosas pasamos en una penosa espera !* ». Puis il évoque la déception : « *Experimentamos aquí una de esas decepciones que nunca faltan durante un viaje largo. [...] Interrogamos con la vista la costa, y las alturas, buscando con avidez una vegetación ausente.* » [Radiguet, in Calderón, Schlotfeldt, 2001 : 211].

<sup>2</sup> « *Años mas tarde correspondería a don Pedro de Valdivia el honor de ser en definitiva el conquistador de Chile* » [Villalobos, Silva, Silva, Estellé, 2002 : 90-93].

<sup>3</sup> En 1532, fondant San Miguel, Pizarro déclare : « *selon la règle, avec une place centrale* » [Lavedan, Hugueney, Henrat, 1982 : 248].

Or Valparaiso n'a pas été fondée. Valdivia connaît l'existence de Valparaiso, mais il souhaite que le port ne concurrence pas Santiago. Il décrète Valparaiso port de Santiago<sup>1</sup>, sans que le port obtienne le titre de ville. Valparaiso sert alors de débouché sur l'océan à la nouvelle ville. Les règles de fondation urbaine ne s'y appliquent pas, et le développement urbain ne suit pas rigoureusement la trame orthogonale. De plus, n'ayant pas le statut de ville, Valparaiso ne dispose pas d'autorités municipales propres. Un gouverneur est nommé pour gérer le port (le premier est un marin génois ami de Valdivia, l'amiral don Juan Bautista Pastene). Valparaiso, dès son origine, présente une urbanisation différente de nombreuses villes latino-américaines. Cet élément est souvent mis en avant aujourd'hui dans les justifications de la patrimonialisation de la ville.

### 1.3 La stagnation de Valparaiso durant la période coloniale

Les ports dans le système colonial espagnol sont soumis à une double règle. Les ports d'Amérique hispanique ne peuvent commercer avec les autres pays européens, et au sein même de l'Amérique Latine existe une hiérarchie portuaire. Lima et Portobello sont les seuls ports en relation directe avec la péninsule espagnole, les autres ports n'ayant qu'un statut régional. Ainsi Valparaiso exporte le blé de la vallée de l'Aconcagua et le vin vers El Callao, port de Lima, mais n'échange pas directement avec l'Espagne, jusqu'au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>.

Le port de Valparaiso n'est pas peuplé en permanence. Les attaques des pirates anglais et hollandais (Francis Drake en 1577 par exemple) menacent la population. Quelques forts sont construits sur les hauteurs pour protéger le port, mais il n'en reste que peu de traces (un canon placé à la pointe du Cerro Concepción évoque le fort qui y était situé).

La partie ouest de la baie est privilégiée dans un premier temps : bien qu'étroite elle offre un abri aux navires, exposés aux vents du nord-ouest dans le reste de la baie. L'Almendral est plus facilement atteint par les tempêtes, et sert d'espace agricole. Des entrepôts en bois sont construits le long du rivage, et des habitations se développent sur les premières pentes des *cerros*. Valparaiso est encore modeste, comme en témoigne cette description faite par Amédée Frézier en 1712 : « *Au pied de la forteresse, dans une coulée assez petite, est le bourg ou ville de Valparaíso, composé d'une centaine de pauvres maisons,*

---

<sup>1</sup> Valdivia définit Valparaiso en 1544 comme « *puerto de Valparaiso, terminos y jurisdicción de la ciudad de Santiago* » [Mackenna 1936a : 41].

<sup>2</sup> La prise de Portobelo en 1739 par les Anglais entraîne une nouvelle route, par le Cap Horn, le Chili devenant alors une étape, tandis qu'en 1778 la liberté commerciale entre les ports est développée au sein de la monarchie espagnole [Villalobos, Silva, Silva, Estellé, 2004 : 210-211].

sans arrangement et de différent niveau. Elle s'étend aussi le long de la mer où sont les magasins à blé. Quelque petit que soit cet endroit, il y a outre la paroisse deux couvents. » [Frézier, 1995 : 116]. Au moment de l'Indépendance, Valparaiso compte 3000 habitants, chiffre modeste comparé à la population de Santiago, de 30000 habitants avant l'Indépendance [Villalobos, Silva, Silva, Estellé, 2004 : 253]. Il ne reste pas d'habitation de l'époque coloniale.

#### 1.4 Le développement portuaire et financier au XIX<sup>e</sup> siècle

Valparaiso se développe plus fortement à partir de l'Indépendance, célébrée au Chili le 18 septembre 1810<sup>1</sup>, date du *cabildo abierto* réunissant des notables qui décrètent la liberté totale de commerce, et la fin de la domination espagnole [Sarget, 1996]. Valparaiso devient le premier port chilien (la destruction du port de Concepción par un tremblement de terre en 1751 a facilité cette prééminence). L'Indépendance et la fin du monopole permettent aux autres pays européens de prendre place dans les pays d'Amérique Latine, notamment le Royaume-Uni. Valparaiso devient la porte d'entrée des investissements au Chili. En 1820, un décret de O'Higgins, directeur suprême du Chili, consolide cette position, en instituant Valparaiso comme port principal (*puerto principal*) du Chili, en mettant en place des avantages pour les immigrants et en développant des entrepôts francs pour le stockage de tout type de marchandises [Lorenzo, Harris, Vasquez, 2000]. Le but est de devancer El Callao, port péruvien, pour faire de Valparaiso le premier port sur la façade Pacifique.

La population de Valparaiso au XIX<sup>e</sup> siècle passe de 3000 habitants en 1802 à 122447 habitants en 1895. La croissance est donc très importante au cours du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>, et pose les grandes lignes du développement urbain. Pour des historiens locaux, « *el Valparaíso que conocemos es obra de la Republica* »<sup>3</sup> [Lorenzo, Harris, Vasquez, 2000 : 12].

Deux phases sont généralement distinguées. La première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle correspond au développement portuaire et commercial de la ville. Valparaiso est la porte d'entrée du Chili. Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la ville devient également un centre financier important. Cela est lié au boom du salpêtre dans le nord du Chili : dans les années 1870, 75% des ventes de salpêtre se fait à la bourse de Valparaiso (*Bolsa de Valores de*

---

<sup>1</sup> L'Indépendance définitive est acquise en 1818, date des victoires sur les troupes royalistes.

<sup>2</sup> La population totale du Chili pouvant être évaluée à 600000 à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle [Villalobos, Silva, Silva, Estellé, 2004] et 2,7 millions en 1895 [Sarget, 1996], on peut calculer la part de la population de Valparaiso, qui passe de 0,5% à 4,5%, ce qui témoigne d'une croissance plus importante que celle du pays au XIX<sup>e</sup> siècle.

<sup>3</sup> « [la ville de] Valparaíso que nous connaissons est œuvre de la République. ».

Valparaiso) [Pinto, 1987]. Valparaiso est également un grand centre industriel, supérieur à Santiago : en 1895, 66 des 124 entreprises chiliennes les plus modernes (utilisant la machine à vapeur) sont à Valparaiso [Estrada, 1987].

Cette croissance est concomitante de l'arrivée de nombreux européens, faisant de Valparaiso une « *société cosmopolite* » [Lorenzo, Harris, Vasquez, 2000 : 31], en décalage avec la société chilienne aristocratique. En 1817, deux Anglais seulement se trouvent à Valparaiso, mais ils sont 1014 en 1865 et 1974 en 1895 [Estrada, 2000]. La ville compte également des Allemands, des Français<sup>1</sup>, et à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle arrivent de nombreux migrants espagnols et italiens. Ces migrants travaillent dans des sociétés d'import-export, des compagnies d'assurance, des compagnies maritimes [Cavieres, 2000]. Les voyageurs européens s'étonnent souvent d'y retrouver des compatriotes, et comparent Valparaiso à une ville européenne. Ainsi, en 1922, selon Charles Domville-Fife, « *Valparaíso es la más inglesa de las ciudades sudamericanas, la Liverpool del Pacífico* »<sup>2</sup> [Lorenzo, Harris, Vasquez, 2000 : 42]. Tous n'appartiennent pas à la bourgeoisie et une partie est constituée de marins échoués dans le port, ou de migrants venus développer des commerces [Lorenzo, Harris, Vasquez, 2000 : 26]. Ce développement portuaire, économique et démographique a entraîné la mise en place de paysages urbains différenciés, justification du classement de Valparaiso comme ville Patrimoine Mondial de l'Humanité.

### 1.5 Mise en place de paysages urbains différenciés

Différents quartiers s'individualisent au sein de la ville, sur une base fonctionnelle. Ceci correspond à une nouvelle modalité du développement urbain au XIX<sup>e</sup> siècle, basée sur la séparation des différentes fonctions, qui s'explique par deux facteurs : le site urbain et la volonté de séparer lieu de travail et lieu résidentiel, conformément à l'idéal bourgeois anglais [Hall, 1999].

Le long du port se développent les entrepôts, les services à l'activité portuaire et la douane. Le port lui-même, jusqu'à la construction de nouveaux quais, est fortement encombré, et le déchargement des navires dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle se fait principalement via des barques et canots. En retrait se trouve le Barrio Puerto (quartier portuaire), animé, avec de nombreux commerces, parmi lesquels des boutiques de luxe présentant des produits européens. Le développement commercial et financier entraîne le

---

<sup>1</sup> Le cimetière des Dissidents, réservé aux non-catholiques, témoigne de l'importance de cette présence européenne à Valparaiso au XIX<sup>e</sup> siècle.

<sup>2</sup> « *Valparaiso est la plus anglaise des villes sud-américaines, la Liverpool du Pacifique* ».

développement d'un quartier spécifique, le *sector bancario y comercial*<sup>1</sup>, entre le Quartier Portuaire et l'*Almendral*. De nombreux édifices à l'architecture historiciste éclectique, avec des éléments néogothiques ou classiques, datent de la reconstruction postérieure au tremblement de terre de 1906.

La bourgeoisie réside dans différents types d'espace. Dans un premier temps l'*Almendral*, auparavant espace horticole [Vasquez, Iglesia, Molina, 1999 : 35], sert de lieu de résidence à la bourgeoisie étrangère. Toutefois, des tempêtes et inondations menacent régulièrement ce quartier et entraînent le développement de quartiers bourgeois sur certaines collines, les Cerros Alegre et Concepción, à partir des années 1840. Les Cerros Alegre et Concepción, partagés en grands domaines, sont lotis, ce qui explique la trame viaire plus régulière (et même orthogonale Cerro Concepción) que dans les autres *cerros*. Ils deviennent le lieu de vie de la bourgeoisie étrangère, qui adopte un mode de vie européen [Perrot, 1999 : 286]. Le Cerro Alegre est appelé Mount Pleasant<sup>2</sup>, ou le *cerro de los ingleses*<sup>3</sup>. Ces espaces sont quasi-exclusivement résidentiels [Cavieres, 1987]. Les bâtiments représentent des formes syncrétiques entre éléments victoriens (fenêtres en guillotine, *bow-windows*, chiens assis et toits en pente, organisation intérieure avec un couloir, différenciation des espaces de loisirs) et locaux (adaptation du bâti à la pente, polarisation de l'espace vers la mer, utilisation de la calamine transportée par les navires depuis l'Angleterre pour isoler l'extérieur des maisons contre le vent et l'humidité). Les migrants s'organisent en communautés sur une base nationale. La communauté allemande se dote d'un collège (1857), d'un hôpital (1875), ou de clubs de jeux et de sport. La communauté anglaise obtient le droit de construire une église anglicane<sup>4</sup> en 1854, sur la colline Concepción, classée monument historique en 1979. Les paysages actuels témoignent encore de cette présence. Une autre colline, le *cerro* de Playa Ancha, connaît une urbanisation liée à un lotissement commercial, à partir de 1877, et qui se développe fortement après le tremblement de terre de 1906 [Waisberg, 1988 : 13]. L'architecture des bâtiments reprend des éléments victoriens, de façon plus éclectique. Les autres *cerros*, davantage populaires, connaissent un développement moins organisé. La trame urbaine est plus irrégulière. Les habitations populaires s'établissent dans les *quebradas* (ravins), à partir du *Barrio Puerto* [Benavides, Pizzi, Valenzuela, 1994 : 60], puis sur les pentes des *cerros*.

---

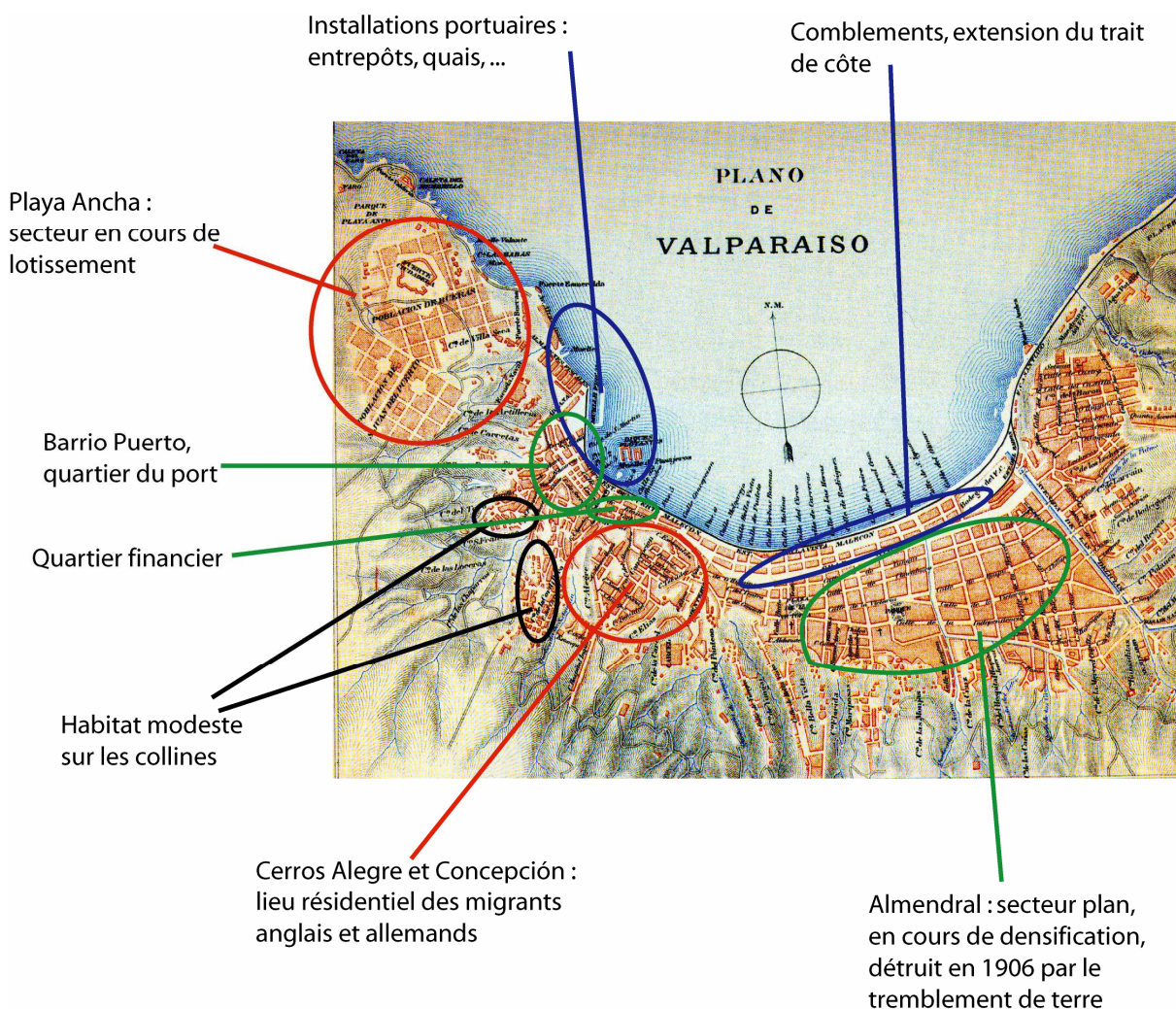
<sup>1</sup> « secteur commercial et financier ».

<sup>2</sup> Mount Pleasant est le nom d'un quartier de Liverpool, où s'établit la bourgeoisie à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle.

<sup>3</sup> « la colline des anglais ».

<sup>4</sup> L'architecte est un anglais, William Lloyd.





Plan de Valparaíso en 1879, extrait de F.A. Fuentes, Geografía descriptiva de la República de Chile, par Enrique Espinoza (Vasquez, Iglesias, Molina, 2003)

**Figure 9 : Organisation de Valparaíso à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle**

Le site urbain pose également des problèmes spécifiques, par exemple en terme de transports. Les solutions adoptées au XIX<sup>e</sup> siècle représentent aujourd'hui des éléments patrimoniaux fondamentaux de la ville. Les funiculaires (appelés ascenseurs localement) sont construits à partir de 1883 [Cameron, 1999] : ils permettent d'accéder à la partie basse des *cerros*. Une route est construite à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle: le *Camino Cintura*, qui joint tous les *cerros* à 100 mètres d'altitude, et marque alors la limite de l'urbanisation [Luz, Celia, Abarca, Meza, 1982]. Ce *Camino Cintura* délimite depuis 2004 les espaces patrimoniaux.

### *L'urbanisation et l'impact des catastrophes naturelles*

Valparaíso se trouve dans une zone sismique active, du fait de sa position sur la zone de subduction de la plaque océanique Nazca sous la plaque continentale. Au danger sismique s'ajoute la possibilité de tsunamis.

Par ailleurs, les tremblements de terre peuvent provoquer des incendies dévastateurs en raison de l'utilisation du bois dans les constructions. L'urbanisation de la ville est marquée par les reconstructions qui sont l'occasion de redéfinir et corriger la trame urbaine, selon les conceptions du moment<sup>1</sup>. L'Almendral a été détruit en 1730 et en 1822 par un tremblement de terre. En 1843, un incendie dans le Barrio Puerto a été l'occasion de redessiner la trame urbaine, de façon plus régulière, demeurée telle aujourd'hui. De même le tremblement de terre de 1906, suivi d'un incendie, entraîne de nombreux projets de réorganisation de la trame viaire de l'Almendral. La nécessaire reconstruction permet de développer un urbanisme répondant davantage aux préoccupations hygiénistes et modernistes du moment : rues plus larges et trame orthogonale. Ainsi les éléments urbains qui dans le plan semblent renvoyer à l'urbanisme colonial hispanique relèvent des reconstructions de la ville suite aux tremblements de terre et incendies. À l'inverse, les collines n'ont pas connu ces réorganisations, et les trames régulières sont liées seulement à des processus de lotissement à des fins commerciales, dans les collines Alegre, Concepción et Playa Ancha. Partout ailleurs, la trame urbaine est plus irrégulière.

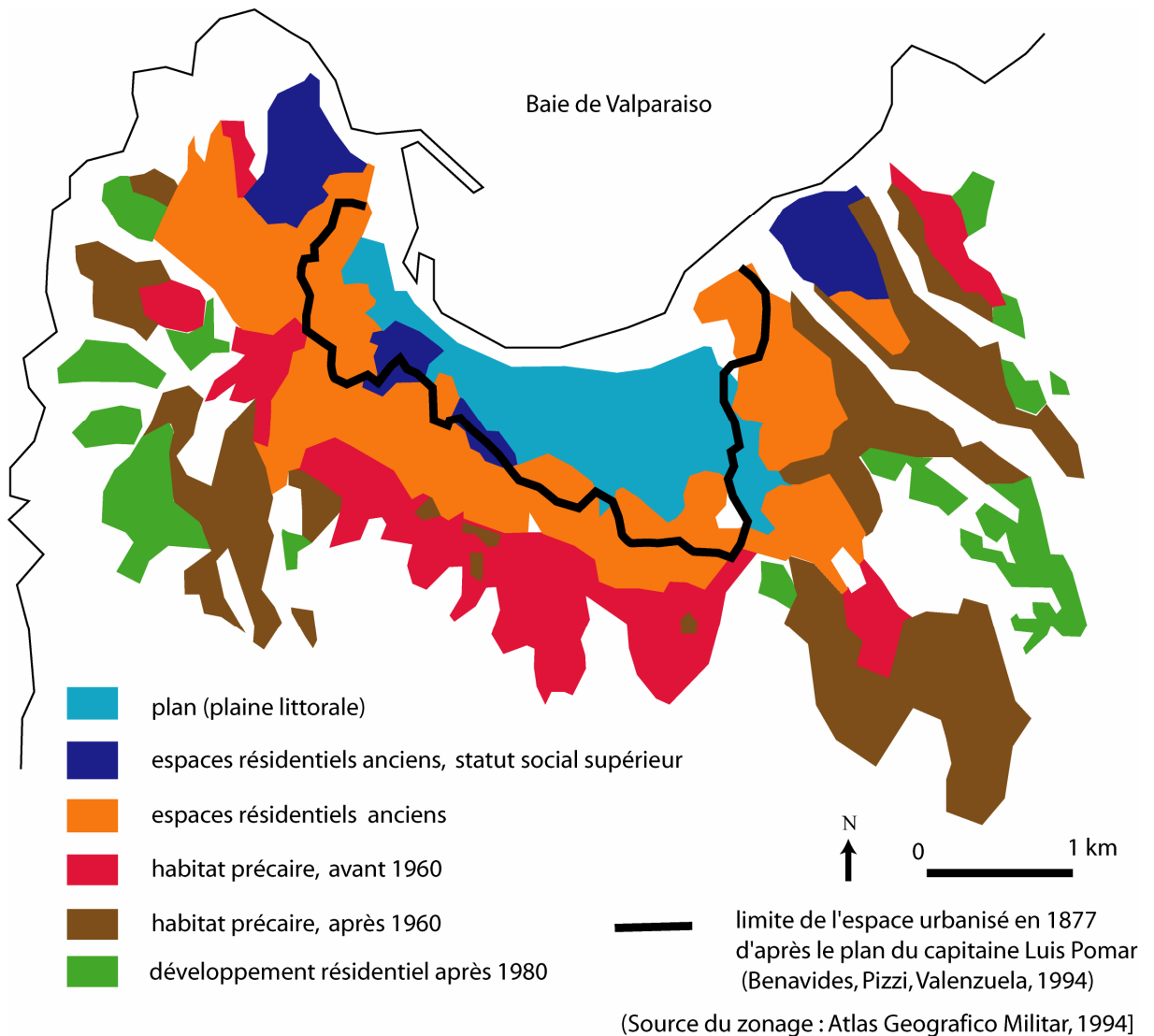
### *1.7 Les modes de croissance de Valparaíso au XX<sup>e</sup> siècle*

La topographie particulière et la position littorale de Valparaíso constituent des limites à l'extension urbaine. Trois types de croissance concernent Valparaíso (dans ses limites communales) au XX<sup>e</sup> siècle. Tout d'abord s'opère une densification des espaces urbains, par la construction d'édifices plus élevés liée à la spéculation immobilière ou les constructions sur les pentes des *quebradas*, plus précaires. Dans les années 1970 et 1980, des tours ont été construites dans le *plan*, à la limite de l'actuelle zone Unesco. À la fin des années 1990, la densification par la construction de tours s'étend également aux collines, provoquant un débat sur les limites à poser à ce mode de développement urbain.

La deuxième modalité de croissance consiste en une extension spatiale sur les hauteurs des collines, sous la forme de lotissements ou par le développement de l'habitat informel. La différenciation sociale à Valparaíso est donc topographique. Lors d'entretiens, de nombreux habitants déconseillent de s'aventurer vers les hauteurs des collines, espaces qu'eux-mêmes par crainte de la délinquance fréquentent peu. Les équipements urbains y sont également moins développés.

---

<sup>1</sup> Un article avec S. Velut sur les débats sur la reconstruction liée au tremblement de terre de 1906 est en préparation.



**Figure 10 : La croissance de Valparaíso et la différenciation socio-spatiale [S. Jacquot, 2007]**

Enfin, au sein de la commune de Valparaíso, dans des zones auparavant rurales, se développent de nouveaux noyaux urbains. Curauma est une agglomération nouvelle, créée en 1991 comme *ciudad nueva* (date de la modification du plan régulateur communal de Valparaíso), construite à 15 kilomètres du littoral et du centre de Valparaíso (au sein des limites communales), objet d'un développement résidentiel important, lié à l'implantation d'activités et d'établissements universitaires. Le développement de Curauma est assuré par un groupe privé, *Inmobiliaria Curauma*, dirigé par l'entrepreneur chilien Manuel Cruzat. Curauma compte 7000 personnes en décembre 2002 [Mercurio de Valparaíso, 28/12/2002], plus de 11000 habitants en 2005 [El Mercurio de Valparaíso, 20/2/2005], 14000 en 2006<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Selon *Inmobiliaria Curauma*.



Le but de la société est de transformer Curauma en ville de 200000 habitants. Ce développement immobilier concerne surtout des ménages moyens et aisés, et peut constituer à terme une centralité concurrente au sein du *Gran Valparaíso*.

Le processus de réinvestissement des espaces centraux prend ainsi place dans une extension spatiale complexe de la ville, entre création de nouvelles centralités et difficulté sur le site même à opérer de nouvelles constructions.

## **2. Gênes, de la ville-État à la ville dans l'État**

L'expression « *siècle des génois* » indique l'importance de Gênes au XVI<sup>e</sup> siècle, mais il ne faut pas négliger pour autant la période médiévale, où la commune de Gênes est une des villes commerciales les plus importantes d'Europe, du XI<sup>e</sup> au XIV<sup>e</sup> siècle. La présentation de l'histoire de Gênes est nécessaire pour comprendre la constitution des paysages et la morphologie particulière du centre historique.

### *2.1 De la ville commerciale au siècle d'or des génois*

Un port existe sur le site de Gênes depuis au moins le V<sup>e</sup> siècle avant JC, permettant des échanges entre mer et plaine du Pô. Il s'établit sur la colline de Castello. À l'époque romaine, ce port décline du fait de la concurrence de Vada Sabatia plus à l'est [Merlot, 1961 : 10]. Des fouilles archéologiques ont mis en évidence des traces de ce passé romain, tandis que la trame viaire grossièrement orthogonale de la partie sud du centre historique est interprétée comme un héritage de la voirie romaine. À la chute de l'empire de Rome, la ville passe sous le contrôle des Byzantins, puis des Lombards en 642. Ses remparts sont détruits. Jusqu'au XI<sup>e</sup> siècle le développement de Gênes reste modeste, du fait de raids sarrasins, mais elle organise elle-même des opérations corsaires [Delumeau, Heullant-Donat, 2002].

La ville connaît un développement important au XI<sup>e</sup> siècle, et son histoire s'inscrit dès lors dans le cadre méditerranéen. Pour se défendre des attaques sarrasines, Gênes développe sa flotte. La ville participe aux différentes croisades, et obtient des positions et privilèges en Méditerranée orientale<sup>1</sup> au XI<sup>e</sup> siècle, à Antioche, Beyrouth et Tripoli. Au XIII<sup>e</sup> siècle, grâce à une alliance en 1261 avec l'empire byzantin, elle installe des comptoirs marchands en Mer Noire : par exemple Péra près de Constantinople et Caffa. Les familles associent activités militaires et commerciales, et échangent en ces confins orientaux [Poleggi, Cevini, 2003 : 31]. Parallèlement, Gênes asseoit ses positions en Méditerranée occidentale (Riviera, Provence,

---

<sup>1</sup> Les colonies et comptoirs se présentent sous la forme d'un quartier urbain sous contrôle, avec des entrepôts disposés le long d'un quai.

Corse) et met en place des relations maritimes avec l'Europe du Nord, principalement les Flandres<sup>1</sup>. Gênes entre en rivalité avec d'autres Républiques maritimes pour le contrôle des mers et du commerce : Pise (pour la domination de la Corse dès 1077 [De Negri, 2003 : 214]) et Venise (batailles navales à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, puis à partir de 1350).

La perte de la plupart des comptoirs en Méditerranée Occidentale au XV<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup> modifie le moteur de l'économie locale. Le « *siècle des Génois* », que Braudel situe entre 1557 et 1627 [Braudel, 1979c : 181], désigne une période faste de la ville, durant laquelle elle finance la monarchie espagnole. Auparavant commerciale, la fortune de Gênes devient financière<sup>3</sup> : « *la banque génoise s'est ainsi emparée de l'argent politique du roi d'Espagne et, par suite du maniement des fonds, elle attire à elle toute la richesse mobile de l'Occident, Italie bientôt comprise* » [Braudel, 1994 : 93].

## 2.2 Une vie politique agitée

Au niveau institutionnel et social, Gênes suit jusqu'au XIV<sup>e</sup> siècle dans les grandes lignes le schéma proposé par l'historien Y. Rénouard : mise en place d'une commune au détriment du seigneur ; division en factions de l'aristocratie qui entraîne la mise en place par le peuple (*popolo*) du podestat ; participation de l'élite du *popolo* au pouvoir ; remobilisation du menu peuple et institution d'un pouvoir de nature seigneuriale [Rénouard, 1969 : 36].

Depuis 951, la ville est sous domination des comtes Obertenghi, représentés à Gênes par des vicomtes, de la famille Visconti, qui s'émancipent des Obertenghi en 1056. Le conflit entre les Visconti et l'évêque pour la domination de la ville est résolu lorsque l'évêque est choisi au sein de cette famille. Cette domination est symbolisée par l'érection de palais avec des tours. Comme dans de nombreuses autres villes se développe un mouvement communal, d'affirmation politique face au seigneur de la ville. L'association des habitants prend le nom de « *compagna communis* » [Merlot, 1961 : 19], et obtient en 1099 la reconnaissance de l'évêque. Dès lors la ville est gouvernée par des consuls. La *compagna* est divisée en trois groupes : château, cité et bourg [Rénouard, 1969 : 36]. Les Génois développent une mentalité individualiste, marquée par la confusion entre intérêt communal et intérêts privés, sources de

---

<sup>1</sup> Une liaison maritime régulière avec Bruges, via Southampton, est instaurée en 1277. Le bâtiment utilisé par les marchands génois à Bruges est encore présent.

<sup>2</sup> L'avancée des Ottomans entraîne le départ des Génois de la Mer Noire en 1475.

<sup>3</sup> Toutefois les instruments financiers naissent à Gênes dès la fin du XII<sup>e</sup> siècle, avec les banques (prêts et dépôts rémunérés, et virements de compte à compte, permettant de régler les dépenses sur les foires), le « *prêt maritime* » (forme d'assurance pour les expéditions lointaines), et la lettre de change. Les expéditions commerciales font également l'objet d'un partage du risque et des bénéfices, avec la formule de l'association et du partage de parts. Tout un corps de notaires est présent dans la ville [Heers, 1971 ; Rénouard, 1998 ; Braudel, 1979 ; Menant, 2005].

complots et conflits<sup>1</sup> (l'opposition est fréquemment faite entre le sens collectif vénitien et l'individualisme génois [Renouard, 1969 : 238]). Ces conflits entraînent la mise en place du *podestat*<sup>2</sup>, en 1190. Au XIII<sup>e</sup> siècle se développe l'organisation des métiers, qui proteste contre le pouvoir des familles les plus riches, et un capitaine du peuple, issu du *popolo*, est institué en 1256 (Guglielmo Boccanegra). Par la suite, les grandes familles génoises (Spinola, Doria, Fiechi, ...) reprennent le contrôle du pouvoir, marqué à nouveau par une grande instabilité<sup>3</sup>. Cette « *instabilité institutionnelle* » [Delumeau, Heullant-Donat, 2002 : 167] entraîne des périodes de domination étrangère (l'empereur Henri VII en 1311, Robert d'Anjou en 1318, les Visconti de Milan au XV<sup>e</sup> siècle [De Negri, 2003]).

L'époque moderne est caractérisée par l'opposition entre la monarchie française et l'Empire espagnol. Andrea Doria prend le pouvoir en 1528. En échange de la garantie de l'indépendance de la ville, il prend le parti de Charles Quint contre François I<sup>er</sup>. Il institue une république aristocratique, dominée par le doge choisi au sein des familles nobles, où seuls les membres des *alberghi* détiennent le pouvoir, mettant fin à une période caractérisée par de nombreuses crises.

### 2.3 La perte de l'autonomie

Le XVIII<sup>e</sup> siècle est marqué par davantage de difficultés, illustrées par la perte de dominations territoriales, par exemple la Corse en 1768. En 1797, la République Oligarchique de Gênes est renversée par une insurrection de jacobins génois suivie d'une intervention du général Napoléon. La République Ligure est proclamée, puis annexée à la France en 1805. Gênes au début du XIX<sup>e</sup> siècle perd donc son indépendance et passe du statut de « *ville-État* » à celui de « *ville dans l'État* » [Giontoni, Balletti, 2002 : 135]. Malgré l'espoir de l'aristocratie locale d'une nouvelle indépendance, au congrès de Vienne de 1815 est créé le duché de Gênes, incorporé au royaume de Sardaigne gouverné par Victor-Emmanuel I<sup>er</sup> (Maison de Savoie). Le roi a une résidence à Gênes, le Palazzo Real, actuel siège d'un musée et de la Surintendance Régionale aux Biens Culturels. Dès lors, l'histoire de Gênes est liée à celle du *Risorgimento* et de l'Italie : les *Mille* de Garibaldi partent de Quinta, à Gênes, pour la Sicile, ce qui correspond à un épisode clef de l'historiographie nationale [Pécout, 1997]. La

---

<sup>1</sup> Entre familles nobles, ou du fait de l'enrichissement de nouvelles qui souhaitent participer plus fortement au pouvoir.

<sup>2</sup> Le podestat est un magistrat unique qui remplace les consuls, souvent recruté à l'extérieur. Le premier podestat génois vient de Brescia [Menant, 2005 : 69-70].

<sup>3</sup> En 1339 est élu un doge, choisi au sein du *popolo*, mais progressivement le doge, qui dispose de la force armée, poursuit surtout ses intérêts, s'opposant aux familles nobles.

ville devient un port industriel clef de l'économie italienne, et au XX<sup>e</sup> siècle son développement économique est lié à l'entreprise étatique Iri.

## 2.4 Croissance et enceintes

Gênes suit dans les grandes lignes le processus de formation des villes médiévales : extension à partir du château et de la cité et développement de bourgs d'origine religieuse, ce qui donne un caractère polycentrique [Le Goff, 1998] à la ville médiévale au haut Moyen Âge. Dès 569 des Milanais fuyant des invasions fondent un bourg, puis autour d'une église ou d'une fontaine se développent de nouveaux bourgs.

Différentes enceintes intègrent ces bourgs et faubourgs. En 952 est construite une enceinte pour se protéger des Sarrasins qui inclut Castello, l'église Santa Maria di Castello, la cathédrale mais laissant à l'extérieur les bourgs [Renouard, 1969, 230]. Une nouvelle enceinte est construite en 1155, étendant la surface protégée par les murs de 22 à 55 hectares, intégrant les différents bourgs [Poleggi, Cevini, 2003]. Les deux portes encore visibles dans le centre historique, la Porta Soprana et la Porta dei Vaca, relèvent de cette fortification.

L'enceinte de 1346 délimite un espace de 110 hectares, surface déjà importante pour une ville médiévale. Des villes européennes dépassent cette surface : Gand (570 hectares au XIV<sup>e</sup> siècle), Milan (580 hectares au sein des murs du XV<sup>e</sup> siècle), Florence (480 hectares dans les murs de 1284), Naples (200 hectares) [Benevolo, 2000 : 187]. Gênes compte alors 100000 habitants [Heers, 1971], comme Florence, alors que Gand en compte 80000 et Milan 200000. La densité est donc plus forte à Gênes, et se traduit par un bâti plus élevé, de trois ou quatre étages, dès le XIII<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>.

En 1536, de nouveaux travaux de fortifications sont menés, sous l'impulsion de Andrea Doria, incluant les faubourgs à l'est et le long du littoral. Au XVII<sup>e</sup> siècle sont construites les dernières fortifications, les *Mura Nuove*, décidées en 1626, avec un périmètre beaucoup plus large : en effet elles incluent toute la baie de Gênes, depuis la Lanterna à l'ouest, suivent la ligne de crête des collines entourant la baie, qui culmine à 444 mètres de hauteur<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Ce bâti élevé n'est pas seulement dû à l'exiguïté urbaine car il existe des vergers et espaces libres au sein des murs. Les villages et villes de la Ligurie présentent également ce bâti en hauteur [Heers, 1990 : 233].

<sup>2</sup> Des forts sont construits le long de cette enceinte aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles.

## Développement de Gênes

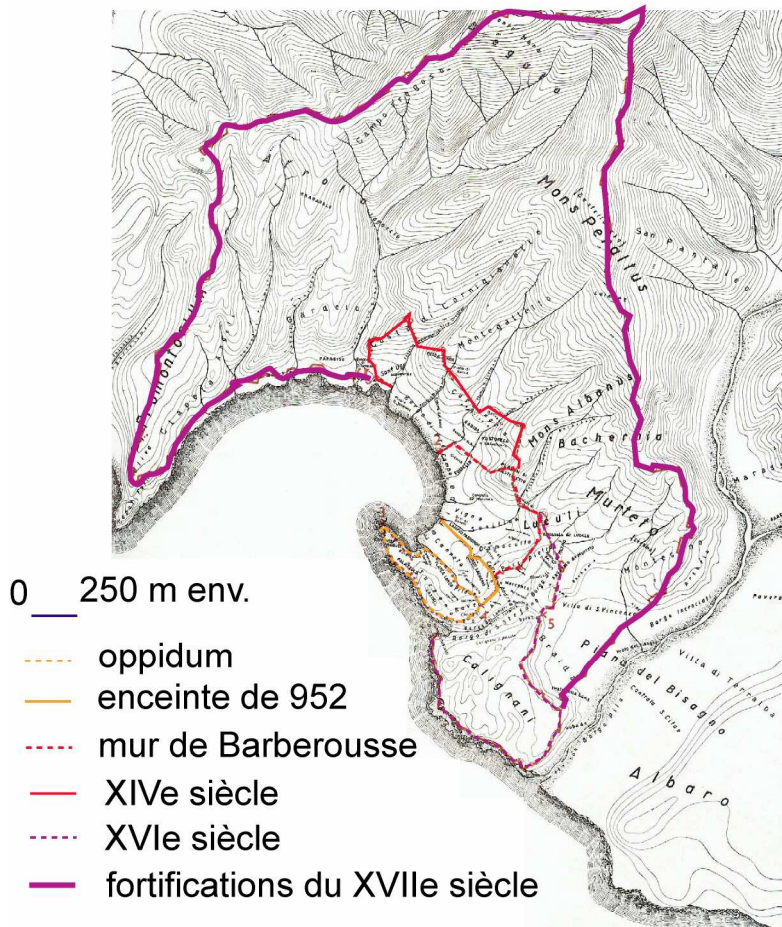


Figure 11 : Les fortifications de Gênes (S. Jacquot, d'après Merlo, 1961)

### *Le port historique dans sa relation à la ville*

Au Moyen Âge, la relation organique entre le port et la ville est visible dans la trame urbaine. En effet, Gênes présente une particularité par rapport aux autres villes italiennes : à partir du XII<sup>e</sup> siècle la division de la ville en compagnies ne se fait pas sur une base défensive, à partir des portes de l'enceinte (comme à Florence par exemple), mais le long du front de mer, passant de la ville-place-forte à la ville portuaire [Poleggi, Cevini, 2003 : 35]. La trame viaire est organisée en fonction du front de mer.

Des voies carrossables relient les portes de la ville au port, permettant l'acheminement des marchandises du port vers l'espace régional, à dos de mulets. Le long de ces axes se localisent les *fondachi*, cours autour desquelles sont localisés les entrepôts des familles génoises, lieux de stockage et de redistribution des marchandises.

Jacques Heers décrit ainsi cet espace : « *Le fondaco génois (et sans doute italien) était un espace clos, cour de forme irrégulière souvent, intimement serti entre les immeubles et toujours de petites dimensions : de dix à vingt mètres de long sur trois ou quatre de large au plus. Autour de cette cour se pressaient les magasins pour les marchandises au rez-de-chaussée et les logements à l'étage. L'on y entrait par un ou deux passages étroits.* » [Heers, 1990 : 261]. Ces passages étroits sont les *viccoli*, ruelles qui marquent toujours fortement la trame urbaine du centre historique. La structure de la ville est organisée en fonction du port et du transport de marchandises. Depuis le port, les marchandises sont acheminées dans les entrepôts des *fondachi*, entrepôts privés appartenant à des familles génoises, puis sont redistribuées par voie terrestre, suivant les voies principales jusqu'aux portes de la ville, puis à dos d'âne par-delà les Apennins. Gênes présente donc un double réseau viaire : un réseau public, constitué des voies partant des portes de la ville et convergeant vers le port, et un réseau privé de petites ruelles, les *viccoli*, menant aux *fondachi*, situés à proximité des *carruggi* ou du port, et les reliant directement au port. Dans les périphéries de la ville, plus loin du port ou des *carruggi*, on ne retrouve plus cette trame urbaine particulière, liée à la proximité portuaire. Les grandes familles possèdent leur propre quai, par exemple les Spinola.

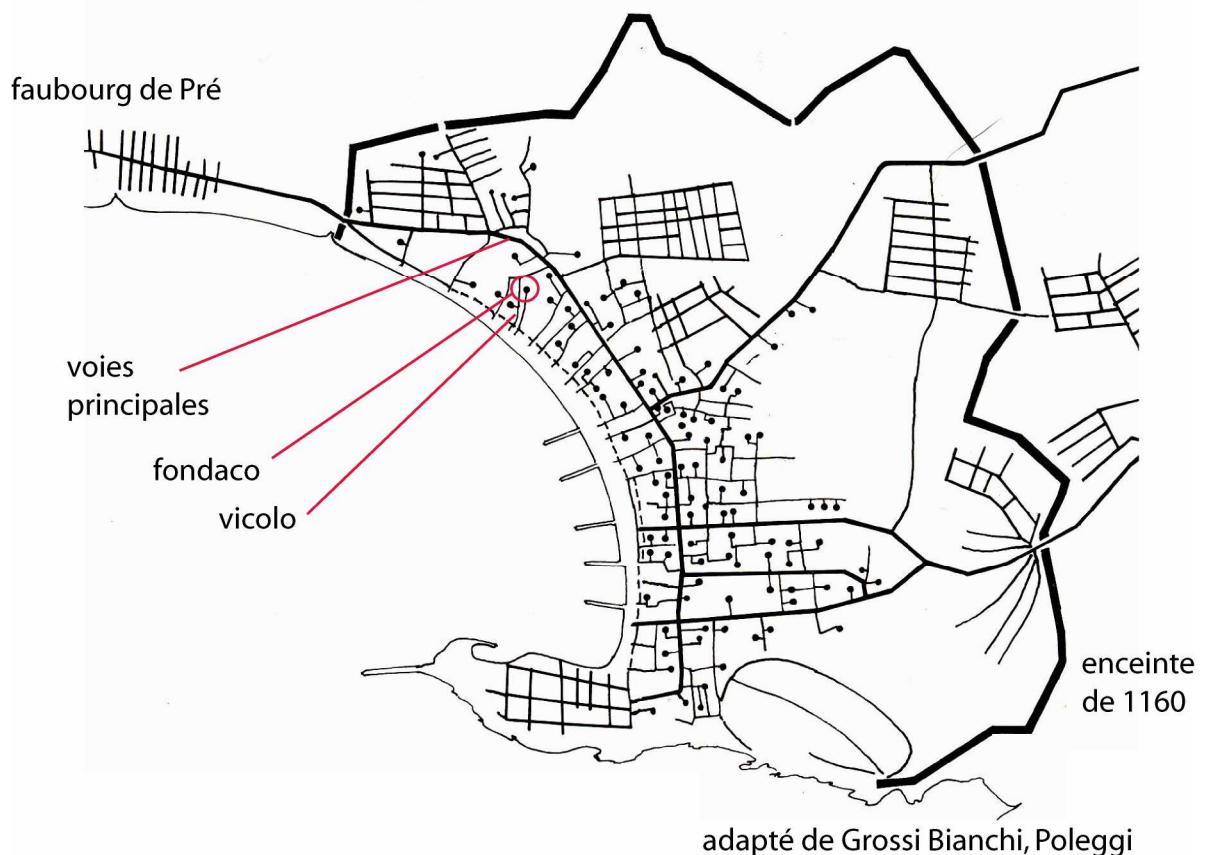


Figure 12 : Réseau viaire à Gênes : voies principales et organisation privée (fondaco et vicoli)



La construction de la *Ripa*, au XVII<sup>e</sup> siècle, illustre également ce rapport intime entre port et ville, sur un mode paysager. Désormais la ville présente un front urbain homogène depuis le port : la *Ripa*, ensemble de palais contigus de plusieurs étages avec une longue galerie couverte d'arcades (forme) longeant le port. L'historien J. Heers compare la *Ripa* à la *skyline* new-yorkaise, supposant un effet similaire pour l'époque : une impression de monumentalité, liée aux nombreux étages, symbole de la puissance économique et financière de la ville aux yeux du voyageur [Heers, 1971].

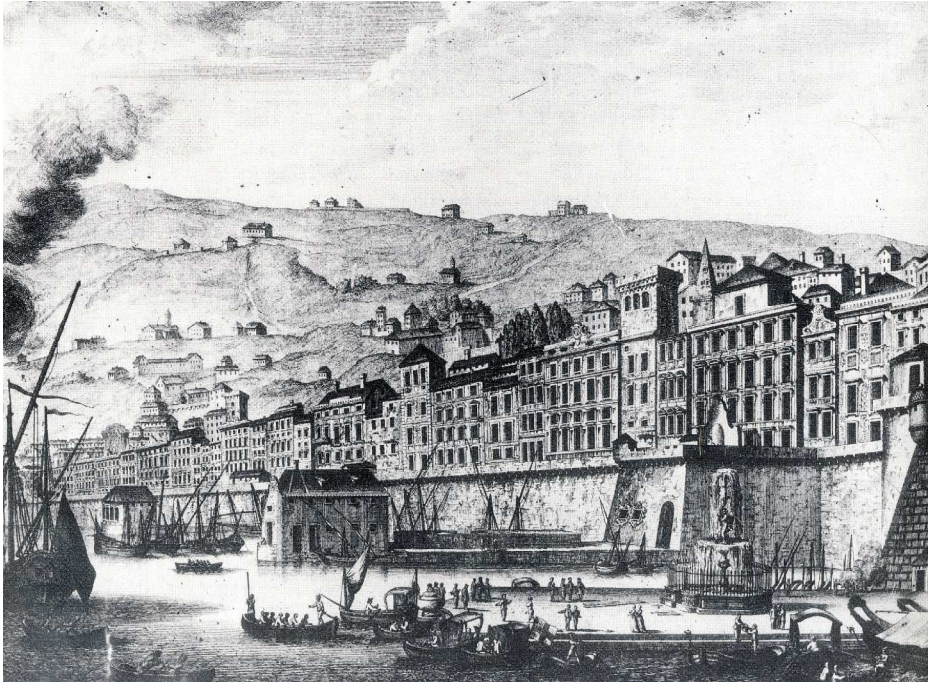


Figure 13 : La Ripa en 1769 par Giuolfi [in Poleggi, 1998]

### *Organisation sociale et urbaine*

À cette organisation urbaine se superpose une organisation sociale. L'espace urbain médiéval génois est dominé par des clans familiaux nobles, appelés *consorterie* puis *alberghi* [Heers, 1971 : 383], par exemple les Doria, les Spinola, les Fieschi, les Gentile, les Lomellini, ... autant de noms présents aujourd'hui dans la toponymie du centre historique. Chaque *albergo* constitue un « *bloc topographique* » [Heers, 1990 : 228], dans une zone de la ville, contrôlée foncièrement, organisée autour d'une place, regroupant les palais de la famille, une église *gentilice*, le *fondaco*, la *loggia*, des équipements semi-collectifs (fontaine, ...), une ou plusieurs tours. En cas de troubles, chaque clan se replie sur son quartier, aisément défendable du fait de l'étroitesse des passages (*vicoli*) qui y conduisent. Comme beaucoup d'autres villes européennes, Gênes est donc organisée en espaces semi-privés, dont le centre est la cour ou *curia*.

Ainsi les Doria ont organisé tout un quartier autour de la Place San Matteo, devant laquelle se dressent l'église *gentilice* (nobiliaire) et les palais des Doria. Ce quartier a pour origine la construction de l'église en 1125, hors de l'enceinte jusqu'en 1155, et l'organisation progressive de la *curia* au XIII<sup>e</sup> siècle, autour de laquelle sont construits des palais appartenant à la famille.



Figure 14 : deux types d'espace : les nouvelles voies Garibaldi et Balbi, et l'organisation médiévale d'une famille génoise, les Doria (S. Jacquot, 2007 ; carte de 1769 de Guidotti, in Poggi, Cevini, 2003)



Les autres habitants relèvent du *popolo*, mais avec des disparités fortes : des riches commerçants ou banquiers au menu peuple. Parmi les familles les plus riches se constituent aussi des *alberghi*, par exemple les Giustiniani ou les Franchi, liés à un quartier organisé autour d'une *curia* [Heers, 1971 : 391]. Les Giustiniani, un des *alberghi* les plus puissants, se regroupent autour de la place dei Banchi, cœur économique de la ville jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle.

## 2.7 Transformations de la ville à l'époque moderne

La période médiévale dessine la trame viaire du centre historique, ce réseau serré de ruelles. Toutefois, le patrimoine le plus valorisé aujourd'hui est lié à la période moderne, avec la percée de nouvelles voies et la transformation des résidences en palais adaptés aux nouvelles exigences de la noblesse. Au XVI<sup>e</sup> siècle est tracée la *Strada Nuova*, voie rectiligne contrairement à la plupart des rues du centre, plus large, conformément aux nouvelles normes urbanistiques. De nouveaux palais sont construits le long de cette *Strada Nuova* (actuelle Via Garibaldi), qui faisait déjà l'admiration des contemporains (Rubens réalise des dessins de ces palais). Cette rue est à présent un des lieux emblématiques du centre historique, principal axe muséal avec les musées Palazzo Rosso et Palazzo Bianco. Elle contraste avec la morphologie des autres espaces du centre historique. La *Strada Nuova* au moment de sa construction suscite des oppositions. Contrairement à ce que son nom suggère, il faut exproprier des propriétaires dans ce secteur d'habitat populaire et certains dénoncent déjà les connivences entre décisions publiques et intérêts immobiliers particuliers [Poleggi, Cevini, 2003 : 94]. Cet exemple incite à ne pas considérer le centre historique comme un tout homogène mais comme un espace stratifié.

D'autres transformations résidentielles interviennent. Andrea Doria acquiert une demeure en position suburbaine, face au littoral, qu'il agrandit et dont il fait sa résidence, la dotant d'un quai. Cette position à l'écart de la ville témoigne de l'individualisation du pouvoir. Les fresques qui décorent ce palais mettent en scène une mythologie du pouvoir, Andrea Doria apparaissant sous les traits de Neptune. Aujourd'hui ce palais appartient toujours à ses descendants et fait partie de l'offre muséale génoise (Palazzo Principe). Les résidences nobles au sein de la ville<sup>1</sup> se transforment, pour se mettre au goût du jour et témoigner de la puissance de la famille. Des fresques sont peintes sur les façades, en trompe-l'œil, permettant de donner davantage de prestance à des demeures ayant souvent une assise médiévale. L'intérieur s'organise selon la mode espagnole, avec la construction d'un escalier

---

<sup>1</sup> Aussi bien celles construites suite au percement de voies que les palais médiévaux.

monumentale central. Une cour intérieure distribue la lumière dans les différentes pièces. Au début du XVII<sup>e</sup> siècle d'autres voies sont percées pour la construction de palais résidentiels pour les familles nobles : la via Balbi par exemple [Di Biase, 1993].

### *Gênes au XIX<sup>e</sup> siècle : vers la ville ouverte*

Le XIX<sup>e</sup> siècle marque pour Gênes le passage de la ville fermée à la ville ouverte, selon les notions introduites par M. Roncayolo [Roncayolo, 2002]. En effet, de vastes opérations urbanistiques sont menées hors des murs du XVI<sup>e</sup> siècle, avec une morphologie urbaine tranchant avec celle de la ville médiévale et moderne. Deux directions sont privilégiées : vers l'est avec la délimitation de la monumentale via XX Settembre et vers le nord à l'assaut des collines, selon le plan dessiné par Carlo Barabino. La différenciation socio-spatiale de l'agglomération de Gênes s'établit à cette période, entre la partie résidentielle à l'est et le développement industrialo-portuaire à l'ouest, tandis que les limites communales sont étendues en 1874 et 1926. Le XIX<sup>e</sup> siècle marque également le début de la marginalisation des espaces historiques, désormais traités comme problème urbanistique.



1

via XX Settembre, 1890

2

via Assarotti, 1852

Figure 15 : Les deux directions de l'extension urbaine (fond de carte 1902, in Poleggi, Cevini, 2003)

### 3. Liverpool, le développement d'une ville-portuaire mondiale au sein de l'Empire britannique

Liverpool se rapproche plus de Valparaíso dans les modalités de mise en place des espaces urbains. Comme pour Valparaíso, la mondialisation du XIX<sup>e</sup> siècle explique la formation des paysages aujourd'hui objet de la patrimonialisation et du classement Unesco<sup>1</sup>.

#### 3.1 Un village de pêcheurs

Le roi Jean sans Terre, de la dynastie des Plantagenêt, est en Angleterre en 1207. La perte de l'Anjou, de la Normandie, de la Touraine, du Maine et du Poitou recentre le territoire Plantagenêt sur l'Angleterre. Une expédition est prévue vers l'Irlande, mais le roi cherche un autre port d'expédition que Chester. Un lieu inhabité, déjà appelé « *lever pool* » [Aughton, 2003 : 4], sur la rive droite de la Mersey, est choisi pour y créer une ville, dotée d'une charte royale et de privilèges pour attirer des habitants.

La ville s'étend sur quelques rues seulement. Un château est construit par le *sheriff* du Lancashire (détruit, il demeure présent dans la toponymie - *Castle Street*). Liverpool, dans les premiers siècles de son existence, demeure peu développée, définie comme un « *small fishing village* »<sup>2</sup>, de 800 habitants en 1296 [Aughton, 2003 : 11]. Elle est également ville de marché. La population, du fait des épidémies, stagne. Au XV<sup>e</sup> siècle, deux familles dominent la ville et s'affrontent : les Molyneux, qui possèdent le château, et les Stanley, qui construisent une maison fortifiée, détruite en 1821. Pendant la guerre civile anglaise de 1641 à 1645, la ville est fortifiée et fait l'objet de différents sièges et occupations, par les troupes royalistes et celles des partisans du Parlement.

#### 3.2 Émergence d'un port commercial important

Liverpool se développe au XVII<sup>e</sup> siècle, atteignant 1200 habitants en 1660 [Walton, 2000 : 123]. En 1700, la ville est la 23<sup>e</sup> d'Angleterre en terme de population. Daniel Defoe durant son tour d'Angleterre témoigne de cette croissance : « *This town is now become so*

---

<sup>1</sup> Comme le précise Icomos dans la description du bien, « *six zones dans le centre historique et des bassins du port marchand de Liverpool témoignent du développement de l'un des grands centres du commerce mondial aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles* », tandis que « *Valparaíso constitue un témoignage exceptionnel de la première phase de mondialisation à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsqu'elle devint le premier port de commerce sur les voies maritimes de la côte Pacifique de l'Amérique du Sud* » [Unesco, site du patrimoine mondial, 2006].

<sup>2</sup> « *petit village de pêcheurs* ».

*great, so populous, and so rich, that it may be call'd the Bristol of this part of England* »<sup>1</sup> [Defoe, 1727 : letter VII, in Coles, 1993]. Cette comparaison se justifie d'autant plus que Liverpool se développe sur des bases similaires : échanges portuaires et trafic d'esclaves. La ville s'agrandit, de nouvelles rues sont tracées. Defoe s'étonne du rythme de croissance de la ville, entre trois voyages espacés de quelques années<sup>2</sup>. Dale Street constitue la voie principale. Pour faire place à l'urbanisation, le château médiéval est détruit en 1726.

Au niveau régional, Chester est progressivement marginalisée par Liverpool. Chester domine le nord-ouest au Moyen Âge, avec un commerce basé sur les échanges avec l'Irlande et l'Europe du Sud. Toutefois, son site portuaire sur la rivière Dee, soumis aux envasements fréquents, est moins commode que celui de Liverpool [Sacks, Lynch, 2000 : 404]. Au XVI<sup>e</sup> siècle, un conflit oppose les marchands de Chester et ceux de Liverpool. Puis Liverpool est choisie par des marchands londoniens pour le trafic des marchandises vers l'Irlande, pour éviter les attaques pirates dans la Manche. Au XVII<sup>e</sup> siècle, Liverpool devient le principal port d'exportation des produits textiles du Lancashire vers l'Europe du sud et du sel du Cheshire vers l'Irlande, prenant définitivement l'ascendant régional.

### 3.3 Développement portuaire et urbain au XVIII<sup>e</sup> siècle

Le développement de Liverpool s'inscrit dans le basculement géographique de l'économie maritime anglaise, qui passe de la polarisation des échanges avec l'Europe nord-occidentale, basée sur le commerce de produits bruts, au développement des relations avec le Nouveau Monde et l'Europe du Sud, basées sur l'exportation de marchandises à haute valeur ajoutée [Sacks, Lynch, 2000 : 405]. Les ports de la façade ouest de l'Angleterre passent au premier plan.

Depuis le Nouveau Monde sont importés du tabac et du sucre. Liverpool est également un port d'exportation : sel, charbon, produits manufacturés. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, Liverpool devient le troisième port anglais, après Londres et Bristol, en perte de vitesse car désavantagé par la difficulté de la navigation pour y accéder depuis l'Atlantique.

---

<sup>1</sup> « Cette ville est à présent devenue si grande, peuplée et riche, qu'elle pourrait être appelée la Bristol de cette partie de l'Angleterre ».

<sup>2</sup> « Liverpoole is one of the wonders of Britain, and that more, in my opinion, than any of the wonders of the Peak; the town was, at my first visiting it, about the year 1680, a large, handsome, well built and encreasing or thriving town; at my second visit, anno 1690, it was much bigger than at my first seeing it, and, by the report of the inhabitants, more than twice as big as it was twenty years before that ; but, I think, I may safely say at this my third seeing it, for I was surpriz'd at the view, it was more than double what it was at the second » (l'orthographe est celle de la lettre, y compris Liverpoole) [Defoe, 1727 : letter X, in Coles, 1993].

Liverpool devient également un port majeur dans la traite d'esclaves. En 1698, la *Royal African Company*, basée à Londres, perd le monopole sur ce trafic, ce qui entraîne l'émergence de Bristol. La traite débute à Liverpool dès 1690, d'abord illégalement, et le port se spécialise dans le transport d'esclaves vers l'empire espagnol, notamment les Antilles [Hugh, 1997]. Dans la seconde partie du XVIII<sup>e</sup> siècle, le trafic d'esclaves à Liverpool dépasse celui de Bristol. Ce trafic est intégré dans le commerce triangulaire : les marchands de Liverpool financent une première expédition vers les côtes africaines, échangeant des produits contre des esclaves, puis vendent ces esclaves en Amérique (aux Antilles ou en Virginie) et importent au retour du coton, du tabac, du sucre, du rhum. Ce commerce d'esclaves, aux mains de quelques armateurs, constitue une assise financière permettant le développement commercial et industriel de Liverpool [Hugh, 1997 : 248]. Les marchands de Liverpool comptaient parmi les plus farouches opposants à l'abolition de la traite en 1807. Mais tandis que l'abolition entraîne le déclin de Bristol, le trafic à Liverpool, en dépit des sombres prévisions des armateurs locaux, continue de croître.

### *3.4 Liverpool au premier plan*

En 1801, Liverpool atteint 82000 habitants, et devient la troisième ville d'Angleterre, après Londres et Manchester [Langton, 2000 : 474]. Le port rivalise désormais avec Londres. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, 45% des exportations en valeur du Royaume-Uni se font depuis Liverpool ; 4000 navires transitent par le port en 1800, et 19000 en 1871 [Giles, Hawkins, 2004 : 3-5]. La ville est surtout un « *entrepôt* » [Trinder, 2000 : 818], comptant peu d'industries, dépendant de l'aire industrielle de Manchester. Liverpool est le lieu d'innovations technologiques : premiers bassins à flot du monde, débuts du chemin de fer (la première ligne de chemin de fer pour passagers a été ouverte en 1830, joignant Liverpool à Manchester). Par ailleurs Liverpool devient le principal port d'émigration vers l'Amérique, suite à la loi de 1825 qui affaiblit les lois anti-émigration. Des Anglais, Écossais, Irlandais, mais aussi Européens du continent, embarquent à Liverpool, à bord des transatlantiques. Les deux tiers des 5,5 millions de migrants vers l'Amérique du Nord entre 1819 et 1859 sont partis de Liverpool [Aughton, 2003 : 181].

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Liverpool est en position de concurrencer le port de Londres, devançant la capitale en terme de tonnage. La croissance démographique est importante : en 1901, Liverpool compte 684947 habitants.

### 3.5 Développement urbain et différenciation des espaces au XIX<sup>e</sup> siècle

La croissance démographique entraîne un étalement urbain important. Du fait de la croissance de la ville, les bâtiments anciens au centre sont démolis pour laisser place à des constructions plus hautes. Il ne reste à Liverpool aucun témoignage visible de l'époque médiévale, et un seul bâtiment antérieur à 1750 [Sharples, 2004]. Les quartiers se différencient selon leur fonction principale. Dans la proximité immédiate du port se localisent les entrepôts, mais à la différence du XVIII<sup>e</sup> siècle, lieux de résidence des marchands et lieux de stockage sont désormais disjoints.

Un quartier commercial et financier s'individualise peu à peu au centre, dans l'actuel *commercial quarter*, contenant à partir des années 1820 les premiers bâtiments conçus exclusivement pour des bureaux (à l'exemple de Londres à la même période). À partir des années 1840 ces bâtiments sont également chargés de magnifier la puissance commerciale des entreprises qui les abritent. Le premier exemple est le *Brunswick Building*, construit en 1843 (aujourd'hui détruit). Ce bâtiment reprend des éléments de l'architecture Renaissance italienne, donnant corps à l'analogie faite à ce moment entre Liverpool et les cités marchandes italiennes [Hughes, 1969], soutenant une mise en scène de la puissance commerciale locale. De nombreux autres édifices de bureaux sont construits, dans un style classique, éclectique, ou inspiré des palais florentins et vénitiens, avec des façades monumentales donnant sur l'espace public et de larges baies pour l'éclairage des espaces intérieurs. L'*Albany Building*, construit en 1856 et siège de négociants en coton, ou le *Fowler's Building*, construit en 1865, constituent deux exemples de cette architecture commerciale de l'époque victorienne célébrant les réussites commerciales et financières. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les bâtiments gagnent en hauteur, et empruntent davantage au *gothic revival*.

Un quartier civique adjacent est construit dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Les grandes villes du Nord essaient de développer une vie culturelle indépendante de Londres [Reed, 2000 : 629], et les municipalités construisent des bâtiments civils de valeur<sup>1</sup>. Ainsi, le quartier appelé The Plateau est entièrement dédié aux bâtiments civils, avec le *St George's Hall*, bâtiment néoclassique témoignant du *greek revival*, achevé en 1854 par l'architecte Harvey Elmes.

---

<sup>1</sup> Il y a également une part de célébration municipale : « *The wealth generated in Liverpool's offices and warehouses is reflected in public buildings of the period* » [Sharples, 2004 : 21].



L'Exposition de 1851 témoigne de cette volonté locale de célébrer la puissance urbaine et privée par l'architecture et l'urbanisme : alors que de nombreuses villes y exposent des produits de leurs usines, Liverpool présente un gigantesque portait de la ville et de son système portuaire [Sharples, 2004].



- 1 Albert Dock, récemment inauguré, en 1846
  - 2 Canada Dock vers l'aval, en cours de réalisation (achevé en 1859), témoignant de la nécessité d'extension du port
  - 3 Développement d'un quartier financier et commercial
  - 4 Quartier civique en cours, inauguration récente du St George'S Hall
- Limites approximaives du secteur Unesco, à l'exception de la partie aval

**Figure 16 : Les espaces portuaires et urbains vers 1855 (carte de B. R. Davies, Scouse Press Reprint, 1988)**

Une différenciation socio-spatiale importante se met également en place : la bourgeoisie et les groupes sociaux intermédiaires quittent le centre pour la périphérie<sup>1</sup>, tandis que les habitants les plus pauvres demeurent au centre.

Du fait de l'émigration vers l'Amérique, un grand nombre de migrants dans l'attente du départ sont présents. En 1847, fuyant la crise agricole en Irlande, 300000 Irlandais se rendent à Liverpool, dans l'attente du départ vers les États-Unis. Cette arrivée entraîne une hausse importante de la population qui passe de 223000 habitants en 1841 à 376000 en 1851 [Aughton, 2003 : 192]. Le *city council* nomme en 1847 un médecin pour s'occuper des problèmes d'hygiène et de santé.

---

<sup>1</sup> Ce départ a aussi pour cause l'agitation sociale, notamment la révolte des marins en 1775 [Hughes, 1964].

William Henry Duncan mène des enquêtes sur les liens entre les conditions de vie et la santé des populations pauvres, mettant en évidence le surpeuplement et les conditions de logement<sup>1</sup>. Les familles pauvres louent des logements organisés autour d'une cour intérieure. Ces espaces sont en position péri-centrale, près des *docks* au nord et au sud du *city centre*, ou dans les interstices de l'actuel centre, par exemple Dale Street ou Ranelagh Street<sup>2</sup>. Les aires résidentielles de la bourgeoisie se situent au-delà, à Mount Pleasant, et dans les quartiers géorgien et victorien de Canning Street, présentant une diversité architecturale importante, des *terraced houses* pour les classes moyennes aux bâtiments monumentaux à l'architecture néogothique ou néotudorienne.

Liverpool s'étend au-delà de ses limites administratives. En 1835, les limites du *borough* sont repoussées et incluent désormais Everton, Kikdale, une partie de West Derby et de Toxteth Park. Désormais, les anciens villages devenus quartiers résidentiels sont regroupés dans les mêmes limites administratives, permettant des taxes plus importantes [Aughton, 2003 : 191]. En 1893, une nouvelle extension des limites du *borough* intègre Wavertree, Toxteth, Walton et West Derby. En dépit de ces extensions, l'agglomération reste fortement polarisée par Liverpool : aucune ville n'émerge réellement aux alentours de Liverpool, à l'exception de Warrington et St Helens, à la différence de Manchester, au centre d'un chapelet de villes industrielles [Walton, 2000 : 117].

Ainsi, comme à Valparaíso, la deuxième partie du XIX<sup>e</sup> siècle est décisive dans l'organisation spatiale actuelle de Liverpool, marquée par une différenciation fonctionnelle des espaces.

Ces présentations historiques servent à la mise en place des espaces support de la patrimonialisation, essentiellement jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Or cette histoire est également le support de discours locaux sur la ville, permettant l'identification de périodes glorieuses et de périodes de crise. La crise qui prend place dans les trois villes au cours du XX<sup>e</sup> siècle est celle qui motive le réinvestissement des espaces historiques centraux, et donne un cadre commun à Gênes, Valparaíso et Liverpool.

---

<sup>1</sup> Il comptabilise 27000 personnes vivant dans des caves.

<sup>2</sup> Ces bâtiments sont construits par les marchands. L'autorité municipale prend des mesures en 1846 pour définir des conditions minimales d'hygiène, et mène à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle une politique modeste de *slum clearance* (destruction des taudis) [Sharples, 2004], prélude au développement d'un important stock de logements sociaux municipaux.



## **C. Trois villes en crise**

Les transformations actuelles du centre prennent sens par rapport à une situation déclarée de crise de la ville. Gênes, Valparaíso et Liverpool partagent un même contexte de crise économique qui se traduit de multiples façons : stagnation ou décroissance démographique, chômage, crise des activités économiques traditionnelles, crise urbaine. La crise est le préalable à un changement de paradigme de développement urbain. Cette crise, dans ses multiples facettes, peut être mesurée par certains indicateurs mais surtout elle est l'objet de discours et diagnostics, qui ont une incidence sur les stratégies de redéveloppement. Les deux aspects (la crise comme constat et la crise comme discours) sont en interaction : les indicateurs et chiffres disponibles sont liés aux priorités désignées au sein de ces villes.

La crise ne s'apprécie que par rapport à un état antérieur de relative prospérité, souvent rappelée lorsqu'est évoquée la crise de ces espaces. Gênes, Valparaíso et Liverpool sont trois villes portuaires d'envergure nationale, voir internationale à un moment de leur histoire. Valparaíso, port créé en 1536 et rattaché à Santiago, ne prend son essor qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, mais rapidement il devient le plus important de la côte Pacifique Sud, supplantant El Calao, le port de Lima. Liverpool, modeste bourgade au Moyen Âge, se développe considérablement avec la traite des esclaves au XVIII<sup>e</sup> siècle, puis comme second port de l'Empire britannique au XIX<sup>e</sup>, et port d'émigration. Le port de Gênes est un des plus importants de la Méditerranée au Moyen Âge et à l'époque moderne. Le port retrouve après une phase de stagnation une position importante dans un cadre plus national, avec l'implantation d'industries étatiques de sidérurgie et pétrochimie. Lors de leurs phases de développement, ces trois villes ne peuvent pas être réduites à leur port, même si celui-ci est la raison du développement. Les trois villes ont aussi joué un rôle financier important : Valparaíso au XIX<sup>e</sup> était le siège de bourses des valeurs et contrôlait l'exploitation du salpêtre au nord du Chili ; les marchands génois eurent un rôle important dans le développement d'une économie-monde, avec la création des foires de Plaisance et le financement de la monarchie espagnole de Philippe II et Philippe III [Braudel, 1990 : 195] ; Liverpool a joué un rôle pionnier dans la mise en place de structures portuaires et le développement de banques capables de rivaliser avec Londres. Base de leur développement, le port n'est en période d'opulence qu'un élément de la puissance de ces trois villes.

Cependant, la crise semble toujours se manifester par une crise portuaire, c'est-à-dire une crise des échanges. Comme beaucoup d'autres villes portuaires, Gênes, Valparaíso et Liverpool connaissent une crise dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, avec des prémices dès

le début du XX<sup>e</sup> siècle dans les cas de Valparaiso (perçement du canal de Panama, tremblement de terre, crise des échanges) et Liverpool (crise de 1929, déclin de l'Empire britannique). Dans les trois cas, la crise est liée à des événements qui peuvent sembler indépendants des initiatives des villes. Les explications de ces crises se déclinent donc à plusieurs échelles. En premier lieu sont présentées les évolutions de ces trois villes et les indicateurs de la crise, puis les différentes échelles de cette crise urbaine.

## 1. Les différentes dimensions de la crise

La crise urbaine se manifeste dans différents domaines : démographie, activités portuaires et industrielles ou situation sociale.

### 1.1 La crise portuaire

Le fait portuaire est un élément important du développement et de la crise de ces trois villes. L'étude de la variation des échanges en constitue une première approche.

Liverpool, second port de l'Empire britannique après celui de Londres, voit son rang progressivement décliner. M. Parkinson évoque « *la chute d'une économie portuaire* » [Parkinson, 1992]. Celle-ci se manifeste par le déclin de Liverpool dans le système portuaire mondial. Alors qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, Liverpool est en concurrence avec Londres pour le titre de premier port britannique (Liverpool est le premier port en volume à la fin du XIX<sup>e</sup> mais le second en valeur, devant New York, Hambourg et Anvers en 1905<sup>1</sup>), au cours du XX<sup>e</sup> siècle son importance diminue. En 2004, le port de Liverpool a un trafic de 32 millions de tonnes<sup>2</sup>, ce qui le place dans la catégorie des ports de dimension moyenne à l'échelle mondiale. Au niveau national, Liverpool voit également son rang progressivement décliner dans la hiérarchie des ports britanniques : Liverpool, second port en 1935 et troisième en 1960, disparaît ensuite du classement des cinq premiers ports britanniques [Joan, 2003]. Son trafic est toutefois en progression importante ces dernières années, ce qui se traduit depuis 2005 par un projet d'extension portuaire.

---

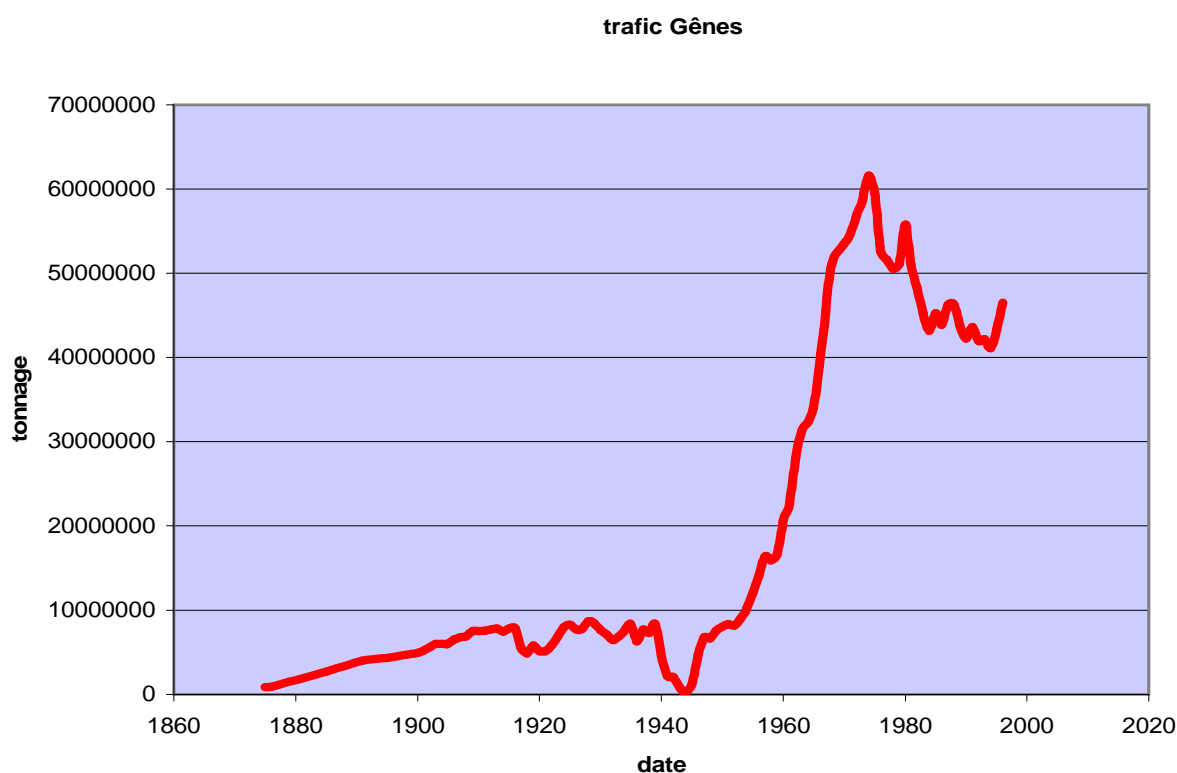
<sup>1</sup> Source : [Aughton, 1990]. Les valeurs sont les suivantes : 261 millions de livres pour Londres, 237 pour Liverpool, 221 pour New York, 196 pour Hambourg, 147 pour Anvers et 86 pour Marseille.

<sup>2</sup> Source : *Mersey Docks and Harbour Company*.

Rangs	1935	1960	1980	2000
1	Londres	Londres	Londres	Grimsby & Immingham
2	Liverpool	Southampton	Tees & Hartlepool	Tees & Hartlepool
3	Southampton	Liverpool	Milford Haven	Londres
4	Glasgow	Glasgow	Forth	Forth
5	Newcastle	Manchester	Sulom Voe	Sullom Voe

**Tableau 4 : Le classement des premiers ports du Royaume-Uni, [Joan, 2003]**

Gênes connaît une évolution contrastée de son trafic portuaire. Après la Seconde Guerre mondiale, la croissance du trafic est très importante : dès 1950 on retrouve les pics d'avant-guerre autour de 8 millions de tonnes, puis une croissance continue jusqu'en 1973, où le trafic atteint 61 millions de tonnes. À partir de cette date, avec des fluctuations annuelles, le trafic baisse, passant sous les 50 millions de tonnes en 1982 et atteignant son plus bas niveau depuis 1966 en 1993 avec 41 millions de tonnes.



**Figure 17 : Le trafic total du port de Gênes (S. Jacquot, source Comune di Genova et Port de Gênes).**

Ces évolutions dans leurs inflexions correspondent à celles du commerce maritime mondial, qui baisse entre 1973 et 1975 ; 1979 a représenté une année de croissance du commerce maritime tandis que 1983 représente la baisse la plus importante. Cependant, l'évolution du trafic portuaire génois n'est pas strictement calée sur celle du commerce

mondial : bien que les césures soient identiques, le mouvement de baisse est plus accentué et surtout plus continu à Gênes. La décennie 1980 représente une nouvelle phase de croissance au niveau mondial alors qu'à Gênes la baisse du trafic dure jusqu'en 1994. L'autre aspect de cette crise portuaire génoise est la concurrence accrue d'autres ports italiens et méditerranéens. La part de Gênes dans le trafic national est passé de 21% à 15% entre 1960 et 1995. La crise portuaire de Gênes a été surmontée dans les années 1990. Ainsi, Gênes reste un des premiers ports de la Méditerranée avec 51 millions de tonnes de marchandises en 2001, et un trafic de conteneurs de 1,5 millions EVP en 1999<sup>1</sup>, qui la place au troisième rang méditerranéen derrière Gioia Tauro et Algésiras. En 2005, le trafic total atteint 56,4 millions de tonnes.

Valparaiso est le principal port chilien mais son tonnage est faible comparé à ceux de Liverpool ou Gênes, avec 6 millions de tonnes en 2004 (soit le volume des échanges à Gênes en 1906). Depuis 2000, Valparaiso connaît à nouveau une croissance des échanges. À court terme, après une période de stagnation dans les années 1990 autour de 4 millions de tonnes<sup>2</sup>, le port est dans une phase de croissance, matérialisée par les projets d'investissements dans les équipements portuaires. Toutefois, sur le long terme, l'importance du port de Valparaiso au niveau national et mondial diminue. Au XIX<sup>e</sup> siècle le trafic portuaire passe de 48788 tonnes en 1827 à 1531195 tonnes en 1872, manifestant une croissance importante, constituant alors de loin le premier port chilien [Subercaseaux, 2002]. Jusqu'aux années 1990, le trafic de Valparaiso stagne : il est entre 1912 et 1978 inférieur à 1,6 million de tonnes [Patillo, 1987]. Ces deux dates marquent les bornes d'une période de stagnation ou décroissance des échanges. Valparaiso est à présent dépassée par le port de San Antonio plus au sud, avec un trafic total en 2005 de 12,1 millions de tonnes (alors qu'en 1990 le trafic du port de Valparaiso était plus important).

Cette crise portuaire se traduit par des difficultés économiques et la fermeture d'entreprises liées à l'activité portuaire. À Liverpool, Ken Loach a filmé<sup>3</sup> les combats syndicaux de *dockers* licenciés, illustration sociale de cette crise portuaire (même si une diminution du nombre de *dockers* n'est pas nécessairement signe de crise portuaire). De même, dans les années 1980, le port de Gênes se sépare de nombreux travailleurs : entre 1976

---

<sup>1</sup> ou TEUs, unité de mesure équivalente à un conteneur de 20 pieds de long, soit environ 6 mètres.

<sup>2</sup> Source *Emporchi : Empresa portuaria de Chile*, l'entreprise portuaire publique gestionnaire des ports jusqu'à leur privatisation en 1997.

<sup>3</sup> Le documentaire, sorti en 1997, a pour titre *The flockering flame*, traduit en français ainsi : *Les dockers de Liverpool*. Il retrace la lutte de 500 *dockers* licenciés en 1995.

et 1985 le nombre de journées travaillées diminue de plus de 50% pour les secteurs commerciaux et industriels [Arvati, 1988 : 35]. À Valparaíso entre 1985 et 2000 le nombre de travailleurs portuaires passe de 10146 à 4034 [El otro lado de las cosas, 2001].

La part de la crise portuaire dans la crise urbaine n'est pas la même dans les trois villes et surtout cette crise ne peut être considérée comme seul facteur explicatif. La place du port dans l'économie est variable : Liverpool est la ville la plus dépendante des échanges portuaires, tandis que Gênes a une économie plus diversifiée, avec le développement de l'industrie lourde étatique. Surtout, ville et port ne peuvent être assimilés de façon directe : économie urbaine et économie portuaire ne sont plus intrinsèquement liées. Les décideurs de l'activité portuaire ne se situent pas nécessairement à l'échelle de l'agglomération. La réduction des effectifs (*dockers*) limite à terme la relation directe entre activité portuaire et taux d'activité. À Gênes activité portuaire et activité industrielle évoluent de façon séparée : Gênes peut être qualifiée de ville « *généraliste mais divisée* » [Seassaro, 1992]. Aussi faut-il dépasser les seuls indicateurs portuaires pour appréhender la crise des trois villes.

### 1.2 Difficultés économiques et sociales

Liverpool était longtemps dépendante de son port. Ainsi, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, « *Liverpool remained very distinctively a sea port, however, and because most of her industries were related directly and indirectly to the prosperity of the port, the town and its casually-employed dockers were highly vulnerable to recession* »<sup>1</sup> [Aughton, 1990 : 220]. Les industries concernaient la transformation des produits importés : raffinage du sucre, tabac, savonneries. Un dicton du XIX<sup>e</sup> siècle résume cette situation : « *Liverpool Gentlemen, Manchester Men* », car Manchester est la ville industrielle et ouvrière, alors que Liverpool était alors perçue comme ville de commerce s'enrichissant grâce au travail de Manchester.

Pour faire face au déclin portuaire, le développement industriel est considéré dans les années 1960 comme une stratégie de sortie de la crise portuaire. Le gouvernement central encourage l'installation d'entreprises de construction automobile, permettant la création de 25000 emplois [Parkinson, 1993], par exemple l'usine *General Motors* de Vauxhall à Port Ellesmere, sur la rive gauche de la Mersey<sup>2</sup>. À ce moment, la part de la population active dans le secteur industriel était égale à la moyenne nationale, alors qu'auparavant elle était

---

<sup>1</sup> « *Liverpool resta de façon très distincte un port maritime ; cependant, parce que la plupart de ses industries étaient reliées directement et indirectement à la prospérité du port, la ville et ses dockers, employés pour des contrats de courte durée, étaient hautement vulnérables à la récession.* ».

<sup>2</sup> Cette usine est elle-même en difficulté aujourd'hui : en mai 2006 900 emplois sur les 3000 ont été supprimés [The Guardian 17/05/2006].

constamment inférieure. Mais ces implantations ont lieu au moment où l'industrie anglaise elle-même connaît des difficultés : Liverpool perd 350 usines et 40000 emplois industriels entre 1966 et 1977, si bien que le développement industriel ne joue pas le rôle escompté de relance économique. La raffinerie de sucre *Love Lane* créée en 1872 ferme en 1981, marquant la fin d'une époque [Watson, 1985]. Entre 1971 et 1992, l'emploi industriel à Liverpool baisse de 70%, de 110611 à 33082 emplois, tandis que cette baisse n'est que de 35% en Grande-Bretagne [Parkinson, 1993]. L'emploi baisse également dans le secteur des services à Liverpool, alors qu'il s'agit d'un secteur en expansion à l'échelle nationale. Le secteur dominant devient dans les années 1970 celui des services publics. Or un des objectifs du gouvernement Thatcher dans les années 1980 est la réduction des dépenses publiques, provoquant une crise politique grave opposant le gouvernement municipal, qui considère qu'il faut maintenir les emplois publics, au gouvernement national.

À Liverpool la ville connaît un chômage important supérieur à la moyenne anglaise. Les problèmes d'emploi ne sont certes pas récents : les *dockers* étaient au XIX<sup>e</sup> siècle embauchés pour des périodes limitées, en fonction du trafic portuaire, et les périodes de sous-emploi n'étaient pas rares. Ces problèmes se sont accentués dans l'après-guerre. Dans des secteurs d'activité dynamiques dans le pays, Liverpool présente des évolutions négatives (-22% dans les services alors qu'au Royaume-Uni le nombre d'emplois augmente de 33,9%). Le chômage est ainsi entre 1960 et 1990 nettement plus élevé que la moyenne nationale.

Année	Liverpool	Royaume-Uni
1971	11%	3%
1981	20%	10%
1991	19%	9%
2002	6,7%	3,2%

**Tableau 5 : Taux de chômage à Liverpool et au Royaume-Uni (sources Liverpool City Council, ONS, [Parkinson, 1993] )**

La pauvreté est également importante. L'ONS a créé un « *indice of deprivation* », qui mesure le degré de pauvreté dans les territoires, et permet de classer les différentes aires locales, combinant différents critères. À l'échelle des administrations locales, Liverpool est classée première en 2004 : il s'agit de l'aire locale présentant la situation la plus préoccupante au Royaume-Uni, au regard de la pauvreté au sens large.

**L'indice of deprivation**

L' « *indice of deprivation* » est un indice créé en 2000 et actualisé en 2004 par le cabinet du Premier Ministre. Le nouvel indice de 2004 est appelé « *Index of Multiple Deprivation 2004* ». L'IMD 2004 est un indice synthétique qui regroupe sept thèmes : l'emploi, l'éducation, les problèmes de logement, la criminalité, le cadre de vie et l'environnement, la santé et le handicap, et l'employabilité (*skills and training deprivation*), pour un total de 37 indicateurs. L'IMD 2004 est donc un indice agrégatif, pour donner une vision plus large de la pauvreté (les notions de *poverty*, manque de ressources financières, et *deprivation* sont clairement distinguées), pas seulement financière mais également liée au cadre de vie et aux ressources mobilisables. Cet indice est donné sur une base territoriale, mais il synthétise des données individuelles, sans préjuger d'un effet territorial [ODPM, 2004]. Les résultats apparaissent à différentes échelles. L'échelle la plus grande est celle des *Super Output Areas* (SOAs), plus petite unité statistique agrégée créée par l'ONS (32482 SOAs au Royaume-Uni) et la plus petite est celle des 354 *local authority districts*, parmi lesquels Liverpool ou Manchester.

À un contexte social difficile s'ajoutent des problèmes de nature politique. Dans les années 1980, un conflit oppose le gouvernement municipal travailliste au gouvernement de Thatcher en place depuis 1979. Ce conflit porte sur la stratégie de relance de l'économie de la ville. Dans les années 1980 le parti travailliste à Liverpool est dominé par un courant radical, *Militant*, qui souhaite développer une forme d'interventionnisme municipal par une politique de construction de logements et d'équipements sociaux, espérant également créer des emplois publics. Le gouvernement de M. Thatcher souhaite réduire les dépenses publiques, accroître la part du secteur privé dans une optique néolibérale, et renforcer le pouvoir du gouvernement central au détriment des élus locaux. Le gouvernement local est dépendant des subventions nationales pour mener à bien sa politique mais face au refus du gouvernement central emprunte à des banques étrangères [Parkinson, 1993]. En 1986 la direction nationale du *Labour Party*, plus modérée et souhaitant éliminer le courant *Militant* au niveau national, expulse les 47 conseillers municipaux de Liverpool tandis qu'en 1987 la Chambre des Lords confirme la décision de les suspendre de leurs fonctions municipales au motif d'une mauvaise gestion. Cette crise a des répercussions importantes : des grèves et manifestations de soutien aux 47 conseillers municipaux eurent lieu, alors que le chômage continuait d'augmenter. Ce gouvernement travailliste ne faisait pas l'unanimité à Liverpool au sein de la gauche : cette crise politique n'est pas uniquement l'opposition de l'échelon local à la politique nationale [Meegan, 2003]. Le gouvernement travailliste suivant entreprit une forme de coopération avec

le gouvernement national conservateur<sup>1</sup>. Ce conflit traduit cependant la recomposition difficile des relations entre les différents niveaux territoriaux de gouvernement, et les hésitations entre deux modalités de sortie de la crise urbaine. Liverpool acquiert l'image d'une ville du conflit<sup>2</sup> [Meegan, 2003]. Les émeutes qui éclatent dans l'*inner city* en 1981 renforcent cette image d'une ville conflictuelle.

Gênes connaît un développement industriel conséquent à partir de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Sampierdarena, alors commune autonome avant l'annexion de 1926, est appelée la « *Manchester italienne* » et l'emblématique entreprise génoise *Ansaldo* s'y développe. En 1931 est créé l'IRI (*Istituto per la Ricostruzione Industriale*, Institut pour la Reconstruction Industrielle) : cette holding marque le contrôle croissant de l'industrie lourde par l'État. La ville devient le premier pôle sidérurgique national. Mais les activités (sidérurgie, pétrochimie, construction navale et mécanique) sont dépendantes de l'État et gérées au niveau national. La crise industrielle entraîne une profonde mutation de l'économie génoise, avec des licenciements massifs. Le profil de la ville change, avec une tertiarisation de l'emploi (qui peut indiquer autant une diminution du nombre d'emplois industriels qu'une externalisation de certaines tâches désormais considérées comme tertiaires) : le secteur industriel regroupe 38% des actifs en 1961 et 25% en 1991 (cela ne correspond pas à de nouvelles localisations industrielles à l'extérieur de la commune au sein de l'aire métropolitaine mais à une réelle restructuration de ce secteur). Entre 1981 et 1995, l'industrie génoise perd encore 19000 emplois [Zara, 2001]. Gênes dans les années 1970 et 1980 connaît donc une importante crise industrielle, qui s'ajoute à la diminution des échanges portuaires. Comme à Liverpool, les restructurations s'accompagnent de nombreux conflits et grèves d'ouvriers et de travailleurs portuaires. La désindustrialisation entraîne la formation de friches industrielles, surtout à Cornigliano à l'ouest du centre de Gênes.

Valparaiso compte un taux de chômage parmi les plus élevés du Chili : en 1998 le taux de chômage au Chili est de 9,88%, de 10,34% pour la Quinta Región, de 7,12% à Viña del Mar et de 17,36% à Valparaiso. En avril 2003, le taux de chômage est de 18,3% (8,6% moyenne nationale) à Valparaiso et 12% à Viña del Mar<sup>3</sup>. En 2004 ce taux n'a pas évolué (18,4%), alors que le taux de chômage de la région est de 12,2%, et de 9,9% pour le Chili. Valparaiso est ainsi la commune urbaine avec le taux le plus important. Le secrétaire régional

---

<sup>1</sup> Peter Taaffe et Tony Mulhearn présentent ce conflit du point de vue de *Militant*, dans l'ouvrage *Liverpool, a city that dared to fight* [1988].

<sup>2</sup> L'expression « *city of conflict* » est utilisée fréquemment pour désigner Liverpool.

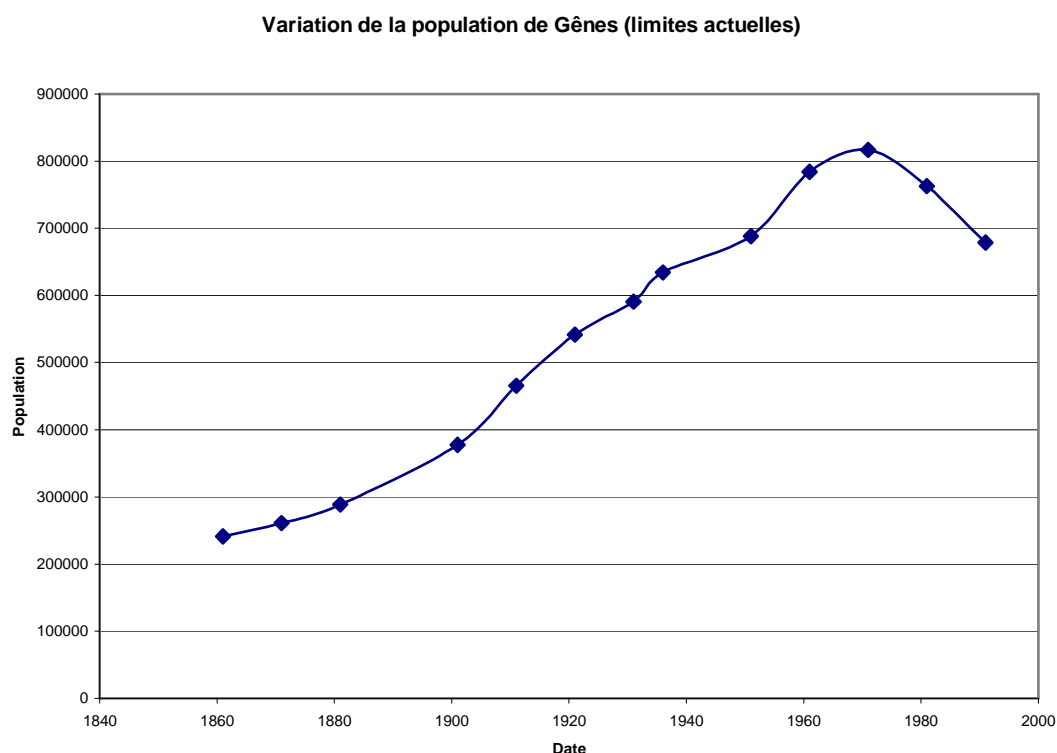
<sup>3</sup> sources INE, *Instituto Nacional de Estadísticas*.



du travail, José Manuel Mancilla, évoque pour Valparaíso « *un caso típico de desempleo estructural* »<sup>1</sup>, dû à la faiblesse de l'appareil productif [El Mercurio de Valparaíso, 29/09/2004].

### 1.3 Des évolutions démographiques à la baisse

À Gênes et Liverpool, la crise urbaine se manifeste également au niveau démographique, par une perte importante de la population. À Gênes le point d'inflexion se situe au début des années 1970 : la population dans les limites communales passe en effet de 816872 habitants en 1971 à 762895 en 1981, 678 771 en 1991 et 632366 en 2000, soit une baisse totale de 184506 habitants en trente ans.



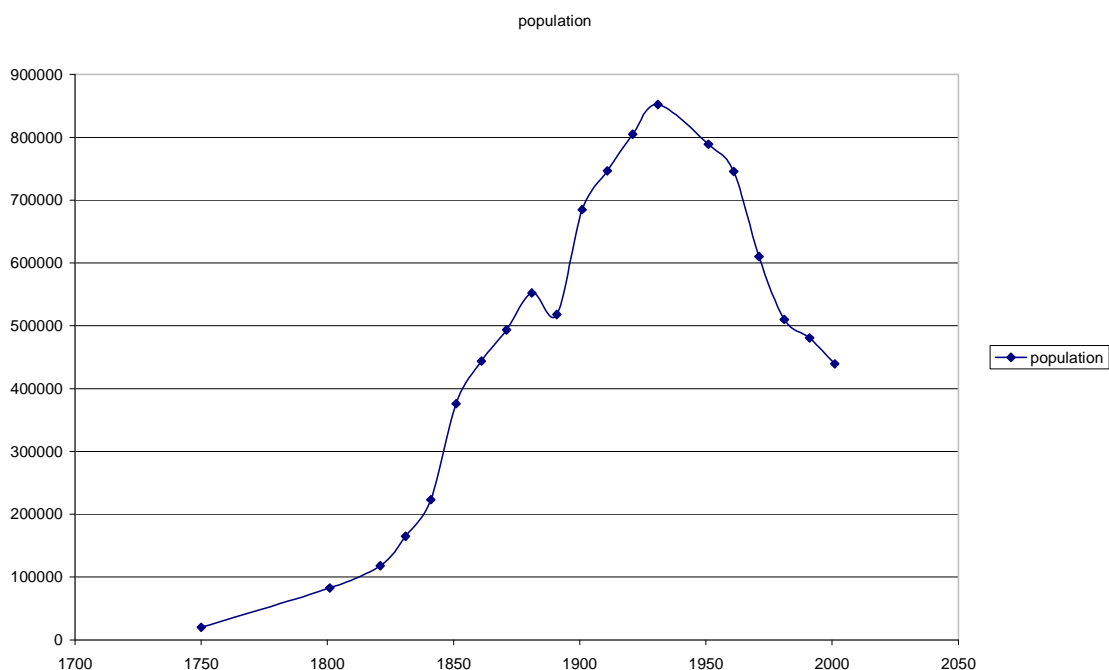
**Figure 18 : Variation de la population de Gênes dans les limites communales actuelles (S. Jacquot, source Comune di Genova)**

Or Gênes est une commune très étendue du fait des annexions de 1874 et 1926. Les limites de la commune excèdent sauf quelques exceptions celles de l'agglomération. Cette baisse démographique n'est donc pas imputable à une extension de l'agglomération, mais est le fait d'un vieillissement de la population et de la fin des grandes migrations depuis l'Italie

---

<sup>1</sup> « *un cas typique de chômage structurel* ».

du sud. Le taux de natalité, toujours supérieur à 11‰ entre 1956 et 1974, devient inférieur à 7‰ à partir de 1979. Le solde migratoire devient négatif à partir de 1971.



**Figure 19 : Variation de la population de Liverpool, dans ses limites administratives actuelles**

Liverpool témoigne également d'une baisse démographique importante dans la seconde partie du XX<sup>e</sup> siècle. Deux périodes démographiques peuvent être individualisées : une croissance soutenue jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, suivie d'une forte chute de sa population. Depuis la Seconde Guerre mondiale, la ville a perdu près de la moitié de ses habitants, passant de 852 000 habitants en 1931 à 439 476 en 2001. La diminution du nombre d'habitants est évaluée à 13 600 par an dans les années 1960, 9 300 dans les années 1970 et 3 800 par an dans les années 1980 [Parkinson, 1994].

Cette baisse précoce est liée dans un premier temps à une redistribution de la population vers sa banlieue. À cela s'ajoutent aujourd'hui des migrations extra-régionales. Le solde migratoire est négatif. En outre, les nouveaux arrivants sont plus pauvres que ceux qui partent de Liverpool. En 1980 le taux de chômage à Liverpool était de 20,4% et la proportion des chômeurs parmi les actifs quittant Liverpool de 17,4% [Poirier, 1998 : 58]. Ainsi la composition de la population se modifie également, avec un appauvrissement lié à une émigration plus importante des catégories aisées.

Contrairement à Gênes et Liverpool, le nombre d'habitants à Valparaíso reste stable, mais les communes voisines du *Gran Valparaíso* connaissent une croissance démographique

importante. Cela ne correspond pas au schéma classique d'une agglomération dont la commune-centre verrait sa population stagner tandis que les communes périphériques connaîtraient une croissance importante. Si cette explication est valable dans le cas Concón ou Villa Alemana, elle ne peut être avancée pour Viña del Mar, qui se pose en ville rivale de Valparaíso et pas en une commune dépendante et périphérique. Au contraire de nombreuses agglomérations, la frontière communale entre Valparaíso et Viña del Mar est marquée dans les paysages. Dans les représentations urbaines vivre à Valparaíso ou à Viña représente souvent un choix de vie. De plus, Viña n'est plus la station balnéaire du début du XX<sup>e</sup> siècle contiguë à Valparaíso mais désormais une véritable ville, avec un nombre d'habitants supérieur à Valparaíso.

Espace	1992	2002
Gran Valparaíso	760 759	819 387
Valparaíso	282 840	275 982
Viña del Mar	285 454	286 931
Concón	16 590	32 273
Quilpué	104 203	128 578
Villa Alemana	71 672	95 623

Tableau 6 : Dynamiques de croissance dans le *Gran Valparaíso* (source des données : INE)

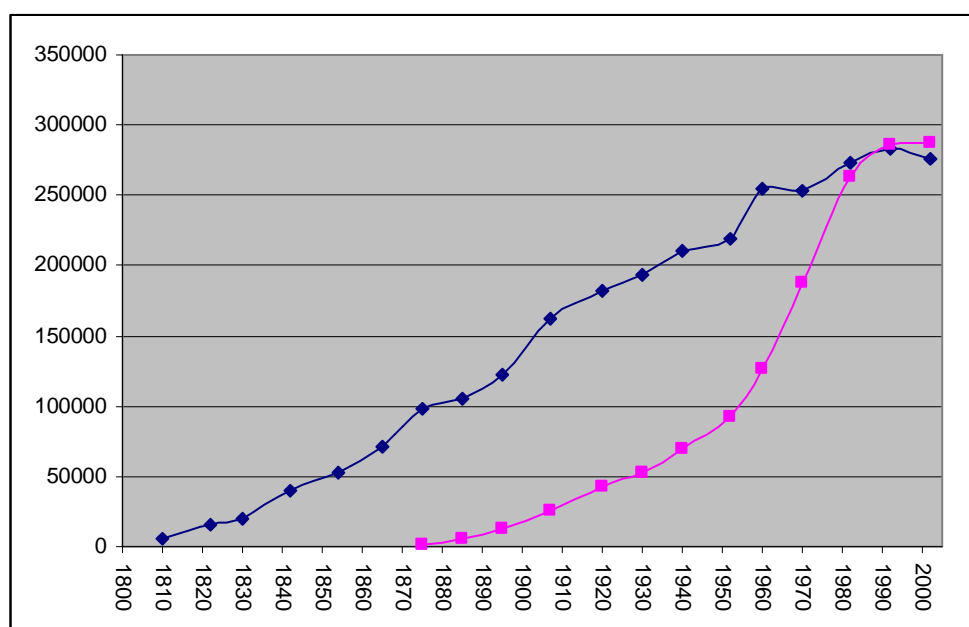


Figure 20 : Évolution de la population de Valparaíso (bleu) et Viña del Mar (rose), S. Jacquot

La figure n°20 illustre les dynamiques de croissance de Valparaíso et Viña del Mar, jusqu'à voir converger les deux courbes de population. Viña del Mar se développe à partir du

tracé de la ligne de chemin de fer vers Valparaiso (aujourd'hui tracé de la ligne de métro), à partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. À présent, Viña del Mar dispute à Valparaiso la suprématie au sein de la conurbation. Grâce à son casino municipal, la commune de Viña del Mar dispose de ressources budgétaires plus importantes. Le taux de chômage est moins importants qu'à Valparaiso. À Valparaiso, il ne s'agit donc pas d'une baisse démographique mais d'une stagnation à l'échelle communale comparée à la situation de l'agglomération. Cette stagnation est identifiée comme un facteur négatif par les autorités publiques locales et nationales : le plan élaboré en 2001 au niveau national met en avant les croissances différentielles de Valparaiso et Concepción entre 1952 et 1992, pour souligner la stagnation de Valparaiso par rapport à une ville chilienne de même rang. En outre, du fait de l'absence d'une structure intercommunale et de réelles politiques menées à cet échelon, la croissance plus importante de Viña est perçue comme un facteur défavorable pour Valparaiso (les deux communes se livrent une concurrence fiscale acharnée, illustrant l'absence de coordination forte).

#### *1.4 Trois villes peu touristiques*

Avant les années 1980, Liverpool, Gênes et Valparaiso sont des villes considérées comme peu touristiques, marquées par une image de ville industrielle (Liverpool, Gênes), dangereuse et sale (Valparaiso). Pourtant, ces trois villes ont en commun leur situation dans un espace régional marqué par le tourisme balnéaire et littoral. Or la volonté de redéveloppement de ces trois villes implique souvent le développement du tourisme.

##### *Gênes au centre de la Riviera*

Le littoral ligure, la Riviera, constitue le prolongement italien de la Côte d'Azur : mêmes plages étroites, parfois artificielles, le long d'une côte rocheuse, mêmes villages méditerranéens. La Riviera italienne se développe comme espace touristique dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, à partir de Rimini [Gay, 2003 : 94].

Malgré un centre historique aux dimensions importantes, une situation au cœur de la Riviera, Gênes apparaît jusqu'à récemment comme un espace peu concerné par le tourisme. Le long de la Méditerranée, s'étendent à l'ouest la *Riviera di Ponente*, composée de nombreuses stations balnéaires (Vintimille, San Remo) et à l'est, la *Riviera di Levante*, avec un rivage plus difficile à aménager, les Apennins atteignant la mer, les villages étant alors à flanc de montagnes (Portofino). Il s'agit essentiellement d'un tourisme balnéaire avec des

lieux comme San Remo, Portofino, ou les *Cinque Terre*. Certaines stations constituaient des lieux de villégiature de luxe dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, comme Portofino.

Gênes a une relation à sa région différente des grandes villes touristiques italiennes. Ainsi en 1998 Venise accueille 4 millions de touristes sur 8 millions pour la Vénétie, Naples 2 millions sur les 3,7 de la Campanie, Rome la quasi-totalité des 6,5 millions de la Lazio, Florence 3 des 7 millions de touristes de la Toscane<sup>1</sup>. En revanche, Gênes compte 450000 arrivées contre 937000 pour la province et environ 3,5 millions pour la région. La Ligurie est donc une région où la ville principale ne polarise pas l'essentiel du tourisme, mais en représente à peine plus de 10%, contrairement à la Vénétie, la Lazio ou la Campanie où au moins 50% des touristes de la région fréquentent la ville principale.

Les acteurs du tourisme à Gênes identifient ce problème comme lié à une image peu touristique, marquée par la crise industrielle : « *Il primo lavoro è stato quello di ... a ricondizionare l'immaginario collettivo rispetto alla città di Genova che è sempre stata una città industriale, noi siamo una città porto, sede delle più grande acciaierie fino a poco tempo fa* »<sup>2</sup> [entretien Galeone, G1, 2006].

*Valparaiso et Viña del Mar, deux profils touristiques différents  
au sein d'une agglomération*

Comme à Gênes ou Liverpool, l'extension continue du port ne permet pas un développement balnéaire le long du littoral de la ville. Aussi à proximité de Valparaiso au nord se développe Viña del Mar, à partir de la construction de la voie de chemin de fer en 1855 le long du fleuve Marga Marga, de façon dépendante de Valparaiso, tournée au départ vers une valorisation agricole et industrielle [Salinas, 1967]. Viña del Mar acquiert le statut de ville, avec sa propre municipalité, en 1877, suite à l'élaboration du plan de la ville par José Francisco Vergara en 1774 [Valdebenito, 2002 : 341]. Depuis 1863 et la voie de chemin de fer entre Valparaiso et Santiago, Viña del Mar est devenue également un lieu de villégiature pour l'aristocratie de Santiago, en été, fonctionnant comme espace de sociabilité, avec un casino, des hôtels, les bains, un théâtre municipal. En 1905, dans la revue *Zig Zag*, Viña del Mar est comparée à la « *Costa Azul, la Riviera de Sud de America* » [Vicuña Urrutia, 2002 : 62]. Après le tremblement de terre de 1906, le peuplement de Viña s'accélère et des familles bourgeoises, chiliennes ou étrangères, auparavant à Valparaiso, y construisent aussi leur

---

<sup>1</sup> Source *Ministero dell'Ambiente e della tutela del territorio*, le chiffre concerne l'arrivée dans les hébergements touristiques.

<sup>2</sup> « *le premier travail a consisté à reconditionner l'imaginaire collectif par rapport à la ville de Gênes, qui a toujours été une ville industrielle, nous sommes une ville port, siège des plus grandes aciéries jusqu'à récemment* ».

résidence. À présent, Viña del Mar est une ville importante, qui reste marquée par le tourisme balnéaire, image entretenue par la présence du casino et les festivals et événements organisés dans la ville (festival de la chanson, tournoi de tennis de Viña del Mar), tandis que Valparaíso attire plus difficilement, notamment auprès des touristes nationaux et argentins. Des rencontres avec des touristes Argentins confirment l'image négative de Valparaíso : Viña del Mar est une station balnéaire fréquentée par les Argentins du nord-ouest du pays<sup>1</sup>, mais beaucoup pendant longtemps craignent de se rendre à Valparaíso, tel ce couple de Mendoza qui bien que passant depuis 20 ans ses vacances à Viña ne se rend à Valparaíso que depuis quelques années. Les chiens errants et la crainte de l'insécurité sont mentionnés comme motif. Comme à Gênes, le développement du tourisme implique de modifier une image négative.

Même si le tourisme s'est développé à Valparaíso depuis la fin des années 1990, les chiffres du tourisme en 2005 illustrent le décalage important entre les deux communes de l'agglomération : 209520 touristes sont arrivés à Viña del Mar<sup>2</sup> dans des structures d'hébergement, contre 22039 à Valparaíso<sup>3</sup> [Sernatur, 2006]. Valparaíso est donc confrontée au problème de la valorisation d'un tourisme important à l'échelle de l'agglomération, mais générant peu de retombées à celle de la commune.

#### *Liverpool, vers le tourisme urbain*

La première ligne de chemin de fer a été mise en place entre Liverpool et Manchester. Un autre mode de communication de l'ère industrielle explique le développement précoce du tourisme autour de Liverpool : le bateau à vapeur, qui permet la transformation de l'île de Man en espace touristique à partir des années 1830 (250000 visiteurs par an au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle), et la création de l'autre côté de la Mersey d'une station balnéaire, New Brighton<sup>4</sup> [Porter, 1995 : 30-31]. En effet, le développement du port le long de la Mersey entrave le développement balnéaire de Liverpool même. Les ferrys partent depuis le Pier Head, aujourd'hui dans la zone classée Unesco. En 1867, à l'image des autres stations balnéaires anglaises, une jetée est construite à New Brighton, New Pier, incluant des pavillons, des tours et une promenade tout le long [Aughton, 2003 : 250]. Liverpool est

---

<sup>1</sup> La crise argentine a eu un effet important sur la fréquentation de Viña del Mar, avant que le tourisme national ne prenne le relais.

<sup>2</sup> En dehors de l'agglomération de Santiago, Viña del Mar est la seconde commune du Chili en terme d'arrivées, derrière Iquique au nord, mais devant les stations touristiques de la région des Lacs au sud. En outre, ce chiffre minore les nombreux touristes disposant de résidences secondaires dans la *Ciudad Jardín* (son qualificatif courant).

<sup>3</sup> Valparaíso est confrontée à présent au problème de l'excursionnisme : la ville est visitée, mais les touristes restent à Viña del Mar la nuit.

<sup>4</sup> Le nom lui-même évoque une des principales stations balnéaires anglaises, au sud de Londres.

également fréquentée par des touristes, comme en témoignent quelques hôtels qui demeurent de cette période. Le port de Liverpool est même l'objet d'un tourisme de découverte portuaire et industriel comme le montre le programme d'un voyage organisé en 1904 par l'entreprise *Bass, Ratcliff & Gretton* à Liverpool et New Brighton [Bass, Ratcliff & Gretton, 1983]. D'autres stations balnéaires se développent : à une plus grande distance de Liverpool la station balnéaire populaire de Blackpool, dès la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, tandis qu'à moins de 30 kilomètres au nord de Liverpool, Southport, fondé en 1792 par William Sutton suite à la mode des bains, devient une station plus élitiste (Napoléon y passe 2 ans en exil avant son retour en France en 1848).

Ce cadre régional est lié au dynamisme économique de la région. Avec la crise et l'image négative attachée au lieu, Liverpool est délaissée par le tourisme après la Seconde Guerre mondiale, jusqu'à la stratégie de développement du tourisme récréatif et urbain mise en place par la *Merseyside Development Corporation* dans les années 1980.

New Brighton est à présent intégrée dans l'agglomération de Liverpool, au sein de la Merseyside. Le tourisme est appréhendé à cette échelle et contrairement à Valparaíso, la stratégie touristique communale (de Liverpool) s'intègre dans celle de la Merseyside. Liverpool concentre 1/3 des visiteurs de l'agglomération en 2005 : le problème n'est ainsi pas comme à Valparaíso celui de déséquilibres territoriaux mais d'augmentation du volume général, notamment comme dans le cas de Gênes par le changement d'image de la ville.

Ainsi les trois villes connaissent des évolutions qui convergent dans l'idée d'une crise urbaine. Ces évolutions dans les trois villes se manifestent d'abord par les évolutions de la place du port, longtemps identifié à l'économie générale de la ville, mais concernent également les évolutions démographiques, sociales et industrielles, et la place du tourisme.

## **2. Les différentes échelles d'appréhension de la crise**

Les facteurs de cette crise peuvent être perçus à différentes échelles, se combinant et aboutissant à une situation variable selon les espaces considérés. Par exemple, la crise à Gênes ne concerne pas de façon égale tous les espaces : le centre historique est le secteur parmi les plus touchés et les plus marginalisés. Tous les acteurs ou couches sociales ne ressentent pas non plus la crise de la même façon. Les flux de populations à Liverpool sont très contrastés : entre 1973 et 1981 les ménages les plus pauvres restent ou arrivent dans la ville, tandis que les départs concernent des populations au niveau social plus élevé [Poirier, 1998]. Autrement dit tous n'ont pas les mêmes opportunités et stratégies face à la crise

urbaine, aboutissant à un processus de paupérisation qu'a également connu Valparaíso durant le XX<sup>e</sup> siècle.

Ces différents aspects de la crise ont des temporalités et des durées multiples. Certains phénomènes s'étendent sur plusieurs décennies, par exemple la baisse démographique à Gênes ou Liverpool, ou la stagnation des échanges portuaires, tandis que d'autres relèvent du court terme. Les explications de la crise urbaine doivent donc combiner des facteurs à différentes échelles, de la réorganisation mondiale de l'économie à des réorganisations de l'espace urbain. Le tableau 7 reprend cette combinaison des échelles.

Échelle	Gênes	Valparaíso	Liverpool
Internationale	Développement des ports d'Europe du Nord.	Canal de Panama = marginalisation de l'itinéraire par le littoral Pacifique-ouest.	Marginalisation de la façade nord-ouest anglaise, car échanges dominants vers l'Europe (littoral sud et est).
Nationale	Fermeture des entreprises d'industrie lourde étatique.	Prééminence de Santiago, émergence d'autres ports.	Crise du nord-est anglais et de Manchester ; suprématie londonnienne croissante.
Régionale	Ligurie : développement de ports concurrents (La Spezia).	Concurrence du port de San Antonio.	Concurrence de Manchester.
Agglomération	Chute de la population, crise économique (fermeture des industries), congestion urbaine et manque de cohérence spatiale.	Suprématie économique de Viña del Mar (tourisme, industries), image négative (délinquance, pauvreté, contexte politique).	Chute de la population centre (Liverpool) vers les communes de banlieue. Crise économique générale avec le départ de nombreuses entreprises et la chute du trafic portuaire.
Espaces centraux <sup>1</sup>	Crise des espaces historiques : paupérisation, projets de destruction, marginalisation socioéconomique, délinquance, image négative.	Crise des espaces historiques : dégradation du bâti, marginalisation sociale, délinquance.	Crise des espaces historiques : abandon, chute de la population, destructions.

**Tableau 7 : Echelles et explications de la crise urbaine (S. Jacquot)**

<sup>1</sup> Cet aspect sera traité dans le chapitre 3.



## 2.1 Les mutations portuaires mondiales

À l'échelle internationale, dans les trois cas un des facteurs de la crise urbaine est la réorganisation des flux, qui affecte en premier lieu les échanges portuaires. Ce facteur touche surtout Valparaíso et Liverpool.

Entre le XIX<sup>e</sup> siècle et la Seconde Guerre mondiale, Liverpool est le second port du Royaume-Uni, port clef du Commonwealth. La situation de Liverpool, au débouché d'une région industrielle dynamique, autour de Manchester et ouverte sur l'océan Atlantique, explique en grande partie cette forte croissance. Liverpool est un port commercial, tandis que Manchester développe les industries cotonnières. Liverpool et le Lancashire<sup>1</sup> fonctionnent alors de façon complémentaire, comme le résume Demangeon : « *Le voisinage de Liverpool assure déjà aux tissus de Manchester un marché universel. [...] Ainsi avec son grand port ouvert sur le monde, avec son bassin houiller, ses rivières travailleuses et son climat humide, avec sa tradition déjà longue d'habileté textile, le Lancashire concentra bientôt presque toute l'industrie cotonnière de Grande-Bretagne.* » [Demangeon, 1927 : 162].

Cette situation devient progressivement un désavantage avec les mutations de l'économie britannique. La domination maritime, industrielle et commerciale du Royaume-Uni va progressivement s'affaiblir [Siegfried, 1931]. Ensuite, la structure même des échanges britanniques se modifie avec l'« *européanisation des échanges* » et les changements dans sa composition [Joan, 2003]. Le Royaume-Uni réalise désormais la plus grande partie de ses échanges avec des pays de l'Union Européenne, privilégiant ainsi les ports du sud et de l'est de l'Angleterre<sup>2</sup>. À cela s'ajoute la part croissante prise par les hydrocarbures, qui privilégie la façade nord-est et les ports écossais. Ce phénomène constitue un « *beau cas d'inversion de façade qui fait de Liverpool une périphérie européenne* » [Mangin, 2006 : 10].

À Valparaíso c'est également une réévaluation de la situation portuaire qui précipite le déclin de la ville. Le percement du canal de Panama, ouvert en 1914, modifie en effet les circuits maritimes internationaux : il n'est plus besoin de passer le cap Horn ou de se risquer dans le détroit de Magellan pour atteindre la façade Pacifique-nord et la Californie depuis l'Europe. Valparaíso désormais devient en position marginale sur les routes maritimes, alors que le port constituait une escale pour tous les navires qui passaient le Cap Horn auparavant. De plus, la crise économique mondiale de 1929 se traduit par une chute générale des échanges internationaux, alors que le Chili constituait un pays à l'économie extravertie. À l'inverse, le

---

<sup>1</sup> Le Lancashire contenait auparavant la région de Manchester, aujourd'hui détachée.

<sup>2</sup> 65% des échanges avec les autres pays de l'UE en 2002, contre 10% avant la Seconde Guerre mondiale [Joan, 2003].

redéveloppement du port de Valparaíso dans les années 2000 est lié au développement des échanges dans l'aire Pacifique, et la stratégie commerciale chilienne qui se traduit par la signature de Traité de Libre Commerce (TLC).

Dans le cas de Gênes peuvent être individualisées plusieurs phases de dégradation de la situation de la ville à l'échelle mondiale. La première est la reconfiguration des lieux clefs de l'économie-monde méditerranéenne. En effet, l'étiollement de Gênes comme place bancaire de premier plan au XVII<sup>e</sup> siècle, au centre de la circulation monétaire internationale, s'explique à la fois par des facteurs politiques (la pression française), géopolitiques (la substitution par Olivares de banquiers portugais marranes - juifs convertis - aux banquiers génois) et économiques (l'affirmation des villes hollandaises et de l'Angleterre, aboutissant à un rééquilibrage vers le nord de l'économie, et le recours aux navires hollandais pour transporter les fonds espagnols) [Braudel, 1979c : 181-200]. Le siècle des Génois<sup>1</sup> s'achève donc au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle. L'incorporation de la ville au royaume italien conclut cette banalisation de la ville. L'industrialisation italienne lui donne une nouvelle vigueur, grâce aux investissements étatiques, et à la modernisation des installations portuaires à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. L'ouverture du canal de Suez en 1869 permettait de nouvelles routes maritimes, et la jonction entre Méditerranée et espace asiatique. Mais le canal de Suez est fermé entre 1967 et 1975, ce qui entraîne le développement d'une route alternative passant par Le Cap. Bien que celle-ci soit plus longue, elle reste largement utilisée à la réouverture du canal de Suez, du fait de l'augmentation de la taille et du tonnage des navires, qui ne peuvent tous passer par Suez à pleine charge, jusqu'aux travaux d'adaptation en 1980<sup>2</sup> : l'enfoncement maximum passe de 38 à 53 pieds, mais jusque là le canal n'était pas praticable à pleine charge par les plus grands navires [Bethemont, 2000 : 135-136]. Surtout, les ports méditerranéens sont fortement concurrencés par les ports de la façade nord-européenne.

L'échelle mondiale n'est pas la seule pertinente. En effet, le canal de Panama a certes marginalisé le port de Valparaíso sur les grands circuits internationaux, mais dans le même temps Valparaíso est plus proche de New York ou même de Liverpool par la route du canal. Au moment de l'ouverture du canal, les élites locales manifestaient un certain optimisme. Il n'y a ainsi pas de déterminisme de la situation à l'échelle mondiale. D'autres causes sont donc à ajouter pour expliquer le déclin urbain de la ville.

---

<sup>1</sup> Braudel situe le siècle des génois entre 1557 et 1627 [Braudel, 1979c : 181].

<sup>2</sup> Cette explication m'avait également été donnée lors d'un entretien au siège de l'*Autorità Portuale di Genova*.

## 2.2 L'impact de la primatie nationale et des inégalités régionales

Gênes se développe au XX<sup>e</sup> siècle grâce à sa rapide industrialisation. La ville forme un des sommets du triangle industriel italien, avec Turin et Milan. En 1874 puis en 1926, la commune de Gênes annexe des communes périphériques, dont Sampierdarena, appelée la « *Manchester italienne* » [Poleggi, Cevini, 1981]. Gênes devient une ville ouvrière, marquée par la sidérurgie, les constructions navales et la pétrochimie, organisées sous forme d'entreprises publiques. L'IRI (*Istituto per la Ricostruzione Industriale*) est fondé en 1933 mais fortement développé après la Seconde Guerre mondiale. Il regroupait différentes entreprises publiques, organisées par branche d'activité : *Finsider* et *Italsider* pour la production sidérurgique, *Finmeccanica* pour la production mécanique, *Fincantieri* pour les chantiers navals, *Finmare* pour les compagnies de transport maritime. Ces différentes entreprises publiques sont présentes à Gênes, reprenant des groupes privés ruinés par la crise de 1929, par exemple l'entreprise Ansaldo [Castronovo, 2002]. Elles se localisent dans la partie ouest de la *Grande Genova*, au Ponente. Or dans les années 1980 ces groupes publics entrent en crise, ce qui entraîne fermetures et licenciements<sup>1</sup>, et pose le débat de la désindustrialisation [Arvati, 1988 : 13]. En effet, le pourcentage de la population active dans le secteur industriel passe de 43,7% en 1951 à 32,6% en 1981 [Arvati, 1988 : 23]. L'IRI élabore une stratégie au niveau national : ainsi les activités navales sont désormais concentrées à Trieste aux dépens de Gênes.

À Liverpool, entre 1983 et 1987, l'opposition entre le gouvernement municipal travailliste et le gouvernement de Margaret Thatcher conduit à un blocage et véhicule une image négative de la ville. Cette opposition entre échelons de gouvernement est toutefois moins importante que les divisions régionales au Royaume-Uni. La ville fait partie du sous-ensemble appelé Merseyside, et au-delà de la région North West. Cet espace a été un des foyers de la Révolution Industrielle, autour de Manchester et Liverpool, mais contient aussi des zones rurales faiblement peuplées, dans le Cheshire et Lancashire [Eurostat, 1993]. La situation y est donc contrastée à l'échelle régionale. À l'échelle nationale dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle ont souvent été opposé le Nord et le Sud. Un des mythes politiques mobilisés est celui des « *deux nations* ». Au XIX<sup>e</sup> siècle Benjamin Disraeli, par cette expression, désignait le fossé entre riches et pauvres, issu de l'industrialisation. Ce thème s'est ensuite transformé dans le débat public après la Seconde Guerre mondiale pour désigner

---

<sup>1</sup> Une partie est privatisée dans les années 1990.

le fossé spatial entre Nord<sup>1</sup> et Sud de la Grande-Bretagne et évoquer « *the divided nation* » [Martin, 1989], thème mobilisé alors par le *Labour Party*. Cette différenciation forte est devenue un des thèmes politiques majeurs des années Thatcher, moment où la crise dans les villes industrielles du Nord atteint son paroxysme. Ces problèmes s'analysent donc à une échelle plus petite, comme l'effet d'une inversion régionale anglaise, entre les deux guerres, qui a vu l'émergence de nouvelles industries au sud et à l'est tandis que les foyers de l'industrialisation au nord entraient en crise structurelle. Mais un certain nombre d'études montrent que la pauvreté et la richesse se distribuent à un niveau plus fin, en archipel, sur l'ensemble de la Grande-Bretagne [Lewis, Townsend, 1989]. Surtout, la situation de la région North West demeure spécifique, dans la mesure où malgré une crise importante, la région reste une des principales en terme d'emploi industriel.

Le déclin de Valparaiso doit aussi être replacé dans l'évolution de la géographie nationale. La substitution d'engrais chimiques au salpêtre, exploité dans le nord du Chili mais contrôlé depuis Valparaiso et sa bourse de commerce, est un facteur d'affaiblissement de la puissance financière de Valparaiso. En outre, la ville est en situation de concurrence avec Santiago durant son histoire. Dans la seconde partie du XIX<sup>e</sup> siècle le dynamisme de Valparaiso est tel qu'il est envisagé d'y transférer la capitale. Les étrangers y résident, le port constitue la porte d'entrée de la modernisation du pays, ouverte aux innovations culturelles alors que Santiago apparaît comme une capitale provinciale. Mais la croissance de Valparaiso s'essouffle à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, du fait du passage à une économie industrielle centrée sur Santiago. Il n'y a à présent plus de comparaison possible entre Santiago et Valparaiso, puisque la métropole chilienne compte dans les limites de la province 4,6 millions d'habitants (INE, 2003).

### 2.3 Une position contestée à l'échelle régionale

Les trois villes partagent au niveau régional le problème de la concurrence accrue d'autres centres urbains. Le port de San Antonio, également dans la Quinta Región, concurrence celui de Valparaiso. Quillota a contesté la suprématie administrative de Valparaiso dans la région, en réclamant le siège du conseil régional de la culture. Surtout l'influence de la métropole de Santiago déborde à présent sur la Quinta Región. En Ligurie le port de Gênes est concurrencé sur de multiples secteurs par ceux de La Spezia et Savone, par exemple dans les secteurs des croisières. La situation est différente à Liverpool, qui n'est pas

---

<sup>1</sup> Le Nord regroupe dans cette division les régions North, North West, Scotland, Wales, West Midlands et Yorkshire et Humberside.

la ville principale du North West. Manchester est le principal centre urbain : la conurbation de Manchester (Greater Manchester) dans les limites définies par l'ONS (*Office for National Statistics*) compte 2,2 millions d'habitants en 2001. Aujourd'hui, vue depuis Liverpool, Manchester semble témoigner d'un modèle de régénération urbaine empli de réussite, avec le succès des grands centres commerciaux et de loisirs de *Trafford Centre* et de *Arndale*, l'organisation en 2002 des Jeux du Commonwealth, et le récent projet du gouvernement d'organiser à la façon de Londres un pouvoir local fort sur la conurbation (*city region*). Liverpool tente donc par ses divers projets de se poser en rivale de Manchester.

#### 2.4 Les mutations spatiales de l'agglomération

Enfin au sein même de l'agglomération de Valparaíso, appelé *Gran Valparaíso*, et qui comprend les communes de Valparaíso, Viña del Mar, Villa Alemana, Quilpué et Concón, ce sont les communes de Viña del Mar et Reñaca qui attirent les habitants et les activités. Le tremblement de terre de 1906 a accéléré la recomposition socio-spatiale de l'agglomération, les familles les plus riches s'établissant à Viña del Mar. À Gênes le problème se pose différemment : en effet, les frontières communales débordent largement celles de l'agglomération, du fait des annexions communales. Mais se pose le problème de la cohérence politique et spatiale de ce vaste ensemble hétéroclite, traversé par deux rivières, cloisonné par les contreforts des Apennins, fortement différencié socialement et au niveau des activités.

Liverpool représente la commune-centre d'une vaste région urbaine, qui s'étend sur les deux rives de la Mersey, espace cible de financements européens au titre de l'objectif 1 du FEDER entre 1994 et 2006, ce qui témoigne des difficultés socio-économiques de cet espace, et du fait que les problèmes urbains de Liverpool concernent aussi son agglomération.

Dans les trois cas existe donc un faisceau causal qui explique la crise urbaine traversée, crise multidimensionnelle, qui provoque une stratégie de sortie de crise matérialisée dans les projets de ville.

## D. Le réinvestissement des espaces centraux

Ces constats de la crise entraînent simultanément dans ces trois villes, entre la fin des années 1980 et le début des années 1990, la définition de projets de redéveloppement. Ces projets sont à replacer dans un cadre particulier, celui de la redéfinition de la place des villes au sein des États et de l'économie mondiale d'une part, et de la prise en compte du patrimoine et du tourisme comme de nouveaux axes de développement.

### 1. Nouvelles stratégies de développement dans le contexte de la mondialisation

La mondialisation aboutit à une polarisation croissante de l'espace mondial, avec un processus de développement cumulatif des plus grandes métropoles, qualifiées de villes globales [Sassen, 1996], ce qui pose la question du devenir des villes de dimension moyenne, nœuds souvent importants de l'espace national, mais dont le rôle est à reconsidérer avec l'affaiblissement des régulations étatiques [Le Galès, 2003].

« *For many medium-size cities the weakening in importance of their natural advantage has meant the termination of their raison d'être* »<sup>1</sup> [Fanstein, 1996]. Cela traduit effectivement ce mouvement de métropolisation qui accentue le poids des grandes métropoles par rapport aux autres villes, ce que Ascher nomme la « *métapolisation* » [Ascher, 1995] et qui pose la question des stratégies et des redéfinitions du rôle des villes de dimension moyenne. Ce déclin concerne également les villes portuaires, S. Fanstein citant plus loin comme exemple Liverpool et Baltimore. Dans ces cas le déclin du port entraîne la nécessité de développer un nouveau secteur.

Une analyse à double échelle est alors nécessaire pour comprendre la place des villes moyennes. À l'échelle mondiale, ces villes se retrouvent progressivement marginalisées. Elles seraient vouées à la crise par la modification des conditions macroéconomiques qui rend obsolète leur spécialisation. À l'échelle de la ville elle-même se met en place une configuration d'acteurs locaux éventuellement poussée à rechercher une nouvelle opportunité de développement. Mais les deux échelles considérées ne fonctionnent pas de façon isolée. Les villes sont en situation concurrentielle : des choix similaires risquent de s'annihiler réciproquement puisque la stratégie de démarcation aura peu fonctionné. Les succès de reconversion de certaines villes font école et par « *isomorphisme mimétique* » [Le Galès,

---

<sup>1</sup> « *Pour de nombreuses villes moyennes l'affaiblissement de l'importance de leur avantage naturel a signifié la fin de leur raison d'être* ».

2004], illustrant la circulation des modèles urbains, des choix similaires sont adoptés par d'autres villes. L'aquarium de Baltimore par exemple est un élément qui a fortement influencé les choix d'aménagement à Gênes et Valparaíso. Le problème de cette adaptation de modèles est celui d'arriver trop tard dans un secteur : « *just as in the market economy as a whole, late comers to an industrial sector will not see the profits of the innovation, so cities that are imitators are unlikely to flourish* »<sup>1</sup> [Fanstein, 1996]. Ce jugement peut être nuancé par le fait que la localisation joue également un rôle clef (S. Fanstein prenant l'exemple des *waterfronts* et des « *festive retailing* »).

Dans cette configuration, les données macroéconomiques jouent à un double niveau : comme élément explicatif des crises et comme contexte à prendre en compte pour la conduite des stratégies locales de redéveloppement. Dans certains cas la ville peut modifier le contexte, de façon médiate, par l'exemple de sa réussite. Cela suppose l'abandon du modèle de développement précédent et l'adoption d'une nouvelle conception du futur de la ville. Ce double mouvement de changement de paradigme et de redéfinition d'une stratégie de développement se place en amont du réinvestissement des espaces historiques centraux, par le biais de l'option patrimoniale et touristique.

Dans les trois villes existe un discours du changement : changement dans les façons d'aménager la ville, de la considérer, césure stratégique. Parfois, cette rupture est symbolisée par un événement marquant, qui fait date, par exemple à Valparaíso la conférence de 1992, le *Cabildo de la ciudad*. À Gênes a lieu en 1997 la Conférence stratégique dans le Palazzo Ducal. Toutefois, ces conférences présentées comme fondatrices traduisent souvent des préoccupations qui émergent bien en amont. Le lancement d'une nouvelle stratégie est donc précédé d'un moment de débats où se retrouvent les différents acteurs, des représentants d'associations et des habitants, comme si de cette réunion des différentes composantes de la ville naissait la nouvelle stratégie, présentée *a posteriori* sur un mode consensuel. Il s'agit d'une mise en cohérence du discours sur la ville, laquelle apparaît comme un acteur collectif.

Ces nouvelles stratégies sont synthétisées dans des documents de planification et projets de ville, qui permettent de comparer les options de développement choisies à Gênes, Valparaíso et Liverpool, avec dans les trois cas une volonté de modifier les bases du développement urbain, bien qu'ils puissent dans certains cas témoigner d'un fractionnement institutionnel, comme à Valparaíso où coexistent différents projets de ville.

---

<sup>1</sup> « *De la même façon que dans l'économie de marché globale, les derniers entrants dans un secteur industriel ne bénéficieront pas des profits de l'innovation, les villes suiveuses [qui imitent] ont peu de chances de s'épanouir* ».

## 2. Nouveaux projets de ville à Gênes, Valparaíso et Liverpool

Le projet de ville peut être assimilé à la production d'un discours sur la ville et est donc inséparable d'un « *contexte d'énonciation* », qui renvoie à la situation de la ville et à la position des acteurs qui portent ce projet [Rosemberg, 2000]. Il est programmatique, en tant qu'il engage (face aux autres acteurs et habitants) une action sur l'espace, laquelle est « *motivée et modelée par la représentation qu'on se fait de l'espace, procède d'une intention pour l'espace, intègre une image de l'espace* » [Rosemberg, 2000 : 3]. Le projet de ville constitue un instrument public, défini comme « *un dispositif à la fois technique et social qui organise des rapports sociaux spécifiques entre la puissance publique et ses destinataires en fonction des représentations et des significations dont il est porteur* » [Lascoumes, Le Galès, 2004 : 13]. Autrement dit, l'étude des projets de ville permet à la fois d'appréhender les transformations futures de la ville et les représentations et images sous-jacentes.

Les trois villes sont marquées depuis les années 1990 par l'élaboration de projets de ville, soit directement par la municipalité (Valparaíso, Gênes, Liverpool), soit par un cabinet de spécialistes (Valparaíso, Liverpool). Ces projets de ville témoignent de différentes évolutions : le passage dans ces villes à l'urbanisme stratégique ou de projets, la volonté de transparence de l'action municipale ou des pouvoirs publics et la volonté de production d'un consensus sur les actions menées. Dans le cas de Valparaíso et Liverpool, il s'agit également d'une démarche menée pour satisfaire à des exigences institutionnelles, imposées par l'État.

### 2.1 Gênes : le projet stratégique de ville, un document unique

Giuseppe Pericu, maire de Gênes depuis 1997 (coalition de gauche), réélu en 2002, lance entre 1998 et 1999 une série de consultations auprès des différents acteurs et habitants de la ville, qui prend fin avec la « *conférence stratégique* » de 1999. Cette conférence stratégique a lieu au Palazzo Ducale - palais rénové en 1992, ancien siège du pouvoir génois - durant trois jours, organisée autour de sept thèmes avec des interventions des acteurs institutionnels et politiques et quelques universitaires. Le titre général est « *Genova, le vie del Mediterraneo all'Europa* »<sup>1</sup>, manifestant la nouvelle ambition de la ville. C'est le pouvoir municipal et surtout le maire qui apparaît comme le garant de ce projet stratégique.

Les résultats de ces consultations et de cette conférence sont repris dans un document de planification stratégique, appelé « *Il piano della città, della Conferenza strategica al 2004*,

---

<sup>1</sup> « Gênes, les voies de la Méditerranée à l'Europe ».



2010 »<sup>1</sup>. Ce document intègre également les différents projets ponctuels en les englobant au projet global. Le titre de ce plan de ville montre l'importance de la Conférence stratégique, pensée comme point de départ d'une nouvelle ère pour la ville, avec deux échéances. 2004 est l'année durant laquelle Gênes est, avec Lille, capitale européenne de la culture. Le temps de la ville est donc scandé par un événement urbain. Dans cette optique de nombreuses transformations de la ville sont menées : réhabilitation patrimoniale, nouvelles infrastructures de transport (construction d'un métro), poursuite de la réhabilitation du port ancien. Cette échéance a une portée symbolique : elle doit manifester au monde le changement intervenu à Gênes. Une conférence se tient en 2005 pour faire le point sur l'année Capitale Européenne de la Culture, qui s'avère positive en terme de visiteurs et de visibilité. En 2006, une nouvelle série de conférences a lieu, sur des éléments thématiques (tourisme, économie de la connaissance), rassemblant dans la salle d'apparat du palais municipal Tursi les acteurs de la ville.

## 2.2 Liverpool : un projet de ville démultiplié ?

À Liverpool un instrument communal précise les différents projet de la ville : l'*Unitary Development Plan*, dont la dernière version est adoptée en 2002 par le *Liverpool City Council* (le précédent datait de 1996). L'*Unitary Development Plan* (UDP) est un document réalisé par les gouvernements locaux du Royaume-Uni, depuis le *Local Authority Act* de 1985<sup>2</sup> [Tewdwr-Jones, 2002 : 10], qui détaille les objectifs généraux du développement de la ville, puis les politiques à mettre en œuvre pour y parvenir. Il constitue une présentation des principes de développement, organisés thématiquement et hiérarchisés, complétés par les moyens de leur réalisation. Les normes de réalisation sont définies par le *Town and Country Planning Policies and Guidance*. Document de 286 pages, l'UDP présente d'abord les objectifs de développement de la ville avant de détailler les projets de façon thématique.

Ce document concerne seulement l'échelle locale. Alors que le *Merseyside Structure Plan* de 1983 concernait la région urbaine dans son ensemble, Merseyside (couverte par un gouvernement métropolitain institué en 1974 et supprimé par le gouvernement de Margaret Thatcher), l'actuel UDP concerne le seul *City Council* de Liverpool. Les quatre autres *local authorities* qui constituaient Merseyside - Wirral, St Helens, Sefton et Knowsley - ont chacun

---

<sup>1</sup> « Le plan de la ville, de la Conférence Stratégique à 2004, 2010 ».

<sup>2</sup> Il remplace les *structure plans* et *district plans*, adaptés aux deux niveaux de gouvernement local abolis par la même loi de 1985.

leur propre UDP. La planification urbaine et le projet de ville ne sont donc pas élaborés à l'échelle de l'agglomération.

### **L'ODPM et les Planning Policies and Guidance Notes**

Le Cabinet du *Deputy Prime Minister* (*Office of Deputy Prime Minister*<sup>1</sup>, ODPM) est le ministère qui remplace partiellement en 2002 le ministère des transports, de l'environnement et des régions (*Department for Transport, Environment and Regions*). L'ODPM est responsable de la planification territoriale, de l'environnement et du développement durable, de la politique régionale, de la politique urbaine et des questions de gouvernement local.

Depuis 1988, le gouvernement central produit des documents guidant la planification [Cullingworth, Nadin, 2005] : les « *Policy Guidance Notes* », parmi lesquelles les *Regional Planning Policy* (RPP) et les « *Planning Policy Guidance Notes* », remplacées depuis peu par les « *Planning Policy Statement* ». C'est à présent l'ODPM qui en est chargé. Ces différents documents remplacent les circulaires utilisées avant 1988 [Tewdwr-Jones, 2002].

Les *Planning Policies and Guidance Notes* (PPG) et les *Planning Policy Statement* (PPS) sont des documents servant de guide à la planification locale, pour la mettre en conformité avec les lois existantes et les autres politiques d'aménagement. Les autorités locales doivent donc s'y conformer. Elles guident l'aménagement dans de nombreux domaines : le logement (PPG 3 *Housing*), l'aménagement des centres des villes (PPS 6 *Planning for Town Centers*) les transports (PPG 13 *Transport*), l'aménagement dans les zones historiques protégées (PPG 15 *Planning and the Historical Environment*), les aires côtières (PPG 20 *Coastal Planning*) ou les énergies renouvelables (PPS 22 *Renewable Energy*).

Une réforme au niveau national modifie les termes de la planification. En 2004, l'*Unitary Development Plan* est remplacé par un système double : à l'échelle locale le *Local Development Framework* (LDF) et à l'échelle régionale la *Regional Spatial Strategy* (plan à longue échéance, de 15 ou 20 ans). Le *Local Development Framework* est un ensemble complexe de documents, parmi lesquels le *Core Strategy*, stratégie globale de développement à long terme, le *Site Specific Allocations*, document définissant les usages des sols, complété par des cartes, le *Statement of Community Involvement*, qui précise les conditions de la participation, l'*Annual Monitoring Report*, évaluation présentée chaque année au gouvernement national, et le *Local Development Scheme*, qui définit les projets et processus

---

<sup>1</sup> *Deputy Prime Minister* est traduit en français par « vice-premier ministre ». Il s'agit d'un titre qui n'existe pas dans tous les gouvernements anglais et le *Deputy Prime Minister* n'est pas nécessairement le successeur du Premier Ministre.

de planification. Ces différents documents sont en cours de réalisation à Liverpool, l'UDP restant valable durant ce processus. Cette réforme nationale manifeste la volonté du gouvernement national de développer une planification stratégique remplaçant la présentation dans les plans locaux de politiques sectorielles, et d'accentuer l'approche spatiale dans la planification.

D'autres documents stratégiques sont élaborés à d'autres échelles. *Liverpool Vision*, agence publique non gouvernementale de régénération urbaine créée pour guider la transformation du *city centre*, a réalisé son propre plan, le *Strategic Regeneration Framework*, en 2000. En 2005 à l'échelle métropolitaine est conçu par le Mersey Partnerships un plan stratégique, *The Liverpool City Region, transforming our economy, the strategic proposals*.

La planification stratégique est ainsi démultipliée en autant d'échelons territoriaux et d'agences ou d'autorités locales. Toutefois, les objectifs développés sont similaires, et réalisés de façon concertée.

### 2.3 Valparaiso : émiettement stratégique ?

À Valparaiso, plusieurs documents peuvent prétendre au titre de « *projet de ville* », portés par des acteurs différents, manifestant là une forme d'émiettement de la compétence de planification stratégique. En 1992, le *Cabildo de la ciudad* (sommet de la ville) réunit les différents représentants des institutions de la ville pour déterminer les voies possibles du redéveloppement de la ville et produit un document qui place la culture, le tourisme et le patrimoine comme des axes de développement<sup>1</sup>.

Le Pladeco (*Plan de Desarrollo Comunal*<sup>2</sup>) est le plan de développement communal, instrument légal obligatoire pour toutes les communes chiliennes (loi n°18.695).

#### **Communes et planification au Chili**

Il existe 345 communes au Chili, appelées « *municipios* » ou « *comunas* ». Le fonctionnement des municipalités est régi par la loi organique constitutionnelle des municipalités, n° 18.695 de 1988<sup>3</sup>, avec de nombreuses modifications depuis. Cette loi définit le statut, les attributions et les compétences des municipalités, précise l'organisation interne et la répartition en services de la municipalité. La municipalité a pour tâche l'élaboration de deux plans : le plan régulateur communal et le plan de développement communal (article 3). Le Pladeco est valable pour une durée minimale de 4 ans et

<sup>1</sup> Je n'ai pu consulter ce document, l'exemplaire demeurant difficile à obtenir.

<sup>2</sup> Plan de Développement Communal.

<sup>3</sup> cf. LOM ediciones.

concerne le développement de la commune au sens large, dans les domaines culturel, économique et social (article 7). Le Pladeco doit également faire l'objet d'évaluations permanentes et prendre en compte la participation citoyenne. Un service spécifique gère ce plan, le Secrétariat Communal de Planification (SECPLAC) (article 21).

La Subdere (*Subsecretaría de Desarrollo Regional y Administrativo*) a développé un programme d'amélioration de la gestion municipale et de développement des compétences municipales en partenariat avec la BID (Banque Interaméricaine de Développement) : PROFIM (*Programa de Fortalecimiento Institucional Municipal*, Programme de Renforcement Institutionnel Municipal), dans quelques communes pilotes, dont Valparaiso. Le but est d'accompagner le processus de décentralisation du Chili, en mettant en avant les exigences de transparence et participation. Les financements du programme sont partagés entre le gouvernement chilien, la BID et les collectivités locales participantes. Ce programme existe depuis 1994, avec une première phase de 5 ans, et une deuxième phase lancée en 1999, avec 25 nouvelles communes dont Valparaiso. Dans sa seconde phase, le programme prévoit dans les 25 communes pilotes le développement d'un Pladeco et d'un *Plan Estratégico Municipal* (Plan Stratégique Municipal, PEM). On retrouve dans ce programme la volonté de diffusion des « bonnes pratiques ».

### **Subdere**

Subdere (*Subsecretaría de Desarrollo Regional y Administrativo*) est le Sous-secrétariat au développement régional et administratif, dépendant du ministère de l'intérieur, chargé de la conduite de la réorganisation territoriale à travers deux grands processus : la décentralisation et la déconcentration régionale, et le renforcement du pouvoir municipal. Des programmes de formation du personnel des administrations locales, de modernisation des institutions et d'aide au développement local sont également menés.

Le *Pladeco* de Valparaiso a été développé dans le cadre de PROFIM, pour l'adapter aux principes de la planification stratégique et développer la participation citoyenne. La réalisation du Pladeco de Valparaiso a suivi une procédure formalisée, en quatre étapes, définie par des experts en planification locale : élaboration d'un diagnostic territorial, construction d'une « image-objectif » (« *imagen objetivo* »), définition d'« *objectifs stratégiques* » et enfin présentation des programmes et projets nécessaires pour leur accomplissement. Le Pladeco suit donc une démarche proche de l'urbanisme stratégique,

devant construire une démarche consensuelle, à partir de la réunion des différents acteurs, pour définir le futur souhaité de la ville ( « *image objective* ») et les moyens d'y parvenir (les projets pour concrétiser les objectifs). En revanche, le PEM, pourtant développé dans 22 communes-pilotes, n'a pas été mis en œuvre à Valparaíso. Une entreprise de conseil en gestion publique est associée à la réalisation du Pladeco : *Consultores en Gestión Pública* (CGP), qui a également participé à la première phase de PROFIM et a développé, entre autres, les Pladeco des villes de Linares et La Florida. La dimension de « *consulting* » est donc dédoublée : d'une part Valparaíso participe à un programme de formation à la gestion municipale et à l'élaboration de documents pertinents, d'autre part une entreprise de conseil est co-chargée de la conduite du Pladeco, en fixant les modalités de travail.

Dans le contenu en revanche, le Pladeco est un instrument peu maniable, très différent du plan stratégique de Gênes. En effet, il compte 508 pages, et est réparti en 6 documents, correspondant chacun à une étape de sa réalisation. La première partie, la plus longue (208 pages), établit un diagnostic exhaustif de l'état de la commune dans tous les domaines : hydrologie, géologie, risques, socio-économie, histoire, patrimoine, ... Cette étape correspond à la réalisation du diagnostic territorial, mais sans hiérarchisation des thèmes. La partie suivante vise à construire l' « *image objectif* » de Valparaíso, qui est définie ainsi : « *La definición de imagen objetivo de una ciudad corresponde al sueño de la comuna, "lo que se quiere llegar a ser". Para construirla se debe realizar una proyección de la ciudad con un horizonte de tiempo de largo plazo.* »<sup>1</sup> [Municipalidad de Valparaíso, 2001, 2004 : 224]. Cette définition évoque l'urbanisme stratégique. Cette image-objectif se construit par des séminaires associant les différents services de la municipalité, guidés par CGP. Lors de la troisième étape sont définis les buts et objectifs du développement et la quatrième étape présente les projets adaptés.

Enfin, le troisième projet de ville est celui élaboré par le *Plan Valparaíso*, commission créée par le Président Chilien Ricardo Lagos pour relancer l'économie de la ville. Cette commission présidentielle a été créée dans le cadre de la rénovation des villes chiliennes pour la préparation du Bicentenaire de l'Indépendance 2010, mais Valparaíso est la seule ville à bénéficier d'une structure spécifique. Le *Plan Valparaíso* est chargé de la conduite de projets emblématiques dans la ville, telle l'ouverture du front de mer. Cette commission regroupe des spécialistes de la ville (architectes, urbanistes, sociologues, géographes) et élabore en 2001 un

---

<sup>1</sup> « *La définition de l'image objectif de la ville correspond au rêve de la ville, ce que l'on souhaite devenir. Pour la construire il faut réaliser une projection à long terme de la ville.* »

plan de développement qui synthétise une nouvelle vision de Valparaíso, appelé « *Proyecto Valparaíso, una estrategia para reactivar la ciudad* ».

À Valparaíso existent donc deux plans non coordonnés faisant office de document stratégique. Toutefois, ces deux plans se rejoignent dans leurs principales conclusions.

### 3. Les choix de développement

Ces différents documents à Gênes, Valparaíso et Liverpool manifestent des thèmes convergents : la nécessaire ouverture au monde, le développement touristique et patrimonial, et la mise en avant des espaces centraux comme supports de cette stratégie.

#### 3.1 L'ouverture au monde

Le Pladeco de Valparaíso est centré sur les aspects socio-économiques plus que sur l'aménagement urbain. L'image objective de Valparaíso dans son Pladeco est la suivante : « *Valparaíso primero siempre : Valparaíso, centro innovador, integrado al mundo, abierto al conocimiento, la cultura y el patrimonio, fundado en su capital humano* »<sup>1</sup> [Municipalidad de Valparaíso, 2001, 2004 : tome 2 : 4]. L'innovation, présentée comme une tradition, est donc le premier axe. Cependant, elle est plus une ouverture sur l'extérieur que les effets d'une recherche locale : « *la innovación debe entenderse más bien como una capacidad creativa para abrirse a un entorno cambiante que ofrece diversas oportunidades* »<sup>2</sup> [Municipalidad de Valparaíso, 2001, 2004 : tome 2 : 5]. Il s'agit d'un glissement de sens de l'innovation, plus pensée comme ouverture et adaptation au monde. La définition de l'intégration au monde conforte ce glissement puisqu'elle doit se traduire par des investissements étrangers et des transferts de technologies. Le *proyecto Valparaíso* reprend cette nécessaire ouverture au monde, tant au niveau des investissements<sup>3</sup> que des visiteurs<sup>4</sup>.

À Gênes est affirmée la dimension méditerranéenne et européenne de la ville, à la fois sur le plan de son identité et de sa situation portuaire et économique : « *parliamo di Genova come di una città "aperta", disponibile nei confronti del nuovo, multietnica, cosmopolita, pienamente consapevole della propria identità europea e mediterranea ; [...] Genova d'altra*

---

<sup>1</sup> « Valparaíso toujours premier : Valparaíso, centre d'innovations, intégré au monde, ouvert à la connaissance, la culture et le patrimoine, fondé sur son capital humain ».

<sup>2</sup> « L'innovation doit être comprise comme une capacité créative ouverte sur un environnement extérieur qui offre diverses possibilités ».

<sup>3</sup> « Valparaíso en su estado actual, no cuenta con los recursos para sostener una economía que le dé proyección a su futuro. Es necesario atraer recursos externos interesados en la oferta de la ciudad ».

<sup>4</sup> « extender la oferta de Valparaíso a todo el mundo y no limitarla al ámbito local ya que éste por sí solo, no es capaz de retornar las inversiones que son necesarias para reorientar la ciudad ».

*parte, nel sistema continentale e mediterraneo è sempre più centrale e facilmente raggiungibile.* »<sup>1</sup> [Comune di Genova, 2002].

L'UDP de Liverpool présente des politiques sectorielles, et ne développe pas de diagnostic préalable ou de vision stratégique. Les plans ultérieurs développent davantage la question du positionnement international de la ville. Le *Core Strategy* du *Local Development Framework* est en cours de réalisation ; il inclut une étude de la place de Liverpool aux échelles régionale, nationale et internationale. Le plan *The Liverpool City Region* et le *Core Strategy* reprennent une phrase similaire : « *The Liverpool City Region is a distinctive and internationally recognised brand.* », qui justifie un repositionnement à l'échelle européenne, au niveau économique, touristique et culturel. Enfin, le *Strategic Regeneration Framework* élaboré par *Liverpool Vision* pour le *city centre* prône le positionnement de Liverpool parmi les villes de dimension mondiale, par l'action sur le centre : « *All will result in establishing Liverpool as a world class City for the 21st Century.* »<sup>2</sup> [Liverpool Vision, 2000].

Dans les trois villes, les nouveaux documents de la planification prônent donc une prise en compte des dimensions continentale et mondiale pour le développement et le positionnement des villes, bien que selon des modalités différentes. Valparaíso doit s'insérer dans un cadre mondial pour attirer des ressources qui font défaut au niveau local. À Liverpool et Gênes, la dimension internationale est davantage internalisée, présentée comme une question de statut que la ville doit atteindre.

Parmi les axes de développement envisagés figurent le développement culturel et patrimonial et la prise en compte accrue du tourisme dans l'économie urbaine.

### 3.2 Patrimoine et tourisme

Le tourisme, la culture et la valorisation patrimoniale se voient accorder une place importante dans les trois villes.

Le « *Proyecto Valparaíso, una estrategia para reactivar la ciudad* »<sup>3</sup> formule dix objectifs de relance économique et de développement local ; six concernent le développement culturel et touristique : création d'un espace touristique sur le front de mer, développement du tourisme de croisières, développement du tourisme culturel et création d'entreprises liées,

---

<sup>1</sup> « Nous parlons de Gênes comme d'une ville ouverte, disponible à la nouveauté, multiethnique, cosmopolite, pleinement consciente de sa propre identité européenne et méditerranéenne ; [...] Gênes d'autre part dans le système continental et méditerranéen est toujours plus centrale et facilement accessible. ».

<sup>2</sup> « Tout cela aura pour conséquence l'établissement de Liverpool comme ville mondiale au XXI<sup>e</sup> siècle ».

<sup>3</sup> « *Projet Valparaíso : une stratégie pour réactiver la ville* ».

transformation de Valparaíso en destination touristique mondiale, organisation du premier carnaval culturel au monde et construction d'un édifice dédié à la poésie à Valparaíso.

Le Pladeco, sans reprendre des propositions aussi précises, met également l'accent de façon forte sur les aspects culturels et patrimoniaux. La phrase programmatique « *Valparaíso primero siempre : Valparaíso, centro innovador, integrado al mundo, abierto al conocimiento, la cultura y el patrimonio, fundado en su capital humano* » met bien culture et patrimoine au coeur de cette « *imagen objetivo* » [Municipalidad de Valparaíso, 2001, 2002 tome 1 et 6]. Le tourisme apparaissait dans la proposition initiale : « *Valparaíso, Puerto cultural, de cerro a mar : Convertir a Valparaíso en un centro turístico-cultural, abierto al mundo, desde su geografía, su gente, patrimonio y su símbolo histórico, el puerto, integrados al nuevo desafío de la ciudad con desarrollo económico y elevada calidad de vida de sus habitantes.* »<sup>1</sup> [Municipalidad de Valparaíso, 2002 tome 6]. Le terme tourisme disparaît de la formulation, selon le compte rendu du Pladeco de 2002, en raison de la volonté de marquer la spécificité culturelle et patrimoniale de ce tourisme, par rapport à Viña del Mar : « *la visión contempla el desarrollo de un tipo de turismo particular y por lo tanto, destinado a un perfil turístico característico y distinto a los captados por otros centros que desarrollan un turismo orientado al descanso y ocio, como el caso de Viña del Mar. El turismo desarrollado en Valparaíso está asociado a lo cultural ya que se constata la existencia de una serie de complejos culturales propios de la ciudad que resultan atractivos al mundo entero* »<sup>2</sup> [Municipalidad de Valparaíso, 2002 tome 6].

À Liverpool, le tourisme est devenu un élément important dans la stratégie de relance urbaine, à différentes échelles. Dans l'*Unitary Development Plan*, le tourisme est mentionné dans les chapitres 5 et 6, consacrés aux politiques générales et à la régénération urbaine, y apparaissant comme source d'emplois et outil au service de la transformation des espaces centraux. En cela, l'UDP se conforme à différents autres documents de référence, notamment le *Strategic Guidance for Merseyside* (1996), document de planification régionale qui définit le tourisme comme axe de développement essentiel. Un plan spécifique pour le

---

<sup>1</sup> « *Valparaíso port culturel : convertir Valparaíso en un centre touristique-culturel, ouvert au monde, basé sur sa géographie, ses habitants, son patrimoine et son symbole historique, le port, intégrés au nouveau défi de la ville avec le développement économique et l'élévation de la qualité de vie des habitants.* ».

<sup>2</sup> « *la vision considère un type de tourisme particulier et ce faisant destiné à un profil de touristes caractéristique et distinct de ceux attirés dans les centres qui développent un tourisme basé sur les loisirs et la détente, comme dans le cas de Viña del Mar. Le tourisme développé à Valparaíso est associé au tourisme culturel, en raison d'une série de traits culturels propres à la ville qui sont attractifs à l'échelle mondiale.* ».



développement du tourisme est mis en oeuvre à l'échelle métropolitaine<sup>1</sup> : « *The Liverpool City Region : Winning Tourism for England's North West - A Vision and Strategy for Tourism to 2015* », publié en 2004 et réalisé par le *Mersey Partnertship*. Contrairement à Valparaíso, le tourisme concerne de multiples axes, d'où une stratégie variée de la part des acteurs locaux : tourisme culturel et patrimonial, tourisme lié aux activités commerciales ou tourisme d'affaires.

Comme pour le Pladeco, le *Strategic Regeneration Framework* de *Liverpool Vision* élabore quelques phrases qui délivrent la vision générale de l'évolution souhaitée : « *Liverpool City Centre will be recognised as a physically and economically attractive magnet for commercial investment, residential expansion, and enhancement of leisure and tourist industries. The interventions will build upon Liverpool's heritage, international brand and world-class cultural assets to develop its pivotal role in the future economic growth and prosperity of the region.* »<sup>2</sup> [Liverpool Vision, 2000]. Ainsi, tourisme et patrimoine sont mis au service du réinvestissement du *city centre*, dont le renouveau devrait profiter à l'ensemble de la ville.

Une *visione de città* est également développée à Gênes dans le plan stratégique, faite de cinq propositions : « *città armoniosa* », « *città della conoscenza* », « *scelta plurisettoriale* », « *Genova più bella, città più vivibile* », « *città aperta, europea e mediterranea* » [Comune di Genova, 2002]. Le point 3, *scelta plurisettoriale*, indique la nécessité de développer une base économique diversifiée, pour éviter le piège de la monoactivité : « *Il lungo dibattito sulla vocazione produttiva della città – dall'industria manifatturiera all'estremo di una totale terziarizzazione turistica – è ormai stabilmente approdato a una visione più equilibrata, e insieme più ricca e articolata.* »<sup>3</sup> [Comune di Genova, 2002]. La culture et le tourisme font partie des secteurs économiques à développer. Les objectifs de « *città armoniosa* » et de « *città più bella* » impliquent également une prise en compte large du patrimoine, dans le centre historique mais également d'autres points du territoire.

---

<sup>1</sup> Jusqu'à récemment, la politique touristique à Liverpool était gérée au niveau de la région urbaine par *Mersey Partnerships*. La préparation de Liverpool 2008 a conduit à une prise en main plus forte de la part du *Liverpool City Council*.

<sup>2</sup> « *Le centre ville de Liverpool sera reconnu comme un aimant attractif pour l'investissement commercial, la croissance résidentielle et le renforcement des loisirs et des industries touristiques. Les interventions seront menées en prenant appui sur le patrimoine de Liverpool, marque internationale et éléments culturels dignes d'une ville mondiale, pour développer son rôle pivot dans la croissance économique future et la prospérité de la région.* ».

<sup>3</sup> « *Le long débat sur la vocation productive de la ville – de l'industrie manufacturière à l'autre extrémité d'une tertiarisation touristique totale – est désormais de façon durable abordé à travers une conception plus équilibrée et en même temps plus riche et complexe.* ».

À Gênes et Liverpool, le tourisme et le développement culturel, appuyés sur le patrimoine urbain, sont perçus comme des axes de développement permettant de diversifier les bases économiques de la ville, sans qu'ils soient les seuls envisagés. À Valparaíso, le tourisme culturel est la voie privilégiée dans les deux projets de ville consultés.

### 3.3 Les retours aux centres

Les espaces centraux apparaissent privilégiés dans ces documents pour l'inscription des politiques culturelles et touristiques.

Le plan stratégique (« *piano della città*») de Gênes concerne l'ensemble de la ville dans ses limites communales, pas seulement le centre historique et le *waterfront*. Le texte insiste même à plusieurs reprises sur le fait que les objectifs ne concernent pas seulement le centre ancien : par exemple l'objectif d'une « *ville plus belle et plus agréable à vivre* » vaut également pour *Levante* et *Ponente*, à travers la requalification et réhabilitation urbaine. Les mêmes instruments urbanistiques sont utilisés dans les espaces périphériques et centraux. De même, à Valparaíso les limites territoriales de l'image objective sont les limites communales, alors que Valparaíso est intégrée dans une conurbation dont la commune la plus peuplée est Viña del Mar<sup>1</sup>. Toutefois, à entrer dans le détail des projets de ville, apparaît une accentuation des espaces centraux.

Pour Gênes, tout un chapitre est consacré au centre historique et au front de mer central, identifiés comme espaces cohérents du plan stratégique. Le reste de la commune n'est pas laissé de côté mais est mobilisé pour des projets thématiques. L'UDP de Liverpool contient également un chapitre à part appelé « *city centre* », seule entrée spatiale au sein de la table des matières. Le développement touristique concerne également en premier cet espace : « *The Plan recognises the emerging strength of leisure and tourism and proposes to provide and support an improved range of visitor attractions in the City Centre, thus maximising the contribution of leisure and tourism to the economic and physical regeneration of the city as a whole.* »<sup>2</sup> [Liverpool City Council, 2002 : 43]. La centralité à Valparaíso est plus difficilement assignable, mais les projets culturels et touristiques concernent de façon privilégiée le secteur classé à l'Unesco.

---

<sup>1</sup> L'échelle de l'agglomération est toutefois peu mise en avant : le plan intercommunal de 1964 est toujours en vigueur.

<sup>2</sup> « *Le Plan reconnaît la force émergente des loisirs et du tourisme et propose de doter le City Centre d'une gamme étendue d'attractions touristiques, en y apportant également son soutien ; permettant ainsi de maximiser la contribution des loisirs et du tourisme à la régénération économique et urbanistique de la ville comme un tout.* ».

La situation de crise, diagnostic partagé dans les trois villes, a conduit à l'élaboration de plans stratégiques qui mettent en avant des recommandations similaires : réinvestissement des espaces centraux, en y implantant des activités culturelles et touristiques qui prennent appui sur le patrimoine urbain, confirmant le jugement de S. Fanstein sur la tendance à l'adoption des mêmes modèles de développement dans les villes en crise. La comparaison dispose donc d'un point de départ similaire, à partir duquel peut être étudié dans une seconde partie le réinvestissement des espaces centraux, du point de vue de la valorisation patrimoniale, de la transformation urbanistique, et des effets de ce réinvestissement, en terme de mutations résidentielles, commerciales et touristiques.

## **PARTIE 2 : LE RÉINVESTISSEMENT DES ESPACES CENTRAUX, ENTRE PATRIMONIALISATION ET TRANSFORMATIONS**

La situation de crise constitue un contexte commun aux trois villes, préalable à une stratégie de développement basée désormais sur les espaces centraux, pour développer le tourisme culturel et modifier l'image de la ville, dans la perspective des villes en crise [Fanstein, Judd, 1999]. Le réinvestissement des espaces n'est pas homogène, il se traduit par la consécration internationale *via* le classement Unesco, qui intervient en 2003 à Valparaíso, 2004 à Liverpool et 2006 à Gênes, la production d'espaces ludiques en front de mer, les ouvertures de nouveaux restaurants, les changements dans les paysages patrimonialisés, ou l'apparition de nouveaux usages. Ces changements s'opèrent rapidement, par rapport à l'histoire de la patrimonialisation de ces espaces. Ils seront étudiés dans leurs aspects publics et privés.

Le chapitre trois détaille les modalités d'intervention dans les espaces centraux, entre patrimonialisation, création d'espaces en front d'eau et interventions de requalification urbaine. Ces interventions mobilisent des acteurs à différentes échelles. Les candidatures comme Ville Patrimoine de l'Humanité constituent l'aboutissement de cette reconnaissance de la valeur de ces espaces. Le chapitre quatre examine les nouveaux usages résidentiels des espaces historiques centraux, notamment la gentrification, en faisant apparaître qu'elle ne se manifeste pas de façon homogène, aboutissant à une différenciation accrue des espaces. Enfin, le chapitre 5 évoque les transformations commerciales et touristiques (les deux aspects allant souvent de pair), posant la question d'un élargissement de la notion de gentrification.

## **Chapitre 3 : Les interventions dans les espaces centraux**

La façon dont les espaces sont nommés est une indication sur le regard porté sur eux, et surtout leur place au sein de la ville. Aussi faut-il étudier les catégories autochtones qui permettent de caractériser leur place et leur évolution. À ce titre ces villes manifestent des évolutions croisées, Valparaiso partant de la notion de centre historique pour s'en écarter alors que cette expression représente le terme de l'évolution de Gênes. À Liverpool, le patrimoine met davantage l'accent sur sa dimension portuaire. Ces débats sémantiques indiquent le rapport des espaces historiques au reste de la ville et la place qui leur est accordée. L'aire identifiée comme patrimoniale est également traversée par des différenciations internes. Cette différenciation interne est appuyée à Liverpool et Valparaiso, renforcée par une différenciation morphologique et fonctionnelle forte.

Après une présentation du contexte juridique et culturel de la patrimonialisation dans les trois pays (A) sont étudiées les délimitations du patrimoine sur le long terme, faisant apparaître la nouveauté de l'intensité de la patrimonialisation contemporaine, et les nouvelles organisations spatiales qui en résultent, notamment dans le cadre du classement Unesco (B). Du fait du déclin des espaces portuaires centraux, le front de mer est désormais intégré à ces espaces anciens, bien que morphologiquement différent, permettant la production d'espaces ludiques venant en complément de la transformation des espaces centraux (C). La relation entre les deux ensembles, ville et port, demeure complexe. Enfin, dans la mesure où ces espaces centraux ont connu un processus de marginalisation du bâti et des populations, le réinvestissement prend aussi la forme d'interventions urbanistiques plus générales (D).

### **A. Le contexte national de la patrimonialisation et de la transformation des centres**

Les contextes institutionnels et législatifs dans lesquels prennent place Valparaiso, Gênes et Liverpool sont très différents. Le cas chilien est celui où la présence de l'État est la plus forte, et la relation entre patrimoine et construction identitaire nationale la plus présente aujourd'hui. En Italie et au Royaume-Uni, une place plus importante dans la patrimonialisation des espaces urbains est laissée aux villes et acteurs locaux. En revanche un autre regroupement distinguerait d'un côté le Chili et le Royaume-Uni, où la présence des

ONG, fondations, initiatives privées, est plus importante, tandis qu'en Italie les acteurs publics restent largement dépositaires de la mise en patrimoine.

Il ne s'agit pas de comparer les systèmes patrimoniaux en soi mais de permettre une saisie du contexte dans lequel s'opèrent les transformations patrimoniales de Gênes, Valparaíso et Liverpool.

## 1. La protection patrimoniale en Italie

La protection patrimoniale de l'espace urbain s'établit à un double niveau, entre municipalité et État.

### 1.1 Le rôle de l'État dans la protection du patrimoine

La loi fondatrice de la politique patrimoniale actuelle est la loi n°1089 du 1<sup>er</sup> juin 1939, appelée « *tutela delle cose di interesse artistico e storico* »<sup>1</sup>, complétée pour les aspects paysagers par la loi n°149 du 29 juin 1939 sur la « *protezione delle bellezze naturali* »<sup>2</sup>. La loi 1089 englobe les biens mobiliers et immobiliers : les tableaux, statues, pièces numismatiques, palais, jardins, ... protégés en fonction de leur intérêt historique, artistique, ou de leurs liens avec l'histoire nationale (articles 1, 2 et 3). Cette loi concerne les biens publics et privés, et reprend des dispositions législatives antérieures : elle soumet la protection à une déclaration d'intérêt historique ou artistique, notifiée sur une liste, et crée des obligations pour les propriétaires. Le Ministère de l'Éducation Nationale, désigné comme responsable de la mise en oeuvre de cette politique patrimoniale, peut également décider d'interventions de restauration en cas d'urgence, mais le coût de l'intervention, sauf accord, est à la charge du propriétaire. En outre, toute modification du bien est soumise à l'autorisation de la *Soprintendenza* (surintendance). Cette loi de 1939 dresse déjà un cadre cohérent de protection patrimoniale, instaurant ou perpétuant de nombreuses limitations à la propriété privée d'un bien inscrit sur liste. De nombreux aspects de cette loi sont repris dans le « *Codice dei Beni Culturali e del Paesaggio* »<sup>3</sup>, codification de tous les décrets et lois concernant le patrimoine réalisée en 2002<sup>4</sup>. En 1975, avec la création du « *Ministero dei beni culturali e ambientali* »<sup>5</sup>, les catégories « *éléments d'intérêts historique et artistique* » et « *beautés naturelles* » sont remplacées par « *biens culturels* » et « *biens environnementaux* ».

---

<sup>1</sup> « *protection des biens d'intérêt artistique et historique* ».

<sup>2</sup> « *protection des beautés naturelles* ».

<sup>3</sup> « *Code des biens culturels et du paysage* ».

<sup>4</sup> Ce *codice* a été promulgué par décret législatif le 22 janvier 2004.

<sup>5</sup> « *Ministère des biens culturels et environnementaux* ».

Le cadre national de la protection patrimoniale des biens culturels reste cependant proche de celui de 1939.

Le ministère de tutelle est celui des biens culturels et environnementaux, duquel dépendent les « *Soprintendenze* », ou surintendances. Les surintendances agissent au niveau régional, divisées en trois sections : biens historiques, biens archéologiques et archives. La *Soprintendenza* gère certains musées ou institutions culturelles appartenant à l'État (à Gênes le Palazzo Reale par exemple), et est chargée de la mise en place au niveau local de la protection patrimoniale (inventaire, contrôle, décisions de restauration ou protections). La loi de décentralisation de 1997 attribue de nouvelles compétences aux autorités locales et complexifie ainsi les relations institutionnelles autour de la prise en compte du patrimoine.

### *1.2 La protection du patrimoine urbain, la tâche des communes*

Pour la protection et mise en valeur du patrimoine urbain, parallèlement aux instances nationales, une large place est faite aux autorités locales, notamment les municipalités. Le plan régulateur (PRG), créé par la loi 1150 de 1942, est le document de planification communale, réalisé par la municipalité. La loi est modifiée en 1968 (loi n° 1187), introduisant la notion de « zone » et celle de « zone à caractère historique » : la planification communale doit désormais tenir compte des ensembles urbains patrimoniaux. Par exemple à Gênes les limites du centre historique sont définies dans le plan régulateur communal, sans pour autant induire une protection au niveau national, au contraire de la France, du Royaume-Uni ou du Chili. Désormais, dans les villes, la protection du patrimoine relève à la fois de la tutelle publique et des plans urbanistiques. Cette évolution est liée à l'adoption en 1960 de la Charte de Gubbio qui étend les nécessités de la conservation patrimoniale au centre historique dans son ensemble et plus seulement aux édifices isolés [Memoli, 2006 : 53], et se traduit par la création la même année d'une association dédiée aux centres historiques, l'*Associazione Nazionale Centri Storici Artistici* (ANCSA). D'autres instruments urbanistiques sont créés, permettant une jonction entre planification urbaine et protection du patrimoine urbain. En 1978 est créé le *Piano di Recupero* (PR, plan de réhabilitation), qui marque en Italie la fin d'un urbanisme orienté principalement vers l'expansion de la ville, pour se tourner vers la requalification urbaine. L'aménagement urbain change donc de paradigme, manifestant des préoccupations croissantes pour la ville compacte. La réhabilitation du bâti concernée par le PR peut se traduire par des opérations de restauration, manifestant des liens entre l'intervention urbaine et les zones patrimoniales.

En Italie, il n'existe donc pas d'instrument équivalent à celui des secteurs sauvegardés : c'est la municipalité qui est garante de la conservation de secteurs urbains, à travers la définition de secteurs historiques. Seuls les monuments sont protégés au niveau national, par la loi de 1939. La région joue également un rôle dans la mise en valeur du patrimoine urbain, à double titre. Depuis les lois de décentralisation de 1972 et 1977, les régions disposent de compétences urbanistiques, parmi lesquelles la conservation du patrimoine. En outre, elles peuvent mettre en place des programmes spécifiques de mise en valeur du patrimoine. Les financements privés jouent également un rôle important dans la mise en valeur du patrimoine, *via* le mécénat privé, exercé en grande partie par les banques (entre 50 et 60% du mécénat culturel [Autissier, 1998 : 70]).

## 2. Chili : le patrimoine comme facteur identitaire national

Le Chili acquiert son indépendance en 1811. La prise en compte de son patrimoine est marquée par cette césure, et participe d'une conception de l'histoire nationale, centrée sur la capitale Santiago.

### 2.1 La mise en place de la protection nationale du patrimoine

Le rôle de l'État est essentiel dans la patrimonialisation, même si on assiste récemment à une timide décentralisation. La première loi sur le patrimoine date de 1925<sup>1</sup>. Elle crée le *Consejo de los Monumentos Nacionales*, Conseil des Monuments Nationaux, organisme dépendant du Ministère de l'Éducation, qui joue un rôle clef dans la politique du patrimoine. Trois catégories sont créées : les monuments historiques, les monuments archéologiques et les monuments publics. Les monuments historiques désignent les biens meubles et immeubles (« *lieux, ruines, constructions et objets* »).

La loi de 1970, toujours en vigueur, remplace le décret-loi de 1925. Cette loi, appelée « *ley de los monumentos nacionales* » (loi des monuments nationaux), enrichit la typologie précédente, créant deux nouvelles catégories : les *santuarios de la naturaleza* (sanctuaires de la nature, espaces naturels protégés) et les *zonas típicas*, zones typiques, définies comme les zones environnantes d'un monument. L'identification de zones typiques permet un classement des espaces urbains, même si le texte de loi subordonne le classement en zone typique à la présence d'un monument (comme la loi française sur les abords de 1943 par

---

<sup>1</sup> décret-loi n°651.



exemple). Dans les faits, on s'oriente bien vers une patrimonialisation pour soi de l'espace urbain.

Enfin, le Chili depuis le retour à la démocratie s'engage dans la voie d'une collaboration accrue avec les organisations internationales, notamment l'Unesco. La proposition de biens au classement sur la liste du Patrimoine Mondial de l'Humanité s'inscrit explicitement dans cette démarche. Ainsi les églises de Chiloé ont été classées en 2000, Valparaíso en 2003, les usines de salpêtre de Humberstone et Santa Laura en 2005 et la ville minière de Sewell en 2006. 18 autres biens figurent sur la Liste indicative<sup>1</sup> et feront donc l'objet d'une candidature à moyen terme.

Au niveau institutionnel, l'organisme essentiel est le *Consejo de los Monumentos Nacionales* (le ministre de l'éducation en est le président). Ses missions consistent à identifier et protéger le patrimoine, autoriser ou non les interventions sur les biens classés, et assurer sa mise en valeur, à travers des programmes éducatifs et de sensibilisation. Pour la conduite des projets de restauration ou réhabilitation, il est fait appel à la Direction d'architecture, rattachée au Ministère des Transports et des Travaux Publics. Enfin, les actions de réhabilitation menées dans les zones typiques sont conduites par le Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme.

Depuis la fin de la dictature, la décentralisation est présentée comme une voie de démocratisation du pays. Toutefois, il s'agit bien souvent plus d'une déconcentration au niveau local des institutions nationales. Chaque ministère possède une délégation régionale : ainsi le Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme (MINVU) est déconcentré dans chaque province en Seremi MINVU (Secrétariat Régional Ministériel du Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme). Depuis 1996, des conseils assesseurs du Conseil des Monuments Nationaux sont également créés, à différentes échelles (pour une commune, une province ou une région), mais restent subordonnés au Conseil national. Les décisions, déconcentrées au niveau local, restent liées à l'échelon central.

Les institutions publiques nationales demeurent prépondérantes dans la politique patrimoniale. Toutefois, dans sa mise en œuvre, d'autres acteurs sont concernés : institutions publiques locales (municipalité, intendant), associations locales ou internationales, ou propriétaires.

---

<sup>1</sup> La Liste indicative est demandée par l'Unesco depuis 1994. Elle est un instrument en vue d'un rééquilibrage spatial et thématique des biens inscrits sur la Liste du Patrimoine Mondial.

## 2.2 Patrimoine et histoire nationale

Le terme « patrimoine » n'apparaît pas dans les textes législatifs, tandis que l'adjectif « nationaux » accolé à « monuments » montre bien cette volonté d'inscrire la protection des monuments dans une optique de construction nationale. Parmi les biens classés, depuis la loi de 1925, on trouve les monuments publics, qui sont des monuments commémoratifs, mêlant ainsi monument et monument historique et aboutissant à un dédoublement monumental. Le monument est « *tout artefact édifié par une communauté d'individus pour se remémorer ou faire remémorer à d'autres générations des personnes, des événements, des sacrifices, des rites ou des croyances* » [Choay, 1999 : 14]. Le monument historique en revanche prend son sens *a posteriori*, dans une rupture temporelle. La loi chilienne sur les monuments nationaux mêle donc les deux aspects, dès le départ l'identification des monuments participant d'une construction nationale. À Valparaíso, le monument Arturo Prat célèbre le sacrifice d'un officier naval dans la guerre du Pacifique. La dimension commémorative reste très présente, notamment lors des fêtes nationales où un hommage est rendu au héros. L'intégration du patrimoine à la construction d'une histoire nationale est très forte, à l'instar d'autres pays d'Amérique latine, par exemple le Mexique [Melé, 1998 ; Monnet, 1993]. Elle se manifeste également dans les classements, qui en désignant le patrimoine national tracent les contours de l'histoire légitime.

Entre 1925 et 1970, l'activité de classement reste modeste : seuls 54 biens sont classés, principalement des vestiges de l'époque coloniale (surtout des forts) et des édifices religieux. Par rapport à d'autres pays d'Amérique Latine comme le Mexique, le Chili n'apparaît pas comme ayant une politique patrimoniale très développée. La nouvelle loi de 1970 s'accompagne d'une impulsion nouvelle à l'activité de classement : 64 monuments sont classés entre 1970 et 1974, et le Chili compte 914 biens classés en 2006.

Cet accroissement du nombre de biens classés s'accompagne d'un élargissement thématique, conformément à une tendance mondiale. Dès 1970, des éléments urbains et plus seulement monumentaux sont classés (88 zones typiques en 2006, représentant des centres historiques, des quartiers ou des peuplements en milieu rural ou indigène). Le patrimoine industriel est progressivement pris en compte : il représente 83 biens en 2006, parmi lesquels des ponts, les funiculaires de Valparaíso ou Santiago, des éléments du patrimoine ferroviaire, des biens liés à l'exploitation minière ou à la production industrielle.

### 2.3 Les acteurs locaux et la protection patrimoniale

Les possibilités d'action des acteurs locaux concernant la protection patrimoniale et la réhabilitation urbaine sont liées aux règles urbanistiques et à la répartition des compétences. Ainsi, la commune s'appuie sur le plan régulateur communal, basé sur un diagnostic territorial préalable à un zonage.

#### **Urbanisme et communes : la naissance du plan regulador comunal au Chili**

Dès la période coloniale, la *Real ordenanza* de Philippe II en 1573 définit des règles pour les villes coloniales. À partir de l'Indépendance, la préoccupation pour le contrôle urbain se renforce dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Cependant, il n'existe pas de règles applicables de façon uniforme à toutes les villes, et les promoteurs privés disposent de grandes libertés dans le lotissement et la dotation en équipements des quartiers édifiés<sup>1</sup>.

L'urbanisme consiste donc davantage à orienter le développement urbain, fixer des normes pour l'habitat populaire et gérer les services publics. En 1874, une loi régit le développement urbain à Santiago et en 1876 est promulguée la « *ley de transformación de Valparaíso* » [Vasquez, Iglesias, Molina, 1999 : 39], puis une loi en 1912 crée une ébauche de plan régulateur pour Concepción [Vidal, Hermosilla, Rovira, 2003 : 9]. Ces premières lois restent particulières à quelques villes. D'autres lois à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle définissent des normes d'hygiène générales, mais sans imposer une planification urbaine.

La première loi définissant la nécessité d'un plan d'urbanisme pour toutes les communes chiliennes de plus de 8000 habitants date de mai 1931<sup>2</sup>; elle institue le « *plano oficial de urbanización* » et crée dans chaque municipalité l'équipe technique chargée de sa réalisation, la « *Dirección de Obras* » [Pavez, 2005], toujours présente dans les municipalités. En 1953 est promulguée la *Ley de Urbanismo y Construcción* qui organise l'emboîtement des niveaux d'aménagement territorial. Le terme « *plano regulador comunal* » est adopté, tandis que sont définis deux niveaux supplémentaires de l'aménagement avec le plan intercommunal et le plan régional [Hidalgo, 2000]. Un nouveau ministère est créé, le *Ministero de Vivienda y Urbanismo* (jusqu'alors le MOP, *Ministero de Obras Públicas*, était en charge du développement urbain).

La loi en vigueur aujourd'hui est la loi d'urbanisme et de construction de 1976<sup>3</sup>, qui définit les normes urbanistiques et les obligations et possibilités d'action des communes. Chaque commune doit élaborer un Plan Régulateur Communal (PRC), document essentiel de la planification communale, qui doit être approuvé par le Secrétariat Régional du Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme (Seremi

<sup>1</sup> Par exemple Viña del Mar, ou le quartier de Playa Ancha à Valparaíso.

<sup>2</sup> Loi du 20 mai 1931, « *ley general sobre Construcciones y Urbanización* », qui résulte de l'influence d'urbanistes étrangers, comme l'autrichien Karl Brenner [Pavez, 2005].

<sup>3</sup> Il s'agit de la loi promulguée par « *decreto supremo* » n°458, le 13 avril 1976, modifiée depuis, notamment en 1992, mais dont l'architecture générale demeure [Ley general de urbanismo y construcciones, 2000].

MINVU) : la politique urbanistique communale demeure sous contrôle. Le PRC définit les usages du sol, le développement des équipements collectifs, les limites de l'espace urbain au sein de la commune et les modalités de l'extension urbaine.

Pour préciser l'évolution de certains secteurs particuliers, la commune peut réaliser des plans de détail, appelés « *planes seccionales* ». Ces plans peuvent définir des zones de protection patrimoniale (*zona de conservación histórica*), sans qu'il y ait classement au niveau national, ou renforcer des dispositions pour la protection d'une zone classée, en précisant les usages du bâti, la densité maximale pour les nouvelles constructions, ou des dispositions particulières pour les transformations du bâti. Des édifices non classés monuments historiques peuvent également faire l'objet d'un classement en « *inmueble de conservación histórica* ». En revanche, la municipalité ne peut aller outre un classement national : une zone pittoresque (*zona típica*) ne peut faire l'objet de transformations guidées par la municipalité mettant en danger l'intégrité du bien protégé. Les modifications des *zonas de conservación histórica* ou *inmueble de conservación histórica* sont alors soumises à l'examen de la municipalité et du Seremi MINVU (loi générale d'urbanisme).

Ainsi la municipalité, pour peu qu'il y ait une volonté politique telle, dispose de moyens pour développer une politique patrimoniale.

### **3. Royaume-Uni : capillarité de la politique patrimoniale urbaine**

Au Royaume-Uni, la patrimonialisation se présente de façon très différente. En effet, les politiques de protection patrimoniale engagent une multitude d'acteurs, aux frontières entre public et privé.

#### *3.1 Les prémices de la politique patrimoniale : les Ancient Monuments*

Les prémices de la politique patrimoniale apparaissent au XIX<sup>e</sup> siècle. En 1877, William Morris et le cercle des préraphaélites fondent la *Society for the protection of the ancient buildings* (SPAB), toujours en activité. Associés à la *Society of Antiquaries*, ils font pression pour la mise en place d'une politique nationale de protection des monuments nationaux, qui intervient plus tardivement que dans d'autres pays européens [Delafons, 1997 : 23].

La première loi importante sur le patrimoine date de 1882 : l'*Ancient Monuments Act*, qui établit la nécessité de préserver le patrimoine au niveau de l'État, par un classement

(« *scheduled monuments* »), sans réels moyens puisque la coopération des propriétaires demeure nécessaire [Cullingworth, Cullingworth, Nadin, 2001 : 231]. En 1908 est établie la *Royal Commission on Ancient and Historical Monuments of England*, qui a pour mission l'inventaire des monuments, lesquels doivent être antérieurs à 1700. Cette limite temporelle est repoussée à 1850 après la Seconde Guerre mondiale puis abolie en 1963 [Cullingworth, Cullingworth, Nadin, 2001 : 231]. Le classement demeure modeste en cette première phase. En 1905, Baldwin Brown tire un bilan de la loi de 1882 : seuls 68 monuments ont été classés, et parmi ceux-ci 24 ont fait l'objet de mesures de protection. Différentes lois étendent le régime de protection. En 1900, les monuments classés sont ouverts aux visites ; une loi de 1913, complétée en 1933, établit des contraintes pour les propriétaires de monuments classés, contrôlant les interventions [Delafons, 1997 : 30-33].

### 3.2 *Les listed buildings et la coexistence de deux systèmes parallèles d'identification du patrimoine*

Après la Seconde Guerre mondiale, le *Town and Country Planning Act* de 1947 met en place le système d'inscription sur liste des édifices et monuments. Dans l'ordre de leur importance et intérêt architectural et historique, les bâtiments apparaissent en *Grade I Listed Buildings* (bâtiments de valeur exceptionnelle), *Grade II\* Listed Buildings* ou *Grade II Listed Buildings*. Les *Grade I Listed Buildings* concernent 2% des inscriptions, les *Grade II\* Listed Buildings* 4%. L'intérieur du bâtiment est également concerné, en revanche il n'y a pas de zone de protection associée [Pickard, 2001 : 291-293]. Toute modification d'un *listed building* est soumise à l'approbation de l'autorité locale (qui délivre le « *listed building consent* »), et en cas de projet de démolition à l'accord du gouvernement.

Il existe donc deux systèmes de classements des édifices : depuis la loi de 1882 sont classés des « *ancient monuments* », tandis que le système mis en place après la Seconde Guerre mondiale classe des « *historical buildings* ». Les deux systèmes coexistent sans fusionner [Ross, 1996 : 139], et la séparation n'est pas toujours aisée à faire : les *listed buildings* concernent surtout des biens susceptibles d'être encore utilisés, et les *monuments* des biens archéologiques, mais aussi des témoignages de l'époque industrielle (pont, mines, ...), des fortifications et des ensembles ruraux. Le terme « *schedule* » est réservé aux « *ancient monuments* » et celui de « *list* » aux « *buildings* ». Aujourd'hui les dispositions concernant les *listed buildings* sont contenues dans le *Planning (Listed Buildings and Conservation Areas) Act* de 1990, et celles des *scheduled monuments* dans l'*Ancient Monuments and Archeological Areas Act* de 1979. En 2007, il y a 18300 *scheduled*

*monuments* et environ 370000 *listed buildings*<sup>1</sup>, ce qui témoigne d'une ampleur plus importante du classement que dans bien d'autres pays, et d'une plus grande complexité de gestion.

Pour financer la politique patrimoniale est établi en 1980 le *National Heritage Memorial Fund* (NHMF), doté d'un statut autonome et d'un budget, pour mener une politique de conservation patrimoniale. Depuis 1993, NHMF gère le *Heritage Lottery Fund*, fonds issus de la loterie nationale. NHMF acquiert des biens patrimoniaux, et peut mobiliser des fonds pour la sauvegarde d'éléments patrimoniaux en péril.

### 3.3 L'espace urbain comme patrimoine depuis 1967

Il existe également des aires urbaines protégées en raison de leur intérêt artistique ou historique : les *conservation areas*, créées en 1967, et régies aujourd'hui par le *Planning (Listed Buildings and Conservation Areas) Act* de 1990. L'autorité locale (par exemple le *Liverpool City Council*) est responsable de leur identification, puis de la mise en place de mesures de protection et de valorisation. Toute démolition au sein d'une *conservation area* doit donc faire l'objet d'un accord de l'autorité locale et du *Secretary of State*<sup>2</sup>. En outre, le *Secretary of State* peut se substituer à l'autorité locale si une aire d'intérêt n'est pas protégée. Il existe au Royaume-Uni plus de 8000 *conservation areas*, secteurs protégés.

De plus, la préservation de l'environnement historique doit être intégrée de façon large aux plans locaux d'urbanisme (*Unitary Development Plans*), et en constitue un des objectifs. Des recommandations sont faites aux autorités locales, par le biais des *Planning Policy Guidance Notes* (PPG), qui sont des « *instructions* » données par le gouvernement [Breuillard, 2000], en particulier le PPG 15, *Planning and the historic environment*, publié en 1994 et modifié par circulaires.

*English Heritage* édicte également des recommandations pour la gestion de ces espaces, et précise la nécessaire intégration de la gestion des espaces protégés aux politiques urbaines de façon large. En 1998, *English Heritage* publie *Conservation-led Regeneration*, qui précise la nécessité d'intégrer le patrimoine aux projets urbanistiques : « *It is time to build a new future from England's past. Conservation is not backward looking. It offers sustainable*

---

<sup>1</sup> Chiffre d'English Heritage (<http://www.english-heritage.org.uk>).

<sup>2</sup> Le terme « *Secretary of State* » désigne le ministre (ici du département de la culture, des médias et du sport, DCMS), tandis que le « *minister* » (par exemple *minister for culture*) est l'équivalent du ministre délégué ou secrétaire d'État français.

*solutions to the social and economic problems afflicting our towns and cities.* »<sup>1</sup> [cité dans Cuillingworth, Nadin, 2006 : 288]. En 2005, *English Heritage* publie *The use of historic buildings in regeneration*, qui rassemble des expériences conciliant les deux aspects [English Heritage, 2005].

### 3.4 Institutions et acteurs du patrimoine, entre public et privé

L'impulsion de la politique de protection du patrimoine est d'abord nationale. Jusqu'en 1997, un ministère spécifique gère le patrimoine (*Department of National Heritage*), puis est intégré à un ministère plus large, le *Department for Culture, Media and Sport* (DCMS).

En 1984 est créée la *Historic Buildings and Monuments Commission*, ou *English Heritage*, organisme public qui dépend du DCMS. En 1999, *English Heritage* fusionne avec la *Royal Commission on Historical Monuments*. *English Heritage* prépare les décisions de classement des édifices, accorde des subventions à des projets, gère certains biens patrimoniaux<sup>2</sup> et agit en partenariat avec des autorités locales pour la définition de politiques patrimoniales. La *Commission for Architecture and the Built Environment* (CABE) est un organisme public fondé en 1999, dépendant du DCMS et du *Department for Communities and Local Government*. Elle a un rôle consultatif sur les projets d'urbanisme et d'architecture (public et privé), dont elle est chargée d'évaluer l'impact patrimonial, diffusant ensuite les meilleures pratiques. Les organisations non gouvernementales jouent un rôle important. *The National Trust*, fondé en 1895, compte plus de 3 millions de membres et possède un grand nombre de biens patrimoniaux<sup>3</sup>, avec le but de les préserver et les présenter aux visiteurs. *The Civic Trust*, créé en 1957, est une association nationale qui regroupe de nombreuses associations locales de préservation du patrimoine, et promeut un urbanisme de qualité. Des associations nationales sont spécialisées sur un type de patrimoine : la *Victorian Society* ou le *Georgian Group* par exemple.

Le gouvernement local prend une place importante dans la politique patrimoniale : il délivre les autorisations d'intervention sur les édifices classés, établit et gère les *conservation areas*. Au sein du gouvernement local, le *conservation officer* est chargé de mener la politique

---

<sup>1</sup> « Il est temps de bâtir un nouveau futur à partir du passé de l'Angleterre. La conservation n'est pas un regard vers l'arrière. Elle offre des solutions durables aux problèmes économiques et sociaux affectant nos bourgs et villes. ».

<sup>2</sup> À Liverpool, *English Heritage* gère le St George's Hall.

<sup>3</sup> À Liverpool, *The National Trust* a acquis les maisons natales de John Lennon et Paul McCartney, ouvertes aux visiteurs.

patrimoniale. *English Heritage* encourage le développement de partenariats pour mener la politique patrimoniale, à travers les *conservation area partnerships*, structures de partenariat entre autorité locale et autres organismes publics et/ou privés, et en 1998 établit l'*Heritage Economic Regeneration Scheme* (HERS), structure de partenariat destinée à prendre en compte la régénération urbaine [Cullingworth, Nadin, 2006].

Ainsi, la conservation du patrimoine urbain s'oriente de plus en plus vers une intégration à la politique de régénération urbaine. Cette intégration est également présente à Gênes, la requalification urbaine étant mise au service des espaces patrimoniaux, ou au Chili où la réhabilitation de la ville considère les problèmes urbains qui l'affectent. Ces interventions plus ordinaires, pensées comme complément de la patrimonialisation, s'appuient sur des mots différents, dont il faut présenter les spécificités nationales.

#### **4. Les mots et outils de la transformation urbaine dans les trois pays**

Chaque pays a son contexte urbanistique et ses mots pour dire les transformations de la ville en cours. Connecté sur des débats internationaux, il possède néanmoins sa propre histoire. Les villes chiliennes ont très longtemps été marquées, à l'instar des autres villes latino-américaines, par la problématique de l'habitat informel, des quartiers illégaux, des régularisations et des services urbains devant accompagner cet habitat informel. Une présentation des spécificités de l'aménagement urbain de chacun des trois pays est nécessaire, en insistant sur les enjeux contemporains et les termes utilisés, régénération urbaine à Liverpool (4.1), requalification urbaine à Gênes (4.2) et réhabilitation à Valparaíso (4.3).

##### *4.1 La régénération urbaine au Royaume-Uni*

Au Royaume-Uni, l'expression utilisée pour caractériser les interventions sur les espaces urbains en reconversion est « *urban regeneration* » [Chaline, 1999], terme omniprésent dans la littérature scientifique anglaise, qui désigne la reconstruction de la ville sur elle-même.

##### *Le problème de l'inner city et du town centre*

Le problème des aires urbaines centrales n'est pas récent. Un article d'*Urban Studies* en 1982 dresse un bilan de la décennie 1970, avec une désindustrialisation qui affecte en premier lieu les aires urbaines centrales, accompagnée de mouvements des habitants les plus



riches vers la périphérie, ce qui aboutit à une concentration des problèmes sociaux et urbains dans les centres [Elias, Keogh, 1982]. Neil Ravenscroft [2000] retrace l'évolution des représentations des centres-villes : considérés comme dangereux après la Seconde Guerre mondiale, la perte de fonctions et d'habitants aboutit à une « *dissolution de la ville-centre* ». La régénération urbaine semble alors s'opérer à contre-courant : « *urban regeneration is working against the flow and the market* »<sup>1</sup> [Carley, 2000 : 274]. Cela signifie qu'il y aurait à la fois une tendance lourde à la localisation en périphérie de l'habitat et des activités et une rentabilité moins grande à intervenir dans les espaces centraux. Toutefois dans le contexte du développement de la « *ville post-industrielle* » émerge un mouvement de retour au centre de certaines fonctions et habitants [Ravenscroft 2000].

### *Une politique nationale de régénération urbaine*

La régénération urbaine est mise en place à partir du gouvernement du Royaume-Uni qui définit des instruments d'intervention. Elle débute en 1969 dans les anciennes villes industrielles en crise avec le *Housing Act* qui crée les *General Improvement Areas* [Carley, 2000], puis en 1978 l'*Inner Urban Areas Act* [Elias, Keogh, 1982], qui suit le rapport de 1977 *White paper, policy for the inner city*, lequel met l'accent sur les zones urbaines dégradées et la nécessité d'y concentrer des moyens [Jacquier, 2003]. Liverpool fait partie déjà des zones d'intervention privilégiées.

Le changement de majorité gouvernementale en 1979, avec M. Thatcher, modifie la teneur de ces politiques mais les *inner cities* demeurent un espace privilégié d'intervention, avec des fonds publics mobilisés importants. Le mode d'action change : refusant de confier ces politiques aux pouvoirs locaux, le gouvernement conservateur crée des agences de régénération urbaine, les *Urban Development Corporations* UDC, dont les compétences sont définies dans le *Local Government, Planning and Land Act* de 1980, et qui dépendent directement du gouvernement central [Cullingworth, Nadin, 2006 : 364]. Le terme « *regeneration* » apparaît dans cette loi. Les UDC ont pour tâche le développement de ces zones pour attirer des activités et des habitants, et agissent en priorité sur le bâti et les équipements. La plus importante UDC a été celle gérant la régénération des Docklands de Londres.

En 1991, une nouvelle conception de l'intervention émerge avec le programme *City Challenge*, basé sur une prise en compte accrue des besoins des habitants, notamment en terme d'emplois, ce qui conduit à intégrer davantage les acteurs locaux et les « *local*

---

<sup>1</sup> « *la régénération urbaine s'opère contre le marché et la tendance dominante* ».

*communities* » [Cullingworth, Nadin, 2006 : 366] dans le processus de régénération urbaine. Le *Single Regeneration Programme* SRP créé en 1994 s'inscrit dans cette démarche intégrant des acteurs de différents horizons et tentant d'avoir une démarche globale, jouant à la fois sur l'environnement bâti, l'attractivité économique et les programmes d'aides aux communautés : il regroupe en effet des financements auparavant éclatés entre différents programmes et ministères.

Le *Labour Party* en 1997 maintient de nombreuses dispositions de la politique de régénération urbaine mise en place auparavant : l'approche partenariale et le SRP. En 2000, il publie un *Urban White Paper* intitulé « *Our towns and cities : the Future - Delivering an Urban Renaissance* ». Le titre indique la direction des politiques urbaines, destinées à réévaluer les espaces urbains, en poursuivant la régénération urbaine. La ville compacte correspond au nouveau modèle urbain, pour limiter l'extension urbaine : « *This urban renaissance will benefit everyone, making towns and cities vibrant and successful, and protecting the countryside from development pressure.* »<sup>1</sup> [Office of the Deputy Prime Minister, 2000 : 35]. En effet, ce Livre Blanc est complémentaire d'un Livre Blanc sur la préservation des espaces ruraux. Dans cette optique, les friches urbaines, ou *brownfields*<sup>2</sup>, doivent faire l'objet d'une réadaptation.

L'expression « *urban renaissance* » prend également sens avec cette volonté, affichée dans le Livre Blanc, de renouer avec une tradition urbaine : « *In England we have long had a tradition of creating towns and cities of quality and beauty places that can bind communities together. Many of our best towns and cities retain that quality or are recreating it today. But in other places it is a tradition we have lost. We need to recapture this tradition. In most places this means making the most of our existing urban fabric, maintaining it well and making incremental improvements.* »<sup>3</sup> [Office of the Deputy Prime Minister, 2000 : 51]. La notion de « *place* » (lieu) est omniprésente, impliquant la considération de la spécificité de chaque ville, ce qui est supposé trancher avec la pratique des années précédentes.

### *Une pratique destinée aux aires industrielles et portuaires en déclin*

---

<sup>1</sup> « Cette renaissance urbaine va profiter à tous, rendant les villes et grandes agglomérations pleines de vie et de réussite, et protégeant les campagnes des pressions liées à la croissance ».

<sup>2</sup> Le terme « *brownfield* » désigne les friches urbaines, par opposition au terme « *greenfield* » qui désigne les espaces non urbanisés support de projets de développement.

<sup>3</sup> « En Angleterre nous avons longtemps eu une tradition de création de villes et bourgs de qualité et de lieux de beauté qui permettaient d'unir les gens. Beaucoup de nos plus belles villes ont gardé cette qualité ou la recréent aujourd'hui. Mais dans d'autres lieux c'est une tradition que nous avons perdue. Nous devons retrouver cette tradition. Dans beaucoup de lieux cela implique utiliser au mieux les bâtiments urbains existants, en les conservant et opérant des améliorations intégrées ».

Quelques villes représentent des exemples emblématiques de cette politique de régénération urbaine. Le plus grand chantier de régénération urbaine dans les années 1980 a été celui des Docklands de Londres, le long des quais et bâtiments portuaires abandonnés de la Tamise, sur 2200 hectares, dont 180 hectares de bassins [Chaline, 1999], créant une nouvelle centralité dans l'est londonien, concurrençant la *City* et mise en valeur par la construction de nouvelles infrastructures de transport (la *Jubilee Line*, une autoroute, et le *London City Airport*) [Chaline, 1994 : 53-55]. Ce nouveau pôle londonien est à la fois tourné vers des fonctions économiques, avec 1 million de bureaux [Chaline, 1993], et résidentielles. Cette phase de régénération est caractéristique des années 1980, l'agence créée par le gouvernement en 1981, *London Docklands Development Corporation* (LDDC), ayant la maîtrise du projet et des pouvoirs importants d'acquisition foncière. Le but est d'attirer des entreprises pour que les capitaux privés prennent le relais, par la création dès 1982 d'une *Enterprise Zone* [Beswick, 2002]. Birmingham, une des principales villes anglaises, a également connu un important processus de régénération urbaine. La ville est devenue un des cas d'étude des ateliers Projet Urbain [Masbouni, 2006]. Près de Liverpool, Manchester est un cas de réussite de la régénération urbaine [Dickson, Rendeck, 2002] qui a permis la création de nouveaux espaces de loisirs, notamment le long du canal vers Liverpool.

Ces phases de régénération urbaine ont souvent eu lieu dans les espaces centraux ou péri-centraux, où les friches industrielles et portuaires contiennent de vastes entrepôts en brique, par exemple dans la zone des Docklands l'ensemble victorien de Butlers Wharf. Ainsi la préservation d'ensembles patrimoniaux est une caractéristique de ces aménagements, conformément aux recommandations actuelles d'*English Heritage*.

#### 4.2 La requalification urbaine en Italie

En Italie le terme utilisé pour évoquer la reconstruction de la ville sur elle-même est la « *riqualificazione urbana* », requalification urbaine. Cette démarche s'inscrit dans le contexte de volonté de retour de la ville sur elle-même.

##### *La requalification urbaine*

Dans les années 1980 et 1990 l'accent n'est plus mis sur l'équilibre du système urbain mais sur deux éléments : la requalification urbaine menée au niveau local et le développement de la compétitivité [Bramazza, 2000]. La requalification urbaine « *est une action qui redonne de la qualité et témoigne d'une volonté de ménager le patrimoine bâti* » [Novarina, Pucci, 2004 : 83]. L'expression désigne au départ tant l'intervention dans les centres que dans

les espaces périphériques : ainsi les PRU (Programmes de requalification urbaine), créés par la loi de 1994, visent à la requalification d'aires urbaines dégradées, de friches industrielles, de zones urbaines périphériques et d'espaces urbains anciens. La requalification urbaine vise également à intégrer différents champs : problèmes socio-économiques et interventions sur le bâti et l'environnement.

### *La programmation négociée*

La requalification urbaine est menée conjointement à une réflexion sur les échelles et acteurs de l'intervention, et prend place dans la « *programmation négociée* » [Novarina, Pucci, 2004 : 90]. En effet, les programmes sont menés par différentes structures institutionnelles, publiques et privées, à partir de programmes types définis par l'État ou les régions. Ainsi le PRU est un programme créé et en partie financé par l'État, mais il est mis en place suite à une candidature menée au niveau local, associant la municipalité à des acteurs privés et la province ou la région.

Cette nouvelle modalité d'action territoriale s'inscrit dans un mouvement de décentralisation des compétences urbanistiques. En 1972 et 1977 ont lieu des transferts de pouvoirs en matière d'urbanisme de l'État aux Régions, leur conférant la possibilité de légiférer sur ce domaine dans le respect des lois nationales. En 1990, un nouvel échelon territorial est créé par la loi 142 : les aires métropolitaines, qui traduisent la prise en compte d'aires urbaines élargies, avec toutefois un échec dans la mise en place de ces nouvelles structures<sup>1</sup>.

Ainsi la requalification urbaine n'est pas seulement une distinction linguistique par rapport à la régénération urbaine : portée par le même souci d'une participation de structures diverses, publiques et privées, agissant en partenariat, elle se distingue de la régénération urbaine par le poids moindre accordé à l'opération immobilière et la prise en compte plus forte de la problématique socio-économique. Le patrimoine dans cette approche est mis au service d'une requalification plus large.

---

<sup>1</sup> À Gênes l'aire métropolitaine a été créée en 1991, comme champ de coordination de certaines politiques.

### 4.3 Le Chili, entre réhabilitation et rénovation des espaces centraux

#### *Réhabilitation urbaine et extension en périphérie de la ville : le contexte sud-américain*

H. Rivière d'Arc évoque un « *modèle urbain latino-américain* » [Rivière d'Arc, 2006] contemporain<sup>1</sup> qui explique les évolutions convergentes des villes du continent, consistant en un retour aux centres historiques, nouvel espace d'interventions urbaines, alors que l'extension spatiale et le développement de périphéries a longtemps été la préoccupation première. Cela ne signifie pas la fin de l'extension périphérique, où se développent les quartiers fermés, par exemple les *country clubs* à la périphérie de Buenos Aires [Lacarrière, Thuillier, 2004], et où naissent de nouvelles centralités commerciales, qualifiées de *malls*<sup>2</sup>.

À l'inverse du Royaume-Uni, ce réinvestissement des espaces centraux prend place dans des espaces fortement investis par les couches populaires urbaines, tels le centre de Mexico [Monnet, 1993] ou le centre historique de Quito [Peyronnie, de Maximy, 2002], ce qui engendre des tensions pour l'appropriation de ces espaces.

#### *L'exemple de Santiago*

Santiago du Chili manifeste ce retour à la ville. Pendant longtemps la problématique principale est celle de l'extension périphérique, du contrôle des quartiers d'habitat informel liés aux invasions de terres, parallèlement au dépeuplement de la commune-centre<sup>3</sup> (Santiago proprement dit), transformée en secteur tertiaire, commerces et bureaux [Contreras, 2006].

L'extension spatiale de la métropole reste importante, s'accroissant même à la fin des années 1990 [Ducci, 2000], mais dans les années 1990 est menée une politique de repeuplement de la commune-centre, pilotée par la CORDESAN, la *Corporación de Desarrollo de Santiago*, qui se traduit par la réhabilitation de logements ou la construction de tours d'habitation, à destination principalement des classes moyennes et supérieures [Contreras, 2006]. Un autre quartier est concerné par des opérations de réhabilitation urbaine sur une base patrimoniale, Santiago Ponente, dans les quartiers de Yungay et Brasil [Carrasco Pérez, 2000]. Ainsi le réinvestissement des espaces centraux prend dans les décennies 1990 et 2000 la double forme de la rénovation urbaine et de la réhabilitation patrimoniale.

---

<sup>1</sup> J. Monnet évoque un « *modèle commun d'urbanisation* » [Monnet, 1996A].

<sup>2</sup> À propos de ce double mouvement de périphérisation et de réinvestissement des centres des villes brésiliennes, C. Moreira évoque un phénomène de « *schizophrénie de l'action publique* » [Moreira, 2005 : 271].

<sup>3</sup> Santiago entre 1950 et 1992 a perdu 40% de sa population [Paquette, 2000].

Toutefois cela peut-il être généralisé aux autres villes chiliennes, puisque dans le cadre de la mondialisation, la tendance est à la primatie urbaine de la ville principale, Santiago constituant alors une « *ciudad global* » [Fuentes, Sierralta, 2004] ?

*La transformation des villes comme objectif national au Chili*

Le regain d'intérêt pour les parties centrales des villes chiliennes, au-delà du seul cas de Santiago, est perceptible dans les projets d'envergure. En 2010 a lieu le Bicentenaire de l'Indépendance du Chili. De grands chantiers nationaux ont été lancés sous la présidence de Ricardo Lagos<sup>1</sup> et parmi eux la réhabilitation des villes chiliennes. À Santiago du Chili, ces chantiers concernent la modernisation de la Bibliothèque Nationale, la transformation de la *Plaza Mayor*. Ces grands projets en position centrale consistent aussi en des opérations de rénovation urbaine. À Antofagasta, la préparation du Bicentenaire a permis la réhabilitation de la façade portuaire, avec la constitution d'un pôle ludico-commercial. À Concepción, une opération urbanistique programmée depuis la dictature implique la destruction de bidonvilles en position péricentrale, dans le secteur de la Costanera à 300 mètres du centre-ville le long du fleuve Biobío, pour une opération immobilière à haute valeur ajoutée [Mosovich Pont-Lezica, 2006]. Ces différents chantiers illustrent ce retour au centre dans l'urbanisme chilien. Valparaíso présente un cas à part car Ricardo Lagos a souhaité en faire un chantier emblématique au sein de ces travaux du Bicentenaire. La ville portuaire, identifiée comme celle concentrant le plus de problèmes au Chili, a été placée sous la responsabilité directe d'une commission présidentielle spécifique, *Plan Valparaíso*, créée en 2002.

Les transformations des espaces historiques centraux prennent ainsi place entre patrimonialisation et reconstruction de la ville sur elle-même.

---

<sup>1</sup> Le projet de pont entre le continent et l'île de Chiloé a été annulé.

## B. Délimiter le patrimoine

Il existe des déphasages dans l'histoire des villes [Roncayolo, 1996] : ainsi la marginalisation des espaces historiques a pu coïncider avec une phase d'identification d'éléments patrimoniaux, ponctuels ou urbains, progressivement institutionnalisés, et portés par des acteurs différents. Gênes manifeste un tel cas de mouvements concomitants de patrimonialisation et destructions, jusque dans les années 1980. À Valparaíso, la délimitation du patrimoine devient un enjeu urbain dans les années 1990. Liverpool depuis les 1960 présente une forme de zonage patrimonial du *city centre*, avec une séparation entre zones à conserver et secteurs du redéveloppement urbain.

### 1. Le centre historique de Gênes, des destructions au classement Unesco

Gênes présente le cas le plus proche des modèles d'évolution de la patrimonialisation des espaces urbains [Choay, 1999], des projets de modernisation ne laissant en place que les monuments à la progressive prise en compte du centre historique comme un ensemble. Tout d'abord est étudiée la marginalisation des espaces anciens au sein de la ville en extension (1.1), puis la progressive prise en compte de l'espace urbain comme un ensemble (1.2), et enfin le classement Unesco des palais des *Rolli* (1.3), qui met en avant un type de patrimoine.

#### *1.1 Gênes et la marginalisation du centre historique*

Sur le temps long de l'histoire de la ville, le centre historique a connu une période de marginalisation marquée par la volonté de modifier cet espace à travers le diagnostic porté.

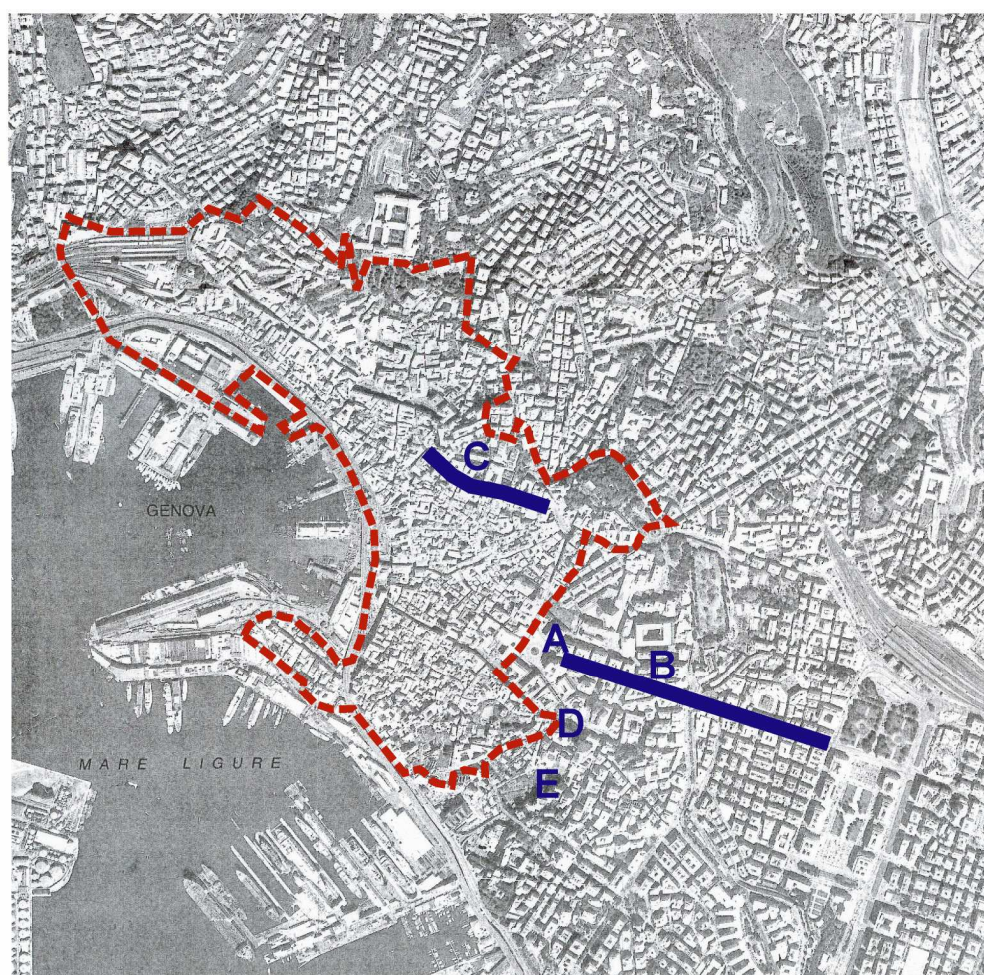
#### *Le centre historique, unité a posteriori*

À Gênes, la notion de « centre historique » est aujourd'hui univoque : la catégorie apparaît dans le Puc (*Piano urbanistico comunale*), et ni son utilisation ni ses limites ne sont contestées. De plus, au niveau morphologique, le centre historique se distingue nettement des espaces adjacents.

La photographie aérienne illustre ce contraste morphologique. La voirie du centre historique est caractéristique d'un espace d'origine médiévale, avec des tracés sinueux, des voies étroites et non orthogonales, peu d'espaces ouverts de grande dimension. Les îlots sont étirés, denses, et sont composés en grande partie de bâtiments occupant un parcellaire de dimension modeste. Les frontières morphologiques de ce centre historique avec les autres



espaces semblent nettes : la Porta Soprana (D), qui date de 1155, marque la limite à l'est entre centre médiéval et extension du XIX<sup>e</sup> siècle ; la Piazza de Ferrari (A) marque également la jonction entre espace médiéval et la Via XX Settembre (B), axe principal de l'extension de la ville à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, centralité commerciale de Gênes aujourd'hui. Au-delà de cette place, les voies sont plus larges, la voirie généralement orthogonale, les édifices alignés, avec un parcellaire plus large, et les îlots rectangulaires.



----- Limites du centre historique (Urban 2)

(photographie aérienne, 1986)

A Piazza de Ferrari

B Via XX Settembre (axe de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle)

C Strada Nuova (Via Garibaldi)

D Porta Soprana

E Madre de Dios, quartier historique  
rasé

0 500 m

Figure 21 : Le centre historique de Gênes, morphologie et frontières (S. Jacquot, 2006)



À l'ouest, la frontière est également marquée : la densité et l'imbrication de bâtiments de dimension différente dans le centre historique s'opposent aux vastes espaces vides du port ancien, desquels émergent des quadrifonts, anciens entrepôts portuaires réhabilités. La frontière entre le centre historique et le port ancien est accentuée par la *Sopraelevata*, l'autoroute surélevée qui longe cette limite. Au nord-ouest la gare constitue un autre type de frontière paysager, au sens d'une « borne » [Panerai, Depaule, Demorgon, 1999 : 65]. Au nord, la rupture est à la fois paysagère et topographique : des pentes plus prononcées, et malgré des voies curvilignes pour s'adapter à la pente, les axes dominants sont rectilignes. Ils datent du XIX<sup>e</sup> siècle, suite au plan de développement de Carlo Barabino, le *piano d'ingrandimento della città* de 1825 [Poleggi, Cevini, 2003 : 163]. Au sud enfin, la rupture paysagère est plus importante encore : on passe en effet d'un quartier médiéval au quartier Madre de Dios, datant de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, avec ses hautes tours. Le centre historique, si on considère ses frontières d'un point de vue paysager, s'individualise donc nettement. Toutefois, cette unité n'est pas si évidente. Tout d'abord, le centre historique apparaît diversifié en ses paysages : par exemple la Via Garibaldi (C), percée à l'époque moderne (appelée d'abord Strada Nuova<sup>1</sup>), avec ses palais popularisés par les croquis et plans de Rubens, ou la Via Balbi, diffèrent fortement du tissu urbain médiéval. Ce n'est qu'avec l'extension de la ville, selon de nouvelles logiques urbaines, que ces deux types de paysage urbain, très différents au niveau morphologique, sont subsumés sous la même catégorie « centre historique ».

De la même façon, le quartier de Pré, faubourg médiéval hors des remparts médiévaux, au sud-est de la gare, n'était pendant longtemps pas considéré comme faisant partie du centre historique, et était l'objet de nombreux plans de démolition, jusqu'aux années 1970. Cette catégorie de « centre historique » n'est donc pas si évidente et ses limites mêmes fluctuent en fonction de ce qui est considéré comme patrimoine. Deux directions en apparence opposées sont donc nécessaires pour comprendre l'évolution de cet espace : sa marginalisation ou le discours de sa marginalisation, et la patrimonialisation et le discours de la revalorisation.

### *La marginalisation au sein de la ville*

La place et le poids du centre historique de Gênes au sein de la ville ont fortement évolué. L'actuel centre historique (113 hectares) représente 12,5% de la surface de la ville

---

<sup>1</sup> « rue neuve ». L'adjectif neuf, comme dans les villes françaises, renvoie aux transformations de la ville aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles.

dans ses limites administratives de 1873 (avant les annexions communales de 1876 et 1924) contre 0,47% aujourd'hui (1,55% de la surface de l'agglomération). Le centre historique regroupe 43,4% des habitants de la ville en 1861 (23% dans ses limites actuelles), 7,5 % en 1951 et 3,6% en 2001<sup>1</sup>. Ces deux évolutions semblent normales : l'étalement urbain s'accélère à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, avec le passage de la ville fermée à la ville ouverte [Roncayolo, 2002], et de nombreuses villes connaissent cette relativisation démographique et spatiale de leurs espaces historiques. À Gênes ce mouvement est accentué par un double phénomène. La population diminue fortement en valeur absolue, passant de 55503 habitants en 1861, 51809 en 1951 à 21993 en 1991, d'où un grand nombre de logements inoccupés (22,1% en 1991), qui témoigne de cette marginalisation du centre historique dans l'espace résidentiel de la ville, surtout dans les dernières décennies. Parallèlement, de nouveaux centres ont émergé au sein de l'agglomération : le centre historique, centre géométrique de la ville, a perdu sa place de centre commercial et de centre directionnel. Les activités productrices se sont déployées le long du littoral ouest et le long des vallées Bisagno et Polcevera (intégrées dans le territoire communal) tandis que la centralité commerciale est localisée dans les quartiers de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, à l'est du centre historique, dans l'axe de la rue du XX Settembre. Cette marginalisation se retrouve dans les politiques publiques. La construction de nouveaux espaces à l'est du centre ancien entraîne un déplacement de la centralité. Le centre ancien fait l'objet de nombreux projets pour en permettre l'« assainissement » et le raccordement aux grands axes de communication, mais beaucoup échouent, faute de moyens ou de consensus politique. En 1930, lorsque la commune publie un concours pour le plan régulateur des zones centrales (*concorso per il piano regolatore delle zone centrali della città*), définissant le périmètre concerné, elle laisse de côté la quasi-totalité du centre ancien, à l'exception des zones vouées à la destruction [Commissione Giudicatrice, 1931].

Récemment les services municipaux se sont déplacés à l'ouest de la baie de Gênes, dans un nouveau centre directionnel (*il Matitone*). Entre *Levante* et *Ponente*, le centre historique a connu un déclassement continu.

### *Les problèmes de la ville ancienne au XIX<sup>e</sup> siècle*

La ville est confrontée au problème du logement au début du XIX<sup>e</sup> siècle, en particulier des couches populaires [Giontoni, Balletti, 2002 : 227]. Pour y pallier, Barabino,

---

<sup>1</sup> Les pourcentages indiqués sont calculés à partir des données démographiques du service statistique de la commune [Comune di Genova, 2003] et de l'indication des évolutions de la ville [Poleggi, Cevini, 2003].

architecte civil de la commune, élabore en 1825 un plan d'extension de la ville qui sert de cadre à toutes les extensions ultérieures. Or ce plan majeur dans l'histoire urbanistique de Gênes laisse de côté la ville ancienne, entamant le processus de marginalisation décrit précédemment : la construction de quartiers résidentiels à l'est et au nord de la ville médiévale au XIX<sup>e</sup> siècle décentre les espaces anciens. Les nouveaux espaces bâtis sont destinés aux couches sociales plus élevées, entraînant leur départ du centre historique.

Ces agrandissements posent également le problème de la circulation au sein de la ville, à l'instar des autres grandes villes européennes. Du fait du site particulier, le centre historique représente une barrière entre les parties est et ouest, problème accentué par le passage à une nouvelle dimension urbaine suite aux annexions communales et au développement industriel et portuaire à l'ouest. Déjà à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle est percée la *strada nuovissima* qui relie la via Balbi à la via Garibaldi, créant un parcours continu.

La traversée du centre historique devient un impératif programmatique, qui permet de mettre en évidence la place désormais accordée à ces espaces. Il n'y a pas là de programme général mais des interventions ponctuelles successives des années 1830 au début du XX<sup>e</sup> siècle, sous la forme de percées ou d'élargissements de rues existantes. En effet, les percées réalisées entre le XVI<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle, via Strada Nuova (Garibaldi), via Balbi, via Nuovissima, sont insuffisantes et les auteurs des différents projets insistent sur les problèmes de circulation. Ainsi le préambule au projet de l'ingénieur De Andreis en 1888 décrit les embouteillages comparables au « *bolge dantesche*<sup>1</sup> » au sein de la ville ancienne : « *chi non si è mai trovato in via Giulia, specialmente durante le ore del mattino, quando una folla enorme di carri, carrozze pubbliche, omnibus di ogni specie, vetture private, omnibus cittadini, tramways, carrozoni d'albergo, tutti contemporaneamente tentano il passo inceppando la circolazione, minacciando i pedoni, percorrendo cento metri all'ora ...* »<sup>2</sup> [De Andreis, 1888 : 4]. Il faut donc développer des alternatives à cet axe de traversée encombré.

En 1831 est percée la via Carlo Felice<sup>3</sup> (du nom du souverain), qui permet de prolonger la traversée de la ville ancienne par l'axe Balbi-Garibaldi. Cette voie est toutefois en position périphérique, constituant aujourd'hui une des limites du centre historique. Selon Pileggi et Cevini, « *la nuova strada segna un preciso confine tra città antica e città*

---

<sup>1</sup> Les fosses de l'enfer chez Dante.

<sup>2</sup> « *Qui ne s'est jamais trouvé via Giulia, spécialement durant la matinée, quand une foule énorme de véhicules, carrosses publics, omnibus de toutes sortes, voitures privées, omnibus citadins, tramways, grosses voitures d'hôtel, tentant tous en même temps de passer, gênant la circulation, menaçant les piétons, parcourant cent mètres à l'heure ...* ».

<sup>3</sup> Aujourd'hui via XXV Aprile.

*ottocentesca, relegando la prima al ruolo subalterno che d'ora in poi la sarà tipico, fino a maturare, nelle fasi progressive dell'abbandono e del decadimento, la condizione attuale di centro storico* »<sup>1</sup>. La même décennie, entre 1835 et 1840, est créée une voie carrossable entre port et ville, depuis la porte San Tomaso jusqu'à l'entrée de la via San Lorenzo [Poleggi, Cevini, 2003 : 173], laquelle est également élargie, en faisant reculer les façades des palais qui la longent, puis en 1837 est décidé l'agrandissement de la place San Lorenzo devant la cathédrale de la ville, également pour des raisons de circulation [Giontoni, Balletti, 2002 : 259].

Ces interventions restent toutefois limitées : il n'y a pas de grandes percées au centre de la ville. Différents projets ont été élaborés, mais ils se révèlent souvent difficiles à mettre en œuvre, faute de moyens. En dépit de la percée de voies de communication, souvent en position périphérique, le centre historique est progressivement placé au second plan. Les grands projets sont réalisés à l'extérieur, garantissant une rentabilité accrue, par exemple dans le chantier de la via XX Settembre. Le *Piano regolatore di massima delle zone centrali della città* de 1932 ne concerne pas, malgré son titre, le centre historique. Il y a bien marginalisation, consécutive à l'échec des grandes transformations souhaitées.

Enfin, le dernier problème constamment invoqué concerne la salubrité des espaces. Le discours hygiéniste, suite aux épidémies de choléra, sert de caution à des projets de destruction. Des épidémies de choléra ont lieu en 1835 et 1854. L'analyse de l'épidémie met alors l'accent sur l'insalubrité liée à l'entassement du bâti, en particulier dans les quartiers populaires, ce qui renforce la volonté d'extension de la ville, encouragée en ce sens par la Commission Sanitaire [Giontoni, Balletti, 2002 : 267]. En 1884, une épidémie de choléra à Naples entraîne une transformation importante de la ville [Vallat, Marin, Gennaro, 1998], et de nombreuses autres villes italiennes suivent la même voie, utilisant la *legge per il risanamento della città di Napoli* de 1884. Les comptes rendus des séances du conseil municipal de Gênes (les *Verbali*) évoquent l'agitation qui s'est emparée des conseillers à l'idée de profiter de cette manne financière, mais qui débouche sur peu de réalisations.

Ces problèmes ne trouvent pas de solution : en 1936, Piero Barbieri, en introduction à une étude sur la transformation du centre historique, rappelle les problèmes d'insalubrité liés au surpeuplement dans les bâtiments du centre historique [Barbieri, 1937 : 49]. Le problème se serait même aggravé avec les surélévations qui touchent de nombreux bâtiments, marqués

---

<sup>1</sup> « la nouvelle voie dessine une limite précise entre ville ancienne et ville du XIX<sup>e</sup> siècle, reléguant la première au rôle subalterne qui la caractérise depuis, jusqu'à atteindre, après des phases progressives d'abandon et de déclin, la condition actuelle de centre historique ».

par la construction d'un ou deux étages supplémentaires. P. Barbieri produit des cartes de densité et de mortalité liée à la tuberculose pour prouver l'urgence d'une intervention dans le centre historique, ce qui illustre la permanence du discours hygiéniste dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

### *Émergence de la question socio-économique*

Dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les questionnements évoluent. De problème urbain, le centre historique de Gênes devient peu à peu un problème social, souligné par l'emploi du terme de « *degrado sociale* ». Ce terme est repris dans de nombreux documents produits par l'administration communale, pour justifier les choix d'interventions, dans les années 90. Il apparaît dans l'analyse introductive du *Piano Operativo per il Centro Storico* [CIVIS, 2002], qui recense toutes les actions sur le centre historique, ou dans l'analyse préalable à la mise en place du programme *Urban 2* sur le centre historique. Il participe d'un diagnostic multidimensionnel, qui met en avant l'interaction des différentes composantes : économiques, sociales, urbaines, environnementales.

Le diagnostic élaboré par l'administration communale pour *Urban 2* retrace l'histoire de cette marginalisation en même temps que l'interdépendance entre les différentes composantes, vers toujours plus de problèmes. L'immigration, qui entraîne un phénomène de substitution de la population, est perçue comme une des causes de ces problèmes : « *A partire dal XIX secolo l'ambito ha subito un progressivo processo di marginalizzazione, su cui si sono innestati problemi sociali sempre più gravi e concentrati; la crescita urbana post-bellica e la prima ondata di immigrazione del meridione hanno favorito la graduale sostituzione del tessuto sociale storicamente insediato nonché fenomeni di degrado fisico degli edifici conseguenti all'abbandono e depauperamento del tessuto economico, legato prevalentemente ad attività commerciali. Tale processo si è progressivamente acuito ed ha facilitato il successivo radicarsi della criminalità, cresciuta particolarmente con la diffusione della droga e, più recentemente, ha indotto l'insediamento precario di numerosi immigrati. Al degrado sociale si è accompagnato un processo di degrado ambientale.* »<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> « À partir du XIX<sup>e</sup> siècle la zone a subi un processus progressif de marginalisation, sur lequel se sont greffés des problèmes sociaux toujours plus graves et concentrés : la croissance urbaine de l'après-guerre et la première vague d'immigration du Sud de l'Italie ont favorisé la progressive substitution du tissu social historiquement implanté ainsi que des phénomènes de dégradation physique des édifices consécutifs à l'abandon et l'appauvrissement du tissu économique, majoritairement des activités commerciales. Ce processus est devenu progressivement plus aigu et a favorisé l'implantation de la criminalité, liée plus particulièrement au trafic de drogue, et a conduit plus récemment à l'installation précaire de nombreux immigrés. À la détérioration sociale s'est ajouté un processus de détérioration environnementale. »

Ainsi cette analyse est en fait une interprétation de l'histoire du centre historique, mis en rapport avec ses habitants. Les problèmes ne sont donc plus seulement ceux de l'inadéquation morphologique aux nécessités de la vie moderne mais consistent en un complexe de phénomènes en interaction, parmi lesquels les populations du centre.

### *1.2 Les origines de la patrimonialisation et la naissance du centre historique*

Entre le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et la fin du XX<sup>e</sup> siècle, la patrimonialisation des espaces urbains historiques<sup>1</sup> se fait avec lenteurs. Suivant en cela l'histoire de la patrimonialisation [Choay, 1992 ; Babelon, Chastel, 1994], ce sont d'abord des bâtiments isolés ou des ensembles remarquables qui sont objet de sollicitudes, avant une prise en compte plus globale du tissu urbain. L'examen des archives des délibérations communales (réalisé en 2004 et 2006 au centre des archives municipales du Palazzo Ducale) permet de cerner les évolutions de la prise en compte du patrimoine génois à travers les débats entre conseillers municipaux, lors des délibérations autour des projets d'urbanisme<sup>2</sup>. La consultation de guides anciens est également une indication des éléments considérés comme dignes d'intérêt. Cette étude s'appuie sur la consultation des archives relatives aux débats sur quelques projets emblématiques : le sort du palazzo San Giorgio, l'élargissement de la via Garibaldi, le projet de Barbieri, et les projets de l'après-guerre.

#### *Détruire au nom de l'hygiène et de la circulation*

Au XIX<sup>e</sup> siècle, les débats portent sur les destructions à mener dans le centre historique, suite à l'épidémie de choléra de 1884 à Naples et la loi consécutive, qui permet aux villes de mener des opérations de *risanamento* (assainissement). La ville de Gênes met en place des commissions pour étudier des projets de *risanamento* ou de *sventramento* (éventrement). Parée d'arguments sanitaires, la destruction est envisagée sans que s'élèvent au sein du conseil des critiques au nom de la valeur patrimoniale des espaces urbains médiévaux non monumentaux<sup>3</sup>. Le quartier de Pré est le plus concerné par ces projets de destruction. Les démolitions selon le premier projet de 1886 concernent 16792 m<sup>2</sup>, impliquant le déplacement de 4376 habitants (Allegato A Verbali n°32 17/02/1886). Seuls des monuments isolés sont

---

<sup>1</sup> On ne peut dès le départ parler de centre historique.

<sup>2</sup> Ce sont les *Verbali* des sessions des conseils municipaux, consultables aux archives de la ville situées au Palazzo Ducale.

<sup>3</sup> Voir par exemple les débats en 1886 (verbali 32).

épargnés, les percées veillant à ne pas détruire des « *monuments artistique ou historique* »<sup>1</sup>. Toutefois ces projets ne sont pas appliqués, faute de ressources et d'un consensus sur l'ampleur des transformations. Par exemple en 1888 un projet de percée entre la place De Ferrari et la place Acquaverde est abandonné en raison du coût du projet, de l'impossibilité de reloger toutes les familles, et de la proximité de 1892, année des célébrations commémorant la découverte de l'Amérique [Verbali n°27 1888].

*Le palazzo San Giorgio, témoignage artistique ou entrave aux  
nécessités de la vie moderne ?*

Des édifices monumentaux peuvent aussi être menacés de destruction, lorsqu'ils se trouvent sur le tracé d'une percée envisagée. Un débat omniprésent dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle concerne un des monuments les plus importants aujourd'hui de Gênes, le Palazzo di San Giorgio, bâtiment édifié en 1260 par l'architecte Friar Oliverio, servant de palais communal jusqu'en 1262, puis siège de la douane à la chute de Guglielmo Boccanegra, premier Capitaine du Peuple de Gênes (*Capitano del Popolo*). Il est construit en avant du point central de la Ripa, façade de la ville sur le port, formée par la construction, à partir de 1133, d'arcades continues, produisant une grande impression d'homogénéité<sup>2</sup>. Le palais devient en 1405 siège de la banque de San Giorgio, premier établissement de crédit [Poleggi, Cevini, 2003]. L'édifice se compose de deux parties : un avant-corps médiéval, tourné vers la ville, avec de grandes arcades gothiques, et une partie datant du XVI<sup>e</sup> siècle, qui prolonge l'édifice vers la mer. Le bâtiment, délabré au XIX<sup>e</sup> siècle, est l'objet de négociations entre la mairie et l'État, sur fond de projet de percée. En effet, il est prévu de construire une large voie de communication entre la ville et le port, et le palais San Giorgio, seul bâtiment proéminent, jouerait alors un rôle de goulet d'étranglement des flux. Il est alors prévu de détruire la partie médiévale de ce bâtiment, suite à deux décisions de 1837 et de 1851.

L'examen des débats entre conseillers indique que cette décision a entraîné une mobilisation d'historiens et d'érudits locaux, et une pétition de 1500 signatures, qui a eu pour effet la suspension de la destruction. Les arguments invoqués pour justifier la destruction mettent en avant l'indispensable adaptation de la trame urbaine aux nécessités de la vie moderne. Pour le conseiller Figoli, cette destruction est un « *sacrifice* » nécessaire au

---

<sup>1</sup> Une hiérarchisation implicite des éléments bâtis en trois catégories apparaît dans les projets des commissions : entre l'architecture mineure - ignorée -, les églises et somptueux palais - protégés et au maximum entaillés -, et les résidences nobles, qui « *non sono certo di tale valore artistico e storico da dovere impedire la costruzione di un'opera veramente grandiosa* » [Verbali 8/12/1996 : 401] (« *ne sont certainement pas d'une valeur artistique et historique telle qu'ils devraient empêcher la réalisation d'une oeuvre vraiment grandiose* »).

<sup>2</sup> Aujourd'hui encore le Palazzo San Giorgio est le seul bâtiment en avant de la Ripa. Poleggi et Cevini interprètent cette localisation par la volonté de Boccanegra de marquer symboliquement son pouvoir sur la ville.

« commerce », et il affirme la suprématie des « *raisons du commerce* » sur celles de l'art [Verbali n°2 1889]. À cette opposition entre les deux champs, le conseiller Gavotti, favorable à la conservation, rétorque que ces deux champs ne s'opposent pas, et il rappelle que l'art était déjà au temps de la Gênes républicaine un allié du commerce : « *i padri nostri che [...] fecero fiorire il commercio dell'antica Repubblica, ovunque piantarono la loro bandiera non hanno mai dimenticato che l'Arte è un'industria anch'essa remuneratrice, e senza dimenticare i loro traffici e scambi innalzarono* »<sup>1</sup>. Le second argument insiste, à l'approche des célébrations de 1892, sur la nécessité de ne pas détruire un des monuments témoin de cette épopée, le siège de la banque San Giorgio. La légitimation de la sauvegarde de ce monument puise certes dans le passé mais en affirmant son lien avec le présent et les nécessités commerciales.

Le gouvernement italien, qui avait dans un premier temps autorisé la destruction, a finalement par l'intermédiaire du Ministère de l'Instruction Publique mis son veto à la destruction de ce monument, qui fut restauré intégralement, le corps médiéval entre 1890 et 1895 et la partie ultérieure entre 1895 et 1905. Suite au transfert des archives, le palais San Giorgio devient le siège de l'Autorité Portuaire de Gênes en 1904, jusqu'à aujourd'hui.

#### *La via Garibaldi, espace urbain à part*

Au sein des espaces anciens, deux rues ont un statut différent : percées aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, les rues Garibaldi et Balbi sont plus larges que les autres, bordées exclusivement de palais richement décorés, qui avaient suscité l'admiration de Rubens, en visite à Gênes en 1604 [Rubens, 2001 - 1622].

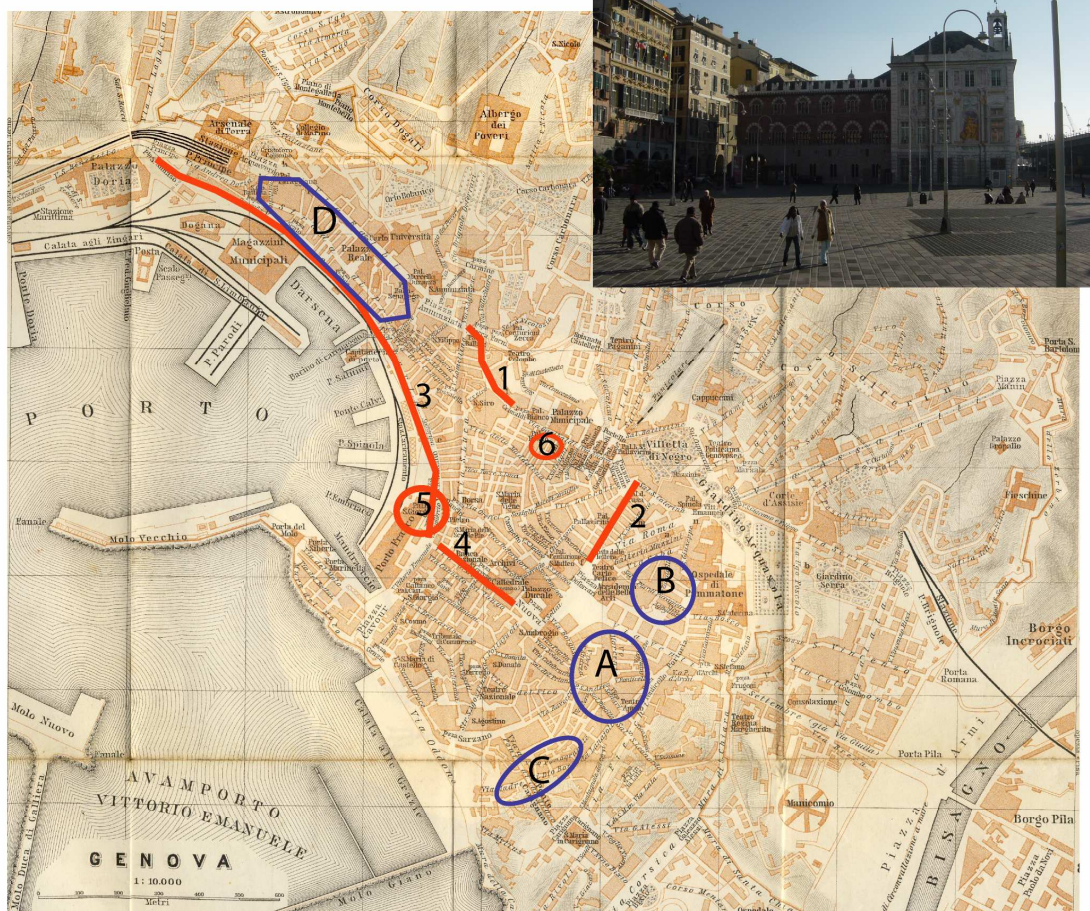
En 1889, lors des débats concernant le percement d'une rue, il est question de démolir un des palais de la Via Garibaldi, le Palazzo delle Torrette (démolition non conduite - le palais, toujours présent, a été mis en valeur en 2004 lors de la réhabilitation de la Via Garibaldi). Le conseiller municipal Podestà s'élève contre cette démolition, qui met en danger la Via Garibaldi : « *Ma non può accondiscendere che essa venga eseguita coll'aterramento del palazzo delle Torrette, cosa che rovinerebbe l'insieme architettonico dell'intera via Garibaldi, via che forma un tutto armonicamente stupendo ed un unico monumento ammirato e studiato da tutti gli amatori delle arti belle. Egli crede impossibile modificare in qualunque parte via Garibaldi senza guastarla.* ».

---

<sup>1</sup> « *nos ancêtres qui firent fleurir le commerce de l'ancienne République, partout où ils plantèrent leurs drapeaux n'ont jamais oublié que l'art est une industrie elle aussi rémunératrice, et sans oublier leurs trafics et échanges ils élevèrent des monuments* ».



Le palais San Giorgio, et  
ses deux parties, médiévale  
(1260) et moderne (XVI<sup>e</sup> siècle)



Plan extrait de Geograph. Anstalt von Wagner & Debes, Leipzig, environ 1885 (collection personnelle)

#### Percer et détruire au nom de la circulation

- 1 Strada nuovissima, percée fin XVIII<sup>e</sup> pour relier via Balbi à via Garibaldi
- 2 Percée de la via Carlo Felice, 1831
- 3 Entre 1835 et 1840 voie carrossable entre la porte San Tomaso et via San Lorenzo
- 4 Elargissement via San Lorenzo et agrandissement de la place devant la cathédrale, (1830 1840)
- 5 1837 - 1905 : le palais San Giorgio : des projets de destruction à la restauration
- 6 Palazzo delle Torrette, controversé en 1889 sur sa destruction

#### Les faubourgs médiévaux, de la destruction à la réhabilitation

- A Faubourg de Dante, détruit avant la Seconde Guerre mondiale
- B Piccapietra : destruction envisagée dès 1887, réalisée dans les années 1950
- C Madre de Dios, dernières destructions dans les années 1970
- D Quartier de Pré, nombreux projets de destruction dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (non réalisés), à présent en cours de réhabilitation

Figure 22 : Percées et destructions dans le centre historique de Gênes, du XIX<sup>e</sup> siècle aux années 1980 (S. Jacquot, 2007)

En effet, ce palais représente « *un capolavoro quale è l'insieme dell'antica nostra via maggior* », « *un monumento ammirabile e classico, come è la via Garibaldi* »<sup>1</sup>. Là est affirmée la solidarité entre le tout et les parties, pour cet ensemble urbain perçu à part à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les éléments médiévaux non monumentaux sont moins immédiatement identifiés comme patrimoine que les éléments relevant du siècle d'or.

### *Piero Barbieri et le diradamento*

Piero Barbieri illustre un nouveau temps de cette considération du centre historique. Il écrit dans les années 1930 dans la revue « *Comune di Genova* » une série d'articles sur le centre historique, notamment une étude morphologique et historique des places du centre historique, une étude des plans de la ville ancienne depuis l'époque romaine pour en révéler la continuité topographique et morphologique<sup>2</sup>, et une étude pour un plan de *diradamento* du centre historique, indiquant une réelle volonté de connaître l'espace urbain historique en tant que tel. Les influences sont multiples : les nombreuses cartes de type plan-masse semblent indiquer l'influence de Pierre Lavedan ou de Marcel Poëte [Poleggi, Cévini, 2003], tandis que G. Giovannoni apparaît en bibliographie, ce qui explique l'usage de la notion de *diradamento*<sup>3</sup>. Le terme utilisé est « *vecchia città* » (ville ancienne) à l'instar de celui utilisé par G. Giovannoni. La ville ancienne est intégrée à la ville dans son ensemble. Selon P. Barbieri, chaque période aboutit à la mise en place d'un quartier homogène et conservé tel, l'évolution de la ville se faisant au-delà. La ville ancienne elle-même est faite de quartiers différents. La morphologie de chaque nouvel espace est adaptée aux exigences contemporaines, notamment en terme de transports. P. Barbieri n'oppose pas strictement espaces anciens et modernes, car la ville ancienne de Gênes a désormais selon lui une fonction de « *city* »<sup>4</sup>, c'est-à-dire de « *centre d'affaire* »<sup>5</sup>. Cette ville ancienne doit être adaptée pour qu'elle puisse jouer ce rôle, en trouvant une alternative aux destructions, au nom de la valeur de ces espaces urbains anciens.

---

<sup>1</sup> « *mais il [le compte-rendu des débats est parfois fait à la troisième personne du singulier] ne peut consentir à ce que cela entraîne la destruction du Palazzo delle Torrette, chose qui ruinerait l'ensemble architectural de la via Garibaldi toute entière, rue qui forme un tout harmonieux et splendide et un monument unique admiré et étudié par tous les amateurs de beaux-arts. Il croit impossible de modifier à n'importe quel endroit la via Garibaldi sans l'endommager.* » ; « *un chef-d'œuvre constitutif de notre principale rue ancienne* » ; « *un monument admirable et classique, comme l'est la via Garibaldi* ».

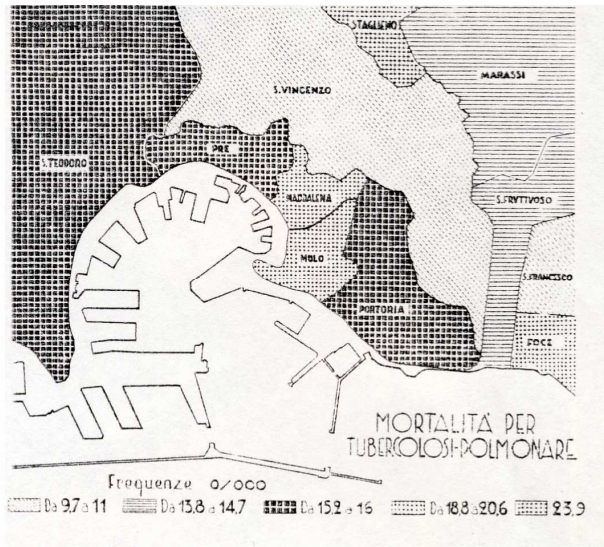
<sup>2</sup> Les plans qu'il réalise sont souvent repris dans les ouvrages d'histoire de la ville.

<sup>3</sup> Notion que F. Choay, dans son introduction à l'ouvrage de Giovannoni, traduit par « *éclaircissage* », en rappelant l'origine botanique du terme [Choay, 1998].

<sup>4</sup> Le terme anglais est utilisé dans le texte de P. Barbieri.

<sup>5</sup> On trouve donc chez Barbieri une vision proche là encore des écrits de Giovannoni qui relève les évolutions des espaces centraux en quartier d'affaires, souvent par le biais de démolitions [Giovannoni, 1998].





Les projets de transformation prennent appui sur la situation sanitaire du centre historique : dans les espaces médiévaux, Pré et Portoria sont les espaces privilégiés des projets de destruction ou d'éclaircissement.



Le projet de diradamento : voies larges quasi-rectilignes, sans destruction massive

Figure 23 : Projets de diradamento de P. Barbieri [Barbieri, 1937]

P. Barbieri donne une nouvelle définition du patrimoine génois : « *il nostro miglior patrimonio d'arte e di storia rappresentano non solo dai riconosciuti insigni monumenti, ma anche da quegli organismi ambientali costituiti dall'architettura minore che dei grandi monumenti* »<sup>1</sup> [Barbieri, 1937 : 50].

<sup>1</sup> « notre meilleur patrimoine artistique et historique est composé non seulement des monuments remarquables mais aussi des organismes d'ensemble, constitués [tant] de l'architecture mineure que des grands monuments. ».

Plutôt que des élargissements, il propose la création de nouveaux axes, percés dans les fonds de parcelles, permettant de dédensifier les îlots du centre médiéval tout en améliorant la circulation.

*Destructions de quartiers d'origine médiévale et rétrécissement du centre ancien*

Le *diradamento* consacré à la zone centrale, adopté dans le plan, ne concerne pas tous les espaces anciens. En effet, le *Piano regolatore di massima delle zone centrali della città* de 1932 délimite des zones vouées à la destruction : le faubourg Dante, qui s'étendait en avant de la Porta Soprana, le faubourg de Piccapietra, et celui de San Madre de Dio, tous présentés comme insalubres et surpeuplés, concentrant les problèmes les plus importants. Seul le faubourg Dante est détruit avant la Seconde Guerre mondiale, laissant place à deux gratte-ciels autour de la place nouvellement aménagée, la place Dante, érigée en symbole de la puissance d'édifier du pouvoir fasciste. La guerre retarde les autres interventions.

Le *Piano regolatore particolareggiato di esecuzione della zona di Piccapietra*, en 1953, qui se place dans la lignée du plan régulateur de 1932, entraîne la destruction du faubourg médiéval, déjà fortement endommagé par la Seconde Guerre mondiale, avec la destruction de l'hôpital d'origine médiévale de Pammatone, pour la construction d'un ensemble à l'architecture fonctionnaliste, avec une dalle au centre, voué aux logements et aux activités tertiaires supérieures. Dès 1887, un projet prévoyait une telle destruction. Il y a ainsi une continuité importante dans les projets et les thématiques. En effet, les problèmes de la salubrité et des voies de communication restent les principales légitimations de cette opération, comme le montre la présentation qu'en fait le maire en 1950 en conseil municipal : « *Mentre il volto di Genova si trasformava verso oriente, rimaneva sempre più stridente questo colle di Piccapietra con le sue case raggruppate con le scalinate e le salite sconcertanti, questo colle che da secoli aveva perduto la luce ed il sole, [...], anzitutto il problema del rinnovamento edilizio di Genova verso oriente è imposto di ragioni di traffico e di viabilità.* »<sup>1</sup> [Verbali 31/07/1950 : 1817].

Le dernier quartier détruit est celui de Via Madre de Dio, tardivement, dans les années 1970, entraînant le départ de ses habitants dans les quartiers périphériques. Là encore le projet de destruction était bien antérieur, mais retardé pour des raisons financières. Les frontières du

---

<sup>1</sup> « *Tandis que le visage de Gênes se transformait vers l'est, demeurait toujours plus discordante cette butte de Piccapietra, avec ses maisons regroupées et les escaliers et montées déroutantes, cette butte qui avait perdu la lumière et le soleil depuis des siècles [...], avant tout le problème du renouvellement urbanistique de Gênes vers l'est est imposé par des raisons de circulation et de viabilité.* ».

centre historique actuel naissent de cette dernière destruction, souvent évoquée avec regrets aujourd'hui.

Le centre de Gênes est fréquemment appelé, aussi bien dans les guides que dans les discours des acteurs locaux, « *le plus grand centre historique d'Europe* » avec ses 108 hectares de surface. Mais ce qui est appelé avec la force de l'évidence « *centre historique* » à Gênes est le résultat de ces transformations aux marges, des destructions d'espaces jugés insalubres, entre les années 1930 et les années 1970. L'expression aujourd'hui généralisée « *centro storico* » est récente. Le mouvement est différent de celui de Valparaíso puisque la centralité est là le terme d'un processus de caractérisation du patrimoine. Cette expression résulte d'un mouvement d'extension de la ville au-delà des espaces anciens à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce qui est aujourd'hui « *centre historique* » était auparavant une partie importante de la ville de Gênes.

#### *Un traitement particulier du centre historique*

La destruction du quartier de Madre de Dio dans les années 1970 constitue la dernière opération de destruction du tissu ancien menée dans le centre historique. Le plan régulateur général (PRG, *piano regolatore generale*) de 1976, approuvé en 1980 par la région, donne un contenu urbanistique contraignant à la notion de centre historique : désormais toute intervention est subordonnée à une étude d'ensemble [Farini, 2001 : 54]. Le centre historique constitue une « *zona di recupero* », instrument le définissant comme un ensemble.

Le nouveau plan régulateur approuvé en 2000, appelé *Piano Urbanistico Comunale* Puc<sup>1</sup>, accentue la préservation du centre historique, à partir d'une étude de chaque édifice permettant une typologie du bâti en fonction du type d'intervention possible. L'analyse a été conduite par la Faculté d'Architecture de Gênes. Les bâtiments sont classés en 7 catégories, de *a* à *g*. La catégorie *a* représente les édifices de plus haute importance, *b* ceux également monumentaux ayant maintenu des caractéristiques architecturales de valeur, *c* ceux participant du tissu historique, bien que de valeur moindre. Les 4 dernières catégories sont destinées à des situations discordantes, liées aux constructions récentes (*d*), en contraste avec le tissu urbain (*e*), aux destructions de la guerre (*f*) et au bâti en partie démoli (*g*). Les éléments architecturaux de valeur (enceinte, cloître, escaliers, arcades, ...) sont répertoriés, objets d'une attention accrue, reprenant les protections opérées par la *Soprintendenza*<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Ce changement terminologique est lié à une loi régionale ligure, qui définit les modalités de la planification locale.

<sup>2</sup> La surintendance aujourd'hui procède davantage par protection (*vincolo*) de l'ensemble de l'édifice et plus d'éléments isolés, comme à ses débuts.

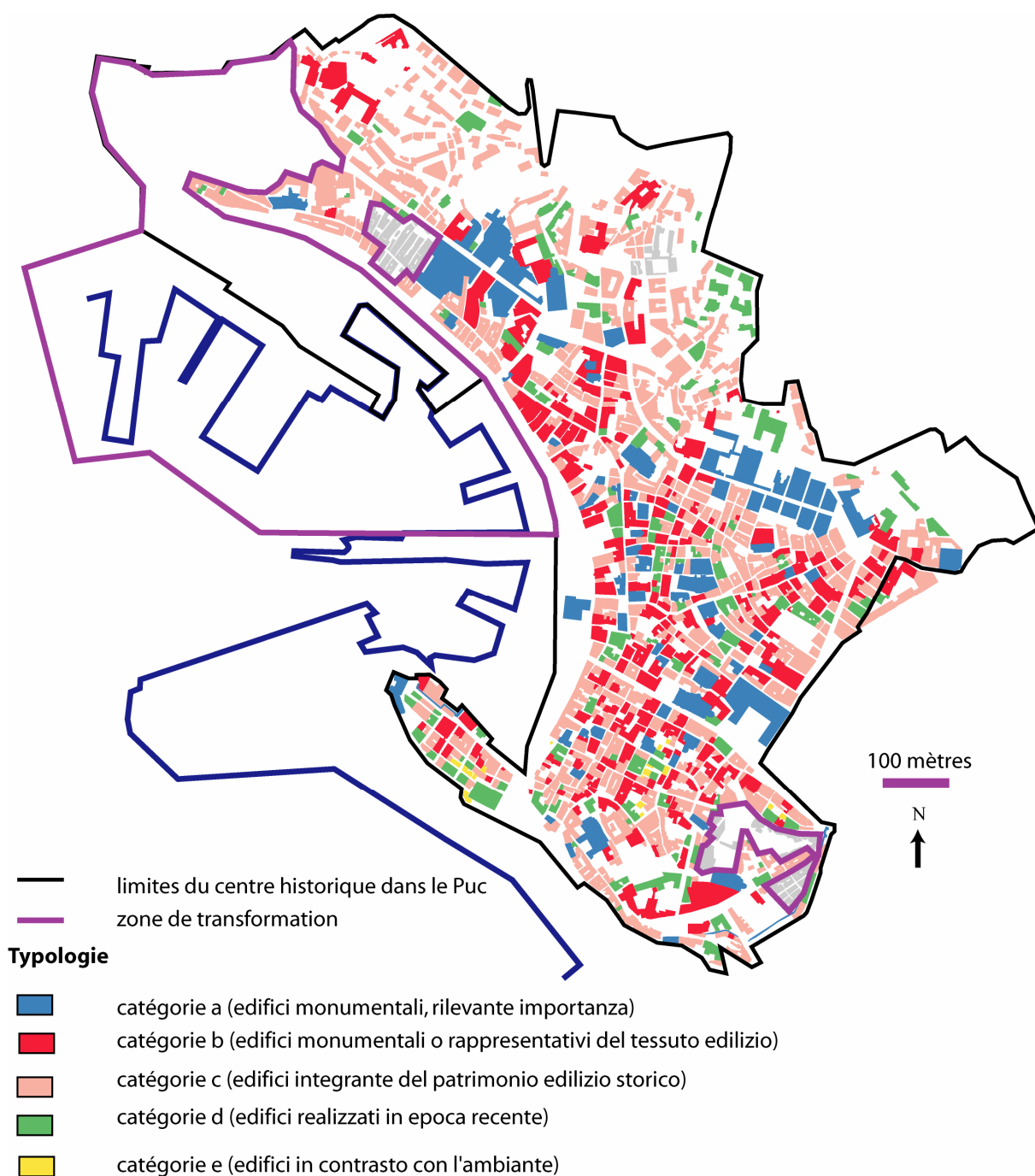


Figure 24 : La prise en compte du centre historique dans le plan urbanistique communal de 2000  
 (S. Jacquot, 2007, d'après le Puc)

Cette classification définit les interventions possibles : restauration scientifique pour les édifices *a* et *b*, restauration de conservation pour les édifices *b* et *c*, reconstruction pour les parties *f*, démolitions sous condition pour les parties *d*<sup>1</sup>, *e* et *f*, etc. Tout en oeuvrant au maintien général du centre historique, ce plan permet certaines interventions de destruction pour des réalisations récentes ou des formes de densification opérées dans les derniers siècles. La typologie concerne donc tous les édifices et pas seulement ceux protégés par la surintendance. Cependant ce travail est mené en coopération avec la surintendance : les projets privés de transformation sont étudiés de concert. Une échelle intermédiaire existe entre le centre historique et l'édifice : certains secteurs sont individualisés comme aires de projet, et délimitées dans le Puc comme « *zone di trasformazione* », où n'est pas établie la typologie précédente pour permettre plus de possibilités à la transformation de ces espaces et agir plus rapidement sans devoir modifier le Puc.

Ainsi ce qui est à présent reconnu comme centre historique, objet d'une politique attentive au maintien de ses caractéristiques, appréhendé comme un tout, est le résultat d'un processus qui en a soustrait des parties périphériques. La commune a un rôle crucial dans cette valorisation patrimoniale, en collaboration avec la surintendance.

### *1.3 La candidature des Palais des Rolli : un patrimoine retrouvé*

En 2006, Gênes est inscrit sur la Liste du Patrimoine Mondial de l'Humanité. La candidature est menée principalement par la commune de Gênes et l'historien Ennio Poleggi. Contrairement à Valparaiso, le processus de candidature est peu médiatisé, et demeure technique, coordonné par la section Centre Historique de la municipalité, sans que la candidature fasse débat.

Le titre du bien est « *Gênes, les Strade Nuove et le système des palais des Rolli* ». Les *strade nuove* sont des voies percées dans le tissu urbain médiéval entre le XVI<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle : via Garibaldi, via Balbi et via Cairoli, permettant à la fois de faciliter les communications au sein de la ville et de mener des opérations d'embellissement urbain. En effet, le long de ces voies sont construits de somptueux palais, disposant de plus d'espaces que dans les espaces médiévaux, et mis davantage en valeur visuellement par la largeur des voies. Les *Rolli* désignent un système d'hébergement public dans des demeures privées, mis en place par la République de Gênes au XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, pour accueillir de prestigieux

---

<sup>1</sup> Pour autant, comme me le rappelait le surintendant aux biens architecturaux, il n'y a pas de volonté générale de destruction des édifices du XX<sup>e</sup> siècle, désormais incorporés au centre historique.

visiteurs. Un *rollo* est une liste contenant l'ensemble des demeures privées servant à l'hébergement public. Cinq listes ont été établies : en 1576 (52 palais), en 1588 (111 palais), en 1599 (150 palais), en 1614 (96 palais) et en 1664 (95 palais) [Poleggi, 1998]. Les palais privés sont classés, selon leur richesse et leurs décorations, en différentes catégories (*bussolo*) correspondant chacune à un rang de visiteurs. Ainsi un décret du Sénat en 1576 réserve les palais du premier *bussolo* aux princes, vice-roi, cardinaux, ceux du second aux gouverneurs et ceux du troisième aux ambassadeurs. Les palais de la via Garibaldi sont les plus prestigieux : dès 1576 les dix qui y ont été construits sont tous sur le premier *bussolo*.

#### *Institutions locales et candidature*

Cette mise en avant d'un système de gestion des palais résidentiels pour leur mise à disposition des visiteurs est liée aux recherches d'un historien de la ville, Ennio Poleggi, qui a « redécouvert » les *Rolli* en étudiant les archives de la commune, dans les années 1970 [entretien Poleggi, 2006]. Le travail de recherche scientifique et universitaire a donc été premier. Il s'inscrit dans l'étude des transformations urbanistiques de la ville en relation avec les transformations socio-économiques. La mise en avant du système des *Rolli* implique de considérer les éléments architecturaux comme liés à des stratégies politiques de présentation de sa puissance, de façon individuelle (le palais est identifié à une famille), et collective (la ville de Gênes qui reçoit ses prestigieux visiteurs et fait étalage de sa richesse). Ennio Poleggi a également été adjoint à la culture à la municipalité de Gênes. Il a gardé des liens au sein de la commune et a été un des promoteurs de l'idée d'une candidature au Patrimoine Mondial de l'Humanité, mettant alors en avant ce qui lui semblait être l'exceptionnalité de Gênes : la gestion civile des espaces urbanistiques et l'usage collectif des palais privés, au service de l'image de la ville.

La candidature est portée au niveau local par trois institutions : l'Université de Gênes, la commune, et la *Soprintendenza*, qui sont regroupées à cette fin dans une commission mixte à partir de 1999, où E. Poleggi joue un rôle important. En 2002, la commune transmet une demande officielle à l'État qui accepte de porter la candidature et de l'insérer sur sa liste indicative. En outre, en janvier 2004, une convention est signée entre la municipalité et la *Soprintendenza*, les deux parties s'engageant à tout mettre en œuvre pour revaloriser le centre historique à travers cette candidature. Pour la rédaction du dossier a été fait appel à ECCOM, *Centro Europeo per l'Organizzazione e il Management Culturale*, organisation italienne composée de professionnels du patrimoine et de la culture délivrant des formations, études et



conseils en management patrimonial. La candidature Unesco s'inscrit ainsi dans une démarche concertée de la part des actants publics.

### *Les justifications*

Deux versions du dossier de candidature ont été réalisées, la première en 2005, puis suite à des recommandations d'Icomos des compléments et modifications ont été apportés en 2006. Le titre choisi, qui contient la mention des palais des *Rolli*, témoigne de l'importance de ce système d'hébergement dans la présentation du bien, puisqu'il renvoie à l'articulation entre édifices et richesses nobiliaires privés et pouvoir civil génois. Les palais des *Rolli* constituent un élément central dans la description faite dans le dossier de candidature. Cela est lié au rôle joué par E. Poleggi dans sa rédaction, de façon directe et indirecte (son ouvrage de 1979 m'a été présenté par le directeur du service en charge du dossier, Giorgio Gatti, comme l'ouvrage indispensable sur l'histoire du centre historique).

Toutefois, dans sa première évaluation, Icomos demande de modifier la candidature en prenant davantage en compte Strada Nuova et la qualité architecturale des édifices<sup>1</sup>. Les limites de la zone proposée doivent également être modifiées. Durant cette phase, E. Poleggi évoquait à demi-mot<sup>2</sup> le sens des transformations demandées : « *L'Unesco si ha fatto un controllo e adesso non posso dire cose segrete, ma chiederebbero che le riducessimo a 42 edifici, perché a loro non sembra, non hanno ancora compreso, che questi 100 palazzi erano una idea generale dei proprietari* »<sup>3</sup> [Poleggi, 2006], semblant regretter les modifications demandées qui en ne considérant pas l'ensemble des palais comme un tout, en changent la cohérence historique.

Les palais des *Rolli* restent un élément important du classement, mais les aspects urbanistiques et architecturaux sont donc davantage accentués, comme le montrent les critères retenus pour le classement.

---

<sup>1</sup> Ces éléments apparaissent dans un courrier adressé le 11 janvier 2006 à la délégation italienne à l'Unesco par Icomos (les biens sont présentés par les États au niveau international, aussi la communication passe-t-elle par les représentants des États concernés, et non par les institutions en charge de la préparation du dossier de candidature).

<sup>2</sup> Mon travail de terrain a été compliqué par le fait que les responsables du dossier avaient l'impression que tout le travail de préparation devait rester secret, sous peine de menacer le classement. Je n'ai hélas pu comprendre l'origine de cette opacité, alors que l'Unesco dans ses textes ne conseille rien de tel, appelant au contraire à une participation large, comme ce fut le cas à Valparaíso ou Liverpool, de façon au moins formelle.

<sup>3</sup> « *L'Unesco a fait un contrôle, et en ce moment je ne peux dire des choses secrètes, mais ils demandèrent que nous réduisions à 42 édifices [le nombre de palais dans le dossier de candidature], parce qu'il leur semblait, ils n'ont pas encore compris, que ces 100 palais étaient une idée générale des propriétaires* ».

### **Critères d'inscription retenus par l'Unesco<sup>1</sup>**

*Critère (ii) : L'ensemble des Strade Nuove et les palais qui y sont associés témoignent d'un important échange de valeurs sur le développement de l'architecture et de l'urbanisme aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Grâce aux traités d'architecture publiés à l'époque, ces exemples furent connus à travers l'Europe, faisant des Strade Nuove et des palais de la fin de la Renaissance de Gênes des symboles significatifs du développement de l'architecture maniériste et baroque en Europe.*

*Critère (iv) : Les Strade Nuove à Gênes sont un exemple exceptionnel d'ensemble urbain de palais aristocratiques de haute valeur architecturale, illustrant l'économie et la politique de la ville marchande de Gênes au sommet de sa puissance aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Le projet dénotait un esprit nouveau et innovateur, représentant le siècle des Génois (1563 à 1640). En 1576, la République de Gênes établit une liste légale des Rolli, reconnaissant les palais exceptionnels pour accueillir officiellement les hôtes de marque.*

Le critère 2<sup>2</sup> met l'accent sur les échanges d'influence européens, les palais incorporant des éléments espagnols (par exemple l'entrée monumentale et l'escalier), et devenant à leur tour source d'inspiration, à travers les descriptions de P. Rubens. Le critère 4 concerne la valeur urbanistique et architecturale du bien, en relation avec le contexte génois. Le système des *Rolli* apparaît comme un des éléments de ce contexte, mais n'est plus le thème général de la candidature. Le dossier d'évaluation d'Icomos illustre ce changement des priorités du bien, à travers la déclaration de valeur universelle : « *La valeur universelle exceptionnelle de l'ensemble de Gênes peut être considérée en fonction de plusieurs thèmes : la puissance politico-économique des Génois, l'originalité du plan d'urbanisme de la ville, les solutions architecturales innovantes portant plus en avant les idées de la Renaissance et la reconnaissance de l'influence internationale de cette architecture dès l'époque de la construction.* ». Le bien, auparavant centré sur la mise en avant de l'enchevêtrement des relations publiques et privées matérialisées dans les palais et leur système de gestion, témoigne désormais surtout des innovations architecturales et urbanistiques.

### *Espaces et gestion*

---

<sup>1</sup> Les critères 3 et 6 proposés dans le dossier de candidature n'ont pas été retenus. Le critère 6 était consacré au système des Rolli mais formulé maladroitement, si bien que le fait qu'il n'ait pas été retenu n'est pas nécessairement significatif.

<sup>2</sup> Le critère 2 s'applique aux biens qui témoignent « *d'un échange d'influences considérable* ».

Entre 2005 et 2006, le nombre de palais des *Rolli* inclus dans le bien proposé passe de 81 à 42. L'espace du bien a également été modifié. Le secteur classé s'étend sur 15 hectares, tandis que la zone tampon recouvre l'ensemble du centre historique sur 113 hectares. La zone tampon est l'ensemble du centre historique, puisque les dispositifs municipaux de protection sont réalisés à cette échelle.

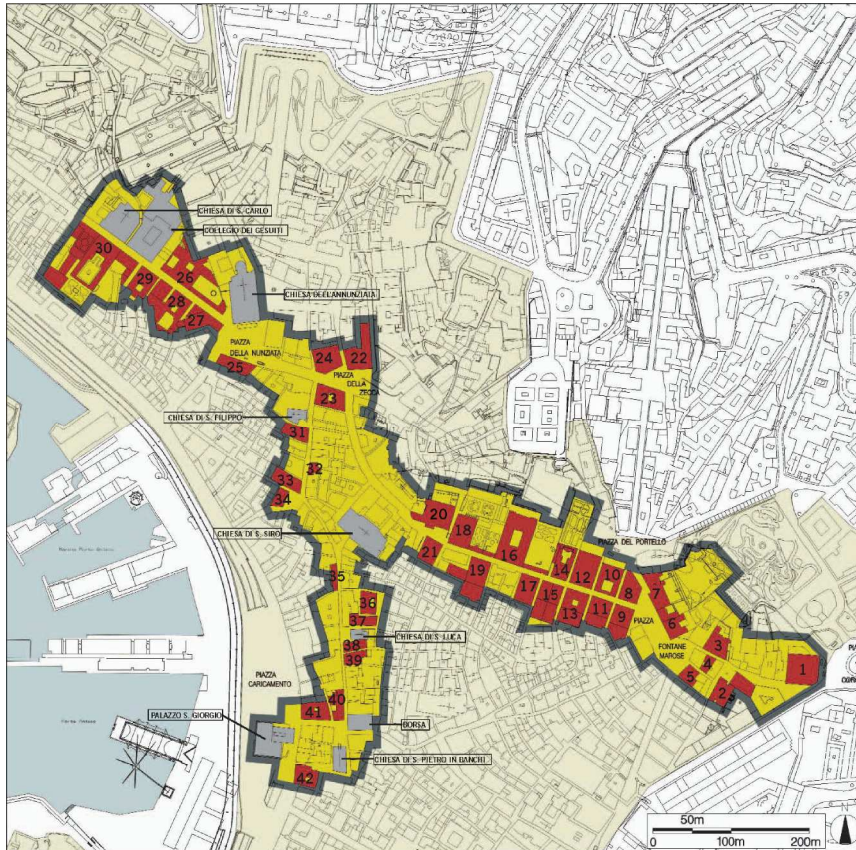
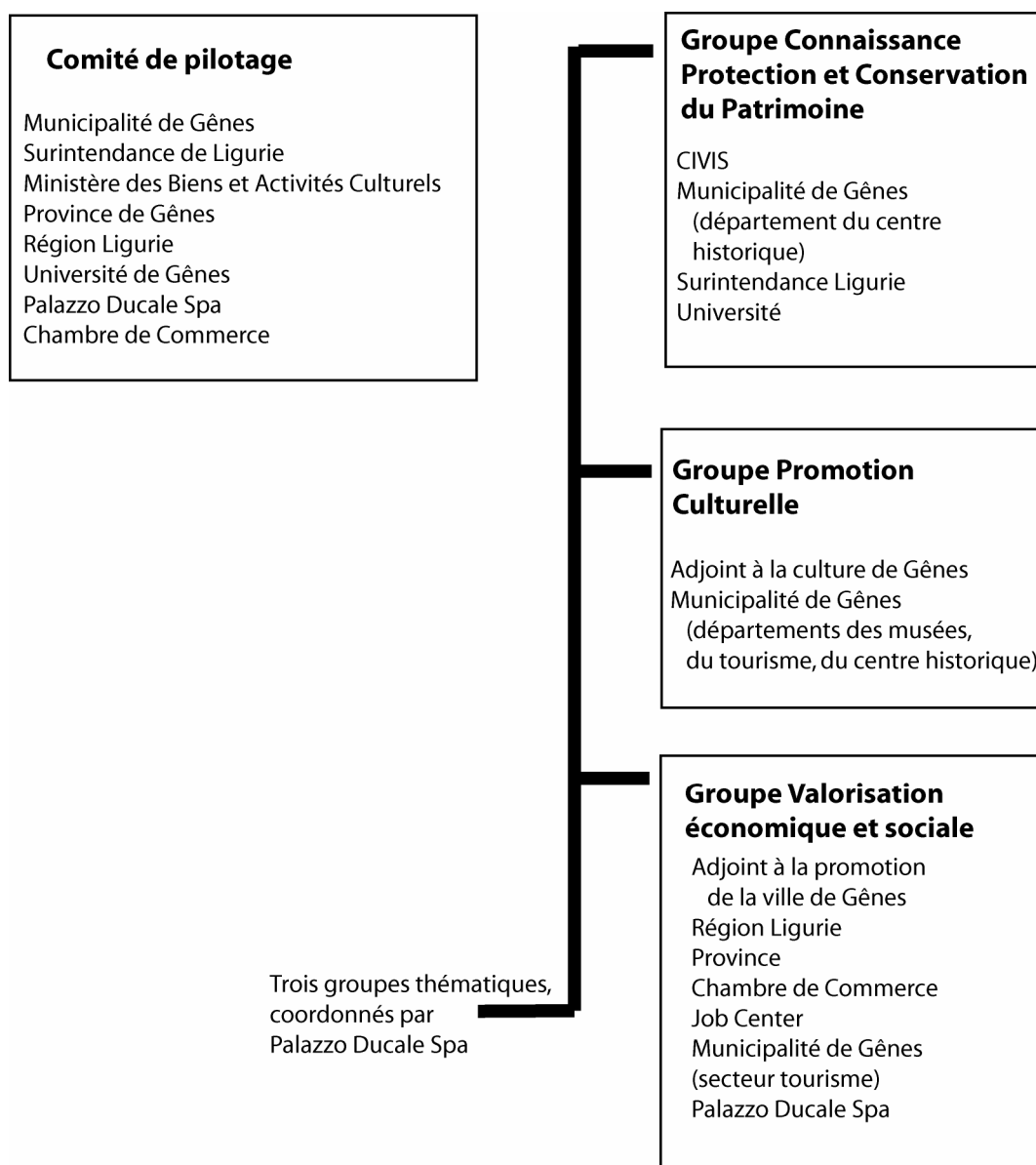


Figure 25 : Secteur classé Unesco, avec les palais des Rolli (en rouge), extrait du dossier de candidature 2006, Comune di Genova

Pour la conduite de la gestion du bien sont créés un comité de pilotage et des groupes thématiques destinés au suivi de la conservation, aux activités de promotion, et à la valorisation économique et sociale. Ces comités thématiques sont coordonnés par la société *Palazzo Ducale Spa*, créée par la municipalité pour la gestion du Palazzo Ducale et l'utilisation culturelle de ses espaces [Comune di Genova, Ministero per i Beni e le Attività Culturali, 2006].

Le dossier de candidature doit également détailler les mesures de protection et de mise en valeur du bien. Il énumère alors toutes les dispositions prises à Gênes depuis la fin des années 1990 pour la réhabilitation large du centre historique, notamment *via* les grands événements, et les actions spécifiques orientées vers les *Palazzi dei Rolli*.



**Figure 26 : Organisation institutionnelle de la candidature Unesco (S.Jacquot, d'après le dossier de candidature)**

Ainsi, pour *Genova 2004* Capitale Européenne de la Culture, des mécanismes de restauration de ces palais sont mis en place, permettant aux propriétaires de toucher des aides de l'État pour la restauration des façades visibles depuis l'espace public. Le dossier précise également les modalités de valorisation : certains palais des *Rolli* abritent des musées municipaux (Palazzo Rosso, Palazzo Bianco, Palazzo Tursi) ou nationaux (Palazzo Reale), et des propriétaires ouvrent leurs demeures aux visiteurs en certaines occasions. Les objectifs concernent la valorisation du patrimoine, à destination des touristes et des habitants, la diffusion de connaissances sur ces biens, l'utilisation des Palais des *Rolli* comme atout promotionnel pour la ville, et la poursuite de la réhabilitation des espaces. Un plan d'action dans le *management plan* est élaboré.

Au final, la candidature Unesco à Gênes apparaît davantage comme la reconnaissance d'un travail déjà effectué pour la réhabilitation du centre historique : le dossier de candidature évoque les programmes mis en place sur le centre, et la restauration des nombreux édifices. Il raconte la transformation du centre historique. Valparaiso présente un cas différent, où le processus de classement Unesco a constitué un aiguillon de la politique patrimoniale.

## **2. Valparaiso : la tension entre justifications historiques et paysagères de la patrimonialisation**

Le processus de patrimonialisation à Valparaiso est récent et marqué par le contraste entre différentes conceptions du patrimoine, révélées par le processus de candidature à l'Unesco.

### *2.1 Une patrimonialisation récente*

La chronologie de l'identification d'espaces patrimoniaux est différente de celle de Gênes. En effet, jusqu'à l'Indépendance du Chili, Valparaiso n'est qu'une modeste bourgade de quelques milliers d'habitants. Il ne reste que de maigres traces de cette période : fragments des quais intégrés aujourd'hui à la ville, vestiges des forts, voirie, ... Valparaiso connaît une croissance démographique importante au XIX<sup>e</sup> siècle, passant de 2000 habitants en 1802, à 5000 en 1810, 16000 en 1822, 55000 en 1854, 97737 en 1875, 104952 en 1885 et 122447 en 1895. Les espaces concernés par la patrimonialisation sont comme à Liverpool essentiellement liés à la croissance de la ville au XIX<sup>e</sup> siècle. La délimitation d'une centralité patrimoniale prend alors un autre sens qu'à Gênes, car il n'y a pas de rupture nette au sein de la ville qui pourrait permettre d'identifier un centre historique et des développements ultérieurs.

À Valparaiso l'élément accélérateur a été la candidature comme ville Patrimoine Mondial de l'Humanité à partir de 1997. Quelques années auparavant, la municipalité s'était déjà engagée dans la voie d'une protection accrue de certains espaces, suite à la controverse sur la destruction d'un édifice de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'édifice Luis Cusiño, et à la mobilisation qui s'en est suivie. L'histoire de la patrimonialisation de Valparaiso n'est donc pas linéaire ; elle manifeste une accélération importante à partir des années 1990 et devient dès lors un enjeu des politiques urbaines.

Différentes phases peuvent être individualisées dans cette histoire de la patrimonialisation. Il s'agit d'une remise en ordre *a posteriori* : on ne passe pas nettement, sauf crise, d'une phase à une autre mais il y a bien sûr des chevauchements. De plus, les

modalités de la patrimonialisation peuvent coexister, et pas simplement se succéder. Le tableau suivant présente ces différentes phases.

Etape	Période	Acteurs	Modalités	Espaces
1. Protection nationale	Avant 1997	État (Conseil des Monuments Nationaux).	Classement et surveillance. Le patrimoine comme bien de la nation.	Éléments ponctuels
2. Protection municipale	1995-1999	Municipalité et associations patrimoniales.	Normes pour résoudre des conflits de développement. Développement d'un patrimoine paysager.	Casco histórico
3. Candidature Unesco	1998-2003	Partenariats entre acteurs nationaux et locaux. Participation d'acteurs non publics.	Élaboration de projets d'intervention. Renouvellement de la conception patrimoniale sur une base experte.	Área histórica
4. Extension patrimoniale et développement du front de mer	2004 ...	Municipalité, Conseil des Monuments Nationaux (classement patrimonial), État.	Retour au patrimoine comme élément paysager. Grands projets nationaux dans des zones stratégiques.	Aire historique ou ensemble de la baie ?

**Tableau 8 : Les étapes de la patrimonialisation à Valparaíso, S. Jacquot (2006)**

Ces séquences sont désignées par une tendance dominante du débat patrimonial. Dans les deux premières, un acteur domine le débat, puis les deux suivantes sont marquées par une complexification du débat suite à l'irruption de nouveaux acteurs. La dernière colonne indique l'espace de référence de chaque moment patrimonial. À première vue cela indique un élargissement continu de l'aire patrimoniale, parallèlement à cette complexification. Mais il ne s'agit pas d'une simple extension spatiale, cela dénote aussi le développement de nouvelles conceptions du patrimoine.

## 2.2 Comment nommer les espaces patrimoniaux ?

L'histoire récente des dénominations des espaces historiques à Valparaíso est un mouvement passant du centre vers les marges, traduisant le passage de l'architectural au paysager. La candidature pour l'inscription sur la Liste du Patrimoine Mondial a servi de catalyseur à la patrimonialisation à Valparaíso, et les débats sémantiques sur ce patrimoine sont donc liés à ce processus.

En Amérique Latine, deux expressions désignent le centre historique : « *centro histórico* » et « *casco histórico* ». Dans certains cas les deux expressions coïncident, dans d'autres selon les villes un des deux usages est plus courant. Au Chili pour les villes d'origine coloniale domine l'expression « *centro histórico* »<sup>1</sup>, mais sans usage exclusif. Or le patrimoine urbain à Valparaíso n'est pas rattaché à l'époque coloniale. Lors de la constitution du dossier de candidature, il a donc fallu déterminer un nom pour définir l'ensemble historique qui en reflète les caractéristiques. L'expression « *centro histórico* » indiquait trop la filiation coloniale et n'a donc pas été utilisée. Celle de « *casco histórico* » a été employée dans la première version du dossier de candidature réalisée par les services techniques de la mairie en 1998 : le titre du bien proposé est alors « *casco histórico de la ciudad puerto* »<sup>2</sup>. Cela indique le maintien d'une référence à la centralité, et une certaine unicité morphologique des espaces.

Or cette expression est perçue ensuite comme inadaptée. En effet, les espaces proposés au classement relèvent d'ensembles morphologiques et topographiques distincts. Malgré la continuité spatiale il y a un dénivelé et une différence paysagère importante entre le quartier portuaire et les collines résidentielles bourgeoises du XIX<sup>e</sup> siècle. La centralité elle-même est problématique. En effet, le quartier portuaire est effectivement le noyau initial de Valparaíso avant l'Indépendance, sur une surface réduite, mais dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle la centralité économique se déplace vers le quartier financier, également intégré à l'aire proposée au classement, tandis que les collines constituent uniquement des quartiers résidentiels. L'expression « *casco histórico* » est donc abandonnée, au profit dans un premier temps de l'expression « *barrios históricos* » (quartiers historiques) qui indique cette diversité paysagère et fonctionnelle.

Mais cela induit le défaut inverse d'une impression d'éclatement et de manque de cohérence de la zone patrimoniale, alors que malgré la diversité morphologique il y a cohérence historique. La diversité des espaces reflète une nouvelle modalité de l'urbanisme, séparant lieux d'activités et lieux résidentiels. Au XIX<sup>e</sup> siècle la bourgeoisie investit certaines collines, dont les Cerros Alegre et Concepción, mais les lieux d'activités demeurent localisés dans le quartier portuaire et le quartier financier en contrebas. Pour le dossier de candidature, il faut donc une expression qui sans indiquer une homogénéité signifie une cohérence de

---

<sup>1</sup> Cette appellation domine dans les classements en zone typique par le *Consejo de los Monumentos Nacionales* : en 1981 est classé le « *centro histórico de la Serena* », en 1985 le « *centro histórico de Antofagasta* », en 2000 le « *centro histórico de Los Andes* », en 2002 le « *centro histórico de Putaendo* » et en 2003 le « *centro histórico de Lolol* ».

<sup>2</sup> « *centre historique de la ville port* ».

l'ensemble. Dans le deuxième dossier de candidature transmis par le Chili en 2001, le nouveau nom du bien est désormais « *Sector del Área Histórica de Valparaíso* ». Le terme secteur indique que la candidature concerne une partie d'un ensemble plus vaste appelé « *aire histórica* ». Cette dénomination, avec l'usage du singulier, réintroduit la cohérence perdue avec l'expression un temps envisagée de « quartiers historiques » sans pour autant se référer à la notion de centralité. Ainsi le processus de candidature, qui impose une définition des valeurs patrimoniales et une justification des choix spatiaux, a entraîné ce passage de « *casco histórico* » à « *aire histórica* », et donc un abandon du modèle spatialement centré du patrimoine, préalable à d'autres évolutions de la conception du patrimoine.

### 2.3 La reconnaissance des éléments patrimoniaux

Avant que la patrimonialisation ne devienne un enjeu du développement urbain à Valparaíso, un classement des éléments de valeur patrimoniale est déjà mené, par le *Consejo de los Monumentos Nacionales*, à partir de la loi instaurant la protection des monuments nationaux en 1925. En 2007, 58<sup>1</sup> éléments sont classés sur la commune de Valparaíso ; 21 l'ont été avant 1990. Jusqu'en 1970, 2 monuments seulement, le fort Esmeralda et le château (*castillo*) San José, sont classés. Seize monuments sont ensuite classés dans les années 1970 puis trois dans les années 1980. Ces 21 éléments sont hétéroclites. Deux éléments constituent des monuments commémoratifs, appelés « *monumento público* », liés à l'histoire nationale maritime chilienne (le monument aux héros de Iquique, mausolée dédié à Arturo Prat, héros de la guerre du Pacifique, et la statue représentant l'ancien entrepreneur nord-américain Guillermo Wheelwright). Parmi les 13 monuments historiques il n'y a qu'un élément renvoyant à l'époque coloniale : le *castillo* San José, sur le Cerro Cordillera. En effet, Valparaíso, à de nombreuses reprises détruite par les incendies et les tremblements de terre, sans politique de fondation urbaine dans son passé, conserve peu de traces de cette époque coloniale. Les vestiges de ce fort font partie d'un édifice du début du XIX<sup>e</sup> siècle, actuel musée et ancienne maison de Lord Cochrane. Tous les autres monuments historiques datent de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ou du début du XX<sup>e</sup> siècle (souvent des reconstructions suite au tremblement de terre de 1906, par exemple l'ancienne intendance reconstruite en 1910), c'est-à-dire de la période où Valparaíso était un port et un centre financier important en Amérique Latine. Ils concernent un ouvrage défensif (le fort Esmeralda), des édifices liés à l'activité portuaire (la douane de 1855) ou la vie civile (l'intendance), des bâtiments qui

---

<sup>1</sup> La liste fournie par le *Consejo de los Monumentos Nacionales* en indique 60, mais comporte deux erreurs (un bien compté deux fois et une locomotive localisée dans une autre commune).



évoquent la présence d'une bourgeoisie étrangère (église anglicane, quelques édifices). Quelques monuments relèvent du patrimoine industriel : les vestiges de la ligne ferroviaire et un ascenseur urbain (Polanco), construit en 1915. Enfin, suite à la loi de 1970 sur les monuments nationaux et à la création de la catégorie « zone typique », cinq ensembles sont identifiés et classés. Ces éléments ne sont pas concentrés dans un secteur de la ville, mais la majorité se trouve dans la zone Unesco ou sa zone tampon.

Les années 1990 connaissent une accélération de l'identification de monuments nationaux. Tout d'abord, un conflit sur la destruction d'un bâtiment au début des années 1990, appelé « *edificio Cusiño* », aboutit à son classement par le *Consejo de los Monumentos Nacionales*. Surtout, le processus de candidature au Patrimoine Mondial accélère ces classements. En 1998, en 2001 et en 2003, donc aux moments de réalisation ou d'examen du dossier de candidature, des classements multiples sont effectués. En 1998, 14 funiculaires (appelés ascenseurs) sont classés. Ils ont été construits entre 1883 et 1916<sup>1</sup>. Ils sont dispersés dans toute la ville, effectuant la jonction entre le *plan* et les premières hauteurs des *cerros*, et représentent autant un patrimoine industriel lié à l'histoire des transports qu'une évocation directe de la topographie de Valparaíso et des adaptations menées. En cela, les ascenseurs illustrent bien le discours développé dans la première version du dossier de candidature. En 2001, suite aux demandes d'Icomos de donner davantage de cohérence réglementaire à la zone proposée au classement, quatre nouvelles zones typiques sont créées, recouvrant l'ensemble de l'aire proposée au classement. Une cinquième, appelée *área histórica de Valparaíso*, englobe ces différentes zones typiques en créant une cohérence d'ensemble.

Enfin en 2003 sont classés 16 trolleybus (qui constituent un seul monument historique) et 11 édifices de l'Almendral, situés en dehors de la zone de candidature mais dont le classement est explicitement destiné à renforcer le dossier de Valparaíso à l'Unesco, en cours d'examen : le décret de classement reprend les justifications du dossier de candidature Unesco, évoquant l'adaptation à la topographie, l'éclectisme des constructions et la valeur universelle de Valparaíso<sup>2</sup>.

Ainsi la hausse du nombre de monuments historiques est liée en grande partie au processus de candidature : en dehors de ces trois vagues de classement destinées à renforcer la candidature, il n'y a aucun classement entre 1994 et 2005<sup>3</sup>. Pourtant, loin de conforter la

---

<sup>1</sup> À l'exception d'un funiculaire en 1931, mais non concerné par le classement.

<sup>2</sup> Voir la justification développée dans le décret n°355 du 20 mai 2003 du Ministère de l'Éducation.

<sup>3</sup> En 2005 sont classés trois cimetières, en 2006 un espace naturel et en 2007 une école art déco menacée de destruction.

concentration des monuments nationaux dans la zone Unesco, ces classements entraînent une dispersion plus forte du patrimoine. Comment expliquer ce paradoxe ? Les classements de 2001 visaient à donner des garanties sur la protection patrimoniale des espaces proposés à l'Unesco, à l'inverse de ceux de 1998 et 2003, concernant des éléments patrimoniaux diffus. Cela traduit bien le balancement entre deux conceptions du patrimoine, qui apparaît dans les mesures de protection prises par les autorités locales et les différentes versions du dossier de candidature, entre une conception d'un patrimoine historique centré sur les lieux fondateurs de la ville et au contraire l'idée d'un patrimoine paysager.

#### 2.4 La naissance d'une politique municipale du patrimoine

La naissance d'une politique municipale du patrimoine date du début des années 1990, avec le débat sur l'édifice Cusiño. Au début des années 1990, une entreprise immobilière achète le bâtiment appelé « *edificio Cusiño* », pour le détruire et y construire une tour. Cet édifice a été construit dans les années 1880, dans le secteur *plan*. Des professeurs et étudiants en architecture se mobilisent, créant l'association *Ciudadanos por Valparaíso*, à laquelle sont associés dans un premier temps des entrepreneurs locaux du tourisme.

Les motivations sont hétéroclites. Pour Raúl Alcazar, propriétaire d'un restaurant Cerro Concepción, il s'agit de préserver la vue depuis la colline. L'architecture du bâtiment est également mise en avant dans des tracts réalisés par *Ciudadanos por Valparaíso*. La presse se fait l'écho de cette campagne. *A posteriori*, cette campagne est perçue comme le point de départ d'une mobilisation sur le patrimoine, comme le raconte un des membres de *Ciudadanos por Valparaíso* : « *El movimiento surge por un hecho muy particular en el año 94, y es por una defensa, o sea iban a destruir un edificio que estaba en buen estado y que tenía algunas características arquitectónicas únicas, yo creo que ya lo sabes que es el edificio Luis Cusiño, que es el edificio barco que esta en una esquina, bueno esa ese estilo arquitectónico es super clave para entender la trama urbana en Valparaíso y todo, en su plan ; entonces cuando eso se va a destruir después se va a construir una torre espejo, muy moderna que se yo, y que a su vez iba a tapar la visión del mirador Atkinson* »<sup>1</sup> [entretien V20]. La mobilisation a deux motifs : la préservation d'un édifice à valeur architecturale et

---

<sup>1</sup> « le mouvement naît avec un événement particulier en 1994, pour la défense, ou plutôt, il y avait le projet de détruire un édifice en bon état et qui avait des caractéristiques architecturales uniques, je crois que tu sais lequel, l'édifice Luis Cusiño, qui est l'édifice en forme de bateau placé à un croisement, donc ce style architectural est très important pour comprendre la trame urbaine à Valparaíso et dans la partie plan ; donc il était prévu après la destruction de construire une tour en verre, très moderne, et qui allait alors cacher la vue depuis le mirador Atkinson ».

historique et la préservation des vues sur la mer depuis les collines. Il s'agit de faire la synthèse entre ces deux aspects. Les premiers tracts réalisés par *Ciudadanos* sont le résultat de la présence forte d'architectes au sein de ce comité, et l'aspect mis en avant est la qualité architecturale de l'édifice, mais la *Junta de Vecinos*<sup>1</sup> du Cerro Concepción qui se joint à la mobilisation développe un autre argumentaire basé sur la préservation des vues vers la mer depuis les *miradores* (promenades publiques sur les flancs des collines), menacées par la construction d'une tour. Les tracts et discours évoluent et intègrent la problématique paysagère. D'autres institutions apportent leur soutien, notamment le *Consejo de los Arquitectos*, et l'édifice est classé le 19/07/1994 par le *Consejo de los Monumentos Nacionales*<sup>2</sup>, ce qui interdit sa destruction.

La municipalité est divisée : la responsable à l'urbanisme est favorable à la construction de la nouvelle tour pour ne pas donner de signaux négatifs aux investisseurs. Le maire tranche dans le sens de l'établissement de normes patrimoniales dans le secteur historique de la ville pour éviter d'être confronté à nouveau à ce problème, et pour donner des gages à la politique de relance économique basée sur le tourisme et la culture. Deux plans de détail (*planes seccionales*) sont alors établis, l'un préservant les points de vue et l'autre aboutissant à définir des zones de conservation historique : ils traduisent cette double dimension de protection d'un patrimoine historique et d'un patrimoine paysager, et indiquent en creux les espaces possibles du développement immobilier.

Le 10 octobre 1997 est promulgué le *Seccional de Preservación de Inmuebles y Zonas de Conservación Histórica*, qui modifie dans l'aire historique les dispositions du plan régulateur communal. En effet, la loi 17.288 de 1970 reste vague concernant les dispositions pour les zones typiques<sup>3</sup>, soumettant toute intervention à l'accord préalable du Conseil, mais sans exiger lors de l'instauration de la zone typique la mise en place d'un plan de protection. Le but de ce *seccional* est donc de préciser des critères de protection propres à la zone patrimoniale de Valparaíso. Le *Seccional Preservación de Vistas desde Paseos y Miradores* est approuvé au journal officiel le 4 octobre 1997, et consiste en la préservation de perspectives visuelles depuis les collines, ce qui implique une limitation de la hauteur des constructions dans la zone *plan*. Ces deux documents indiquent une tension entre la définition de zones patrimoniales distinctes et la définition d'un patrimoine paysager.

---

<sup>1</sup> Il s'agit du conseil des habitants.

<sup>2</sup> Les motivations avancées sont seulement d'ordre historique et architectural, sans référence à la dimension paysagère.

<sup>3</sup> Il faut attendre 2001 pour que le Conseil des Monuments Nationaux précise les normes.

### *La différenciation des espaces patrimoniaux*

Le *Seccional de Preservación de Inmuebles y Zonas de Conservación Histórica* ne mentionne pas la notion de centre historique. La notion de « *zone de conservation historique* » désigne un espace homogène soumis à des règles pour la préservation de son patrimoine. Six zones de conservation historique sont délimitées : la zone de la Place Eschaurren-La Matriz, celle de Serrano, la zone civique de la place de la Justice et de la place Sotomayor, celle de Prat-Esmeralda, des Cerros Alegre et Concepción, et du Cerro Cordillera. Cette différenciation en de nombreuses zones traduit l'absence d'unité morphologique, car ce zonage des espaces historiques sert de base à des principes différenciés de protection du patrimoine. Toutefois, l'introduction explicative aux dispositions de ce *seccional* précise l'unité de ces zones qui est ainsi une « *zona con valores histórico-urbano [sic] constituida por un cordón especial continuo [...]; dicha zona o cordón se encuentra inserta y entrelaza zonas de valor histórico* »<sup>1</sup>. Il y a donc une tension entre la différenciation des espaces et leur intégration dans une unité. L'explicitation des limites de chaque zone aboutit à démultiplier la centralité : le secteur de la Matriz est appelé « *nucleo original* », le secteur de la place Eschaurren et de la Matriz « *centro histórico* », l'espace de la place Sotomayor « *centro cívico* » et l'espace Prat-Esmeralda « *centro urbano bancario* ». L'ensemble patrimonial qui n'est pas appelé centre se décompose en une multitude de centralités spécifiques.

Les secteurs de la zone *plan* sont l'objet d'un classement typologique du bâti, en fonction de l'intérêt patrimonial, qui n'est pas réalisé pour les édifices des collines. L'échelle de l'individualisation des valeurs patrimoniales est ici le bâtiment, qui occupe souvent à lui tout seul un îlot (on parle alors d'« *edificio-manzana* »<sup>2</sup>). Ces catégories sont les édifices de caractère monumental, les édifices représentatifs de l'architecture de l'époque, les édifices avec valeur urbaine complémentaire, les constructions nouvelles, et ceux ne présentant aucun intérêt architectural. Les deux dernières catégories autorisent des destructions. Les édifices avec valeur urbaine complémentaire sont les édifices qui ne sont pas conservés pour eux-mêmes mais pour leur intégration dans la zone. Cette catégorie indique une relation entre la partie et le tout, qui se retrouve plus fortement encore dans les collines.

Au moment de la réalisation de ce *seccional*, l'architecture des *cerros* est peu connue, perçue comme mineure et vernaculaire : il est plus difficile de définir ce qui dans un bâtiment

---

<sup>1</sup> « zone avec des valeurs historico-urbaines constituées par un cordon special continu [...], cette zone se trouve insérée et entrecroise des zones de valeur historique. »

<sup>2</sup> Le terme « *manzana* » désigne l'îlot en Amérique Latine. L'« *edificio-manzana* » est donc un édifice qui occupe l'intégralité d'un îlot, un quadrifont.

donné est digne d'être conservé. Leur qualité patrimoniale selon ce *seccional* est liée à l'ensemble paysager cohérent : « *los proyectos [...] no podran destruir o modificar el espacio urbano ya conformado ni interferir el paisaje urbano que se desea justamente preservar* »<sup>1</sup>. Pour les Cerros Alegre et Concepción par exemple des dispositions générales sont prises : interdiction d'augmenter la surface au sol, maintien des façades, obligation de maintenir les éléments structurels des différents édifices ou réglementation du type de mobilier urbain autorisé. Ce sont des dispositions générales, peu précises, sources d'interprétation et conflits, destinées à préserver un patrimoine urbain lui-même non défini.

Ainsi, au-delà des justifications d'ordre historique, il faut considérer un autre champ de valeurs patrimoniales, lié au paysage urbain.

#### *La préservation du paysage et des vues*

La justification du zonage indique la valeur des Cerros Alegre et Concepción comme paysage, terme qui n'apparaît pas pour les espaces du *plan*. Cet espace est défini « *con carácter netamente habitacional y un valioso paisaje urbano natural* »<sup>2</sup>. En revanche, le Cerro Cordillera, dont la partie basse est érigée en zone de conservation historique, ne fait l'objet d'aucune précision, si ce n'est la présence de l'ancien château de San José. Ce *seccional* entérine-t-il du point de vue patrimonial une différenciation entre les espaces du *plan*, dont la valeur est d'abord historique, et les espaces des collines, préservés avant tout pour leurs qualités paysagères, jouant sur le plan patrimonial la distinction *plan / cerros* inscrite dans la topographie ?

En fait, les dispositions prises pour protéger les valeurs paysagères concernent également les espaces du *plan*, à travers deux instruments de contrôle du développement urbain, qui sont en même temps des instruments destinés à maintenir certains liens visuels entre *plan* et *cerros*. Tout d'abord, le *seccional* « *preservación de inmuebles y zonas de conservación histórica* » définit la notion de la *quinta fachada*, la cinquième façade : « *la techumbre sobre el último piso que constituye la 5ta fachada percibida desde diferentes puntos del anfiteatro urbano* »<sup>3</sup>. Ainsi il s'agit à la fois d'un élément architectonique et paysager, car ce qui constitue la cinquième façade est le fait qu'elle soit visible de différents points de la ville, grâce à la configuration en amphithéâtre du site urbain. Cette cinquième façade dans la zone de conservation historique doit rester horizontale, à la fois pour se

---

<sup>1</sup> « *Los proyectos ne pourront détruire ou modifier l'espace urbain déjà formé, ni interférer dans le paysage urbain qu'il s'agit justement de préserver* ».

<sup>2</sup> « *au caractère nettement résidentiel et un paysage urbain naturel de valeur* ».

<sup>3</sup> « *le toit sur le dernier étage qui constitue la cinquième façade perçue de différents points de l'amphithéâtre urbain* ».

conformer aux formes traditionnelles du bâti et pour ne pas créer d'obstacles aux perspectives visuelles.

Le « *Seccional Preservación de Vistas desde Paseos y Miradores* » complète la définition des zones de conservation historique. Il s'agit de préserver les perspectives visuelles en réglementant la hauteur des nouvelles constructions dans le *plan* et les parties basses des *cerros*. Cela ne concerne pas seulement les zones de conservation historique, mais les limitations de hauteur sont plus contraignantes désormais dans cette partie de la ville. Des mesures spécifiques sont prises depuis les *paseos miradores* : un plan s'abaissant de 20 degrés depuis la promenade vers la mer sert de délimitation à la hauteur maximale des constructions, pour protéger les vues depuis ces espaces. Toutefois, cette mesure n'entraîne pas la destruction des édifices antérieurs qui ne correspondent pas à ces nouvelles normes.

Cette disposition établit donc un lien visuel entre *plan* et *cerros*, devenu en même temps base de normes urbanistiques : ce qui se construit dans le *plan* doit tenir compte de ce qui se voit depuis les *cerros*. Deux types de valeurs patrimoniales conduisent donc à la mise en place de deux systèmes de protection et contrôle du développement urbain dans ces zones : tandis que la définition de valeurs historiques aboutit à des restrictions classiques sur les édifices, appréhendés comme unités support de normes variables, les valeurs paysagères conduisent à définir les critères acceptables de la transformation de la ville.

Au niveau spatial ces deux types de valeur correspondent également à deux conceptions de l'espace, comme cela apparaît dans le processus de candidature à l'Unesco.

### 2.5 La tension entre paysage et histoire dans les dossiers de candidature Unesco

Beaucoup revendiquent la paternité de l'idée d'une candidature comme ville Patrimoine de l'Humanité : le directeur de la bibliothèque de la ville ou un écrivain allemand Tomas Bronsen en 1997, ou selon Cecilia Jimenez qui était directrice du service patrimonial de la ville<sup>1</sup>, la municipalité elle-même dès 1995 [entretien V16]. Le processus de candidature comme ville patrimoine de l'humanité dure de 1997 à 2003, date du classement, et a été un des *leitmotiv* des débats sur la ville. La municipalité à partir de 1997 s'engage fortement dans ce projet et rédige un premier dossier de candidature, transmis à Icomos en 1998, évalué défavorablement, ce qui conduit le *Consejo de los Monumentos Nacionales* et le MINVU à davantage s'impliquer. Un second dossier, correspondant davantage aux demandes d'Icomos,

---

<sup>1</sup> *Unidad Técnica del Patrimonio.*

est proposé en 2001, et un dossier complémentaire, redéfinissant les valeurs patrimoniales sur demande d'Icomos, élaboré en 2002.

La candidature comme ville patrimoine de l'humanité implique de justifier des valeurs patrimoniales. Ces valeurs sont codifiées dans les *Orientations pour la mise en œuvre du Patrimoine Mondial* (Unesco, 1978, 2005), sous la forme de critères<sup>1</sup>. À Valparaíso, différentes conceptions des valeurs patrimoniales sont développées tout au long de la candidature, ce qui montre ce balancement entre une conception historique et une conception paysagère du patrimoine.

### *Valparaíso comme paysage culturel*

Le premier dossier de candidature est réalisé exclusivement par les services de la municipalité. Ce dossier respecte le plan exigé par les *Orientations pour la mise en œuvre du Patrimoine Mondial* [Unesco, 1978, 1997<sup>2</sup>]. Ainsi la deuxième partie est consacrée à la justification et aux critères de l'inscription. Cette présentation dénote d'abord une méconnaissance d'une partie des normes d'une candidature, car malgré le titre de cette partie il n'est pas fait mention des critères généraux définis par l'Unesco auxquels tout bien doit se conformer, ceci en partie lié au fait que les *Orientations pour la mise en œuvre du Patrimoine Mondial* sont disponibles en anglais et en français exclusivement<sup>3</sup>, et que la municipalité a mené ce travail seul, sans réel soutien au départ du *Consejo de los Monumentos Nacionales* qui avait déjà conduit précédemment la candidature des églises de Chiloé, et connaissait donc la démarche à suivre.

La justification de l'inscription est centrée sur le paysage. En effet, l'équipe de l'*Unidad Técnica del Patrimonio* qui conduit ce dossier souhaitait que ce bien soit classé comme « *paysage culturel* ». Le paysage culturel étant un « *ouvrage combiné de la nature et de l'homme* », cela indique que la prééminence patrimoniale est accordée aux valeurs paysagères, conçues comme l'adéquation du bâti au site naturel de Valparaíso.

#### **Le paysage culturel : catégorie du Patrimoine Mondial**

Il s'agit d'une catégorie de bien créée par l'Unesco en 1992, suite à un congrès sur ce thème en France. Le paysage culturel est un « *ouvrage combiné de la nature et de l'homme* » [Unesco, *Orientations*, 1994]. Il est lié à « *une région géo-culturelle* » et aux « *formes traditionnelles d'utilisation des terres* » [Unesco, *Orientations*, 1994 à 2005], ce qui le destine à s'appliquer surtout

<sup>1</sup> 6 critères concernent les biens culturels et 4 critères les biens naturels.

<sup>2</sup> Les *Orientations* sont révisées régulièrement pour prendre en compte l'évolution des concepts sur le patrimoine, la dernière version date de 2005, mais la version utilisée par la municipalité est celle de 1997.

<sup>3</sup> Depuis peu en japonais.

au espaces ruraux ou à forte composante naturelle, mais il est également associé aux « *forces sociales, économiques et culturelles successives, externes aussi bien qu'internes* » [Unesco, Orientations, 2005]. Les paysages culturels peuvent être intentionnels (la ville et les jardins d'Aranjuez), évolutifs (le Val de Loire ou Koutammakou au Togo) ou associatifs, c'est-à-dire un paysage faiblement anthropique mais associé à des valeurs culturelles (par exemple le Parc National de Tongariro en Nouvelle-Zélande, montagne sacrée des Maoris, sans intervention anthropique visible).

L'analyse lexicale<sup>1</sup> de cette partie du dossier de candidature indique une prééminence du champ lexical se rapportant aux éléments topographiques et naturels : *cerro* (colline), face à celui se rapportant à l'histoire et l'architecture. Un troisième champ lexical concerne les termes relationnels, regroupant les termes dérivés de « *adaptación* » (6 occurrences) ou de l'harmonie (3 occurrences). Il y a du possibilisme vidalien dans cette première version, qui présente un cadre géographique contraignant qu'ont exploité les habitants, construisant une relation harmonieuse. Les valeurs justifiant l'inscription sont définies ainsi : « *los valores universales sobresalientes de la ciudad anfiteatral de Valparaíso, compuestos por la superposición de las condiciones geográficas de la bahía, una arquitectura y urbanismo emergentes, condicionadas por el paisaje natural y una intervención antrópica a través del desarrollo histórico de la ciudad que se liga, adapta y apropia de los elementos naturales y contruidos ; situación que logra integrarse como una totalidad cuya síntesis refleja una armoniosa variedad de soluciones adaptadas al medio en una riqueza de polícromía paisajística.* »<sup>2</sup> [Municipalidad de Valparaíso, 1998].

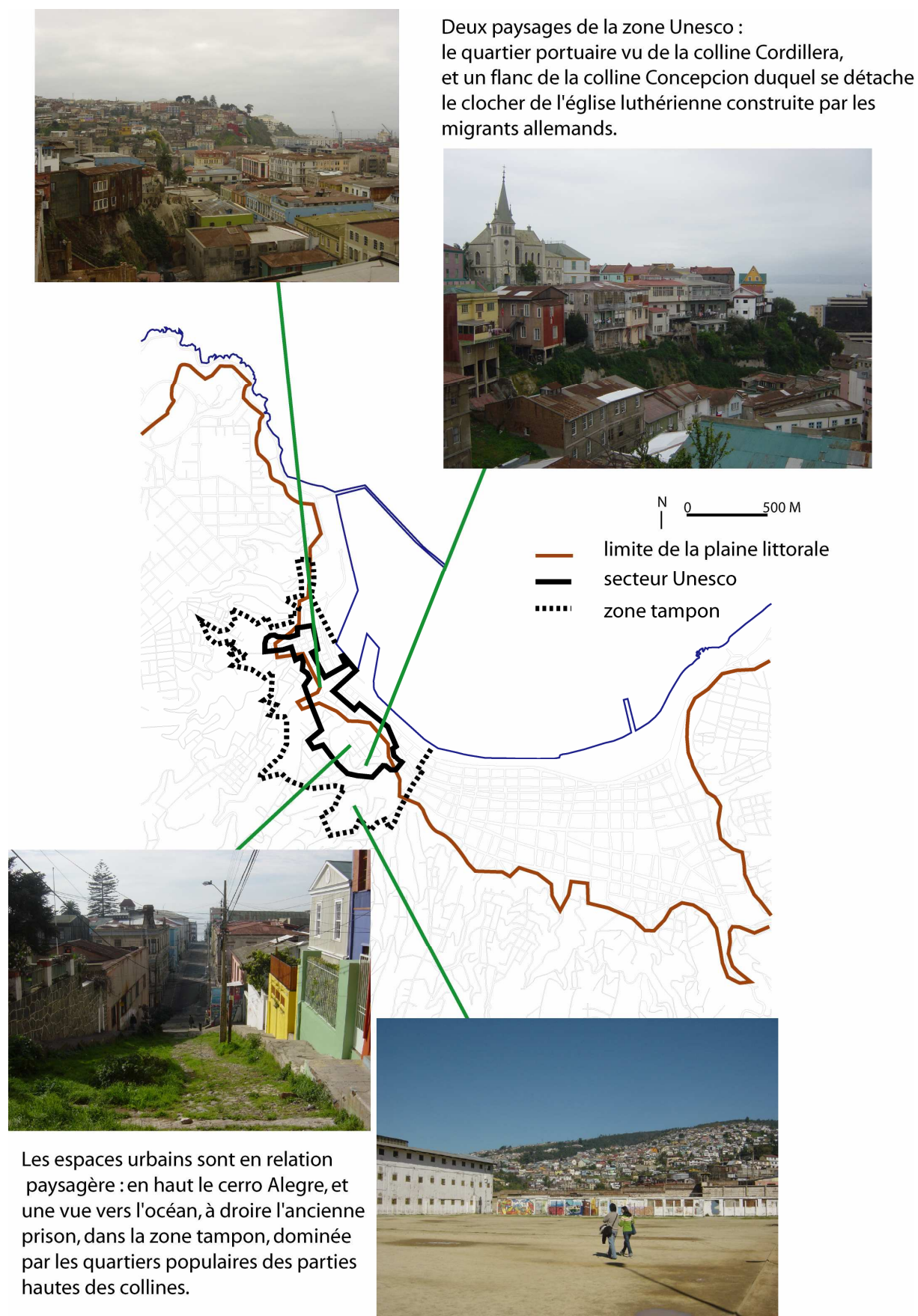
Cette présentation dédouble alors l'espace cible de la candidature. En tant qu'harmonie paysagère, c'est l'ensemble de la ville qui est concerné par ce discours patrimonial, le site étant premier. La catégorie « *paysage culturel* » vise à intégrer cette totalité. Toutefois la candidature concerne seulement une portion de cette totalité, appelée « *casco histórico* », représentée comme espaces fondateurs. Cette tension entre des valeurs paysagères concernant l'ensemble de la baie et la surface réduite de l'aire proposée conduit à une reformulation de la candidature, suite aux demandes d'Icomos.

---

<sup>1</sup> Utilisation du logiciel libre *TextStat 3.0* qui indique le nombre d'occurrences de chaque mot, sans toutefois opérer des regroupements thématiques ou lexicaux, réalisés manuellement.

<sup>2</sup> « *les valeurs universelles remarquables de la ville en amphithéâtre de Valparaíso, composées de la superposition des conditions géographiques de la baie, d'une architecture et d'un urbanisme particuliers, conditionnés par le paysage naturel et une intervention anthropique à travers le développement historique de la ville qui s'attache, mêle et s'approprie les éléments naturels et construits, situation qui réussit à s'intégrer comme une totalité dont la synthèse reflète une harmonieuse variété de solutions adaptées au milieu en une richesse polychromique paysagère* ».





*Vers la prééminence des valeurs historiques*

Dans la seconde version du dossier de candidature, envoyée en 2001, se marque une évolution vers une plus grande prise en compte des arguments d'ordre historique. Le dossier de candidature intègre davantage les contraintes formelles définies par les *Orientations pour la mise en œuvre du Patrimoine Mondial* de l'Unesco. Valparaiso est proposée au classement au titre des critères ii (« *échange d'influences considérable pendant une période donnée* »), iii (« *témoignage unique ou du moins exceptionnel sur une tradition culturelle ou une civilisation* ») et v (« *exemple éminent d'établissement humain ou d'occupation du territoire traditionnels représentatifs d'une culture* »).

Une grande partie du texte reste centrée sur l'adaptation des formes urbaines à un milieu naturel difficile, sur le long terme, qui a produit des paysages originaux : le critère 5 renvoie aux valeurs patrimoniales paysagères, interprétées comme « *traditionnelles* », liées à l'« *harmonie* » entre « *les formes construites* » et le « *cadre géographique et topographique* ».

Les termes décrivant cette harmonie sont l'« *interaction* », l'« *adaptation* », ou le « *milieu* », rejoignant l'argumentaire développé dans la première version du dossier. Le critère 2 en revanche porte sur une justification historique de ce patrimoine, en insistant sur les échanges culturels ayant abouti à la formation du bien<sup>1</sup>. Ces échanges culturels restent seulement esquissés, évoquant brièvement la présence de migrants ruraux chiliens, d'immigrés européens, mais restent subsumés au milieu. Ces échanges culturels permettent de trouver des solutions adaptées, par exemples les ascenseurs qui font la jonction entre *plan* et *cerros*, solution technique importée pour résoudre un problème topographique. Le critère 3 ménage une transition entre ces deux critères car il évoque à la fois les influences étrangères (sous la forme des modèles) et la singularité du lieu. Sans qu'il y ait de relations directes identifiables<sup>2</sup>, ce dossier de candidature reste lisible dans les termes de la géographie vidalienne, qui analyse la singularité d'un lieu comme la convergence de facteurs locaux et extérieurs<sup>3</sup>. La seconde modification par rapport au dossier précédent est la prise en compte de la morphologie urbaine, avec l'évocation de la trame urbaine, régulière dans le secteur *plan*, plus ou moins irrégulière dans les *cerros*, la typologie des espaces publics,

---

<sup>1</sup> Par exemple sur la Liste du Patrimoine Mondial figure à ce titre le chemin de fer Darjeeling, issu du transfert des technologies industrielles anglaises dans les montagnes himalayennes.

<sup>2</sup> Myriam Waisberg, architecte et professeur d'architecture, aujourd'hui décédée, est l'inspiratrice de cette lecture de Valparaiso comme adaptation à un milieu particulier. Lors d'une discussion, elle m'avait confié qu'il fallait être géographe pour comprendre Valparaiso.

<sup>3</sup> Dans les *Principes de Géographie Humaine*, Vidal de la Blache était très attentif aux effets de la circulation et de l'importation de solutions techniques neuves.

l'architecture, des bâtiments éclectiques du *plan* à l'architecture vernaculaire des *cerros*, et les ascenseurs. Là encore, le discours hésite entre une présentation traditionnelle et une présentation historique des espaces.

Le dossier complémentaire envoyé à l'Unesco en décembre 2002 tranche en faveur de la présentation historique. Il ne s'agit pas d'un nouveau dossier de candidature mais d'un supplément d'informations, pour répondre aux critiques ou demandes de précision d'Icomos. Il a été réalisé à la suite de séminaires menés à Valparaíso et Monterrey pour confronter des regards d'experts étrangers sur Valparaíso. La justification de la candidature change radicalement. Seul le critère iii est retenu, c'est-à-dire le témoignage exceptionnel d'une tradition culturelle ou d'une civilisation. L'échelle d'appréhension change ; désormais le point de départ est la mondialisation du XIX<sup>e</sup> siècle, marquée par l'ère industrielle et l'accroissement des échanges maritimes. Le vocabulaire à connotation vidalienne a disparu de ce rapport complémentaire, ainsi que les termes topographiques.

Les valeurs historiques sont localisées et prennent appui sur les lieux fondateurs de la ville : l'église de la Matriz et le quartier portuaire (Barrio Puerto), les espaces de la croissance économique du XIX<sup>e</sup> siècle avec le quartier financier aux bâtiments néoclassiques ou éclectiques et les quartiers Alegre et Concepción, lieux de résidence de la bourgeoisie anglo-saxonne et allemande au XIX<sup>e</sup> siècle. Le classement de Valparaíso comme ville Patrimoine Mondial de l'Humanité en juillet 2003 entérine cette dernière version, et est fait au nom du critère iii : « *Valparaíso constitue un témoignage exceptionnel de la première phase de mondialisation à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle* ».

	Version 1 (1998)	Version 2 ( 2001)	Version 3 (2003)
Nom	<i>Casco histórico</i>	<i>Área histórica</i>	<i>Área histórica</i>
Limites	Large	Réduit + zone tampon	Réduit + zone tampon
Critères	non précisé	2, 3 et 5	3
Justifications	Relations entre l'histoire et le cadre naturel.	Adaptation de modèles européens à un cadre naturel, relations harmonieuses entre site et nature.	Témoignage de la première phase de la mondialisation.

**Tableau 9 : Évolution du dossier de candidature (S. Jacquot, 2007)**

Le classement de Valparaíso comme Patrimoine Mondial de l'Humanité s'est donc traduit par un processus d'évolution des valeurs patrimoniales, inscrites d'abord dans la topographie de la ville, et désormais attachées à l'impact de la mondialisation à Valparaíso.

Le classement donne lieu à des recommandations de la part de l'Unesco suite aux débats du Comité du Patrimoine Mondial. Pour Valparaíso, l'Unesco recommande une prise en compte plus approfondie du patrimoine portuaire et maritime, et l'élaboration d'un plan de gestion, prenant en compte les secteurs adjacents. Forte de cette reconnaissance, la municipalité de Valparaíso met en place un plan de protection de l'ensemble de la baie de Valparaíso.

## 2.6 La patrimonialisation de l'ensemble de la baie

Le processus de classement Unesco fait apparaître une tension entre deux formes de spatialisation du patrimoine urbain : les espaces historiques centraux ou l'ensemble de la ville. La déclaration de classement de l'Unesco met clairement en avant le site historique et le lien à la mondialisation. Les éléments paysagers sont pris en compte comme éléments de contexte. Or les autres secteurs de la baie connaissent un développement immobilier qui se traduit par la construction de nouvelles tours sur la plaine littorale qui menacent la cohérence visuelle d'ensemble. Le contrôle des hauteurs dans l'ensemble de la baie devient une nouvelle revendication locale, à travers une campagne de *Ciudadanos por Valparaíso*, qui pousse la municipalité à étendre la protection patrimoniale à l'ensemble de la baie en 2004. Cette extension est très large et concerne tous les *cerros* (collines) entourant la baie, jusqu'au *camino cintura*, route qui joint tous les *cerros* à environ 100 mètres d'altitude et constitue une promenade permettant un panorama constant sur la ville.

La municipalité modifie le plan régulateur communal (PRC) et utilise les mêmes dispositions qu'en 1997. Le plan de détail (*seccional*) *Preservación de Inmuebles y Zonas de Conservación Histórica* est remplacé par un chapitre spécifique dans le PRC, qui étend la zone de conservation historique déjà définie en 1997. Les valeurs patrimoniales se situent à quatre échelles : celles de l'édifice, des découpages sur une base topographique aboutissant à des ensembles patrimoniaux, du quartier et des relations visuelles intra-urbaines. À l'échelle de l'édifice sont individualisés des « *inmuebles de conservación histórica* », reprenant la typologie élaborée en 1997. À l'échelle de l'ensemble patrimonial, la zone de conservation historique est divisée en trois sous-ensembles : la *Zona de Conservación Histórica del Plan* (ZCHP), la *Zona Conservación Histórica del Acanilado o cordón vial de pie de cerro* (ZCHA), et la *Zona de Conservación Histórica Cerros del anfiteatro* (ZCHLF), basée sur des éléments topographiques (plaine littorale / premières pentes / collines). À l'échelle d'un quartier les nouvelles constructions doivent respecter la morphologie urbaine, conformément



aux « *Patrones de Asentamiento* », définis comme « *tipologías arquitectónicas y estructura parcelaria, que genera una forma de construir el tejido urbano y el espacio público* »<sup>1</sup>.

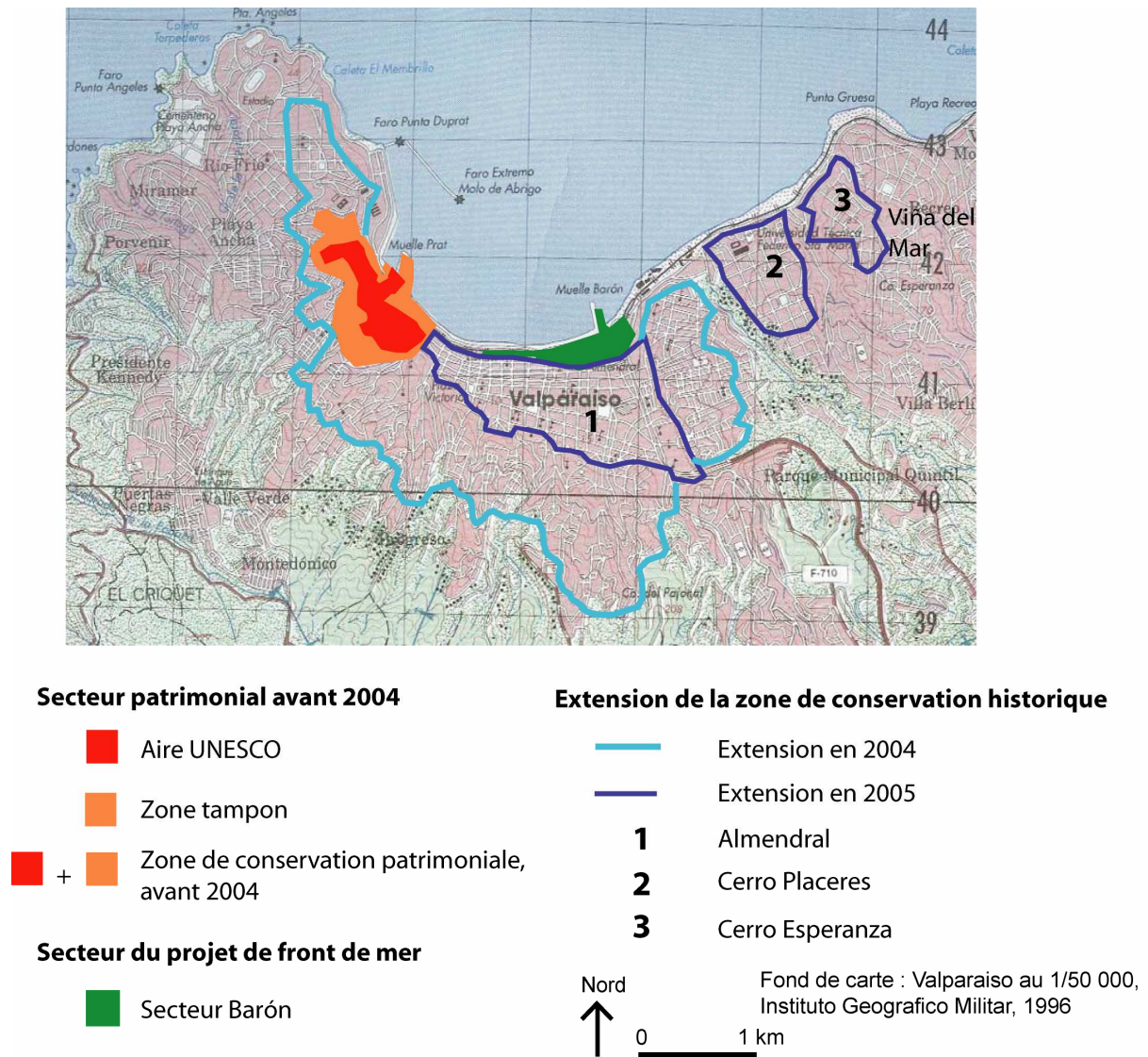


Figure 28 : L'extension patrimoniale après le classement Unesco (S. Jacquot, 2006)

Enfin, les relations visuelles et la préservations des vues demeurent une préoccupation de cette extension de la conservation patrimoniale, qui relève donc avant tout d'un patrimoine paysager. L'expression « *copropiedad del ojo* »<sup>2</sup> apparaît dans le plan régulateur, indiquant bien la prééminence des valeurs paysagères. En 2004, suite à ce classement des protestations de comités d'habitants dans les collines à l'est laissées de côté, Esperanza et Los Placeres, poussent la municipalité à engager une architecte pour une évaluation des caractéristiques patrimoniales de ces espaces.

<sup>1</sup> « *modèles d'urbanisation [d'aménagement]* » définis comme « *typologies architecturales et structure parcellaire, qui génèrent une façon de construire le tissu urbain et l'espace public* ».

<sup>2</sup> « *copropriété de l'œil [du regard]* ».

En 2005, la zone de conservation patrimoniale est étendue à ces deux *cerros* et le secteur de l'Almendral. Une large part de la ville est désormais intégrée à la politique de protection des vues et panoramas. Ainsi depuis les années 1990, début d'une politique municipale de protection du patrimoine, les modalités d'appréhension du patrimoine urbain ont évolué : d'abord lié aux espaces fondateurs de la ville, le patrimoine concerne désormais l'ensemble de la baie, du fait d'une conception de la ville comme paysage culturel adapté à une topographie particulière, en décalage avec les motifs du classement Unesco. La conception du patrimoine comme paysage urbain s'est imposée puisque ce classement local englobe de nombreux secteurs de la ville qui n'ont pas aussi clairement que l'aire Unesco un héritage historique mais qui sont marqués par une continuité paysagère et une architecture vernaculaire.

Cette nouvelle caractérisation patrimoniale soulève plusieurs questions. Quel est le rapport avec la façade portuaire et son patrimoine, que l'Unesco invite à davantage considérer ? Cette extension spatiale du patrimoine à l'ensemble de la ville induit-elle des processus similaires dans les différents quartiers ? Quelles modalités du développement urbain permet la mise en avant d'un patrimoine paysager global ?

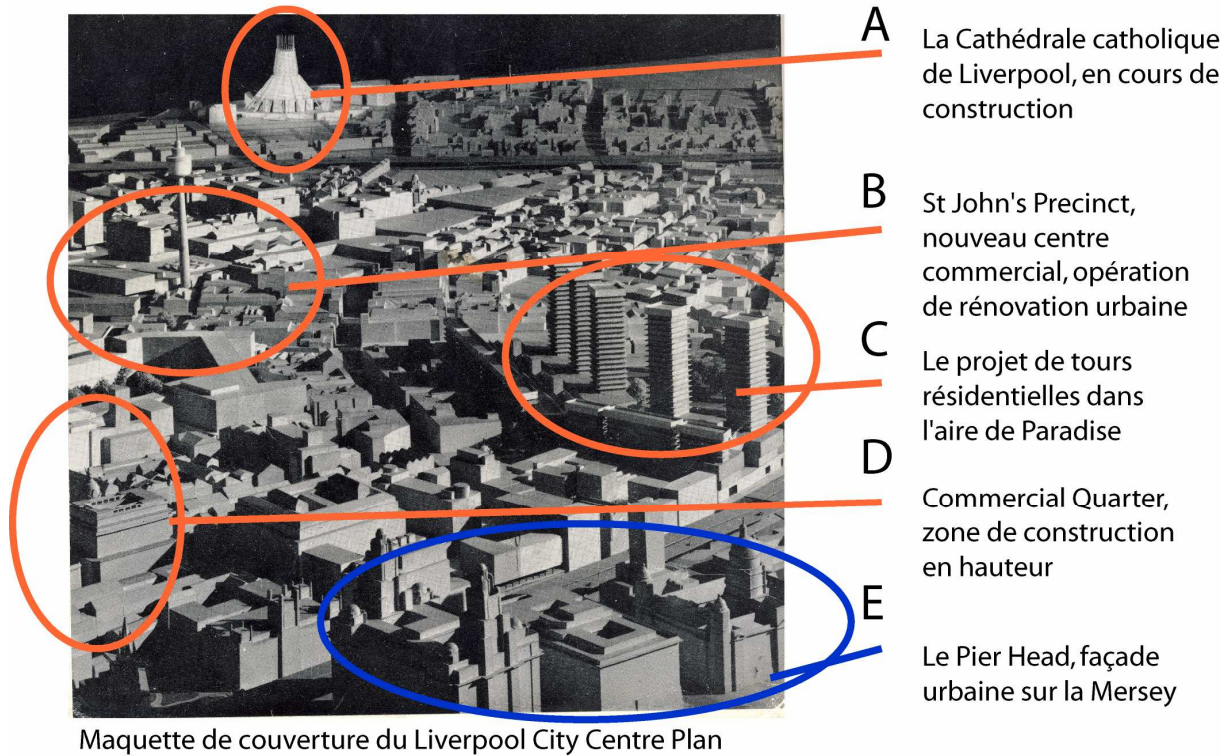
### **3. Liverpool, entre rénovation et volonté de conservation d'un *city centre* délaissé**

Comme à Valparaíso, les espaces aujourd'hui considérés comme patrimoniaux trouvent leur origine dans l'histoire récente, essentiellement la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup> siècle. Or ce n'est qu'à partir de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle que les bâtiments postérieurs à 1850 peuvent être classés comme biens à préserver.

#### *3.1 Le centre, entre destructions, rénovation et conservation*

Liverpool, comme d'autres ports anglais, a été intensément bombardée en 1940 et 1941 durant le Blitz. Le *Blitz May*, bombardement de mai et juin 1941, a été particulièrement destructeur. Au total, pour l'ensemble de la zone Liverpool – Birkenhead – Bootle, 3875 personnes sont mortes, tandis que 10840 édifices ont été détruits et 184840 endommagés [Aughton, 2003 : 237]. Les bombardements ont privilégié les secteurs portuaires et leurs abords. Certaines parties du *city centre* ont été particulièrement touchées, notamment la zone jouxtant l'Albert Dock (Paradise Street Area) et le quartier commercial. Les dommages de la Seconde Guerre mondiale ont donné lieu à des *reconstruction plans*, étudiés par P. Larkham pour l'ensemble du Royaume-Uni [2003]. Le comité pour la reconstruction de Liverpool rend

un premier rapport en 1946, adopté par le *City Council* et approuvé par le gouvernement en 1949. Le plan de reconstruction concerne le *city centre*, pour une surface de 19 hectares (46,25 acres). Toutefois certaines zones n'ont pas été reconstruites, demeurant inutilisées jusqu'à récemment, comme l'aire de Chavasse Park, face à l'Albert Dock.



En gris apparaissent sur cette carte du *City Centre Plan* les secteurs définis comme de conservation patrimoniale, illustrant une différenciation entre secteurs patrimoniaux et de rénovation

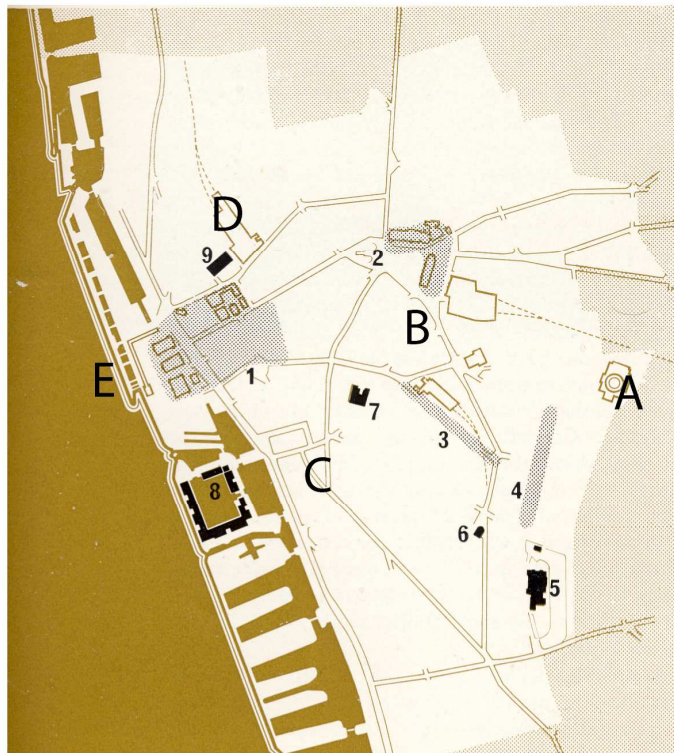


Figure 29 : Rénovation urbaine et délimitation patrimoniale dans les années 1960 (S. Jacquot, illustrations du Liverpool City centre Plan de 1965)



En 1965 est publié le *Liverpool City Centre Plan*<sup>1</sup>, plan de rénovation urbaine qui prévoit la destruction de larges parties du centre, à des fins de modernisation, tandis que quatre secteurs de conservation sont identifiés [Sharples, 2004]. De plus, à l'image d'autres villes anglaises, le plan prévoit la construction de nouvelles voies d'accès au centre, qui impliquent la destruction d'espaces urbains, essentiellement dans le Civic Quarter. Un centre commercial moderne est construit, le *Saint John's Precinct*, suite à la destruction des halles construites en 1834 par Forster. Des tours destinées à des bureaux sont également construites.

Ainsi dans les années 1960, un programme de rénovation urbaine a été mené, qui distingue des aires à détruire de secteurs à conserver, et aboutit à une destruction partielle du *city centre*, au nom de la nécessaire modernisation, dans un contexte de prévisions de croissance économique et démographique encore optimistes.

### 3.2 La délimitation du patrimoine

Deux types de protection sont mises en œuvre : celles liées à un édifice (*listed buildings*) et celles liées à un secteur (*conservation area*).

La loi créant les *listed buildings* date de 1947 mais les premières inscriptions sont menées en 1952. Dans le *city centre*, elles concernent l'Albert Dock, des édifices et des bâtiments géorgiens et victoriens des aires résidentielles (Rodney Street et Canning Street) et quelques édifices monumentaux du *city centre*. Les entrepôts (*warehouses*) du quartier Ropewalks sont inscrits plus tardivement, dans les années 1970 ou au début des années 2000. Au total, Liverpool compte 2500 bâtiments inscrits, essentiellement des *Grade II listed buildings*.

Depuis la loi instaurant les *conservation areas* en 1967, 35 ont été créées à Liverpool. 21 l'ont été entre 1968 et 1972, témoignant de l'usage immédiat et généralisé de cet instrument de protection patrimoniale. Ces *conservation areas* peuvent être regroupées en 5 types : les zones monumentales du *city centre* ; des ensembles portuaires ; des quartiers résidentiels du XIX<sup>e</sup> siècle, géorgiens ou victoriens, correspondant aux quartiers bourgeois ; des parcs et jardins ; et des quartiers en banlieue correspondant à d'anciens noyaux de peuplement ensuite intégrés à l'extension urbaine de Liverpool. Ainsi Wavertree Village (*conservation area* en 1979) ou West Derby Village (1969) correspondent à d'anciens villages ; Sefton park (1971) et Princes Park (1971) sont deux exemples de parcs urbains du XIX<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>1</sup> Il est réalisé par le *City Planning Officer* et un groupe de consultants.



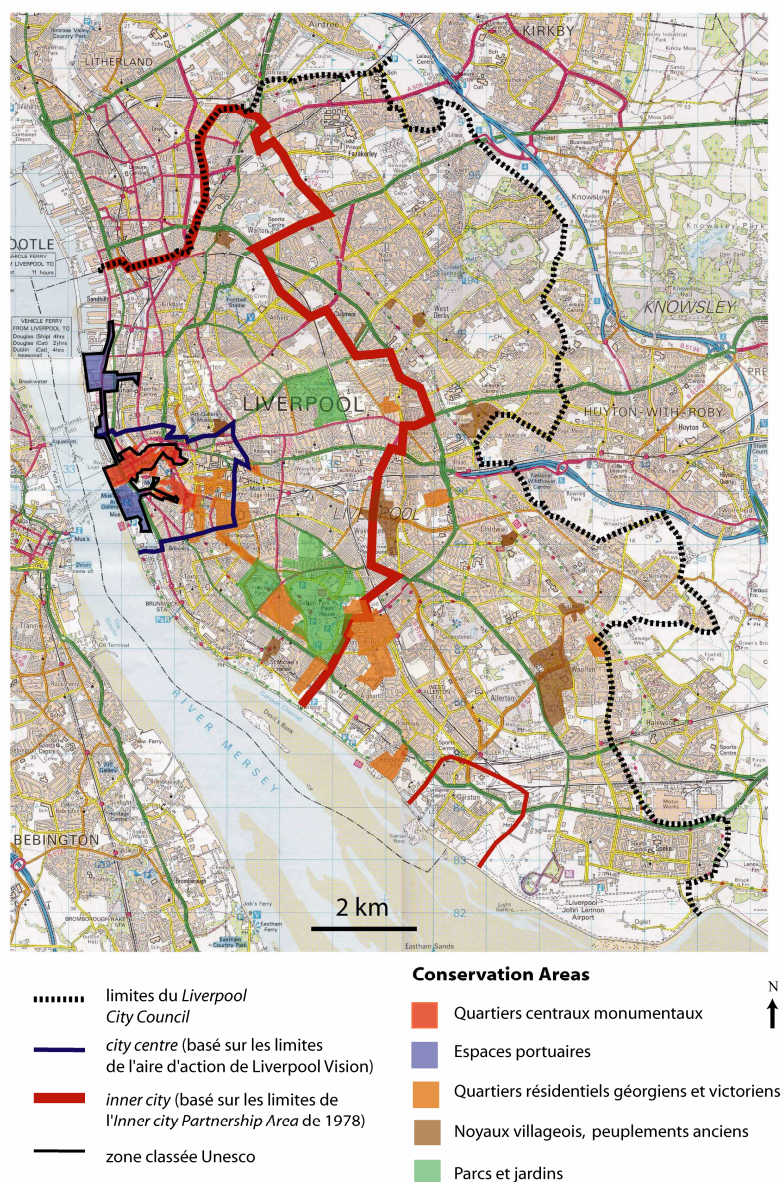


Figure 30 : Les zones de conservation patrimoniale dans la commune de Liverpool (S. Jacquot)

La délimitation de ces *conservation areas* précise une triple orientation. Les quartiers résidentiels du XIX<sup>e</sup> siècle protégés s'étendent du *city centre* vers l'est / nord-est. Ceux inclus au sein de l'*inner city* ont subi un processus de marginalisation après la Seconde Guerre mondiale (des émeutes y ont éclaté dans les années 1980), mais connaissent aujourd'hui un processus de gentrification<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> « say Toxteth in London, and people think, "Riots". Say Toxteth in Liverpool, and they think, "Yuppie gentrification". Toxteth is now Liverpool's Islington, and the people who live there are web-site designers, one of the city's big success stories. » [The Guardian, 1999/07/10].

À l'inverse, ceux autour de Sefton Park et Princes Park sont restés des secteurs résidentiels. Les parcs et jardins correspondent aux réalisations de l'époque victorienne et sont localisés dans le même périmètres que les quartiers résidentiels victoriens. La période victorienne est objet d'une patrimonialisation importante au Royaume-Uni. Les noyaux anciens se situent au-delà de ces quartiers résidentiels, et sont généralement valorisés par des associations locales. Le centre, correspondant à la zone Unesco et sa zone tampon, est la cible de l'essentiel de la politique patrimoniale contemporaine ; il est érigé en vitrine de la ville et considéré comme espace fondateur de Liverpool.

En 1971 le *Liverpool City Council* met en place une équipe spécifique de gestion du patrimoine, le *Liverpool Heritage Bureau*, chargée de conduire l'identification des éléments du patrimoine, suite à un intérêt croissant pour le patrimoine urbain. Cette structure n'existe plus aujourd'hui en tant que telle mais c'est toujours le *City Council* qui a la responsabilité de la politique patrimoniale, via les *Heritage Officers*. Ces derniers sont chargés de la tenue de la liste des *listed buildings* et de leur gestion et de l'identification des *conservation areas*. Les *Heritage Officers* sont chargés de l'évaluation de l'impact des projets de transformation du patrimoine bâti inscrit sur Liste. La politique patrimoniale dépend donc fortement de la municipalité. *English Heritage* participe en amont à cette politique, par la mise en place de programmes de sensibilisation au patrimoine, et la production de normes de valorisation.

### 3.3 *Stop the Rot ! Les ambiguïtés de la politique patrimoniale*

En 2000, le journal local *The Echo* lance une campagne destinée à préserver les édifices historiques de Liverpool en danger. Cette campagne, appelée *Stop the Rot !* (stop à la dégradation !), identifie les édifices historiques en mauvaise condition et réalise des reportages publiés dans le journal pour alerter et sensibiliser la population. *Stop the Rot !* est lancée suite à l'effondrement d'une partie d'un édifice du *city centre* en 2000, le *Casartelli Building*, édifice inscrit comme *Grade II*. Ce bâtiment est un entrepôt de l'époque géorgienne, construit dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le *Casartelli Building* devient l'emblème de la campagne, mais il est démoli suite à un diagnostic du *Liverpool City Council* concluant à d'importants problèmes structurels. Il est reconstruit à l'identique, en 2006, par son propriétaire, le *Liverpool Property Holdings*, qui transforme l'édifice en appartements de luxe. Il s'agit d'une pratique déconseillée au niveau international dans le cas du patrimoine

européen<sup>1</sup>, que le représentant de *English Heritage* travaillant au *city council* désapprouvait également. Toutefois, cette reconstruction a été approuvée au niveau local. Mike Stoorey, *leader* du conseil municipal, y était favorable, en raison du symbole de la dégradation de Liverpool qu'était devenu le *Casartelli Building*. Le *conservation officer* qualifie cette reconstruction de « *sort of popular conservation* »<sup>2</sup>, liée à la mobilisation de la presse, qui juge avec satisfaction la reconstruction : « *The symbol of the ECHO's Stop the Rot campaign has risen phoenix-like from the ashes of demolition* »<sup>3</sup> [The Echo, 16/12/2005]. La principale association civique patrimoniale, *The Merseyside Civic Society*, est également en faveur de cette reconstruction. Toutefois, un des membres de l'association, Fred Hubbard, est dans une position ambivalente car il est également directeur de l'entreprise propriétaire du bâtiment, *Liverpool Property Holdings*.

Cette campagne s'est traduite par la création d'une nouvelle fonction au sein du *Liverpool City Council*, le *Buildings at Risk Officer*, chargé d'identifier les situations à risque, et au moment d'entrer en fonction, son titulaire Griffiths évoque le souvenir du *Casartelli Building*.

La patrimonialisation dans les espaces urbains de Liverpool présente deux faits en apparence contradictoires : une préoccupation ancienne de la part de la municipalité, qui a mené une politique d'identification de secteurs à protéger dès les années 1970 et un mouvement populaire protestant contre l'abandon des édifices, et appelant à une réaction des acteurs publics et privés. En première approximation, les enjeux ne concernent donc pas comme dans beaucoup de secteurs historiques l'opposition entre patrimoine et développement mais entre patrimoine et abandon, après une période de destructions localisées dans les années 1960. Cette situation a évolué récemment à la faveur de deux processus : le réinvestissement du centre pour de nouveaux usages et surtout la transformation du front portuaire ancien, motif du classement Unesco.

---

<sup>1</sup> Depuis la Conférence de Nara au Japon, la définition de l'authenticité d'un édifice est considérée en fonction du système de valeurs patrimoniales de la culture dans laquelle il prend place. Au Japon par exemple, la reconstruction à l'identique d'un temple est admise car le sens du monument est maintenu par la pérennité des techniques de construction. À l'inverse en Europe les reconstructions sont généralement qualifiées de pastiche. Toutefois certains secteurs considérés comme patrimoniaux constituent aussi des reconstructions, notamment Varsovie, classée au Patrimoine Mondial de l'Humanité.

<sup>2</sup> « *sorte de conservation populaire* ».

<sup>3</sup> « *Le symbole de la campagne Stop the Rot [du journal] ECHO est à nouveau debout tel un phoenix des cendres de la démolition* ».

Le réinvestissement spatial concerne aussi les espaces portuaires en position centrale. Dans les trois villes se pose la question du rattachement des espaces portuaires délaissés aux espaces historiques centraux, lequel ne passe pas seulement par la patrimonialisation.

## **C. Les espaces portuaires anciens, frontière patrimoniale ?**

Dans les trois villes, l'espace portuaire ancien est appelé à jouer un rôle central dans le réinvestissement général des espaces historiques centraux. À Liverpool et Gênes le port ancien joue un rôle moteur dans la redynamisation générale ; à l'inverse à Valparaíso le projet de front de mer demeure controversé et potentiellement en opposition dans les espaces historiques.

### **1. Les relations ville / port**

Pour les villes opérant un retour sur leurs centres anciens, la proximité portuaire est souvent présentée comme un atout pour la réhabilitation des espaces urbains. Aux États-Unis, le traitement du *waterfront* visait à la reconstruction de la centralité par la marge portuaire, pour amorcer une requalification plus générale du centre ville [Vermeersch, 1998].

Port et ville constituent deux ensembles pensés comme distincts dans les recherches menées sur le sujet<sup>1</sup>, en raison d'une frontière juridique, morphologique, fonctionnelle et paysagère nette, souvent matérialisée par les barrières et le tracé de lignes de chemin de fer. Trois modalités de cette relation ville-port dans le processus de réhabilitation des espaces centraux peuvent être distinguées. Le premier cas est l'absence de relation causale entre ville et port. Cela n'implique pas l'absence de relation paysagère : la frontière entre espaces portuaires et ville peut faire l'objet d'un aménagement destiné à gommer l'effet de frontière, sans qu'il y ait interactions entre les deux ensembles. Gênes après l'Expo de 1992 correspondait à ce cas d'un traitement paysager de la fracture non suivi d'effets probants. Le second cas est celui d'un effet d'entraînement d'un des deux pôles sur l'autre. Souvent, la réhabilitation du *waterfront* apparaît comme un outil de redynamisation des espaces centraux, comme à Liverpool et depuis peu à Gênes. Enfin, le dernier cas est celui d'une relation de contrariété entre les deux pôles : des différences d'aménagement, des conflits entre acteurs, peuvent aboutir à des processus qui loin de se renforcer mutuellement, contrarient les options d'aménagement prises dans les deux cas, par concurrence comme à la Nouvelle-Orléans où le

---

<sup>1</sup> Voir par exemple [Chaline, 1994], [Collin, 1994].

dynamisme touristique du Vieux-Carré est menacé par le nouveau *waterfront* [Hellequin, 1994], ou par incompatibilité de deux options de transformation qui s'excluent, comme le montre l'exemple de Valparaíso.

Ces trois modalités des relations ville - port dans la réhabilitation des espaces historiques centraux sert de fil conducteur pour les cas de Valparaíso et Liverpool. Comment les espaces portuaires anciens sont-ils intégrés au réinvestissement du centre ? Quel est l'effet *waterfront* pour la ville ? Inversement y a-t-il un effet « centre historique » pour le front de mer ? Pour comprendre ce phénomène, il s'agit de mettre en perspective sur le long terme ces relations entre espaces urbains et espaces portuaires.

### *1.1 Un modèle des relations ville - port ?*

En géographie, la relation du port ancien à la ville ancienne a fait l'objet dans les années 1990 d'une bibliographie abondante [Rodrigues Malta, 1994]. Généralement deux types de faits sont mis en avant dans ces études : la périodisation des relations entre la ville et son port et le sens pris par l'aménagement du *waterfront* et de ses relations avec le centre ancien. Les synthèses de ces travaux [Chaline, 1994] ont permis d'élaborer des modèles d'évolution. Une attention particulière est donnée aux étapes, lesquelles manifestent une triple périodisation.

#### *La triple périodisation des relations ville - port*

La périodisation des relations ville - port joue à différentes échelles temporelles. Tout d'abord, l'histoire à long terme des relations entre la ville et son port s'approche d'un découpage séquentiel en quatre grandes phases [Chaline, 1994] :

1. la « *phase pré-industrielle* », avec une imbrication du port et de la ville.  
Le port est généralement à l'échelle de la ville et lui donne son sens et l'impulsion de son développement ;
2. la « *phase industrielle* », avec spécialisation du port et séparation entre ville et port (ligne de chemin de fer, douanes, longs entrepôts, contrôles) ;
3. « *Phase post-industrielle a* » : suburbanisation et déplacement de fonctions portuaires ; formation de friches et reconversions ;
4. « *Phase post-industrielle b* » : retour à la ville (réurbanisation, réhabilitation et rénovation) et transformation des fronts d'eau.

Ce schéma général s'adapte aux histoires particulières, que le port ait été fondé durant l'Antiquité (Gênes, Marseille), le Moyen Âge (Anvers) ou l'époque moderne (Le Havre). Les mutations des relations ville - port sont intégrées aux grandes phases économiques (période pré-industrielle, industrielle et post-industrielle), schéma présentant des similitudes avec la théorie de la régulation.

La seconde périodisation concerne les deux dernières séquences, et détaille le temps de la réhabilitation, à travers les origines et étapes de cette réhabilitation, et les coalitions d'acteurs qui la portent. La troisième périodisation concerne la diffusion mondiale des transformations contemporaines et les décalages temporels et spatiaux. Ce mouvement a commencé dans les ports des États-Unis d'Amérique, dans les années 1960, puis s'est étendu à des villes-ports du Canada et du Royaume-Uni avant de toucher l'Europe continentale puis l'ensemble du monde [Rodrigues-Malta, 1994]. La diffusion du mouvement de réhabilitation du port ancien s'est accompagnée d'une différenciation des méthodes, aboutissant à la constitution de modèles auxquels se réfèrent les villes portuaires pour justifier leurs transformations.

Les relations entre la ville et le port ancien sont donc prises dans trois types de périodisation :

- 1) Sur le long terme, une périodisation des relations ville - port depuis la création du port, qui suit les mêmes séquences pour la plupart des villes portuaires, malgré des décalages chronologiques (ou déphasages) parfois très importants.
- 2) Sur le court terme, l'histoire de la réhabilitation.
- 3) Sur le court terme, le point de départ dans chaque ville du processus de réhabilitation et de refondation de la relation ville - port (ancien) et donc la place de chaque ville-port dans le processus de diffusion de nouvelles conceptions d'aménagement, dans un système de pôles de diffusion / relais à l'échelle mondiale.

Cette partie traite des relations entre ville et port, tandis que l'utilisation de modèles sera évoquée dans le chapitre 8.

#### *Les relations ville - port sur le long terme*

Valparaiso, Gênes et Liverpool doivent une grande part de leur croissance urbaine à leur port. Gênes est une des capitales commerciales et financières au Moyen Âge et au début de l'époque moderne, grâce aux relations commerciales nouées avec l'Orient, *via* ses colonies en Mer Noire (Caffa, Cembalo, ...), puis avec l'Empire espagnol et les ports des royaumes

d'Aragon et de Valence. Avec l'Unité Italienne le rôle commercial de Gênes décline (le déclin de la ville était amorcé depuis la fin des Habsbourg en Espagne) mais l'industrialisation sous l'égide de l'État prend le relais et Gênes devient une ville industrialo-portuaire. Valparaíso doit sa naissance à sa fonction de port, devenant la « *terminaison portuaire de Santiago* », permettant d'acheminer les marchandises en provenance d'El Callao et d'exporter le vin et le blé produits dans la vallée de l'Aconcagua. Depuis le tremblement de terre de Penco (Concepción) en 1750 [Benavides, Pizzi, Paz Valenzuela, 1994], Valparaíso est devenu le premier port chilien, jusqu'à la concurrence récente de San Antonio. Liverpool doit également sa création à son site particulier proche de l'embouchure de la Mersey, puis son développement urbain à sa fonction portuaire, devenant au XIX<sup>e</sup> siècle le second port de l'Empire britannique après Londres. Ces liens entre puissance portuaire et grandeur urbaine ne signifient pas qu'il y ait eu des relations spatiales harmonieuses entre ville et port. En outre, cette histoire alimente l'imaginaire de ville portuaire et participe de la construction d'un récit patrimonial. Elle crée des héritages spatiaux avec lesquels composer lors du processus de réhabilitation : bassins, bâtiments, population liée au port, effets de barrière et usages.

Le dynamisme du port est un premier élément pour comprendre les interactions avec la ville. Depuis le milieu des années 1980, Gênes connaît, avec le recentrement de la Méditerranée (devenue voie de passage suite au développement des relations avec l'Asie et l'Orient), une importante croissance des échanges et vise la place de premier port de la Méditerranée, justifiant en toute occasion cette prétention, par des arguments géographiques liés à la localisation la plus proche de la fameuse banane bleue (Gênes constitue le point le plus enfoncé dans le continent vers le nord), contrairement à Marseille ou Barcelone<sup>1</sup>. Or les perspectives d'une hausse continue des échanges suscitent une appréhension de la part des acteurs portuaires : en effet Gênes utilise déjà toute la surface disponible et craint le manque d'espace. Les possibilités d'expansion le long de la côte sont limitées et la seule solution est une nouvelle extension sur la mer. Cela a une incidence sur des réticences à libérer de nouveaux espaces portuaires pour des usages urbains. Liverpool au contraire a vu son trafic portuaire fortement décliner, libérant d'importants espaces proches de la ville tandis que les activités portuaires se sont développées vers l'aval. Valparaíso est confronté au même problème de la raréfaction des espaces disponibles pour les activités portuaires, avec des prévisions de croissance importante des échanges à moyen ou long terme et la nécessité de construire de nouveaux terre-pleins en position urbaine. Les projets municipaux de

---

<sup>1</sup> Cet argument m'avait été rappelé lors d'un entretien à l'Autorité Portuaire avec un membre de la section communication.

redéveloppement du front de mer peuvent mettre en péril les perspectives de développement portuaire à long terme, ce qui est facteur d'oppositions entre stratégies portuaires et municipales pour l'usage du front de mer. Le dynamisme du port et ses perspectives ont un impact sur les rapports ville - port.

Les relations ville - port dépendent également du schéma institutionnel : le port constitue-t-il une structure publique ou privée, autonome ou sous domination nationale ? Existe-t-il des liens importants avec la société locale ou la commune ? Quels sont les rapports entre les plans d'aménagement portuaire et les plans d'aménagement urbain et patrimonial ?

## **2. Transformer le port ancien pour transformer la ville à Gênes**

Gênes présente le cas d'une transformation du port ancien à la faveur d'événements urbains pensée comme préalable à la récupération du centre historique. Après une rapide présentation de la mise en place des espaces portuaires (2.1) sont détaillées les différentes étapes de la mutation du port ancien en espace ludique et touristique.

### *2.1 Histoire du port de Gênes*

L'histoire du port de Gênes peut être calée sur celle de la ville : le port reste à la dimension de la baie de Gênes jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle avant d'entamer une croissance importante de sa surface le long du littoral vers l'ouest.

#### *Le port à la mesure de la ville, Moyen Âge et époque moderne*

Jusqu'à la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le port de Gênes reste confiné dans la baie, sans que l'ensemble de l'arc littoral soit réellement aménagé. Seule la partie orientale, jusqu'au palais d'Andrea Doria, est intensément utilisée.

Le port de Gênes correspond au séquençage présenté par C. Chaline [1994]. Le site originel, le « *Mandraccio* », à l'est de la baie de Gênes, combine à la fois un accès à la mer par les plages protégées des tempêtes par la baie, et un site défensif avec la colline de Castello. Dès l'époque romaine, les installations portuaires y sont développées. Au Moyen Âge sont construits des ponts et quais : le Molo Vecchio date du XIII<sup>e</sup> siècle tandis que les appontements en bois sont désormais maçonnés, traduisant une artificialisation du littoral et la disparition des plages. Au XIII<sup>e</sup> siècle, les infrastructures portuaires s'étendent du Mandraccio à la Porta Dei Vacca et sont marqués par une spécialisation des quais et appontements avec par exemple le « *Ponte dei Borgognoni* », destiné au marbre et à la chaux, le « *Ponte del Vino d'Oriente* », le « *Ponte dei Pedaggi* » utilisé pour les épices, et le « *Ponte Spinola* », pour les



marchandises alimentaires et les matériaux de construction. Le port de Gênes est protégé des tempêtes par le Molo Vecchio. Au-delà du quai Spinola, en position périphérique (au-delà des remparts de la ville), où l'influence des tempêtes est plus importante, se trouve la Darsena, qui marque aujourd'hui la limite entre les espaces portuaires à usages urbains et ceux gérés par le port de Gênes. La Darsena a été construite au XII<sup>e</sup> siècle, et abrite des chantiers navals (*Darsena delle galee*) et des espaces de stockage (*Darsena dei vini*). À l'échelle de la ville du Moyen Âge, le port de Gênes est ainsi marqué par une spécialisation spatiale, les activités commerciales et financières se situant en position centrale.

Par la suite, le port ne connaît plus de croissance spatiale, suite à la transformation de Gênes de port commercial à place financière, et au basculement du centre de gravité économique en Europe du Nord. La construction par Andrea Doria de sa *villa* (aujourd'hui Palazzo del Principe), dotée de son propre quai, à l'ouest de la Darsena, sépare le port de la partie ouest de l'anse, espace suburbain où se localisent les *villas* des riches familles génoises. Entre 1637 et 1642 est construit le Molo Nuovo, ouvrage de protection qui complète le Molo Vecchio, et soustrait davantage l'anse de Gênes aux dangers des tempêtes [Giontoni, Balletti, 2002 : 30]. Hormis cet ouvrage de protection, le port ne s'agrandit pas jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle. En effet, le port de Gênes périclité puis passe sous la domination des Ducs de Savoie, et demeure confiné dans les limites de l'anse de Gênes.

#### *Extensions portuaires*

Au XIX<sup>e</sup> siècle, le manque d'espace pour le stockage des marchandises, des fonds inadaptés à la hausse des tirants d'eau et le manque de quais et bassins empêchent Gênes de profiter de la hausse des échanges liée à l'ouverture du canal de Suez en 1869, qui permet une nouvelle route maritime entre Europe du Nord et Asie, et aux percées des tunnels de Fréjus en 1871 et du Saint-Gothard en 1881, qui induisent de nouvelles liaisons ferroviaires. Des projets d'agrandissement sont réalisés mais se heurtent au manque de ressources financières. Seule la Darsena a été agrandie entre 1860 et 1875.

La donation du marquis Raffaele de Ferrari, duc de Galliera, en 1875, permet la réalisation des travaux d'extension, correspondant au projet de 1864 de l'ingénieur Adolfo Parodi [Poleggi, Cevini, 2003 : 194]. Ces extensions restent localisées dans l'anse originelle de Gênes mais étendent le système de quais à la partie occidentale, avec la construction du *Ponte Parodi*, du *Ponte Federico Guglielmo* (Ponte dei Mille<sup>1</sup> ensuite), du *Ponte Andrea Doria*, du *Ponte Colombo*, du *Ponte Chiappella*, du *Ponte Passo Nuovo*. Or ces quais ont des

---

<sup>1</sup> En hommage au départ de Gênes des Mille patriotes emmenés par Garibaldi.

dimensions plus importantes que les quais historiques (ils sont aujourd'hui utilisés pour les transports maritimes : croisières et ferrys). À ces nouveaux quais s'ajoutent un dispositif de longues digues, avec la prolongation du Molo Nuovo et la construction des Molo Lucedio et Molo Galliera. Enfin, sur le littoral est, des bassins furent construits pour les chantiers navals (bassin delle Grazie). Le port de Gênes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle a ainsi occupé la totalité de l'anse de Gênes et commence son extension au-delà vers l'ouest, sur un littoral au tracé linéaire.

Suite à cette extension, différents projets intègrent les nouveaux impératifs des échanges maritimes et les liens entre installations portuaires et développement industriel, prônant un nombre réduit de quais, mais de dimension importante, le long du littoral ouest. Un seul projet s'attache au redimensionnement des quais dans l'anse de Gênes mais il est abandonné car les manœuvres au sein de la baie seraient rendues difficiles : le port ancien devient marginal dans le système portuaire génois. Le *Consorzio Autonomo del Porto* est créé en 1901 et dès lors cette nouvelle institution élabore ses propres projets de développement, tous tournés vers l'extension du port sur le littoral ouest (Ponente), et inscrits dans le *Piano Regolatore del Porto* de 1919 [Balletti, Giontoni, 1990 : 32]. Les bassins de la Lanterne et de Sampierdarena sont réalisés avant la Seconde Guerre mondiale.

À l'ouest de Sampierdarena sont localisés les sites industriels : chantiers navals de Sestri, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, et installations industrielles de l'après Seconde Guerre mondiale à Cornigliano (implantation sidérurgique d'Italsider), introduisant une rupture des installations portuaires. Le port s'étend au-delà de ces installations : port pétrolier de Multedo en 1963, étendu en 1973, et installations portuaires de Voltri dans les années 1970. Cette dernière extension posait le problème du maintien d'un littoral touristique à Pegli et Pra, provoquant des oppositions locales [Maggi, 2004]. Elle s'inscrit également dans l'adaptation du port de Gênes au trafic de conteneurs.

Ainsi, le port de Gênes s'étend du centre historique à Voltri, aux limites ouest de la commune, sur 25 km de long. À l'inverse, le littoral de Levante, hormis des chantiers de réparations navales sur une portion limitée, demeure vierge d'installations portuaires. Parallèlement à ce processus d'extension de la façade portuaire s'est opérée une redéfinition des usages des installations les plus anciennes.

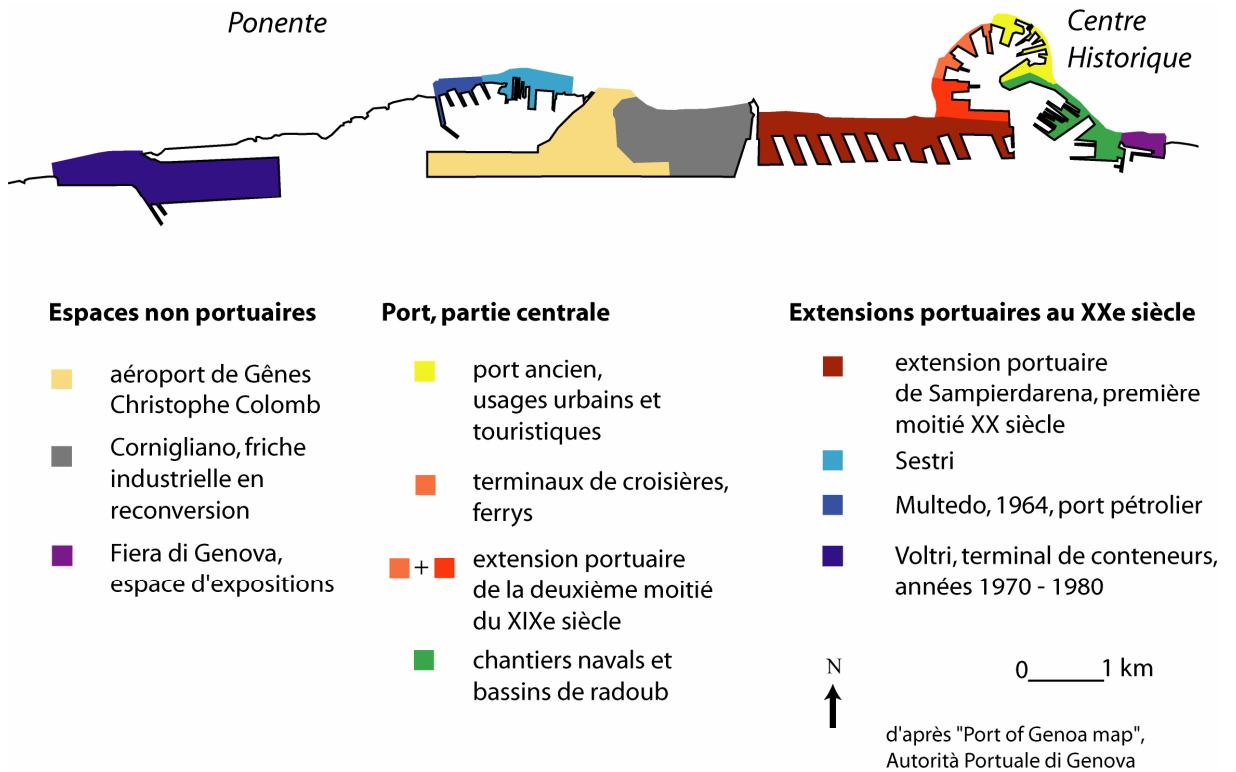


Figure 31 : Le port de Gênes, du centre historique à Voltri (S. Jacquot, 2007)

La transformation de la partie ancienne du port en espace rattachée fonctionnellement à la ville ne se fait pas dans un contexte de friches portuaires mais au contraire dans une phase de croissance portuaire, limitée par des contraintes de manque d'espace. Les friches industrielles en position littorale constituent un objectif de développement spatial pour l'autorité portuaire. Le manque d'espace est tel qu'il est envisagé la construction de quais en pleine mer. Le désengagement du port ancien s'explique seulement par l'inadéquation des plus vieux bassins et quais aux exigences contemporaines des échanges maritimes et à la volonté forte de la ville de se réapproprier son front d'eau historique pour développer une politique urbaine de revitalisation du centre historique, entraînant parfois des tensions entre municipalité et autorité portuaire. Ces transformations prennent donc place dans une réflexion générale de réaménagement de la façade portuaire, de la part des acteurs locaux. Renzo Piano en 2004 propose l'*affresco*, schéma général de transformation du *waterfront*, présenté comme une libre contribution culturelle de sa part à sa ville natale, contenant vingt propositions<sup>1</sup> phares destinées à changer radicalement l'organisation urbaine, par exemple le déplacement de l'aéroport qui se trouve face à la mer, sur une île artificielle, pour offrir de nouveaux

<sup>1</sup> Ces propositions ne sont pas des projets arrêtés comme le précise R. Piano : « l'*affresco* non è un progetto, è invece una visione d'insieme », (« l'*affresco* n'est pas un projet mais est au contraire une vision d'ensemble ») [Renzo Piano Building Workshop, 2004].

espaces à l'extension portuaire, la création d'une île artificielle pour les chantiers navals, et le redimensionnement de bassins existants. Or ce schéma ne remet pas en cause les grandes lignes d'organisation du *waterfront* : port et industrie à l'ouest, usages urbains au centre et à l'est (il propose des aménagements pour la façade littorale à l'est, avec l'agrandissement de la *Fiera* transformée en *Città del Mare*).

## 2.2 La création de Porto Antico à la faveur des événements

La réhabilitation du port ancien pour des usages urbains (touristiques, ludiques, résidentiels) trouve son origine dans la marginalisation du port ancien dans le système portuaire, et la volonté de la municipalité de développer un front de mer pour la ville en position centrale.

### *Déqualification du port ancien*

Le port ancien est sous-utilisé dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle mais il demeure propriété du port. Ainsi, les habitants n'y ont toujours pas accès : le film de René Clément avec Jean Gabin, *Au-delà des grilles*, tourné en 1957, donne une image du vieux port de Gênes, espace fermé, gardé par les douaniers, contrastant avec la foule dans les *vicoli* du centre historique.

Dès 1964, l'architecte et urbaniste français, Robert Auzelle<sup>1</sup>, qui participait à la commission Astengo pour la révision du plan régulateur communal (révision achevée seulement en 1980), envisageait un retour de la partie ancienne du port à des usages urbains, avec un argument économique : la productivité moindre de ces quais comparée à celle des extensions modernes (rapport de 1 à 10). Malgré ces propositions, il faut attendre plus de 10 ans pour un changement d'affectation : en effet, à l'opposé des projets de Auzelle, le Plan Régulateur Portuaire de 1964 prévoyait d'y réaliser une vaste plateforme de stockage [Gastaldi, 2003 : 34].

En 1976 est signé entre la commune et le président du Consortium Portuaire un accord pour un nouvel usage du port ancien, dans sa partie orientale jusqu'à la Darsena. Cet accord est officialisé par le nouveau Prg (*Piano Regolatore Generale*) de la commune de Gênes qui définit ce périmètre comme rattaché au centre historique. Toutefois les transformations n'adviennent que dans les années 1980, en vue de l'*Expo* de 1992.

### *1992, la création d'un pôle ludico-touristique*

---

<sup>1</sup> Comme le rappelle B. Gabrielli durant la conférence faite au *Rotary Club 2030* sur le *waterfront*.

L'Exposition Internationale consacrée aux 500 ans de la découverte des États-Unis en 1992 a marqué le premier moment de la réhabilitation du port ancien pour des usages urbains.

En 1984, Renzo Piano est chargé par la commune et son maire Fulvio Cerofolini de la réalisation du plan d'ensemble de l'*Expo*. Il souhaite dès le départ constituer un projet durable pour dépasser le caractère éphémère de l'événement [Fusero, 2005]. Séville et Chicago ont déjà été choisis comme lieux de célébration de la découverte de l'Amérique par le Bureau des Expositions Internationales (BIE), lorsque Gênes envisage de se porter candidate. L'Exposition ne peut donc être une exposition universelle et devient une exposition thématique, consacrée seulement à Christophe Colomb et à la dimension maritime et portuaire. En 1992 ont lieu également les Jeux Olympiques de Barcelone, ce qui représente une concurrence accrue pour l'événement génois.

En 1986, Renzo Piano finalise le projet, présenté et accepté par le BIE. Un projet de haute tour de l'architecte John Portman, présenté en 1988, a été refusé suite à l'opposition de l'adjoint génois à l'urbanisme [Rodrigues Malta, 1996]. Il y a donc une volonté de s'appuyer sur l'environnement portuaire, et de soigner la relation entre le centre historique et le port ancien. De façon emblématique, une des premières interventions effectives est la restauration de la façade du palais San Giorgio, avancée de la ville sur l'espace portuaire, palais construit au XIII<sup>e</sup> siècle par le Capitaine du Peuple en avant du front de ville (la Ripa) et actuel siège de l'administration portuaire.

### **Renzo Piano**

Renzo Piano est un architecte né à Gênes en 1937, reconnu au niveau international, qui a travaillé à partir de 1971 avec l'architecte Richard Rogers, dessinant la Cour Européenne des Droits de l'Homme à Strasbourg, et le centre National Georges Pompidou, Beaubourg. Il fonde le cabinet *Renzo Piano Building Workshop*. Parmi ses réalisations récentes, on compte le centre Culturel Tjibaou à Nouméa (1998) le centre Paul Klee à Berne (2000). Il est très présent dans les débats urbanistiques à Gênes. Les interventions pour l'*Expo* constituent selon la presse locale de l'époque le retour de l'enfant du pays. Depuis, il est souvent sollicité pour donner son avis sur les grandes transformations à réaliser. Il a notamment élaboré un projet de transformation en profondeur de Gênes, à partir de son *waterfront*. Ces plans sont dévoilés en 2004, appelés l'*affresco* (la fresque), et ont depuis orienté les débats sur le devenir de la ville. *Genova 2004* Capitale Européenne de la Culture lui a rendu hommage par une exposition consacrée à ses réalisations. En 2007 il devient conseiller de la nouvelle équipe municipale.

Les projets et réalisations prennent différents chemins. Tout d'abord, le patrimoine portuaire est réhabilité pour de nouveaux usages. Les entrepôts Cotone ne sont pas détruits, d'autres entrepôts sont également conservés pour accueillir des restaurants et bars. L'atmosphère portuaire est soignée, avec le respect de l'horizontalité, les grues laissées en quelques endroits, comme réminiscence des fonctions passées de cet espace.

De nouveaux édifices sont construits. L'aquarium est une réalisation clef de ce projet, sur le modèle de celui de Baltimore, par le même architecte, Chermayeff. Après quelques années de flottement, il devient le site moteur du tourisme génois, avec 1,4 million de visiteurs en 1995 et 1,3 en 2003. Renzo Piano a dessiné en 2000 la sphère connexe à l'aquarium, pour le G8 de 2001. L'autre élément emblématique de l'*Expo 92* est le *Bingo* - dessiné par Renzo Piano -, ascenseur panoramique dont les multiples bras rappellent la profusion des grues sur le port.

La création de la zone de l'*Expo* au sein d'une ville peu concernée par le tourisme (les articles de la presse jusque là, les longs week-ends ou l'été, insistaient sur les départs de la ville) marque la naissance d'un pôle ludico-touristique, malgré des débuts difficiles. Après l'*Expo*, l'aquarium est menacé de fermeture tandis que certains espaces demeurent sans affectation. Un plan général est adopté en 1995 par *Porto Antico Spa* pour transformer la zone de l'événement en espace aux usages pérennes. Dès 1995, la gestion de l'aquarium est confiée à la société d'un armateur génois, *Costa Spa*<sup>1</sup>. Dans les Magazzini del Cotone sont créés la Cité des Enfants, le centre des congrès dès 1996, le Pavillon de la Mer et de la Navigation, une piste de patinage sur le port. En 1997, un multiplex de cinéma y est ouvert, et en 1998 le musée national de l'Antarctique. En 2000 est localisé au sein de la porte monumentale Siberia le musée consacré à l'artiste génois Luzzati, créateur de costumes et masques [Porto Antico, 2004]. Ainsi les nombreuses attractions de cet espace datent de l'après-*Expo*, témoignant d'un manque de vision à long terme en amont, mais après 1992 d'une volonté de développement cohérente, basée sur le tourisme culturel et ludique. Parallèlement, des bars et restaurants ouvrent, et l'aire de *Porto Antico* devient un lieu de sortie des génois, pour aller au cinéma, boire un verre le soir, s'y promener. Le dimanche les familles sud-américaines de Cornigliano (quartier populaire à l'ouest du centre historique) y côtoient les jeunes marocains, les touristes venus à l'aquarium et la clientèle locale des différents restaurants.

---

<sup>1</sup> *Costa Spa* est une entreprise importante du secteur des croisières.

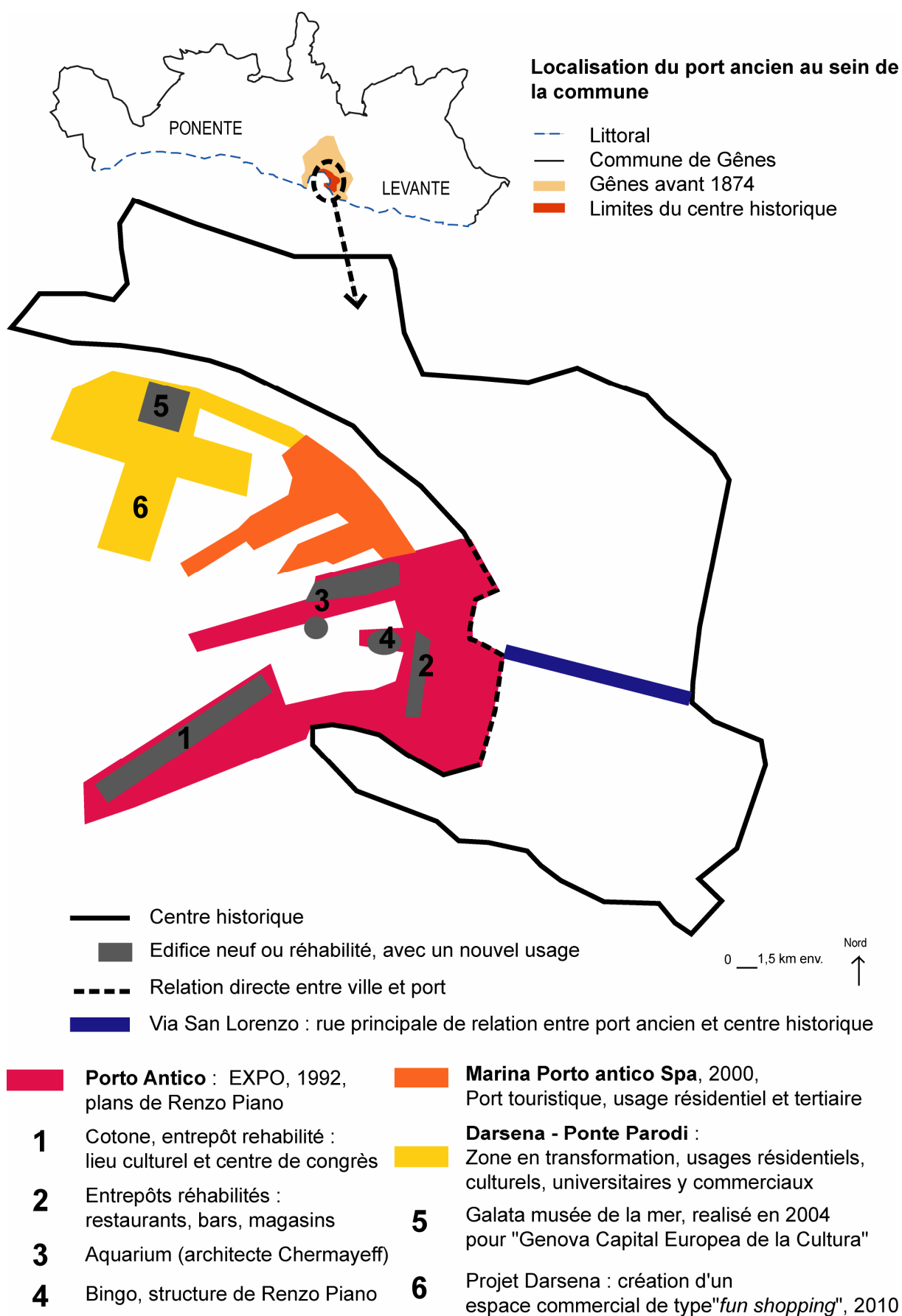


Figure 32 : Le développement des espaces portuaires anciens de Gênes (S. Jacquot, 2006)

La zone de l'*Expo* marque le premier aménagement de réhabilitation du port ancien pour des usages urbains et touristiques. D'autres secteurs du port ancien sont progressivement rattachés à des usages urbains.

*L'extension du port ancien par la création d'une marina*

Après l'Exposition de 1992, une nouvelle zone est incorporée au complexe ludico-touristique élaboré le long du front portuaire ancien, au *ponte Calvi* et au *ponte Morosini*, à l'ouest de la zone de l'*Expo*. L'espace *Marina Porto Antico Spa* est inauguré en 2000, réalisé par l'architecte italien Piero Gambacciani<sup>1</sup>. Un grand port de plaisance (280 anneaux), un hôtel de luxe, des commerces à destination touristique ou liés à l'activité nautique et des appartements y sont développés. La dimension patrimoniale est peu présente : il s'agit de nouveaux bâtiments, mais dont la volumétrie a cherché à s'insérer au niveau paysager, par des bâtiments bas, en longueur sur les quais transversaux au trait de côte, prolongés par les pontons pour les bateaux de plaisance. Les travaux commencent sur cet espace dès 1993<sup>2</sup>. L'étude des débats dans la presse locale<sup>3</sup> liés aux projets de l'*Expo* permettait de montrer l'opposition entre les projets de Renzo Piano, soutenu par le maire, et les projets d'investisseurs locaux qui souhaitaient surtout réaliser un port de plaisance et des hôtels. Cette *marina* est donc la réalisation sur un autre espace de ces projets envisagés dès le début des années 1980, et soutenus par la Chambre de Commerce. En 1996, cette zone a été laissée en concession par l'Autorité Portuaire à *Marina Porto Antico Spa*, société privée fondée par des capitaux privés<sup>4</sup>, pour une durée de 30 ans. Cet aménagement a été l'objet de critiques et de campagnes de la part d'universitaires locaux, en raison de la trop faible prise en compte des éléments patrimoniaux.

*La Darsena comme lieu pour la ville*

La Darsena représentait tout au long de l'époque médiévale et moderne la limite du port de Gênes, lieu de construction des chantiers navals, espace complexe fait d'entrepôts de différentes périodes, avec des éléments médiévaux, de bassins aux tailles variables, fonction de l'époque de consolidation. Par ailleurs, il s'agit du seul lieu de la façade portuaire appartenant à la municipalité et non à l'Autorité Portuaire. Dans cette transformation du port

---

<sup>1</sup> Né en 1923, il a réalisé dans les années 1990 le gratte-ciel dans la zone de Brignole, Gênes, et la tour qui abrite les bureaux de la commune, appelée *Matitone*, en raison de sa forme de crayon, dans le nouveau centre directionnel à l'ouest du vieux port.

<sup>2</sup> Informations de l'*Urban Center 5*, centre de valorisation et diffusion des transformations de la ville de Gênes.

<sup>3</sup> *Il secolo XIX*, années 1984, 1986, 1987.

<sup>4</sup> Je n'ai pas pu obtenir le nom des investisseurs.



ancien en lieu urbain, la Darsena représente la nouvelle étape, avec l'ouverture du musée de la mer en 2004, appelé à devenir un nouvel espace structurant du tourisme culturel génois.

La Darsena n'a pas été l'objet des premières transformations, néanmoins dès les années 1980 différents projets concernent cet espace à l'ouest de la nouvelle marina. En outre, dans l'accord entre Port et commune, il était dès le départ considéré comme ayant vocation à acquérir des fonctions urbaines. Parallèlement à la requalification du centre historique pour les *Colombiane*, la commune de Gênes a lancé dans les années 1980 six projets de récupération du centre historique, en en confiant la conception à 6 équipes d'architectes [Bottaro, 1986]. Le professeur De Carlo, directeur de l'ILAUD (*International Laboratory of Architecture and Urban Design*) a été chargé du quartier Pré mais traite également de la Darsena, considérant que la réhabilitation du quartier Pré ne peut se faire sans penser sa relation à la Darsena. La localisation de cet espace en explique l'importance stratégique : dans la baie de Gênes, la Darsena est à la fois à la limite entre le port historique et l'extension portuaire de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et est seulement séparée de la zone de Pré par la rue Gramsci et la Sopraelevata. Cette localisation centrale dans la baie explique l'intérêt de la réhabilitation de la Darsena, perçue comme une chance pour la réhabilitation de la zone de Pré : « *Il recupero della Darsena è un problema di grande importanza per la città, e non tanto il recupero della Darsena in se stessa – degli edifici che ne fanno parte e che attualmente sono quasi abbandonati pur essendo di proprietà comunale – quanto il recupero della Darsena in relazione al recupero del quartiere Pré e alla rivitalizzazione dell'intera città.* »<sup>1</sup> [De Carlo, 1987 : 5]. Espaces urbains et espaces portuaires sont donc solidaires : l'adjonction de la Darsena donnerait davantage d'épaisseur au quartier de Pré. Dans ce projet, la réhabilitation de la Darsena est « *tutto subordinato alla realizzazione di efficaci collegamenti con il tessuto urbano antistante e più in generale con la città*<sup>2</sup> » [De Carlo, 1987 : 53]. Ce lien entre ville et port passe par l'installation de services urbains : commerces, parkings, bibliothèque universitaire. Cette étude de G. De Carlo a servi de base aux projets mis en place pour la Darsena.

Le projet de bibliothèque universitaire montre que la Darsena contrairement au port historique n'est pas vouée principalement au tourisme (il n'est pas encore fait mention du

---

<sup>1</sup> « *La réhabilitation de la Darsena est un problème d'une grande importance pour la ville, et pas seulement la réhabilitation de la Darsena elle-même - des édifices qui en font partie et qui sont actuellement abandonnés, même s'ils sont de propriété communale - mais aussi celle menée en relation avec la réhabilitation du quartier Pré et la revitalisation de la ville toute entière.* ».

<sup>2</sup> « *entièrement subordonné à la réalisation de liaisons efficaces avec le tissu urbain qui lui fait face et de façon plus générale la ville.* ».

Musée de la Mer dans les années 1980). L'implantation de la bibliothèque dans des édifices de la Darsena contribue à la requalification du quartier Pré car via Balbi se trouve le pôle universitaire de sciences humaines : pour aller de la via Balbi à la bibliothèque il faudrait emprunter les multiples *carruggi* qui traversent le quartier Pré. Cette vision développée dans les années 1980 demeure structurante : la faculté d'économie est installée dans cet espace en 2000, puis en 2007 l'Institut Nautique de Gênes. D'autres fonctions urbaines sont développées : des appartements sont aménagés dans l'entrepôt Cembalo en 2004 ; en 2007 est ouverte la *Casa della Musica* dans l'entrepôt Metellino, gérée par une coopérative sociale.

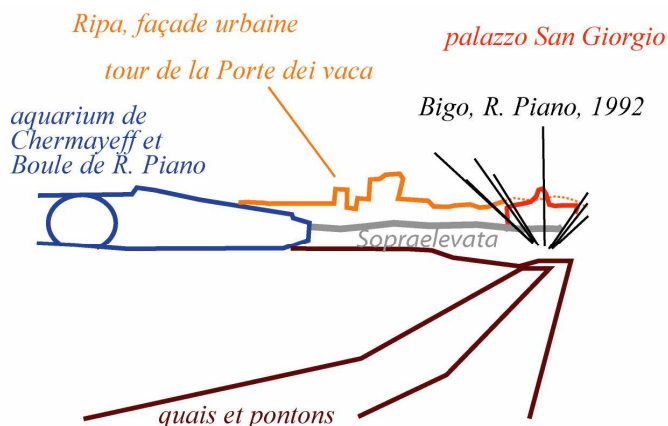
La Darsena est donc aménagée avec le but d'y installer différentes fonctions, dont le tourisme culturel, avec l'ouverture du musée de la mer en août 2004, dans le cadre de *Genova 2004* Capitale Européenne de la Culture. Ce musée remplace le pavillon de la mer qui avait été établi dans les entrepôts Cotone, permettant d'augmenter la surface muséale de 2000 m<sup>2</sup> à 10000 m<sup>2</sup>. Il est établi dans un ancien édifice portuaire, l'édifice Galata, qui date du XVII<sup>e</sup> siècle et servait de lieu de construction des navires, réhabilité par l'architecte espagnol Guillermo Vásquez Consuegra, qui a recouvert l'édifice d'une façade de verre. Le parcours muséal a pour fil conducteur l'histoire de la ville, et s'achève sur une terrasse permettant une vue panoramique sur le port et le centre historique. La gestion a été confiée à *Costa Spa*, qui outre l'aquarium gère également la Cité des Enfants sur le *Porto Antico*.

Ce projet de la Darsena manifeste ainsi une continuité dans la transformation du port ancien : comme l'*Expo*, il prend appui sur un événement urbain, vise à développer des usages culturels et récréatifs. Toujours dans la zone du port ancien, le prochain projet de récupération d'espaces portuaires pour des usages urbains concerne la zone de Ponte Parodi, à proximité de la Darsena. Le projet a pris du retard suite à des difficultés avec l'Autorité Portuaire et la réalisation est donc prévue pour 2010 (cf. chapitre 5).

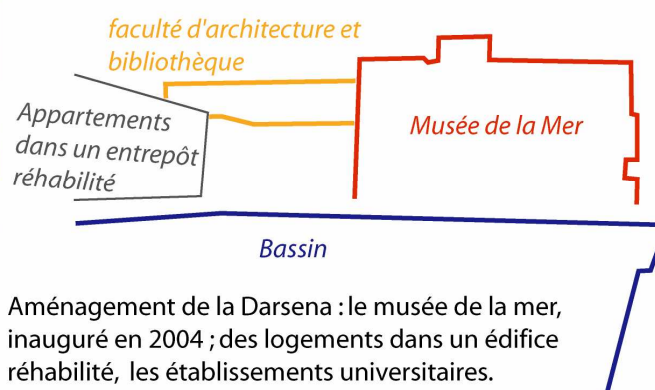
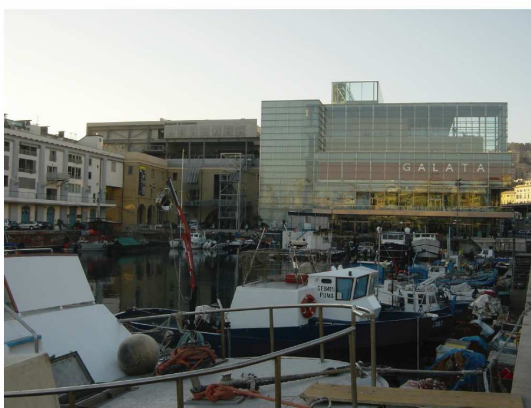
### 2.3 Paysages

La réhabilitation du port ancien s'appuie également sur une mise en scène paysagère, qui mêle des éléments évoquant le passé portuaire et la nouvelle destination récréative de l'espace. L'aire de l'*Expo* est aménagée en respectant les grandes lignes horizontales d'organisation de l'espace, marquant un contraste important avec la verticalité et l'étroitesse des espaces du centre historique. Les aménagements, marqués par la présence de grues portuaires ou le maintien de paysages de quais, correspondent à l'urbanisme du signifiant [Vermeersch, 1998], où l'élément portuaire et maritime est réinterprété. La disposition de bancs, palmiers, aires de jeux pour la pétanque, indiquent la visée récréative.

C. Les espaces portuaires anciens, frontière patrimoniale ?



Depuis les Entrepôts Cotone, l'aquarium, les quais et pontons perpendiculaires à la Ripa, façade urbaine médiévale, de laquelle s'extrait le Palazzo San Giorgio..



Aménagement de la Darsena : le musée de la mer, inauguré en 2004 ; des logements dans un édifice réhabilité, les établissements universitaires.



Carte postale de 1938 : l'aire du port ancien encombrée de navires



Le ferry Victory, à la Station maritime, assure la ligne Gênes-Barcelone-Tanger, illustrant le rôle important du port dans le transport maritime de voyageurs. Au premier plan, le Ponte Parodi, dans l'attente de sa transformation par Altarea en haut-lieu du *fun shopping*, est un lieu de pêche pour les Génois ; un autre segment est utilisé par des gens du voyage.

Figure 33 : Anciens et nouveaux paysages du port ancien

Les aménagements ultérieurs poursuivent cette double orientation : l'espace entre l'*Expo* et la Darsena, entre quai et autoroute urbaine, a été transformé en promenade, ponctuée de palmiers, longeant un port de plaisance<sup>1</sup>. Le rapport entre ville et port est difficile à prendre en compte. L'opposition est nette entre les façades verticales des palais de la Ripa face aux quais et l'horizontalité générale du port, mais elle est médiatisée par une zone de transition. En 1963 est construite la *Sopraelevata*, autoroute surélevée qui marque la frontière entre ville et port. Depuis la récupération du port ancien, elle apparaît comme une frontière urbaine importante. Différents projets proposent sa destruction, même si des projets alternatifs proposent de l'utiliser comme promenade permettant des vues sur ville et port. Le coût de creusement d'un tunnel autoroutier passant sous le port de Gênes (entre 400 et 600 millions d'euros) est toutefois un frein à la mise en place de ces travaux. Renzo Piano dans son *affresco* soutient également cette idée, qui a trouvé un début de concrétisation en 2003 avec un accord entre municipalité et autorité portuaire (formation de l'entreprise *Tunnel di Genova Spa*) pour sa réalisation, et l'autorisation ministérielle donnée en 2005 au projet.

La récupération du front de mer a ainsi abouti à la création d'un nouvel espace urbain, renforçant la vocation culturelle et touristique de la ville, avec le but d'entraîner un développement du centre historique adjacent. À Valparaíso, le réaménagement du front portuaire est plus complexe à mettre en œuvre.

### 3. Valparaíso et la confrontation ville – port

Les rapports entre port et ville à Valparaíso sont l'objet de davantage de tensions qu'à Gênes, car les objectifs du port et de la ville demeurent contradictoires. Cela est lié autant aux caractéristiques du port de Valparaíso qu'à des stratégies divergentes et une difficulté à la prise en compte de la dimension portuaire du patrimoine.

#### 3.1 Le port de Valparaíso confronté au manque d'espace

Les difficultés d'extension du port de Valparaíso freinent l'ouverture d'espaces portuaires centraux à la ville.

##### *La formation du port de Valparaíso*

Dès 1544, Valdivia faisait de Valparaíso le port de Santiago du Chili, refusant le statut de « *ciudad* » pour éviter que ce noyau portuaire ne concurrence la ville fondée le long du rio

---

<sup>1</sup> L'architecte catalan Oriol Bohigas se réfère aux *ramblas* dans sa proposition d'aménagement de l'espace portuaire génois. C'est ensuite l'architecte génois Enrico Bona qui est chargé de la conduite des transformations [Masboungui, 2004].

Maipo. Le port concernait alors une étroite frange littorale. Depuis l'Indépendance, l'augmentation du trafic<sup>1</sup> a conduit à l'artificialisation du site par la construction de quais : le premier quai date de 1810 (*muelle Urrutia*) [Avalos, 2005]. En 1883 est inauguré le *muelle fiscal*, construit par un ingénieur anglais, Sir John Hugues, et en 1884 le quai Prat, quai pour les voyageurs. Toutefois, de nombreux autres projets ne sont pas conduits, du fait de débats proposant comme alternative le développement d'autres sites portuaires à San Antonio et Quintero, dont les développements sont jugés moins onéreux [Patillo, 1989].

A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, le port connaît un double mouvement d'extension le long du trait de côte vers l'Almendral et d'augmentation des surfaces disponibles par la construction de terre-pleins, accompagnant l'extension préalable des surfaces urbaines. Les terre-pleins sont formés des matériaux provenant en partie des collines creusées (dans le Quartier Portuaire et Cerro Concepción) pour augmenter la surface plane, aboutissant au XIX<sup>e</sup> siècle à un déplacement du trait de côte, notamment dans le secteur de l'Almendral<sup>2</sup>. En 1912 intervient le dernier projet d'agrandissement d'envergure<sup>3</sup>, après plusieurs projets avortés, consistant en le prolongement du *muelle fiscal* dans la partie ouest du port, et la construction de quais dans la partie est (*muelle Barón*), suite à l'extension de l'Almendral. Les travaux s'achèvent en 1931 avec la construction du *molo d'abrigo*, ouvrage de protection de la baie [Patillo, 1989], dernière intervention importante jusqu'aux travaux de réparation du port suite au tremblement de terre de 1981<sup>4</sup>.

#### *Le nouveau statut juridique et la politique de concessions*

Le port de Valparaiso connaît depuis 10 ans de nombreuses transformations, tant institutionnelles que spatiales. Le 6 avril 1960 est créée *Emporchi, Empresa Portuaria de Chile*, entreprise d'État qui regroupe les principaux ports du Chili, dont Valparaiso, qui est donc dirigée au niveau national<sup>5</sup>. La loi 19.542 du 19 décembre 1997, dite de modernisation portuaire, démantèle *Emporchi*. Dix nouvelles sociétés portuaires sont créées, correspondant aux dix principaux ports du Chili : Arica, Iquique, Antofagasta, Coquimbo, Valparaiso, San

---

<sup>1</sup> En 1811 est proclamée la liberté de commerce pour quelques ports chiliens dont Valparaiso, en 1822 Valparaiso est nommé Port Principal, et en 1824 une loi crée des entrepôts francs dans le port [Vasquez, Iglesia, Molina, 1999], manifestant une préoccupation nationale pour le développement du commerce international, où Valparaiso joue un rôle prépondérant.

<sup>2</sup> La loi du 1 février 1888 définit les modalités de transformation de cet espace.

<sup>3</sup> Une commission locale avait été mise en place en 1900. néanmoins l'État crée une nouvelle commission nationale, la *Comisión Central de Puertos*, qui se charge de la définition du projet [Patillo, 1989], manifestant les rapports complexes entre municipalité et État.

<sup>4</sup> Le trafic portuaire en 1984 est à peine supérieur à celui de 1912, période d'approbation du projet (1,6 million de tonnes contre 1,3 million), expliquant l'absence de nouveau projet d'extension dans cette période.

<sup>5</sup> Avant la création de *Emporchi*, depuis les travaux de transformation du port au début du XX<sup>e</sup> siècle, il était déjà géré par l'État via la Commission Centrale des Ports.

Antonio, Talcahuano-San Vicente, Puerto Montt, Chacabuco, Punta Arenas-Puerto Natales, constituant des entreprises publiques autonomes. Le but de cette loi est de développer la concurrence entre les ports pour pousser à une gestion efficace<sup>1</sup>. Leurs directeurs sont nommés par le président chilien. Suite à cette loi est créée en 1998 la *Empresa Portuaria de Valparaíso* (EPV, Entreprise Portuaire de Valparaíso). La loi permet l'octroi de concessions portuaires, pour développer la présence du secteur privé, et favoriser les investissements privés dans le port. Les autorités portuaires ont désormais un rôle de gestionnaire. La première concession intervient en 2000, avec la constitution de *Terminal Pacífico Sur Valparaíso S.A.* (TPSV). En 2002, une concession de 30 ans est octroyée à *Agencias Universales S.A.* (*Agunsa*), pour la construction et gestion du premier terminal de passagers du Chili. Le groupe *Agunsa* crée l'entreprise VTP (*Valparaíso Terminal de Pasajeros*, Valparaíso Terminal de Passagers), dont il détient 99% du capital (*Tesco* 1%), pour la gestion de ce terminal de passagers.

#### **Les opérateurs mondiaux du Port de Valparaíso**

*Agunsa* est une entreprise chilienne créée en 1960, présente dans de nombreux pays d'Amérique du Sud et aux États-Unis (Chili, Pérou, Mexique, Colombie, Equateur, Argentine, Paraguay, Jamaïque, Venezuela et Miami). Au départ compagnie maritime, elle s'est spécialisée dans les services aux entreprises de transport (aérien, maritime), dans différents champs de compétences (gestion de terminaux, gestion des terminaux pour passagers, transport multimodal, ...). *Tesco* (*Terminales y Servicios de Contenedores Ltda*) est une entreprise de traitement et gestion des conteneurs, basée à Valparaíso, opérant dans différents ports du Chili. *Tesco* est une filiale de CCNI (Compagnie Chilienne de Navigation Interocéanique) et de *AGUNSA*.

*Terminal Pacífico Sur de Valparaíso* (TPSV) est une entreprise créée en 1999 à partir d'un consortium constitué de *Inversiones Cosmos Ltda*, issu du groupe *Ultramar*, entreprise de services maritimes, et de HHLA, entreprise gérant le port de Hambourg (depuis 1865) mais développant une stratégie d'expansion dans d'autres sites portuaires. Depuis 2002 *DEG-Deutsche Investitions und Entwicklungsgesellschaft mbH*, institution financière allemande d'investissement et de développement, participe à ce consortium.

Le port de Valparaíso est donc en partie géré par des filiales d'entreprises nationales d'envergure continentale ou d'entreprises de dimension mondiale, passant d'un contrôle étatique à une cogestion entre un organisme gestionnaire décentralisé (mais sous contrôle étatique) et des groupes internationaux. La municipalité n'est pas associée à cette gestion.

---

<sup>1</sup> Ce processus avait été préparé par le gouvernement militaire puisque deux lois de 1981 et 1985 réduisaient déjà les compétences de *Emporchi*.

### *La planification portuaire*

Les dix entreprises portuaires doivent avant tout appel d'offres réaliser un *Plan Maestro* (plan directeur), document de planification territoriale prévu par la loi de modernisation portuaire de 1997 (article 13), qui délimite les aires portuaires et leurs usages, en fixant les options de développement pour une durée minimum de 20 ans. Ces usages peuvent concerner les activités de pêche, de transport de passagers, de tourisme ou industrielles. Ainsi le *Plan Maestro* est un instrument de zonage des espaces portuaires. Il est réalisé en 2000 à Valparaíso, et fixe en fonction des prévisions de croissance des échanges les usages à moyen terme (5 ans) et long terme (20 ans). Ce *Plan Maestro* se place résolument dans un contexte de croissance des échanges, avec quatre hypothèses de croissance : partant de 4,4 millions de tonnes en 1999, le *Plan Maestro* s'attend à un volume des échanges compris entre 11,1 et 17,6 millions de tonnes en 2020 [Empresa Portuaria de Valparaíso, 2000 : 55]. EPV se place dans un contexte d'accroissement des échanges, qui pose le problème de l'extension des espaces portuaires, alors qu'émerge la préoccupation de l'ouverture du front de mer à la ville. En 2000, le *Plan Maestro* n'envisage toutefois pas un scénario de développement d'usages urbains de zones portuaires.

Contrairement à Gênes, la façade maritime est ici plus limitée, entravant les extensions possibles. Le port de Valparaíso est confronté au problème de la gestion des espaces portuaires, avec deux mouvements contradictoires : la recherche de nouveaux espaces portuaires pour faire face à la hausse anticipée du trafic, et la conversion d'espaces portuaires en secteurs urbains et touristiques.

### *Les nouvelles échelles du stockage*

Le manque d'espace de stockage et les difficultés à poursuivre l'extension portuaire le long du littoral entraînent le développement de ports terrestres, dans l'intérieur. Un avant-port terrestre (*antepuerto terrestre*) de 4 hectares a été réalisé à Placilla, pour coordonner le chargement des produits agricoles (fruits et légumes) : il s'agit d'une aire de stationnement des camions, dans l'intérieur, à proximité du port. Cette aire terrestre doit être reliée de façon efficace aux terminaux portuaires. De grands travaux nationaux ont concerné ces dernières années l'amélioration de l'accessibilité au port, à travers la réalisation de l'« *acceso sur* », accès sud. Ce chantier, inauguré en 2007, considéré comme un ouvrage du Bicentenaire, consiste en la construction d'une nouvelle route de 23 kilomètres qui joint le secteur sud de la ville au secteur de Placilla, impliquant un tunnel de plus de deux kilomètres qui perce une des collines (*cerros*) au sud de la ville. Il s'agit de désengorger les autres routes d'accès à la ville,

permettant la cession d'espaces portuaires pour des usages urbains<sup>1</sup>. Cela est lié à un projet de réorganisation des flux entre port et aires de stockage, le projet ZEAL (*Zona de Extensión de Apoyo Logístico*, zone d'extension et d'appui logistique), réalisé courant 2007, et créant le long de cet accès sud d'autres espaces de stockage.

Le second grand chantier national se situe à une plus petite échelle et consiste en l'amélioration des relations terrestres entre Argentine et Chili, pour conforter le rôle de Valparaíso comme port d'exportation. Cette route internationale débouche sur l'*acceso sur*. Elle passe par le nouveau port terrestre de Los Andes, à 142 kilomètres de Valparaíso et du littoral, ouvert début 2007<sup>2</sup>. Le port de Los Andes est destiné aux échanges entre Valparaíso, San Antonio, et l'Argentine, à proximité de Santiago. Sur une surface de 24 hectares, sa capacité annuelle est fixée à 2,5 millions de tonnes de marchandises.

La dynamique spatiale du port de Valparaíso est donc triple : le besoin d'espaces de stockage entraîne le développement de ports terrestres qui étirent l'aire de stockage du port ; ces extensions portuaires conjuguées aux problèmes de circulation dans l'agglomération de Valparaíso conduisent à la recherche d'un système de transport plus efficient ; les espaces le long de la façade maritime au sein de la ville de Valparaíso sont l'objet de projets de valorisation urbaine, permis par ces transformations logistiques en amont. Ainsi la relation entre ville et port devient plus complexe, le port de Valparaíso comptant s'affranchir de la stricte dépendance à la ville en développant les aires de stockage et infrastructures viaires dans l'*hinterland*, condition de la redéfinition des usages du *waterfront*.

#### *Les espaces portuaires et leurs usages*

Le port de Valparaíso s'étend sur une grande partie du littoral en avant de la partie urbanisée de Valparaíso, sur 36 hectares<sup>3</sup>. Il est composé de trois terminaux. Le premier terminal, *Terminal Pacifico Sur*, est géré en concession depuis 2000 par TPSV<sup>4</sup>. Il s'étend sur 17 hectares, dont 2 d'entrepôts. Ce terminal compte pour 85% de la capacité du port de Valparaíso (12345 TEU<sup>5</sup>). Le terminal 2 a une capacité de 2000 TEU et est géré directement par l'*Empresa Portuaria de Valparaíso*, sur une surface plus réduite de 2 hectares, adaptée en 2000 au trafic de conteneurs par la destruction des entrepôts [EPV, 2006].

---

<sup>1</sup> Cette route dote également d'infrastructures de transport le nouveau secteur urbain de Curauma, localisé dans l'intérieur sur le territoire communal de Valparaíso, destiné à devenir un pôle technologique et tertiaire.

<sup>2</sup> Une concession de 20 ans a été accordée au groupe espagnol Azvi.

<sup>3</sup> Source : *Empresa Portuaria de Valparaíso*, <http://www.portvalparaiso.cl>, 2006.

<sup>4</sup> pour 100 millions de dollars US.

<sup>5</sup> Source : *Empresa Portuaria de Valparaíso*, 2002.



Le troisième terminal, le terminal pour l'accueil et le départ des passagers, a été aménagé dans les anciens entrepôts du port de Valparaíso, sur 4200 m<sup>2</sup>, au niveau du *muelle Barón*. Toutefois les navires accostent à 2 kilomètres, au terminal 2. Ils sont ensuite acheminés par bus à ce terminal de passagers, où se trouvent également des services de douane, des espaces de détente ou de commerce pour les voyageurs. Au total 5 hectares sont consacrés aux espaces de loisirs ou dévolus aux diverses activités touristiques, dont l'activité de croisières.

Comme dans de nombreux ports, ces espaces entre mer et ville font l'objet de convoitises pour le développement d'usages non portuaires. A l'échelle du port lui-même, les possibilités d'extension sont plus limitées. Elles sont indiquées dans le *Plan Maestro* : à l'horizon de vingt ans, de nouveaux terre-pleins sont envisagés, portant l'aire portuaire terrestre de 36 à 44 hectares [Empresa Portuaria de Valparaíso, 2000 : 60]. Cela concerne essentiellement le terminal 2, secteur au centre de la baie de Valparaíso, prolongé dans la zone appelée « *Costanera* », actuellement lieu de pêche. Le but de cette opération est de doubler la capacité totale du port, la portant à 20 millions de tonnes [Empresa Portuaria de Valparaíso, 2006].

Dans le *Plan Maestro* de 2000, il n'est pas fait mention d'extension des aires dévolues à d'autres usages (touristiques ou ludiques) : le secteur *Barón* par exemple est encore indiqué comme aire à fonction portuaire. Le cadre reste exclusivement celui de la fonction portuaire.

### 3.2 Vers de nouveaux usages urbains des espaces portuaires

Sous la pression du gouvernement national et les sollicitations d'acteurs locaux, l'*Empresa Portuaria de Valparaíso* développe un projet de relation entre ville et port.

#### *L'opposition ville et port*

En 1997, les divergences de vues entre port et municipalité sur l'usage d'espaces portuaires révèlent la difficulté du rapport ville / port. La municipalité de Valparaíso possède avec la *Empresa de Ferrocarriles del Estado* 7 hectares dans le secteur Yolanda-Barón, à proximité du littoral. Un projet de complexe touristique et commercial a été élaboré mais se heurte à l'opposition des gestionnaires du port. À l'inverse, le port souhaite mener un *Plan Director de Valparaíso*, pour la prévision des usages des terres à proximité du littoral et ainsi inclure dans la gestion municipale la préoccupation des besoins futurs de l'activité portuaire. Le maire de Valparaíso, Hernán Pinto Miranda, est opposé à la réalisation de ce plan, inutile et coûteux selon lui. À ce moment les intérêts de la commune et de l'autorité portuaire sont

clairement divergents : le port souhaite que la ville prenne en compte sur des espaces urbains les besoins du port tandis qu'à l'inverse la municipalité souhaite développer une stratégie touristique sur le littoral. L'autorité régionale peut se poser en arbitre car toute modification de plan d'aménagement doit recevoir son aval (chacun de ces deux projets nécessite une révision du Plan Régulateur Intercommunal de Valparaíso, qui doit être faite par le Conseil Régional). On est loin là de la démarche de projet qui associe tous les acteurs concernés par la transformation d'un espace, de façon consensuelle. Au contraire les intérêts divergents ne sont pas conciliés dans la phase de formulation d'un projet mais s'expriment à travers des projets opposés.

#### *La timide ouverture d'un front de mer à la ville*

Sur un autre espace, plus réduit, s'élabore une première ouverture du front de mer, de faible ampleur : au niveau du *muelle Prat*, ancien terminal de passagers, au débouché de la Plaza Sotomayor, en 1998. Son ouverture aux habitants et touristes a été rendue possible par un accord entre la municipalité et l'autorité portuaire, conclu avec en horizon la candidature comme ville Patrimoine Mondial de l'Humanité. Le coût de cette opération est de 37 millions de pesos. Le projet prévoit également l'installation à cet endroit de la réplique de la caravelle « *Santiago*<sup>1</sup> », offerte à la ville de Valparaíso en 1986 par l'*Asociación Nacional de Armadores* pour les 450 ans de la ville. La caravelle est placée à terre en raison du coût important de son entretien et il est prévu de la transformer en musée de la ville (non réalisé). Cet espace est aujourd'hui un lieu clef du tourisme et des promenades urbaines malgré des aménagements peu conséquents (une galerie de boutiques de souvenirs et d'artisanat de Valparaíso, du Chili et du monde andin et la possibilité de promenades en bateaux dans la baie).

#### *La zone Barón*

Dès 1997, la municipalité souhaitait développer des projets touristiques en front de mer. En 2001, la Région réalise un document intitulé Stratégie Régionale de Développement (*Estrategía Regional de Desarrollo*, ERD) et envisage le développement de fonctions touristiques sur le littoral de la région [Región de Valparaíso, 2001]. Suite à cette ERD, le ministère des travaux publics (MOPTT, *Ministerio Obras Publicas, Transportes y Telecomunicaciones*) charge les consultants CADE – IDEPE et URBE d'une réflexion sur les modalités de développement touristique sur le littoral [Bière, 2003]. Ils en tirent un rapport appelé « *Alternativas de Uso del Borde Costero de la Provincia de Valparaíso* », traitant

---

<sup>1</sup> Il s'agit du nom du bateau de Diego de Almagro, lorsqu'il découvre la baie de Valparaíso en 1536.

également du front de mer de Valparaíso. Un séminaire international a lieu les 26 et 27 mars 2001 à Valparaíso sur le thème du « *borde costero de Valparaíso* » : la matinée est consacrée à la présentation du rapport et l'après-midi à la présentation d'expériences étrangères de transformation du *waterfront* pour des usages urbains ; le lendemain matin deux fonctionnaires municipaux présentent des possibilités pour Valparaíso et l'après-midi d'autres cas étrangers sont présentés. En revanche, le port de Valparaíso ne fait pas de présentation à ce séminaire. La modification du *Plan Maestro* intervient suite à une volonté forte de la part des acteurs publics de la planification, l'*Empresa Portuaria de Valparaíso* étant dans un premier temps à l'écart de ces réflexions. Toutefois, très rapidement, ils vont considérer la possibilité de modifier l'usage de la zone Barón, pour y développer un projet urbain, en en gardant la conduite et les retombées financières. Le processus est donc différent de celui de Gênes.

Deux compléments au *Plan Maestro* en 2001 et en 2004, appelés « *anexos modificatorios* », introduisent une préoccupation pour des usages nouveaux de certaines zones du *waterfront*, dans la zone du *Muelle Barón*. L'*Empresa Portuaria de Valparaíso* dans ces compléments entérine des scénarios envisagés par d'autres acteurs. Le complément de 2001 affirme clairement se positionner par rapports à des débats déjà engagés, et notamment la proposition de l'étude « *Alternativas de Uso del Borde Costero de la Provincia de Valparaíso* », qui recommande la transformation de l'usage du secteur Barón, et pose comme principe à toute transformation la pérennité de la fonction portuaire [Empresa Portuaria, 2001]. Ce complément entérine le choix du secteur Barón comme secteur touristique. En mai 2002, suite à cette appropriation du projet d'usage urbain du front portuaire, EPV ouvre à la ville le quai Barón, sous-utilisé, localisé en avant de la zone potentielle de développement.

En 2004, les choix sont précisés dans un nouveau complément, le projet du secteur Barón étant davantage défini. La zone choisie est désormais appelée « *nuevo borde urbano marítimo de la ciudad* » [Empresa Portuaria de Valparaíso, 2004], d'accès libre au public. Surtout, cette modification considère aussi son adéquation avec d'autres plans de planification, le Plan Intercommunal et le Plan Régulateur Communal. Le Plan Intercommunal, élaboré en 1964, avait déjà été modifié en 1999 pour permettre de nouveaux usages dans cette zone. En revanche, la modification du Plan Régulateur Communal est nécessaire, ce qui met désormais la municipalité au premier plan, dans une seconde phase de ce processus, davantage conflictuelle<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Ce processus est traité dans le chapitre 6.

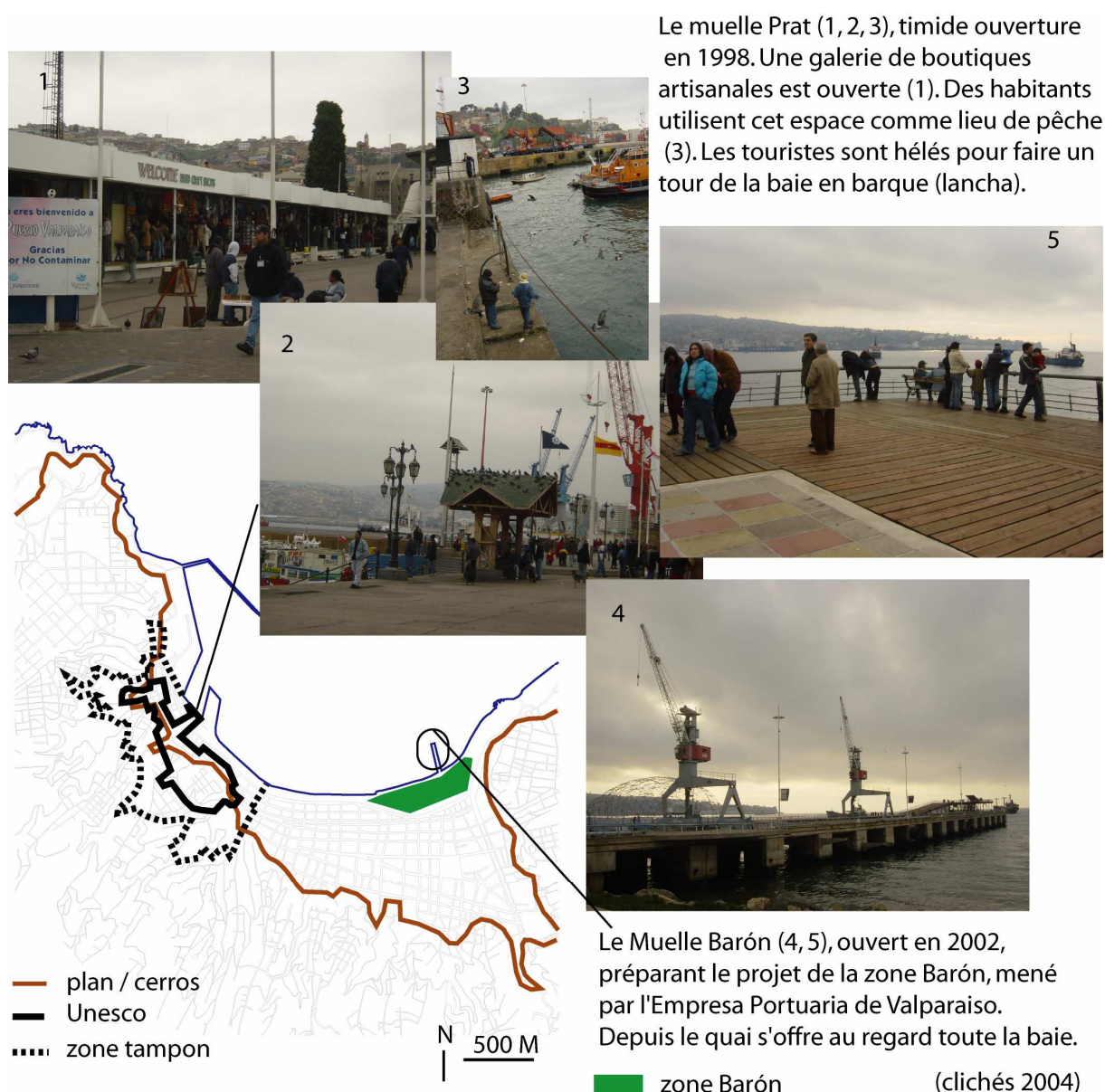


Figure 34 : L'ouverture du front de mer à Valparaíso

#### 4. Liverpool : le port ancien, nouvelle zone de développement urbain

Liverpool manifeste également un déphasage entre port ancien et port moderne, dans le contexte particulier de la privatisation de la gestion portuaire. Le front de mer de Liverpool est tout en longueur, sur la Mersey. Il s'est développé en premier lieu sur la rive droite, à partir de Liverpool, s'étendant au nord vers l'embouchure du fleuve, et sur la rive gauche à Birkenhead.

Ces deux ensembles dépendent du Port de Liverpool, pour un total de 800 hectares de quais, et débordent largement les limites du *city council* : la majeure partie du port est situé en dehors du *Liverpool City Council*, à Bootle et Seaforth (autorité locale de Sefton) et Birkenhead.

#### *4.1 Le développement du front portuaire d'un grand port mondial*

Le titre de Liverpool au patrimoine mondial de l'humanité est « *Maritime Mercantile City* ». La dimension portuaire est donc essentielle dans la valorisation contemporaine du patrimoine de la ville. Les éléments aujourd'hui protégés datent des XVIII<sup>e</sup> et surtout XIX<sup>e</sup> siècles, situés en position centrale par rapport à la ville, alors que l'activité portuaire contemporaine prend place en aval de la Mersey.

##### *Développement des bassins au XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles*

La croissance de Liverpool entraîne les premiers aménagements portuaires dès le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, donnant naissance au *Old Dock*<sup>1</sup>, tandis qu'est comblée la rivière qui se jetait dans la crique originelle. Ce *dock* constitue le premier bassin à flot du monde, conçu par l'ingénieur Thomas Steers. Un second bassin, également œuvre de Thomas Steers, *Salthouse Dock*, est construit en 1753. En 1796, le port de Liverpool compte six bassins. La ville est mise en relation avec son *hinterland* et les centres producteurs par la construction de canaux. Le premier canal, construit en 1757, est le *Sankey Brook Navigation*<sup>2</sup>, qui relie St Helens à la Mersey. En 1774 est ouvert le canal reliant Leeds à Liverpool, puis le *Bridgewater Canal*, reliant Manchester à la Mersey et donc à Liverpool.

Dans les années 1820 est lancé un vaste programme de construction de nouveaux bassins, du fait de la croissance du trafic, des conditions de navigation difficiles sur la Mersey (fort courant, bancs de sable) et surtout de l'apparition des bateaux à vapeur à partir des années 1810, de plus grande dimension [Jackson, 2000 : 718]. En 1824, Jesse Hartey devient l'ingénieur responsable des travaux, et sous sa direction sont construits de nombreux quais, parmi lesquels l'*Albert Dock* (1847) et le *Stanley Dock* (1848).

Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, de nouveaux types de bassins sont créés, en raison de l'augmentation de la taille des navires. Le système d'accès

---

<sup>1</sup> Il a disparu au XIX<sup>e</sup> siècle, comblé en 1827, mais il est concerné aujourd'hui par l'archéologie portuaire.

<sup>2</sup> Premier canal commercial au monde selon le dossier de candidature comme ville du Patrimoine Mondial [Liverpool City Council, 2005].

est également différent, fonctionnant grâce à des écluses, permettant de s'affranchir du rythme des marées. Les travaux sont menés par l'ingénieur Lyster, puis son fils jusqu'en 1922. Le port de Liverpool s'allonge le long de la Mersey.

#### *Les entrepôts portuaires*

Une grande partie du patrimoine valorisé aujourd'hui est constituée des entrepôts portuaires. Les premiers entrepôts, construits au XVIII<sup>e</sup> siècle, sont privés. Ils sont adjacents à la maison du marchand et se localisent dans les secteurs proches des bassins, mêlant espaces urbains et espaces de stockage, sans spécialisation spatiale à l'échelle de la ville. Au XIX<sup>e</sup> siècle, ces entrepôts changent de nature. En effet, l'ampleur du commerce maritime augmente considérablement les besoins en stockage, les espaces proches du port ont pris de la valeur, et les nouvelles modalités résidentielles de la bourgeoisie imposent une séparation entre lieu de travail et foyer [Giles, Hawkins, 2004 : 15 ; Hall, 1999]. Des centaines d'entrepôts en brique sont construits sur plusieurs étages. Le propriétaire de l'entrepôt (le *warehouse keeper*) n'est plus nécessairement le propriétaire des biens (le marchand).

Parallèlement, l'administration portuaire, pour protéger les biens avant leur stockage dans un entrepôt privé, construit aussi des entrepôts, à proximité des quais. En 1795 est construit le premier entrepôt de ce type : le *Tobacco Warehouse* à *King's Dock*. La construction de l'*Albert Dock* en 1846 correspond à ce schéma : les bateaux pénètrent dans le bassin et déchargent directement dans les entrepôts les marchandises, avant qu'elles ne soient acheminées vers de nouveaux entrepôts privés. D'autres entrepôts de ce type sont construits par la suite, dont en 1901 le *Tobacco Warehouse* à *Stanley Dock*, sur 14 étages de brique.

#### *Le Pier Head, monumentalisation du waterfront*

La puissance maritime est mise en scène au début du XX<sup>e</sup> siècle, par la construction d'un *waterfront* monumental, le *Pier Head*, aujourd'hui encore image forte de Liverpool. Il est bâti sur un quai comblé. Trois bâtiments le composent : le *Royal Liver Building* (1911), bâtiment à l'architecture éclectique, le *Cunard Building* (1916), bâtiment à la forme d'un palais italien, abritant les bureaux de la compagnie maritime *Cunard*, et le *Port of Liverpool Building* (1907), à l'architecture néo-baroque, qui abritait les bureaux de l'autorité portuaire.

#### *La rive gauche, Birkenhead*

Face au Pier Head, profitant de secteurs plus protégés et plus proches du centre de Liverpool que de nouvelles extensions en aval, le secteur de Birkenhead est l'objet d'aménagements portuaires. Le premier bassin est achevé en 1847, puis étendu en élargissant une rivière vers l'ouest en 1860, créant un long bassin, The Great Float.

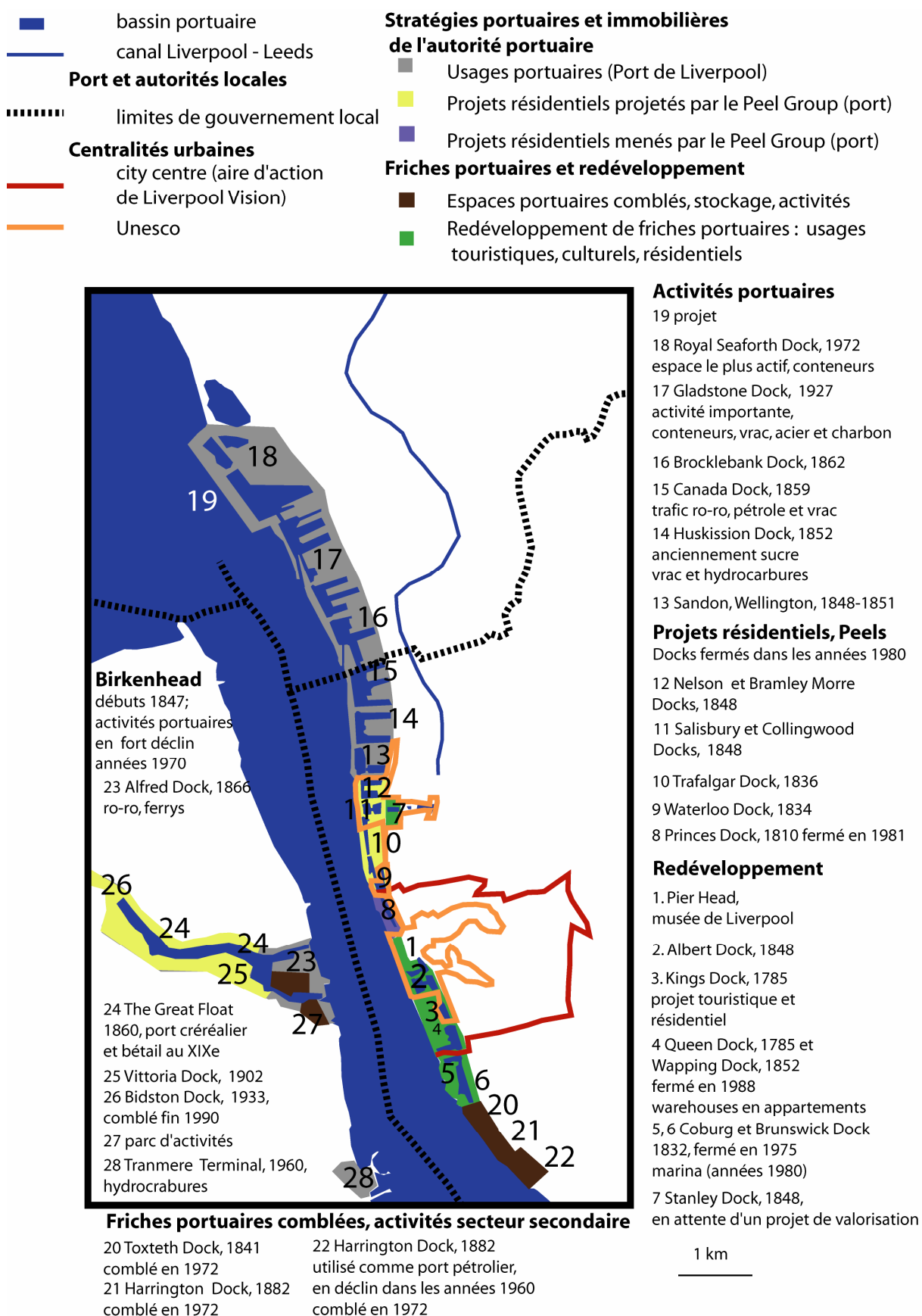


Figure 35 : La formation du port de Liverpool et le devenir des espaces portuaires (S. Jacquot, 2007)

Au XIX<sup>e</sup> siècle ses quais servent au trafic de céréales et d'animaux en provenance d'Argentine ou du Brésil. Les dernières extensions portuaires sur cette rive ont lieu entre 1905 (Victoria Dock) et 1933 (Bidston Dock). Le déclin du port de Liverpool touche également ce secteur à partir des années 1970, partiellement utilisé à présent par l'Autorité Portuaire.

*Une extension portuaire modérée au XX<sup>e</sup> siècle, du fait d'une stagnation des échanges*

Le port de Liverpool connaît une extension spatiale plus modérée au XX<sup>e</sup> siècle. Sur la rive droite de la Mersey, en aval, deux nouveaux *docks* sont construits. Le Gladstone Dock est achevé en 1927. Le Royal Seaforth Dock, le plus en aval, ouvre en 1972, destiné au trafic des conteneurs. Il s'agit à présent du secteur le plus dynamique du port, accueillant des cargos des États-Unis.

Un projet d'extension concerne cet espace, avec la construction d'un nouveau terminal de 17 hectares<sup>1</sup>, capable d'accueillir les navires post-Panamax<sup>2</sup>, avec pour but le renforcement des positions de Liverpool dans les échanges entre Royaume-Uni et Irlande et États-Unis. Toutefois, le *Liverpool City Council* n'est pas consulté : en effet, ce secteur jouxte le *Sefton City Council*, qui a élaboré son propre schéma d'aménagement. Cet exemple manifeste bien l'absence de coordination globale entre Liverpool et son ancien port.

*4.2 Une gestion portuaire délocalisée et privatisée : le déphasage institutionnel entre ville et port*

Le port de Liverpool est dans un premier temps dirigé par le conseil municipal. Le Parlement en 1857 édicte le *Liverpool Docks Act*, qui crée une nouvelle structure de gestion, le *Mersey Docks and Harbour Board* (MDHB), pour les quais et installations portuaires. Les nouvelles installations sur la rive gauche de la Mersey, à Birkenhead, sont également concernées. Désormais, les deux ensembles, ville et port, peuvent prendre des voies divergentes, cette décision étant motivée par la volonté que le port reste sous le contrôle des marchands et compagnies maritimes, et plus de la seule municipalité [McIntyre-Brown, 2001]. À partir de 1967, d'importants investissements, réalisés pour adapter les quais à la conteneurisation (Royal Seaforth Dock), entraînent un endettement du MDHB. Le gouvernement intervient et suite au *Mersey Docks and Harbour Act* de 1971, le statut du port

---

<sup>1</sup> Le projet a été autorisé par le gouvernement en 2007, et la fin des travaux est prévue pour 2011.

<sup>2</sup> Les post-panamax sont les navires dont les dimensions excèdent celles permettant le passage du canal de Panama.



change. *Trust* auparavant, il devient une entreprise publique, *The Mersey Docks and Harbour Company* [McIntyre-Brown, 2001]. Une nouvelle loi de 1992 accroît son autonomie.

En 2005, cette entreprise est rachetée<sup>1</sup> par la filiale *Peel Ports*, du groupe *Peel*, conglomérat d'entreprises liées à l'immobilier et au transport, qui en contrôlait déjà 25%, pour 771 millions de livres. Le groupe *Peel Holdings* se décompose en quatre filiales : le *Trafford Centre* (centre commercial de Manchester), la filiale immobilière *Peel Land & Property*, *Peel Airports*, qui contrôle notamment l'aéroport de Liverpool *John Lennon*, et *Peel Ports*, deuxième groupe portuaire anglais, qui gère le Canal de Manchester, Clydeport en Écosse, et partiellement le port de Glasgow.

#### **Pluralité des statuts portuaires au Royaume-Uni : la marche vers la privatisation**

Les ports anglais ont des statuts différents [Department of Transport, 2000]. Les ports les plus modestes sont souvent gérés par des autorités locales (Portsmouth et Sullom Voe sont les seuls ports importants dans ce cas). Certains sont gérés par des *trusts* qui regroupent différents partenaires dont des représentants des collectivités locales et des instances nationales. Enfin, la plupart des grands ports anglais sont privés, suite au *Ports Act* de 1991, résultant de la transformation en port privé de ports auparavant gérés par des *trusts*. L'*Associated British Ports* (ABP) est le principal groupe privé portuaire, regroupant 21 ports issus de ce processus de privatisation, dont Southampton, Grimsby et Immingham (premier port britannique en 2000). Quel que soit le statut, toute extension portuaire requiert une autorisation publique, municipale si cela affecte le territoire de l'autorité locale, ou gouvernementale en cas d'ouvrages portuaires dans l'espace fluvial ou maritime. La modification est faite via un *Harbour Revision Order*, défini par l'*Harbours Act* de 1964.

Les centres de décision portuaires ne sont plus localisés à Liverpool mais dépendent d'un grand groupe, qui a en outre une compétence immobilière prononcée, alors que les mutations de l'activité portuaire multiplient les terrains libres sur le *waterfront* dans ses parties les plus anciennes.

Cette structure privée constitue une différence fondamentale avec Gênes et Valparaíso, dont les deux ports dépendent d'entreprises publiques et pour lesquels la délocalisation décisionnelle se traduit par la politique d'octroi de concessions, l'autorité portuaire gardant la mainmise sur la gestion des espaces. Cela se traduit-il par des évolutions divergentes ?

---

<sup>1</sup> Avant son rachat, le *Mersey Docks and Harbour Company* contrôlait d'autres ports et constituait donc un conglomérat portuaire, avec les deux ports Sheerness et Chatham de la rivière Medway, dans le Kent au sud-est de l'Angleterre, et le port d'Heysham dans le Lancashire, au nord de l'embouchure de la Mersey.

### 4.3 Les friches portuaires, support de nouvelles valorisations urbaines

Le long du territoire communal de Liverpool, au bord de la Mersey, ne sont plus visibles *dockers* ou marchandises : tous les quais ont été abandonnés, transformés en friches, et depuis les années 1980 cible de projets de valorisation. L'activité portuaire se fait plus en aval.

#### *Espaces portuaires en friche, support du redéveloppement urbain*

Le ralentissement de l'activité portuaire et l'inadéquation de certains bassins aux tailles des navires multiplient les friches dans les South Docks, les quais et bassins au sud du Pier Head, fermés en 1972. Ceux les plus au sud sont comblés: cas des Toxteth, Harrington et Herculaneum Docks, comblés en 1972. Les *docks* en position centrale, également délaissés dans les années 1970, du Brunswick Dock à l'Albert Dock, sont l'objet de projets de développement tertiaire. Dans le *Merseyside Structure Plan* de 1979, le *Merseyside County Council* évoque leur reconversion : « *the future Port of Liverpool will probably be smaller, better equipped, more capital intensive [...]. It will be vital for land surplus to port requirements to be made available and attractive for redevelopment* »<sup>1</sup> [cité dans Couch, 2003]. D'autres *docks* ferment dans les années 1980, au nord du Pier Head, de Princes Dock au Bramley Moore Dock, et dans le secteur de Birkenhead, mais demeurent propriété du *Mersey Docks and Harbour Company*.

Les espaces portuaires en friches constituent les espaces clefs du redéveloppement de Liverpool, à travers une triple optique patrimoniale, touristique et immobilière. Le *Merseyside County Council* envisage d'acquérir ces espaces [Crouch, 2003 : 119], élaborant des projets à la fin des années 1970 (centre commercial, résidences), mais perd la maîtrise de la gestion de ces évolutions, suite à la création par le gouvernement de la *Merseyside Development Corporation* (MDC), qui souhaite s'appuyer sur ces friches portuaires pour la création de nouveaux espaces urbains de loisirs. Dotée des compétences d'aménagement sur les *docks* par le gouvernement, la MDC acquiert les South Docks au début des années 1980. Ces espaces quittent donc le champ portuaire, préalable à leur transformation. Un zonage est établi, entre les espaces au sud du Queen Dock, destinés aux activités productives, et les espaces entre le Pier Head et le Queen Dock, pour des usages résidentiels et touristiques.

---

<sup>1</sup> « *le futur port de Liverpool sera probablement plus petit, mieux équipé, plus intensif en capital [...]. Il sera nécessaire de rendre disponibles et attractifs pour une reconversion les espaces qui ne seront plus requis pour l'activité portuaire.* ».

Les espaces au sud du Queens Dock (sur la carte) deviennent le siège d'activités à faible valeur ajoutée. La MDC y développe un *Business Park*, ouvert en 1989 [Merseyside Development Corporation, 1998].

#### *Les South Docks, développement touristique et résidentiel*

Les quais et bassins sont transformés en prenant appui sur l'environnement portuaire, en désengorgeant les bassins des sédiments qui les encombraient, réhabilitant quelques entrepôts en briques convertis en appartements et développant des équipements ludiques et touristiques. Les bassins du Coburg et Brunswick Docks sont transformés en marina par la MDC [Merseyside Development Corporation, 1998]. Le Waterloo Dock est transformé en espaces résidentiels, avec la réhabilitation d'entrepôts en brique et la construction de nouveaux édifices reprenant la forme des *warehouses*. Des équipements sont construits : un *Watersports Centre* à Queens Dock. Entre cet ensemble et l'Albert Dock se trouve le Kings Dock, dont une partie des bassins ont été comblés et utilisés comme parking jusqu'à l'approbation d'un projet de centre d'expositions dans les années 2000. L'Albert Dock constitue la pièce maîtresse de cette transformation, à travers un processus de récupération du patrimoine.

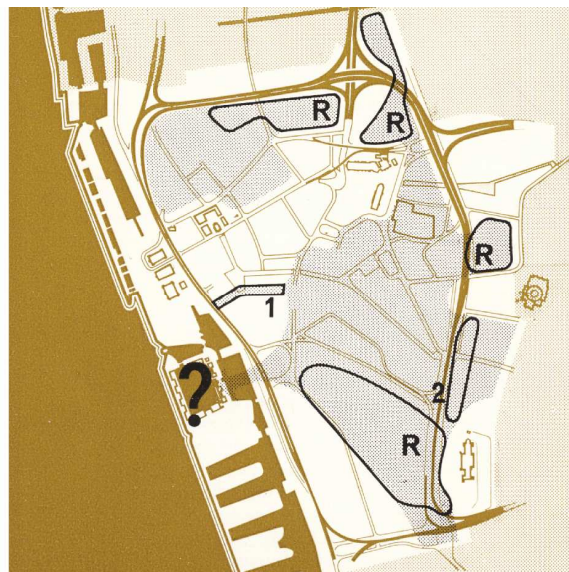
#### *L'Albert Dock*

L'Albert Dock s'étend sur 11 hectares. Il s'agit d'un système d'entrepôts autour d'un bassin, dessiné par Jesse Hartley, constitué de grands bâtiments en brique sur cinq étages, plus vaste *Grade I Building* d'Angleterre, intégrant des éléments d'architecture classique, avec un agencement symétrique des bâtiments, arcades et piliers. Ces entrepôts représentaient une évolution dans les techniques de stockage des marchandises, permettant un déchargement plus rapide avant leur redistribution dans des entrepôts privés. Dans les années 1960 et 1970, plusieurs projets se succèdent pour la transformation de cet espace, certains prônant sa destruction pour laisser place à un *waterfront* moderne avec des gratte-ciels<sup>1</sup> [Sharples, 2004], ou la construction d'un aquarium moderne. La *Merseyside Civic Society* s'oppose à tout projet de destruction<sup>2</sup>. La crise de la fin des années 1970 met fin à ces projets, et la MDC souhaite au contraire s'appuyer sur le patrimoine portuaire présent, et développe la restauration de l'Albert Dock, en partenariat avec *Arrowcroft Group*, qui crée l'*Albert Dock Company*. Les bassins sont dragués, permettant de recréer un environnement portuaire.

---

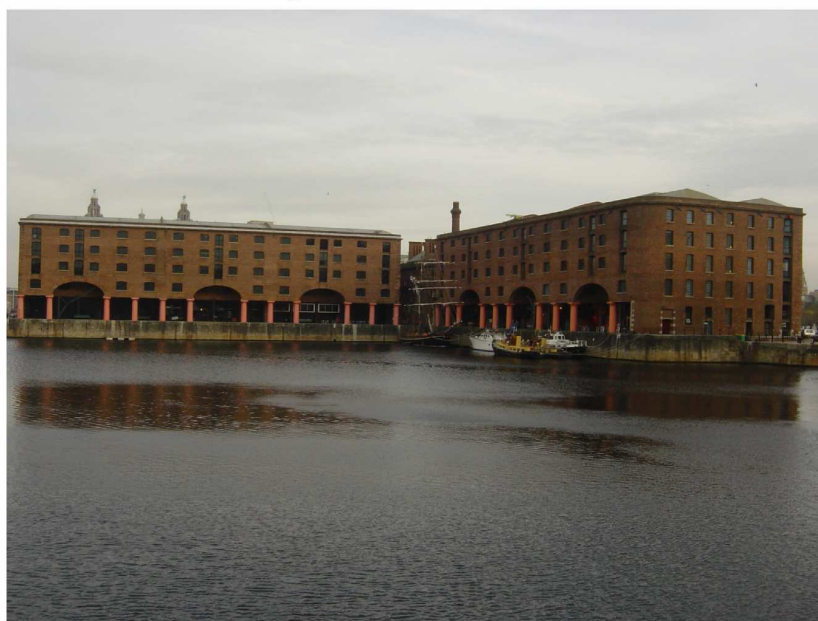
<sup>1</sup> L'architecte britannique Richard Seifert propose d'y construire une tour de 558 mètres en 1976.

<sup>2</sup> L'inscription d'un édifice comme *Listed Building* est une contrainte mais pas un obstacle irrémédiable à une transformation voire destruction du bien.



Le devenir de l'Albert Dock est longtemps incertain, comme l'illustre ce point d'interrogation sur un plan du Liverpool City Centre plan de 1965 (la carte envisage le développement résidentiel) ou les traces des bombardements sur une photo des années 1960 (dans Hughes, 1969).

L'Albert Dock, anciens entrepôts. Face à nous les locaux du musée maritime.



**Figure 36 : L'Albert Dock**

L'Albert Dock constitue aujourd'hui un des lieux clefs du tourisme à Liverpool, siège du *Merseyside Maritime Museum*, de la *Tate Liverpool Art Gallery* (la seule antenne hors de Londres), du musée des Beatles, de nombreux magasins, des restaurants et quelques bars. Des appartements de luxe sont construits aux étages supérieurs, ainsi que des bureaux et un hôtel.

L'Albert Dock est inauguré en 1988 (certaines structures étaient ouvertes depuis plusieurs années) et connaît une fréquentation importante : 5 millions de visiteurs en 1998<sup>1</sup> [Merseyside Development Corporation, 1998]. En 1998 la MDC crée *Gower Street Estates* qui devient propriétaire de l'Albert Dock. L'*Albert Dock Company* est l'actuel gestionnaire des espaces bâtis, *British Waterways* étant propriétaire des bassins et des espaces extérieurs.

*La stratégie immobilière du Port de Liverpool et le nouveau profil du waterfront*

Sur la carte n°35 apparaissent les espaces (en jaune et violet) appartenant au *Peel Group*, donc au Port de Liverpool, et délaissés par l'activité portuaire. Princes Dock est depuis la fin des années 1990 l'objet d'un intense développement immobilier, avec la construction d'hôtels et de résidences. Au-delà, le port a présenté des projets immobiliers visant à créer un *waterfront* moderne, avec des tours créant une *skyline*.

Il y a ainsi une partition du *waterfront* sur la rive gauche de la Mersey. Au sud du Pier Head, les anciens bassins ont changé de propriétaire. Les espaces les plus au sud, souvent comblés, servent à des usages productifs et de stockage. En position centrale, les anciens *docks* sont transformés en espaces résidentiels et tertiaires, en privilégiant la réhabilitation des *docks*, ou la construction de nouveaux édifices de hauteur limitée. En aval du Pier Head, les *docks* appartiennent toujours à l'autorité portuaire, qui met en œuvre des projets immobiliers de grande envergure sur les espaces délaissés depuis les années 1980. La construction de hautes tours est privilégiée. Cette partition se reflète en partie dans le tracé du secteur classé au Patrimoine Mondial de l'Humanité, qui contourne le Princes Dock puis le Trafalgar Dock. Le classement Unesco est motivé par la condition portuaire de Liverpool.

#### 4.4 La candidature Unesco

Liverpool est classée au Patrimoine Mondial de l'Humanité en 2004. À la différence de Gênes ou Valparaiso, ici la dimension portuaire a été essentielle.

*La dimension maritime et portuaire du patrimoine*

Le titre du bien proposé à l'Unesco est « *Liverpool, Maritime Mercantile City* », « *Liverpool - Port marchand* ». Le classement a été obtenu sur la base des critères 2, 3 et 4, reprenant ceux du dossier de candidature, avec une formulation parfois différente.

---

<sup>1</sup> En 2005, *Mersey Partnerships* évalue le nombre de visiteurs à 6,1 millions, dont 550000 se rendent au *Tate Liverpool*, 520000 au *Merseyside Maritime Museum* (tous deux gratuits) et 150000 au musée des Beatles (entrée payante).

**Justification de l'inscription de Liverpool au Patrimoine Mondial (Unesco)**

Critère (ii) : « *Liverpool a été un pôle majeur, générant des technologies et des méthodes novatrices dans la construction des docks et la gestion portuaire aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, et a ainsi contribué à la mise en place des systèmes marchands internationaux dans tout le Commonwealth britannique.* ».

Critère (iii) : « *La ville et le port de Liverpool constituent un témoignage exceptionnel du développement d'une culture marchande maritime aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, qui a contribué à l'essor de l'Empire britannique. C'était un centre du commerce d'esclaves, jusqu'à son abolition en 1807, et de l'émigration de l'Europe du Nord vers l'Amérique* »..

Critère (iv) : « *Liverpool est un exemple exceptionnel de ville portuaire marchande d'envergure mondiale, représentant les premiers développements des liaisons marchandes et culturelles dans tout l'Empire britannique.* ».

Le critère 2 est un résumé de celui du dossier de candidature, sans transformation. Le critère 4 est également fidèle, insistant toutefois davantage sur le côté représentatif de Liverpool. Le changement d'importance concerne le critère 3, car Liverpool dans son dossier de candidature y développe les aspects qui témoignent de la puissance maritime de la ville, tandis que l'énoncé final évoque la « *culture marchande maritime* » et mentionne le commerce d'esclaves, élément absent dans la formulation du critère du dossier<sup>1</sup>. La reformulation des critères de candidature a été plus modeste qu'à Valparaíso, mais opère le même changement d'échelle de l'exceptionnalité du lieu à sa représentativité au sein d'une histoire mondiale.

Les témoignages patrimoniaux matériels s'étalent sur deux siècles, du début du XVIII<sup>e</sup> siècle au début du XX<sup>e</sup> siècle, phase de développement des échanges portuaires transformant Liverpool en un des premiers ports du monde au début du XX<sup>e</sup> siècle. La candidature est fondée à la fois sur les témoignages urbanistiques, architecturaux et industriels cohérents de cette période et sur le rôle spécifique de Liverpool dans le développement d'une culture portuaire, à travers le développement d'infrastructures novatrices.

*Les espaces de la candidature*

L'espace classé s'étend sur 136 hectares, avec une zone tampon de 750,5 hectares [Liverpool City Council, 2005]. Comme Valparaíso, l'aire classée est composée de sous-ensembles, avec chacun ses caractéristiques propres ; il n'y a ainsi pas homogénéité paysagère au sein de cette zone.

---

<sup>1</sup> Présent en d'autres endroits du dossier.



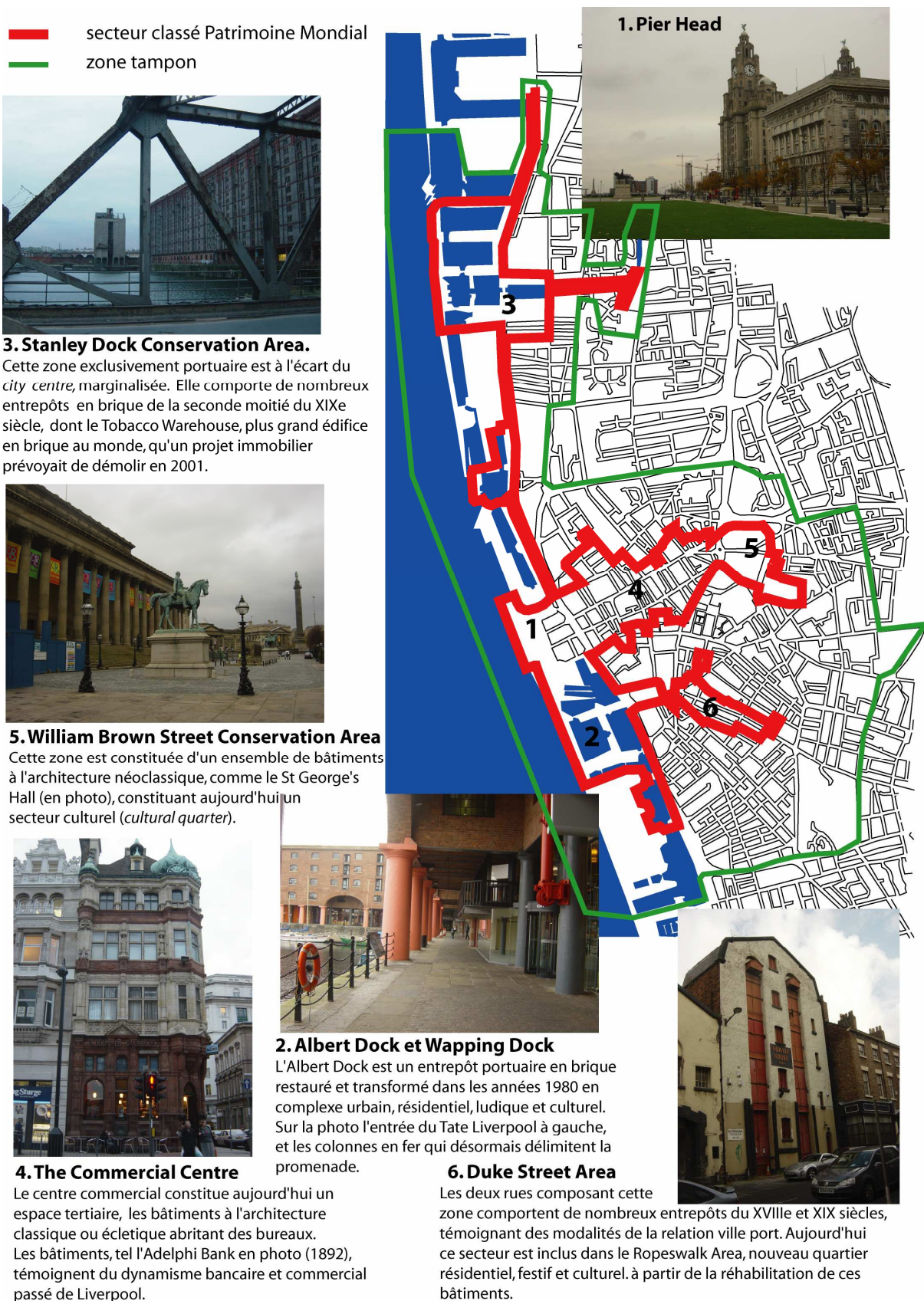


Figure 37 : Les espaces du secteur classé au Patrimoine Mondial (S. Jacquot, 2007)

Cela s'explique par les similitudes entre Valparaíso et Liverpool, deux villes dont le développement est lié directement à la mondialisation marchande puis financière mise en place au XIX<sup>e</sup> siècle (dès le XVIII<sup>e</sup> pour Liverpool). En revanche la grande différence entre les deux biens est la place du port : à Valparaíso les espaces portuaires sont absents de la partie classée tandis qu'à Liverpool ils en constituent la majeure partie.

Six zones, appelées « *area* » dans le dossier, composent le site classé : trois zones du *waterfront* et trois zones urbaines. La première aire est le *Pier Head*, le segment du *waterfront* de Liverpool le plus connu, avec *The Three Graces*, les *trois merveilles* que sont le *Royal Liver Building*, le *Cunard Bulding* et le *Port of Liverpool Building*. Ce segment est qualifié dans le dossier d'« *icône de la ville* », car constitue une zone explicitement pensée par les élites économiques et civiles de Liverpool au début du siècle comme paysage témoignant de la puissance et richesse de la ville. Deux autres aires constituent des zones portuaires anciennes : l'aire 2 « *Albert Dock and Wapping Dock* », et l'aire 3 « *Stanley Dock* ».

Trois aires correspondent à des aires urbaines. L'aire 4 est la zone commerciale et financière, dont les longues voies débouchent sur le *Pier Head*. Les bâtiments de cette zone, à l'architecture éclectique, concentrent les bureaux des maisons commerciales, des banques, des services de change et des compagnies d'assurance. L'aire 5 est le *William Brown Street Cultural Quarter*, ensemble de bâtiments civils à l'architecture néo-classique construits entre le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et le XX<sup>e</sup> siècle. Selon le dossier de candidature : « [they] *are remarkable representations of the civic pride and spirit of Liverpool in the 19th and 20th century. They are direct tangible evidence of the wealth and ambition of the city* »<sup>1</sup>. L'aire 6, « *Lower Duck Street* », constitue une zone longtemps marginalisée, où sont présents de nombreux bâtiments témoignant des premiers quartiers liés au port, avec des entrepôts intégrés aux bâtiments des armateurs et marchands, aujourd'hui cible d'un redéveloppement résidentiel.

Comme à Valparaíso<sup>2</sup>, différents quartiers sont individualisés, avec un profil morphologique et paysager différent, reflet des modalités urbaines du XIX<sup>e</sup> siècle, qui aboutit à une différenciation socio-spatiale. Toutefois, à la différence de Valparaíso, les quartiers résidentiels bourgeois (géorgiens et victoriens) ne sont pas intégrés à la zone de candidature. Cela avait été demandé par des associations, mais écarté pour deux motifs liés au modalité du

---

<sup>1</sup> « *Ils constituent des représentations remarquables de la fierté urbaine et de l'esprit de Liverpool au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Ils sont le témoignage tangible de l'ambition et de la richesse de la ville.* ».

<sup>2</sup> Les dossiers de candidature doivent contenir une comparaison avec d'autres biens : Valparaíso n'est pas mentionnée dans le dossier de candidature de Liverpool ; en revanche Icomos dans son évaluation y fait référence.



classement Unesco<sup>1</sup>. Tout d'abord, l'Unesco demande une étude comparative pour chaque dossier de candidature, de façon à éviter des redondances dans la Liste du Patrimoine Mondial. Or Bath et Edimbourg constituent déjà deux biens classés représentatifs de l'architecture géorgienne et victorienne, avec des édifices proches de ceux de Liverpool. Surtout, suite au constat de l'inégale représentation mondiale des différents biens, notamment au niveau géographique, l'Unesco a élaboré en 1994 une « *stratégie globale pour une Liste du patrimoine mondial équilibrée, représentative et crédible* » passant par la limitation du nombre de candidatures par pays par an (un bien culturel par an). Les pays doivent élaborer une Liste indicative des biens qui seront proposés, et établissent un ordre de passage. Les dossiers doivent être menés désormais selon des chronologies plus serrées, sans pouvoir risquer un report. Aussi, l'équipe de gestion de la candidature de Liverpool n'a pas étendu les limites de la zone pour ne pas augmenter le travail de recherches et risquer de retarder le processus.

L'aire proposée correspond ainsi au *city centre* au sens restreint, sans les espaces résidentiels adjacents, et amputé des zones de régénération urbaine de large échelle. Il s'agit alors de définir les rapports entre la conservation patrimoniale et la régénération urbaine.

La patrimonialisation et la reconversion des friches portuaires constituent deux modalités de réinvestissement des espaces, basées sur leur réévaluation. Or cela implique de façon conjointe une amélioration ordinaire de ces espaces, par la transformation du bâti, la réhabilitation des espaces publics ou le traitement de problèmes urbains comme à Valparaíso.

---

<sup>1</sup> Les arguments me sont présentés par le responsable du dossier de candidature, John Hinchliffe.

## D. Les outils de l'intervention

Du fait de la marginalisation passée sont menées des politiques de régénération urbaine à Liverpool (2), de requalification urbaine à Gênes (3) et de réhabilitation urbaine à Valparaíso (4). Ces interventions touchent à la fois les espaces publics et privés.

### 1. Gênes et la requalification du centre historique

À la fin des années 1970, signe de l'intérêt croissant pour le centre historique, est créé l'*Ufficio Centro Storico* (Bureau Centre Historique) au sein de la municipalité, toujours en activité, et placé entre 1997 et 2007<sup>1</sup> sous la direction de l'architecte Bruno Gabrielli, adjoint du maire à la Qualité Urbaine, et chargé à ce titre de la conduite de la requalification urbaine du centre historique.

#### *1.1 De la rénovation à la requalification*

Après une période marquée par des destructions et une préoccupation pour les seuls édifices, les premières interventions sur le tissu urbain du centre historique dans les années 1980 privilégient des interventions globales sur de vastes espaces.

En 1985, cinq équipes d'architectes sont consultées pour préparer un projet de réhabilitation du centre historique, chacune se voyant confier un quartier [Bottaro, 1986]. Il s'agit à la fois d'entamer la réhabilitation du centre historique, après le changement urbanistique radical suite à son inscription comme espace à protéger dans le plan régulateur général de 1980, et d'accompagner la transformation du port ancien, pour l'Exposition *Colombiane*. Seul le projet Pré, coordonné par l'architecte génois Giancarlo de Carlo, est entamé, mais il n'est pas mené à terme, faute de financements. Cet échec est aussi perçu comme une leçon pour la municipalité. En effet, la conduite des travaux impliquait le départ des habitants pour les nouveaux quartiers de grands ensembles à la périphérie, entraînant la fermeture d'une partie des commerces. Or les travaux n'ont pas été conduits à terme, accélérant la dégradation et marginalisation de cet espace<sup>2</sup>.

Le constat de cet échec a conduit à une transformation des modalités d'action sur ces espaces à partir du milieu des années 1990, parallèlement à l'évolution des termes du débat urbanistique au niveau national. La requalification urbaine d'espaces limités est désormais

---

<sup>1</sup> Les élections municipales en 2007 ont porté au pouvoir un nouveau maire, Marta Vincenzi, qui a mis en place une nouvelle équipe municipale.

<sup>2</sup> Des opérations isolées de restauration patrimoniale de grands monuments (musée San Agostino, Palazzo Ducale) semblent avoir eu un effet plus important dans les années 1980.

privilegiée, en utilisant les programmes mis en place par le gouvernement et la région Ligurie, ou l'Union Européenne (programme *Urban*). Plutôt que de s'attacher au centre historique dans son ensemble et d'éparpiller les fonds, les interventions privilégient la transformation de zones réduites, avec l'espoir de provoquer une extension spontanée du processus de requalification à partir de ces différents pôles d'intervention. Pour éviter le dépeuplement et la dévitalisation commerciale consécutive à l'opération du quartier de Pré, les expropriations massives, par ailleurs coûteuses, ne sont plus utilisées.

### 1.2 Pluralité des programmes et des acteurs

De nombreux programmes d'intervention urbanistique ont été utilisés dans le centre historique de Gênes, mobilisés par la municipalité ou d'autres institutions. Le tableau 10 montre cette pluralité de programmes, avec des échelles variées : certains concernent l'ensemble du centre historique, d'autres des sous-ensembles importants, des quartiers ou un ensemble réduit d'îlots

Programme	Échelle	Origine du programme
Urban 2	Centre historique	Union Européenne
PRU	Quartier	Ministère des Travaux Publics
PRUSST	Centre historique	Ministère des Travaux Publics
Contrat de quartier I et II	Quartier	Ministère des Travaux Publics
POI (Programma Organico di Intervento)	Quartier	Région Ligurie
Legge 14/98	Quartier	Région Ligurie
Legge 266/97 (incubatore di imprese)	Quartier	Gouvernement (loi Bersani)

Tableau 10 : Programmes de récupération du centre historique (S. Jacquot, 2007)

Ces programmes illustrent les zones privilégiées de l'intervention urbanistique, et celles davantage en retrait, en général du fait d'une situation moins préoccupante. Ainsi le secteur autour de la via Balbi, le long de la via Garibaldi ou dans le quartier San Matteo sont à l'écart. En revanche, d'autres concentrent plusieurs sources de financements. La pluralité des programmes et des financements ne signifie en effet pas un fractionnement de l'action publique.

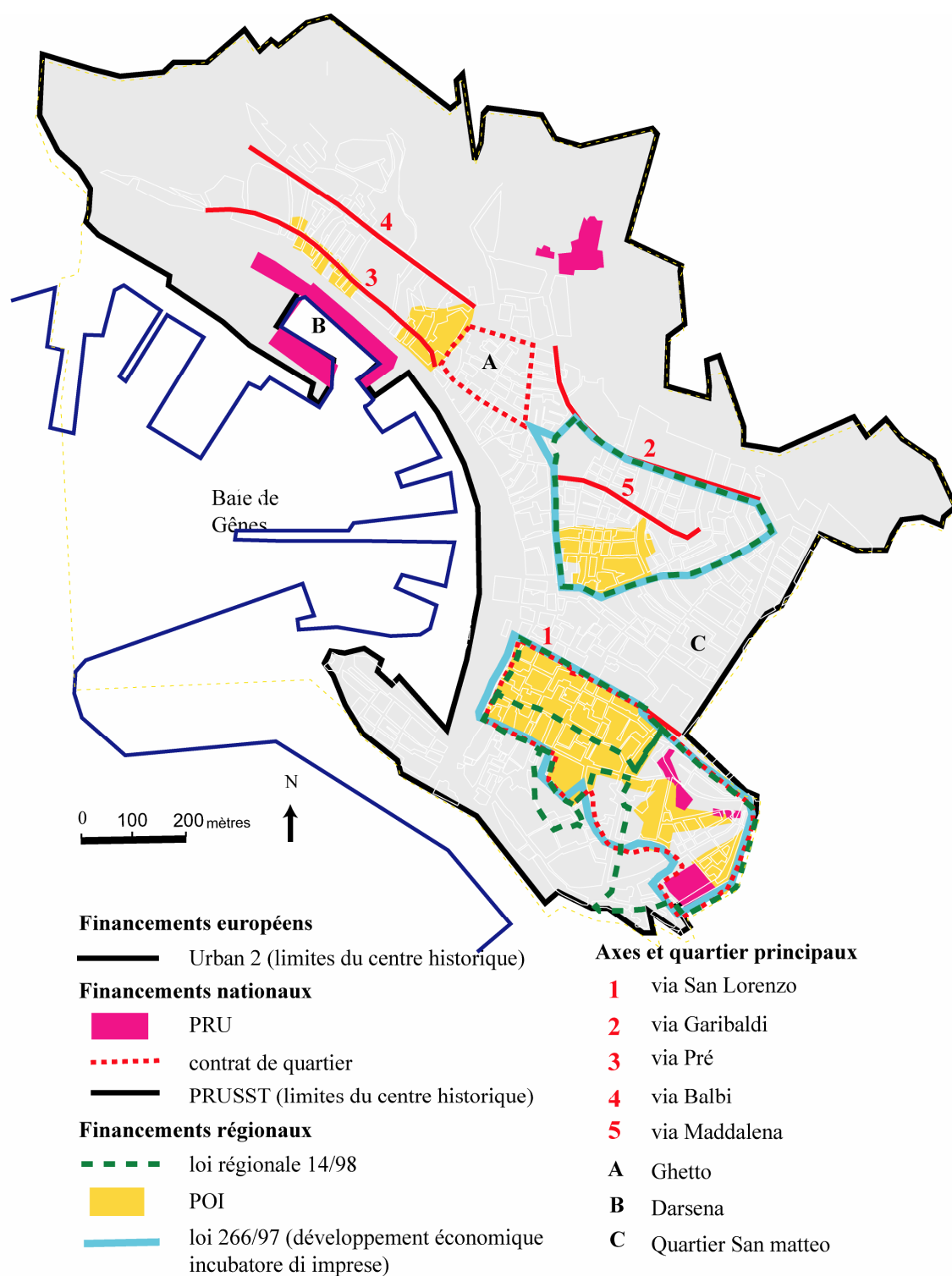


Figure 38 : Les programmes d'intervention dans le centre historique de Gênes

### *Les agences régionales d'urbanisme*

Plusieurs institutions publiques mènent les interventions. La commune joue un rôle de coordination des programmes et interventions, témoignant d'un *leadership* plus important qu'à Liverpool ou Valparaiso. Deux agences régionales sont également mobilisées : ARRED

et ARTE. ARTE est une entreprise publique régionale, qui remplace en 1998 l'*Istituto Autonomo per le Case Popolari* (IACP) de la province de Gênes. L'IACP, créé en 1907, était l'organisme chargé du développement du logement pour les couches sociales populaires. La loi régionale du 12 mars 1998<sup>1</sup> le transforme en ARTE, *Azienda Regionale Territoriale per l'Edilizia*, perdant la référence au logement social dans son nom, pour un élargissement de ses compétences, comme le précise l'article premier de ses statuts : « *Finalità dell'Azienda è quella di provvedere al miglioramento delle condizioni abitative della popolazione ed al soddisfacimento della domanda abitativa espressa dalla stessa con particolare riferimento alla domanda proveniente dalle fasce sociali a minor reddito.* »<sup>2</sup>. Ainsi, les conditions de logement des groupes sociaux populaires restent une préoccupation importante mais plus exclusive. Ce nouveau statut modifie également ses modalités d'intervention, puisque désormais le budget d'ARTE doit être équilibré. L'aire d'intervention demeure la province, avec la possibilité d'agir également comme opérateur de programmes définis par la région ou les municipalités.

ARRED est une société mixte publique-privée dont le capital est formé par les apports de la commune de Gênes (34% du capital), la région Ligurie (27%), les quatre ARTE de la région de Gênes (provinces de Gênes, La Spezia, Savona et Imperia), les communes de La Spezia, Savona, Imperia, les provinces de la Spezia, Savona et Imperia, la *Fondazione Mario e Giorgio Labò* (fondation de recherche en urbanisme de la région Ligurie), la Chambre de Commerce et d'Industrie de Gênes, des associations de constructeurs et deux banques de crédit (*Carige Spa* et *Dexia-Crédiop Spa*). ARRED a été formée en 1989 par la loi régionale de 1988, dans le but d'assurer un soutien aux programmes urbanistiques publics et privés menés dans la région, et dirige ses propres chantiers, par exemple la création de logements pour étudiants dans des édifices du centre historique.

#### *Les instruments de requalification urbaine mis en place par l'État*

En 1994, le Ministère des Travaux Publics crée les PRU (*Programma di Riqualificazione Urbana*, programme de requalification urbaine), accordés à des collectivités locales suite à un processus de sélection des projets présentés par celles-ci. La commune de Gênes présente 10 projets dont 7 sont retenus. Trois concernent le Centre Historique : *PRU Porta Soprana*, *PRU Darsena*, *PRU Carmine*. Les PRU visent à une requalification physique,

---

<sup>1</sup> L'IACP existe encore dans d'autres provinces italiennes, par exemple celle de Naples.

<sup>2</sup> « *La finalità de l'entreprise est de s'occuper de l'amélioration des conditions résidentielles de la population et de la satisfaction des besoins et demandes résidentiels avec une attention particulière à la demande provenant des strates sociales aux revenus les plus bas* ».

économique et sociale d'un espace de dimension limitée. Par exemple, le *PRU Porta Soprana - San Donato - Sarzano* permet le financement de la restauration d'un oratoire, la réhabilitation de logements et la construction d'un édifice résidentiel sur un espace en friche depuis les bombardements de la Seconde Guerre mondiale et la construction d'une crèche et d'une école [Gastaldi, 1999].

En 1998, Gênes obtient un PRUSST (*Programma di riqualificazione urbana ed ambientale e di sviluppo sostenibile*, Programme de Requalification Urbaine et Environnemental et de Développement Durable ) qui concerne le centre historique (Parodi et Darsena) mais aussi des espaces du Valbisogna et Valpolcevera en périphérie (toutefois sur les 1,4 million d'euros, 80% sont destinés au centre historique). Comme le PRU, il s'agit d'un programme de requalification urbaine créé par le gouvernement national, traitant différentes dimensions sur un secteur localisé, notamment les interventions sur le bâti et les espaces publics et le développement de nouvelles activités économiques. Le PRUSST a une aire d'intervention plus large que les PRU, sur l'ensemble du centre historique, mais les fonds sont utilisés en complément d'autres programmes à l'échelle des quartiers (pour le développement de la zone de Parodi du port ancien et la réhabilitation d'édifices historiques).

Les contrats de quartier sont créés au niveau national par la loi 662 de 1996. Comme dans le cas des PRU, la municipalité doit se porter candidate et présenter un projet d'intervention, en associant divers partenaires. Deux générations de contrats de quartier sont mises en place, et Gênes obtient des financements pour le centre historique lors des deux appels à candidature. Lors de la première génération de contrats de quartier en 1998, Gênes obtient un financement de 9 millions d'euros du Ministère des Travaux Publics pour un quartier du centre historique (Giustiniani / Porta Soprana). Le projet est conduit par la municipalité, ARRED et l'ARTE, dont la présence s'explique par le choix de projets immobiliers à fonction sociale : centre pour personnes âgées, formation de 10 jeunes chômeurs aux techniques de réhabilitation d'édifices anciens, requalification de locaux commerciaux, ... En outre, en 2004, Gênes met en place un programme *Contratto di Quartiere II* pour la zone du Ghetto.

Dans ces trois programmes créés et financés par l'État est donc mis en œuvre une démarche multiforme, sur des secteurs localisés, considérant problèmes socio-économiques et physiques.

### *Le rôle de la région dans la requalification*

Les programmes mis en place par la région ligure sont différents : les POI (*Programma Organico di Intervento*, programme organique d'intervention), créés par la loi régionale 25/1987, concernent essentiellement la réhabilitation des édifices et espaces publics, sans dimension socio-économique. En 1996, la municipalité se porte candidate aux POI, destinés à 4 quartiers : *POI de Porta Soprana-San Donato* (composé de trois ensembles), *POI de Giustiniani*, *POI delle Vigne* et *POI de Pré-Pozzo*. Pour la conduite de ces POI est créée une *zona di recupero*. Différents projets sont menés au sein du périmètre d'intervention, auxquels participent des acteurs privés et publics (ARTE, municipalité, surintendance aux biens culturels, région, propriétaires et syndicats de copropriété).

Ainsi, le POI du quartier de Giustiniani a financé la réhabilitation des parties communes d'édifices, de logements, des interventions sur les espaces publics et le mobilier urbain et la restauration de quelques façades monumentales. En revanche, contrairement au PRU ou au Contrat de Quartier, le POI de Giustiniani ne vise pas à l'implantation de nouveaux services ou activités.

### *Urban 2*

Faisant feu de tout bois comme me l'expliquait Bruno Gabrielli, la commune de Gênes se porte également candidate à un programme *Urban II*. *Urban* est un PIC, programme d'initiative communautaire, financé par le FEDER. Deux générations de programmes sont mises en place : *Urban I*, de 1994 à 1999, et *Urban 2*, de 2000 - 2006. La démarche est proche de celle des PRU génois : concentrer des financements sur des espaces limités plutôt que disperser les fonds en voulant traiter de la ville dans son intégralité, en agissant sur différents champs : interventions urbanistiques, sociales, soutien au développement économique. Les espaces cibles peuvent être des centres anciens, des friches industrielles ou des quartiers périphériques. Au total, 118 PIC *Urban I* et 70 *Urban II* ont été attribués en Europe.

Gênes obtient un financement *Urban II* pour le centre historique et le port ancien en 2000. Les financements doivent être articulés à des apports publics et privés locaux, et concerner des projets insérés dans des axes d'intervention définis par l'Union Européenne. Le premier axe concerne les interventions urbanistiques et architecturales (projet du musée de la mer, restauration de monuments, traitement des espaces publics), le second les projets à finalité sociale et de revitalisation économique (plan de sécurité, soutien à l'ouverture de nouveaux commerces, services sociaux pour les populations les plus fragiles, immigrés et

personnes âgées), le troisième axe l'environnement (traitement des déchets) et l'intégration au reste de la ville (transports) et le dernier les opérations de diffusion des bonnes pratiques.

### *1.3 Multidimensionnalité des interventions : l'exemple du contrat de quartier de Ghetto*

La Municipalité dans des documents officiels dresse un constat des problèmes, pour justifier les actions entreprises ou obtenir des financements (ainsi à travers l'UE pour le programme *Urban II*), et mêle dans son diagnostic différents paramètres : physiques, sociaux, économiques. L'intervention est multidimensionnelle, comme le montre l'exemple du quartier de Ghetto. La municipalité y dirige un projet suite à l'obtention de financements national et régional dans le cadre du programme *Contratto di Quartiere 2*.

Le Ghetto est l'ancien ghetto juif, situé au cœur du centre historique. Le quartier dès son origine est lié à l'habitat modeste. Le bâti médiéval est transformé par la construction d'étages supplémentaires (*sopraelevazione*) à différentes périodes (XV<sup>e</sup> siècle, XVII<sup>e</sup> siècle, XIX<sup>e</sup> siècle), sans adaptation des étages inférieurs, conduisant à un réseau d'escaliers étroits pour accéder aux parties supérieures. Une enquête conduite par l'Observatoire CIVIS en partenariat avec la faculté d'architecture révèle que 70% des édifices du Ghetto nécessitent une intervention, parmi lesquels 42% ont des problèmes structurels, du fait de multiples *sopraelevazione* [Comune di Genova, Settore Centro Storico, 2004]. Des tirants en fer assurent la stabilité des édifices, mais celle-ci repose également sur les édifices voisins, ce qui complexifie l'intervention, qui doit être faite à l'échelle de l'îlot. En outre, les équipements sanitaires font défaut dans une partie des appartements. Ce secteur englobe différentes formes de marginalité : prostitution (notamment des transsexuels<sup>1</sup>), trafic de drogue et surpopulation de certains appartements utilisés par des marchands de sommeil pour la location à des immigrés. Les locaux commerciaux sont souvent utilisés pour la prostitution.

Le contrat de quartier prévoit des interventions multidimensionnelles, essentiellement publique, avec l'espoir d'inciter le secteur privé à investir. En effet, une intervention urbanistique classique serait vouée à l'échec [Comune di Genova, Settore Centro Storico, 2004]. Le programme a donc un volet urbanistique de réhabilitation du bâti et requalification des espaces publics, un volet environnemental avec un programme de dératisation et

---

<sup>1</sup> Cette forme de prostitution est acceptée par la municipalité : les horaires des chantiers sont négociés pour ne pas déranger cette activité, comme me l'expliquait B. Gabrielli. À Gênes, le rapport de la ville à la prostitution est en effet complexe : le chanteur génois Fabrizio de André chantait déjà les prostituées de la via del Campo, un des axes les plus emblématiques du centre historique. À l'inverse, la prostitution étrangère est perçue de façon plus négative.



amélioration de la collecte des déchets, et un volet social (l'insertion de nouvelles activités et le développement de services aux habitants). Le programme vise à une amélioration des conditions résidentielles, à destination des ménages modestes : un édifice appartenant à la *Curia*<sup>1</sup> de Gênes est transformé en résidence pour jeunes en difficulté (*Casa delle Giovane*). Une partie des appartements réhabilités est destinée à des logements sociaux<sup>2</sup> (plus du tiers du patrimoine résidentiel de ce quartier est de propriété publique) ou des logements aidés<sup>3</sup>. Considérant les implantations universitaires comme élément permettant la transformation d'un quartier, à l'image de la faculté d'architecture, un nouvel institut universitaire est installé dans le quartier, tandis que des logements sont réservés aux étudiants. Une maison de quartier et des logements pour artistes sont également créés. Cet exemple illustre bien les principes de l'intervention publique dans le centre historique de Gênes : sur une aire réduite, en jouant sur différentes dimensions.

L'intervention urbaine dans le centre historique, coordonnée par la municipalité, met en œuvre de nombreux programmes élaborés par des institutions diverses. Elle s'inscrit dans le cadre de la requalification urbaine. Du point de vue des instruments urbanistiques utilisés, la spécificité du centre historique apparaît amoindrie, puisque les PRU, PRUSST, PIC *Urban*, POI, sont également utilisés pour la requalification urbaine des zones périphériques des villes italiennes. Le patrimoine est une composante parmi d'autres de ces programmes, et non le motif premier.

## 2. La régénération urbaine à Liverpool

La régénération urbaine est devenue, à l'image du Royaume-Uni, un instrument essentiel de l'urbanisme à Liverpool : « *urban regeneration has moved from being a novel concern of urban planning to gradually dominate and ultimately usurp the planning process* »<sup>4</sup> [Couch, 2003 : 4].

### 2.1 La mise en avant de la régénération urbaine à Liverpool

La régénération urbaine prend place dans une préoccupation environnementale croissante, marquée par le « *Strategic Plan for the North West* » de 1974, plan régional qui

---

<sup>1</sup> Autorité ecclésiastique séculière.

<sup>2</sup> On parle dans ce cas d'« *edilizia sovvenzionata* », dont le financement est public.

<sup>3</sup> « *Edilizia agevolata* » désigne les logements réalisés ou réhabilités par le secteur privé, mais permettant d'accéder à des aides de l'État fonction des revenus du ménage.

<sup>4</sup> « *la régénération urbaine s'est transformée, au départ préoccupation nouvelle, jusqu'à progressivement dominer et finalement évincer le processus de planification* ».

pose la nécessité de préserver les ressources [Couch, 2003 : 90-101]. Cette préoccupation environnementale sert de justification à la régénération urbaine, qui apparaît comme objectif essentiel à Liverpool dans les années 1970. Préparant le plan métropolitain de planification, le *structure plan*, un rapport présentant les grands objectifs, le *Stage One Report*, est réalisé en 1975. Il met en avant une contradiction fondamentale dans l'évolution urbaine de Liverpool : tandis que le centre et l'*inner city* perdent des habitants et des activités et concentrent les problèmes socio-économiques et urbains, les marges urbaines accueillent les nouvelles activités, accentuant les pressions sur l'environnement. La conclusion est double : il faut freiner la croissance en périphérie et favoriser la réutilisation des espaces en friche dans le centre et l'*inner-city* de Liverpool.

Le *Merseyside Structure Plan* de 1979 entérine ce double objectif, par exemple en réglementant davantage les projets industriels et tertiaires à la périphérie. En outre, il adopte des recommandations qui préfigure l'urbanisme des années 1980, en mettant en avant la nécessité de faciliter les investissements privés par l'élimination des freins aux projets privés. Ainsi, préfigurant la mise en place de la politique urbanistique de Thatcher, les autorités locales à Liverpool avaient déjà modifié leur conception de l'aménagement urbain.

## 2.2 Les origines de la régénération urbaine

Les années 1980 marquent la concrétisation de cette politique de régénération urbaine, sur des bases différentes. En effet, le gouvernement de Margaret Thatcher souhaite transformer les villes par-delà les pouvoirs publics locaux, par la création d'une *enterprise zone* à Speke au sud de Liverpool, accordant des facilités fiscales et administratives aux entreprises s'implantant dans le secteur, et d'une *Urban Development Corporation*.

À l'image de l'opération menée dans les Docklands de Londres, la *Merseyside Development Corporation* (MDC) est créée en 1981, avec pour mission la conduite d'opérations de régénération urbaine à Liverpool, dans une zone prédéfinie le long de la Mersey : les South Docks, qui cessent de fonctionner en 1978. Il s'agit de l'aire portuaire historique, qui jouxte le centre de Liverpool, avec notamment The Albert Dock. Cette zone est agrandie en 1988, incorporant une partie du centre de Liverpool et des *docks* plus au nord.

Le gouvernement de Thatcher, en conflit par ailleurs avec le *city council* sur la gestion des budgets locaux, décide d'aller outre les acteurs locaux pour la conduite des grandes opérations de régénération urbaine par la création de cette corporation, qui se voit confier de larges pouvoirs - parmi lesquels celui d'acquérir des terrains et de produire des normes de planification -, et de ressources conséquentes du gouvernement [Parkinson, 1994]. Le but est

de conduire une opération levier pour les investissements privés, en présentant une structure décisionnelle unique. La MDC est dirigée par un ancien président issu d'une entreprise privée, auquel est associé un conseiller du *Merseyside County Council*<sup>1</sup> au départ opposé à ce court-circuitage des pouvoirs locaux. Le *Liverpool City Council*, dirigé par un courant trotskyste du *Labour Party* (« Militant ») s'oppose aux modalités de récupération du *waterfront* [Parkinson, 1993].

La *Merseyside Development Corporation* poursuit des objectifs diversifiés dans ses opérations, avec dans la partie sud des *docks* des projets tournés vers l'implantation d'industries, tandis que dans la partie centrale sont développés des usages résidentiels, ludiques et commerciaux du *waterfront*, avec la transformation de l'Albert Dock. Les résultats de ces interventions demeurent modestes : entre 1981 et 1991 l'emploi baisse de 23%, la population de 12% [Meegan, 2003 : 61]. La volonté de modifier la base économique de Liverpool, en développant le tourisme et les activités culturelles par la transformation de l'Albert Dock et l'*International Festival Garden* (1984), a également échoué [Belchem, 2006a : xii]. À la fin des années 1990, un nouvel acteur remplace la MDC dissoute : *Liverpool Vision*.

### 2.3 Liverpool et le zonage du city centre

Le *city centre* est institué en catégorie d'intervention, champ de compétence de *Liverpool Vision*, tandis que les espaces périphériques de Liverpool sont valorisés par un autre *quango*, *Liverpool Land Development Company*, créé au même moment. La MDC créée par le gouvernement de Thatcher a donc été scindée en deux ensembles à partir d'une différenciation spatiale entre le centre et les périphéries, comme cela était le cas auparavant. Ce centre n'est pas appréhendé comme un ensemble homogène. La première partition est celle entre *waterfront* et espaces urbains consolidés. Le *waterfront* est à la fois un espace majeur de redéveloppement, en raison des espaces disponibles en position centrale pour des projets immobiliers d'envergure, un espace support des traces patrimoniales de la grandeur de Liverpool au XIX<sup>e</sup> siècle et l'espace de visibilité des projets emblématiques de la ville.

Au-delà du *waterfront*, la différenciation des espaces s'opère sur une base fonctionnelle. Dans son *Unitary Development Plan* de 2002, le centre de Liverpool, seule entrée spatiale posée comme objectif, n'est pas systématiquement l'objet d'un zonage. Quelques espaces sont définis comme spécialisés, par exemple le secteur autour de Old Hall

---

<sup>1</sup> Structure de type métropolitain incluant notamment le *Liverpool City Council*, supprimée par le gouvernement de M. Thatcher.

Street, qualifié de « *Corporate Office Centre* », ou le secteur autour de Bold Street qualifié de « *Creative Quarter* » [UDP, 2002 : 44-46], mais sans partition totale du centre.

En revanche, *Liverpool Vision* dès 2000 élabore un plan d'ensemble pour le centre : le *Strategic Regeneration Framework* (SRF), qui développe un premier zonage du centre, en 6 zones : *waterfront* (1 sur la carte), *commercial district* (2), *core area, live / work district* (3), *retail district* (4), *small business light industry district* (5), *outer zone* (6). Ces zones constituent des ensembles homogènes au niveau fonctionnel et morphologique, qualifiés de « quartiers » (*quarter*), et des espaces de programmation. Le *commercial district* (2) est la principale zone de bureaux de Liverpool, le *retail district* (4) le secteur de localisation de la plupart des commerces. La zone 3 *Live / Work* est une zone de transition au niveau fonctionnel, comprenant à la fois des bureaux et des commerces en grand nombre, mais aussi un des espaces fondateurs de la ville, comme le montre son inclusion dans la zone Unesco. Le titre là contrairement aux deux précédents est programmatique : il s'agit d'y développer les usages résidentiels, encore réduits en 2000. La zone 4 *retail district*, qualifiée de « *geographical heart of city* » [SRF], est hétérogène au niveau morphologique, avec à la fois les grands centres commerciaux construits dans les années 1960 et 1970 (*St John, Central* et *Clayton Square*), le quartier de Ropewalks, qui contient des *warehouses* de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et est partiellement inclus dans la zone Unesco, et le secteur de Paradise Street, en redéveloppement, avec de nombreux espaces en friches. La zone 5 est constituée d'un ensemble d'entrepôts, un grand nombre à l'abandon, et d'entreprises, et le but est de consolider cet espace comme secteur d'activité, en accueillant les activités d'autres secteurs désormais considérées comme incompatibles. Enfin, la zone 6, *outer zone*, est un secteur défini d'abord de façon négative, comme ce qui reste du centre. Il est toutefois lui-même fortement différencié, entre le quartier chinois, le *Georgian Quarter* (édifices de l'époque géorgienne, considéré dans toute l'Angleterre comme de valeur), des quartiers universitaires, un quartier culturel entre les deux cathédrales, un hôpital et un quartier résidentiel du XX<sup>e</sup> siècle.

Le centre de Liverpool apparaît comme un espace fortement différencié, tant au niveau des usages que des objectifs. Cette différenciation est également le résultat de la planification passée, ce qui place ce plan stratégique dans une relative continuité, malgré les discours sur la renaissance du centre, et l'absence de référence à ces actions passées. Les deux documents de planification de 1965, le *Liverpool Interim Planning Policy Statement* (IPPS) et le *Liverpool City Centre Plan*, opéraient déjà une différenciation fonctionnelle du centre [City and County Borough of Liverpool, 1965].

Ainsi l'IPPS prônait le déplacement des activités les moins appropriées à l'image d'un centre moderne, entraînant la spécialisation tertiaire du quartier aujourd'hui qualifié de « *commercial district* » (2), dont les bâtiments de la partie nord datent de cette période [Couch, 2003]. De même, la volonté de consolider le centre de Liverpool comme centre régional commercial a abouti à la construction de grands centres commerciaux qui constituent les supports de la « *retail area* » (3).

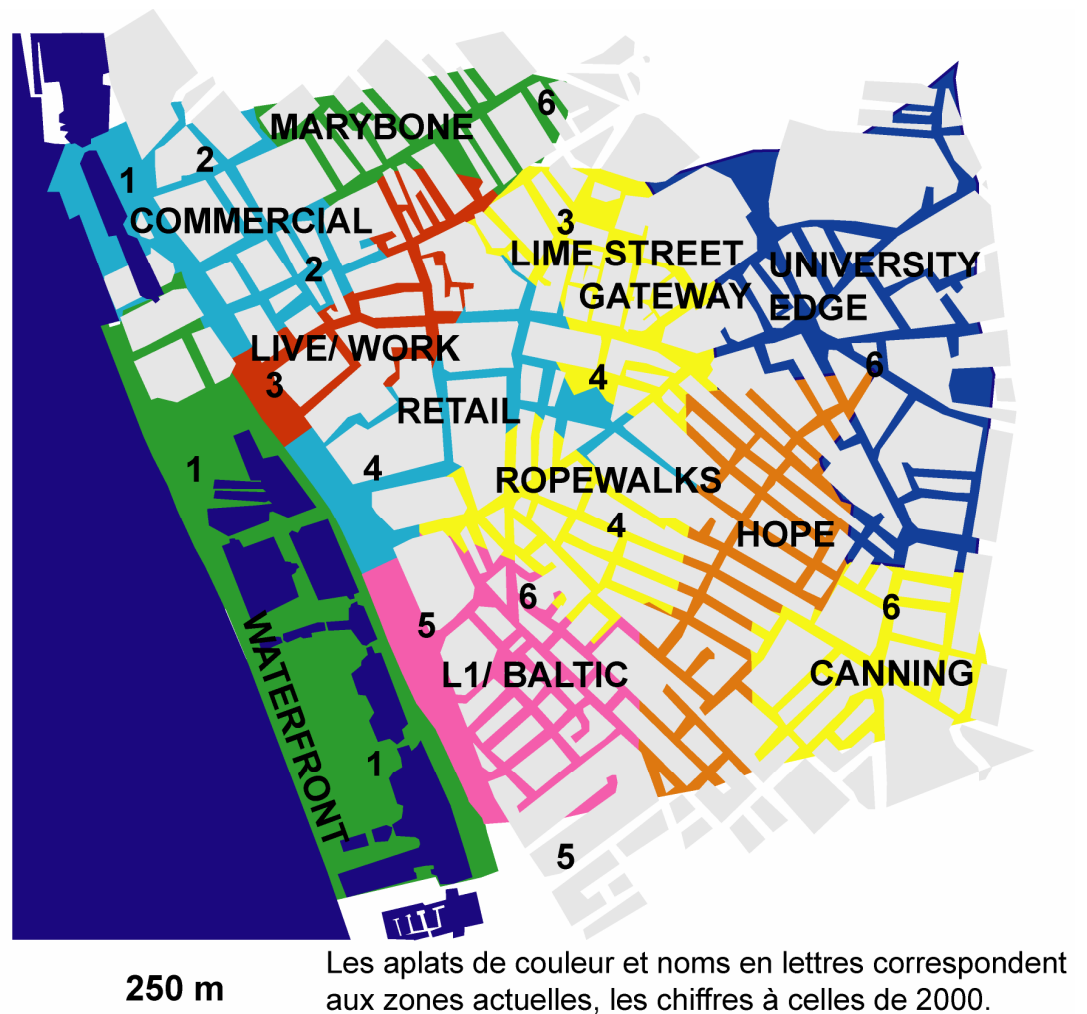


Figure 39 : Le zonage du city centre par Liverpool Vision en 2000 et 2004 (S. Jacquot, 2007)

En 2002, *Liverpool Vision* crée cinq nouvelles zones (en couleurs sur la carte), pour une surface identique. L'*outer zone* est divisée en quatre secteurs, pour rendre plus visible les spécificités de chaque quartier, et les intégrer davantage à la planification stratégique. *Canning* correspond au quartier résidentiel à l'architecture victorienne et géorgienne. *Hope*, délimité par les deux cathédrales de Liverpool à chaque extrémité, est un quartier défini comme culturel, du fait de la présence de nombreuses institutions culturelles.

*The University Edge* est un quartier universitaire, qui accueille en raison des projets résidentiels pour étudiants de plus en plus d'habitants, et à sa périphérie (London Road) se développe également des activités commerciales, suite à des opérations de développement économique menées dans les années 1990 (*City Challenge programme*<sup>1</sup>). *Marybone* est un quartier en transition, longtemps résidentiel, relevant plus de l'*inner-city*, et destiné à des projets rattachant peu à peu cet espace aux logiques centripètes des espaces contigus (projets résidentiels de haute facture et installation d'activités tertiaires). *Lime Street Gateway* a été constitué à partir de fragments des zones 3 et 6, englobant à la fois le quartier culturel présenté dans le dossier de candidature comme ville Patrimoine de l'Humanité et les abords de la gare. Enfin, *Ropewalks* a été détaché de la zone 4, pour constituer un quartier de planification à part entière, du fait d'un changement dans la stratégie concernant ce quartier, en 2000 « *centre for Liverpool's nighttime economy and creative industries* », et présenté ensuite comme zone mixte, avec des usages résidentiels, et incarnant dans ses paysages l'« *urban renaissance* » des villes anglaises.

La zone Patrimoine de l'Humanité, non identifiée sur les cartes de *Liverpool Vision*, ne se superpose pas sur ce zonage. Cela s'explique d'abord par la nature de la candidature Unesco, qui vise à proposer un échantillon représentatif de la ville-port de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, d'où ces fragments des différents quartiers. Au-delà se pose la question du rapport de la régénération urbaine à la patrimonialisation.

## 2.4 Pluralité des agences de régénération urbaine

Quatre agences de régénération urbaine agissent dans les espaces historiques centraux de Liverpool.

Agence de régénération	Type d'agence	Aire d'action	Constitution
<i>Liverpool Vision</i>	<i>Urban Regeneration Company</i>	<i>Liverpool City Centre</i>	<i>Liverpool City Council / NWDA / EP</i>
<i>North West Development Agency</i>	<i>Regional Development Agency</i>	Région North West	Établi par le gouvernement, partenariat
<i>English Partnerships EP</i>	Agence nationale	Royaume-Uni	Gouvernement
<i>City Focus</i>	Agence municipale	<i>Liverpool City Centre</i>	<i>Liverpool City Centre</i> , pour la gestion des fonds du SRB

**Tableau 11 : Agences de régénération urbaine à Liverpool**

<sup>1</sup> *City Challenge Programme*.

La principale agence de régénération urbaine pour le centre de la ville est *Liverpool Vision*, créée en 1999, pour remplacer la *Merseyside Development Company* qui datait de 1981. Il s'agit de la première *Urban Regeneration Company* URC créée au Royaume Uni<sup>1</sup>, suite au rapport de Lord Rogers of Riverside « *Urban Task Force Report* » [Cullingworth, Nadin, 2006 : 377]. Elle est instituée par le *Liverpool City Council*, *English Partnerships* et *Northwest Development Agency*, et est chargée de la définition d'une stratégie de développement. Les URC remplacent les *Urban Development Corporations* créées par le gouvernement conservateur à partir de 1981. *Liverpool Vision* se consacre au centre de Liverpool (l'équivalent pour le reste de la ville est la *Liverpool Land Development Corporation*, constituée par les trois mêmes institution *English Partnerships*, NWDA et le *Liverpool City Council*) et dès 2000 dirige l'élaboration du *Liverpool City Centre Master Plan* (réalisé par le cabinet d'architectes *Skidmore, Owings and Merrill*, SOM<sup>2</sup>).

De nombreux financements dans les projets de régénération urbaine proviennent de *English Partnerships*. *English Partnerships* EP est l'agence nationale de régénération urbaine, créée en 1993<sup>3</sup>, et équivalent au niveau de l'Angleterre des *Regional Development Agency* (RDA). Institutionnellement il s'agit d'un *non-departmental public body*, c'est-à-dire d'une agence publique qui ne fait pas partie d'un ministère, tout en en étant une émanation [Cullingworth, Nadin, 2006]. Il s'agit donc d'un type de *quango* (*quasi non governmental organization*) qui s'inscrit dans la démarche partenariale, fonctionnant comme agence de conseil pour la régénération, diffusant les « bonnes pratiques », et participant à la création d'agences locales de régénération, comme *Liverpool Vision*.

*Northwest Development Agency* (NWDA) est une *Regional Development Agency* (RDA), constituée comme les autres RDA en 1998 par le gouvernement. NWDA est chargé de participer au développement économique régional, à travers la régénération urbaine ou des investissements productifs, en s'associant en partenariat à des projets. NWDA rédige la *Regional Economic Strategy* (RES), avec à la fois des objectifs régionaux (améliorer l'image de la région par exemple) et locaux (développer le port de Liverpool, ou aménager un accès au centre de Liverpool). Enfin, le *Liverpool City Council* possède sa propre agence de régénération urbaine, *City Focus*, créée pour gérer le *Single Regeneration Budget*.

---

<sup>1</sup> La même année ont été créés *New East Manchester* et *Sheffield One*. En 2006 il existe 21 *Urban Regeneration Companies* (URC).

<sup>2</sup> Ce cabinet d'architectes créé en 1936 à Chicago constitue un des plus importants des États-Unis, avec des bureaux à Londres et Shanghai.

<sup>3</sup> En 1999 la commission pour les villes nouvelles (*Commission for New Towns*) est rattachée à *English Partnerships*.

### **Régionalisation et régions au Royaume-Uni**

Comme l'énoncent Cullingworth et Nadin, « *the institutions of government at the regional level in England are complex and potentially confusing* »<sup>1</sup> [Cullingworth, Nadin, 2006 : 56]. Cela est dû au processus de décentralisation (*devolution*). Il débute en 1946 avec la création de 11 régions statistiques ; la nouvelle division régionale a été effectuée en 1994, créant 13 régions [Mangin, 2006], dont celle du North West autour de Liverpool et Manchester.

Trois instances représentent l'échelon régional : les *Government Offices* (GO), créées en 1994, qui représentent le gouvernement national ; les *Regional Bodies*, assemblée régionale composée d'élus régionaux et de personnalités de la société civile et du secteur privé nommées par le gouvernement ; et les *Regional Development Agencies*, créées en 1998 par le *Regional Development Agency Act*, constituées et financées par le gouvernement et concernées par les politiques en milieu urbain et rural. Le *Regional Body* est chargé de l'élaboration de la *Regional Spatial Strategy* (RSS), tandis que la *Regional Development Agency* doit conduire la *Regional Economic Strategy* (RES), avec des risques d'objectifs contradictoires [Cullingworth, Nadin, 2006].

### *2.5 La régénération urbaine commence sur le waterfront*

A l'exception de l'Albert Dock et du Pier Head, les anciens *docks* en position centrale (South Docks) sont concernés par une valorisation immobilière sous la forme d'investissements privés coordonnés par les agences de régénération urbaine. Deux zones sont privilégiées et concentrent les investissements les plus importants : Kings Dock et Princes Dock. Dans les deux cas, il ne reste plus de traces des entrepôts, permettant des constructions neuves, tandis que les canaux et bassins permettent de donner une atmosphère portuaire aux espaces entièrement tournés vers la ville.

Le Kings Dock a été depuis la fin des années 1970 l'objet de projets de développement urbain, de la part de la municipalité ou de la *Merseyside Development Corporation*, pour y développer un centre commercial [Couch, 2003], sans réussir toutefois à attirer des investisseurs. *English Partnerships* devient propriétaire des terrains, avec la volonté d'y conduire une opération de grande envergure pour la ville, lançant un appel à propositions en 2000, tout en tenant compte des projets généraux de *Liverpool Vision* et du *Liverpool City Council*. *Liverpool Vision* dans son *Masterplan* envisage une régénération de cet espace pour y construire un centre des congrès ou d'exposition, dans le but d'augmenter les atouts de Liverpool comme destination du tourisme d'affaires. En effet, *the Mersey Partnerships*,

---

<sup>1</sup> « *Les institutions du gouvernement à l'échelon régional en Angleterre sont complexes et potentiellement déroutantes.* ».



l'institution chargée de la gestion du tourisme d'affaires à Liverpool, estime que 200 événements supplémentaires pourraient être organisés à Liverpool si la ville disposait d'un centre d'exposition et de congrès. Kings Dock constitue une des seules opportunités foncières dans le centre de Liverpool, cet espace ne contenant plus de bâtiments et étant utilisé jusque là comme parking, à proximité de l'Albert Dock. Malgré la volonté du club de football d'Everton (rival historique du club de Liverpool FC<sup>1</sup>) d'y construire son nouveau stade, c'est finalement l'option touristique et résidentielle qui est choisie. En décembre 2004, le *City Council* autorise les travaux, commencés en 2005 et supposés finir en janvier 2008, pour construire le *Arena and Convention Centre Liverpool* (ACC Liverpool), consistant en deux bâtiments ovales reliés par une galerie en verre, donnant directement sur le front de mer. L'un est un amphithéâtre de 11000 places destiné aux spectacles musicaux, ou sportifs, l'autre est un centre de conférences contenant une salle de 1500 places. Deux hôtels de 310 et 132 chambres sont construits à proximité, ainsi qu'un parking de 3500 places. Des aménagements paysagers sont réalisés : une promenade le long de la Mersey, et un espace vide de construction, baptisé « *piazza* », destiné au déplacement de la foule pour les spectacles. En outre, plus au sud, sur le Kings Dock, un ensemble résidentiel de 1707 logements est planifié (fin des travaux prévues pour 2010), avec des commerces aux rez-de-chaussée.

Au nord de l'Albert Dock, Princes Dock constitue également un espace de régénération urbaine de grande ampleur, destiné à des usages résidentiel, touristique et des bureaux. Contrairement à Kings Dock, il n'y a pas un grand équipement structurant, ce terrain appartenant à un actant privé, le *Mersey Dock and Harbour Company*. À la fin des années 1990, l'autorité portuaire a rasé les entrepôts qui s'y trouvaient et dès 1998 deux bâtiments sont construits : 8 *Princes Parade*, avec des bureaux et des logements, et un *Crowne Plaza Hotel*. *Mersey Dock and Harbour Company* a mis en place une filiale (*subsidiary*) dédiée au développement de cet espace : *Princes Dock Development Company*. Depuis, de nombreuses autres constructions ont été réalisées, de hauteur limitée (jusqu'à 6 étages) à l'exception d'une tour de 24 étages.

Ces deux secteurs illustrent les deux modalités d'interventions dans le secteur : celle mise en place par des acteurs publics ou « quasi-publics » (*quangos*), qui réalisent le schéma d'ensemble et les infrastructures, tout en confiant à des investisseurs privés les projets résidentiels inclus dans le secteur de régénération, et les interventions conduites par des investisseurs privés.

---

<sup>1</sup> La plupart des personnes rencontrées me posaient invariablement la question de ma préférence entre *Everton FC* et *Liverpool FC*, et le tourisme sportif développé à Liverpool concerne les deux clubs.

Dans les deux cas, les espaces produits sont affectés à des usages multiples : tourisme, habitat, bureaux et commerces. Malgré leur position en front d'eau, la valorisation ne s'appuie pas sur la dimension portuaire, du fait de la disparition de nombreuses traces.

### *2.6 Les investissements privés, entre réhabilitation et nouvelles constructions*

La transformation du centre historique repose également sur des projets ponctuels, réalisés par des investisseurs privés, qui concernent l'ensemble du *city centre*. Toutefois, en fonction des zones d'implantation, ils suivent des caractéristiques précises.

#### **Constitution des cartes : sources et traitement**

Deux sources principales ont été utilisées pour la réalisation des cartes présentant les projets dans le *city centre*. Tout d'abord, depuis sa création, *Liverpool Vision* coproduit avec le *Liverpool City Council* des documents présentant les projets de développement dans le centre de la ville : les *City Centre Development Update*, avec neuf publications entre 2001 et 2007 (à intervalle irrégulier). Des articles généraux présentent les projets les plus emblématiques de la transformation du centre (dans les limites de l'aire d'intervention de *Liverpool Vision*), puis un tableau récapitulatif reprend les centaines de projets en cours, précisant leurs caractéristiques et le promoteur ou maître d'ouvrage (*developer*). Toutefois les projets présentés ont des statuts différents : achevés, en travaux, en examen. Il a donc fallu éliminer le plus possible les projets avortés, par recoupement. La seconde difficulté concerne les descriptions des projets, non homogènes, obstacle à un codage rigoureux de leurs caractéristiques. Ainsi le montant des travaux, le nombre de logements créés, le nombre d'étages des nouvelles constructions ou la nature même de l'intervention (réhabilitation ou nouvelle construction) ne sont pas systématiquement indiqués. La seconde source concerne les études thématiques, par exemple le *Residential Development Update* réalisé par le *Liverpool City Council*.

La figure n°40 fait apparaître l'ensemble des projets réalisés ou entamés dans le centre historique entre 1998 et 2007, en distinguant ceux ayant une composante résidentielle et /ou des bureaux. Les projets sont répartis sur l'ensemble du *city centre*, montrant un processus général à l'œuvre, y compris dans la zone classée au Patrimoine Mondial de l'Humanité. Les projets ayant une composante résidentielle comptent pour près de la moitié des projets, indiquant un net retournement des usages du centre. La destination des projets est variable selon les quartiers, confirmant le zonage réalisé par *Liverpool Vision*. Ainsi la zone *commercial area* contient peu de projets résidentiels ou de bureaux, la plupart consistant en l'ouverture de nouveaux magasins ou centres commerciaux, par exemple The Met. La

régénération urbaine à Liverpool concerne donc de façon large le *city centre*, avec des projets coïncidant avec le zonage opéré par les agences de régénération urbaine.

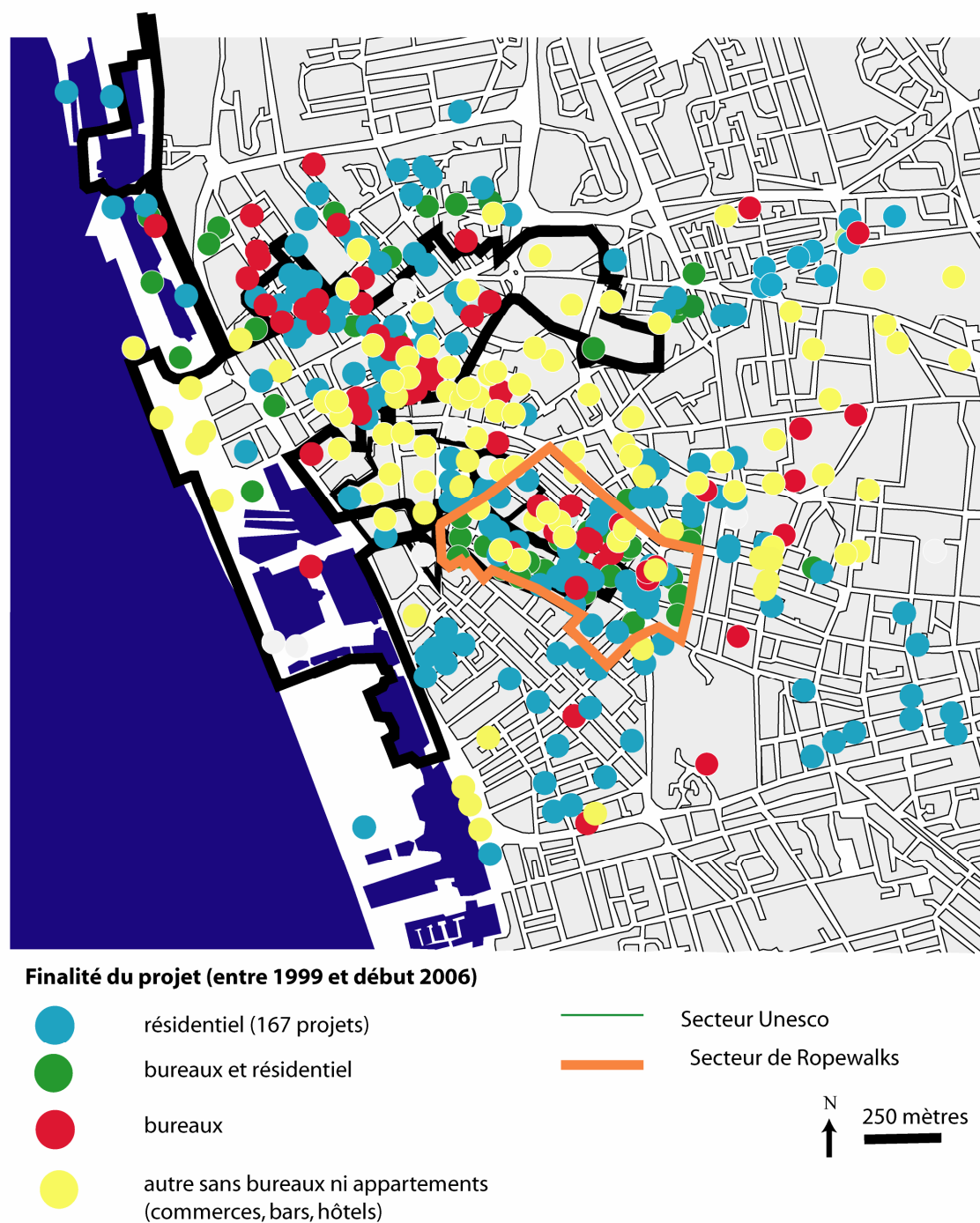


Figure 40 : Les projets dans le *city centre* selon leur finalité (S. Jacquot, 2007)

### 3. Valparaiso, le patrimoine comme *leitmotiv*

À Valparaiso les programmes présentés comme liés au développement patrimonial sont très divers : certains consistent en le traitement de problèmes urbains larges, envisagés auparavant en dehors du champ patrimonial. Le point commun de toutes les politiques envisagées est qu'elles sont toutes rattachées par ses opérateurs au patrimoine.

#### 3.1 Valparaiso et les problèmes urbains

Valparaiso présente un ensemble de problèmes larges dans les espaces patrimoniaux, qui sont cependant depuis la candidature Unesco traités de concert avec les enjeux patrimoniaux. Ainsi, le prêt BID, à l'étude à partir de l'inscription de Valparaiso sur la Liste du Patrimoine Mondial, mêle projets de réhabilitation patrimoniale et traitement de problèmes urbains divers. Lors de sa phase de conception, de nombreux projets sont mis en avant, par différents acteurs : la réhabilitation de l'édifice Cusiño ou d'autres édifices emblématiques (les marchés, la *ex-cárcel*<sup>1</sup>), des actions pour améliorer la propreté des *cerros*, le contrôle des chiens errants, la suppression des câbles aériens ou le développement d'un aquarium sur le front de mer. Tous ces projets ne concernent donc pas directement le patrimoine mais des problèmes urbains de Valparaiso qui semblent insolubles sans apport exceptionnel, et dont le traitement est présenté comme condition au maintien du titre de Ville Patrimoine de l'Humanité.

Ces problèmes concernent essentiellement quatre secteurs : la qualité des voies, parsemées de trous ; les chiens errants ; les câbles et les installations électriques ; la propreté des espaces publics et le traitement des déchets. L'ensemble de la ville est concerné, pas seulement le secteur patrimonial ou les quartiers les plus pauvres. Il est fréquent d'apercevoir dans le secteur Unesco des sachets poubelle éventrés par un chien à la recherche de quelques os. La collecte des déchets est rendue difficile par l'étroitesse des rues, et les dettes de la municipalité auprès d'entreprises de ramassage des déchets ont interrompu le service durant de nombreuses périodes. Dans les rues du *plan* ou des collines circulent des groupes de chiens peu amènes, ou des chiens isolés, qui suivent en grognant les visiteurs non habituels du lieu. Les trous dans la chaussée rendent la conduite plus dangereuse, surtout dans les rues en forte pente.

La nécessité de traiter ces différents thèmes apparaît comme un élément d'accord parmi les acteurs locaux. Alberto Muñoz, un des membres de la municipalité chargé de la

---

<sup>1</sup> L'ancienne prison de Valparaiso, contenue dans la zone de conservation historique.

mise en place des projets BID, perçoit leur résolution en cours comme une condition au développement de projets touristiques et patrimoniaux : « *se van soluciando todos los problemas, que a nosotros nos permite pasar a una segunda etapa y transformar Valparaíso en una ciudad turística y patrimonial* »<sup>1</sup> [entretien 16, 2004]. Le quotidien local, *el Mercurio de Valparaíso*, consacre également de nombreux éditoriaux à ces thèmes.



Figure 1 : Chiens Place Aníbal Pinto, dans le secteur Unesco. La rue au fond mène au Cerro Concepción

### *Les chiens errants*

Beaucoup d'autres communes au Chili sont confrontées au problème des chiens errants, mais il atteint des proportions importantes à Valparaíso. Une étude menée en 2000 conjointement par le *Servicio de Salud Valparaíso-San Antonio* et la municipalité estimait la population canine de Valparaíso à plus de 60000 chiens, dont 60% vivent dans les rues<sup>2</sup>. En outre, l'Unesco a émis des recommandations pour diminuer fortement le nombre de chiens dans les rues. La municipalité de Valparaíso tente de contrôler les populations de chiens errants. Plusieurs solutions sont mises en œuvre : campagnes de vaccination ou euthanasie de chiens (menée par le *Servicio de Salud*). La municipalité tente d'imposer des normes<sup>3</sup>, édictant des règlements à ce sujet, par exemple en juin 2003 une ordonnance imposant un

---

<sup>1</sup> « *sont en cours de résolution tous les problèmes qui nous permettent de passer à une seconde étape et transformer Valparaíso en une ville touristique et patrimoniale.* ».

<sup>2</sup> Ils sont présents dans tous les quartiers, aussi bien le secteur *plan* que les collines, avec toutefois des comportements différents : dans le *plan*, les chiens sont en meutes, concentrés autour des marchés ou sur quelques places. Dans les collines ils sont davantage dispersés, s'appropriant un lieu. Ils ne sont souvent pas agressifs mais plusieurs centaines de morsures sont occasionnées chaque année. En revanche, les risques de rage sont quasiment inexistantes.

<sup>3</sup> Le « *codigo sanitario* » donne des devoirs sanitaires aux communes, et notamment permet de prendre des mesures pour le contrôle de la population canine.

enregistrement des chiens par leurs propriétaires. Parmi les habitants, le thème n'est pas univoque : ces chiens, bien que vivant dans la rue, reçoivent de la nourriture d'une partie des habitants, parfois ont un nom et un propriétaire. D'autres habitants laissent de la nourriture empoisonnée pour se débarrasser de chiens ou chats, provoquant des conflits de voisinage. Des associations de défense des animaux contestent les campagnes d'élimination des animaux, tout en soutenant les mesures de contrôle.

Un des projets financés par le prêt BID concerne le traitement du problème des chiens errants. Ce projet s'appelle *plagas urbanas*, plaies (ou fléaux) urbaines, et concerne l'ensemble des problèmes liés aux animaux et insectes dans la ville : chiens, chats, rats, termites. Outre la dératisation des espaces transformés en décharges dans la ville, ce plan prévoit une vaste campagne de stérilisation des chiennes, et une campagne de sensibilisation des propriétaires. Toutefois, annoncé dès 2005, en juin 2007 il n'est toujours pas engagé.

Le problème des chiens se situe donc en amont de la thématique patrimoniale : il est à la fois en excès - concernant l'ensemble de la ville, et les conditions de vie des habitants - et une condition au traitement patrimonial dans l'optique des acteurs publics. La liaison est faite à rebours par les groupes de défense des animaux, qui placardent des affiches « *patrimonio de sangre* » pour protester contre l'extermination des chiens, témoignant de la conscience du lien entre politique patrimoniale et gestion des chiens, tout en retournant cette exigence patrimoniale en posant la question de la conformité entre un développement culturel et l'extermination d'animaux.

### 3.2 Réhabilitation urbaine dans les quartiers historiques

Pour appuyer la candidature Unesco, un plan de réhabilitation est élaboré, par le Seremi MINVU, appelé « *Plan de revitalización del casco histórico* ». Il s'inscrit dans le contexte national d'amélioration de la qualité urbaine, et de récupération d'espaces urbains pour contenir l'expansion urbaine : « *la estrategia de fortalecer el crecimiento hacia adentro de los centros urbanos, revirtiendo la tradicional política extensiva de nuestras ciudades, permite no solo economías en la utilización de redes de servicios, transporte, etc ... sino que posibilita la recuperación de las áreas consolidadas de nuestras ciudades con el consiguiente fortalecimiento de la identidad local* »<sup>1</sup>. Ainsi le patrimoine est intégré à un objectif urbanistique plus général.

---

<sup>1</sup> « la stratégie de renforcement de la croissance interne, au sein des centres urbains, à rebours de la traditionnelle politique d'extension [spatiale] de nos villes, permet non seulement des économies dans

L'aire d'intervention concerne une partie de l'aire Unesco : le Barrio Puerto et les Cerros Cordillera et Santo Domingo, trois quartiers pauvres, mais de fait le plan regroupe des projets débordant ce cadre. Comme à Gênes, l'intervention se veut multisectorielle, ayant une dimension à la fois urbanistique, sociale et culturelle. Cette intégration de différentes politiques dans un plan unique est présentée comme une nouvelle modalité de l'action : « *de este modo el Ministerio de Vivienda esta iniciando una nueva forma de hacer ciudad desde las politicas del Estado, coordinando acciones sectoriales* »<sup>1</sup>. Les projets insérés dans ce programme concernent la réhabilitation d'espaces publics (places, escaliers, rues transversales du Barrio Puerto), la réhabilitation d'édifices et le développement d'équipements socio-culturels (jardin d'enfants, équipements sportifs, ...).

Paulina Kaplan, alors au Seremi MINVU, justifiait ce traitement multisectoriel par la nécessité de préserver l'identité d'un quartier, et liait ces interventions au thème patrimonial : « *se trata de rescatar los valores patrimoniales que tiene el lugar* »<sup>2</sup> [entretien V1]. La relation patrimoine / urbanisme est donc double. Le patrimoine s'intègre à la volonté d'améliorer la qualité de vie dans les villes chiliennes, mais les transformations urbanistiques sont elles-mêmes intégrées à une conception élargie du patrimoine. En effet, les espaces publics et leurs usages sont décrits comme élément patrimonial par les tenants de ce programme.

### 3.3 Plan Valparaíso : interventions nationales exceptionnelles à Valparaiso

Le Président Chilien Ricardo Lagos crée le 16 octobre 2000 la Commission Présidentielle chargée de la préparation du Bicentenaire de l'Indépendance en 2010<sup>3</sup>, et notamment de la conduite des grands travaux dans les villes chiliennes. Or Valparaiso est l'objet d'un traitement particulier, puisqu'une commission spécifique est créée pour la ville : la commission *Plan Valparaíso*, par le décret présidentiel n° 205 du 28 mars 2002<sup>4</sup>.

Ce décret assigne dans son article 3 les objectifs suivants : ouverture du front de mer, promotion et incitation aux investissements, transformation de Valparaiso en une ville

---

*l'utilisation des réseaux de services, transport, etc ... mais aussi la possibilité de récupérer les aires déjà construites de nos villes [tout]en renforçant l'identité locale ».*

<sup>1</sup> « *de cette façon le ministère de l'habitat impulse une nouvelle forme de faire la ville par des politiques nationales, coordonnant des actions sectorielles.* ».

<sup>2</sup> « *il est question de retrouver les valeurs patrimoniales du lieu* ».

<sup>3</sup> Cela concerne de nombreux pays d'Amérique du Sud, par exemple l'Argentine et le Mexique la même année, l'Uruguay et le Paraguay en 2011.

<sup>4</sup> La Commission fonctionnait au moins depuis 2001, comme le montrent les dates sur certains documents préparatoires.

patrimoniale et culturelle (pour attirer des habitants et activités, développer le secteur universitaire, susciter des initiatives locales, développer Valparaíso, améliorer le niveau de vie des habitants, préserver le patrimoine naturel et bâti). Cette initiative ne concerne que la commune de Valparaíso, et pas Viña del Mar, avec des objectifs très ambitieux. Cela s'inscrit dans une certaine continuité au niveau national. En effet, durant la dictature de A. Pinochet, le Congrès est décentralisé à Valparaíso<sup>1</sup>, pour signifier une préoccupation nationale quant au développement de la ville, et provoquer un effet de relance<sup>2</sup>. Le président Eduardo Frey (1994-2000) met également en place en 1995 un « *plan de reactivación de Valparaíso* »<sup>3</sup>, suivi de peu d'effets immédiats et critiqué à la fin du mandat de Frey<sup>4</sup>.

*Plan Valparaíso* regroupe des spécialistes de la ville (architectes, urbanistes, sociologues, géographes), chargés de la coordination de programmes publics déjà définis (par exemple l'ouverture du front de mer, l'implantation d'un pôle de haute technologie, ou la réorganisation du système de transport de l'agglomération de Valparaíso) et de l'élaboration de projets spécifiques.

### 3.4 Le soutien à la vocation patrimoniale et culturelle

La Commission Présidentielle, commission exceptionnelle, doit développer des projets emblématiques permettant de signifier le changement urbain en même temps que l'efficacité de l'intervention étatique, pour ne pas risquer les mêmes critiques que le plan du président précédant.

Les premiers projets concernent le renforcement de la vocation culturelle de Valparaíso. Ainsi sont créés les *Carnavales Culturales*, qui ont lieu tous les ans à partir de 2001, en fin d'année, avec un thème et un pays à l'honneur chaque année. Ils préparent Nouvel An, grande fête à Valparaíso qui attire de nombreux chiliens. Dès 2001, le rapport de *El otro lado de las cosas*<sup>5</sup> le mentionne : le carnaval s'inscrit à la fois dans la

---

<sup>1</sup> Depuis le retour de la démocratie, le retour du Congrès à Santiago est régulièrement évoqué.

<sup>2</sup> Cette implantation n'a pas eu tous les effets désirés, et l'édifice du Congrès (*el congreso*), situé dans l'Almendral, près du terminal de bus, apparaît comme un gigantesque monument au coeur d'un secteur déprimé.

<sup>3</sup> Cette initiative prend place dans la « *Política de Desarrollo Productivo Regional* », politique de développement productif régional, dont les autres actions concernent des territoires périphériques (*Plan Austral* et Arica).

<sup>4</sup> Ce plan visait à enrayer la crise économique de Valparaíso, en développant un secteur industriel à Placilla, en créant un nouvel accès au port, en aménageant le front de mer, en intervenant sur six « *ejes transversales* », axes urbains censés restructurer l'agglomération - intervention concrétisée par la réhabilitation de la place Sotomayor, place civique dans le quartier patrimonial -. Peu de projets ont abouti, d'où une évaluation négative. Toutefois, les projets alors élaborés ont été repris par la suite et notamment par l'équipe présidentielle mise en place par Ricardo Lagos, ce qui indique une continuité de projets.

<sup>5</sup> Ce rapport préparait la mise en place de la stratégie du *Plan Valparaíso*.



tradition locale, même si la modernité la menace, et la volonté de développer une nouvelle activité économique qui, « *bien explotado, deja millones de dólares en utilidades para la ciudad* »<sup>1</sup>. Il est créé avant même le fonctionnement officiel du *Plan Valparaíso* : le premier carnaval débute le 27 décembre 2001, la première ville invitée étant Barcelone<sup>2</sup>. Les Carnavals Culturels consistent en des animations de rues, des représentations artistiques (lectures de poésie, arts visuels, ...) et des concerts. Cette première édition est un succès puisqu'il est estimé que 500000 spectateurs y ont assisté<sup>3</sup>. Produit d'abord gouvernemental, les *Carnavales Culturales* concernent depuis 2004 également la municipalité. Un autre projet d'envergure concerne la réhabilitation de l'ancienne prison de Valparaíso (la *ex-cárcel*), Cerro Cárcel, face aux cimetières historiques de Valparaíso, inclus dans la zone tampon Unesco. L'Unesco avait demandé que ces espaces soient intégrés à la gestion patrimoniale. La prison suite à sa désaffectation est propriété de la commune, qui la vend à l'État. Différents projets sont évoqués, dont la destruction de la prison pour construire un nouvel ensemble résidentiel et commercial. En 2004 est élaboré par *Plan Valparaíso* un projet consistant en un traitement de ses abords (construction d'un ascenseur urbain, d'hôtels à proximité, d'espaces publics), et des aménagements intérieurs, notamment la création de logements pour artistes, mais l'absence de consensus repousse les interventions. En attendant cette transformation large, la prison fonctionne comme espace culturel communautaire, abritant diverses associations culturelles et musicales, sans toutefois que soit menée la réhabilitation nécessaire des bâtiments (un incendie a détruit une partie fin 2006). Début 2007, le maire de Valparaíso A. Cornejo s'est rendu à Rio de Janeiro et a consulté l'architecte brésilien Oscar Niemeyer, désormais chargé de l'élaboration d'un nouveau projet. En dépit de ce retard, le traitement de la *ex-cárcel* illustre la préoccupation pour la réalisation d'un lieu culturel structurant.

Cette vocation culturelle large est renforcée par le choix du président Lagos de transformer Valparaíso en la capitale culturelle du Chili, annoncé en mai 2000 lors d'un discours présidentiel, et entériné par la loi 19.891 de mai 2003, qui crée le *Consejo Nacional de la Cultura y de los Artes*, situé à Valparaíso, dans un édifice art moderne des années 1930, abritant auparavant la poste centrale de la ville.

Les différentes actions menées à Valparaíso restent ainsi déterminées par leur intégration à une stratégie patrimoniale large, que ce soit dans le cadre de la résolution des

---

<sup>1</sup> « *bien exploité, laisse des millions de dollars en profit à la ville* ». Le choix de la devise est à noter.

<sup>2</sup> Ce choix n'est pas anodin, Barcelone étant un modèle explicite de la transformation de Valparaíso, cf chapitre 8.

<sup>3</sup> En décembre 2004, 750000 visiteurs y ont assisté.

problèmes urbains *a priori* sans rapport avec le patrimoine tels les chiens errants, l'aménagement classique d'espaces publics ou le développement de projets culturels. Transformations ordinaires et extraordinaires sont ainsi menées selon un même but dans les discours publics. En dépit de ces convergences, plusieurs problèmes demeurent. L'État a la prééminence, imposant la redéfinition du rôle de la municipalité. Le plan de gestion patrimoniale demandé par l'Unesco n'a pas été établi mi 2007, illustrant la difficulté à définir des règles régulant le développement de nouveaux projets.

### **Conclusion**

Cette présentation des modalités du réinvestissement des espaces historiques centraux illustre les différences et convergences entre les trois villes.

Dans les trois cas, la transformation des espaces portuaires anciens est mise au service de la stratégie patrimoniale et touristique plus générale. À Liverpool, du fait du redimensionnement du port, cette stratégie a été précoce et n'entre pas en conflit avec le développement portuaire. À Gênes, malgré des difficultés spatiales pour le port, la récupération des espaces centraux a été menée grâce à un consensus entre acteurs locaux et portuaires, alors qu'à Valparaíso cette reconversion apparaît plus difficile. Cette transformation portuaire a précédé à Liverpool et Gênes la transformation des espaces urbains historiques.

La patrimonialisation à Gênes et Liverpool demeure organisée par l'idée d'une centralité urbaine, même si celle-ci à Liverpool est traversée par des différences morphologiques et fonctionnelles fortes. Valparaíso présente des similitudes morphologiques avec Liverpool, mais une autre conception concurrente du patrimoine est développée, basée sur l'appréhension de l'ensemble de la baie comme patrimoine paysager.

Les nouveaux usages et projets du secteur privé au sein des espaces centraux entérinent-ils ces évolutions ? Deux points de vue sont adoptés. Tout d'abord sont étudiées les mutations résidentielles de ces espaces (chapitre 4), en considérant la question du changement social en lien avec les projets publics et privés menés. Ceux-ci sont-ils porteurs de nouvelles organisations spatiales ou se superposent-ils aux ensembles précédemment étudiés ? Ensuite est examinée une transformation d'envergure, par le développement de nouveaux usages, potentiellement conflictuels, produisant de nouveaux espaces, *via* le commerce et le tourisme (chapitre 5).

## **Chapitre 4 : Habiter les espaces du centre**

À Gênes, Valparaíso et Liverpool, la politique de réinvestissement des centres aboutit à des transformations résidentielles. La population du *city centre* de Liverpool, dans le contexte de l'*urban renaissance*, croît de façon importante. Les espaces historiques, comme dans bien d'autres villes dans le monde [Smith, 2003], connaissent un processus de gentrification. Toutefois, la gentrification n'est pas homogène, présente des caractéristiques propres à chaque ville, dans sa relation aux autres situations sociales, et ne concerne pas l'ensemble des espaces.

### **A. La gentrification, conséquence du réinvestissement des centres**

La patrimonialisation et la gentrification sont souvent perçues comme deux phénomènes intimement liés, si bien que la mobilisation des deux termes pourrait apparaître comme un « *pléonasme* » [Semmoud, 2004]. Il s'agit donc d'examiner ce lien dans les trois villes, et de se poser la question du changement social suite aux transformations des espaces historiques centraux.

Le terme « *gentrification* » a été forgé par Ruth Glass, sociologue anglaise qui décrit en 1964 l'embourgeoisement des quartiers ouvriers de Londres [Bidou-Zachariasen, 2003]. Il s'agit donc essentiellement d'un processus de changement social sur une portion de l'espace urbain. La notion « *embourgeoisement* », renvoyant au terme « *gentry* », est peu utilisée car elle véhicule un *a priori* sur le type de catégories sociales concernées, les assimilant aux groupes dominants [Fijalkow, Préteceille, 2006].

En effet, la gentrification peut concerner pour un même quartier différents groupes. À New York Lower East Side, N. Smith individualise différentes séquences d'arrivées : d'abord des artistes, qui modifient la représentation du lieu, puis des individus plus fortunés [Smith, 2002]. Les premiers acteurs de la gentrification d'un quartier peuvent eux-mêmes faire face à une hausse continue des loyers. De même, à Lyon, la gentrification du quartier Saint-George implique des groupes diversifiés, dont des étudiants, des ménages des catégories moyennes disposant d'un capital culturel important, et des cadres [Authier, 2003]. Les catégories

supérieures elles-mêmes ne sont pas homogènes : en France, au début des années 2000, la presse présentait le phénomène des *bo-bo*, bourgeois bohèmes, pour le différencier de la bourgeoisie traditionnelle. D. Ley invite également à cette distinction en reprenant la distinction faite par Bourdieu entre différentes catégories de capital (économique, culturel) [Ley, 2003 : 2541].

Alternative à « *gentrification* », l'expression « *retour en ville* » est utilisée dans des publications récentes [Bidou-Zachariasen, 2003], présentant l'avantage de ne pas préjuger des types de personnes concernés par le phénomène. Dans le cas de Liverpool, le terme est adéquat, décrivant justement le phénomène de repeuplement du centre-ville, même si le terme « *ville* » est là employé pour désigner le seul centre. En revanche, à Valparaíso et Gênes, le retour de certaines catégories coïncide avec le départ d'autres, et le terme ne décrit alors que la moitié d'un phénomène. En outre, ceux qui précisément (re)viennent ne sont pas toujours partis du centre-ville. L'expression « *retour en ville* » a donc le tort de donner la force du concept aux discours de légitimation du changement social. Pour ces raisons, malgré les équivoques portées par le terme « *gentry* », le terme « *gentrification* » reste le plus adéquat, décrivant la teneur sociale globale de ce phénomène.

La gentrification désigne donc un processus de changement social, lié à la revalorisation d'un espace urbain, à la fois en terme d'image et de prix immobiliers. Ruth Glass le présente ainsi : « *Once this process of 'gentrification' starts in a district it goes on rapidly until all or most of the original working-class occupiers are displaced and the whole social character of the district is changed* »<sup>1</sup> [cité dans Fijalkow, Préteceille, 2006]. Cet extrait soulève certains problèmes. Quelles sont les raisons de ce processus ? A-t-il toujours cette même issue, le remplacement d'un groupe social par un autre ? Quelle est son échelle (le « *district* ») ? Enfin, ce phénomène est-il essentiellement résidentiel ? La gentrification reste inséparable de discours sur la ville et ces changements font donc l'objet de légitimations ou de résistances.

### *1.1 Les causes de la gentrification, entre stratégie globale et nouvelle esthétique*

Ce phénomène peut avoir pour origine des politiques publiques et / ou des interventions privées. Mais ces interventions ne suffisent pas, il faut également une

---

<sup>1</sup> « *Une fois que ce processus de gentrification a commencé dans un quartier il s'étend rapidement jusqu'à ce que tous ou une partie des habitants issus de la classe ouvrière aient déménagé et que le caractère social général du quartier ait changé.* ».

motivation à venir résider dans ces espaces. La gentrification est donc un choix résidentiel autant qu'une intervention urbaine publique ou privée, et relève de deux séries de causes : les politiques publiques ou stratégies privées de valorisation de ces espaces historiques, vouées explicitement dans certains cas à attirer de nouveaux résidents disposant de ressources économiques supérieures ; les motifs des nouveaux arrivants et leur intérêt pour les espaces patrimoniaux. Formulée dans un langage économique, la gentrification se situe au carrefour de politiques d'offre de logements réhabilités dans des espaces patrimonialisés et de demandes reposant sur des valeurs culturelles telles l'intérêt pour l'ancien ou le désir de vivre au centre des villes. Ces deux séries causales polarisent les débats sur la gentrification dans les écrits de langue anglaise, avec les explications de type « *supply-side* » et celles de type « *demand-side* » [Redfern, 2003].

L'explication de type « *demand-side* » analyse l'émergence d'une nouvelle esthétique et d'un désir portés par certains groupes sociaux de résider dans les espaces centraux anciens, attirés par le caractère patrimonial du lieu, sa teneur sociale et une mixité culturelle, par exemple à Belleville [Simon, 1998]. Ce processus produit une gentrification qui n'est pas nécessairement voulue : alors que les premiers arrivants sont attirés par le caractère populaire du lieu, son atmosphère de village, l'accroissement de ces mutations résidentielles conduit à une homogénéisation sociale, effet pervers d'une demande importante, ce que Thomas Schelling [1980] appelle la « *tyrannie des petites décisions* ».

Dans les villes américaines et anglaises, la gentrification est identifiée principalement à un groupe spécifique, les célibataires ou jeunes ménages, *professionnals*, appelés parfois *yuppies* (pour *young urban professionnels*), qui travaillent dans le *city centre* ou *downtown* et souhaitent profiter des activités culturelles liées. Ces *gentrifiers* sont également constitués de ménages avec enfants, le centre apparaissant comme une alternative à la résidence suburbaine [Karsten, 2003]. Dans certains cas se développe une « *super-gentrification* », sous l'effet de l'arrivée de nouvelles catégories aisées enrichies récemment dans les activités financières liées à la mondialisation [Lees, 2003], rejoignant les analyses de Saskia Sassen sur la ville duale et la concentration dans les centres des villes mondiales des opérateurs de la mondialisation [Sassen, 1996].

Sans nier les motivations culturelles à vivre dans les espaces centraux<sup>1</sup>, N. Smith se place du côté de l'offre (analyse de type « *supply-side* ») et analyse la gentrification comme un phénomène économique global, lié aux cycles d'investissement en un lieu donné. La

---

<sup>1</sup> « *a broader theory of gentrification must take the role of the producers as well as the consumers into account* » [Smith, 2002 : 57].

gentrification est alors le résultat du réinvestissement économique des espaces dégradés générant de nouvelles plus-values, du fait du différentiel important entre sa valeur actuelle et sa valeur au terme de la réhabilitation ou rénovation (« *the rent gap* »). Dans cette perspective, la gentrification devient « *une stratégie urbaine globale* » ou « *concertée* » [Smith, 2003 : 59], mobilisant différents acteurs, habitants, propriétaires, agences immobilières, groupes financiers, pouvoirs publics, qui s'inscrit dans le contexte de la compétition entre les villes dont les centres constituent une vitrine, de l'importante mobilisation de capitaux pour des projets immobiliers, et des partenariats public / privé.

La réhabilitation des quartiers anciens et les grands projets de création de centralité sur les *waterfronts* participent de la même volonté de production de paysages urbains liés à certains groupes sociaux : « *gentrification is no longer about a narrow and quixotic oddity in the housing market but has become the leading residential edge of a much larger endeavor : the class remake of the central urban landscape. It would be anachronistic now to exclude redevelopment from the rubric of gentrification* »<sup>1</sup>, concernant donc « *the new landscapes of downtown Baltimore or central Edinburgh, waterfront Sidney or riverside Minneapolis* »<sup>2</sup> [Smith, 2002 : 39]. La gentrification déborde donc le champ des espaces patrimoniaux, processus visible à Liverpool.

La gentrification est-elle alors un simple effet induit des politiques patrimoniales, ou apparaît-elle comme un objectif des politiques de régénération urbaine, dans le cadre d'une reconfiguration générale de la géographie de la ville ? Est-elle une condition de possibilité des réussites des opérations de régénération urbaine ?

### 1.2 Un phénomène généralisé ?

La gentrification, d'abord constatée dans des villes anglaises et états-uniennes, concerne à présent de nombreuses autres villes dans le monde, posant la question de sa généralisation, devenant un signe de réévaluation plus générale du centre des villes : « *il semble que l'âge d'or des villes soit revenu* » [Bidou-Zachariasen, 2003 : 9].

Ainsi les grandes villes méditerranéennes, la Ciutat Vella (la vieille ville) de Barcelone [Claver, 2003], Naples de façon balbutiante [Cattedra, Memoli, 2003], le Panier à

---

<sup>1</sup> « *la gentrification ne concerne plus seulement une curiosité limitée et chimérique du marché immobilier mais est devenue le versant résidentiel dominant d'une entreprise plus vaste : la refonte sociale du paysage urbain central. Il serait anachronique à présent d'exclure les réaménagements [urbains] de la catégorie de « gentrification ».*

<sup>2</sup> « *les nouveaux paysages du centre-ville de Baltimore, du centre d'Edinburgh, du waterfront de Sidney ou du front d'eau de Minneapolis* ».

Marseille, connaissent un processus de gentrification, après une paupérisation des espaces centraux. À Marseille ou Naples, il s'agit d'un objectif affirmé dans les politiques publiques [Bertoncello, Girard, 2001].

Les processus de gentrification demeurent modestes dans les villes du Sud, dans certains cas du fait d'une fascination pour les espaces urbains modernes [Salin, 2004]. Les espaces centraux des villes d'Amérique Latine ont été délaissés au cours du XX<sup>e</sup> siècle par les populations les plus aisées. À Quito, les ménages aisés se sont installés au sud de l'agglomération [Peyronnie, Maximy, 2002], à Mexico les *vecindades* des centres sont taudifiés [Melé, 2003]. Toutefois dans certaines agglomérations se manifestent un processus de gentrification, par exemple dans certains secteurs du centre historique de Mexico [Salin, 2002], dans d'anciens noyaux villageois de l'agglomération de Mexico [Hiernaux, 2003], ou dans le centre de Santiago et les quartiers de Providencia, Brasil et Santa Lucia [Vidal Rojas, 2001]. Valparaiso, ville du Sud aux dimensions modestes, connaît-elle alors un processus de gentrification alors que l'ampleur de ce mouvement demeure discutée dans les villes latino-américaines ? L'étude de la gentrification à Gênes, Valparaiso et Liverpool vise ici à appréhender le degré de réinvestissement des centres, et les interactions entre politiques urbaines et transformations résidentielles, permettant ensuite de poser la question d'une extension de la définition de la gentrification aux usages des espaces centraux (chapitre 5).

## **B. Liverpool : du dépeuplement au retour aux centres**

Liverpool présentait le profil d'une ville dont le centre demeurait peu peuplé, avec de nombreux entrepôts abandonnés ou sous-utilisés dans le secteur aujourd'hui patrimonial, et essentiellement des bureaux dans le *office / commercial quarter*. Le retour au centre a eu pour condition le changement général d'image des espaces, *via* le développement de nouveaux usages.

### **1. Le *city centre*, espace nouvellement résidentiel**

Le repeuplement du centre est une politique publique (1.1) qui se manifeste par une gentrification du *city centre* (1.2).

#### *1.1 Une volonté publique importante continue*

La transformation des espaces centraux en espace résidentiel correspond à une volonté forte des autorités publiques, encouragées par le gouvernement britannique, dans le sens de

l'urban renaissance, depuis 1999. En 2000, le *Planning Policy Guidance 3 PPG3 (Housing)*<sup>1</sup> pose le principe du recyclage à des fins résidentielles : « *The Government is committed to maximising the re-use of previously-developed land and empty properties and the conversion of non-residential buildings for housing, in order both to promote regeneration and minimise the amount of greenfield land being taken for development. The national target is that by 2008, 60% of additional housing should be provided on previously-developed land and through conversions of existing buildings.* »<sup>2</sup>. Les agences de régénération urbaine suivent dès lors ce principe, par exemple *English Partnerships*.

Les différents documents locaux de planification ou stratégiques s'accordent sur cet objectif d'un développement résidentiel du *city centre*. L'*Unitary Development Plan* de 2002 manifeste la spécificité résidentielle du *city centre* : « *The City Centre, in particular, represents an appropriate location for such initiatives [innovative approaches which enhance the prospects for re-population and regeneration], offering the prospect of increased diversity, security and a general revitalisation, especially at nights and weekends. The City Centre has the potential to provide unique housing opportunities which cannot easily be found elsewhere in the City, or indeed in the surrounding region. Such opportunities are likely to be particularly suitable for the young, single and students.* »<sup>3</sup> [Liverpool City Council, 2002 : 38]. Le *Strategic Regeneration Framework* élaboré en 2000 par *Liverpool Vision* fixe 12 objectifs stratégiques, parmi lesquels celui-ci : « *To create a sustainable and vibrant City Centre which supports a quality lifestyle attractive to inward investors and potential future residents.* »<sup>4</sup>.

Cette volonté d'un redéveloppement résidentiel a des antécédents. En 1965, le *City Centre Plan* inclut un chapitre « *housing* », du fait d'un projet de construction de logements, le *Paradise-Strand Development* (non réalisé). Le *City Centre Planning Group* évoque alors la possibilité de développer le nombre de logements en réhabilitant certains édifices.

---

<sup>1</sup> Le *Planning Policy Statement 3* qui remplace le PPG3 réaffirme le principe de la reconversion résidentielle d'espaces urbains en friche et l'objectif de 60%.

<sup>2</sup> « *Le gouvernement est engagé dans la réutilisation maximale d'aires déjà urbanisées et d'édifices vides et dans la reconversion d'édifices non résidentiels en logements, pour à la fois promouvoir la régénération et minimiser la surface d'espaces ruraux utilisée pour le développement [urbain]. Le but au niveau national est d'ici à 2008 de faire en sorte que 60% des nouveaux logements soient issus de la reconversion d'édifices préexistants sur des aires déjà urbanisées.* ».

<sup>3</sup> « *Le Centre-Ville en particulier représente une localisation appropriée pour de telles initiatives, offrant la perspective d'une plus grande diversité, sécurité et revitalisation générale, spécialement les soirs et week-ends. Le Centre-Ville a le potentiel pour offrir des opportunités de logements uniques qui ne peuvent être trouvées ailleurs dans la ville, voire dans la région. De telles opportunités sont particulièrement adaptées aux jeunes, aux célibataires et aux étudiants.* ».

<sup>4</sup> « *Créer un Centre-Ville vivant et [selon les principes du développement] durable support d'un style de vie de qualité, attractif pour les investisseurs étrangers et les futurs résidents potentiels* ».



Cependant, la situation est différente, la population résidant dans le centre étant de condition sociale plus modeste, le but est d'attirer de nouvelles catégories de populations<sup>1</sup>. Dans les années 1980 et 1990, la *Merseyside Development Corporation* a des attributions qui concernent une zone plus vaste que le *city centre* : l'*inner city*, Birkenhead et New Brighton. Le développement résidentiel prôné par MDC concerne donc un secteur plus large, mais le *city centre* est traité spécifiquement par le biais de son *waterfront*. En outre, un zonage du *city centre* est effectué, assignant l'aire de Ropewalks à un usage résidentiel [Merseyside Development Corporation, 1990]. La politique actuelle de réinvestissement résidentiel se place ainsi dans une continuité discursive : le changement ne se situe pas radicalement au niveau des discours publics mais concerne l'ampleur des transformations.

### 1.2 Le développement résidentiel traduit une gentrification du *city centre*

Le centre de Liverpool connaît un mouvement de repeuplement important. Alors que la population du *city centre* avait décliné entre 1971 et 1991, passant de 3600 à 2400 habitants, en 2006 le nombre d'habitants atteint 13500 [The City of Liverpool, 2006], et le *city council* prévoit 20000 habitants en 2010. Cette hausse est due à l'accroissement du nombre de logements disponibles, à partir de la réhabilitation des entrepôts ou de la conversion de bureaux en logements : une étude du cabinet international de conseil en immobilier Jones Lan Lassalle [2002] évalue à 957 le nombre de logements disponibles en plus chaque année entre 1995 et 2002<sup>2</sup>. Dans une étude menée en 2000, *Liverpool Vision* évalue la part du *city centre* dans le développement résidentiel de l'ensemble de Liverpool (dans ses limites communales) : entre 1996 et 2000 le nombre d'appartements créés dans le centre représentent 13,5% du total, mais 19,2% si on ajoute ceux en cours de réalisation [Liverpool Vision, 2000].

Cette progression touche deux catégories d'habitants. Tout d'abord, du fait de la présence de bâtiments universitaires à la périphérie du *city centre*, certaines transformations sont destinées à des logements pour étudiants. Entre 2002 et 2005, la capacité d'hébergement d'étudiants s'est accrue de 5000 lits. Le second concerne les couples ou célibataires entre 25 et 45 ans, les « *professionals* » et universitaires, professions auparavant concentrées dans les

---

<sup>1</sup> « *it would attract residents of all classes* » [City and County Borough of Liverpool, 1965 : 69].

<sup>2</sup> Dans les différentes études mentionnées, les limites du *city centre* sont calées sur celles définies par *Liverpool Vision*.

quartiers victoriens de Liverpool à l'est près des grands parcs urbains. La carte n° 42<sup>1</sup> présente la part des actifs appartenant aux postes de direction les plus élevés par *ward* (unité statistique servant également de territoire électoral). Les limites des *wards* ne correspondent pas à celles du *city centre* tel que défini par *Liverpool Vision* ; toutefois se dessine une concentration de ces actifs dans les espaces centraux dépeuplés auparavant.

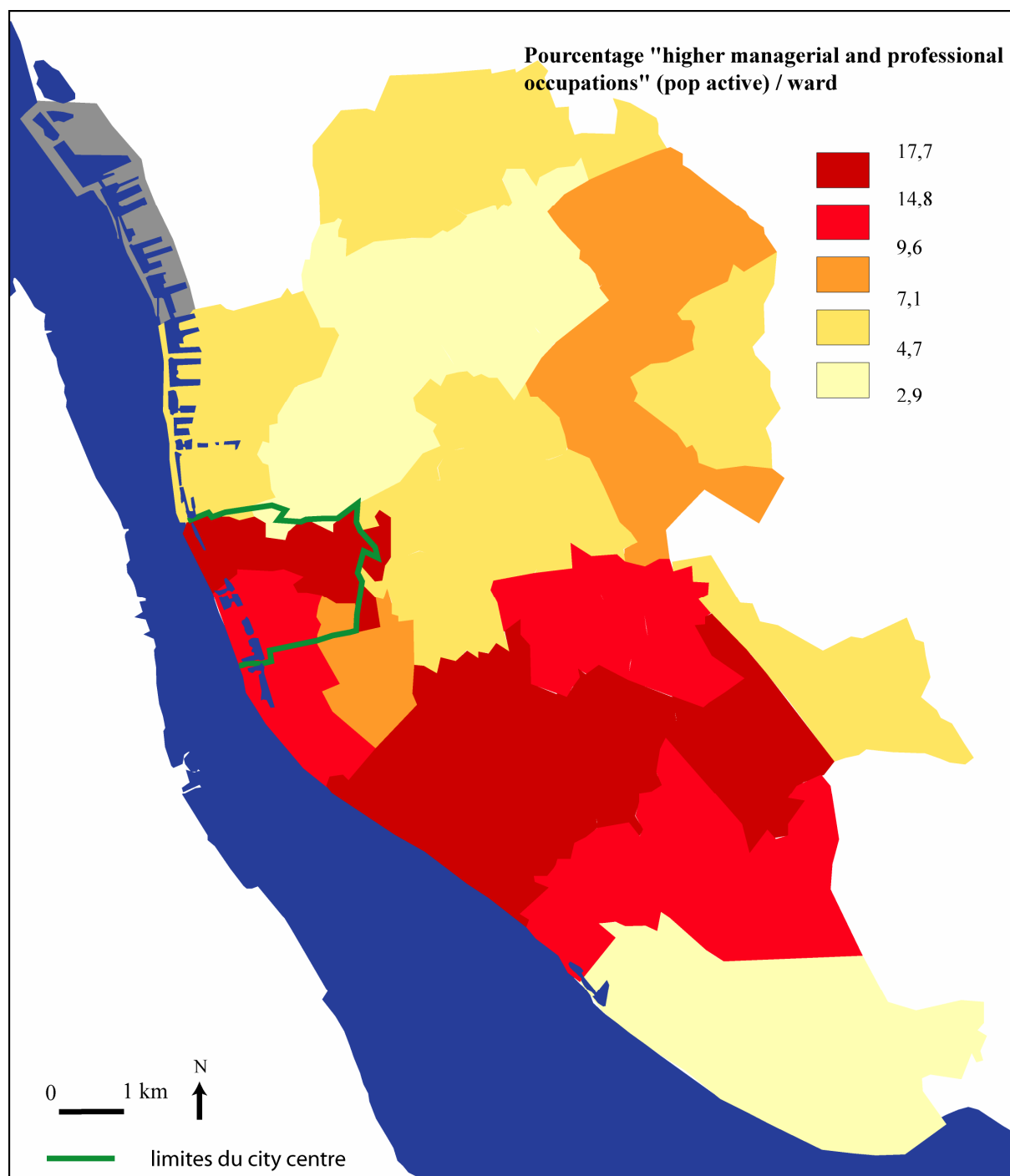


Figure 42 : Pourcentage des catégories supérieures à Liverpool en 2001 (S. Jacquot, 2007)

<sup>1</sup> Les données sont issues du recensement de 2001, réalisés par l'*Office of National Statistics*.

Le repeuplement du *city centre* correspond bien à un processus de gentrification<sup>1</sup>.

## 2. Régénération urbaine et programmes résidentiels

Cette gentrification ne résulte pas du remplacement de catégories sociales modestes par d'autres, mais constitue un repeuplement, du fait de la mise sur le marché de nouveaux logements, résultat du processus de régénération urbaine.

La production de logements dans le centre de Liverpool suit différentes voies, entre nouvelles constructions et transformation de l'ancien, à partir notamment des entrepôts et établissements industrialo-portuaires.

### *La réhabilitation du bâti*

La régénération urbaine dans les parties classées au Patrimoine Mondial de l'Humanité s'appuie largement sur la réhabilitation des entrepôts portuaires. Le regard porté sur ces espaces a évolué : « *instead of being seen as evidence of economic decline, the city's warehouses are now recognised as crucial assets of an historic landscape that is undergoing dynamic regeneration* »<sup>2</sup> [Giles, Hawkins, 2004 : 61]. L'Albert Dock a constitué le premier exemple d'une telle réhabilitation résidentielle mettant en valeur l'architecture en brique des entrepôts. Les plus importants ensembles d'entrepôts se trouvent dans le quartier de Ropewalks, certains datant du XVIII<sup>e</sup> siècle. En 1988, le *City Council* crée une *conservation area*, mais dans le même temps élabore un projet de régénération impliquant la destruction d'une grande partie des édifices, dans un quartier alors peu peuplé [Couch, 2003]. Toutefois, l'entreprise chargée du projet fait faillite, permettant l'élaboration d'un nouveau schéma de développement n'impliquant pas de destructions, mais au contraire la réhabilitation des édifices existants, convertis pour des usages résidentiels ou tertiaires, avec dans certains cas des restaurants et bars au niveau de la rue. *English Heritage* a produit un guide traitant des *warehouses* pour inciter au maintien des caractéristiques principales, notamment des matériaux, de façon à maintenir possible l'interprétation des édifices. Les éléments évoquant le passé portuaire sont valorisés : les larges ouvertures utilisées pour le chargement des marchandises sont maintenues (transformées en balcon), les traces de la poulie (la poutre saillante sur laquelle elle était fixée) sont conservées, le jeu des couleurs des briques mis en valeur. Les espaces intérieurs permettent de nombreux usages ; les appartements sont

---

<sup>1</sup> La partie résidentielle au sud du *city centre*, constituant un espace de l'*inner city*, connaît également un processus de gentrification, dans les maisons victoriennes, par substitution de la population (les émeutes de 1981 y avaient débuté).

<sup>2</sup> « Au lieu d'être vus comme un témoignage du déclin économique, les entrepôts sont à présent reconnus comme des biens essentiels au paysage historique qui connaît une régénération intense ».

largement ouverts, illuminés par d'importantes baies. Ces interventions sur les façades permettent de distinguer les paysages de la régénération urbaine de ceux encore en attente de la transformation. Ainsi, la réhabilitation de ces espaces s'appuie sur une nouvelle esthétique résidentielle, liée à la valorisation des entrepôts en briques (*warehouses*) par le développement de *lofts*. En cela, Liverpool ne se distingue pas des autres villes anglaises. Cette nouvelle esthétique avait été décrite dès les années 1980 par Zukin à New York [Zukin, 1989].

### 2.1 Les modalités de la réhabilitation

Contrairement à Gênes ou Valparaíso, la réhabilitation du bâti n'est pas menée par des opérateurs publics (agences urbaines régionales à Gênes) ou les propriétaires résidents, mais par des sociétés de développement immobilier spécialisées dans la reconversion patrimoniale, notamment des entrepôts et espaces industriels désaffectés.

*Urban Splash* est devenue l'entreprise emblématique de la transformation des espaces centraux de Liverpool et Manchester. Elle a été créée en 1993 par un architecte, Jonathan Falkingham, et un étudiant de Manchester, Tom Bloxham, qui vendait des posters pop à Manchester. L'histoire des premiers pas des deux entrepreneurs est reprise par *Urban Splash* lors de ses présentations, montrant<sup>1</sup> comment l'entreprise s'est constituée à partir d'expériences ancrées dans la contre-culture pop : Tom Bloxham a élargi ses activités de vente de posters à Manchester en louant l'Affleck Arcade, entrepôt délaissé devenu emblématique du renouveau urbain commercial et touristique de Manchester, et en sous-louant des espaces à d'autres commerces et boutiques alternatives. Cet ancrage d'*Urban Splash* dans une forme de marginalité constitue le support du discours sur la spécificité de l'approche de l'entreprise.

La première intervention immobilière d'*Urban Splash* a été réalisée à Liverpool : le *Liverpool Palace* est un ancien entrepôt abandonné transformé en studios et espaces commerciaux, dans le quartier de Ropewalks. L'ensemble *Tea Factory* et *Vanilla Factory* constitue une de leur réalisation les plus médiatisées, du fait du parti pris esthétique mêlant la conservation d'éléments et de matériaux d'origine et l'ajout d'éléments contemporains utilisant des couleurs vives, ainsi des pans jaunes pour *Vanilla Factory*. L'ancien entrepôt, construit dans les années 1930, a été transformé pour permettre la création de 30

---

<sup>1</sup> Les premiers pas m'ont été narrés lors de l'entretien avec Bill Maynard, responsable des projets menés à Liverpool, qui illustrait ses propos en me montrant un *powerpoint* passé lors d'une conférence à Manchester. Sur le site internet d'*Urban Splash* est rappelé le parcours de Tom Bloxham.

appartements, de bars et restaurants au rez-de-chaussée. La transformation du bâtiment Old Haymarket suit la même démarche : conservation de l'édifice et ajout d'une aile contemporaine transformée en élément paysager puissant du fait de la réalisation d'un pan de l'édifice en bleu vif.



Les entrepôts : entre abandon et réhabilitation. Les baies permettant le chargement des marchandises sont mises en valeur, ainsi que les traces du système de poulie.

Old Haymarket de Urban Splash illustre la volonté d'aller outre une simple réhabilitation, par l'utilisation de couleurs vives (là une face monochrome). Les bâtiments marquent fortement les paysages, devenant emblématiques de leur transformation.



Figure 43 : Les modes de la réhabilitation à Liverpool

D'autres entreprises ont suivi l'exemple de *Urban Splash*, développant des projets de réhabilitation d'édifices patrimoniaux pour des usages résidentiels et tertiaires. Ainsi *Vermont Developments* a été créé en 2004 à Liverpool, menant des chantiers de réhabilitation à Manchester et Liverpool, souvent à partir d'anciens entrepôts, transformés en bureaux et

luxueux appartements, parallèlement à de nouvelles constructions (en 2004 le premier projet est la construction d'une tour de 30 étages). *Vermont* a mené la réhabilitation d'un entrepôt *Grade 2* dans la zone de Ropewalks, où sont créés 14 appartements. Ces réhabilitations sont encouragées par les *quangos* qui octroient des subventions, et conduites dans quelques secteurs privilégiés du *city centre*, dont l'aire de Ropewalks, produisant les *lofts* recherchés par les nouveaux habitants du *city centre*.

## 2.2 Répartition des projets résidentiels

La carte n°44 illustre la répartition des projets résidentiels, en fonction du nombre de logements créés ou en projet, entre 1999 et 2006 (222 projets ont été répertoriés). Dans le secteur Unesco et le secteur de Ropewalks la production de logements résulte essentiellement de la conversion d'édifices existants, soit d'entrepôts dans le quartier de Ropewalks, soit d'édifices de bureaux. Le quartier Canning à l'est du *city centre* est essentiellement résidentiel, composé de maisons victoriennes.

Le développement résidentiel se traduit également par de nouvelles constructions, essentiellement des tours. Ainsi le développement « *city lofts* » sur le Princes Dock consiste en la création de deux tours de 10 et 20 étages. *West Tower* (5 sur la carte) est une tour de 40 étages, en cours de construction par la *Beetham Organization*, incluant outre des bureaux, 127 appartements. Comme dans le cas des entrepôts, les projets ont généralement une destination mixte, consacrée à la fois à des espaces commerciaux, des bureaux, des appartements, et des surfaces hôtelières. Ces développements sont localisés principalement dans deux secteurs : le long du *waterfront* et dans le *commercial quarter*. Les *docks* appartenant au Port de Liverpool (*Peel Group*), constituent le principal secteur de développement résidentiel, notamment dans l'air de Princes Dock. Ainsi le *waterfront* dans son ensemble n'est pas traité de façon homogène : réhabilitation dans l'Albert Dock, les entrepôts partiellement transformés en espace résidentiel de luxe dès les années 1980, tandis que les espaces au nord et sud, comblés dans les années 1980, servent de cadre à de nouvelles constructions. Le Pier Head (6) est dans une situation intermédiaire : principale façade paysagère maritime de Liverpool, avec les *Three Grace*, cet espace suscite également des convoitises publiques et privées et est l'objet de projets de développement, dans le but de créer une nouvelle icône, avec ajout de bâtiments résidentiels permettant de financer le projet.



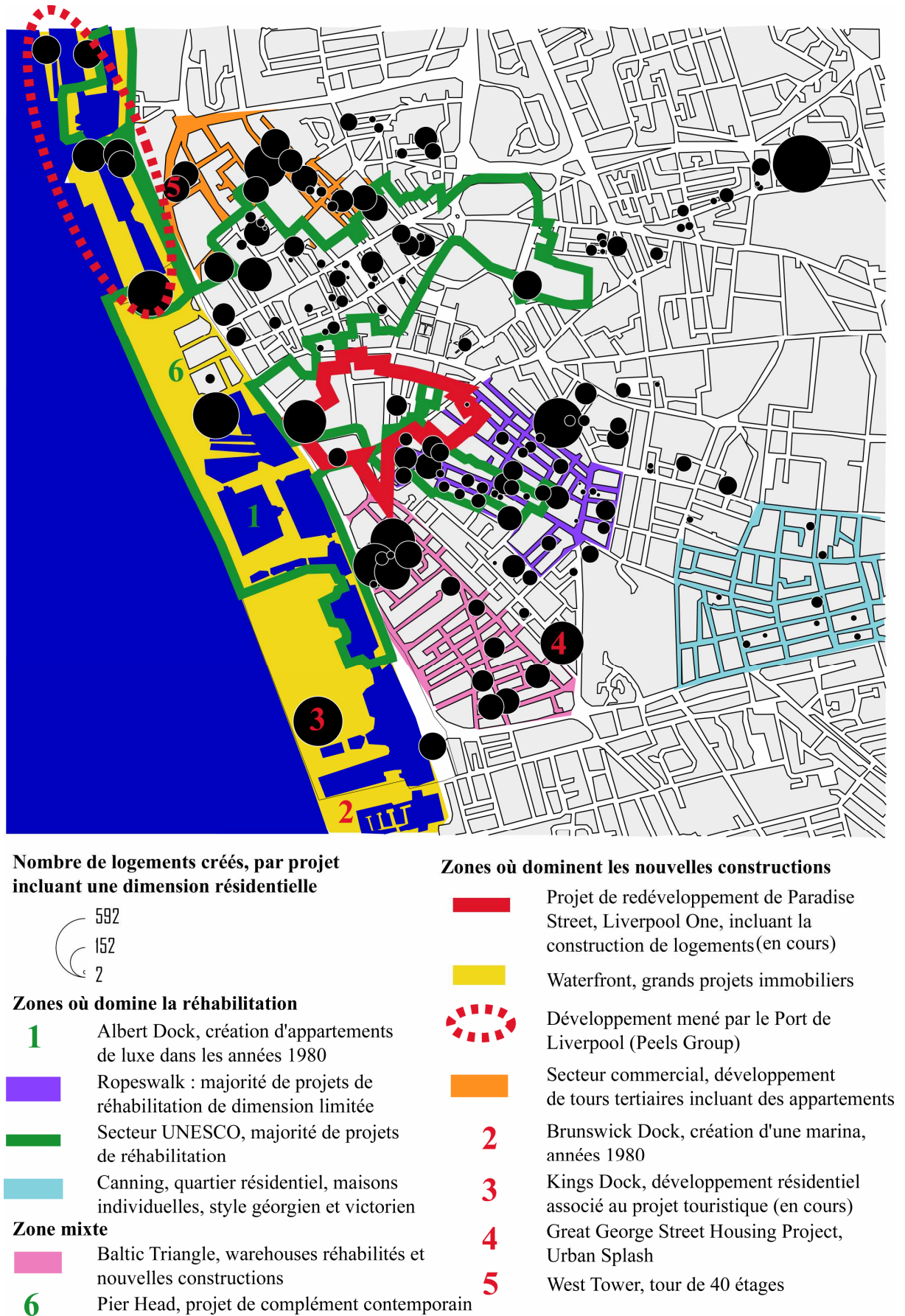


Figure 44 : Types de développement résidentiel à Liverpool (S. Jacquot, 2007)

Enfin, la zone appelée « *Baltic Triangle* » est dans une situation intermédiaire. Ce secteur en dehors du classement Unesco contient de nombreux entrepôts du début du XX<sup>e</sup> siècle de plusieurs étages, en briques, ou des bâtiments industriels, en partie abandonnés. Un plan stratégique a été élaboré pour ce secteur, conduisant à la nécessité d'y développer des usages récréatifs et résidentiels pour faciliter sa régénération. Les projets créant plus de 200 logements consistent en de nouvelles constructions. Ainsi le réinvestissement résidentiel du centre de Liverpool résulte de la conjonction de deux types d'interventions : la réhabilitation du bâti, principalement dans le secteur Unesco, et les nouvelles constructions, parfois sous la forme de tours. Dans les deux cas la mixité des usages est la règle.

### 2.3 La revalorisation économique des espaces

Comme à Gênes, la hausse des valeurs immobilières est recherchée par les acteurs publics, car elle est perçue comme une condition de l'investissement privé. Le cabinet *Jones Lan Lassalle* évalue le bénéfice par unité de surface, par comparaison des coûts globaux et prix de vente, et estime en 2002 les valeurs immobilières trop faibles pour assurer d'importants investissements, notamment pour la réhabilitation du patrimoine bâti. Les prix connaissent une hausse continue : le prix de vente d'un appartement passe de 84950 livres sterling en 2000 à 153975 en 2005, soit une augmentation de plus de 80%<sup>1</sup>. Les appartements le long du *waterfront* ont une valeur marchande supérieure. En 1999 le prix du *square foot* (0,0929 m<sup>2</sup>) est de 100 livres sterling (soit 1076 £/m<sup>2</sup>) pour le *waterfront* et le *city centre*. En 2002, un appartement se vend à 175 £/sqf sur le *waterfront* contre 155 pour le *city centre*. Les prix immobiliers sont inférieurs à Manchester, ce qui explique une partie des investissements immobiliers, qui anticipent un phénomène de rattrapage des prix. Cet argument, présenté par les acteurs publics et les experts consultés, correspond à l'argumentaire développée par Neil Smith [2003] dans sa théorie du *rent gap*.

Cette gentrification appuyée par une revalorisation immobilière se traduit peu par un processus de changement social, du fait du nombre limité d'habitants avant le processus de réinvestissement, localisés souvent à la périphérie dans des logements sociaux non concernés par la gentrification. En revanche cette gentrification modifie les usages du centre. Dans le quartier de Ropewalks, le développement résidentiel conduit à une éviction de certaines activités du fait de la hausse des loyers. En effet, Ropewalks constituait une zone abritant

---

<sup>1</sup> Chiffre fourni par le *Liverpool City Council*, toutefois à relativiser par l'augmentation de la taille des logements, avec un accroissement du stock d'appartements de deux pièces.



surtout des petites et moyennes entreprises. Cela pose la question des aspects non résidentiels du réinvestissement des centres.

## C. À Gênes, une mosaïque de situations

Le centre historique de Gênes est souvent présenté par les acteurs locaux et les habitants comme un espace de mixité sociale, incluant une grande diversité de situations. Cet espace est traversé par des dynamiques différentes, qui peuvent apparaître comme contradictoires, avec une tendance à la gentrification de certains espaces, tandis que dans certaines rues et ruelles se maintiennent populations et pratiques marginales (prostitution, trafic de drogue, marchands de sommeil).

### 1. Le renversement d'une tendance séculaire

Sur le long terme se manifeste un dépeuplement du centre historique. Le centre historique actuel correspond aux *sestieri* historiques de Maddalena, Pré et Molo, lesquels comptent 55503 habitants en 1861, 54202 en 1901 et encore 51809 habitants en 1951. La baisse va s'accroître jusqu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle : 43165 habitants en 1961, 31105 en 1971, 26935 en 1981, 21993 en 1991<sup>1</sup>. Cette baisse est liée aux constructions publiques de quartiers populaires à la périphérie : dans les années 1980 par exemple sont construits les grands ensembles de Quarto Alto, Begato et les Lavatrici di Pegli, où vont vivre de nombreux ménages modestes provenant du centre historique.

#### Construction des cartes

Les cartes ont été construites à partir des données des recensements de 1981, 1991, 2001, cordialement fournies par le service statistique de la commune de Gênes, géré par le professeur P. Arvati, sociologue et statisticien, avec lequel j'ai été mis en contact grâce à la professeur A. Gazzola.

La constitution de ces cartes a été rendue malaisée par plusieurs facteurs. Tout d'abord, les codes et limites des unités territoriales du recensement ont évolué entre 1981 : à chaque date a lieu un nouveau codage et entre 1981 et 1991 un nouveau découpage. Il a donc fallu pour certains secteurs du centre historique agréger les données, pour permettre des comparaisons dans le temps sur des unités spatiales homogènes, ce qui conduit à une perte d'informations du fait de l'utilisation d'unités spatiales plus vastes. De plus, la teneur même des recensements a changé, rendant dans certains cas la mesure des évolutions difficile. Les données portant sur le niveau d'études nécessitent des modifications pour permettre des comparaisons entre 1981 et 2001. En effet, pour 1991 et 2001 les

---

<sup>1</sup> Tous ces nombres sont issus des recensements, qui ont lieu en général tous les 10 ans. 1861 correspond à la date du premier recensement national italien [Pécourt, 1997 : 174].

données sont fournies en valeur absolue, pour 1981 sous la forme d'un pourcentage, rapporté au nombre d'adultes. Or le nombre d'adultes n'est pas connu en 1991 et 2001 (les données sont fournies sous la forme de classes d'âge mais « 18 ans » n'en constitue pas une borne), ce qui demande de le fixer par extrapolation. Les données statistiques fournies présentent également certaines limites, ne faisant pas apparaître clairement le statut social, rendant malaisé l'identification nette des processus en cours. L'analyse multivariée est alors nécessaire pour mettre en valeur les tendances majeures, en combinant le niveau d'étude, l'âge, le type d'emploi et la taille du logement.

Sur quelques cartes ont été dessinées les îlots du centre historique (en blanc).

Entre 1991 et 2000, la population dans le centre historique augmente à nouveau, atteignant 23216 habitants<sup>1</sup>. Cette hausse, modeste en valeur absolue (+ 913 habitants), représente une inversion de tendance, alors qu'entre 1981 et 1991 la population avait baissé de 4942 habitants. Le retour au centre, ou repeuplement du centre, s'annonce donc dans les années 1990. Cette hausse est inégalement répartie<sup>2</sup>. La plupart des unités territoriales continuent de perdre des habitants, avec des baisses très importantes dans certains secteurs (par exemple via Pré la baisse de la population est de plus de 70%). À l'inverse, quelques zones manifestent une dynamique démographique positive : les espaces les plus proches du port ancien au sud de la via Pré (3) ou face à la via San Lorenzo (1), la zone de via Lomellini et les îlots entre le Palazzo Ducale et la place Fontane Marose (quartier San Matteo). La carte de la variation démographique présente donc une mosaïque de situations.

Or il n'y a pas de continuité nette avec la décennie précédente : en effet, une partie des unités territoriales au solde positif entre 1991 et 2001 connaissent entre 1981 et 1991 une baisse importante du nombre d'habitants, par exemple le quartier San Matteo (A), ou la partie sud de la Ripa. À l'inverse, un solde positif entre 1981 et 1991 ne garantit pas après 1991 le maintien du nombre d'habitants. Les facteurs explicatifs de ce repeuplement semblent donc relever en grande partie de processus contemporains. Au final, entre 1981 et 2001, la population a baissé dans la plus grande partie du centre historique, les hausses entre 1991 et 2001 ne compensant pas les baisses précédentes, induisant une situation contrastée, et posant la question de la gentrification..

---

<sup>1</sup> La donnée pour 2000 provient des registres de la municipalité et non du recensement.

<sup>2</sup> Du fait de valeurs extrêmes (+172% et -68% de croissance) très importantes, le choix des bornes pour cette carte est effectué suite au repérage de la structure générale des données à l'aide des méthodes de discrétisation de Jenks et discrétisations en classes d'égale amplitude ou effectifs, permises par le logiciel *Philcarto*.

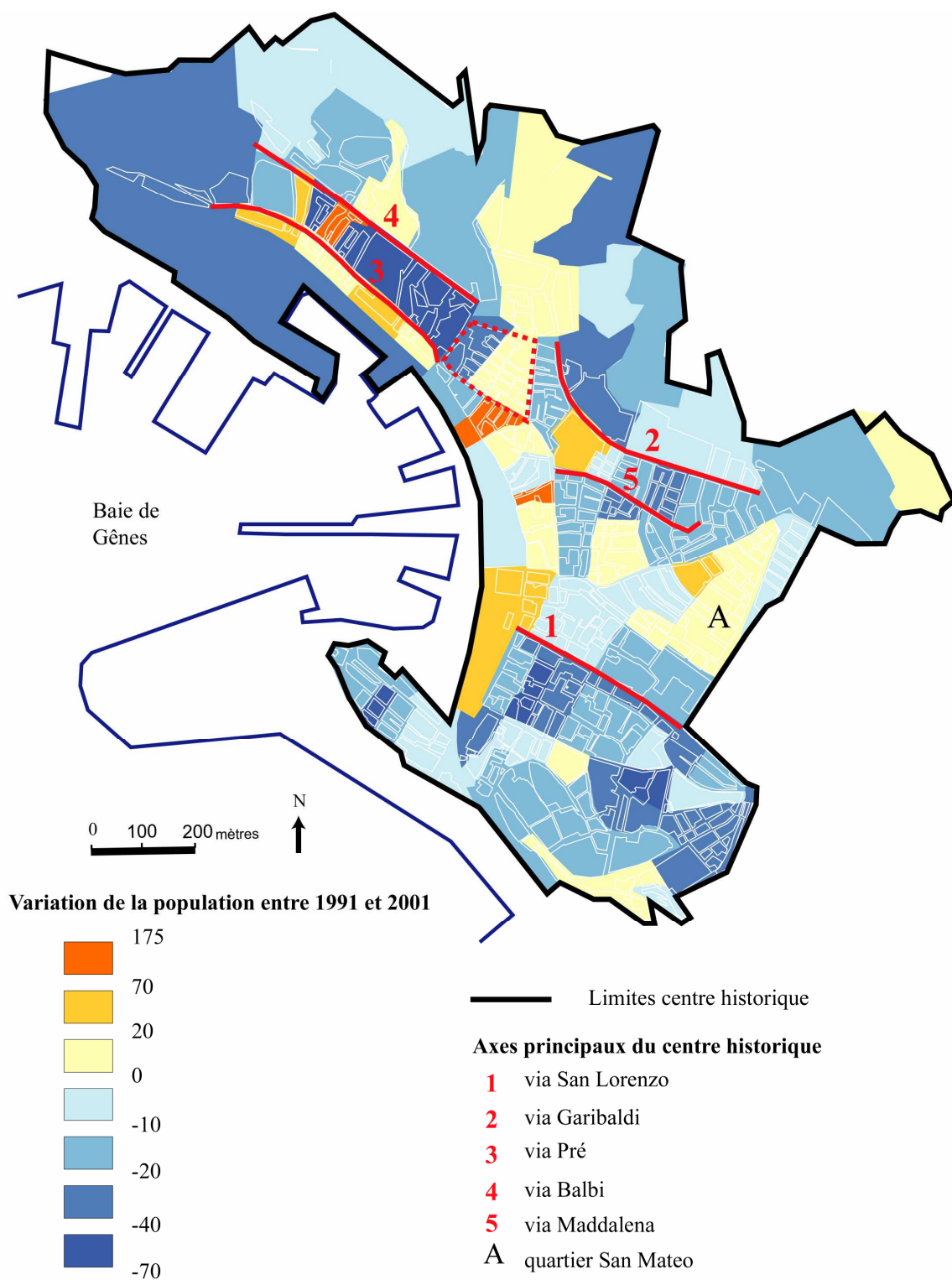


Figure 45 : La variation démographique au sein du centre historique (S. Jacquot, 2007)

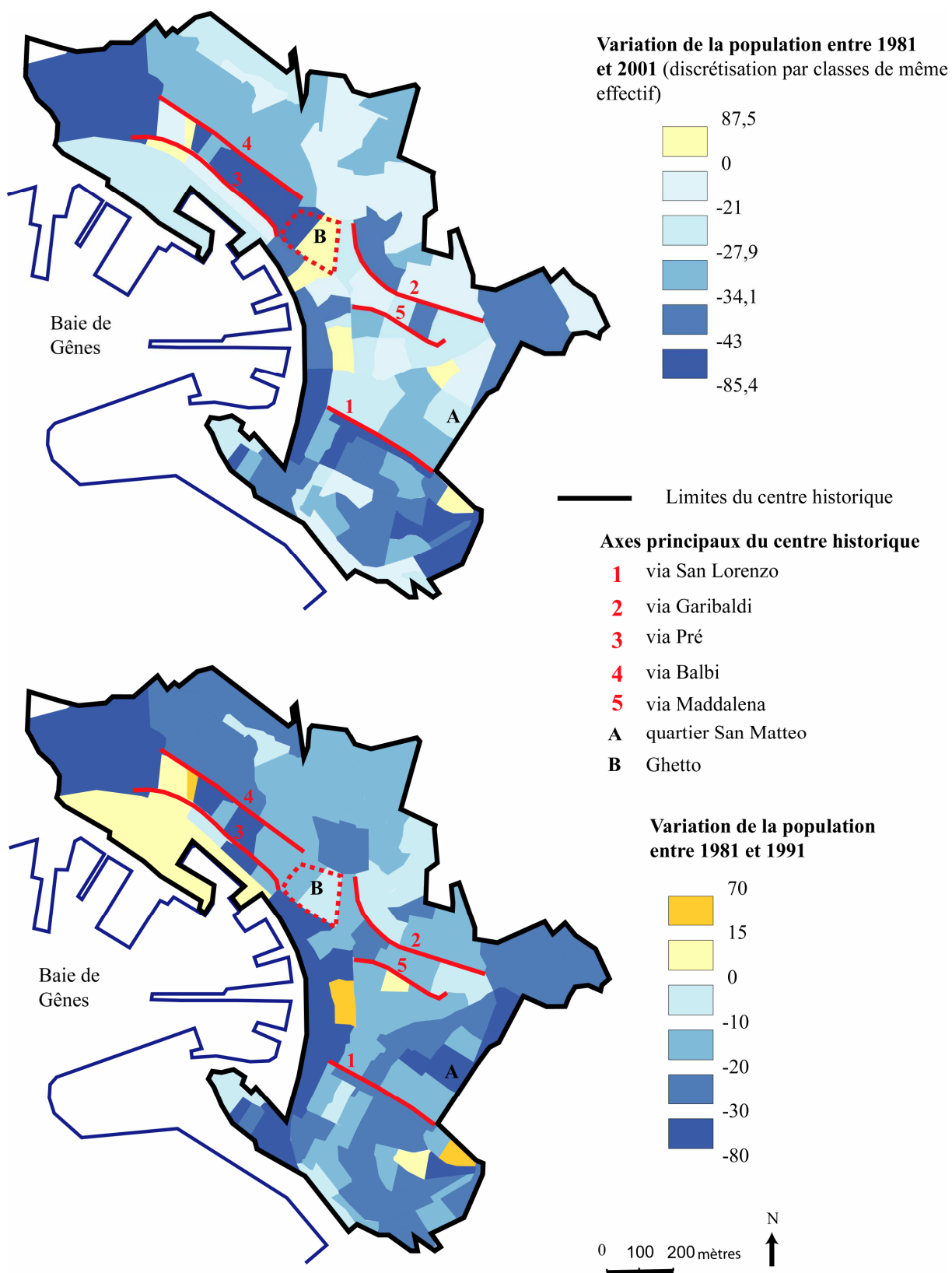


Figure 46 : La variation démographique du centre historique, entre 1981 et 2001 (S. Jacquot, 2007)

## 2. Un processus de gentrification ?

Un processus de gentrification, complexe, est observable dans le centre historique.

### 2.1 Les espaces de la gentrification

#### *Une évolution contrastée*

Pour mettre en évidence un phénomène de gentrification, il faut pouvoir comparer l'évolution du peuplement. Ces évolutions ne prennent sens que par rapport à la situation de la commune. En effet, le pourcentage de diplômés ou de membres des professions libérales a évolué à Gênes : l'évolution de ces indicateurs dans le centre historique doit être rapportée à celle de la commune. Le pourcentage de chaque unité statistique est comparé à celui de la commune, se traduisant par un écart positif ou négatif. Deux indicateurs sont disponibles pour apprécier la gentrification advenue à Gênes : tout d'abord est comparée en 1981 et 2001 l'écart à la moyenne communale du nombre d'actifs dirigeants ou membres des professions libérales (figure 46), puis en 1991 et 2001 l'écart à la moyenne du nombre de *laureati* (diplôme d'études supérieures sanctionnant 4 ou 5 ans d'études), rapporté à la population adulte<sup>1</sup> (figure 47).

En 1981, avant que ne débute la requalification du centre historique, alors que la plupart des discours actuels insistent sur l'état de délabrement du centre historique à cette époque, quelques secteurs sont caractérisés par un pourcentage des membres des professions dirigeantes et libérales supérieur à la moyenne génoise : cela concerne notamment la via Garibaldi et le quartier de San Matteo. Via Garibaldi ne relève pas de la morphologie urbaine typique du centre historique, entouré de prestigieux palais. La carte de 2001 indique que ces espaces sont toujours ceux ayant la plus forte proportion de membres des groupes supérieurs. La continuité est d'ailleurs forte : ce qui se détache sur la carte de 1981 (en jaune et orange, entre + 3 et + 14 points par rapport à la moyenne communale, soit entre 5,9 et 17,9 %) correspond aux espaces où la proportion demeure la plus élevée en 2001 (en rouge sur la carte, entre + 14 et + 29 points par rapport à la moyenne, soit entre 22 et 37 % de la population active). L'augmentation est plus forte que pour l'ensemble de la commune, traduisant une accentuation de leur caractère social exclusif.

---

<sup>1</sup> Le choix de deux dates différentes, 1981 et 1991, m'a été imposé par les données disponibles. En effet, pour 1981 pour le centre historique est fourni le pourcentage de *laureati* et *diplomati*, donc un ensemble moins discriminant. Pour 1991 je n'ai pu obtenir le nombre d' « *imprenditori* ».

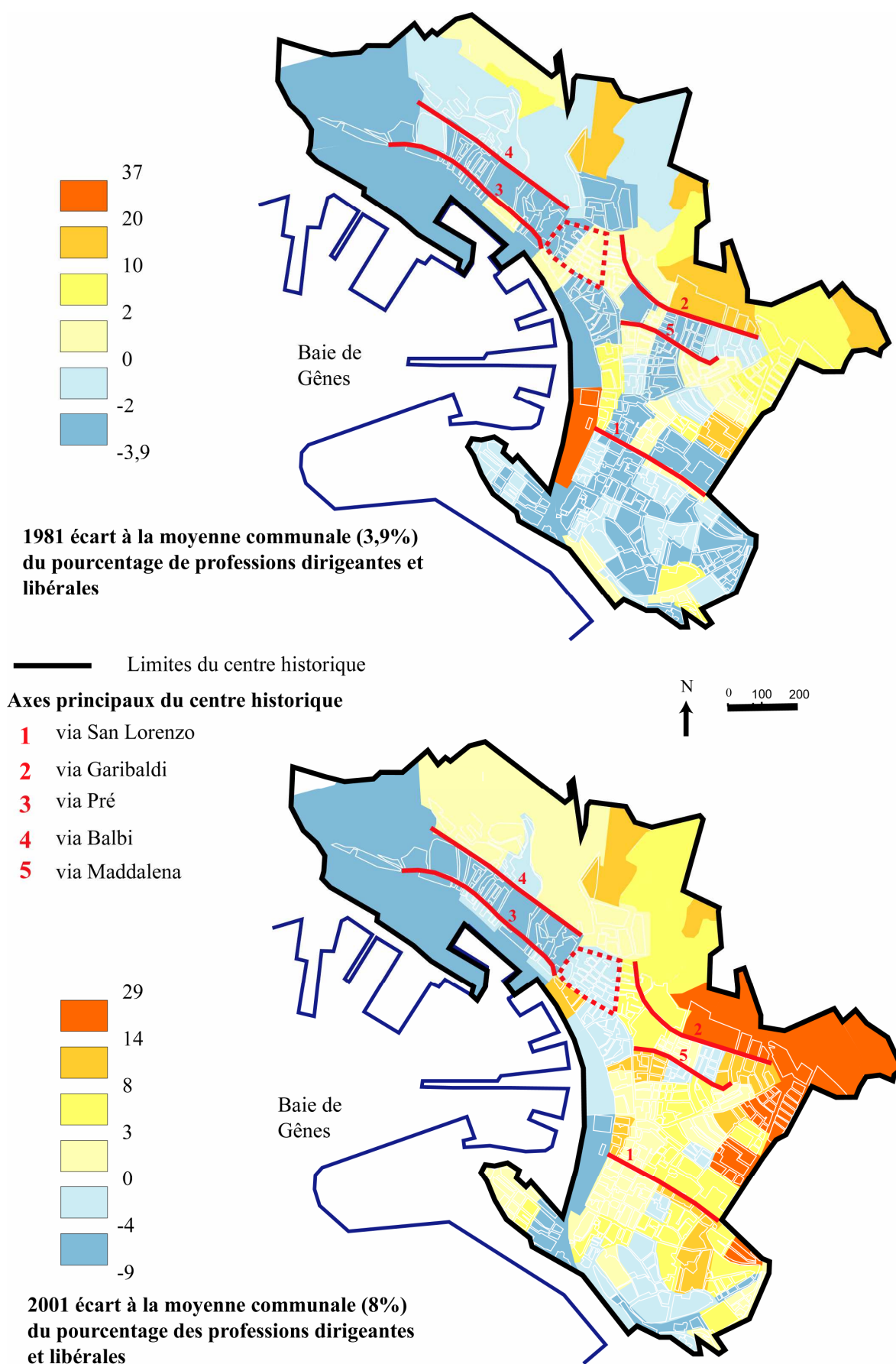


Figure 47 : L'évolution de la part des professions dirigeantes dans le centre historique (S. Jacquot, 2007)



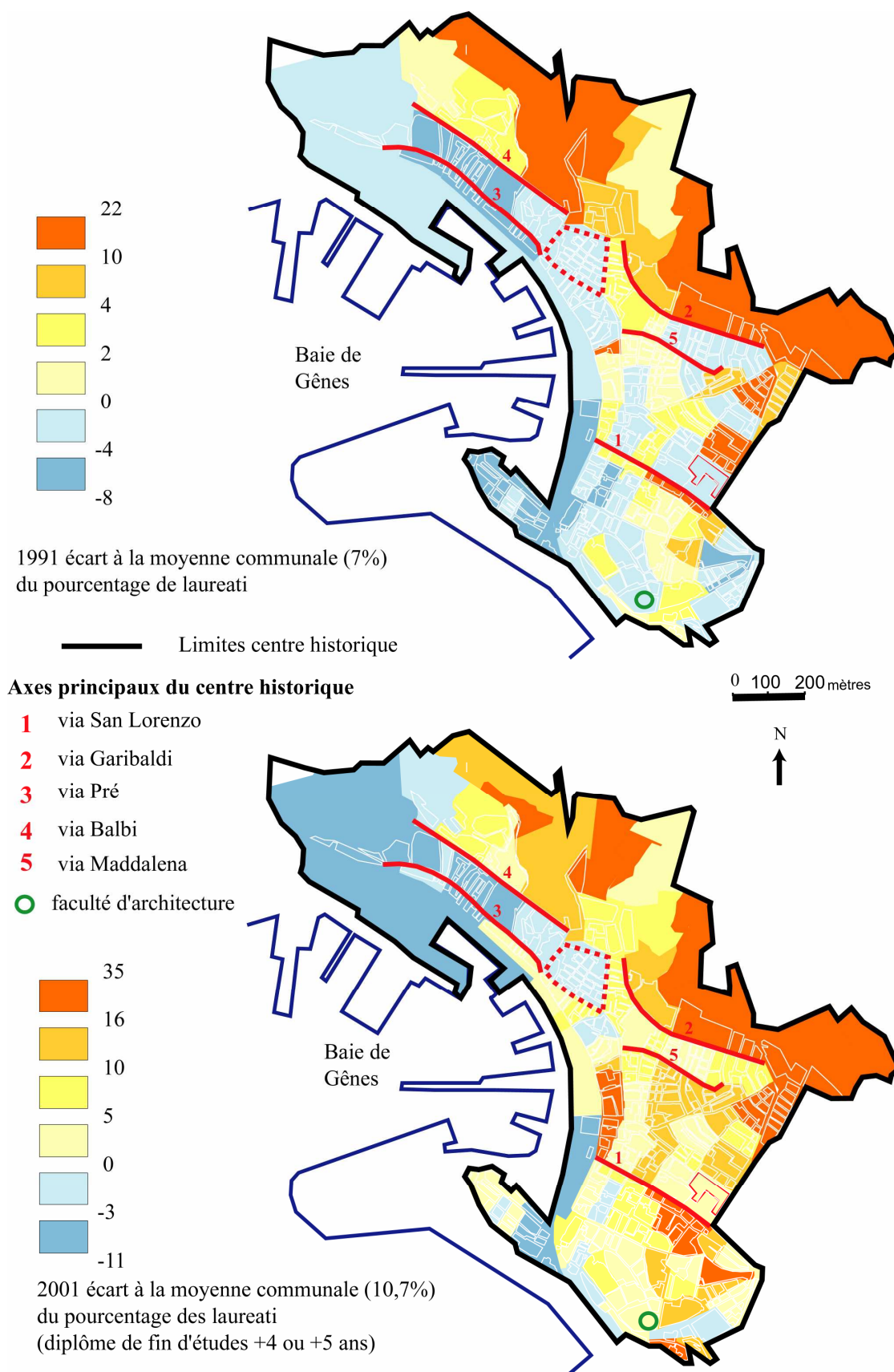


Figure 48 : La variation de la part des diplômés dans le centre historique de Gênes (S. Jacquot, 2007)

Dans les autres espaces l'évolution n'est pas homogène. En 1981 la quasi totalité des unités statistiques du centre historique présente un pourcentage inférieur à la moyenne communale, traduisant la marginalisation sociale souvent évoquée. En 2001 peuvent être individualisées deux situations : entre la via Garibaldi et San Lorenzo la plupart des unités statistiques ont désormais un pourcentage supérieur à la moyenne communale, tandis que les secteurs de Pré (3), du Ghetto, et la partie sud du centre historique demeurent marqués par des pourcentages inférieures. Dans le premier cas s'opère une gentrification des espaces, dans le second elle demeure absente.

L'installation en 1990 de la nouvelle faculté d'architecture dans l'ancien complexe monacal San Silvestro de la colline de Castello, détruit durant la Seconde Guerre mondiale, est souvent cité comme point de départ de la gentrification du centre historique [Gastaldi, 2001]. Elle se traduit par l'installation, aux abords, d'universitaires et d'étudiants, expliquant la forte présence d'architectes parmi les premiers *gentrifiers*. Ce quartier est devenu aujourd'hui le cœur de la vie nocturne génoise. Il est toutefois dès 1991 difficile d'identifier un effet sur les abords. En plus de l'ensemble identifié dès 1981 pour la carte précédente, quelques îlots de la partie sud du centre historique et le quartier au nord de la via Balbi ont un pourcentage de *laureati* supérieur à la moyenne. En 2001, l'évolution est nette et dessine les mêmes fractures qu'avec les cartes précédentes : les zones de Pré et du Ghetto demeurent à l'écart du processus de gentrification qui en revanche concerne la grande partie du centre historique.

Le centre historique de Gênes connaît bien un phénomène de gentrification. Celui-ci demeure complexe, déterminant trois types d'espaces : ceux de la Via Garibaldi et du quartier San Matteo qui dès 1981 présentent un profil différent du reste du centre historique, lieu de vie des classes dirigeantes. La Via Garibaldi est la rue entourée de palais du XVI<sup>e</sup> siècle, dans une opération d'urbanisme tranchant avec la trame médiévale. Par exemple la famille B., appartenant à la haute bourgeoisie génoise, y vit depuis plusieurs générations. Un autre type d'évolution concerne la majeure partie du centre historique, les espaces des *vicoli* qui connaissent une gentrification depuis les années 1980. Enfin, des espaces demeurent de côté, dans le quartier de Pré notamment, espace promis à la destruction dans les années 1960. Ces données datent de 2001 : 6 ans plus tard le quartier de la via Pré a été l'objet d'une opération de requalification urbaine importante, aboutissant à la réhabilitation de nombreux espaces.

#### *Le marché immobilier*



Pugliese, un des principaux agents immobiliers du centre historique, a commencé son activité en 1990. Il était auparavant ingénieur commercial. Il témoigne de la forte hausse des prix immobiliers à Gênes, qui ont selon lui doublé entre 1990 et 2006.

### **Les prix immobiliers**

Beaucoup de spécialistes de l'immobilier en entretien évoquent la difficulté à obtenir des données valables sur le prix. Seule une partie du montant de la transaction est déclarée, correspondant au prix évalué par la puissance publique pour établir la valeur de l'impôt foncier. Les sommes au-delà sont payées *en nero*, permettant une défiscalisation de fait d'une partie de l'achat. Cela m'a été présenté par les ingénieurs d'ARTE, la responsable de CIVIS et différents architectes. Selon Russo, de Civis : « *la tassazione su le transazioni immobiliare è molto elevata e quindi praticamente tutti concordamente dichiarano molto meno di quello che è effettivamente. Quindi se noi andiamo a guardare i contratti che vengono registrati al catasto, abbiamo delle informazioni sbagliate* »<sup>1</sup>. L'association Assimil (*Associazione per lo Studio e l'Informazione sui Mercati Immobiliari Locali*) formée de différents acteurs locaux met en place un suivi de ces prix, en lien avec les entreprises immobilières, mais ne rend pas public les données, publiant seulement les grandes tendances. Il s'agit en effet de données sensibles, qui pourraient motiver si la commune les possédait une réévaluation fiscale des transactions.

Une étude d'Assimil, rendue publique en 2004 [Il Secolo XIX, 5/3/2004] présente les dynamiques du marché immobilier à Gênes selon les quartiers, en comparant les prix au mètre carré sur deux périodes : 1998-2000 et 2001-2003. Le centre historique connaît la hausse la plus importante, de 43%, atteignant 1600 euros le m<sup>2</sup>. Toutefois il demeure à un niveau inférieur aux quartiers les plus huppés de l'est de l'agglomération : Albaro, Quarto, Nervi, où les prix sont compris entre 2200 et 2600 euros. *Scenari Immobiliari*, institut privé d'études des mutations du marché immobilier italien, publie l'évolution des prix immobiliers à Gênes entre 2000 et 2006 par quartier : les prix du centre historique sont également inférieurs à ceux des quartiers de l'est : ainsi, en 2006, 2300 euros/m<sup>2</sup> contre 3600 euros. Ces chiffres représentent des moyennes, alors que le marché du centre historique est fortement différencié. Selon Pugliese, les appartements les plus chers sont ceux qui se trouvent le long de la Ripa, la façade qui donne sur le port, ou dans les quartiers réhabilités. Une différenciation verticale est également présente, ce qui explique la difficulté à spatialiser le phénomène de la gentrification : du fait de l'étroitesse des ruelles, les appartements les plus bas sont peu éclairés, tandis qu'aux étages supérieurs ils disposent de davantage de lumière. Ainsi,

---

<sup>1</sup> « *L'imposition fiscale sur les transactions immobilières est très élevée et alors pratiquement tous déclarent de façon concertée beaucoup moins que le prix effectif. Ainsi si nous allons regarder les contrats enregistrés au cadastre, nous aurons des informations erronées* ».

concernant les prix, *« adesso siamo arrivati al top, siamo anche a 4000 euros con appartamento buono con vista aperta sul panorama della città, se dopo c'è l'ascensore e anche il terrazzino, andiamo anche a 4500 al metro quadrato »*<sup>1</sup>. Les terrasses se trouvent sur les toits des édifices, et sont des motifs de fierté pour leurs habitants qui les aménagent comme des jardins, et y amènent leurs visiteurs pour admirer la vue sur la ville.



Les terrasses sur les toits des édifices du centre historique. En arrière plan les tours et clochers de l'église des Vigne, du Palais Ducal, de la cathédrale ou des palais des familles génoises.

**Figure 49 : Les terrasses et toits du centre historique**

### *Les ambiguïtés du discours public*

La relation à la gentrification et aux prix immobiliers demeure ambivalente. En effet, les institutions publiques misent au départ sur une augmentation des prix pour inciter les propriétaires à intervenir. Les deux agences régionales coïncident sur la nécessité d'une hausse des prix, ainsi pour ARRED : *« Da un certo punto di vista l'aumento dei prezzi era una cosa ricercata nel centro storico, anche perche dieci anni fa i lavori costavano di piu del valor di mercato del immobile e questo naturalmente paralizza. I primi interventi del*

---

<sup>1</sup> *« maintenant nous sommes arrivés au sommet, nous avons atteint 4000 euros pour un appartement avec une bonne vue sur le panorama de la ville, si en plus il y a un ascenseur et une petite terrasse, cela peut aller jusqu'à 4500 euros le mètre carré. ».*

*comune eranno proprio fatti per consentire di innescare un processo di aumento dei prezzi che raggiunge una soglia* »<sup>1</sup> [entretien G13]. Les architectes d'ARTE évoquent les nécessaires interventions publiques permettant la hausse des valeurs immobilières : « *il problema della riqualificazione nel centro storico, banalmente, è sempre stato il privato non interviene, perché ? perché io ho un bene che vale pochissimo, per recuperare devo spendere tanto, il valore del mio bene più i soldi che si mette per recuperare è un valore che è alto rispetto al valore di mercato, non ci mette un soldo. Non è facile come privato, aspetto che tu pubblico intervieni, mi fa alzare il valore, allora a questo punto faccio l'operazione* »<sup>2</sup> [entretien G12]. Cette augmentation, recherchée au départ, est désormais perçue comme trop importante, comme le mentionne B. Gabrielli : « *perché i prezzi sono saliti troppo, secondo me, quando dico troppo voglio dire che sono saliti oltre quello che è corretto* »<sup>3</sup>. Il évoque alors le rôle que joueront à l'avenir les propriétaires ecclésiastiques, dans la stabilisation du marché du fait du grand nombre de propriétés possédées dans le centre. Dans la même logique, ARRED évoque la nécessité de réguler cela par les logements aidés, destinés aux couches plus modestes : « *i prezzi son saliti tanto da essere adesso troppo alti. E quindi bisogna soluzioni del comune ; il comune, il comune diciamo il pubblico, non soltanto il comune, attraverso l'ARTE, attraverso noi, aveva fatto operazioni di acquisizione allora quindi per poter garantire di poter offrire una residenza a prezzo moderato nel centro storico* »<sup>4</sup>.

Les acteurs publics ont ainsi accompagné ce processus de gentrification, qui demeure contrasté.

### 3. La situation contrastée du centre historique

La situation démographique du centre historique apparaît contrastée, faite de dynamiques contradictoires. Entre 1991 et 2001, des aires de croissance jouxtent de larges

---

<sup>1</sup> « D'un certain point de vue l'augmentation des prix était une chose recherchée dans le centre historique, aussi parce qu'il y a dix ans, les travaux [d'intervention] coûtaient plus que la valeur immobilière du bien et cela naturellement paralysait [l'intervention]. Les premières interventions de la municipalité étaient alors faites pour permettre d'amorcer un processus d'augmentation des prix permettant d'atteindre un seuil ».

<sup>2</sup> « Le problème de la requalification urbaine dans le centre historique, banalement, a toujours été que le [propriétaire] privé n'intervient pas, et pourquoi ? Parce que [si] j'ai un bien qui vaut peu, pour le réhabiliter je dois dépenser beaucoup, et la valeur de mon bien plus l'argent que j'y mets pour le récupérer est supérieure à celle du marché, alors je n'y investis pas. Ce n'est pas facile en tant que privé, [alors] j'attends que toi entité publique tu intervienes, que tu fasses augmenter la valeur du bien, et alors à ce moment j'interviens ».

<sup>3</sup> « parce que les prix ont trop augmenté, selon moi, quand je dis "trop" je veux dire qu'ils ont augmenté au-delà du niveau acceptable ».

<sup>4</sup> « Les prix ont tellement augmenté qu'ils sont à présent trop élevés. Et alors il faut des solutions de la part de la municipalité, la municipalité ou disons [plutôt] le [secteur] public, et pas seulement la municipalité, à travers ARTE, à travers nous, il avait été fait des opérations d'acquisition alors pour pouvoir offrir des logements à prix réduit dans le centre historique ».

secteurs où se poursuit la baisse du nombre d'habitants. Or la considération d'autres paramètres ne montre pas une situation sociale homogène dans ces aires en croissance. Le secteur de la via Pré - avec des taux de croissance entre 1991 et 2001 atteignant 25%, 28% et même 73% dans un îlot entre via Pré et via Balbi - est un secteur de forte présence immigrée, principalement maghrébine et africaine, avec une proportion de diplômés faible. À l'inverse le quartier de San Matteo a une proportion de diplômés titulaires de la *laureata* importante, et une proportion d'immigrés plus faible.

La croissance démographique n'est pas corrélée de façon directe à la gentrification. La gentrification peut même conduire à une diminution du nombre d'habitants dans certains quartiers du fait de conditions de logement différentes. La classification ascendante hiérarchique permet d'élaborer une typologie des secteurs en fonction de différents paramètres.

#### **La classification ascendante hiérarchique (CAH)**

La classification ascendante hiérarchique (CAH) est une méthode de classification permettant d'aboutir à des typologies spatiales. Lena Sanders la définit ainsi : « *la classification ascendante hiérarchique procède par regroupements successifs des unités élémentaires en fonction de leurs ressemblances par rapport à un ensemble de critères* » [Sanders, 1989 : 176]. Ces unités élémentaires sont les individus spatiaux (par exemple pour l'étude de Gênes les différentes unités du recensement), marqués par un ensemble de variables. Ces unités sont regroupées en fonction de leur proximité relative à ces variables, établissant des classes le plus homogènes possibles. La classification ascendante hiérarchique est donc un outil permettant d'établir des typologies d'individus spatiaux.

La figure n°50 est le résultat d'une CAH aboutissant à 7 catégories, à partir des critères mentionnés sur la carte. Ces critères ont été choisis pour prendre en compte un ensemble large de phénomènes. Les types 3 et 4 concernent les unités ayant une surreprésentation d'étrangers, et une sous-représentation de diplômés, de personnes âgées et de membres de professions libérales. Ces espaces sont situés le long de la via Pré ou en certaines parties du front de mer. Ils correspondent aux espaces où n'apparaît pas en 2001 le phénomène de gentrification, illustrant une corrélation négative entre étrangers et gentrification.

La catégorie 1 représente le négatif des types 3 et 4, avec une très faible proportion d'étrangers et une forte proportion de membres des professions libérales et de diplômés. Le type 5 constitue une forme atténuée du type 1. Ces deux ensembles sont situés le long de l'axe Garibaldi (le long duquel se trouvent les plus imposants palais génois) et dans le quartier San

Matteo, et concernant les espaces dont la teneur sociale en 1981 et 1991 semblait annoncer la gentrification.

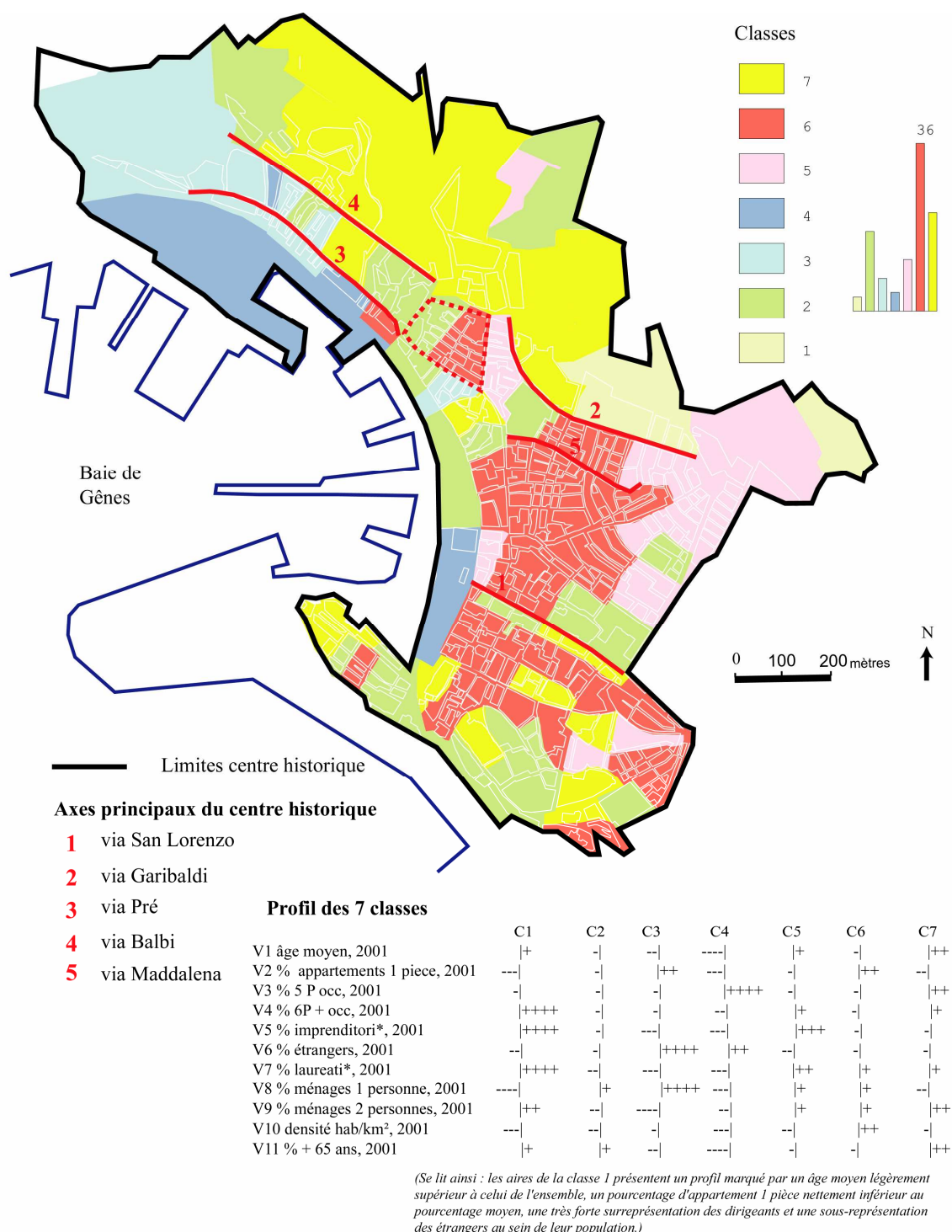


Figure 50 : Classification ascendante hiérarchique du centre historique de Gênes (S. Jacquot, 2007)

Un troisième ensemble correspond aux espaces avec une surreprésentation de personnes âgées (type 7 et 2), avec une proportion importante de ménage à 1 personne dans le cas du type 2. Enfin, les espaces au cœur du centre historique, de la via della Maddalena à la

via San Bernardo, correspondent à des quartiers plus densément peuplés, avec une proportion plus importante que la moyenne de diplômés, de ménages de taille réduite, d'appartements de 1 pièce. Il y a donc du point de vue démographique et social non pas un mais des centres historiques, représentant une diversité de situations, qui correspondent à des paysages également diversifiés.

Le centre historique ne s'est pas homogénéisé sous l'effet des transformations sociales. Il est devenu rare de trouver des seringues jonchant le sol, comme le mentionnent de nombreux habitants qui évoquent les temps passés. Le centre historique était perçu dans les années 1980 et 1990 comme le lieu de nombreuses marginalités : trafic de drogue, criminalité, prostitution, ... Dans les années 1980, de nombreux toxicomanes dans les villes italiennes consomment de la cocaïne et du crack, et le Secolo XIX mentionne de nombreux cas de jeunes toxicomanes retrouvés morts dans une ruelle du centre historique. Cette situation a évolué. Néanmoins, la prostitution reste présente dans certaines rues, notamment les ruelles situées entre la via della Maddalena et la via Garibaldi, ou à proximité de la via del Campo. Des locaux évoquant des alcôves sont aménagés au rez-de-chaussée des édifices qui longent ces ruelles. Ces *vicoli* sont localisés à proximité des palais dont les façades ont été restaurées, ou des rues les plus commerçantes. Le centre historique présente ainsi une différenciation spatialement complexe, qui ne fonctionne pas seulement par aire, mais aussi par type d'espaces (rue, ruelle), ou au sein du même édifice de façon stratifié. La présence des immigrés au sein du centre historique traduit aussi cette situation en mosaïque.

#### **4. Immigrés dans le centre historique de Gênes**

La présence d'immigrés issus des pays du Sud dans le centre historique de Gênes depuis le début des années 1980 a complexifié la question de la réhabilitation de ces espaces. L'Italie est devenu depuis la fin des années 1970 un pays d'immigration, après avoir été un pays d'émigration<sup>1</sup> [Torre, 2005]. Gênes, ville portuaire, est tôt concernée par l'immigration, comme Naples. La croissance se fait progressive : en 1986 les immigrés les plus nombreux sont les iraniens, avec 578 personnes [Torre, 2005 : 33]. En 1991, 5264 immigrés résident dans la commune de Gênes, dont 1073 Africains du Nord et 871 Latino-américains [Comune di Genova, Servizio Statistica, 1995]. Les caractéristiques de l'immigration actuelle sont déjà présentes : part masculine plus forte pour l'immigration africaine, et à l'inverse immigration

---

<sup>1</sup> Le point d'inflexion des dynamiques migratoires est 1973, année où le solde migratoire devient positif, du fait au départ de la baisse significative de l'émigration, l'immigration devenant plus importante à la fin des années 1970.

latino-américaine majoritairement féminine<sup>1</sup>. En 2004, le nombre d'immigrés résidents atteint 30377, dont 13575 Américains du Sud, 5337 Européens de l'Est (hors UE, frontières de 2004).

Quelques quartiers du centre historique constituent des lieux privilégiés de première installation pour les immigrés en provenance d'Afrique ou d'Amérique Latine, du fait à la fois de la proximité du port, voie d'entrée principale des migrants, et de la présence d'espaces disponibles. Ainsi le centre historique concentre une grande partie des migrants de la commune.



**Figure 51 : Répartition des immigrés au sein de la commune de Gênes (S. Jacquot, 2004 - chiffres comune di Genova)**

A proximité de la gare principale de Gênes et du port, la via Pré constitue un ancien faubourg, rue étroite parallèle au port partant de la Porta dei Vaca. Épargné malgré des projets de destruction, à l'inverse du quartier San Madre de Dio, le quartier de via Pré est l'objet d'un projet de réhabilitation globale, impliquant le déplacement de ses habitants, relogés dans des quartiers de grands ensembles périphériques. Toutefois par manque de financements ces travaux ne sont conduits que partiellement, et le quartier se marginalise davantage. Dans les années 60 et 70, il constituait un des lieux privilégiés d'installation des migrants du Mezzogiorno. À partir des années 80, ce sont des immigrés d'Afrique et du Maghreb qui s'y installent, puis à partir des années 1990 des immigrés en provenance d'Amérique Latine, essentiellement de l'Equateur et du Pérou. La via Pré est devenue à la fin des années 1990 une rue jalonnée de commerces immigrés : alimentation, boutique téléphonique et de transfert d'argent, fréquenté aussi bien par les migrants africains, maghrébins, asiatique et latino-américains. En effet, le centre historique a constitué le principal lieu résidentiel des nouveaux

<sup>1</sup> Les femmes latino-américaines émigrent en Italie et trouvent du travail comme aide à domicile, faisant ensuite venir leurs enfants.

migrants, dans certains cas logés par des marchands de sommeil dans des appartements délabrés du centre. La situation est contrastée, manifestant des exemples de solidarités fortes (ainsi la structuration d'une partie des migrants équatoriens par l'église évangélique) ou des exemples de marginalisation. Une large bibliographie italienne est consacrée au phénomène migratoire [Palmas, Torre, 2005 ; Ambrosini, Torre, 2005], analysant les conditions de vie, mais aussi les rapports entre migrants et populations italiennes, à travers la formation d'imaginaires contrastés, tels ceux ayant pour trait les gangs d'adolescents sud-américains dans le centre historique ou la périphérie ouest. Aujourd'hui s'opère un redéploiement dans les périphéries à l'est de la ville, suite à la transformation du centre historique, la hausse des prix immobiliers et des formes plus accrues de contrôle.

Le centre historique de Gênes manifeste ainsi une tendance à la gentrification. Celle-ci toutefois n'est pas facteur d'homogénéisation : les anciennes lignes de différenciation demeurent.

## **D. Valparaiso, une gentrification exogène**

Valparaiso a une croissance globale faible comparée aux autres communes du *Gran Valparaíso*, et une situation socio-économique qui demeure préoccupante. Toutefois la patrimonialisation est-elle là accompagnée d'une gentrification de certains espaces, et selon quelles modalités ?

### **1. Des espaces patrimoniaux qui demeurent à la marge**

#### *1.1 Le Barrio Puerto : quartier populaire ?*

Le Barrio Puerto est un des ensembles de la zone classée à l'Unesco, et est considéré comme lieu fondateur de Valparaiso. Il s'étend entre le front portuaire, fermé par des grilles et des entrepôts, et les premières pentes des collines Cordillera et Santo Domingo. Il s'agit d'un quartier populaire, perçu dans la ville comme lieu marginal et potentiellement dangereux, en même temps que réceptacle de valeurs patrimoniales à la fois historiques et typiques de Valparaiso.

#### *La Calle Serrano*

Les efforts pour transformer ce quartier demeurent peu efficaces, comme en témoignent les conditions de logement dans certains édifices dont les façades ont été réhabilitées. La calle Serrano illustre ce décalage entre des investissements publics et le maintien de conditions de logement peu satisfaisantes.



En 2004, pour évaluer les rapports entre patrimonialisation et pratiques privées, j'ai choisi comme espace d'étude plus approfondie un îlot du Barrio Puerto, composé d'édifices à valeur patrimoniale (classés comme édifice de valeur monumentale ou comme édifices avec valeur monumentale complémentaire dans le plan *zona de conservación histórica*) : l'îlot entre la plaza Sotomayor, la calle Cochrane, la calle Serrano et le passage Muñoz Hurtado. Au XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, la calle Serrano, appelée la Plachada, constituait un des premiers axes commerciaux de la ville. Quelques familles bourgeoises y avaient également construit leur résidence, par exemple les familles Waddington et Lyon. En effet, une partie de la haute bourgeoisie commerçante avait son lieu de résidence au XIX<sup>e</sup> siècle dans le Barrio Puerto<sup>1</sup>. Un des bâtiments est un palais à la façade néoclassique construit par la famille Lyon, transformé en hôtel jusque dans les années 1970. Le palais Rivera lui est adjacent, palais de style vénitien, construit par les mêmes architectes que le palais Baburizza ou la bibliothèque municipale de Valparaiso, Arnaldo Barrison et Renato Schiavon.

Comme l'ensemble du Barrio Puerto, cette rue a été l'objet de deux types d'interventions : la municipalité avait mis en place le *Plan Barcelona*, consistant essentiellement à repeindre les façades de couleurs vives ; le MINVU a conduit une réhabilitation des passages latéraux, avec un nouveau pavage et un mobilier urbain homogène. Or cela n'a pas été suivi d'un investissement concomitant dans les espaces intérieurs, laissés dans un état d'abandon par les propriétaires, tandis que les locataires souvent ne disposent pas des ressources économiques nécessaires pour régler des problèmes par ailleurs structurels. Les toits laissent passer l'eau de pluie, les cloisons qui subdivisent les grands appartements sont endommagées.

Alberto vit avec sa famille dans le bâtiment Lyon, depuis 1999. Ils sont les uniques résidents de cet édifice, et Alberto est en outre chargé par les propriétaires de la gestion et de l'entretien de l'édifice. À son arrivée, les deuxièmes et troisièmes étages étaient occupés par des bureaux. Suite à des fuites d'eau au troisième étage (où il vit actuellement), les entreprises qui louaient des pièces ont quitté le bâtiment, et ils ne restent que celles du deuxième étage (les bureaux d'une entreprise de transport, d'agences de gestion comptable, ...). Malgré les investissements publics et le classement Unesco, le bâtiment s'est donc lentement détérioré, faute d'investissements. Le bâtiment appartient à un unique propriétaire, qui réside à Santiago, et ne souhaite pas financer des travaux. Selon Alberto, un destin comparable à celui de l'édifice appelé la *Ratonera* est à prévoir.

---

<sup>1</sup> Il s'agit préférentiellement de la bourgeoisie catholique sud-américaine, alors que la plupart des familles protestantes résidaient Cerros Alegre et Concepción [Vargas Cariola, 1999 : 628]

### Alberto, édifice Lyon, calle Serrano



"[la municipalidad] ellos pusieron toda la pintura a todos los edificios de esta calle y de Cochrane, todo lo que es la parte externa pero la parte interna, se supone que el dueño arregla por lo meno la parte interna" (1)



"Cuando yo llegué estaba ocupado hasta el tercero, pero justamente con el problema de la lluvia en todas oficinas, empieza a irse la gente, cuando yo llegué estaba casi completo el edificio, pero por la mala mantención, empieza la gente a irse, y ahora justament, porque no se arregla un baño, o la entrada, esta bien en mal estado, pero no se hace lo necesario" (2)



"Acá hay infiltración de agua, hay que cambiar todo lo que es el techo" (3).

"El ascensor : años que no funciona" (4)

"Ellos son de Santiago pero vienen una vez al mes, a buscar el arriendo," (5)



(1) "(la municipalité) ils ont mis la peinture sur les édifices de cette rue et de la rue Cochrane (ils se sont occupés de) tout ce qui concerne l'extérieur mais pour la partie interne, les propriétaires sont supposés au moins s'occuper de la partie interne"

(2) "Quand je suis arrivé, (l'édifice) était occupé jusqu'au troisième étage, mais justement avec le problème de l'eau (de pluie) dans tous les bureaux (du troisième étage), les gens ont commencé à partir; quand je suis arrivé l'édifice était quasiment complet, mais en raison du manque d'entretien les gens ont commencé à partir, et maintenant également, parce que des toilettes ne sont pas réparées, ou l'entrée, (qui est) en très mauvais état, ... mais le nécessaire n'est pas fait"

(3) "Là il y a des infiltrations d'eau, il faut changer tout ce qui concerne la toiture"

(4) "L'ascenseur (ça fait) des années qu'il ne fonctionne pas"

(5) "Ils (les propriétaires) sont de Santiago mais ils viennent une fois par mois récupérer les loyers"

Figure 52 : La calle Serrano, intérieur et extérieur (S. Jacquot, 2007)

L'édifice Rivera suit une évolution similaire. Sa façade extérieure a été repeinte, mais le propriétaire, une société qui développe des bars, y effectue également des investissements réduits. L'édifice est subdivisé en de nombreux appartements et bureaux de quelques pièces. Certains locataires y résident depuis plus de 40 ans. Maria, qui y a vécu son enfance, puis y est demeurée avec son mari, et vit aujourd'hui seule dans un appartement de trois pièces, a été témoin de cette lente dégradation, puisque l'édifice « *se ha ido deteriorado, porque antes era muy lindo. Trente años atras lo pintaron, se veía precioso y años despues fue bajando* »<sup>1</sup>. Certes il y a quelques années la façade a été repeinte, mais depuis Maria n'a pas vu se concrétiser les travaux d'intérieurs alors promis.

Le dernier bâtiment est un hôtel destiné essentiellement aux longs séjours, les chambres étant louées au mois, avec des locataires présents depuis plusieurs années. Parmi la trentaine de locataires vit Eduardo, chilien originaire de Santiago, qui a passé 10 ans en Belgique, et qui vit modestement de la vente de ses productions artisanales. Il loue une chambre au mois dans cet hôtel du Barrio Puerto, pour 40000 pesos. Il me fait visiter l'hôtel, me présentant divers locataires, et les problèmes intérieurs structurels (trous dans la toiture, plancher qui menace de s'effondrer) qui expliquent la transformation d'un luxueux hôtel du Barrio Puerto en hôtel résidentiel.

La façade repeinte dissimule donc une détérioration des édifices parmi ceux étant identifiés comme les plus importants du point de vue patrimonial. En cela, la calle Serrano est une illustration de la situation générale du Barrio Puerto : traitement par des financements publics des espaces extérieurs, publics et privés, mais absence de transformation des intérieurs. Au contraire, le processus de détérioration continue, accéléré par l'absence d'investissements de propriétaires qui louent en l'état les espaces intérieurs, selon un procédé commun à de nombreuses espaces anciens d'Amérique Latine, en subdivisant les appartements par de minces cloisons.

Cette absence d'attention pour les étages résidentiels s'explique également par la transformation de cette partie du Barrio Puerto en secteur de la « *bohemia porteña* », expression métaphorique utilisée communément pour qualifier l'activité festive et alcoolisée qui saisit toutes les fins de semaine cette partie de Valparaiso. De nombreux jeunes de Santiago ou Viña del Mar se joignent aux étudiants de Valparaiso dans les nombreux bars et discothèques proposant une grande variété de styles, depuis le bar folkloriste proposant des lectures de poèmes et les plats typiques de la ville, aux discothèques à la musique électronique

---

<sup>1</sup> « *s'est dégradé progressivement, parce que avant il était très beau. Trente ans avant il avait été peint, il apparaissait splendide, et des années plus tard [son état] a décliné* ».

ou tendance gothique. Les propriétaires de l'édifice Rivera y ont ouvert plusieurs pubs, remplaçant les restaurants et commerces qui s'y trouvaient. De même, l'édifice Lyons abrite un des bars les plus célèbres de Valparaíso, La Playa. Cette rue participe de la vie nocturne intense qui saisit Valparaíso toutes les fins de semaines. Selon Maria, cela fait environ dix ans que les bars et pubs se sont installés dans cette partie, auparavant ils étaient situés au-delà de la place Eschaurren. Ainsi malgré le souhait de la municipalité d'insuffler une transformation en profondeur de ce quartier, la divergence d'objectifs avec les propriétaires est un facteur de détérioration du patrimoine bâti.

Ce manque d'entretien a des conséquences plus néfastes. Des problèmes structurels persistent, et notamment des risques d'incendie, liés aux risques sismique, aux explosions de gaz et aux installations électriques défectueuses, tandis que le bois utilisé de façon importante dans les édifices de la zone patrimoniale est un facteur de propagation des incendies. Cette impuissance est illustrée de façon tragique par l'incendie qui a détruit plusieurs bâtiments le 3 février 2007 dans cette même rue, entre les passages Almirante Goñi et Muñoz Hurtado. Une rupture de canalisation de gaz souterraine est à l'origine de cet accident, qui a causé la mort de deux personnes. Deux édifices sont détruits et trois fortement endommagés par l'incendie. De façon un peu prémonitoire, *Ciudadanos por Valparaíso* en 2004 jugeait ainsi la politique du traitement seul des façades : « *alguien en el grupo decía : cuando yo estoy enfermo, yo voy al doctor y no voy al peluquería, y a nosotros nos parecía super bien porque tenía que ver con que, si el sistema eléctrico en una casa estaba deficiente, y era causa incendio, yo tendría primero que arreglar el sistema eléctrico y luego pintar la fachada* »<sup>1</sup> [entretien V20]. Cet incendie a entraîné une forte mobilisation des autorités publiques. La Présidente du Chili Michelle Bachelet a débloquent des fonds pour venir en aide aux commerçants des locaux détruits, tandis que des solutions d'urgence de relogement sont proposées. Une synthèse faite aussitôt après l'incendie, le 5/2/2007, par le *Consejo de los Monumentos Nacionales*<sup>2</sup>, appelle à des mesures d'urgence mais également structurelles, par des actions destinées à la « *recuperación integral - patrimonial, socioeconómica, urbana, etc. - del Barrio Puerto en su conjunto* »<sup>3</sup> et la prévention des catastrophes, une façon de reconnaître les lacunes passées.

---

<sup>1</sup> « *quelqu'un dans le groupe disait, quand je suis malade, je vais voir le médecin et je ne vais pas chez le coiffeur, et cela nous paraissait super bien [formulé] parce que cela évoquait la chose suivante ; si le système électrique dans une maison est déficient, et est cause d'incendie, je devrai d'abord réparer le système électrique et après peindre la façade.* ».

<sup>2</sup> Il m'a été transmis par Sótero Apablaza, fonctionnaire municipal de l'*Oficina de Gestión Patrimonial*.

<sup>3</sup> « *la recuperación integral – patrimonial, socio-économique, urbaine, etc. – du quartier portuaire dans son ensemble* ».

## 2. Les Cerros Alegre et Concepción, quartiers en cours de gentrification

D'autres espaces connaissant une transformation plus importante suite à la patrimonialisation. Les premiers quartiers à connaître un processus de changement social lié à la patrimonialisation ont été les Cerros Alegre et Concepción, qui correspondent aux deux collines habitées en partie par les familles des migrants anglais et allemands dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, et dont les paysages témoignent de cette influence européenne sur l'architecture et la morphologie urbaine. Ce changement se traduit à la fois par une réhabilitation des édifices, une arrivée de nouveaux habitants et une hausse des prix immobiliers.

### 2.1 Les pionniers

Ce processus suit dans les grandes lignes le schéma de Neil Smith : ce sont d'abord des artistes ou étudiants qui donnent une connotation bohème à ces espaces, dans la seconde moitié des années 1990. Cette dimension artistique est liée en partie à la présence des facultés de musique et des beaux arts. Dans le même temps des exilés de retour au Chili ouvrent là les premiers restaurants : ainsi Raúl Alcazar ouvre le restaurant Turri, premier restaurant du Cerro Concepción, et il fait figure aujourd'hui de pionnier de la touristification du cerro. Fin 1999, deux phénomènes modifient la perception de ces quartiers. Au niveau local, les artistes ayant un atelier dans le quartier s'organisent au sein d'un comité pour promouvoir « *Cerro del Arte* », manifestation de fin de semaine, avec ouverture des ateliers, spectacles, expositions, projections de films, concerts, fêtes. Ces manifestations sont relayées par la presse, et rencontrent un grand succès.

Au même moment, une télésérie nationale, diffusée sur canal 13, *Cerro Alegre*, connaît un succès important et contribue à diffuser l'image des deux *cerros*. Cette série sentimentale (*telenovela*) raconte un amour impossible entre une jeune fille d'une riche famille de Viña del Mar, Beatriz Thompson, et un artiste de Valparaíso, Maurizio, qui vit Cerro Alegre. Leur amour est contrarié par leur différence de statut social (le jeune homme est expulsé d'une réception donnée par la famille Thompson à Viña). Version moderne de Roméo et Juliette, leurs familles semblent se nommer Valparaíso et Viña del Mar. Valparaíso y est perçue à travers les Cerros Alegre et Concepción, et constitue dans la série l'espace bohème de la transgression. Dans le même temps, la télésérie popularise certains lieux, notamment le Brighton et sa terrasse, qui apparaît dans le générique.

## 2.2 Transformations immobilières

Les artistes qui ouvrent des ateliers sont souvent des locataires, ils n'achètent pas les maisons mais louent un étage ou quelques pièces, participant de la subdivision du bâti. Parallèlement se développe un marché immobilier, dominé par la figure d'une société immobilière locale, gérée par Patricia Sepulveda, qui déclarait en 2004 : « *yo hoy dia tengo casi todo el Cerro Alegre y Concepción, son muy pocos las casas que no tengo* »<sup>1</sup> [entretien V29]. Cette phrase est à entendre dans un sens commercial, la très grande majorité des maisons à vendre dans ces deux collines affichant effectivement le nom de son entreprise.

### *Un espace tourné vers Santiago ?*

Les transformations de la Cinquième Région prennent sens dans le contexte de l'aire métropolitaine de Santiago [Lavaud-Letilleul, Velut, 2004]. En effet, les Cerros Alegre et Concepción doivent une bonne part de leur développement touristique aux *Santiaguinos*. Ils sont en grande partie les acteurs de cette gentrification, achetant des maisons ou des appartements à Valparaíso, souvent comme résidence secondaire. Ainsi Patricia Sepulveda a commencé ses ventes avec des amis de Santiago, qui visitant sa maison Cerro Concepción, lui ont demandé de lui trouver un bien similaire. De proche en proche, elle a constitué un réseau de clients et une visibilité dans la ville pour les habitants souhaitant vendre. Sa position dominante aujourd'hui tient à sa position d'interface entre Valparaíso et Santiago, et son réseau de connaissances dans le monde politique et culturel national, point de départ de ses clients. La consultation de dossiers commerciaux de son agence immobilière, implantée Cerro Concepción, montre la forte proportion d'acheteurs provenant de l'agglomération de Santiago. Sur 27 dossiers de vente consultés pour les deux *cerros*, 13 concernent des acheteurs résidant dans l'agglomération de Santiago, exclusivement de la commune de Santiago et des communes de Las Condes, Providencia et La Reina, communes résidentielles aisées de la partie est de l'agglomération.

Lorsque les professions sont précisées, elles traduisent une différence de statut social entre vendeurs et acheteurs. Calle Miramar, une rue qui traverse le Cerro Alegre et semble se jeter dans l'océan, les vendeurs sont respectivement employés, femme au foyer et retraité, tandis que l'acheteur est ingénieur commercial et réside à Santiago. Calle San Enrique, les acheteurs résident à la Reina, près de Santiago ; le mari est chirurgien dentiste et sa femme anthropologue. Parmi ces acheteurs de Santiago se trouvent également une proportion

---

<sup>1</sup> « *Moi aujourd'hui je possède quasiment tout le Cerro Alegre et Concepción, il y a très peu de maisons que je n'ai pas* »

importante d'artistes reconnus au niveau national, notamment le peintre réaliste Juan Subercaseaux, et des universitaires. La gentrification n'est donc pas totalement endogène à Valparaíso mais traduit son intégration à l'aire de Santiago.

### *Les départs*

Ces changements entraînent le départ d'une partie des habitants. Patricia Sepulveda assume ces mouvements, en affirmant agir dans l'intérêt des habitants. Tout d'abord, elle met en avant la valeur réelle de ces maisons : *« estas casas tienen un valor tremendo, tienen pino oregón, tienen estructura de roble »*<sup>1</sup>. Celle-ci est en contradiction avec les prix du marché au départ au milieu des années 1990 : *« son una aberración, lo ideal sería que las casas tuvieran un precio razonable, porque motivo, porque la gente consideraba que estas casas viejas no valían nada »*<sup>2</sup>. Ces prix trop bas ne permettent pas aux habitants qui vendent, qui disposent de moyens modestes, de s'acheter un appartement de qualité ailleurs : *« pero si esta gente vendía y quería comprar en otro lugar, y mejorar su calidad de vida, sencillamente, no sé si es mejorar su calidad de vida, vivir en forma más practica, en un lugar más pequeño, porque ya la familia era mucha más pequeña, [...], y hubo un momento en que la gente vendía estas casas y se va a otra zona, y no le alcanzaba por un departamento en Viña, o Quilpué, o Villa Alemana, donde fue, porque la gente había menos apreciado mucho las propiedades de acá »*<sup>3</sup>.

Elle revendique donc sa responsabilité et satisfaction dans la hausse des prix : *« de alguna manera yo me siento bastante responsable, pero me siento contenta también, [...] que eso sea financieramente favorable para ellos, y de alguna manera yo he subido los precios, [...] los santiaguinos compraban estas casas como tercera, cuarta a veces, y esta gente es lo único que tiene, de toda su vida, entonces creo que ho sido bastante responsable de eso, [...], me parece prudente que la gente venda a un precio razonable y que no regale sus cosas »*<sup>4</sup>, à contre-courant des critiques sur le processus spéculatif dans les deux cerros.

---

<sup>1</sup> « Ces maisons ont une valeur exceptionnelle, elles sont faites de pin d'Oregon, leur structure est en chêne ».

<sup>2</sup> « [Ces prix au départ] sont aberrants, l'idéal serait que les maisons aient un prix raisonnable, pour quelle raison, parce que les gens considéraient que ces vieilles maisons ne valaient rien ».

<sup>3</sup> « Mais si ces personnes vendaient et voulaient acheter ailleurs, et améliorer leur qualité de vie, enfin je ne sais pas si c'est améliorer sa qualité de vie mais vivre d'une façon plus pratique, dans un espace plus petit, parce que la famille était devenue beaucoup plus petite [...], et à un moment ces gens vendaient ces maisons et allaient à un autre endroit, mais cela ne suffisait pas pour un appartement à Viña, Quilpué, ou Villa Alemana, où que ce soit, parce que les gens avaient sous-évalué le prix des propriétés ici ».

<sup>4</sup> « D'une certaine manière, je me sens plutôt responsable, mais aussi contente, que cela soit financièrement favorable pour eux, et d'une certaine façon j'ai fait monter les prix, [...], ceux qui venaient de Santiago achetaient ces maisons comme troisième [résidence], quatrième parfois, et ces habitants c'est la seule

Ces départs ont plusieurs motifs. La taille des familles est plus réduite, et ne correspond pas aux dimensions des maisons des deux *cerros*, qui comptent communément au moins 6 pièces. Cela n'entraîne pas mécaniquement un départ, puisque les maisons sont subdivisées en plusieurs sous-ensembles, ou les chambres mises en sous-location de façon massive, pour des étudiants, de jeunes travailleurs, ou des personnes âgées désormais seules. Ainsi une vaste demeure pasaje Galvez était devenue très grande et difficile à entretenir pour le couple âgé qui y vivait avec leur fils : toutes les chambres du premier étage étaient alors louées à des étudiants, une personne âgée et un employé d'un restaurant du *cerro*. Cette situation dura jusqu'à la vente de la propriété et la transformation de la maison en hôtel.

D'autres causes expliquent donc le départ. D'abord, l'environnement même a changé : de quartier strictement résidentiel et calme, les deux collines sont devenues des espaces récréatifs et touristiques. Un couple âgé vivant passage Atkinson, et louant le second étage de la demeure à une centenaire et sa fille, expliquait ainsi sa décision de vendre sa maison, malgré son attachement important et après y avoir vécu plus de 50 ans : « *hay un cambio bien notable, porque la gente llega, un año, dos años, y se van, antes no, por años teníamos los mismos, y tranquilo, era un barrio super tranquilo, ahora viene muchos turistas, pasa un grupo de personas, para mí no me gusta mucho, porque menos privacidad, antes yo salí al balcón, a leer, ahora no, porque pasan con la cámara, filmando, así que eso no me alegra mucho* »<sup>1</sup>. La destination n'est pas encore établie : un appartement plus petit à Viña del Mar, ou dans une des tours résidentielles construites plus haut dans le *cerro*. L'acheteur est un « *Santiaguino que quiere vista al mar* »<sup>2</sup> [entretien V34]. La hausse des prix est également un facteur qui accélère la décision de vendre : passage Dimalow, une mère de famille m'expliquait son étonnement en apprenant le montant promis par un agent immobilier pour la vente de sa maison.

---

*chose qu'ils ont, de toute leur vie, alors je crois que j'ai été plutôt responsable de cela [...], cela me semble prudent que les gens vendent à un prix raisonnable et n'offrent pas leur maison* ».

<sup>1</sup> « Il y a un changement bien marqué, parce que les gens viennent un an, deux ans, et après ils s'en vont, avant non, pendant des années nous avions les mêmes [voisins] et [c'était] tranquille, c'était un quartier super tranquille, maintenant de nombreux touristes viennent, en groupe, à moi cela ne me plaît pas beaucoup, parce que [cela signifie] moins d'intimité, avant je sortais sur mon balcon, à lire, maintenant non, parce qu'ils passent avec le caméscope, en filmant, alors cela ne me plaît pas beaucoup ».

<sup>2</sup> « un habitant de Santiago qui veut une vue sur la mer ». Cette sentence est récurrente dans les énoncés évoquant le changement immobilier et social.



Elle suit les mêmes étapes que le modèle présenté pour New York, avec d'abord l'installation d'artistes (les « pionniers ») donnant une connotation culturelle aux espaces, à partir du milieu des années 1990, avec l'ouverture d'ateliers d'artistes, la mise en place d'un festival (*cerro del arte*), puis l'installation de membres de classes moyennes et supérieures [Smith, 2002 ; Zukin, 1989]. Valparaiso relève bien de la « *gentrification généralisée* » [Smith, 2003], avec des facteurs locaux de différenciation, illustrée là par une gentrification en partie exogène à la commune.

### 2.3 Une gentrification encouragée par les pouvoirs publics ?

Durant le processus de candidature Unesco, une critique récurrente était le manque d'aides publiques aux propriétaires d'édifices en zones patrimoniales. L'État chilien, par l'intermédiaire du MINVU – Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme – a mis en place en 2002 [Mercurio de Valparaíso, 17/01/2002] un instrument d'incitation à la réhabilitation immobilière dans les zones patrimoniales : le SRP, *Subsidio de Rehabilitación Patrimonial*, instrument accordant des subventions aux acheteurs d'appartements réhabilités<sup>1</sup>. Le SRP est destiné exclusivement aux édifices anciens réhabilités. Cet instrument a été créé à Valparaiso, comme instrument de soutien à la politique patrimoniale dans le cadre de la candidature Unesco, avant d'être étendu à d'autres villes, notamment Santiago [Paquette, 2005].

Le but est la création d'une demande pour l'achat de logements réhabilités. En effet, cette subvention est destinée aux acheteurs potentiels d'appartements réhabilités et non aux propriétaires. Créant cette demande, le but est d'encourager à la réhabilitation des édifices patrimoniaux, puis leur mise sur le marché. La réhabilitation doit conduire à la création d'au moins deux appartements dans l'édifice qui pouvait auparavant constituer une seule unité résidentielle : un des objectifs est également la densification des espaces historiques. Le SRP consiste en l'attribution d'une subvention de 250 UF<sup>2</sup>, c'est-à-dire environ 4,6 millions de pesos (environ 6500 euros), pour un bien d'une valeur maximale de 2000 UF (environ 37 millions de pesos, ou 52000 euros) et d'une surface maximale de 140 m<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Cet instrument s'inspire d'une subvention d'aide à l'achat de logements dans de nouvelles zones urbaines, le *subsidio habitacional*, dans des zones urbaines ou rurales, et à partir d'un certain montant dans des *Zonas de Renovación Urbana*. Toutefois de nombreux points les différencient. Le *subsidio habitacional* destiné aux *zonas de Renovación Urbana* concerne des constructions nouvelles.

<sup>2</sup> UF désigne l'« *unidad de fomento* ». Il s'agit d'une unité de compte au Chili, convertible en la monnaie nationale (pesos), indexée sur l'inflation, qui sert notamment à exprimer le montant des différentes subventions, amendes et programmes de l'État. Les prêts et les prix immobiliers font également référence à cette unité de compte. Le 1/1/2007, un UF équivalait à 18335,20 pesos.

Son aire d'application est la zone de conservation historique, constituée par la municipalité. Or cette zone a été considérablement agrandie en 2004, permettant d'étendre le SRP à d'autres espaces de Valparaíso, en dehors de la zone Unesco. Le SRP concerne donc des situations très différentes, les Cerros Alegre et Concepción en cours de gentrification, mais aussi des quartiers plus pauvres et moins investis par le processus, comme le Cerro Cordillera, avec le but d'y créer une dynamique patrimoniale et immobilière [entretien V1]. Le SRP a deux objectifs : « *Este subsidio ha sido creado con el fin de generar un mercado de viviendas en inmuebles patrimoniales y la densificación del casco histórico.* »<sup>1</sup> [Site : Oficina de gestion patrimonial, 2006].

Son rapport à la gentrification demeure ambiguë. Le discours de présentation de cette mesure désigne les nouveaux habitants souhaités. Le directeur régionale du SERVIU, Manuel Hernandez, dans une interview au *Mercurio de Valparaíso* [11/01/2003], évoque le profil des destinataires : ce sont des « *personnes qui, mues par le désir de vivre dans la ville, se lancent dans ce projet et nous font confiance en sollicitant cette nouvelle aide* ». Il précise [Mercurio de Valparaíso, 18/08/2002] que cette mesure n'est pas seulement destinée à réhabiliter des édifices mais aussi à récupérer des personnes (« *no tan solo para recuperar edificios, también personas* »). Le but est d'attirer des personnes étrangères à Valparaíso, mais aussi d'anciens *porteños* qui ont quitté la ville lorsqu'elle était en crise (parmi lesquels des exilés de la dictature). C'est bien là décrire le processus de la gentrification. Toutefois Paulina Kaplan, chargée de sa mise en œuvre au Serviú MINVU pour Valparaíso, dément en entretien une volonté de provoquer un changement social dans les quartiers : « *Aquí no hay un tema de cambio social para nada. [...] No es tanto l'impacto.* »<sup>2</sup>. En effet, les propriétaires peuvent rester sur place, et ceux qui partent n'ont plus les moyens ou la volonté de financer les travaux de réhabilitation : « *cual es la gente que, que ya no quiere mas, que no puede seguir manteniendo la vivienda que esta en un estado deteriorado entonces también el tema del subsidio es bueno porque se ha ido recuperando viviendas. Lo otro que se puede hacer es con una misma vivienda que se divide, la persona queda con un o dos departamentos.* »<sup>3</sup>. Le SRP est un instrument qui demeure modestement utilisé en dehors de la zone Unesco. Existe-t-il

---

<sup>1</sup> « *« ce subsidio a été créé pour générer un marché de logements dans des demeures patrimoniales et [provoquer] la densification du centre historique.* »

<sup>2</sup> « *Ici le changement social n'est pas un thème [pertinent]. L'impact n'est pas si important.* »

<sup>3</sup> « *Quels sont les gens qui ..., qui ne veulent plus, qui ne peuvent assurer le maintien de l'édifice, qui est détérioré ainsi le SRP est une bonne chose car des logements ont été réhabilités. L'autre chose qui peut se faire, c'est de diviser un même édifice, et la personne [propriétaire] garde un ou deux appartements* ».

une dynamique de diffusion des transformations dans les autres espaces considérés comme patrimoniaux (zone Unesco et espaces au-delà) ?

#### *2.4 Une diffusion de la dynamique ?*

L'extension réalisée en 2004 de la zone de conservation historique a permis d'étendre l'utilisation du SRP aux autres collines de Valparaiso : toute la partie basse de l'amphithéâtre urbain est désormais concernée. Toutefois, cela ne signifie pas une extension mécanique et homogène du processus de transformation patrimoniale. Les principaux espaces touchés sont les Cerros Yungay, Bellavista et San Juan de Dios, où se trouvent de grands édifices de la fin du XIX<sup>e</sup> ou du début du XX<sup>e</sup> siècle, avec une architecture plus simple et moins marquée par l'influence anglo-saxonne. Les murs sont recouverts de calamine, se prêtant bien à des jeux de couleurs. Ces *cerros* constituent d'abord un espace de rediffusion depuis les Cerros Alegre et Concepción. Ximena et son mari louaient un grand appartement avec vue sur la mer Cerro Concepción depuis qu'ils se sont installés à Valparaiso. Mais ils déménagent Cerro San Juan de Dios, où les prix immobiliers sont plus bas, et permettent donc d'acheter une maison plus grande. En outre, de nombreux habitants disent regretter les transformations des Cerros Alegre et Concepción et l'agitation récente de ces espaces et évoquent alors les *cerros* comme désormais plus authentiques. Pour Patricia Sepulveda, cette extension du SRP est en phase avec la dynamique du marché immobilier, du fait d'une demande continue depuis Santiago. Elle a ainsi vendu 6 *lofts* Cerro Bellavista, à partir de la transformation d'une grande maison à proximité de la *Fundación Valparaíso*.

Dans les trois villes s'opère ainsi un changement social dans les espaces historiques centraux. Celui-ci est encouragé par les pouvoirs publics dans les trois cas, mais présente trois variantes. La gentrification à Liverpool consiste en un repeuplement du centre, à Gênes cette gentrification se superpose à une situation sociale préexistante, aboutissant à des situations contrastées. À Valparaiso cette gentrification concerne d'abord une partie du centre historique, les collines des anciens migrants anglais et allemands, et est marquée par la présence forte d'acheteurs de Santiago. Ce réinvestissement résidentiel, cible de politiques publiques, ne concerne pas le seul aspect résidentiel, mais se traduit par des changements d'usage. Ces changements indiquent un élargissement possible de la notion de gentrification.

## **Chapitre 5 : Nouveaux usages : transformations commerciales et touristiques**

### **A. Pour un élargissement de la gentrification ?**

Les descriptions des espaces gentrifiés mettent en avant, en plus des transformations résidentielles, les nouveaux types de commerces qui s'y développent. Neil Smith évoque ses premiers pas de chercheur et sa première rencontre avec le phénomène de gentrification en 1972 à Edimbourg, en constatant l'apparition d'un nouveau type de bars et de restaurants le long de Rose Street [Smith, 2002 : XVIII]. À Valparaíso, la gentrification des Cerros Alegre et Concepción s'est accompagnée d'une ouverture de restaurants plus sophistiqués, destinés à une clientèle souvent extérieure à la ville. À Gênes la gentrification est accompagnée également de nouveaux types de commerces. Au Royaume-Uni, les journaux quotidiens contiennent désormais des sections consacrées aux nouveaux modes de vie en centre-ville (*city life*), avec des articles traitant du design intérieur mais aussi des nouveaux restaurants et commerces. Cela implique-t-il un élargissement de la notion de gentrification au-delà de son aspect résidentiel et immobilier ?

Le numéro 40 de *Urban studies* consacré à la gentrification évoque peu cet aspect. L'article introductif détaille les problématiques émergentes à ce sujet et mentionne comme champs de recherches la généralisation spatiale de la gentrification, ses liens avec la nouvelle économie, l'intégration de la question ethnique, mais l'angle d'approche demeure l'aspect résidentiel [Atkinson R., 2003]. Toutefois, la gentrification peut être replacée dans le cadre plus général des nouvelles modalités de consommation culturelle qui se développe dans les espaces historiques centraux : « *gentrification takes older cities into a new organization of consumption based on cultural capital* » [Zukin, 1993 : 202]. En effet, selon Sharon Zukin, les lofts dans les *warehouses* (entrepôts) constituent un bien de consommation doté d'une valeur culturelle, rattaché à la fois à un discours esthétique (basé sur les valeurs patrimoniales d'ancienneté) et à des modes de vie imaginés, liés à la présence préalable d'artistes dans ces espaces.

Pour fonctionner comme lieux de consommation culturelle, ces espaces gentrifiés ont besoin d'une « *critical infrastructure* », qui est l'organisation permettant la médiation de ces biens culturels, composée de travailleurs disposant des outils culturels nécessaires à cette consommation, et des intermédiaires (critiques par exemple) : « *new products, and new*

*practices of consumption, require a labor force that can deal with cultural capital. Artists, actors, and graduate students are often mobilized to fill these roles. Neither servile nor professional, restaurants waiters and boutique sales clerks interpret cultural goods to potential consumers. They help constitute the experience of consumption. [...] Selective consumption is more broadly mediated by those who communicate information about new consumer goods and services.* »<sup>1</sup> [Zukin, 1993 : 202]. L'expérience résidentielle est donc replacée dans un cadre plus général de consommation culturelle, en prenant en compte les caractéristiques structurelles de cette consommation, qui permet de tracer un parallèle entre certains restaurants et les *lofts* gentrifiés. Outre cette « *critical infrastructure* », les deux biens ont en commun la synthèse entre la recherche de l'authenticité<sup>2</sup> et la mise en valeur par le design et la créativité [Zukin, 1993 : 204].

Le tourisme est également un élément de ce réinvestissement plus général. La notion de « *tourism gentrification* » a été proposée pour évoquer les liens entre tourisme et transformation d'un lieu résidentiel en espace exclusif pour les pratiques ludiques et touristiques, pour expliquer par exemple les transformations du quartier du Vieux Carré de Nouvelle-Orléans [Gotham, 2005]. Dans les deux cas (commerces et tourisme) s'opèrent une jonction entre deux séries d'opposition. Comme pour la gentrification résidentielle, les analyses de la gentrification commerciale et touristique peuvent s'inscrire dans une analyse de l'offre (les investisseurs, les commerçants) ou de la demande (les pratiques associées, les clients). L'analyse des causes de ces transformations manifeste une tension entre différentes échelles d'analyse. Cette gentrification commerciale et touristique participe de l'individualisation culturelle des lieux, à la fois stratégie de différenciation territoriale au service du marketing urbain et aspiration à la production de lieux spécifiques s'appuyant sur le patrimoine. Dans le même temps, à l'image de la gentrification résidentielle analysée par Neil Smith, la production de ces spécificités est un phénomène mondial et met en œuvre des stratégies et des acteurs multiscales : acteurs locaux, investisseurs internationaux, organisations locales et internationales.

---

<sup>1</sup> « *De nouveaux produits, et de nouvelles pratiques de consommation, requièrent une force de travail qui peut manier le capital culturel. Des artistes, acteurs et étudiants diplômés sont souvent mobilisés pour jouer ces rôles. Ni servils ni professionnels, les serveurs dans les restaurants et les employés des boutiques de vente interprètent les marchandises culturelles pour les consommateurs potentiels. Ils aident à constituer une expérience de consommation. [...] La consommation sélective est plus largement l'objet d'une médiation faite par ceux qui communiquent des informations sur les produits et services des nouveaux consommateurs.* ».

<sup>2</sup> Dans le cas des espaces résidentiels, le discours patrimonial confère cette authenticité, en permettant une reconstitution imaginée d'espaces du passé. Dans le cas des restaurants, la cuisine ethnique semble assurer ce mélange de *design* et d'authenticité.

Dès lors, les transformations commerciales et touristiques des espaces historiques centraux peuvent être interprétées dans le même cadre général de réinvestissement des centres, de façon parallèle à la gentrification résidentielle.

Trois dynamiques, communes à Gênes, Valparaíso et Liverpool, illustrent la gentrification commerciale. De nouveaux commerces témoignent de la gentrification, tout en la renforçant et l'accompagnant. Dans les trois villes, des galeries d'art, librairies, ou restaurants se développent. À une autre échelle, de grands projets commerciaux sont portés par les autorités publiques, en partenariat avec des acteurs privés, pour renforcer la centralité et l'attractivité de ces espaces : centre commercial dans la zone Unesco à Valparaíso, Ponte Parodi sur le *waterfront* à Gênes, *Paradise Street Project* à Liverpool. D'une façon plus large, la mixité d'usages des espaces est posée comme principe de leur réinvestissement. Ainsi le *Planning Policy Statement*, document élaboré par le gouvernement britannique, qui pose les principes clefs de la planification, énonce cette nécessaire mixité : « *Policies should promote mixed use developments for locations that allow the creation of linkages between different uses and can thereby create more vibrant places.* »<sup>1</sup> [ODPM, PPS1] La gentrification commerciale et les projets de centralité commerciale ont un impact sur les commerces existant, ce qui introduit le problème de la conservation de commerces. Parallèlement à la notion de « gentrification », la notion de « patrimoine » peut-elle également inclure les commerces traditionnels de la ville ? De façon différente, des actions sont mises en place dans les trois villes pour protéger et mettre en valeur des commerces perçus comme traditionnels.

Ces évolutions ne concernent pas les seuls résidents : les évolutions commerciales sont également motivées par la présence croissante de touristes. Les grands projets commerciaux, *Paradise Street Liverpool One* et *Ponte Parodi*, sont destinés aux habitants et aux touristes, en espérant augmenter la fréquentation de la ville. Les nouveaux restaurants et bars qui ouvrent à Gênes et Valparaíso accompagnent la gentrification et la touristification des espaces historiques. Au niveau même des entrepreneurs à Gênes et Valparaíso le projet touristique ne se développe parfois qu'au terme d'une lente évolution à partir de services proposés au départ aux résidents.

---

<sup>1</sup> « Les politiques doivent promouvoir des projets manifestant une diversité d'usages dans des lieux qui permettent la création de relations entre différents usages et par conséquent la création de lieux plus vivants ».

## B. Redéveloppement par les commerces

D'une façon générale, le commerce est perçu comme un adjuvant de la réhabilitation ou de la régénération des espaces historiques. *Liverpool Vision* et le *City Council* incluent une stratégie commerciale à la stratégie générale de régénération urbaine. À Gênes et Valparaíso, la réhabilitation des espaces est portée par la volonté de créer des flux au sein de la ville ancienne, et les commerces constituent un motif de déplacement.

### 1. De nouvelles centralités commerciales en soutien du réinvestissement des centres

La création d'espaces commerciaux à de nouvelles échelles, en position centrale ou péricentrale, participe du réinvestissement des espaces centraux. À Valparaíso la centralité commerciale est dissociée des espaces historiques centraux : le *mall jumbo* est inauguré en 2006, dans le secteur Barón, et s'inscrit dans la construction, par des opérateurs privés, d'une nouvelle centralité à proximité du projet de développement de front de mer. À l'inverse, à Gênes et à Liverpool, ces projets commerciaux jouxtent les espaces historiques centraux, et prennent part délibérément au renforcement de l'attractivité des espaces centraux, avec le projet de *Paradise Street – Liverpool One* et celui de *Ponte Parodi* sur le port ancien de Gênes. Dans les deux cas, des espaces ludiques sont associés aux pratiques commerciales, dans une version proche du *fun shopping* [Mangin, 2004 : 134]. Ils trouvent leur origine dans les *Festival Market Place*, premières créations d'espaces urbains centraux dédiés aux loisirs et aux commerces, et s'inscrivent dans le cadre de la ville festive [Gravari-Barbas, 2000 : 128-137]. Cette dernière s'inscrit dans une double démarche de créations de lieux de consommation, dont la ville devient le cadre et l'objet d'expérience, et de marketing urbain [Gravari-Barbas, 2000].

Dans les deux cas il y a construction d'un projet intégré, sur des friches portuaires (à Gênes le quai Parodi) ou des espaces urbains déqualifiés (le secteur de Paradise Street à Liverpool), et est fait appel à un acteur privé – *Altarea* à Gênes, *Grosvenor* à Liverpool - pour la conduite du projet et la gestion des espaces créés. Ces nouvelles centralités, portées par des investisseurs extérieurs à la ville, suscitent des résistances, entraînant en retour une survalorisation par certains groupes des commerces locaux.

#### 1.1 Ponte Parodi, le développement du *fun shopping* près du centre historique

Dans le prolongement du port historique, sur le quai de 2,3 hectares construit par l'ingénieur Parodi à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la municipalité de Gênes mène l'opération de *Ponte Parodi*. Un accord a été signé en 1999 entre l'Autorité Portuaire, la municipalité, la région et l'Université de Gênes, définissant des objectifs de requalification de cet espace portuaire à des fins urbaines. Contrairement à Liverpool, les autorités publiques gênoises gardent un pouvoir important dans la définition du projet lui-même. En 2000, *Porto Antico Spa* reçoit cet espace en concession, en attendant la définition du projet.

Le choix du projet a lui-même été long et controversé. À la fin des années 1990 surgissent les premières idées pour la transformation de cet espace : la municipalité par la voix de Bruno Gabrielli souhaite y réaliser un projet touristique renforçant l'attractivité du port ancien, conçu comme une place ouverte sur la Méditerranée. Un cercle de réflexion réunissant des entrepreneurs et des universitaires, le *circulo La Moana*, propose le projet Ulisse, bâtiment dédié aux nouvelles technologies. Dans les deux cas, des entrepôts portuaires de 80 mètres de haut datant des années 1960 (les silos) doivent être démolis. En 2000 est lancé un concours international<sup>1</sup>, par *Porto Antico Spa*, dans le but d'achever les travaux en 2005 ; l'Autorité Portuaire et la mairie en définissent les conditions : création d'une place urbaine, compatibilité avec le centre historique, intégration aux terminaux de croisières, espace réservé aux piétons, autofinancement du projet et capacité d'attraction d'investisseurs privés. Ainsi l'appel à projet veille à une intégration urbaine de ce nouvel espace. La plupart des projets implique la destruction des silos de Parodi.

En mai 2001, le projet de l'hollandais Ben van Berquel est choisi, consistant en une « *place tridimensionnelle* », selon la définition de l'architecte, qui inclut un complexe de cinémas, des salles de sport, un théâtre, des espaces commerciaux, un centre culturel et des parkings. La société française *Altarea* est chargée de la réalisation de *Ponte Parodi*.

**La société Altarea** est créée en 1994 et agit comme opérateur immobilier et gestionnaire d'espaces commerciaux, par exemple dans la zone de Bercy Village à Paris ou le centre commercial de la Gare du Nord [dossier de présentation à la presse 2005]. La quasi-totalité de ces activités est localisée en France (Bercy-Village, Brest, Roubaix, espace Anjou d'Angers), à l'exception d'un centre commercial à Rome et du projet Ponte Parodi à Gênes. Ces centres commerciaux sont pour la plupart situés dans les centres des villes, avec une forte intégration des loisirs.

---

<sup>1</sup> 16 cabinets d'architecture ont été sélectionnés, et un séminaire de trois jours organisé pour présenter les caractéristiques de la ville.



Toutefois les associations de commerçants du centre historique (l'ASCOM<sup>1</sup>, la section génoise des petites et moyennes entreprises, et la Chambre de Commerce, par ailleurs actionnaire de *Porto Antico Spa*) critiquent en 2003 la part trop importante accordée aux espaces commerciaux. Elles craignent une concurrence pour le centre historique, surtout si Ponte Parodi est relié au terminal de croisières, les visiteurs étant alors incités à consommer davantage dans cet espace. La Chambre de Commerce propose une spécialisation commerciale sur les produits nautiques et de sport. Les différents partenaires (*Porto Antico*, mairie, associations de commerçants) s'accordent sur ces nouvelles conditions exposées à *Altarea*, permettant de préserver le tissu commercial du centre historique. La transformation de cet espace en pôle d'attraction régional et international permet de développer le tourisme tout en profitant aux habitants. L'expression de *fun shopping* est utilisée par *Altarea* pour qualifier le projet [Il Secolo XIX, 17/05/2003].

Le projet, bien que défini dans les grandes lignes dès 2003, a pris du retard, du fait d'hésitations de l'Autorité Portuaire, propriétaire du quai. En effet, certains armateurs souhaitent que cet espace soit utilisé pour l'activité de croisières. L'Autorité Portuaire hésite alors sur la part à donner à cet aspect, demandant plusieurs modifications, et devant réaliser des travaux de modification de la forme du quai pour permettre l'accès aux navires de croisières à la station maritime contiguë. Cette situation conflictuelle entraîne la démission du président de *Porto Antico Spa*, Renato Picco, en avril 2006, provoquant la crainte d'un échec. L'accord de concession entre l'Autorité Portuaire et *Porto Antico Spa* est finalement signé le 18 décembre 2006, pour une durée de 84 ans, *Porto Antico* étant à son tour chargé de confier en sous-concession (*subconcessione*) cet espace au groupe d'investisseurs chargé de son développement. Du fait du retard dans le processus de concession, la fin des travaux est prévue pour 2011. Ponte Parodi marque le terme de la transformation du *waterfront* pour des usages urbains : au-delà les quais sont utilisés pour l'activité de croisières. Cet espace a pour but le renforcement de la vocation touristique du port ancien, tout en s'appuyant sur de nouvelles modalités commerciales, en cherchant une relation de complémentarité et non de concurrence avec le centre historique.

### *1.2 Liverpool One : un projet commercial d'envergure dans le city centre*

---

<sup>1</sup> ASCOM (Associazione del Commercio, del Turismo, dei Servizi e delle P.M.I.)

Le *Paradise Street Project*, rebaptisé *Liverpool One*, désigne un vaste projet d'aménagement, conduit par le *Grosvenor Group*, groupe immobilier dont le président est le duc de Westminster, une des principales fortunes du Royaume-Uni. Ce projet s'étend sur 17 hectares, au centre de la ville, dans la zone tampon Unesco. *Liverpool One* s'inscrit dans un cadre régional, pour rivaliser avec les grands espaces commerciaux de *Trafford Centre*, près de Manchester, et *Cheshire Oaks* à Ellesmere Port, et permettre à Liverpool de développer son rayonnement régional contesté.

*Grosvenor Estate : un groupe immobilier international aménage le centre de Liverpool*

*Grosvenor Group* est un puissant groupe immobilier, d'origine londonienne, présent aujourd'hui en Europe, Australie, Canada et États-Unis, Chine, Japon et Brésil, qui appartient au duc de Westminster, Gerald Cavendish Grosvenor, un des individus les plus riches du Royaume-Uni.

Ce groupe a pour origine une vaste opération de lotissement au XVIII<sup>e</sup> siècle, sur des terres apportées par Mary Davies, la femme de Sir Thomas Grosvenor, en 1677, au nord de Londres, dans une zone encore rurale. En 1711 et 1726, le Parlement autorise le développement immobilier de cet espace, qui devient Grosvenor Square, sur 120 hectares, créant un lieu à la mode et socialement sélectif [Reed, 2000 : 619]. Au XIX<sup>e</sup> siècle sont développés les quartiers de Eaton Square et Chester Square. Cet espace au cœur de l'actuel Londres est à l'origine de la fortune des ducs de Westminster, et du groupe qui en conduit la gestion et développe des opérations immobilières dans le monde (le duc de Westminster en est le directeur, *chief executive*). En Angleterre, outre le *Paradise Street Project*, *Grosvenor Estate* conduit un autre vaste projet de régénération urbaine à Preston, dans le Lancashire.

*Paradise Street, un espace qui suscite des convoitises*

Le projet de *Paradise Street* prend place dans une zone au centre de Liverpool, face à l'Albert Dock, jouxtant plusieurs espaces de la zone Unesco. Cet espace autrefois plus dense a subi d'importants bombardements durant la Seconde Guerre mondiale. Un parc, une station de bus, des parkings y ont été construits. La *Merseyside Development Company* (MDC) souhaitait y implanter un projet du *Millenium* : un *National Discovery Park*, mais la dissolution de la MDC en 1998 a entraîné la fin de ce projet, en 1999 [Liverpool City Council, 2003]. Le *Liverpool City Council* avait en 1996 passé un accord (pour 20000£) avec le *Walton Group* qui disposerait alors en cas d'échec d'un droit prioritaire au développement de cette zone, l'achat étant fixé à 16 millions de livres sterling.

Dès 1997, le *Walton Group* propose un projet de développement tourné vers les loisirs et les commerces, mais la MDC le suspend, car il ne prend pas en compte les contraintes du transport collectif. En 1999, le *Liverpool City Council* ne parvient pas à remettre en cause l'accord passé en 1996, mais à partir de 2000 soutient fortement le projet concurrent de

*Grosvenor*, conduisant à ce que la presse appelle « *the battle for control of Chavasse Park* » [voir par exemple *The Guardian*, 2001.1.16].

Une enquête publique doit trancher. *Liverpool Vision*, *English Heritage* et le *Liverpool City Council* soutiennent le projet de *Grosvenor*, plus ambitieux. En 2002 un accord est signé entre le *Liverpool City Council* et *Grosvenor*. Pour le *Liverpool City Council*, le projet de *Grosvenor* s'inscrit dans une stratégie globale de régénération de cette zone, et permet des retombées fiscales supérieures. En outre, le projet de *Grosvenor* prévoit la réhabilitation de certains édifices, alors que le projet de *Walton* impliquait davantage de destructions (d'où également le soutien de *English Heritage* à *Grosvenor*). L'enquête publique accorde la préférence au projet de *Grosvenor* et le représentant du gouvernement, l'inspecteur public Richard Mordey, énonce : « *The Paradise Street development area represents a unique opportunity to bring vacant sites and buildings back into use, to improve and reuse buildings of historic interest [...] ; this approach is infinitely preferable to a self-contained mallbased design either in the Paradise Street/Bluecoat Triangle or at Chavasse Park.* »<sup>1</sup> [*The Echo*, 24/5/2002]. En septembre 2002, le *Deputy Prime Minister* John Prescott rejette définitivement le projet de *Walton*, s'appuyant essentiellement sur la conservation du patrimoine : « *[the project] is contrary to the emerging UDP, would have an unacceptable impact on the setting of listed buildings and Conservation Area in the vicinity, would be unacceptable in terms of pedestrian movement and congestion and conflicts with national policy on the importance of preserving archaeological remains.* »<sup>2</sup> [*The Echo*, 2002/9/6]. Ainsi la conservation du patrimoine urbain a été le motif permettant le choix du projet porté par l'entreprise du Duc de Westminster.

#### *Plus qu'un centre commercial, un aménagement global*

L'aspect global du projet *Paradise Street* a été l'argument utilisé par le *Liverpool City Council* pour justifier son choix. Le *Paradise Street Project* s'étend sur 17 hectares. Contrairement au projet de *Walton*, il ne s'agit pas d'un grand centre commercial fermé : la trame urbaine est maintenue, certains bâtiments anciens sont réutilisés, un parc est contenu dans l'aire du projet. Le projet vise donc à la construction d'un nouvel espace urbain, avec

---

<sup>1</sup> « *L'aire du projet Paradise Street représente une opportunité unique de redonner un usage à des sites et bâtiments vides, d'améliorer et de réutiliser des bâtiments d'intérêt historique [...] : cette approche est infiniment préférable à un centre commercial de type mall fermé, soit dans le triangle Paradise Street / Bluecoat, soit à Chavasse Park* ».

<sup>2</sup> « *[Le projet] est contraire à l'UDP en cours de rédaction [l'Unitary Development Plan], aurait un impact sur les bâtiments inscrits et l'aire de conservation patrimoniale dans le voisinage, serait inacceptable en terme de mouvement piétonnier, de congestion du trafic et de conflits avec la politique nationale basée sur l'importance de la préservation des vestiges archéologiques.* ».

une mixité d'usages. Selon les chiffres donnés par *Grosvenor Group*, sur un total de 234000 m<sup>2</sup>, 154000 sont consacrés à des usages commerciaux et 215000 à des espaces de loisirs (cinémas, restaurants) ; deux hôtels et 600 logements sont également planifiés. Le *masterplan*, élaboré en 2001, se réfère aux principes de l'urbanisme anglais mis en place sous le gouvernement de Tony Blair : régénération urbaine et surtout référence à l'*Urban White Paper* qui énonce la nécessaire mixité des espaces et production d'espaces de qualité pour créer un sentiment de lieu (« *place* »). En outre, il affirme l'intégration à Liverpool du projet, au niveau institutionnel (en se référant aux objectifs de *Liverpool Vision* et du *Liverpool City Council*) et spatial (devant opérer la jonction entre le *waterfront* et le *city centre*).

L'aire de projet est divisée en cinq quartiers<sup>1</sup>, qui se distinguent par des usages préférentiels et la place accordée au patrimoine bâti préexistant. Le quartier d'Hanover Street par exemple fait la jonction avec Ropewalks Area, s'appuie sur la réhabilitation d'entrepôts et quelques nouvelles constructions faites à la même échelle. À l'inverse, Paradise Street devient un « *boulevard* » commercial, ceint par des édifices neufs de 4 à 8 étages, contenant commerces, bars, restaurants, hôtels et quelques appartements. Ces quartiers sont qualifiés par une atmosphère, par exemple Hanover Street sera « *informal, vibrant, eclectic, [...], busy, nightlife* »<sup>2</sup> [Grosvenor/Henderson : 2001] et Paradise Street un « *cosmopolitan city boulevard* »<sup>3</sup>. La réussite commerciale passe par l'attraction de grandes enseignes : dès 2001, *Selfridges*, déjà présent au centre de Manchester, est intéressé. Finalement les deux locomotives commerciales sont *John Lewis* (sur 22300m<sup>2</sup>) et *Debenhams* (sur 17200 m<sup>2</sup>). Les travaux ont commencé en 2004 et devraient s'achever entre 2008 et 2009.

Ce projet constitue une création d'espaces urbains mixtes à partir de la volonté d'investissements commerciaux, aboutissant à cette configuration qui peut sembler paradoxale : un grand groupe acquiert seul la maîtrise du développement d'un secteur de la ville<sup>4</sup>, pour y développer des espaces mixtes et variés. Cette particularité a entraîné certaines difficultés, à travers le statut des espaces urbains créés par ce nouvel aménagement et l'impact sur d'autres formes commerciales.

---

<sup>1</sup> Le terme « *quarter* » est un autre signe de cet urbanisme qui se place sous le signe du lieu.

<sup>2</sup> « *décalée, vivant, éclectique, [...], actif, animé le soir* ».

<sup>3</sup> « *un boulevard urbain cosmopolite* ».

<sup>4</sup> Pour cela, le *Liverpool City Council* a acquis les terrains nécessaires qui n'étaient pas en sa possession grâce à des *Compulsory Purchase Orders* (CPO), procédure permettant une expropriation, sous réserve d'accord du gouvernement régional, et d'une enquête publique en cas de désaccord.

## 2. Création d'entreprises et organisations

À un niveau plus modeste sont mis en place des programmes publics visant à susciter la création d'entreprises, tandis que les commerçants eux-mêmes développent certaines formes d'organisation.

### 2.1 Commerce et transformation des espaces

Un programme de développement d'activités commerciales dans des zones en difficulté est institué par la commune de Gênes à partir de 1999 : l'*incubatore di imprese*, service d'aide à la création d'entreprise, qui dépend du service « commerces » de la municipalité de Gênes. Les financements sont assurés par la loi Bersani 266/97, qui garantit des financements nationaux et une aide technique pour le développement d'activités dans les secteurs dégradés des aires métropolitaines. Au sein de la ville, différentes zones en difficulté sont concernées, dont le centre historique, où trois secteurs bénéficient de l'aide de l'*incubatore* : Giustiniani, Maddalena et Pré. Il n'y a pas d'orientation prédéfinie aux activités ; dès lors les locaux créés sont variés : boutiques d'artisanat, restaurants, cafés et bars, librairies, ... Des initiatives privées concernent également le développement de l'activité commerciale dans le centre historique, étudiées par Maria Basile dans sa thèse de doctorat en urbanisme : « *Urbanisme, management et commerce, la transposition des modèles belge et britannique de gestion de centre-ville dans les quartiers historiques des agglomérations de Gênes et de Lille* ». Elle y étudie la constitution à Gênes des CIV, *Centro Integrato di Via*, associations de commerçants, qui ont pour origine les *Business Improvement District* (BID), se consacrant plus spécifiquement à celui de la Via Maddalena, rue identifiée comme présentant de nombreux problèmes (prostitution, délinquance, atonie commerciale), et développant des animations, des aménagements ponctuels, un recensement des locaux vides pour tenter de dynamiser la zone [Basile, 2005]. Là encore, il ne s'agit pas d'opposer aménagements publics et transformation privée, le CIV ayant été créé à l'occasion d'un programme public, le *contratto di quartiere* [Basile, 2005].

À Liverpool une partie du *city centre* est également concernée par un BID établi en 2003, le *Liverpool City Central Business Improvement District* (BID), géré par la *Liverpool BID Company*, partenariat entre 500 entreprises du *city centre*, le *Liverpool City Council*, *Liverpool Vision* et la Chambre de Commerce. Le BID se consacre à l'amélioration de l'environnement urbain (propreté des rues, animation), la promotion du secteur et la

sécurisation des espaces, collaborant au système de caméra mis en place (CCTV), la coordination entre les commerçants (pour les ouvertures, les activités marketing).

## 2.2 Le patrimoine comme ressource productive

La *Corporación de Fomento de Producción*, CORFO, est un organisme public créé en 1939, chargé d'apporter un soutien à la production. Au départ, la CORFO est chargée de soutenir l'industrialisation (par substitution des importations) du pays, en adoptant une démarche planificatrice [Salazar, Pinto, 2002 : 81]. À présent, les deux objectifs assignés sont la préparation des entreprises à la concurrence et l'orientation des investissements productifs.

Un des instruments de ce développement est le PTI, *Programa Territorial Integrada*, qui fonctionne sur une base spatiale et thématique en encourageant les projets impliquant des acteurs publics et privés. Pour soutenir la candidature comme Ville Patrimoine Mondial de l'Humanité et développer l'économie patrimoniale, le PTI *Puerto Cultura* a été mis en place pour Valparaíso, géré par une antenne spécifique de CORFO installée à Valparaíso entre 2001 et 2006. Tout d'abord, il s'agit de convaincre du potentiel économique du patrimoine, ressource territoriale mais aussi mobile de création d'entreprises. Des séminaires regroupant des acteurs publics et privés sont organisés, pour convaincre des opportunités économiques du patrimoine, assimilé à une nouvelle industrie : « *nosotros como puerto cultura hablamos de la economia y del industrial del patrimonio, entonces estamos para desarrollar una economia industrial patrimonial que puede ser bastante fuerte y hace poco fuimos nombrado patrimonio de la humanidad ; lo que nos resta para llegar a ser un Barcelona es bastante* »<sup>1</sup> [entretien V14]. Des projets mêlant tourisme, culture et patrimoine sont encouragés, notamment *capital semilla* qui aboutit au financement de 13 entreprises touristiques et culturelles, dont un café-cinéma Cerro Concepción, un parcours de visite de Valparaíso avec une troupe de théâtre jouant des scènes de la vie locale, un restaurant œnologique. Les subventions de Corfo sont utilisées pour la réhabilitation des locaux utilisés. Les créations d'entreprises encouragées par CORFO se situent donc à l'interface entre patrimoine et tourisme. À l'inverse de l'*incubatore di imprese* à Gênes, l'entrée n'est pas territoriale mais thématique ; cependant, les initiatives sont concentrées dans le secteur patrimonial.

---

<sup>1</sup> « nous à Puerto Cultura nous évoquons l'économie et l'industrie du patrimoine, ainsi nous sommes sur le point de développer une économie et industrie du patrimoine qui peuvent devenir assez importantes et il y a peu de temps nous avons été nommés Patrimoine de l'Humanité ; ce qui nous manque pour parvenir à être une [ville comme] Barcelone demeure important. ».

## C. Commerces et gentrification

Le réinvestissement des espaces par de nouvelles catégories de population s'accompagne du développement de nouveaux commerces, perçus comme relevant également de la gentrification.

### 1. Artistes et gentrification

Les « pionniers »<sup>1</sup> décrits par Neil Smith sont les artistes qui permettent une requalification positive des espaces en cours de réhabilitation. Ils constituent donc des acteurs de la gentrification d'une double façon : ils participent à ce réinvestissement résidentiel par l'achat ou la location de logements et sont des alliés dans la transformation des espaces en assurant leur transformation imaginaire. Toutefois cette catégorie « artistes » n'est pas homogène : certains constituent des activistes opposés à la gentrification, d'autres sont encouragés à s'installer sur les lieux mêmes par les promoteurs immobiliers, qui misent sur leur présence pour opérer un changement d'image [Smith, 2002 : 18-19], ou anticipent les nouvelles possibilités commerciales offertes par la gentrification. Aussi le lien entre commerces artistiques (galeries d'art, ateliers, expositions et manifestations) n'est pas univoque.

#### 1.1 Quartiers de l'art à Valparaiso ?

À Valparaiso, la gentrification résidentielle et touristique des Cerros Alegre et Concepción est précédée par l'installation plus visible de peintres, sculpteurs, artisans, qui y ont ouvert des ateliers à la fin des années 1990. Cela s'explique en partie par la localisation des locaux de trois facultés d'art dans le quartier, dont une école de musique. Ces artistes s'organisent sur une base territoriale pour assurer leur promotion, créant *Cerro del Arte*, une manifestation qui concerne les Cerros Alegre et Concepción, dans les limites strictement de la zone typique, et a lieu à plusieurs reprises entre mai 2000 et 2001. Durant un week-end, les ateliers des artistes sont ouverts aux visiteurs, pour permettre la promotion de leur travail. En effet, la plupart des locaux ne sont pas ouverts au public généralement. Cette manifestation se transforme en promotion du quartier lui-même : les propriétaires des restaurants du quartier y participent. Vingt-et-un ateliers sont ouverts en mai 2000 pour la première édition, puis vingt-sept en décembre 2000, témoignant du succès croissant de *Cerro del Arte*, qui se traduit par

---

<sup>1</sup> Le terme pionnier utilisé par Neil Smith évoque le parallèle avec la conquête de l'Amérique, à partir de l'analyse des discours enthousiastes de la gentrification.

un double effet : la promotion des deux *cerros* comme lieu résidentiel de qualité (gentrification résidentielle) et le développement d'un tourisme culturel national sur la base de cette image de quartiers artistiques.

Dès lors, du fait de cette promotion et du développement de la fréquentation, les deux *cerros* attirent d'autres artistes chiliens, cherchant un lieu permettant de vivre de leurs activités, commercialement ou comme environnement propice à leur activité. Souhaitant installer à Valparaíso un atelier d'artisanat du cuir, un couple originaire du nord de Santiago interroge des habitants à Valparaíso : « *nosotros teníamos la preferencia a Valparaíso pero no sabíamos en que cerro, Cerro Bellavista que habíamos escuchado pero Cerro Alegre es donde nos dijeron que aquí había, aquí habían restaurantes y pubs y se podría hacer sus cosas* »<sup>1</sup> [entretien V57], privilégiant donc les perspectives commerciales les plus favorables. Le classement comme Ville Patrimoine de l'Humanité a également agi comme facteur stimulant. Pecora, peintre et muraliste, explique son arrivée à Valparaíso depuis Reñaca<sup>2</sup> par les paysages de la ville, et notamment depuis son jardin avec vue panoramique sur Valparaíso, où elle s'installe parfois pour peindre. Ce développement concerne d'abord des artistes peu établis, du fait de l'absence de galeries et d'acheteurs en nombre suffisant. Un couple de peintres vivant depuis plus de dix ans Cerro Alegre continue de vendre dans des galeries à Santiago, au motif que des œuvres trop chères ne conviendraient pas à une fréquentation en grande partie touristique.

### 1.2 Le centre historique de Gênes, nouveau centre culturel

À Gênes, la narration de la transformation du centre historique commence souvent par le redéveloppement de lieux culturels dans les années 1980. En 1987 le théâtre de la Tosse, compagnie privée, s'installe dans le complexe San Agostino, prêtée par la municipalité, dans une zone alors très dégradée et peu fréquentée. Le directeur du théâtre de la Tosse, qui n'avait pas choisi de venir dans le centre historique mais a accepté une proposition de la municipalité, était au départ confronté à l'abandon du centre historique : « *Abbiamo avuto il compito lì importantissimo di fare funzionare questo posto ; era Deserto, era deserto, con il bar del angolo, per il gioco clandestino, non veniva nessuno. Non era che era difficile, non era proprio considerato, era un posto dove la piccola borghesia non ci andava, non ci voleva*

---

<sup>1</sup> « nous avons choisi Valparaíso mais nous ne savions pas quel quartier, nous avons entendu [parler] de Cerro Bellavista mais on nous a dit que c'était Cerro Alegre qu'il y avait les restaurants et pubs et que nous pourrions faire nos affaires ».

<sup>2</sup> Quartier balnéaire au nord de Viña del Mar, qui revendique son autonomie municipale.



*venire, perché era ancora ... gli abitanti erano tutti genovesi del popolo, era gente povera »*<sup>1</sup> [entretien G38]. La situation évolue avec l'installation en 1990 de la nouvelle faculté d'architecture à proximité, dans l'ancien complexe monacal San Silvestro de la colline de Castello, détruit durant la Seconde Guerre mondiale. Le musée lapidaire San Agostino est restauré place Sarzano. Le Palazzo Ducale est transformé en 1992 en espace culturel avec de grandes salles d'exposition et de réception, et l'installation de galeries et associations culturelles dans les ailes du palais. Ces réinvestissements, essentiellement publics, entraînent une fréquentation culturelle naissante.

Le développement d'activités culturelles commerciales s'est accéléré ces dernières années dans le centre historique, avec la création de galeries d'art, d'ateliers d'artisans et artistes, d'antiquaires. La galerie d'art *Il Vicolo*, dans le centre historique près de la faculté d'architecture, illustre cette transformation culturelle du centre. Auparavant la galerie était située via 20 Settembre, à l'extérieur du centre historique, sur l'axe principal de la ville du XIX<sup>e</sup> siècle. À la fin des années 1980, le propriétaire décide de s'implanter dans le centre historique, près de la nouvelle faculté d'architecture, connaissant au départ certaines difficultés de fréquentation, mais considérant aujourd'hui que cette localisation est meilleure que la précédente. Le mouvement d'ouverture de galeries s'est accéléré dans les années 2000. *Arte Studio* est une galerie d'exposition d'art moderne, ouverte par un génois qui travaillait auparavant à Milan pour diverses galeries et a estimé que la transformation du centre historique rendait viable un tel commerce : « *Nel centro storico, perche è una zona emergente, fino a qualche anno fa era una zona di degrado, adesso si aprono nuovi negozi, il centro storico visto come vanno i centri storici nelle varie città europee ...* »<sup>2</sup>. Ainsi l'alignement de Gênes sur les autres centres historiques européens ouvre des perspectives de développement à ces nouveaux commerces. Ces galeries d'art moderne et contemporain se sont réunies en 2005, organisant des manifestation communes, principalement des ouvertures nocturnes (journée *Start Genova*). En 2006, vingt-quatre galeries y participent, la plupart localisées entre la place San Matteo, la cathédrale San Lorenzo et le Palazzo Ducale, traduisant ce développement culturel naissant.

---

<sup>1</sup> « Nous avons eu là la tâche très importante de faire fonctionner ce lieu ; il était DESERT, il était désert, avec le bar à l'angle, pour des jeux clandestins, personne ne venait. Ce n'est pas que c'était difficile, c'était un lieu où la petite bourgeoisie ne venait pas, elle ne voulait pas venir, parce que c'était encore ... les habitants étaient tous des génois du peuple, c'était des gens pauvres. »

<sup>2</sup> « dans le centre historique, parce qu'il s'agit d'une zone émergente, jusqu'à il y a quelques années il s'agissait d'une zone dégradée, il y a maintenant de nouveaux magasins, le centre historique est vu à l'image des centres historiques dans les différentes villes d'Europe... ».

### 1.3 Une volonté publique de requalification des lieux par la dimension artistique

La présence d'artistes est également un adjuvant de la gentrification, qui peut consister en un outil spécifique des interventions : « *Their [downtown areas] association with artists directly invested lofts with an aura of authentic cultural consumption* » [Zukin, 1993 : 193].

Cette qualification du lieu par l'installation d'artistes peut être recherchée de façon volontaire par les acteurs publics et privés responsables du développement. À Liverpool *Urban Splash* a encouragé l'installation dans un bâtiment réhabilité, le Tea Factory, de FACT, *Foundation for Art and Creative Technologie*, ouvert en 2003. La FACT est à la fois un ensemble de salles de cinéma, un lieu d'exposition, et un centre de création artistique. Cela s'inscrit dans la volonté de transformer autrement les édifices, et de valoriser les opérations conduites par *Urban Splash* dans le quartier, en connotant de façon positive les espaces produits. *Liverpool Vision* dans son plan stratégique pour la zone de Ropewalks (*local development framework*) considère également nécessaire l'installation d'activités culturelles pour permettre de créer un « *vibrant environment* ».

À Valparaíso, les institutions publiques, notamment *Plan Valparaíso*, cherchent à reproduire l'effet « Cerros Alegre et Concepción », en imaginant pour permettre le redéveloppement des parties basses des *cerros* à proximité des ascenseurs l'installation d'ateliers d'artistes et d'artisans, créant dans la ville autant de pôles de développement touristique que d'ascenseurs.

### 1.4 Les artistes, opérateurs du développement

Les artistes-gentrifiers constituent également la *cultural infrastructure* décrite par Zukin : des restaurants, des bars, des commerces, des structures touristiques, sont créées par des personnes au départ installés dans les espaces historiques avec des projets artistiques, infléchis par la confrontation avec les possibilités réelles du marché, et permettant de doter d'une plus-value culturelle des hébergements touristiques, des locaux nocturnes ou des restaurants.

Ainsi de nombreux artistes originaires de Santiago, installés à Valparaíso, se sont reconvertis dans le développement d'infrastructures touristiques ou récréatives, comme l'explique Cristina arrivée à Valparaíso en 2003, qui a ouvert avec son mari un *Bed and Breakfast* Cerro Concepción : « *En el tiempo que nosotros vinimos a vivir acá hubo gente que se vino, gente joven igual que nosotros, pareja, y la mayoría eran artistas, la mayoría.*

*Francisco mi marido es publicista e también pinta y yo soy actriz, en Santiago, y mucha gente que nosotros conocimos acá, eran pintores, porque, porque cuando se sabía que iba a nombrar Patrimonio de la Humanidad y que Valparaíso va a ser la sed de la cultura, todos pensábamos que va a ser una oportunidad de hacer más cosas acá, más galerías y luego de encontrar trabajo »*<sup>1</sup> [entretien V45]. Pamela, sculptrice, gère une cafétéria Cerro Concepción où sont organisés des concerts de tango les soirées, la fréquentation touristique n'étant pas synonyme de fréquentation de son atelier : *« al nivel turistico, el Cerro Alegre es muy visitable, lo que pasa es que no andan en los locales mismas como acá en los locales para comer »*<sup>2</sup> [entretien V32]] De même, Chantal, peintre, a transformé une partie de son appartement Cerro Concepción en chambre d'hôtes ; Alejandro, musicien, a créé un *Bed and Breakfast*, envisageant de proposer aux touristes européens une formation en musique chilienne et latino-américaine.

Ces artistes deviennent des opérateurs du développement touristique, culturel et ludique, ouvrant des restaurants, des hébergements, des bars , décorés par les œuvres d'amis artistes, par exemple l'*hostal La Colombina*, décorée de peintures et de sculptures d'artistes locaux.

## **2. De nouvelles formes de consommation, marqueurs de la gentrification**

De nouveaux types de commerce se développent, en rapport avec les nouveaux habitants et usagers de ces espaces.

### *2.1 Restaurants et gentrification à Valparaíso*

Le développement des quartiers patrimoniaux s'accompagnent à Valparaíso d'une offre gastronomique croissante, avec de nouvelles catégories de restaurants. Dans les années 1990, les premiers restaurants ouverts Cerros Alegre et Concepción sont le Turri, le Brighton et la Colombina,. Il s'agit de restaurants de cuisine internationale, classiques dans leur présentation (serveurs en costumes, cartes diversifiées), mettant en avant leur localisation

---

<sup>1</sup> « Au moment où nous sommes venus vivre là, des gens sont également arrivés, des jeunes comme nous, en couple, et la majorité était artiste, la majorité. Francisco mon mari est publiciste et il peint et moi je suis une actrice à Santiago, et beaucoup de gens que nous connurent ici, parce que, parce que quand on a appris que Valparaíso allait être nommée Patrimoine de l'Humanité, et que Valparaíso allait être le siège de la culture, nous avons tous pensé que ce serait une opportunité de faire des choses ici, plus de galeries et ensuite de trouver du travail. ».

<sup>2</sup> « Au niveau touristique , le Cerro Alegre est très visitable, ce qui se passe c'est qu'ils ne vont pas dans les locaux [d'artistes] comme dans les restaurants ici. ».

particulière, près des points de vue de Valparaíso, les miradors. Du fait de leur rôle de précurseurs, les entrepreneurs à l'origine de ces trois projets deviennent des acteurs clefs dans la transformation, sollicités par exemple lors du processus de candidature ou lors de colloques publics organisés sur le tourisme culturel, et diversifiant depuis leurs activités dans le tourisme dans ce secteur patrimonial (ouverture de trois hôtels, d'un centre culturel, d'une cafétéria et d'une énothèque par ces trois entrepreneurs).

Les restaurants ouverts dans les années 2000 adoptent un positionnement différent, conforme à l'évolution de l'image des *cerros*, en s'inscrivant dans l'optique d'une consommation culturelle tout en s'efforçant de créer une formule originale. Ces nouveaux restaurants ouvrent principalement Cerros Alegre et Concepción. *Pasta e Vino* est un restaurant qui a ouvert en 2003 à Valparaíso, Cerro Concepción, créé par un couple italo-chilien, qui travaillait auparavant dans la restauration à Tenerife. La décoration est simple (« *casi minimalista* »), manifestant une volonté de trancher avec les restaurants traditionnels du port, surchargés en cadres et objets de toutes sortes. La cuisine est méditerranéenne et revendique un certain raffinement par la décoration des plats et les ingrédients utilisés. Ainsi la propriétaire explique ce succès par le fait que le restaurant ne soit pas de type porteño : « *creo que en Valparaíso son todos muy iguales, en general todos los restaurantes son llenos de cosas, muchos colores, muy portenos, y este lugar no es muy porteño* ». La clientèle vient essentiellement de Santiago : « *nos llegan pura gente famosos, de Santiago que llegan, gente de la teleseria, pintores, pensé que solo se movieron en santaigo, pensé que Valparaíso era más tranquila, que iba a venir turistas, y personas que viven por aqui pero no, de Santiago* »<sup>1</sup>. Ainsi la clientèle de ce restaurant parmi les plus connus désormais de Valparaíso renforce cette idée d'une gentrification exogène à Valparaíso, et autorise bien à faire le lien entre des dynamiques commerciales et immobilières. *Pasta e Vino* manifeste de façon analogique dans les plats préparés le métissage entre éléments européens réagencés qui est un des arguments de la valorisation patrimoniale des Cerros Alegre et Concepción<sup>2</sup>. Depuis, d'autres restaurants se sont développés, dans les mêmes gammes de prix, dissuasifs pour de nombreux habitants de Valparaíso<sup>3</sup>. Certains mobilisent davantage le patrimoine, mais

---

<sup>1</sup> « *Ici viennent des gens vraiment célèbres, qui viennent de Santiago, des gens des séries télé, des peintres, je pensais qu'ils ne sortaient qu'à Santiago, je pensais que Valparaíso était plus tranquille, que [oui] des touristes allaient venir et des gens qui vivent ici, mais des gens de Santiago non [je ne pensais pas]* ».

<sup>2</sup> Commentant les nouveaux restaurants ouverts dans les *downtowns* américains, S. Zukin observait : « *new american cuisine, like gentrification, is built on appropriation and subversion of segmented vernacular traditions* » [Zukin, 1993 : 212].

<sup>3</sup> Un restaurant populaire à Valparaíso affiche un menu compris entre 1200 et 2000 pesos (quelques euros), par exemple dans le Barrio Puerto souvent un poisson frit et des féculents.

toujours en se démarquant des restaurants traditionnels populaires de Valparaíso. Le restaurant *Apolo 667* est installé dans un ancien appartement du Cerro Alegre dont il a maintenu la division en chambres séparées par un couloir, et a restauré le lieu « *al estilo europeo* »<sup>1</sup> [entretien V32]. Ces restaurants sont assimilés par une partie des habitants à la gentrification qui touche les espaces patrimoniaux, et est concomitante de l'arrivée importante de touristes de Santiago, provoquant une même désapprobation. À ces restaurants chers, inaccessibles aux habitants de la ville, identifiés comme exogènes car assimilés à une clientèle exclusivement étrangère à la ville, sont opposés ceux davantage ancrés dans les consommations locales, les restaurants populaires proposant un plat de poisson bon marché ou le plat typique de Valparaíso, la *chorillana* (plat servi sur un plateau pour deux ou trois personnes : viande, œufs, frites, oignons grillés). Le restaurant *J. Cruz*, ouvert en 1972 dans une impasse obscure du plan de Valparaíso, est devenu un lieu incarnant l'identité porteño, fréquenté à la fois par les habitants de Valparaíso et de façon importante par des touristes. Le lieu est présenté comme le plus typique de Valparaíso<sup>2</sup>, pour ses plats mais aussi sa décoration. Les murs, tables et chaises sont recouverts des inscriptions et signatures des visiteurs, de nombreux objets emplissent l'espace : drapeaux, bouteilles, statuettes religieuses, objets marins, casques de pompier<sup>3</sup>, tandis que des musiciens folkloristes viennent animer les soirées. Le *Cinzano*, place Arturo Prat (secteur Unesco), existe depuis 1896, et les soirées sont consacrées au tango.

Les débats sur les restaurants ne constituent pas une querelle simple entre anciens et modernes, ou entre restaurants locaux et restaurants pour clientèle étrangère. *Le Filou de Montpellier*, ouvert Cerro Concepción par Philippe - un français marié à une chilienne - est considéré à la fois comme un restaurant de qualité à Valparaíso, fréquenté par les élites de la ville pour sa cuisine française, et un restaurant de quartier ouvert aux habitants de différentes conditions, du fait des prix modestes des repas à midi<sup>4</sup>. Au niveau des pratiques gastronomiques, les choix ne sont pas binaires. Les touristes européens fréquentent les lieux considérés comme typiques de Valparaíso, tels le *Cinzano* ou la *J Cruz*, mais aussi les restaurants rattachés à la gentrification exogène des Cerros Alegre et Concepción. De même, les touristes de Santiago constituent une part importante de la clientèle des restaurants comme

---

<sup>1</sup> « dans le style européen ».

<sup>2</sup> Le département du tourisme de Valparaíso le présente comme restaurant de « *comida típica* ».

<sup>3</sup> Les pompiers constituent une institution à Valparaíso, ville menacée souvent par les incendies. Leur organisation date du XIX<sup>e</sup> siècle, les compagnies étant constituées sur des bases nationales, par les communautés européennes.

<sup>4</sup> La clientèle a toutefois évolué avec la transformation du *cerro* en quartier gastronomique et touristique.

*Pasta e Vino* ou l'*Apolo* mais se rendent également au *Cinzano*, considéré comme réceptacle de la *bohemia porteña*.

## 2.2 L'alliance du corps et de l'esprit

Giannini, architecte de formation, me propose une visite de son quartier à Gênes, entre la faculté d'architecture et la rue San Lorenzo. Elle fait partie des nouveaux habitants du centre historique, a acheté un appartement au dernier étage d'un bâtiment, avec une terrasse et une vue sur les toits, tours et clochers du centre. Sa visite opère une distinction entre les commerces typiques de la ville (le buraliste ancien marin établi dans le centre historique depuis plus de 20 ans, ou les restaurants où se préparent les plats ligures, par exemple la *farinatta*) et les commerces qui s'adressent aux nouveaux habitants et usagers : ceux liés à l'arrivée d'universitaires, et mêlant plaisirs intellectuels et gastronomiques.

Ainsi, le vin devient un élément de consommation autour duquel s'organisent les nouveaux locaux. À Gênes, des boutiques vendaient du vin en vrac aux habitants, extrait de grands tonneaux debout dans les boutiques des débitants en boisson. Ces tonneaux désormais vides sont devenus les éléments de valorisation de nouveaux restaurants, commerces et bars. Le vin est présent également dans les librairies-vinothèques et les bars à vin, qui ont ouvert depuis quelques années, surtout à proximité de la faculté d'architecture. La librairie Piazza del Erbe, ancienne librairie du quartier installée depuis 1975, envisageait en 2006 ce passage à une nouvelle forme de vente en s'associant à un jeune entrepreneur pour développer la consommation de vin. Piazza del Erbe est en effet devenu le point focal de la fête nocturne à Gênes et de nombreux bars ont ouvert, et le libraire suit donc un mouvement général : « *il discorso è che adesso vanno di moda le biblioteche, le librerie, conesso al bar* »<sup>1</sup> [entretien G51]. De nombreux locaux mêlent expositions artistiques, concerts de jazz, soirées découverte du vin, ateliers de gastronomie.

À Valparaíso le vin est également un support de valorisation : *Pasta e Vino* du Cerro Concepción met en avant un choix de vins de qualité, élément clef de sa notoriété. Un autre restaurant prend le nom d'un cépage rouge chilien<sup>2</sup>, *Carmenère*. Le propriétaire du restaurant *Valparaíso mi amor*, organise des conférences et concerts autour de verres de vin, l'association des deux aspects (stimulation intellectuelle ou artistique et découverte

---

<sup>1</sup> « *le discours est qu'à présent les bibliothèques, les librairies attachées au bar sont à la mode* ».

<sup>2</sup> Originaire du Bordelais

œnologique) étant perçue comme élément porteur : « *Ahí va a estar la presencia de lo que es lo cultural dentro de la oferta de recreación para el porteño y para el turista* »<sup>1</sup>.

Ces nouveaux concepts de commerces dessinent les mélanges entre savoirs et plaisirs des sens, qui caractérisent les attentes des nouveaux usagers-consommateurs. Ces lieux de consommation créent également de nouveaux espaces et de nouvelles expériences de la ville.

### 2.3 Espaces festifs

L'image retrouvée de ces espaces passe également par les loisirs nocturnes festifs, point commun des trois villes, et facteur concomitant du réinvestissement, voire dans certains cas stratégie volontaire comme à Liverpool dans le Ropewalks Area.

#### *Liverpool, a vibrant city !*

La vie nocturne du centre de Liverpool est utilisée dans le cadre de la promotion de la ville, à la fois pour donner corps à l'image d'une « *vibrant city* », d'une ville dynamique, et pour attirer de jeunes touristes qui viendraient de Londres y passer une fin de semaine. Deux quartiers du centre en sont la cible. The Cavern est le quartier où se trouvait le caveau où ont débuté les Beatles. Dans ces quelques rues épargnées par la rénovation du centre, notamment Matthew Street, se trouvent des bars et des boîtes de nuit propices à des voyages dans le temps : discothèques spécialisées dans les musiques des années 1970 et 1980, pubs « *John Lennon* », statues de Lennon, reconstitution d'un caveau semblable à celui où les Beatles ont débuté leur carrière (*The Cavern*), inauguration en 2001 d'un *wall of fame*, consacré à tous les artistes originaires de Liverpool classés numéro un des ventes.

Les espaces récréatifs et festifs sont également utilisés comme outil de la régénération urbaine, comme dans le Ropewalks Area. *Urban Splash* a transformé une friche urbaine en place rappelant celles des villes continentales<sup>2</sup> : Concert Square, place entourée de bars et recouverte de terrasses. Les fondateurs d'*Urban Splash* ont également créé une chaîne de bars, le *Baa Bar*, dont le premier a ouvert à Concert Square, spécialisés dans l'élaboration de cocktails originaux et une musique électronique. Cette utilisation des lieux festifs au service de la régénération urbaine est partagée par *Liverpool Vision* : le chapitre du plan de développement du quartier appelé *The Vision* est introduit par une photographie de Concert Square et de ses terrasses fréquentées par des jeunes et des *profesionals* partageant des cocktails et des bières. Cette transformation a permis de valoriser la transformation d'édifices

---

<sup>1</sup> « *Cela introduira la présence du culturel dans l'offre de loisirs pour l'habitant de Valparaiso et le touriste.* ».

<sup>2</sup> Voir chapitre 8 pour l'application de modèles de villes européennes.

menés par *Urban Splash* à proximité : « *the idea was to get people living and working there* »<sup>1</sup> [Urban Splash]. De même, dès le départ était prévue l'installation de bars au rez-de-chaussée de Tea Factory. Toutefois, pour *Urban Splash*, l'élément festif doit être intégré aux autres facettes de l'aménagement, la diversité des usages devenant la condition de la réussite : « *that's why we as a company when we did the Tea Factory there we were very keen to work with the FACT organization to deliver into the area the cinema because that is a key element of the activity of this area, without that, all you have is bars and restaurants, and bars and restaurants won't work unless you have you know, some other people to visit, you have to draw people in, you get people living in the area, you have people working in the area, that's sustainability that comes up different resources working together* »<sup>2</sup> [entretien L1].

### *La movida de Gênes*

La *movida* est un terme espagnol qui désigne le foisonnement culturel qui a suivi la chute de Franco dans les années 1980, se traduisant par le développement de cultures alternatives (musicales, graphiques, cinématographiques), et ayant pour effet le développement d'une vie nocturne festive et exubérante dans les grandes villes espagnoles. Cette expression est employée à Gênes pour désigner une partie du centre historique devenue en quelques années le principal lieu de sorties nocturnes de la ville, avec de nombreux bars et boîtes de nuit dans les ruelles étroites du centre. Les vendredis et samedis soirs la foule y est si nombreuse qu'il est très difficile de la traverser. Cette zone s'étend entre la via San Lorenzo et la faculté d'architecture, son épiscentre se trouvant Piazza del Erbe. Evoquer la *movida* génoise est désigner l'excitation qui gagne les fins de semaine les quelques *vicoli* entre la via San Lorenzo et la faculté d'architecture. Ce phénomène date de la fin des années 1990, ainsi la journaliste au *Secolo XIX* marque la différence avec le passé : « *questo fenomeno della movida, per noi è stato una manna perché mai ci saremmo aspetati non solo della città. Insomma io una ragazza ero terrorizzata dal andare giù, non solo io, tutti giovani ma nessuno andava in centro storico la sera, ci fermavi in via Garibaldi, già in via Garibaldi.* »<sup>3</sup> [entretien G49].

---

<sup>1</sup> « L'idée était d'amener les gens à vivre et travailler ici ».

<sup>2</sup> « C'est pourquoi nous en tant qu'entreprise quand nous avons fait le Tea Factory là, nous étions très heureux de travailler avec l'organisation FACT pour l'implantation dans ce secteur d'un cinéma parce que c'était un élément clef de l'activité de ce secteur, sans cela tout ce que tu as ce sont des bars et des restaurants et les bars et les restaurants ne vont pas fonctionner si tu n'as pas, tu sais d'autres personnes qui viennent, tu dois attirer les gens, tu as des gens qui vivent là, des gens qui travaillent là, c'est [un processus] durable qui présente différentes ressources fonctionnant ensemble ».

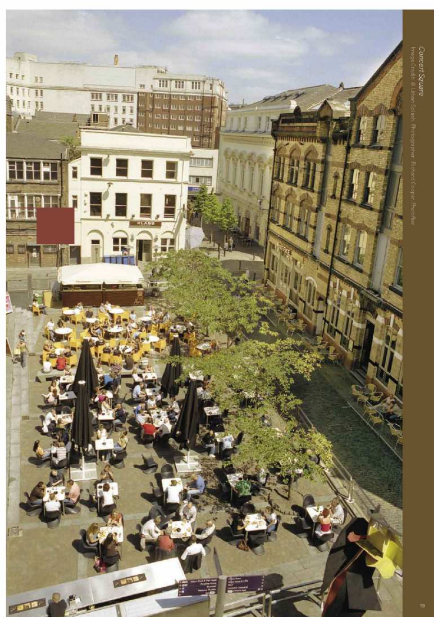
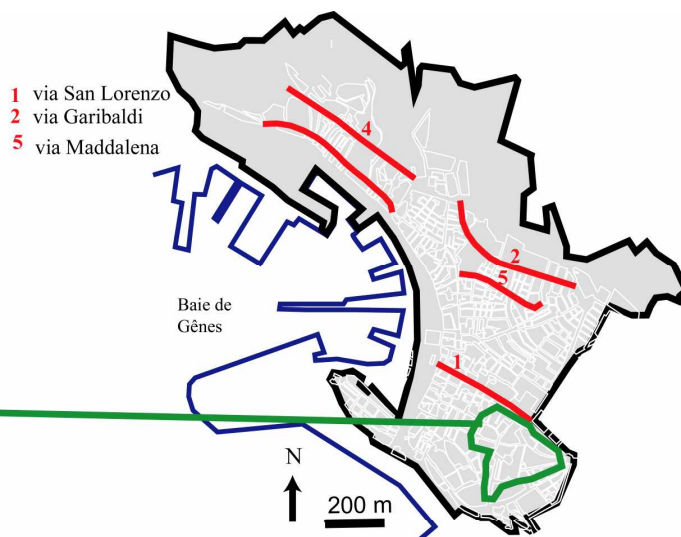
<sup>3</sup> « Ce phénomène de la *movida* a été pour nous une manne, car jamais nous nous y serions attendus. Moi, en tant que fille, j'étais terrorisée à l'idée de descendre [dans le centre historique], pas seulement moi, tous les jeunes. Personne n'allait au centre historique le soir, on s'arrêtait via Garibaldi, déjà via Garibaldi ... ».



Pour la municipalité cette transformation est perçue comme un signe du succès de la politique de transformation du centre historique : « *è rinata la movida genovese, nel senso che adesso il centro storico dal giovedì al domenica sera la gente si sente per terra, beve nei locali, se incontra fino a dieci ; anni fa era alle otto della sera se levantava tutto e andava a casa perche non c'era proprio l'abitudine, quindi sicuramente la mentalità è cambiata* »<sup>1</sup> [entretien G1, A. Galeone].



La movida dans les ruelles du centre, autour de la place de l'Erbe., difficile à traverser.



Concert Square, réalisé par Urban Splash, comme élément qualifiant.



Dans le secteur de Matthew Street, les paysages rappellent la présence passée des Beatles. Ici le pub The Cavern, au nom du local où ils ont débuté.

**Figure 53 : Movida à Gênes, et espaces des loisirs et de la fête à Liverpool (cliché Concert Square d'Urban Splash, dans le Liverpool Vision : Ropeswalk Local Development Framework, 2005)**

<sup>1</sup> « le mouvement de Gênes a repris vie, c'est-à-dire que maintenant du jeudi au dimanche, on entend du monde dans le centre historique. Les gens boivent dans les bars, ils se recontentent jusqu'à dix heures. Avant c'était jusqu'à huit heures du soir, on enlevait tout et on rentrait à la maison, parce qu'on avait pas l'habitude, les mentalités ont donc sûrement changé ».

## D. Les commerces, un patrimoine ?

Dans ces espaces anciens la transformation n'implique pas seulement les créations commerciales. Les anciens commerces prennent également une valeur sociale et patrimoniale. À Gênes ils sont identifiés sur une base classique, à partir de leurs caractéristiques historiques. En revanche à Liverpool et Valparaíso les actions en faveur du maintien d'une diversité commerciale s'appuient sur des arguments culturels et sociaux. La gentrification est liée à la patrimonialisation, toutefois dans le cas des commerces il n'y a pas superposition totale de ces deux aspects

### 1. La protection et valorisation des *botteghe storiche* à Gênes

À Gênes un programme d'identification des commerces historiques (*botteghe storiche*<sup>1</sup>) a été mis en place, par les autorités publiques, régionales et municipales. Une loi régionale du 10 juillet 2002 appuie cette identification. L'article 16 définit les critères permettant la réalisation d'une liste des *botteghe storiche*, qui donne le droit au commerçant d'utiliser ce titre, et dans certains cas d'obtenir des financements pour des projets de conservation. Le critère principal est celui de l'ancienneté de l'activité commerciale, qui doit exister depuis plus de 50 ans et présenter des témoignages de cette ancienneté. L'identification à Gênes a été conduite par l'Observatoire CIVIS avec la Surintendance, et est concentrée sur le centre historique. Les commerces identifiés sont des *trattorie*, des pharmacies, des bars, des cafés, ... le but est d'identifier ce patrimoine commercial et de sensibiliser les propriétaires des locaux à leur valeur, pour éviter qu'ils ne vendent le mobilier à des antiquaires. Toutefois une telle politique d'identification de boutiques historiques pose de nombreux problèmes : continuité de la valeur patrimoniale lorsque le local change radicalement d'activité commerciale, difficulté à protéger un commerce non viable économiquement. L'identification n'est pas contraignante pour le propriétaire. Ainsi entre 2002, date de l'identification, et 2006, plusieurs *botteghe* ont fermé.

Cette identification s'appuie également sur un sentiment d'urgence partagé par de nombreux habitants face à la disparition des commerces traditionnels du centre. La via Pré, quartier populaire, rassemblait de nombreux commerces alimentaires traditionnels (bouchers, vendeurs de fromages sardes, ...) ; or l'expropriation massive engagée dans les années 1980 a

---

<sup>1</sup> Il s'agit d'une préoccupation commune à de nombreuses autres villes italiennes, qui ont mis en place également des programmes d'identification des *botteghe storiche*.

destructuré cet espace. Depuis quelques années, une partie des habitants, relayés par des comités, s'inquiètent également du développement des commerces chinois, accusés de supplanter les commerces traditionnels, au profit de boutiques de vêtements et chaussures bon marché<sup>1</sup>. Quelques rues présentent désormais ces nouvelles façades dans le centre historique, dans la zone la plus proche de la gare.

Ces *botteghe storiche* peuvent également conduire à une valorisation commerciale accrue. Piazza San Matteo, un ancien marin a racheté en 1988 un local commercial qui existe depuis 1850, identifié comme *bottega storica*, l'enothèque *Migone*. En 1999 il rachète le local commercial contigu et y crée un restaurant, l'*osteria San Matteo*. Le bâtiment date du XV<sup>e</sup> siècle et son nouveau propriétaire transforme le lieu pour en retrouver l'aspect originel<sup>2</sup> : « *sembra quasi una cantina, e questo non è il merito nostro, era così e va avanti così. Noi abbiamo scoperto qualcosa, nel senso che prima questa era tutto coperto, perché prima si voleva coprire l'antico, renderlo moderno, noi abbiamo fatto l'opposto, quando siamo entrati qua, abbiamo capito que qui era ricoperto, questi mattoni erano ricoperti dal cemento, l'abbiamo scoperti, sono andati fuori mattoni del 400, le trave delle barche antiche erano coperto con il cemento* »<sup>3</sup> [entretien G54]. Cet environnement historique reconstitué, identifié comme *bottega storica*, donne du crédit à une carte présentant des plats typiques ligures, et le restaurant est fréquenté par de nombreux touristes étrangers.

Ces poutres en bois, qui témoignent du passé portuaire médiéval de Gênes<sup>4</sup>, sont valorisées dans de nombreux autres locaux commerciaux, notamment ceux mettant en scène des objets d'art ou des antiquités. L'implantation dans le centre historique est motivée par la recherche d'un cadre adapté au type de commerce : « *L'ambiente fa parte del discorso, è importante* »<sup>5</sup> [entretien G55].

---

<sup>1</sup> Ce débat n'est pas récent, dans les années 1980, des mesures avaient été prises dans différents centres historiques italiens contre le développement des jeanseries, vendeurs de vêtements en jeans, accusés de mettre en danger la diversité commerciale. La présence de fast foods fait également débat.

<sup>2</sup> Il ne s'agit pas seulement d'un choix motivé par des raisons commerciales, le propriétaire de l'*albergo* se plaçant lui-même dans une continuité historique, ayant effectué des recherches sur l'aspect du magasin au début du siècle.

<sup>3</sup> « *Cela ressemble presque à un chai et cela n'est pas de notre mérite, c'était ainsi et ça évoluera ainsi, nous avons découvert quelque chose, c'est-à-dire qu'au départ tout était recouvert, parce que avant on voulait cacher l'ancien, le rendre moderne, nous avons fait l'inverse, quand nous sommes entrés ici, nous avons compris qu'ici, c'était recouvert, ces briques étaient recouvertes de ciment nous avons mis à nu les briques du XV<sup>e</sup> siècle, les poutres des barques anciennes étaient recouvertes de ciment* ».

<sup>4</sup> Elles sont récupérées sur les navires endommagés, ce qui a une incidence sur les dimensions du bâti médiéval.

<sup>5</sup> « *L'environnement fait partie du discours, c'est important.* ».

## 2. *Lugares valiosos* : commerces citoyens et citadins ou patrimoine immatériel ?

À Valparaíso la prise en compte de la valeur patrimoniale des commerces est liée à une campagne de l'association *Ciudadanos por Valparaíso*, au départ en réaction aux interventions publiques et privées dans la ville et leur impact sur le commerce. La démarche est radicalement différente de celle de Gênes : ce n'est pas l'ancienneté du commerce qui sert de base à son identification mais son authenticité, notion qu'il importe alors de préciser. Le cadre là est davantage celui du patrimoine immatériel, car au-delà des commerces ce sont des valeurs citoyennes qui sont visées par cette campagne.

Elle naît en réaction au projet d'implantation d'un supermarché *San Isabel* au cœur de la zone de candidature Unesco, place Eschaurren, mais en élargissant la problématique : « *se elaboro una campaña que buscaba en el fondo sensibilizar la población, en lo más profundo que este tema llevaba en el fondo, que no solamente la construcción de un edificio que no va a respetar la altura, que eso es bastante frio, que eso realmente no es muy importante para nadie, excepto para los conservacionistas, pero nosotros pensamos que había algo más urgente y grave, que era realmente lo más grave, que era la puesta en riesgo del comercio minorista que había en este sector* »<sup>1</sup> [entretien V20]. En parallèle à l'optique "conservationniste" s'élabore donc une nouvelle problématique basée sur les valeurs commerciales traditionnelles, en danger face à certains projets urbains.

L'originalité de cette campagne réside dans l'extension donnée aux commerces identifiés. La campagne se nomme « *lugar valioso* », (lieu précieux, de valeur), avec des critères de sélection qui ne sont pas basés exclusivement sur l'ancienneté des commerces : « *Los criterios eran la autenticidad, primer criterio, que tenía que ser auténtico, si era del año 2000, porque no tenía que ser viejo no más, o antiguo, hay locales que se seleccionan del año 2001, que fuera auténtico ; que no tuviera en el local, ... la menor segregación posible, o sea que fuese un local donde uno viene que el publico podría ser super diverso, no hay exclusivo de un tipo social ; despues el impacto del entorno por ejemplo y que fuera, no fuera de cadena, no hay ningún ..., no 'sta Ripley, no 'sta Falabella* »<sup>2</sup> [entretien V21]. Ainsi ce

---

<sup>1</sup> « une campagne a été mise en place, qui cherchait au fond à sensibiliser la population, sur ce que ce thème au fond soulevait de plus important, qui n'est pas seulement la construction d'édifices en hauteur, ce qui est un thème assez froid, qui n'est important pour personne, à part les conservationnistes, mais nous pensions qu'il y avait quelque chose de plus urgent et de plus grave, qui était vraiment le plus grave, qui est la mise en danger du commerce de proximité qu'il y avait dans ce secteur ».

<sup>2</sup> « Les critères sont : l'authenticité, premier critère, il faut que le commerce soit authentique, s'il est de l'année 2000, parce qu'il n'est pas nécessaire qu'il soit vieux, ou ancien, il ya des locaux qui ont été

sont davantage des qualités sociales et urbaines que l'histoire du commerce qui comptent dans cette identification. L'authenticité n'a pas le même sens que dans la conservation patrimoniale européenne classique.

Les photos de la plaquette de promotion de *Lugar Valioso* caractérisent cette conception des commerces : sur une des faces sont rassemblées douze photos de détail, qui représentent des objets et non des commerces. Ce sont des objets alimentaires (fromage, pâtes, pains, huile, ..), des outils (clefs, tournevis, boulons), des instruments de travail (peignes de coiffeur, couteau), des objets de décoration (tissus) et des objets ménagers (brosse). Ces commerces de valeur sont essentiellement les commerces liés à la vie quotidienne, sans hiérarchisation des types d'objets. Les objets eux-mêmes ne sont pas nécessairement de qualité : la figure 54 montre de simples brosses en plastique, exposées en vrac, le fromage de la photo 5 est un fromage produit industriellement, dont le nom est *queso* (fromage) sans autre précision, photo 9 les pâtes sont des pâtes alimentaires que l'on trouve également dans les grands supermarchés. Les prix qui apparaissent sur trois photos sont très bas. Les objets sont empilés, abondants, disposés sans affectation et sans souci de mise en valeur ou de distinction. Ils ne sont pas spécifiques à Valparaíso, sont issus de la production industrielle de masse. Ils diffèrent de ceux des commerces liés à la gentrification, qui mettent l'accent sur la qualité des produits, ou leur caractère original.

Ces commerces ne sont donc pas labellisés en raison de leur originalité, de leur ancienneté, mais de leurs fonctions sociales. Ils se distinguent des nouveaux commerces liés à la gentrification en raison des prix modestes pratiqués, de leur non-sélectivité sociale. Ainsi une grande partie des hôtels et restaurants des Cerros Alegre et Concepción ont été jugés trop élitistes. Ils diffèrent des supermarchés ou des magasins franchisés par leur organisation sociale, et le rapport d'interconnaissance avec le client, comme le rappelle la plaquette de présentation : « *estos lugares además de cumplir una función de abastecimiento pasan a tener una importancia en la construcción social, cultural y urbanística de Valparaíso, la estrecha relación con este tipo de lugares ha permitido entender la lógica de consumo como una lógica de encuentro* »<sup>1</sup>.

---

*selectionnés qui sont de l'année 2001, qui sont authentiques ; qu'il n'y ait pas dans le local, le moins de ségrégation possible, ou que ce soit un local dont le public peut être très divers, qu'il n'y ait pas exclusivement une classe sociale, ensuite l'impact dans le quartier, et qu'il ne fasse pas partie d'une chaîne, il n'y a pas Ripley, il n'y a pas Falabella ».*

<sup>1</sup> « ces lieux, en plus d'avoir une fonction d'approvisionnement ont une importance dans la construction sociale, culturelle et urbanistique de Valparaíso, l'étroite relation avec ces types de lieux a permis de comprendre la logique de la consommation comme une logique de rencontre ».



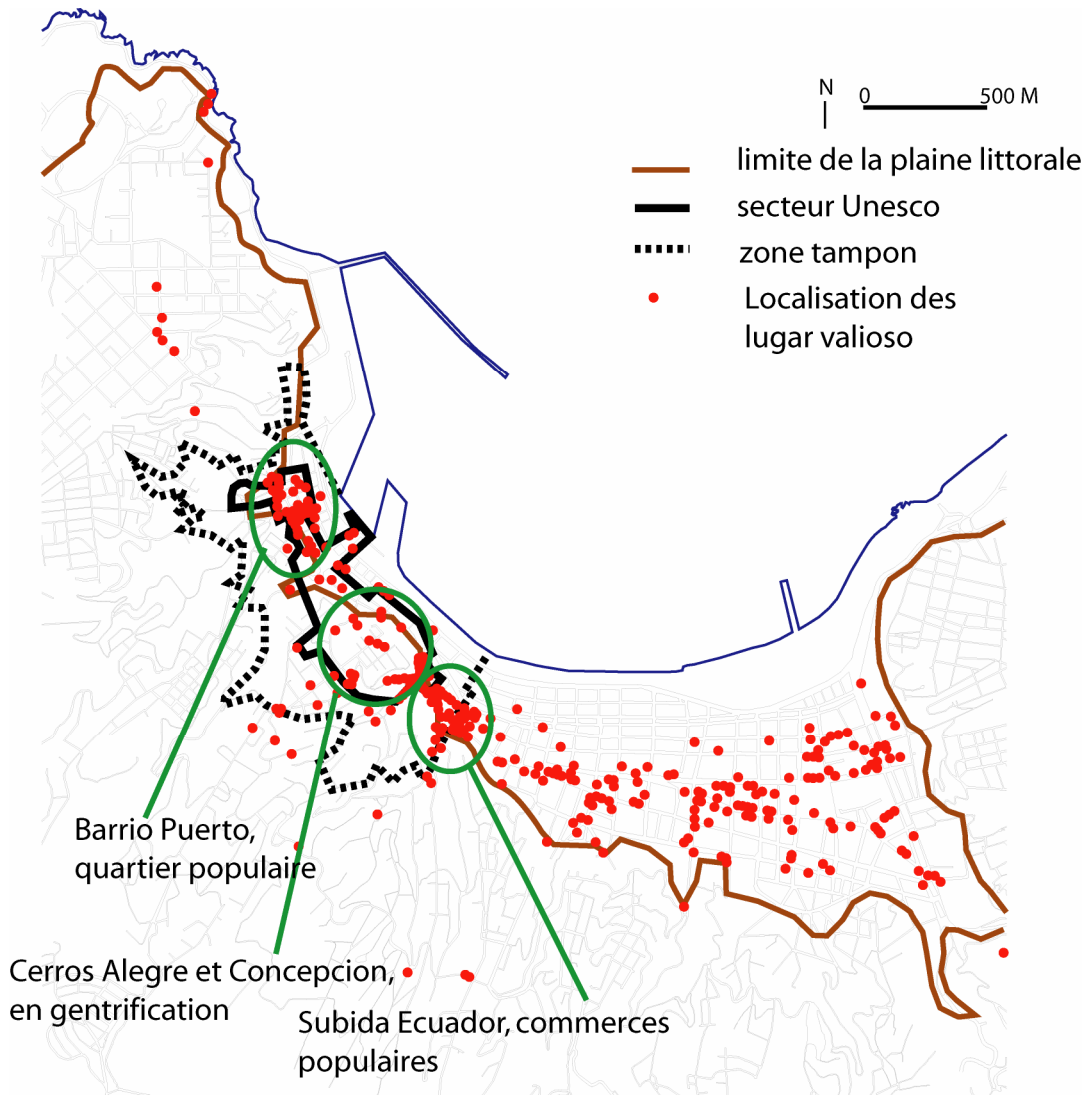


Figure 54 : plaquette de Lugar Valioso, par Ciudadanos por Valparaíso

Dans *lugar valioso*, le mot « lieu » a également son importance. Le commerce est d'abord dans une relation étroite avec son contexte : il s'agit d'un investissement local modeste mais pérenne. « Valioso » désigne donc aussi la création de valeur, rejoignant le discours plus général de *Ciudadanos por Valparaíso* sur les formes acceptables d'investissement et de rentabilité au sein de la ville.

L'ensemble des commerces labellisés dessine également une spatialité propre, conforme à la figure de la ville essentialiste. En effet, la campagne aboutit à l'identification de nombreux commerces dispersés dans toute la ville, constituant un réseau non hiérarchisé, non lié à l'identification des zones patrimoniales ou de la zone Unesco. Ainsi les trois zones

concentrant les commerces sont les trois secteurs du commerce populaire à Valparaíso : la zone du *Barrio Puerto* (dans la zone Unesco), la zone autour de la calle Ecuador, et la zone plus dispersée à proximité de l'avenida Argentina. Les commerces sont surtout situés dans le *plan*. La seule exception est la zone des Cerros Alegre et Concepción, espace de vie de plusieurs membres de *Ciudadanos*, où de nombreux commerces sont identifiés. Toutefois à part quelques cas il s'agit essentiellement des commerces de proximité précédant la gentrification, façon de tracer une ligne de résistance.



La création du centre commercial *San Isabel* au sein du *Barrio Puerto*, quartier commercial populaire, a donc entraîné le développement d'une réflexion sur le commerce traditionnel à Valparaíso. Or la voie choisie est originale : loin de se cantonner à une approche historique (pourtant possible à Valparaíso, avec des liens importants entre migrations et commerces dans la ville-port), *Ciudadanos por Valparaíso* développe un discours sur les

dimensions sociales et économiques du petit commerce. L'ancienneté est donc un critère secondaire par rapport au respect des valeurs sociales de Valparaíso.

Cette approche se démarque fortement des commerces liés à la gentrification : les objets sont ici les produits les plus communs et bon marché, ils demeurent objets de consommation simple et pas de distinction. Paradoxalement, cette campagne, qui met en avant la différenciation des lieux, la valeur des commerces de dimension réduite au niveau local, conduit à une mise en valeur des commerces présentant les objets les plus homogènes. La consommation est secondaire par rapport à la fonction sociale et au maintien des commerces accessibles à tous. Le consommateur est l'habitant de Valparaíso, riche ou pauvre.

### 3. *Quiggins, foyer de résistance à Liverpool One*

À Liverpool le centre commercial alternatif *Quiggins* est devenu le symbole de la lutte à une régénération urbaine perçue comme socialement sélective, et facteur de perte d'identité

Il ne s'agit pas de commerces anciens de Liverpool, mais plutôt d'une culture alternative qui s'était développée dans un espace auparavant en friches, à partir de 1986. *Quiggins* est créé par les frères Jimmy et Peter Tierney. En 1988, *Quiggins* se déplace dans le bâtiment de School Lane, où il demeure jusqu'en 2006 et son déménagement forcé. Sur quatre étages, *Quiggins* regroupe des artistes et artisans locaux (tableaux, créations de vêtements, objets de décoration), des libraires, un barbier, des magasins de vêtements, un atelier de piercing et tatouage, un restaurant et un pub avec des tarifs très bas, un commerce d'objets ésotériques, ... *Quiggins* fonctionne à la manière d'une pépinière, permettant à des commerces naissant de se développer avant éventuellement de se développer dans la ville. *Quiggins* constitue à la fois un centre culturel populaire, alternatif, punk et gothique, avec environ 50 magasins concernant 250 emplois. Or le bâtiment occupé par *Quiggins* se situe dans la zone concernée par le *Paradise Street Project*, qui demande à la municipalité son éviction, point de départ de l'opposition au projet de *Grosvenor*, qui devient rapidement un enjeu populaire au sein de la ville.

Prétextant le côté stratégique de l'emplacement, *Grosvenor* a demandé en 2002 à la mairie de pouvoir disposer du bâtiment pour y implanter des commerces plus en conformité avec la zone projetée (« *designer shops* »). *Quiggins* tente d'obtenir une autre localisation dans le secteur commercial du *city centre*, mais les négociations n'aboutissent pas. Le *Liverpool City Council* lance une mesure d'expropriation massive (*Compulsory Purchase Order*), contestée par *Quiggins* et une trentaine de propriétaires, ce qui implique une enquête publique, menée en novembre 2003. Le *Grosvenor Group* estime que sans l'acquisition du



bâtiment de School Lane l'ensemble de l'investissement est menacé, façon de pousser le *Liverpool City Council* à rester ferme. De son côté, *Quiggins* sollicite des soutiens. Ron Griffiths, chercheur en urbanisme de l'université de Bristol, spécialiste des liens entre politique culturelle et régénération urbaine, auditionné lors de l'enquête publique, évalue positivement l'apport de *Quiggins* à la régénération urbaine et culturelle de Liverpool, et rappelle les motifs au nom desquels Liverpool s'est portée candidate comme capitale européenne de la culture : « *The Quiggins Centre could be described as unorthodox, alternative, edgy, cosmopolitan, local-rooted. These are not necessarily qualities that international property development companies find it easy to deal with. But they are precisely the qualities that the city council says are central to Liverpool's cultural identity, and it is these qualities that, they claim, underpin its ambition to be a European Capital of Culture.* »<sup>1</sup> [The Daily Post, 6/11/2003].

*Quiggins* fonde son opposition sur un ensemble d'arguments, à différents niveaux, légitimant sa présence dans le centre de Liverpool et posant ce conflit dans les termes plus généraux de la lutte contre l'homogénéisation. Ainsi, Joe Kenny justifie la nécessité du maintien de *Quiggins* par son rôle dans la régénération urbaine du *city centre*, à une époque où peu investissaient dans cet espace : « *barely much 20 years ago, when this place started, Liverpool was going through the worst recession in history, a lot of unemployment, a lot of factories closed down, nobody wanted to invest in the city, and out of that Quiggins created these jobs.* »<sup>2</sup> [entretien L11]. À l'inverse, selon lui, le groupe *Grosvenor* n'investit à Liverpool qu'une fois la rentabilité assurée par la transformation réalisée en amont, dont *Quiggins* a été acteur.

L'enquête publique débutée en 2004 autorise l'expropriation, aussitôt contestée par *Quiggins* par voie juridique. Une pétition est lancée, qui a recueillie 150000 signatures, nombre important en Grande-Bretagne pour un enjeu local, et porté au Parlement par des élus travaillistes (qui représentent l'opposition au conseil municipal à majorité *Lib-Dem*). Toutefois, un accord est conclu avec *Grosvenor* durant l'été 2004, le *Grosvenor Group* et le

---

<sup>1</sup> « *Le Centre Quiggins pourrait être décrit comme non-orthodoxe, alternatif, sur la brèche, cosmopolite, ancré localement. Ce ne sont pas nécessairement des qualités avec lesquelles les entreprises internationales de développement immobilier se sentent à l'aise. Mais ce sont précisément les qualités que le City Council a qualifié de centrales à l'identité culturelle de Liverpool, et ce sont ces qualités qui, selon lui, constituent la base pour être Capitale Européenne de la Culture.* ».

<sup>2</sup> « *il y a à peu près 20 ans, quand ce lieu a commencé à fonctionner, Liverpool connaissant la pire récession de son histoire, avec un chômage important, un grand nombre d'usines fermées, personne ne voulait investir dans la ville, et malgré cela Quiggins a créé ces emplois.* ».

*Liverpool City Council* s'engageant à participer au redéveloppement de *Quiggins* dans un édifice de Church Street, axe important du centre.



La bataille dans la ville : le Che est mobilisé.  
Face aux grues, des pancartes "Quiggins, no to a clone city".

**Figure 56 : Quiggins, no to a clone city**

En 2006 les promesses tardent à se concrétiser, poussant *Quiggins* à de nouvelles actions. Dans le centre de Liverpool fleurissent des affiches appelant à la sauvegarde de *Quiggins*, au motif qu'il s'agit là d'un élément spécifique de la ville, participant donc à sa culture, à l'inverse du projet commercial s'appuyant sur des grandes enseignes et produisant une ville clone des autres (« *no to a clone city* » est un des slogans les plus diffusés). En 2006, les abords du bâtiment constituent un champ visuel de résistance. Un portrait géant de Che Guevara avec la légende *Save Quiggins!* flotte sur un édifice en attente de réhabilitation, visible depuis de nombreux points de la ville. Les travaux commencent sur le site en 2006, alors que *Quiggins* demeure ouvert : les visiteurs doivent alors se faufiler entre des grilles pour entrer dans le bâtiment, renforçant l'impression d'une bataille urbaine entre *Quiggins* et *Grosvenor* (les grilles sont interprétées par *Quiggins* comme une provocation).

En juillet 2006 *Quiggins* ferme ses portes, sans avoir trouvé un nouveau site définitif dans le centre, affaibli par un procès entre les deux frères concernant les parts de chacun, et espérant pouvoir acheter un bâtiment dans le *city centre*. Une partie des commerces se sont établis temporairement dans un bâtiment du centre, tandis qu'un des membres fondateurs a ouvert un commerce en périphérie en espérant pouvoir reconstituer *Quiggins* dans le centre.

L'opposition entre *Quiggins* et *Grosvenor* manifeste l'incompatibilité spatiale entre deux types de valorisation commerciale, *Grosvenor* souhaitant contrôler l'ensemble de la zone du projet. L'opposition n'est pas ici celle entre public et privé ou entre local et global, puisque les acteurs locaux (le *Liverpool City Council*, des investisseurs) sont associés à *Grosvenor*, mais entre quelques acteurs locaux soutenus par une partie de la population et une opération perçue comme exogène à la ville. Ainsi des controverses éclatent sur l'origine des travailleurs (qui seraient extérieurs à Liverpool), la destination des retombées économiques (vers Londres ou des fonds d'investissement irlandais) ou l'homogénéisation culturelle induite par de tels investissements. Cette campagne est placée par les dirigeants de *Quiggins* dans un cadre plus large, celui de la lutte du commerce local face à l'homogénéisation culturelle et commerciale emblématisée par le projet de *Grosvenor* : « *And the heart and soul of the towns and cities is being squeezed and killed, and every time we lose an independent retailer, whether it's an old one or a new one, the fact is we're losing the very thing that makes your town different from every other town, you know ?* »<sup>1</sup> [entretien J. Kenny L11].

Cet épisode est également un élément renforçant les critiques des modalités de régulation urbaine de Liverpool, questionnant les prises de décision du *Liverpool City Council*, et appuyant la campagne pour un nouveau type de pouvoir à Liverpool. Joe Kenny tire de l'échec de la sauvegarde de *Quiggins* la conclusion qu'il lui faut désormais agir sur un plan politique, puisque les autorités locales ne protègent pas les commerces (« *cultural institution* ») comme *Quiggins* : « *We need to be more political, we need to be more political involved and we now have to move to the next stage to save Quiggins, and getting into the political arena, now* »<sup>2</sup> [entretien L11].

---

<sup>1</sup> « *Et l'âme des villes est en train d'être détruite, et chaque fois que nous perdons un vendeur indépendant, que ce soit un nouveau ou un ancien, le fait est que nous perdons ce qui fait qu'une ville est différente d'une autre, tu vois.* ».

<sup>2</sup> « *Nous devons être plus politique, être plus impliqué politiquement, nous devons franchir une étape pour sauver Quiggins, et entrer dans l'arène politique.* ».

#### **4. Commerces, patrimoine, gentrification et homogénéisation**

Dans les espaces historiques centraux, l'aspect commercial est donc un élément polarisant les débats autant que les mutations résidentielles. Des commerces semblent liés à la gentrification, modifient les paysages et les pratiques. Ces aspects ne se laissent pas réduire à des oppositions binaires, par exemple entre grande distribution et commerces de la gentrification. Les enjeux sont différents selon les villes et la teneur sociale des débats sur les commerces des espaces historiques.

Quatre propriétés peuvent servir à interpréter ces transformations commerciales, dans leur double rapport à la patrimonialisation et à la gentrification. La première concerne le degré d'homogénéisation ou de différenciation que porterait un local commercial, la seconde l'étendue et le profil social de ces acheteurs, la troisième son rapport au passé et au patrimoine, et enfin l'origine de l'investissement et du commerce entre local et global. Il n'est donc pas possible d'opposer de façon simple commerces de la gentrification et commerces populaires dans les débats locaux. Ainsi la campagne *Ciudadanos por Valparaíso* à partir d'une redéfinition du patrimoine, entendu comme patrimoine immatériel, s'opposait à certaines formes de commerces issus de la gentrification elle-même conséquence d'un regard patrimonial sur Valparaíso, promouvant des commerces populaires. Il ne s'agit pas de qualifier des commerces en soi mais de replacer leurs propriétés dans l'immanence des débats.

### **E. Le développement du tourisme dans les espaces historiques centraux**

Le tourisme enfin est également facteur de transformation de ces espaces.

Le développement du tourisme est un des objectifs du redéveloppement des espaces anciens depuis les années 1980 et 1990, le tourisme étant considéré comme une activité économique permettant de modifier la base économique urbaine. Or le tourisme à Liverpool, Gênes et Valparaíso a bien été vecteur de transformation des espaces. Le développement du tourisme s'accompagne d'un développement important des hébergements, dont le type et les espaces correspondent aux évolutions générales. Ce développement accompagne la croissance de la fréquentation touristique dans les trois villes.

## 1. Le développement des hébergements dans le *city centre* de Liverpool

Le développement du tourisme manifeste bien la prééminence du *city centre*, que ce soit à travers le développement des hébergements ou le projet de terminal de croisières. Ce tourisme est multiforme, s'inscrivant dans la stratégie plus globale de régénération du centre et de polyfonctionnalité des espaces. Le touriste est alors perçu comme un prolongement de l'usager et de l'habitant, partageant les mêmes espaces.

### 1.1 Le développement immobilier

Les équipements touristiques se développent principalement dans le centre de Liverpool, comme le montre le tableau ci-dessous.

<b>Espace</b>	<i>City Centre</i>	Nombre de chambres	En dehors du centre	Nombre de chambres
<b>Période</b>				
Réalisés depuis 1996	19	1870	4	273
En cours de réalisation fin 2006	5	657 (4/5 projets détaillés)	0	0
En projet	17	1165 (11/17 projets détaillés)	6	474 (4/6 projets détaillés)

**Tableau 12 Création des structures d'hébergement**

Depuis 1996, le *city centre* a accueilli la majorité des investissements hôteliers, et les projets en cours ou à venir se situent dans cette même perspective. La carte n°57 illustre la répartition des structures d'hébergement en fonction de leur taille. Neuf hôtels sont antérieurs à 1996. Trois se situent le long du *waterfront*, deux le long du Queens Dock et le *Thistle Hotel* dans la tour de l'*Atlantic Tower*, et résultent de la régénération de ces espaces depuis les années 1980. Les autres hôtels sont plus anciens, de taille plus modeste, et ne relèvent pas de grands groupes hôteliers. L'exception est le *Britannia Adelphi Hotel*, de plus de 400 chambres construit en 1911 avec une imposante façade néoclassique, hôtel considéré alors comme le plus majestueux d'Angleterre en dehors de Londres [Sharple, 2004], témoignant de l'importance de Liverpool dans les traversées transatlantiques.

Depuis 1996, le développement des hébergements se fait selon trois types de localisation dans le centre. Le *waterfront* est devenu l'espace privilégié, essentiellement sous la forme de nouvelles constructions (tours). À Princes Dock, les hôtels sont construits par une filiale de l'autorité portuaire ; à Kings Dock, ils accompagnent la construction du centre des

congrès. Seuls les hôtels de l'Albert Dock prennent place dans les anciens entrepôts réhabilités. Le deuxième espace de développement se situe à proximité entreprinces Dock et la gare, en partie dans la zone Unesco. Il s'agit surtout de nouvelles constructions (par exemple le *Radisson Hotel* dans une tour de 10 étages construites en 2003), y compris dans le secteur Patrimoine Mondial. Enfin, le projet de développement de *Paradise Street Area* inclut deux hôtels de respectivement 216 et 260 chambres.

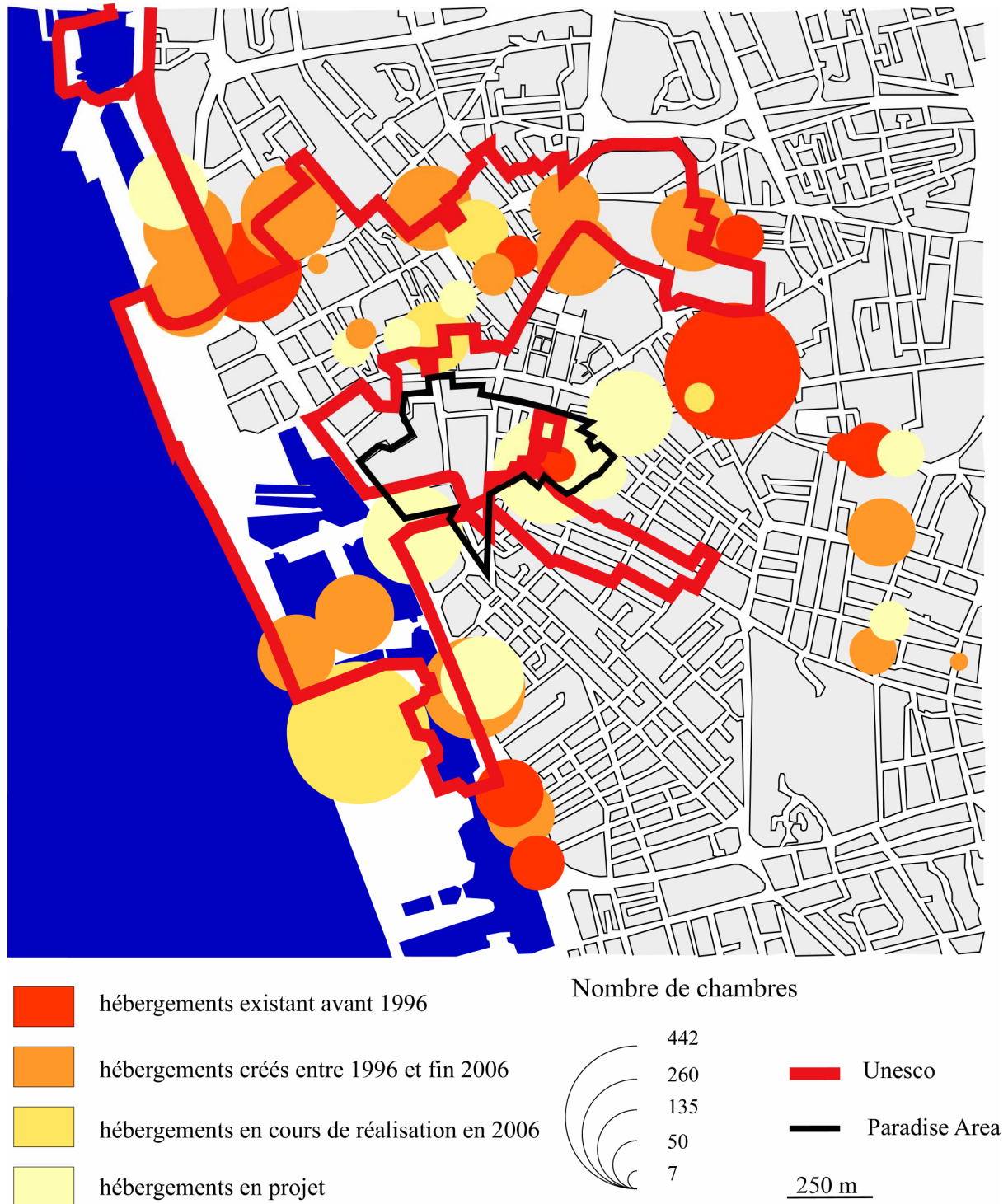


Figure 57 : Développement des hébergements à Liverpool (S. Jacquot, 2007)



Ces nouveaux hôtels, contrairement aux structures prévalant à Liverpool auparavant, sont liés à de grands groupes hôteliers : *Accors (Ibis, Formula 1), Radisson Hotel Group, Intercontinental Hotel Group (Express Holiday Inn, Holiday Inn, Crowne Plaza)* ou *Whitbread Group (Premier Lodge)*. Or ces investissements ne constituent pas seulement des investissements immobiliers : le taux d'occupation de l'ensemble des hôtels de Liverpool en 2005 et 2006 est de 78% (contre 74% en 2002), alors que le prix moyen d'une chambre est passé entre 2001 et 2006 de 52 à 64 livres sterling. Cette hausse est la conjonction de plusieurs types de tourisme, selon une stratégie multiforme mise en place par les acteurs du tourisme à Liverpool.

### 1.2 Une offre touristique multiforme et intégrée

La politique touristique de Liverpool a d'abord été conduite à l'échelle de Merseyside, par *Merseyside Partnership* (MP), établi pour développer la politique de promotion du tourisme à l'échelle de l'agglomération. Depuis quelques années le *Liverpool City Council* reprend en main la politique touristique : ainsi les offices du tourisme vont passer de *Merseyside Partnership* au *Liverpool City Council*. *Liverpool Culture Company*, organisme qui gère la candidature comme ville européenne de la culture, a également un rôle important dans le développement touristique, à travers la programmation des événements et festivals jusqu'en 2008, et la coordination du marketing urbain. Enfin, les agences de régénération urbaine incluent le développement touristique parmi leurs actions d'aménagement. Ainsi est-on passé d'une gestion du tourisme à l'échelle de la région urbaine (Merseyside) à une gestion plus centrée sur la ville, intégrée à la politique générale de régénération urbaine. En fait cela correspond à une partition de la politique touristique entre le tourisme d'affaires, toujours géré par *Merseyside Partnership*, et le tourisme de loisirs davantage investi par les acteurs locaux.

Les motifs de venue sont variés. Une étude de *Merseyside Partnership* auprès des commerçants du tourisme montre que selon eux le sport est le premier facteur de venue à Liverpool<sup>1</sup>, du fait de la notoriété mondiale des deux clubs de football Liverpool FC et Everton FC, ou des événements nautiques et tournois de golf. La passion pour les Beatles constitue également un motif important, source de développement futur : « *if you go to Memphis you know that it's the birthplace of Elvis. If you come to Liverpool its not as obvious, we tended to be embarrassed in the past ; any other city in the world would have*

---

<sup>1</sup> *Digest of Liverpool Merseyside Tourism*, octobre 2004.

*explote at to the full* »<sup>1</sup> [entretien V9]. Le projet de Kings Dock vise à positionner Liverpool sur le segment des conférences, tandis qu'une étude des consultants *ACK Tourism Development Services* menés pour *Liverpool Vision* prévoit une augmentation du tourisme d'affaires avec le réinvestissement commercial et économique du *city centre*. Au niveau spatial, l'intégration du tourisme à la politique plus large de régénération urbaine se manifeste aussi dans une forme de spatialisation des pratiques touristiques : par exemple le tourisme festif dans le Ropewalks Area, le tourisme d'affaires dans certaines portions du *waterfront*. Ce tourisme est multiforme, pour en augmenter le potentiel et toucher la clientèle la plus large possible.

Cela se traduit également par la volonté d'insérer Liverpool dans les circuits de croisières. Près de l'ensemble monumental du Pier Head, est développé un projet visant à permettre l'accostage de navires de croisière, dans le coeur patrimonial de Liverpool. Le but est de transformer Liverpool en ville étape de croisières. Le projet a été approuvé en mai 2005 par le *Deputy Prime Minister* John Prescott, pour un coût total de 17 millions de livres (7 millions provenant de financements européens et 10 millions de *North West Development Agency*). Ces installations pourront accueillir des navires allant jusqu'à 350 mètres de long. L'idée est de bénéficier de la renommée liée à 2008 pour développer l'attractivité de la ville et ainsi développer plus rapidement ce type de tourisme à Liverpool. 100000 touristes supplémentaires sont espérés grâce à ce nouvel équipement. À cela s'ajoute le projet mené par *British Waterways* (organisme public national gérant de nombreux canaux et rivières) de relier par un canal le canal de Leeds au Pier Head, approuvé par le *Liverpool City Council* en 2005 créant un accès maritime au centre. Auparavant le canal s'arrêtait peu avant le Pier Head. Ce projet est évalué à 17 millions de livres, pour attirer 200000 touristes de plus à Liverpool. Ainsi le réinvestissement touristique des espaces centraux est bien un élément de la régénération plus large de cet espace.

## 2. Gênes, la recomposition des espaces du tourisme

Le développement d'une stratégie touristique générale date des années 1980, dans deux directions : la restructuration des hébergements et la constitution des espaces du tourisme, entre port ancien et centre historique. Cette stratégie est menée par les acteurs locaux dans leur ensemble. Ces évolutions sont replacées dans un cadre historique plus général, grâce à l'étude de guides touristiques.

---

<sup>1</sup> « Si tu vas à Memphis tu sais que c'est le lieu de naissance d'Elvis. Si tu viens à Liverpool ce n'est pas si évident, on avait tendance à être gêné dans le passé ; n'importe quelle autre ville aurait exploité cela à fond. »



## 2.1 La restructuration des hébergements à l'échelle communale

Sur le long terme, des années 1960 au début des années 1990 le tourisme à Gênes est en crise, passant de 723309 arrivées dans les structures d'hébergement en 1964 (premiers chiffres disponibles) à 330325 en 1993. Or à partir de 1993 les arrivées dans les structures d'hébergement sont toujours en croissance, atteignant 532793 en 2002, témoignant de l'impact positif des *Colombiane* organisés en 1992.

Cette croissance des arrivées entraîne un développement des structures d'hébergement, selon une double dynamique à l'échelle urbaine : localisation des structures dans certains espaces privilégiés et restructuration de l'offre existante, pour une amélioration de la qualité.

La carte 58 illustre la répartition des hébergements à Gênes, soulignant une forme de continuité : la côte est (*Levante*) et le centre historique et ses abords concentrent une grande partie des hébergements, à l'opposé du littoral ouest (*Ponente*), industrialo-portuaire, où seuls le secteur de Pegli et le *Sheranton* face à l'aéroport constituent des hébergements importants. Au centre se met en place une double répartition. Dans le centre historique lui-même se développent les structures les plus modestes, insérées dans le tissu urbain, tandis que les hôtels importants sont localisés dans le quartier XIX<sup>e</sup> siècle.

L'autre enjeu est celui de la qualité des infrastructures. Les hôtels 4 et 5 étoiles ne représentaient que 27% des arrivées et 15% des nuitées en 1985, mais 53% des arrivées et 45% des nuitées en 2001, indiquant une restructuration totale de l'offre d'hébergement, pour une clientèle plus fortunée. Auparavant, l'offre d'hébergement était constituée principalement d'hôtels 1 étoile<sup>1</sup> alors qu'en 2001 les hôtels une étoile ne représentent plus que 11% des arrivées et 21% des nuitées (contre 20% et 40% en 1985). Cette restructuration se traduit également par une diminution du nombre d'établissements : 205 en 1985 et 109 en 2001, pour 1290497 nuitées en 1985 et 1165918 en 2001. Un autre type de structures d'hébergement se met en place : les *Bed and Breakfasts*, principalement dans le centre historique ou à proximité, coordonné par une association encouragée par une loi régionale, *Colombus Village*, dédoublée par une société commerciale de promotion *Colombus Village Accomodation*, qui consiste en la création d'hébergements chez l'habitant, pour diversifier les types d'hébergement, l'idée étant d'inciter les touristes à rester plus longtemps sur place, le tourisme à Gênes étant marqué par la brièveté des séjours. Ainsi se développe des hébergements dans le centre historique, mais de façon modeste.

---

<sup>1</sup> 130 en 1985 contre 7 quatre étoiles

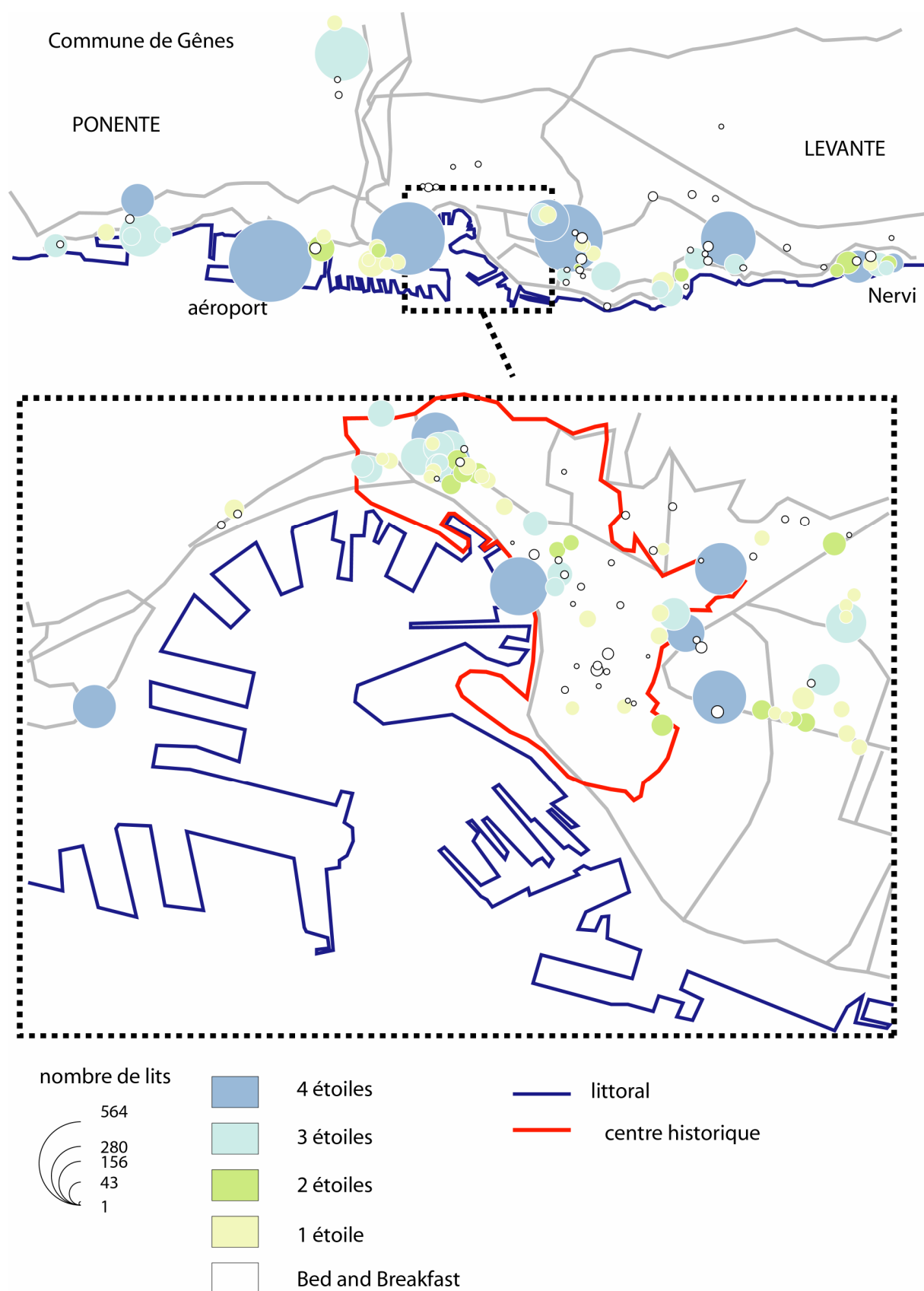


Figure 58 : Hébergements dans la commune de Gênes et au centre (S. Jacquot, 2006)

## 2.2 Gênes : des marges au centre

Gênes, ville de la Riviera, apparaît comme lieu de visites dès les guides du XIX<sup>e</sup> siècle, mais le centre historique n'est abordé que de façon marginale, au sens spatiale. Les parcours privilégient les voies les plus larges, les voies transversales, au détriment des ruelles étroites et sinueuses. Les espaces conseillés à la visite sont donc souvent les rues résultant des percés de l'époque moderne. Le guide *Baedeker* de l'*Italie Septentrionale* de 1895 consacre 15 pages à la visite de Gênes, bien moins qu'à Florence (76 pages) ou Venise (53 pages). Il s'agit d'une étape urbaine de second rang.

La préoccupation pour le développement du tourisme à Gênes est ancienne. Dès les années 1930, de nombreux articles concernent le tourisme dans la ville. Toutefois les espaces perçus comme touristiques sont alors différents. Les guides de la période fasciste, dans la célébration futuriste des réalisations modernes, accordent une place paradoxale au centre historique, espace en cours de déstructuration par des projets de rénovation urbaine. Deux guides réalisés en 1936 et 1937<sup>1</sup> illustrent cela : les parcours se font en deux étapes : le centre historique est traversé longitudinalement, suivant les voies percées, s'arrêtant à chaque palais, décrivant avec soin les tableaux des musées. Arrivée à la gare, après une visite du port et des ouvrages modernes, le visiteur est invité à s'aventurer dans les « *ruelles caractéristiques* » du centre historique, dans les espaces les plus anciens de Gênes, évitant ceux promis à la destruction, jusqu'à atteindre les quartiers XIX<sup>e</sup>. Toutefois ce statut est paradoxal car les photos démentent cette place accordée dans le texte au centre historique : elles célèbrent les nouvelles autoroutes construites à Gênes, les promenades en bord de mer, bref les témoignages de la modernité dans la ville. En effet, dans cette période fasciste, le développement du tourisme doit aussi servir à des fins de propagande. Ainsi dans la revue *Genova*, en 1937, sous la plume de E. Conti Sinibaldi, apparaît la visée propagandiste du tourisme, d'autant plus importante que Gênes est une escale maritime internationale : « *Il fine commerciale del giro deve essere secondo, subordinato al suo fine politico propagandistico. Gli stranieri che vengono in Italia, per godere il cielo, il sole, il mare, la lira turistica, l'ospitalità tradizionale non sono ancora abbastanza al corrente degli affari nostri, quasi sempre carichi di preconcezioni contro il Fascismo – inoculati in loro da stampa disonesta e in mala fede.* »<sup>2</sup> [Sinibaldi, 1937 : 42]. Les nouveaux parcours doivent accorder moins de place

---

<sup>1</sup> [Ente Nazionale per le Industrie Turistiche, 1937], et [Direzione Generale per il turismo, 1936]

<sup>2</sup> « *Le but commercial du circuit doit être second, subordonné à sa finalité politique de propagande. Les étrangers qui viennent en Italie, pour profiter du ciel, du soleil, de la mer, de la lire, de l'hospitalité*

aux églises, places, palais, pour ne pas laisser croire que la grandeur de l'Italie ne réside que dans son passé, et inclure les nouveaux espaces urbains qui témoignent de la modernité fasciste : « *si dovrebero percorrere i quartieri bonificati – destare l'interesse dei turisti per le costruzione nuove più significative – condurli dove più intenso è il traffico, più sollecito e ordinato il lavoro* »<sup>1</sup>. Ces nouvelles constructions sont pas exemple les grands immeubles construits au pourtour du centre historique. L'auteur propose un parcours type, qui délaisse le seul centre historique pour parcourir la nouvelle ville édifée depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, empruntant la *Circonvallazione a monte*. Cette volonté de promotion des nouveaux espaces, qui correspond à la marginalisation du centre historique parmi les habitants, n'est pas propre à la période fasciste. En 1892, les célébrations de la découverte de l'Amérique, contrairement à celles de 1992, ont lieu dans les nouveaux espaces produits à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Le centre historique a donc une place paradoxale dans l'histoire du tourisme génois : les guides étrangers le mentionnent mais les acteurs locaux mettent l'accent sur d'autres aspects. Le centre historique lui-même est l'objet de deux types d'appréhension : l'une basée sur les percées des XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècles, l'autre dans une perspective plus pittoresque sur les espaces médiévaux. Les guides ultérieurs illustrent cela.

Le guide *Berlitz « Riviera italienne »* édité en 1978 a été réalisé en collaboration avec l'Office Italien du Tourisme et l'*Azienda Autonomo di Turismo*. « *Gênes* » compte 8 pages sur les 63 consacrées aux visites proprement dites, témoignant de l'intérêt moindre pour la ville elle-même. Toutefois, cela est lié à une acceptation réduite des limites de Gênes : Nervi et Pegli, deux quartiers de la commune de Gênes, à l'est et à l'ouest du centre, sont présentés dans les chapitres « *Riviera di Ponente* » et « *Riviera di Levante* ». La structuration territoriale touristique ne se fixe pas sur les limites urbaines. Gênes est d'abord son port. La description commence par l'évocation des « *grues géantes* », « *kilomètres de quais* », et « *navires du monde entier* » [Berlitz Guide, 1978 : 20]. Puis, le guide opère une réduction du centre de Gênes au tissu urbain du centre historique : « *quelques 800000 Génois vivent et travaillent dans ce dédale de palais, de boulevards, de ruelles, d'églises médiévales, d'immeubles abritant bureaux ou appartements* »<sup>2</sup>. Pourtant, la visite proposée est un parcours qui demeure aux marges du centre historique, sans s'aventurer dans le dédale des ruelles du centre, en

---

*traditionnelle, ne sont pas encore suffisamment au courant de nos affaires intérieures, presque toujours remplis de préjugés contre le fascisme – inoculés en eux par les soins d'une presse malhonnête et de mauvaise foi. »*

<sup>1</sup> « *il faudrait parcourir les quartiers assainis – éveiller l'intérêt des touristes pour les nouvelles constructions les plus significatives – les conduire là où le trafic est le plus intense, et le travail le plus ordonné et prompt* ».

<sup>2</sup> Gênes connaît alors une population plus importante.

précisant le caractère dangereux de certains segments (« à ne pas visiter la nuit »). Ce guide témoigne de la distinction entre deux types d'espaces : les voies percées qui abritent les plus beaux palais Renaissance et modernes, siège également des musées et monuments, et les ruelles qui ne sont pas mentionnées.



À l'inverse, quelques guides mettent en scène la Gênes médiévale et populaire. Gabriel Faure écrit en 1956 celui consacré à la Riviera italienne, de Vintimille à Pise. 45 pages sont consacrées à Gênes, et commencent par la volonté de réhabiliter la ville dans les parcours des visiteurs : « *parmi les grandes villes italiennes, Gênes n'a pas toujours la réputation qu'elle mérite. Beaucoup de voyageurs ne s'y arrêtent même pas, dans leur hâte de gagner Florence et Rome.* » [Faure, 1956 : 65]. Or la ville « *ne se livre pas du premier coup* » [Faure, 1965 : 69], et les artistes et écrivains français qui l'ont aimé<sup>1</sup> font alors office de premiers intercesseurs.

Figure 59 : scène pittoresque dans une ruelle du centre historique [Faure, 1956]

Le guide est suggestif, destiné à « *simplement indiquer aux touristes l'essentiel de ce qu'il faut voir dans une ville aussi multiforme où tout s'enchevêtre* ». Effectivement, le guide mêle différents registres. Il décrit les palais et galeries des rues neuves, via Garibaldi et via Balbi, à la manière de la plupart des guides qui décrivent la Gênes des XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècles. Il inclut l'évocation de scènes pittoresques (le mot apparaît à plusieurs reprises) du centre historique, illustrées par plusieurs héliogravures montrant le linge suspendu entre deux édifices, les nombreux enfants courant dans les *carruggi*, des scènes de rue.

À présent, les espaces médiévaux du centre historique font l'objet de présentation spécifiques réhabilitant la valeur de ces espaces. Ainsi le guide de Riccardo Navone, *Genova città antica* [2005], décrit dans le détail toutes les ruelles du centre, à la fois dans leurs aspects architecturaux et historiques et comme lieu de vie et de loisirs, ne se contentant donc pas d'une qualification pittoresque ou d'un aperçu complétant la présentation des palais, à la différence des autres guides : « *Gli guide su genova sono guide che sono stati più o meno*

<sup>1</sup> George Sand, Flaubert, Paul Valéry, Stendhal.

*quasi tutte, quelle recente diciamo, dagli anni, dal 92, dalle celebrazione colombiane ad oggi, sono guide scritte per se stesso, fatti da giornalisti, che conoscono la città, si sono documentati, ma non hanno restituito il carattere della città, hanno scritto più con l'idea di fare vedere ... ma non hanno preso in conto lo spirito, non sono riusciti di entrare dentro i vicoli, a far capire che cosa sono. Perché la gente vive in questo modo, e perché, se non esistessero i vicoli, e tutte queste cose, non esisterebbero neanche i palazzi immobiliari, non esisterebbe via garibaldi. Via Garibaldi ha un significato perché a fianco di via Garibaldi ci sono i prostituti, hai capito che cosa intendo dire, che tutta la città antica, sia quella minore che quella maggiore vivono in simbiosi, non sono separabili, quindi tutto il centro storico di Genova va considerato, come una città aparte, una città dentro la città »<sup>1</sup> [entretien G60].*

Ainsi existent deux types d'espaces dans les parcours touristiques du centre historique, qui indiquent la nécessité d'une double réévaluation de ces espaces pour le réinvestissement touristique : une réévaluation du centre historique dans un premier temps, puis une prise en compte des *carruggi*, ces ruelles étroites du centre, et pas seulement des palais de l'époque moderne.

### 2.3 Entre ville et port

Le développement de projet en front de mer vise souvent à redévelopper les espaces urbains contigus. Ainsi à Gênes, la création d'un pôle ludico-touristique (*Porto Antico*) a été réalisée avec la volonté de produire un effet sur le centre historique, notamment du point de vue touristique. L'aquarium, pourtant en difficulté à l'issu des *Colombiane*, est devenu le principal lieu touristique de Gênes, attirant 1,3 million de visiteurs en 2003. Or il s'agit d'un tourisme qui concerne essentiellement des familles avec enfants, qui ne poursuivent pas toujours leurs visites dans le centre historique. Les autres pôles touristiques du centre ont une fréquentation bien inférieure : le *Palazzo Rosso*, musée le plus fréquenté, localisé via Garibaldi, compte 27670 visiteurs en 2003<sup>2</sup>. La fréquentation du port ne garantit pas celle du centre historique. Ainsi la directrice du musée Spinola, placé à quelques ruelles de

---

<sup>1</sup> « les guides sur Gênes sont des guides qui ont été presque tous, disons les récents, à partir de 92, de la célébration colombienne à aujourd'hui, des guides écrits pour soi-même, faits par des journalistes qui connaissent la ville, qui se sont documentés, mais qui n'ont pas restitué le caractère de la ville. Ils ont plus écrit avec l'idée de faire voir... mais ils n'ont pas tenu compte de l'esprit, ils n'ont pas réussi à entrer dans les ruelles, à faire comprendre ce qu'elles sont. Pourquoi les gens vivent-ils de cette manière, parce que si les ruelles n'existaient pas, et toutes ces choses, il n'y aurait pas non plus les grands palais, il n'y aurait pas la via Garibaldi. Via Garibaldi a un sens parce qu'à côté de cette rue il y a les prostitués, tu as compris ce que je veux dire, que toute la ville antique, que ce soit la mineure ou la majeure, vit en symbiose, ces deux parties sont inséparables, on doit donc prendre en considération tout le centre historique de Gênes, comme un ville à part, une ville à l'intérieur d'une ville. ».

<sup>2</sup> Les données sont compilées par l'*Ufficio Statistico* de la municipalité, dirigée par P. Arvati.

l'aquarium, évoque cette difficulté : « *il palazzo è in una posizione difficile, cioè non è facile raggiungerlo, non è che uno lo trova camminando, deve volerci venire, deve aver un motivo per partecipare a trovarlo, e dei motivi per cui siamo a pochi metri del aquario che ha 1,2 visitatori, noi abbiamo 30000 e qui c'è la grande sfida di Genova, cioè la differenza tra tutto quello che è intorno alla novità del porto antico, tutta la realtà del aquario, museo del mare, etc, che sono una città nuova, rispetto a Genova, che pero deve trovare un modo di non vivere a se ma entrare creare dei vasi comunicanti con la parte del centro storico* »<sup>1</sup> [entretien G71]. Les architectes d'ARTE évoquaient en entretien également la difficulté liée à la nature des relations morphologiques entre ville et port : le port ancien est composé de vastes espaces ouverts, or pour s'engager dans le centre historique il faut s'aventurer dans des ruelles étroites. Renzo Piano pour 1992 souhaitait pour cette raison prolonger la via San Lorenzo jusqu'au port, pour ériger cette voie en espace de transition, mais cela impliquait la destruction d'un bâtiment. La création d'un pôle muséal via Garibaldi en 2004 vise à créer un espace d'attraction important au sein du centre historique pour inciter à davantage de liens entre les deux espaces, ville et port, du point de vue touristique.

Le développement des croisières constitue un autre cas de déphasage entre le réinvestissement des espaces portuaires et la stratégie touristique générale. Il n'entraîne pas directement une fréquentation des autres espaces urbains : depuis le terminal peuvent être organisées des excursions, ou les voyageurs peuvent rester dans le terminal aménagé pour leur confort, avec des galeries marchandes et des lieux de restauration. Le tourisme de croisières connaît un développement important en Méditerranée [Bergeron, 2000], et Gênes se pose en capitale italienne des croisières depuis plus de 10 ans. Les terminaux de ferrys et de croisières ne se trouvent pas dans le port historique mais dans la partie ouest de l'anse de Genova, toujours gérée par l'Autorité Portuaire, où ont été développées des infrastructures destinées au tourisme de croisières. Le port de Gênes développe ainsi une stratégie de promotion du tourisme de croisières, sur des espaces gérés de façon différente de *Porto Antico*. Le trafic de croisières à Gênes est passé 293982 passagers en 1994 à 615800 en 2003<sup>2</sup>, toutefois les

---

<sup>1</sup> « *le palais est dans une position difficile, c'est-à-dire qu'il n'est pas facile d'y arriver, on ne le trouve pas en marchant, on doit vouloir y aller, on doit avoir un motif pour vouloir le trouver, par exemple parce qu'il est à quelques mètres de l'aquarium qui a 1,2million de visiteurs, nous, nous en avons 30000 et là se trouve le grand défi de Gênes, c'est-à-dire la différence entre tout ce qui se trouve autour de la nouveauté du port ancien, toute la réalité de l'aquarium, le musée de la mer, etc, qui sont la nouvelle ville, par rapport à Gênes, qui cependant doit trouver une façon de ne pas vivre pour soi, mais de développer des [sortes de] vases communicants avec le centre historique* ».

<sup>2</sup> Source Autorité Portuaire

acteurs locaux demeurent circonspects : en effet, depuis le port sont organisées des excursions sur la Riviera, si bien que les retombées urbaines demeurent modestes<sup>1</sup>.

### 3. Valparaiso, un modèle en archipel ?

Le tourisme s'est d'abord appuyé sur les espaces centraux de Valparaiso, notamment les Cerros Alegre et Concepción, avant de progressivement s'étendre spatialement, jusqu'à se rapprocher d'un modèle spatial en archipel, témoignant d'une convergence avec l'évolution de la spatialisation de la politique patrimoniale.

#### 3.1 Un cerro touristique, devenu lieu d'hébergement

En 1998, le service de tourisme de la municipalité de Valparaiso crée un circuit touristique qui ne concerne que les Cerros Alegre et Concepción : il commence avec l'ascenseur El Peral qui conduit le visiteur Cerro Alegre, et s'achève avec le retour au *plan* via l'ascenseur Concepción. En effet, à l'instar de la gentrification, la mise en tourisme de la ville s'appuie au départ sur ces deux collines, le reste de la ville étant considéré comme impropre à la fréquentation, pour des raisons de sécurité ou de présentation des espaces. Dans les années 1990, quelques initiatives privées marquent le passage à une économie locale du tourisme, par exemple la création du restaurant Turri et l'ouverture de l'hôtel Brighton par Nelson Morgado. Le point commun de ces deux initiatives est de s'appuyer sur les éléments patrimoniaux du lieu, de revendiquer un investissement de dimension modeste, adapté au quartier, et de viser une clientèle aisée, faisant le pari d'un tourisme culturel. Le succès de ces initiatives conforte cette voie de développement également prônée par la municipalité, et ces deux acteurs deviennent des figures influents au niveau local, consultés par exemple pour le processus de candidature Unesco. Le Cerro Concepcion devient dès lors un quartier tourné de façon forte vers le tourisme culturel : de nombreux *Bed and Breakfast* ouvrent. Les propriétaires sont souvent des habitants avant d'être des entrepreneurs du tourisme. Dans de nombreux cas le passage à cette activité touristique a été préparé par la location de chambres aux étudiants, illustrant les transitions entre entrepreneur touristique et certains types de population locale. Les demeures du XIX<sup>e</sup> siècle des collines, avec leurs longs couloirs, les

---

<sup>1</sup> La même préoccupation s'est manifestée à Valparaiso, du fait du développement d'un terminal de croisières qui a provoqué de grands espoirs (la presse locale relaie les arrivées des navires de luxe, espérant des retombées importantes). Toutefois Valparaiso constitue une escale technique plus que touristique : au final les retombées sur la ville et pas seulement le port demeurent pour le moment limitées selon les acteurs locaux du tourisme, qui tentent de définir un produit touristique adapté à ces visiteurs, en s'alliant avec Viña del Mar et des communes viticoles de l'intérieur.



nombreuses chambres individualisées, se prêtent bien à la location à des étudiants, premier pas à la transformation en chambre d'hôte. Alejandro, Cerro Concepción, louait à des étudiants chiliens ou étrangers des chambres au mois ou à l'année, dans une maison de deux étages de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. En 2001, encouragé par les discours sur le développement du tourisme culturel, il commence la transformation en *hospedaje* et se consacre à plein temps à cette activité. Les autorités locales ont également accompagné ce processus de création de chambres d'hôte : la CORFO a mené en 2000 avec la Fondation Valparaíso une formation à l'accueil de touristes, encourageant après sélection de profils l'ouverture de ces structures<sup>1</sup>. La teneur sociale de ce quartier est modifiée, ce qui provoque des tensions avec les habitants les plus anciens qui regrettent l'aspect résidentiel et calme précédant le développement du tourisme et des activités récréatives. Les changements paysagers sont également importants, du fait de l'utilisation de couleurs vives par les propriétaires des Bed and Breakfast, conformément à l'image d'une ville de toutes les couleurs.

### 3.2 Le tourisme aux dimensions de la ville

En 2001 Sernatur charge des enseignants-chercheurs de l'Université Maritime de Viña del Mar de réaliser des parcours touristiques pour la ville de Valparaíso. Ce travail, dirigée par Paulina Kaplan<sup>2</sup>, marque un élargissement de l'aire destinée aux visites : trois circuits (dont l'un est appelé circuit des immigrants) concernant les Cerros Alegre et Concepción, un circuit lie les places de la zone classée à l'Unesco, le cinquième circuit propose une visite des demeures du début du XX<sup>e</sup> siècle de Playa Ancha, deux circuits traversent le *Museo a Cielo Abierto*<sup>3</sup>, et le dernier relie la maison de Pablo Neruda, la Sebastiana, au *plan*.

Cela traduit un élargissement des espaces considérés comme propres à la fréquentation touristique, et la volonté de les relier dans une conception globale du tourisme.

#### *El sendero bicentenario et l'extension des parcours à la ville*

*EuroChile* et la *Fondation Valparaíso* préparent un parcours touristique dans la ville de Valparaíso, au départ pour le présenter au Salon du Tourisme ITB<sup>4</sup> (*Internationale*

---

<sup>1</sup> Cette campagne a été sévèrement critiquée par *Ciudadanos por Valparaíso*, qui se place dans le même type de raisonnement que pour *Lugar valioso* : la diversité des pratiques est un facteur de richesses. En encourageant des pratiques codifiées de service au touriste, on opère selon eux un processus d'aliénation culturelle et de dévalorisation des savoir-faire locaux. Cet exemple montre la continuité thématique entre la gentrification, la patrimonialisation et la touristification, qui se laissent appréhender selon les mêmes enjeux.

<sup>2</sup> Paulina Kaplan devient plus tard responsable au Serviu MINVU de la mise en place du SRP puis directrice de l'Oficina de Gestión Patrimonial de la municipalité de Valparaíso

<sup>3</sup> Il s'agit d'un parcours au sein du Cerro Bellavista composé de fresques réalisées dans les années 1970 par des peintres chiliens, complétées récemment.

<sup>4</sup> Créé en 1966, il s'agit d'un des principaux salons au monde consacré au tourisme et ses produits.

*Tourismus-Börse*) à Berlin. Cette initiative s'inscrit dans le plan « *Valparaíso patrimonial* ». Le parcours est décomposé en 14 tracés, d'une durée de 90 minutes à 3 heures chacun, tranchant ainsi avec les parcours précédents plus modestes. En effet, il s'agit par ce parcours de prouver que Valparaíso peut être une destination de rang international, ce qui implique une offre de visite consistante. Le tracé total est de 40 kilomètres, et traverse tout Valparaíso longitudinalement, de Playa Ancha au Cerro Placeres, à la frontière avec Viña del Mar, empruntant les rues droites et larges du plan ou les ruelles et escaliers des collines. La seule limite est altitudinale : ces parcours ne dépassent pas la limite du Camino Cintura ou Villa Alemania, comme les zones de conservation historique dessinées par la municipalité, et ne s'aventurent donc pas dans les quartiers les plus populaires de la ville. L'extension des parcours touristiques au sein de la ville est accompagnée depuis peu par une extension de l'aire de localisation des *Bed and Breakfast* et hôtels de quelques chambres au sein de la ville, qui essaient dans d'autres *cerros*, notamment Bellavista, Playa Ancha et San Juan de Dios<sup>1</sup>.

L'extension des aires proposées aux touristes est donc conforme à l'extension parallèle des secteurs considérés comme patrimoniaux à Valparaíso. Cette extension repose également sur des centres d'attraction dispersés dans la ville : les ascenseurs et les *miradores*.

### 3.3 Les ascenseurs, base d'un tourisme en archipel

Les ascenseurs constituent la base d'une nouvelle conception spatiale du développement touristique, basée sur des pôles d'attraction dispersés dans la ville.

#### *Des monuments intégrés au fonctionnement urbain*

Les ascenseurs sont dispersés dans la ville, faisant la jonction entre le *plan* et les premières hauteurs des collines. Construits à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, il s'agit en fait de funiculaires<sup>2</sup>, à l'exception de l'ascenseur Polanco. Certains ont été détruits ou sont à l'abandon. Quatorze ascenseurs sont classés monument historique en 1998, dans le cadre du processus de candidature de Valparaíso comme Ville Patrimoine Mondial de l'Humanité (l'ascenseur Polanco l'avait été dès 1976), suite à une demande de la Municipalité, pour pouvoir contrôler les transformations des 10 ascenseurs privés.

Quinze ascenseurs sont aujourd'hui encore en fonctionnement. Même si certains, faute d'entretien, ne sont plus utilisés, ils constituent encore un mode de locomotion utilisé par les

---

<sup>1</sup> Je n'ai toutefois pas pu mener d'enquêtes auprès de ces nouvelles structures.

<sup>2</sup> Le terme « ascenseur » est maintenu car c'est leur nom d'usage, y compris dans les actes administratifs, comme le classement monument historique. Régulièrement, des tribunes dans la presse rappellent vainement qu'il s'agit en fait de funiculaires.

habitants (ainsi l'ascenseur El Peral transporte en 1998 700 passagers par jour). Cet usage urbain est illustré par les protestations des habitants lorsque les tarifs augmentent. Il est envisagé, sans suite, de les intégrer en 2004 au *Plan de Transformación Metropolitana de Valparaíso* (TMV), le nouveau plan de transport collectif de l'agglomération Gran Valparaíso conduit par le secrétariat au Transport du gouvernement<sup>1</sup>. En 2006, l'entreprise propriétaire de l'ascenseur Concepción, la *Compañía de Ascensores Mecánicos de Valparaíso*, augmente les prix et met en place un tarif différencié, pour prendre en compte le double usage, résidentiel et touristique de cette infrastructure. Les résidents du Cerro Concepción protestent, et le maire de Valparaíso fin 2006 demande de modifier le statut des ascenseurs, pour les considérer comme moyen de locomotion et plus infrastructure touristique. Cette exigence vise au contrôle des prix par les autorités publiques.

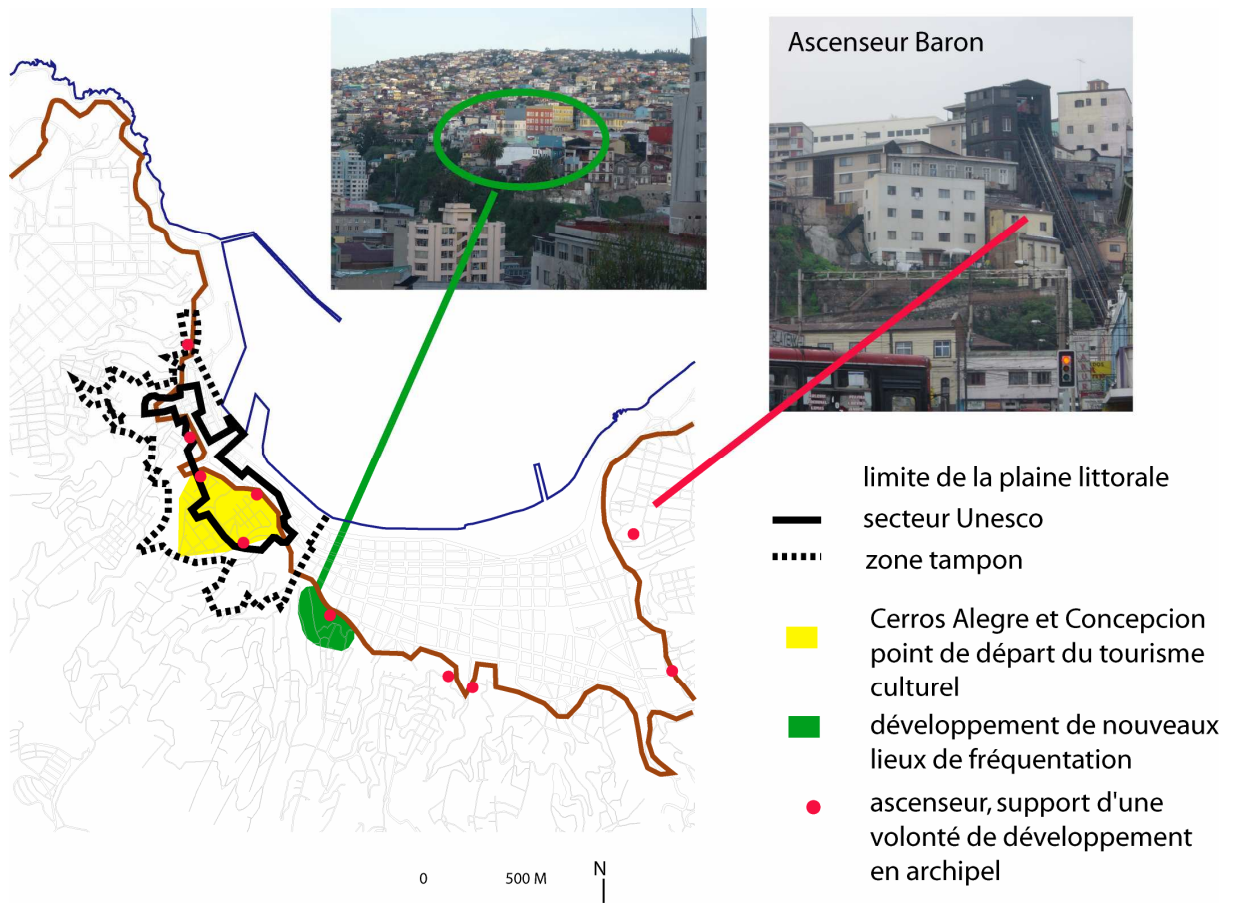


Figure 60 : Les nouveaux espaces du développement touristique

Les ascenseurs constituent ainsi des objets à double emploi, intégrés aux déplacements quotidiens des résidents et objet patrimonial et touristique important. Ce second aspect est de plus en plus mis en avant par les acteurs publics et privés, qui souhaitent créer autour de

<sup>1</sup> Le TMV est appliqué à partir de fin 2006.

chaque ascenseur des aires de développement touristique, s'inspirant des ascenseurs des Cerros Alegre et Concepción, et de l'ascenseur Artilleria. Les ascenseurs dans leur partie haute débouchent sur des miradors, promenades urbaines permettant un panorama sur la ville et l'océan, prisés des habitants et touristes, et qui concentrent des infrastructures touristiques ou des vendeurs d'artisanat. Le but est de développer la même dynamique pour les autres ascenseurs, qui deviennent des pôles de développement servant d'entrée à la transformation de chaque *cerro*. La *Fundación Valparaíso* avait dès 2000 mis ce principe en application, obtenant un financement de la WMF (*World Monuments Fund*, ONG basée à New York) pour un projet de réhabilitation de quartiers autour d'ascenseurs situés en dehors de la zone historique. Le premier quartier concerné<sup>1</sup> est celui de l'ascenseur Espiritu Santo, et inclut la réhabilitation du siège de la Fondation Valparaíso.

Ainsi, le réinvestissement des espaces historiques centraux modifie les lieux du tourisme, d'une double façon : par la création de nouveaux espaces, notamment sur les fronts de mer de Gênes, Valparaíso et Liverpool, ou par le réinvestissement des espaces historiques urbains. La création de ces espaces touristiques suit la dynamique générale de transformation des centres, manifestant sa solidarité avec les autres aspects, en adoptant les mêmes modes de spatialisation.

---

<sup>1</sup> Finalement ce quartier demeure le seul concerné par cette intervention.

Le réinvestissement des espaces historiques centraux dans les trois villes se fait selon des modalités multiples. Tout d'abord, de façon conforme à l'histoire des espaces urbains, s'opère un retournement du regard sur ces espaces, puisqu'ils acquièrent une valeur patrimoniale, après les dernières destructions des années 1970 à Liverpool, 1980 à Gênes et les projets de tours dans les quartiers anciens de Valparaíso. Le classement Unesco dans les trois cas consacre cette patrimonialisation de l'ensemble du centre, puisque même la notion de « centre historique » à Gênes relève d'une délimitation récente. Ce classement Unesco constitue aussi une façon particulière de présenter ce patrimoine. À Valparaíso, il manifeste une tension entre différentes conceptions du patrimoine, qui induisent différentes conceptions de ses limites, tout en agissant comme accélérateur de la patrimonialisation, alors que ce classement apparaît en amont moins conflictuel à Liverpool et Gênes. Toutefois ce réinvestissement des centres ne relève pas seulement de la patrimonialisation et protection des espaces. De nouveaux espaces sont produits, à différentes échelles (*Porto Antico*, *Liverpool One*, *Ponte Parodi*), dans ces centres anciens, notamment sur la façade portuaire. Les interventions urbanistiques dénotent un régime non exclusif de l'intervention, la régénération urbaine, la requalification urbaine ou la réhabilitation urbaine n'étant pas spécifiques des espaces historiques centraux.

Ces interventions multiples modifient les usages des espaces centraux, concernés tout d'abord par la gentrification. La gentrification apparaît comme une condition économique du réinvestissement privé de ces espaces, assurant une clientèle aux biens réhabilités, comme l'illustre le *Subsidio de Rehabilitación Patrimonial* à Valparaíso, destiné à la création d'une demande plus qu'à financer directement la réhabilitation du patrimoine. Aussi change progressivement la teneur sociale de ces espaces, mais pas de façon homogène.

Ce réinvestissement concerne d'autres usages. L'hypothèse a alors été faite, suivant en cela la voie tracée par S. Zukin, d'un nécessaire élargissement de la notion de gentrification, permettant de prendre en compte les mutations touristiques et commerciales, et de constater un réinvestissement par la consommation au sens large des espaces centraux. Dès lors, la patrimonialisation se pare de significations nouvelles, puisque les pratiques commerciales relèvent d'un patrimoine invisible qui peut entrer en conflit avec les évolutions des espaces centraux. Ces conflits révèlent des tensions concernant les nouveaux usages de ces espaces, liés à des divergences sur les modes d'évolution, ouvrant la voie à une étude des régulations et modalités de légitimation des transformations des espaces historiques centraux.

## **PARTIE 3 : RÉGULATIONS ET LÉGITIMATIONS**

Les transformations patrimoniales, urbanistiques, résidentielles et touristiques, mettent en oeuvre de nouvelles régulations entre acteurs, qui indiquent le sens général de ces transformations et les modalités pour y parvenir. Ces régulations répondent à la fois à des schémas prédéfinis de processus de décisions et à des convergences ou divergences, étudiées dans le chapitre 6. Ces régulations aboutissent également à la mise en oeuvre de nouvelles règles d'usage des espaces, et produisent une forme de normalisation des espaces, des pratiques et des temporalités, évoquée dans le chapitre 7.

Ces règles relèvent de l'analyse du pouvoir de transformation des espaces, lequel suppose une légitimation à un double niveau : légitimation des actions menées, légitimation des acteurs qui les portent ou en bénéficient. Cette légitimation est étudiée dans le chapitre 8, de deux façons différentes. Tout d'abord sont évoquées les figures urbaines qui les soutiennent ou les contestent, ensuite les modèles et références qui placent ces transformations dans le cadre de la mondialisation. Dans les deux cas est en jeu le lien entre des imaginaires urbains et la transformation des espaces par des configurations particulières d'acteurs.

### ***Chapitre 6 : Régulations urbaines et pouvoir urbain***

Ces nouvelles régulations peuvent être appréhendées sous la double perspective des accords et désaccords. Des alliances de différentes sortes, entre acteurs publics et privés, locaux et nationaux voire internationaux, se nouent pour la conduite des projets, tandis que des enjeux spatiaux entraînent la constitution de configurations opposées sur certains enjeux, posant la question du *leadership*.

Dans une première partie (A) sont étudiées les alliances et partenariats entre acteurs, induisant une recomposition des relations, délaissant les circuits hiérarchiques et relativisant la séparation entre public et privé. Les événements urbains constituent un instrument privilégié de cette recomposition. L'étude des modes de financements (B) relativise le sens de ces partenariats, montrant la dépendance importante des acteurs locaux aux financements publics nationaux et internationaux, et l'effet levier des investissements publics. La question se pose alors du degré de consensus face aux transformations menées, laissant apparaître trois configurations. À Liverpool (C), la volonté d'apparaître comme une ville ouverte aux grands investisseurs immobiliers entraîne des dérogations aux règles patrimoniales, illustrant les ambiguïtés du *Liverpool City Council*, et nourrissant en retour des contestations sur les

modalités d'exercice du pouvoir, appelant à un maire élu symbole d'un pouvoir local fort. Valparaíso présente une configuration différente (D), puisque l'État a entretenu la faiblesse du pouvoir local. Le projet d'aménagement du front de mer, qui entre en contradiction avec la conception du patrimoine comme paysage, cristallise des oppositions sur les modalités d'aménagement de la ville. Gênes semble s'inscrire dans un cadre davantage consensuel (E), qui s'explique par un consensus sur la stratégie générale de développement, une intégration progressive des mouvements contestataires et l'usage d'instruments urbains assurant le *leadership* municipal, malgré des moyens financiers limités.

## A. Alliances et partenariats entre acteurs

Dans les trois villes sont mises en avant dans les discours de présentation les convergences entre public et privé, ou entre acteurs locaux et nationaux. Les alliances entre acteurs irradiant l'ensemble des transformations : les processus de candidature Unesco, les événements urbains, des interventions urbanistiques, la réalisation de logements étudiants dans un ancien couvent, se présentent sous le signe des alliances et partenariats entre acteurs, posant au final la question de l'origine des décisions.

### 1. Les partenariats

Les partenariats (*partnerships*), définis comme « *a coalition of interests drawn from more than one sector in order to prepare and oversee an agreed strategy for the regeneration of a defined area* »<sup>1</sup> [Bailey, Barker, MacDonald, 1995 : 27], concernent différents secteurs de l'aménagement. Ils consistent en une nouvelle forme de gestion et gouvernement de la ville, impliquant des sources différentes de financements et des mécanismes concertés de prises de décisions entre institutions publiques et privées, à différentes échelles.

Dans le corpus des sciences sociales, les partenariats sont souvent associés à la notion de « *gouvernance urbaine* »<sup>2</sup> (voir par exemple [Ingemar, 2002]). Il s'agit en effet de suppléer à la raréfaction des financements au niveau local, en multipliant les partenaires. Cela conduit également à une modification du processus de prise de décisions, désormais partagé en différents foyers. La nécessité d'inclure des financements privés a également pour

---

<sup>1</sup> « *une coalition d'intérêts issus de plus d'un secteur pour préparer ou superviser une stratégie concertée pour la régénération urbaine d'un secteur.* ».

<sup>2</sup> Conformément à ce qui a été développé dans la première partie, le terme « *régulations* » demeure celui privilégié dans ce travail.

conséquence une attitude différente à l'égard des acteurs privés, par l'adoption d'une attitude définie comme « *business friendly* ».

D. Harvey interprète cette mutation comme une évolution dans le mode de gouvernement urbain, du *managerialism* à l'*urban entrepreneurialism* [Harvey, 1989], qu'il relie à un changement macroéconomique lié au passage du mode de régulation fordiste au « *flexible postmodernism* » [Harvey, 1991 : 338]. Le *managerialism* désigne la gestion des services publics, dans une optique keynésienne, par des autorités publiques, tandis que l'*urban entrepreneurialism* désigne la coalition engagée entre gouvernements locaux et investisseurs (et leurs relais, tels les chambres de commerce ou les lobbys pro-croissance) pour le développement économique, sous la forme de partenariats, et entraînant un développement du marketing urbain, y compris *via* des opérations urbanistiques de production de paysages reflétant la puissance urbaine.

Les partenariats visent plusieurs buts : créer une synergie et un consensus entre acteurs, accroître les financements possibles [Ingemar, 2002]. Ils prennent différentes formes : les partenariats concernent des institutions publiques exclusivement ou des institutions publiques et des acteurs privés ( partenariats publics-privés ). Ils incluent ou non des acteurs privés sans but lucratif : associations, représentants de communautés, ...

### 1.1 La multiplication des partenariats à Liverpool

Au Royaume-Uni à la fin des années 1990 existaient plus de 700 « *partnerships* » entre acteurs publics et privés, pris dans la régénération urbaine [Carley, 2000]. Certains ont une ampleur importante dans la transformation d'une ville, par exemple à Birmingham [Masbouni, 2006]. Le partenariat, développé dès M. Thatcher avec la constitution des *Urban Development Corporations* (UDC), devient la forme privilégiée de l'intervention urbaine. Toutefois le sens du partenariat n'est pas univoque : il a constitué dans les années 1980 un outil pour réduire la puissance des autorités locales et favoriser les investissements privés ; depuis 2000 il s'inscrit dans la volonté du New Labour de développer une régulation locale impliquant le secteur associatif et communautaire [Geddes, 2006]. Il est donc pris dans une tension entre contrôle du pouvoir local et élargissement démocratique du processus décisionnel [Hastings, 1996].

De nombreux partenariats public-privés sont mobilisés à Liverpool dans la régénération urbaine. Leur organisation institutionnelle est dédoublée, entre un *board* regroupant un représentant des diverses institutions composant le partenariat, instance décisionnelle générale, qui élabore les stratégies d'action, et une structure de gestion et de



suivi des programmes et projets développés. Les partenariats s'emboîtent : ainsi *Liverpool Vision*, agence de régénération urbaine issue d'un partenariat entre le *City Council*, *English Partnerships* et *North West Development Agency* et dont le comité directeur inclut des représentants du secteur privé entrepreneurial, met elle-même en œuvre des partenariats pour la conduite des projets d'interventions. Certains sont établis sur une base spatiale, pour la conduite d'un programme particulier, et ont une durée liée à la réalisation de leur objectif : ce sont les partenariats de projet. D'autres partenariats ont une forme plus durable, constituant des instruments de coordination entre institutions et acteurs impliqués dans la régénération urbaine.

#### *Partenariats de projets*

Le *RopeWalks Partnerships* constitue un partenariat de projet. Ce partenariat a été mis en place en 1997 pour la régénération urbaine de l'aire de *RopeWalks*, partiellement intégrée depuis 2004 dans la zone Unesco, qui s'étend sur 35 hectares, et inclut de nombreux entrepôts des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. *Liverpool RopeWalks Partnerships* associe le *Liverpool City Council*, *North West Development Agency*, des membres de la communauté chinoise et des associations. L'intégration des communautés locales se fait aussi par la sollicitation d'artistes. Ainsi, un poète populaire, Tony A. Chestnut, écrit un poème à la gloire de la régénération urbaine, des financements européens et de la réhabilitation patrimoniale.

*Euro funding ensures  
No wasted building.  
A heritage strong -  
It's wrong,  
To destroy and build anew.  
Bring them both together is my view.  
Cultural quarters display,  
A place to visit.  
Is it too much to ask for regeneration?*

"Re-Generation," poème de Tony A. Chestnut, Liverpool Peoples' Poet (qui vend des poèmes instantanés dans des pubs, sollicité dans l'aire de *RopeWalks*).

Au sein du *RopeWalks Partnerships*, des partenariats ont également été établis pour la conduite même des projets, par exemple entre *Urban Splash* et le *Liverpool City Council* pour l'aménagement de Concert Square, illustrant cet emboîtement des partenariats.

### *Partenariats structurés*

Les partenariats structurés constituent des instances d'échange entre acteurs issus des secteurs publics et privés. Deux partenariats public-privé à Liverpool jouent un rôle important dans la prise en compte des intérêts du secteur privé dans l'aménagement public : *the Mersey Partnership* et *Business Liverpool*. *The Mersey Partnership* (TMP) est un regroupement d'acteurs publics et privés (400 entreprises sont membres de TMP), créé en 1993, qui agit à l'échelle du Merseyside, donc au-delà des limites du *city council*. Son *Board* regroupe les leaders des cinq *city councils* concernés, des représentants des grandes entreprises de Merseyside et de la région (dont *Steel Holding*, qui est propriétaires de nombreux aéroports et de centre commerciaux en Angleterre) et des représentants de l'économie sociale. TMP mène des actions en faveur du développement touristique, de la promotion de l'image de Merseyside, du développement économique et plus spécifiquement du développement du *waterfront*. *Business Liverpool* est une structure de partenariat entre la Chambre de Commerce et d'Industrie et le *Liverpool City Council*, destinée à faciliter l'investissement à Liverpool, notamment en recensant les sites disponibles, et traduisant le souci du *city council* d'apparaître favorable au développement économique. La plupart des projets suivis par *Business Liverpool* sont menés dans le *city centre*. *Business Liverpool* agit également comme instance de promotion des entrepreneurs au développement local, à travers l'établissement du programme *City Growth*<sup>1</sup>, lui-même fonctionnant comme un partenariat.

Les partenariats sont également utilisés comme moyen d'intégration de représentants des différents groupes d'habitants au processus décisionnel. Le gouvernement *Labour* par le *Local Government Act* en 2000 crée une structure de partenariat local public-privé, le « *Local Strategic Partnership* » (LSP), dont l'aire d'action correspond à celle du *city council*. Le LSP doit être formé de représentants des institutions publiques, des secteurs économiques et associatifs, et de représentants des communautés locales. Il gère, avec le *City Council*, le *Neighbourhood Renewal Fund*, et est concerné par tous les aspects du gouvernement local [Cullingworth, Nadin, 2006 : 71-72]. À Liverpool, le LSP a pour nom *Liverpool First*. Ses champs d'action sont variés : régénération urbaine, développement communautaire, réduction des inégalités sociales et territoriales, sécurité, développement économique, ... *Liverpool First* agit essentiellement comme lieu formalisé d'échanges entre les différents acteurs et institutions de Liverpool : deux fois par an un forum réunit 49 membres représentant divers secteurs et organisations de Liverpool, tandis que des actions communes d'intervention y sont

---

<sup>1</sup> Se réclamant de la théorie économique de Michael Porter, basée sur l'analyse des systèmes concurrentiels.

préparées. Le document-cadre produit tous les 3 ans, le *Liverpool Area's Agreement*, présente des objectifs alignés sur ceux des *quangos* et institutions publiques. Par exemple, un des objectifs majeurs consiste à créer un « *dynamic business climate* », tandis que la partie consacrée à la compétitivité et croissance économique évoque principalement le centre de Liverpool et ses transformations commerciales<sup>1</sup>.

Au final, la plupart des champs de l'aménagement sont concernés par des partenariats : aménagement urbain (*Liverpool Vision*, *English Partnership*, *RopeWalks Partnerships*), concertation avec le secteur privé (*Business Liverpool*, *City Growth*), politique commerciale et gestion des espaces publics du quartier commercial (*BID Liverpool City Central*), politique touristique (*Mersey Partnership*), sécurité des espaces et politique de prévention (*City Safe*), ... Le *Liverpool City Council* demeure l'autorité locale de référence mais est inclus dans chacun de ces partenariats, jusque dans l'élaboration de la stratégie urbaine générale, avec l'instauration du *Local Strategic Partnership*.

### *1.2 Le développement de la démarche partenariale à Gênes dans l'action urbanistique sur le centre historique*

Trois types de collaboration entre acteurs peuvent être individualisées : les structures spécifiques de partenariat, mises en œuvre lors des événements urbains, les collaborations à travers les projets et programmes d'intervention, et les espaces de discussion et confrontation visant à une convergence des objectifs.

#### *Les types d'alliance*

À la différence de Liverpool et de *Liverpool First*, les partenariats public - privé sont peu inscrits dans des structures de coordination spécifiques. Ainsi pour élaborer le projet de ville, la municipalité organise des rencontres et conférences mais ne crée pas une structure pérenne. Les partenariats se tissent davantage sur des projets précis, à travers des co-financements et une répartition des travaux à mener. Le programme utilisé (par exemple un PRU, *Piano di Riqualificazione Urbana*) définit alors les modalités de cette collaboration. La municipalité joue un rôle coordinateur général, et la collaboration concerne l'action plus que la définition des objectifs. La répartition des compétences entre acteurs publics et privés est assez classique pour les PRU : par exemple dans le *PRU de Porta Soprana* l'action publique se concentre sur les espaces publics, restaurant également le mur de l'enceinte médiévale et

---

<sup>1</sup> L'autorité portuaire n'est pas présente dans ce LSP et le port est peu évoqué.

assurant la construction d'une école tandis que les investisseurs privés financent un parking privé souterrain et la réhabilitation des édifices.

La confrontation ou les consultations entre institutions publiques et acteurs privés disposent d'espaces propres, notamment les congrès et conférences organisés par la municipalité de Gênes. Des espaces informels sont également créés : par exemple la section locale du *Rotary Club* organise des réunions pour débattre du futur de la ville, ainsi sur le devenir du *waterfront* ou le classement Unesco, avec la présence des principaux acteurs concernés, publics et privés. Le rapprochement des acteurs publics locaux est également favorisé par la circulation des élus, de la municipalité à la province ou la région.

#### *Projets privés - publics*

Dès les années 1980, l'importance de l'engagement du secteur privé dans la réhabilitation du centre historique est affirmée, dans une publication semi-officielle<sup>1</sup> : « *La sauvegarde et la récupération de l'ancien centre de Gênes ne peuvent pas être seulement réalisées avec des fonds publics. L'administration municipale, avec les projets de récupération commandés à des architectes prestigieux, peut donner des renseignements et peut permettre de coordonner les interventions, mais c'est la contribution et la nouvelle utilisation de la part des particuliers qui rendra au centre historique de Gênes son ancienne magnificence et sa dignité* » [Bottaro, 1986 : 31]. Toutefois, les interventions publiques continuent de jouer un rôle clef dans les interventions, catalyseur des investissements privés.

Les programmes urbanistiques mis en place dans le centre historique dans les années 1990 s'appuient sur le même principe, à travers une démarche partenariale, associant des financements publics diversifiés et des participations privées, mais le pilotage des programmes reste effectué par une institution publique locale, la commune ou les agences d'intervention de la région, ARRED et ARTE. Cela concerne aussi bien des interventions de réhabilitation que la restauration patrimoniale. L'initiative est généralement publique, par exemple la restauration de façades des palais génois, selon un programme codéfini par la municipalité et la surintendance aux biens architecturaux de Ligurie.

Quelques initiatives relèvent d'acteurs privés, par exemple religieux. En effet, les différents acteurs catholiques possèdent un patrimoine foncier important, entre le clergé

---

<sup>1</sup> La citation est extraite du livre financé par la mairie de Gênes pour présenter les transformations urbanistiques de la ville à la foire de Milan. Les textes sont en italien, français et anglais.

séculier (dirigé par la *Curia di Genova*<sup>1</sup>) et les différents ordres présents au sein de la ville. Un des plus importants ensemble conventuel est l'église Santa Maria di Castello, qui abrite une communauté dominicaine. Or le déclin des vocations pose des problèmes d'utilisation de cet espace et de financement de la réhabilitation des édifices. Dans les années 1960 est commencé un programme de restauration du couvent, interrompu faute de financements suffisants pour permettre la restauration des trois cloîtres et de l'église.

Elle est actuellement dirigé par le Gilardino, élu prieur en 1996, suite à son expérience dans la gestion de biens culturels réalisée dans un précédent couvent à Turin, et qui conduit le double chantier de la restauration architecturale et du développement d'un musée à partir des objets d'art et liturgiques (contenant une importante collection de reliquaires) appartenant à la communauté. La surintendance est fortement associée à ce travail, et à la confection des vitrines, de façon volontaire. Le troisième cloître du couvent a été restauré grâce à un partenariat établi avec ARRED, qui a conduit les travaux et a obtenu une concession de 30 ans, pour y développer des logements étudiants gérés par ERSU (*ente regionale per il diritto allo studio*), équivalent du CROUS. Cette modalité de gestion a été théorisée par ARRED, qui l'appelle le « *commodato* ». Elle permet de se substituer à un propriétaire qui n'a pas les ressources suffisantes pour intervenir : sans remettre en cause le registre privé du bien, ARRED finance sa réhabilitation et le met en location un nombre d'années suffisant pour le remboursement des frais.

Les alliances à Gênes dans les interventions ordinaires du centre historique ne sont pas autant formalisées que les partenariats développés à Liverpool. Elles se constituent sur des projets spécifiques, pour partager les financements, et permettre des rapprochements public-privé. Si on reprend la définition donnée plus haut du partenariat<sup>2</sup>, il est toutefois possible de qualifier ces rapprochements de partenariats, car les stratégies des différents acteurs manifestent des convergences avec celle définie par la municipalité.

### 1.3 Valparaiso et le développement des actions conjointes

Valparaiso manifeste une évolution récente vers les rapprochements entre acteurs, qui demeurent limités, aussi bien dans les actions impliquant différents acteurs publics que dans celles où sont associés acteurs publics et privés.

---

<sup>1</sup> Outre les biens nécessaires au culte, la *Curia* possède un patrimoine résidentiel important, loué à des prix inférieurs à ceux du marché, des centres d'aide sociale et gère un musée, le musée diocésain, installé dans le cloître du chapitre de la cathédrale San Lorenzo.

<sup>2</sup> « *a coalition of interests drawn from more than one sector in order to prepare and oversee an agreed strategy for the regeneration of a defined area* ».

### *Convergences publiques*

Dans la lignée du développement des comités pour la candidature Unesco, les acteurs publics à Valparaiso développent des actions concertées. Le *plan de revitalización del casco histórico* est développé par le Seremi MINVU mais il intègre des projets en partenariat avec d'autres acteurs publics ou privés. Ainsi la municipalité s'associe avec le MINVU pour la réhabilitation des ruelles du quartier portuaire, co-finance certains projets, et participe à l'élaboration technique des projets. Du fait des faibles capacités financières, cette participation demeure modeste au niveau des investissements. En outre, contrairement à Gênes, la municipalité n'a pas un rôle de coordination générale des politiques menées. Les partenariats concernent donc surtout des projets ponctuels sans que soit mise en place en amont une structure fixe de coordination. En revanche, le MINVU et la municipalité s'associent plus fortement dans la définition des règles d'intervention, à travers l'élaboration d'un manuel régulant les transformations de l'espace public ou la création d'un portail unique pour les propriétaires privés souhaitant réaliser des travaux sur un édifice protégé.

Ces interventions consistent en des rapprochements exclusivement publics. D'autres interventions associent le secteur privé, bien que de façon marginale.

### *Intégration du secteur privé*

L'intégration du secteur privé dans les politiques urbaines et patrimoniales des villes d'Amérique Latine implique des ONG intervenant sur le patrimoine bâti avec des visées sociales [Orellana, 2006 ; Peyronnie, Maximy, 2002], notamment à travers Pact Arim ou le projet SIRCHAL, des investisseurs immobiliers, comme à Mexico [Salin, 2002, Hiernaux-Nicolas, 2003], ou les dynamiques du marché immobilier.

À Valparaiso quelques initiatives ont abouti à la mise en place d'interventions associant acteurs publics et privés. À la fin des années 1990, l'ONG française Pact Arim, représentée localement par l'architecte Hugo Contreras, a développé un projet dans le quartier portuaire, près de l'église de la Matriz, impliquant les habitants de ce quartier populaire dans la réhabilitation des logements après une étude de leurs conditions financières, en leur permettant d'accéder à la propriété. Le projet change d'orientation, consistant finalement en la réhabilitation d'appartements vendus ensuite à des familles dotées d'une subvention, présentée par Hugo Contreras comme l'origine du *Subsidio de Rehabilitación Patrimonial*. Cette démarche constitue toutefois bien un élément allant dans le sens de la volonté d'impliquer acteurs publics et privés. Pact Arim cherche à développer de nouveaux modes d'action dans les espaces patrimoniaux qualifiant son intervention de « projet pilote »,

agissant de concert avec le Seremi MINVU. La *Fundación Valparaíso* constitue un autre exemple de la volonté de construire des partenariats public-privé. Elle a été fondée par un poète américain, Todd Temkin, avec le but d'accompagner la transformation patrimoniale et culturelle de Valparaíso. Le modèle est là explicitement celui des alliances entre acteurs publics et privés au sein de projets. La Fondation sollicite de nombreux soutiens parmi les acteurs institutionnels locaux et les entreprises importantes de la ville, les intégrant à divers projets, par exemple en s'associant aux acteurs publics pour la promotion touristique, ou en menant la réhabilitation des deux marchés traditionnels de Valparaíso avec le FOSIS (fond public d'action sociale).

Ainsi se manifeste dans les trois villes une tendance à la constitution d'alliances entre acteurs. À Liverpool dominant dans tous les registres de l'intervention urbaine le partenariat, avec des acteurs publics et privés ; à Gênes, sans être aussi formalisée, l'intervention vise à impliquer un grand nombre d'acteurs ; à Valparaíso se manifestent des évolutions dans ce sens, bien que de façon plus limitée, avec toutefois la naissance de partenariats public-privé portés par certains acteurs privés. Ces partenariats perdurent-ils lors des événements exceptionnels ? Ils en constituent en fait le cœur, à tel point que l'événement urbain peut être interprété comme un catalyseur de la mise en cohérence des acteurs.

## **2. La mise en cohérence des acteurs par l'événement urbain**

L'événement urbain permet la mise en route de nouvelles relations entre acteurs, agissant comme instrument d'intégration de l'ensemble des acteurs locaux . Il peut donc être perçu comme un élément renforçant les alliances entre acteurs. Après une présentation des différents événements urbains à Gênes, Valparaíso et Liverpool, sont appréhendées les structures de gestion des événements.

### *2.1 L'événement urbain comme outil urbanistique*

À Gênes, Valparaíso et Liverpool, les événements urbains constituent des moments privilégiés dans la transformation des espaces historiques centraux. Quel est leur impact sur les régulations urbaines et les configurations du pouvoir ? L'événement urbain est un outil de la transformation urbaine, agissant dans trois champs différents : il contribue à transformer les

espaces ; il modifie les relations au sein de la ville entre acteurs et actants ; il constitue un instrument de maîtrise temporelle<sup>1</sup>.

Les événements urbains sont également devenus partie intégrante d'une nouvelle modalité de l'urbanisme, prenant prétexte de l'événement pour mener des projets de transformation urbaine [Carrière, 2002 : 10]. La pratique n'est pas neuve : les événements urbains ont une histoire, ainsi de nombreux monuments parisiens sont liés aux expositions universelles ou thématiques (la Tour Eiffel, le Grand et le Petit palais). Toutefois, il s'agissait de bâtiments au départ pensés comme éphémères, même s'ils ont pu ensuite devenir pérennes et structurer le développement urbain. Or les événements urbains contemporains visent à créer explicitement de nouveaux espaces urbains, ainsi à Lisbonne avec l'Exposition Internationale de 1998 et la création d'une nouvelle centralité avec le Parc des Nations [Carrière, Demazière, 2002], ou à Barcelone. Les événements sont « *des moments uniques où la conjugaison de programmes socio-économiques, voire culturels, avec les volontés politiques permet la concrétisation de grandes opérations d'urbanisme* » [Teixeira, 1998 : 330].

D'une façon plus large, ils peuvent être interprétés comme le passage pour des villes anciennement industrielles à une économie de la consommation, objectif explicite des acteurs locaux publics : « *This shift towards a more economic view of cultural policy is also arguably part of a wider shift in public policy goals in the leisure arena away from welfare aims towards economic growth and the attraction of inward investment* »<sup>2</sup> [Richards, 2000]. Il s'agit alors de se servir de l'événement pour modifier la base économique de la ville : « *This type of cultural policy orientation was most prevalent among 'declining industrial cities' which needed to shift the base of their economies from production to consumption in order to replace lost employment opportunities.* »<sup>3</sup> [Richards, 2000].

Cette orientation économique et ce lien avec la volonté de donner une base culturelle à la ville induisent également une volonté de distinction, qui se traduit par la mise en concurrence des villes dans le domaine événementiel. Les événements urbains sont pris dans les concurrences entre villes, déjà dans l'obtention de l'événement. Liverpool était en sélection avec 5 autres villes anglaises (Bristol, Birmingham, Cardiff, Oxford et Newcastle)

---

<sup>1</sup> Ce dernier point sera évoqué dans le chapitre suivant.

<sup>2</sup> « *Le basculement vers une conception plus économique de la politique culturelle fait aussi sans doute partie d'un plus large changement dans les buts de la politique publique dans le domaine des loisirs, délaissant des objectifs sociaux pour la croissance économique et l'attraction des investissements étrangers.* »

<sup>3</sup> « *Ce type d'orientation de la politique culturelle dominait parmi les villes industrielles en déclin, qui avaient besoin de modifier leur base économique, de la production à la consommation, pour remplacer les sources d'emplois perdues.* »



pour l'obtention du titre de Capitale Européenne de la Culture 2008<sup>1</sup>. Gênes en 1992 organisait les célébrations en même temps que Séville et Chicago.

## 2.2 Quels événements ?

Avant d'entamer l'étude des regroupements entre acteurs, il s'agit de présenter les différents événements, et de justifier de ce titre dans certains cas (classement Unesco de Valparaiso et G8).

### *Gênes et l'urbanisme événementiel*

Gênes illustre un cas exemplaire d'urbanisme événementiel, dans la mesure où la commune s'appuie explicitement sur des événements pour conduire la transformation de la ville depuis 1992. Le compte rendu d'un « *atelier projet* » mené à Gênes et organisé par le ministère de l'équipement, avec une forte participation des acteurs locaux, dans la collection *Projet Urbain*, a pour titre de façon emblématique « *penser la ville par les grands événements* » [Masboungi, 2004], à savoir les *Colombiane* en 1992, le G8 en 2001 et l'année Capitale Européenne de la Culture en 2004. Chaque événement a été l'occasion de réunir des financements exceptionnels pour mener des projets urbanistiques d'envergure, concentrés essentiellement sur le port ancien et le centre historique.

L'année 1992 marque le 500<sup>e</sup> anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. Deux expositions universelles sont prévues à Séville et Chicago. Gênes décide de faire acte de candidature en 1984 auprès du Bureau International des Expositions, qui a son siège à Paris. De telles célébrations avaient déjà eu lieu en 1892, et Gênes est la ville natale de Christophe Colomb. Deux lieux sont envisagés pour l'organisation de l'événement : le port ancien et la zone de la *Fiera* (lieu d'organisations des foires, à l'est du centre historique). Renzo Piano est contacté dès le début des années 1980 et il propose de se concentrer sur l'aire du port ancien, aboutissant à *Porto Antico*.

Le G8 est le rassemblement des chefs d'État de 8 pays parmi les plus riches. Il a lieu à Gênes en 2001 et est devenu *a posteriori* un des symboles du mouvement altermondialiste en raison de la sévère répression et de la mort d'un des manifestants.. Comme pour Naples en 1994, le gouvernement italien veut faire de la ville un décor adéquat à cette réunion très médiatisée, traitée sur le mode de l'événement. Toutefois, la contestation altermondialiste à Seattle en 1999 pousse les autorités italiennes à tenter de sécuriser et contrôler au maximum

---

<sup>1</sup> Le gouvernement anglais était chargé de la sélection de la ville qui obtiendrait ce titre en 2008, et a sélectionné sur dossiers.

la zone de déroulement du G8, ce qui en fait un événement paradoxal, qui institue une fracture au sein de la ville, et une séparation entre les acteurs du sommet et les autres concernés, et au lieu d'une fête fait craindre à des débordements et des conflits. Malgré cette limite, les acteurs locaux génois et habitants placent bien le G8 dans la continuité des autres événements urbains, car les transformations menées s'inscrivent à la suite de celle des *Colombiane* et annonce *Genova 2004*. Les travaux liés au G8 permettent la restauration de nombreuses églises et palais, et la réhabilitation de façades le long des axes principaux du centre historique.

Enfin le dernier événement urbain est *Genova 2004*, Capitale Européenne de la Culture, qui s'étale sur toute l'année, marqué par une approche plus classique que Lille, puisque les points forts ont été essentiellement des expositions artistiques, comme celle sur Rubens. Cet événement a également donné lieu à des transformations urbanistiques et patrimoniales importantes (ouverture du musée de la mer et création d'un pôle muséal dans le centre historique), avec le but explicite de modifier l'image de la ville et de profiter de l'événement pour opérer des transformations structurelles.

### **Les Capitales Européennes de la Culture**

Les capitales européennes de la culture sont une manifestation annuelle créée par le Conseil des Ministres de la CEE : depuis 1985 tous les ans une ou plusieurs villes européennes (de la CEE puis de l'UE) sont choisies pour devenir Capitale Européenne de la Culture<sup>1</sup>. Toutefois le sens de cet événement a changé [Richards, 2000]. Au départ, selon les vœux de son inspiratrice la ministre grecque de la culture Melina Mercouri, il s'agissait de mettre en avant des aspects de la culture européenne. Les premières Capitales Européennes de la Culture sont des villes reconnues largement pour leur dimension culturelle : Athènes (1985), Florence (1986), Amsterdam (1987), Berlin (1988), Paris (1989). Avec la nomination de Glasgow, l'optique change car l'événement est alors conçu explicitement comme instrument de relance économique [Mooney, 2004] ; les investissements sont plus conséquents avec l'idée qu'un retour, sous la forme des dépenses touristiques et culturelles, les rend productifs.

Les interventions sur le patrimoine ou la création de nouveaux espaces sur le port trouvent leur justification dans des objectifs larges : permettre le développement du tourisme et participer à l'amélioration générale du cadre de vie.

### *La candidature Unesco scénarisée à Valparaiso*

Ni Gênes ni Liverpool n'ont fait de la candidature Unesco un enjeu populaire au sein de la ville. Elle a été conduite par les deux municipalités de façon technique. À l'inverse, la

---

<sup>1</sup> Ville européenne de la culture jusqu'en 1999.

candidature comme Ville Patrimoine de l'Humanité, processus plus banal dans d'autres villes, a été mise en scène à Valparaíso comme moment de sa renaissance culturelle et touristique, aussi bien par la presse que par les acteurs locaux. La candidature Unesco peut ainsi être envisagée comme un événement urbain. Il n'y a en théorie pas de date impérative mais depuis que l'Unesco demande aux États membres de fournir une liste indicative des biens qu'ils comptent présenter, ceux-ci présentent un ordre indicatif. Valparaíso devait être présentée après les églises de Chiloé. Par ailleurs, les candidatures par pays sont limitées à deux, ce qui rend nécessaire la réussite rapide de la candidature. Cette candidature est alors présentée comme une épreuve. Valparaíso mérite-t-elle d'être classée au patrimoine Mondial ? Les acteurs locaux sauront-ils porter ce projet ? Les citoyens sont-ils dignes de ce classement ? De grands changements sont en outre attendus de ce classement.

### *Liverpool, tourné vers 2008*

À Liverpool l'événement majeur aura lieu en 2008, avec l'année Capitale Européenne de la Culture. Cet événement se décompose en deux moments : le choix de la ville Capitale Européenne de la Culture a été fait parmi six villes britanniques : Newcastle-Gateshead, Birmingham, Oxford, Bristol et Cardiff, en 2003, et a donné lieu à une sévère compétition, du fait de l'enjeu (l'effet Glasgow étant dans tous les esprits). L'événement proprement dit n'a pas encore eu lieu, mais chaque année depuis l'annonce du choix de la ville a été pensée comme préparatoire, avec des manifestations destinées à combler l'attente tout en la suscitant. Comme à Gênes, l'événement a été pensé comme instrument de transformation, à la fois urbanistique - avec la création d'une icône sur le *waterfront*, *The Cloud*, élément clef du dossier de candidature, mais finalement abandonné en 2004, la réalisation du tramway (également abandonnée), le développement du *waterfront* (construction d'un terminal de croisières, d'un centre de conférences) - et touristique, en attirant de nombreux visiteurs par un ambitieux programme de festivals, concerts et manifestations artistiques.

### *2.3 L'événement urbain comme passage au consensus ?*

L'événement urbain apparaît comme un élément facilitant le passage au consensus entre acteurs publics et privés. En effet, le consensus concerne là la nécessité de mettre en place un événement urbain, de réussir l'opportunité d'apparaître sur le devant de la scène. Il y a consensus entre acteurs sur le contexte concurrentiel entre les villes, et la nécessité d'attirer investisseurs et visiteurs, par le développement de l'image de la ville. Les objections concernent les modalités de l'organisation de cet événement, ou le type d'image de la ville qui

est présenté, mais la nécessité de sa conduite est peu discutée. L'événement urbain est donc facteur de mise en cohérence politique, permettant un consensus sur les politiques menées.

L'enjeu doit dépasser les conflits : à l'annonce du choix de Gênes pour le G8, l'éditorial du journal *Secolo XIX* énonce qu'il faut désormais dépasser les conflits : « *tutti, destra e sinistra, al di là degli schieramenti, sono chiamati a una collaborazione nuova nell'interesse superiore di Genova* »<sup>1</sup> [*Secolo XIX*, 7/12/1999]. Les acteurs locaux se retrouvent unis pour obtenir des financements : « *Per una volta Genova si schiera unita. Niente mugugni. Quasi un miracolo. Politici e imprenditori, maggioranza e opposizione. Tutti d'accordo.* »<sup>2</sup> [*Il Secolo XIX*, 12/02/2000]. Cette présentation bien sûr évacue bien des différends, sur les lieux de l'événement, les modalités d'organisation, mais le front se fait lorsqu'il est question des relations au pouvoir central. Le 13 mars 2000, le maire de Gênes réunit tous les députés et sénateurs de la région, quel que soit leur parti politique, pour leur demander de s'investir à Rome pour ce sommet. Ce consensus transpartisan concerne aussi l'échelon national : députés et sénateurs de droite et de gauche ont voté la loi spéciale pour Gênes fin mai 2000, alors que les élections approchant les deux coalitions s'opposent sur quasiment tout. Ce consensus laisse de côté les anti-G8 également présents dans la ville, ainsi que des représentants des syndicats. Dès le vote de la loi apparaissent également les premiers signes du conflit à venir, avec l'évocation des mouvements altermondialistes.

*La candidature Unesco comme facteur de coopération entre acteurs locaux et nationaux*

Le Chili est un pays centralisé, avec un pouvoir régional émanant du pouvoir national et une forte emprise dans les villes des ministères de l'urbanisme et des travaux publics. Or la patrimonialisation a été le creuset de redéfinition des relations entre acteurs à Valparaíso, à la fois de façon verticale entre les acteurs publics, et de façon horizontale, avec les ONG et les associations. Ce mouvement de redéfinition des relations entre acteurs reste ambivalent.

Dans un premier temps, la municipalité élabore quasiment seule le premier dossier de candidature, évalué négativement par Icomos (ONG réalisant les expertises des biens culturels pour le compte de l'Unesco). Cet échec provoque une disqualification relative de l'équipe municipale<sup>3</sup> et un engagement accru du gouvernement et des services du patrimoine et de

---

<sup>1</sup> « tous, à droite et à gauche, au-delà des oppositions partisans, sont appelés à une collaboration dans l'intérêt supérieur de Gênes. ».

<sup>2</sup> « Pour une fois, Gênes se présente unie. Pas de grognements. Presque un miracle. Hommes politiques et entrepreneurs, majorité et opposition. Tous d'accord. »

<sup>3</sup> Pour témoignage les diverses remarques « off » de membres du *Consejo de los Monumentos Nacionales* ou du Seremi MINVU.

l'urbanisme de l'État. Une démarche partenariale est alors mise en place. Le gouvernement chilien, encouragé par l'Unesco, décide de s'investir plus fortement, mettant en place des commissions de travail réunissant l'ensemble des acteurs locaux et nationaux, à travers trois comités. Un Comité exécutif rassemble le maire, l'intendant régional, le ministre de l'Intérieur et le Conseil des Monuments Nationaux, et fixe les orientations générales de la politique patrimoniale. Un Comité Exécutif réunit les services techniques des ministères, des services régionaux et de la municipalité. La municipalité garde un rôle important tout en menant de nombreux projets avec différents ministères. Par exemple, le *Plan de revitalización del casco histórico* (plan de revitalisation du centre historique, 2001) associe le MINVU (Ministère de l'urbanisme et de l'habitat), le Serviu (Service régional d'urbanisme) et les services techniques de la municipalité. Les acteurs privés sont également associés au processus de candidature, regroupés dans le comité assesseur : représentants des entreprises liées au tourisme patrimonial, Chambre de Commerce, l'ONG française *Pact Arim 93*, la Fondation Valparaíso, l'association *Ciudadanos por Valparaíso*, des représentants de la société civile, ... Or *Ciudadanos por Valparaíso* a une position mitigée sur la candidature, craignant un développement trop important du tourisme qui pourrait mettre en danger le patrimoine culturel de Valparaíso. L'institutionnalisation d'un acteur contestataire, critiqué souvent par les autres acteurs, est donc un signe du passage à une nouvelle modalité de régulation, avec une volonté de dépasser des relations conflictuelles, ou au moins de les intégrer dans le cadre commun du processus de candidature.

Structure	Rôle	Acteurs
Comité Directeur	Volet politique : représentation des trois échelons politiques impliqués	<b>Acteurs politiques :</b> Ministre de l'Intérieur, maire de Valparaíso, intendant, secrétaire exécutif du Conseil des Monuments Nationaux
Comité Exécutif	Mise en place des projets, coordination de l'ensemble, programmation	<b>Services techniques publics :</b> Services techniques et du patrimoine de la Municipalité : Unidad Técnica del Patrimonio, Dirección de Obras Conseil des Monuments Nationaux Minvu, Seremi Minvu, Serviu, Da-Mop
Comité Assesseur	Consultation et projets ponctuels	<b>Acteurs représentant la société civile :</b> Port de Valparaíso, Chambre de Commerce, Fondation Valparaíso, <i>Ciudadanos por Valparaíso</i> , Chambre Régionale du Tourisme, Chambre Chilienne de la Construction, Corporation pour le développement de Valparaíso, bureau du tourisme de Valparaíso

Tableau 13 : Les comités de la candidature Unesco (S. Jacquot)

La candidature Unesco se traduit donc par la mise en place d'instances de coopération entre acteurs nationaux, régionaux, locaux, publics et privés. Elle a accéléré les coopérations et dialogues entre acteurs et a constitué l'ébauche d'une nouvelle modalité de définition de l'aménagement urbain : sans qu'il y ait toujours consensus, des instances de dialogue et de négociation se sont développées, contournant la centralisation chilienne et accordant une légitimité politique à des acteurs perçus auparavant comme seulement contestataires. La politique patrimoniale semble permettre un contournement des relations centralisées sous la tacite pression d'instances internationales et devient le lieu d'apprentissage de nouvelles façons d'aménager les territoires, en créant de nouvelles solidarités entre acteurs.

### *Gênes : les comités d'organisation*

Les événements urbains sont conduits par des structures multipartenaires, associant les différents échelons publics et d'autres acteurs dans des structures de coopération. L'Exposition Internationale est organisée par une commission tripartite [Rodriguez Malta, 1996] incluant la municipalité, le port autonome, et la région puis incorporant la Chambre de Commerce et la province. Cette structure a été préparée en amont par le consensus sur la nécessité de développer le front de mer, et la signature d'un accord entre acteurs dès 1985 sur les voies de réhabilitation du vieux port [Rodriguez Malta, 1996]. Les espaces produits par l'événement urbain sont après quelques années d'incertitude confiés à une structure qui dans sa constitution manifeste la continuité de cette collaboration entre acteurs. En effet, *Porto Antico Spa*, créé en 1995, est une société formée par la commune (51% du capital), la Chambre de Commerce (39%) et le Port (10%), chargée de la valorisation de ces espaces et du développement du tourisme d'affaires par la gestion du centre de congrès installé dans les Magazzini del Cotone<sup>1</sup>, entrepôts du début du XX<sup>e</sup> siècle réhabilités. *Porto Antico Spa* propose ensuite des concessions aux entrepreneurs privés qui sont installés (restaurants, commerces, ..) sur le port ancien.

Le G8 engage directement l'État italien : même si les projets mobilisent différents acteurs, c'est l'État qui a la prééminence. La loi 149 du 8 juin 2000, qui détaille également les modalités de financements du sommet, prévoit la création d'une commission présidée par le préfet, où siègent le maire de Gênes, le président de la province, le président de la région, le surintendant aux biens architecturaux et paysagers, le président de l'autorité portuaire de Gênes, le préfet de police (*questore*), le *provveditore regionale alle opere pubbliche* et le

---

<sup>1</sup> Le centre des congrès est dirigé par une filiale dépendant directement de *Porto Antico Spa* : *Cotone Congressi Genova Spa* [Porto Antico, 2004].

commandant provincial des sapeurs-pompiers. Il n'y a que des représentants d'entités publiques, sous domination du préfet représentant de l'État. Toutefois, c'est la commune de Gênes qui engage les dépenses, qui doivent être approuvées par cette commission. La prééminence de l'État est plus forte dans la commission chargée de l'organisation du sommet lui-même, induisant une séparation entre la gestion de l'événement lui-même, sous responsabilité nationale, et la préparation de la ville à cet événement, intégrée à la stratégie communale de requalification urbaine du centre historique, en partenariat avec d'autres acteurs. L'année Capitale Européenne de la Culture implique également une structure de partenariat associant les différents acteurs : *Genova 2004* est l'organisme chargé de la conduite de l'année Capitale Européenne de la Culture, qui regroupe des représentants de la commune, de la province, de la région, du port, de l'Université, de la Chambre de Commerce et du Ministère des Biens et Activités Culturels, avec deux pôles : un Comité Directeur, donnant l'impulsion des interventions, et une société autonome *Genova 2004 srl*, formée par la participation de différentes entités, chargée de la gestion de l'événement et de sa promotion, disposant d'une autonomie par rapport à la commune et son propre service de marketing et promotion de la ville.

Ainsi les trois événements urbains ont à chaque fois été l'occasion de mettre en scène un consensus entre acteurs locaux qui se regroupent au sein des structures de gestion.

#### *Liverpool : the Culture Company*

*Liverpool 2008* est un double événement puisque cela renvoie à la fois à la candidature à l'événement, mise en scène et *événementialisée*, et à l'événement lui-même.

Pour la candidature a été mise en place dès juillet 2000 une « *Bid Team* » dont la composition visait à refléter l'engagement de tous pour obtenir le titre. Le *Liverpool City Council* a créé une organisation, la *Liverpool Culture Company Limited* (LCCL), chargée dans un premier temps de conduire la candidature. Elle est composée d'un comité (*Board*) qui regroupe diverses personnalités illustrant l'engagement de tous, incluant par exemple les représentants de la majorité et de l'opposition du *City Council*. En outre, différents soutiens (*stakeholders*) sont mis en avant : le *Regeneration Stakeholder Groups*, regroupant les acteurs de la régénération de la ville, façon de montrer l'apport de l'événement à la transformation, le *Cultural Diversity Stakeholders Group*, regroupant diverses représentations de communautés, façon de donner de la crédibilité au slogan « *the world in one city* », et le *Stakeholders Group*, regroupant les soutiens plus généraux, notamment les associations culturelles [The Culture Company, 2002]. *Culture Company* légitime *a posteriori* cette approche par le jugement d'un

des membres du jury : « *Liverpool's bid, crucially, best combines strong central direction, civic leadership, with wholehearted public participation* »<sup>1</sup> [Culture Company, 2005].

Une fois obtenue l'organisation de l'année Capitale Européenne de la Culture, cette structure est pérennisée pour l'organisation de *Liverpool 2008*. La structure générale est donc maintenue. Comme pour *Genova 2004*, deux instances principales coordonnent l'organisation de l'événement. Le *Board* définit la stratégie générale. À l'image du Comité Directeur de *Genova 2004*, il inclut des personnalités de premier plan représentant les organisations impliquées dans l'événement : les dirigeants du *Liverpool City Council* et le président de l'opposition, des représentants des Universités et institutions culturelles régionales (*Tate Museum*, *Liverpool Royal Philharmonic*, la chaîne régionale *Granada Television*, ...), des représentants de quelques agences de régénération urbaine, ou une personnalité du monde économique, Brenda Smith, directrice de la branche Royaume-Uni du groupe multimedia californien *Ascent Media*<sup>2</sup>. À l'instar de *Genova 2004 srl*, il existe aussi une instance de gestion au quotidien de l'événement : l'*Executive Management Team* (ou *Structure*), avec à sa tête un *chief executive*, et 4 directeurs (artistique, marketing, communication et international) issus du secteur privé ou de la municipalité. Cette structure a des compétences larges : le développement touristique, organisant les différents festivals qui ont lieu les années précédant 2008, et la co-élaboration des festivités pour l'anniversaire de la ville en 2007.

Toutefois, ce fonctionnement ne gomme pas toute aspérité. De nombreuses voix extérieures à l'organisation critiquent le manque d'implication d'artistes locaux et des diverses communautés, alors que la ville a été choisie pour cette raison. Dès 2005, lors de l'attribution des fonds pour des projets culturels, le décalage entre les sommes attribués aux grandes institutions et les faibles parts pour les projets locaux et communautaires avait été critiqué. Certains mentionnent un snobisme artistique [Liverpool Daily Post, 18/06/2007], qui se traduit par des dépenses importantes pour attirer des artistes de renom. Or ces critiques ont bénéficié d'un relais interne, avec le représentant de l'opposition *Labour*, Joe Anderson, qui a démissionné avec fracas du *Board* de la *Culture Company* en mai 2007, en critiquant l'unanimité de façade de la *Culture Company*, le manque d'intégration des communautés locales, et le manque de perspectives de l'événement sur le long terme. Cette démission n'est pas une remise en cause de l'événement lui-même (il se joint à une demande officielle du *City*

---

<sup>1</sup> « *La candidature de Liverpool combine au mieux une forte direction centrale, un leadership municipal et une participation enthousiaste* ».

<sup>2</sup> Brenda Smith a intégré le *Board* lorsqu'elle était manager de *Granada Television* et membre de *North West Development Agency*.



Council au gouvernement de G. Brown d'accorder l'autorisation d'un prêt de 20 millions de livres sterling pour assurer l'équilibre du budget, autour de 100 millions de livres).

## 2.4 Conclusion : modalités de fonctionnement

Ces structures créées de façon temporaire, pour la conduite de l'événement, ou dans l'ordinaire urbanistique, reflètent une nouvelle conception de l'action publique.

### *Quand le public imite le privé*

Les partenariats prennent leurs marques sur le secteur privé, et leurs distances avec le fonctionnement supposé des structures publiques. Les structures de gestion de l'événement sont créées dans le but de répondre à l'urgence : selon ses adeptes, les décisions doivent être prises rapidement, les horaires de bureau ne peuvent être respectés, il faut au contraire caler le rythme de travail sur celui des préparatifs. Ces comités de pilotage ont pour modèle l'entreprise privée : ils en adoptent la structure juridique et ses membres sont souvent issus du monde privé et du spectacle (publicité, médias, programmation culturelle), notamment à Liverpool<sup>1</sup>. La conception du travail se construit en décalage par rapport à celle des institutions publiques : revendication des horaires libres et de la mobilisation de chacun.

Ainsi, *Genova 2004 srl* est une entité de droit privé, constituée par des fonds publics, présidée par une personne issue du secteur privé, dont la mission est d'assurer l'organisation des manifestations et la communication de *Genova 2004*. Selon le président de *Genova 2004* Vincenzo Fontana, ce fonctionnement de type privé a été un élément positif car il a permis une action plus rapide et une gestion du temps de travail plus adaptée à la forme même d'un événement : « *il mondo privato è molto molto concreto, nel senso che essendo stato pochissimo tempo per decidere, poi per fare tutto quello da fare* »<sup>2</sup>. Le choix d'un président issu du monde privé est aussi lié à cette capacité organisationnelle : « *io penso che la scelta sia stata un poco per..., determinato per grande necessità di capacità organizzativa, perche i tempi erano molto compressi quindi una persona abituata a fare attività di impresa sostanzialmente* »<sup>3</sup> [G25]. L'événement et son urgence imposent donc des règles de fonctionnement différentes, y compris dans les modalités d'organisation du travail. Cela se

---

<sup>1</sup> Le responsable de la communication de la *Culture Company* est un ancien journaliste de la *BBC*, Paul Newman, le directeur des opérations Chris Green a été responsable marketing dans de grandes entreprises privées.

<sup>2</sup> « *le secteur privé est très très concret, au sens où ayant peu de temps pour prendre les décisions, il en prend également peu pour agir* ».

<sup>3</sup> « *je pense que le choix a été fait un peu par ... , déterminé par la nécessité d'un nouveau type d'organisation, parce que les délais étaient très resserrés, donc [il fallait] une personne habituée au monde de l'entreprise en substance* ».

retrouve à d'autres échelons : sur 50 personnes travaillant pour *Genova 2004 srl*, 3 seulement provenaient de l'administration publique communale. L'éthique du travail est différente : il faut de la « *motivation et de l'enthousiasme* » [G25] pour travailler dans une telle structure car les horaires de travail sont soumis aux nécessités : « *da meta da 2003 al final di 2004 lavoravano di sabato, domenica, di giorno, di notte, quando c'era bisogno* »<sup>1</sup> [G25].

Ainsi le rapprochement public privé passe aussi par l'influence des règles de fonctionnement de l'entreprise. Cela pose aussi un ensemble de questions sur les choix opérés et sur leur mode de légitimation.

### *Légitimité et démocratie*

Les partenariats constituent bien une modalité préférentielle de l'action urbaine, traduisant le passage à de nouvelles formes de régulation. L'événements urbains constitue, au-delà de la mise en scène de la ville, une mise en scène des relations de partenariat et de l'unité du pouvoir urbain malgré ses multiples foyers. Les critiques de la politique urbaine visent ces modes de régulations, impliquant de nombreux partenaires qui se révèlent souvent être les mêmes personnes ou institutions, du fait des appartenances multiples aux organisations et partenariats, de façon synchronique et diachronique. Les partenariats semblent désigner des enchevêtrements des relations de pouvoir. Les nouvelles modalités de régulation urbaine locale sont dès lors questionnées.

La présentation des partenariats ne doit donc pas laisser place à une vision idéalisée des régulations urbaines ; comme le rappelle P. Le Galès, il s'agit de ne pas se contenter de « *s'émerveiller de la diversité d'une multitude d'acteurs, de leurs interactions, de leurs discours contradictoires en faisant fi des contraintes des institutions, des rapports de pouvoir, des conflits, des ressources des acteurs, des rapports de domination. Cette vision du monde met l'accent sur les interactions, la contingence, le changement, l'instabilité des rapports sociaux, la fluidité des hiérarchies. Elle est légitimée par le rôle des associations ou par des pouvoirs politiques soucieux de consensus et de vision harmonieuse du développement urbain, comme par exemple le partenariat* » [Le Galès, 2003 : 260-261].

Deux éléments permettent de mettre en perspective cette apparente intégration des différents acteurs : les modalités de financements, qui révèlent de potentielles tensions, et les débats sur les voies du développement urbain dans chaque ville, dans une perspective proche de l'analyse des coalitions urbaines.

---

<sup>1</sup> « *depuis mi 2003 jusqu'à la fin de 2004 on a travaillé le samedi, le dimanche, de jour comme de nuit, quand il le fallait* ».

## B. Les modalités du financement

Un point commun à ces trois villes est l'incapacité des municipalités à assumer seules les investissements de transformation des espaces historiques centraux, du fait de ressources insuffisantes, ou d'une situation financière difficile comme à Valparaíso, marquée par une dette municipale très importante. Les partenariats composés pour la conduite des projets se traduisent par des participations publiques régionales, nationales ou européennes importantes, qui suppléent aux difficultés financières des communes. Les justifications de ces financements insistent sur l'effet de relance attendu, par des investissements structurels, et de levier pour des financements privés. La considération des origines des financements invite à une nouvelle perspective sur les transformations des espaces. En effet, bien qu'une tendance à un alignement des modalités de fonctionnement public sur le privé ait pu être constaté, les financements publics demeurent des ressources clefs dans la transformation des espaces centraux. Enfin, la source des financements a une incidence sur la source du pouvoir de transformer les espaces et d'en fixer les règles. Aussi la question des financements pose-t-elle celle du pouvoir de contrôle des transformations.

### 1. La crise des finances municipales à Valparaíso et l'engagement étatique

En 2003 a été rendue publique la dette de la municipalité qui place les acteurs locaux dans une situation délicate pour pouvoir assumer un *leadership* dans la définition des politiques urbaines.

#### 1.1 Municipalités et État au Chili

Depuis l'Indépendance, les relations entre État et municipalités sont marquées par la centralisation du pouvoir, à l'exception de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et de la promulgation de la *Ley de Comuna Autónoma* de 1891 [Salazar, Pinto, 1999]. Pourtant, d'importants mouvements municipalistes jalonnent l'histoire politique chilienne. Le régime de Pinochet modifie le rapport entre État et municipalités, en décentralisant de nombreux services

publics : l'éducation, la santé et la lutte contre la pauvreté<sup>1</sup> [Sarget, 1996]. Les revenus des municipalités augmentent parallèlement, un *Fondo Común Municipal* (FCM) assurant la répartition des financements entre les municipalités. Toutefois, cette municipalisation de services n'implique pas une démocratisation locale du pouvoir [Salazar, Pinto, 1999], les maires étant nommés par le pouvoir central jusqu'en 1992.

Avec le retour à la démocratie naît un nouveau mouvement municipaliste, conduit par l'*Asociación Chilena de Municipalidades*, fondée en 1993, qui réclame davantage de moyens et de pouvoirs, alors que les tâches des municipalités se développent, puisqu'elles sont également chargées de la sécurité locale et du développement économique. En 2004, les municipalités assument 12,9% des dépenses publiques [Asociación Chilena de Municipalidades, 2006]. Les fonds proviennent des impôts et taxes locaux (taxes foncières, permis de circulation des véhicules et taxes sur les activités commerciales)<sup>2</sup>, et des apports de l'État (des ministères de l'éducation et de la santé), comptant pour 50% environ des ressources. Or ces apports bien souvent sont insuffisants et provoquent des déficits, alors que les municipalités ne peuvent emprunter sans l'accord du gouvernement. Cette crise des finances municipales concerne de nombreuses communes<sup>3</sup>, et le maire de Valparaiso Aldo Cornejo a été un des maires les plus mobilisés sur la question des financements, en raison de la dette importante de la commune.

### *1.2 Crise budgétaire de Valparaiso et affaiblissement du pouvoir municipal*

En juillet 2003, suite à l'annonce du maire du souhait d'obtenir un prêt de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), un député de l'opposition, Gonzalo Ibañez, saisit la *Contraloría Regional* pour examiner les comptes de la ville, qui présentent un déficit de plus de 3,6 milliards de pesos<sup>4</sup>. En 2004, un comité d'administration de la dette municipale est mis

---

<sup>1</sup> Ces services sont gérés par une corporation municipale créée en 1980, dont le président est le maire, encore en fonctionnement aujourd'hui. À Valparaiso il s'agit de la Cormuval, *Corporación Municipal para el Desarrollo Social de Valparaíso*.

<sup>2</sup> Une partie de ces taxes alimentent le *Fondo Común Municipal*, géré par la Subdere, qui opère une réaffectation permettant de corriger les inégalités entre municipalités.

<sup>3</sup> L'*Asociación Chilena de Municipalidades* en fait un de ses thèmes de mobilisation, jugeant un décalage entre les tâches que les municipalités doivent accomplir, définies par la loi, et les apports budgétaires insuffisants qui les obligent à négliger des investissements productifs.

<sup>4</sup> Pour un budget de 14,8 milliards de pesos (27,8 milliards pour Viña del Mar), soit 20,8 millions d'euros [Mercurio de Valparaiso, 16/03/2003]. L'estimation du montant de la dette de Valparaiso n'est cependant pas l'objet de consensus : le maire peu après minimise ce chiffre, tandis qu'en janvier 2004 la presse se fait l'écho d'une dette estimée à 80% du budget, car il faut ajouter la dette de la Corporation Municipale Cormova, qui gère les services sociaux et éducatifs, estimée à 8 milliards de pesos. En 2005, cette dette est estimée à 17 milliards de pesos, malgré les mesures engagées.

en place, avec des fonctionnaires de la Subdere. Autrement dit, l'État participe directement à la gestion financière de la municipalité, du fait de sa dette, fragilisant grandement le pouvoir politique de la municipalité<sup>1</sup>. La municipalité est contrainte de vendre une partie de ses biens immobiliers, près du port à l'*Empresa Portuaria de Valparaíso*, et quelques maisons, tandis qu'une partie du personnel est congédiée. L'enceinte sportive municipale de Playa Ancha est également vendue à l'État, pour plus de 2 milliards de pesos. En 2005, cette dette n'étant pas résorbée, une partie est annulée par l'État tandis que le reste est échelonné sur vingt ans. Cette situation intervient toutefois dans un contexte général de difficultés financières de nombreuses communes, alimentant le mouvement municipaliste, qui doit affronter un double problème : d'un côté les devoirs de financements des services sociaux et éducatifs, avec une aide jugée insuffisante de la part de l'État (augmentée par la Présidente Bachelet le 21 mai 2007) ; de l'autre, l'incapacité ou le défaut de paiement d'un grand nombre d'habitants pour le ramassage des déchets et l'entretien des rues, qui augmentent les déficits locaux.

Cette dette est un élément de compréhension des modalités de transformations urbanistiques et patrimoniales des espaces centraux à Valparaíso, dans la mesure où la municipalité ne peut mener des investissements conséquents, et est fortement dépendante des programmes étatiques ou des aides internationales.

### *1.3 Financements étatiques et prêts internationaux à Valparaíso*

Du fait de la situation budgétaire de la municipalité de Valparaíso, celle-ci ne peut assumer seule la transformation urbaine et patrimoniale. Le Palais Baburizza, musée des beaux-arts géré par la municipalité, illustre cette impuissance municipale : sa restauration est suspendue à l'arrivée de financements extérieurs, et le musée attend depuis plusieurs années sa réouverture, annoncée pourtant en 2004, puis 2005. Les financements publics sont essentiellement étatiques (du gouvernement directement ou via la région et les services ministériels régionaux) ou internationaux, comme l'illustre le prêt accordé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID).

#### *Le financement par l'État des grands projets*

La plupart des financements sont issus de l'État, de façon directe ou indirecte *via* les services ministériels déconcentrés et les financements régionaux pour des projets spécifiques.

---

<sup>1</sup> Une de mes recherches a été faite à cette période, entre juillet et septembre 2004, et le discrédit de la municipalité apparaissait tant auprès des habitants que des fonctionnaires nationaux ou des services régionaux.

Le *Plan de revitalización del Casco Histórico de Valparaíso* [Serviu MINVU, 2001], compilation des projets de réhabilitation urbaine et patrimoniale de la zone Unesco pour compléter le dossier de candidature, illustre la domination des financements nationaux (directs ou déconcentrés) : le Serviu de la Quinta Región et le MINVU<sup>1</sup> financent 82% des projets et la municipalité 12%<sup>2</sup>, pour un total de 10 milliards de pesos (14 millions d'euros). Le SRP (*Subsidio de Rehabilitación Patrimonial*) est financé intégralement par le MINVU, et transformé après l'expérience de Valparaíso en instrument national. La démarche est différente de celle de Gênes car la municipalité n'a pas non plus la maîtrise des projets, réalisés par les services techniques de l'État.

Les régions disposent de fonds pour des projets de développement, à travers le *Fondo Nacional de Desarrollo Regional* (FNDR), créé en 1974 et administré par le gouvernement régional, qui sélectionne les projets proposés par les municipalités ou les services déconcentrés. Le budget du FNDR de la Quinta Región en 2001 est de 15 milliards de pesos, soit l'équivalent du budget de fonctionnement total de la municipalité de Valparaíso. En 1997, 300 millions de pesos sont attribués à des projets culturels et patrimoniaux dans la région (l'essentiel des projets concernent le développement régional et rural, les travaux d'infrastructures, ...). Le FNDR finance des projets de restauration - par exemple la restauration de l'église San Francisco du Cerro Barón (emblématique de Valparaíso car premier monument visible par les marins arrivant dans la baie de Valparaíso, à l'origine du surnom de Valparaíso *el Pancho*), la restauration de l'extérieur du musée Baburizza, l'église San Luis du Cerro Alegre -, des projets de développement touristique, ou des travaux d'amélioration du cadre urbain.

Ces exemples illustrent la part prépondérante des financements d'origine nationale dans les projets urbanistiques ou patrimoniaux de Valparaíso, qui se traduit par une maîtrise de leur processus d'élaboration. Les financements exceptionnels, tel le prêt de la Banque Interaméricaine de Développement, entrent dans la même logique, tout en canalisant tous les espoirs locaux de changement, comme le montre la couverture dans la presse régionale (110 articles répertoriés dans le *Mercurio de Valparaíso* entre juin 2003 et juin 2007).

### *Le prêt BID*

Le classement comme ville Patrimoine Mondial de l'Humanité ouvre la voie à une demandes de prêt auprès de la Banque Interaméricaine de Développement (BID). En 2000, le

---

<sup>1</sup> Respectivement le secrétariat régional du ministère de l'urbanisme et de l'habitat et le ministère de l'urbanisme et de l'habitat.

<sup>2</sup> Calcul effectué à partir des montants indiqués dans le *Plan de Revitalización*.

maire de Valparaíso, Hernán Pinto, se rend à une Assemblée de la BID à la Nouvelle-Orléans, nouant des contacts pour un prêt permettant la sauvegarde du patrimoine, conditionné par le classement de Valparaíso comme ville Patrimoine Mondial de l'Humanité. Dès le classement de Valparaíso en juillet 2003, il relance l'idée du prêt, qui doit être acceptée par l'État. Le prêt escompté est de 50 millions de dollars, soit un montant largement supérieur au budget de la municipalité<sup>1</sup>. Toutefois, le gouvernement et des députés manifestent leur préoccupation, craignant que cet apport soit utilisé pour combler les dettes et non pour des projets patrimoniaux et urbains. En 2004, le gouvernement entame les démarches auprès de la BID, et la Subdere gère le processus : l'État contrôle ce processus.



El Mercurio de Valparaíso, 15/08/2004

Le maire Hernán Pinto agenouillé priant face à un autel dédié à la Banque Interaméricaine de Développement, implorant l'arrivée du crédit, illustrant la relation passive de la ville face à l'arrivée de financements.

Du côté des acteurs locaux, ce montant suscite de nombreux espoirs. Tous les projets abandonnés faute de financements sont ressuscités : l'aménagement de l'ancienne prison (*ex-cárcel*) en centre culturel, la récupération de l'édifice Cusiño (la *Ratonera*), l'enfouissement des câbles aériens, l'amélioration des espaces publics, le traitement du problème des chiens ou la réhabilitation des ascenseurs. Le projet est nommé « *Programme de Conservation du Patrimoine Historique de Valparaíso* », et permet à partir de 2004 l'arrivée de financements. Le programme est défini ainsi par la BID : « *El Programa tiene el objetivo de apoyar la reactivación económica de la ciudad de Valparaíso en beneficio de su población, a través de (i) actividades dirigidas a la restauración y preservación del patrimonio urbano histórico y cultural de la ciudad, así como de (ii) otras actividades que aprovechen las características ventajosas de la ciudad, como son su ubicación costera y la presencia de un sector universitario importante.* »<sup>2</sup>. Ce programme valide les trois axes de développement mis en

---

<sup>1</sup> Représentant environ le double de son budget total en 2003.

<sup>2</sup> « *Le programme a pour objectif d'appuyer la relance économique de la ville de Valparaíso, au bénéfice de sa population, à travers des activités dirigées à la restauration et la préservation du patrimoine*

avant par l'équipe de *Plan Valparaíso*, au détriment de la conception portée par la municipalité. Alberto Muñoz, le représentant de la municipalité dans l'équipe définissant les projets, estimait que le front de mer devait rester à l'écart : « [à propos du front de mer] *nosotros como municipio creemos que el BID no debería invertir ahí, en este proyecto, porque este proyecto tiene su línea propia.* »<sup>1</sup> [entretien V2].

Au final, le projet BID permet l'attribution de 50 millions de dollars, dont 20 sont apportés par la BID elle-même, le reste étant constitué de l'apport de l'État chilien. Ainsi la municipalité, du fait de sa crise financière, est dépendante pour ses projets de financements exogènes, mobilisés par l'État, directement ou indirectement via la BID. Cette dépendance est un élément explicatif des difficultés de régulations locales.

## **2. La part importante des financements publics dans la transformation des espaces centraux à Gênes**

À Gênes, les partenariats constituent la forme privilégiée de conduite des projets, et impliquent des financements croisés. Toutefois, les apports de l'État et des institutions internationales (Union Européenne et BID) apparaissent prépondérants, posant la question d'une forme de relance opérée par les acteurs publics. Les financements relèvent à la fois de l'ordinaire urbanistique et des événements urbains.

Les programmes mis en place par l'État, la Ligurie ou l'Union Européenne se caractérisent par la nécessité d'avoir recours à des financements privés, imposant donc les rapprochements entre institutions publiques et acteurs privés. La répartition des fonds dépend des programmes. Dans les trois PRU les financements privés dominent (33 millions d'euros sont d'origine privée, 17 millions d'euros proviennent du Ministère des Travaux Publics et 1,2 million d'euros d'autres acteurs publics). Dans les POI, programmes mis en place par la région Ligurie, financements publics et privés s'équilibrent (20 millions d'euros de la région, 7 millions de la commune, 22 millions de financements privés). Le partenariat est une condition organisationnelle imposée par le financeur principal, l'État, l'Union Européenne ou la région, qui se traduit par une part importante des financeurs privés. Ceux-ci sont de plusieurs types : promoteurs immobiliers dans le cas des quelques interventions impliquant de nouvelles constructions, par exemple sur les zones auparavant encore recouvertes des débris

---

*urbain historique et culturel et d'autres activités tirant parti des avantages de la ville, comme sa localisation littorale et la présence d'un important secteur universitaire.* »

<sup>1</sup> « nous en tant que municipalité nous croyons que le [financement] BID ne devrait pas servir à investir là, parce que ce projet a un cheminement propre ».



des bombardements de la Seconde Guerre mondiale place de l'Erbe ; propriétaires ou syndicats de copropriété pour la réhabilitation des façades et des espaces intérieurs du bâti ; fondations pour les restaurations.

Une autre source importante de financements résulte de l'organisation des événements. L'État est le premier mobilisé, faisant la médiation entre la ville candidate et l'institution internationale qui gère l'événement (le Bureau International des Expositions pour 1992, le G8 en 2001 et l'Union Européenne pour *Genova 2004*) : il a la responsabilité de l'événement à l'échelle internationale. Pour le G8 par exemple, sa crédibilité sur la scène internationale est engagée dans la façon dont se déroule le sommet, d'où jusqu'aux derniers jours des hésitations sur l'organisation à Gênes même.

Source des données concernant les financements

Les financements des projets sont indiqués dans le *Piano operativo per il centro storico*, dans les comptes rendus des projets menés, dans les rapports de suivi réalisés par la commune de Gênes. Ces données sont parfois différentes d'une source l'autre. Il est parfois malaisé de distinguer entre les financements exceptionnels mobilisés pour un événement et les financements liés à des programmes urbanistiques, car certains projets mobilisent des fonds provenant des deux types de financements. Par exemple, le musée de la mer est financé à la fois par le programme *Urban 2* et des financements exceptionnels étatiques.

Pour l'*Expo* de 1992, une loi spéciale est édictée, la loi *Columbiana 373* qui débloque 300 millions d'euros pour l'organisation de l'événement et la réalisation des travaux de transformation du port ancien (une partie minime de cette somme est destinée au centre historique). Le financement est donc national dans le cas de l'*Expo*. Pour le G8, l'État, responsable de l'organisation du sommet, est également le principal contributeur. Au départ, 60 milliards de lires, soit environ 30 millions d'euros, sont envisagés. En février 2000, un projet de loi est préparé par le gouvernement de gauche de D'Alema, qui inscrit au budget de l'État une contribution de 5 milliards de lires par an étalés sur quinze ans distribués à la commune pour lui permettre de rembourser les dépenses engagées pour la préparation du sommet. Ce projet de loi dans sa première version laisse une grande liberté à la commune dans les choix de dépenses, avec seulement une part réservée à l'organisation et la sécurité du sommet. Cette loi n'est promulguée que le 8 juin 2000 (suite à la démission du gouvernement de D'Alema), pour 90 milliards de lires (45 millions d'euros). Un protocole d'accord entre le gouvernement, la Surintendance et la commune aboutit à la mise en place d'une série d'interventions. En reconstituant les sources de financements de 18 projets réalisés pour le

G8, il apparaît que pour un total de 20 millions d'euros, l'État a financé 47,5% du montant total, la commune 18,7%, les acteurs privés (principalement les propriétaires des édifices concernés) moins de 10%. Ainsi les financements exceptionnels émanent principalement de l'État, s'ajoutant aux financements ordinaires des projets de requalification urbaine.

En 2002, la commune publie un tableau récapitulatif des dépenses engagées ou programmées sur le centre historique, mêlant interventions ordinaires, restaurations, interventions dans les infrastructures (le métro par exemple), financements des événements, aboutissant à une somme totale de 1,16 milliard d'euros<sup>1</sup>. Les financements publics représentent 1,08 milliard d'euros, les financements privés 79 millions d'euros, soit moins de 7% du total. Ce chiffre est exagéré dans la mesure où il ne tient compte que des dépenses engagées par les acteurs privés lorsqu'ils participent à des programmes publics, ou mettent en œuvre des projets d'envergure, négligeant donc les opérations de réhabilitation spontanée menée par les propriétaires dans leurs appartements, qui participent de la revalorisation immobilière du centre historique (mais suivent le rythme et les localisations des interventions publiques). Il ne prend pas en compte le projet de transformation de Ponte Parodi, avec un investissement privé estimé à 150 millions d'euros.

Dans le cas de Gênes, la nécessité affichée d'impliquer de façon large des financements privés qui viendraient compléter des financements publics dans un contexte de raréfaction des possibilités de l'action publique est donc en décalage par rapport à la répartition des efforts de financements de la revalorisation du centre historique, qui indique bien le rôle prééminent de l'action publique, notamment par les financements étatiques exceptionnels liés aux événements urbains. Contrairement à Valparaiso, cela ne se traduit pas par une mainmise nationale sur le contrôle du devenir urbain.

### **3. Liverpool et les financements publics**

Les autorités locales au Royaume-Uni à la fin des années 1970 géraient de nombreux services sociaux (éducation, logement social, transports), s'appuyant sur des taxes locales et des transferts importants de l'État. Or la politique budgétaire et économique développée par M. Thatcher consiste à dessaisir les autorités locales de compétences et d'une partie des

---

<sup>1</sup> J'ai soustrait les prévisions de financement du tunnel routier sous la baie de Gênes, qui demeure soumis à de nombreuses difficultés de réalisations, notamment du fait de son coût estimé à plus de 600 millions d'euros. Il reste toutefois présent dans les options à long terme, et l'Unesco lors du classement de Gênes a appuyé sa réalisation.

ressources fiscales<sup>1</sup> (notamment la taxe professionnelle) au profit de *quangos* [Blanc, 2002]. Ainsi la régénération urbaine dans les années 1980 et 1990 dans les espaces centraux a été menée en grande partie par des financements publics nationaux orientés par la *Merseyside Development Corporation*, qui a investi 140 millions de livres sterling entre 1981 et 1988 [Couch, 2003 : 122]. 42 millions de livres sterling (pour un investissement total de 100 millions) ont été dépensées par la MDC pour la transformation de l'Albert Dock [Merseyside Development Corporation, 1998].

Les projets contemporains de régénération urbaine mobilisent une part importante de fonds publics nationaux et européens, les partenariats permettant des financements croisés. L'Union Européenne est un partenaire important dans la régénération urbaine : entre 1994 et 2000 la Merseyside est la cible d'un programme du FEDER au titre de l'Objectif 1<sup>2</sup>, renouvelé pour la période 2000 - 2006. Or le *city centre* est impliqué à double titre. Tout d'abord, l'objectif affirmé dans le *Single Programming Document* (SPD) est de transformer la Merseyside en « *a world class city-region that attracts people to live, work, invest and visit* »<sup>3</sup>, ce qui correspond aux formulations de *Liverpool Vision*. Ensuite, huit *Strategic Investment Areas* sont identifiées, la première étant le *city centre*, espace clef de cette « *vision* » consistant à faire de la Merseyside une « *world class city-region* ». Le SPD identifie 33 mesures en 2000 : une seule est assignée à un espace spécifique, la mesure 21, qui promeut le développement du *city centre* de Liverpool [SPD, 2000 : 384]. Les financements européens se calent sur la vision des acteurs locaux consistant à développer en priorité le centre de Liverpool. À ces financements européens s'ajoutent ceux des agences nationales et régionales : *North West Development Agency* et *English Partnerships*. Les objets emblématiques du Pier Head reposent sur ces financements, par exemple le projet avorté de *The Fourth Grace* était financé par le FEDER (65 millions de livres sterling), le *Lottery Funds* [Liverpool Daily Post 27/06/2001] et NWDA (pour 43 millions). Suite à l'échec du projet *The Cloud*, le nouveau musée repose de façon plus exclusive encore sur des financements publics, essentiellement européens, nationaux et régionaux. La municipalité en revanche n'a pas les capacités de financement suffisantes pour ces projets coûteux.

---

<sup>1</sup> Ces mesures furent à l'origine du conflit entre l'autorité locale de Liverpool et le gouvernement, qui conduisit à un procès des conseillers municipaux.

<sup>2</sup> L'ensemble des projets sur cette période atteignant plus de 600 millions de livres sterling pour la région.

<sup>3</sup> « *une région urbaine de niveau mondial qui attire des habitants, travailleurs, investisseurs et visiteurs* ».

Ainsi à Gênes, Valparaiso et Liverpool, les municipalités s'appuient largement sur des financements publics externes, condition de possibilité des transformations. Quels sont la justification et l'impact de ces ressources publiques importantes ?

#### 4. Un effet de relance ? Attirer les investisseurs privés

À Gênes, Valparaiso et Liverpool, le réinvestissement des espaces centraux est accompagné d'investissements publics importants considérés comme garantie du succès de la renaissance des centres, et destinés à attirer des investisseurs privés en assurant la rentabilité des projets. Le financement public d'infrastructures de transport dans les trois villes s'inscrit dans ce schéma.

##### *4.1 Les investissements publics dans les infrastructures de transport au centre*

Un plan de mobilité et de transport (*City Center Movement Strategy*) est élaboré depuis 2000 pour le centre de Liverpool par le *Liverpool City Council*, *Liverpool Vision* et *Merseytravel*<sup>1</sup>. Il prévoit la construction d'une ligne de tramway, la réhabilitation de la gare (Lime Street Station), la réorganisation des trafics automobile, collectif et piéton et la réhabilitation des stations de métro et de bus. Le tramway de Liverpool est resté à l'état de projet, annulé en novembre 2005 suite à la décision du ministre du transport Darling Alistair de ne pas augmenter les financements nationaux<sup>2</sup>. Toutefois, le projet confirme cette utilisation d'infrastructures pour développer le centre. La ligne 1 part de Kirkby, au nord-est du centre, jusqu'au *city centre*, où elle opère une boucle (*city centre loop*), avec 10 arrêts, dont 3 le long du *waterfront* (Pier Head, Albert Dock et Kings Dock) et un au niveau de Paradise Street. Le tramway est bien associé à la régénération urbaine et au développement touristique du centre<sup>3</sup>, devant également servir à garantir le succès de Liverpool 2008.

À Gênes, l'année Capitale Européenne de la Culture a constitué un argument pour construire la première ligne de métro de la ville. Celle-ci a longtemps ironiquement été baptisée par ses habitants « *la plus courte du monde* », ne concernant que le centre historique

---

<sup>1</sup> *Merseytravel* est un organisme public fonctionnant à l'échelle de l'agglomération Merseyside chargé de la régulation des transports publics. Du fait de l'annulation du tramway, point-clef du projet de réorganisation des transports, la version définitive n'est pas rendue publique.

<sup>2</sup> Le gouvernement avait donné son accord en 2004, après la désignation du consortium chargé de la réalisation des travaux (MET). Toutefois, en 2005, le coût global est réévalué, passant de 170 à 238 millions de livres sterling. L'annulation s'est faite alors qu'un entrepreneur local, Mike McComb, proposait de faire don de plusieurs millions de livres sterling pour éviter l'échec du projet [Daily Post, 3/11/2005].

<sup>3</sup> Présentation publique du projet de Neil Scales, directeur de *MerseyTravel*, en mars 2004.

et le centre-ouest. La station Sarzano est située au cœur du centre historique, et quatre autres stations sont localisées à son immédiate périphérie, au niveau de la Piazza de Ferrari, du Palazzo San Giorgio (donc à l'entrée du *Porto Antico*), de la station Darsena (face au nouveau musée de la mer) et du palais Principe. La localisation des stations est liée à la valorisation des investissements réalisés dans le centre historique, dans l'optique d'une fréquentation touristique. Une des stations permet également d'accéder au terminal de croisières. À Valparaíso la ligne intra-urbaine a été refaite et inaugurée en 2004, avec des stations correspondant à l'aire Barón et à la place Sotomayor, à l'entrée de la zone Unesco, et sert à la valorisation du projet *Barón*.

#### 4.2 Attirer les financements privés

Le même discours sous-tend ces financements dans les infrastructures : les financements publics doivent opérer un effet levier sur les investissements privés. Les programmes sont réalisés de façon à impliquer des investisseurs privés, à différentes échelles. Ainsi, début 2002 à Valparaíso est établi un *Comité Promotor de Inversiones*, composé de la *Fundación Valparaíso*, de la Chambre de Commerce de Valparaíso, du SERVIU, de la municipalité et du FOSIS (*Fondo de Solidaridad e Inversión Social* - fonds public d'aide social), chargé de susciter des investissements privés dans le Quartier Portuaire. Dans le PLADECO de Valparaíso, lorsque le mot privé apparaît dans le texte il est quasiment toujours associé au secteur public (82% des occurrences), mettant en avant la nécessité de co-financements public et privé. Le discours de la *Merseyside Development Corporation* dans les années 1980 et 1990 repose également sur cette nécessité de développer les infrastructures pour inciter des investissements privés, et dans la présentation de ses résultats, la MDC insiste sur les investissements privés générés : 660 millions de livres sterling entre 1981 et 1998 [Merseyside Development Corporation, 1998].

Les investissements privés plus modestes constituent également une cible des financements publics. Le *Subsidio de Rehabilitación Patrimonial* (SRP) à Valparaíso vise à créer un marché immobilier patrimonial, en incitant à l'achat privé. La plupart des programmes de requalification urbaine à Gênes sont également destinés à susciter la participation des propriétaires, organisant des réunions de présentation des programmes où sont convoqués les potentiels participants. À Liverpool, les investissements privés sont également accompagnés de financements publics (nationaux et européens), condition de rentabilité comme pour la réhabilitation de *Tea Factory* et de *Vanilla Factory* par *Urban Splash*, suite à des financements du *Ropewalks Partnerships*, « *because the costs and the*

*value made it uneconomical* »<sup>1</sup> [B. Maynard, Urban Splash, entretien L1]. Cette aide concerne aussi les nouveaux développements résidentiels : en 2000, l'entreprise *Beetham Organization*, basée à Liverpool (qui construit plusieurs tours emblématiques à Manchester, Liverpool, Brighton et Londres), prévient de la nécessité d'obtenir des financements européens pour mener son projet à terme : « *we do need assistance* »<sup>2</sup> [Liverpool Daily Post, 7/12/2000].

Les financements publics demeurent ainsi motivés et justifiés par la nécessité d'opérer un effet de levier sur le secteur privé, en garantissant la rentabilité des projets. Les acteurs locaux se trouvent alors dans une double requête, à l'égard de financements publics supralocaux et de financements privés.

#### 4.3 Du local : lobbying et appels aux aides

Des solidarités locales se construisent pour la recherche de financements, afin de peser face aux échelons supérieurs. À Gênes celle-ci concerne d'abord l'État : que ce soit pour les *Colombiane*, le G8 ou *Genova 2004*, les acteurs locaux, en particulier le maire, vont souvent à Rome pour appuyer les demandes de financements. Les sénateurs et députés locaux font bloc, partis confondus, pour l'obtention des fonds. Un tel unanimisme avait déjà été constaté dans la revue de presse en 1984 lorsqu'il s'agissait de négocier face à Romano Prodi le maintien des activités de l'IRI à Gênes. Gabrielli en entretien qualifiait d'« *opportunisme* » les modalités de financements de Gênes, puisque chaque opportunité (événement urbain, financement européen, programme national ou régional) doit être saisie pour obtenir des financements. Il raconte l'étonnement de la mission française du Projet Urbain venue en voyage d'étude à Gênes, face à l'ampleur des transformations engagées comparées au faible budget de la municipalité. Cela se traduit par un savoir-faire dans le montage de dossiers, pour se conformer aux critères des financeurs. Par exemple, pour obtenir des fonds supplémentaires pour le nouveaux musée de la mer, ce projet a été intégré aux projets *Urban 2*, en indiquant des lignes de financements privées, satisfaisant les demandes formelles de l'Union Européenne.

De même, Hernán Pinto, pour obtenir le prêt de la BID, a dû exercer une forme de lobbying auprès du gouvernement, car c'est l'État qui est garant du prêt et pas l'autorité communale. Aussitôt la nomination de Valparaíso à l'Unesco obtenue, il réunit les députés de la région pour les sensibiliser à son projet, contacte la ministre responsable des Relations Extérieures du gouvernement de R. Lagos, Soledad Alvear, et obtient très rapidement

---

<sup>1</sup> « *parce que les coûts et [leur] valeur les rend peu rentables* ».

<sup>2</sup> « *nous avons vraiment besoin d'aide [publique]* ».

l'engagement du Président de la République, le 18 juillet lors d'une réunion commune à Valparaíso. Les déclarations de H. Pinto [El Mercurio de Valparaíso, 19/07/2003] illustrent cette relation de dépendance entre la municipalité et le gouvernement : « *vamos a necesitar mucho apoyo [...], voy a pedir un golpe grande [...], quiero decirle Presidente que necesito más torta* »<sup>1</sup>. Le maire de Valparaíso H. Pinto justifie de cette façon les investissements publics réalisés : « *Yo creo que cuando el Gobierno postuló a Valparaíso asumió un compromiso que importa una obligación: generar condiciones para que esta ciudad sea capaz de autosustentarse. El Presidente me decía que si no se puede, hay otras ventanillas que tocar, y claro que las hay, pero por las cuales se puede sacar una obra por año y eso no tiene el peso necesario. A esta ciudad hay que darle un shock y eso implica una inversión dura y sostenida ; una revolución.* »<sup>2</sup> [El Mercurio de Valparaíso, 12/10/2003]. Le maire estime un engagement gouvernemental conséquent nécessaire, pour donner une impulsion de développement. Les financements publics dans cette optique sont premiers et permettent d'envisager ensuite l'arrivée d'investisseurs privés.

Les financements constituent un des moyens de comprendre les enjeux des régulations urbaines, en terme d'établissement de *leadership*, et de relations entre secteurs public et privé. Quelles configurations du pouvoir dans les trois villes mènent la transformation des espaces historiques centraux ? Comment s'opère la jonction entre développement de projets urbains et mise en avant ou protection des patrimoines ?

## **C. Growth coalition et Heritage coalition à Liverpool : conflit pour la maîtrise du devenir urbain**

La prise en compte de la problématique patrimoniale est devenue source de conflit à Liverpool, témoin l'opposition croissante au label Patrimoine de l'Humanité. Pourtant, la patrimonialisation a été menée avec le souci de maintenir la possibilité de projets de régénération urbaine. Ainsi la zone tampon intègre un grand projet de création d'une nouvelle centralité commerciale, *Paradise Street Project*. Toutefois les conflits se centrent sur le

---

<sup>1</sup> « *Nous allons avoir besoin d'un appui important, [...], je vais demander une impulsion importante [...], je veux le dire au Président, que nous avons besoin d'une plus grande part du gâteau* ».

<sup>2</sup> « *Je crois que quand le gouvernement a présenté la candidature de Valparaíso [à la BID], il a assumé un engagement qui comporte une obligation : générer les conditions pour que cette ville devienne capable de subvenir à ses besoins. Le Président a dit que si cela [le prêt BID] n'est pas possible, il y a d'autres guichets où sonner, et oui il y en a, mais des guichets [sources de financement] permettant de conduire un seul projet à l'année, et cela n'aura pas l'impact nécessaire. Il faut donner un choc à cette ville, et cela implique un investissement long et conséquent, une révolution* ».

devenir du front de mer, *waterfront*, surtout dans la zone emblématique du bien classé au Patrimoine Mondial, le *Pier Head*.

## 1. Entre patrimonialisation et redéveloppement

### 1.1 La patrimonialisation, adjuvant de la régénération urbaine ?

Dans le dossier de candidature comme bien patrimoine de l'humanité, la question des rapports entre patrimoine et régénération urbaine est abordée, avec la volonté de définir un équilibre entre conservation et développement. Un plan de gestion du site est nécessaire pour le maintien des caractéristiques patrimoniales. Il a été annoncé dans le dossier de candidature : « *The World Heritage Site Management Plan will be a crucial planning tool in addressing potential tensions between regeneration and conservation. It will seek to develop criteria against which developments can be assessed and create a consensus on what is acceptable.* »<sup>1</sup> [Liverpool City Council, 2003 : 223].

L'idée est d'obtenir un consensus sur la conservation du patrimoine, ainsi le *leader* du *Liverpool City Council* de l'époque, Mike Storey, écrit-il : « *I am delighted that we have prepared this Management Plan on behalf of all of our partners and that it has achieved such an overwhelming level of support, not only in the public agencies, but also in the business community.* »<sup>2</sup> [Liverpool City Council, 2003 : 6]. L'enjeu est en effet de ne pas sembler freiner le développement de Liverpool et donc d'obtenir l'accord du secteur privé. Aussi le *management plan* cite-t-il comme source les plans de régénération urbaines et le *City Centre Business Plan* élaboré par *Liverpool Vision*.

Toutefois cet équilibre ne consiste pas en une partition spatiale ; au contraire, le *management plan* affirme l'apport de la conservation patrimoniale à la régénération urbaine : « *Within the overall strategy, the WHS and its assets have a significant role to play as it is becoming increasingly recognised that a distinctive, high quality, historic environment can contribute substantially to the success of economic and social regeneration programmes.* »<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> « Le plan de gestion du site patrimoine Mondial sera un instrument de planification très important pour gérer les tensions éventuelles entre régénération et conservation. Il va chercher à développer un critère d'évaluation des [projets de] développement et à créer un consensus sur ce qui est acceptable. »

<sup>2</sup> « Je suis satisfait que nous ayons préparé le Plan de gestion dans l'intérêt de tous nos partenaires, et que cela ait atteint un niveau si élevé de soutien, non seulement des agences publiques, mais aussi du monde des affaires. ».

<sup>3</sup> « Au sein d'une stratégie globale, le site du Patrimoine Mondial et ses éléments ont un rôle significatif à jouer, puisqu'il est de plus en plus reconnu qu'un environnement historique unique, de grande qualité, peut contribuer de façon substantielle au succès des programmes de régénération urbaine et sociale ».



[Liverpool City Council, 2003 : 64]. Devançant les possibles craintes d'investisseurs<sup>1</sup>, il s'agit de démontrer que la conservation des caractéristiques du site est l'adjuvant de la régénération urbaine, en contribuant à l'individualisation des lieux. Autrement dit, le *management plan* tente de justifier l'idée d'une communauté d'intérêts entre conservationnistes et promoteurs du développement, avec le but suivant : « *preserving the synergy between the objectives of the regeneration and conservation agencies, based on an understanding that they share common goals and objectives.* »<sup>2</sup> [Liverpool City Council, 2003].

Pour cela est clairement affirmée la possibilité de développer de nouveaux projets : « *New development is a fundamental aspect of the future regeneration of the City. Although new developments can adversely affect the character and significance of a heritage resource they can also significantly enhance character.* »<sup>3</sup> [Liverpool City Council, 2003 : 93]. Des critères pour les projets de développement sont alors définis, notamment l'attention au paysage urbain et à la trame urbaine.

Toutefois le *management plan* inclut lui-même certaines limites. Tout d'abord, il ne constitue pas un document contraignant mais un document stratégique, qui recense les autres plans et documents touchant cette zone, les objectifs, les critères d'intervention souhaités. Les modalités de son intégration au processus décisionnel ne sont pas définies. Surtout, il est élaboré alors que de nombreux projets de développement sont déjà engagés le long du *waterfront*. Au final, malgré des positions de principe sur l'équilibre possible entre conservation et développement, le problème demeure, et se traduit dès les premières limites posées par une radicalisation des oppositions, et la constitution de deux camps.

### 1.2 Le lobby pro-développement

Dès l'annonce des résultats, le lobby pro-développement *Downtown Liverpool*, par la voix de Mike Lyons, émet des réserves dans une tribune du *Liverpool Daily* : « *World*

---

<sup>1</sup> « *some developers may feel that the designation of a historic asset or increased involvement of the conservation agencies in the management of the Site restricts their ability to deliver economically viable schemes. Regeneration agencies may see this as a threat to the economic regeneration of the City* » [Liverpool City Council, 2003 : 68] : « *certaines investisseurs peuvent avoir l'impression que la désignation d'un bien historique ou que l'implication croissante des agences de conservation dans la gestion du site restreint leur possibilité à proposer des projets économiquement viables. Les acteurs de la régénération peuvent le voir comme une menace à la régénération économique de la ville.* »

<sup>2</sup> « *préserver la synergie entre les objectifs des agences de la régénération [urbaine] et ceux des opérateurs de la conservation, basée sur la compréhension de leurs buts et objectifs communs.* »

<sup>3</sup> « *Les nouveaux projets de développement constituent un aspect fondamental de la régénération urbaine de la ville. Même si ces nouveaux développements peuvent affecter de façon négative les caractéristiques et la signification du bien patrimonial ils peuvent aussi enrichir fortement ses caractéristiques.* »

*heritage status for Liverpool's waterfront is welcome news but the accompanying condition that: "All new development must be in harmony with the city's existing features such as the Pier Head and the Albert Dock" will send a shiver down many spines.* »<sup>1</sup> [Liverpool Daily, 13/7/2004]. En effet, le waterfront est l'objet de nombreux projets de développement immobilier, consistant en la construction de tours de plusieurs dizaines d'étages.

*Downtown Liverpool* a été fondé par Tony Siebenthaler, urbaniste, et Mike Lyons en est le porte-parole. Il s'agit d'un lobby défini ainsi : « *DL advocates a broad pro-growth agenda based on the principles of contemporary urbanism* »<sup>2</sup>, et qui dispose d'une audience importante dans la presse, consulté sur tous les sujets conflictuels importants. *Downtown Liverpool* encourage ainsi le développement de projets immobiliers de grande envergure, faisant référence à des villes comme New York ou Hong-Kong, références urbaines en ce qu'elles ont développé un paysage urbain qui témoigne de leur puissance financière : « *Tall buildings signify to the world that the city has big business, it infers confidence that the city is a good place to be* »<sup>3</sup>. Le terme « *downtown* » lui-même, américanisme linguistique utilisé à la place de *city centre*, fait référence au centre commercial et d'affaires des villes nord-américaines.

### 1.3 Une attitude « *business friendly* »

Il s'agit également de présenter des conditions d'investissement favorables au secteur privé, ce qui se traduit par l'instauration d'un climat *business-friendly*, rompant avec l'image d'une ville du conflit. Un communiqué du *Liverpool City Council* du 9/11/2006 évoque cet aspect, s'appuyant sur une enquête menée auprès des investisseurs pour évaluer la facilité à investir à la ville, et reprenant la conclusion de Warren Bradley : « *Business is a key driver for change and the city council is listening to businesses to help make the city friendlier, safer and cleaner in order to raise confidence, increase opportunities and ensure that industry grows.* »<sup>4</sup>. Une organisation est mise en place, *City Growth Liverpool*, qui rassemble de

---

<sup>1</sup> « *Le statut de Patrimoine Mondial pour le waterfront de Liverpool est une nouvelle bien accueillie mais cette condition qui l'accompagne, « tout nouveau développement doit être en harmonie avec les caractéristiques existantes de la ville tels le Pier Head ou l'Albert Dock », provoquera bien des sueurs froides.* ».

<sup>2</sup> « *DL prône une optique large pro-croissance, basée sur les principes de l'urbanisme contemporain* », définition donnée sur son site internet, 2006.

<sup>3</sup> « *Des tours signifient au monde que la ville a une économie importante. Cela inspire de la confiance et indique qu'il faut y être présent.* »

<sup>4</sup> « *L'activité économique est élément clef dans le changement et le conseil municipal est attentif aux investisseurs privés pour rendre la ville plus ouverte aux projets, plus sûre et plus propre, pour augmenter la confiance, augmenter les opportunités et assurer la croissance de l'économie* ».

nombreux entrepreneurs locaux, chargée d'identifier les freins au développement économique.

Ce changement d'attitude est vécu par des investisseurs locaux : « *if you remember Liverpool ten or fifteen years ago, it was a very sad place, there was a lot of dereliction, very high levels of unemployment, so agencies and the city council in particular has been very successful in trying to secure private investment to reduce the job unemployment, to reduce poverty by stimulating private sector and investment to create jobs, [...], so Liverpool was regarded as a joke nationally, and internationally, its reputation was that a strike town [...]; these days nobody talks about Liverpool in the negative way, which is what it deserves, because Liverpool is a great city* »<sup>1</sup> [entretien Urban Splash, L1]. Ces nouveaux investissements se traduisent par un boom immobilier dans le *city centre*, notamment le long du *waterfront*, posant la question de la régulation du développement urbain.

## **2. Développement immobilier et origine exogène des investissements dans le centre de Liverpool**

De nombreux projets immobiliers ont émergé à la faveur du réinvestissement du centre de Liverpool, porteurs d'un nouveau type de développement basé sur la construction de tours réalisée par des capitaux exogènes à la ville, et perçus comme facteur de développement économique.

### *2.1 Le waterfront, réserve foncière*

Les ports agissent de plus en plus comme promoteurs immobiliers, profitant de la présence de vastes espaces en position centrale et sous-utilisés par l'activité portuaire pour constituer des projets immobiliers [Bruttomesso, 1995]. Sur les friches portuaires en sa possession, le port de Liverpool développe une stratégie de valorisation immobilière, en plusieurs temps.

Dans les années 1980 se développent les friches portuaires, espaces délaissés, dont une partie des bassins sont comblés. En 1988 la *Merseyside Development Corporation* acquiert Princes Dock, y construisant des bâtiments pour des bureaux. Le port, alors en déclin, ne met

---

<sup>1</sup> « si tu te rappelles Liverpool il y a 10 ou 15 ans, c'était un endroit très triste, il y avait beaucoup d'espaces abandonnés, de très hauts niveaux de chômage, alors les acteurs publics et le City Council en particulier ont vraiment réussi dans leur tentative de sécuriser l'investissement privé pour réduire le chômage, pour réduire la pauvreté, en stimulant le secteur privé et les investissements pour créer des emplois [...], Liverpool était considérée comme une ville peu sérieuse au niveau national et international [...] aujourd'hui plus personne ne parle de Liverpool de façon négative, et c'est ce que la ville mérite, car Liverpool est une super ville ».

pas en œuvre une stratégie de valorisation immobilière, dans un contexte économique local affaibli, et ce sont donc les investissements nationaux qui constituent le vecteur d'une reconversion de ces espaces. Avec la liquidation de ce *quango*<sup>1</sup>, la zone de Princes Dock est constituée en compagnie privée, au capital de laquelle participe le port de Liverpool, avant d'en devenir l'unique propriétaire en 2002. Ainsi le port de Liverpool se réapproprie des espaces perdus dans les années 1980, avec une stratégie de valorisation immobilière.

Cette stratégie immobilière est accentuée en 2005, lorsque le Port de Liverpool devient une filiale du *Peel Group* (pour 700 millions de livres sterling). Cette *holding* développe des activités dans les domaines des transports (portuaires et aériens), du commerce (possédant le *Trafford Centre* de Manchester) et immobiliers, considérant ces différents aspects comme liés. Le *Peel Group* avait acquis le canal de Manchester, long de 56 kilomètres joignant Liverpool (Birkenhead) à Manchester, à la fin des années 1980. Ce canal est toujours utilisé pour le trafic de marchandises, mais constitue aussi un ensemble foncier avec des localisations stratégiques, notamment à Manchester, où a été développé un espace de loisirs, *The Quays*, sur les quais de Salford (hôtels, centre commercial, musées, restaurants, galerie d'art, etc.). Le *Peel Group* vise la même stratégie à Liverpool : à la fois développer les activités portuaires et valoriser par des opérations immobilières les 300 hectares de friches présentes sur les deux rives de la Mersey. Début 2007, le groupe dévoile un projet immobilier global, *Liverpool Waters*<sup>2</sup>, de Princes Dock à Bramley Morre Dock, avec plus de 50 bâtiments, certains dépassant les 50 étages, pour un montant total estimé à 5,5 milliards de livres sterling [Liverpool Daily Post, 6/3/2007]. Le projet comporte un volet immobilier, avec la volonté de confier la réalisation des édifices à des architectes internationalement reconnus, créant des logements pour 500000 habitants, des réalisations touristiques avec la construction d'hôtels et la réalisation d'un terminal de croisières, des aménagements structurels, avec la réalisation d'une ligne ferroviaire joignant ce secteur à l'aéroport John Lennon au sud, également géré par *Peel*.

La conception et la communication des projets immobiliers sont réalisées par la maison-mère directement<sup>3</sup> et non par le port de Liverpool, illustrant la dissociation entre les deux aspects. Ce projet doit être validé par le *Liverpool City Council*, puisque l'autorité locale

---

<sup>1</sup> *Quasi non-governmental organization*

<sup>2</sup> Ce projet est considéré comme le pendant d'un projet immobilier sur les friches de Birkenhead, *Wirral Waters*. Paradoxalement, c'est le *Peel Group* qui élabore une stratégie de développement à l'échelle de l'agglomération de Liverpool (Merseyside).

<sup>3</sup> Ainsi le projet d'une haute tour appelée Shanghai est annoncé par le directeur du groupe chargé du développement, Lindsey Ashworth, et le président du groupe (*chairman*) John Whittaker (la famille Whittaker est propriétaire de la majorité du capital du *Peel Group*).

est responsable de la planification de tous les espaces de son territoire jusqu'au littoral, processus long de plusieurs années. Toutefois, le *City Council leader* Warren Bradley a déjà émis sa satisfaction quant au type d'investissement proposé.

## 2.2 Des investissements exogènes

L'acquisition du port de Liverpool par un important groupe national relève d'un phénomène plus général à Liverpool, avec une part croissante des capitaux privés permettant la régénération du *city centre* provenant de groupes nationaux voire internationaux. L'origine des investissements a également une traduction spatiale.

La carte n°61 a été réalisée à partir des informations de *Liverpool Vision* sur les projets de développement dans le *city centre*. Le « *developer* » (investisseur) est précisé pour chaque projet. À partir de cette indication a été recherché le profil de chaque entreprise, à partir de différentes sources : site internet privé des entreprises lorsqu'il existe, répertoire d'entreprises, listes des adhérents aux associations de commerce à Liverpool, presse locale et les articles « *business week* » du *Liverpool Daily Post*. Pour la réalisation de la carte a été retenu le lieu du siège social. Il aurait également été pertinent de réaliser une carte présentant l'envergure des entreprises (rang régional, national ou mondial) mais ces catégorisations sont plus difficiles à réaliser pour les entreprises basées dans la région. De même, la distinction entre région et Liverpool n'a pas été faite, car de nombreuses entreprises basées à Liverpool ont un rayonnement régional. Pour cette carte, plutôt que des cercles, j'ai choisi de me baser sur les surfaces des projets, qui donnent un aperçu de l'ampleur spatiale concernée par les projets immobiliers ou commerciaux à Liverpool depuis 1999.

Deux difficultés ont rendu l'établissement de cette carte malaisée. Tout d'abord, certains projets sont réalisés par des *joint venture* formés pour l'occasion, souvent entre un groupe basé à Londres et un groupe local. Dans ce cas il a été considéré comme investisseur d'origine nationale. Enfin, seuls 72 investisseurs<sup>1</sup> ont pu être identifiés.

Les projets menés par des acteurs publics ou semi-publics ont été catégorisés à part, et mêlent les investissements des autorités locales, des universités locales (importantes au sud-est du *city centre*) et des associations de logement.

---

<sup>1</sup> Dans la plupart des cas, ceux qui font défaut sont certainement des investisseurs locaux. Ils n'ont toutefois pas été comptabilisés tels et apparaissent comme « sans information » sur la carte.

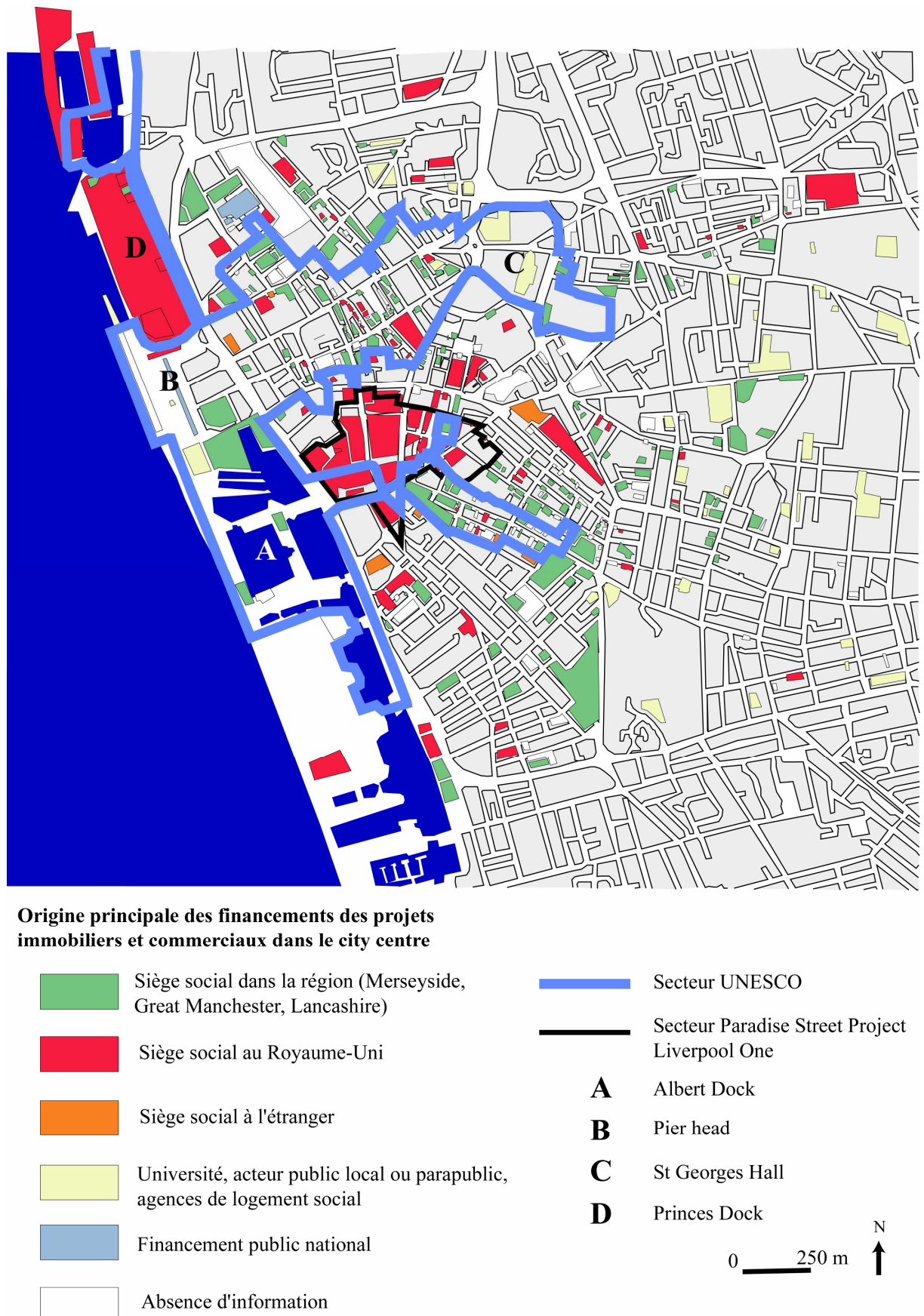


Figure 61 : Les investisseurs à Liverpool, selon leur origine, entre 1999 et 2007 (S. Jacquot, 2007)

Parmi les projets menés par des entreprises privées à but lucratif, 169 sont d'origine régionale, la plupart de Liverpool même, 92 sont financés par des capitaux nationaux extérieurs à la région, essentiellement de Londres, et seulement 9 investisseurs sont basés à l'étranger, principalement en Irlande. Les transformations du centre de Liverpool mobilisent ainsi pour une grande partie des projets des groupes importants, d'envergure internationale dans certains cas (par exemple *Grosvenor*), mais qui restent ancrés au Royaume-Uni.

La répartition des projets en fonction de l'origine des capitaux indique quelques tendances spatiales : les capitaux nationaux concernent essentiellement le *waterfront*, et les secteurs de redéveloppement (Baltic Triangle, *Liverpool One*, nord du *city centre* – voir carte n° 44), mais sont plus rares dans le secteur Unesco et le quartier de Ropewalks où domine la réhabilitation du bâti.

Ces investisseurs nationaux sont de plusieurs types. Un des plus actifs est le *Peel Group*, qui contrôle le développement de la partie nord des quais, via sa filiale *Princes Dock Development Corporation*. *Grosvenor Estates*, du fait de la mainmise sur le projet *Liverpool One*, apparaît également comme un des principaux investisseurs. Les autres entreprises investissent sur un ou deux projets ponctuels. Ces entreprises sont généralement des groupes spécialisés dans l'immobilier, par exemple *Villagate Properties* (basé à Kent), ou *Land Securities* (Londres), parfois des sociétés financières, comme *GmD Investments Ltd* (dont le siège est sur l'île de Guernesey).

Parmi les investisseurs d'origine régionale, certains constituent des groupes importants capables de mener des projets d'envergure, et jouant un rôle important dans l'économie locale. Tel est le cas d'*Iliad Ltd*, créé en 1996 à Liverpool, qui a conduit 6 projets dans divers quartiers du centre, pour un investissement total de 118 millions de livres sterling, créant 370 appartements et des bureaux, et développe d'autres projets en *joint venture*, ou de *Neptune Group*, qui était associé au projet de *Fourth Grace* et développe des projets sur le *waterfront* de New Brighton, investissant à chaque fois plusieurs dizaines de millions de *pounds*. Certaines entreprises sont spécialisées sur un type de développement, ainsi *Downing Estates* dans la production de logements pour étudiants, une des catégories d'habitants les plus importantes. Dans le secteur de Ropewalks, 19 projets immobiliers sont conduits par *Frenson Ltd*, entreprise locale filiale d'un groupe international basé à Londres, le *Marcol Group*. Un groupe privé domine de façon large la transformation d'un quartier du *city centre*.

Ainsi les transformations du *city centre* prennent place dans les stratégies régionales et nationales d'investissement immobilier. Opposer investisseurs nationaux et régionaux n'est pas toujours pertinent, les capacités de certains groupes régionaux étant également

importantes, tandis que des *joint venture* tissent des liens entre investisseurs, ou que certaines entreprises locales appartiennent à d'importants groupes. Toutefois, la transformation du *city centre* mobilise bien des capitaux en partie extérieurs à la ville, essentiellement dans les secteurs de développement.

Cette externalisation des capitaux concerne également le marché immobilier : des fonds d'investissement londoniens ou irlandais achètent d'importants lots d'appartements construits, sans nécessairement les mettre en location, anticipant une hausse des prix continue. Cette proportion est estimée à 30% pour le *city centre* en 2002 [Jones Lan Lassalle, 2002], proportion inférieure à des villes comme Manchester ou Birmingham, ce qui est expliqué par une rentabilité moindre encore de ces investissements du fait d'un marché locatif plus faible. Un membre de *Liverpool Vision* l'estimait en 2005 à près de 50% des appartements, ce qui entre en conflit avec les objectifs publics de revitalisation du centre lorsque ces appartements demeurent vides, en attendant leur revente : « *it is a problem because one of the aims of the city regeneration [...] is to create a lively populated city center* »<sup>1</sup> [entretien *Liverpool Vision* L6].

La presse économique se fait l'écho de ce développement de la spéculation immobilière : « *investors from outside Liverpool are playing the property market in the city like a game of monopoly in a bid to make the quickest profit possible* »<sup>2</sup>. [Liverpool Daily Post, 4/2/2004], les laissant souvent vides, l'essentiel de la plus-value étant liée à l'accroissement des prix immobiliers plus qu'à leur valorisation locative. Cette spéculation s'est accentuée avec l'annonce du choix de Liverpool comme Capitale Européenne de la Culture, entraînant l'apparition de sociétés spécialisées dans la mise en relation entre investisseurs londoniens ou irlandais et sociétés immobilières locales, par exemple *Invest in Liverpool Ltd*. Certains investisseurs achètent l'intégralité des appartements sur plan, avant la construction, pour les revendre dès la fin des travaux à un prix plus élevé. Le développement immobilier du centre est donc également le support d'importants mouvements de capitaux. Par exemple, la plupart des 133 appartements de la Beetham Tower, tour de 30 étages abritant aussi un hôtel Radisson, ont changé deux fois de propriétaires quelques mois après sa construction [Liverpool Daily Post, 4/2/2004]. Dès juin 2003, 6 mois avant l'achèvement des travaux, tous les espaces avaient trouvé preneur [Liverpool Daily Post, 13/6/2003].

---

<sup>1</sup> « *C'est un problème car un des buts de la régénération urbaine est de créer un centre-ville vivant et peuplé* ».

<sup>2</sup> « *Des investisseurs extérieurs à Liverpool jouent sur le marché immobilier de la ville comme à un jeu de monopoly, achetant pour faire des profits le plus rapidement possible.* »



Cette spéculation immobilière, liée à des logiques financières nationales et internationales, place donc les évolutions du *city centre* à la croisée de logiques multiscalaires, confirmant les propos de Neil Smith : « *the processes and forces shaping the new urbanism are global as much as local.* »<sup>1</sup> [Smith, 2002 : 28].

Le *city centre* est bien dans une configuration d'attraction d'investissements, essentiellement immobiliers, en conformité avec le discours *business friendly* des autorités locales. Or ces investissements se traduisent souvent par des projets de tours, permettant des plus-values plus importantes, ce qui pose la question de la régulation du développement urbain, entre les ambitions des investissements et le contrôle des paysages urbains et la production d'espaces de qualité, suivant les recommandations de l'*urban renaissance*.

### 2.3 Les tours et la régulation du développement urbain

Le *Liverpool City Centre Planning Group* en 1965 évoque la possibilité de construire des tours dans le centre, qui apparaissent hautes de 20 étages sur la maquette illustrant la couverture de l'ouvrage *Liverpool City Centre*. Prévues dans le secteur de Paradise Street, pour des usages résidentiels et tertiaires, elles ne sont finalement pas construites, du fait de la récession qui touche Liverpool. Une « *city centre high buildings policy* » est mise en place à cette époque. Toutefois, ces développements ne sont pas destinés à l'ensemble du *city centre*, opérant un zonage entre des secteurs où la faible hauteur doit être maintenue et d'autres susceptibles d'accueillir de hauts édifices. Deux critères fondent ce zonage : la protection de « *conservation areas* » et la préservation de vues et paysages, puisque « *the tall building policy should protect one of the most striking characteristics of Liverpool's present skyline : the wide area of medium height buildings which separates the cathedrals on the ridge from the compact group of taller buildings by the water's edge [le Pier head].* »<sup>2</sup> [City and County Borough of Liverpool, 1965 : 93]

En cela, une certaine continuité peut être tracée dans les motifs du contrôle de la hauteur des constructions du *city centre* aujourd'hui. En effet, dans l'*Unitary Development Plan* de 2002, la maîtrise de la densité du bâti est motivée par la protection des paysages et points de vue : « *Many of the approaches to the city and areas within the city offer attractive*

---

<sup>1</sup> « Les processus et forces qui donnent forme au nouvel urbanisme [des centres des villes] sont autant mondiaux que locaux. ». Il ajoute la conclusion suivante : « *Gentrification and homelessness in the new city are a particular microcosm of a new global order* ».

<sup>2</sup> « la politique [de gestion] des bâtiments élevés devrait protéger une des plus frappantes caractéristiques du paysage urbain présent de Liverpool : la large aire de bâtiments de hauteur moyenne qui sépare la cathédrale sur la crête du groupe compact de bâtiments plus élevés [le Pier Head] au bord de l'eau ».

*views, particularly of the cathedral and the City Centre skyline [...]. Views of landmarks contribute to the strength of character of the city, and are valued by local people and visitors. Tall buildings can block or spoil these views. New development will pay regard to the height of its neighbours unless the architecture is such that the building would make a positive contribution to the City's skyline. Particular attention will be paid to large new developments in the City Centre, where the interplay between the historic street pattern and buildings of major importance is most acute.* »<sup>1</sup> [Liverpool City Council, 2002 : 109]. En 1965 comme en 2002, le secteur privilégié pour le développement en hauteur est l'espace nord du *city centre*<sup>2</sup>.

Le contrôle du développement des édifices en hauteur est également une préoccupation nationale, comme en témoigne le *Guidance on Tall Buildings*, réalisé par *English Heritage* et *CABE* (*Commission for Architecture and the Built Environment*) en 2003, réactualisé en 2007 à la demande du gouvernement britannique. Les édifices en hauteur doivent prendre en compte leurs effets sur l'environnement immédiat : « *Tall buildings should be of the highest architectural quality and designed in full cognizance of their likely impact on their immediate surroundings and the wider environment.* »<sup>3</sup>. Les autorités locales doivent alors identifier les secteurs où un tel développement est possible, se plaçant dans une approche à long terme. La préservation des vues (*views*), horizon (urbain) (*skyline*), points remarquables (*landmarks*), paysage urbain (*townscape*) est également mise en avant, témoignant de la rediffusion d'une conception de la ville et de son patrimoine qui s'inscrit dans la tradition pittoresque anglaise, représentée par William Morris [Choay, 1999] et surtout Gordon Cullen, qui avait publié en 1961 *Townscape*, méthode d'analyse des paysages urbains pittoresques, et contempteur de l'urbanisme moderniste anglais de l'après-guerre<sup>4</sup>. Le discours contemporain de l'*urban renaissance* constitue une réhabilitation de ces conceptions.

---

<sup>1</sup> « *La plupart des approches de la ville et des aires au sein de la ville offrent des vues attractives, particulièrement de la cathédrale et du profil urbain du centre ville [...]. Les vues des bâtiments importants contribuent à donner une image forte de la ville et sont appréciés par les habitants et les visiteurs. Les bâtiments élevés peuvent bloquer ou gâcher ces vues. Les nouveaux développements vont considérer la hauteur des espaces voisins à moins que l'architecture soit telle qu'elle contribue de façon positive au profil de la ville. Une attention particulière sera portée aux nouveaux projets importants dans le centre ville, où l'interaction entre la trame urbaine historique et les bâtiments aux dimensions importantes est plus aigue.* ».



<sup>2</sup> Toutefois en 1965, les *docks* au nord du Pier Head (Central Docks) étaient encore liés à l'activité portuaire, ce développement immobilier prenait alors place en retrait du *waterfront*.

<sup>3</sup> « *Les bâtiments en hauteur devraient être de la plus haute qualité architecturale et conçus en ayant pleinement conscience de leur probable impact sur les espaces voisins et tout autour de façon plus large.* ».




<sup>4</sup> « *We are still in the elementary stage where the individual buildings is the be-all and the end-all of planning. If buildings are the letters of the alphabet they are not used to make coherent words but to utter the monotonous desolate cries of AAAAA ! or OOOOO ! [...]. We see the growth of a new ideal at work which may be described as ebbiness – the ebb tide : the cult of isolationism.* » [Cullen, 1996 : 133-135]

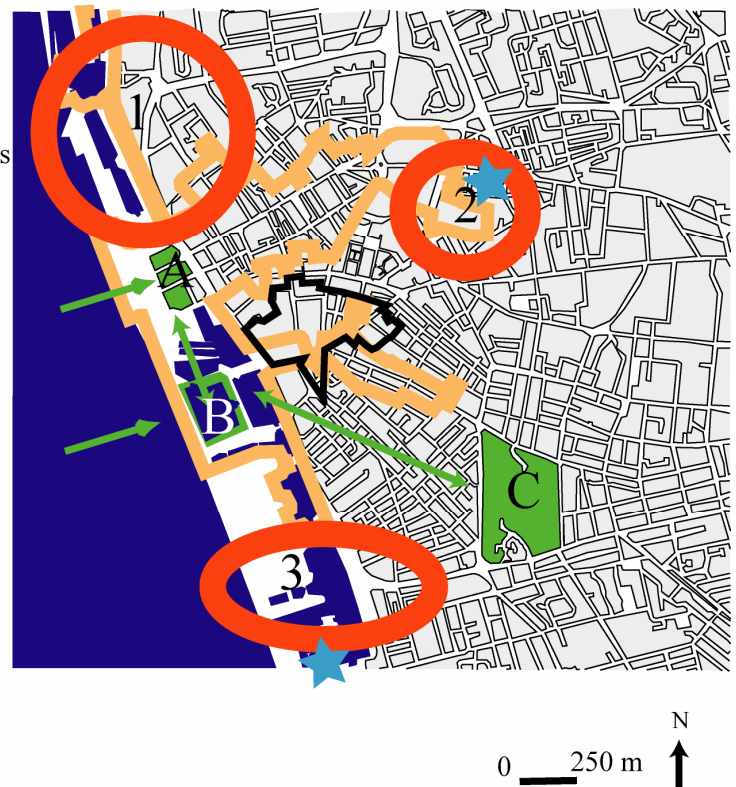
Le contrôle des édifices en hauteur se fait au nom de la préservation des paysages urbains, mais ces édifices peuvent eux-mêmes devenir des éléments paysagers remarquables : *English Heritage* et *CABE* prônent donc un contrôle et une approche attentive au contexte urbain dans lequel ils prennent place, mentionnant l'impact sur le patrimoine urbain. Suivant ces recommandations nationales, le *Liverpool City Council* élabore un *Supplementary Planning Document* appelé *Tall Buildings*<sup>1</sup>, en 2004. Ce document explicite les enjeux des *tall buildings*, en terme d'impact paysager et dans leurs liens avec le classement Unesco. L'optique de ce plan est donc la préservation des vues paysagères, considérant également les vues depuis la Mersey vers le front urbain. Le plan conduit alors à identifier dans le centre<sup>2</sup> trois secteurs préférentiels d'implantation des constructions en hauteur, appelés « *tall buildings clusters* » : le « *Commercial District* », c'est-à-dire la partie nord du *city centre* et du *waterfront*, la partie sud du *waterfront* (Kings Dock) et le secteur autour de la gare (Lime Street Station). Ainsi les développements immobiliers à Liverpool s'inscrivent dans un contexte local et national tentant d'élaborer un contrôle spatial de ce développement.

**Zone de développement en hauteur,  
selon le Tall Building Document**

-  tall buildings cluster
- 1 Commercial District et Princes Dock
- 2 Lime Street Station zone
- 3 Kings Dock
-  Paradise Street Project, Liverpool One

**Restrictions paysagères**

-  Aire Unesco
-  vues paysagères
- A Pier Head
- B Albert Dock
- C Cathédrale anglicane
-  Projets de tours refusés en 2005



**Figure 1 : Contrôle des hauteurs et des paysages à Liverpool (S. Jacquot, 2007)**

<sup>1</sup> Ce document constituant une recommandation nationale, d'autres autorités locales de grandes villes l'ont élaboré : Londres et Bristol par exemple.

<sup>2</sup> En dehors du *city centre* ou à ses marges les constructions en hauteur sont également autorisées, notamment lorsqu'elles jouent un rôle de « *signpost* » (signal) d'opérations de régénération urbaine ; et constituent un apport au paysage urbain.

Quelques tours sont contestées : ainsi une tour de 26 étages projetée à Princes Dock a été jugée de peu de valeur par CABA. Ces objections ne sont pas fermes mais conduisent souvent l'ouverture d'enquêtes publiques pour permettre un arbitrage, retardant les projets de développement. De même, le projet de construction d'une tour au niveau de Brunswick Dock, au sud du *waterfront*, est dans un premier temps rejeté par le *Liverpool City Council* (*Planning commission*) début 2005 en raison de son impact visuel et fonctionnel. Cette tour de 51 étages (qui deviendrait la plus haute de la ville), contenant près de 500 appartements, un hôtel, des bureaux, planifiée par *Maro Developments*, se trouvait en dehors d'un des trois *clusters* (au même moment une tour de 40 étages, la Beetham West Tower, dans un *cluster* est autorisée), mais reçoit le soutien de nombreux acteurs locaux. Aussi le débat sur l'impact d'une telle politique de contrôle des hauteurs est-il rapidement relancé. Le conseiller Peter Millea, qui a coordonné le *Tall Buildings Document*, se déclare en faveur de cette tour, précisant que la définition des *clusters* ne doit pas empêcher des développements à l'extérieur. À l'inverse, CABA et *English Heritage* critiquent des projets mis en place dans le *cluster* Lime Street Station (notamment une tour de 32 étages dessinée par le groupe irlandais *Chieftain Developments*).

Or ces projets et leurs limitations provoquent un débat sur la réception des investissements privés. Ainsi le directeur de *Chieftain Developments* Sean O'Sullivan prétend parler au nom de nombreux autres investisseurs et prévient la ville de la possible perte de projets représentant un total de plusieurs centaines de millions de livres sterling, pour faire pression sur le *Liverpool City Council*, et compare le fonctionnement de Liverpool à celui de Johannesburg ou Chicago, villes plus attentives aux investisseurs [Liverpool Daily Post, 26/6/2005], tout en menaçant d'un appel auprès du gouvernement britannique.

Ces limites vont donc à l'encontre de la volonté du *Liverpool City Council* d'apparaître comme une ville favorable aux investissements. Tony Siebenthaler, du lobby *Downtown Liverpool*, prend position contre l'établissement de règles spatiales : « *This will be a constraint on developments. It is much better to have a policy that looks at schemes on merit, rather than have restricted areas for high-rise developments. It can become a discouragement to developers.* »<sup>1</sup> [Siebenthaler Daily Post 21/12/2004]. De même, un éditorial du *Liverpool Daily Post* prend position contre cette politique de contrôle : « *If he*

---

<sup>1</sup> « Cela constituera une contrainte aux projets de développement. Il est bien mieux d'avoir une politique qui examine les projets selon leur mérite que d'avoir des aires où sont restreints les développements en hauteur. Cela peut devenir un motif de découragement pour les investisseurs. »

[Warren Bradley, leader du City Council] does intervene, Liverpool will never become a business-friendly city. Business friendliness requires council leaders to acknowledge that the best thing they can do is stand back and allow entrepreneurs to invest risk capital and decide for themselves whether there is a market for their buildings. [...] He needs to understand that Liverpool can only exist within the context of global economic conditions. »<sup>1</sup> [Liverpool Daily Post, 5/4/2006].

Le *Tall Buildings Supplementary Planning Document* est finalement laissé de côté par Warren Bradley, qui reprend dans son explication quasiment les termes utilisés par Downtown Liverpool : « *Nowhere has a tall buildings policy. What we have is guidance. If a planning application is received, it is dealt with on its merits. I think it was a mistake. If you want to be a progressive, proactive city you can't have a ridiculous policy that says you can't have this and you can't have that.* »<sup>2</sup>. Ainsi la volonté du *Liverpool City Council* de définir des règles pour le contrôle du développement urbain, pour la préservation de paysages, est entrée en contradiction avec l'objectif d'attirer des investisseurs extérieurs à la ville, ce qui conduit à une approche désormais plus ponctuelle de la part du *Liverpool City Council*, pour satisfaire les demandes des investisseurs<sup>3</sup>.

Cette absence de règles claires, du fait d'une hésitation sur les voies du développement, entre développement et préservation, se manifeste de façon exacerbée dans les différents projets pour compléter le Pier Head par un quatrième bâtiment fonctionnant comme icône de la ville.

---

<sup>1</sup> « Si Warren Bradley n'intervient pas, Liverpool ne deviendra jamais une ville accueillante pour les investisseurs. Une ville accueillante pour les investisseurs nécessite que les dirigeants du conseil municipal reconnaissent que la meilleure chose qu'ils puissent faire est de ne rien faire, de laisser les entrepreneurs investir à leurs risques leur capital et de leur permettre de décider par eux-mêmes s'il y a un marché pour leurs projets immobiliers. [...] Il doit comprendre que Liverpool ne peut exister qu'au sein du cadre économique global. »

<sup>2</sup> Interview donnée à l'hebdomadaire *The Business Week*, la première semaine de mai 2006. « Il n'y a pas de politique de contrôle des hauteurs. Ce que nous avons sont des recommandations. Si un projet d'aménagement est reçu, il est examiné en fonction de ses propres mérites. Je pense que c'était une erreur. Si on veut devenir une ville du progrès, active, on ne peut pas avoir une politique ridicule qui dit qu'on ne peut avoir ceci ou cela. »

<sup>3</sup> En janvier 2007, CABE et *English Heritage* demandent au *City Council* de remettre en place une politique spatiale de contrôle des hauteurs, et s'opposent aux décisions locales sur certaines autorisations de construire. Il n'y a ainsi pas encore de consensus sur le degré de contrôle du développement urbain en position centrale.

### 3. Ancrer la modernité dans le paysage patrimonial : le Pier Head

Le désir d'ancrer Liverpool dans la modernité se manifeste par la volonté des autorités locales d'ajouter un édifice contemporain au *Three Grace* sur le Pier Head, appelé *the Fourth Grace*, puis d'un Musée au même emplacement suite à l'échec du projet.

#### 3.1 L'échec de *The Fourth Grace* de Will Alsop

Pour appuyer la candidature de Liverpool comme ville capitale européenne de la culture, son conseil municipal souhaite réaliser une œuvre architecturale qui témoignerait du renouveau culturel de la ville, suivant également les recommandations d'une consultation publique menée par *Liverpool Vision*. Le site choisi est le Pier Head, seul espace à la mesure d'une oeuvre destinée à devenir icône de la ville, et à compléter les trois édifices monumentaux du Pier Head, *The Three Grace*. Avant même la définition du projet, l'œuvre a déjà un qualificatif : *The Fourth Grace*, avec une référence au musée Guggenheim de Bilbao. Cette réalisation a le soutien du *National Museums and Galleries on Merseyside*<sup>1</sup> (NMGM), propriétaire d'une partie de l'espace nécessaire à cette réalisation. En 2001, le *Liverpool City Council* passe un accord pour l'obtention d'une parcelle adjacente (auparavant détenue par un groupe privé<sup>2</sup>), et un comité<sup>3</sup> réunissant des acteurs locaux est constitué pour la conduite du projet [Liverpool Daily Post, 14/2/2001], qui s'articule autour de deux projets de valorisation : des musées (de la ville et de la mer) et des espaces en lien avec les Beatles, dans le but d'attirer davantage de visiteurs à Liverpool. Le projet a été défini avec l'aide d'un cabinet de consultants en tourisme, *Locum Consulting*.

Au salon international organisé par le MIPIM (marché international des professionnels de l'immobilier) à Cannes en mars 2002, Liverpool évoque le projet de construction d'un bâtiment sur le Pier Head, appelé *Fourth Grace*, encourageant les plus grands cabinets d'architectes à proposer un projet. En août 2004, quatre projets sont pré-sélectionnés, avec des partis pris très différents : par exemple, le projet de Richards Rogers prévoit deux tours de 20 et 30 étages encadrant le musée lui-même tandis que celui de Edward Cullinan est volontairement plus modeste, avec des volumes comparables à ceux des trois autres bâtiments. En décembre 2002, *Liverpool Vision* choisit le projet de l'architecte Will Alsop,

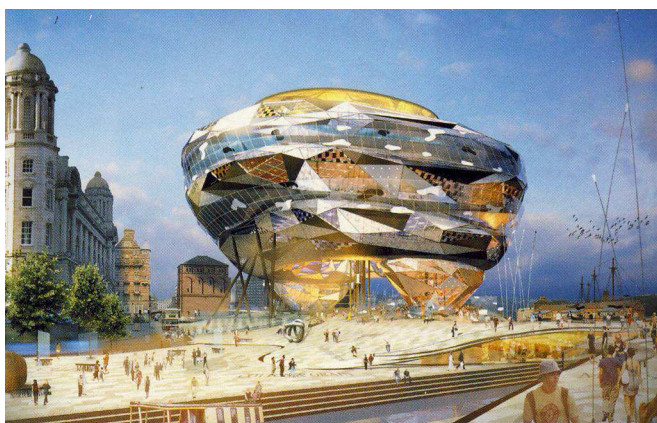
---

<sup>1</sup> Les musées de la ville, auparavant gérés par la municipalité, ont été érigés en musée national en 1986, pendant le conflit entre municipalité et gouvernement.

<sup>2</sup> *The Robert Smith Group*, entreprise régionale (concessionnaire de voitures de luxe)

<sup>3</sup> réunissant le directeur de NMGM, de *Liverpool Vision*, de la *Culture Company*, un membre d'*English Partnership*, le directeur de l'entreprise possédant la parcelle, et Mike Storey, alors *leader* du *Liverpool City Council*.

*The Cloud*<sup>1</sup>, en dépit d'un faible soutien de la part des 12000 visiteurs qui ont consulté les projets. Le *Cloud* est un bâtiment en forme de diamant, présentant de nombreuses facettes, dont la hauteur demeure inférieure à celle des *Three Grace*. En retrait sont prévus deux autres bâtiments pour des usages résidentiels et tertiaires, destinés à générer des bénéfices amortissant le coût du musée. Le projet au départ est estimé à 200 millions de livres sterling.



**Figure 63 : le projet de Cloud de A. Alsop (source *Liverpool Vision*)**

Après l'obtention du titre Capitale Européenne de la Culture pour 2008<sup>2</sup>, les premiers doutes sur la faisabilité du projet émergent. En novembre 2003, les délais sont allongés, ne permettant pas l'inauguration pour 2008, tandis que NWDA (*North West Development Agency*) remet en question sa participation financière (40 millions de livres sterling), du fait de doutes croissants sur l'impact du projet. En juillet 2004, le coût estimé augmente, de 220 à 324 millions. Les institutions publiques impliquées réunies dans les locaux de *Liverpool Vision* décident d'annuler le projet le 19 juillet 2004.

A la suite de cette décision, de nombreuses critiques ont remis en cause le processus de prise de décisions à Liverpool. L'argument des coûts croissants est interprété comme un prétexte cachant d'autres motivations, certains investisseurs craignant qu'un succès trop important sur le Pier Head ait un impact négatif sur d'autres projets dans le *city centre*. Les conditions du choix fin 2002 sont rappelées : *Liverpool Vision* avait choisi le site le moins populaire auprès des visiteurs, ce qui pose la question de l'utilité d'une consultation publique. Un conseiller municipal travailliste, Joe Anderson, qui représente l'opposition au sein du *Board* de *Liverpool Vision*, démissionne et demande l'arbitrage de Gordon Brown, pour éclairer les conditions des choix à Liverpool, selon lui manquant de transparence : le conseil

---

<sup>1</sup> Dans la mesure où le *board* de *Liverpool Vision* regroupe des membres des autres institutions concernées, son choix révèle le choix final.

<sup>2</sup> Le *Cloud* a été un des arguments mis en avant par Liverpool pour l'obtention de ce titre.

municipal n'a pas été consulté, mais ce sont les trois membres du conseil municipal siégeant dans le *Board* de *Liverpool Vision* qui ont arbitré, à titre personnel donc. Au final, *Liverpool Vision* apparaît comme responsable de l'échec, et peu en phase avec les aspirations citoyennes locales, alimentant la défiance à l'égard des *quangos* non issus directement de la démocratie représentative.

### 3.2 Le classement Unesco, limite aux projets de développement

La date d'annulation du projet suggère une autre explication (non fournie lors de l'annulation) : lors du classement de Liverpool comme Ville Patrimoine de l'Humanité, le Comité du Patrimoine Mondial a émis de fortes réserves concernant le projet de *Fourth Grace*, qui n'a été précédé d'aucune étude d'impact sur les valeurs patrimoniales. Ainsi, lors de la 28<sup>e</sup> session du Comité du Patrimoine Mondial<sup>1</sup>, qui a siégé du 28 juin au 7 juillet 2004 à Suzhou en Chine, plusieurs hypothèses ont été examinées suite à un débat fourni, notamment le report de l'inscription ou une inscription conjointe sur la Liste du Patrimoine en Périel. En effet, le même problème s'était produit deux ans auparavant : après l'inscription de Vienne comme Ville Patrimoine Mondial de l'Humanité, un permis de construire avait été délivré pour deux tours menaçant l'intégrité du site classé, et de longues tractations ont été nécessaires pour la modification du projet. Le Comité souhaite donc prendre les devants. Les délégations du Liban et des Pays-Bas insistent sur la nécessité d'établir des critères permettant d'évaluer les projets sur le Pier Head, éléments qui font défaut [Comité du Patrimoine Mondial, 2004].

La décision finale (dans le rapport de la 28<sup>e</sup> session) adresse ainsi une mise en garde concernant Liverpool, en dépit de son inscription sur la Liste : « *Le Comité du patrimoine Mondial demande que l'État partie, lors de l'application rigoureuse de ses procédures d'urbanisme, veille à ce que : a) la hauteur de toute nouvelle construction dans le périmètre du bien du patrimoine mondial ne dépasse pas celle des constructions situées dans un voisinage immédiat ; b) le caractère de toute nouvelle construction respecte les qualités de la zone historique ; c) les nouvelles constructions à Pier Head ne dominent pas, mais complètent, les monuments historiques de Pier Head.* ». Cette recommandation ne condamne ainsi pas l'idée de construction d'un nouvel édifice sur le Pier Head, mais y ajoute des

---

<sup>1</sup> Tous les ans fin juin le Comité se réunit pour procéder à l'examen définitif des biens proposés, sur la base des recommandations faites par Icomos. Le classement comme bien Patrimoine Mondial de l'Humanité intervient suite à cette décision.



conditions. La délégation du Royaume-Uni et le représentant du *Liverpool City Council* s'engagent à coopérer pour que l'aménagement prévu ne menace pas l'intégrité du site.

Ainsi la remise en cause de *The Cloud* s'explique en grande partie par son inadéquation avec les contraintes patrimoniales. En effet, l'argument de la hausse du coût n'est pas totalement pertinent car comme l'expliquait l'architecte Will Alsop, ces coûts supplémentaires auraient été à la charge d'investisseurs privés, et amortis par les appartements et hôtels construits sur le site. Toutefois, cette exigence de l'Unesco n'a pas été rendue publique lors de la justification de la décision, car le classement sur la Liste du Patrimoine Mondial ne fait pas l'objet d'un consensus, une partie des investisseurs immobiliers craignant des contraintes urbanistiques supplémentaires. L'Unesco devient ainsi un nouvel actant de la régulation des transformations urbanistiques, mais d'une façon euphémisée au niveau local. Ce n'est que lors de l'enquête menée par une partie des conseillers municipaux pour éclairer les raisons de cet échec que ce motif est mis en avant. Ainsi Jim Gill, directeur (*chief executive*) de *Liverpool Vision*, admet que pour les membres du comité chargé du projet *Fourth Grace*, il était depuis longtemps clair qu'aucun des quatre projets en compétition n'était réellement possible en l'état du fait de la candidature à l'Unesco sans d'importantes modifications<sup>1</sup> [Liverpool Daily Post, 20/8/2004].

### 3.3 Le nouveau musée et l'arbitrage de l'Unesco

Suite à l'échec du projet *The Cloud*, un nouveau projet de musée est élaboré, moins ambitieux, dont l'inauguration est prévue pour 2008 et l'année Capitale Européenne de la Culture. Pour ne pas perdre les financements européens mobilisés pour *The Cloud* (37 millions de livres sterling), le nouveau projet doit être réalisé rapidement. Dès septembre 2004, *National Museums and Galleries on Merseyside* (NMGM) dévoile un projet de musée de la ville au même emplacement. Le musée est consacré exclusivement à l'histoire de Liverpool, depuis sa fondation en 1207, remplaçant le modeste musée contigu à l'Albert Dock. En avril 2005 est également annoncé un développement immobilier adjacent au musée, mené par l'entreprise *Neptune*, impliquée auparavant dans le projet *The Cloud*, et qui en retour retire sa demande de dédommagements pour les frais investis. Ces deux nouveaux investissements mettent en avant la nécessaire adaptation aux caractéristiques du site classé à l'Unesco. Le musée est dessiné par un cabinet d'architectes danois, 3XN, et a la forme d'un X

---

<sup>1</sup> En fait, l'appel à projet a été lancé sans consignes claires, ce qui a conduit par exemple R. Rogers à proposer de hautes tours de plus de vingt étages dans l'ignorance de l'imminence de la candidature Unesco et de plans de préservation de vues.

vu du ciel. Les parois sont prévues en marbre. Le canal de Leeds à Liverpool doit également être prolongé jusqu'au musée

Différents problèmes adviennent. Un accord qui date du début du XX<sup>e</sup> siècle limite la hauteur de construction sur le site, à moins que le propriétaire actuel de l'édifice Port of Liverpool, un des bâtiments du Pier Head, accepte de ne pas utiliser son droit de veto. Or son propriétaire souhaite développer des appartements de luxe dont la vue constitue un élément de valorisation. Des groupes de protection du patrimoine, *Save our city* et le *Liverpool Preservation Trust*, se constituent en opposition à ce projet, arguant de l'impact du projet sur les vues entre *The Three Graces* et l'Albert Dock. En décembre 2005, la délégation britannique d'Icomos manifeste son opposition, au motif que le nouveau bâtiment ne doit pas viser à égaler la magnificence des *Three Grace*, remettant en cause la volonté locale d'élaborer une « quatrième grâce » qui témoignerait du renouveau de Liverpool. L'association nationale *Victorian Society*, qui a pour but la conservation et la valorisation du patrimoine victorien, s'est également opposée au projet

Le *Liverpool City Council* toutefois soutient le projet, par la voix de son *Planning Manager* Nigel Lee, assurant de son faible impact sur le site classé et de la qualité de l'édifice, apport à l'ensemble architectural, tandis qu'*English Heritage* et CABE ont donné leur accord. Le conseil municipal approuve le projet en dépit de l'opposition d'Icomos. En outre, en février 2006, *Neptune Development* et son partenaire *Countryside Properties* dévoilent leur projet immobilier adjacent au musée, entre l'Albert Dock et *The Three Grace*, visant à créer 10000 m<sup>2</sup> de bureaux et plus de 300 appartements, se prévalant déjà de l'accord de principe des *quangos*, de CABE et de *English Heritage*.

En septembre, une délégation de l'Unesco se rend à Liverpool, pour rencontrer les acteurs locaux. Les représentants de la municipalité toutefois estiment que le classement Unesco ne doit pas se faire au détriment de la régénération urbaine. Le débat prend alors le cadre d'une opposition entre préservation patrimoniale et développement urbain.

L'approbation du plan de *Neptune Developments* par le *Liverpool City Council* en novembre 2006 pousse la *Merseyside Civic Society* à poser un recours, en demandant l'arbitrage de la secrétaire d'État au Gouvernement Local Ruth Kelly. En mars 2007, Wayne Colquhoun demande une enquête publique, ce qui aboutit à la volonté du gouvernement de mettre en place un nouveau mode de contrôle des secteurs classés Patrimoine Mondial de l'Humanité, avec un renforcement des pouvoirs nationaux de contrôle. Le Prince Charles intervient également, suite à un courrier de Wayne Colquhoun. L'Unesco finalement ne place pas Liverpool sur la liste du patrimoine en danger mais appelle à la mise en place de règles

plus explicites pour orienter les futurs projets. Suite à la 31<sup>e</sup> session du Comité du Patrimoine Mondial en Nouvelle Zélande en juin 2007, l'Unesco demande l'arrêt des constructions en hauteur sur le *waterfront* dans la partie classée. Le débat se nationalise avec les critiques formulées par la *Royal Institute of British Architects* (RIBA) à l'encontre de l'Unesco, trop timorée à son goût.

Les débats sur le développement du *waterfront* et l'établissement de règles de contrôle du développement urbain tracent un nouveau cadre des régulations urbaines, où est questionnée le rôle des acteurs locaux.

#### 4. Quel pouvoir local à Liverpool ?

La commission examinant les responsabilités dans l'échec du projet d'une quatrième Grâce concluait à l'absence d'un *leadership* local assumé, du fait d'un étiolement des responsabilités, se traduisant par exemple en l'absence claire de règles présentées aux cabinets d'architecture candidats. Ce problème se traduit par une campagne pour un maire élu au suffrage direct.

##### *4.1 Autorités locales et aménagement urbain : responsabilités et enchevêtrements*

Dans les années 1980, la création des UDC par M. Thatcher visait à contourner le pouvoir local, souvent contrôlé par les travaillistes. Or les UDC disposent de compétences larges dans le champs de l'aménagement et de la maîtrise foncière. Ainsi, le *Liverpool City Council*, qui avait à la fin des années 1970 élaboré des projets de régénération du *waterfront* pour l'Albert Dock, perd désormais sa compétence sur cet espace stratégique, au profit de la *Merseyside Development Corporation* (qui intègre toutefois dans son *Board* des acteurs locaux, universitaires, entrepreneurs et conseillers municipaux).

La dissolution de la MDC en 1998 modifie la situation. Toutefois, la répartition des compétences et l'origine des décisions ne sont pas toujours clairement marquées. Le *Liverpool City Council* a élaboré son plan d'aménagement et de planification en 1996 au terme d'un long processus de définition des objectifs. Or *Liverpool Vision* aussitôt créé développe son propre plan stratégique, le *Strategic Regeneration Framework* en 2000, réalisé par un cabinet de consultants. Le *Board* de *Liverpool Vision* contient trois membres du *Liverpool City Council*, dont le leader du *City Council*, mais également des membres d'entreprises privées. Il y a donc dédoublement de la planification territoriale. Le *City*

*Council* dispose également d'une agence de régénération urbaine, qui agit dans les mêmes limites que celles de *Liverpool Vision*, *Liverpool City Focus*.

Les agences de régénération urbaine et les structures de partenariat ont un *Board* (comité directeur) composé de membres reflétant les diverses institutions concernées, participant à la définition des objectifs. Or les compositions de ces *boards* révèlent des appartenances multiples, à la fois institutionnelles et personnelles, créant un enchevêtrement entre acteurs et actants. Il est en effet impossible de raisonner seulement en terme de relations entre des institutions appréhendées comme des ensembles. Par exemple, le *Board* de *Liverpool Vision* est composé de représentants du *Liverpool City Council* issus à la fois de la majorité municipale (*Lib-Dem*) et de l'opposition *Labour*. Les membres d'entreprises privées qui y figurent ne sont pas là prioritairement en tant que représentant de leur entreprise particulière, mais comme personnalité du secteur entrepreneurial local. Les membres de ces *Boards* deviennent alors des « *acteurs multicasquettes*<sup>1</sup> » [Gumuchian, Grasset, Lajarge, Roux, 2003 : 75] dans la mesure où ils participent à la définition des stratégies d'actants différents.



**Figure 64 : enchevêtrements entre acteurs (S. Jacquot, à partir de la composition des Boards des différentes institutions, fin 2006)**

Ainsi Warren Bradley, *leader* du *Liverpool City Council*, siège dans les comités de nombreux partenariats, démultipliant sa présence. Les structures issues de partenariats impliquent à la fois des institutions et des personnes.

Cet enchevêtrement conduit à une lisibilité moindre des responsabilités. La commission municipale chargée d'enquêter sur l'échec du projet *The Cloud* met en avant

<sup>1</sup> Ces auteurs introduisent cette notion pour évoquer le fait qu'un même individu est usager, citoyen et habitant et que ces trois postures ne doivent pas être séparées, mais elle peut être généralisée à d'autres types de postures (« facettes », « pôles » dans le texte).

comme premier facteur explicatif le manque de *leadership*, comme l'énonce le rapport de cette commission : « *There was no clear public sector agency with the authority to lead and deliver the project, this led to delay and duplication* » [Liverpool Daily Post, 7/12/2004], dans un processus impliquant *North West Development Agency*, le *City Council*, *Liverpool Vision* et *National Museums Liverpool*. Chaque entité a pris une décision individuelle sur le choix du projet mais les mêmes personnes ont participé à chacune de ces décisions.

Au-delà de cette complexité des relations institutionnelles, des critiques fustigent la trop grande proximité de la majorité municipale *Lib-Dem*, en place depuis 1997, avec les milieux d'affaires et de céder trop facilement à leurs demandes. Ces critiques émanent de l'opposition travailliste et de mouvements citoyens.

#### 4.2 Une campagne pour un maire élu

Cette critique des modalités de l'exercice du pouvoir local et du manque d'orientation a conduit au développement d'une campagne pour désigner le maire au suffrage direct. Ce mouvement s'inscrit dans une réflexion nationale. Douze villes anglaises disposent d'un maire élu, dont Londres et Middlesbrough. Le *think tank* IPPR, *Institute for Public Policy Research*<sup>1</sup>, produit en 2006 un rapport, *City Leadership*, préconisant une décentralisation en faveur des villes, notamment de Manchester et Birmingham qui doivent constituer des *city-regions*. Pour assurer leur *leadership*, ces villes doivent également disposer de ressources financières supplémentaires. Les villes de l'époque victorienne, aux compétences et ressources importantes, sont présentées en modèle [Marshall, Finch, 2006]. Ce rapport, bien que confortant les positions des partisans d'une élection du maire, en présentant aussi une critique sévère de l'exercice du pouvoir à Liverpool, demeure controversé car la création d'une *city region* centrée sur Manchester risque d'accentuer davantage la suprématie régionale de la ville rivale de Liverpool.

À Liverpool, cette campagne « *for an elected mayor* » a une double origine. Suite au mouvement de soutien à *Quiggins*, son représentant Joe Kenny remet en cause la légitimité du gouvernement municipal à prendre des décisions d'envergure dans la ville, puisqu'il ne dispose pas d'une légitimité directe. Un ancien journaliste de la BBC, Liam Fogarty, d'abord

---

<sup>1</sup> IPPR, fondé en 1986, est un des principaux instituts d'études britanniques, proche du *Labour Party*, contribuant à définir les programmes du parti. Il s'appuie de façon explicite sur certaines valeurs, et ses conclusions sont généralement débattues au niveau national, sur des sujets aussi divers que la politique migratoire, le système de santé, ou la décentralisation.

associé à la campagne de *Quiggins*, a également créé son propre mouvement<sup>1</sup> en faveur d'un maire élu, demandant la tenue d'un référendum local pour trancher cette question<sup>2</sup>. Dans les deux cas, le constat est celui d'un manque de *leadership* lié à la prégnance d'accords de partis, et l'absence d'une légitimité forte permettant de tracer un projet de ville, lié à la fois à l'abstention importante et l'impression que la prise de décisions est diluée dans des arrangements en commissions et partenariats. Ainsi Liam Fogarty énonce : « *there is an absence of vision and of strong, accountable leadership in Liverpool at the moment* »<sup>3</sup> [Liverpool Daily Post, 15/12/2005]. Selon lui, la désignation d'un maire permet d'engager une responsabilité pour des projets, et d'éviter la dilution de la prise de décisions : « *centralised power will be a force for change* »<sup>4</sup> [Liverpool Daily Post, 15/12/2005]. Les échecs dans la transformation du *city centre* ou la façon dont *Quiggins* a été évacué du *city centre* malgré une forte mobilisation sont pris en exemples de ces dysfonctionnements du pouvoir local.

Liam Fogarty met en avant la nécessité de coordonner les différents projets d'investissement à Liverpool dans un projet de ville global, loin de la démarche ponctuelle désormais prônée par le *Liverpool City Council*. Par exemple, le projet du *Peel Group* de développer un morceau de ville sur les quais au nord du Pier Head doit selon lui être évalué à une échelle globale : « *Peel Ports' substantial investment in Liverpool is to be welcomed. [...]. But whatever the scheme's merits it must form part of a wider, dynamic Masterplan to reunite the City and the River Mersey. We need a coherent, creative vision for Liverpool Docks and its hinterland.* »<sup>5</sup> [Liverpool Daily Post, 13/9/2006]. Ainsi, une vision d'ensemble doit éviter ce qu'il qualifie de ghettos résidentiels, ou Apartmentopolis : « *The precedents aren't encouraging. On this side of the Mersey a linear ghetto - let's call it Apartmentopolis - has emerged from Herculaneum to Waterloo. Walled and gated developments overlook Liverpool's Pay-Per-View waterfront. Commercial developments make money but seldom lift the spirits.* »<sup>6</sup>. À l'inverse, sans remettre en cause le développement des investissements, les

---

<sup>1</sup> Le site internet de Liam Fogarty, <http://www.amayorforliverpool.org>, reprend ses arguments (consulté en 2006 et 2007).

<sup>2</sup> Pour cela, il faut réunir 17500 signatures (5% de la population), condition pour organiser un référendum local sur cette question.

<sup>3</sup> « *Il y a une absence de vision et d'un fort et responsable leadership à Liverpool en ce moment.* »

<sup>4</sup> « *Un pouvoir centralisé sera une force de changement.* »

<sup>5</sup> « *L'investissement important du groupe Peel à Liverpool doit être [bien] accueilli. [...] Mais quels que soient les mérites du projet, il doit être inclus dans un Plan d'Ensemble [Projet Stratégique de Ville] plus large pour réunir la ville et le fleuve Mersey. Nous avons besoin d'une vision cohérente et inventive pour les docks de Liverpool et leur hinterland.* »

<sup>6</sup> « *Les précédents ne sont pas encourageants. Le long de la Mersey un ghetto linéaire – appelons-le Apartmentopolis – est apparu [des docks] Herculaneum à Waterloo. Des ensembles résidentiels murés et enclos*

retombées urbaines locales doivent être plus fortes : « *Dockland investors must make and take their profits. But there needs to be a civic dividend too. [...] Architectural showmanship must be married to the needs, potential and enterprise of Liverpool's people.* »<sup>1</sup>. Le changement du mode d'élection est donc supposé entraîner un nouveau mode de régulation et produire de nouveaux types d'espaces. En entretien, il m'évoquait les exemples des villes espagnoles ou françaises, où un maire fort permet de conduire des projets emblématiques.

La campagne pour un maire élu rencontre un appui de différents horizons, tant du côté de certains investisseurs (notamment de *Liverpool Downtown*) que d'organisations locales ou d'artistes locaux, bien que le *leader* du *City Council* W. Bradley y soit opposé, arguant du coût d'organisation d'un référendum et de fonctionnement du cabinet d'un maire élu. Le gouvernement national en octobre 2006 publie le *Local government White Paper Strong and Prosperous Communities*<sup>2</sup>, qui préconise la mise en place de gouvernements locaux plus puissants, en encourageant l'élection directe du maire [Department for Communities and Local Government, 2006 : 47-66] et la mise en place de *city regions*. Cela implique que les autorités locales de Merseyside forment un gouvernement métropolitain dirigé par un maire élu, pour bénéficier des transferts de financements envisagés. Le *leader* de l'opposition nationale du *Conservative Party*, David Cameron, prône également la mise en place d'un maire élu à Liverpool<sup>3</sup>. En juin 2007, le référendum n'a pas encore été organisé.

Les modalités du développement urbain de Liverpool, controversées, donnant l'impression de ne pas poser de règles claires pour permettre la cohabitation entre développement immobilier et conservation patrimoniale, ou entre développement du *city centre* et maintien des usages du centre, a ainsi conduit au développement d'un mouvement local destiné à donner plus de pouvoir et de visibilité au gouvernement local, en conformité avec les évolutions du gouvernement national sur la place des villes. Malgré les motivations initiales de *Quiggins*, ce mouvement ne s'inscrit pas dans une remise en cause de l'option pro-développement du *city council*, mais vise à inscrire ces investissements dans un cadre urbain

---

[des quartiers fermés] donnent sur le waterfront de Liverpool où la vue se paie. Les développements résidentiels commerciaux génèrent de l'argent mais éveillent rarement les esprits. »

<sup>1</sup> « Les investisseurs le long du front de mer doivent faire et retirer des bénéfices. Mais il faut également une retombée locale collective. [...] La mise en scène architecturale doit être couplée aux besoins potentiels et aux initiatives des habitants de Liverpool. »

<sup>2</sup> Ce rapport s'inspire de celui de l'IPPR, reprenant l'exemple de Liverpool, comme cas de dysfonctionnement local.

<sup>3</sup> La commission du *Conservative Party* chargée des propositions pour le gouvernement des villes, qui préconise des maires élus, est dirigé par lord Heseltine, qui était le ministre de M. Thatcher chargé de la mise en place des UDC dans les années 1980, qui destituaient les gouvernements locaux de compétences d'aménagement.

stratégique, pour une relocalisation des décisions. Un mouvement de délocalisation est également à l'œuvre, pour modifier les modalités de régulations urbaines.

#### *4.3 Délocalisations : les médiations internationales comme nouveau cadre de régulation des conflits entre acteurs.*

La complexité des régulations urbaines est liée également à l'irruption d'acteurs internationaux dans les débats, permettant un processus de délocalisation. Giddens définit la délocalisation comme « *l'extraction des relations sociales des contextes locaux d'interaction, puis leur restructuration dans des champs spatio-temporels indéfinis* » [Giddens, 2005]. Même si Giddens visait des phénomènes sociaux fondamentaux et la création d'une confiance délocalisée, ce concept permet d'étudier l'impact de nouvelles relations qui s'établissent au niveau local en mobilisant institutions et acteurs internationaux.

À Liverpool, l'alliance entre acteurs institutionnels et entreprises de développement immobilier met à mal les différentes mesures pour la protection du patrimoine et des paysages urbains (défini comme *skyline*). Ainsi la limitation de la hauteur des édifices dans certaines zones a été supprimée en mai 2006, tandis que le *Liverpool City Council* a approuvé un projet immobilier entre les deux plus grands ensembles monumentaux, l'Albert Dock et *Three Grace*, dans la zone classée Unesco. Les adversaires de ce projet sont organisés au sein d'une *Liverpool Conservation Society*, mais la liste des membres est gardée secrète, du fait de leur appartenance à des institutions publiques<sup>1</sup>. Seul son porte-parole, Wayne Colquhoun, est connu. L'action locale est donc rendue difficile par ces appartenances à des institutions elles-mêmes prises dans le processus décisionnel. La stratégie retenue consiste donc à envoyer un dossier à l'Unesco pour que l'institution internationale place éventuellement Liverpool sur la liste du patrimoine en danger, faisant ainsi pression sur les acteurs locaux. Ceux-ci en effet, dans le cadre de la préparation de Liverpool capitale de la culture 2008, ne peuvent se permettre une telle publicité. L'Unesco devient ainsi un actant au cœur des régulations locales, mobilisé avec l'espoir de peser sur le processus davantage que les acteurs isolés et tenus eux-mêmes par leurs appartenances institutionnelles.

Valparaíso manifeste des débats polarisés par des enjeux similaires, entre développement urbain et maîtrise de celui-ci pour des raisons paysagères. Les configurations d'acteurs sont différentes, du fait du rôle direct joué par l'État dans l'aménagement.

---

<sup>1</sup> Cela illustre la difficulté à considérer les institutions comme des acteurs à part entière, étant elles-mêmes traversées par des différenciations.



## D. Les régulations autour du patrimoine et de la maîtrise des paysages à Valparaíso

La patrimonialisation a été l'élément moteur d'une transformation plus générale de la ville. La politique patrimoniale n'est plus séparée des autres aspects de l'aménagement ; une politique globale est mise en avant, tant par la municipalité que par le *Plan Valparaíso*.

La patrimonialisation a ainsi été le cadre d'une redéfinition des relations entre acteurs et d'une recomposition des espaces, préalable à une redistribution spatiale du pouvoir marquant un compromis entre deux conceptions de l'évolution des espaces urbains, comme le montre la formation de coalitions pour le classement Unesco. Or la transformation du front portuaire révèle la permanence de relations fortement hiérarchisées, et la difficulté des acteurs locaux, publics et privés, à définir les modalités du développement urbain.

### 1. Le modèle de *growth machine* appliqué à Valparaíso

Kee Warner, professeur étasunien en mission à Valparaíso, à l'*Universidad Católica de Valparaíso*, a appliqué avec le professeur Jorge Negrete le modèle développé par Harvey Molotch de *urban growth machine*<sup>1</sup>, aboutissant à deux articles sensiblement différents, l'un en espagnol dans la *Revista Geográfica de Valparaíso*<sup>2</sup> [Warner, Negrete, 2002], l'autre dans la revue *Local environment*<sup>3</sup> [Warner, Negrete, 2005]. L'aire d'étude est le *Gran Valparaíso*, donc la conurbation formée par Viña del Mar, Valparaíso, Villa Alemana et Concón ; elle est menée avant le classement au Patrimoine Mondial de l'Humanité. À travers l'étude de quelques projets emblématiques (Curauma, le front de mer, Laguna Verde), il apparaît que la décision locale dans le *Gran Valparaíso* reste limitée par la centralisation nationale et des investisseurs extérieurs à la ville, ce qui montre une différence avec les villes nord-américaines davantage marquées par les coalitions locales : « *la centralización del proceso de decisiones en Chile es el factor que distingue a las « maquinarias » que se encuentran en*

---

<sup>1</sup> Les modèles explicatifs du réel font également l'objet de transferts, les déplacements de chercheurs opérant comme agents de ces transferts. Ainsi l'article en espagnol énonce : « *empezamos este análisis con el propósito de examinar la aplicabilidad de un concepto norteamericano a los procesos de urbanización de Valparaíso, en un país en vía de desarrollo* » [Warner, Negrete, 2002 : 406] (« nous commençons cette analyse avec le but d'examiner l'applicabilité d'un concept nord-américain aux processus d'urbanisation à Valparaíso, dans un pays en voie de développement. »).

<sup>2</sup> « *Las maquinarias de urbanización en un país en vías de desarrollo : el caso del Gran Valparaíso en Chile* », où « *urban growth machine* » est donc traduit par « *maquinarias de urbanización* »

<sup>3</sup> « *The Urban Growth Machine Goes South : Conditions and Capacities for More Sustainable Place-Building* ». Le titre indique bien cette extension d'un modèle explicatif à de nouveaux espaces géographiques.

*Estados Unidos* »<sup>1</sup> [Warner, Negrete, 2002 : 404]. Cette étude montre la part importance du secteur privé du fait de la faiblesse des réglementations, des contrôles et d'une vision d'ensemble de l'aménagement, malgré l'action de quelques groupes citoyens. Les pouvoirs politiques locaux apparaissent seulement comme instances de validation (en facilitant l'investissement ou *a posteriori* en ne sanctionnant pas les manquements aux normes).

Ce schéma est remis en cause dans la commune de Valparaíso par la patrimonialisation et l'influence croissante du discours paysager patrimonial, aboutissant à une partition conflictuelle des modalités de développement urbain. Le secteur du front de mer reste marqué par une croissance liée à des décisions nationales et des investissements exogènes, tandis une maîtrise de la croissance s'opère dans l'espace support des valeurs patrimoniales paysagères.

## 2. Les acteurs locaux pour la maîtrise de la croissance ?

La candidature Unesco a été l'occasion d'une redéfinition des relations entre actants et acteurs publics et privés, à travers la constitution de comités et de projets communs. Ces relations n'ont pas cessé avec le classement Unesco acquis en 2003. Dans les espaces patrimoniaux ou adjacents s'impose donc une configuration de type *growth management*, c'est-à-dire de maîtrise de la croissance [DiGaetano, Klemanski, 1999], du fait d'une intégration de thèmes citoyens à la gestion du développement urbain, et de la volonté de la municipalité de définir des règles de contrôle des espaces. L'extension de la zone de conservation patrimoniale en 2004 et 2005 (cf. chapitre 3) constitue en effet à la fois une limitation à un processus de développement urbain en hauteur et un signe de l'importance croissante de *Ciudadanos por Valparaíso*. Elle se fait en réaction à la multiplication des projets immobiliers à Valparaíso, à la fois dans la plaine littorale et sur les collines, aboutissant à la construction de tours qui obstruent les vues vers la mer ou les collines.

### 2.1 Les investissements immobiliers à Valparaíso

Ce développement immobilier n'est pas nouveau : dans les années 1970 et 1980 des constructions en hauteur avaient déjà été réalisées dans la plaine littorale, mais avaient rencontré peu d'oppositions. En outre, les promoteurs immobiliers disposaient d'une certaine tolérance dans le respect des règles urbanistiques. Par exemple, l'immeuble appelé *edificio estudiantil*, dans le secteur classé à l'Unesco, comporte deux étages supplémentaires par

---

<sup>1</sup> « La centralisation du processus de décisions au Chili est le facteur qui le distingue du cas des machines de développement aux États-Unis ».

rapport au permis de construction, obstruant la vue depuis le mirador Atkinson. Malgré l'engagement du constructeur de détruire les étages concernés, il est demeuré en l'état.

La mobilisation citadine est née de l'opposition à un projet immobilier dans le secteur patrimonial, aboutissant à l'instauration d'une zone de conservation patrimoniale en 1997, prélude au classement Unesco. Les projets immobiliers se sont alors orientés vers les espaces adjacents, notamment l'Almendral et les parties basses des collines. Une première tentative de réguler cet espace en 1998 par le service patrimonial de la municipalité échoue, aboutissant seulement à protéger 55 édifices dans ce secteur (à partir d'une pré-liste de 417 édifices). Du fait de l'hostilité de propriétaires, l'inscription de cette protection dans le Plan Régulateur Communal<sup>1</sup> n'intervient qu'en 2002, 4 ans après les premières études.

Cette protection demeure ponctuelle, ne posant pas de règles générales, tandis que des projets immobiliers continuent de se développer. Début 2004 est approuvée par la municipalité une tour de 28 étages dans l'Almendral, *VistaMar*, contenant 212 appartements, destinée à devenir la plus haute tour de la région. D'autres projets immobiliers sont menés dans l'Almendral ou sur des collines. Ils sont conduits par de grands groupes chiliens ayant développé une activité immobilière perçue comme façon de réinvestir une partie des bénéfices. Ainsi en 2000 est formée la société immobilière *Torres de Valparaíso*, à partir de capitaux provenant de *Empresas navieras* (groupe chilien international<sup>2</sup> né des activités maritimes, dont une des filiales, *Agunsa*, contrôle le terminal de passagers de Valparaíso, l'aéroport de Santiago, et qui a diversifié ses activités dans les domaines immobiliers et de services, investissant également en Espagne), et d'autres entrepreneurs nationaux (Gerardo Valdés, les frères Corona, liés à des activités agro-alimentaires et à la grande distribution). *Torres de Valparaíso* a conduit plusieurs projets immobiliers d'envergure : la *Torre Barón* sur la colline Barón, la *Torre Valparaíso* dans l'Almendral et une tour est en construction dans le secteur de Playa Ancha, *Torre Bordo Bahía*, en bord de mer. D'autres groupes sont également concernés. Le groupe immobilier *RVC Ingeniería y Construcción* construit deux tours Cerro Placeres. La tour *VistaMar* est un projet de *Vida Nueva Inmobiliaria*, qui opère principalement dans l'agglomération de Santiago. Le groupe *Socofar*, propriétaire d'une importante chaîne de pharmacies au Chili, développe également des projets immobiliers.

---

<sup>1</sup> Toute destruction doit alors être autorisée par le Secrétariat Régional du Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat.

<sup>2</sup> Le tout compose le conglomérat de la famille Urrenda, 17<sup>e</sup> groupe chilien [Rigazzi, 2005].

Ainsi le redéveloppement de Valparaíso a suscité l'arrivée d'investisseurs immobiliers nationaux, qui projettent des tours de plusieurs dizaines de mètres de haut, qui entrent en contradiction avec la volonté de protéger les paysages urbains.



Les tours construites en front de mer, dans le quartier de l'Almendral (C). Au premier plan les habitations modestes des versants des collines (cliché 2006).

Les tours du Cerro Baron (B), qui font office de barrière paysagère (cliché 2004).

Au premier plan (A) les espaces portuaires cible du projet de transformation du front de mer par l'entreprise portuaire, et objet d'une controverse sur les hauteurs autorisées.

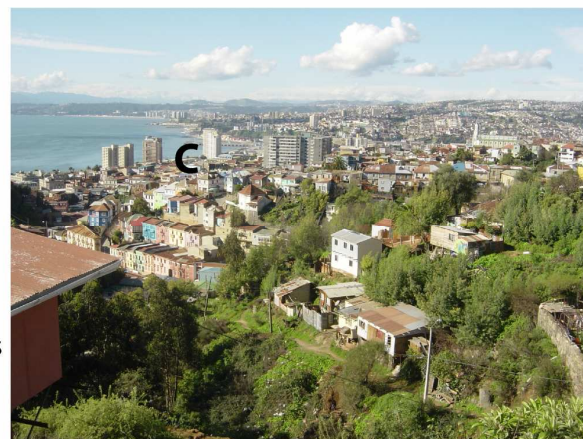


Figure 65 : les tours de la discorde

## 2.2 Alliance d'acteurs pour le contrôle du développement urbain

L'extension de la zone de conservation historique en 2004 et 2005 réalisée par la municipalité de Valparaíso et entérinée par le Serviu MINVU permet le contrôle des projets immobiliers. Elle a été préparée par l'*Unidad Técnica del Patrimonio* et la *Dirección de Obras* de la municipalité, et correspond à une revendication des associations patrimoniales de Valparaíso : ne pas diviser la ville mais la considérer comme un tout. Les thèmes de l'association *Ciudadanos por Valparaíso*, portés par une campagne menée auprès des habitants, « *que nadie nos tapa la vista* », avec pétitions, affiches, réunions, ont été repris par la municipalité : « *entregamos 5000 firmas al consejo municipal, [...] con un informe, dijimos ahí hay un tema que la ciudad tiene que hacerse cargo porque el impacto que ha generado no tener un control de la edificación es muy grande; y a propósito de eso se inició este proceso de modificación del plan regulador, que es la ampliación de la zona de conservación histórica, y eso en verdad, lo que hizo la municipalidad fue decir : mira cuando hablamos de patrimonio que es patrimonio cultural es mucho más que la zona Unesco, o que proteger*

*edificios y vamos a haber una proteccion mayora de los cerros, por el tema del anfiteatro, esta es como la caraterística de la ciudad »*<sup>1</sup> [entretien V22, 2006].

Cette proximité se retrouve dans les documents produits par la municipalité : la *memoria explicativa* qui introduit et justifie la modification du plan régulateur en février 2004 évoque la « *copropiedad del ojo* », c'est-à-dire les vues comme patrimoine collectif, la campagne « *que nadie nos tapa la vista* », et la nécessité de maintenir la volumétrie générale des *cerros*, donc de réguler les nouvelles constructions.

Cette extension est également soutenue par les services urbanistiques de l'État (le Seremi MINVU) qui y voient l'occasion d'étendre l'usage de la subvention créée pour encourager la réhabilitation du patrimoine bâti, le SRP. Ainsi, à l'image de la candidature Unesco, acteurs locaux et nationaux fonctionnent de concert dans l'élaboration de nouvelles normes patrimoniales permettant le contrôle du développement urbain.

Cette nouvelle norme identifie également les espaces qui restent disponibles pour les constructions en hauteur : au-delà du *Camino Cintura* (altitude 100 mètres) vers les sommets des collines et au sud de Valparaíso dans l'espace communal intérieur, à Curauma et Placilla.

Certains points demeurent controversés. Tout d'abord, la régulation des hauteurs dans l'Almendral est inférieure aux exigences des associations citoyennes. Surtout, cette norme établie en 2005 n'est pas rétroactive, les projets de tours approuvés avant le gel (« *congelamiento* ») des autorisations de permis le 27 mars 2004 ne peuvent pas être remis en cause. Or *Ciudadanos por Valparaíso* questionne le grand nombre de projets approuvés très rapidement juste avant l'extension de la zone de conservation historique dans l'Almendral et les Cerros Placeres et Esperanza, dans des délais inférieurs à ceux normalement nécessaires : « *el día antes de que se publicabara esta modificación en el diario oficial, ingresaron este proyectos, una operación nunca pasado, la municipalidad de Valparaíso que tu pida su certificado, lo pages este día y te lo des este día, eso imposible, quinze días ; bueno ese día se intregaron 52 certificados, se solicitaron 52, se pagaron 52, se entregaron 52, entonces ahí hubo alguien que queria que esos proyectos ingresaron antes.* »<sup>2</sup> [Paz Undurraga, 2006].

---

<sup>1</sup> « nous avons remis 5000 signatures au conseil municipal, [...], avec un dossier, nous avons dit que là il y a un thème dont la ville doit se charger parce que l'impact qu'a généré le fait de ne pas avoir un contrôle des hauteurs est très important ; et à la suite de cela a commencé ce processus de modification du plan régulateur, consistant en l'agrandissement de la zone de conservation historique, et à ce titre ce qu'a fait la municipalité fut de dire : quand nous parlons de patrimoine comme patrimoine culturel cela renvoie à quelque chose de plus large que la zone Unesco ou que de protéger des édifices. Nous allons avoir une protection plus importante des collines, pour [protéger] l'amphithéâtre, qui est comme la caractéristique de la ville. »

<sup>2</sup> « le jour précédant la publication de cette modification au journal officiel, arrivèrent ces projets, [et se produisit] une opération qui n'était jamais arrivée : que tu demandes un permis [de construction], que tu le paies le même jour, c'est impossible [cela demande] 15 jours. Donc ce même jour furent délivrés 52 permis : 52

*Ciudadanos por Valparaíso* en 2005 a saisi la *Controleria*, et après enquête le Seremi MINVU demande l'invalidation de certains permis. La municipalité refuse cette interprétation et montre que lorsqu'elle a elle-même prolongé le gel des permis, elle a commis des erreurs administratives<sup>1</sup>, ce qui invalide son action, et rend une partie des permis contestés valide. Cet imbroglio administratif et l'action contradictoire de la municipalité (qui à la fois établit un contrôle des hauteurs et met tout en œuvre pour que des projets de tours soient menés<sup>2</sup>) montre que la convergence entre acteurs n'est pas totale. Enfin, cette distinction entre un secteur en deçà des 100 mètres d'altitude où domine le respect de la volumétrie vernaculaire et les secteurs au-delà disponibles au développement urbain est également remise en cause du fait du développement de nombreux projets immobiliers qui désormais se développent à cette limite, générant de nouvelles fractures paysagères.

En dépit de ces points de débat, l'alliance des acteurs locaux, avec le soutien des acteurs nationaux, induit bien une stratégie de *growth management*. Toutefois la transformation du front de mer de Valparaíso fonctionne selon d'autres principes, posant la question d'un partage du pouvoir de définition des modalités du développement urbain.

### 3. Le front de mer, zone de développement exogène ?

Cette coopération entre acteurs locaux semble absente du processus de réhabilitation de la façade portuaire, menée par l'*Empresa Portuaria de Valparaíso*. La réhabilitation du front de mer concerne une zone de 20 hectares du secteur *Barón*, avec différents projets prévoyant la construction de tours d'habitation, d'hôtels, d'équipements et d'espaces publics. Le développement de cette façade maritime obéit à une autre logique que la logique patrimoniale, cherchant une mise en valeur immobilière et touristique, pour développer le tourisme et attirer des investisseurs. Ces projets ne se réfèrent pas aux éléments patrimoniaux du secteur et relèvent plus d'une logique de constitution d'un front de mer moderne : sur la brochure sont présentés les exemples de Gênes, Baltimore, Port Vell à Barcelone, Victoria and Albert Waterfront à Cape Town et Puerto Madero à Buenos Aires.

Toutefois, le développement de cet espace est rendu difficile par des contestations locales et des problèmes juridiques. Plusieurs projets se sont succédés depuis 2002, année qui

---

*permis furent demandés, 52 furent payés, 52 furent attribués ; ainsi il y avait quelqu'un qui souhaitait que ces projets parviennent avant [la modification du plan régulateur] ».*

<sup>1</sup> La prolongation a été faite par décret municipal, or il aurait fallu l'accompagner d'un décret ministériel.

<sup>2</sup> Cette attitude double est difficile à interpréter mais relève en grande partie d'une volonté de ne pas se dédire auprès des investisseurs, pour maintenir auprès d'eux la confiance en l'action municipale.

marque le début de la réflexion pour la modification du *Plan Maestro* du port modifiant les usages possibles de cette zone. Fin 2003 l'*Empresa Portuaria de Valparaíso* (EPV, entreprise portuaire de Valparaíso) élabore un avant-projet, qui doit être approuvé par les autorités locales en 2004, pour ensuite faire appel à des investisseurs. Le projet est annulé, et finalement le 11 novembre 2006 EPV signe un accord avec *Mall Plaza*, lui accordant une concession de 30 ans pour le développement du projet d'aménagement de la zone Barón.

### *3.1 La municipalité, instance de validation ou de régulation ?*

Le projet de l'EPV de transformation du front de mer nécessite la transformation du plan régulateur intercommunal (opérée par le Conseil régional sur proposition du MINVU et après avoir considéré les remarques de diverses institutions, notamment la Coname) et ensuite du plan régulateur communal (PRC). En novembre 2003, le projet est soumis une première fois de façon officielle à la municipalité pour qu'elle modifie en conséquence le PRC, sanctionnant les changements d'usage de la zone et établissant des normes de construction (en terme de hauteur des édifices). Le projet est donc évalué de façon indirecte. Ce processus est l'occasion pour la municipalité de tenter de peser sur la définition du projet, alors que jusque là elle en était écartée.

Or la modification du plan régulateur implique légalement une période de consultation des habitants et associations, permettant le développement d'argumentaires opposés au projet.

Sollicité par l'*Empresa Portuaria* pour modifier le plan régulateur, condition de possibilité d'investissement dans cette zone, la municipalité a l'occasion de débattre de ce projet et d'en fixer les limites et conditions. Toutefois la municipalité agit a posteriori, à partir d'un projet déjà défini, ce qui limite sa marge de manœuvre puisque l'*Empresa Portuaria de Valparaíso* laisse entendre que trop de modifications supprimerait toute possibilité d'attirer un investisseur capable de mener le projet.

#### *Le plan régulateur communal, instrument de contrôle des hauteurs*

La municipalité prend en compte les remarques concernant la hauteur des édifices, s'opposant à un édifice de 23 étages et 60 mètres de haut. Fin janvier 2004, la municipalité demande des modifications du projet à EPV, et charge une architecte de mener une étude pour étendre la zone de conservation historique aux Cerros Esperanza et Placeres, permettant d'étendre le contrôle des vues paysagères. Le nouveau projet d'EPV, remis en février 2004, prévoit de déplacer la tour la plus haute pour minimiser son impact visuel, mais sans remettre en question sa hauteur.

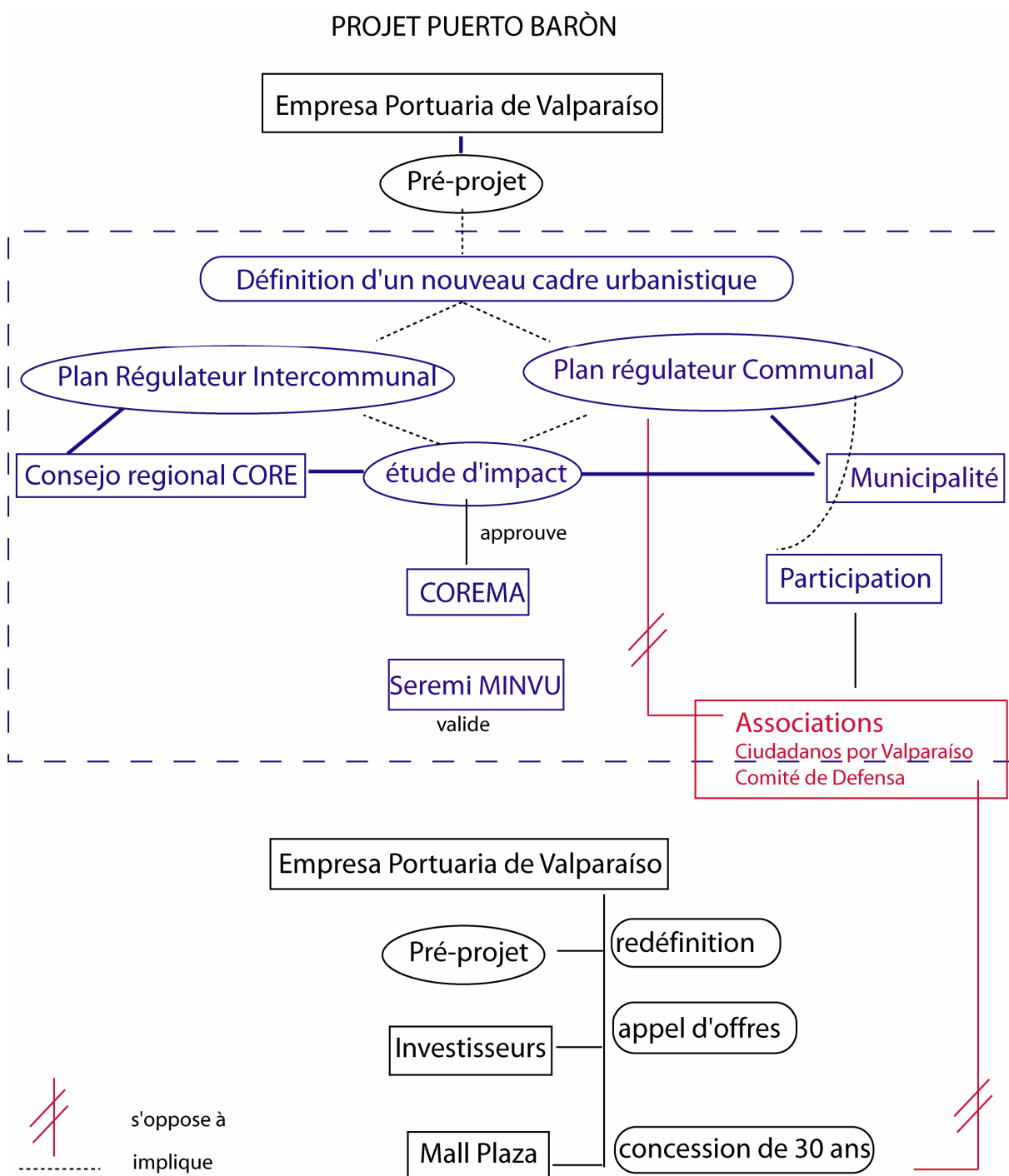


Figure 66 : Procédures de modification du projet Barón (S. Jacquot)

Toutefois, face aux contestations des organisations citoyennes, la municipalité limite la hauteur maximale à 37,5 mètres. Cette hauteur a été déterminée en fonction du point le plus bas du Cerro Barón, depuis son *mirador* ; comme le précise le plan régulateur de Valparaíso, modifié pour ce projet : « *La altura máxima para la edificación aislada será la dada en cada caso, por la rasante de menos 2 grados trazada desde el nivel de vereda del Mirador Barón hasta el mar, en el punto que ella lo enfrente, no pudiendo, sin embargo, en ningún caso,*



*hasta el mar, en el punto que ella lo enfrente, no pudiendo, sin embargo, en ningún caso, sobrepasar los 37,5 metros de altura.* »<sup>1</sup> [Ordenanza Local Plan Regulador de Valparaíso, version mars 2005]. Cette modification du plan régulateur semble dans la continuité de ce qui a été fait dans le secteur historique, confortant cette extension des normes paysagères à l'ensemble de la ville. Mais les contraintes sont moins fortes : le *seccional de preservación de vistas* réalisé en 1997 (cf. chapitre 3) définit les hauteurs en contrebas à partir d'une ligne faisant un angle de 20 degrés avec les *mirador*, contre 2 degrés ici.

#### *La préservation du patrimoine industriel et portuaire*

En outre, la mairie affirme en 2004 lors de ses discussions le principe de la conservation et mise en valeur du patrimoine portuaire et industriel de la zone<sup>2</sup>, dont l'élément le plus important est l'entrepôt Simon Bolivar, édifice de 480 mètres de long datant des années 1920. Il est en partie classé en 2004 par la municipalité *Monumento de Conservación Histórica* : le reste de l'édifice peut donc être détruit. En outre, la fiche qui accompagne ce classement permet d'éliminer 15% de la partie classée, à chaque extrémité : au final, sur les 480 mètres de longueur, 300 mètres peuvent être détruits<sup>3</sup> [Municipalidad de Valparaíso, 7/6/2006]. Cette conservation est donc partielle, provoquant l'opposition d'associations patrimoniales, qui souhaitent l'inscription de l'entrepôt comme monument historique.

#### *Un engagement de l'entreprise portuaire ?*

La municipalité souhaite obtenir des engagements de la part d'EPV pour pouvoir modifier le plan régulateur. Ainsi, le maire de Valparaíso de l'époque, Hernan Pinto, souhaite que le projet incorpore une œuvre architecturale de haute facture, fonctionnant comme icône de la ville, à l'instar de l'Opéra de Sidney sur le *waterfront* (exemple qu'il prend à de nombreuses reprises). Les désirs du maire Hernán Pinto s'inscrivent dans la continuité des discours d'EPV, qui compare son projet à de grandes réalisations dans le monde, lesquelles souvent contiennent un édifice fonctionnant comme icône de la transformation, par exemple le Guggenheim de Bilbao, l'aquarium de Gênes, ou le musée de Liverpool (anciennement projet de *Fourth Grace*). Les œuvres envisagées sont un aquarium (idée poussée par des

---

<sup>1</sup> « La hauteur maximale pour la construction d'édifice isolé sera dans chaque cas celle définie par la ligne tracée depuis le niveau du trottoir du *mirador Barón* vers la mer, avec un angle de deux degrés vers le bas, sans pouvoir dans aucun cas dépasser les 37,5 mètres d'altitude »

<sup>2</sup> L'Unesco dans sa résolution d'inscription de Valparaíso invitait l'État à engager des actions de préservation du patrimoine maritime et portuaire.

<sup>3</sup> En fait, comme le Plan régulateur Communal prévoit également le prolongement d'une rue à travers cet édifice, ce nombre est minoré.

entreprises espagnoles), un musée, ou un théâtre municipal. Pour H. Pinto, ces éléments constituent une forme de monnaie d'échange : insatisfait des garanties apportées à ce sujet en juin 2004, il propose de repousser l'examen du projet à la fin de l'année.

En outre, un protocole d'accord est signé en mars 2004 entre la municipalité et l'*Empresa Portuaria de Valparaíso*, qui fixe des engagements réciproques : la municipalité s'engage à soutenir le projet tandis qu'EPV assure l'accès public à ces espaces (ce qui était un motif d'inquiétude de la part des organisations et associations).

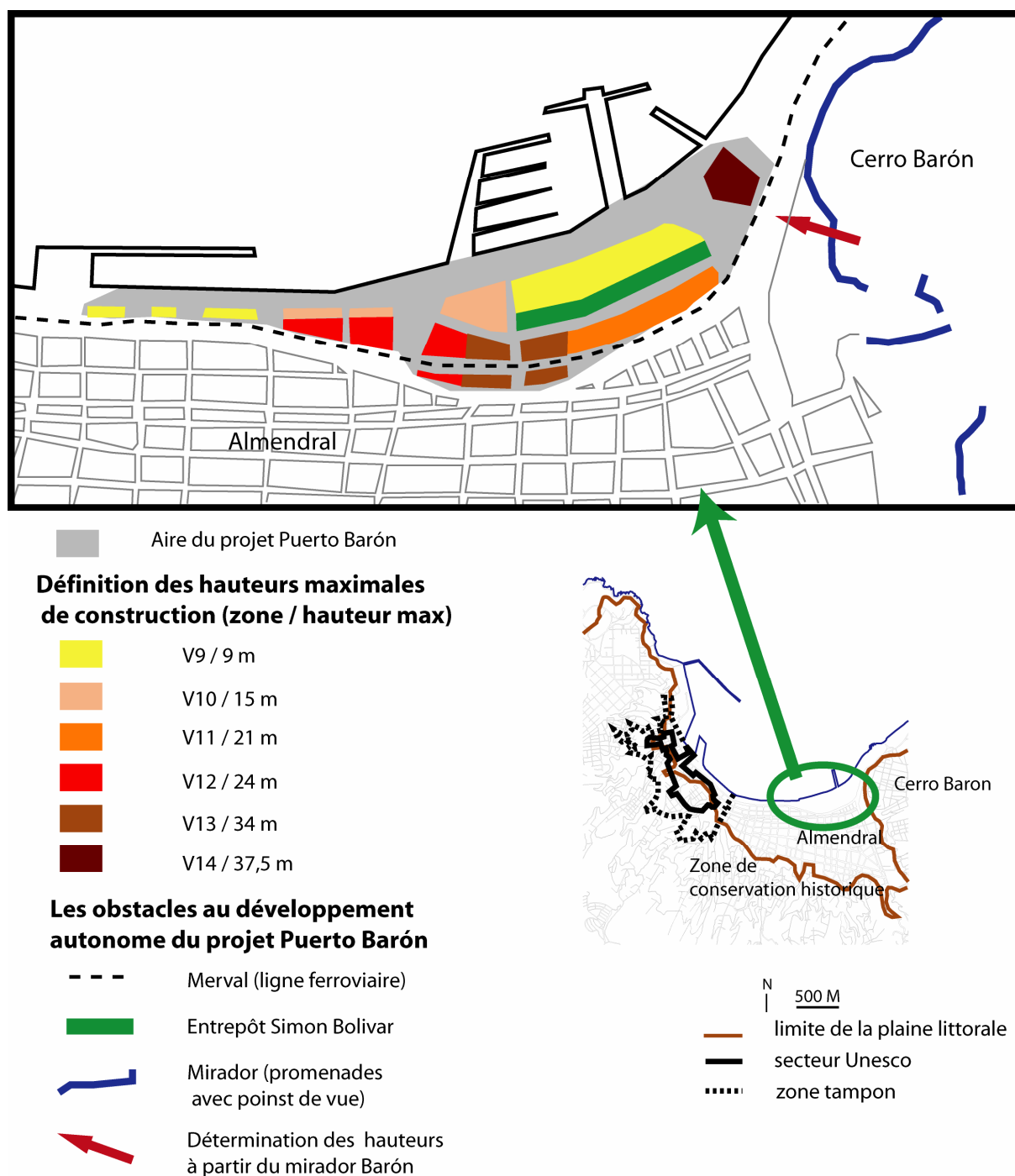


Figure 67 : Les limites posées au projet Barón

Dans ce processus de modification du plan régulateur communal, la commune a donc joué un rôle d'amendement du projet, avec le désir de permettre cet investissement tout en tenant compte d'une partie des objections fortes émises lors du processus de participation. Toutefois, malgré l'approbation le 20 août 2004 du plan régulateur et la volonté affichée d'avancer rapidement, le projet *Puerto Barón* n'est toujours pas en juillet 2007 concrétisé, en raison notamment d'une opposition continue de la part des organisations citoyennes.

### *3.2 La contestation locale portée par des mouvements civiques*

Deux associations citoyennes se sont fortement mobilisées sur ce projet : *Ciudadanos por Valparaíso* et le *Comité de Defensa de Valparaíso*.

Le *Comité de Defensa de Valparaíso* s'est créé autour de la thématique du front de mer, regroupant 15 organisations : des groupes d'habitants (*Comité de Defensa Cerro Esperanza y Placeres*, *Comité de Defensa de Placilla*, *Junta de Vecinos de Etchegaray*), des associations d'action culturelle (*Centro Cultural de Playa Ancha*, *TAC - Taller d'Acción Comunitaria Cordilleria*), patrimoniale et civique (*Ciudadanos por Valparaíso*, *Foro Valparaíso Posible*, *Valparaíso Nuestro*), un syndicat des travailleurs portuaires (*Sindicato de Trabajadores y Cuidadores Marítimos*), des ONG (*Civika*, *Sur*, *Territorio Sur*, *la Comunidad para el Desarrollo Humano*<sup>1</sup>), *ATTAC Valparaíso*, *Grupo Confianza*. Le Comité s'est constitué en organisation communautaire en 2005, élargissant ses préoccupations à d'autres thèmes urbanistiques et patrimoniaux. Quelques membres de *Ciudadanos* en font partie, dont le professeur d'urbanisme J. Mastrantonio. Les positions sont plus radicales mais s'appuient sur des éléments techniques et juridiques, grâce à la participation de deux avocats.

#### *Premier motif : la préservation des paysages urbains*

Le projet *Barón* faisait écho à un des thèmes de mobilisation de ces organisations : les paysages de Valparaíso et les vues sur la mer, à travers la maîtrise de la hauteur des constructions. En effet, les constructions prévues sur le front de mer peuvent être perçues comme une menace pour le patrimoine paysager de la ville, et notamment la vue depuis les édifices des *cerros* alentour, notamment le Cerro Barón. Le projet *Puerto Barón*, qui prévoit une tour de 60 mètres de haut, est rejeté en premier lieu pour ce motif. *Ciudadanos por Valparaíso* venait d'achever une campagne pour le contrôle de la hauteur des nouvelles

---

<sup>1</sup> *SUR* (*Corporación de Estudios Sociales y Educación*) est une ONG chilienne, liée à une maison d'édition, qui promeut la recherche en sciences sociales avec une attention particulière aux inégalités sociales et aux mouvements civiques ; *Territorio Sur* est une coopérative fondée à Valparaíso, tournée vers le développement durable et solidaire ; la *comunidad para el desarrollo humano* est un mouvement humaniste et pacifiste, d'audience nationale.

constructions (*que nadie nos tapa la vista*), qui avait déjà trouvé un écho favorable auprès de la municipalité, comme le montrait l'extension de la zone de conservation historique permettant la maîtrise de la hauteur des édifices en 2004 dans certains secteurs de la ville. Le projet *Puerto Barón* est souvent décrit comme générant une barrière urbaine, ou une barrière de tours.

Cette préoccupation est largement partagée par Nelson Morgado, architecte, entrepreneur touristique et président du conseil régional des architectes met en avant la nécessité de maîtriser les développements en hauteur des édifices : « *Ahora hay una grande discusión sobre el borde costero, yo estoy muy preocupado porque creo que se comete un error de concepción, sea es lógico desarrollar el borde costero, pero eso no lo debe ser en función de hipotecar la calidad visual que tiene Valparaíso* »<sup>1</sup> [entretien V25, 2004].

*Second motif : le maintien de la vocation portuaire des espaces littoraux*

A cet argument s'ajoute la préoccupation du *Comité de Defensa de Valparaíso* et de syndicats de travailleurs portuaires, qui estiment que ce changement d'usage, de portuaire à immobilier et ludique, compromet l'avenir du port. Cet argument est moins diffus, car beaucoup d'opposants au projet *Barón* sont néanmoins favorables à une ouverture du front de mer.

Mastrantonio développe cet argument en s'appuyant sur les prévisions d'accroissement des échanges internationaux suite à la conclusion de nombreux traités de libre commerce avec des pays tiers<sup>2</sup>, qui devront se traduire par une surface des aires portuaires : « *la manera más inteligente de actuar en lugares que son potencialmente de crecimiento portuario es dejarlo de reserva, están en este momento Chile ha sufrido una enormidad de tratados que hace que los cinco millones de tonelaje de hoy pueden llegar a ser ene, no sabemos* »<sup>3</sup> [entretien V23, 2004]. Il oppose alors les intérêts privés de l'*Empresa Portuaria de Valparaíso*, qui raisonne à court terme selon son seul intérêt, à l'intérêt

---

<sup>1</sup> « *En ce moment il y a une grande discussion sur le front de mer, moi je suis très préoccupé car je crois qu'une erreur de conception est commise, il est logique de développer le front de mer mais cela ne doit pas être fait en hypothéquant la qualité visuelle de la ville* ».

<sup>2</sup> Le Chili a signé un accord d'association économique avec le MERCOSUR en 1996, et un grand nombre d'accords bilatéraux, appelés « traité de libre commerce » (TLC), notamment avec le Mexique en 1999, avec l'Union Européenne en 2002, avec la Corée du Sud en 2003, avec les États-Unis en 2004, avec la Chine et l'Inde en 2005, avec Panama en 2006, et d'autres TLC sont en préparation avec le Japon, l'Australie, le Vietnam, et la Turquie.

<sup>3</sup> « *Mais, la façon la plus intelligente d'agir dans des lieux qui peuvent connaître une forte croissance des échanges portuaires est de laisser des espaces en réserve, en ce moment le Chili a connu un grand nombre de traités (TLC) qui font que les 5 millions de tonnes d'aujourd'hui peuvent devenir x tonnes, nous ne savons pas* ».

économique supérieur du pays : « *pero no podemos dejar que una empresa privada [...] decida, no cierto, cuestiones que son eventualmente para su propio crecimiento pero a lo largo del tiempo puede hacer una cuestión que sea imposible de revertir para los destinos portuarios de sistema de puertos portuarios que quiera tener el país* »<sup>1</sup> [V23, 2004]. Enfin, il conteste le mode de modification de la destination de ces espaces . « *Además hay una cosa más grave, aun, que ese recinto es un recinto portuario, no cierto, ninguna comuna podría decidir que recinto es portuario o no, ningún gobierno puede decir eventualmente este recinto no es portuario* »<sup>2</sup>. Toutefois cette ouverture du front de mer intervient parallèlement au développement d'enceintes portuaires terrestres, fonctionnant comme zone de stockage dans l'arrière-pays, et à l'élaboration de projets d'extension des surfaces portuaires en d'autres points du littoral de Valparaíso.

Les critiques du projet s'inscrivent donc dans deux registres distincts. La maîtrise des hauteurs, sous-tendues par un argumentaire patrimonial, s'apparente à une configuration de type *growth management*, déjà visible à Liverpool. Le différent avec les syndicats de travailleurs portuaires est plus profond puisqu'il conteste le choix de développement fait pour cet espace, mais cet argument, contrairement à la préoccupation paysagère, n'est pas pris en compte par la municipalité, qui depuis de nombreuses années souhaite développer des usages touristiques et ludiques sur le front de mer.

#### *Les modalités de l'opposition*

Les opposants au projet *Puerto Barón* ont utilisé trois modalités d'action : la médiatisation de leurs arguments ; la participation aux phases d'élaboration des documents urbanistiques permettant ce projet, notamment lors de l'élaboration de la modification du Plan Régulateur de Valparaíso ; des actions en justice pour contester les décisions et transformations urbanistiques.

Contrairement à Liverpool, le travail d'opposition se fait à découvert, par le biais d'organisations citoyennes, dont deux jouent un rôle prééminent : *Ciudadanos por Valparaíso* et *Comité de Defensa de Valparaíso*. *Ciudadanos por Valparaíso*, malgré un nombre restreint de membres permanents, a une audience large, grâce aux diverses campagnes menées dans le champs historico-patrimonial, notamment sur la préservation des paysages de la ville dans son

---

<sup>1</sup> « *mais on ne peut laisser une entreprise privée [...] décider, n'est-ce pas, sur des questions qui regardent éventuellement sa propre croissance mais à long terme cela peut devenir un problème sur lequel il sera impossible de revenir pour des usages portuaires, pour le système de ports portuaires que devra avoir le pays* ».

<sup>2</sup> « *il y a en plus une chose plus grave encore, c'est que cette enceinte est une enceinte portuaire, n'est-ce pas ?, aucune commune ne peut décider quelle enceinte est portuaire ou non, aucun gouvernement ne peut dire éventuellement que cette enceinte n'est pas portuaire* ».

ensemble, ou la préservation des commerces locaux. La médiatisation est large, utilisant de nombreux supports : tribunes et lettres ouvertes (à l'Unesco, à la présidente de la République Bachelet), pétitions, conférences (une conférence tenue au forum social chilien (FSCH) par le *Comité de Defensa de Valparaíso* en novembre 2004 est intitulée « *Valparaíso, Ville Patrimoine de l'Humanité et néolibéralisme : le problème du front de mer*»), et de façon croissante l'internet, qui permet une mise à disposition de l'argumentaire.

Différents types de sites doivent être distingués, indiquant des stratégies de médiatisation multiples. Les deux associations ont leur site propre, à caractère informatif, totalement contrôlé. D'autres sites internet jouent le rôle de relais, par exemple le site d'ATTAC qui publie les tribunes, ou celui de l'organisation nationale *defendamos la ciudad*.

Les actions en justice ont été menées par *Comité de Defensa de Valparaíso*, qui dispose de l'aide d'avocats, dès octobre 2004. La première plainte met en avant 10 points litigieux. La plupart sont basés sur le non respect de la procédure de modification du plan régulateur communal<sup>1</sup> : insuffisance de la consultation des citoyens, absence de consultation du Conseil Economique et Social de la commune, approbation avant la modification du Plan Intercommunal qui pourtant lui est prééminent, absence de diagnostic, étude d'impact réalisée après la modification elle-même. Cet ensemble de points est lié au processus même conduisant à cette modification du plan régulateur, réalisée à partir du projet présenté par l'*Empresa Portuaria*, pour permettre son développement, et pas en amont avant la définition du projet. Or selon le *Comité de Defensa* cela représente un élément crucial, car les intérêts de l'entreprise portuaire auraient primé sur ceux de la ville, comme le développe un des avocats : « *la propuesta de modificación no ha sido elaborada por la Municipalidad de Valparaíso, sino por la Empresa Portuaria de Valparaíso, en consideración de sus propios intereses y no de los intereses sociales que deben dirigir cualquier modificación del Plan Regulador Comunal* »<sup>2</sup> [El Mostrador<sup>3</sup>, 28/10/2004]. En juin 2005, la *Federación de Trabajadores Marítimo Portuarios*, lance un recours devant la cours d'appel, constituant la troisième action du *Comité de Defensa de Valparaíso*.

---

<sup>1</sup> Ces procédures sont définies dans la *Ley general de urbanismo y construcciones* (articles 43 à 45) et l'*Ordenanza* qui en fixe la mise en œuvre (article 2.1.11)

<sup>2</sup> « *la proposition de modification n'a pas été élaborée par la Municipalité de Valparaíso mais par l'Empresa Portuaria de Valparaíso, considérant ses propres intérêts et pas les intérêts sociaux qui doivent régir toute modification du Plan régulateur Communal* »

<sup>3</sup> Journal électronique chilien généraliste, depuis 2000.

Un conseiller municipal, Alberto Enrique Neumann Lagos, se joint en août 2005 aux actions en justice. Elu fin 2004, il justifie son action par les conditions peu transparentes du vote du conseil pour valider définitivement le plan régulateur (préparé par l'ancien conseil municipal), selon lui effectué sous la pression. Au même moment, le *Colegio de Arquitectos* de la *Quinta Región*, présidé par Nelson Morgado, se joint au recours, tout en précisant ne pas s'associer aux arguments contestant l'usage récréatif du front de mer.

Finalement le 7 mars 2006 la cour d'appel rejette la plainte. Ces différentes actions n'ont ainsi pas annulé le projet, mais l'incertitude liée aux procès a considérablement gêné l'*Empresa Portuaria* dans la recherche d'investisseurs : le fait que deux anciens présidents, Ricardo Lagos et Frey, aient été appelés à témoigner a donné de la publicité à ces procès.

#### **4. Quelles régulations à Valparaíso ?**

Le front de mer illustre la difficulté pour les acteurs locaux à définir les modalités du développement urbain, du fait du poids important de l'État, à la fois pour le projet de front de mer, mais plus généralement à travers les actions menées à Valparaíso.

##### *4.1 Un développement exogène à la ville ?*

Ce redéveloppement d'espaces portuaires fonctionne différemment de la candidature Unesco ou de la gestion des espaces urbains : il est d'abord conduit par l'*Empresa Portuaria de Valparaíso*, qui ne peut vendre les espaces portuaires concernés mais les octroyer en concession, pour une durée maximale de 30 ans, et fixe les grandes lignes du projet, avant de rechercher des investisseurs. L'État soutient également cette valorisation du front de mer, de façon directe (l'ancien Président Ricardo Lagos, le ministère des Travaux Publics), et indirecte, par le biais de la commission présidentielle *Plan Valparaíso*. L'État a ainsi conduit les projets de valorisation de cette zone portuaire, condition de son changement d'usage puisqu'il faut développer de nouvelles zones de stockage et de transit pour les activités portuaires : le développement d'un accès au port de marchandises permet de libérer cet espace de transit (*el Acceso Sur*). D'autres travaux publics menés par l'État s'inscrivent dans une volonté de valorisation du front de mer : ouverture d'un quai aux habitants, promenades le long du littoral, et conduite d'études pour la réalisation d'équipements touristiques. Ainsi *Plan Valparaíso*, créé en 2002, affiche dès le départ parmi ses objectifs la transformation du front de mer pour des usages urbains. Enfin, le projet lui-même doit être conduit par un investisseur de rang national ou international. En octobre 2002, *Agunsa*, qui a déjà obtenu une concession de 30 ans pour le développement d'un terminal de passagers, et investit dans

l'immobilier à Valparaíso, est annoncé comme possible investisseur et coordinateur d'un projet pour Barón. Finalement le groupe *Plaza Mall* obtient la concession.

Les financements du projet sont donc exogènes à la ville. Dans le cas du front de mer, on assiste à la formation d'une coalition entre l'État, l'EPV et des investisseurs nationaux, bref à une externalisation des décisions d'aménagement<sup>1</sup>. Les acteurs locaux dans leur grande majorité se sentent écartés de ce processus, qui leur semble relever de centres de décisions externes. Dans ce cadre, le rôle de la municipalité est ambivalent.

*La municipalité, instance de validation du projet Barón, en résistance*

La municipalité n'a pas une totale maîtrise de ce processus : elle intervient en aval, devant modifier le plan régulateur de la ville pour entériner le projet présenté par l'EPV, mais n'a pas participé à son élaboration de façon formelle. Pourtant, un conseiller municipal en 1998 avait élaboré une ébauche de projet d'aménagement du front de mer, ce qui témoigne de l'intérêt pour la transformation de cet espace, mais aussi de l'impuissance de la municipalité à peser en amont sur des décisions d'aménagement d'une grande importance pour la commune, à l'opposé donc de ce qui a été fait à Gênes où dès les années 1970 mairie et port ont coopéré pour l'aménagement du front de mer. Elle a pu modifier quelques éléments, concernant les hauteurs notamment, mais n'a pas obtenu d'engagement contraignant pour la réalisation du grand équipement culturel souhaité.

Le choix final reste de la responsabilité de EPV, qui réalise seul l'appel d'offres, sans soumettre le choix de l'investisseur à l'approbation de la municipalité, et sans détailler les conditions de l'arrivée du groupe *Plaza Mall* (ainsi c'est le *Comité de Defensa de Valparaíso* qui a remis au conseil municipal une copie du contrat entre EPV et *Plaza Mall*).

EPV sollicite à nouveau la municipalité en mars 2007, pour assouplir le plan régulateur communal, et permettre au groupe *Plaza Mall* de construire plus haut autour de la *bodega Simon Bolivar*. Cette demande est assortie de la menace d'un retrait du groupe *Plaza Mall* si les conditions nécessaires à la rentabilité du projet ne sont pas réunies, façon de rendre la municipalité responsable d'un éventuel échec du projet. Cela provoque des tensions entre la municipalité et EPV (régi par un nouveau directeur, German Correa, depuis 2006), puisque le conseil municipal refuse de modifier le plan régulateur communal - rappelant que les conditions du projet étaient définies depuis août 2004 - et demande que la Présidente de la

---

<sup>1</sup> En 2003 J. Negrete et K. Warner voyaient en la réhabilitation du front de mer une occasion pour Valparaíso de transformer un problème d'aménagement urbain en thème de débat public, à condition que la municipalité et les acteurs locaux puissent débattre des modalités de l'aménagement.



République destitue le président d'EPV, estimant qu'il n'a pas respecté les acteurs locaux et les règles locales en laissant ouverte la possibilité pour *Plaza Mall* de s'affranchir de certaines contraintes urbanistiques.

La municipalité dans ce conflit va plus loin, souhaitant que désormais le directeur de l'*Empresa Portuaria de Valparaíso* soit co-désigné par les autorités locales et plus seulement nationales, et qu'en cas d'échec du projet les 20 hectares soient confiés à la municipalité pour qu'elle conduise elle-même un projet de développement. Ainsi, sous l'impulsion du maire Aldo Cornejo, la municipalité tente de peser davantage sur les choix d'aménagement, en demandant la modification des modalités de la gestion des espaces portuaires, sans suite pour le moment.

#### *Des acteurs locaux écartés*

La municipalité joue donc un rôle d'interface dans ce projet, entre les acteurs nationaux instigateurs du projet et des acteurs locaux qui ne peuvent peser dans un premier temps que via le processus de participation ouvert lors de la modification du PRC.

*Ciudadanos por Valparaíso* a ainsi participé amplement à ce processus, formulant de nombreuses objections lors de l'élaboration du PRC, mais avec le sentiment d'un projet déjà défini par ailleurs : « *el deseo de l'Empresaria Portuaria de como licitar y un poco ofrecer a una empresa la construcción, como eso no esta normado, lo que exigen al consejo regional, al consejo municipal, es que se norme, y esa normativa, es la que ahora se aprobo, es una normativa super flexible, sea extremamente sensible ... flexible, y al mismo tiempo un tema que nadie ..., sea nosotros hemos hecho informe, observaciones técnicas, hemos participado activamente en la discusión, pero el tema es muy poderoso porque hay mucho dinero de por medio, entonces no hay razones que puedan luchar contra este interes que es tan tan fuerte y que al mismo tiempo uno lo puede ver como un interes presidencial, como un mandato presidencial, es absolutamente vertical, y no hay, no hay consulta ciudadania, sea esta absolutamente ignorado el tema ciudadano ; entonces hay como aspirina para la ciudadania, con eslogan muy barato, muy ..., pero en el fondo el tema más importante es que la altura es como minimo, como MINIMO 4 pisos, como maximo se puede con la altura de las torres del Almendral que son torres como de 18 pisos, se puede hacer un gran muro de edificios* »<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> « Le désir de l'Entreprise Portuaire [est] de faire un appel d'offres, et d'une certaine manière d'offrir à une entreprise la construction ; comme il n'y a pas de normes, ce qu'ils réclament au conseil régional et au conseil municipal, c'est que des normes soient établies, et cette réglementation, celle qui a été approuvée en ce moment, est une réglementation très flexible, c'est-à-dire extrêmement sensible, "heu" flexible, et en même temps un sujet que personne ... , autrement dit, nous avons fait un dossier, des observations techniques, nous avons participé activement dans la discussion, mais le sujet est très puissant parce qu'il y a beaucoup d'argent

[entretien V20, 2004]. Autrement dit, l'implication du Président de la République joint aux intérêts financiers importants semblent vouer à l'échec la participation des habitants. L'autre élément important de cette citation est l'opposition entre deux registres d'argumentation : du côté de *Ciudadanos* des rapports et arguments techniques, du côté des tenants du projet, des slogans, pour masquer la réalité crue d'intérêts financiers.

De nombreux acteurs locaux ayant joué un rôle important dans la patrimonialisation de Valparaíso se sentent écartés des décisions, manquent d'informations – par exemple sur la localisation exacte des bureaux du *Plan Valparaíso*, qui joue un rôle important dans le soutien au projet *Puerto Barón* - et ont l'impression d'une dépossession locale du thème du front portuaire. Certains entrepreneurs du tourisme local faisaient part en entretien de leurs préoccupations face à cette transformation et de leur incapacité à jouer de leurs réseaux d'influence pour modifier le projet. Connaissant le premier mari de la femme de Lagos, Nelson Morgado a tenté d'entrer en contact de façon informelle avec le Président Ricardo Lagos, pour le sensibiliser aux enjeux locaux, obtenant seulement une recommandation du président pour s'entretenir avec Valenzuela, directeur du *Plan Valparaíso*. Malgré ses relations avec l'intendant de la région (équivalent d'un préfet régional), ou des membres du directoire de l'*Empresa Portuaria de Valparaíso*, il ne peut pas plus obtenir d'infléchissement du projet, tous se réclamant de l'autorité du Président de la République.

Ainsi, ce projet est bien perçu par les acteurs locaux comme ayant une origine exogène qui impose sa logique à la ville, avec à la fois une volonté présidentielle de développer le front de mer et des intérêts financiers en jeu. L'interprétation peut ensuite différer : Juan Mastrantonio de *Comité de Defensa* rattache cela à une forme de corruption des pouvoirs, trop liés aux acteurs financiers [entretien V23], tandis que pour Nelson Morgado [entretien V25] il existe une volonté sincère de réaliser un projet de qualité qui ensuite s'insère dans le seul schéma de développement connu et immédiatement mobilisable. Au final, le projet *Puerto Barón* illustre un partage des modalités de régulations sur la ville, avec des acteurs locaux jouant un rôle important dans la patrimonialisation de la ville, mais ne pouvant opérer que par réactions dans le cas de l'aménagement emblématique du front de mer.

---

*au milieu, ainsi il n'y a pas d'arguments qui peuvent lutter contre cet intérêt qui est tellement fort et qui en même temps peut être considéré comme un intérêt présidentiel, comme un ordre émanant du Président [Ricardo Lagos], c'est totalement vertical, et il n'y a pas, il n'y a pas de consultation des habitants, c'est-à-dire que les citoyens sont absolument ignorés ; alors il y a comme de l'aspirine pour les habitants, avec des slogans très faciles, très ... mais au fond le thème le plus important est que la hauteur est au minimum, au Minimum de 4 étages, et au maximum on peut aller jusqu'à la hauteur [des édifices] de l'Almendral, qui sont des tours de 18 étages, et ils peuvent faire un grand mur de tours ».*

#### 4.2 Le leadership national à Valparaíso et la contestation locale

La transformation du front de mer illustre la domination nationale sur les transformations locales, qui apparaît par la constitution des commissions spéciales. Le poids des organismes nationaux ou de leurs émanations est important à Valparaíso. En outre, en 2004, les différents entretiens auprès des membres des commissions et organismes nationaux (*Plan Valparaíso*, Seremi MINVU) faisaient apparaître une forme de condescendance pour l'action municipale et des acteurs, qui s'exprimait « de façon *off* », à la marge des entretiens, exprimant des doutes sur leur compétence ou leur capacité à agir. Cette défiance est à la base de nombreux choix nationaux dans les modalités de gestion de Valparaíso.

##### *Plan Valparaíso*

La structure présidentielle *Plan Valparaíso* reflète la mainmise nationale sur les options du développement local. Son décret de constitution en définit la composition : le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie (*Hacienda*), le ministre responsable des Travaux Publics, le ministre de l'urbanisme et du logement, un représentant du *Subdere* (développement régional et administratif), l'intendant de la Cinquième Région, le gouverneur de la province de Valparaíso. L'équipe technique en charge des travaux relève de la *Subdere*, qui dépend du ministère de l'intérieur. Il n'y a ainsi pas d'acteurs locaux impliqués, à l'exception du maire qui n'est pas membre mais « *invitado permanente* »<sup>1</sup>. Paradoxalement, un des objectifs de cette « *comisión para el desarrollo de la ciudad de Valparaíso* »<sup>2</sup> est le développement d'une capacité d'action au niveau local. Or cette commission a travaillé de façon peu publique. Ainsi le *Mercurio* de Valparaíso en octobre 2004, 3 ans après sa création, évoque son existence en des termes ironiques : « "*Plan Valparaíso*" no es la zona céntrica de la ciudad, sino un verdadero programa gubernamental de reactivación para la ciudad, que desde hace tres años ha trabajado en forma anónima por la comuna. Sin embargo, la subsecretaria de Desarrollo Regional, Adriana Delpiano, adelantó que este hermetismo se acabó, y se aprestan a iniciar una nueva fase de apertura a la comunidad. »<sup>3</sup> [6/10/2004].

---

<sup>1</sup> « invité permanent ».

<sup>2</sup> « *commission pour le développement de la ville de Valparaíso* », appellation équivalente à celle de *Plan Valparaíso*, utilisé dans le décret présidentiel.

<sup>3</sup> « *Plan Valparaíso n'est pas la zone centrale de la ville, mais un vrai programme gouvernemental de relance pour la ville, qui depuis trois ans a travaillé de façon anonyme pour la commune. Cependant, la sous-secrétaire au Développement régional, Adriana Delpiano, hâte la fin de cet hermétisme, s'appêtant à lancer une nouvelle phase d'ouverture à la communauté.* ».

Les critiques formulées à l'égard de cette instance jugée opaque poussent à une modification de la structure. En avril 2005, un programme de participation est mis en place, appelé *Valparaíso Opina*, mené par la *Corporación Opina* (qui consiste à réunir des entrepreneurs et acteurs économiques locaux, des universitaires et des acteurs politiques,). Finalement en novembre 2005 est supprimé *Plan Valparaíso*, remplacé par *Valpo Mio*, qui fonctionne dans les mêmes locaux, avec le même personnel (le directeur Alfonso Salinas reste en place), mais avec le but de gérer le prêt de la Banque Interaméricaine de Développement, et de nouer des relations plus fortes avec la municipalité. Une salle de présentation des projets est désormais ouverte aux visiteurs dans les locaux de *Valpo Mio*, avec des dépliants expliquant son action.

#### *La gestion du crédit BID et la place de la municipalité*

La gestion du plan BID (Banque Interaméricaine de Développement) illustre la difficulté à tisser de nouveaux rapports entre acteurs locaux et nationaux. Le plan BID, voulu par la municipalité, doit être porté par l'État, *via* la *Subdere*. Dans un premier temps un équilibre semble être défini : en avril 2004 une équipe de gestion est créée, intégrant des membres de la municipalité, de l'*Intendencia* et de la *Subdere*, et est chargée de définir les projets à financer par le prêt de la BID. *Plan Valparaíso* est intégré à cette équipe. Une double structure est mise en place en juin 2004 : le *Directorio de proyectos* constitue un comité directeur intégrant les représentants des diverses institutions impliquées, avec une représentation forte des actants régionaux par rapport à la municipalité, tandis que l'équipe de gestion est l'*Unidad Técnica BID – Valparaíso*. Cette dernière se réunit dans les locaux du *Plan Valparaíso*, illustration de la prééminence des acteurs issus de l'État. Celle-ci est justifiée par la dimension d'intérêt national de la réhabilitation de Valparaíso, comme l'énonce l'intendant Luis Guastavino : « *estamos elaborando un gran programa, con mayúscula; Valparaíso está viviendo una etapa trascendental, que no tiene que ver con un gobierno o un municipio temporal, sino que tiene que ver con el desarrollo del país.* »<sup>1</sup> [El Mercurio de Valparaíso, 13/10/2004]. La situation budgétaire de Valparaíso, jointe à la disqualification du maire Hernan Pinto, a favorisé cette prise en main gouvernementale.

Toutefois, l'élection du nouveau maire Aldo Cornejo change le rapport, car il conteste ce mode de régulation : « *El tema del BID es un crédito para la ciudad de Valparaíso, no para la Región de Valparaíso. La institucionalidad, de acuerdo a la Constitución y la ley, se*

---

<sup>1</sup> « Nous sommes en train d'élaborer un grand programme, avec majuscule ; Valparaíso vit une étape transcendante, qui n'est pas liée seulement à un gouvernement ou une municipalité temporaire, mais qui a à voir avec le développement du pays. ».

*llama municipio. Y el municipio lo componen el alcalde y el Concejo* »<sup>1</sup> [El Mercurio de Valparaíso, 3/11/2004]. Il propose alors la création d'une corporation indépendante de droit public pour la gestion des projets, avec des représentants des secteurs publics et privés, sous l'impulsion de la municipalité. Ainsi comme dans le cas du projet Barón, la municipalité tente de se réapproprier la gestion de ce programme. La création de *Valpo Mio* pour la gestion du programme BID et la suppression de *Plan Valparaíso* s'inscrivent dans cette association désormais plus forte de la municipalité et des acteurs nationaux pour la mise en place d'un programme général de transformation des espaces centraux de Valparaíso.

### *Délocalisations*

Les régulations du développement urbain ne prennent pas seulement place dans une tension entre acteurs locaux et nationaux. Les institutions internationales sont également sollicitées pour appuyer des options de développement, illustrant le processus de délocalisation des conflits et enjeux. Les associations patrimoniales, d'abord réticentes au classement par l'Unesco, utilisent également dans leur argumentaire la menace d'une annulation du classement, pour s'opposer au projet de transformation du front de mer, bien qu'il n'ait lieu ni dans la zone tampon ni dans la zone classée. Pour s'opposer au développement de centres commerciaux dans la zone Unesco sont envoyées des lettres à l'Unesco, en espérant que l'organisation internationale fasse pression sur les acteurs locaux. L'institution internationale apparaît ainsi comme une ressource mobilisable dans un conflit local.

Un autre cas de délocalisation est fourni par le projet BID à Valparaíso, avec une logique différente car ce n'est pas un collectif de citoyens qui passe par la médiation internationale pour peser sur des débats locaux, en en appelant à des valeurs reconnues internationalement. Le projet BID présente un fonctionnement paradoxal. En effet, il s'agit d'un prêt et pas d'un financement. L'État se porte garant des sommes engagées et des remboursements ultérieurs. Or cette médiation entraîne la nécessité de respecter les demandes de la BID en terme de « gouvernance », posant des contraintes à l'action locale qui ne sont pas identifiées comme relevant de l'échelon national. Le fait que l'ancien président de la commission présidentielle *Plan Valparaíso* devienne président de la commission de gestion du programme BID illustre la continuité étatique dans la transformation, y compris en passant par une institution internationale.

---

<sup>1</sup> « *Le BID est un financement pour la ville., pas pour la Région de Valparaíso. L'institution [compétente], selon la Constitution et la loi, s'appelle « municipalité ». Et la municipalité est composée du maire et du Conseil. ».*

Les relations entre associations et acteurs privés, même lorsque les conflits sont essentiellement locaux, mobilisent donc d'autres échelles de référence et de légitimation des arguments.

Les régulations à Valparaíso se placent ainsi dans une tension entre développement immobilier et protection des valeurs paysagères de la ville, présentant certaines similitudes avec Liverpool. Dans les deux cas se manifeste une même difficulté des acteurs locaux à peser sur les règles d'aménagement de l'espace. Toutefois, le rôle de l'État constitue une différence importante. En effet, l'État à Valparaíso domine le processus d'aménagement de la ville, se substituant aux autorités locales pour les grands projets. Les régulations sont également marquées par l'impact important des mouvements d'opposition citoyenne, qui s'appuie sur une compétence technique, et une vision partagée au niveau local du patrimoine urbain. La transformation des espaces centraux s'inscrit dans un double processus de délocalisation, de par l'origine des décisions, exogènes à la ville, et le recours aux instances internationales comme ressources de régulation.

## **E. Gênes, un consensus sur les voies de transformation**

Contrairement à Liverpool ou Valparaíso, la récupération du centre historique de Gênes repose sur un large consensus. Aucun projet concurrent ne prône un processus de rénovation urbaine pour moderniser la ville. Cette option est toutefois récente, datant des années 1980, au moment où s'achevait la destruction d'un quartier médiéval du centre historique, le quartier de via Madre de Dios. Il résulte de la remise en cause du modèle de développement industrialo-portuaire, et de la recherche d'autres axes économiques.

Dans les années 1980 et au début des années 1990 toutefois, ce principe ne s'est pas traduit par une réhabilitation de grande envergure, l'essentiel des financements étant utilisé pour la réhabilitation du port ancien. Suite à une mobilisation large des habitants du centre historique dans les années 1990 et l'élection du maire Giuseppe Pericu, le centre historique (et plus le seul port ancien) devient un espace prioritaire d'action, sous la conduite du nouvel adjoint Bruno Gabrielli. À l'inverse d'autres espaces de l'agglomération<sup>1</sup>, la transformation du centre n'oppose pas des conservationnistes à des acteurs pro-développement, les deux aspects étant pensés de concert de façon consensuelle, y compris sur le port ancien.

---

<sup>1</sup> Les espaces industriels délaissés dans la partie ouest de la ville sont l'objet de conflits sur les modalités de développement, liés à l'accroissement des mouvements environnementalistes.

Ce consensus repose sur les modalités particulières de l'analyse de la crise par les différents acteurs, et les conduit à un diagnostic partagé et à l'adoption commune d'un nouveau paradigme de développement urbain, comme l'illustre l'étude de la presse dans les années 1980 (partie 1). Les oppositions, qui se manifestent par les créations de comités, sont internalisées au processus de transformation des espaces (partie 2). Les conflits prennent donc fond sur un cadre partagé. Enfin, ce consensus est également lié aux modalités de l'action municipale, à travers l'utilisation d'instruments de gouvernement urbain (partie 3). Au final, contrairement aux cas de Liverpool et Valparaíso, l'aménagement des espaces centraux ne se traduit pas par la formation de coalitions opposées mais par l'existence de conflits internalisés à un même cadre de référence.

## **1. Gênes et le changement de paradigme**

Les décisions clefs concernant la nouvelle stratégie de sortie de crise de la ville et le consensus sur le développement des espaces historiques centraux se construisent dans les années 1980, dans un contexte en mutation. Durant le mois de janvier 1984, le principal thème de débat est la crise industrielle, à travers la volonté de désengagement de l'entreprise publique Iri (*Istituto per la ricostruzione industriale*), dirigée alors par Romano Prodi, qui annonce la fermeture ou les restructurations de pôles industriels. De nombreuses grèves sont menées ; dans le même temps les partis de gauche, au pouvoir à Gênes (PSI et PCI) au niveau régional, provincial et communal, tentent à la fois d'infléchir la décision de l'Iri, d'obtenir des aides de l'État et de redéfinir un projet pour la ville. L'étude de la presse dans les années 1980 permet d'appréhender ce processus de construction d'une stratégie qui progressivement va s'appuyer sur les espaces historiques centraux, auparavant délaissés, aboutissant à la mise en place d'une nouvelle forme de régulation urbaine qui est en même temps l'occasion d'une requalification des différents espaces en jeu.

Le changement de paradigme de développement urbain se situe entre 1980 et 1992 et le point d'infléchissement après sondages préliminaires dans la presse entre 1984 et 1987. Deux périodes ont alors été privilégiées<sup>1</sup> : le premier semestre 1984, et de 1986 à juillet 1987, à travers les articles du *Secolo XIX*. La première période concerne la prise de conscience, lente et douloureuse, de la fin d'une époque de croissance urbaine, basée sur le modèle industrialo-portuaire. La seconde voit se mettre en place des alternatives proposées par différents acteurs

---

<sup>1</sup> La consultation des archives de la presse se fait pour la période concernée sur microfilm.

de la ville. Ces alternatives sont à la fois thématiques (le secteur tertiaire et la recherche, le tourisme) et organisationnelles (le secteur privé).

### 1.1 Interprétation de la crise

En 1984, le thème de la crise de l'industrie génoise est omniprésent, les grèves se multiplient. Entre le 02/01/1984 et le 10/03/1984<sup>1</sup>, paroxysme de la mise en avant de la crise industrielle, 126 articles (sur 277 articles concernant Gênes) évoquent la crise industrielle de Gênes. Les articles peuvent être mis en relation avec différents aspects : les fermetures, les grèves, les propositions de reconversions industrielles, le contexte national ou international de la crise et les interprétations de cette crise. À ces aspects s'ajoute un événement mis en scène dans la presse : les différentes interventions de Romano Prodi, président de l'Iri, entreprise publique nationale créée en 1933, très présente dans l'économie génoise, et qui doit gérer la crise des industries lourdes.

Les analyses de la crise faites durant cette période restent prises dans un premier temps dans le paradigme industriel génois classique, marqué par l'importance des industries nationales, d'où un appel des acteurs locaux à l'intervention étatique. Un éditorial énonce : « *l'Iri per Genova è come la Fiat a Torino*<sup>2</sup> » (04/01/1984). Autrement dit, l'industrie publique est consubstantielle à l'économie génoise, d'où les appels aux pouvoirs publics. Romano Prodi, en tant que président de l'Iri, incarne tous les espoirs de réinvestissements étatiques. Début 1984, il est attendu à Gênes par l'ensemble des acteurs locaux : il doit en effet révéler les mesures de l'Iri pour soutenir l'économie de la ville. Cette visite est mise en scène dans la presse par de nombreux articles relatant les attentes des acteurs locaux. Le 9 janvier 1984 se manifeste une première version du consensus local : dans une séance solennelle à la mairie, tous les partis politiques, gauche et droite réunis, signent un texte demandant des engagements forts de l'Iri avant la réunion avec R. Prodi. Un public nombreux assiste à cette séance qui dans le *Secolo XIX* semble synecdotique de l'union de la ville avant cette rencontre, pour sauver le modèle industriel génois, alors que le système politique local est fortement polarisé par les partis politiques nationaux. Cette union du Pci, du Psi, de la démocratie chrétienne, est donc exceptionnelle et traduit un consensus fort et non partisan sur les rapports de la ville à l'État.

---

<sup>1</sup> Pour l'étude de la presse locale, réalisée à partir de microfilms, deux périodes ont été privilégiées : la période comprise entre 1984 et 1987, époque charnière de basculement vers un mode de développement basé sur le tourisme et le patrimoine, et la période entre 1998 et 2006.

<sup>2</sup> « *L'IRI pour Gênes est comme la Fiat à Turin.* ».



Thèmes	Occurrences	Remarques
Discours général sur la crise de la ville	29	Paroxysme en janvier, puis discours de la crise devient le contexte d'autres articles.
Grèves, licenciements et crises sociales	43	De nombreuses grèves durant cette période, dans de nombreux secteurs. Quelques grèves générales. Les représentants des ouvriers s'invitent au festival de San Remo.
Prodi et l'Iri	25	Le 11 janvier a lieu la rencontre entre R. Prodi et les élites locales. La préparation du sommet est une succession de prises de position dans la presse. Ce sommet est traité comme événement décisif pour la ville.
Autres appels aux pouvoirs publics	11	Au-delà de l'Iri, l'État est également accusé de négliger Gênes, et des acteurs locaux appellent à des investissements. L'État est souvent accusé de délaisser Gênes au profit d'autres villes : Naples et Trieste.
Contexte national et international	8	Le cas de Gênes est relativisé à partir de mi-janvier, avec l'étude de cas européens. Les grèves nationales sont également un indice du dépassement de l'échelle locale.
Changement de paradigme	6	Différentes expressions sont utilisées : « <i>trasformazione postindustriale</i> », ou « <i>nuova rivoluzione industriale</i> ». Le sens de ces changements n'apparaît pas clairement, mais la rupture avec l'ancien modèle industriel semble de plus en plus évidente. Après l'échec de la réunion avec Romano Prodi, des propositions de reconversion sont avancées par les acteurs locaux dans la presse.
Reconversions industrielles	14	Les reconversions industrielles sont demandées par les syndicats, sur les aires abandonnées par l'Iri.
Pôle technologique, recherche	8	Cette piste est lancée par Romano Prodi, et peu à peu reprise par des acteurs locaux lors des séminaires de recherche des partis politiques. On reste là dans le thème de la reconversion industrielle.
Port franc	17	Autre idée extérieure : selon un consultant du groupe McKinsley un port franc peut dynamiser l'économie de la ville, en attirant des investisseurs étrangers. Cette idée marque bien le basculement dans un nouveau paradigme où le secteur privé se substituerait aux investissements étatiques. Peu à peu tous les acteurs locaux, de gauche et de droite, s'approprient cette idée.
Appel au privé	14	L'appel au secteur privé se fait croissant, montrant ce basculement dans un nouveau paradigme du développement. Cela concerne les investissements industriels et peu les services et le tourisme.
CEE	9	La Communauté Économique Européenne est de plus en plus présente, signe également de cet étiolement du cadre national.

**Tableau 14 : Répartition des thèmes présents dans les articles du Secolo entre le 02/01/1984 et le 10/03/1984**

Mais la visite suscite de nombreux espoirs vite déçus : R. Prodi encourage la constitution de nouveaux secteurs économiques (un pôle technologique ou *la società per la promozione e lo sviluppo industriale* par exemple) et refuse de soutenir des activités selon lui

sans avenir, alors que le maire appelle à ne pas opposer vieille et nouvelle industrie. Le gouvernement envisage une loi pour soutenir les espaces industriels en crise mais les hésitations au niveau national font l'objet de sévères critiques, y compris chez les représentants locaux des partis concernés (par exemple De Mita, leader de la démocratie chrétienne, est critiqué par la section génoise du parti). Enfin, la décision du gouvernement d'accorder des financements du FIO (*Fondo per Investimenti e Occupazione*) à Naples pour la construction de son centre directionnel sans équivalent pour Gênes est perçue comme un affront (« *ancora una beffa ai danni dell'economia genovese e ligure* »<sup>1</sup>, 04/02/1984). Le même raisonnement est à l'oeuvre dans ces trois cas : selon les acteurs locaux, le gouvernement est supposé soutenir les activités en crise de la ville, par des investissements importants et le maintien des activités industrielles. Le modèle de développement industriel par l'État n'est pas remis en cause. À l'inverse, l'État et l'Iri diminuent leur engagement et encouragent à la recherche de nouvelles activités. Il y a un fossé entre les attentes locales et la stratégie de désengagement de l'État. Toutefois, les débats vont évoluer très rapidement, vers la production d'un nouveau consensus local, par la considération d'exemples étrangers.

### 1.2 Expériences, comparaisons et changement de paradigme

De nombreux articles font référence à des expériences ou des personnalités étrangères, pour conforter un nouveau choix de développement. Le sentiment de concurrence est une forme de perception des relations entre villes. Ainsi Marseille, rivale de Gênes dans le trafic portuaire, pourrait récupérer les trafics perdus si le port ne s'adapte pas aux conteneurs [Il Secolo XIX, 07/02/84]. La rivalité avec les autres villes italiennes concerne les financements étatiques. Les acteurs locaux protestent contre la décision de l'Iri de développer à Trieste les activités de construction navale, puis contre celle de l'État de financer le centre directionnel de Naples, alors qu'ils estiment que Gênes est délaissée. La concurrence prend donc un sens différent selon l'échelle (concurrence économique ou concurrence pour obtenir la sollicitude de l'État).

La circulation des experts assure aussi la diffusion de germes entraînant progressivement un changement de paradigme. Début janvier, la nécessité d'un port franc est mise en avant par Gianfilipo Cueno, génois travaillant dans une société de *consulting* aux États-Unis, *Mc Kinsley* [Il Secolo XIX, 07/01/1984]. Le *Secolo XIX* s'empare de la proposition, et interroge les acteurs locaux qui se prononcent en faveur du port franc : d'abord

---

<sup>1</sup> « *encore une farce aux dépens de l'économie génoise et ligure* ».

le directeur du CAP (port de Gênes), puis le président de la Chambre de commerce, et rapidement l'ensemble des acteurs politiques (dont le PSI et le PCI<sup>1</sup>). Pareillement, les multiples discours de R. Prodi en faveur d'une implication accrue des acteurs privés, et de la nécessité de développer la recherche et un pôle technologique, deviennent progressivement une évidence reprise par les acteurs économiques et politiques locaux, y compris syndicaux. Le discours devient plus hybride, appelant à la fois à une intervention étatique massive et à des mesures en faveur d'une forme de libéralisation économique. L'espace national n'est plus la seule référence scalaire, Gênes est désormais pensée dans le cadre européen. La décision sur la création du port franc dépend en effet de la CEE.

Ce mouvement est lié au développement d'articles relatant des expériences étrangères : par là se construit l'idée d'une communauté de destins entre les villes portuaires en crise, préalable à l'idée de transfert et d'application de modèles communs de développement. Des comparaisons en action se nouent alors. Pour appuyer la solution du port franc, en 1984, l'Irlande, Lyon et San Francisco sont présentées comme des réussites en terme de développement de zones franches pour les entreprises. Un reportage à Brême montre comment un port en crise résout ses difficultés grâce à l'instauration d'une zone franche. Dans ce débat s'amorce déjà un changement puisque ce sont désormais des investisseurs privés, et plus l'État, qui apparaissent comme source de la croissance économique, attirés par un contexte fiscal plus avantageux. Ainsi sont progressivement intégrées l'idée d'une concurrence entre villes portuaires (la zone franche n'a de sens que par rapport à des situations fiscales comparées) et celle de l'apport nécessaire des capitaux privés. Le changement de paradigme suscite autant qu'il s'en alimente ces regards vers l'extérieur et les villes qui semblent partager les mêmes problèmes.

Enfin les voyages d'étude réalisés par les acteurs locaux contribuent à cette diffusion des nouveaux paradigmes de transformation urbaine, mettant progressivement en avant l'option touristique et patrimoniale. Les dirigeants portuaires se rendent en Grande Bretagne en septembre 1987 pour un voyage d'études, à Londres (Docklands), Felixtown et surtout Liverpool. Différents articles du *Secolo XIX* relatent ce voyage et sont l'occasion de comparer Gênes à d'autres expériences, de replacer la ville dans un cadre international, et d'évoquer une communauté de destins. Le parallèle établi entre Gênes et Liverpool illustre bien l'incrustation de lieux autres dans les débats locaux. Avant d'arriver à Liverpool, le journaliste devance les similitudes entre les deux villes : « *Un viaggio nel cuore dei moli e*

---

<sup>1</sup> Parti Socialiste Italien et Parti Communiste Italien.

delle banchine che insieme a Genova hanno vissuto epoche d'orgoglio e stagioni di decadenza e che dopo uno spaventoso conflitto sociale riconrrono una modernizzazione del sistema che passa anche attraversi ambiziozi progetti urbanistici. »<sup>1</sup>. Mais ces similitudes servent à introduire des différences fondamentales : « Genova, con il suo carico di immobilismo e di paure, sta in mezzo. Ha già sommato le tre esperienze inglesi pur senza toccare la degradazione di Liverpool. Ma non ha ancora votato per la sua identità futura. Progetti e timori, rivalità e scambi. »<sup>2</sup>. Gênes prend place désormais dans l'espace mondial des villes en régénération, derrière des villes comme Londres mais visiblement en avance sur Liverpool, perçue comme une ville en profond déclin, incomparable à Gênes.

Toutefois, lorsque la délégation génoise arrive à Liverpool, le discours change radicalement et le port anglais devient un modèle pour Gênes. « Liverpool rilancia il porto vecchio. I docks vittoriani diventano supercentro turistico-commerciale. [...] E l'incontro fra due mondi, due porti che nel bene come nel male hanno riempito pagine di storia sul mare. Ma dov'è la Liverpool della decadenza, della paura, della grande depressione ? Dove sono i rottami dell'impero ? »<sup>3</sup>. Liverpool offre une surprise aux visiteurs : loin des clichés sur la crise de la ville, quelques jours auparavant décrite comme vivant une situation pire que Gênes, ils découvrent un front portuaire en pleine transformation, qui évoque celui dont rêve Gênes. « Le analogie con Genova sono impresionante. Il porto di Genova ha perduto definitivamente l'appuntamento con la rivoluzione del container ? Ecco l'alternativa : trasformare i magnifici docks dell'età vittoriana in un supercentro turistico-commerciale. Ecco nasce, lungo la banchina in riva al fiume Mersey, gli alberghi e i ristoranti, i negozi e le sale d'esposizione. »<sup>4</sup>.

Ainsi les choix faits à Liverpool confortent les nouvelles idées de développement à Gênes, autour du tourisme comme voie de redéveloppement. La spectaculaire métamorphose du port anglais, au moins aux yeux de cette délégation génoise, est la preuve de la pertinence

---

<sup>1</sup> « Un voyage au cœur des embarcadères et des quais qui, comme à Gênes, ont connu des époques glorieuses et des périodes de décadence et qui après un épouvantable conflit social ont recours à une modernisation du système qui passe aussi par d'ambitieux projets urbanistiques. »

<sup>2</sup> « Gênes avec son fardeau d'immobilisme et de peurs se tient au milieu. Elle a déjà additionné les trois expériences anglaises mais sans atteindre la dégradation de Liverpool. Mais elle n'a pas encore décidé de son identité future. Projets et craintes, rivalité et échanges. ».

<sup>3</sup> « Liverpool relance le vieux port. Les quais victoriens deviennent un supercentre touristique-commercial. C'est la rencontre entre deux mondes, deux ports qui en bien et en mal ont rempli des pages de l'histoire maritime. Mais où est la Liverpool de la décadence, de la peur, de la grande dépression ? Où sont les débris de l'Empire ? ».

<sup>4</sup> « Les analogies avec Gênes sont impressionnantes. Le port de Gênes a-t-il perdu définitivement le rendez-vous avec la révolution de la conteneurisation ? Voilà l'alternative : transformer les magnifiques quais de l'époque victorienne en un super-centre touristique-commercial. Là naissent, le long du quai de la rivière Mersey, les hôtels et les restaurants, les magasins et les salles d'exposition. ».

du changement de paradigme. Dans son euphorie, le journaliste semble même reléguer l'activité portuaire au second plan, alors que le port de Gênes reste important en Méditerranée. La comparaison avec des expériences étrangères sert à indiquer les voies de la reconversion économique de la ville, vers un modèle de développement touristique et culturel.

### *1.3 Les évolutions du consensus*

Cette étude de la presse révèle au-delà des conflits entre acteurs l'existence d'une base commune de débats. Le système politique italien, national ou municipal, est souvent représenté comme conflictuel, dominé au niveau local par des enjeux partisans [Guala, 1999]. Or à chaque époque les conflits s'inscrivent dans une série de postulats, c'est-à-dire une vision commune du monde, base de discussion entre les différents groupes. En 1984, les représentants locaux des partis politiques, les syndicats, les représentants des entrepreneurs, partagent une même attente des financements étatiques, et donc la vision de Gênes comme liée à l'industrie publique nationale. Les syndicats peuvent se diviser sur la stratégie à mener (grève générale ou non), les partis politiques se reprocher réciproquement une mauvaise gestion de la crise, le débat n'en reste pas moins pris dans la vision d'une industrie étatique à redynamiser.

La rencontre avec Romano Prodi marque le passage à une nouvelle forme du consensus local sur les termes du débat : désormais de nouveaux centres décisionnels sont pris en compte, notamment le secteur privé. Il ne s'agit plus de défendre des industries étatiques, mais d'attirer des investisseurs privés, étrangers ou nationaux. La nouvelle revendication est l'instauration d'une « zone franche » à Gênes. Tous les partis et acteurs locaux prennent parti en faveur de la zone franche, comme solution à la crise. Dans un premier temps, le tourisme n'est pas réellement envisagé. Gênes est en effet une enclave industrielle dans une région touristique (la Ligurie et la Riviera). Ainsi *Promoturistico*, l'agence censée assurer la promotion de Gênes à l'étranger, en partenariat avec la région, créée en 1977, est dissoute en 1984 faute de fonctionnement. Mais peu à peu ce thème va se préciser avec la perspective de l'Exposition de 1992.

En 1992 s'annonce la célébration de la découverte de l'Amérique. Toutefois, cet événement n'est pas perçu au départ comme une façon de changer la ville dans son ensemble. De nombreux séminaires sont organisés par les différents partis politiques : le redéveloppement culturel et touristique, en prenant appui sur le patrimoine, apparaît très marginal dans les conclusions de ces études, qui se rejoignent très souvent. Dans le relevé de la presse entre 1984 et 1987, la première mise en relation du tourisme et de la crise

industrielle date du 10 mars 2004. Il s'agit du compte rendu d'un journal allemand, qui évoque l'*Expo* de 1992 comme occasion de sortir de la crise industrielle. Parmi les acteurs locaux, il n'y a pas d'opposition au projet mais peu d'enthousiasme. Celui-ci croît progressivement. Au départ, le maire espère surtout, grâce à l'*Expo*, attirer l'attention et les investissements des descendants des immigrants italiens aux États-Unis [Il Secolo XIX, 13/04/1984].

Puis, prenant acte de la désindustrialisation, s'opère une réévaluation de l'importance de l'*Expo* de 1992, qui marque le terme de la transformation souhaitée de la ville. En 1986 la municipalité édite un ouvrage destiné à présenter la ville à la foire de Milan, en insistant sur ses transformations. Désormais la page industrielle semble tournée puisque Gênes est entrée dans l'« ère post industrielle » et mise sur le tourisme : *« pour changer son image, tout en sachant garder les traits de son ancienne grandeur et de la beauté disparue, Gênes a l'intention de se donner des structures qui seront en mesure de favoriser sa transformation. Il s'agit d'hôtels, aptes à recevoir un public exigeant de touristes et d'hommes d'affaires, il s'agit de centres de culture, de musées, de structures pour les congrès »*<sup>1</sup> [Bottaro, 1986].

Cette étude de la presse locale génoise dans la décennie 1980 permet de constater la convergence des opinions locales sur le devenir de la ville, et de poser la question en terme de consensus, illustrant une structuration temporelle forte des enjeux et débats, par période. Ce consensus ne signifie pas l'absence de conflits, mais ceux-ci prennent part dans un horizon commun, contrairement aux modes de régulation à Valparaiso et Liverpool qui voient s'opposer des principes différents de la transformation des espaces centraux. Ainsi, les mouvements de contestation qui naissent dans le centre historique dans les années 1990 restent pris dans le même postulat de la nécessité de la réhabilitation des espaces anciens, permettant l'intégration partielle de ces conflits.

## 2. Mobilisations et participation

Les transformations sont menées sous l'impulsion des autorités publiques, mais doivent composer avec les mobilisations des habitants dans les années 1990, qui demandent des interventions plus massives pour améliorer les conditions de vie. L'enjeu est alors d'intégrer ces revendications aux processus décisionnels, ce qui se traduit par la mise en avant de la participation comme composante importante des régulations urbaines.

---

<sup>1</sup> Le texte est traduit en français et en anglais.

## 2.1 Les comités du centre historique et le Libro Bianco

Avant le réinvestissement du centre historique et le développement des politiques de requalification urbaine, des habitants se mobilisent à la fin des années 1980 et au début des années 1990 pour attirer l'attention des autorités publiques sur les problèmes quotidiens du centre historique. Ils s'organisent en comités, rédigent des lettres ouvertes et des pétitions, mènent des enquêtes, et peu à peu se structurant proposent des solutions.

Deux ouvrages sont édités : le *Libro bianco sul centro storico di Genova*, en 1990, et le *Libro verde sul centro storico* en 1992. Ces comités ne constituent pas des associations patrimoniales mais des comités d'habitants mûs en premier par l'amélioration de leurs conditions de vie dans les espaces historiques délabrés. Ils sont principalement tournés vers la sécurisation des espaces, avec souvent une dimension politique, notamment dans l'appréhension du phénomène migratoire.

Dans les années 1980, le problème majeur est celui de la forte présence de toxicomanes dans le centre historique, avec de nombreuses seringues jonchant les rues. L'héroïne est en effet largement diffusée, et de nombreux habitants du centre concordent dans leurs souvenirs sur le centre historique à cette période, évoquant les seringues qui jonchent le sol, les jeunes toxicomanes dans les ruelles (l'AMIU à la fin des années 1980 ramasse entre 350 et 500 seringues par jour).

Les comités se sont formés en 1989, fonctionnant sur une base territoriale, par quartiers, mobilisant plus de 300 personnes. Le premier naît dans le quartier de Sarzano, en mai 1989, et d'autres suivent cet exemple, à Santa Maria di Castello, à Pré, dans le quartier de la cathédrale San Lorenzo. Les paroisses du centre historique et l'*Unione Commercianti Centro Storico* se joignent au mouvement en 1990<sup>1</sup>. La présence de nombreux toxicomanes est le premier facteur de la mobilisation, mais celle-ci prend une dimension plus globale : « *é subito chiaro che la droga e la microcriminalità non sono che un aspetto, forse il più macroscopico ed intollerabile, di un malessere più generale e diffuso* »<sup>2</sup> [Libro Bianco, 1990 : 9], avec la dénonciation également de l'état d'hygiène du centre historique, le problème du ramassage des déchets, la micro-délinquance et la délinquance organisée, l'état de délabrement du bâti, la présence de ruines datant de la Seconde Guerre mondiale, la prostitution, les conditions de logement des immigrés ... Bien que né de comités de quartier,

---

<sup>1</sup> Il *Secolo XIX* rapporte dans les années 1980 plusieurs cas d'attaque de magasins du centre historique par des toxicomanes, tandis que certains commerçants se regroupent pour mener des actions d'intimidation parfois violentes.

<sup>2</sup> « Il est évident que la drogue et la microcriminalité ne sont qu'un aspect, peut-être le plus colossal et intolérable, d'un mal-être plus général et plus diffus. ».

le mouvement souhaite considérer le centre historique comme un ensemble unitaire (« *insieme unitario* » [Libro bianco, 1990 : 13], différent du reste de la ville, porteur de valeurs spécifiques.

Ce mouvement présente également une méthodologie de la participation en œuvre, revendiquant une méthode inductive, qui part des problèmes quotidiens pour construire un cadre général complexe. Le but affirmé est de construire des propositions, afin de ne pas apparaître seulement comme un mouvement d'opposition. Il est précisé que la démarche n'est pas scientifique, mais basée sur le vécu de chaque participant. Des enquêtes sont menées par un comité de pilotage composé d'habitants par ailleurs universitaires, pour identifier les préoccupations majeures des habitants, et cartographier les problèmes. Les points de vente de drogue et les bâtiments utilisés par les marchands de sommeil sont mis en évidence, à partir des observations des habitants, illustrant alors l'ampleur du phénomène, des quartiers entiers étant concernés (Ghetto, Sarzano, Porta Soprana).

Le patrimoine n'est pas la préoccupation première des habitants<sup>1</sup>, mais un élément parmi d'autres de la récupération (*recupero*) du centre historique. Au début des années 1990, cette remarque est une critique de l'action publique, qui se concentre sur la restauration de quelques monuments (Palazzo Ducale, Museo di San Agostino). Les comités ne critiquent pas le principe d'une réhabilitation patrimoniale, mais l'absence de couplage avec une politique de requalification des espaces et de traitement social de populations en difficultés, dénonçant les opérations de restauration de monuments sans attention portée au contexte urbain dans lequel il s'insère, qualifiés de « *cathédrales dans le désert* ». Ainsi il n'y a pas d'opposition, mais une demande d'élargissement, qui intègre également les actions des habitants auteurs d'un « *recupero spontaneo* » [Libro bianco, 1990 : 44].

Le point culminant de cette première phase du processus participatif est la rédaction d'une lettre ouverte en 1990, appelée *Perché il Centro Storico di Genova viva*<sup>2</sup>, signée par plus de 1000 habitants, et adressée à la ville de Gênes, pour témoigner des problèmes du centre historique : « *Noi abitanti del Centro Storico ci rivolgiamo a Voi che abitando in altri luoghi della città ci passate accanto senza prendere coscienza della realtà che viviamo quotidianamente* »<sup>3</sup>. Or ce mouvement va peu à peu être intégré à l'action publique.

---

<sup>1</sup> Dans le *Libro Bianco*, le texte de l'introduction mentionne, comme un avertissement, le cas des habitants du centre historique de Naples qui ont souillé les palais et monuments pour protester contre les conditions d'hygiène du centre !

<sup>2</sup> « *Pour que le centre historique vive* ».

<sup>3</sup> « *Nous habitants du centre historique nous adressons à vous qui habitez les autres lieux de la ville et qui passez à côté sans prendre conscience de la réalité que nous vivons de façon quotidienne.* ».



## 2.2 Un processus participatif intégré à l'action publique

D'abord mouvement qui se développe dans les comités, dont le *Libro bianco* apporte témoignage, reproduisant les diverses lettres et conclusions des comités, le processus participatif évolue et se resserre sur un groupe d'habitants par ailleurs universitaires, qui cherche à formaliser une démarche participative. Une association est créée, l'*Associazione per la Rinascita del Centro Antico*, qui regroupe 80 personnes, mais avec un noyau actif d'une vingtaine de personnes. « *Era una associazione tra abitanti del centro storico, cioè i comitati erano una partecipazione spontanea [...], poi quando i comitati in qualche modo si dedicano solo a protestare, un gruppo di persone hanno costituito un'associazione per dire, noi siamo le persone che vogliamo costruire, e poi aver una responsabilità evidente, [...] e allora se costituisce un'associazione tra abitanti per formulare ipotesi di valorizzazione, [...] e modelli di ricupero* »<sup>1</sup> [entretien Besio, 2005].

### *Une conception de la participation*

En 1992 est publié le *Libro verde*. Il est écrit par le même groupe<sup>2</sup> que le *Libro Bianco*, mais ses auteurs revendiquent désormais une posture davantage réflexive, avec des passages théoriques sur la participation, de longues notes bibliographiques, et une référence plus distendue aux comités. À partir de l'étude de cas de participation dans d'autres villes (Nantes, Lyon, Glasgow, ...), une nouvelle méthodologie d'action est présentée. Par rapport au *Libro bianco*, une nouvelle conception de la participation s'est donc développée, « *per andare al di là del Libro Bianco sul centro storico, cioè per superare il momento della denuncia dei problemi* »<sup>3</sup> [Associazione per la Rinascita del Centro Antico, 1992 : 72]. La participation désigne à présent la participation aux programmes publics de transformation des espaces, autrement dit l'institutionnalisation de la participation, appelée à s'insérer dans une « *strategia unitaria di intervento* »<sup>4</sup>. Cela implique la formation d'un groupe de gestion et de coordination des activités qui régule les multiples interventions. Le cadre théorique de référence est à présent celui de l'urbanisme de projet avec la nécessaire intégration d'une dimension participative, qui se traduit par des programmes d'intervention impliquant les

---

<sup>1</sup> « C'était une association entre habitants du centre historique, c'est-à-dire que les comités constituaient un mouvement participatif spontané. [...] Ensuite quand les comités se sont contentés de protester, un groupe de personnes a constitué une association pour dire, nous sommes les personnes qui voulons construire, et ainsi avoir une responsabilité nette [...] et alors s'est constituée une association entre habitants pour formuler des hypothèses de valorisation [...] et des modèles de récupération. ».

<sup>2</sup> Le *Libro Bianco* compte 16 auteurs et le *Libro Verde* 14 auteurs : douze ont participé aux deux.

<sup>3</sup> « pour aller au-delà du *Libro Bianco* sur le centre historique, c'est-à-dire pour dépasser le stade de la dénonciation des problèmes. ».

<sup>4</sup> « stratégie unitaire d'intervention ».

propriétaires et habitants. Le fossé entre acteurs publics et comités d'habitants mis en scène avec le mouvement des comités est à présent résorbé par une conception de la participation soluble dans les modalités d'interventions des pouvoirs publics.

Comme *Ciudadanos por Valparaíso*, la participation à Gênes s'appuie là sur une démarche experte revendiquée, pour légitimer sa capacité à construire des projets, s'appuyant sur des compétences reconnues : « *L'altra cosa che sicuramente è una soddisfazione, per noi che abbiamo lavorato, prima protestando, poi cercando di distinguersi come succede spesso, nei movimenti di protesta ci sono anche casi estremi no ?, quindi che comunque vogliono distruggere e invece c'eranno anche persone che comunque volevano costruire e che quindi hanno meso a disposizione tutte le comptenze tecniche, io urbanistica, oltre architetto urtbanistica, avvocati la parte legale, tecnici la parte giuruidica, la parte finanziaria, cioe creando un gruppo di esperti che ha prodotto quel modello che chiamiamo delle vigne* »<sup>1</sup> [entretien M. Besio, G26]. La participation quitte donc le registre de l'opposition pour construire, sur la base de compétences techniques, un modèle d'intervention, qui se traduit par l'intervention menée dans le quartier delle Vigne.

*Piazza delle Vigne, intégration d'un processus participatif exogène*

Après la publication du *Libro Verde*, ARCA décide d'appliquer sa méthode à un secteur du centre historique, le quartier delle Vigne, autour de l'église de Santa Maria delle Vigne (église construite au X<sup>e</sup> siècle) et de son cloître, transformé en lieu résidentiel. Il s'agit d'un quartier présentant des problèmes de dégradation du bâti, de délinquance, de trafic de drogue. Les anciens locaux au rez-de-chaussée sont utilisés par des prostituées.

Le mouvement est lancé en 1993 par ARCA, à travers des réunions avec les habitants et des fonctionnaires des autorités publiques concernées (Surintendance, Commune et région). La médiation entre les habitants et ARCA est faite par don Paolo Micheli, curé de la paroisse delle Vigne. Une association, *Piazza delle Vigne*, est créée en 1994, afin de doter de plus de visibilité l'action engagée. Soixante réunions ont été menées, pour convaincre un grand nombre de propriétaires et définir les traits de l'intervention.

---

<sup>1</sup> « *L'autre motif de satisfaction de façon certaine, pour nous qui avons travaillé, d'abord en protestant, puis en cherchant à se distinguer des mouvements de protestation, comme cela se produit fréquemment, dans les mouvements de protestation il y a souvent des cas extrêmes non ?, donc il y avait des personnes qui voulaient détruire et au contraire des personnes qui voulaient construire et qui ont mis à disposition toutes les compétences techniques, moi une urbaniste, d'autres des architectes urbanistes, des avocats pour la partie légale, des techniciens pour la partie juridique ou la partie financière, c'est-à-dire en créant un groupe d'experts qui a produit ce modèle que nous appelons « delle vigne ».* ».

Dans un livre faisant le point sur ce projet, Marolina Besio oppose ce projet, mené selon la méthode développée dans le *Libro verde*, à l'intervention publique habituelle. Elle critique les modalités d'intervention antérieures, et met en avant certains principes. L'aspect multidimensionnel de l'intervention est un des points essentiels : « *il programma di recupero riguarda le pietre e i materiali, ma soprattutto coinvolge gli uomini* »<sup>1</sup> [Besio, 1999 : 42].

Dimensions de l'intervention	Projets antérieurs	Projet delle Vigne
Echelle de référence	Grands projets a priori	Partir du local pour traiter des problèmes plus globaux
Temporalités	Exceptionnelles (événements) Un début et une fin	Continues, malléables
Modalités d'interventions	Grandes interventions, « <i>burocraticas</i> » et « <i>dirigistas</i> » Interventions physiques privilégiées	Donner de la visibilité aux actions de base (« <i>autorecupero</i> ») Interventions locales, multisectorielles
Acteurs	Autorités publiques	Autorités publiques / Habitants avec groupe de coordination
Financements	Publics, large échelle	Publics et privés / importance des micro-financements
Savoirs	Experts	Experts et locaux
Valeurs		Citoyenneté et identité

Tableau 15 : Les dimensions de l'intervention publique et de la participation, S. Jacquot, d'après l'ouvrage *Piazza delle Vigne* [Besio, 1999]

En dépit de l'opposition présentée entre projets publics et projets participatifs, le projet est intégré à un programme régional, le *Programa d'intervento Organico* (POI). Les institutions publiques interviennent alors largement : restauration de l'église et de son cloître par la Surintendance, réhabilitation des espaces publics par des financements de la Région et de la municipalité. Sur les biens privés, la région prend en charge 30% du coût des travaux. Il y a donc une intégration institutionnelle, faite à double sens : un programme public intègre un processus participatif, lequel prend la forme d'un programme d'intervention appliqué de façon similaire en d'autres quartiers. Le programme est qualifié de « *diffusivo* » [Besio, 1999 : 58], car un programme équivalent a été mis en place dans le quartier de Giustiniani<sup>2</sup>.

### 2.3 *Piazza dei bambini, l'apprentissage de la participation*

<sup>1</sup> « *Le programme de récupération concerne les pierres et des matériaux, mais surtout implique les habitants [hommes].* ».

<sup>2</sup> Marolina Besio évoque en entretien et dans son ouvrage le caractère novateur de la démarche. Toutefois elle s'inscrit aussi dans une continuité par rapport aux programmes mis en place par la région et l'État qui prônent l'intégration des habitants aux opérations, au même moment. Il est alors sans doute illusoire de rechercher dans un unique acteur l'origine de l'intégration de la participation à l'action publique dans le centre historique. Cette participation est multifocale.

L'aménagement de la Place dei Bambini constitue un autre exemple de l'intégration de la participation à l'action publique locale. Il s'agit d'un projet d'aménagement d'espace public participatif développé par la municipalité, qui a créé les conditions formelles de la démarche de participation, à travers un atelier de formation. Cette action prend son origine dans un service de la municipalité de Gênes rattaché à l'action urbanistique, mais traitant de la dimension sociale de la transformation urbaine : le service *Terza Età Sicura*, dirigé par une sociologue, Carla Costanzi. Elle met en œuvre un programme de « *citadinanza attiva* », méthodologie d'implication des habitants à l'action urbaine, appliquée dans une place du centre historique à l'abandon, résultant de la destruction d'un édifice bombardé durant la Seconde Guerre mondiale et fréquenté par des sud-américains qui s'y réunissent « *per bere, facendo rumore, poi lasciando le bottiglie rotte, a volto troviamo delle siringhe* »<sup>1</sup>. Le but est de réaménager cette place, et d'y développer de nouvelles pratiques, pour attirer de nouveaux usagers : création d'un terrain de pétanque pour les personnes âgées, fermeture de la place le soir, organisation d'animations pour enfants. Pour cela est nécessaire le soutien d'habitants, pour la gestion des espaces *via* la création d'une association. Ces habitants reçoivent une formation à la démarche participative et s'adaptent ainsi aux objectifs municipaux. La municipalité finance les interventions urbanistiques, utilisant des financements *Urban 2*.

Cette intégration est une caractéristique plus large des régulations urbaines à Gênes, manifestant la part prédominante de la municipalité.

### 3. L'intégration sous le *leadership* de la municipalité

Contrairement à Liverpool et Valparaíso, la municipalité exerce un *leadership* important, apparaissant comme l'instance de définition et de conduite des projets. L'origine des financements n'est pas la seule explication : comme à Valparaíso ou Liverpool, la municipalité de Gênes dépend fortement de financements exogènes (de l'État, de la région ou de l'Union Européenne) pour la conduite de sa politique. L'intégration de la mobilisation des habitants, étudiée dans le point précédent, permet l'internalisation des acteurs-habitants, qui se traduit par la participation aux programmes ou la conduite d'aménagements sous une forme participative reprenant les objectifs publics. Les modalités du gouvernement permettent également cette fonction intégrative.

#### 3.1 Les instruments du gouvernement et de l'action urbaine

---

<sup>1</sup> « pour boire, faisant du bruit, ensuite laissant les bouteilles cassées, parfois nous trouvons des seringues »

Les instruments de l'action publique peuvent être considérés comme des « *institutions* », au sens où ils permettent de coordonner « *les règles et procédures qui gouvernent les interactions et les comportements des acteurs et des organisations* » [Lascoumes, Le Galès, 2004 : 15]. L'instrument d'intervention publique n'est ainsi pas un simple moyen, il contribue aussi à façonner une réalité ; son apparente objectivité masque des effets structurants sur les autres dimensions de l'action publique [Lascoumes, Le Galès, 2004 : 29]. Dans l'ouvrage collectif dirigé par P. Lascoumes et P. Le Galès, différents types d'instruments publics sont étudiés au regard de leurs effets structurants sur les processus de gouvernement urbain : la politique de la ville comme instrument de production d'un point de vue unique [Estèbe, 2004], le projet urbain comme élément de construction du consensus [Pinson, 2004].

Le projet de ville de Gênes constitue un tel instrument. Outre son contenu concret, son mode de réalisation vise à impliquer de façon symbolique l'ensemble de la ville. Les 12, 13 et 14 mai 1999 est organisée la Conférence Stratégique au cours de laquelle différents acteurs exposent leurs points de vue sur le développement de la ville, synthétisés dans le plan de la ville. Les intervenants sont issus du monde politique local, national, du secteur économique local, des associations, d'institutions culturelles, des medias ... À la différence de Valparaíso ou Liverpool, il existe un seul plan stratégique de la ville, confirmant cette intégration stratégique. En outre, de façon régulière, la municipalité met en oeuvre de nouvelles conférences. En 2005 est organisée une nouvelle conférence stratégique qui tire un bilan des actions menées, et depuis sont conduites des rencontres thématiques, par exemple en janvier 2006 sur le tourisme et la communication de la ville. Ces rencontres ont lieu dans des espaces symboliques, qui signifient le pouvoir de la municipalité : la salle d'honneur du Palazzo Ducale, lieu historique du pouvoir génois, ou la salle du siège de la municipalité palais Tursi via Garibaldi, également dans le centre historique.

Au niveau urbanistique, la municipalité a utilisé une série d'instruments de coordination entre acteurs, d'évaluation et de suivi des projets, qui permettent une intégration des différentes problématiques et politiques, asseyant le *leadership* municipal, bien que de nombreux autres acteurs jouent un rôle important dans la transformation des espaces. Grâce à des financements européens (programme *Life*), la municipalité a mis en place en 1993 (opérationnel en 1997) un programme spécifique pour le centre historique : CIVIS *Sistema* (*Criteria to Improve and Vitalize Inner-City Settlements*). Ce projet s'inscrit donc dans une proposition de la Communauté Européenne, à laquelle a souscrit la municipalité de Gênes. La CEE finance 50% des 7 millions d'ECUs du projet, consistant en un système informatique de

suivi des évolutions du centre historique dans ses différentes dimensions : cadastre, données historiques et architecturales sur les édifices, évaluation de leur état, données socio-économiques, suivi des valeurs immobilières, recensement des commerces, évaluation des mobilités, équipements, indications des édifices protégés, données environnementales. Cet instrument favorise la multidimensionnalité des interventions et des diagnostics. Il est par exemple utilisé lors de chantiers dans le centre historique : la base SIG, qui contient les plans de Gênes à différents siècles, permet de prévoir le degré de probabilité de découverte d'éléments archéologiques dans le sous-sol. Or ces découvertes entraînent l'ouverture obligatoire de fouilles menées par la Surintendance, souvent perçues comme un frein aux interventions. L'action en amont permet de prendre en compte ce paramètre, et de mieux calculer les durées des interventions, rendant ces fouilles davantage acceptées. Le but affiché de ces instruments est la connaissance des évolutions en temps réel. Ainsi pour Musso, responsable de Civis, la réalisation de ces bases de données doit permettre de « *concepire la pianificazione territoriale come un processo continuo della concatenazione dell'informazione* »<sup>1</sup> [Russo, 2001]. Dans ce même texte les expressions d' « *instantanée* » et de « *photographie* » apparaissent pour qualifier ce travail.

En 2001 CIVIS réalise le *Piano operativo per il centro storico*. Ce plan se compose de deux parties : un diagnostic multidimensionnel des problèmes du plan historique et un récapitulatif de toutes les interventions patrimoniales et urbanistiques programmées, avec les acteurs concernés, les objectifs, les montants, les échéances. Outre l'utilité d'un document complet sur les travaux menés, le *Piano operativo* manifeste le rôle coordinateur de la municipalité. Il est ainsi un instrument de renforcement de sa prééminence.

### 3.2 Intégration politique<sup>2</sup>

La vie politique locale dans les années 1980 était fortement dominée par les partis politiques et leurs orientations générales nationales. Pour modifier ce système a été transformé le mode d'élection du maire en 1993, désormais élu au suffrage direct, ce qui renforce sa légitimité personnelle, n'en faisant plus l'émanation du conseil municipal et du système partisan [Guala, 1999]. Il peut choisir librement ses adjoints (les *assessori*). Ceux-ci proviennent de la société civile, choisis parmi des universitaires ou des entrepreneurs locaux,

---

<sup>1</sup> « *concevoir la planification territoriale comme un processus continu d'enchaînement de l'information* ».

<sup>2</sup> Cette fonction intégrative n'est pas à concevoir d'une façon unidirectionnelle et comme une forme de manipulation : les acteurs peuvent conduire leurs propres projets et objectifs dans ce cadre consensuel.

permettant de renforcer la coalition locale. Ainsi, l'*assessore* au centre historique entre 1997 et 2001, puis à la qualité urbaine, Bruno Gabrielli, est un professeur d'architecture et d'urbanisme de l'Université de Gênes, ancien président de l'*Associazione Nazionale Centri Storici e Artistici*. D'autres adjoints proviennent du monde universitaire ou entrepreneurial. L'étude des coalitions a montré également le rôle de coordination entre acteurs joué par les programmes urbanistiques et les événements urbains.

### *3.3 Controverses et conflits*

Qu'il y ait consensus et intégration des différentes actions sous le *leadership* de la municipalité ne signifie pas que toute contestation soit absente. Dans le cadre accepté de la patrimonialisation et du réinvestissement des centres, des controverses existent sur certains choix. Des groupes éphémères se forment sur quelques enjeux précis. Par exemple en 2003 un groupe « *cittadini per il centro storico* » naît pour protester contre les conditions de circulation trop laxistes dans le centre historique, et revendique l'application plus ferme de règles de circulation. Des projets isolés suscitent des oppositions, lors de la création de parkings. Des critiques concernent, à l'image des comités dans les années 1990, la présence encore importante d'activités marginales, en les assimilant parfois à la présence des immigrés, comme cela apparaît dans certains entretiens avec les habitants. Les conflits les plus importantes sont de deux types, tout en restant présents dans le cadre de la nécessité de réhabiliter le centre historique d'un point de vue patrimonial. Certains conflits portent sur l'ampleur de la protection patrimoniale lors de certaines interventions, en particulier celles conduites sur le port ancien. En effet, les interventions mettent à découvert des quais anciens, tandis que se pose la question de la conservation des entrepôts portuaires des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Le second type de conflit porte sur les usages et pratiques du centre. Le projet de délégation de la gestion d'un monument public suscite des protestations, au nom du maintien de l'usage par tous des espaces.

Les controverses portant sur la transformation de la Darsena se situent à la confluence de ces deux aspects. Anna Grazia Ighina, architecte génoise, a rédigé en octobre 2000 une lettre ouverte pour protester contre le projet de transformation de la Darsena sur le port ancien. Cette lettre, publiée dans le *Secolo XIX*, est signée de plusieurs universitaires, et pose deux séries de questions : celle de la conservation du patrimoine industriel et portuaire et celle de l'usage des espaces produits sur le port ancien et leur rattachement à la ville.

Ainsi en dépit de la production d'un consensus sur les voies de développement, les usages des espaces demeurent controversés.

### **Conclusion**

Dans les trois cas, les partenariats permettent une convergence des acteurs, et une même tendance à la recherche de financements privés par de larges financements publics émerge. Ces partenariats dessinent les figures du consensus au sein des villes.

Toutefois, le réinvestissement des centres fait apparaître trois configurations de pouvoir différentes, à partir des enjeux spatiaux et conflits qui y sont attachés. Gênes manifeste une maîtrise forte des transformations sous le *leadership* de la municipalité, portée par un projet politique et des outils d'intégration. Les contestations ont été internalisées, rendues moins virulentes par l'intégration de mécanismes de participation. Cela s'explique par un consensus important sur la direction des transformations, qui émerge au niveau urbain dès les années 1980. Valparaíso et Liverpool constituent deux cas illustrant la formation de coalitions opposées, structurées par des enjeux urbains où se mêlent conservation patrimoniale et développement urbain. La formation de partenariats n'est ainsi pas une garantie de l'absence de conflits. Ces enjeux sont spatialisés, concernent à la fois la préservation du patrimoine et la maîtrise de la transformation des espaces. Autrement dit, enjeux patrimoniaux et spatialisation du pouvoir sont liés.

Les régulations urbaines apparaissent ainsi complexes, les règles des transformations des espaces devenant un des enjeux de la maîtrise des processus. Des délocalisations des conflits se mettent en place : des organisations internationales sont sollicitées pour imposer ou rappeler des règles. Les transformations de ces espaces mobilisent des règles produites à différentes échelles, et questionnent les modalités de l'exercice du pouvoir. À Valparaíso et Liverpool, les conflits sur le devenir patrimonial posent le problème du pouvoir local et de ses possibilités, pour des motifs différents. À Valparaíso il semble impuissant, face notamment aux acteurs nationaux. À Liverpool, semblant trop soucieux d'apparaître comme *business friendly*, il peine à instaurer des règles de développement urbain partagées.

Ces régulations, appréhendées du point de vue des acteurs et institutions, à travers la formation des partenariats, de coalitions et le développement de conflits, sont spatialisées, prenant appui sur certains projets. Or les nouvelles régulations et projets qui se mettent en place ont également une incidence sur le fonctionnement et les conceptions ordinaires des espaces. De nouvelles modalités de maîtrise des espaces et des pratiques se développent donc, étudiées dans le chapitre 7. Les régulations s'appuient sur des figures de ville - lesquelles sont sous-tendues par des modèles et références - évoquées dans le chapitre 8.



## Chapitre 7 : Les modalités de la maîtrise des espaces et des pratiques

Les espaces centraux sont souvent présentés comme des lieux de plus grande diversité sociale, de plus grande tolérance aux différents comportements. La figure de l'individu dans la foule, de l'anonymat permettant de se libérer de contraintes comportementales se construit dans le cadre de la ville-centre. Cela s'oppose aux sociabilités communautaires réglant étroitement traditionnellement le comportement de l'individu [Simmel, 1990], et aux nouvelles formes urbaines développées en périphérie : « *the town centre has conventionnaly been constructed as the antithesis of the controlled and controlling spaces of retail and leisure complex; it is the unsafe external environment* »<sup>1</sup> [Ravenscroft, 2000 : 2535]. La ville est également support de la construction de formes de civilité ou urbanité. Ainsi, le discours sur la renaissance des villes et le retour au centre au Royaume-Uni se base sur des valeurs d'urbanité qu'il s'agirait de retrouver, grâce au développement des espaces publics. Toutefois, la gestion des nouveaux espaces pose différemment le problème de la coexistence de la diversité dans les espaces publics, à travers deux tendances. Dans la continuité du développement des partenariats public-privé, les acteurs privés participent également à la définition des programmes d'aménagement urbain et à la gestion d'espaces publics. La normalisation des comportements conduit en définissant des pratiques acceptables à une définition des usagers légitimes.

À Gênes, Valparaiso et Liverpool, la transformation des espaces historiques centraux semble aller de pair avec une normalisation des pratiques. La volonté dans les trois villes de développer les investissements privés se traduit par de nouvelles règles de gestion des espaces publics (A), qui s'établissent généralement dans les nouveaux espaces créés, en front de mer ou commerciaux, alimentant la contestation aux transformations. Le patrimoine et le tourisme constituent également des vecteurs de transformations des espaces et des pratiques (B), utilisés pour changer les comportements dans des actions de conscientisation. Enfin, en changeant de dimension, il apparaît que la maîtrise du temps par l'événement urbain est également un adjuvant de la maîtrise des espaces centraux (C).

---

<sup>1</sup> « *Le centre-ville a été construit conventionnellement comme l'antithèse des espaces contrôlés et contrôlant des complexes commerciaux et de loisirs ; c'est l'environnement extérieur non sécurisé* ».

## A. Nouveaux acteurs, nouvelles règles : la gestion privée des espaces publics

Dans ces trois villes les nouveaux espaces mis en œuvre par ces configurations d'acteurs public-privé se traduisent par de nouvelles règles d'élaboration et d'usages des espaces. *Paradise Street Area* apparaît emblématique de l'implication des acteurs privés dans l'aménagement urbain. En effet, une même entreprise est chargée de l'ensemble du développement de l'aire, et le *Liverpool City Council* lui a confié également la gestion des espaces publics. Toutefois cela marque plus une continuité qu'une rupture dans les pratiques contemporaines d'aménagement. Les entreprises privées sont de plus en plus associées à la gestion des espaces publics, par exemple par le biais des BID, *Business Improvement District*, dispositif importé des États-Unis.

Ces changements apparaissent aussi à Valparaíso et Gênes. Les opérations de réhabilitation de front de mer menées ou en projet ont pour corollaire un changement des règles dans les espaces publics. Les développements de projet urbanistique dont la maîtrise est confiée au secteur privé conduisent donc à l'élaboration de nouvelles règles d'usage d'espaces publics désormais gérés par des acteurs privés : le maintien de l'ouverture au public demeure affirmé, mais avec des contraintes supplémentaires (horaires, règles spécifiques) qui introduisent une différenciation avec les autres espaces publics.

### 1. Une tendance généralisée

La *Royal Institution of Chartered Surveyors*<sup>1</sup> (RICS) a conduit une enquête en 2006 sur la tendance à la privatisation des espaces en Angleterre, dirigée par Anna Minton, journaliste spécialiste des politiques sociales et des problèmes de logement [Minton, 2006]. Les nouvelles modalités d'aménagement sont mises au regard de l'économie globale britannique, dans le contexte de la ville post-industrielle, liée à la fin de l'ère fordiste et à la polarisation sociale au sein des villes. L'État n'est plus l'aménageur principal des villes, comme dans les années 1950 et 1960, mais la généralisation des partenariats public-privé crée

---

<sup>1</sup> RICS est une institution fondée en 1868 à Londres, qui représente les professionnels de l'immobilier, la construction et le développement urbain. Elle établit des critères de formation des professionnels, des normes professionnelles et surtout conduit des études sur l'évolution de l'immobilier et de l'aménagement. Ainsi en 2003 RICS a conduit une étude sur la tendance au développement de *gated communities*.

également un « *private-public space* » [Minton, 2006 : 9], rapproché des modalités de gestion de l'espace dans l'Angleterre victorienne au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>.

La gestion privée de l'espace se manifeste dans deux cas de figure principaux. Tout d'abord, dans les zones résidentielles, se développent les *gated-communities*, espaces fermés et surveillés, lieux de l'entre-soi. Les quartiers fermés, qui se sont développés d'abord aux États-Unis [Davis, 2000], sont généralisés et présents dans de nombreuses villes, en Europe et en Amérique Latine [Thuillier, 2001], mais se localisent essentiellement dans les secteurs périphériques. La gestion privée concerne également les secteurs commerciaux. Les États-Unis ont été catalyseur de ce mouvement, *via* l'instauration des *Business Improvement Districts* (BID). Les BID sont des associations de commerçants sur une base territoriale (un quartier par exemple), qui contribuent à l'aménagement de l'espace public et la sécurité, se suppléant à une action publique qui dans les centre-villes américains a diminué du fait de la baisse des recettes fiscales et des aides fédérales, pour attirer des clients dans les commerces du centre souffrant de la concurrence des centres commerciaux à la périphérie et de l'image négative des espaces centraux [Steel, Symes, 2003 : 321]. Les critiques portent sur la privatisation de la gestion de ces espaces, notamment en matière de sécurité [Davis, 2000].

## 2. Le projet de Paradise Street, “*mall without walls*”

Ce projet est choisi comme cas emblématique de l'étude de Anna Minton, avec les exemples londoniens de *Broadgate Centre*, du *Royal Victoria Dock* et de *King's Cross Central*.

La zone entière a été laissée en gestion à *Grosvenor Estate*, avec un bail de 250 ans [Minton, 2006], le *Liverpool City Council* demeurant propriétaire des 200 propriétés acquises suite au *Compulsary Purchase Order* pour permettre à Grosvenor de maîtriser l'ensemble de l'espace. Or ce projet de régénération urbaine s'étend sur 37 rues, traitées comme si elles constituaient un centre commercial. Anna Minton rapporte les paroles d'un des membres du *Paradise Project* : « *Our desire, as at Bluewater, is to apply the principles applied to the major shopping malls, but using the existing street pattern as much as possible. I think what's been going on in the last few years is that people have been visiting the regional shopping centres – like Bluewater and Meadowhall – and finding them much cleaner than other parts of city centres. They don't care about the legal niceties, they just wonder why some parts are*

---

<sup>1</sup> L'Angleterre victorienne est un passé souvent mobilisé dans les débats sur la ville, que ce soit pour prévenir des dangers d'une ségrégation urbaine qui s'en approcherait, ou pour regretter une époque où les villes disposaient d'une large autonomie et s'appuyaient sur un esprit civique local fort.

*managed better.* »<sup>1</sup> [Minton, 2006 : 15]. Là le problème du statut des espaces passe clairement après l'argument de l'efficacité de la gestion.

Des organisations civiles nationales ont critiqué ce projet : par exemple *Liberty*, ONG créée en 1937, une des principales au Royaume-Uni sur le thème des libertés et droits civils, a émis de fortes réserves dès 2004. Selon ces organisations<sup>2</sup>, le projet prévoit l'interdiction de certaines pratiques : mendicité, manifestation, skate-board, repas en dehors des zones prévues à cet effet, alors qu'il s'agit d'espaces publics. En 2006, le *Guardian* se fait l'écho de ces préoccupations concernant la semi-privatisation des espaces publics par la mise en place d'une gestion privée [29/03/2006]. Toutefois, l'accès permanent aux visiteurs est garanti, y compris la nuit.

En outre se pose le problème de la sécurité de la zone, qui doit être gérée en partie par *Grosvenor Estate*, mais en 2007, les relations avec la police locale ne sont pas encore clarifiées. En effet, la police locale met en avant le fait qu'une milice privée ne peut suffire puisque contrairement aux centres commerciaux fermés, les rues restent accessibles une fois les commerces fermés. Les modes de gestion de cet espace n'apparaissent ainsi pas encore clairement, du fait de ce nouveau partage des responsabilités entre acteurs publics et privés.

### **3. L'opposition à des usages privatifs d'un monument : la Loggia dei Banchi**

Cette émergence de nouveaux statuts ne concerne pas seulement les nouveaux espaces. La Loggia dei Banchi à Gênes a été au centre d'un conflit qui à travers la définition d'un nouveau mode de gestion cristallisant l'opposition entre usages publics et privés de lieux perçus comme publics. La *Loggia* a été construite au XVI<sup>e</sup> siècle, constituant un édifice commercial, où se réunissaient les marchands pour fixer les prix des monnaies et marchandises. Depuis les années 1950 elle est utilisée pour des expositions et activités culturelles.

---

<sup>1</sup> « Notre désir, comme à *Bluewater*, est d'appliquer les principes utilisés dans les principaux grands centres commerciaux, mais en utilisant le plus possible la trame urbaine existante. Je pense que ces dernières années les gens ont visité les centres commerciaux régionaux, comme *Bluewater* et *Meadowhall*, et les ont trouvé plus propres que d'autres parties des centre-villes. Ils ne se préoccupent pas des subtilités légales, ils se demandent juste pourquoi certaines parties sont mieux gérées ». *Bluewater* est situé près de Sheffield et *Meadowhall* près de Dartford, dans le Kent.

<sup>2</sup> L'aire de *Paradise Street Liverpool One* doit être achevée en 2008. Il est pour le moment difficile de conclure sur les nouvelles règles de gestion de ces espaces, la plupart des points soulevés par les organisations de droits civiques n'étant pas clairement définis dans les documents présentés par le *Liverpool City Council* et l'opérateur du projet.

La commune développe un projet pour la Loggia dei Banchi, après un concours d'architecture pour une nouvelle utilisation de cet espace. Le projet consiste en une concession de la gestion à un opérateur privé, la *Edon Spa*, et pas en un transfert de propriété, de façon à assurer la valorisation du bâtiment et l'utiliser comme porte d'entrée du centre historique. En effet, facilement accessible depuis le *Porto Antico*, il permet d'agir à la façon d'un sas pour les visiteurs, d'où la volonté d'y installer également un service d'informations touristiques. Du fait de la contestation, l'enjeu est défini en terme de privatisation ou d'utilisation collective d'un espace culturel.

Le *Forum del centro storico* se constitue pour s'opposer à ce projet. Il réunit des habitants, des associations patrimoniales et environnementales (*Lega ambiente, Italia Nostra*), et des associations culturelles (*Lunaria*). Les arguments développés insistent sur l'appartenance de la Loggia au centre historique et pas au *Porto Antico*. Ainsi, Aldo Vinci, acteur membre du Forum, énonce : « *Noi non vogliamo che la Loggia venga inglobata dal Porto Antico, parco divertimenti separato dal resto della città, semmai deve avvenire il contrario. Immaginiamo la Loggia come porta della città antica, porta che conduce anche verso zone mai del tutto prese in considerazione come Via del Campo o Via Pré.* »<sup>1</sup> [Mentelocale, 2001/9/24], et Fernando Bonora, membre actif du Forum : « *Non si può permettere che la Loggia venga schiacciata dall'Expo', con la sua logica da parco divertimenti, palmeto, bolla mai finita e eliminazione di ogni traccia storica del porto antico* »<sup>2</sup>. [Mentelocale 2001/12/21]. À l'inverse une autre association, à l'audience plus limitée, créée en 2003 par des résidents de la zone, *Vivi Banchi e dintorni*, est favorable à une concession à un agent privé, tout en souhaitant que celui-ci garde en vue l'aspect culturel et touristique. *Vivi Banchi* suggère alors que *Porto Antico Spa* ou *Costa Spa* en obtienne la concession, reproduisant de façon inverse l'opposition entre ville et port déjà mise en avant par le *Forum*. En effet, les autres mesures souhaitées par *Vivi Banchi* concernent un contrôle accru des vendeurs ambulants et des pratiques de la zone, un des éléments les plus visibles de la gestion de *Porto Antico*.

*Forum* saisit le TAR (*tribunale amministrativo regionale*), qui sollicite l'avis de la *Soprintendenza*. Celle-ci émet un avis négatif au projet de la commune, reprenant des

---

<sup>1</sup> « Nous ne voulons pas que la Loggia soit intégrée au Porto Antico, parc de divertissement séparé du reste de la ville, à la limite c'est le contraire qui doit advenir. Nous imaginons la Loggia comme la porte du centre historique, porte qui doit conduire également à des zones jamais prises en considération comme la via del Campo ou la via di Pré. ».

<sup>2</sup> « On ne peut accepter que la Loggia soit écrasée par l'Expo, avec sa logique de parc d'attraction, de petits palmiers, de sa boule jamais terminée [celle de Renzo Piano pour le G8] et de l'élimination de toute trace historique du Porto Antico ».

arguments du forum. En effet, la *Soprintendenza* juge que le projet ne met pas assez en valeur le lieu, et surtout que la partition des espaces intérieurs ne permet plus la perception d'ensemble du monument. L'opposition se fait ainsi sur des arguments patrimoniaux, mais l'enjeu était bien le maintien d'un usage libre de ce monument, qui héberge des marchés, des expositions, des concerts, et est parcouru librement par les habitants.

A travers cet exemple apparaît le lien entre le mode de gestion, les destinataires et la destination spatiale de ce lieu. *Forum* propose la mise en place d'une régie publique sur la Loge, pour gérer les demandes d'utilisations pour des activités culturelles. Au final apparaît aussi l'identification entre mode de gestion (public pour la collectivité et délégation de service public confiée à une entité privée pour une valorisation commerciale) et type d'espace (espaces urbains historiques et port ancien au fonctionnement différent), indiquant des statuts différents, parfois incertains, éléments visibles dans les nouveaux espaces portuaires centraux.

#### **4. Des espaces au statut public incertain**

Les anciens espaces portuaires centraux rattachés à la ville fonctionnent également selon des modalités nouvelles, avec un contrôle accru des pratiques, sans que cela implique nécessairement une privatisation de l'espace.

À Gênes *Porto Antico*, ouvert en 1992, est à présent géré par un consortium constitué par le Port de Gênes, la Commune (majoritaire) et la Chambre de Commerce, constitué donc à majorité de financements publics. En revanche, la gestion suit des critères relevant du secteur privé, à travers l'instauration d'une Spa (*società per azioni*), *Porto Antico Spa*, qui élabore sa propre stratégie quitte à s'opposer à une partie de ses actionnaires, comme le montre la démission du président Renato Picco suite à un conflit avec l'Autorité Portuaire en 2006.

Le statut des espaces du *Porto Antico* apparaît complexe. Tout d'abord, en dépit de leur changement d'usage, ils demeurent propriété de l'État, mais laissés en concession à la société *Porto Antico Spa*. Comme le souligne A. Gazzola, ce statut contribue à une indécision de la part des habitants concernant le statut réel des espaces et les pratiques permises ou non : ainsi les espaces résidentiels du front de mer (près du musée de la mer) ne peuvent être achetés mais seulement loués pour des baux de 90 ans [Gazzola, 2006].

Ces espaces sont ouverts au public, mais fonctionnent de façon différente de ceux du centre historique. L'aire de l'*Expo 92* est entourée de grilles, au départ fermées la nuit. Face aux protestations de nombreux habitants et de l'association *Italia Nostra*, elles sont laissées ouvertes le soir, mais restent présentes dans le paysage, donnant prise à l'idée d'un statut différent. En effet, ce qui se joue est la relation à la ville, comme l'explique un membre de

*Italia Nostra* : « *l'area era una specia di isola felice al di fuori del centro storico ; dopo battaglie i cittadini sono riuscito ad ottenere a farsi che l'area del porto antico fosse comunque area pubblica, dove tutti possono andare, in effetti oggi per fortuna così è* »<sup>1</sup> [entretien G24]. Les règles y sont également différentes : interdiction de mendicité, de distribution de tracts sans autorisation, de jouer au football, mise en place d'un service de sécurité privée qui patrouille toute la journée, vidéosurveillance... Ce statut à part trace des frontières au sein de la ville. Les immigrés africains en fin d'après-midi s'installent le long des quais pour vendre des objets : le dernier vendeur se situe à la limite de la zone *Expo 92*, illustrant cette séparation invisible dans le paysage mais délimitant des usages possibles de l'espace public. Toutefois l'espace n'est pas totalement contrôlé : des jeunes marocains<sup>2</sup> s'y placent le soir pour vendre des roses aux couples qui s'y promènent, des musiciens s'y installent, mais les pratiques sont bien plus régulées que dans le centre historique adjacent.

À Valparaíso, la majeure partie des interventions sur le front portuaire est encore à l'état de projet. Certaines associations citoyennes posent néanmoins la question de l'usage des espaces publics, à travers le nouveau statut juridique de ces espaces. En effet, ils restent propriété nationale gérée par l'entreprise portuaire, qui ne peut alors qu'établir un régime de concession (d'une durée de 30 ans). Les modalités d'accès à cet espace demeurent un enjeu, induisant des craintes sur le possible contrôle des usages. Ces craintes ne sont pas totalement infondées : le quai ouvert en 2002 (Barón) est contrôlé le soir, réservé à la clientèle d'un club de nuit, tandis que les nouveaux espaces publics créés seront sous la responsabilité de l'entreprise concessionnaire. Dans une lettre ouverte en décembre 2006, le président de l'*Empresa Portuaria de Valparaíso*, German Correa, répond à ces craintes en précisant que ces espaces publics resteront accessibles pour tous, notamment pour Nouvel An<sup>3</sup>, et que l'EPV payera l'entreprise concessionnaire pour la gestion de ces espaces publics. Encore à l'état de projet, il est difficile de conclure sur le statut futur de ces espaces. Toutefois, les termes du débat indiquent bien qu'un des enjeux est le mode de gestion, entre public et privé, qui conditionne les usages possibles de ces espaces, et éventuellement les usagers.

---

<sup>1</sup> « *L'aire est une espèce d'île heureuse en dehors du centre historique ; après des batailles les habitants ont réussi à faire en sorte que l'aire du Porto Antico demeure une aire publique, où tout le monde peut aller, et en effet aujourd'hui il en est ainsi* ».

<sup>2</sup> Ils sont en majorité issus du Maroc, mais certains sont également tunisiens ou algériens. En Italie le terme marocain est utilisé de façon générique pour les maghrébins, comme équatoriens pour les latino-américains.

<sup>3</sup> La fête de Nouvel An est particulièrement importante à Valparaíso, du fait des feux d'artifice organisés dans la baie et visibles de toute part. À cette occasion, de nombreux habitants disposant d'une vue sur la baie sous-louent des chambres à des touristes de Santiago.

Les espaces du front de mer de Liverpool sont également l'objet de l'instauration de règles spécifiques, d'une façon différente. L'aire de l'Albert Dock est gérée par *Gower Street Estates*, organisation à but non lucratif créée par *Merseyside Development Corporation*. Les usages de ces espaces sont différents des espaces publics urbains, les chiens de compagnie ou les vélos sont par exemple interdits. Ainsi les espaces portuaires ludiques manifestent une même évolution au développement de règles différentes de celles prévalant habituellement dans les espaces publics urbains. Or cela n'est pas nécessairement comparable à l'exemple de *Paradise Street Area* : dans les cas de Liverpool et Gênes les espaces sont certes gérés par des organismes différents de l'autorité locale, mais composés d'institutions locales.

Cette évolution pose la question de la formation d'une enclave touristique au sein de la ville, avec des règles différentes des autres espaces urbains, pour d'autres usagers, ce que R. Judd analyse comme le développement d'une bulle touristique (« *tourist bubble* ») : « *hasta las ciudades con altos niveles de criminalidad fueron capaces de generar islas y reservaciones que pudieran ser habitadas cómodamente por turistas y residentes de clase media.* »<sup>1</sup> [Judd, 2003<sup>2</sup>]. L'expression de bulle touristique n'implique donc pas le seul usage touristique de ces espaces, qui servent aussi, comme à Gênes, Valparaíso ou Liverpool, d'espaces résidentiels. Elle interprète cette formation de lieux enclavés et protégés comme la solution au développement d'activités dans des lieux dégradés. Toutefois, cette analyse présente un cas limite et archétypique, que l'on ne retrouve que dans quelques lieux (*Harbor Place* à Baltimore, Las Vegas) : D. Judd invoque la formation d'enclaves comme une tendance et non un phénomène partout accompli. En effet, des processus inverses jouent également : le touriste dispose de sa propre curiosité le poussant à explorer d'autres aires urbaines<sup>3</sup> tandis que les habitants fréquentent les lieux perçus comme touristiques. D. Judd évoque également le parti pris dans certains cas de s'appuyer sur la spécificité des villes et de leurs espaces habituels comme support de l'attractivité touristique. Or les trois villes étudiées manifestent ces évolutions. Porto Antico et l'Albert Dock constituent des espaces de loisirs pour les habitants ; la ville elle-même est un espace cible des politiques visant à développer le tourisme dans les trois cas.

---

<sup>1</sup> « *Même les villes avec un taux élevé de criminalité furent capables de générer des îles et réserves pouvant être habitées de façon commode par des touristes et des résidents de classe moyenne* ».

<sup>2</sup> L'article cité constitue la traduction dans la revue *Eure* du texte anglais, auquel je n'ai pu avoir aussi facilement accès. En effet, la revue *Eure*, de l'Universidad de Santiago, élabore un travail de traductions de nombreux textes de la géographie anglo-saxonne.

<sup>3</sup> Elle cite également l'ironie comme forme de distanciation développée par le touriste face à des espaces fortement contrôlés et sécurisés.



Une autre hypothèse peut alors être proposée : celle d'une similaire orientation dans les espaces urbains centraux à une forme de contrôle des pratiques et des espaces. La production d'un espace commercial au centre, *Paradise Street Area*, s'inscrit dans le cadre de cette hypothèse, tout comme le projet de transformer la Loggia dei Banchi en espace de promotion du centre historique. D'une façon plus large peut être posée la question de la normalisation des espaces et des pratiques.

## B. Normalisation des espaces et des pratiques

Les transformations, étudiées du point de vue patrimonial et urbanistique, des évolutions sociales, des usages commerciaux, des configurations d'acteurs, se traduisent par une même évolution vers la définition de règles nouvelles de gestion de l'espace et des pratiques.

### 1. La sécurisation des espaces à Liverpool et Gênes

La sécurisation des espaces est pensée comme condition de leur mise en valeur. Liverpool et Gênes représentent deux conceptions différentes de la sécurisation des espaces.

À Gênes les comités qui se sont mis en place dans les années 1990 avaient pour revendications la sécurisation des espaces et la lutte contre la délinquance multiforme (agressions dans le centre, trafic de drogue - *spaccio* -, sentiment diffus d'insécurité). Dans le cadre du Plan *Urban II* est établi un plan de sécurité (*piano di sicurezza*), intégré dans le « *progetto pilota di Pré* », consacré aux quartiers présentant le plus de problèmes.

L'action de la municipalité s'inscrit dans une réflexion plus générale. La municipalité de Gênes est membre du FISU, *forum italiano per la sicurezza urbana*, section nationale du FESU, Forum Européen pour la Sécurité Urbaine, créé en 1987 sous l'auspice du Conseil de l'Europe, qui regroupe 300 autorités locales, essentiellement espagnoles, françaises, italiennes et belges, et développe une réflexion sur les bonnes pratiques urbaines en matière de sécurité. En 2000 à Naples a été adopté un manifeste<sup>1</sup> qui promeut le développement de villes multiculturelles, l'intégration de la sécurité aux politiques urbaines de façon large, pose le principe de la nécessité de « *l'inclusion* » et de la « *prévention* ». Le principe de tolérance zéro est appliqué à l'exclusion (« *tolérance zéro à l'exclusion* »)<sup>2</sup> tandis que les politiques

---

<sup>1</sup> « *Sécurité & démocratie, le manifeste des villes* », décembre 2000, Forum Européen pour la Sécurité Urbaine.

<sup>2</sup> À contre-courant de la démarche prônée par certains criminologues visant à appliquer la tolérance zéro à toute conduite urbaine déviante.

seulement pénales et répressives sont jugées inefficaces. Des partenariats au niveau local sont encouragés. La ville de Gênes est impliquée dans ce réseau et cet échange de pratiques. L'actuel président de FISU, Claudio Montaldo, a été conseiller municipal de Gênes, vice-maire entre 1996 et 2002 et est à présent conseiller régional à la sécurité. Une conseillère municipale, ancienne fonctionnaire de la police, est chargée par le maire de coordonner les actions de sécurité (l'action de la police nationale, *carabinieri*, et municipale, *vigili urbani*, et les relations avec le préfet), et s'implique dans les actions de prévention, notamment auprès des enfants étrangers. Cette politique est mue par la volonté de « *cercare di portare avanti tutta una serie di interventi che riguarda la prevenzione, no la repressione. La repressione appartiene ovviamente alle forze di polizia, o vigili urbane, invece la prevenzione riguarda soprattutto la comune, soprattutto la provincia, l'ente locale, perché ¿ perché noi seguiamo un concetto base, che ormai é accettato al livello europeo che il degrado crea i presupposti dell'insicurezza.* »<sup>1</sup> [entretien G20]. Ainsi la mise en place d'une politique de sécurité s'intègre dans l'action générale de réhabilitation des espaces.

L'idée directrice de la commune est d'agir sur la sécurité des espaces par la circulation, élément de prévention. La création de flux en créant de nouveaux usages dans le centre est pensée comme une condition de la diminution de l'insécurité : « *creare un flusso di persone consistente capace di influire sul sociale, operando molto sulla presenza di alberghi e di alloggi per studenti* »<sup>2</sup> [Comune di Genova, Settore Centro Storico, Piano della Sicurezza]. En effet, l'absence de fréquentation crée des espaces propices à la délinquance : « *il ragazzo che spaccia droga dove va ? va soprattutto dove c'è un ambiente che non è frequentato, e non frequentato è piu degradato, allora il centro storico è stato per anni un punto di riferimento della criminalità locale* »<sup>3</sup> [entretien G20]. Aussi le développement de la *movida* dans la partie sud du centre historique est-il souvent perçu comme un des instruments de la lutte contre l'insécurité. La création de flux de circulation est donc l'instrument d'action principal contre l'insécurité et son sentiment diffus. Ce principe est parfois mis à mal par la fermeture de certaines ruelles étroites. Toutefois cela n'est pas contradictoire avec ce principe

---

<sup>1</sup> « *chercher à faire avancer toute une série d'interventions qui concernent la prévention, et pas la répression. La répression appartient évidemment aux forces de police ou aux vigiles municipaux, en revanche la prévention concerne avant tout la municipalité, surtout la province, l'autorité locale, pourquoi ? Parce que nous nous basons sur un concept de base qui est désormais établi au niveau européen, qu'un [environnement] dégradé crée les conditions de l'insécurité.* ».

<sup>2</sup> « *créer un flux consistant de personnes capable d'influer sur le [contexte] social, en misant beaucoup sur la création d'hôtels et de logements pour étudiants* ».

<sup>3</sup> « *le jeune qui vend de la drogue, où va-t-il ? il va surtout dans un environnement qui n'est pas fréquenté, et [un environnement] moins fréquenté est plus dégradé, alors le centre historique a été pendant des années un espace de référence pour la criminalité locale* ».

général de circulation : les portails concernent des impasses étroites et sombres, donc non concernées par des flux externes. Leur fermeture est une demande des habitants, pour éviter qu'elles soient utilisées comme lieux d'aisance ou d'activités illicites.

À Liverpool, le *city centre* est l'objet d'une politique visant à créer un sentiment accru de sécurité, reprenant des éléments relevant de l'« *urbanisme de la sécurité* » [Bourdin, 2004], par l'action sur l'environnement urbain. Liverpool a longtemps eu la réputation d'être la ville la plus dangereuse du Royaume-Uni, avec dans les années 1970 les taux de délinquance les plus élevés [Coleman, Sim, 1998]. Toutefois, la politique de sécurisation des espaces s'inscrit également dans une politique nationale<sup>1</sup>, prônant l'utilisation de la vidéosurveillance de façon large, financée dans les années 1990 par des fonds nationaux et européens, *via* le *CCTV Challenge* [Painter, Tilley, 1999]. Au niveau national sont encouragés des partenariats pour la gestion des questions d'insécurité au sein de la ville. Ainsi à Liverpool a été mis en place « *city safe* », partenariat entre le *Liverpool City Council*, les forces de police, et des représentants des acteurs locaux et communautaires.

En 1994 sont installées les premières caméras de vidéosurveillance à Liverpool avec la mise en place du CCTV, *Closed Circuit Television* : les images sont visionnées par une société privée en liaison avec le poste de police central. Le *city centre* est l'espace prioritaire de ces installations, pour un total de 242 caméras, gérées à présent par *City Watch*, partenariat entre le *Liverpool City Council* et *City Police*. Cofinancé par le secteur privé, le système CCTV vise aussi à créer un sentiment de sécurité dans le principal espace commercial de la ville [Coleman, Sim, 1998]. Ce développement des caméras est interprété comme le développement de mécanismes de « *social control* » [Coleman, Sim, 2000<sup>2</sup>], puisque les caméras permettent d'identifier les personnes potentiellement dangereuses, avant qu'un acte délictueux ne soit commis. D'autres interventions visent à modifier l'environnement pour le rendre plus sécurisant : illumination des rues, installation de postes de sécurité (« *help points* ») permettant d'être en contact direct avec un poste de police, dans une zone sous vidéosurveillance, interdiction de la consommation d'alcool en extérieur.

La sécurisation des espaces passe ainsi par une transformation de leur environnement, que ce soit *via* des mécanismes de contrôle ou par la génération de flux de circulation, dans un

---

<sup>1</sup> Le meurtre d'un enfant de 3 ans, James Ulger, enlevé par deux enfants dans un centre commercial de Liverpool en 1993 a été un élément accélérant un consensus national sur la nécessité de rendre plus sûrs les espaces publics par l'instauration de la vidéosurveillance.

<sup>2</sup> Il faut noter le très beau titre de cet article, *You'll never walk alone*, clin d'œil au chant mondialement connu des supporters du club de football de *Liverpool FC*, mais qui traduit également le sentiment d'être sous un regard constant et indéterminé du fait des nombreuses caméras dans le centre.

même objectif de normalisation des espaces et des pratiques. Or le tourisme et le patrimoine constituent également des vecteurs de la transformation des espaces.

## **2. Le tourisme et le patrimoine, vecteurs de changement des pratiques urbaines**

Touristes et résidents sont souvent considérés dans une même ville comme deux ensembles disjoints, toutefois un touriste peut aussi habiter la ville [Stock, 2007]. M. Stock situe cet élargissement du sens de l'habiter dans la rupture avec une vision centrée sur l'immobilité de l'individu, liée à son seul lieu de résidence principal, alors que l'« *habiter contemporain* » est marqué par « *le va-et-vient temporaire de toutes sortes d'habitants, dont les touristes* » [Stock, 2007 : 25]. Cet habiter touristique est caractérisé par la fréquentation d'un « *lieu autre* », fonctionnant comme « *lieu de récréation* » ou de découverte. Il a son mode d'emploi, sous la forme du guide touristique ou de voyage, et son mode d'être, l'« *être-touriste* » [Équipe MIT, 2002 : 79]. Or, sans aller jusqu'à affirmer que le résident lui-même peut être un touriste au sein de sa propre ville, ce qui brouillerait ces notions, il est possible dans certains cas d'observer des analogies avec les pratiques de l'habiter touristique, lors des transformations du sens des lieux au sein de la ville, et des modalités de la découverte des espaces. Cette appropriation d'espaces de leur propre ville sous un mode touristique par certains résidents constitue de surcroît un adjuvant au développement du tourisme dans l'esprit de certains acteurs. Cette appropriation est à la fois en pratique et idéelle : elle implique de pratiquer les espaces destinés au tourisme, et à adopter le point de vue supposé du touriste pour accepter les changements.

### *2.1 Gênes, à la découverte du centre historique*

À Gênes le réinvestissement du centre historique passe dans l'optique des acteurs publics et associations par une redécouverte de ces espaces par les habitants.

#### *Un espace méconnu d'une partie des génois*

Du fait de sa marginalisation, et du fort sentiment d'insécurité, le centre historique n'est pas parcouru par une partie des habitants. De nombreux habitants ou habitués du centre historique évoquent les anecdotes de génois perdus, désorientés, sans savoir dans quelle direction est la mer<sup>1</sup>. L'architecte Saviero se souvient d'un exemple qui a selon lui valeur de paradigme de cette méconnaissance : « *Fino a un po di anni fa ma ancora oggi, chi vive in*

---

<sup>1</sup> Cela concerne aussi souvent les policiers et vigiles municipaux.

*certe zone residenziale, come no tanto come Castalleto ma forse Albaro, Albaro è un quartiere al nordest della città, non conosce il centro storico, io mi ricordo : i primi anni 90, primo metà, intorno al 94 95, io camminavo, stavo venendo via de la faculta, tornando qui per la facolta di architettura, e 20 metri piu avanti, dieci metri davanti di me c'era la presida de la facoltà di architettura che vivevaa en Albaro e la vedevo in giro un po come sperduta, a un certo, a una persona, scusi per andare al mare, da che parte bisogna andare (rires), [...], pero è significativo di come molti genovesi non conoscano il centro storico. »<sup>1</sup>.*

Différentes initiatives se développent dans les années 1980 et 1990 pour permettre la découverte et la pratique du centre historique par ses habitants, selon des modalités proches de la découverte touristique, par le biais d'intermédiaires fonctionnant comme guides, dont *Genova Insieme*, qui a joué un rôle précurseur. Ce mouvement naît en 1992, lorsque les personnels des musées, pour sensibiliser la population à la difficulté de leur gestion, les ouvrent le samedi soir et quelques guides touristiques décident de conduire à cette occasion des visites. Le succès est tel qu'ils étendent le principe au centre historique, offrant des visites aux habitants qui souvent ne pratiquent pas cet espace.

#### *Pratiques et apprentissage du centre historique*

Sans assimiler ces résidents en visite à des touristes, on peut tracer un parallèle entre cette activité et l'« être-touriste ». Elle est présentée sous le registre de la promenade et de la flânerie : « *partiamo a spasso, [...], qualcosa forse come flaner, e partiamo a spasso i genovesi per la città per vedere cose interessante* »<sup>2</sup> [entretien G33], tout en s'appuyant sur une préparation minutieuse de chaque sortie et une volonté de découverte, parfois mise en scène comme lors des visites Sésame, où des propriétaires ouvrent les portes de leurs palais.

La confrontation volontaire à l'altérité est également un trait fondamental de l'être-touristique [Équipe MIT, 2002], toutefois, cette altérité n'est pas liée nécessairement à une distance géographique importante : « *l'altérité peut se trouver dans une proximité immédiate, au coin de la rue [...]. La question de l'altérité se joue, non pas tant dans les lieux eux-mêmes, mais dans le rapport que chacun d'entre nous entretient avec les lieux.* » [Équipe

---

<sup>1</sup> « Jusqu'à il y a quelques années mais encore aujourd'hui, [celui] qui vivait dans certaines zones résidentielles, comme ... pas tant Castelleto mais peut-être Albaro, Albaro est un quartier au nord-est de la ville, ne connaît pas le centre historique. Je me rappelle : aux débuts des années 1990, première moitié, 1994 ou 1995, je marchais, je venais de la rue de la faculté, je tournais là pour aller à la faculté d'architecture, et 20 mètres devant, dix mètres devant moi, il y avait le président de la faculté d'architecture, qui vivait à Albaro, et je le voyais marcher un peu perdu, et [il demandait] à une personne : pardon, pour aller à la mer de quel côté faut-il aller, mais c'était significatif du fait que de nombreux génois ne connaissent pas le centre historique. ».

<sup>2</sup> « nous partions en promenade, quelque chose qui est proche de « flâner », et nous emmenions en promenade les génois à travers la ville pour voir des choses intéressantes ».

MIT, 2002 : 84]. La confrontation à l'altérité, sous une forme maîtrisée et initiatique, est également présente lors des visites de *Genova Insieme*. Les visiteurs passent par les *vicoli* les plus étroits et les plus sales, ceux où de nombreuses personnes hésiteraient à s'engager seules : « *queste persone che vengono sono persone di Genova, sanno che ci sono dei carruggi che sono sporchi, al limite, soprattutto se sono donne, soprattutto se sono donne non giovanissime, da sole non ci andrebbero, allora dicono que bello, andamo tutti insieme, e ogni tanto passiamo davanti a la prostituzione, ogni tanto passiamo davanti a quello che vende la droga, e noi passiamo lo stesso* »<sup>1</sup> ; et peuvent produire des rencontres improbables : « *c'era una prostituta che partecipava sempre alle visite, [...] vico del amor perfetto, c'è una prostituta anciana, [...] sta li seduta sempre, e quando passiamo di li lei proprio ascolta e poi a un certo punto dice anche qualcosa, ma che bello, ma che interessante, ma signora perchè si chiama vico del amor perfetto, lei proprio sempre parla e poi saluta arriverderci, arriverderci, come se fosse sua la piazza* »<sup>2</sup> [entretien G33].

Le rapport aux lieux permet de poursuivre le parallèle entre visites de découverte des résidents des espaces urbains et pratiques liées à l'être-touristique, tous deux mettant en jeu un « *apprentissage des lieux* » [Équipe MIT, 2002 : 139], tout en contribuant à la transformation de ces mêmes lieux. Outre la découverte du patrimoine du centre historique, de sa géographie particulière, le but de la visite est de permettre une pratique individuelle. Lors des premières visites, un groupe de commerçants encourageait l'initiative en offrant à la fin la *foccaccia* et un verre de blanc, espérant revoir ces visiteurs dans leurs boutiques.

#### *Transformer le centre historique par le mouvement*

*Genova Insieme* inscrit également ses visites (94 dans le centre historique entre 1996 et 2002) dans une volonté de participer aux transformations du centre historique.

Cette activité de redécouverte de la ville est liée au développement du tourisme dans l'esprit de *Genova Insieme* : « *allora ci siamo resa conto che servira proprio, si, fare promozione della città verso l'esterno, ma che c'era anche desiderio da parte dei cittadini di*

---

<sup>1</sup> « Ces personnes qui viennent sont des personnes de Gênes, elles savent qu'il y a des carruggi sales. À la limite, surtout si ce sont des femmes, surtout si ce sont des femmes plus très jeunes, seules elles n'iraient pas, alors elles disent, bon, allons-y toutes ensemble, et parfois nous passions devant des prostituées, parfois nous passions devant un vendeur de drogue, et on passait quand même ».

<sup>2</sup> « il y avait une prostituée qui participait toujours aux visites, vico [ruelle] de l'amour parfait, [c'est] une prostituée âgée, elle était toujours là, assise, et quand nous passions là elle écoutait vraiment et à un moment elle disait aussi quelque chose, [par exemple], « mais comme c'est beau !, mais comme c'est intéressant !, mais madame pourquoi ça s'appelle ruelle de l'amour parfait, elle parlait toujours et après nous disait au revoir, comme si la place lui appartenait ».

*conocere la città e allora abbiamo cominciato questa attività »<sup>1</sup> ; en effet, il s'agit d'une forme de conscientisation des habitants à la valeur de ces espaces non pratiqués : « *perchè ci siamo accorti che veramente Genova, per promuovere Genova bisognava partire no de l'esterno ma quasi dell' interno. Mancava la coscienza dei cittadini del, come fosse interessante Genova o per lo meno c'è la voglia di scoprirlo ma le persone sapevano poco e quindi è un poco questo quello che facciamo »<sup>2</sup>. Pour développer le tourisme, il s'agit de développer parmi les habitants une prise de conscience de la valeur d'espaces qu'eux-mêmes ne fréquentent pas.**

En permettant la découverte, le but est au-delà de la sensibilisation au patrimoine d'encourager à la fréquentation : « *L' idea era proprio quella, di creare dei percorsi nuovi nel centro storico e adesso si vede che nelle zone dove c'è movimento la vita è molto cambiata, dove non ci sta movimento c'è ancora problemi, se tu stai a San Matteo, San Matteo è un posto turistico di grande passeggio, non c'è nessun problema ; gia, non so, via San Bernardo qua dietro, di notte ogni tanto, pichianno, c'è qualche problema di piu, è proprio un problema di creare movimento, infatti noi abbiamo sempre, in tutte le presentazioni della nostra associazione l'abbiamo sempre scritto che un tipo di attività costante nel centro storico, culturale ma anche un po di sociale, a qui partecipanno tante persone, è il modo migliore per migliorare le condizioni sociali »<sup>3</sup>.*

Le mouvement constitue ainsi une condition de l'amélioration de ces espaces, rejoignant les vues des autorités publiques sur la nécessité de créer des flux au sein du centre pour sa récupération.

## 2.2 Le patrimoine et le tourisme, vecteur d'apprentissage de la ville par ses habitants à Valparaiso

---

<sup>1</sup> « *alors nous nous sommes vraiment rendus compte que ça allait servir, de faire la promotion de la ville vers l'extérieur, mais qu'il y avait aussi le désir de la part des citoyens de connaître la ville et nous avons donc commencé l'activité ».*

<sup>2</sup> « *Parce que nous nous sommes rendus compte que vraiment Gênes, ...pour promouvoir Gênes il fallait partir non de l'extérieur mais quasiment de l'intérieur. Il manquait la conscience des habitants de ..., à quel point Gênes est intéressante ou parfois il y avait la volonté de le [le centre historique] découvrir mais les gens savaient peu de choses, ainsi c'est un peu cela que nous faisons. ».*

<sup>3</sup> « *L'idée était vraiment de créer de nouveaux parcours dans le centre historique et maintenant qu'il apparaît qu'il y a du mouvement dans ces espaces la vie [y] a beaucoup changé. Là où il n'y a pas de mouvement il y a encore des problèmes ; si tu te places San Matteo, San Matteo est un lieu touristique avec beaucoup de passage, il n'y a aucun problème ; mais déjà, je ne sais pas, [disons] via San Bernardo là derrière, de nuit parfois, il y a des bagarres, il y a plus de problèmes, c'est vraiment une question de création de mouvement. En effet, nous avons toujours, dans toutes les présentations de notre association, nous avons toujours écrit qu'une activité continue dans le centre historique, culturelle mais aussi un peu sociale, où participent beaucoup de personnes, est le meilleur moyen pour améliorer les conditions sociales ».*

À Valparaíso, l'appropriation par les habitants de la ville sous un mode touristique et patrimonial est perçue à la fois comme une condition du développement touristique plus large et une façon de normaliser les conduites au sein de la ville. Le problème n'est pas d'amener les habitants à pratiquer des espaces, mais à modifier leurs comportements. Il s'agit de développer une conscience du tourisme et du patrimoine et de leurs effets positifs auprès des habitants, pour modifier leurs pratiques et les rendre conformes au maintien d'une image patrimoniale, et améliorer les relations entre touristes et résidents.

### *Les conduites urbaines déviantes*

Selon certains acteurs, les problèmes urbains sont liés à de mauvaises conduites urbaines, responsables de la dégradation du patrimoine. Jeter un papier dans la rue, laisser les sacs d'ordures à même le sol ou les jeter dans les *quebradas* (ravins entre deux collines, parfois transformés en micro-décharges), tagger, laisser proliférer chiens et chats dans la rue, uriner dans une ruelle, sont les conduites considérées comme responsables de l'état des espaces publics de Valparaíso. Ce discours se retrouve aussi bien dans le *Mercurio de Valparaíso* qu'au travers de différents entretiens menés avec des acteurs locaux ou des habitants. Les problèmes urbains sont de la faute des habitants, desquels s'excluent ceux qui les accusent.

De nombreux éditoriaux et articles du *Mercurio de Valparaíso* constituent un exemple de ce discours. Entre 2001 et 2006, 108 articles répertoriés évoquent les problèmes urbains en lien avec les pratiques citadines. Les articles commencent par l'évocation de ces problèmes urbains, mêlant dans certains cas dégradation physique et présence de marginaux, ainsi cette description du quartier portuaire : « *Allí no sólo se ven calles agrietadas, sino también se aprecian mendigos y borrachos que deambulan con una botella entre sus manos y duermen en cualquier rincón o escaño. Lo mismo ocurre con la basura y el desaseo que se ve en las vías.* »<sup>1</sup> [31/01/2002]. Les articles traitant des problèmes urbains s'appuient également sur les jugements d'habitants qui soulignent les mauvaises conduites, ainsi cette résidente commentant la situation sanitaire de Valparaíso : « *Hay lugares donde es común ver ratones a plena luz del día. Hay vecinos que los han tenido que sacar de sus propias casas antes que muerdan a alguno de sus hijos. Y todo porque la gente no entiende que no hay que botar*

---

<sup>1</sup> « *Là non seulement sont visibles des rues crevassées, mais aussi des mendiants et des personnes saoules qui déambulent une bouteille dans les mains et dorment dans n'importe quel recoin. La même chose apparaît avec les ordures et le manque d'entretien visible dans les rues.* »



*basura en otros lados. Los perros vagos viven en esos lugares.* »<sup>1</sup> [El Mercurio de Valparaíso, 3/5/2001]. Lors de la candidature Unesco, les problèmes urbains sont également présentés comme facteur pouvant entraîner l'échec du processus.

Les éditoriaux du *Mercurio* évoquent alors à plusieurs reprises la nécessaire responsabilisation des habitants : « *Ya es definitivamente cierto que el progreso de nuestras ciudades y el perfeccionamiento de sus sistemas de vida en lo urbano es tarea común, participativa, asociada; es indispensable que se genere una importante corriente de responsabilidad individual y colectiva, única manera de ir hacia adelante en la tarea de modernizar el entorno.* »<sup>2</sup> [El Mercurio de Valparaíso, 1/13/2004]. Cela implique une conscientisation : « *aseo y la limpieza de la ciudad, materia en la cual es posible que se haya avanzado aunque no al ritmo deseable; falta mucho todavía para alcanzar niveles adecuados de concientización social a ese respecto porque, en realidad, se trata de despertar conciencia acerca de la responsabilidad ciudadana en esa materia.* »<sup>3</sup> [El Mercurio de Valparaíso, 10/2/2004] ; et donc la mise en place d'actions spécifiques : « *se tiene un repertorio importante de problemas urbanos. Y es conveniente entender que en sus soluciones es exigible la intervención de las autoridades pertinentes junto a la de los ciudadanos, en una tarea con contenido socializador.* »<sup>4</sup> [El Mercurio de Valparaíso, 11/5/2004].

Cette mise en évidence des conduites urbaines responsables de la dégradation de la ville apparaît paradoxale. D'abord, la responsabilisation des habitants pour la présence des déchets peut sembler sévère. En effet, le service de collecte des déchets n'est pas toujours assuré. Les investissements publics sont dans certains cas insuffisants, et la crise des finances municipales est telle qu'elle entrave l'action municipale. Surtout, ce discours contraste avec l'amour et l'attachement supposés des habitants pour leur ville, autre discours récurrent sur Valparaíso. Les *porteños* aiment leur ville mais ont des comportements irrespectueux à son

---

<sup>1</sup> « *Il y a des lieux où il est courant de voir des rats en plein jour. Il y a des habitants qui ont dû les chasser de leur maison avant qu'ils ne mordent un de leurs enfants. Et tout cela parce que les gens ne comprennent pas qu'il ne faut pas jeter les déchets n'importe où. Les chiens errants vivent aussi dans ces lieux [décharges sauvages].* »

<sup>2</sup> « *Il est dorénavant certain de façon définitive que le progrès de nos villes et le perfectionnement de leurs systèmes urbains constituent une tâche collective, impliquant la participation ; il est indispensable que se développe un important courant de responsabilité collective et individuelle, unique manière d'avancer dans cette tâche de modernisation de notre environnement.* »

<sup>3</sup> « *La propreté et le nettoyage de la ville, thème où il est possible qu'il y ait eu des avancées, même si pas au rythme nécessaire ; il manque beaucoup encore pour atteindre des niveaux adéquats de conscientisation sociale sur ce thème parce que en réalité il s'agit d'éveiller une conscience de la responsabilité citadine sur ce thème.* »

<sup>4</sup> « *Il y a un répertoire important de problèmes urbains. Et il est opportun de comprendre que leur solution implique l'intervention des autorités concernées et celle des citoyens, dans une tâche au contenu socialisant.* »

égard : cette contradiction est souvent interprétée par le manque de culture (« *falta de cultura* » ou « *falta de educación* »<sup>1</sup>) de certains habitants, notamment ceux issus des quartiers populaires.

Cette mise en accusation des conduites individuelles signifie également que les problèmes urbains de Valparaíso peuvent être en partie résolus à l'échelle micro-urbaine, par un processus de conscientisation des habitants à la valeur de la ville et à l'adoption de conduites urbaines acceptables. Le remède consiste à apprendre à connaître et respecter la ville pour y développer des pratiques urbaines conformes à la protection patrimoniale. Chaque *porteño* devra être porteur de connaissances sur la ville, pouvant guider les touristes, apprenant ainsi la valeur de la ville. De nombreux programmes visent ce but : incorporation dans les programmes scolaires voire universitaires d'enseignements sur Valparaíso, développement des visites scolaires dans les espaces patrimoniaux. Le patrimoine et le tourisme sont alors considérés comme vecteurs de cette conscientisation permettant de modifier les comportements individuels à l'égard de la ville.

#### *La conscientisation*

Comme à Gênes où il s'agissait de convaincre les habitants eux-mêmes de la valeur culturelle et touristique du centre historique, un discours récurrent à Valparaíso concerne la nécessaire conscientisation des acteurs et habitants par la reconnaissance de la valeur patrimoniale de la ville. Le Président Ricardo Lagos en 2001, lors d'un séjour dans le Palais Présidentiel de Viña del Mar, déclare : « *Valparaíso no se quiere creer que va a ser Patrimonio de la Humanidad y que va a estar entre los grandes. Eso es lo que me molesta ... Nunca hemos invertido más plata acá, nunca. [...] Lo que pasa es que yo creo más que los porteños en Valparaíso, porque he planteado todo un programa de recuperación de su patrimonio, porque hay que mostrarlo, porque es bello* »<sup>2</sup>.

Le directeur du département du tourisme de la municipalité, reprend cet aspect en évoquant le rôle crucial de la candidature Unesco dans le développement d'actions en faveur du tourisme culturel, par le biais de la prise de conscience des possibilités de la ville : « *Yo creo que la nominación, lo que ha hecho primero ha creado dentro de los habitantes de la ciudad una consciencia diferente, sobre su misma ciudad digamos, lo ha valorado [...]*

---

<sup>1</sup> « manque de culture » ou « manque d'éducation ». Ces expressions constituent un *leitmotiv* des explications sur les problèmes urbains, en entretien ou dans les conversations quotidiennes.

<sup>2</sup> « Valparaíso ne veut pas croire qu'elle va être patrimoine de l'Humanité et qu'elle va être parmi les grandes. C'est cela qui me dérange ... Jamais n'a été investi autant d'argent ici, jamais. [...] Ce qui se passe c'est que j'[y] crois plus que les habitants, [pour cela que] j'ai mis en place tout un programme de récupération du patrimoine, parce qu'il faut le montrer, parce qu'il est beau. »

*primero ha sido todo un proceso, en termino de descubrir que Valparaíso ha potenciado del punto de vista turístico* »<sup>1</sup> [entretien V9, 2004]. Tourisme et patrimoine sont liés, présupposant tous deux d'abord une prise de conscience de la part des habitants et des acteurs.

Ce travail de conscientisation s'est également traduit par des programmes destinés explicitement à cet aspect, tournés vers les habitants, réalisés par EuroChile et CORFO, avec le double objectif d'en faire des alliés dans le développement touristique et d'induire des comportements urbains conformes à de nouvelles normes.

Dans le cadre de *Puerto Cultura*, CORFO (*Corporación de Fomento de la Producción*) a développé des campagnes destinées à développer une conscience accrue de l'importance du tourisme et du patrimoine, aussi bien parmi les habitants que les acteurs publics et les entrepreneurs, notamment « *el turismo es riqueza* »<sup>2</sup> et « *rutas patrimoniales* ». « *El turismo es riqueza* » est le nom d'une campagne développée par l'OMT (Organisation Mondiale du Tourisme), présentée fin janvier 2004 à la première conférence mondiale consacrée aux communications dans le tourisme (*Tourcom*), à Madrid. Il s'agit d'un programme de sensibilisation à l'importance économique du tourisme et son rôle dans le dialogue interculturel. *El turismo es riqueza* a été développé par *Puerto Cultura* qui a pris contact avec l'OMT pour la réalisation des supports de communication. Des affiches sont placardées dans la ville, représentant des monuments et lieux emblématiques de la ville observés par des habitants, titré « *esta es mi patrimonio* ». L'idée est de développer la conscience de la nécessité du développement du tourisme au sein de la ville : « *lo adaptamos a la realidad de Valparaíso, entonces a través de este mensaje el turismo riqueza nosotros lo queremos entender a los ciudadanos de Valparaíso de la ciudad que el hecho de generar una actividad económica no solamente generar una ganancia para el empresario, también para el como ciudadano, porque se va a generar una actividad económica, un nivel de empleo* »<sup>3</sup> [entretien P. Orbene, V15].

*Rutas patrimoniales* est un programme développé par CORFO consistant en la création de routes patrimoniales destinées à la fois aux touristes et aux habitants. En amont de ce projet, CORFO avait conduit une enquête montrant que seuls 2% des habitants étaient

---

<sup>1</sup> « Je crois que le classement, ce que ça a fait en premier lieu c'est de créer parmi les habitants de la ville une conscience différente, sur sa propre ville, ça l'a valorisée [...], ça a été tout un processus, de découvrir que Valparaíso a des potentialités du point de vue touristique ».

<sup>2</sup> « Le tourisme est une richesse ».

<sup>3</sup> « nous l'adaptons à la réalité de Valparaíso, ainsi à travers ce message du tourisme comme richesse nous voulons faire comprendre aux habitants de Valparaíso que le fait de générer une activité économique non seulement génère un bénéfice pour l'entrepreneur mais aussi pour l'habitant, parce qu'une activité économique va se développer et donc un niveau d'emploi ».

capables de présenter les valeurs patrimoniales de Valparaíso et les espaces patrimoniaux. Ces routes touristiques doivent faire l'objet d'une appropriation de la part des habitants, comme l'explique la responsable du projet *Puerto Cultura* : « *Son rutas turísticas, para los turistas, ya, lo que sucede es que tu para poder crear rutas turísticas tienes igual que crear un poco de consciencia dentro del ciudadano porque no sirve por nada por ejemplo con tener una tremenda plaza super linda cuando el día a lo mejor mañana cuando no están los vigilantes va a venir un ciudadano e la rompera o va a hacer un grafitio entonces lo que se intenta de crear es como generar este sentido de apropiación entre el ciudadano y el bien patrimonial* »<sup>1</sup> [entretien P. Orbene, V15]. Pour appuyer cette activité est également mis en place le programme *Buenas Practicas Patrimoniales*, qui consiste en l'édification de douze règles de gestion des espaces patrimoniaux, par exemple participer à la propreté des espaces en jetant ses déchets dans les lieux prévus.

En 2002, *EuroChile*<sup>2</sup> développe une activité similaire de conscientisation au niveau local, suite à la mise en place du projet pilote, « *Valparaíso patrimonial* », visant à développer une image de marque de Valparaíso au niveau mondial, en appliquant ensuite une méthodologie similaire aux autres destinations touristiques chiliennes. Le *Mercurio de Valparaíso* participe au projet. Le journal est chargé de relayer les avancées du projet *Valparaíso Patrimonial*, mais également de sensibiliser ses lecteurs aux potentialités touristiques de Valparaíso. Ainsi les actions sont à la fois tournées vers l'intérieur et l'extérieur, conformément à la distinction faite par M. Rosenberg [2000] entre marketing interne et externe. Le document formalisant cette coopération entre le *Mercurio* et *Eurochile* précise ainsi l'objectif (« *Sensibilizar a la comunidad a través de mensajes breves asociados a una imagen o logo de Valparaíso, y de entrevistas y testimonios acerca de las potencialidades turísticas de Valparaíso.* »<sup>3</sup>), la cible (« *Ciudadanía, Actores Turísticos y Autoridades.* »<sup>4</sup>) et l'outil (« *Se propone utilizar la sección de Opinión del diario* »<sup>5</sup>). Un calendrier de publications est établi, avec au total 17 tribunes, traitant de la thématique

---

<sup>1</sup> « *Ce sont des routes touristiques, pour le touriste, ce qui se passe c'est que pour créer des routes touristiques tu dois créer un peu de conscience chez l'habitant, parce qu'il ne sert à rien d'avoir une magnifique place très belle si un jour peut-être même demain quand la police n'est pas là arrive un habitant qui la dégrade ou va faire un graffiti ainsi ce qu'il s'agit de créer est ce sentiment d'appropriation entre l'habitant et le bien patrimonial* ».

<sup>2</sup> *EuroChile* est une organisation privée créée par la Communauté Européenne et le Chili en 1992 pour favoriser les échanges, notamment commerciaux, entre les deux entités. Dans le domaine touristique, *EuroChile* participe au montage de projets.

<sup>3</sup> « *Sensibiliser la communauté à travers des messages brefs associés à une image ou un logo de Valparaíso, et d'entretiens ou de témoignages sur le thème des potentialités touristiques de Valparaíso.* ».

<sup>4</sup> « *Les habitants [citadins], les acteurs touristiques et les autorités* ».

<sup>5</sup> « *Nous proposons d'utiliser la section "opinion" de ce journal* ».

touristique et patrimoniale. Les différentes tribunes convergent dans un double objectif : convaincre des qualités touristiques et patrimoniales de Valparaíso et présenter le modèle de relations publiques-privées comme le meilleur moyen de redévelopper l'économie touristique.



Figure 68 : Plaquettes du programme CORFO (2005-2006)

Ces différentes actions visent donc à changer les mentalités d'un triple point de vue : convaincre de la valeur du patrimoine, insister sur la nécessité du développement du tourisme comme instrument de développement et changer les pratiques urbaines. Ces trois points sont perçus comme solidaires. Un dernier outil permet de modifier les pratiques urbaines : la construction d'un regard imaginaire sur la ville, celui du touriste, quand bien même il ne correspondrait pas aux pratiques touristiques réelles.

### *Le touriste, œil sur la ville*

L'anthropologue Jean-Dier Urbain dans l'*Idiot du Voyage* donne au regard une place centrale dans son analyse des représentations du touriste. Dans le même temps, le touriste est toujours ce personnage dont on cherche à se distinguer : le voyageur souhaite marquer sa

distance avec le touriste, les touristes ont honte à se qualifier tels [Urbain, 2002]. Le touriste est dans ce cas un personnage fictionnel, paré de nombreux défauts, constitué en repoussoir. Il est celui qui ne voit pas ou mal, il est un « *voyageur frappé d'ophtalmie* », « *une sorte de myope en vacances qui ne perçoit que les signes les plus grossiers de la culture* » [Urbain, 2002 : 112], contrairement au voyageur, présenté souvent comme son inverse.

Or ce touriste peut prendre une autre forme, tout aussi fictionnelle, et se transformer en l'inverse de l'« *idiot du voyage* ». À Valparaíso, le personnage fictionnel « *touriste* » incarne un regard expert et intransigeant, juge de la ville, à la fois intérieur et extérieur, qui pratique la ville et l'évalue. Se faisant il évalue les citoyens, leurs comportements, et légitime certaines transformations socio-urbanistiques. Il devient un regard autre sur la ville, mis en scène pour fustiger certaines catégories d'habitants, les ambulants, ou certaines situations, comme les chiens errants ou la saleté, qui trancheraient dans un lieu du tourisme international.

Les reportages étrangers sur la ville sont également utilisés : ainsi un reportage consacré à Valparaíso par la revue allemande *Stern* cite parmi les problèmes de la ville la surabondance de chiens. Or il est publié en novembre 2003, au moment où est lancée une campagne de diminution du nombre des chiens errants qui a provoqué de fortes oppositions. Cet article du *Stern* est alors mobilisé dans un éditorial pour appuyer la politique de contrôle des chiens errants et relié là aussi au développement du tourisme : « *No es tangencial el hecho que la revista alemana "Stern", una de las de mayor circulación en Europa, nos haya hecho sacar patente internacional en el tema perros callejeros. Por cierto no es un buen antecedente, sobre todo cuando desde el municipio porteño y viñamarino y desde amplios sectores comprometidos de la comunidad, se realizan esfuerzos serios por potenciar y promover nuestras condiciones patrimoniales y turísticas.* »<sup>1</sup> [Mercurio de Valparaíso, 2003/11/5]. Or ce reportage est qualifié ainsi dans un article ultérieur consacré au même sujet : « *con ojos de buen turista* »<sup>2</sup> [Mercurio de Valparaíso, 2003/11/19].

À l'inverse les associations patrimoniales fustigent ces critiques ou transformations de la ville et des pratiques faites pour devancer les désirs supposés des visiteurs du Nord. Ainsi Chantal de Rementeria, membre de *Ciudadanos*, déclare « *cuando un gringo quiere ir a un*

---

<sup>1</sup> « Ce n'est pas par hasard que la revue allemande *Stern*, une des revues ayant la plus grande diffusion en Europe, ne nous ait pas accordé un brevet international sur le thème des chiens errants. Ce n'est sûrement pas un bon précédent, surtout quand les municipalités de Valparaíso et Viña del Mar et d'amples secteurs locaux réalisent des efforts pour développer et promouvoir nos attributs patrimoniaux et touristiques. ».

<sup>2</sup> « avec des yeux de bon touriste ».

*café de San Francisco va a San Francisco, que está más al norte.* »<sup>1</sup> [15/8/2004, Mercurio de Valparaíso]. Cette construction d'un regard du touriste idéal est également une façon d'assigner le touriste réel à certaines postures et espaces, car c'est au nom de ce regard expert que se construisent les espaces du touriste ordinaire<sup>2</sup>. Ce regard est donc doublement assignant.

### **3. La maîtrise des paysages et des pratiques par les couleurs à Valparaíso**

Valparaíso est souvent décrite comme une ville multicolore, un kaléidoscope urbain, de façon quasiment consensuelle. Pourtant les couleurs sont source de conflits, à différents niveaux. Elles sont devenues un des atouts de la ville, un trait de son image distinctive, quitte à forcer les couleurs, à les rendre toujours plus vives et éclatantes. Dans une optique patrimoniale, certains interprètent cela comme un travestissement de la ville, qui souhaite paraître autre. En outre, cette coloration n'est pas un processus spontané : toutes les expériences chromatiques ne sont pas autorisées. Au final, les couleurs sont un enjeu dans la définition et la création des paysages touristiques et patrimoniaux de Valparaíso.

#### *3.1 Valparaíso de toutes les couleurs ? entre authenticité et maquillage*

En septembre, préparant la fête nationale commémorant l'indépendance du pays, de nombreux *porteños* repeignent leurs maisons, changeant souvent de couleur sur les plaques de calamine qui protègent les bâtiments du vent et de l'humidité. Sotero Apablaza, employé à l'Unité Patrimoniale de Valparaíso, me racontait qu'il s'agissait d'une tradition liée au port : la peinture sert d'isolant sur les bateaux, et les ouvriers portuaires utilisaient cette même peinture pour leur maison dans les *cerros*.

Le dossier de candidature comme ville patrimoine mondiale reprend le thème d'une ville colorée : « *la visión de las techumbres [...] se une a la amplísima gama de colores y texturas de las casas* »<sup>3</sup> [Municipalidad, 2001 : 7 Unesco]. L'usage de couleurs y est même

---

<sup>1</sup> « *Quand un gringo [nord-américain ou européen] veut aller dans un café de San Francisco, il va à San Francisco, qui est plus au nord* ».

<sup>2</sup> Ce touriste idéal construit par des acteurs locaux est bien une fiction : une partie des touristes au contraire est sensible aux aspects pittoresques de Valparaíso, du fait de son fonctionnement urbain chaotique.

<sup>3</sup> « *La vision des toits est associée à une ample gamme de couleurs et textures des maisons* ».

décrit, pour les Cerros Alegre et Concepción, comme « fait social »<sup>1</sup> intégré à d'autres éléments en un « *tout harmonieux* » [Municipalidad Unesco, 2001 : 12]. Le dossier reprend également une expression du dessinateur porteño Lukas<sup>2</sup> qui définissait Valparaíso comme un « *kaléidoscope de natures mortes* » [Lukas, 1997].

Toutefois ce discours d'une ville multicolore demeure problématique : à plusieurs voyages d'intervalle peut être constatée une inflation chromatique indéniable dans les espaces en voie de touristification, les couleurs à Valparaíso devenant de plus en plus vives, le gris de la calamine laissée à nu sur les édifices se faisant de plus en plus rare, traduisant à la fois la réhabilitation des espaces et une transformation des paysages.

Comment concilier des changements chromatiques et un discours sur l'essence colorée de la ville ? Ces deux éléments *a priori* contradictoires sont intégrés dans un schéma historique circulaire : une période de crise de la ville au milieu du XX<sup>e</sup> siècle entraîne une perte de ses qualités, tandis que le renouveau de Valparaíso signifie un retour à l'utilisation des couleurs, comme me l'expliquait un des responsables à la municipalité du projet de peinture des façades : « *A, no, no, no, lo que pasa es que ... originalmente Valparaíso siempre fue muy colorido, como te decía la gente pinta con los colores de los barcos y todo eso y había una tradición de pintar para el 18 de setiembre. Y esta tradición fue un poco decaiendo porque la ciudad tuvo un proceso de cadimientto, y hubo un proceso en que la gente no hacía mantención de su vivienda, creo que ahora esta volviendo hacerse la mantención, como eso, siempre fue multicolor el tema de los cerros de Valparaíso.* »<sup>3</sup> [entretien n° 9/ septembre 2004]. Cette justification passe par le registre de la légitimation par le passé, puisque ces couleurs vives tissent par-delà une période de crise une continuité avec des traditions populaires.

Une autre conception du rapport de la ville aux couleurs est portée par *Ciudadanos por Valparaíso*, critique à l'égard de la vive coloration de certains secteurs de la ville. Le registre

---

<sup>1</sup> « la constitución de *complejos de edificios* o partes menores, los cuales manifiestan sus propios hechos sociales internos, el uso del jardín en la azotea -que recibe sol, aire, vistas y es un aporte a la quinta fachada-, la ladera en terraza, la tapia de jardín, el uso del color y la convivencia de distintos elementos estilísticos de arquitectura académica y también vernacular, que generan un todo armónico, espacial y arquitectónico, dado su emplazamiento, integración y adaptación. P12

<sup>2</sup> Renzo Pecchenino, dit Lukas, est un caricaturiste et dessinateur local, mort en 1988. Il a produit de nombreuses illustrations de scènes de vie typiques de Valparaíso, et une série de dessins retraçant l'histoire de la ville sous une forme humoristique, accentuant certains traits emblématiques. Un musée lui est consacré.

<sup>3</sup> « *Ah non, non, non, ce qui s'est passé c'est que ... originellement, Valparaíso a toujours été très colorée, comme je te le disais les gens peignaient avec les couleurs des bateaux et tout ça et il y avait une tradition consistant à peindre pour le 18 septembre. Et cette tradition s'est un peu perdue parce que la ville connut un processus de décadence, et il y eut un processus durant lequel les gens n'entretenaient plus leur résidence, je crois que maintenant l'entretien se fait à nouveau, comme ça, les collines de Valparaíso ont toujours été multicolores* ». Je lui demandais si cette tendance chromatique était récente.



mobilisé est celui d'une authenticité et d'une austérité ancrées dans le présent, sans référence à un âge d'or à reconquérir, et les opérations sont alors qualifiées de « *maquillage* », terme récurrent dans les entretiens menés avec des membres de *Ciudadanos*. Les opérations de peinture des façades sont perçues comme une forme de fascination pour d'autres paysages urbains, copiés à des fins touristiques : « *Es la lógica turística no más, sea Valparaíso nunca fue así, Valparaíso es una ciudad super sobria, porque es muy elegante, entonces esta cosa chillona es un poco la mezcla entre caminito la Boca, Buenos Aires, y Salvador de Bahia, y muchas postales de otros lugares* »<sup>1</sup> [entretien V20, 2004]. Les membres de l'association sont à l'inverse alors accusés de vouloir maintenir le gris rouillé de la calamine et, de refuser les évolutions de la ville.

### 3.2 Les couleurs comme moyen de socialisation

Les couleurs sont également un médium de la socialisation patrimoniale, à travers la campagne *Pintemos Valparaíso, patrimonio de todos* (peignons Valparaíso, patrimoine de tous), rejoignant l'idée d'une volonté d'utiliser le patrimoine comme outil de socialisation et modification des comportements urbains. Cette campagne est menée par le *Mercurio de Valparaíso*, la municipalité de Valparaíso, avec le soutien d'un sponsor - une entreprise de vente de matériaux de peinture, qui offre une réduction de 20% sur les matériels achetés. L'objectif est double : entraîner une réhabilitation chromatique de la ville, pour davantage correspondre à l'image d'une ville multicolore, et sensibiliser les habitants au thème patrimonial. Le rédacteur du *Mercurio* définit ce passage vers la prise de conscience de la valeur du patrimoine ainsi : « *la idea en el fondo es que a travez del pintar mi casa yo estoy tomando consciencia del valor de mi casa como elemento más cultural, más alla de los elementos arquitectónicos, entonces de esa manera sin quererlo yo me voy involucrando en el tema patrimonial : primero pinto mi casa, despues no boto papel en la calle, de que mi perro no se vaya solo sino que yo ando con el, de manera que todo se vaya conjugando de ... a poco, primero mi pequeño ambiente familiar porque si sumamos todos los ambientes familiares ...* »<sup>2</sup> [entretien V24). Ainsi la dimension socialisante de cette campagne est

---

<sup>1</sup> « C'est juste la logique touristique. Valparaíso n'a jamais été ainsi, Valparaíso est une ville très sobre, parce qu'elle est très élégante, ainsi cette chose criarde est un peu un mélange entre Caminito la Boca à Buenos Aires, Salvador de Bahia et de nombreuses cartes postales d'autres lieux ».

<sup>2</sup> « L'idée au fond est qu'à travers l'acte de peindre ma maison je prends conscience de la valeur de ma maison comme élément plus culturel, au-delà des éléments architecturaux, ainsi de cette manière sans le vouloir je me retrouve impliqué dans le thème patrimonial : d'abord je peins ma maison, après je ne jette plus de papier dans la rue, et je ne laisse plus mon chien sortir seul mais je vais avec lui, de façon à ce que tout va ... petit à petit, d'abord mon environnement familial, parce que si on additionne tous les environnements familiaux ... »

clairement assumée, véhiculant également une conception atomique de la ville et de ses espaces.

### 3.3 Les couleurs dans l'espace public

Les règles de gestion des espaces subissent également des variations selon le type d'acteurs auxquelles elles s'appliquent, manifestant une tolérance plus ou moins grande.

Dans la zone de conservation historique de Valparaíso, l'usage des couleurs est réglementé. Avant toute intervention sur un édifice, il faut présenter le projet de transformation au service patrimonial de la commune, qui le transmet pour évaluation au Conseil des Monuments Nationaux et au Service MINVU. Dans le secteur patrimonial, les choix de couleurs sont également contrôlés. Deux groupes d'habitants ont toutefois étendu leurs interventions sur l'espace public : quelques propriétaires d'hébergement touristique et des artistes de rue, manifestant deux relations à l'espace public et ses règles à travers l'utilisation des couleurs.

#### *Cerro Concepción : de la maison vers l'espace public*

Les Cerro Alegre et Concepción sont les deux principaux quartiers touristiques de Valparaíso, avec un grand nombre d'hébergements chez l'habitant ou d'hôtels de petite dimension, dans d'anciennes résidences particulières, et des restaurants. Les façades de ces établissements touristiques sont souvent repeintes avec des couleurs très vives : du rose, du violet ou du jaune vif, transformant peu à peu les paysages. Généralement une couleur vive annonce une *hospedaje*, avec une enseigne également conséquente. La façade acquiert un rôle signalétique. L'espace public devient également un support de cette signalétique privée. Il n'existe pas de signalétique publique indiquant ces différents lieux, et chaque propriétaire développe la sienne. La chaussée des rues principales des Cerros Alegre et Concepción est parsemée de flèches peintes menant vers des restaurants ou hôtels, chaque propriétaire ayant ajouté sa flèche aux autres.

Certains propriétaires de *Bed and Breakfast* qui ont utilisé des couleurs très vives pour leurs maisons ont peint des mêmes couleurs le mobilier urbain alentour : bancs, poteaux électriques, chaussée, barrière, marches des escaliers publics. Le Cerro Concepción est particulièrement concerné depuis le boom dans les années 2000 des *Bed and Breakfast* : des couleurs plus vives sont utilisées. Le propriétaire de l'*Hostal Gagliardo House*, ouverte en 2004, a accordé beaucoup d'attention au choix des couleurs, contemporain de la décision

d'ouvrir son *hospedaje* : « *lo primero que hizé, fue buscar un llamativo*<sup>1</sup> » [entretien V44]. Pendant six mois, il prenait sa voiture à la recherche de façades pouvant servir de modèle, jusqu'à découvrir une maison en bleu et jaune<sup>2</sup>. Les couleurs entrent bien dans une démarche de valorisation touristique.



Figure 69 : Deux *hospedajes* : l'espace public aux couleurs des façades

Or cette utilisation des couleurs comme signal s'étend à l'espace public adjacent. Les photos 69 et la carte n°70 illustrent cette appropriation. Le bleu et le jaune de l'Hostal Gagliardo et le vert et rose de l'*hospedaje Juan Carrasco* colorent cette zone du Cerro Concepción, s'étendant à la rampe, aux murs de soutènement, aux escaliers publics, aux poteaux électriques, aux bouches à incendie, illustrant une partition de l'espace environnant entre les deux hébergements.

Ce secteur est inclut à la fois dans une zone typique et dans la zone classée au Patrimoine Mondial de l'Humanité. Or dans le cadre de la candidature, la municipalité avait en décembre 2002 réalisé une ordonnance précisant les conditions d'intervention dans l'aire historique de Valparaíso, et un *Manual técnico de intervención en espacios públicos* (manuel d'intervention dans les espaces publics), qui définit des critères formels et matériels, précisant que « *las intervenciones en general deberán ser discretas y austeras* »<sup>3</sup> [Municipalidad de

<sup>1</sup> « *la primera cosa que je fis fut de chercher quelque chose de voyant* ».

<sup>2</sup> Le lien avec une maison provençale est fait par la suite, suite aux remarques d'un touriste.

<sup>3</sup> « *les interventions en général doivent être discrètes et austères* ».

Vaparaíso, 2002f]. Cette intervention se fait donc en dehors des règles d'intervention dans les espaces patrimoniaux. Toutefois, en entretien, un membre de l'*Unidad Técnica del Patrimonio*, responsable de l'examen des couleurs pour les façades, qualifiait ces interventions de « *algo espontáneo no más, que no esta subjectido a permiso* »<sup>4</sup>, tout en faisant référence au manque de moyens : « *no hay personal suficiente para controlar eso, en el fondo el municipio esta controlando la patente de los negocios, eso tipo de cosas* »<sup>5</sup> [entretien V19].

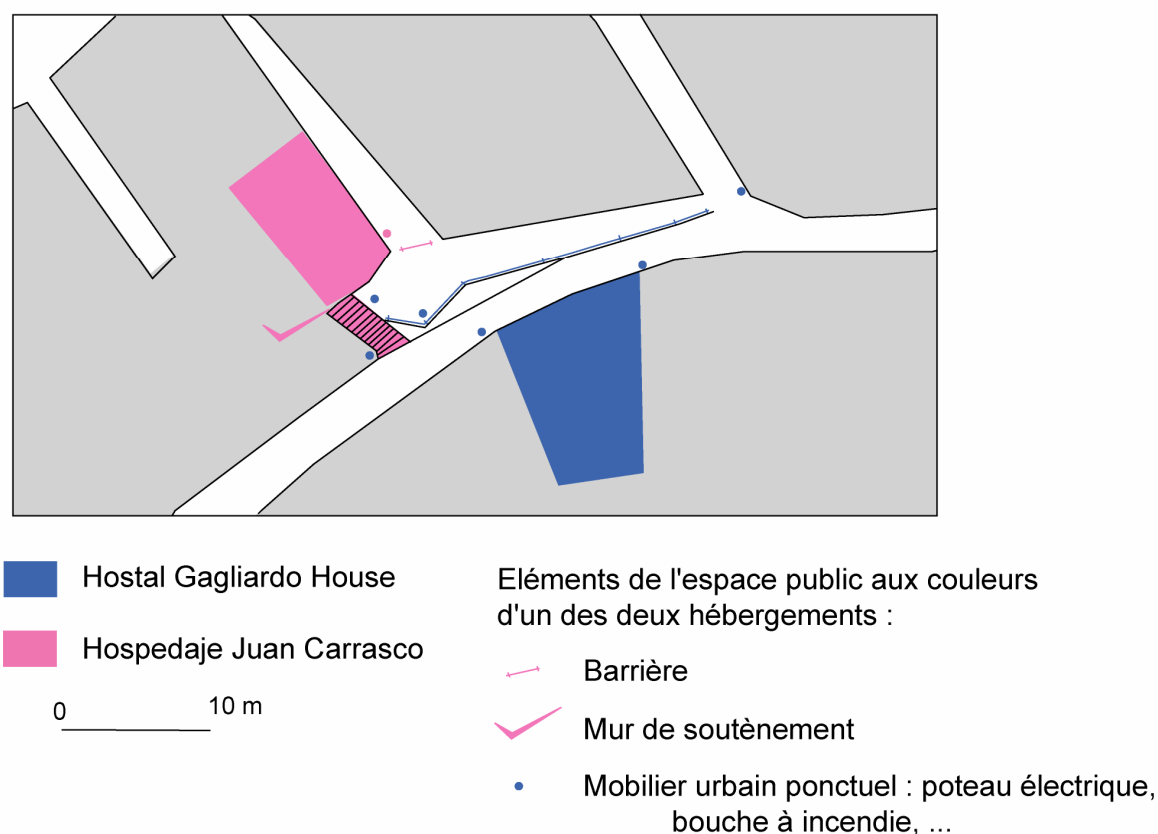


Figure 70 : l'appropriation chromatique des espaces (S. Jacquot, 2007)

Le propriétaire de l'*hostal* justifie cette extension des couleurs provençales aux alentours par l'amélioration du cadre local (qui passe de « *sal* », avec des graffitis à « *propre* ») et le consensus général : « *No, no porque le gusta a todo el mundo, es un color que le gusta a la gente, estan de acuerdo digamos, esta bien, que sea limpio, no que sea sucio, como se veia antes* »<sup>6</sup> [entretien V20]. Cela ne concerne pas tous les micro-entrepreneurs du tourisme : la propriétaire d'un *Bed and Breakfast* voisin, originaire de

<sup>4</sup> « *quelque chose de spontané simplement, qui n'est pas sujet à un permis [à une demande de permis]* ».

<sup>5</sup> « *il n'y a pas un personnel suffisant pour contrôler ce type de choses, la municipalité foncièrement contrôle les autorisations commerciales, ce type de choses* ».

<sup>6</sup> « *Non, non, parce que ça plaît à tout le monde, c'est une couleur qui plaît aux gens, disons qu'ils sont d'accord, ça va, tant que c'est propre, que ça n'est pas sal, comme avant* ».

Santiago, évoque en entretien la différence de traitement entre les hébergements ouverts par des locaux, qui transigent avec les règles sans être inquiétés, et les difficultés à l'égard des nouveaux résidents ouvrant de tels commerces. Ainsi les règles d'intervention dans les espaces patrimoniaux sont contournées, avec différentes justifications : difficulté de mener des contrôles, amélioration de l'environnement (légitimation par l'efficacité), caractère spontanée des interventions. Cela permet une appropriation privée à des fins signalétiques et commerciales de ces espaces. Dans d'autres cas, les règles sont davantage affirmées, comme le montre l'exemple du muralisme et des interventions artistiques dans les espaces patrimoniaux.

#### *La compagnie interocéanique d'intervention urbaine*

L'espace public de ces deux *cerros* est également investi par un regroupement d'artistes de rue muralistes, la *Compañia Interoceánica de Intervención Urbana* (Compagnie Interoceanique d'Intervention Urbaine), qui a peint en 2003 et 2004 des portes, des murs et des éléments du mobilier urbain. Ce groupe est composé d'artistes et d'étudiants, sous l'impulsion de Nataly Aller Camilla- Pecora, dit Pecora.



Figure 1 : Portes peintes Passage Templemann, Cerro Concepción

La compagnie a développé un cadre théorique autour de son action, basé sur une conception de la place de l'art dans la ville, l'art devant sortir des lieux clos et s'ancrer dans la

vie quotidienne des habitants. Cette action s'apparente à du muralisme, pratique répandue en Amérique Latine. L'autorisation a été demandée aux résidents (parfois locataires), le projet est en partie financé par le ministère de la culture car il s'inscrivait dans les *Carnavales Culturales*, mais aucune autorisation n'a été soumise à la municipalité pour intervenir dans les espaces publics. La compagnie a alors subi des pressions de la part de la municipalité et des autorités publiques : prise de photos pendant qu'ils peignent, contrôles (le jour où Valparaíso a été déclaré Patrimoine de l'Humanité selon Percola), amendes, mais sans que les peintures et fresques soient effacées, témoignant de la difficulté à appliquer les règles patrimoniales, voire à les définir de façon précise, et de l'absence de coordination entre différentes institutions impliquées dans la politique culturelle. Percola justifie son action en dehors des règles par l'incompétence des autorités publiques, et au contraire sa capacité à intervenir avec peu de moyens : « *Lo que pasa es que las puertas de los Cerros Concepción y Alegre ..., hay un organismo en la municipalidad que se llama ... Consejo de los Monumentos Nacionales, y ellos me dicen : tu no puedes hacer esto, nosotros no te lo permitimos. Pero, la gente, la dueña de su casa me dijo por favor hazlo. Entonces que hago yo. Le hago caso a ellos, que tienen todo el dinero, todas las posibilidades y no hacen nada y yo no tengo nada pero tengo la posibilidad de hacer todo ? Hago lo que quiero, sea, no le pido permiso* »<sup>1</sup> [entretien V30]

Les règles de gestion des espaces publics et d'utilisation des couleurs sont contournées, avec une tolérance plus ou moins grande selon le type d'acteurs de la part des acteurs publics, mais au final avec le même résultat puisque toute intervention demeure, témoignant aussi au-delà des programmes de conscientisation de la difficulté des autorités publiques à faire accepter les règles patrimoniales, que ce soit pour des acteurs touristiques ou des artistes intervenant de façon spontanée, mais de jour à la vue de tous. Il ne s'agit pas en outre d'opposer ce qui serait une appropriation touristique des espaces par des propriétaires à une transformation artistique. En effet, les fresques participent désormais de l'image touristique de ces espaces. Les Cerros Alegre et Concepción avaient connu une promotion importante au niveau national suite à l'événement *Cerro del Arte*, ou à la diffusion d'une *telenovela* présentant cet espace comme lieu de la bohème. Les fresques et peintures sur les

---

<sup>1</sup> « Ce qui se passe c'est que les portes des Cerros Alegre et Concepcion, ... il y a un organisme au sein de la municipalité qui s'appelle .. Consejo de los Monumentos Nacionales, ils me disent, tu ne peux pas faire cela, nous ne te le permettons pas. Mais les gens, la propriétaire de sa maison me dit, s'il te plaît, fais-le. Alors que dois-je faire ? Je les écoute, eux qui ont toutes les ressources, toutes les possibilités mais ne font rien, et moi je n'ai rien mais j'ai la possibilité de tout faire ? je fais ce que je veux, c'est-à-dire, je ne leur demande pas de permis ».

portes, bien que ne correspondant pas à la définition patrimoniale de ces espaces, constituent désormais un des éléments de l'image de ces deux quartiers, souvent pris en photo.

Ce qui différencie en revanche les deux opérations est leur dimension spatiale. Il ne s'agit pas là du prolongement de l'espace privé sur l'espace public immédiatement adjacent, ou de façon signalétique, comme dans le cas de l'*hospedaje*. L'aire d'intervention est la ville dans son ensemble. Il s'agit pour le collectif muraliste de créer un parcours. Comme me l'expliquait Percora, le nom *Compañia interoceanica* évoque une compagnie maritime ayant vraiment existé, quelque chose de sérieux, historique, lié à l'existence de Valparaíso. Le comité se réclame du situationnisme de Debord, il s'agit d'un détournement de concept, pour en faire quelque chose de ludique. Les représentations spatiales des limites de leur intervention sont ainsi différentes : les Cerros Alegre et Concepción ne représentent qu'un des lieux possibles de leur intervention. Leur champ d'action est la ville de Valparaíso dans son ensemble, voire le monde. Leurs interventions sont signées de cette maxime : *el mapa no es el territorio*, la carte n'est pas le territoire. Par là ils veulent signifier qu'il y a une base « psychogéographique » de la ville, qui ne se superpose pas aux délimitations spatiales portées sur la carte. Leurs interventions visent à créer des parcours dans la ville, ponctués par des interventions artistiques dans l'espace urbain. Les Cerros Alegre et Concepción ne sont qu'un moment de ce parcours, des portes doivent être peintes sur d'autres collines, créant de nouveaux territoires imaginaires. Le nom « *compagnie interocéanique* » appelle aussi à une mise en relation d'espaces lointains. Il était question lors de l'entretien en 2004 de traverser l'océan et peindre des portes à Barcelone. Dans cette conception les Cerros Alegre et Concepción ne sont pas un îlot dans la ville mais un point dans un réseau imaginé.

Ainsi les acteurs publics peignent à imposer des règles de transformation et normalisation des espaces à Valparaíso, malgré les campagnes de sensibilisation destinées à modifier les comportements des citoyens. Au contraire, certains d'entre eux surimposent leur propre conception de l'espace, manifestant là un échec du contrôle des espaces et pratiques.

Les exemples génois et porteño illustrent la façon dont le tourisme et la patrimonialisation servent de support à une transformation (réussie ou seulement esquissée) des espaces. Or les événements urbains constituent également des éléments forts de la transformation des espaces. Ils sont là étudiés à travers un de leurs aspects, à savoir la maîtrise du temps.



## C. L'événement urbain comme instrument de la maîtrise du temps

L'événement urbain semble être le temps de l'éphémère. Il n'arrive qu'une fois, est limité dans le temps, encadré généralement par des festivités au départ et à la fin. Constitue-t-il, à l'instar de la fête, une parenthèse de la vie urbaine ?

Teixeira interroge la dimension temporelle de l'événement urbain. Selon lui, l'événement urbain est lié à la fois au futur et au passé, car « *ces événements majeurs ont la double valeur de faire coupure et de faire origine, leur narration est même devenue constitutive d'une nouvelle identité de la communauté et de chaque individu* » [Teixeira, 1998 : 331]. Il y a un rapport étroit entre l'événement dans sa dimension urbanistique et sa mise en récit, qui lui donne une dimension<sup>1</sup> temporelle excédant le temps de l'éphémère. Le terme « *narration* » permet également de lire l'événement comme un récit, en y décelant les structures temporelles sous-jacentes.

### 1. Questionnement autour de la notion d'événement

Les notions d'« *événement urbain* » ou de « *mega-event* » en géographie sont associées à des occasions codifiées : Jeux Olympiques et autre grand événement sportif, Exposition Internationale, Capitale Européenne de la Culture, ..., lesquelles peuvent faire l'objet d'un classement en fonction de leur notoriété, du nombre de spectateurs et visiteurs, des capitaux engagés. À une autre échelle, des festivals peuvent également modifier une ville [Gravari-Barbas, Veschambre], et Arnaud Brennetot les définit comme « *événement culturel et géographique* » [Brennetot, 2004 : 33]. Le point commun est cette volonté d'attirer des visiteurs ou des spectateurs, et de faire de cette attraction éphémère un outil de changement économique et spatial. L'événement désigne généralement un fait d'une grande importance. L'événement urbain a effectivement cette ambition, d'attirer à soi tous les regards et de transformer largement la ville. Mais faut-il prendre pour comptant cette vision ? Comment l'événement urbain est-il construit comme événement ?

Il y a une contradiction entre l'événement urbain et la notion d'événement telle qu'utilisée en histoire, comme l'expliquent Ozouf-Marignier et Verdier dans un article de *L'espace géographique* : « *l'événement est une surprise* », « *c'est bien là l'une des qualités*

---

<sup>1</sup> Ce terme et l'identification des registres pratico-temporels sont inspirés des travaux de Koselleck portant sur les caractéristiques historicisées des différentes expériences temporelles et de leurs structures [Koselleck, 2005].



*propres à l'événement que de ne pouvoir être qualifié comme tel que lorsqu'il a au moins commencé* » [Ozouf-Marignier, Verdier, 2000 : 220], car il est toujours lié à une interprétation, fonction de l'observateur et de sa position. L'événement historique est « *non seulement un fait imprévisible, mais un fait qui a des conséquences sur le déroulement de l'histoire* » [Ozouf-Marignier, Verdier, 2000 : 220] donc le jugement a lieu essentiellement *a posteriori*. Ce qui est vécu comme événement par des contemporains peut plus tard perdre ce statut. Or l'événement urbain est décrété par les décideurs urbains en amont, avant sa réalisation.

La même difficulté apparaît dans une approche géographique. Un numéro de la revue *L'espace géographique* (2000/3) s'interrogeait sur la notion d'« *événement spatial* ». Dans une perspective systémique, l'événement spatial est défini comme une « *perturbation de l'organisation spatiale [ie « des lieux les uns par rapports aux autres »], liée à une perturbation du système* » [EPEES<sup>1</sup>, 2000 : 194], et plus précisément ceux conduisant à une « *modification durable de l'organisation spatiale* » [EPEES, 2000, 194]. Un événement spatial peut devenir un « *non-événement* » dès lors que ce qui a fait irruption est devenu le fonctionnement normal. Sans retenir l'expression elle-même<sup>2</sup>, l'intérêt de la démarche consiste à interroger les causes du changement, dans le cadre de la systémogenèse, en étudiant l'échelle des causalités. Une des caractéristiques de l'événement spatial est son « *imprévisibilité* », ce qui semble s'opposer à la pratique de l'événement urbain. Cela touche à l'ambiguïté de la notion d'événement, surtout en considérant le débat historiographique à son sujet. La notion d'événement a longtemps été mise de côté, ce que Paul Ricoeur appelle « *l'éclipse de l'événement* » [Ricoeur, 1983 : 173], visible chez Braudel, qui compare l'histoire événementielle à « *une agitation de surface, les vagues que les marées soulèvent sur leur puissant mouvement* » [Braudel, 1990 : 17]. L'événement n'est pas aboli mais relativisé face à des mouvements de plus grande ampleur. Au sein de la ville, comment l'événement urbain se manifeste-t-il temporellement ? Est-il une trompeuse agitation, ou est-il la manifestation visible de mouvements en profondeur ? L'hypothèse examinée ici est celle de la nécessaire maîtrise du temps urbain événementiel. En effet, diverses études tendent à analyser les liens entre événements urbains et légitimation politique : « *megaevents can be analyzed as tools of government policy or ideologies* » [Hiller, 2000 : 439]. Cette légitimation politique est

---

<sup>1</sup> *Espaces Post-Euclidiens et Événements spatiaux*, groupe de recherches créé en 1995 par J. Charre, J.-P. Ferrier, J.P. Gilg, J. Jeansoulin, G. Krier et D. Larcena, à Avignon, au sein du *groupe Dupont*. L'article est cosigné mais écrit par Denis Gautier.

<sup>2</sup> critiquée dans le même numéro par A. Berque, du fait du caractère flou de la notion d'espace, à la fois contenu et contenant, et à laquelle il préfère « *source d'espace* » [Berque, 2000, 199]

transitive dans cette optique : en justifiant l'événement urbain on légitime la transformation qu'il permet de mettre en œuvre. La maîtrise du temps s'inscrit dans ce mouvement.

L'événement urbain mobilise alors plusieurs registres temporels : il construit l'attente, organise l'urgence, scande le temps de la ville et vise à s'inscrire dans la durée.

## 2. Construire l'attente : la mobilisation

Il s'agit par là de faire l'événement, en mobilisant et en préparant la ville. L'attente est une forme d'excitation qui s'empare de la ville, visible dans les slogans, la presse locale, et les paysages urbains qui portent les traces des événements à venir.

Construire l'attente, c'est « *faire l'événement* », en préparant la ville par la mobilisation générale. Le désir de l'événement et de ses effets est suscité. À Gênes le titre du plan stratégique de la ville élaboré par la municipalité en 1999 est « *2004, année Capitale Européenne de la Culture* », façon de signifier que cet événement produira un changement général. Dans la presse les responsables rappellent les effets positifs attendus, en terme économiques ou de changement d'image. À Liverpool la préparation à 2008, capitale européenne de la culture, conduit à une mobilisation de toute la ville depuis 2003. Chaque année constitue une nouvelle étape marquée par une thématique. 2004 a été l'année de la foi et de la diversité des religions au sein de la ville (« *faith in one city* »), 2005 l'année de la mer et du patrimoine maritime (« *sea Liverpool* »), 2006 *Liverpool performs*, consacré aux événements sportifs, musicaux et économiques, trois témoignages de la vitalité retrouvée de la ville, 2007 l'année anniversaire de la ville (800 ans), pour arriver à l'année Capitale Européenne de la Culture proprement dite en 2008. Ainsi depuis la sélection de Liverpool en 2003 chaque année des manifestations rappellent aux habitants et visiteurs l'imminence de l'événement.

La mobilisation passe aussi par l'enrôlement dans l'événement des habitants et associations. À Gênes une conférence-séminaire a été organisée, durant laquelle les différentes associations étaient invitées à se prononcer sur le thème de l'année, le voyage, occasion d'évoquer les migrations, les rapports Nord-Sud ou les découvertes géographiques liées à l'histoire de la ville, et d'inclure le secteur associatif à l'événement. À Liverpool cette mobilisation passe par le recrutement de volontaires en nombre, pour accueillir les visiteurs dans la ville, après un stage de formation, et d'« ambassadeurs » de la ville qui reçoivent un kit de soutien, et un mail hebdomadaire rappelant les manifestations à venir et les faits marquants de la semaine témoignant de l'excitation générale (nombre de nouveaux ambassadeurs inscrits chaque semaine), et un compte-à-rebours avant le début de 2008. Pour

le G8, événement à l'envers, une démobilisation générale a été enclenchée, avec des appels officiels aux habitants pour qu'ils quittent la ville pour aller au bord de la mer durant le sommet, pour éviter les débordements suite à l'arrivée des manifestants.

La candidature à l'événement est mise en scène dans la presse, en en décrivant les gains pour la ville, mais aussi les différents préparatifs. Par exemple, entre novembre 1999 et le 20 juillet 2001, début du G8, 724 articles<sup>1</sup> concernant le G8 de Gênes dans tous ses aspects (financements, acteurs, préparatifs, crainte des violences, ...) sont publiés dans le journal local *Secolo XIX*. Le style même créé un sentiment d'excitation et d'attente fébrile de l'événement, par la gradation dans les expressions : « *il summit del G8 a Genova, fissato per il giugno del 2001, si avvicina, prende forma, diventa realtà*<sup>2</sup> » [Il Secolo, 11/2/2000]. Dans le cas du G8 cette attente à mesure que l'événement approche devient également plus anxieuse, les derniers jours insistant sur les dispositifs de sécurité, les risques d'attentat (Ben Laden apparaît dans plusieurs articles), l'arrivée des militants. À Valparaíso la candidature Unesco, traitée comme un événement, est également l'objet d'une mise en scène dans la presse : par exemple les visites des experts d'Icomos sont annoncés, font l'objet d'une dramatisation des enjeux, et de comptes-rendus triomphants si des paroles positives ont été prononcées.

L'événement s'annonce également dans la ville, avec les campagnes publicitaires et marketing. La ville avant l'événement est balisée : les logos sont présents, des affiches rappellent aux citoyens son imminence. Ainsi avant *Genova 2004* les abris de bus, les principaux monuments et quelques voies étaient parées du logo rouge de l'événement<sup>3</sup>. À Liverpool le logo de *Liverpool 2008* décore les principaux monuments de la ville.

### 3. Organiser l'urgence

L'échéance force les coopérations, la mobilisation des fonds et le stoïcisme face aux contraintes. L'urgence impose également de dépasser les clivages politiques entre acteurs. En effet, le risque est toujours celui de l'échec de l'événement, faute d'une préparation suffisante, des délais resserrés. Quand le maire G. Pericu plaide la cause de Gênes en 2000 au Sénat italien, il évoque la nécessité de légiférer rapidement, car chaque jour de retard menace

---

<sup>1</sup> Il s'agit d'un chiffre minimum car il est possible que quelques articles n'aient pas pu être recensés

<sup>2</sup> « *le sommet du G8 à Gênes, fixé au mois de juin 2001, se rapproche, prend forme, devient réalité* ».

<sup>3</sup> Ce logo rouge, rapporté par certains au rouge des communistes, a provoqué des phénomènes de rejet aboutissant à l'opposition à son utilisation sur certains monuments.

davantage la préparation du sommet, aucun chantier ne pouvant être commencé sans l'assurance des financements.

L'événement sert également de justification à la mise en place de structures spécifiques de transformation des espaces, qui doivent agir dans des conditions d'urgence imposant de nouvelles conditions de travail : les salariés de *Genova 2004* ne comptent pas leurs heures, et le modèle privé de gestion du personnel est revendiqué comme façon de s'adapter plus efficacement aux contraintes organisationnelles.

L'urgence permet d'aller outre un certain nombre d'oppositions aux transformations, concernant les éléments patrimoniaux ou les usages de ces espaces. Les *Colombiane* de 1992 à Gênes ont marqué la réappropriation urbaine du vieux port, qui dépendait auparavant de l'autorité portuaire de Gênes. Mais sans l'événement urbain, sa transformation n'aurait pas été aussi rapide. Les aménagements programmés ont lieu dans un espace ancien, qui contient des vestiges médiévaux. Or le plan prévoit la construction d'un passage souterrain pour les voitures, sur un espace comblé au XIX<sup>e</sup> siècle. Sous les remblais se trouvent les structures portuaires médiévales de Gênes. Cette découverte d'éléments archéologiques aurait du entraîner un délai supplémentaire dans les travaux, voire des remises en cause, car la Surintendance aux Biens Archéologiques doit effectuer des fouilles. Des universitaires et l'association *Italia Nostra* se mobilisent. Selon Poleggi, historien local, actuel instigateur de la candidature Unesco, et opposant alors à la destruction, « *le celebrazioni Colombiane hanno distrutti i ponti che Colombo ha visto*<sup>1</sup> » [entretien G25]. Ainsi cet argument, repris par la presse à l'époque, est une façon de dénoncer l'instrumentalisation du thème de l'événement (la célébration de la découverte de l'Amérique par Colomb) à des fins de maîtrise de l'espace. L'urgence est bien là une façon d'imposer un projet urbanistique contesté, qui passe malgré la mobilisation d'universitaires respectés (Poleggi devient adjoint au centre historique l'année qui suit l'*Expo*). Ainsi, l'urgence et la nécessité de maîtriser le temps ont pour résultat la maîtrise du processus de transformation de l'espace. À Liverpool toutefois cette urgence n'a pas agi dans le même sens. *The Fourth Grace* devait être réalisée pour 2008, son annulation a privé l'événement d'une réalisation emblématique.

#### 4. Scander le temps

L'événement urbain devient un nouveau repère temporel, il permet une scansion du temps. L'événement en soi instaure un avant et un après dans le discours de la ville, il signifie

---

<sup>1</sup> « Les célébrations colombiennes ont détruit les quais que Christoph Colomb avait connus »

parfois une nouvelle ère, ou le changement urbain. Le passé est reconstruit une fois l'événement terminé, en gommant le temps des préparations : l'événement est pensé comme événement isolé, éventuellement comme début d'une nouvelle ère, par exemple l'année capitale européenne de la culture à Glasgow en 1990 [Mooney, 2004], ce qui légitime *a posteriori* également les acteurs et leur démarche.

À Gênes les trois événements organisent le récit de la reconstruction de la ville, en constituent les points saillants. En entretien, le parcours urbanistique de Gênes prend souvent appui sur ces événements, témoin les éléments organisateurs de cette narration, faite par la responsable au tourisme de la Chambre de Commerce de Gênes : « *Il primo punto di svolta è nel 1992 [...] Poi c'è stato un altro momento importante, di nuovo, con finanziamenti importanti, romani, che è stato il G8, 2001 [...] Finito il G8 l'altro evento importante di nuovo con forti investimenti romani è stato Genova 2004 Genova capitale europeo della cultura [...] Alla fine di tutto questo percorso il turismo è diventato il terzo punto più forte dell'economia della città, industria, porto e turismo* »<sup>1</sup> [entretien G16]. 1992, 2001 et 2004 sont les titres des étapes de la transformation du centre et de la mise en tourisme de la ville. Le maire de Gênes en 2000 portait le même regard : « *il G8 rappresenta un passo importante nel processo di rinnovamento di Genova, iniziato nel lontano '92 e destinato a chiudersi solo nel 2004* »<sup>2</sup> [Secolo, 12/05/2000].

À Liverpool, les programmes publics se donnent pour contexte spatio-temporel la renaissance du centre sous l'impulsion des événements urbains : « *The development of Liverpool's Area Agreement (LAA) has taken place at a time of rapid economic growth and urban renaissance for the City, including significant investment in the city centre. This expansion will be boosted yet further by European Capital of Culture 2008 and the rehearsal year of 2007 when the city celebrates its 800th Birthday.* »<sup>3</sup> [Liverpool First, 2006].

L'événement n'instaure pas seulement une nouvelle ère. Il est également pensé comme un retour. Ainsi Sergio Buonadonna, éditorialiste du *Secolo XIX*, propose qu'à l'occasion du

---

<sup>1</sup> « *Le premier point de bascule a eu lieu en 1992 [...]. Après il y eut un autre moment important, de nouveau, avec des financements importants, de Rome, qui a été el G8, en 2001 [...]. Une fois fini le G8, l'autre événement important de nouveau avec d'importants investissements de Rome a été Genova 2004 Genova Capitale Européenne de la Culture [...]. À la fin de tout ce parcours le tourisme est devenu le troisième élément le plus fort de l'économie de la ville, industrie, port et tourisme* ».

<sup>2</sup> « *le G8 représente un pas important dans le processus de renouvellement de Gênes, commencé déjà en 1992 et destiné à s'achever seulement en 2004* »

<sup>3</sup> « *Le développement du Liverpool's Area Agreement (LAA) a pris place durant une période de rapide croissance économique et de renaissance urbaine pour la ville. Cette croissance sera accélérée encore davantage par l'année Capitale Européenne de la Culture en 2008 et la répétition de 2007 quand la ville célébrera ses 800 ans.* ».

G8 chaque chef d'État face un cadeau prestigieux à Gênes<sup>1</sup>, sous la forme d'une oeuvre d'art qui restera exposée au Palazzo Ducale, « *che ha visto ricevere Carlo V e Filippo II, Paolo III e Massimiliano d'Asburgo ; Cosimo I de Medici e i primi ambasciatori del Giappone (1585). Tutti portarono in dono qualcosa. E se lo stesso si chiedesse ai Clinton di domani* »<sup>2</sup> [II Secolo XIX 5/2/2000]. Poutine, Chirac et Bush deviennent les Charles Quint et Philippe II des temps présents, et « *per qualche giorno Genova tornerà regina del mondo* »<sup>3</sup>. Le G8 trace donc une continuité avec le siècle d'or des génois, par-delà les siècles de déclin.

## 5. Durer

Une fois l'événement terminé, l'objectif est de le faire durer, d'en prolonger les effets, qu'il n'ait pas été vain, éphémère. Le succès d'un événement se mesure sur le long terme, en terme de hausse de fréquentation, de notoriété accrue de la ville, de résultats des transformations. Ainsi l'*Expo* de 1992 a d'abord été critiquée du fait de l'absence de reconversion des espaces produits pour l'événement, avant de devenir le point de départ de la vocation touristique nouvelle. La municipalité revendique également l'utilisation des événements pour transformer sur le long terme la ville, par des actions urbanistiques : l'*Expo* de 1992 a entraîné la récupération du port (même si cela était planifié avant le choix de l'événement), le G8 a permis par les financements étatiques la restauration des façades de palais du centre le long d'axes, le Jubilé de l'an 2000 la restauration d'églises du centre historique, l'année 2004 la restauration des palais des *Rolli* et la constitution d'un axe muséal via garibaldi. De même à Liverpool l'événement 2008 est appréhendé en terme de changement à long terme, d'image et de fréquentation. Ce qui est visé dans ces différents cas est bien la transformation de l'événement urbain en événement spatial.

Les différentes transformations et régulations étudiées dans les trois villes reposent sur des modalités de légitimation qui ont une dimension spatiale. Elles sont nommées par la suite « figures de ville », et peuvent être en coexistence au sein d'une même ville. Le point de départ est la conception du temps et de l'espace liée à la patrimonialisation, pour montrer que celle-ci indique un devenir urbain plus large.

---

<sup>1</sup> L'idée est reprise par le maire G. Péricu, et acceptée par le ministre des affaires étrangères Lamberto Dini en mars 2000.

<sup>2</sup> « *qui a vu recevoir Charles Quint et Philippe II, Paul III et Maximilien d'Habsbourg, Cosimo I de Médicis et les premiers ambassadeurs du Japon. Tous apportèrent quelque chose en cadeau. Et si la même chose était demandé aux Clinton de demain.* ».

<sup>3</sup> « *Pour quelques jours Gênes redeviendra la reine du monde* ».

## Chapitre 8 : Légitimations et figures de villes

Le dernier chapitre évoque les cadres de la légitimation des transformations, à travers deux aspects. Tout d'abord sont étudiées dans les trois villes les figures urbaines permettant de comprendre les évolutions des espaces historiques centraux, à partir des discours tissés sur le patrimoine, qui indiquent à la fois une conception spatio-temporelle de la ville et une forme des rapports sociaux. Les débats patrimoniaux à Valparaíso (A) font émerger trois figures de ville : la figure essentialiste, la figure historique et la figure moderniste. À Gênes (B) deux échelles d'appréhension mettent en évidence d'une part des modèles de ville définissant la place du centre historique, qui devient peu à peu l'élément central des interventions urbaines malgré un discours différent, d'autre part deux caractérisations du centre historique, en fonction du type de patrimoine et des rapports sociaux qui y sont associés. À Liverpool (C) le *city centre* est devenu l'espace de référence, lieu d'inscription de la mondialisation de la ville, mais également de mise en scène de la diversité culturelle. Enfin sont mis en valeur les modèles et références de villes en circulation (D) utilisés pour légitimer des transformations au niveau local, tout en servant à légitimer des acteurs.

### A. Valparaíso, concurrence des figures de ville

*« Valparaíso offrait ce soir un vaste assortiment de villes et de nuits maritimes. Peut-être que chacun des trois amis avait choisi les siennes »*

Salvador Reyes, Valparaíso port de nostalgie [1947 : 37]

À Valparaíso contrairement à Gênes il n'y a pas de production large d'un discours sur des modèles urbains de la ville, au contraire toute une série d'écrits insistent sur l'idiosyncrasie de Valparaíso. Le discours sur la ville est souvent celui de son caractère unique. Cependant, les discours sur le patrimoine et leurs conséquences sur la ville indiquent trois figures de la ville, qui coexistent au sein de la ville, et permettent d'y rapporter les principaux conflits. Ces figures de ville sont donc contemporaines bien que contradictoires ou conflictuelles, elles témoignent des possibles du devenir de la ville, rejoignant ainsi cette réflexion d'Antoine Picon, lorsqu'il étudie les conceptions de la ville au XIX<sup>e</sup> siècle : *« L'histoire urbaine peut s'entendre comme l'examen des déterminations du présent dont le*

*passé se révèle porteur. Mais on peut aussi l'envisager comme une leçon relative à l'indétermination fondamentale, à l'ambiguïté de ce même présent* » [Picon, 2001, 343]. Il n'y a pas nécessairement succession des modèles de ville et des figures de la ville, mais ils peuvent coexister, se prêter à des évolutions contradictoires et conflictuelles, ou à l'inverse coexister, soit sous une forme syncrétique, soit en optant pour une division de l'espace urbain.

Trois figures indiquent donc trois devenir possibles pour Valparaíso : la figure essentialiste, la figure historique et la figure moderniste. Chacune s'appuie sur une conception de l'espace et de l'historicité, et promeut un ordre social imaginaire.

## 1. La figure essentialiste

La figure de ville essentialiste se base sur une identité immuable de la ville, qui définit ses espaces, son mode d'évolution et ses habitants, d'une façon essentialiste. L'essence désigne en scolastique ce qui demeure par-delà les changements. Parler d'essence ne signifie pas que les discours et pratiques qui peuvent être rapportés à cette figure refusent le changement ou ignorent l'histoire et ses enchaînements, mais que selon cette conception, quelque chose de Valparaíso demeure ou doit demeurer, et a toujours été présent.

Cette figure part d'une conception du patrimoine courante au sein de la ville, présente dans les premières versions du dossier de candidature, liée aux valeurs paysagères, lesquelles concernent l'ensemble de la baie. Toutes les collines font partie du patrimoine. La ville est présentée comme un tout, sans centre ni périphéries, et la différenciation entre une aire patrimoniale et des espaces non protégés est récusée. Chaque colline-quartier (*cerro*) se différencie des autres par son nom mais reste intégrée à une conception générale de la ville, décrite souvent comme kaléidoscope, c'est-à-dire ensemble où chaque élément se reflète dans les autres espaces, manifestant sa solidarité. Cette figure essentialiste se traduit par une conception particulière de l'historicité de la ville, s'appuyant sur un temps indéterminé. Il ne s'agit pas du « *présentisme* » décrit par Hartog<sup>1</sup>, car des références au passé restent présentes, mais elles ne sont pas datées. Le passé se perpétue dans le présent.

### 1.1 Une géographie poétique de la ville ?

Ces caractérisations spatiales de la ville sont mises en évidence dans la littérature. Valparaíso est souvent présentée comme une ville se prêtant à l'imaginaire poétique. Ainsi un

---

<sup>1</sup> Défini comme un régime où « *la lumière est produite par le présent lui-même, et lui seul* ».



essai de A. de Nordenflycht est consacré aux rapports entre Valparaiso et la poésie, et identifie un lien concret entre ces deux aspects : « *sin duda que la excepcionalidad geográfica de Valparaíso ha gestado formas de hacer y vivir la ciudad (el patrimonio arquitectónico), con las cuales ha entrado en diálogo, solidario o polémico, la palabra poética* »<sup>1</sup> [Nordenflycht, 2002 : 7]. Ce lien est renforcé par le fait que la poésie constitue un « *patrimonio invisible* ». Cette poésie de la ville constitue une géographie poétique, qui s'appuie sur les éléments topographiques et urbains de Valparaiso.

Le dossier de candidature de Valparaiso cite de longs extraits d'un texte de Pablo Neruda issu de *Confieso que he vivido*, qui décrit les escaliers de Valparaiso : « *Las escaleras parten de abajo y de arriba e se retuercen trepando. Se adelzagan como cabellos, dan un liegro reposo, se tornan verticales. Se marean. Se precipitan. Retroceden. No terminan jamás.*

*Cuántas escaleras ? Cuántos peldaños pies en los peldaños ? Cuántos siglos de pasos, de bajar y subir con el libro, con los tomates, con el pescado, con las botellas, con el pan ?* »<sup>2</sup> [Neruda, 2003 : 86].

Les escaliers constituent un exemple d'élément urbain présent dans toute la ville, tous les *cerros*, adaptation de la trame urbaine à la topographie particulière et aux constructions sur les pentes. Les escaliers sont des éléments de la vie quotidienne : monter et descendre, chargés des produits achetés dans le *plan*. Cette expérience urbaine concerne tous les habitants sans exception. Benjamin Subercaseaux relevait déjà ce trait au sujet de Valparaiso dans sa description du Chili, *Chile o una loca geografía*, en 1940 : « *cada vez que hemos emprendido una descripción de Valparaíso, se han presentando con una frecuencia de leitmotiv, las palabras arriba y abajo. [...] La gran preocupación de los porteños es subir. Y no deja de serlo, porque los cerros son empinados, y no siempre es fácil, aun en automóvil, alcanzar hasta los barrios altos. Para el pueblo, sobre todo, este último recurso es imposible.* »<sup>3</sup> [Subercaseaux, 2001 : 125].

---

<sup>1</sup> « [il ne fait] aucun doute que l'exceptionnalité géographique de Valparaiso a généré des formes de faire et vivre la ville (le patrimoine architectural) avec lesquelles le langage poétique est entré en dialogue, solidaire ou polémique. »

<sup>2</sup> « Les escaliers partent d'en bas et d'en haut et se tortillent en grim pant. Ils s'effilent comme des cheveux, marquent une légère pause, se font verticaux. Ils ont le vertige. Ils se précipitent. S'allongent. Reculent. Ils n'en finissent jamais. Combien d'escaliers ? Combien de marches ? Combien de siècles de pas, de descentes et de montées, avec un livre, avec les tomates, avec le poisson, avec les bouteilles, avec le pain ? » [traduction de Claude Couffon, aux éditions Gallimard, 1975].

<sup>3</sup> « À chaque fois que nous avons entrepris de décrire Valparaiso se sont présentés avec la fréquence d'un leitmotiv les mots en bas et en haut. [...] La grande préoccupation des habitants est de monter. Et ils ne cessent de le faire, parce que les collines sont dressées raides, et il n'est pas toujours facile, même en automobile, d'atteindre les quartiers d'en haut. En outre, pour le peuple, cette ressource est hors de portée. »

Monter, descendre, tous les jours.



"Des rues traîtresses, qui nous font tourner sans fin, et nous rendent à notre point de départ, épuisé"  
(Lukas, Apuntes porteños)



Figure 72 : Valparaíso, la topographie élément du discours essentialiste

Julio Flores, poète qui fréquentait avec Pablo Neruda et Sara Vial le *Café Vienés*, publie en 1974 une *Geografía Poética de Valparaíso*, poésie en prose dont chaque texte est consacré à un aspect géographique de la ville essentialiste : les *cerros*, la mer, le vent, les cerf-volants ou les bateaux. Ces éléments concernent également toute la ville, et constituent des thèmes récurrents du discours porté sur elle.

Des écrivains classiques de la littérature chilienne ont écrit sur Valparaíso, et contribué à la diffusion de cette figure de la ville. L'ouvrage de Salvador Reyes, *Valparaíso port de*

*nostalgie*<sup>1</sup>, évoque le quartier portuaire de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. L'ambiance anglo-saxonne s'y fait encore ressentir mais est vécue dans les bars et maisons de charme de la ville, où se mêlent marins du monde entier, jeunesse chilienne en quête d'ivresse et danseuses de cabaret qui leur font tourner la tête. Les histoires personnelles se mêlent dans la ville dont la forme constitue le support de leurs pensées : « *le port se prêtait volontiers à cette conspiration des sentiments, et au-delà de la brume, il offrait ses hautes murailles lépreuses, ses ruelles noires et ses portes sinistres, comme un labyrinthe* ». La ville est l'objet de nombreux dialogues, qui évoquent son homogénéisation sous l'effet de la modernité. Cependant des éléments topographiques et climatiques (le vent, le brouillard, les vues depuis les cerros) sont omniprésents et fondent l'amour que les personnages du roman vouent à la ville (« *J'aime Valparaiso ! [...] Je bois à Valparaiso !* » [Reyes, 1947 : 104] ).

### 1.2 Deux musées pour deux regards subjectifs sur la ville

Il n'existe pas de musée consacré à l'histoire de Valparaiso (le musée naval qui appartient à la Marine, bien que situé à Valparaiso, évoque l'histoire portuaire et maritime du point de vue national et pas de Valparaiso). Toutefois, deux musées mettent en scène Valparaiso. La *casa de Pablo Neruda*, la *Sebastiana*, est la demeure du poète à Valparaiso. Gérée par la Fondation Pablo Neruda, ouverte aux visiteurs depuis 1992 (60000 visiteurs en 2000), elle présente l'intérieur tel qu'aménagé par P. Neruda, composé des nombreux objets rapportés de ses voyages en tant qu'ambassadeur dans le monde, et témoignant de son exubérance. Cette maison met également en scène un rapport subjectif à Valparaiso. Elle est composée de nombreux escaliers, de pièces aux formes irrégulières, agencés sur plusieurs étages, avec plusieurs accès, s'approchant de la figure du labyrinthe, comme une mise en scène de la géographie de la ville. La demeure, comme la plupart des maisons des *cerros*, est en outre tournée vers la baie, chaque pièce présentant une vue particulière sur l'océan et les autres *cerros*.

Le musée Lukas est situé passage Gervasoni, Cerro Concepción. Il est géré par la fondation Lukas, fondée par la veuve du dessinateur décédé en 1988, et prend place dans une maison achetée en 1991, pour exposer les travaux du dessinateur et caricaturiste, la plupart dédiés à des scènes de vie quotidienne de Valparaiso et Viña del Mar, et rassemblés dans divers ouvrages, dont *Apuntes porteños*, qui met en garde le lecteur : « *Como Valparaiso, es*

---

<sup>1</sup> Le titre a été modifié par l'auteur : la nostalgie est ici une nostalgie spatiale, du fait de son éloignement de Valparaiso, et pas la nostalgie pour une époque révolue, caractéristique de la figure historique de Valparaiso évoquée plus loin.

*desordenado, apretado* »<sup>1</sup> [Lukas, 1997]. Cet ouvrage a été réédité pour commémorer la découverte de Valparaíso en 1536, mais raconte l'histoire de la ville d'une façon originale, mêlant faits historiques et traits quotidiens et modes de vie de Valparaíso. Il mêle aux dessins des légendes écrites par l'auteur ou de multiples citations, non sourcées : Valparaíso, décrite comme « *kaleidoscopo* » [Lukas, 1997 : 78] est ainsi approchée à travers une description fragmentée. Les constructions exubérantes, les escaliers (« *escaleras que no van a ninguna parte* »), les ascenseurs, les *cerros*, constituent les objets de cette géographie de la ville, souvent non situés spatialement, façon de signifier leur répartition dans l'ensemble de la ville.

### 1.3 La diffusion de ces discours

Le patrimoine de Valparaíso est composé des multiples vues, comme l'indique l'image fréquente du kaléidoscope. Dans cette conception, Valparaíso est la ville de tous les regards, du haut vers le bas, du bas vers le haut, latéralement, une ville qui se saisit comme une et multiple, à la fois multiplicité des points de vue et unité urbaine. Cette multiplicité des regards ressort à la fois des pratiques quotidiennes et des discours savants sur la ville. En visite chez un habitant, il arrive que le voisin vous invite chez lui pour constater que la vue sur Valparaíso depuis son balcon contigu est différente. Habitants et touristes coïncident dans leurs promenades urbaines, allant sur les miradors ou empruntant un bus le long du *camino cintura*, qui fait le tour de la ville en hauteur.

Ville où la présence d'architectes est importante, Valparaíso compte alors de nombreux livres rendant compte de sa structure, et présentant une analyse conforme à la figure de la ville essentialiste. M. Contreras dans *Seminario de historia de la arquitectura del Cerro Alegre* [Contreras, 1974] analyse les liens entre regards sur la ville et nature des espaces à Valparaíso : les maisons sont tournées vers l'océan, construites en escalier sur les pentes des collines, et des éléments du bâti ou de la trame urbaine jouent le rôle d'intermédiaires paysagers : balcons, galeries, *bow-windows*, *miradores*, qui sont autant d'ouvertures sur la ville dans son ensemble. L'adaptation à la topographie est également mise en avant. Les architectes Sergio Acevedo et Juan Luis Moraga définissent trois types de regards : les regards amples depuis un mirador, les regards latéraux entre *cerros* et les regards de la percée (« *Miradas de traspaso* »), qui naissent par surprise, permis par la topographie et le tissu urbain de Valparaíso, arrivé par exemple en haut d'un escalier [Acevedo, Moraga, 1992]. Les paysages de Valparaíso mettent également en scène différents plans visuels

---

<sup>1</sup> « Comme Valparaíso, il [le livre] est désordonné, serré ».

discordant, qui alimentent l'image du kaléidoscope. Ces deux ouvrages sont des exemples d'une théorisation d'une expérience urbaine large, qui est conforme à la figure essentialiste.

#### 1.4 La spatialisation du patrimoine

La spatialisation du patrimoine à Valparaiso répond à ce motif puisque désormais l'ensemble de l'aire Unesco est concernée. La conception du patrimoine paysager est largement diffusée parmi les acteurs de la ville. La plupart des acteurs institutionnels locaux du patrimoine (municipalité, *Consejo Regional del Patrimonio* ou *Ciudadanos por Valparaíso*) mettent en avant dans le classement Unesco les aspects paysagers, minorant le travail de redéfinition des valeurs patrimoniales reliant Valparaiso à une phase de la mondialisation. Ainsi l'ancienne directrice de l'Unidad Técnica del Patrimonio, Cecilia Jimenez, évoquait l'importance fondamentale des éléments paysagers de Valparaiso : « *la vista es un bien patrimonial* »<sup>1</sup>, du fait de la « *simbiosis entre ambiente construido y ambiente natural* »<sup>2</sup>. Ainsi selon elle la catégorie officielle du classement est celle de paysage culturel<sup>3</sup> : « *Oficialmente fue declarado como la categoria de bien cultural como "centro histórico". Sin embargo, se reconoce Valparaiso "paisaje cultural", como una cuenca, como una totalidad, una totalidad en la cual hay una gran, bueno como lo voy a decir, superposición ... la fuerza de la topografía* »<sup>4</sup> [Jimenez, 2004].

Le plan directeur de Valparaiso demandé par l'Unesco n'a toujours pas été élaboré mais il a pour espace l'ensemble de la zone classée comme zone de conservation historique. Or les collines à l'est de la ville sont moins attachées à l'histoire de l'implantation des migrants et relèvent davantage d'une urbanisation et architecture vernaculaires, supports de valeurs paysagères et immatérielles mises en avant par *Ciudadanos por Valparaíso*, dont les termes du discours ont été repris par la municipalité dans son classement. La patrimonialisation ne doit ainsi pas être motif de différenciations urbaines, entre centralité patrimoniale et périphéries. À ce titre *Ciudadanos por Valparaíso* s'était au départ opposé au classement Unesco, craignant une telle partition de la ville au nom du patrimoine.

---

<sup>1</sup> « *la vue est un bien patrimonial* ».

<sup>2</sup> « *la symbiose entre environnement construit et environnement naturel* ».

<sup>3</sup> En entretien, au *Consejo Nacional de los Monumentos*, la justification historique est en revanche bien placée en premier.

<sup>4</sup> « *Officiellement [Valparaiso] fut déclarée dans la catégorie bien culturel comme centre historique. Cependant, Valparaiso est reconnue comme paysage culturel, comme une cuvette, comme une totalité, une totalité dans laquelle il y a une grande, comment vais-je le formuler, superposition ... la force de la topographie* ».

Cette figure essentialiste alimente également une conception de l'identité urbaine et de ses habitants, caractérisés par leur condition modeste et leurs pratiques, et qui en retour fonde un autre mode de développement urbain.

### 1.5 Une identité ?

Leopoldo Saez, dans un ouvrage collectif consacré aux identités chiliennes édité par le gouvernement à l'occasion du Bicentenaire du Chili, évoque la force de l'identité *porteña* (de Valparaíso), qui se traduit durant l'exil par la constitution d'un sous-groupe d'exilés échangeant leurs souvenirs sur la ville. Patricia Sepulveda, originaire de Santiago, également exilée durant 6 ans, me racontait son étonnement devant ce phénomène, et le chant de ralliement que constituait le *Valparaíso* d'Osvaldo « *Gitano* » Rodriguez (1943-1996) parmi les exilés de Valparaíso. La chanson a été écrite en 1973<sup>1</sup>, et est devenue un élément folklorique largement diffusé à présent, accompagnant la plupart des présentations de Valparaíso, joué par des musiciens amateurs dans les bars folkloristes de la ville et dont les paroles sont reprises par une grande partie du public. Les paroles commencent ainsi : « *Yo no he sabido nunca de su historia / Un día nací allí sencillamente* »<sup>2</sup>. Le narrateur évoque ensuite la pauvreté, les tremblements de terre, des éléments caractéristiques de la ville : les *cerros*, les enfants et les cerf-volants (qui volent à Valparaíso vers le bas), le vent, le port, et son amour de la ville, à laquelle il est attaché comme la faim à son corps (« *Pero este puerto amarra como el hambre / No se puede vivir sin conocerlo* »<sup>3</sup>), reprenant des thèmes perçus auparavant dans des textes poétiques et littéraires.

Cette chanson mobilise donc des éléments alimentant la figure essentialiste de Valparaíso, à la jonction entre topographie et pratiques. La pauvreté est mise en scène dans les paroles, « *amarrée* » à la ville comme son habitant. Cela se retrouve dans la poésie ou la littérature. Par exemple, P. Neruda décrivait également Valparaíso comme une ville essentiellement pauvre : « *Valparaíso es secreto, sinuoso, recordo. En los cerros se derrama la probretería como una cascada. Se sabe cuánto come, cómo viste (y también cuánto no come y cómo no viste) el infinito pueblo de los cerros. La ropa a secar embandera cada casa*

---

<sup>1</sup> Musicalement, elle s'inscrit dans le mouvement folkloriste des années 1960 et 1970, basé sur la réutilisation de chansons et rythmes populaires chiliens, souvent d'origine rurale. Violetta Parra, Victor Jara et Inti Illimani en sont les membres les plus connus.

<sup>2</sup> « *Je n'ai jamais rien su de son histoire / je suis simplement né ici* ».

<sup>3</sup> « *Mais ce port amarre comme la faim / On ne peut vivre sans le connaître* ».

y la incessante proliferación de pies descalzados delata con su colmena el inextinguible amor »<sup>1</sup> [Neruda, 2003 : 83].

La pauvreté est une composante de cette figure de la ville. Cela ne signifie pas que cette figure de la ville est l'apanage des populations pauvres, ou que le souhait est le maintien de la pauvreté, mais cette pauvreté fonde le discours essentialiste de la simplicité et donc le refus de la gentrification, même si ses tenants ne sont pas eux-mêmes assimilables à des personnes pauvres. Selon cette conception, la pauvreté se traduit à Valparaiso par certaines valeurs, notamment le respect de ses voisins et de l'urbanisme traditionnel de Valparaiso. Par là se note la différence avec le discours étudié précédemment identifiant en l'habitant la source des problèmes urbains, du fait de son manque de respect pour la ville.

*Ciudadanos por Valparaíso* s'appuie largement sur cette conception pour justifier ses campagnes de défense du patrimoine bâti et immatériel, entre les campagnes « *que nadie nos tapa la vista* »<sup>2</sup> et « *lugar valioso* » pour la protection des commerces dans la ville. Cette identité fonde également un discours sur un autre mode de développement de la ville, pour échapper aux accusations de vouloir congeler le développement urbain, ou muséifier au nom du patrimoine.

### 1.6 Un développement urbain endogène

Les associations se retrouvent dans une posture de justification de leur position et de démenti des accusations de conservationnisme. Le discours développé insiste sur les modalités de développement les plus adaptées à la ville, qui ne passent pas nécessairement par un unique modèle de croissance pro-développement. À Valparaiso *Ciudadanos por Valparaíso* a progressivement construit une conception du développement souhaitable de Valparaiso, qui inspire les différentes campagnes d'action menées.

Paz Undurraga [V22, 2006] oppose deux types d'investissement, celui localisé en un endroit qui cherche une haute rentabilité immédiate et celui mené à une plus grande échelle qui ne compromet pas les investissements alentour : « *hay un tipo inversionista que puede ser muy rentable, un inversión más chica y sobre todo yo creo que es mucho más inteligente que tu hagas inversiones y que ese inversion se materialize y despues tu puedes seguir hacer*

---

<sup>1</sup> « Valparaiso est secret, plein de recoins. Sur les collines se déverse comme une cascade la foule des pauvres. On sait que cette population innombrable mange - et ne mange pas -, comment elle s'habille- et ne s'habille pas. Le linge étendu sur les cordes pavoise chaque maison et la prolifération incessante des pieds nus dénonce par son fourmillement l'amour sans cesse renaissant. » [traduction de Claude Couffon, aux éditions Gallimard, 1975].

<sup>2</sup> « *que personne ne nous bouche la vue* ».

*inversiones en su entorno, porque el recurso esta ... todavía ... existe, sea por ejemplo la vista al mar, o sea la cualidad de vida [...] ; cuando tu tienes una zona protegida de alguna manera en una ... puedes visualizar que lo que va a pasar de aqui a 30 años más ; es mucho más rentable, que cuando no sabes porque la norma que había antes es una norma que dependía del paño, del tamaño del predio, cuanto alto tu podías hacer, entonces si tu tenías un predio chico podrías hacer 4 pisos pero si tu vecino compraba todos los otros predios el podría hacer un edificio de ... »<sup>1</sup>. Cette conception des investissements incorpore le débat sur la préservation des vues et le patrimoine paysager, puisque tout investissement aboutissant à un édifice mettant en danger les vues est considéré comme un investissement impropre à Valparaíso, et rapporté à un investisseur extérieur.*

L'aire concernée est la ville de Valparaíso tout entière, et les grands investisseurs sont dans ce schéma supposés extérieurs à Valparaíso : « *entonces hay gente que a lo mejor quieren hacer concentrar una inversión grande, mille de millions en un edificio y después se van a ir a otro lado, no es un buen inversionista para la ciudad de Valparaíso, porque la ciudad de Valparaíso requiere mucho inversión y permanente, entonces no necesitamos que vengan aqui a invertir, hagan tres torres gigantes y despues llegan listo* »<sup>2</sup>, puisqu'ils viennent et repartent. Cette caractérisation de l'ensemble de la ville comme aire d'investissement est liée au refus d'un modèle spatial différencié, de type centre-périphérie, puisqu'elle refuse « *una inversión muy concentrada que concentra la rentabilidad po* »<sup>3</sup>.

Il y a ainsi une mise en parallèle entre le type d'investissement, le type d'investisseur, la conception spatiale du développement urbain et le mode temporel de l'investissement. Les investissements importants sont rapportés à des investisseurs extérieurs, qui agissent sur le mode de l'occasion, du court terme, et contribuent à fortement différencier l'espace. Au contraire, les investissements de dimension plus réduite sont locaux, ne modifient pas leur environnement, se répartissent sur l'ensemble de la ville et sont continus. Cette

---

<sup>1</sup> « Il y a un type d'investissement qui peut être très rentable, un investissement très modeste et surtout je crois que c'est beaucoup plus intelligent, [consistant en ce] que les investissements que tu fais une fois concrétisés te permettent de continuer à investir autour, parce que la ressource ... existe toujours, que ce soit par exemple la vue à la mer ou la qualité de vie [...] ; quand tu as une zone protégée, d'une certaine façon tu peux visualiser ce qui va se passer d'ici à 30 ans, c'est beaucoup plus rentable que quand tu ne sais pas parce que la norme qu'il y avait avant est une norme qui dépendait de la taille de la parcelle, qui définit la hauteur possible ; ainsi une petite parcelle permettait de construire jusqu'à 4 étages, mais si ton voisin achetait toutes les autres parcelles il pouvait construire un édifice allant jusqu'à ... ».

<sup>2</sup> « Ainsi il y a des gens qui peut-être veulent concentrer l'investissement dans un seul édifice, mille millions de... , et qui ensuite repartent ailleurs, ce n'est pas un bon investisseur pour la ville de Valparaíso, car la ville de Valparaíso requiert des investissements permanents, ainsi nous n'avons pas besoin qu'ils arrivent ici pour faire trois tours et repartent une fois finies. ».

<sup>3</sup> « un investissement très concentré qui concentre la rentabilité ».



indifférenciation spatiale sert également une indifférenciation sociale : « *en una ciudad yo creo que lo más apropiado es tener como igualdad de oportunidades para todos po* »<sup>1</sup>. Ainsi, l'association *Ciudadanos por Valparaíso*, qui, au départ, s'opposait à la candidature Unesco, développe un discours sur l'authenticité pour rejeter des transformations qui risquent de déposséder les habitants de leur ville. Le *Comité de Defensa de Valparaíso* écrit : « *se estan robando Valparaíso*<sup>2</sup> » (« ils volent Valparaiso ») et membre de *Ciudadanos por Valparaíso*, explique son refus des subventions à l'achat de logements réhabilités par le fait que Valparaiso n'est pas une ville de riches (« *ricos* »).

Pour la même raison, la gentrification est brocardée, car elle entraîne une différenciation urbaine et un changement dans la façon de présenter les espaces. Une opposition à ce qui est identifié comme la source de cette gentrification, l'habitant de Santiago qui achète une maison secondaire à Valparaiso car le lieu est à la mode, se développe<sup>3</sup>. L'habitant de Santiago est d'une double façon opposé à ce qui serait l'habitant type de Valparaiso, par son origine géographique et son statut social, rapport que faisait un habitant critique de ce phénomène : « *cuando yo te decía que la burguesía ha redescubierto los balcones de Valparaíso es la burguesía santiaguina* » [entretien V51]. Quelques tags apparaissent pour protester contre cette gentrification perçue comme exogène à la ville, en fustigeant les habitants de Santiago.

La figure essentialiste identifie une ville indifférenciée, qui fonde le refus de certaines transformations. Une autre figure urbaine à Valparaiso présente un autre rapport à la ville et à ses habitants types, reposant davantage sur une période historique : la figure nostalgique.

## 2. La figure nostalgique : une différenciation au sein de la ville

Une conception du patrimoine fournit là aussi le point de départ de la figure historique, basée sur l'individualisation d'espaces historiques, identifiés d'abord comme centre historique puis comme quartiers historiques. La ville fonctionne donc sur une différenciation centre - périphérie. L'historicité est liée à une différenciation entre un passé glorieux et un présent en crise. Toutefois, il ne s'agit pas d'une temporalité linéaire car la patrimonialisation et la gentrification sont perçues comme un retour à l'âge d'or du XIX<sup>e</sup>

---

<sup>1</sup> « ainsi c'était un investissement très, très concentré qui concentrait aussi la rentabilité, et dans une ville je crois que le plus approprié est d'avoir une égalité d'opportunités pour tous ».

<sup>2</sup> juin 2004, lettre ouverte à l'Unesco.

<sup>3</sup> B. Subercaseaux en 1940 relevait déjà une opposition des habitants de Valparaiso à ceux de Santiago, perçus comme invasifs : « *Ya hemos dicho en otra parte el horror que nos inspira el provincialismo despiadado del burgés porteño. Para ellos, el santiaguino es un trouble-fête que les invade el puerto durante los meses de verano.* » [Subercaseaux, 2001 : 124].

siècle. Cela correspond au registre de l'*historia magistra*, où le passé fonctionne comme exemple, voire source d'imitation [Hartog, 2003]. La figure historique dessine une ville des haut-lieux, des points d'ancrage. Le Brighton est à la fois une image idéalisée du passé et la présence concrète de son retour.

### 2.1 Le passé européen

Le classement Unesco de Valparaiso demeure ambigu du point de vue local. Beaucoup évoquent l'aspect paysager de Valparaiso, support du discours essentialiste de la ville. À l'inverse, Todd Temkin, de la Fondation Valparaiso, ne met pas en avant la dimension paysagère mais le passé européen de Valparaiso pour expliquer ce classement. Dans un texte écrit pour le projet *EuroChile* appelé « *Max Weber y el caso de Valparaíso ante la Unesco* », il précise que Valparaiso se distingue des autres villes latino-américaines classées car elle n'est pas une ville coloniale<sup>1</sup> mais « *una ciudad curiosamente anglosajona anclada en las profundidades del Pacífico Sur. Nuestro patrimonio étnico es fecundamente ecléctico. Incluye chilenos, alemanes, escoceses, ingleses, ligurinos, suizos, franceses, estadounidenses, y exiliados de la guerra civil española, entre otras.* »<sup>2</sup>.

Il se réfère alors à la thèse de Max Weber sur les liens entre protestantisme et développement du capitalisme, alors que les pays catholiques restent en retrait, pour évoquer l'apport prépondérant des migrants au développement de Valparaiso : « *¿Acaso fue una casualidad que el Valparaíso de 1848-1914 se levantó como la gran cuna de emprendedores del Pacífico Sur? ¿Fue el mero azar que determinó que en Valparaíso se crearan los primeros bancos del país, la primera bolsa de valores de Latinoamérica, el primer cuerpo de bomberos, el primer diario?* »<sup>3</sup>. Ces exemples ne sont pas anodins : un nord-américain participe à la fondation du *Mercurio de Valparaíso* en 1827, le premier corps de pompiers fondé en 1851 implique des citoyens anglais et nord-américains, et l'économie locale capitaliste dépend fortement des capitaux anglais [Cavieres, 1999]. Toutefois, cette équivalence entre esprit d'initiative et migrants permet d'introduire une nouvelle relation. Les pays catholiques sont dominés par le « *centralismo* », alors que les migrants introduisent à Valparaiso un nouveau type de relations basé sur les initiatives privées. Un des haut-lieux

---

<sup>1</sup> Sur ce point convergent les discours essentialiste et historique.

<sup>2</sup> « *une ville curieusement anglo-saxonne ancrée dans le lointain Pacifique Sud. Notre patrimoine ethnique est profondément éclectique. Il inclut [des éléments] chiliens, écossais, anglais, ligures, suisses, français, nord-américains, et liés aux exilés de la guerre civile espagnole, entre autre* ».

<sup>3</sup> « *Était-ce un hasard si Valparaíso entre 1848 et 1914 s'est dressée comme le berceau des entrepreneurs du Pacifique Sud ? Fut-ce le simple hasard qui a fait qu'à Valparaíso se créèrent les premières banques du pays, la première bourse d'Amérique Latine, le premier corps de pompiers, le premier journal ?* ».

patrimoniaux de la ville, la promenade (*paseo*) Atkinson, résulte d'un aménagement privé : « *Al contrario, el espíritu emprendedor definía Valparaíso. Así, el patrimonio real de un espacio como el Paseo Atkinson, no es solamente su belleza en sí, sino el hecho de que esta expresión urbana, como tantas en Valparaíso, nunca fue hecho por un organismo público, sino por los propios vecinos* »<sup>1</sup>. Ainsi les migrants sont à la fois vecteurs du dynamisme économique et entrepreneurial de Valparaíso, et acteurs de la transformation des espaces dont on célèbre aujourd'hui la valeur patrimoniale.

Cette histoire est au service du présent : « *Como un paso trascendente, califico el histórico consorcio público-privado para desarrollar vía concurso abierto una nueva imagen identidad para Valparaíso. El consorcio gestor, que incluye la Fundación Valparaíso, Euro Chile, Sernatur, la Municipalidad de Valparaíso, CORFO, y empresarios del puerto, constituye un hito pro-activo que Weber aplaudiría. La capacidad de emprender, innovar y romper esquemas es nuestro patrimonio.* »<sup>2</sup>. L'organisation publique privée que souhaite mettre en place la *Fundación Valparaíso* trouve sa justification dans le passé de Valparaíso et son organisation socio-économique, elle-même légitimée par le devenir-patrimoine de ses réalisations.

Ainsi T. Temkin se place bien dans le registre de l'*historia magistra*. Ce passé de la ville est un motif de fierté urbaine, comme à Liverpool, justifiant également les options politiques et urbanistiques. Ainsi le Pladeco justifie les prétentions au développement tertiaire de Valparaíso et son insertion dans la mondialisation par cet esprit d'innovation qui caractérise la ville : « *En Valparaíso, su historia registra múltiples sucesos que confirman su naturaleza de ser innovadores y pioneros. Valparaíso, como primer puerto de Chile, el primero en tener navegación a vapor, [...], el primero en tener telegrafos, redes de teléfonos, redes de agua potable* »<sup>3</sup> [Municipalidad de Valparaíso, PLADECO].

Cette préférence accordée aux migrants et leurs réalisations se traduit par une réactualisation des traces européennes, surtout anglaises. Ainsi les transformations

---

<sup>1</sup> « *Au contraire, l'esprit d'entreprise définissait Valparaíso. Ainsi, le patrimoine réel d'un espace comme le Passage Atkinson, n'est pas seulement sa beauté en soi, mais aussi le fait que cette expression urbaine, comme tant à Valparaíso, ne fut pas réalisée par un organisme public, mais par ses propres habitants du voisinage (en l'occurrence les migrants).* ».

<sup>2</sup> « *Como un paso trascendente se posiciona el histórico consorcio público-privado para desarrollar una nueva imagen identidad para Valparaíso. El consorcio de gestión, que incluye la Fundación Valparaíso, Euro Chile, Sernatur, la municipalidad de Valparaíso, CORFO, y empresarios del puerto, constituye un hito en favor del desarrollo que Weber aplaudiría. La capacidad de emprender, innovar, romper los esquemas es nuestro patrimonio.* ».

<sup>3</sup> « *L'histoire de Valparaíso enregistre de multiples succès qui confirment sa nature innovatrice et pionnière. Valparaíso, comme premier port du Chili, premier à connaître la navigation à vapeur, [...] le premier à avoir le télégraphe, les réseaux de téléphone, les réseaux d'eau potable.* ».

patrimoniales tendent à produire un paysage davantage conforme à l'image des quartiers victoriens reflétant l'apport des migrants. Cette volonté de création de paysages soutenant un imaginaire historique relève d'une forme de nostalgie, pathos spatial.

## 2.2 La nostalgie

La nostalgie est une notion spatiale, liée à la construction d'une identité territoriale et individuelle [Gervais-Lambony, 2003], et temporelle puisqu'elle s'appuie sur l'absence du passé dans le présent, lequel est réactivé par les imaginaires urbains.

À Valparaíso, la nostalgie désigne une forme de mise en relation entre espace local et espaces lointains, et est créatrice d'un rapport imaginaire avec des espaces européens. Elle renvoie à la période faste de Valparaíso, lorsque le port était la porte d'entrée de la modernisation au Chili, escale des navires anglais, allemands et français sur les routes de la Californie, jusqu'au percement du canal de Panama. Valparaíso connaît alors une immigration européenne, essentiellement anglaise et allemande. Ces migrants établissent leur résidence sur deux collines loties au XIX<sup>e</sup> siècle, les Cerros Alegre et Concepción, qui traduisent encore dans leurs paysages ce passé européen : architecture victorienne avec toits pentus, *bow-windows*, fenêtres en guillotine, couvertures en calamine, chiens assis, longs couloirs instaurant une stricte différenciation des intérieurs, jardins verdoyants, destination résidentielle exclusive conforme à la séparation spatiale des activités de la bourgeoisie anglo-saxonne [Hall, 1987]. Des églises anglicane et luthérienne sont construites dans ces deux quartiers. Aujourd'hui ce passé européen est vécu sur le mode de la nostalgie, qui se manifeste de différentes façons : dans les paysages produits par la réhabilitation patrimoniale, dans les modes de la gentrification, ou dans certains écrits sur la ville.

### *Les sons rêvés d'une mazurka de Chopin : la nostalgie littéraire*

De nombreux écrits sur la ville mettent en scène ce passé européen, sous la forme d'un âge d'or de la ville. Ainsi l'ouvrage de Peña Muñoz, *Ayer soñé con Valparaíso*, est une accumulation de scènes de vie quotidienne à Valparaíso au XIX<sup>e</sup> siècle, décrivant la société cosmopolite qui s'y développe et de ses modes de vie disparus. Cet ouvrage est présenté par l'éditeur comme une contribution à la candidature de Valparaíso à l'Unesco.

Ce rapport nostalgique à l'Europe est mis en scène par l'auteur dans son introduction : l'idée d'écrire cet ouvrage naît d'une rencontre avec un médecin de Valparaíso, d'origine allemande, qui souhaite se rendre à Davos retrouver les lieux décrits dans l'ouvrage de Thomas Mann, *La Montagne Magique*. Une même fascination pour cet ouvrage qui évoque la

suspension du temps dans les sanatoriums alpins pousse P. Muñoz et le médecin à échanger sur leurs souvenirs de Valparaiso et évoquer « *ese tiempo perdido, cuando los ingleses acudían allí [au Café Riquet] a beber el té con limón y a hablar del birthday de la reina* »<sup>1</sup> [Muñoz, 1999 : 19]. L'évocation de Valparaiso est nostalgique, essayant de créer une atmosphère mélancolique, tout en rappelant le rôle pionnier de Valparaiso dans les domaines culturels et économiques, du fait des migrants, à l'instar du texte de Todd Temkin.

L'ouvrage de Manuel Peña Muñoz est consacré à Valparaiso, mais les espaces de l'immigration européenne sont privilégiés, notamment les Cerros Alegre et Concepción. Les autres *cerros* sont évoqués surtout pour leurs ascenseurs, autre témoignage de l'esprit pionnier, lesquels « *han quedado paralizados, como detenidos en el tiempo* »<sup>2</sup>. L'ascenseur conduisant au Cerro Alegre est un « *ascensor a la nostalgia* », prélude à l'évocation d'un ordre social disparu : « *los británicos y los alemanes se cruzaban en el ascensor Turri, saludándose ceremoniosamente en aquella época cuando el salitre estaba en su esplendor* »<sup>3</sup> [Munoz, 19999 : 101].

La nostalgie se dédouble d'une mélancolie<sup>4</sup> : « *el siglo XIX fue un tiempo [...] de mazurcas rusas y de Nocturnas de Chopin en un piano del Pasaje Oxford en el Cerro Alegre, cuando la clase alta acudía a las lecciones de baile [...]. Recordar ese tiempo hermoso es dar cuerda a una cajita de música en una casa del Paseo Gervasoni y saber que es necesario escribir un memorial nostálgico y detallado de ese fin de siglo* »<sup>5</sup> [Muñoz, 1999 : 32]. Ainsi, les modes de vie de la bourgeoisie cosmopolite du XIX<sup>e</sup> siècle sont décrits de façon nostalgique, à travers de nombreuses anecdotes mettant en scène familles bourgeoises et célébrités de passage dans le port (dont Pierre Loti, charmé par une mélodie de piano). Nostalgie et mélancolie se rejoignent car ce passé est à la fois irrémédiablement lointain et présent jusque dans la toponymie : « *Pasaje Cambridge ... Subida Templemann ... Paseo Atkinson ... Nombres sugestivos, llenos de misteriosas resonancias* »<sup>6</sup> [Muñoz, 1999 : 101].

---

<sup>1</sup> « *ce temps révolu, quand les anglais se rendaient là pour boire un thé au citron et parler du birthday de la reine* ».

<sup>2</sup> « *sont restés paralysés, comme arrêtés dans le temps* ».

<sup>3</sup> « *les anglais et les britanniques se croisaient dans l'ascenseur Turri, se saluant respectueusement en ces temps où le salpêtre connaissait sa période faste.* »

<sup>4</sup> Les termes « *nostalgia* » et « *melancolía* » sont omniprésents dans l'ouvrage.

<sup>5</sup> « *Le XIX<sup>e</sup> siècle fut une époque [...] de mazurkas russes et de nocturnes de Chopin jouées sur un piano du Passage Oxford du Cerro Alegre, quand la classe supérieure assistait aux leçons de danse. [...] Se rappeler de cette belle époque est comme remonter une boîte à musique dans une maison du Paseo Gervasoni et savoir qu'il est nécessaire d'écrire un mémorial nostalgique et détaillé de cette fin de siècle.* »

<sup>6</sup> « *Passage Cambridge ... Montée Templemann ... Promenade Atkinson ... des noms suggestifs, emplis de mystérieuses résonances* ».

Toutefois les transformations récentes des deux *cerros* tissent un lien avec ce passé. Un allemand achète une maison pour la restaurer et y résider : « *el ojo extranjero descubre lo que el porteño no ve* »<sup>1</sup> [Muñoz, 1999 : 127]. Puis il acquiert un ancien pensionnat de jeunes filles pour le transformer en appartements de luxe, « *ideales para artistas que están repoblando el cerro, arquitectos, extranjeros, hombres de negocios con ideas nuevas, nostálgicos y soñadores, que quieren vivir en un gran ambiente en un estilo de vida de óptima calidad* »<sup>2</sup> [Muñoz, 1999 : 131]. Le lien entre restauration de ce passé européen et gentrification se retrouve ainsi dans ces textes évoquant la nostalgie de Valparaíso. De nombreux autres textes et auteurs témoignent de cette nostalgie [Calderón, Schlotfeld, 1986].

#### *L'actualisation du passé anglais et de l'architecture victorienne*

Ce retour du passé européen n'est donc pas purement littéraire, se manifestant dans les modes de réhabilitation des espaces. La transformation du bâti à Valparaíso dans les zones patrimoniales est souvent le fait d'acteurs privés. Les édifices concernés ne sont pas classés en tant que tels mais comme éléments d'un secteur urbain patrimonialisé. Les règles concernant leur transformation sont donc plus souples. Les restaurations et interventions patrimoniales tendent à recréer des paysages conformes à l'imaginaire européen. Les choix de réhabilitation du bâti ordinaire sont sous-tendus par une mise en valeur accrue, voire une accentuation, des éléments évoquant les influences européennes, notamment victoriens.

L'édifice le plus connu des Cerros Alegre et Concepción est un édifice à l'architecture victorienne caractéristique de l'image qui en est donnée à Valparaíso, avec un toit très incliné, des chiens assis, des fenêtres à guillotine, et des oculi. Or cet édifice, devenu un des emblèmes de ce quartier patrimonial, présent sur de nombreuses cartes postales, a été construit dans les années 1990, et est devenu le premier hôtel du Cerro Concepción. Cette construction d'une demeure imitant un édifice du passé sans le mentionner de façon explicite peut être qualifiée de pastiche architectural, toutefois ce projet a été accepté après que l'ancien propriétaire a connu plusieurs refus pour des projets moins marqués par la fidélité à un style architectural passé. Son propriétaire actuel, Nelson Morgado, est conscient du caractère pastiche de l'édifice mais est convaincu qu'il fera partie du patrimoine de Valparaíso dans une centaine d'années, comme témoignage de cette fascination pour le passé victorien (entretien V25) ; lui-même en joue puisque rien ne permet au visiteur de connaître l'origine

---

<sup>1</sup> « *l'œil étranger découvre ce que l'habitant de Valparaíso ne voit pas* ».

<sup>2</sup> « *idéales pour les artistes qui repeuplent la colline [le quartier], architectes, étrangers, hommes d'affaires aux idées nouvelles, nostalgiques et rêveurs, qui veulent vivre dans un environnement grandiose avec la meilleure qualité de vie* ».

contemporaine de l'édifice, qui fonctionne comme hôtel et café, et qu'il l'a baptisé « *Brighton* », accentuant davantage le lien avec l'Angleterre du XIX<sup>e</sup> siècle. Les noms donnés aux premiers restaurants et hôtels témoignent ainsi de cette volonté de s'appuyer sur le passé européen : le *Brighton*, le *Sommerscales*<sup>1</sup>, *Villa Toscana*, *La Colombina*, évoquent l'Italie ou l'Angleterre.



Le Brighton (A) construit dans les années 1990 et la fondation Valparaíso (B) dont le siège a été réhabilité récemment manifestent cette présentation des traces européennes dans les paysages.

Figure 73 : L'exacerbation de l'image du passé anglais et européen

Un autre édifice, le siège de la Fondation Valparaíso, illustre cette recherche de l'image d'un passé victorien, témoignant de l'inscription européenne de Valparaíso, et de la dimension bourgeoise de ses espaces. Avant sa restauration, l'édifice servait de centre social aux habitants du Cerro Bellavista. Il a été acheté par Todd Temkin pour devenir le siège de sa fondation. La réhabilitation de l'édifice a modifié son apparence : un toit à la Mansart a été ajouté, avec des oculi et des chiens assis, des couleurs vives ont été utilisées (bleu et jaune), l'édifice étant désormais visible depuis de nombreux points de la ville. La restauration est là une reconstruction visant à créer les témoignages renforçant l'interprétation de l'histoire comme façonnée par les migrants anglais.

Enfin, les matériaux spécifiques des demeures de style victorien vont être mis en valeur : les poutres en pin Oregon, transportées depuis la Californie pour éviter que les navires ne fassent le voyage la cale vide, les fenêtres à guillotine, les tôles en calamine

<sup>1</sup> Du nom d'un peintre anglais présent au Chili au XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle.

apportées depuis l'Europe et souvent Liverpool, recouvrant les pans extérieurs pour protéger de l'humidité. Les lanternes (*faroles*) ajoutées sur les édifices réhabilités des quartiers des migrants sont de style « ancien », et fonctionnent comme marqueurs de la gentrification.

*Le réinvestissement symbolique du centre*

Ce retour du passé européen est contemporain du processus de gentrification. Il peut être interprété comme un souci de distinction, ou « *le glissement subtil de la patine vers son propriétaire* » [Appadurai : 127].

Toutefois, évoquer les liens entre nostalgie et gentrification peut sembler paradoxal. La gentrification est souvent présentée comme le « *retour* » [Bidou-Zachariasen, 2003] de couches sociales qui ont quitté les espaces anciens, néanmoins un siècle plus tard ce ne sont pas les mêmes personnes ni les mêmes familles qui reviennent. Comment peut-on revenir là où l'on a jamais été, et quelle signification joue dans ce cas la nostalgie ? La nostalgie prend appui sur les traces d'un passé (bâti anglo-saxon, trame urbaine du XIX<sup>e</sup>) mais vise par-delà ces traces un mode de vie et une organisation sociale particuliers. A. Appadurai analyse les liens de la nostalgie avec la mode et la consommation, avec l'élaboration de temporalités spécifiques. Il met en évidence une « *nostalgie imaginée* » [Appadurai, 129] pour des modes de vie qui n'ont pas été vécus, et la construction de « *simulacres de périodes* ».

Ainsi le supplément *Habitat-Décoration* du *Mercurio* de 2003, journal national, présente les diverses facettes de Valparaíso, dans le logement, l'art de vivre, ... reflet de cette image façonnée de la ville comme support de modes de vie puisés dans le passé. Y sont présentés les objets apportés par les migrants au XIX<sup>e</sup> siècle, aujourd'hui chez des antiquaires locaux (vases, services, miroirs, autant de « *testimonios de la historia* »), ainsi que les intérieurs décorés des ménages ayant choisi de s'installer dans la zone patrimoniale ...

Or ce passé est en même temps un ailleurs, comme le déclare un de ces nouveaux arrivants : « *quería una casa para el fin de semana, no para las vacaciones, sino un placido lugar que fuera como salir de Chile, como emprender un viaje a otros mundos varias veces al mes* »<sup>1</sup>. Discours du retour, les espaces de la gentrification désignent en même temps un ailleurs. Cette nostalgie n'est pas seulement tournée vers le passé. Une relation s'instaure entre le regard porté sur le passé et le changement social lié à la réhabilitation patrimoniale. La nostalgie accompagne cette remémoration, qualifiant positivement une époque où les

---

<sup>1</sup> « *je voulais une maison pour les fins de semaine, pas pour les vacances, mais un lieu tranquille, qui serait comme sortir du Chili, comme accomplir plusieurs fois par mois un voyage dans d'autres mondes* ».



migrants anglo-saxons ont créé ces espaces. Les marques d'un passé vécu sous le mode de la nostalgie sont en même temps les jalons de la réhabilitation. La nostalgie est donc le pathos territorial permettant une valorisation des traces des migrants anglais, allemands et italiens du XIX<sup>e</sup> siècle, qui rend légitime la gentrification considérée comme retour, et donc le changement social qui se produit dans ces espaces.

Pour les nouveaux habitants qui viennent majoritairement de Viña del Mar ou de Santiago, l'installation à Valparaiso permet l'imagination d'un nouveau mode de vie. « *Les hommes tendent à construire un territoire idéal, qui est relation et qui n'existe sans doute pas. [...] Cette quête de territoire est aussi construction de soi (individuelle) et construction du rapport aux autres (collectif).* » [Gervais-Lambony, 2003 : 142]. Dans cette construction territoriale qui renvoie à une image mythifiée du Valparaiso cosmopolite, la référence à l'Europe est essentielle, mais elle est une Europe appropriée localement. Cette nostalgie s'attache alors à des espaces particuliers, dessinant une autre spatialité de Valparaiso que la figure essentialiste. L'ensemble de la ville n'est pas concerné mais seulement la partie évoquant dans ses paysages cette présence européenne. Elle est faite de haut-lieux. La gentrification prend appui sur un patrimoine lié à la présence de migrants qui ont partiellement importé au XIX<sup>e</sup> siècle des traits culturels anglo-saxons. Valorisant ce patrimoine, les ménages chiliens qui y achètent une maison en modifient le sens. Ils inscrivent ces espaces en continuité avec le reste de la ville en peignant les maisons avec des couleurs tranchées. Cela correspond à une forme de « patrimoine métissé » [Turgeon, 2003], ou mélangé<sup>1</sup>, de deux façons différentes : la constitution du patrimoine de la ville résulte de processus d'échanges, de transferts et d'incorporation de traits culturels issus d'espaces lointains<sup>2</sup>. Puis, avec la patrimonialisation, il est réinterprété dans les enjeux résidentiels locaux, à travers notamment des dynamiques de distinction, et basé sur un discours à teneur nostalgique. Tout autre est la figure moderniste.

### 3. La figure moderniste

La figure moderniste n'embrasse pas tout Valparaiso, mais reproduit une différenciation de ces espaces. Son historicité relève du « *régime moderne* » [Hartog, 2003], tournée vers le futur, avec la volonté d'appliquer à Valparaiso des modèles de développement contemporain, basés sur des constructions en hauteur, par le projet *Barón* porté par le

---

<sup>1</sup> À la suite d'Amselle, j'adopte la notion de « mélanges » plutôt que celle de « métissage » qui laisse penser qu'on aurait affaire avant le métissage à deux ensembles purs [Amselle, 2001].

<sup>2</sup> L'Unesco a inscrit Valparaiso sur la liste du patrimoine mondial car la ville constitue un « témoignage exceptionnel de la première phase de mondialisation à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle » [Icomos, 2003].

gouvernement chilien et l'entreprise portuaire de Valparaíso. Cette figure repose sur une légitimation « *pro-growth* » [Molotch, 1976].

### 3.1 Une légitimation pro-développement

La légitimation de ce projet s'appuie sur son potentiel de croissance. Un des arguments récurrents de soutien au projet *Barón* est la création d'emplois, dans une ville frappée par un taux de chômage important, et les ressources publiques et privées générées par le projet. Les éditorialistes des quotidiens locaux se font les véhicules de cet argumentaire récurrent. Chaque présentation du projet et de ses développements urbanistiques est accompagnée du rappel du nombre d'emplois créés, et mis en regard du taux de chômage de la ville. Au départ, le *Mercurio de Valparaíso* rapporte les paroles du directeur d'EPV, Gabriel Aldoney : « *Este proyecto tendrá un impacto social que generará aproximadamente 3.400 empleos al año -a contar del 2006- en su construcción y 2.200 anuales en el plano operativo. La inversión total será de 170 millones de dólares para un período de 6 a 8 años* »<sup>1</sup> [El Mercurio de Valparaíso, 01/11/2004]. Rapidement ces estimations sont objectivées dans le texte, ne comportant plus la mention de leur origine<sup>2</sup>, le *Mercurio de Valparaíso* devenant un relais de l'argumentaire pro-développement. Ainsi, alors que l'opposition au projet est interne à la ville, un éditorial avait pour titre « *decir si a Valparaíso* »<sup>3</sup> [El Mercurio de Valparaíso, 15/08/2004] et la une suivant la modification du plan régulateur communal titrait « *! triunfó Valparaíso !* »<sup>4</sup>, façons de lier le destin de la ville à ce projet, présenté comme occasion de développement, et de rendre exogènes les critiques.

Les opposants au projet parlent à ce sujet de tromperie ou de manipulation : « *a mi lo que me indigno fue que el día anterior a la aprobación salió una foto en el Mercurio donde se ve el paseo, pero no se ve ningún edificio, o sea hicieron una foto de la maqueta de la parte que no se ven los edificios, entonces eso es un engaño a la gente, y luego el otro día dicen gano Valparaíso, eso, eso, además se ha ido a la unión de las juntas de vecinos, y se ha convencido de que ahí van a ver 3000 puestos de trabajo, y entonces esa gente ha firmado* »<sup>5</sup>

---

<sup>1</sup> « Ce projet aura un impact social qui génèrera approximativement 3400 emplois par an, à partir de 2006, pour sa construction et 2200 pour son fonctionnement. L'investissement total sera de 170 millions de dollars pour une période de 6 à 8 ans ».

<sup>2</sup> Par exemple dans l'extrait suivant : « *en la balanza esta una megainversión que implicara a 3400 trabajadores ....* » (dans la balance il y a un méga investissement qui impliquera 3400 travailleurs ...) [El Mercurio de Valparaíso, 10/03/2004].

<sup>3</sup> « Dire oui à Valparaíso ».

<sup>4</sup> « Valparaíso a triomphé ! ».

<sup>5</sup> « Moi ce qui m'a indigné fut que le jour précédent l'approbation le Mercurio utilisa une photo où on voyait la promenade, mais aucun édifice, autrement dit ils firent une photo de la partie de la maquette où on ne

[entretien V25]. L'argument sur les créations d'emplois dans une ville avec des problèmes socio-économiques importants a un fort pouvoir persuasif : « *es una ciudad con un índice de cesentía muy alto, el más alto de Chile, entonces el tema del trabajo es un tema muy engachador* »<sup>1</sup> [Ciudadanos 2004], et relève donc selon les opposants d'une forme de manipulation.



Aprobado en forma unánime seccional para proyecto de borde costero

# ¡Triunfó Valparaíso!

Figure 74 Une du Mercurio après l'approbation du projet Barón

Ce morceau de ville est à créer, il s'inscrit dans une historicité moderniste qui fait table rase du passé en arguant de la nécessaire ouverture à la mondialisation créatrice d'emplois. Cette figure urbaine est rendue concrète par les images et vidéos du projet, qui dessinent la ville à venir. Les opposants au projet ont répliqué par des contre-images, qui montrent un autre futur, d'autres points de vue.

### *Les ressorts d'une identité urbaine et la confrontation des figures*

Ce projet est donc l'occasion d'un affrontement entre différents registres de légitimation des projets. Les concepteurs du projet rappellent que les créations d'emploi dans une ville en crise ne peuvent être refusées et que des éléments patrimoniaux du port seront

---

<sup>1</sup> « C'est une ville avec un taux de chômage très élevé, le plus élevé du Chili, alors le sujet de l'emploi est un thème très raccoleur ».

conservés. À l'inverse, c'est au nom de l'identité de Valparaiso que des associations s'opposent à ce projet.

Toutefois, cette notion d'identité reste ambivalente. Logique économique et logique patrimoniale et identitaire ne s'opposent pas si nettement. Le film de présentation du projet *Barón* multiplie les références au folklore *porteño* (une musique typique de la ville, les cris des vendeurs ambulants de cacahuètes) et *Plan Valparaíso* rappelle qu'il est question de renouer la relation entre les habitants et la mer, et pas de créer une ville dans la ville, fonctionnant de façon isolée, comme le craignent les opposants. L'identité n'est donc pas une entité dernière permettant d'expliquer des conflits, elle est elle-même à la fois objet de reformulations liées aux transformations de Valparaiso et ressource pour la légitimation des actions.

Les figures de ville à Valparaiso indiquent également qu'il n'y a pas une instance unique productrice des discours. Par exemple, la ville essentialiste constitue un thème diffus, sans que l'origine puisse être assignée, puisque les discours qui la constituent sont à la fois présent dans la littérature, les arguments des associations patrimoniales, les actes urbanistiques de la municipalité et la façon dont une partie des habitants vivent leur rapport à la ville. La notion de figure de ville avait été déterminée à partir des notions d'idéologie et de légitimation : cela confirme l'idée que l'idéologie et la légitimation ne relèvent pas nécessairement d'emprises de manipulation et de distorsion de la réalité.

Ces figures de ville constituent des idéaux-types, comme précisé en première partie, permettant de distinguer par-delà des conflits les conceptions sous-jacentes à ces oppositions. Toutefois, les acteurs peuvent adopter des positions de transition : par exemple à la fois évoquer le passé anglo-saxon source d'une fascination pour les lieux centraux, et être charmés par la configuration topographique de Valparaiso. En germe, les figures essentialiste et historique sont porteuses de tensions, mais elles ne sont pas exclusives dans la façon dont un habitant peut vivre sa ville et son rapport au patrimoine.

Gênes manifeste un autre cas, où s'articulent deux échelles, entre centre historique et ville dans son ensemble, à travers différents modèles explicatifs de la ville et de ses structures. À l'échelle du centre historique se retrouve la dualité entre deux types de patrimoine dans le centre historique, qui indiquent deux rapports de la ville à son histoire et son organisation.

## B. Modèles de ville et statut du centre historique à Gênes

À Gênes sont produits des modèles de ville par les acteurs et chercheurs locaux, qui servent à orienter le débat urbanistique. Ces modèles, étudiés dans une première partie, prennent appui sur la configuration morphologique de Gênes, mais contiennent des indications sur la façon dont sont présentés les enjeux sociaux au sein de la ville. Ils constituent également des recours publics pour justifier les politiques menées.

Le centre historique a une position différente selon les modèles, de la ville divisée à la ville polycentrique. Dans un second temps sera étudiée sa position actuelle, et le décalage entre le discours de la ville polycentrique et la concentration au centre de nombreuses interventions. Enfin, changeant d'échelle, seront considérées les deux figures contemporaines du centre historique, basées sur deux types de patrimoine et caractérisation de la dimension spatiale et sociale du lieu.

### 1. Les modèles de la ville

À Gênes de nombreux écrits sur la ville, dans différents champs (urbanisme, histoire, économie, politique, sociologie) mobilisent une référence aux modèles de la ville. Il s'agit là d'un processus conscient de caractérisation de la ville, d'où l'emploi du terme « *modèle* » plus précis que celui de figure [Ledrut, 1973]. Dans ces écrits, ces modèles disent l'histoire de la ville à travers ses formes spatiales préférentielles. Or ces modèles constituent également des ressources permettant de légitimer les modes de l'action publique. Ils placent également le centre historique dans une géographie particulière de la ville.

#### 1.1 Constitution de la « ville monolithique »

La « *ville monolithique* » [Gattorna, 1995] renvoie à la constitution d'une ville unifiée entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et la Seconde Guerre mondiale, avec le double processus d'annexions communales et de zonage des activités. Cette ville monolithique s'est constituée suite aux deux phases d'annexions communales en 1874 et 1926, et intégrant au sein de la commune les importants sites industriels de Sampierdarena et Voltri. L'annexion la plus importante est celle de 1926, avec 19 communes, durant la période fasciste, correspondant à une volonté de gouvernement unifié de l'agglomération, pour assurer sa modernisation. Cette période correspond à celle des projets de destruction d'une partie du centre historique, pour permettre la percée de voies de circulation et la construction d'espaces modernes.

### 1.2 La ville divisée

Le thème de la « *ville divisée* » [Cavalli, 1965<sup>1</sup>] est devenu dans les années 1960 un *leitmotiv* génois, tellement il semblait décrire la situation sociale et spatiale de la ville. En effet, le *Ponente*, espace industriel et ouvrier, s'opposait au *Levante*, lieu de résidences des classes moyennes et supérieures. La partie *Ponente* constitue un des bastions industriels de l'Italie, lieu d'implantation des grandes industries pétrochimiques et sidérurgiques italiennes, avec une grande partie de son littoral utilisé par les installations portuaires et industrielles. Le centre historique est un espace en déclin démographique, ses habitants migrant vers les quartiers de grands ensembles périphériques.

La ville divisée met en parallèle différenciation sociale et spatiale : « *ceto medio e operai vivono generalmente in quartieri diversi, non si mescolano nella vita sociale e negli svaghi, e hanno forti pregiudizi reciproci* »<sup>2</sup> [Cavalli, cité par Arvati, 1988], et produit une société du conflit, « *una città dove non esista consensa sui fondamentali valori* »<sup>3</sup>, marquée par la présence importante du mouvement Brigades Rouges à la fin des années 1970<sup>4</sup>.

### 1.3 La remise en cause de ce modèle

Dans les années 1980, ce modèle est remis en cause. P. Arvati présente un ouvrage dont le titre fait référence au modèle antérieur développé par Cavalli : *Oltre la città divisa, gli anni della ristrutturazione a Genova*<sup>5</sup>. Sociologue et statisticien, il analyse les changements démographiques et industriels qui ont lieu à Gênes, et qualifie Gênes de « *grande laboratorio sociale* » [Arvati, 1988 : 22], en raison de l'intensité des changements en cours : vieillissement de la population, baisse démographique, tertiarisation de l'économie et désindustrialisation. La désindustrialisation signifie la fin de l'unité de la classe ouvrière, et met donc un terme à la relation entre une classe sociale et un territoire (la métaphore « *citadela operaia* » apparaît à plusieurs reprises pour désigner *Ponente*), transformant Gênes en une « *società corta* », marquée par un effacement des différences de classes. P. Arvati appelle à refonder une forme de modernisme en surmontant des conflits passés.

---

<sup>1</sup> Je n'ai pas pu consulter cet ouvrage : la présentation est donc basée sur des sources indirectes.

<sup>2</sup> « *Classe moyenne et [classe]ouvrière vivent généralement dans des quartiers différents, elles ne se mélangent pas dans la vie sociale et les lieux de loisirs, et ont de forts préjugés réciproques.* ».

<sup>3</sup> « *une ville où il n'existe pas de consensus sur les valeurs fondamentales* ».

<sup>4</sup> L'assassinat à Gênes du syndicaliste communiste Guida Rossa par les Brigades Rouges marque le début du reflux du mouvement, suite à une forte mobilisation contre cette action des syndicats et du PCI.

<sup>5</sup> « *Au-delà de la ville divisée, les années de la restructuration à Gênes* ».

La *città divisa* n'est donc plus qu'un héritage. De nouvelles problématiques apparaissent. L'émergence de mouvements environnementalistes est une façon de recréer un territoire génois commun : « *la questione ambientale puo quindi rappresentare per Genova una significativa occasione per ripensare l'intero territorio metropolitano* »<sup>1</sup> [Arvati, 1988 : 111], et marque une nouvelle approche territoriale basée sur le « *sviluppo qualitativo* »<sup>2</sup> : régénération des zones industrielles abandonnées, et « *salvezza e recupero del centro storico* »<sup>3</sup> [Arvati, 1988 : 117]. Son ouvrage s'achève donc par la première mention, rapide et programmatique, du centre historique, remis au premier plan avec la fin du modèle de la *città divisa*.

#### 1.4 La ville polycentrique

Le nouveau modèle spatial génois est celui de la ville polycentrique, développé par différents universitaires de la faculté d'architecture de Gênes, et passé dans les présentations de l'urbanisme génois. Ainsi Loredana Seassaro, professeur d'architecture, emploie les expressions « *città policentrica* » et « *città di città* » [Seassaro, 1998], rappelant la multiplicité des centres, « *tanti centri* » [Seassaro, 2000]. Antida Gazzola, professeur de sociologie urbaine, rattache cette expression à la géographie linguistique des habitants, qui utilisent de façon multiple le terme « *centre* ». En effet, la formation de la *Grande Genova* en 1926 n'a pas effacé l'ancienne structuration territoriale et chaque commune annexée a gardé un centre ancien [Gazzola, 2003 : 106]. La décentralisation locale<sup>4</sup> s'est appuyée sur ces anciennes structures locales, les perpétuant.

Antida Gazzola évoque l'ancienneté du modèle de la polycentralité : « *per tutti questi secoli, Genova non ha mai avuto un centro che potesse essere il fulcro dei segmenti di comunicazioni e di collegamenti tra i diversi nuclei e isole urbanistiche. La sua vocazione policentrica, rionale, di patchwork a tensione controllata è antica* »<sup>5</sup> [Gazzola, 2003 : 84].

#### 1.5 Centre(s) et périphéries à Gênes

---

<sup>1</sup> « *la question environnementale peut ainsi représenter pour Gênes une occasion significative pour repenser le territoire métropolitain dans son ensemble* ».

<sup>2</sup> « *développement qualitatif* ».

<sup>3</sup> « *sauvegarde et réhabilitation du centre historique* ».

<sup>4</sup> Menée à Gênes dès 1981, avec la création de 25 conseils de circonscriptions, et transformée en 1997 avec leur fusion en 9 conseils, mais en créant des organes de rang inférieur [Massa, 2005].

<sup>5</sup> « *durant tous ces siècles, Gênes n'a jamais eu un centre qui puisse être le point d'appui des segments de communication et de liaisons entre les différents centres et les îlots urbanistiques. Sa vocation polycentrique, de quartier, de patchwork aux tensions contrôlées est ancienne* ».

Le rapport entre centre et périphéries prend plus de force dans les écrits sur la ville, conséquence du réinvestissement massif dans le centre de Gênes. Cette grille d'analyse est appliquée *a posteriori* au passé. Par exemple, l'urbanisme des années 1930 est désormais interprété comme ayant privilégiant le centre plutôt que les nouveaux espaces annexés : « *al di là della retorica, la Grande Genova non sarà altro che la sommatoria di realtà diverse. Il disinteresse dell'urbanistica del regime verso i problemi delle periferie urbane, ampiamente documentato nel caso genovese dal divario tra l'impegno per i piani del centro e la normale routine che caratterizza la gestione edilizia nelle altre zone della città, rende evidente un acaduta della qualità della crescita urbana, soprattutto nelle realtà più significative del Ponente cittadino* »<sup>1</sup> [Balletti, Giontoni, 1990 : 39]. Ce développement privilégié des espaces du centre, lieu des constructions fascistes monumentales, contraste donc avec le discours contemporain de la *Grande Genova*, présentée comme instrument de renouveau de l'histoire de la ville. Avec le réinvestissement important du centre historique, le même type de présentation prévaut aujourd'hui.

### 1.6 Coexistence des modèles ?

Les modèles servant à décrire l'organisation socio-spatiale de Gênes ne traduisent pas nécessairement le basculement à une nouvelle organisation urbaine. Ils sont également les reflets des conceptions de la ville, et comme tels ils traduisent bien une idéologie urbaine particulière. Par rapport à Valparaíso, ces modèles urbains sont présentés à Gênes de façon successive, comme si l'un remplaçait l'autre au fil du développement de la ville. Cette présentation traduit également une objectivation de ces modèles, censés coller à la réalité urbanistique. Or la notion de « *figure de la ville* » considère au contraire la dimension idéologique des discours sur la ville, et la possible coexistence de deux ou plusieurs de ces figures, traduisant des divergences sur les voies du développement urbain. La patrimonialisation du centre de Gênes et ses effets est donc l'occasion de voir ressurgir certains de ces modèles, de façon polémique.

Par exemple, il est encore possible de donner crédit au modèle de la « *ville divisée* », même s'il s'agit d'une présentation qui n'est plus considérée comme pertinente et structurante. Ainsi Gênes demeure marquée par une différenciation socio-spatiale, toujours

---

<sup>1</sup> « *au-delà de la rhétorique, la grande Gênes ne sera rien d'autre que la somme de différentes réalités. Le désintérêt de l'urbanisme du régime envers les problèmes de périphéries urbaines, grandement documenté dans le cas génois par l'écart entre l'engagement pour les plans du centre et la routine qui caractérise la gestion de la construction dans les autres zones de la ville, rend évident une baisse de la qualité [des espaces] de la croissance urbaine, surtout dans la réalité plus significative de l'habitant de la partie ouest de la ville* ».



d'actualité dans les géographies citadines où sont identifiés quartiers bourgeois à *Levante* et quartiers populaires à *Ponente*. La géographie électorale de la ville, ou la répartition des migrants sur le territoire, manifestent la permanence de ces clivages socio-spatiaux. Toutefois, les enjeux ayant évolué depuis les années 1960, ces clivages passent au second plan dans les débats locaux, à la faveur de mouvements localistes.

## 2. L'exclusivité centrale

Gênes est présentée par les institutions publiques comme une ville polycentrique, rejoignant les écrits sur la ville. Il existe alors un décalage entre ce discours de la polycentralité et la spatialisation des interventions dans la commune génoise, qui place le centre historique au premier plan.

### 2.1 Discours et spatialisation des actions publiques : quelle polycentralité ?

Le modèle de la ville polycentrique s'est diffusé au discours public sur la ville, tel qu'il apparaît dans le plan stratégique, élaboré suite à la Conférence Stratégique. Le modèle de la cité divisée est explicitement rejeté, pour construire une « ville harmonieuse » : « *Parlare di una città "armoniosa" significa prima di tutto investire in un processo di riequilibrio territoriale e sociale. L'azione dell'amministrazione ha puntato e punta al progressivo superamento delle barriere urbane e sociali che per molto tempo hanno fatto di Genova una "città divisa" per antonomasia. Il nostro lavoro si è posto l'obiettivo di trasformare Genova in "città delle opportunità", in città "senza isole".* »<sup>1</sup> [Comune di Genova, 2001 : 12]. La « *città senza isole* » désigne une ville unifiée, toutefois « *riconoscendo la caratteristica di Genova quale "città di città"* »<sup>2</sup> [Comune di Genova, 2001 : 15]. La polycentralité devient une catégorie spatiale d'intervention urbaine, qui différencie l'espace communal en de nombreux centres.

Le plan stratégique de la commune manifeste une hésitation sur le statut du centre historique, puisque les interventions sur le centre historique sont dans le plan stratégique présentées à part de celles concernant la « *città policentrica* ». Le centre historique est centre parmi les centres. Revenant sur les transformations contemporaines de Gênes dans la revue

---

<sup>1</sup> « Parler d'une ville harmonieuse signifie avant tout investir dans un processus de rééquilibrage territorial et social. L'action de l'administration a visé et vise au dépassement progressif des barrières urbaines et sociales qui durant de longues années ont fait de Gênes une « ville divisée » par antonomase. Notre travail s'est donné pour objectif de transformer Gênes en une « ville des opportunités », une ville « sans îles » ».

<sup>2</sup> « [en] reconnaissant la caractéristique de Gênes qui [est] ville de villes ».

*Urbanistica*, Bruno Gabrielli affirme la nécessaire primauté du centre historique : « *The City Plan has privileged the historic center, so much that an Integrated Operative Plan was drawn up and has been carried out in large part today. It reflects a conscious and broadly accepted choice that the city in its totality is not able to recover from the crisis that culminated in the 1980s, if a process of renewal is not begun within the historic center, considered simultaneously a serious handicap for the entire city due to its degradation, and a box of treasures enclosed within the heart of the city due to its structure, history, and substance.* »<sup>1</sup> [Gabrielli, 2005].

ARRED et ARTE, dont les aires d'action sont respectivement la région et la province, concentrent également une grande part de leurs interventions sur le centre historique. L'équipe de gestion d'ARTE relève la forte concentration des opérations dans le centre historique : « *diciamo che ci sono stati dei momenti in cui al limite poteva rappresentare, non dico, va bene, non so, 70% degli interventi* »<sup>2</sup> [entretien G12], justifiant cela par la nécessité d'un apport public massif pour la transformation du centre historique. Or cet objectif étant atteint, il convient à présent de davantage considérer les périphéries : « *visto che più o meno il centro storico ad eccezione del Ghetto che è ancora da recuperare, ma più o meno ha già raggiunto un assestamento, probabilmente l'amministrazione regionale concentrerà al limite più i fondi sulle periferie* »<sup>3</sup> [entretien G12]. Cela permet également de répondre aux critiques de la mise à disposition des fonds pour le seul centre : « *perché tante persone, diciamo, che abitano nelle periferie hanno sempre contestato il fatto che abbia, diciamo, tutti i fondi principalmente sono intervenuti a discapito loro, che praticamente si sono ritrovati un poco spiazzati su questo aspetto* »<sup>4</sup> [entretien G12].

En entretien, le directeur d'ARRED reprend ce motif de la ville polycentrique : « *Genova è stata la riunione di 26 comuni, al inizio del 1900, nel 1926, tutti questi comuni avevano dei loro centri storici, quindi è una città policentrica, allora tendenzialmente penso*

---

<sup>1</sup> « *Le Plan de la Ville [Piano de la Città] a privilégié le centre historique, à tel point que le plan intégré des opérations a été dessiné et mené en grande partie aujourd'hui. Il reflète la prise de conscience largement acceptée que la ville dans sa totalité n'est pas capable de surmonter la crise si un processus de relance n'est pas commencé dans le centre historique, considéré à la fois comme un grave handicap pour la ville entière du fait de sa dégradation et une boîte de trésors enfouis dans le cœur de la ville, du fait de sa structure, son histoire et sa substance* ».

<sup>2</sup> « *disons qu'il y a eu des moments où cela [les interventions dans le centre historique] pouvait représenter, je ne sais pas, [disons] 70% de [nos] interventions* ».

<sup>3</sup> « *vu que le centre historique, à l'exception du Ghetto qui est encore à récupérer, a plus ou moins déjà atteint une remise en ordre, l'administration régionale concentrera probablement plus de fonds sur les périphéries* ».

<sup>4</sup> « *parce que tant de personnes qui, disons, habitent dans les périphéries ont toujours contesté le fait que tous les fonds ont été, disons, utilisés à leur détriment, et qu'ils se sont retrouvés laissés de côté [littéralement pris à contre-pied]* ».

*che nostra attività si deve anche [orientare verso] i centri storici di questi piccoli comuni, Voltri, Cornigliano, Pegli, [...], Genova è una città particolare, è lunga, 26 chilometri, [...] perchè non c'è il centro con la periferia, c'è il grande centro poi delle zone un po degradate, poi un altro centro, poi un altro centro ancora, ci sono tutte queste, che ne fa una cosa particolare perche per cui chi vive a Pegli, va in centro a Pegli, difficilmente poi viene a Genova ... »<sup>1</sup> [entretien G13]. Toutefois, ce recours à la ville polycentrique est programmatique, car jusque là ARRED est essentiellement intervenu dans le centre historique<sup>2</sup> : « La società opera sia attraverso la fornitura di servizi, sia attraverso la promozione e gestione diretta di interventi di recupero edilizio e urbano, con particolare riferimento al centro storico di Genova. »<sup>3</sup> [ARRED, site internet, 2007].*

De même, les événements urbains à Gênes ont été essentiellement organisés sur deux espaces : le port ancien et le centre historique. L'événement est créateur de centralité (avec l'Expo de 1992), puis instrument de renforcement de cette centralité (G8 et Genova 2004).

L'intervention dans le centre génère également ses propres instruments, à l'occasion des événements. Les architectes et ingénieurs d'ARTE utilisent la même loi pour le G8 et Genova 2004 : « È una legge speciale regionale, è la stessa che stata applicata su questo, la stessa che stata applicata su altro. È nata per il G8, è stata la legge regionale 42, nata per il G8, poi la legge dice che si possono concedere contributi per rifacimento di facciate, i privati proprietari, anche gli enti pubblici, in occasione di manifestazioni di carattere nazionale, internazionale, lì il G8, l'altra è stata fatta per Genova 2004 città de la cultura, e anche l'ultimo è stata fatta per Genova2004. Quindi devono essere in occasione di manifestazioni di carattere nazionale o internazionale »<sup>4</sup> [entretien G38].

---

<sup>1</sup> « Gênes résulte de la réunion de 26 communes, au début du XX<sup>e</sup> siècle, en 1926, toutes ces communes avaient leur centre historique, c'est donc une ville polycentrique, alors je pense que notre activité doit encore s'orienter vers les centres historiques de ces petites communes [en fait circonscriptions au sein de la commune de Gênes], Voltri, Cornigliano, Pegli, Gênes est une ville particulière, longue de 26 kilomètres [...], il n'y a pas un centre avec une périphérie mais un grand centre et ensuite des zones un peu dégradées, et ensuite un autre centre, et un autre centre encore, il y a tout cela, qui en [Gênes] fait une chose particulière, parce que celui qui vit à Pegli va au centre de Pegli, il va difficilement ensuite à Gênes ... ». La distinction entre Pegli, quartier de Gênes, est à noter dans le sens de cette conception polycentrique.

<sup>2</sup> En entretien, en 2006, le directeur d'ARRED expliquait que les autres centres historiques de la commune cibles d'une intervention n'étaient pas encore définis.

<sup>3</sup> « La società opère, soit à travers la fourniture de services, soit à travers la promotion et la gestion directe des interventions de récupération urbanistique et du bâti, avec une attention particulière au centre historique ».

<sup>4</sup> « Il s'agit d'une loi régionale particulière, c'est la même qui a été appliquée sur cela et sur d'autres choses. Elle est née pour le G8, c'est une loi régionale 42, puis la loi dit que l'on peut verser des contributions pour rénover des façades, pour les propriétaires privés, pour les entités publiques, lors de manifestations à caractère national, international, là le G8, l'autre a été faite pour Gênes 2004, ville de la culture, et même la dernière a été faite pour Gênes 2004. Elles doivent donc être une occasion de manifestations à caractère national ou international ».

Or, les opposants aux projets ont fait valoir la contradiction entre le discours affirmant que *Genova 2004* profiterait à l'ensemble de la ville et la forte concentration des investissements dans le centre.

## 2.2 La critique du tout au centre

Le modèle polycentrique est devenu un thème d'action politique, car il opère la synthèse entre deux tendances contradictoires : l'éclatement de la ville en de nombreuses zones à l'identité marquée et la volonté de maintien d'une cohésion territoriale et politique, en induisant une hiérarchisation de l'espace où chaque ancienne commune est à elle-même son propre centre. Cela permet de contrecarrer des tensions du fait des choix urbanistiques, et des tendances à l'éclatement territorial.

En effet, plusieurs anciennes communes, notamment Pegli et Nervi, ont des velléités d'indépendance communale (refusée par la commune), accentuées par l'impression d'être laissées pour compte des grands travaux d'aménagement. Les anciennes communes annexées ont chacune gardé une identité politique et territoriale et refusent le statut de simple périphérie. En outre, Pegli et Nervi, anciennes stations touristiques, revendiquent également un développement touristique et culturel. En 1994 est créée à Pegli une association, *Pro Loco*, qui regroupe des acteurs locaux tournés vers le tourisme. L'argumentaire de la rupture territoriale repose sur le modèle centre / périphérie. Revenant en 2005 sur son ouvrage « *oltre la città divisa* », P. Arvati conclut en évoquant les critiques faites depuis le *Ponente* sur la concentration des investissements culturels dans le centre historique, et sur le danger de la naissance d'une conscience périphérique.

En mars 2000, les acteurs locaux de Pegli demandent à être associés plus fortement au G8, en accueillant des délégations de journalistes, et en mettant en place des navettes maritimes avec la zone du sommet au centre. Pour Giancarlo Cannonero, ancien président de la circonscription de Pegli, « *il G8 non deve essere una vetrina solo del centro di Genova ma anche di altre zone turistiche della città* »<sup>1</sup>. Cette crainte est liée aux projets de la Surintendance et de la Région de concentrer les interventions au centre. En 2004, des associations de commerçants de quartiers périphériques ont réclamé une plus grande implication à l'événement<sup>2</sup>, tandis que des comités d'habitants de périphéries ont critiqué la

---

<sup>1</sup> « *Le G8 ne doit pas être une vitrine du seul centre de Gênes mais aussi des autres zones touristiques de la ville* ».

<sup>2</sup> Voir le *Secolo XIX*, le 01/11/2004.

faible utilité des quelques opérations menées là pour *Genova 2004* (la réhabilitation des creux, les ruelles sur les collines de Gênes reprenant d'anciens tracés).

Inversement, ce choix est justifié par les organisateurs de l'événement, ainsi pour Vincenzo Fontana, président de *Genova 2004 srl* : « *Dunque, è stato una scelta che è stato fatto questo, concentrare nella parte ... era un anno dedicato alla città di Genova e alla sua storia, molto è stato concentrato proprio nella città di Genova, intorno in particolare al Palazzo Ducale, dove c'erano i grandi mostri, grandi ... E tra le cose belle diciamo da fare conoscere, da far vivere a chi veniva da fuori c'era il centro storico di Genova e il porto antico. Secondo me è stato giusto fare così, dal punto di vista come dire cittadino, le periferie, alcune periferie, specialmente le periferie del levante, quindi Voltri, Pegli, Pra, si sono sentite poco coinvolte, Genova 24 chilometri, quindi è abbastanza... si sono sentite poco coinvolte, e questo può essere vero. Secondo me una dispersione territoriale, un festival a Nervi, un altro ... avrebbe molto disperso sull'territorio e non avrebbe contribuito a valorizzare queste parti che si volevano fare conoscere del centro storico e del porto antico che sono state completamente rinnovate.* »<sup>1</sup> [G25]. La plus grande visibilité possible de l'événement implique sa concentration au centre. Les termes utilisés traduisent également le modèle centre / périphérie, et pas le modèle polycentrique pourtant porté par les pouvoirs publics.

À l'échelle du centre historique rejoue cette différenciation de modèles spatiaux d'intervention. Contrairement aux projets des années 1980 consistant en une intervention massive dans un quartier<sup>2</sup>, la commune intervient désormais de façon plus dispersée, sur des édifices ciblés, en tentant de provoquer de la part du secteur privé un mouvement de réhabilitation qui fasse tâche d'huile et permette finalement une transformation globale. Cette conception du traitement urbanistique est basée sur une reproduction au sein même des espaces centraux de la différenciation centre / périphérie [Fusero, 2005], pour développer une réhabilitation suivant le modèle de la peau de léopard.

---

<sup>1</sup> « *Cela a donc été un choix à faire, concentrer dans une partie... c'était une année dédiée à la ville de Gênes et à son histoire, beaucoup de choses ont été concentrées vraiment dans le centre de Gênes, autour, en particulier au Palais Ducal, où il y avait de grandes expositions, grandes... Cela fait partie des belles choses à faire connaître, à faire vivre aux personnes qui viennent de l'extérieur, il y avait le centre historique de Gênes et le port antique. Selon moi, cela a été une bonne chose ; du point de vue citoyen, les périphéries, certaines périphéries, particulièrement les périphéries de l'est, donc Voltri, Pegli, Pra, se sont senties peu impliquées, Gênes 24 kilomètres, c'est donc pas mal... elles se sont senties peu concernées et cela peut être vrai. Selon moi une dispersion territoriale, un festival à Nervi, un autre... aurait beaucoup dispersé sur le territoire et n'aurait pas contribué à valoriser ces parties qui voulaient se faire connaître par le centre historique et le port ancien qui ont été complètement renouvelés.* ».

<sup>2</sup> Ainsi l'intervention massive dans les années 1980 dans le quartier médiéval de Pré est aujourd'hui analysée comme un échec, les expropriations et la durée des travaux ayant déstructuré ce quartier populaire.

Ces deux modèles (polycentrique et centre / périphérie) d'organisation de l'espace sont donc un enjeu de la légitimation des politiques menées ou de leur contestation, à travers la place accordée au centre historique. Celui-ci, marginalisé dans l'après Seconde Guerre mondiale, élément absent du modèle de la ville divisée, devient le point de bascule de la ville.

Le centre historique est lui-même objet de deux figures différentes. La première figure repose sur le patrimoine lié au Siècle d'Or, époque qui permet de nombreux rapprochements avec le projet contemporain de Gênes. Les espaces privilégiés de cette figure sont les rues tracées aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, et les palais classés à l'Unesco. La seconde figure concerne les espaces qui évoquent la trame médiévale, mais sont devenus emblématiques de la complexité sociale du centre historique, telle qu'elle s'affiche dans les *carruggi*, et qui véhicule l'imaginaire de la mixité sociale dans ces espaces.

### **3. Le centre historique comme espace de représentation**

À Gênes la mise en valeur des édifices du centre historique a privilégié la période appelée « *siècle d'or* », tandis que la période de médiévale est moins directement valorisée. Les façades en trompe-l'œil de cette période dénotent une volonté de paraître des riches familles génoises de l'époque [Falabrino, 1982]. La restauration de ces façades et espaces depuis la fin des années 1990 modifie en profondeur les paysages du centre historique, et créent de nouveaux espaces de représentation. Cette transformation implique les acteurs publics mais aussi des familles qui réinscrivent leur histoire au cœur du centre historique.

#### *3.1 La mise en avant des palais du Siècle d'Or*

Les principales traces du Siècle d'or sont les palais génois, proposés au classement Patrimoine Mondial de l'Humanité.

##### *Les palais des Rolli, entre public et privé*

La revue *Arkos* a édité un numéro spécial consacré à la restauration des palais des *Rolli*, chaque architecte responsable d'un chantier détaillant les recherches effectuées et les techniques employées. Ce catalogue est précédé de divers textes généraux émanant des institutions ayant participé ou financé ces chantiers (surintendance, municipalité de Gênes, ministère des travaux publics). Ces textes mélangent les deux époques, celle du Siècle d'Or et celle des travaux effectués aujourd'hui, si bien que ce qui vaut pour l'une semble s'appliquer à l'autre. Ainsi, au texte de Maurizio Galletti, surintendant aux Biens Architecturaux et au Paysage, qui évoque le système de logements publics de visiteurs dans des résidences privées

aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles (comparé à un système de « *châteaux-relais* »), fait écho le texte du représentant du Ministère des Travaux Publics Raffaele Vedova qui insiste sur les liens tissés pour cette restauration entre financements publics et privés, portés par un « *spirito civile* », et permettant d'accueillir des touristes dans « *l'intérêt de la ville* ». Ce système de logements publics en demeures privées a été réactualisé récemment : certains visiteurs prestigieux, dont l'anthropologue Marc Augé, en ont bénéficié, logés dans des appartements de palais Renaissance appartenant à des familles privées, façon de renouer avec une tradition qui témoignait du faste de Gênes.

Ainsi le discours contemporain sur la nécessité des alliances entre public et privé prend pour écho le sens social des palais des *Rolli* à l'époque moderne, hébergement public dans des demeures privées.

### *La restauration des façades peintes*

La restauration des façades concerne les peintures qui décoraient les palais à partir de la fin du XV<sup>e</sup> siècle. Ces palais résultent souvent (à part via Garibaldi) de la reconstruction à partir d'un édifice médiéval. La façade peinte permettait alors aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles de donner une unité visuelle à un édifice stratifié possédant un soubassement médiéval. Les fresques jouaient souvent en trompe-l'œil, pour augmenter la sensation de grandeur et créer artificiellement des volumes au sein du tissu médiéval resserré. Elles obéissent à des effets de mode dans les illustrations : la façade du palais Lomellini, réalisée au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, présente des motifs grotesques, abandonnés dans les interventions ultérieures.

Interventions ponctuelles et individuelles destinées souvent à magnifier la richesse d'une famille, les façades peintes construisent en même temps un nouveau paysage urbain, expression de la puissance de Gênes et des riches familles finançant les monarchies européennes : « *benché fatti isolati, le facciate affrescate si diffondono con successo nella Genova dei rentiers, divenendo espressione liturgica, encomiastica ed emulativa, o per dirlo como Grosso, festosa decorazione eroica* »<sup>1</sup> [Falabrino, 1982 : 105].

L'absence d'entretien, la pollution et la dégradation, leur effacement volontaire sous une nouvelle couche de peinture, ont progressivement fait disparaître ces façades peintes. En 1982, un colloque posait les jalons de la connaissance et restauration des éléments peints. Cette recherche scientifique était également mue par une image idéalisée des paysages de la ville ; ainsi le président du comité d'organisation du colloque évoque la ville du passé en ces

---

<sup>1</sup> « Bien que réalisations isolées, les façades à fresque se diffusèrent avec succès dans la Gênes des rentiers, devenant expression liturgique, élogieuse et source d'émulation, ou pour le dire comme Grosso, joyeuse décoration héroïque. ».

termes : « *Era una città piena di figure e di colori, pavesata come una nave in un giorno di festa : le pitture sulle facciate erano un continuo discorso, tra aulico e vernacolo*<sup>1</sup> » [Argan, 1982 : 16]. Cette vision n'a pas toujours été si positive : Viollet-le-Duc écrivait : « *ses immenses palais sales sont de mauvais goût pour la plupart, ses maisons bariolées de rouge et de toutes les couleurs, les rues qui n'ont que six ou huit pieds de large* » [Falabrino, 1982 : 101].

Toutefois, les financements sont insuffisants pour conduire des restaurations complexes, jusqu'à ce que le centre historique devienne un espace privilégié d'interventions, à partir des années 1990. La restauration de ces façades devient un des programmes majeurs d'intervention dans le centre historique pour *Genova 2004* Capitale Européenne de la Culture. La restauration des palais obéit à des choix techniques et scientifiques, et doivent être effectués par des architectes habilités. Les travaux sont supervisés dans les palais classés par la *Soprintendenza*. La restauration des 36 palais des *Rolli*, faite pour préparer *Genova 2004*, a été conduite par 28 architectes ou cabinets d'architecture différents, conduisant à autant de situations différentes, accentuées par la diversité des types de palais et de leur histoire.

*Les choix de restauration effectués, entre témoignage et esthétique*

Des problématiques communes émergent. Les façades des palais, même de ceux construits dans les *Strade Nuove*, sans éléments médiévaux, ont été transformées à plusieurs reprises. Quelques cas témoignent des choix effectués pour la restauration des palais. Le palais Interiano Pallavicino, place Fontana Marose a été construit au XVI<sup>e</sup> siècle, près de Strada Nuova, pour Paolo Battista et Niccolo Interiano, élu gouverneur du Sénat en 1579. La façade en trompe-l'œil présente des personnages allégoriques représentant les vertus cardinales nécessaires à la charge politique, et des éléments décoratifs grotesques. Cette façade présente diverses couches d'enduit, du XVI<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècle, chacune avec ses couleurs propres. La restauration a porté sur la période du XVIII<sup>e</sup> siècle mais laisse visible quelques portions du XVI<sup>e</sup> siècle.

Deux attitudes peuvent être individualisées. Pour B. Gabrielli, des critères esthétiques auraient dû primer : « *il palazzo qui di piazza Fontane Marose, quello del Principe Pallavicino, la pittura, non so se le hai visto, ha due, presenta due possibile situazione [...] quella prevalente è quella del settecento, quella del cinquecento è solo un campione ma io avrebe fatto tutto di un epoca, no, se si trovava tutto il cinquecento che è piu bello perche è*

---

<sup>1</sup> « C'était une ville pleine d'images et de couleurs, pavoisée comme un bateau un jour de fête : les peintures sur les façades étaient un discours continu, entre un style soutenu et vernaculaire ».



*piu chiaro, è piu luminoso* »<sup>1</sup> [entretien G3], alors que la *Soprintendenza* met en avant le caractère didactique de cette juxtaposition de deux époques différentes, quand bien même un tel état n'a jamais existé : « *si è deciso di lasciare quella testimonianza per far capire che l'edificio ha vissuto due epoche diverse* »<sup>2</sup> [entretien G21]. Ainsi la restauration des palais des *Rolli*, conduite selon des critères scientifiques rigoureux, prend également place dans des débats esthétiques, selon les motivations propres à chaque acteur. La municipalité porte des considérations davantage esthétiques, alors que la surintendance agit en fonction de la vertu pédagogique des interventions réalisées, avec le souci d'apporter témoignage de chaque époque.

Ces restaurations relèvent également d'initiatives privées. Symbole de la puissance génoise passée, les palais des *Rolli* sont également liés à des histoires particulières. Ils témoignent d'une nouvelle imbrication entre public et privé, par les histoires qu'ils permettent.

### 3.2 Histoires familiales et dynastiques

Le patrimoine de Gênes a une histoire privée, chaque palais dit autant l'histoire d'une famille noble que celle de la ville. Quatre exemples permettent de saisir cette imbrication entre patrimoine urbain, patrimoine familial, histoire urbaine et histoires familiales, à travers les exemples de gestion de ce patrimoine par les descendants des puissantes familles génoises.

#### *Gênes, point de ralliement des Spinola*

Les Spinola constituent une des familles dominantes de Gênes dès la fin du XII<sup>e</sup> siècle, localisée autour de l'église San Luca, près du port [Grossi Bianchi, Poleggi, 1987 : 225-228] : l'église est fondée par décret papal en 1188, et est le centre d'un quartier contrôlé par la famille. Une place qui longe le flanc de l'église et deux ruelles joignant la place au port sont également sous contrôle des Spinola. En 1270, Oberto Spinola devient *Capitano del Popolo* de Gênes, illustrant la puissance de la famille. Au même moment, le manque d'espace conduit à une division spatiale, une branche des Spinola s'établissant en périphérie de la ville, dans le quartier de Luccoli. En 1528, les Spinola composent une des 28 *alberghi*, dont les membres peuvent accéder à la fonction de doge.

---

<sup>1</sup> « *Le palais de la Place Fontana Marose, celui du Prince Pallavicino, la peinture, je ne sais pas si tu l'as vu ; il a deux, présente deux situations possibles, [...] celle qui prévaut est celle du dix-septième, celle du quinzième est seulement un échantillon, mais moi j'aurais fait tout d'une époque, non ? si cela avait été que du quinzième ça aurait été plus beau, plus clair, plus lumineux* ».

<sup>2</sup> « *il a été décidé de laisser ce témoignage pour faire comprendre que l'édifice a vécu deux époques diverses* ».

Aujourd'hui, les descendants de cette famille sont dispersés dans le monde entier, de New York à Rome, mais une fondation familiale à Gênes maintient le contact entre ses membres. Elle a pour origine la *Fondazione Nobile Famiglia Spinola*, formée au XVIII<sup>e</sup> siècle, fondation caritative d'aide aux pauvres du quartier San Luca. Avec le départ d'une grande partie des membres de la famille, cette fondation évolue : à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, elle devient l'entité de gestion de l'église San Luca, et en 1990 elle prend le nom de *Fondazione Spinola*. Patricia Spinola, membre de la famille qui réside toujours à Gênes, assure la coordination de la fondation. Plusieurs champs d'interventions peuvent être individualisés : activités culturelles à Gênes, maintien du lien familial, restauration et valorisation de l'église San Luca, activités sociales.

L'église nobiliaire de San Luca, qui constituait l'église privée des Spinola, est l'espace privilégié des interventions de la fondation, qui a participé à sa restauration (et notamment les fresques à l'intérieur). Cette église est toujours attachée à la famille, juridiquement et socialement : « *è una chiesa della familia, [...], noi Spinola la nostra parrocchia è san Luca, anche se uno sta en New York è la sua chiesa.* »<sup>1</sup> [entretien G42]. Le « nous » utilisé indique bien cette unité familiale centrée sur l'église qui assure la pérennité imaginaire de la famille. La secrétaire de la fondation, qui ne fait pas partie de la famille, précise : « *Loro hanno il diritto di sposarsi, di avere il battesimi e gli funerali, normalmente queste cose uno va nella parrocchia donde sta, invece gli Spinola, ovunque siano, possono sposare li* »<sup>2</sup>. Des activités caritatives sont également menées aux alentours de l'église. Par ces interventions localisées s'entretient une continuité territoriale familiale, malgré sa dispersion.

La fondation élargit ses activités, pas seulement orientées vers la valorisation directe des lieux fondateurs de la famille, en organisant des concerts de musique contemporaine (pour un public averti) et des expositions, dans divers lieux de la ville. Après le 11 septembre 2001, voulant jouer un rôle dans le dialogue interculturel, la fondation octroie des bourses d'étude aux parents d'enfants marocains scolarisés dans des écoles du centre historique de Gênes, en fait une façon de les dissuader de les utiliser comme vendeurs de rues (de nombreux enfants circulent le soir dans les bars, les restaurants et l'aire *Porto Antico* vendant des roses) au détriment de leur scolarité.

---

<sup>1</sup> « *C'est une église familiale [...], nous Spinola notre paroisse est San Luca, même si l'un d'entre nous est à New York c'est notre église.* ».

<sup>2</sup> « *Ils ont le droit de se marier, d'être baptisé ou avoir des funérailles, normalement pour ces choses là, on va dans la paroisse où on habite, par contre les Spinola, où qu'ils soient peuvent se marier dans leur paroisse* ».

Selon Spinola, « *l'idea della fondazione è quello che la famiglia Spinola in qualche modo si ha messo di nuovo al servizio della città* »<sup>1</sup> [entretien G42]. Ainsi cette fondation familiale, agissant dans l'intérêt de la ville, retrouve une des caractéristiques de l'action des Spinola dans le passé. La précision « *di nuovo* » indique bien que la fondation se conçoit comme un instrument de perpétuation de relations entre la famille et la ville.

En préambule de sa présentation, la Fondation énonce : « *la storia della famiglia Spinola è strettamente legata alla storia di Genova.* »<sup>2</sup>. Cela demeure vraie dans le présent : en tant que famille et non agrégation d'individus, les Spinola entretiennent à Gênes les symboles de leur unicité, vérifiant cette conclusion des sociologues Pinçon et Pinçon-Charlot sur les liens entre fief local, histoire et grandes familles : « *le passé est à la fois collectif et familial* » [Pinçon, Pinçon-Charlot, 2006 : 81].

*Gestion publique d'une demeure privée : le musée Spinola de Pellicceria*

Le musée Spinola est un musée étatique valorisant une demeure privée. Le palais Spinola di Pellicceria, inscrit sur les listes de *Rolli*, appartenait jusqu'en 1958 à des membres de la famille Spinola, à proximité de l'église San Luca. En 1958, faute d'héritiers directs, ses propriétaires Paolo et Francesca Spinola en font don à l'État italien (malgré les protestations des autres membres éloignés de la famille et de la fondation Spinola), à la condition de transformer l'édifice en musée témoignant de l'intérieur d'une demeure noble d'une grande famille génoise, en conservant les décors et meubles intérieurs. Le palais transformé en musée est donc géré par la *Soprintendenza*, et administré par Farina Simonetti.

Le palais résulte de la transformation en 1593 d'un édifice médiéval, par Francesco Grimaldi. En 1641, il est vendu à la famille Pallavicini, et transmis à la famille Spinola par le jeu des héritages au début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Un escalier monumental permet d'accéder aux deux premiers étages, qui constituaient à la fois des espaces privés et de représentation (avec les salons et une galerie des glaces). Les fresques intérieures représentent des scènes glorieuses de la famille Spinola, notamment la fresque de Lazzaro Tavarone, élève de Luca Cambiaso, représentant la prise de Lisbonne par Francesco Grimaldi.

Maison particulière transformée en musée public, le palais constitue un exemple des modes de vie de l'aristocratie aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. La muséographie s'appuie sur deux personnages ayant vécu dans le palais, et représentant deux époques avec ses goûts et parti-

---

<sup>1</sup> « *L'idée de la fondation est que la famille Spinola d'une certaine façon se met de nouveau au service de la ville* ».

<sup>2</sup> « *L'histoire de la famille Spinola est étroitement liée à l'histoire de Gênes* ».

pris esthétiques : Ansaldo Pallavicino, pour le XVI<sup>e</sup> siècle (premier étage), et Magdalena Doria-Spinola pour le XVII<sup>e</sup> siècle (second étage). L'appartenance à telle ou telle famille n'est là pas l'élément essentiel : « *noi abbiamo solo cercato di comunicare al pubblico in che senso aveva valore questo concetto di dimore* »<sup>1</sup> [entretien G71]. Le palais est rattaché à l'histoire général de Gênes, présentant l'envers des visites de la ville : « *Siamo nel cuore del centro storico, del centro della città storica ; quindi siamo in una realtà perfettamente conservata in un insieme urbano conservata e quindi è l'interno, offre un interno a tutte le realtà architettoniche che uno conosce percorrendo le strade, aggiunge la conoscenza del dietro, dietro la porta di casa.* »<sup>2</sup>. L'histoire du palais et de ses illustres habitants est là un cas particulier de l'histoire génoise et non le point focal, ce qui illustre les différentes approches possibles à partir de l'histoire des familles nobles génoises.

*Le palazzo Principe, un musée privé rattaché à l'histoire de Gênes*

Le palais Principe est également lié à l'histoire d'une grande famille génoise, les Doria. La famille ne réside plus à Gênes mais le palais est resté propriété des descendants, qui vivent à Rome. Le *palazzo* Principe Doria a été construit par Andrea Doria entre 1521 et 1560, à partir de la transformation d'un bâtiment préexistant, en position suburbaine.

Suite au mariage de Giovanni Andrea III Doria (1653-1737) avec Anna Pamphilj en 1671, et la mort sans héritier masculin de Girolamo Pamphilj en 1760, le pape Clément XIII accorde aux Doria le nom et les biens des Pamphilj en 1763. À partir de 1767, la famille Doria-Pamphilj s'établit à Rome, et le palais de Principe est alors de plus en plus négligé. Intensément bombardé durant la Seconde Guerre mondiale, des réparations rapides sont effectuées par la famille, mais pas une restauration de grande ampleur, comme l'explique la responsable actuelle du musée, Laura Stagno : « *sostanzialmente, diciamo che proprio nella mente della famiglia questo era un palazzo ferrito e sostanzialmente c'era più un amministratore che rappresentava la famiglia che lo utilizzava nel senso di darlo nelle sue varie in affitto a coloro che lo desideravano quindi l'aspetto storico artistico era decisamente*

---

<sup>1</sup> « nous avons seulement cherché à communiquer au public en quel sens ce concept de demeure était significatif ».

<sup>2</sup> « Nous sommes au coeur du centre historique, au centre de la ville historique, nous sommes donc dans une réalité parfaitement conservée dans un ensemble urbain conservée et donc c'est l'intérieur. [Ce palais] offre un intérieur ouvert à toutes les réalités architecturales que l'on découvre en parcourant les rues, il ajoute la connaissance de l'envers [du décor], derrière la porte d'une maison. ».

*in secondo piano* »<sup>1</sup> [entretien G58]. Des parties du palais sont louées, pour des logements, des bureaux, un cinéma et à un pépiniériste dans le jardin du palais.

Ce relatif désintérêt contraste avec l'ouverture au public à Rome de la galerie Doria-Pamphilj, également propriété de la famille et plus importante pinacothèque privée de Rome. En 1994, les héritiers Doria décident de transformer le palais en musée, pour financer une partie des restaurations, dont les fresques célébrant la puissance et les victoires militaires de Andrea Doria. Les ouvertures de salles sont donc progressives, il s'agit d'un « *museo in progress* » [entretien G8]. La restauration concerne également le jardin. La présentation muséographique, conduite par Laura Stagno, également universitaire à la faculté d'architecture de Gênes, insiste sur la mise en scène du pouvoir d'Andrea Doria et de ses descendants, à travers la décoration, les tableaux, l'architecture et la situation au sein de la ville.

### *Le palais Nicolosio Lomellino*

Le palais Nicolosio Lomellino est situé via Garibaldi (Strada Nuova), jouxtant la municipalité (palais Tursi). Il porte le nom de son premier propriétaire<sup>2</sup>, qui a fait construire le palais en 1563. Les Centurione, riches commerçants qui ont contribué au financement du voyage de Christophe Colomb, l'acquièrent aux alentours de 1610, et font réaliser la décoration en fresque du premier étage noble par le peintre Strozzi. Puis le palais passe aux mains de la famille Pallavicini en 1711 et du baron Andrea Podestà en 1865, trois fois maire de Gênes au XIX<sup>e</sup> siècle, conduisant l'extension urbanistique de la ville sur les collines.

Aujourd'hui, ce palais est habité par Elena et Matteo Brozzi. Matteo Brozzi est un descendant lointain de Andrea Podestà. Le lien entre les propriétaires du lieu et l'histoire de l'édifice est donc différent de celui de la fondation Spinola ou du palais Doria : « *la famille Bruzzo n'a pas origine aristocratique, la famille Bruzzo est une famille d'origine industrielle, fin 1800, donc n'a pas la tradition de la famille qu'il y a eu depuis 1500, c'était pas de ces familles là* » [entretien G50]

Le rapport de la famille à l'histoire du palais lui-même est moins direct, les interventions de l'ancêtre Podestà étant modestes en comparaison des fresques de Strozzi ou des décorations en stuc, éléments saillants de la restauration, certaines interventions de

---

<sup>1</sup> « *disons substantiellement que dans l'esprit de la famille c'était un palais blessé et les administrateurs étaient plus là pour représenter la famille que pour utiliser le palais, c'est-à-dire qu'ils le louaient à ceux qui le désiraient et donc l'aspect historique, artistique était décidément mis au second plan* ».

<sup>2</sup> Nicolosio Lomellini était un marchand puissant. Il détient notamment le monopole du lucratif commerce du corail de l'île de Tabarca en Tunisie [Poleggi, 2004 : 53].

Podestà étant même jugées avec ironie par les propriétaires actuels<sup>1</sup>. Les interventions des parents de Matteo Brozzi dans les années 1960 ont été faites dans un esprit différent, s'attachant aux deux derniers étages en partie détruits par les bombardements de la Seconde Guerre mondiale, faisant appel à l'architecte rationaliste milanais Franco Albini.



Piazza Fontana Marose, une restauration qui laisse apparaître deux périodes

La découverte palais Lomellini d'une fresque de Bernardo Strozzi, *Allegoria dell'evangelizzazione del Nuovo Mondo*, 1624 (cliché dans Beppe, Merlano, Rabino, 2004)

**Figure 75 : Le registre de la redécouverte : les palais du Siècle d'Or et leurs intérieurs**

Le récit de la transformation se fait donc sur deux plans détachés l'un de l'autre : l'histoire du palais et les strates successives de ses transformations depuis sa construction ; l'histoire récente de la restauration, sans reconstruire une identité de pratiques avec le passé lointain, à l'inverse de la fondation Spinola. Cette restauration s'inscrit en revanche en rupture avec le passé proche : « *Depuis que je me suis marié, en 69, on a vécu dans le sale, dans le triste, dans le ..., mon fils avait horreur de cette maison, il entraît et il me disait ça me déprime, ça fait la décadence, [...] ça sent le délabré, tout qui finit, mais on s'en ..., moi je m'en rendais pas compte.* » [entretien G50].

<sup>1</sup> « et il a fait un truc un peu ridicule, c'est que quand il a donné un bal pour le fils de Savoie il avait fait construire toute une galerie, tout a été enlevé, [...] mon Dieu celui là il se sentait un peu le patron du monde »

Toutefois, même sans la mise en avant d'une histoire dynastique, le rapport à Gênes reste affirmé. Par cette restauration du passé, la famille Bruzzo est solidaire de ses transformations contemporaines. Ainsi Matteo Bruzzo déclare à propos de la restauration : « [è] *un regalo che abbiamo voluto fare alla città* »<sup>1</sup> [Mentelocale, 13/02/2007], liant destin urbain et histoire privée. Le succès du palais auprès des génois et des touristes constitue également une forme de reconnaissance : « *nous avons eu vraiment des satisfactions incroyables, d'intérêt disons au point de vue intellectuel, historien de l'art et tout ça, mais public, public, toutes les personnes qui sont venues à Gênes, n'importe qui vient à Gênes vient via Garibaldi, qui passe via Garibaldi et voit l'entrée bleu ciel avec le nymphée au fond, entre dans ce palais, il y avait des moments où je ne pouvais pas sortir dans la rue tellement il y avait de monde qui entrait* » [entretien G50].

Ces quatre cas constituent autant de restaurations particulières et de façons de décliner les rapports entre histoire urbaine et histoire privée. Toutefois, ils présentent des points communs. Ils manifestent d'abord ce caractère privilégié conféré aux témoignages du *Siècle d'or*. Surtout, leur histoire récente les rapproche : dans les cas des palais Lomellini, Andrea Doria et de la fondation Spinola, la réactivation des éléments patrimoniaux a lieu à partir des années 1990, soit au moment où le centre historique redevient lui-même objet d'attentions accrues. C'est également dans les années 1990 que les Doria décident de conduire la restauration du palais Principe, et que la fondation Spinola prend une nouvelle dimension. En dépit du caractère privé des réinvestissements, ils sont synchrones avec ceux de la municipalité et de l'État. La redécouverte des fresques du palais Lomellini est contemporaine des investissements publics via Garibaldi. Elena Bruzzo présente ce mouvement synchrone comme une relation de nécessité, un mouvement de fond, un « *tourbillon* » : « *et on a pensé pendant deux ans et puis au bout d'un moment on a dit on y va et on a tout restauré, qu'est-ce qui se passait entre temps, que Gênes avait été choisie comme ville de la culture en 2004, c'était un peu un hasard, nous avons été pressés par ce 2004, finir avant le 2004 et en même temps on avait compris qu'on ne pouvait pas faire une découverte comme ça, sans faire profiter la ville de cette découverte c'était un peu comme une chaîne où nous avons été tous pris, [...], on s'est trouvé dans ce tourbillon qu'on a suivi* » [entretien G50].

La réhabilitation du patrimoine privé, attaché à de puissantes familles, sert bien dans certains cas à la mise en scène d'une continuité familiale (cas des Doria ou des Spinola), ou à la présentation d'une action privée tournée vers la ville, mais le déclenchement de ces

---

<sup>1</sup> « [c'est] *un cadeau que nous avons voulu faire à la ville* ».

interventions reste lié à celui de l'action publique. Cette synchronie publique-privée n'est pas financière, les fonds publics intervenant peu dans ces restaurations (à l'exception du musée Spinola), mais liée à la réévaluation générale du centre historique.

À l'inverse des espaces du *Siècle d'Or*, qui sont reconstruits comme lieux d'exception manifestant les alliances des pouvoirs publics et des puissances privées, de façon imaginaire à présent, les *carruggi* du centre historique évoquent la mixité sociale.

#### **4. Le centre historique, espace de la mixité**

Le centre historique n'est pas seulement un espace de représentation. Il est également le lieu des brassages sociaux et migratoires. Le patrimoine support est d'origine médiévale. Contrairement aux façades des palais des *Rolli*, il ne s'agit pas d'un patrimoine mis en scène, qui se donne à voir, mais de lieux pratiqués, peu propices à la contemplation du fait de l'étroitesse et de l'obscurité des ruelles (*vicoli*), de la saleté de certaines et parfois d'une appréhension diffuse. Les *carruggi* ou *vicoli* ont un statut ambigu, renvoyant à la fois à des espaces dangereux et à un mode de vie particulier. La littérature locale s'est fortement emparée de ce thème, qui apparaît dans les polars.

##### *4.1 La place du Moyen Âge dans la mise en valeur du centre historique*

Les fresques datent du *Siècle d'or* de Gênes, mais les fondations des palais renvoient souvent au Moyen Âge. De même la trame urbaine a une origine médiévale, traduisant encore l'organisation sociale centrée autour du commerce nobiliaire privé, et marquée par l'étroitesse des rues et ruelles. Quelle est alors la place du Moyen Âge dans les restaurations et opérations de mise en valeur du centre historique ?

##### *Éléments médiévaux*

Certains palais des *Rolli* ont une origine médiévale, et des restaurations passées ont cherché à mettre en évidence ces éléments. Par exemple, le *palazzo Adorno*, sur la Ripa, résulte de l'unification au XVI<sup>e</sup> siècle de deux bâtiments médiévaux, dont les façades sont traitées de façon unitaire, recouvertes d'un enduit et de décors. En 1957, le surintendant de la Ligurie, Edoardo Mazzino, restaure cet édifice et en rend visible des parties médiévales : arc, éléments du mur en marbre blanc et pierre grise de Promontorio.

De même, le palais Andrea Doria, construit au XIII<sup>e</sup> siècle sur la place San Matteo, a été restauré en 1930 par Orlando Grosso, peintre génois et directeur de la commission



municipale des Beaux Arts, en mettant en avant les éléments médiévaux : suite à la découverte de deux créneaux a été reconstitué un crénelage sur l'édifice. Toutefois, les restaurations contemporaines ne visent plus à une telle mise en valeur des traces médiévales. Ainsi, la restauration du palais des *Rolli* Adorno, menée par l'architecte en 2004, a recouvert d'enduits une partie des éléments médiévaux laissés à découvert par Edoardo Mazzino, au nom de la recherche d'une unicité visuelle.

Pour B. Gabrielli, le patrimoine privilégié est bien celui de la Renaissance et au-delà, en raison du caractère fragmentaire des traces médiévales : « *Abbiamo perso quasi tutto il patrimonio medievale, abbiamo solo dei fragmenti, vedi che son tanti archi, perché i resti degli edifici, ormai sono edifici del ottocento, e quindi li se poco da afre ormai non riesce piu a riprendere il medioevo che è scomparso. Quindi l'epoca buona di Genova e quella del cinquecento, vai Garibaldi, dal Quintecento avanti, perchè sono integri, quindi è un po la nostra storia, nostro patrimonio più evidente, ormai visibile è quello che va del cinquecento a avanti. Quello medievale ha tutto visibile l'unico edificio è la Commenda di Pré.* »<sup>1</sup>. La seule exception selon lui est donc l'édifice de la Commenda di Pré.

#### *La Commenda di Pré : lieu de dialogue nord- sud ?*

La Commenda di San Giovanni di Pré est un complexe fondé par l'ordre des chevaliers de Saint Jean de Jérusalem en 1180, en position périphérique au Moyen Âge. La *commenda* servait d'hôpital, d'auberge, de lieu religieux, accueillant les pèlerins, les visiteurs et les malades. Elle comprend deux églises superposées, l'une reliée à l'hôpital et l'autre au complexe monacal. Il s'agit avec le musée San Agostino d'un des deux monuments emblématiques du Moyen Âge à Gênes, et support d'une valorisation de cet aspect. La Commenda di Pré a été restaurée à de nombreuses reprises, à partir du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans les années 1870, la décoration du XVIII<sup>e</sup> siècle a été en partie supprimée, pour redonner un aspect austère aux espaces intérieurs, dans une optique romantique [Dagnino, 1984]. Pour les *Colombiane* de 1992, la Commenda a été à nouveau restaurée et est devenue un lieu d'expositions.

La commune, propriétaire du lieu, souhaite y développer un projet culturel, en relation avec le musée de la mer, en prenant appui sur la thématique médiévale. La présentation du

---

<sup>1</sup> « Nous avons perdu presque tout notre patrimoine médiéval, il nous reste seulement des fragments, tu vois qu'il y a beaucoup d'arcs, parce que le reste des édifices sont à présent des édifices du dix-huitième, et donc là, on arrive plus à retrouver le Moyen Âge disparu. La bonne époque de Gênes est donc celle du quinzième, via Garibaldi, à partir du quinzième, parce qu'ils sont cohérents, c'est un peu notre histoire, notre patrimoine le plus évident, on peut à présent voir des choses qui datent du quinzième et des années qui suivent. Le patrimoine médiéval compte seulement le bâtiment qui s'appelle la Commenda di Pré ».

fonctionnement d'un hôpital médiéval est l'occasion d'introduire différentes figures génoises du Moyen Âge : le pèlerin, le pauvre, le chevalier religieux, la femme (toute une partie du futur musée serait consacrée à la femme au Moyen Âge), le croisé. Ce musée vise à rattacher la Commenda à différentes échelles : l'édifice est présenté en soi, il s'insère dans le contexte urbain médiéval génois, et son histoire particulière le lie également à celle de la Méditerranée. À partir de cette insertion de Gênes dans l'histoire méditerranéenne, ce centre culturel a pour ambition d'interroger les relations nord-sud et le dialogue interculturel. À cette fin « *il medioevo à un tema dei progetti molto grandi perchè è quello che permette di riaprire di Genova mediterranea e quindi di relazioni con le altre mediterranea quindi una diffusione legata a una specificità di un intreccio culturale che Genova ha avuto con altre realtà mediterranea.* »<sup>1</sup> [L. Borzani, entretien G5].

Le *Siècle d'or* et le Moyen Âge constituent le support de deux discours différents sur la ville. Les efforts pour retrouver la splendeur des palais du siècle d'or replacent Gênes dans le registre de l'apparaître, de la représentation de la grandeur de la ville. Comme la ville du XVI<sup>e</sup> siècle, Gênes aspire à s'ouvrir aux visiteurs étrangers, à faire découvrir les splendeurs du centre historique. À l'instar de la république de Gênes, le renouveau passe aujourd'hui par une convergence des intérêts publics et des intérêts privés.

Le Moyen Âge correspond à une autre inscription discursive de Gênes. Alors que la Gênes du *Siècle d'or* est résolument tournée vers l'Europe, finançant massivement la monarchie espagnole, participant aux combats contre les flottes ottomanes [VERF], la Gênes médiévale est insérée dans le monde méditerranéen, possédant des comptoirs en Mer Noire, échangeant des marchandises dans toute la Méditerranée. La Commenda di Pré, monument historique du Moyen Âge, concrétise la volonté de Gênes de s'établir en métropole méditerranéenne, par le dialogue multiculturel.

#### 4.2 Le centre historique comme lieu de la diversité sociale

La Gênes médiévale constitue également un espace social complexe, chargé de connotations multiples, réactivées aujourd'hui dans le cadre de la gentrification qui est vécue comme une forme de mixité sociale.

« *Nei vicoli* » : les lieux de tous les dangers

---

<sup>1</sup> « *Le Moyen Âge est un thème [permettant] des projets très importants parce qu'il permet de rouvrir [celui] de la Gênes méditerranéenne et donc les relations avec les autres [villes] méditerranéennes et donc une diffusion liée à un croisement culturel spécifique que Gênes a eu avec d'autres réalités méditerranéennes* ».

À Gênes pour désigner le centre historique une expression est fréquemment utilisée : *i vicoli* ou *i caruggi*<sup>1</sup>. Ces deux termes désignent les ruelles étroites du centre historique, datant du haut Moyen Âge. La hauteur des bâtiments qui les bordent, leur tracé sinueux, les pontets qui les surplombent, le linge suspendu entre deux bâtiments et leur étroitesse rendent ces ruelles sombres. Leur nom les rattache à l'histoire de la ville en rappelant la présence d'une famille puissante (*vico Giustiniani*, *vico De Negri*), ou à proximité d'un monument ; parfois leur toponymie demeure plus mystérieuse (*vico del Amore*).

Pour un passant, les *vicoli* désignent aussi ces ruelles déroutant l'orientation, où l'on se perd comme dans un labyrinthe, et qui désignent une expérience urbaine déroutante. La marginalisation de ces espaces historiques a contribué à la désignation de ces espaces par ces ruelles, qui sont devenues synecdoques du centre historique. On dit « *andar nei caruggi* » ou « *nei vicoli* », littéralement « *aller dans les ruelles* », c'est-à-dire dans le centre historique. Les termes *vicoli* et *carruggi* véhiculent alors tout un ensemble d'images et une atmosphère particulière. Ils servent à dire la dangerosité de ces lieux. Lorsque la presse évoque un délit commis dans le centre historique, le titre fait la plupart du temps référence aux *vicoli*. En 1984 quelques titres de faits divers<sup>2</sup> sont : « *nei vicoli della paura* », « *assassinio nei vicoli* » Ainsi parallèlement à l'expression centre historique coexiste cette désignation, dont le sens évolue avec la transformation de ces espaces et de leurs usages. L'évocation des *vicoli* est ainsi une façon d'évoquer la marginalité sociale du centre historique.

### *Mixité sociale*

Toutefois le terme n'est pas seulement utilisé de façon négative. L'appartenance aux *vicoli* est revendiquée dans certains cas. Marco a fondé en 1992 *il circolo i carruggi*, association qui travaille auprès des enfants des rues du centre historique. Le terme « *carruggi* » est utilisé comme motif de fierté et élément permettant de fonder une appartenance interne : l'aire d'extension du *circolo* est tout le centre historique, et ce qui est vu de façon souvent négative et inquiétante est constitutif d'un rapport à l'espace, puisque les enfants sont souvent dans les ruelles, et l'association désigne la rue comme champ d'action privilégiée.

Les *carruggi* désigne alors plus que le mot « centre historique » un espace socialement particulier et divers. Les prostituées sont localisés dans les ruelles, tout comme les autres formes de marginalité. Toutefois la gentrification a modifié la teneur générale du phénomène.

---

<sup>1</sup> *I vicoli* est le terme italien, *i caruggi* le terme génois (dont l'orthographe est variable, s'écrivant aussi *carruggi*). L'origine du mot est controversée, pour certains le mot vient de l'arabe, pour d'autres du latin.

<sup>2</sup> Il s'agit d'article du *Secolo XIX*.

Désormais les *carruggi* évoque une mixité sociale retrouvée : de nombreux habitants du centre historique installés là dans les années 1990 évoquent les premiers temps de leur installation avec une certaine fierté, la coexistence au sein du même édifice de la prostituée, de la famille avec des enfants et aux étages supérieurs des nouveaux arrivants, professeurs, architectes et avocats, dans une atmosphère de convivialité. Cette stratification sociale et verticale dans les palais longeant les *vicoli* est devenu un stéréotype social, qui désigne un ordre social type qui va à l’opposé de l’idée d’une transformation du centre historique comme lieu d’exclusivité sociale, ou des espaces des via Garibaldi et Balbi davantage connotés socialement.

**II RAP del Circolo I Caruggi (extraits)**

*Genova Genova non risorgerà mai più  
per voi che ci volete davanti alla tv  
ma noi dei caruggi non siamo dei fessi  
sapremo difendere i nostri interessi ;  
questo quartiere è il più bello del mondo  
ci vivo, ne sono fiero, non lo nascondo  
razze diverse, angoli odori  
questa è la Genova dai mille colori<sup>1</sup>*

RAP écrit par les adolescents qui fréquentent le centre *Circolo I Caruggi*

*Le centre historique de Gênes : décor du crime et de l’enquête*

Cette caractérisation des *carruggi* apparaît dans les écrits sur la ville, notamment les romans policiers, pris là comme exemple. Le polar est un « *genre urbain* » [Blanc, 1991], qui obéit à certaines règles, et mobilise souvent des éléments codifiés relevant d’une vision de la ville. La ville du polar est une « *ville bavarde* » [Blanc, 1991 : 41], car chaque lieu décrit sert à qualifier l’action. L’espace par excellence du roman policier génois est le centre historique, les *carruggi*, espace sombre, inquiétant, dont il faut posséder les clefs pour s’y mouvoir efficacement. Il est l’espace des mélanges : la prostituée, les policiers, les intellectuels ; lieu des rencontres inattendues. Plusieurs de ces polars évoquent dans leur titre cet espace particulier, notamment la série Bacci Pagano, par Bruno Morchio, *Una storia da carruggi*, par Caron Antonio, *il misterioso omicidio nei vicoli* [2005] ou Beccacini, *Via del campo* [2003]. Bacci Pagano est un détective privé qui vit dans les *carruggi*. Il maîtrise déjà cet espace, en utilisant toutes les ressources à la recherche d’un assassin. Dans ce monde particulier, les hiérarchisations sociales semblent s’inverser, les prostituées apparaissant comme des aides et intercesseurs précieux dans l’enquête qui a pour cadre un centre historique en cours de

---

<sup>1</sup> « Gênes Gênes ne renâtra jamais plus / Pour vous qui nous voulez devant la télé / Mais nous des *caruggi* nous ne sommes pas de ces naïfs / Nous saurons défendre nos intérêts / Ce quartier est le plus beau du monde / Y vivent, j’en suis fier, je ne le cache pas / C’est la Gênes des mille couleurs ».

gentrification. L'ouvrage de A. Caron met en scène Sebastiano Vitale, un maréchal de police de Cherasco, dans l'intérieur de la Ligurie, dans une zone montagneuse. Vitale est un policier qui vit à la campagne, et se rend à Gênes pour élucider une affaire, il est perdu dans la ville, qu'il s'approprie peu à peu, dont il apprend les codes et les rites, avec les mêmes intermédiaires, et une semblable confusion des hiérarchies sociales parallèlement à la confusion des espaces dans le ce labyrinthe de ruelles. Ce genre urbain particulier exagère ainsi les traits d'un centre historique pensé comme différencié socialement et objet d'initiations sociales en même temps qu'urbaines, nouvel espace de fascination en raison même de cet aspect pour de nouveaux usagers.

Il existe ainsi bien deux types d'espaces historiques, basés sur deux types d'histoire, l'une puisant dans la Gênes médiévale, cosmopolite, aux espaces resserrés, l'autre dans les espaces de la représentation de la réussite financière de la ville, où intérêts publics et privés s'entremêlent dans une même volonté de manifester la puissance génoise.

A l'échelle de la commune, différents modèles permettent de penser le rapport du centre historique aux autres espaces urbains, minorant ou critiquant le centralisme. Semblable problématique émerge à Liverpool, avec le réinvestissement important du *city centre*.

## C. Liverpool : la figure du centralisme glorieux

En dépit de ressemblances au niveau urbanistique avec Valparaíso, la notion de centre est bien mise en avant à Liverpool dans une figure urbaine qui érige cet espace en support de la dimension mondiale de Liverpool, lieu de redéveloppement manifestant par des réalisations contemporaines l'ancrage de Liverpool dans la mondialisation, tissant une continuité avec son passé glorieux. Comme indiqué dans les chapitres précédents, le *city centre* connaît un processus de gentrification, ce qui dans le même temps le constitue en espace exclusif, avec des modalités de gestion particulière. Toutefois, à rebours de cette évolution, le *city centre* doit aussi signifier la diversité culturelle de la ville, dans une mise en scène des diverses minorités rendues visibles par l'affichage de leurs traces dans le centre.

### 1. Liverpool, la prééminence du centre et les périphéries

Le *city centre* est érigé en espace particulier : l'action publique s'y manifeste par un *quango* spécifique, *Liverpool Vision*. La stratégie de *Liverpool Vision* est de transformer Liverpool en *world class city*, par l'action sur les espaces centraux. Or le registre discursif change concernant la *Liverpool Land Development Company* (LLDC), le *quango* chargé de la

coordination de la régénération urbaine à Liverpool, à l'exception du *city centre* (institué au même moment que *Liverpool Vision*). En effet, la mention de *world class city* n'est plus évoquée pour les transformations touchant le reste de la ville. La *Liverpool Land Development Company* a la même origine que *Liverpool Vision* (NWDA, *Liverpool City Council, English Partnerships*)<sup>1</sup> mais les deux agences ne développent pas une approche conjointe, évoluant de façon différente et spatialement disjointe. Quatre *Strategic Investment Areas* sont créées, constituant des zones destinées à attirer des investissements et des emplois. Lors de la création de la LLDC, le but affiché est le suivant : « *We look forward to being of service to the city [...], working to attract investment to the SIA areas and - most importantly - creating jobs for local people* »<sup>2</sup> [communiqué de presse de la LDCC, 2003]. Dans certains documents semble se profiler une concurrence entre le *city centre* et le reste de la ville, par exemple lorsque *Liverpool Vision* insiste sur la place croissante du *city centre* dans les projets d'aménagement au sein du territoire local.

Le développement de projets au centre suscite également des critiques au sein de l'agglomération Merseyside. Les projets de développement commercial inquiètent les autres *city councils*. Le *Warrington Council* relaie les inquiétudes de sa Chambre de Commerce et d'Industrie ; la Chambre de Commerce de Wirral demande une étude du *Secretary of State* sur l'impact du projet de *Paradise Street* sur les commerces locaux [The Echo, 2001/7/2]. Lorsque le projet de *Fourth Grace* échoue à Liverpool, le *city council* de Wirral tente de négocier avec l'architecte pour l'implanter sur son *waterfront*, façon de se poser en relation d'égalité désormais avec Liverpool et plus en annexe portuaire, et attirer une partie des visiteurs de Liverpool. Le passage de la promotion touristique du *Merseyside Partnership* au *Liverpool City Council* est également un signe des divergences possibles entre l'échelle de l'agglomération et celle des *local authorities* qui les composent. Dans le même temps des propositions émergent pour renommer la région urbaine Merseyside pour faire apparaître le nom de Liverpool, façon de marquer la prééminence de la commune-centre.

Ainsi la prééminence du *city centre* joue à différentes échelles. Au sein du territoire de Liverpool, le centre est l'objet d'un traitement singulier porté par un discours insistant sur la dimension européenne et mondiale de Liverpool, alors que les autres aires d'intervention demeurent portées par un discours plus classique d'attraction d'investisseurs dans le but d'un

---

<sup>1</sup> Elle est créée plus tardivement, en 2003, à partir de l'élargissement de la *Speke Garston Development Company*, qui agissait au sud est de l'*unitary authority*.

<sup>2</sup> « *Nous attendons avec impatience d'être au service de la ville [...], travaillant pour attirer des investissements dans les aires SIA et – plus important – créer des emplois pour les habitants* ».

développement local. À l'échelle de la Merseyside, la concentration forte des investissements en position centrale inquiètent les autres *city councils* et les acteurs économiques locaux qui craignent une marginalisation croissante.

Cette prééminence permet d'esquisser une figure centraliste, dont le régime d'historicité se place dans le registre de la réactivation du passé. Cela apparaît tout d'abord à travers le registre de légitimation choisi pour les projets de développement, puis les modalités de présentation de l'histoire de la ville. La question des habitants et usagers légitimes des espaces centraux apparaît dès lors complexe : l'histoire de la ville dit l'histoire de tous les habitants, y compris les histoires particulières, qui sont rendues visibles, alors que le *city centre* se construit comme espace exclusif.

## 2. Le développement comme horizon ?

### 2.1 La légitimation moderne

Un premier type de légitimation, souvent mis en avant, concerne les effets induits d'un projet ou d'une direction de développement, et correspond souvent à la dynamique de croissance. Dès 1976, Molotch évoque « *the growth ideology* », présentée ainsi : « *Perhaps the key ideological prop for the growth machine, especially in terms of sustaining support from the working-class majority (Levison 1974), is the claim that growth "makes jobs." This claim is aggressively promulgated by developers, builders, and chambers of commerce; it becomes a part of the statesman talk of editorialists and political officials. Such people do not speak of growth as useful to profits -- rather, they speak of it as necessary for making jobs.* »<sup>1</sup> [Molotch, 1976]. Cela se retrouve dans les trois villes considérées comme adjuvant de certains projets, de façon récurrente, surtout lorsqu'il existe des contestations.

La presse locale se fait souvent le relais de ces projets, paraphrasant les argumentaires. Ainsi le projet de construction du *Cloud* à Liverpool s'appuie sur cet élément, par l'intermédiaire d'un des éditorialistes du *Liverpool Daily Post*, Larry Neild : « *His Cloud development will generate thousands of jobs on the waterfront and will generate a major boost to the economy of the city* »<sup>2</sup> [Daily Post, 12/11/2003].

---

<sup>1</sup> « Peut-être que la proposition idéologique clef pour la machine de croissance, surtout pour entretenir le soutien de la majorité des travailleurs, est l'affirmation que la croissance crée des emplois. Cette affirmation est diffusée avec pugnacité par les agents immobiliers, les constructeurs et les chambres de commerce ; cela devient un élément intégrant du discours officiel des éditorialistes et hommes politiques. Ces personnes ne parlent pas de la croissance comme utile aux profits mais plutôt comme nécessaire pour créer des emplois. ».

<sup>2</sup> « Le Cloud générera des milliers d'emplois sur le front d'eau et relancera grandement l'économie de la ville. »

## 2.2 Le futur antérieur

Toutefois, cette *growth ideology* manifeste un rapport plus complexe à l'historicité de la ville. Certes, le développement est tourné vers le futur, mais il s'appuie sur l'esprit d'innovation des ancêtres de la ville. Le passé était lui-même déjà tourné vers le futur, aussi les projets de développement se placent bien en continuité avec l'histoire de la ville. Cette justification est mise en avant pour la réalisation de la *Fourth Grace* et prend à revers les arguments des conservationnistes.

Mike Lyons, porte-parole de *Liverpool Downtown*, pro-développement, rappelle également que le classement Unesco ne doit pas conduire à une muséification mais est au contraire un signe du caractère mondial de Liverpool, qui enjoint « *The award of World Heritage status is valuable not because it places us in the pantheon of world landmarks such as the Taj Mahal - or the Blaenavon industrial landscape (another British title holder) - but because it reminds us that Liverpool is a city of international significance. We must decide now if our future is to be that of a forward- looking, creative and vibrant metropolis or a tourist dependant heritage theme park. The Three Graces are a wonderful foundation for the Liverpool of tomorrow. By following the example of their creators we are truly standing on the shoulders of giants. Do we really think that they would not have wished us to reach higher than the birds atop the Liver Building ?* »<sup>1</sup> [Liverpool Daily, 13/7/2004]. L'architecte du projet, Will Alsop, utilise le même argument : « *Remember in its day the Royal Liver Building was regarded as controversial and now it is cherished by Liverpool people.* »<sup>2</sup> [Liverpool Daily Post, 12/11/2003].

La régénération urbaine, y compris lorsqu'elle implique de nouvelles constructions, se place ainsi en continuité avec l'histoire de la ville, se faisant aux mêmes endroits.

## 3. Quelles histoires ?

L'histoire de Liverpool s'inscrit dans l'idée d'une renaissance urbaine qui prend place dans les espaces centraux, après une période de crise. Cette histoire est à la fois urbanistique,

---

<sup>1</sup> « *L'obtention du statut de Patrimoine Mondial est de valeur, pas seulement parce que cela nous place au Panthéon de villes comme le Taj Mahal – ou le paysage industriel de Blaenavon (un autre bien anglais classé) – mais parce que cela nous rappelle que Liverpool est une ville de signification internationale. Nous devons décider maintenant si notre futur est d'être une métropole qui se projette, créatrice et vivante, ou un parc à thème dépendant du tourisme patrimonial. Les Trois Grâces sont une merveilleuse fondation pour la Liverpool de demain. Mais en suivant l'exemple des créateurs nous sommes vraiment assis sur des épaules de géant ? Pensons-nous vraiment qu'ils n'auraient pas voulu que nous allions plus haut que les oiseaux sur le toit du Liver Building ?* ».

<sup>2</sup> « *Rappelez-vous en son temps le Royal Liver Building était aussi controversé et est à présent chéri par les habitants de Liverpool* ».



le *city centre* en constitue le cadre principal, et inclusive, concernant l'ensemble des habitants, mis en scène dans les espaces centraux, notamment dans leur diversité culturelle.

### 3.1 Une histoire sur la ville : les 800 ans de Liverpool

Liverpool a été fondée et dotée d'une charte en 1207 par le roi Jean sans Terre. 2007 marque l'anniversaire de la ville. Cet anniversaire est intégré aux préparatifs de l'année Capitale Européenne de la Culture 2008, et est le cadre de diverses célébrations. Le 28 août 2007 sont menées les festivités, essentiellement dans le *city centre*, qui mêlent deux aspects : des processions et cérémonies mettent en scène des dignitaires urbains, tandis que des cortèges et spectacles de rue animent la journée. La journée s'achève par un feu d'artifices sur le Pier Head. À cette occasion est également inauguré le musée international de l'esclavage. Des actions pour la mise en valeur d'histoires locales sont menées, dont le recueil de témoignages et de documents historiques.

Cet anniversaire est le moment d'une mise en forme de l'histoire de la ville. Pour célébrer l'anniversaire de la ville, le *Liverpool Daily Post* publie en association avec *Liverpool University Press* six suppléments consacrés à l'histoire de la ville. Les quatre dernières sont consacrées à l'histoire récente, et à la succession de crise et renouveau. Il s'agit de la présentation de scènes de vie et pas d'une histoire de la ville au sens propre, mais ces suppléments permettent de préciser une conception de l'histoire.

La Seconde Guerre mondiale et les bombardements constituent une histoire commune à tous les habitants, dépassant les différents clivages puisque « *from the potting sheds to the palaces, everyone was drawn into World War II* »<sup>1</sup>. La contribution des *Liverpudlians* à l'effort de guerre est rappelée, ainsi que la place éminente du port dans l'organisation des Alliés. L'époque suivante va de 1946 à 1959 et est intitulée « *we never had it so good* », phrase devenue célèbre prononcée par MacMillan, homme politique conservateur en 1957, qui évoque l'amélioration générale des conditions de vie au Royaume-Uni à cette période, avec la généralisation de la société de consommation et le boom économique. Liverpool, port d'exportation important, est marquée par la présence des *dockers*. Cet âge *a posteriori* devient une époque glorieuse, dans le sens où le statut de Liverpool ne prête pas à discussion du poids de son évidence : « *back in the 1950s, Liverpool did not have to prove it was European – or even world - capital of anything* »<sup>2</sup>. Le port est la raison de ce statut mondial : « *from the city*

---

<sup>1</sup> « Des abris de jardin aux palais tout le monde était pris dans la Seconde Guerre mondiale ».

<sup>2</sup> « dans les années 1950 Liverpool n'avait pas besoin de prouver qu'elle était une capitale européenne – ou même mondiale – de quoi que ce soit ».

*to the corners of the earth* », échangeant avec de nombreux ports dans le monde. La partie 5 insiste sur la crise qui a traversé la ville : « *1960-1980 : Birth of the Beatles, Death of a City* ». Les 8 pages de ce supplément évoquent l'agonie de la ville (« *From second city to a dying city* »), la disparition des industries et des emplois, la hausse de la criminalité. La décennie 1980, marquée par le conflit entre Thatcher et la municipalité, aggrave la situation. Durant ces deux décennies, cette agonie de la ville se lit à travers celle du port : les principales compagnies maritimes disparaissent, le nombre de *dockers* baisse avec la diminution du trafic et la conteneurisation.

Enfin, la partie 6, qui clôt cette série de publications, est appelée « *Labour pains and New Birth* »<sup>1</sup>, montrant en première page la photo d'un agent de police seul de dos un bouclier à la main face à une rue dévastée, le sol jonché de débris, dans le quartier de Toxteth en 1981 lors des émeutes urbaines. Les années 1980 sont en effet les années des émeutes dans l'*inner-city*, des deux drames impliquant des supporters de football de l'équipe de Liverpool FC (dont la finale de Heysel en 1985), des conflits politiques, des licenciements importants dans les industries. Or depuis la situation évolue comme le montre les trois pages aux notes plus positives : « *sharing the joy and sorrow* » et « *looking to the future* », signés de l'éditorialiste Larry Neild, qui commente l'actualité locale depuis plus de trente ans.

Il évoque la renaissance de Liverpool : « *the 21<sup>st</sup> century has brought a renewed belief in Liverpool, a regeneration and renaissance that is changing the look and feel of the area.* »<sup>2</sup>, dont les transformations du *waterfront*, le nouveau terminal de croisières, le projet de *Liverpool One*, le nouveau stade de football d'Everton, le titre de Capitale Européenne de la Culture en constituent les nombreux signes. Les grues deviennent un motif de fierté et les paysages de cette mue : « *city rulers gaze across the changing skyline of Liverpool and count the number of cranes - heading for 50 at its peak. Liverpool means business and can deliver its promises.* »<sup>3</sup>. Cette renaissance est donc liée aux transformations urbanistiques, au développement immobilier et aux nouveaux espaces de consommation créés. Le port n'est pas mentionné dans ces pages, malgré son renouveau récent : il ne fait plus partie directement de l'histoire de Liverpool ou de ses espaces, seuls ceux qu'il a abandonnés sont désormais le théâtre de la régénération urbaine et participent de cette renaissance. Le port s'est éloigné de

---

<sup>1</sup> « *Les souffrances du travail* [cette expression signifie aussi « les souffrances de l'accouchement » et est certainement une allusion à la crise locale du Labour Party] *et la renaissance* ».

<sup>2</sup> « *Le XXI<sup>e</sup> siècle a apporté une nouvelle croyance en [les possibilités de] Liverpool, une régénération et une renaissance qui change l'aspect et l'ambiance de la zone.* ».

<sup>3</sup> « *Les dirigeants de la ville considèrent le paysage changeant de Liverpool et comptent le nombre de grues qui atteint 50 à son point culminant. Liverpool signifie affaires et peut tenir ses promesses* ».

la ville institutionnellement et stratégiquement, bien qu'il demeure un élément important de l'économie locale.

Ainsi se confirment à travers cette publication retraçant l'histoire de Liverpool ces liens tissés entre développement et passé, sous la forme de la renaissance, qui prend les traits d'une forme de fatalité, à travers l'évocation finale de « *the wheel of fortune* ».

Michel Lussault, faisant de Liverpool un cas particulier permettant de lire les modalités d'« *opérations spatiales* », développe une analyse similaire à partir de la place du *waterfront* dans le dossier de candidature de la ville, inclus à la fois dans un « *régime rétrospectif* » et « *prospectif* », la transformation sur une portion d'espace érigée au rang d'« *emblème* » devenant une façon de signifier un destin urbain global [Lussault, 2007 : 170–177].

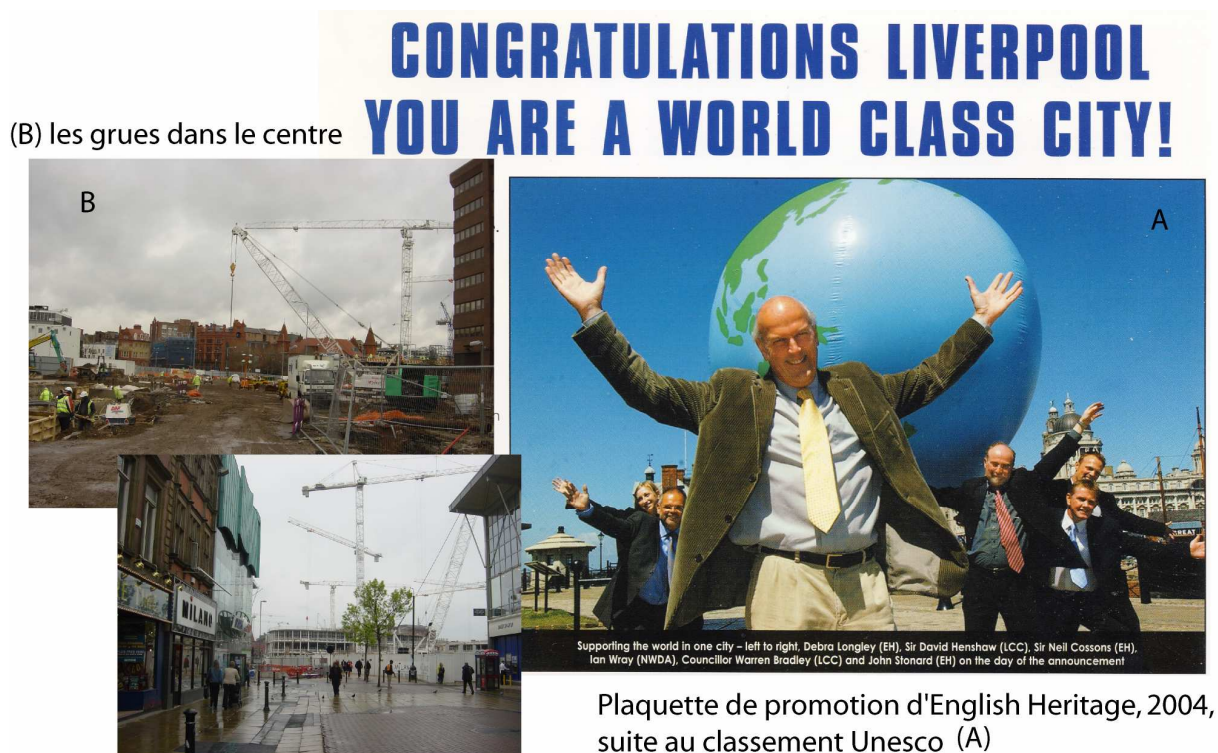


Figure 76 : Les grues et le statut Unesco : la transformation de Liverpool

Toutefois, la caractérisation publique de l'histoire de Liverpool, et partant la figure urbaine associée, est rendue plus complexe par l'intégration d'histoires plurielles.

### 3.2 *The world in one city : les migrants et leurs traces au centre*

À Liverpool, les acteurs publics encouragent et accompagnent le développement d'histoires plurielles, liées aux migrations et leurs histoires dans la ville. Ce développement

d'histoires particulières encouragées et en partie conduites par les acteurs publics visent à donner corps au slogan choisi pour la candidature comme Capitale Européenne de la Culture Liverpool 2008, *the world in one city*, le monde dans une ville. Ce slogan est à entendre d'une double manière : Liverpool est une ville mondiale ; Liverpool, de par son histoire portuaire et l'arrivée de migrants du monde entier, est une ville de la diversité culturelle et ethnique. Liverpool développe un discours inclusif des rapports entre la ville et les diverses communautés et fois présentes, et, dans l'optique de *Liverpool Capitale of Culture*, développe des initiatives visant à mettre en valeur l'histoire des communautés. Ces histoires s'inscrivent dans le centre, sous différentes formes.

### *L'esclavage inscrit dans le city centre*

L'esclavage fait partie de l'histoire de Liverpool et a été un élément important de l'enrichissement des armateurs aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. En 1999, Liverpool présente officiellement ses excuses pour son rôle dans le trafic d'esclaves. Une cérémonie a lieu en 2001 impliquant des libations effectuées par un représentant de la communauté africaine<sup>1</sup>, permettant d'accorder le pardon à la ville [Liverpool Daily Post, 24/8/2001]. Le 23 août est choisi en 2004 comme date annuelle du « *Slavery Remembrance Day* », suivant la date définie par l'Unesco pour commémorer la fin de l'esclavage<sup>2</sup>. Un collectif est créé en 2004, le *Liverpool Black History Month Group*, pour l'organisation des manifestations liées à l'esclavage ou l'histoire des communautés noires.

Le parallèle peut être fait avec Bristol, étudié par Christine Chivallon : au milieu des années 1990, des associations locales se mobilisent pour la prise en compte de l'esclavage et des populations noires dans l'histoire de Bristol, ce qui conduit à redéfinir l'histoire de la ville et à présenter désormais son histoire maritime glorieuse comme bâtie sur la traite [Chivallon, 2002]. Comme à Bristol, un « *Slavery Trail* » est réalisé, parcours qui identifie les lieux rattachés à l'histoire de l'esclavage. Comme à Bristol, « *monuments, statues, maisons d'habitations, docks, noms de rues, pubs du port, édifices bancaires, mémoriaux dédiés aux notables, squares ... tout semble désormais avoir un lien avec l'esclavage* » [Chivallon, 2002 : 338]. Ainsi, le *Slavery Trail*, édité sur une brochure dont le graphique de chaque page rappelle la maille d'une chaîne, propose un parcours parmi les haut-lieux de la ville, qui sont les *docks* et entrepôts ayant servis au stockage des marchandises du trafic triangulaire, l'église

---

<sup>1</sup> C'est à ce titre (« *african chief* ») que Angus Chukuemeka mène les libations effectuées chaque année depuis 2001. Il siège dans plusieurs associations locales communautaires : *Nigerian Community Centre*, *Merseyside African Council*, *Crawford House Community Centre*.

<sup>2</sup> Le 23 août 1791 a eu lieu une insurrection sur l'île Saint-Domingue. Cette date a été choisie pour rappeler le rôle des esclaves eux-mêmes dans la suppression de la traite et de l'esclavage.

Saint Nicolas qui contient les sépultures de marchands d'esclaves, les bâtiments et lieux de vie des marchands enrichis grâce à l'esclavage (Heywoo's Bank, Fenwick Street, Church Street)<sup>1</sup>. Au final, une grande partie des espaces du *city centre* peuvent être rattachées à l'esclavage, de façon directe ou indirecte.

Un musée est envisagé en 2004<sup>2</sup>. À cet effet, *National Museums Liverpool* acquiert un bâtiment sur l'Albert Dock (les *Granada Studio*, dans l'ancien *Dock Trafic Office*, bâtiment classé Grade 1). Le 22 août 2007 est ouvert le musée de l'esclavage, l'*International Slavery Museum*, sur l'Albert Dock. Le musée ne traite pas seulement de Liverpool mais considère l'esclavage dans le monde. D'ici 2010 est également prévue l'ouverture d'un centre d'interprétation. Commentant en 2004 la création du musée, le *council leader* Mike Storey rattache ce musée à des préoccupations contemporaines : « *We can now make sure this part of Liverpool's history is never forgotten. It also provides a wonderful opportunity to celebrate the harmony between the city's ethnic groups.* »<sup>3</sup> [Liverpool Daily Post, 23/1/2004]

#### *Le Chinatown et la visibilité des migrants chinois*

Du fait d'échanges intenses avec l'Asie, le premier Chinatown d'Angleterre était situé à Liverpool, comme lieu de résidence des marins asiatiques,. Il jouxte la zone classée au Patrimoine Mondial de l'Humanité, au sud, à partir de Cornwallis Street. Les bombardements de la Seconde Guerre mondiale ont détruit une partie de la zone. La *Liverpool Chinatown Business Association* (LCBA) œuvre pour le redéveloppement commercial de Chinatown, qui présente aujourd'hui un grand nombre de restaurants et commerces asiatiques.

L'aire de *Rope Walks Partnership* inclut le Chinatown, et a développé des projets communautaires. Ainsi ont été développés des signes territoriaux du Chinatown. Une nouvelle arche a été construite à l'entrée du quartier, en marquant symboliquement ses limites [Uduku, 2003 : 135], et marquant le jumelage en 2000 avec Shanghai.

Moira Kenny, une artiste en partenariat avec le *Liverpool City Council* a développé de grandes toiles destinées à modifier la perception de l'histoire de cette communauté, l'ensemble est appelé « *Chinese reflection* ». Elles prennent place sur les façades d'édifices en cours de réhabilitation, dans la zone de Ropewalks, à proximité du Chinatown, et sont inaugurées en 2005. La vie de la communauté est illustrée par six scènes.

---

<sup>1</sup> En 2006 est émise l'idée de rebaptiser des rues et monuments dont les noms actuels sont associés à des marchands d'esclaves.

<sup>2</sup> Le *Merseyside Maritime Museum* propose déjà depuis 1994 une galerie consacrée à l'esclavage.

<sup>3</sup> « *Nous pouvons à présent être sûrs que cette partie de l'histoire de Liverpool ne sera jamais oubliée. Cela garantit également une formidable opportunité de célébrer l'harmonie entre les groupes ethniques de la ville* ».





Les paysages urbains sont morcelés, quelques dizaines de mètres modifient la perception. A gauche, les toiles sont en arrière plan d'un *warehouse* en ruine. A droite, quelques mètres en retrait, le restaurant ethnique "Alma de Cuba", dans une église réhabilitée par *Urban Splash*, témoigne de la gentrification et de ses aspects liés aux nouveaux espaces de consommation. *Chinese Reflection*, encouragé par *Liverpool Vision*, participe également de la requalification des espaces.

**Figure 77 : Histoires de l'esclavage et de la communauté chinoise à Liverpool**

La première, « *Ancient Chinese Heritage* », présente des éléments culturels chinois : la calligraphie, un empereur, les feux d'artifice, .. La seconde illustre le parcours de chinois vers Liverpool, exposant des papiers d'immigration extraits des archives locales. La toile 4 est

consacrée à la vie locale, représentant des commerces et restaurants chinois. La toile 6 représente Liverpool et la ville jumelle Shanghai, et ancre ces éléments dans l'événement *Capitale of Culture*.

L'inscription de traces liées à l'histoire des minorités dans le *city centre* donne corps au slogan de Liverpool Capitale de la Culture, *The world in one city*, en intégrant les histoires diverses et la rendant visible dans les lieux centraux, participant à l'image d'une ville cosmopolite. Une colonne du *Liverpool Daily Post* est consacrée à la vie urbaine de Liverpool : *the Urbanite*, tenue par Paul Corcoran, par ailleurs jeune directeur d'une entreprise de marketing. Les articles évoquent les lieux de sorties, les restaurants, les modes de vie urbains. Un des articles (21/06/2007) est consacré au slogan « *the world in one city* », évoquant le *melting pot* qu'est la ville par ses célébrations diverses, liées à la diversité culturelle actuelle. Un certain scepticisme émerge parfois : lors d'un débat organisé par la BBC le 8 octobre 2003 avec des responsables locaux des minorités pour rendre l'événement « *inclusive* », une personne intervient pour rappeler qu'il ne se croise pas beaucoup de membres de la communauté afro-américaine dans le centre. Une artiste locale impliquée dans les expressions artistiques liées aux minorités énonce en entretien : « *Mmm, the world in one city, it's more about building development and making money, basically* ».

Ainsi Liverpool présente un profil complexe, avec d'une part la transformation du centre en un lieu d'exception, et d'autre part l'inclusion dans ce lieu des traces des diverses communautés, célébrant l'unité au sein d'une ville marquée par une différenciation socio-ethnique importante.

Les transformations des espaces historiques centraux mobilisent ainsi des imaginaires divers, à la fois imaginaires des lieux et imaginaires de l'ordre social qui y prend place, selon différents registres spatio-temporels, en prenant appui sur le patrimoine. Or ces imaginaires prennent aussi sens de leur confrontation à des modèles et références externes, convoqués par des acteurs comme ressource de légitimation.

## D. Les acteurs et espaces entre local et mondial

Parmi les voies de la légitimation se trouvent les mouvements entre local et mondial, qui mobilisent des modèles circulants et des expertises nomades<sup>1</sup>. Les modalités de légitimation ont une dimension spatiale, qui renvoie à plusieurs aspects : l'origine et l'échelle spatiale de l'émetteur de recommandations ou de modèles, ses voies de diffusion, son aire d'affectation. Or il ne s'agit pas seulement d'une domination exogène qui conduirait à imposer des modèles extérieurs. Ces modèles et expertises relèvent d'un double mouvement. Depuis des lieux extérieurs certains acteurs émettent des recommandations ou des modèles applicables en d'autres lieux, tels les promoteurs du modèle barcelonais ou la BID (Banque Interaméricaine de Développement). Depuis le local certains acteurs jouent de ces modèles, sans forcément les appliquer fidèlement (ce qui conduit à introduire la notion de référence), pour légitimer des projets locaux. Par ailleurs, la pratique comparative est présente au cœur même de la démarche des acteurs, à l'affût de toute comparaison permettant de transformer la ville, l'ambition étant de devenir à son tour un comparable et un modèle.

### 1. Comparaisons et regards décentrés

La comparaison n'est pas seulement du ressort du chercheur ; il s'agit d'un outil d'analyse utilisé par de nombreux acteurs. En Europe, *Eurostat* a été créé pour évaluer les performances des territoires de façon homogène et évaluer leurs besoins. Toutefois, la comparaison n'est souvent pas quantifiée, se basant sur les voyages menés, qui dans un premier temps font prendre conscience de situations partagées.

#### *1.1 Les comparaisons en actions*

Ces comparaisons sont appelées des comparaisons en action, pour les différencier de celles menées par les chercheurs, même si pratique et savoirs ne sont pas hermétiques.

#### *La comparaison des biens Patrimoine de l'Humanité*

Le dossier de candidature comme bien patrimoine de l'humanité doit inclure une comparaison du bien proposé avec d'autres biens, pour justifier de sa valeur universelle. Cette comparaison peut jouer en défaveur de la candidature : *Carlton Garden* à Melbourne comparé aux biens issus des Expositions Universelles à Paris ou Londres est selon Icomos d'un intérêt seulement national et pas international. Dans les dossiers de Gênes, Valparaiso et

---

<sup>1</sup> Comme l'indique le titre d'un numéro spécial de la revue *Géocarrefour* en 2005.



Liverpool, ce qui se joue dans la comparaison est paradoxalement le degré d'incomparabilité de la ville, base de sa distinction.

Dans la première version, l'incomparabilité de Valparaíso est mise en avant, témoignage de cette focalisation sur l'originalité de Valparaíso. Seul La Havane fait l'objet d'une analyse comparative, mais en mettant en avant seulement des périodes historiques communes du fait de la condition de port colonial. Lors de la seconde version en 2001, la comparaison se base sur des villes portuaires ayant connu la même nécessité d'adaptation à un site en amphithéâtre : Santiago de Cuba, Naples, Salvador de Bahia et Lisbonne, l'élément paysager domine là et conditionne les autres éléments. En revanche, Icomos dans son évaluation modifie le sens de la comparaison, en identifiant dans chaque ville des éléments de similitudes et en appréciant le degré d'authenticité et d'intégrité des éléments à Valparaíso par rapport à d'autres villes. Valparaíso est devenu un comparable, préalable au changement de regard patrimonial.

La comparaison dans le dossier de candidature de Liverpool en revanche vise à prouver le caractère exceptionnel de la ville portuaire au XIX<sup>e</sup> siècle par rapport à d'autres ports d'envergure internationale : Marseille, Saint Pétersbourg, Bombay, Glasgow ont été des ports de dimension inférieure. Les ports comparables sont Londres et New York, mais les témoignages de cette époque sont plus modestes selon le dossier. Shanghai est un cas à part car le *waterfront* de cette ville a été directement influencé par celui de Liverpool, ce qui témoigne du rôle de Liverpool, comme icône de la ville portuaire et centre de diffusion de modèles. Au final la comparaison ici vise autant à se soumettre à un exercice obligé qu'à placer Liverpool dans le cercle des villes portuaires de dimension mondiale, en ne considérant de comparaisons possibles qu'avec de telles villes. Mais il ne s'agit que d'un axe comparatif possible ; en s'attachant aux éléments patrimoniaux et à leur mise en place, selon Icomos un des ports les plus proches de Liverpool serait un modeste port de la côte Pacifique, Valparaíso.

La comparaison menée par Gênes est plus proche des attentes d'Icomos, puisque le point de départ a été l'identification de formes urbaines similaires, par exemple la place des Vosges ou la place Vendôme à Paris, les développements néoclassiques à Londres, qui témoignent de l'implantation de nouveaux modèles architecturaux dans la ville médiévale. Le système des demeures cardinales à Rome est également rapproché des palais des *Rolli*. Les autres villes italiennes rivales de Gênes (Venise, Pise, Florence) sont présentées dans cette étude comparative, pour montrer le caractère unique du système civil d'hébergement des visiteurs dans des demeures privées à Gênes.

### *Les transferts incarnés dans les discours sur le patrimoine*

Ces comparaisons mettent également en évidence la part importante des éléments exogènes et des transferts d'expériences, de modèles d'urbanisation et architecturaux dans la formation du patrimoine. Autrement dit, les métissages ou mélanges<sup>1</sup> sont déjà présents dans le patrimoine et mis en avant dans la présentation au classement comme bien Patrimoine de l'Humanité. Le dossier de candidature de Gênes fait référence à la circulation des architectes italiens et espagnols, puis à la diffusion des palais génois en Europe grâce aux dessins réalisés par Rubens. Le dossier de Liverpool évoque la diffusion des modèles d'organisation portuaire à partir de Liverpool, mais aussi l'influence sur le développement architectural et urbain des « *modes, idées et cultures* » qui convergent dans une cité portuaire. Enfin, le patrimoine de Valparaíso est lié à des modèles d'urbanisme européens, comme à Liverpool, transitant du fait de la fonction portuaire.

#### *1.2 Les regards décentrés*

La comparaison est exogène lorsqu'elle est réalisée par des acteurs extérieurs à la ville, ce qui conduit à évoquer des « *regards décentrés* ». Cependant, ce regard extérieur relève souvent d'une sollicitation locale.

#### *Valparaíso et le processus de banalisation du patrimoine*

L'exemple de Valparaíso se situe là à la conjonction de deux facteurs : la réévaluation de la place des modèles extérieurs dans le discours sur le patrimoine local et la part croissante d'experts extérieurs dans la définition du patrimoine local. En effet, les candidatures auprès d'instances internationales (Unesco et Banque Interaméricaine de Développement, BID) imposent la réalisation de dossiers qui se traduisent par la prise en compte de normes et recommandations, la consultation d'experts, la visite de commissions d'évaluation. Or le processus de candidature a introduit une nouvelle perspective sur le patrimoine local, qui a consisté en une opération de mise à distance. Le balancement entre deux conceptions du patrimoine à Valparaíso a déjà été évoqué. Il s'agit ici de voir la façon dont ces conceptions du patrimoine impliquent une perspective localisée et une échelle. Le travail de formulation des valeurs lors de la réalisation des différentes versions du dossier de candidature a entraîné un décalage entre la conception commune du patrimoine et la conception présentée pour la candidature.

---

<sup>1</sup> A la suite des considérations de Amselle, la notion de « mélanges » est privilégiée là car elle ne suppose pas deux ensembles purs au départ, contrairement à la notion de métissage dont l'origine biologique en brouille le sens [Amselle, 2005].

Le classement de Valparaiso comme ville patrimoine de l'humanité en juillet 2003 est fait au nom du critère iii : « *Valparaiso constitue un témoignage exceptionnel de la première phase de mondialisation à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle* »<sup>1</sup>. Cette valeur, définie après de nombreux séminaires (à Valparaiso et à Mexico), s'écarte des conceptions précédentes du patrimoine porteño. Dans son rapport d'évaluation, Icomos retrace ce parcours : « *Il est noté que la proposition d'inscription de Valparaiso a suivi un long processus au cours duquel ses valeurs ont été progressivement définies. Le débat a également impliqué plusieurs experts lors de séminaires internationaux. Ce bien est aujourd'hui reconnu comme un **exemple** exceptionnel de patrimoine laissé par l'ère industrielle et le commerce maritime associé de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.* » (évaluation Icomos 2003). Cette évolution correspond à un changement de perspective sur la ville, puisque le patrimoine n'y est plus défini selon une perspective locale (harmonie avec le site) et nationale (porte d'entrée de la modernisation du pays) mais comme le résultat particulier et territorialisé d'une période de la mondialisation, au XIX<sup>e</sup> siècle. Valparaiso prend place parmi l'ensemble des villes ayant connu une transformation importante suite à la mondialisation qui se met en place à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, à l'instar de Liverpool. Le patrimoine est vu à présent depuis une perspective mondiale, alors que les acteurs locaux ne le considéraient que dans ce qu'il a d'exceptionnel et d'unique. Le terme « exemple » illustre cette délocalisation, au sens de changement de perspective, d'éloignement et intégration dans une perspective plus vaste. Cela correspond à une évolution de la conception du patrimoine et de la Liste d'inscription des biens par l'Unesco : au départ tourné vers l'identification de l'exceptionnel<sup>2</sup>, l'Unesco à présent vise à assurer une représentativité large de l'ensemble des manifestations culturelles<sup>3</sup>. Le bien depuis une perspective mondiale devient un échantillon, exceptionnel dans son exemplarité, et plus seulement un bien unique et exceptionnel<sup>4</sup>. Le classement de Valparaiso correspond à cette nouvelle perspective.

---

<sup>1</sup> Complément au deuxième dossier de candidature de Valparaiso, 2002.

<sup>2</sup> La Convention du Patrimoine Mondial date de 1972 mais trouve son origine dans les campagnes de préservation de biens en danger, notamment Abou Simbel et Venise, dans les années 1960. Lors d'un discours général en 1966, le directeur général de l'Unesco René Maheu énonce : « *certaines monuments d'une importance exceptionnelle font partie de l'humanité tout entière* » [Maheu, 1966 : 204]. La formulation même des critères indique cette idée de biens exceptionnels.

<sup>3</sup> Icomos a conduit une étude en 2004, appelée « *La Liste du patrimoine Mondial : combler les lacunes, un plan d'action pour le futur* », visant à définir de meilleurs critères pour la prise en compte de la diversité des réalisations culturelles, témoignant d'une volonté d'exhaustivité dans la prise en compte de toutes les manifestations historico-culturelles. Cette démarche s'inscrit dans une Stratégie Globale pour une Liste du patrimoine mondial équilibrée, représentative et crédible, lancée par l'Unesco en 1994.

<sup>4</sup> F. Choay dans un essai intitulé « *Structures identitaires et universalité* » propose une discussion stimulante sur les paradoxes des concepts utilisés par l'Unesco, notamment ceux de « *patrimoine mondial* » et de « *patrimoine exceptionnel* » [Choay, 2006].

*Le regard extérieur comme regard savant, construisant une communauté de destins*

Les analyses et projets de développement peuvent être confortés par des études ou discours émanant de personnages ou institutions extérieurs à la ville. Leur regard a un surcroît de légitimité car il repose en amont sur une comparaison de situations, une expérience des réussites. Le regard extérieur se pose comme un regard expert en raison de sa connaissance des expériences étrangères, ou du point de vue des dominants, qui sanctionneront la stratégie de développement au niveau local.

Cela est illustré par la méthodologie présentée par *Mentor*, entreprise de *consulting* américaine, chargé d'un rapport par la Chambre de Commerce de Gênes sur les voies de développement de la ville, en 1986. Ce rapport est défini comme le point de vue d'un « *American or Japanese businessman* » sur la ville et son économie, et l'utilisation d'un article d'un journal étranger participe de cette stratégie de décentrement, qui se base aussi sur des entretiens avec des hommes d'affaire étrangers [Mentor, 1987]. Le point de vue est mondial et comparatiste : « *Our goal is to present an assessment of these factors from the viewpoint of international economic development, bringing to bear the experiences of other cities and regions* »<sup>1</sup>. Le recours aux experts internationaux s'est généralisé. *Liverpool Vision* commande de nombreux rapports sur la stratégie touristique, hôtelière, économique, réalisés par des cabinets qui mettent en avant leur connaissance des stratégies menées dans d'autres lieux.

La comparaison et les regards décentrés en dehors du seul champ patrimonial permettent d'identifier des problèmes communs et constituent la justification de solutions envisagées ailleurs. La comparaison devient alors un instrument de réflexion pour des solutions locales et un ressort de processus de légitimation de transformation. Ces comparaisons et regards décentrés préparent la voie à des transformations basées sur des transformations réelles ou imaginées ailleurs.

## **2. Donner corps aux figures : modèles et références**

La figure urbaine est une reconstruction. Toutefois elle prend corps dans certaines occasions particulières, et se matérialise dans le désir ou la crainte d'une autre ville prise pour modèle. En effet, les modèles et références extérieurs mobilisés servent d'orientations et d'outils de légitimation, révélant ainsi les options sous-jacentes. Les références désignent les

---

<sup>1</sup> « Notre but est de présenter une évaluation de ces facteurs depuis le point de vue du développement économique international, en apportant les expériences d'autres villes et régions ».

viles simplement utilisées comme icônes, tandis que les modèles renvoient à des transferts d'expériences et à l'adaptation de certains traits de programmes urbanistiques développés en d'autres lieux. L'hypothèse est que ces modèles et références ne peuvent s'implanter localement sans des points d'appui locaux, passeurs ou acteurs qui en retirent un supplément de légitimité.

### *2.1 Modèles et références*

Milton Santos opère la distinction entre l'origine exogène ou endogène des événements, le développement exogène étant lié à des pôles de décisions externes [Santos, 1997]. L'application d'un modèle extérieur relèverait du développement exogène, signe souvent d'un espace dominé. L'homogénéisation liée à la mondialisation peut être perçue comme une telle application de modèles extérieurs. Mais un modèle ne s'applique pas tel quel, il subit des modifications au contact de l'espace local ou des acteurs locaux, il fait l'objet de manipulations ou de réinterprétations plus ou moins fortes.

Le modèle désigne ce qui est « *digne d'être reproduit par imitation* » [Sánchez, Moura, 2005 : 25] et il est donc pris dans des transferts, par importation ou imposition. Ainsi l'Amérique Latine a été un espace d'application de modèles d'origine européenne dans le domaine urbain [Pinon, 1996 ; Sartor, 1997].

Toutefois, il faut différencier le modèle de la référence [Jacquot, 2007]. Dans le cadre du développement ou de l'aménagement urbain, le modèle implique en amont un processus de formalisation de ses traits caractéristiques, qui se détache alors des tâtonnements de la pratique urbanistique. Roncayolo distingue la transformation de Paris, parfois hésitante, de ce qui est ensuite désigné comme modèle haussmannien, permettant son transfert dans d'autres villes [Roncayolo, 2002], qui est comme une épure et une rationalisation *a posteriori* d'une pratique complexe. Cette formalisation est souvent liée à la recherche en sciences sociales ou en urbanisme : par exemple les travaux de Castells jouèrent un rôle important dans la création puis la diffusion du modèle barcelonais [Velut, Robin, 2005]. Sans l'individualisation et l'application des caractéristiques du modèle, les villes citées par les acteurs locaux font seulement référence.

Ces modèles et références se manifestent de façon nette dans l'aménagement des fronts de mer.

### *2.2 La circulation des modèles de développement sur les waterfronts*

Dans le processus de diffusion des transformations des *waterfronts*, différentes villes font office au niveau international de modèle. Les premières opérations de reconversion des ports anciens débutent aux États-Unis sur la côte est, dans le cadre de la création des *Festival Market Places* par James Rouse [Gravari-Barbas, 1998]. Ces transformations interviennent dans le cadre d'un retour aux centres. Evoquant le processus de diffusion au niveau mondial de la transformation des *waterfronts*, Claude Chaline définit « *le modèle nord-américain* », constitué dès la fin des années 1950, à partir des cas de Bolton et de Baltimore [Chaline, 1994 : 40]. Un archétype est celui de Baltimore, basé sur le développement ludico-touristique, la réhabilitation d'anciens bâtiments portuaires, et la part importante du secteur privé à travers les partenariats [Vermeesch, 1997]. Un contre-modèle est apparu à Montréal, présentant une dimension patrimoniale plus forte [Chaline, 1994]. Ces modèles se diffusent en Europe, le Royaume-Uni constituant un « *relais d'innovation* » [Chaline, 1993]. Dans les années 1980 se développe une version méditerranéenne de la réhabilitation du front de mer, incarnée par Barcelone, « *véritable modèle urbanistique* » [Rodriguez Malta, 1999 : 398].

Ainsi il n'y a pas un modèle de transformation du *waterfront* dans le Nord, mais plusieurs modèles, présentant des différences importantes, dont Bilbao, Baltimore et Barcelone constituent les principales figures. Ces villes sont érigées en modèle ou référence par certains acteurs nationaux ou locaux des trois villes étudiées.

#### *Le désir de l'aquarium, entre Baltimore et Barcelone*

Avec le musée de la mer, l'aquarium constitue désormais un équipement récurrent des aménagements à des fins touristiques des fronts d'eau, en raison de son potentiel attractif. L'aquarium est un équipement qui s'est fortement développé dans les années 1980 et 1990, comme élément structurant de la requalification d'un front d'eau. L'architecte Peter Chermayeff remporte en 1961 l'appel d'offre pour l'aquarium de Boston, et dès lors est associé à de nombreux projets d'aquarium dans le monde<sup>1</sup>, réalisant l'aquarium de Baltimore qui devient rapidement une référence en raison de son succès touristique, puisqu'il s'agit du lieu attirant le plus de visiteurs dans le Maryland.

Suivant l'exemple de Baltimore, un aquarium est construit et inauguré en 1992 sur le port ancien de Gênes, pour les *Colombiane*. Un aquarium est également évoqué à Valparaíso sur le front mer. Quelles sont les voies de la fascination pour cet équipement ludique et touristique ?

---

<sup>1</sup> Depuis 1962 avec son cabinet *Cambridge Seven Associates C7A*, puis depuis 1998 *Chermayeff and Poole Inc*

Ville	Année	Occasion	Architecte
New England Aquarium, Boston	1969 (1994)	Requalification du front d'eau et downtown	Chermayeff Peter
Okinawa	1975	1975 Exposition Internationale sur l'Océan	
Baltimore, National Aquarium	1981	Requalification du front d'eau et downtown	Chermayeff Peter
Sydney Aquarium	1988	Bicentenaire de l'Australie	Chermayeff Peter
Ring of Fire Aquarium, Osaka	1990		Chermayeff Peter
Acquario di Genova, Gênes	1992	Exposition <i>Colombiane</i>	Chermayeff Peter
Tennessee Aquarium, Cjhattanooga	1992	Requalification du waterfront de Mississippi	Chermayeff Peter
L'aquàrium, Barcelone	1995		Terrades Esteve et Robert
Océanorium, Lisbonne	1998	Exposition Universelle	Chermayeff Peter
Aquarium de la Rochelle	2001	Reconstruction au cœur de la ville [Chesnel, 2001]	
Aquarium de Géorgie, Atlanta	2005		

Tableau 16 : Principaux aquariums contemporains

En 1986 *Mentor*, entreprise de *consulting* américaine, est chargé d'un rapport pour le compte de la Chambre de Commerce de Gênes, sur les stratégies de réactivation de l'économie de la ville, et propose trois propositions phares : la création de parcs technologiques, le développement d'une stratégie promotionnelle pour attirer investisseurs américains et japonais, et la création d'un aquarium sur le front de mer. En annexe de ce rapport est repris un article du *New York Times* de 1985, intitulé « *Cities look to Aquariums as a Lure* »<sup>1</sup>, qui évoque le désir d'aquarium d'une vingtaine de villes américaines, souhaitant s'inspirer de l'exemple de Baltimore, où l'aquarium est devenu moteur de croissance économique. Aussi la conclusion de *Mentor* est la suivante : « *in Mentor's opinion, the single most exciting new opportunity for Genova is an Aquarium* »<sup>2</sup>. L'exemple américain doit alors être suivi : « *we believe the most revolutionnary, and most successful recent aquariums are in the United States. It is therefore very important that a deep liaison be established, early in the planning stages with these institutions. In particular, Monterrey and Baltimore should be visited. There are many lessons both positive and negative, to be learned from their*

<sup>1</sup> « Les villes se tournent vers les aquariums comme un appât ».

<sup>2</sup> « De l'avis de *Mentor*, l'opportunité la plus excitante pour Gênes est un aquarium ».

*experiences* »<sup>1</sup>. Or ce transfert ne concerne pas seulement l'aquarium, cela va de pair avec un transfert des modalités de financements, de nombreux aquariums américains ayant recours à des financements privés sous la forme de dons. La mise en avant du modèle de l'aquarium nord-américain véhicule également un nouveau schéma des rapports entre secteur privé et grand projet urbain.

À Valparaiso existe également un projet d'aquarium et de musée de la mer depuis plusieurs années, perçu aussi comme un outil de développement touristique majeur. Il se situe à la convergence de plusieurs modèles et influences, dont Baltimore et Barcelone, et traduit l'influence espagnole dans les projets de développement au Chili.

Le projet est porté au niveau local par le représentant régional de Sernatur, *Servicio Nacional de Turismo*, Katrina Sanguinetti. Il manifeste également la présence importante de l'Espagne et de ses entreprises au Chili, aussi bien dans l'attribution des marchés qu'en amont dans la diffusion de modèles de gestion et d'aménagement. Plusieurs acteurs espagnols participent à ce projet. Tout d'abord des contacts sont noués avec l'ancien ministre socialiste du sport (jusqu'en 1993) puis du tourisme (entre 1993 et 1996), J. Gomez Navarro, qui occupe ensuite différentes fonctions dans des entreprises ou des institutions, dont la présidence des chambres de commerce et de tourisme en Espagne. Il se rend au Chili et assure la promotion de modèles de développement basés sur les loisirs sur les fronts de mer, comme à Barcelone, dont il a assuré la préparation pour les Jeux Olympiques de 1992. Les contacts s'établissent durant plusieurs années, et bénéficient de l'attention du gouvernement espagnol et des instruments politiques mis en place pour favoriser les investissements espagnols à l'étranger, notamment le programme FEV. La FEV, *Financiación de Estudios de Viabilidad*, est un instrument de la politique commerciale espagnole, créé en 1995 par le ministère de l'industrie, du commerce et du tourisme, qui permet de financer des études de faisabilité de projets à l'étranger, réalisées par des entreprises espagnoles, dans des pays en développement. Le financement s'opère de trois façons : par l'État étranger directement pour qu'il puisse financer l'étude de l'entreprise espagnole, directement à l'entreprise en cas de non attribution ultérieure du contrat, ou *via* un fond spécifique de financements d'étude, à travers par exemple les contributions de l'Espagne au FMI ou la BID.

---

<sup>1</sup> « Nous pensons que les nouveaux aquariums les plus révolutionnaires et réussis se trouvent aux États-Unis. Il est par conséquent important que des relations approfondies soient établies avec ces institutions dès les premiers moments de la planification. Monterrey et Baltimore en particulier devraient être visitées. Il y a beaucoup de leçons, positives et négatives, à apprendre de ces expériences. ».



Dans le cas de Valparaíso, le gouvernement espagnol a financé à hauteur de 280 millions de pesos l'étude du musée de la mer et de l'aquarium [El Mercurio de Valparaíso, 16/05/2004], par le biais du programme FEV. Cette étude a été confiée à *Expociencia*, entreprise espagnole spécialisée dans le développement de projets muséographiques, par exemple en Espagne le musée archéologique de Murcia et le musée de la Bibliothèque Nationale de Madrid. L'entreprise a réalisé un diagnostic touristique et une étude de faisabilité d'un musée de la mer et d'un aquarium, espérant en retour obtenir le marché de sa construction et gestion. Ce projet, porté par une entreprise privée, bénéficie donc du soutien espagnol, grâce aux financements publics FEV. Le roi espagnol lui-même semble jouer un rôle puisque sa présence en janvier 2004 est mentionnée lors d'un entretien avec la directrice de *Sernatur Quinta Región* à ce sujet et que le site internet de la « *casa real* » évoque parmi les raisons de ce voyage la suivante : « *apoyar las inversiones españolas* »<sup>1</sup>. Ainsi la construction de l'aquarium de Valparaíso est liée aux stratégies d'internationalisation des entreprises espagnoles, soutenues par l'État espagnol. Au niveau local, il se traduit par un partenariat avec Sernatur.

Toutefois la diffusion du modèle de l'aquarium comme outil de changement n'est pas seulement liée à ce lobbying économique. Il s'explique également par la référence à certaines voies formelles de transformation de la ville : « *Para nosotros fue una grata sorpresa porque en general muchas veces cuando uno empieza a pensar en cambiar el rostro de la ciudad, tiene ejemplo al nivel mundial, siempre se habla del Guggenheim, el efecto Guggenheim, metro en Bilbao, Barcelona, [...], por otro lado cuando se empieza a discutir al nivel nacional los proyectos emblemáticos por el Bicentenario, también rondaba la idea que una Torre Eiffel ..., algo así que fue más o menos de conotación cultural* ». La mobilisation de ces références se donne pour but les mêmes effets : « *sentimos que puede cambiar dramáticamente el ... no solamente la mirada de la ciudad, sino que la instalación, pero en una velocidad mucho más grande, la instalación de Valparaíso como un puerto destino al nivel internacional* »<sup>2</sup> [entretien V5]. Ainsi, des expériences de Bilbao ou de Barcelone sont retenus non seulement les aménagements réalisés - le musée Guggenheim ou les

---

<sup>1</sup> « appuyer les investissements espagnols », site : <http://www.casareal.es>

<sup>2</sup> « Pour nous ce fut une agréable surprise parce que en général, lorsque l'on commence à envisager à changer le profil de la ville, on prend des exemples au niveau mondial, on parle toujours de Guggenheim, de l'effet Guggenheim, du métro à Bilbao, de Barcelone, [...], d'un autre côté quand on a commencé à discuter au niveau national des projets emblématiques pour le Bicentenaire [du Chili], l'idée d'une sorte de Tour Eiffel, ou quelque chose de cet ordre là, était évoquée. Nous sentions que nous pourrions changer radicalement ... non seulement le regard sur la ville, mais aussi installer Valparaíso comme un port et une destination au niveau mondial, d'une façon beaucoup plus rapide. ».

transformations du front de mer de Barcelone - mais surtout la possibilité de créer une transformation large grâce à un projet culturel d'envergure. En ce sens, Bilbao et Barcelone sont prises comme référence emblématique, au même titre que la Tour Eiffel mentionnée dans cet entretien.

### *Les références pour les fronts de mer*

Lorsque des modèles sont mentionnés sans qu'il y ait de réelle application d'un modèle, ils font office de référence, et constituent des modalités de légitimation fonctionnant en raison de la charge iconique et symbolique de leur nom et paysage. C'est le cas des discours accompagnant la transformation du front portuaire de Valparaíso, au niveau du secteur Barón. Jaime Ravinet, ministre des Biens nationaux, se rend en 2002 en Europe à la recherche d'investisseurs et, pour les convaincre, rapproche l'opération de celles menées à Barcelone, Gênes, Baltimore, Buenos Aires. Les villes citées fonctionnent là plus comme références et modes de légitimation que modèles, comme pour l'aquarium. La réussite des opérations qui y ont été menées garantissent le succès du projet *Barón*, qui s'appuie sur des processus similaires : participation du secteur privé, développement d'usages culturels et récréatifs du *waterfront*. Que Baltimore, Barcelone et Gênes soient ici rapprochées, alors que l'on oppose souvent un « *modèle méditerranéen* » à un « *modèle nord-américain* » [Chaline, 1994], montre bien qu'il ne s'agit pas dans ces références de l'application stricte de règles, mais plutôt de l'utilisation de cas emblématiques.

### *Produire une icône*

À Liverpool, Bilbao est également mobilisée comme référence, en évoquant l'aspect iconique<sup>1</sup> du musée Guggenheim, que *The Fourth Grace* était destinée à jouer, concentrant dans son aspect visuel la signification de la vocation culturelle et ludique de Liverpool. Cette volonté s'appuie sur des précédents architecturaux : le musée Guggenheim de Bilbao est pris en exemple par les acteurs locaux, tandis que le premier rapport supervisé par *Liverpool Vision* évoque la nécessité de créer une icône de la ville. Lors de la présentation des projets en lice par un membre de *Liverpool Vision*, Bilbao est encore invoquée : « *it would work*

---

<sup>1</sup> Le terme « *icône* » désigne chez Charles Sanders Peirce les images en relation de ressemblance avec leur signifié, à la différence des indices (relation arbitraire) et symboles (relation basée non sur une ressemblance directe mais sur une association d'idée). L'utilisation du terme « *icône* » par les acteurs n'est pas directement liée aux distinctions de Peirce, mais fonctionnent sur le même principe d'une volonté de produire un discours sur la ville par une œuvre emblématique qui dans son aspect porte une signification. En cela un parallèle peut être tracé avec les conceptions iconophiles de Nicéphore le Patriarche au IX<sup>e</sup> siècle dans la querelle avec les iconoclastes : pour lui l'icône est porteur d'un sens immédiat, et de ce fait supérieur à tout discours [Cardinali, 2002].

wonders for Liverpool's international image, similar to the Guggenheim gallery in Bilbao. »<sup>1</sup> [Liverpool Daily Post, 15/08/2002]. Le projet choisi, *The Cloud*, présente des similitudes avec le musée Guggenheim : absence d'un plan unique mais multiples plans en facette, hauteur limitée permettant une appréhension visuelle intégrale, surfaces brillantes. La comparaison est poursuivie : alors que le choix du *Cloud* est largement critiqué par une partie des habitants, les défenseurs du projet rappellent que l'œuvre de Frank Gehry avait aussi à ses débuts été critiquée, avant de devenir une œuvre majeure de Bilbao. La fascination pour l'aspect iconique semble aussi expliquer que les questionnements sur la faisabilité du projet n'aient émergé qu'après la sélection. À l'inverse, suite à l'échec de *The Cloud*, le terme « icône » est réprouvé par le directeur des *National Museums and Galleries on Merseyside* : « We won't be using words like 'iconic' or 'landmark' to describe the new museum as we did with the Fourth Grace, what we want is something different all together. It must be modern and stunning, but it must also be much loved by the people of Liverpool. »<sup>2</sup> [Liverpool Daily Post, 9/9/2004], façon de lier l'idée de l'icône à la production d'œuvres tournées vers l'extérieur, dans un rapport complexe au local, car les représentations de l'icône *Fourth Grace* étaient toujours des vues prises depuis l'extérieur de la ville, depuis l'autre rive de la Mersey. La fascination pour l'icône atteint également Valparaíso : le maire souhaite que le projet *Barón* inclut une œuvre similaire à l'opéra de Sidney, tandis que l'équipe de *Plan Valparaíso* produit une étude sur le musée Guggenheim pour déterminer les stratégies de développement de Valparaíso.

La production d'une icône a ainsi une signification complexe : elle est à la fois une volonté de signifier le renouveau culturel de la ville, et son entrée dans le cercle des villes de rayonnement mondial, dont la réussite s'inscrit de façon iconique (et métonymique) dans ses ouvrages architecturaux, avec pour référence Bilbao.

### 2.3 Liverpool, ville européenne ou skyline

Les débats sur le développement urbain à Liverpool peuvent aussi se lire comme une confrontation de modèles mondiaux de référence pour la transformation de la ville, entre un développement urbain conséquent en position centrale de type *skyline* et une évolution conforme aux villes continentales. Dans ce contexte les références et modèles sont ambigus,

---

<sup>1</sup> « cela fera des merveilles pour l'image internationale de Liverpool, de façon similaire au musée Guggenheim de Bilbao ».

<sup>2</sup> « Nous n'utiliserons pas les termes « iconique » ou « repère paysager majeur » pour décrire le nouveau musée, comme nous l'avions fait pour le Fourth Grace, ce que nous voulons est quelque chose de différent. Cela doit être excitant et épatant, mais aussi apprécié des habitants de Liverpool ».

et fonctionnent sans réelle étude de leur possible transfert. Il s'agit donc davantage de références que de modèles.

*Le centre-ville de Liverpool à l'image des villes européennes*

La régénération urbaine de certains quartiers, notamment le secteur de Ropewalks, prend pour appui les centres historiques des villes européennes, considérés comme lieux d'une urbanité que Liverpool devrait retrouver. Liverpool n'est pas un cas isolé : les politiques urbaines anglaises prennent explicitement pour référence les centres des villes d'Europe continentale, pour appuyer la volonté de réinvestissement des espaces centraux, à travers la régénération urbaine. Analysant le discours national anglais depuis l'arrivée au pouvoir de Tony Blair, Claire Colomb observe une forte prégnance d'images européennes : *« L'imagerie du « village » ou du « quartier » est sous-tendue par la référence à une urbanité civilisée, humaine, faite d'interactions sociales dans la rue, les espaces publics, les cafés et les petits commerces. Elle est influencée par une vision idéalisée de l'urbanisme traditionnel des villes d'Europe continentale et de certaines opérations phares de renouvellement urbain réalisées à l'étranger. On assiste en effet à une « internationalisation » du discours britannique de la régénération urbaine par des références fréquentes, dans les documents officiels, aux villes dont la « renaissance » est considérée comme un succès, telles que Barcelone, Bilbao ou Copenhague [...]. Ces références mêlent des arguments urbanistiques (qualité de l'urbanisme et de l'architecture) et culturels (existence d'une culture dite « continentale » de la socialisation et de l'espace public symbolisée par le « café »).* » [Colomb, 2006 : 22]. Cette référence européenne est également contemporaine de la réévaluation de discours sur la spécificité des lieux (« places »<sup>1</sup>) dans l'aménagement urbain, tournant le dos aux pratiques modernistes.

À Liverpool, ces références à des villes européennes sont fréquentes, notamment lorsqu'il est question de la régénération urbaine et de ses liens avec le développement culturel. Graham Marshall, membre de *Liverpool Vision*, énonce de façon explicite cette référence : *« There should be pavement cafes and public art and people sitting outside, like in Continental cities »*<sup>2</sup> [Liverpool Daily Post, 20/5/2002], tandis que le Plan Stratégique de ce quango baptise Liverpool *« the Barcelona of England »* [Liverpool Vision, 2000]. La transformation de Concert Square par *Urban Splash* s'inscrit dans ce schéma. *Urban Splash*

---

<sup>1</sup> La notion de *place* (lieu) est devenue omniprésente dans les discours publics et les recherches sur la ville.

<sup>2</sup> *« Il devrait y avoir des cafés en terrasse, des œuvres d'art dans l'espace public et des gens installés dehors, comme dans les villes [d'Europe] continentales ».*

revendique des influences européennes dans sa façon de procéder : « *if you're looking to Europe, there are always city centers, where a lot of people are living in middle of the town, with a lot more positive attitude towards to world heritage, whereas in the UK there was always dereliction and lack of investment* »<sup>1</sup>. Son premier projet naît de la considération d'un « *European model, France or Spain* »<sup>2</sup>, qui fonde sa spécificité au Royaume-Uni : « *we brought it to the UK* »<sup>3</sup> [entretien L1]. Agences de régénération et opérateurs privés convergent ainsi dans l'utilisation de cette référence européenne.

### La skyline

À l'opposé de cette référence à la ville européenne, le développement du *waterfront* sollicite d'autres références urbaines, mobilisées par les groupes pro-développement : la *skyline* des villes nord-américaines ou asiatiques, qui doit manifester la puissance économique de la ville. Il s'agit là (comme l'icône *Fourth Grace*) de paysages dont l'appréhension visuelle est extérieure à la ville elle-même, pour signifier au monde la puissance de la ville et son ouverture aux capitaux internationaux. L'adjectif « *iconic* » est souvent proposé par les *developers* en charge de ces projets. Les références urbaines sont New York, Hong Kong, Shanghai. Ainsi T. Siebenthaler du groupe *Liverpool Downtown* évoque en 2004 la nécessité de se référer à ces villes : « *Liverpool really could grow a cityscape to rival New York, San Francisco or Hong Kong aesthetically, and of course if Liverpool where to get these buildings it will have meant a fundamental breakthrough had been made in the economy.* »<sup>4</sup>. Une des tours projetées par le *Peel Group* en 2007, de 60 étages, a pour nom *Shanghai Tower*, en hommage au paysage urbain de cette ville. Ces deux conceptions ne sont directement pas en concurrence, dans la mesure où leurs aires d'application sont différenciées : le *waterfront* pour le modèle de la *skyline*, les espaces anciens pour la référence à la ville européenne.

La circulation des modèles d'aménagement est fréquemment évoquée. Les exemples présentés à Valparaíso, Liverpool et Gênes montrent qu'il s'agit davantage de références que

---

<sup>1</sup> « *Si tu regardes en Europe, il y a toujours des centres villes, avec beaucoup de gens vivant dans le centre, avec une attitude beaucoup plus positive à l'égard du patrimoine, tandis qu'au Royaume-Uni il y avait toujours un manque d'investissement et un abandon [de ces espaces].* »

<sup>2</sup> Barcelone est également une référence importante, mais de façon complexe, mobilisée à la fois comme symbole de l'urbanité des villes européennes dans sa dimension culturelle et festive, à laquelle aspire Liverpool, de l'impact d'un événement urbain sur le développement général urbain, et de la nécessité de réaliser des œuvres architecturales controversées (les ouvrages de Gaudí à Barcelone et le *Fourth Grace* à Liverpool), preuve de la malléabilité des références urbaines.

<sup>3</sup> « *nous l'avons apporté au Royaume-Uni.* »

<sup>4</sup> « *Liverpool pourrait vraiment faire émerger un paysage urbain concurrençant esthétiquement ceux de San Francisco, New York ou Hong Kong. Bien sûr si Liverpool venait à développer ces édifices cela signifierait qu'un palier économique aurait été franchi.* ».

de modèles formalisés, choisis pour la signification qu'ils portent (d'où le discours de l'icône), façon de rendre concret un futur souhaité. Les modèles et références ne sont donc pas seulement un transfert de connaissances. Cela conduit à examiner les acteurs de ces transferts.

### **3. Acteurs-source des modèles et méthodes d'action**

Que signifie la référence à un modèle ou des références urbaines ? L'hypothèse développée là est que ces modèles, plus qu'à des programmes et des schémas de projets urbanistiques, se réfèrent à des modèles organisationnels et méthodologiques. Comme le montre Taoufik Saoumi, les recommandations des organismes internationaux concernent désormais plus des thèmes organisationnels et de gestion urbaine que des éléments techniques [Souami, 2003], ce qui permet de comprendre la redéfinition des relations entre acteurs par la référence à ces modèles d'acteurs. Au-delà d'un aquarium, d'un musée de la mer ou d'un atelier de formation aux métiers du patrimoine, la mobilisation de modèles extérieurs est une façon de redéfinir les relations entre acteurs et les modalités d'action.

#### *3.1 Les recommandations internationales et la conduite des projets*

Les acteurs internationaux constituent une source d'émission de modèles. Toutefois, les acteurs locaux jouent également un rôle dans leur diffusion.

##### *Icomos et le suivi des politiques du patrimoine à Valparaiso*

Les recommandations de l'Unesco et d'Icomos entraînent de nouvelles façons d'aménager. Par exemple Icomos exigeait un plan de surveillance informatique du patrimoine. Cela participe des nouvelles modalités d'aménagement [Ascher, 1995] : l'urbanisme stratégique impose un continuel examen de l'impact des politiques. Il s'agit bien d'une homogénéisation des façons de faire, au moins théorique, car en 2004 ce système de surveillance n'est pas opérationnel (ce qui pose la question de la réception de ces modèles adoptés pour répondre à des critères d'éligibilité) et certaines catégories de données, présentées comme indicateurs du suivi patrimonial lors de la candidature, avaient été égarées. Icomos a également encouragé la création de zones tampons entre espace classé et espace non classé, pour éviter des phénomènes de différenciation trop brutale. Cette notion de zone-tampon n'était pas utilisée dans l'aménagement patrimonial de Valparaiso. Il a fallu graduer les zones patrimoniales en fonction de leur intérêt, tracer des limites au sein de secteurs classés, et donc développer une analyse à une nouvelle échelle spatiale, entre le bâtiment et le

quartier, en se dotant d'un instrument permettant de sortir du caractère abrupt de la délimitation de zones patrimoniales, en intégrant les effets de frontière.

### *Les programmes internationaux et leurs conditions*

Les villes sont de plus en plus poussées à se porter candidates à des fonds spécifiques auprès d'organismes internationaux. Au sein de l'Union Européenne, il existe plusieurs programmes pour les villes, notamment les programmes *Urban*. En Amérique Latine les villes classées sur la Liste du Patrimoine de l'Humanité peuvent solliciter des fonds de la Banque Interaméricaine de Développement. Or chaque candidature à ces programmes impose le respect de normes de « *gouvernance* », et est donc une façon de transformer les modalités de l'intervention urbaine, en imposant les partenariats public-privé.

Pour Valparaíso, la candidature à un prêt de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) en 2004, grâce au statut de ville Patrimoine de l'Humanité, illustre cette transformation des façons d'aménager sous la pression des recommandations internationales. Le prêt n'est attribué qu'à la condition que les projets d'investissement soient définis et cofinancés par le pays destinataire du prêt (à hauteur de 30% minimum pour le Chili) : cela encourage le développement de l'urbanisme de projet, intégrant calendrier, répartition des rôles entre acteurs (donc un consensus) et estimations des financements. La commission chargée de la conduite des projets financés par la BID évoque ainsi ce double aspect du prêt : « *el BID, más que contribuir con apoyo financiero, pone a disposición su rica experiencia en recuperación* »<sup>1</sup>. Le prêt pour Valparaíso a été approuvé en avril 2005, pour un montant total de 50 millions de US dollars. La Banque Interaméricaine de Développement exige la mise en place de nouvelles modalités de gestion des projets, associant les acteurs locaux et les habitants. Aussi le *Plan Valparaíso* a chargé une entreprise spécialisée, la *Corporación Participa*, de la mise en place d'un programme de participation citoyenne. Jusqu'à présent, les acteurs locaux dénonçaient au contraire le manque de transparence de *Plan Valparaíso* et des projets liés à la candidature BID. Là encore, la candidature à un organisme international impose une adéquation, au moins formelle, à de nouveaux principes de gestion urbaine. Les programmes *Urban 2* constituent également des instruments de recomposition des relations entre acteurs, en imposant des partenariats public-privé.

### *3.2 Villes-modèles ou organisation-modèle ?*

---

<sup>1</sup> « *La Banque Interaméricaine de Développement, plus qu'un appui financier, met à disposition sa riche expérience en matière de réhabilitation [des centres historiques]* ».

Dans bien des cas, le recours à une ville modèle sert aussi de détour pour favoriser une organisation des relations entre acteurs, une organisation-modèle. Barcelone constitue un modèle souvent mobilisé dans toute l'Amérique Latine. Dans les années 1980 a été mené un programme de réhabilitation du centre historique de Barcelone qui mêle des financements publics et privés. Gênes et Valparaíso se réfèrent à ce modèle barcelonais.

En 1998, la municipalité de Valparaíso cherche à s'inspirer d'un programme de Barcelone pour la réhabilitation du centre historique : « *Barcelona ponte guapa* » (*Barcelone fais-toi belle*), où la réhabilitation des façades est menée grâce au parrainage d'entreprises. Le programme, repris par la municipalité de Valparaíso en 1997 et 1998 pour le quartier portuaire, est appelé *Plan Barcelona* : des entreprises locales parrainent des édifices en aidant les propriétaires à leur réhabilitation, tandis que les pouvoirs publics se chargent des espaces publics, dans un secteur caractérisé par la pauvreté et la dégradation d'un bâti du XIX<sup>e</sup> siècle, dans la zone présentée à l'Unesco. Mais les propriétaires locaux participent peu, tandis que les investissements de la municipalité sont jugés insuffisants. Ce projet illustre toutefois cette influence et cette volonté d'inclure davantage les acteurs privés dans la conservation du patrimoine.

À Gênes la même démarche est adoptée : l'adjoint au maire à l'urbanisme, Bruno Gabrielli, souhaite associer davantage les investisseurs privés à la réhabilitation du patrimoine. Professeur d'architecture, il avait également étudié la réhabilitation de Barcelone, et dans une revue scientifique évoque « *the Barcelona method, in which improvment of public space encourages private intervention on the building* »<sup>1</sup> [Gabrielli, 2005 : 24].

À Gênes comme à Valparaíso le recours au « modèle barcelonais » permet donc une recomposition des relations entre acteurs autour du patrimoine. Bilbao représente également un élément mobilisé dans les débats locaux. La ville constitue un modèle de reconversion de ville industrielle en crise en ville attractive par des investissements culturels et un aménagement urbain global. Là aussi il ne s'agit pas tant de reproduire le musée Guggenheim que de mettre d'accord les acteurs locaux sur la nécessité d'une action d'envergure susceptible de modifier l'image de la ville et sa base économique, par une intervention architecturale novatrice. Ces deux modèles sont liés de façon complexe à un système d'acteurs, car ils sont mobilisés au niveau local tout en étant issus de réseaux mondiaux de diffusion de connaissances et promus par des acteurs internationaux. À l'échelle locale se pose donc la question des acteurs-relais et de leurs motifs.

---

<sup>1</sup> « *la méthode de Barcelone, où l'amélioration des espaces publics encourage les interventions privés sur le bâti* ».



### 3.3 Acteurs locaux, relais et légitimation extérieure

Des acteurs ayant un ancrage à la fois local et international occupent une place particulière. Passeurs de modèles, ils constituent des « *médiateurs culturels* » ou « *médiateurs de la mondialité* » [Leclerc 2000 : 160].

À Valparaíso une partie de ces « *médiateurs de la mondialité* » est constituée d'exilés retournés au Chili à la fin des années 1980. Ils prennent une part importante dans l'ouverture de restaurants ou d'hôtels, anticipant le développement du tourisme culturel, et utilisant la référence européenne comme légitimation de leurs actions et de leurs opinions sur la patrimonialisation, autant que comme modèle à atteindre. Raúl Alcazar a ouvert le premier restaurant Cerro Concepción dans les années 1990, et souhaite transformer le Cerro Concepción en colline culturelle, justifiant de la proximité avec Montmartre où il a vécu : « *Bueno en Paris el Montmartre, yo también viví allá un tiempo, todo lo que se da, lo que se hace, los pintores, aquí está todo para hacerlo.* »<sup>1</sup> [V13]. Là la référence à un lieu conforte ses propres choix d'investissements autant qu'elle l'inspire<sup>2</sup>. Le modèle barcelonais est également lié à cette action de médiateurs. Nelson Morgado, architecte de Barcelone arrivé au Chili dans les années 1990, a beaucoup écrit dans la presse locale et s'est investi dans des organisations (Chambre de Commerce, Association des Architectes), ouvre l'hôtel-restaurant qui devient un emblème touristique de la ville (le Brighton), devenant un acteur reconnu dans le développement patrimonial. Il est l'inspirateur de la campagne *Plan Barcelona*. Associé à la candidature Unesco, il prône également une prise en compte accrue des acteurs privés. Le modèle barcelonais constitue bien un détour permettant de légitimer des choix de développement et surtout organisationnels, et dans le même temps de légitimer sa propre position d'acteur.

Ce modèle se construit également en lien avec la production de savoirs scientifiques mobilisables et connus par les acteurs de l'aménagement. En Amérique Latine, Barcelone exerce une influence forte sur l'aménagement des villes. Cela est lié à la littérature scientifique consacrée à la transformation de la ville, à la médiatisation liée aux événements urbains organisés, notamment les Jeux Olympiques de Barcelone de 1992, et au fait que Barcelone constitue une destination privilégiée par de nombreux architectes en formation en

---

<sup>1</sup> « *Bon à Paris à Montmartre, j'ai vécu là un temps, tout ce qu'y s'y voit, tout ce qui s'y fait, les peintres, ici il y a tout pour le faire* ».

<sup>2</sup> Ces références, celles-ci gardent leur statut ambigu, à la fois véhicule d'idées et d'inspirations et façon de donner du crédit et de la légitimité localement à ses actions. La bonne ou mauvaise foi est difficilement une catégorie d'analyse : pour cette raison, une analyse de la légitimité traite de ce qui se passe, les enchaînements de raisons, mais ne peut prétendre à une manipulation consciente.

Amérique Latine pour un cursus à l'étranger. Ces architectes deviennent ensuite des passeurs, des éléments d'appui. À Gênes le modèle barcelonais s'est également constitué dans le champs universitaire, avant son application par un professeur devenu adjoint au maire, Bruno Gabrielli. En entretien il confirme ce recours au modèle barcelonais en raison de la volonté de redéfinir les relations entre acteurs publics et privés dans l'intervention sur le centre historique : *« Io ho seguito molto Barcelona, fino a subito, fino a quelli anni, perché per ragioni accademiche, no ? soprattutto per ragioni accademiche me interessava seguire questa vicenda. Ti faccio un esempio molto chiaro. Noi in Italia, io ad esempio sono stato molti anni presidente anche del associazionismo degli centri storici italiani. E in Italia l'idea del centro storico era un'idea che poggiava molto sull'ipotesi dell'intervento pubblico, sia l'intervento pubblico per risanare il centro storico. Il modello di Barcelona era diverso, perché il modello di Barcelona è stato : non intervenire, l'intervento pubblico non sulle case ma l'intervento pubblico su lo spazio pubblico, questo te lo ricorderai perché cominciato facendo piazze, piazzette, sistemazioni, illuminazioni, ecco questo è una cosa che abbiamo copiato. Noi abbiamo capito finalmente che non bisognava pensare a un intervento pubblico su tutto perché il patrimonio è privato, il patrimonio delle case è privato e che abbiamo fatto poco se si fossimo intestati tutto sulle case, abbiamo capito che fare lo spazio pubblico voleva dire incentivare il privato a fare, a intervenire a sua volta e così abbiamo fatto. »*<sup>1</sup> [entretien G3].

Ce passage mêle trois types de rôle pour Bruno Gabrielli : universitaire, président d'une association italienne et adjoint au maire. Or il n'est pas successivement chacune de ces fonctions, c'est le passage de l'une à l'autre qui assure cette circulation de savoirs dont certains sont consolidés en modèle. Son expérience des modalités de transformation des centres historoquus italiens lui permet d'identifier une façon italienne de concevoir l'intervention urbanistique, qui selon lui menerait à l'échec du fait du nombre trop important d'édifices dans le centre historique comparé aux ressources publiques disponibles. À l'inverse, en tant qu'universitaire, et certainement en lien avec ce constat, il étudie le cas de

---

<sup>1</sup> « J'ai beaucoup suivi Barcelone, jusqu'à récemment, jusqu'à ces dernières années, parce que ... pour des raisons universitaires, non ? surtout pour des raisons universitaires je m'intéressais beaucoup à ce cas. Voici un exemple très clair. Nous en Italie, moi, j'ai été par exemple de nombreuses années président de l'association italienne des centres historiques. Et en Italie l'idée du centre historique est une idée qui s'appuie beaucoup sur l'hypothèse de l'intervention publique, c'est-à-dire l'intervention publique pour réhabiliter le centre historique. Le modèle de Barcelone est différent, parce que le modèle de Barcelone a été de ne pas intervenir, l'intervention publique [ne se fait] pas sur les édifices mais [l'intervention publique] sur l'espace public, en intervenant sur des places l'illumination, ... cela a été quelques chose que nous avons copié. Nous avons compris finalement qu'il n'était pas nécessaire de concevoir une intervention publique totale, parce que le patrimoine est privé, le patrimoine bâti est privé, et que nous aurions fait peu si nous étions intervenus sur tous les édifices, nous avons compris qu'intervenir sur les espaces publics revenait à encourager le privé à intervenir à son tour et ainsi avons-nous procédé ».

Barcelone érigé en modèle une fois formalisés ses traits caractéristiques. La transformation en modèle, qui suppose de ne retenir que des traits généraux applicables ailleurs, permet son transfert à Gênes, en en retenant les nouvelles relations entre acteurs publics et privés.

De même, Bilbao est une référence centrale dans la littérature sur la régénération urbaine de villes en crise *via* la culture. L'effet Guggenheim [Plaza, 1999] est devenu un lieu commun de l'aménagement urbain<sup>1</sup>, cité à Valparaíso, Gênes et Liverpool. À Gênes une exposition est consacrée à Bilbao et est nommée : « *Bilbao a Genova, la cultura cambia le città* », *Bilbao à Gênes, la culture change les villes*. Le pluriel utilisé pour « villes » montre cette communauté de destin souhaitée entre Gênes et Bilbao, et l'idée d'une modalité de développement reproductible. Exposition publique, elle légitime également les choix opérés par la municipalité génoise de réaliser un équipement culturel contemporain Ponte Parodi, sur un ancien quai, et au-delà la stratégie globale de la ville de Gênes, explicitement comparée à celle de Bilbao. L'organisateur de cette exposition, Germano Celant, critique d'art international d'origine génoise, également chargé de la programmation de *Genova 2004*, écrit dans le catalogue de l'exposition : « *la tesi è di dare una significativa sterzata allo skyline di Bilbao per riteatralizzarlo con nomi di attori prestigiosi e internazionali come Norman Forster e Frank O. Gehry, Cesar Pelli e Santiago Calatrava, che possano portare un movimento di liberalizzazione dai vecchi codici architettonici e urbani, [...] in particolare la potenza vivificatrice del Museo Guggenheim Bilbao, progettato da Gehry e aperto nel 1997, ha innescato un'altra vita urbana, quella di una teatralità architettonica che è diventata l'immagine rappresentativa di Bilbao* »<sup>2</sup> [Celant, 2003 : 16-17]. La métaphore théâtrale montre que l'aménagement est bien conçu comme spectacle, qui doit s'appuyer sur des grands noms et des éléments marquant visuellement. Bruno Gabrielli, en entretien, citait également Bilbao parmi les influences directes de l'aménagement à Gênes.

Tous les modèles ne sont pas issus d'Europe du Sud. À Valparaíso, la Fondation Valparaíso revendique l'importation d'un mode d'organisation anglo-saxon pour la mise en place de projets patrimoniaux et urbanistiques. Ce modèle se traduit par la référence à des villes nord-américaines, essentiellement Baltimore, mais aussi à une nouvelle façon de définir

---

<sup>1</sup> En France une des études de cas emblématiques réalisées par la mission Projet Urbain est consacrée à Bilbao, avec pour sous titre « *la culture comme projet de ville* » (Masbouni, 2005).

<sup>2</sup> « *La thèse consiste à donner un coup de barre significatif à la skyline de Bilbao pour le rethéatraliser avec des noms d'artistes prestigieux et internationaux tels que Norman Forster et Frank O. Gehry, Cesar Pelli et Santiago Calatrava, qui peuvent porter un mouvement de libéralisation des vieux codes architecturaux et urbains, [...] en particulier la puissance vivificatrice du Musée Guggenheim, dessiné par Gehry et ouvert en 1997, a amorcé une autre vie urbaine, celle de la théatralité architecturale qui est devenue l'image représentative de Bilbao* ».

les rapports entre acteurs publics et privés. La Fondation Valparaíso souhaite développer le modèle anglo-saxon de la fondation, organisme collectant des fonds publics et privés pour la réalisation d'un objectif défini au préalable. Son fondateur, le poète Todd Temkin, réalise de nombreuses conférences auprès des acteurs locaux et suscite des dons importants pour la conduite de projets patrimoniaux. Son savoir organisationnel, issu du contact avec le monde nord-américain, lui donne également une position d'interface et de diffusion : la *Fundación Valparaíso* est devenu un acteur clef du développement culturel et touristique de Valparaíso, devenant même le seul acteur local à être associé au projet de *waterfront*. En outre, la Fondation Valparaíso commercialise aussi son expérience en gestion de projets, se posant en passerelle des méthodes de gestion efficaces.

Le détour par des modèles étrangers est bien une façon d'appuyer des choix de développement locaux, en leur conférant davantage de légitimité. Ils apportent une caution supplémentaire à des projets portés par certains acteurs, ou à des redéfinitions des rôles des acteurs dans le cadre des régulations urbaines. Ces acteurs assurent un rôle de passeur (de modèles d'aménagement, d'organisation). La position d'interface est à la fois une ressource (réseaux, transfert de modèles, ..) et un moyen de légitimation de sa position dans le débat local. Ainsi, l'articulation entre les différentes échelles s'effectue en partie grâce à ces acteurs. En position d'interface, ils peuvent également être qualifiés d'acteurs multiscalaires. La notion de « *capital spatial* » a été discutée en géographie sociale et politique [Levy, 1994 ; Veschambre, 2006], à partir des élargissements de la notion de capital développée par P. Bourdieu. Il s'agit de savoir si l'espace constitue une ressource à part ou la dimension de ces ressources, puisque des acteurs tirent une légitimité accrue de leur connaissance d'expériences en d'autres lieux. Ce n'est pas l'espace en soi, mais des réseaux mobilisables, avec les savoirs liés à ceux-ci, qui confèrent cette légitimité. En ce sens, il ne s'agit pas d'un capital spatial mais d'un capital relationnel et culturel, qui tient sa légitimité par contagion de sa connaissance de lieux érigés en modèles et paradigmes, y compris par la recherche.

Il marque également l'imbrication de différents types d'imaginaire dans la ville puisque ces modèles et références appuient ou s'opposent aux figures de ville étudiées précédemment.

## CONCLUSION

La comparaison porte non pas sur des lieux mais sur des processus localisés : les régulations urbaines nouées dans le cadre des transformations des espaces historiques centraux, entre patrimonialisation, réinvestissement plurifonctionnel du centre et mobilisation ou production d'imaginaires urbains sous-tendant ces transformations. La conclusion s'articule selon une double logique correspondant aux deux objectifs de la comparaison : l'identification de la multiplicité ou la recherche de la généralité (cf. tableau 2, chapitre 1).

La première version de la comparaison, entre des processus localisés en des lieux différents, entraîne l'application des mêmes concepts (régulations, figures urbaines, patrimoine) pour analyser des processus à Gênes, Valparaiso et Liverpool, et mettre en valeur les différentes manifestations d'un même thème, dans la ligne développée et encouragée par M. Détéienne. Une deuxième version de la comparaison vise à mettre en évidence des éléments communs par-delà les différences, soit en confrontant les processus à un modèle théorique (la conformité) soit en tentant de monter en généralité (l'universalité ou la généralité).

La première partie de la conclusion rappelle les conclusions apparues au cours de ce travail, concernant les modalités de réinvestissement des centres dans les trois villes ; la seconde tente de poser des conclusions provisoires sur la direction générale de ces transformations et la part à accorder aux différentes échelles dans le processus de transformation, avec une attention spécifique aux imaginaires et aux problèmes théoriques posés par l'identification d'idéologies.

### **Les différentes formes du réinvestissement des centres**

#### **Le patrimoine est un instrument de transformation de la ville et des régulations urbaines**

La patrimonialisation à l'échelle urbaine est instrument de changement urbain par le retour au premier plan des espaces historiques centraux, devenus espaces de consommation et de représentation, confirmant dans trois villes moyennes les conclusions de N. Smith sur la production de nouveaux espaces de la gentrification et de S. Zukin sur la production de nouveaux paysages fonctionnant comme lieu de pouvoir. Dans les trois cas la patrimonialisation est également au service d'une nouvelle économie urbaine, par le

développement du tourisme urbain, dans les centres historiques ou les nouveaux espaces de front d'eau.

Le patrimoine est au service d'un projet de ville. À Valparaíso, il constitue désormais un axe essentiel du projet de relance économique de la ville, par le développement du tourisme culturel<sup>1</sup>, et le classement Unesco ; à Gênes il participe également depuis 1992 de la volonté de développement touristique des espaces centraux, dans une volonté de modification de la base économique urbaine ; à Liverpool le projet de ville, rédigé comme document d'aménagement, place au cœur du projet les espaces centraux et intègre la candidature Unesco à sa stratégie de réinvestissement économique et symbolique du *city centre*. Cette mise en avant de l'élément patrimonial est cependant inégale : à Liverpool la nécessité patrimoniale est pondérée par les exigences posées par les investisseurs, jusque dans le dossier Unesco.

Le patrimoine est également travaillé comme vitrine, mis au service d'une nouvelle image urbaine, permettant dans les trois cas de gommer l'image diffusée nationalement de ville en crise, en prenant appui sur un passé prestigieux. À Liverpool, les espaces patrimonialisés constituent la trame matérielle du discours sur l'urbanité de type européenne de la ville et la dimension mondiale de la ville. À Gênes, la restauration du patrimoine privilégie la période du « siècle d'or », avec ses façades en trompe-l'œil qui magnifient la puissance financière des familles et constituaient les outils de l'hospitalité génoise, et évoque une période glorieuse de la ville, où intérêts publics et privés convergeaient. La patrimonialisation urbaine à Valparaíso modifie les paysages, les dotant de multiples couleurs correspondant à un idéal de ville touristique tout en signifiant la renaissance urbaine. Les grands événements organisés dans ces villes, à l'inverse de Lisbonne ou de Gênes en 1992 et Liverpool dans les années 1980, privilégient désormais les espaces centraux, devenus synecdoque de l'ensemble de la ville.

La patrimonialisation est également un vecteur de transformation des modalités de régulation. La candidature comme ville Patrimoine Mondial de l'Humanité a été à Valparaíso l'occasion de tisser des partenariats entre acteurs publics locaux et nationaux, dans un pays très centralisé, et de commencer à associer des acteurs privés à la réflexion sur le devenir de la ville, en intégrant au processus participatif des acteurs contestataires. La patrimonialisation du centre historique à Gênes s'établit à travers un partenariat entre la surintendance et la municipalité. En outre, les programmes urbanistiques et de restauration mis en place par l'État, la commune ou la région visent à susciter la participation des acteurs privés,

---

<sup>1</sup> Si on se réfère à la typologie élaborée par O. Lazzarotti [2003], tourisme et patrimoine relèvent là d'un fonctionnement synergique, voire dialogique, au sens où ils se co-constituent.

notamment des propriétaires, qui s'inscrivent dans cette stratégie générale. La patrimonialisation et ses enjeux constituent également le cadre d'un étirement des régulations urbaines vers le local avec le développement de mouvements citoyens mobilisés sur les enjeux de la préservation, et vers le mondial avec le développement des expertises et le poids de l'Unesco dans le mode de définition et d'identification des significations patrimoniales.

La patrimonialisation a été présentée dans la première partie comme une façon d'accéder à des processus plus larges, concernant la transformation des centres. En effet cette transformation dans ses effets et ses outils dépasse le cadre de la patrimonialisation, entraînant la production de nouveaux types d'espaces et un processus large de gentrification..

### **La transformation des espaces historiques centraux**

La patrimonialisation est un des aspects de la transformation des espaces. La régénération urbaine, la requalification urbaine à Gênes et la réhabilitation urbaine à Valparaíso constituent des interventions urbanistiques qui intègrent la dimension patrimoniale et visent à une amélioration générale des espaces, par exemple en traitant les problèmes urbains qui à Valparaíso débordent le champ patrimonial mais dont la suppression est pensée comme condition du statut de ville patrimoniale (la saleté, les chiens), ou à Gênes en suscitant une sécurisation des espaces par le mouvement, condition explicite dans l'esprit des aménageurs de la récupération patrimoniale.

De nouveaux espaces sont produits, au service de ce réinvestissement des centres, avec un degré plus ou moins grand d'utilisation d'éléments patrimoniaux. Les espaces portuaires sont pris dans une tension entre production de nouveaux espaces et l'utilisation du patrimoine portuaire. A Gênes et Liverpool, la transformation du front d'eau a précédé celle des espaces urbains historiques, jouant un rôle de catalyseur, dans des opérations plus faciles à mener du fait de la concentration foncière et de la visibilité immédiate des réalisations menées. Le réinvestissement passe également par la création de nouveaux espaces commerciaux, comme *Ponte Parodi* à Gênes ou *Liverpool One, Paradise Street Area* à Liverpool. Dans les deux cas il s'agit de nouveaux espaces urbains, sur des friches portuaires ou urbaines.

### **La gentrification**

Ce réinvestissement urbanistique et patrimonial, par des interventions publiques et privés, modifie également les usages et pratiques, produisant dans les trois cas un phénomène de gentrification, entendu comme phénomène résidentiel mais aussi commercial et touristique. Cette gentrification prend des aspects différents dans les trois villes. A Valparaíso elle est en partie exogène, marquant le rattachement de Valparaíso à l'aire récréative et touristique de Santiago, à Liverpool elle consiste en un repeuplement du centre par les

catégories sociales les plus favorisées ; à Gênes, cette gentrification a commencé par l'installation d'étudiants et d'universitaires.

Cette gentrification résidentielle n'est pas homogène : des espaces en demeurent écartés comme à Valparaiso dans le quartier portuaire paupérisé ou certains secteurs à Gênes qui présentent encore des formes de marginalité. En outre à Gênes se manifeste une différenciation verticale du bâti. A Liverpool deux types d'espaces sont produits : les appartements dans les édifices réhabilités, souvent d'anciens entrepôts, et les nouvelles constructions. Dans ces dernières se développent également des mécanismes immobiliers spéculatifs, entraînant le maintien d'appartements vides, qui montrent des tensions entre logiques immobilières et volonté publique de créer un centre peuplé. Des espaces demeurent également en marge de ce processus de gentrification, à Gênes et Valparaiso, du fait d'usages et appropriations différentes, même si l'objectif des pouvoirs publics reste similaire.

La gentrification se manifeste par de nouveaux paysages, et des mutations dans les pratiques. A ce titre, les relations entre patrimonialisation et gentrification demeurent complexes, avec la mise en avant par certains acteurs d'un patrimoine immatériel menacé par les nouveaux paysages de la gentrification comme à Valparaiso, ou le conflit autour du maintien de *Quiggins* dans le centre de Liverpool.

Les processus de transformation ne sont ainsi pas totalement consensuels, d'où la nécessité d'étudier les régulations urbaines à l'œuvre.

### **De nouvelles régulations : Accords et désaccords**

Dans les trois villes la transformation des espaces centraux semblent relever de formes d'accords entre les différents acteurs et actants. Ainsi, l'organisation des événements urbains implique des structures réunissant des représentants des différentes institutions. L'établissement de partenariats public-privé indique l'établissement de consensus par-delà les différences institutionnelles, qui marque l'idée d'une nécessaire coopération entre public et privé, et semble illustrer la constitution de régimes urbains, où acteurs différents s'accordent sur des objectifs communs. Cela entraîne aussi un changement dans le statut de certains espaces, les règles de gestion d'espaces publics étant modifiées.

Toutefois ces partenariats et accords ne signifient pas la fin des conflits. Le paradigme de la structuration des coalitions de DiGaetano et Klemanski, inspiré du modèle de *growth machine* de H. Molotch, permet de concilier l'étude des regroupements et les désaccords. Des configurations d'acteurs sont structurées par des enjeux généraux, transposables d'une ville à l'autre : la croissance, la maîtrise de la croissance, le traitement des problèmes sociaux. Or l'étude des arguments utilisés dans les débats et conflits montrent que différentes positions



sont possibles, complexifiant l'identification des configurations. Les conflits peuvent concerner des enjeux inconciliables, ou au contraire s'inscrire sur le fond consensuel d'un enjeu accepté par tous.

Les débats sur le futur de la ville à Gênes en 1984 illustre le fond consensuel posé entre acteurs. Même si les positions divergent, l'identification des enjeux est partagée par les différents acteurs. À différentes périodes, les conflits se structurent sur fond d'un accord commun sur les principes de transformation : lors de la crise du modèle de développement de Gênes, les positions divergentes acceptent le principe de la nécessité du maintien du modèle industrialo-portuaire, sans envisager le rôle des espaces historiques centraux (cas 1), puis l'option émergente du développement d'une base touristique et culturelle, liée à l'événement *Colombiane*, fait également consensus. Les conflits portent sur le projet de Renzo Piano et les alternatives proposées, ou la conservation des vestiges portuaires de l'époque médiévale et Renaissance (cas 2). De même, aujourd'hui, ce qui fait débat concerne les modalités de la transformation du centre historique, pas sa conservation (cas 3). Les conflits sont dans ce cas « internalisés » au sein d'un même cadre de référence.

À l'inverse, Liverpool et Valparaíso illustrent le cas de conflits plus larges, portant sur les principes mêmes de l'intervention. Ils peuvent être qualifiés de « conflits principaux », opposant partisans d'une croissance urbaine en position centrale sans considération du patrimoine à une volonté de maîtrise de la croissance par souci de conservation de valeurs patrimoniales, notamment paysagères. À Liverpool se dessinent deux options, que le *city council* tentent de concilier : le développement d'un *waterfront* moderne et la conservation du patrimoine et du paysage du port ancien de Liverpool (cas 4).

À Valparaíso la même opposition concerne le front de mer (cas 5), espace de développement d'un complexe touristique et immobilier moderne, qui rencontre l'opposition des acteurs locaux. Là aussi les conflits portent sur les principes même de l'aménagement : la croissance de la ville et la nécessité d'y conduire des opérations d'envergure créatrices de richesses et d'emploi, face à la conservation du patrimoine paysager et des caractéristiques urbaines de Valparaíso. Au sein du second cadre de référence des débats existent également des conflits internalisés, entre acteurs locaux du tourisme et de l'économie du patrimoine, et associations patrimoniales, qui s'opposent sur les modalités de la réhabilitation et de la prise en compte de l'histoire de la ville.

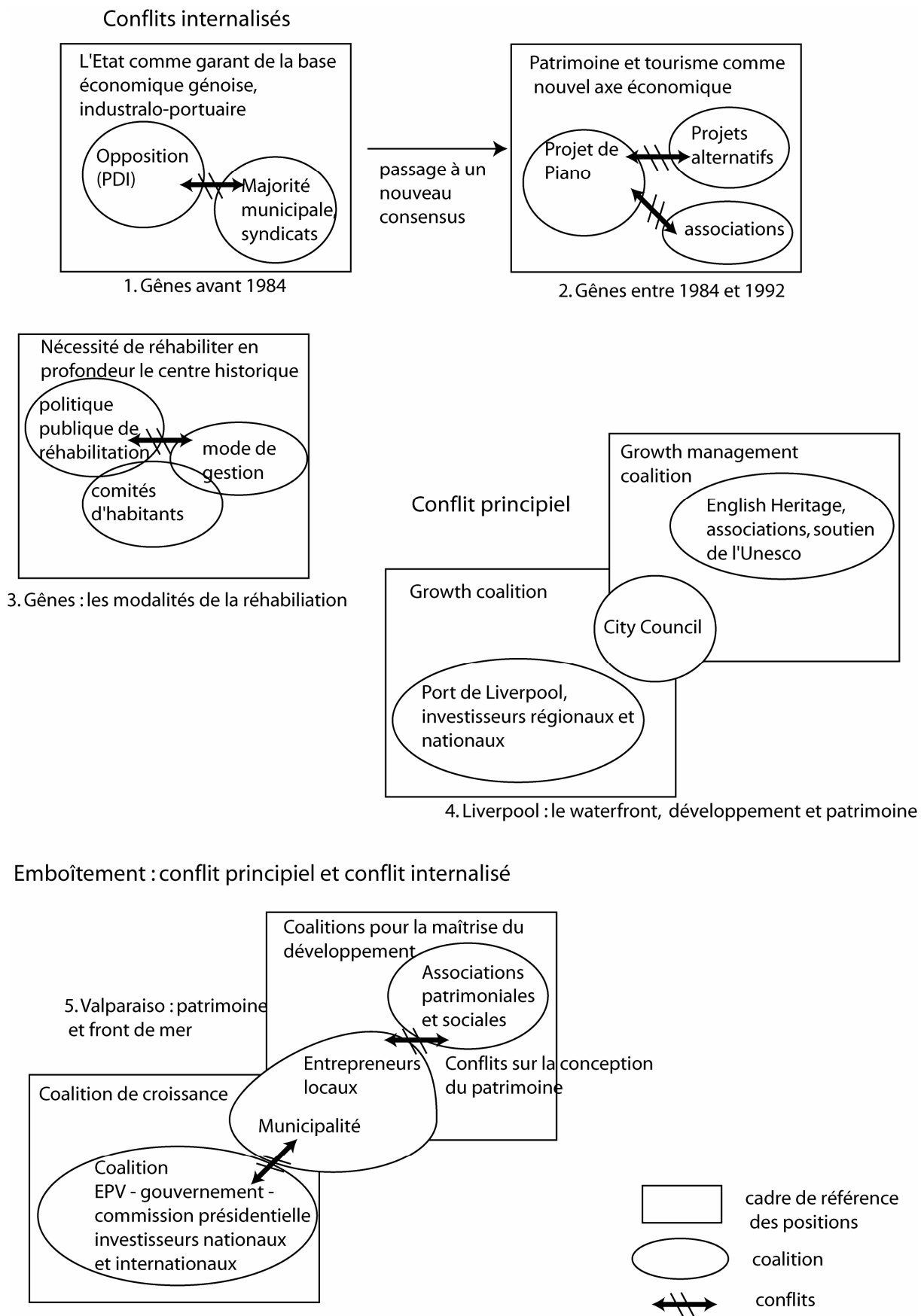


Figure 78 : types de conflit et structuration des enjeux

Ces coalitions et cadres de référence ont également une traduction spatiale, sur deux plans différents : ils désignent des espaces privilégiés d'intervention, et en creux redessinent une spatialité de la ville, *via* la conception du patrimoine mise en avant. En effet, les régulations urbaines mobilisent des modes de légitimation qui reposent sur des conceptions du patrimoine et des espaces urbains, étudiés comme figures de ville, reconstructions visant à donner une caractérisation des imaginaires impliqués dans les transformations urbaines.

### **Les figures de la ville**

Autour du patrimoine les régulations et usages des espaces se transforment. Le patrimoine lui-même n'est pas une notion univoque mais devient protéiforme, irréductible à une conception particulière, chaque acteur infléchissant cette notion, en fonction d'enjeux du développement urbain. L'étude de la patrimonialisation met alors en évidence le lien avec des conceptions de la ville, au sens large, abordées comme des « figures de la ville », notion travaillée par R. Ledrut et permettant d'envisager l'historicité et la spatialité de la ville. Cette historicité et cette spatialité dessinent un devenir urbain et une définition des habitants et usagers légitimes. Le rapport du patrimoine au temps est double, désignant à la fois une histoire et un régime d'historicité. La figure désigne également un type de rapport à l'espace et un type de devenir urbain.

Dans les trois villes la forme privilégiée est celle qui conçoit le présent comme une réactualisation d'un passé vécu comme âge d'or : *secolo d'oro* à Gênes, période maritime mondiale pour Liverpool, passé anglo-saxon à Valparaíso. Cette réactualisation se matérialise par la mise au premier plan des espaces centraux, lieu de représentation et d'exception, légitimant son appropriation exclusive et la gentrification, comme à Valparaíso où la nostalgie est un mode de mise en relation avec le passé qui légitime le « retour » d'habitants des couches supérieures et étrangères, ou à Gênes où les familles génoises traditionnelles réinvestissent les traces de leurs histoires imbriquées dans celle de la ville. Elle s'appuie sur des patrimoines particuliers : les palais des *Rolli* à Gênes, les traces de la bourgeoisie étrangère à Valparaíso, les œuvres civiles, portuaires et commerciales de la bourgeoisie locale à Liverpool.

Toutefois ces figures de ville ne sont pas uniques, peuvent être concurrencées par d'autres qui soutiennent une autre conception du devenir urbain. Ces figures peuvent être perçues comme complémentaires ou conflictuelles. Le régime moderniste pro-croissance à Liverpool et Valparaíso, malgré une différenciation spatiale, entraîne des tensions entre patrimoine et développement urbain. Le projet de *Fourth Grace*, le projet Barón ou les tours en position de waterfront, révèlent la tension entre les deux ordres. À Valparaíso la figure

essentialiste est un élément de contestation du développement urbain local et a été l'aiguillon de nouvelles régulations urbaines, suite au travail de diffusion de ce thème par l'association *Ciudadanos por Valparaíso*, basé sur une autre conception du patrimoine.

Ces figures dessinent un devenir et un habitant ou un usager légitime. À Gênes, à la faveur du discours sur la place de Gênes en Méditerranée et du multiculturalisme s'opère une prise en compte croissante du Moyen Âge de la ville, qui est inscrit dans la morphologie urbaine de Gênes, les *carruggi* ou *vicoli*, lieux de tous les dangers et à présent supports de la mixité sociale incarnée dans le centre historique de Gênes. A Valparaíso la figure historique, basée sur la nostalgie, permet la légitimation du changement social devenu le retour des habitants historiques dans les lieux, tandis que la figure essentialiste est basée sur la négation de distinctions sociales à Valparaíso.

Ainsi le patrimoine contribue à structurer des imaginaires urbains.

### **Des villes différentes, des évolutions conjointes ?**

Poser ce travail dans le cadre de la mondialisation revient ne retour à se demander si une généralisation à partir des éléments de similitude repérés peut être opérée. Trois directions vont être examinées : la mondialisation comme cadre, l'existence d'un mode de régulation unique, la part des imaginaires.

#### **Une époque de l'aménagement ?**

Les régulations urbaines dans les trois villes indiquent-elles un mode de régulation, au-delà des différences ? Cette question rejoint celle de l'époque de l'aménagement et de l'existence d'un cadre commun de régulation. Pour cela, il faut en revenir aux paradigmes explicatifs généraux. Le régime urbain renvoie à une « *phase spécifique du rapport entre capital et structure urbaine* » [Abramo, 1996], dans l'optique de l'école de la régulation. Dans ce cadre la ville contemporaine relève de différentes caractéristiques, rappelées dans la première partie, relevant du régime post-fordiste : l'*urban entrepreneurialism* [Harvey, 1989] marqué par des coalitions public privé et un changement dans l'action urbanistique locale, la mise en œuvre d'un urbanisme de projet, l'émergence de nouveaux acteurs du fait de l'étiollement des régulations étatiques et de l'inscription dans une économie globale [Veltz, 1996; le Galès, 2003], la gentrification généralisée comme nouveau mode urbanistique [Smith, 2003], la transformation des espaces centraux qui deviennent de nouveaux paysages de visibilité du pouvoir et d'appropriation par des groupes sociaux [Zukin, 1993], le

développement de la ville festive qui marque la réévaluation de la place des activités de consommation [Gravari- Barbas, 2000]. Les processus individualisés à Gênes, Valparaíso et Liverpool s'inscrivent dans ce cadre, mettant au premier plan les espaces centraux, affirmant la vocation multiscalaire de cet espace (à la fois représentation vers l'extérieur, lieu de localisation de nouveaux usages et formes de consommation, d'inscription des pratiques touristiques et festives), inscrivant les transformations dans le cadre de nouvelles régulations basées sur la convergence entre acteurs privés et publics. La leçon à en tirer n'est donc pas la nouveauté d'un processus dans les trois villes à l'échelle mondiale mais l'inscription de ces processus identifiés comme relevant d'un nouveau mode de régulation dans trois villes qui à divers titres faisaient partie de périphéries du monde (villes en crise, ville d'un pays du sud, villes en déclin au moment où s'accroît la métropolisation en faveur des villes les plus importantes).

Dans ces trois villes de dimension moyenne prend aussi place ce nouveau régime urbain général. En ce sens la mondialisation constitue bien un cadre généralisé. Ce cadre commun est-il assignable à la mondialisation et au jeu de processus d'échelles mondiales ?

**Toutefois cette convergence des trois villes sur un modèle de régulation est incomplète.**

Deux éléments relativisent cet alignement : le maintien d'un cadre national de structuration et la complexité de l'effet des imaginaires et des idéologies.

#### **Les cadres nationaux et locaux de structuration des régulations**

Ces processus bien que convergents dans leurs grandes lignes sont fortement structurés par les cadres nationaux des régulations politiques et économiques.

Les tensions en faveur du développement urbain à Liverpool et Valparaíso sont imputables à des investisseurs essentiellement nationaux, ayant leur siège social dans la capitale (Santiago ou Londres). La place des acteurs et actants de rang national est également importante : l'aménagement urbain à Valparaíso est fortement structuré par l'Etat, qui a mis en place une commission spécifique (*Plan Valparaíso*) et contrôle une partie du processus de transformation urbaine, via le prêt à la BID. Les termes de la transformation du centre sont également liés à un cadre juridique national. Les études sur les régulations urbaines avaient déjà mis en évidence les différences fortes entre villes américaines et anglaises, du fait du poids plus important de l'Etat au Royaume-Uni [Klemanski, DiGaetano, 1999]. A l'inverse, Gênes constitue un cas de *leadership* communal affirmé, qui repose avant tout sur une intégration politique des différents aspects de l'action politique, voire de la contestation, plus que sur des ressources financières importantes (cet argument souvent mobilisé pour expliquer

les différences entre Etats-Unis et Royaume-Uni n'est donc pas le seul possible). Ces processus identifiables dans différents lieux dans le monde sont donc structurés à des échelles nationales avant tout (même si les entreprises immobilières identifiées à Liverpool par exemple ont parfois une aire d'action mondiale).

En outre, les débats sur le degré de maîtrise locale des transformations poussent à des revendications à Liverpool et Valparaíso en faveur d'un leadership plus affirmé, bâti sur le refus de certaines évolutions caractéristiques de ce mode de régulation : refus de la dissolution des responsabilités dans les structures partenariales et les accords publics privés à Liverpool, refus de la privatisation de la gestion des espaces publics, refus de l'exclusivité centrale.

Cela ne signifie pas que l'échelle mondiale n'est pas une échelle explicative pertinente. Les phénomènes de délocalisation des débats à l'échelle mondiale constituent une ressource pour les acteurs locaux contestataires, comme le montre le recours à l'Unesco ; le lobbying espagnol à Valparaíso a eu un impact important sur la conception du projet. En outre, la mondialisation constitue un facteur de transformation sur le plan des modèles et idées, ce qui pousse à prendre en compte les imaginaires et leurs échelles d'opération.

### **La place des imaginaires dans les transformations**

Il n'y a ainsi pas d'inexorabilité des transformations dans ces villes. Le chapitre 8 de ce travail vise à une prise en compte des imaginaires urbains dans le processus de régulations urbaines.

Ces imaginaires fonctionnent à différentes échelles. Les villes considérées comme modèle à l'échelle mondiale jouent comme références, permettant une légitimation de voies de développement au niveau local, en même temps qu'une légitimation des acteurs qui les portent et jouent de leur position d'interface, entre local et mondial. Certaines références sont mondialisées, confirmant de nombreux autres travaux : Bilbao et Barcelone, voire Baltimore, se détachent, et sont pris comme référence à Gênes, Valparaíso et Liverpool, de façon courante. Il y a ainsi un imaginaire mondial, qui n'est pas assimilable à une superstructure flottant au-dessus des acteurs mais se matérialise par des coopérations actives, des discours, des expositions, du lobbying de la part de ces mêmes villes. Cet imaginaire est l'incarnation de la direction générale de la transformation des villes, par l'économie de la consommation, la réévaluation des éléments culturels et patrimoniaux, l'utilisation des œuvres architecturales à des fins iconiques, pour signifier de façon immédiate l'ancrage culturel mondial de la ville, le processus de « worlding ». Ces transformations se matérialisent par la « gentrification généralisée » et la production de nouveaux espaces centraux.

Cette évolution ne représente qu'un versant des évolutions. Les imaginaires s'ancrent à différentes échelles, et sont porteurs d'organisations sociales concurrentes. Valparaíso manifeste le plus fortement cette situation. Certes la ville peut être considérée comme localisée dans une périphérie du monde, dans un pays dit du Sud<sup>1</sup>. Toutefois des pressions immobilières similaires à celles de Liverpool s'y sont manifestées, par la volonté de groupes nationaux d'y réaliser des investissements se traduisant par l'érection de tours ayant un impact paysager important. Or les tentatives de contrôle des densités s'apparent à la mise au premier plan d'un imaginaire urbain diffus dans la ville, consistant en la considération de l'ensemble de la ville comme un tout harmonieux sans centre, au fonctionnement en archipel (figure essentialiste). De même le centre historique de Gênes est porté par une double caractérisation de ce espaces, qui s'appuient sur deux types de patrimoine, les palais du siècle d'or et le tissu urbain médiéval, manifestant une double appréhension possible du centre historique, comme espace de représentation et comme espace de la mixité sociale, imaginaire qui demeure ancré en dépit des évolutions et de la gentrification de ces espaces.

### **Des idéologies ?**

Les relations entre imaginaires urbains et transformations urbaines demeurent donc complexes. Deux écueils sont à éviter : l'idée que l'imaginaire urbain serait le décalque idéal des évolutions urbaines matérielles constatées et l'idée d'une production à des fins manipulatoires (l'idéologie au sens restreint) de ces imaginaires.

Pour P. Ricœur, l'idéologie et l'utopie consistaient en deux types d'imaginaires. L'utopie est tournée vers un futur possible ou chimérique, portant le germe d'une autre organisation sociale, tandis que l'idéologie serait vouée à la légitimation du pouvoir [Ricœur, ]. Or les imaginaires identifiés à Gênes, Valparaíso et Liverpool ne permettent pas aussi facilement de trancher, car ils sont dans des rapports complexes au pouvoir. Par exemple, le slogan *the world in one city* à Liverpool est ambivalent : il est un slogan marketing, identifié tel par des acteurs, pour l'obtention du titre Capitale de la Culture. Il repose sur une histoire et le caractère cosmopolite de la ville, se traduit par l'inscription de marques de la diversité culturelle au centre, dans les lieux patrimoniaux les plus centraux, mais fait l'impasse sur les inégalités socio-résidentielles entre communautés. Ce slogan dessine un ordre social idéal, qui est sujet à contestations. Toutefois il est réutilisé également à des fins revendicatrices et contestataires. De même la figure polycentrique à Gênes est à la fois une ressource utilisée à des fins de légitimation des choix urbanistiques, qui gomme une différenciation entre Levante

---

<sup>1</sup> Pour la discussion de cet aspect, voir S. Jacquot [2007]

et *Ponente* toujours visible, et le support d'identités locales permettant de contester la primatie accordée au centre historique. Les *carruggi* de Gênes renvoie à un imaginaire ambivalent, qui désigne toujours aujourd'hui une certaine marginalité urbaine, mais est devenu un motif légitimant. L'assignation des foyers d'émission ou de transmission de ces imaginaires et idéologies se révèle donc complexe. Reconstructions du chercheur, ils ne sont nulle part à l'état pur, ne font pas nécessairement l'objet d'une manipulation, même si les acteurs publics souhaitent également modifier l'imaginaire des lieux pour en changer les pratiques (chapitre 7). Il a ainsi été noté la convergence dans certains cas entre les leitmotiv des écrits sur la ville et les modalités quotidiennes et publiques d'appréhension des espaces, comme à Valparaiso ou Gênes.

L'imaginaire n'est ainsi pas un décalque du réel : il contribue lui-même à la production de lieux. La figure essentialiste à Valparaiso a été la base idéologique de la mobilisation contre des projets de développement, dessinant un autre ordre urbain. Imaginaire contestataire de relations du pouvoir, il entrerait dans le cadre de l'utopie. Toutefois il s'est traduit dans l'action publique par les nouvelles modalités de la patrimonialisation et un contrôle important imposé aux projets de construction au sein de la ville.

Autrement dit l'idéologie semble bien être une notion féconde, qui permet d'étudier les régulations et la production des espaces et les motifs qui les sous-tendent dans des interactions et des phénomènes de co-production. Les articulations entre les différents imaginaires, relevant de différentes échelles et foyers d'émission, demeure un élément à étudier.



## **Annexe n°1 : Liste des entretiens**

Sont mentionnées les rencontres qui ont donné lieu à une situation formalisée d'entretien, par prise de notes et dans la plupart des cas enregistrement.

### **VALPARAISO**

1. Paulina Kaplan, SERVIU MINVU, gestion du SRP, juillet 2004
2. Alberto Muñoz, municipalité, candidature BID Valparaiso
3. Sr. Jorge Inostroza, Secretario Ejecutivo Consejo Asesor Monumentos Nacionales 2004
4. Sr. Jorge Inostroza, Secretario Ejecutivo Consejo Asesor Monumentos Nacionales 2006
5. Mme Sanguinetti, directrice SERNATUR, août 2006
6. Alejandra Garin, architecte, responsable de projets Plan Valparaiso, août 2004
7. Ximena Arizaga, Plan Valparaiso, BID, responsable de projets
8. Alejandra Garin Valpo Mio 2006
9. Directeur du tourisme, municipalité de Valparaiso, juillet 2004
10. Susanna Simonetti, Consejo Nacional de los Monumentos, août 2004
11. Directeur Centro Cultural Cerro Cárcel, août 2006
12. Adriana Germain, asesora urbana, Municipalidad de Valparaiso, août 2004
13. Chargée d'étude sur le patrimoine des cimetières, juillet 2004
14. Pamela Orbene, coordinatrice projet Puerto Cultura CORFO, juillet 2004
15. Pamela Orbene, coordinatrice projet Puerto Cultura CORFO 2006, août 2006
16. Cecilia Jimenez, Unidad Técnica del Patrimonio, municipalité, août 2004
17. Alejandro Ubeda, Empresa Portuaria de Valparaíso, août 2006
18. Sótero Apablaza, Unidad Técnica del Patrimonio, juillet 2004
19. Esteban B., municipalité, évaluation des projets en rapport avec les couleurs pour l'Unidad Técnica del Patrimonio, et service des projets urbanistiques, juillet 2004
20. Ciudadanos por Valparaíso août 2004
21. Ciudadanos por Valparaíso août 2006
22. Ciudadanos por Valparaíso août 2006, Paz Undurraga
23. J. Mastrantonio, Comité de Defensa de Valparaíso, architecte-urbaniste, professeur, août 2004
24. Directeur de rédaction Mercurio de Valparaíso, juillet 2004
25. Nelson Morgado, propriétaire du Brighton, président de l'ordre des architectes, juillet 2004
26. Alfredo Barria Ironcoso, Fundación Valparaiso, responsable développement culturel, septembre 2004
27. Heidi Urrutia, Fundación Valparaiso, responsable communication, septembre 2004
28. Membre Ciudadanos por Valparaiso, bibliothécaire place Pinto, juillet 2004
29. Patricia Sepulveda, promoteur immobilier, août 2004 et 2006
30. Pecora, artiste muraliste, août 2004
31. Ximena, habitant Cerro Concepción, juillet 2004
32. Pamela, sculptrice Cerro Alegre, juillet 2004
33. Famille Cerro Alegre, nouvellement installée, septembre 2004
34. Habitante Cerro Concepción sur le départ, depuis 40 ans dans le cerro, septembre 2004
35. Habitants Cerro Alegre, août 2004
36. Directeur d'école Barrio Puerto (La Matriz)
37. Javier Gomez, Sernatur, quinta region, juillet 2004
38. Habitant Cerro Alegre, peintre, calle Miramar, juillet 2004

39. Habitant Barrio Puerto, août 2004
40. Famille Barrio Puerto au-dessus place eschaurren, août 2004
41. Alberto Barrio Puerto, juillet 2004
42. Marcelo, habitant bénéficiant du Subsidio de Rehabilitación Patrimonial
43. Famille rue Urriola (sur le départ), août 2004
44. Gérant Gagliardo House, juillet 2004
45. Cristina, Hospedaje Papudo, juillet 2004
46. Soledad, Hospedaje casa Mirador, Cerro Concepción, août 2004
47. Cristian, Casa Aventura, hébergement touristique Cerro Concepción, juillet 2004
48. Gérant français de l'Hospedaje La bicylette, juillet 2004
49. Hospedaje Casa Mirador, Soledad Diaz
50. Gérants Pasta e Vino, août 2004
51. Gérant Valparaiso mi Amor, août 2004
52. Raúl Alcázar, gérant du Turri et de l'hôtel Sommerscales, août 2004
53. Tatiana, Cerro Alegre, août 2004
54. Gérante El desayunoador, salon de thé, Cerro Alegre, septembre 2004
55. Gérante Café con libros, Cerro Alegre, août 2006
56. Artisan Cerro Alegre, août 2004
57. Artisan Cerro Concepción, août 2006
58. Artisan, Atelier design Cerro Alegre, septembre 2004
59. Chargé de la muséographie Museo Naval (avec S . Velut), août 2006

## **GENES**

1. Ana Galeone, service marketing comune di Genova, janvier 2006
2. Bruno Gabrielli, adjoint du maire à la Qualité Urbaine, février 2004
3. Bruno Gabrielli, adjoint du maire à la Qualité Urbaine, février 2006
4. Carla Costanzi, Terza età sicurezza, comune di Genova, février 2006
5. Luca Borzani, adjoint à la culture, mars 2006
6. Mme Nicolletti, Comune di Genova, Ufficio Centro Storico, mars 2006
7. Paolo Arvati, service statistique de la commune, sociologue, février 2006
8. Paolo Arvati, service statistique de la commune, février 2004
9. Mme Paulsen, comune di Genova, programme Urb-Al coopérations entre villes portuaires février 2004
10. M. Torre, responsable du secteur tourisme, commune de Gênes, mars 2006
11. Giorgio Gatti, dirigeant Service Centre Historique et candidature Unesco, mairie de Gênes, février 2006
12. Dr Becaria, Sergio Torre, Eric Rissone, ARTE, février 2006
13. Dr Giudice, ARRED, février 2006
14. Mme Russo, CIVIS, service de monitoring du centre historique, février 2006
15. Adolfo Parodi, Président Cotone Congressi (centre des congrès du Porto Antico), mars 2006
16. Anna Galeano, responsable du tourisme, Chambre de Commerce, janvier 2006
17. Dr Parodi, Président de l'ordre des architectes, mars 2006
18. Fernando Bonora, vice-président du conseil de quartier, membre Rifondazione Comunista, érudit local, janvier et mars 2006
19. M. Garassino, président APT (azienda promozione turistica de la province), janvier 2006
20. Angela Burlando, adjointe à la sécurité, mars 2006
21. Surintendance aux biens architecturaux, mars 2006
22. Pierra Melli Surintendante aux biens archéologiques, février 2006
23. Bagnasco, président Palazzo Ducale, février 2006
24. Saverio Fera, architecte, membre d'Italia Nostra, février 2006
25. Ennio Pileggi, historien, inspireur candidature Unesco, février 2006

26. Marolina Besio présidente ARCA, février 2006
27. Laura Guglielmi, Présidente, et Daniele Miggino, rédacteur, Mentelocale quotidien local culturel, février 2006
28. Carmen Ferrilo, architecte, militante politique DS, 2006
29. Vincenzo Fontana, président société Genova 2004, mars 2006
30. Daniella, présidente de Colombus, association Bed and Breakfast, janvier 2006
31. Laura, conseil directeur d'ARCI (association laïque sociale et culturelle), membre conseil de quartier, février 2006
32. Alberto Folli, responsable Incubatore di Imprese, 2006
33. Anita, Genova Insieme, présidente, janvier 2006
34. Architecte Ighina Gracia, opposante au projet Darsena, février 2006
35. Antida Gazzola, professeur de sociologie urbaine, département POLIS, faculté d'architecture, février 2006
36. Bruno Gastaldi, enseignant-chercheur faculté d'architecture, février 2006
37. Luisella Carretta, Artiste via Lomellini, résidence pour artistes, février 2006
38. Tonino Conte, directeur artistique Théâtre Tosse, janvier 2006
39. Marco Barnieri, circolo i carruggi, 2006
40. Daniella, secrétaire fondation Spinola et présidente amici dei musei, février 2006
41. Commerçant ancien du centre historique, vendeur de tapis janvier 2006
42. Marquise Spinola, dirigeante Fondazione Spinola, février 2006
43. Galerie Arte Studio, mars 2006
44. Pugliese, agent immobilier, mars 2006
45. Architecte Montagni, chantiers de restaurations, revue Arkos février 2006
46. Ivizo, nouvel habitant centre historique, février 2006
47. Giannina, habitante centre historique, mars 2004
48. Gabriella Pedemonte, Italia Nostra, février 2006
49. Mme Bonometti, Journaliste il Secolo XIX, février 2006
50. Bruzzo, habitant palais Lomellini, 2 entretiens, 2006, février 2006
51. Biliotheque de la Piazza del Erbe, évolution possible vers "livres et vins", février 2006
52. Père Gilardino, prieur de la communauté de Santa Maria di Castello, février et mars 2006
53. Maria M., président de l'association Piazza dei Bambini, expérience de participation active, février 2006
54. Propriétaire de la Vinothèque Piazza Matteo, mars 2006
55. Propriétaire Antiquité piazza san matteo, 2006
56. Galerie art place San Lorenzo, 2006
57. Emanuella Barbara, du Comite d'archeologie, février 2006
58. Laura Stagno, conservatrice et coordinatrice du Palazzo Principe, mars 2006
59. Edmondo, nouvel habitant du centre historique, mars 2006
60. Ricardo Navone, érudit, auteur de guides touristiques et culturels, février 2006
61. Artisan du centre historique, ancien habitant de Madre de Dio, 2006
62. Mme B., pionnière centre historique, février 2006
63. Archivolta, 2004
64. Maria, habitante février 2004
65. Sandro, habitant palais via San Lorenzo
66. Commerçant ancien du centre historique, encadreur, via Giustiniani, mars 2006
67. Farid, Marocain, mars 2006
68. Boucher marocain via Pré, février 2004
69. Travailleur social marocain, février 2004
70. Felipe ouvrier portuaire équatorien, février 2004
71. Farida Farinetti, museo Spinola, février 2006

## **LIVERPOOL**

1. Bill Maynard, managing director, Urban Splash, février 2005
2. Sarah Jane Farr Archeological officer, février 2005
3. Joanna Hayes, programme Manager de l'agence de régénération municipale février Cityfocus, 2005
4. Commerces Albert Dock, février 2005
5. John Stonard, English Heritage, février 2005
6. Liverpool Vision, responsable aire Ropewalks, février 2005
7. Stev Corbett Heritage Officer Liverpool, janvier 2005
8. John Hincliffe, Unesco officer, janvier 2005
9. Département tourisme Liverpool culture Company, février 2005
10. Charles Hubbard, membre Merseyside Civic Society, février 2005
11. Joe Kenny, coordination de Quiggins, avril 2006
12. Gérant Hotel Hambourg Liverpool, février 2005
13. Wayne Colquhoun, Liverpool Preservation Trust, mai 2006
14. Tinho da Cruz, février 2005
15. Peter J. North, professeur de géographie, Liverpool Univesrity
16. Liam Fogarty, ancien journaliste, leader de la campagne pour un maire élu, 2006
17. Hillary Burrage, association Hope Street, leader d'opinion, 2006
18. Moira Kenny, artiste impliquée dans la valorisation du patrimoine asiatique, avril 2006
19. Andrew Pearce, Président Liverpool Museum Friends, Liverpool Heritage Forum, février 2005

## Table des figures

<i>Figure 1 : la Grande Genova et situation du centre historique</i>	88
<i>Figure 2 : vue aérienne sur Gênes : l'opposition entre Levante et Ponente</i>	89
<i>Figure 3 : Liverpool et la Merseyside</i>	94
<i>Figure 4 : Valparaiso au sein de son agglomération</i>	96
<i>Figure 5 : Perspective de Valparayso, Pierre Montier 1728</i>	98
<i>Figure 6 : Les structures de Valparaiso</i>	99
<i>Figure 7 : Les espaces Unesco</i>	100
<i>Figure 8 : Plan de Santiago, par Amadéo Frezier, 1713</i>	101
<i>Figure 9 : Organisation de Valparaiso à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle</i>	106
<i>Figure 10 : La croissance de Valparaiso et la différenciation socio-spatiale</i>	108
<i>Figure 11 : Les fortifications de Gênes</i>	113
<i>Figure 12 : Réseau viaire à Gênes : voies principales et organisation privée (fondaco et vicoli)</i>	114
<i>Figure 13 : La Ripa en 1769 par Giuolfi</i>	115
<i>Figure 14 : deux types d'espace : les nouvelles voies Garibaldi et Balbi, et l'organisation médiévale d'une famille génoise, les Doria</i>	116
<i>Figure 15 : Les deux directions de l'extension urbaine</i>	118
<i>Figure 16 : Les espaces portuaires et urbains vers 1855</i>	123
<i>Figure 17 : Le trafic total du port de Gênes</i>	127
<i>Figure 18 : Variation de la population de Gênes dans les limites communales actuelles</i>	134
<i>Figure 19 : Variation de la population de Liverpool, dans ses limites administratives actuelles</i>	134
<i>Figure 20 : Évolution de la population de Valparaiso et Viña del Mar</i>	135
<i>Figure 21 : Le centre historique de Gênes, morphologie et frontières</i>	180
<i>Figure 22 : Percées et destructions dans le centre historique de Gênes, du XIX<sup>e</sup> siècle aux années 1980.</i>	189
<i>Figure 23 : Projets de diradamento de P. Barbieri</i>	191
<i>Figure 24 : La prise en compte du centre historique dans le plan urbanistique communal de 2000</i>	194
<i>Figure 25 : Secteur classé Unesco, avec les palais des Rolli</i>	199
<i>Figure 26 : Organisation institutionnelle de la candidature Unesco</i>	200
<i>Figure 27 : Le secteur Unesco : des espaces différenciés</i>	213
<i>Figure 28 : L'extension patrimoniale après le classement Unesco</i>	217
<i>Figure 29 : Rénovation urbaine et délimitation patrimoniale dans les années 1960</i>	219
<i>Figure 30 : Les zones de conservation patrimoniale dans la commune de Liverpool</i>	221
<i>Figure 31 : Le port de Gênes, du centre historique à Voltri</i>	231
<i>Figure 32 : Le développement des espaces portuaires anciens de Gênes</i>	235
<i>Figure 33 : Anciens et nouveaux paysages du port ancien</i>	239
<i>Figure 34 : L'ouverture du front de mer à Valparaiso</i>	248
<i>Figure 35 : La formation du port de Liverpool et le devenir des espaces portuaires</i>	251
<i>Figure 36 : L'Albert Dock</i>	256
<i>Figure 37 : Les espaces du secteur classé au Patrimoine Mondial</i>	259

Figure 38 : Les programmes d'intervention dans le centre historique de Gênes	264
Figure 39 : Le zonage du city centre par Liverpool Vision en 2000 et 2004	273
Figure 40 : les projets dans le city centre selon leur finalité	279
Figure 41 : Chiens Place Aníbal Pinto, dans le secteur Unesco	281
Figure 42 : Pourcentage des catégories supérieures à Liverpool en 2001	294
Figure 43 : Les modes de la réhabilitation à Liverpool	297
Figure 44 : Types de développement résidentiel à Liverpool	299
Figure 45 : La variation démographique au sein du centre historique	303
Figure 46 : La variation démographique du centre historique, entre 1981 et 2001	304
Figure 47 : L'évolution de la part des professions dirigeantes dans le centre historique	306
Figure 48 : La variation de la part des diplômés dans le centre historique de Gênes	307
Figure 49 : Les terrasses et toits du centre historique	310
Figure 50 : Classification ascendante hiérarchique du centre historique de Gênes	313
Figure 51 : Répartition des immigrés au sein de la commune de Gênes	315
Figure 52 : La calle Serrano, intérieur et extérieur	318
Figure 53 : Movida à Gênes, et espaces des loisirs et de la fête à Liverpool	349
Figure 54 : plaquette de Lugar Valioso, par Ciudadanos por Valparaíso	354
Figure 55 : Localisation des commerces « Lugar Valioso »	355
Figure 56 : Quiggins, no to a clone city	358
Figure 57 : Développement des hébergements à Liverpool	362
Figure 58 : Hébergements dans la commune de Gênes et au centre	366
Figure 59 : scène pittoresque dans une ruelle du centre historique	369
Figure 60 : Les nouveaux espaces du développement touristique	375
Figure 61 : Les investisseurs à Liverpool, selon leur origine, entre 1999 et 2007	418
Figure 62 : Contrôle des hauteurs et des paysages à Liverpool	423
Figure 63 : le projet de Cloud de A. Alsop	427
Figure 64 : enchevêtrements entre acteurs	432
Figure 65 : les tours de la discorde	440
Figure 66 : Procédures de modification du projet Barón	444
Figure 67 : Les limites posées au projet Barón	446
Figure 68 : Plaquettes du programme CORFO	497
Figure 69 : Deux hospedajes : l'espace public aux couleurs des façades	503
Figure 70 : l'appropriation chromatique des espaces	504
Figure 71 : Portes peintes Passage Templemann, Cerro Concepción	505
Figure 72 : Valparaíso, la topographie élément du discours essentialiste	518
Figure 73 : L'exacerbation de l'image du passé anglais et européen	531
Figure 74 : Une du Mercurio après l'approbation du projet Barón	535
Figure 75 : Le registre de la redécouverte : les palais du Siècle d'Or et leurs intérieurs	554
Figure 76 : Les grues et le statut Unesco : la transformation de Liverpool	567
Figure 77 : Histoires de l'esclavage et de la communauté chinoise à Liverpool	570

<i>Figure 78 : types de conflit et structuration des enjeux</i>	598
<i>(Sauf mention contraire, les photographies utilisées constituent des clichés personnels)</i>	

### Table des tableaux

<i>Tableau 1 : Exemples de travaux de géographie basés sur la méthode comparative</i>	55
<i>Tableau 2 : Types de comparaisons</i>	59
<i>Tableau 3 : Les questionnements liés à la mondialisation</i>	70
<i>Tableau 4 : Le classement des premiers ports du Royaume-Uni,</i>	127
<i>Tableau 5 : Taux de chômage à Liverpool et au Royaume-Uni</i>	130
<i>Tableau 6 : Dynamiques de croissance dans le Gran Valparaíso</i>	135
<i>Tableau 7 : Echelles et explications de la crise urbaine</i>	140
<i>Tableau 8 : Les étapes de la patrimonialisation à Valparaíso</i>	202
<i>Tableau 9 : Évolution du dossier de candidature</i>	215
<i>Tableau 10 : Programmes de récupération du centre historique</i>	263
<i>Tableau 11 : Agences de régénération urbaine à Liverpool</i>	274
<i>Tableau 12 : Création des structures d'hébergement</i>	361
<i>Tableau 13 : Les comités de la candidature Unesco</i>	393
<i>Tableau 14 : Répartition des thèmes présents dans les articles du Secolo</i>	461
<i>Tableau 15 : Les dimensions de l'intervention publique et de la participation</i>	471
<i>Tableau 16 : Principaux aquariums contemporains</i>	579

- ACEVEDO Sergio, MORAGA Juan Luis, 1992, *Miradas de traspaso en Valparaíso*, Seminario Lenguaje arquitectónico, Universidad de Playa Ancha, Valparaíso
- AGLIETTA Michel, 1997, *Régulation et crises du capitalisme*, Odile Jacob, Paris, 486 p., (Opus)
- ALDHUY Julien, 2006, « Modes de connaissances, intérêts de connaître et géographie sociale », Dans : SECHET Raymonde et VESCHAMBRE Vincent (dir.), *Penser et faire la géographie sociale, Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, pp. 31-46, (Géographie Sociale)
- AMBROSINI Maurizio, TORRE Andrea, 2005, *Secondo rapporto sull'immigrazione a Genova*, Fratelli Frilli Editore, Genova, 313 p.
- AMSELLE Jean-Loup, 2005, *Branchements, Anthropologie de l'universalité des cultures*, Flammarion, Paris, 265 p., (Champs)
- ANDRIEUX Jean-Yves (dir), 1998, *Patrimoine et société*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 319 p.
- ANSART Pierre, 1990, *Les sociologies contemporaines*, Seuil, Paris, 346 p., (Points Essais)
- APPADURAI Arjun, 2001, *Après le colonialisme, les conséquences culturelles de la globalisation*, Payot, Paris, 322 p.
- ARGAN Giulio Carlo, 1982, « introduzione », *Genua Picta, Proposte per la scoperta e il recupero delle facciate dipinte*, Sagep, Genova, pp. 15-16
- ARVATI Paolo, 1988, *Oltre la città divisa, Gli anni della ristrutturazione a Genova*, Sagep, Genova, 119 p.
- ASCHER François, 1995, *Métapolis, ou l'avenir des villes*, Odile Jacob, Paris
- ASCHER François, 2004, *Les nouveaux principes de l'urbanisme*, Editions de l'aube, Paris, 110 p.
- ASHWORTH G.J, TUNBRIDGE J. E. , 2000, *The tourist-historic city, retrospect and prospect of managing the heritage city*, Pergamon
- ASOCIACION CHILENA DE MUNICIPALIDADES, 2006, *Reforma municipal*, Asociación Chilena de Municipalidades, 47 p.
- ASSOCIATION INTERNATIONALE VILLES ET PORTS, 1995, *Portes Océanes et développement des territoires intérieurs*, ed. Association Internationale Villes et Ports, 454 p.
- ASSOCIAZIONE PER LA RINASCITA DEL CENTRO ANTICO, 1992, *Libro verde sul centro storico*, Sagep, Genova, 191 p.
- ATKINSON Rowland, 2003, « Introduction : Misunderstood Saviour or Vengeful Wrecker. The Many Meanings and Problems of Gentrification », *Urban Studies*, Vol. 40, N°. 12, pp. 2343-4350
- ATSMAS Hartmut et BURGUIÈRE André coord. , 1990, *Marc Bloch aujourd'hui : histoire comparée et sciences sociales*, EHESS, Paris
- AUGHTON Peter, 2003 (1990), *Liverpool, a people's history*, Lancaster, Royaume-Uni, Carnegie Publishing Ltd, 294 p.
- AUTHIER Jean-Yves, 2003, « La gentrification du quartier Saint-Georges à Lyon : un côtoiement de mobilités différenciées », Dans : BIDOU-ZACHARIASEN Catherine (dir.), *Retours en ville*, Descartes & Cie, Paris, pp. 105-123
- AUTISSIER Anne-Marie, 1999, « Approche socio-politique de la réutilisation du patrimoine en Europe », Dans : ACCR, *La réutilisation culturelle et artistique des monuments historiques en Europe*, Synthèses de l'Etude et extraits des actes du colloque, Editions de l'ACCR, Paris, pp. 50-111



- AVALOS Gallardo Nicolas, 2005, *Percepción y territorio, diagnostico del borde costero de la comuna de Valparaíso*, memoria para obter el grado de licenciado en geografía, Valparaíso, Universidad Católica de Valparaíso, 355 p.
- AYMARD Maurice, 1990, « Histoire et comparaison », Dans : Hartmut ATSMAS et André BURGUIERE (coord.), *Marc Bloch aujourd'hui : histoire comparée et sciences sociales*, EHESS, Paris, pp. 271-278
- BABELON J-P, CHASTEL A., 1994, *La notion de patrimoine*, Liana Levi, France, 142 p.
- BAILEY N., BARKER, MACDONALD, 1995, *Partnership Agencies in British Urban Policy*, UCL Press, Londres
- BALANDIER George, 1999, 1967, *Anthropologie politique*, Presses Universitaires de France, Paris, 238 p., (Quadrige)
- BARBIERI Piero, 1937, « Studio di piano regolatore e di diradamento della Genova medioevale », Dans : Comune di Genova, *Genova*, pp. 47-69
- BARÇON Claudine, 2003, « Stratégies touristiques des villes, Un délicat équilibre à trouver », *Cahier Espaces*, Vol. Tourisme urbain, N°. 78, pp. 54-66
- BASILE Maria, 2005, *Urbanisme, management et commerce, La transposition des modèles belge et britannique de gestion de centre-ville dans les quartiers historiques des agglomérations de Gênes et de Lille*, Aménagement et Urbanisme, Paris, Paris VIII, Université de Gênes (Polis), 401 p.
- BASS, RATCLIFFE & GRETTON Ltd, 1983 (1904), *Excursion to Liverpool & New Brighton*, Friday, July 15, 1904, The Merseyside County Museum, 96 p.
- BELCHEM John (ed), 2006, *Liverpool 800, Culture, Character and History*, Liverpool University Press, Liverpool, 528 p.
- BELCHEM John, 2006 (2000), *Merseypride, essays in Liverpool exceptionalism*, Liverpool University Press, Liverpool, 228 p.
- BELINA Bernd, HELMS Gesa, 2003, « Zero Tolerance for the Industrial Past and Other Threats: Policing and Urban Entrepreneurialism in Britain and Germany », *Urban Studies*, Vol. 40, N°. 9, pp. 1845-1867
- BENAVIDES Juan, PIZZI Marcela, VALENZUELA Maria Paz, 1994, *Ciudades y arquitectura portuaria, Los puertos mayores del litoral chileno*, Editorial Universitaria, Santiago du Chili, 146 p.
- BENEVOLO Leonardo, 2000 (1975), *Histoire de la ville*, Parenthèses, Marseille, 509 p.
- BENSA Alban, 2006, *La fin de l'exotisme, Essai d'anthropologie critique*, Anacharsis, Toulouse, 364 p., (Essais)
- BERCE Françoise, 2000, *Des monuments historiques au patrimoine, du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours, ou "Les égarements du coeur et de l'esprit"*, Flammarion, Paris, 223 p.
- BERGER Peter, LUCKMANN Thomas, 1996, *La construction sociale de la réalité*, Armand Colin
- BERGERON Robert, 2000, « Les croisières et l'Italie : une importante contribution au renouveau portuaire », *L'information géographique*, N°. 3, pp. 220-240
- BERLITZ Guide de Voyage, 1978, *Riviera Italienne*, Editions Berlitz, Lausanne, 128 p., (edizione francese)
- BERQUE Augustin, 2000, « A propos d'événement spatial », *L'espace géographique, L'événement spatial en débat*, N°. 3, pp. 199
- BERTHOUD G., 1986, « la comparaison, une idée ambiguë », *Revue européenne de sciences sociales, La comparaison en sciences humaines et sociales*, tome XXIV, n°72, pp. 5-16

- BERTONCELLO Brigitte, GIRARD Nicole, 2001, « Les politiques de centre-ville à Naples et à Marseille : quel renouvellement urbain ? », *Méditerranée*, N° 1 2, pp. 61-70
- BERTRAND Gilles, 1997, « La peinture comme lieu de mémoire, de son rôle dans la constitution de l'image littéraire de Venise », Dans : Dir. Daniel J. GRANGE et Dominique POULOT, *L'esprit des lieux*, Pug, pp. 105-117, (La pierre et l'écrit)
- BESIO Marolina (a cura di), 1999, *Il libro delle Vigne, dalla parte degli abitanti, Un progetto di riqualificazione urbana a Genova*, Unmerto Allemandi & Co, Torino
- BESWICK Carol-Ann, 2002, « Urban Regeneration, The experience of London », Dans : TSENKOVA Sasha, *Urban regeneration, learning from the british experience*, Calgary, Canada, University of Calgary, Faculty of Environmental Design, pp. 17-34
- BETHEMONT Jacques, 2001, *Géographie de la Méditerranée*, Armand Colin, Paris, 313 p.
- BIDOU-ZACHARIASEN Catherine, 2003, *Retours en ville*, Descartes et Cie, Paris, 268 p.
- BIÈRE Rolando Arenas, 2003, *Transformación del suelo portuario, un modelo de gestión. El caso del nuevo uso del suelo portuario en Valparaíso-Chile.*, Tesina para optar el grado de master en gestión urbanística, Universidad Politécnica de Cataluña
- BLANC Jacques, 2002, *Finances locales comparées*, L.G.D.J., Paris, 149 p., (Collectivités locales)
- BLANC Jean-Noel, 1991, *Polarville, Images de la ville dans le roman policier*, Presses Universitaires de Lyon, Lyon, 287 p.
- BLOCH Marc , 1963, *Pour une histoire comparée des sociétés européennes*, 1927, Oslo, Bibliothèque générale de l'école pratique des hautes études, pp. 16-40, (Mélanges historiques)
- BOLTANSKI Luc, THÉVENOT Laurent, 1991, *De la justification, les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, (nrf essais)
- BONERANDI Emmanuelle, 2005, « Le recours au patrimoine, modèle culturel pour le territoire ? », *Géocarrefour, Le diagnostic des territoires*, Vol. 80, N° 2, pp. 91-100
- BONNEMAISON Joël, 1989, « L'espace réticulé, Commentaires sur l'idéologie géographique », *Tropiques, Lieux et liens*, ORSTOM, Paris, pp. 500-510
- BONNENFANT Paul, 2003, « Zabid, ville yéménite classée au patrimoine mondial : sociologie d'un échec », Dans : Dir. Maria GRAVARI-BARBAS et Sylvie GUICHARD-ANGUIS , *regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXI siècle*, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, Paris, pp. 743-772
- BORDONNI Susanna, IGHINA Anna Grazia, TUSCANO Clelia, 1987, *La Darsena di Genova, un progetto di recupero*, Acciaio e riuso edilizio, Italsider, Genova, 133 p.
- BORGEAUD Philippe, 1986, « Le problème du comparatisme en histoire des religions », *Revue européenne de sciences sociales, La comparaison en sciences humaines et sociales*, tome XXIV, n°72, pp. 59-75
- BORZANI G, 1978, « Cento anni di pianificazioni e costruzioni marittime al porto di Genova, 1877-1977 », *Porto e Aeroporto di Genova*, Vol. 6, N° Giugno
- BOSREDON Pauline, 2006, « Classement patrimonial et projet local urbain à Harar », Éthiopie, ESO, *Travaux et documents*, N° 25, pp. 45-53
- BOTTARO Mario (coord.), 1986, 1992, *città di Colombo, immagini & progetti*, Columbus 92 Spa ed, Genova, 180 p.
- BOUINOT Jean, BERMILS Bernard, *La gestion stratégique des villes, entre compétition et coopération*, Armand colin
- BOURDIN Alain, 2004, « Un urbanisme de la sécurité », Dans : MASBOUNGI Ariella, BOURDIN Alain, *Un urbanisme des modes de vie*, Moniteur, Paris, pp. 35-50

- BOURDIN Alain, 1984, *Le patrimoine réinventé*, Paris, PUF, (espace et liberté)
- BOUREAU Alain, 1995, « La compétence inductive. Un modèle d'analyse des représentations rares. », Dans : LEPETIT Bernard (dir.), *Les formes de l'expérience, Une autre histoire sociale*, Albin Michel, Paris, pp. 23-38
- BOZZO Gianni, MERLANO Beppe, RABINO Max, 2004, *Palazzo Nicolosio Lomellino di Strada Nuova di Genova*, Skira, Milano, 237 p.
- Bramezza Ilaria, 2000 (1998), Italy, Dans : VAN DEN BERG Leo, BRAUN Erik, VAN DER MEER Jan (ed.), *National Urban Policies in the European Union, Responses to urban issues in the fifteen member states*, Ashgate, Burlington, USA, euricur, pp. 224-245
- BRAUD Philippe, 2002, *Sociologie politique*, L.G.D.J
- BRAUDEL Fernand, 1979c, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, Le temps du monde*, Armand Colin, Paris, 922 p., (le livre de poche)
- BRAUDEL Fernand, 1990, 1949, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II, 1. la part du milieu*, Armand Colin, Paris, Le livre de poche, 533 p.
- BRAUDEL Fernand, 1994 (1989), *Le modèle italien*, Flammarion, Paris, 220 p., (Champs)
- BRAUDEL, 1979a, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, les structures du quotidien*, Armand Colin, Paris, (le livre de poche)
- BRENNETOT Arnaud, 2004, « Des festivals pour animer les territoires », *Annales de géographie*, N°. 635, pp. 29-50
- BREUILLARD Michèle, 2000, *L'administration locale en Grande-Bretagne entre centralisation et régionalisation*, Paris, L'Harmattan, 428 p.
- BROMBERGER Christian, 1992, « Pour une ethnologie du spectacle sportif, Les matchs de football à Marseille, Turin et Naples », Dans : ALTHABE Gérard, FABRE Daniel, LENCLUD Gérard (dir.), *Vers une ethnologie du présent*, Edition de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, pp. 211-243, (Ethnologie de la France, 7)
- BROSSEAU Marc, 1996, *Des romans-géographes*, L'Harmattan, Paris, 246 p.
- BROWN Baldwin, 1905, *The care of ancient monuments*, Cambridge University Press, Cambridge
- BRUNET Roger, DOLLFUS Olivier, 1990, *Mondes nouveaux*, Hachette - Reclus, 551 p., (Géographie Universelle)
- BRUNET Roger, FERRAS Robert, THÉRY Hervé, 1993, 1992, *Les mots de la géographie, Dictionnaire critique*, Reclus, La Documentation française, 518 p., (Dynamiques des territoires)
- BRUTTOMESSO Rinio, 1995, « Territoire de ville, territoire de port : gérer les complémentarités », Dans : ASSOCIATION INTERNATIONALE VILLES ET PORTS, *Portes Océanes et développement des territoires intérieurs*, ed. Association Internationale Villes et Ports, pp. 67-72
- BUCCACINI Fabio, 2003, *Via del Campo*, Edizione il Foglio, 97 p.
- BURKE Peter, 2000, *La Renaissance européenne*, Editions du Seuil, Paris, 341 p.
- CADIOU Stéphane, 2005, « Vers une action moderniste : les effets des discours des experts savants », *Sciences de la société, Les idéologies émergentes des politiques territoriales*, Vol. mai 2005, N°. 65, pp. 9-27
- CALDERÓN Alfonso, SCHLOTTFELDT Marilis, 2001, *Memorial de Valparaíso*, RIL editores, Providencia, Chili, 501 p.
- CAMERON Juan, 1999, *Ascensores porteños, Guía práctica*, Altazor, Valparaíso

- CAMUS Rubio Juan, ESPINOZA A. German, BAJO C. Julio, 1987, *Diagnóstico de la evolución histórica urbana de Valparaíso, Cabriterias un modelo de investigación en geografía urbana*, Universidad Católica de Valparaíso, Valparaíso, 208 p.
- CARDINALI Philippe, 2002, *L'invention de la ville moderne*, Editions de la différence, Paris, 889 p.
- CARLEY Michael, 2000, « Urban partnerships, governance and the regeneration of Britain's cities », *International Planning Studies*, Vol. 5, N°. 3, pp. 273-297
- CARO Antonio, 2005, *La ragazza con il cane al guizaglio, un misterioso omicidio nei vicoli*, Fratelli Frilli, 188 p.
- CARRASCO Pérez Gustavo, 2000, « Los desafíos de la gestión del centro de la aglomeración », Dans : DIRECCION DE OBRAS MUNICIPALES DE SANTIAGO, ATELIER PARISIEN D'URBANISME, *Santiago Poniente, Desarrollo urbano y patrimonio*, Productora Gráfica Andros, Santiago, pp. 136-145
- CARRIÈRE Jean-Paul, 2002, *Villes et projets urbains en Méditerranée*, Maison des Sciences de l'Homme Villes et Territoires, Université de Tours, 135 p., (Villes et territoires, 2)
- CARRIERE Jean-Paul, DEMAZIERE Christophe, 2002, « Projet urbain et grands projets emblématiques, réflexions à partir de l'exemple d'Expo 98 à Lisbonne », Dans : CARRIERE Jean-Paul (dir.), *Villes et projets urbains en Méditerranée*, Maison des Sciences de l'Homme Villes et Territoires, Université de Tours, pp. 33-52, (Villes et territoires, 2)
- CASTRONOVO Valerio, 2002, « Il ruolo dell'Ansaldo nell'economia italiana », Dans : CASTRONOVO Valeria (a cura di), *Storia dell'Ansaldo, un secolo e mezzo 1853-2003*, Laterza, Bari, pp. 1-24
- CAVALLI Luciano, 1965, *La città divisa*, Giuffré, Milano
- CAVIERES Eduardo F., 2000, « Rutas marítimas, comercio y finanzas en una etapa de expansión, Valparaíso 1820-1920 », Dans : ESTRADA, CAVIERES, SCHMUTZER, MENDEZ, *Valparaíso, Sociedad y economía en el siglo XIX*, Valparaíso, Chili, Universidad Católica de Valparaíso, pp. 55-94, (Serie monografías históricas, 12)
- CAVIERES Eduardo, 1987, « Urbanización y cambio social : comerciantes y artesanos de Valparaíso en la segunda mitad del siglo XIX », *Valparaíso 1536-1986*, Ediciones universitarias de Valparaíso, Viña del Mar, Instituto de historia, Universidad Católica de Valparaíso, (Serie Monografías históricas, 1)
- CAVIERES Eduardo, 1999, 1988, *Comercio chileno y comerciantes ingleses, 1820 - 1880*, Editorial Universitaria, Santiago, 258 p.
- CAZES Georges et POTIER Françoise, 1996, *Le tourisme urbain*, PUF, Paris
- CELANT Germano, 2003, *Bilbao a Genova, La cultura cambia le città*, Skira, Milano, Palazzo Ducale Genova, 199 p.
- CERTEAU De, Michel, 1990, *L'invention du quotidien, 1. Arts de faire*, Gallimard, Paris, 347 p., (Folio Essais)
- CHALINE Claude, 1993, « Réflexion sur la reconquête des waterfronts en Grande-Bretagne », *Norois*, Vol. 40, N°. 160, pp. 589-599
- CHALINE Claude, 1994, *Ces ports qui créèrent des villes*, L'Harmattan, 299 p.
- CHALINE Claude, 1999, *La régénération urbaine*, Presses Universitaires de France, Paris, 127 p., (Que sais-je ?, 3496)
- CHARRIER Jean-Bernard, 1991, *L'Italie*, Masson, Paris, 272 p.
- CHASTEL André, 1997, « La notion de patrimoine », Dans : Nora Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire, 1*, Gallimard, Paris, pp. 1433-1469, (Quarto)

- CHESNEAUX Jean, 2001, « Mémoire urbaine et projet urbain », Dans : Pacquot Thierry (dir), *Le quotidien urbain, Essais sur les temps des villes*, La découverte, Paris, pp. 107-127
- CHESNEL Marc, 2001, *le tourisme culturel de type urbain : aménagement et stratégies de mise en valeur*, L'Harmattan, Paris, 135 p., (Villes et entreprises)
- CHIVALLON Christine, 2002, « La mémoire maritime sélective des cités portuaires ayant pratiqué la traite des Noirs », Dans : PERON Françoise (dir.), *Le patrimoine maritime, Construire, transmettre, utiliser, symboliser les héritages maritimes européens*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, pp. 335-340
- CHIVALLON Christine, 2003, « Country Report : a vision of social and cultural geography in France », *Social & Cultural Geography*, Vol. 4, N°. 3, pp. 401-417
- CHOAY Françoise, 1965, *L'urbanisme, utopies et réalités, Une anthologie*, Seuil, Paris, 446 p., (Points essais)
- CHOAY Françoise, 1998, « Introduction », Dans : GIOVANNONI Gustavo, *L'urbanisme face aux villes anciennes*, Seuil, Paris, pp. 7-32, (Points essais, 362)
- CHOAY Françoise, 1999, *L'allégorie du patrimoine*, Seuil, Paris, 270 p., (La couleur des idées)
- CHOAY Françoise, 2006, *Pour une anthropologie de l'espace*, Seuil, Paris, 411 p., (La couleur des idées)
- CITY AND COUNTY BOROUGH OF LIVERPOOL, 1965, *Liverpool City Centre Plan*, Liverpool City Centre Planning Group, Liverpool, 166 p.
- CLARK Peter (ed), 2000, *The Cambridge urban history of Britain, volume II 1540 - 1840*, Cambridge University Press, Cambridge, 906 p.
- CLAVAL Paul, 1992, « Editorial, Géographie et cultures, ou la culture dans tous ses espaces », *Géographie et Cultures*, Vol. 1, N°. 1, pp. 3-5
- CLAVAL Paul, 1992b, « Champ et perspectives de la géographie culturelle », *Géographie et Cultures*, Vol. 1, N°. 1, pp. 7-38
- CLAVAL paul, 1995, *La géographie culturelle*, Nathan, Paris, 384 p., (Université)
- CLAVAL Paul, 1998, *Histoire de la géographie française, de 1870 à nos jours*, Nathan Université, Paris, 543 p.
- CLAVER Nuria, 2003, « La Ciutat Vella de Barcelone : rénovation ou gentrification », Dans : BIDOU-ZACHARIASEN Catherine (dir.), *Retours en ville*, Descartes & Cie, Paris, pp. 127-146
- COCHRANE Allan, PASSMORE Adrian, 2004, « Building a national capital in an age of globalisation, the case of Berlin », *Area*, Vol. 33, N°. 3, pp. 341-352
- COËFFE Vincent, PEBARTHE Hélène, VIOLIER Philippe, 2007, « Mondialisations et mondes touristiques », *L'information géographique, Mondialisation*, Vol. 71, N°. 2, pp. 83-96
- COHEN Jean-Louis, 2000, « L'urbanisme à Berlin et ses reflets parisiens 1900 1914, Dans : DUHEM Gilles, GRESILLON Boris, KOHLER Dorothée (coord.), *Paris-Berlin, regards croisés*, anthropos
- COLEMAN Roy, SIM Joe, 1998, « From the Dockyards to the Disney Store : Surveillance, Risk and Security in Liverpool City Centre », *International review of Law Computers & Technology*, Vol. 12, N°. 1, pp. 27-45
- COLEMAN Roy, SIM Joe, 2000, « 'You'll never walk alone': CCTV surveillance, order and neo-liberal rule in Liverpool city centre », *British Journal of Sociology*, Vol. 51, N°. 4, pp. 623-639
- COLES Gladys Mary, 1993, *Both side of river, Merseyside in Poetry and Prose*, Headland, Wirral, 305 p.
- COLLIN DELAUAUD Anne, 2002, « Les villes et la préférence géographique des affaires en Amérique Latine », *L'information géographique*, N°. 4, pp. 289-309

- COLLIN DELAUAUD Anne, 2006, « L'insertion du centre historique et de la zone urbaine du canal dans l'aire métropolitaine de Panama », *L'information géographique, Nouvelles formes d'intervention sur le patrimoine urbain en Amérique Latine*, Vol. 70, N° juin 2006, pp. 21-34
- COLLIN Michèle, 1994, *Ville et port, XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, L'Harmattan, Paris, 191 p.
- COLOMB Claire, 2006, « Le new labour et le discours de la Renaissance Urbaine au Royaume-Uni. Vers une revitalisation durable ou une gentrification accélérée des centres », *Sociétés Contemporaines*, Vol. 3, N°. 63, pp. 15-37
- COMITE DU PATRIMOINE MONDIAL, 2004, *Vingt-huitième session*, Paris, Comité du patrimoine Mondial, Unesco, 144 p.
- COMMISSIONE GIUDICATRICE, 1931, « Concorso per il piano regolatore delle zone centrali della città », *Genova, Rivista municipale*, N° agosto 1931, pp. 634-670
- COMUNE DI GENOVA - SERVIZIO URBANISTICA - UFFICIO CENTRO STORICO, 1983, *Studio organico d'insieme del centro storico, Città - porto (titolo III)*, Comune di Genova - Servizio Urbanistica - Ufficio Centro Storico, Genova, non paginé p.
- COMUNE DI GENOVA, 2002, *Piano della città di Genova, Dalla conferenza strategica al 2004, 2010*, 3 tomes, Comune di Genova, Gênes
- COMUNE DI GENOVA, 2003, *Genova Statistica, annuario statistico*, Genova, Unita Organizzativa Statistica - Comune di Genova, 349 p.
- COMUNE DI GENOVA, MINISTERO PER I BENI E LE ATTIVITÀ CULTURALI, 2006, *Proposal for the inscription of Genoa le Strade Nuove and the System of the palazzi dei Rolli, in the Unesco World heritage Site*, Volume 1, Gênes
- COMUNE DI GENOVA, SERVIZIO STATISTICA, 1995, *Genova in numeri*, Comune di Genova, Genova, 189 p.
- COMUNE DI GENOVA, SETTORE CENTRO STORICO, 2004, *Contratto di Quartiere*, Ambito del Ghetto, Municipalité de Gênes
- CONTRERAS Devoto Mirta, 1976, *Seminario de historia de la arquitectura del Cerro Alegre*, Universidad de Playa Ancha, Valparaíso
- CONTRERAS Hugo, 2005, « La experiencia chilena de rehabilitación, El subsidio patrimonial, una ayuda clave », [En ligne], Dans : SIRCHAL, Publications AMPHI-SIRCHAL, *Nouvelles formes d'intervention dans la gestion du patrimoine urbain en Amérique Latine*, Disponible sur : <http://www.archi.fr/>
- CONTRERAS Yasna Gatica, 2006, « La commune de Santiago du Chili : une nouvelle option résidentielle pour la ville », Dans : RIVIERE D'ARC Hélène, MEMOLI Maurizio (dir.), *Le pari urbain en Amérique Latine, Vivre dans le centre des villes*, Armand Colin, Paris, pp. 171-184
- COUCH Chris, 1997, « A Comparative Study of Plans and Policies for Town Centre Renewal in France and the UK », *Planning Practice & Research*, Vol. 12, N°. 2, pp. 99-108
- COUCH Chris, 2003, *City of change and challenge, Urban planning and regeneration in Liverpool*, Ashgate, Aldershot, UK, 234 p.
- CRÉPON Marc, 2002, *L'imposture du choc des civilisations*, pleins feux, Nantes, 85 p.
- CROZIER Michel, Friedberg Erhard, 1992, *L'acteur et le système: Les contraintes de l'action collective*, Seuil, Paris, 500 p., (Points essais)
- CULLEN Gordon, 1996, 1961, *The concise townscape*, Architectural Press, Oxford, 199 p.
- CULLINGWORTH Barry, NADIN Vincent, 2006 (1964), *Town and country planning in the UK*, Routledge, London and New York, Taylor and Francis Group, 588 p.

- CULLINGWORTH John Barry, CULLINGWORTH Barry, NADIN Vincent, 2001 (13e édition), *Town and Country Planning in the UK*, Routledge, 392 p., (Architecture)
- CURRY James, KENNEY Martin, 1999, « The paradigmatic city : post-industrial illusion and the Los Angeles School », *Antipode*, Vol. 31, N° 1, pp. 1-28
- CUSSET François, 2005 (2003), *French Theory, Foucault, Derrida, Deleuze & Cie et les mutations de la vie intellectuelle aux Etats-Unis*, La Découverte, Paris, 373 p.
- DAGNINO Anna, 1984, « San Giovanni di Pré », Dans : BOZZO Colette Dufour (coord.), *Medioevo restaurato, Genova 1860 - 1940*, Tipografia Silvio Basile, Genova, pp. 149-192
- DAREL E. Paul, 2005, « The local politics of "going global" : making and unmaking Minneapolis-St Paul as a World City », *Urban Studies*, Vol. 42, N° 12, pp. 2103-2122
- DAUPHINE André, 1998, « Gênes, de la ville-port à la région urbaine polycentrique », Dans : Colette VALLAT (coord.), *Petites et grandes villes du Bassin méditerranéen, études autour de l'œuvre d'Etienne Dalmasso*, collection de l'école française de Rome, pp. 205-212
- DAVIS Mike, 2000, *City of quartz, Los Angeles, capitale du futur*, La Découverte, Paris, 391 p., (Poche, sciences humaines et sociales)
- DE ANDREIS Luigi, 1888, *Progetto per una nuova strada succursale fra Via Andrea Doria e Piazza Fontana Morose, coll'aggiunta dello slargamento di Via Carlo Felice*, Stabilimento Tipografico Litografico, Genova, 16 p.
- DE CARLO, 1987, « Genova e la sua Darsena », Dans : BORDONNI Susanna, IGHINA Anna Grazia, TUSCANO Clelia, *La Darsena di Genova, un progetto di recupero*, Acciaio e riuso edilizio, Italsider, Genova, pp. 4-5
- DE HEUSCH, 1986, « Le structuralisme comme méthode comparative en anthropologie », *Revue européenne de sciences sociales, La comparaison en sciences humaines et sociales*, Vol. XXIV, N° 72, pp. 47-58
- DE NEGRI Teofilo Ossian, 2003, *Storia di Genova*, Giunti Gruppo Editoriale, Firenze, 831 p.
- DEBARBIEUX Bernard, 2003, « Neuf enjeux de l'iconographie de projet et de prospective de territoire », Dans : DEBARBIEUX Bernard, LARDON Sylvie, *Les figures du projet territorial*, l'aube, Paris, DATAR, pp. 13-36
- DEBARBIEUX Bernard, LARDON Sylvie, 2003, « Avant-propos », Dans : DEBARBIEUX Bernard, LARDON Sylvie, *Les figures du projet territorial*, l'aube, Paris, DATAR, pp. 5-11
- DEFARGES Philippe Moreau (2006), *la gouvernance*, Presses Universitaires de France, Que sais-je ?, 127 p.
- DEFOE Daniel, 1727, *A tour thro' the whole island of Great Britain, divided into circuits or journies*
- DELAFONS John, 1997, *Politics and Preservation, A Policy History of the Built Heritage, 1882-1996*, Taylor & Francis, 215 p.
- DELUMEAU Jean-Pierre, HEULLANT-DONAT Isabelle, 2002, *L'Italie au Moyen Age, Ve - XVe siècle*, Hachette, Paris, 320 p., (Carré histoire)
- DEMANGEON Albert, 1927, *Iles britanniques*, Librairie Armand Colin, Paris, 320 p., (Géographie Universelle, tome premier)
- DEMANGEON Albert, 1952, « Essai d'une classification des maisons rurales », Dans : DEMANGEON Albert, *Problèmes de géographie humaine*, Armand Colin, Paris, pp. 230-235
- DEMANGEON Albert, 1952, « Une définition de la géographie humaine », Dans : DEMANGEON Albert, *Problèmes de géographie humaine*, Armand Colin, Paris, pp. 25-34
- DEPARTMENT FOR COMMUNITIES AND LOCAL GOVERNMENT, 2006, *Strong and Prosperous Communities, The local Government White Paper*, Londres, 176 p.

- DEPARTMENT FOR TRANSPORT, 2000, *Modern ports : A UK policy*, Department of Transport
- DÉTIENNE Marcel, 2000, *Comparer l'incomparable*, Seuil, Paris, 144 p.
- DI BIASE Carolina, 1993, *Strada Balbi a Genova, residenza aristocratica e città*, Sagep, Genova, 286 p.
- DI GAETANO Alan, KLEMANSKI John, 1999, *Power and city governance, Comparative perspectives on urban development*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 328 p.
- DI MEO Guy, 1996, *Les territoires du quotidien*, l'Harmattan
- DI MÉO Guy, 1998, *Géographie sociale et territoires*, Nathan, Paris, 317 p., (Université)
- DICKSON Gordon, RENDECK Karen, 2002, « Urban regeneration : city of Manchester », Dans : TSENKOVA Sasha, *Urban regeneration, Learning from the british experience*, University of Calgary Press, Calgary, pp. 35-52
- DIDIER Sophie, BERRY Chikaoui Isabelle, FLORIN Bénédicte, GERVAIS-LAMBONY Philippe, 2007, « Mémoires », Dans : DORIER-APRILL Elisabeth, GERVAIS-LAMBONY Philippe, *Vies citadines*, Paris, Belin, pp. 209-231
- DIREZIONE GENERALE PER IL TURISMO, ENIT, 1936, *Gênes*, ENIT, Ferrovie dello Stato, Milano, 32 p.
- DOUGLAS Mary, 1999, *comment pensent les institutions*, La Découverte
- DOWDING Keith, 2001, « Explaining Urban Regimes », *International journal of Urban and Regional Research*, Vol. 25, N°. 1, pp. 7-19
- DROULERS Martine, 1998, « Sao Paolo, ville mondiale et espace régional », *L'information géographique*, N°. 4, pp. 147-159
- DUCCI Maria Elena, 2000, « Santiago: territorios, anhelos y temores. Efectos sociales y espaciales de la expansión urbana », *Eure*, Santiago, Vol. 26, N°. 79, pp. 5-24
- DUFAUX Frédéric, 2004, « Comparer les grands ensembles : une tâche impossible et nécessaire », Dans : DUFAUX F., FOURCAUT, A. (dir.), *Le monde des grands ensembles*, Créaphis, pp. 28-35
- DUHEM Gilles, GRÉSILLON Boris, KOHLER Dorothée (coord. ), 2000, *Paris-Berlin, regards croisés*, anthropos, 253 p.
- DUNN Kevin M., 2003, « Using cultural geography to engage contested constructions of ethnicity and citizenship in Sydney », *Social & Cultural geography*, Vol. 4, N°. 2, pp. 153-165
- DURAND Pierre-Michel, 2001, « Un sommet du G7 pour Naples », [En ligne], *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, N°. 12, Disponible sur : <http://ipr.univ-paris1.fr/spip.php?article61>
- DURKHEIM Emile, 1898, « De la définition des phénomènes religieux », *Année sociologique*, Vol. II, pp. 1-28
- DURKHEIM Emile, 1909, « Sociologie et sciences sociales », Dans : COLLECTIF, *De la méthode dans les sciences*, Paris, Félix Alcan, pp. 259-285
- DURKHEIM Emile, 2003, *Les formes élémentaires de la vie religieuse, Le système totémique en Australie*, Presses Universitaires de France, Paris, 647 p., (Quadrige)
- DURKHEIM Emile, 2004, *Les règles de la méthode sociologique*, Presses Universitaires de France, Paris, 154 p., (Quadrige)
- EL OTRO LADO DE LAS COSAS, 2001, *Proyecto Valparaíso, Una estrategia para reactivar la ciudad*, Plan Valparaíso, Santiago
- ELIAS Peter, KEOGH Geoffroy, 1982, « Industrial decline and unemployment in the Inner City Areas of Great Britain, a review of the evidence », *Urban Studies*, N°. 19, pp. 1-15
- EMPRESA PORTUARIA DE VALPARAISO, 2000, *Plan Maestro*, Valparaiso



- EMPRESA PORTUARIA DE VALPARAISO, 2001, *Anexo modificadorio Plan Maestro 2000*
- EMPRESA PORTUARIA DE VALPARAISO, 2004, *Anexo modificadorio Plan Maestro 2000*
- EMPRESA PORTUARIA DE VALPARAISO, 2005, *Memoria Anual*, Valparaíso
- EMPRESA PORTUARIA DE VALPARAISO, 2006, *Memoria Anual*, Valparaíso
- ENGLISH HERITAGE, 2005, *Guidance on the management of conservation areas*, Swindon, Angleterre, English Heritage, 28 p.
- ENTE NAZIONALE PER LE INDUSTRIE TURISTICHE, 1937, *Genova*, ENIT, Ferrovie dello Stato, Milano
- EPEES, 2000, Événement spatial, *L'espace géographique, L'événement spatial en débat*, N°. 3, pp. 193-199
- EQUIPE MIT, 2002, *Tourismes I, lieux communs*, Belin, Paris, 320 p., (Mappemonde)
- ESTRADA Baldomero T., 2000, « Poblamiento e inmigración en una ciudad-puerto, Valparaíso 1820-1920 », Dans : ESTRADA, CAVIERES, SCHMUTZER, MENDEZ, *Valparaíso, Sociedad y economía en el siglo XIX*, Valparaíso, Chili, Universidad Católica de Valparaíso, pp. 13-54, (Serie monografías históricas, 12)
- FALABRINO Alberto, 1982, « Ispezioni sull'ortografia delle fronti e sui suoi rapporti con i punti di vista urbanistici », in *Genua Picta, Proposte per la scoperta e il recupero delle facciate dipinte*, Sagep, Genova, pp. 101-113
- FANSTEIN and JUDD, 1999, « Global forces, local strategies, and urban tourism », Dans : Dennis R. JUDD and Susan FANSTEIN (Ed.), *The tourist city*, Yale University Press, New Haven and London
- FANSTEIN Susan, 1996, « The changing world economy and urban restructuring », Dans : FANSTEIN et CAMPBELL (dir.), *Readings in Urban theory*, Blackwell, New York, Londres
- FANSTEIN Susan S, GLADSTONE David, 1999, « evaluating urban tourism », Dans : JUDD Dennis R. and FANSTEIN Susan (ed.), *The tourist city*, Yale University Press, New Haven and London
- FARINI Annita, 2001, « Le politiche di recupero del centro storico urbano di Genova », Dans : COSTANZI Carla, GAZZOLA Antida (a cura di), *A casa propria, Le condizione abitative degli anziani nel centro storico genovese*, Franco Angeli, Milan, pp. 53-61
- FAURE Gabriel, 1956, *Riviera*, Arthaud, Paris, 215 p., (Les beaux pays)
- FIJALKOW Yankel, Préteceille Edmond, 2006, « Introduction., Gentrification : discours et politiques urbaines (France, Royaume-Uni, Canada), *Sociétés Contemporaines*, Vol. 3, N°. 63, pp. 5-13
- FLORES Julio, 1974, *Geografía Poética de Valparaíso*, Ilustre Municipalidad de Valparaíso, Valparaíso, 72 p.
- FOUCAULT, 1966, *Les mots et les choses*, Paris, Gallimard, 398 p.
- FOURNIER Jean-Marc, 2003, « Nouvelles temporalités, changements spatiaux et inégalités sociales. L'exemple des villes pétrolières du Casanare (Colombie) », [En ligne], *Cybergéo*, revue européenne de géographie, N°. 238
- FRÉMONT A., CHEVALIER J., HÉRIN R., RENARD J., 1984, *Géographie sociale*, Masson, 387 p.
- FRÉZIER Amédée, 1995, *Voyage de la Mer du Sud, aux côtes du Chili et du Pérou*, Utz, Paris, 316 p.
- FRIEDMAN Susan W, 1996, *Marc Bloch sociology and geography, encountering changing disciplines*, Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni, 272 p.
- FUENTES Luis, SIERRALTA Carlos, 2004, « Santiago de Chile, ¿ejemplo de una reestructuración capitalista global? », *Eure*, Santiago, Vol. 30, N°. 91, pp. 7-28, 0250-7161
- FUSELLI E., 1949, *Esito del concorso per la sistemazione della zona di Piccapietra, San Vincenzo, via Madre di Dio*, Genova, N°. dicembre 1949

- FUSERO Paolo, 2005, *Genova, periferie e centri storici, dietro le quinte della capitale europea della cultura*, Sala Editori, Pescara, 79 p.
- GABRIELLI Bruno, 2005, « A strategy for being effective », Dans : Istituto Nazionale Urbanistica, *Urbanistica*, N°. 126, pp. 22-23
- GARAT Isabelle, GRAVARI-BARBAS Maria, VESCHAMBRE Vincent, 2001, « Emergence et affirmation du patrimoine dans la géographie française : la position de la géographie sociale », Dans : FOURNIER Jean-Marc (ed.), *Faire la géographie sociale aujourd'hui*, Presses Universitaires de Caen, Caen, pp. 31-40, (Les documents de la maison de la recherche en sciences humaines de Caen, 14)
- GARCIA de Fuentes A, PEREZ Medina S, 1998, « Ségrégation urbaine et modernisation : le cas de Mérida, Yucatan. », *Annales de géographie*, N°. 602, pp. 431-445
- GASTALDI Francesco, 1999, « I Pru del comune di Genova », *Urbanistica Dossier, Nuovi piani, nuove politiche*, N°. 28, pp. 16-17
- GASTALDI Francesco, 2001, « Il centro storico di Genoa, tra gentrifiers e popolazioni temporanee », *Urbanistica Informazioni*, Vol. 177
- GASTALDI Francesco, 2003, « Genova : valorizzazione dei patrimoni portuali e nuova sinergia tra porto e città », *Notiziario, Ordine degli ingegneri di Verona e Provincia*, Vol. 2003 1, N°. 78, pp. 34-36
- GATTORNA C, 1995, « Trasformazioni della struttura policentrica della città, Il problema della riqualificazione urbana », Dans : POLIS, *Idee nella città*, De Ferrari, Clusone (Bergamo), pp. 33-36
- GAUDIN Jean-Pierre, 1998, « la gouvernance moderne hier et aujourd'hui, quelques exemples à partir des politiques publiques françaises », *Gouvernances*, pp. 51-60
- GAY Jean-Christophe, 2003, « L'inégale mise en tourisme du monde », Dans : M. STOCK (coord.), *Le tourisme, Acteurs, lieux et enjeux*, Belin, Paris, pp. 83-116
- GAZZOLA Antida, 2003, *Trasformazioni urbane, Società e spazi di Genova*, Liguori editore, Napoli, 199 p.
- GAZZOLA Antida, 2006, « Perception sociale et localisation du droit, Construction et déconstruction de la confiance », Dans : BOURDIN Alain, LEFEUVRE Marie-Pierre, MELE Patrice, *Les règles du jeu urbain, Entre droit et confiance*, Descartes & Cie, Paris, pp. 127-147
- GEDDES Mike, 2006, « Partnership and the limits to local governance in England ; institutionalists analysis and neoliberalism », *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 30, N°. 1, pp. 76-97
- GERVAIS-LAMBONY Philippe, 2000, « De la ville inutile ... à la comparaison nécessaire », Dans : NICOLAÏ Henri, PELISSIER Paul, RAISON Jean-Pierre (dir.), *Un géographe dans son siècle, actualité de Pierre Gourou*, Karthala, Paris, pp. 177-185, (géotropiques)
- GERVAIS-LAMBONY Philippe, 2003, *territoires citadins, 4 villes africaines*, Belin, 268 p.
- GERVAIS-LAMBONY Philippe, 2004, « De l'usage de la notion d'identité en géographie, Réflexions à partir d'exemples sud-africains », *Annales de géographie*, N°. 638-639, pp. 469-488
- GERVAIS-LAMBONY Philippe, LANDY Frédéric, OLDFIELD Elodie, 2003, *Espaces arc-en-ciel : Identités et territoires en Afrique et en Inde*, Karthala, Paris, 370 p., (Homme et Société)
- GERVAIS-LAMBONY, Philippe, 1994, *De Lomé à Hararé, le fait citadin en Afrique*, Khartala, Paris
- GHORRA-GOBIN Cynthia, Velut Sébastien, 2006, « Les rapports public-privé, enjeu de la régulation du territoire », *Géocarrefour*, Vol. 81, N°. 2, pp. 99-104
- GIDDENS Anthony, 1994, *Les conséquences de la modernité*, L'Harmattan, 190 p.

- GIDDENS, Anthony, 2005, *La constitution de la société*, Presses Universitaires de France, Paris, 474 p., (Quadrige)
- GILBERT Anne, 1986, « L'idéologie spatiale, conceptualisation, mise en forme et portée pour la géographie », *L'espace géographique*, N°. 1, pp. 57-66
- GILES Colum et HAWKINS Bob, 2004, *Storehouses of Empire, Liverpool's Historic Warehouses*, English Heritage, London, 74 p.
- GIONTONI Bruno, BALLETTI Franca, 2002, *Genova, territorio e società tra antico regime ed età moderna*, De Ferrari, Genova, 298 p.
- GIOVANNONI Gustavo, 1998, *L'urbanisme face aux villes anciennes*, Seuil, Paris, 349 p., (Points essais, 362)
- GIRARD Augustin, 1997, « Politique du patrimoine et politique culturelle en Italie », Dans : Dir. Daniel J. GRANGE et Dominique POULOT, *L'esprit des lieux*, Pug, pp. 455-462, (La pierre et l'écrit)
- GLEVAREC Hervé, Saez Guy, 2002, *Le patrimoine saisi par les associations*, La documentation française, Paris, 412 p.
- GODELIER Maurice, 1984, *L'idéal et le matériel, Pensée, économies, sociétés*, Fayard, le livre de poche, Paris, (biblio essais)
- GOFFMAN Erving, 1973, *La mise en scène de la vie quotidienne, 1. la présentation de soi*, Les éditions de Minuit, Paris, 251 p.
- GOMEZ, Maria V., 1998, « Reflective images: the case of urban regeneration in Glasgow and Bilbao », *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 22, N°. 1, pp. 106-121
- GOTHAM Kevin Fox, 2005, « Tourism gentrification : the case of New Orleans' Vieux Carré French Quarter », *Urban Studies*, Vol. 42, N°. 7, pp. 1099-1121
- GOUËSET Vincent, MESCLIER Evelyne, 2004, « L'expansion du réseau urbain », dans DUREAU Françoise, BARBARY Olivier, GOUËSET Vincent, PISSOAT Olivier, *Villes et sociétés en mutation, lectures croisées sur la Colombie*, anthropos, pp. 19-58
- GOULD Peter, White Rodney, 1974, *Mental maps*, Pelican Books, 204 p.
- GOURLAY Florence, 2004, *Lorient, une ville dans la mondialisation*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 289 p.
- GRAFMEYER Y., Joseph I. (présentation), 1990 (1979), *L'école de Chicago, Naissance de l'écologie urbaine*, Aubier, Paris, 378 p.
- GRAVARI BARBAS Maria et GUICHARD ANGUIS Sylvie (dir.), 2003, *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXIe siècle*, Presses de l'Université de Paris Sorbonne, Paris, 952 p.
- GRAVARI-BARBAS Maria, 1996, « la reconquête des ports urbains : le cas de Baltimore », Dans : PERON Françoise, Rieucan Jean dir), *La maritimité aujourd'hui*, L'Harmattan, Paris, pp. 213-219, (géographie et cultures)
- GRAVARI-BARBAS Maria, 1996, « Le sang et le sol, le patrimoine, facteur d'appartenance à un territoire urbain », *Géographie et cultures*, Vol. hiver 96, N°. 20, pp. 55-68
- GRAVARI-BARBAS Maria, 1998, « Le Festival Market Place ou le tourisme sur le front d'eau, Un modèle urbain à exporter », Dans : GRAVARI-BARBAS Maria, VIOLIER Philippe, *Noroi, Villes et tourisme : images espaces, acteurs*, N°. 178, pp. 175-193
- GRAVARI-BARBAS Maria, 2000, *La ville festive, espaces, expressions, acteurs*, ouvrage de synthèse en vue de l'habilitation à diriger des recherches, Université d'Angers, Angers, 319 p.
- GRAVARI-BARBAS Maria, 2002, « Le patrimoine territorial, Construction patrimoniale, construction territoriale : vers une gouvernance patrimoniale », *ESO*, N°. 18, pp. 85-92

- GRAVARI-BARBAS Maria, 2004, « la conquête d'une nouvelle frontière, réinvestissement symbolique et requalification fonctionnelle des fronts de fleuves urbains », *ESO, Travaux et documents*, N°. 22
- GRAVARI-BARBAS Maria, GUICHARD-ANGUIS Sylvie, 2003, « Introduction », Dans : GRAVARI-BARBAS Maria, GUICHARD-ANGUIS Sylvie, *regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXI siècle*, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, Paris, pp. 9-22
- GRAVARI-BARBAS Maria, « La ville portuaire festive », Dans : PERON Françoise (dir), *Le patrimoine maritime*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, pp. 466-471
- GRAVARI-BARBAS Maria, VESCHAMBRE Vincent, 2003, « Patrimoine : derrière l'idée de consensus, les enjeux d'appropriation de l'espace et des conflits », Dans : MELE Patrice, LARRUE C., ROSEMBERG Muriel (coord.), *Conflits et territoires*, PUFR, Tours, MSH Villes et territoires, pp. 67-82
- GRAVARI-Barbas, Maria, 2001, « Patrimoine et modernité, les monuments historiques dans les deux chartes d'Athènes, 1931, 1933 », Dans : BERDOULAY Vincent, CLAVAL Paul (dir.), *Aux débuts de l'urbanisme français*, L'Harmattan, Paris, pp. 185-194
- GREFFE, 1990, *La valeur économique du patrimoine, La demande et l'offre de monuments*, anthropos, Paris, 253 p., (Economica)
- GREGOIRE Emmanuel, THERY Hervé, WANIEZ Philippe, 2006, « la mondialisation, quel avenir ? », Dans : LOMBARD Jérôme, MESCLIER Evelyne, VELUT Sébastien (ed.), *La mondialisation côté Sud*, IRD éditions, éditions de la rue d'Ulm, Paris, pp. 453-466
- GRÉSILLON Boris, 2002, *Berlin, métropole culturelle*, Belin, Paris, 352 p., (Mappemonde)
- GROSJEAN Michèle, THIBAUD Jean-Paul (dir.), 2001, *L'espace urbain en méthodes*, Parenthèses, Marseille, 214 p.
- GROSSO BIANCHI Luciano, POLEGGI Ennio, 1987, *Una città portuale del Medioevo, Genova nei secoli X - XVI*, Sagep, Genova, 339 p.
- GROSVENOR/HENDERSON, 2001, *Paradise Street Development Area*, 117 p.
- GUALA Chito, 1999, « Nuovi sindaci e modernizzazione », Dans : REGALIA Ida e BAGNASCO Arnaldo (a cura di), *L'esperienza della modernità*, Franco Angeli, Milan, pp. 73-94
- GUERIN Jean-paul, 2001, « Patrimoine, patrimonialisation, enjeux géographiques, Faire la géographie sociale aujourd'hui », Presses Universitaires de Caen, Caen, pp. 41-48, (Les documents de la maison de la recherche en sciences humaines de Caen)
- GUIDE GALLIMARD, 2001, *Gênes*, Paris, Gallimard, 240 p.
- GUMUCHIAN Hervé, GRASSET Eric, LAJARGE Romain, ROUX Emmanuel, 2003, *Les acteurs, ces oubliés du territoire*, Economica, Paris, Anthropos, 186 p.
- GUYOT Sylvain, 2005, *Essai de sociologie territoriale sud-africaine.*, Espaces Temps
- HALBWACHS Maurice, 1994, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Albin Michel, 367 p.
- HALL Catherine, 1999 (1987), « Sweet Home », Dans : ARIES Philippe, DUBY George (dir.), *Histoire de la vie privée, 4. De la Révolution à la Grande Guerre*, Editions du Seuil, Paris, pp. 47-80, (Points Histoire, H263)
- HAMON Philippe, 1984, *Texte et idéologie*, Presses Universitaires de France, Paris, 227 p.
- HARTOG François, 2003, *Régimes d'historicité, présentisme et expériences du temps*, Seuil
- HARVEY David, 1989, « From Managerialism to Entrepreneurialism: The Transformation in Urban Governance in Late Capitalism », *Geografiska Annaler, Series B, Human Geography, The Roots of Geographical Change: 1973 to the Present*, Vol. 71, N°. 1, pp. 3-17

- HARVEY David, 1991 (1990), *The condition of postmodernity*, Blackwell, Oxford, Royaume-Uni, 378 p.
- HASTINGS Annette, 1996, « Unravelling the Process of 'Partnership' in Urban Regeneration Policy », *Urban Studies*, Vol. 33, N° 2, pp. 253-268
- HEERS Jacques, 1971, *Gênes au XVe siècle, Civilisation méditerranéenne, grand capitalisme et capitalisme populaire*, Flammarion, Paris, 437 p.
- HEERS Jacques, 1990, *La ville au Moyen Age*, Hachette, Paris, 550 p., (Pluriel Histoire)
- HELLEQUIN, Pegguy, 1994, « Trois ports historiques en Méditerranée américaine : San Juan de Puerto », Dans : CHALINE Cl. (dir.), *Ces ports qui créèrent la ville*, L'Harmattan, Paris, (Maritimes)
- HERMET Guy, 2000, *Culture et développement*, presse de Science Po
- HERSANT Yves, 1988, *Italies, Anthologie des voyageurs français au XVIIIe et XIXe siècles*, Robert Laffont, Paris, 1108 p., (Bouquins)
- HEWITT de ALCANTARA Cynthia, 1998, « du bon usage du concept de gouvernance », *Gouvernances*, pp. 109
- HIDALGO Rodrigo, 2000, « Políticas de vivienda y planeamiento urbano en Chile en la segunda mitad del siglo XX », *GeoNotas*, Departamento de Geografía - Universidade Estadual de Maringa, Vol. 4, N° 4
- HIERNAUX-NICOLAS Daniel, 2000, « Tourisme et régulation urbaine : le cas de la mégapole de Mexico », *espaces et sociétés, tourisms en ville*, N° 100
- HIERNAUX-NICOLAS Daniel, 2003, « La réappropriation de quartiers de Mexico par les classes moyennes : vers une gentrification ? », Dans : BIDOU-ZACHARIASEN Catherine (dir.), *Retours en ville*, Descartes & Cie, Paris, pp. 205-240
- HILLER Harry H., 2000, « Mega-Events, Urban, Boosterism and Growth Strategies, an analysis of the objectives and legitimations of the Cap Town 2004 Olympic Bid », *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 24, N° 2 June 2000, pp. 439-458
- HOYAUX André-Frédéric, 2003, « Les constructions des mondes de l'habitant : éclairage pragmatique et herméneutique », *Cybergéo*, Vol. Article 232
- HUGHES Quentin, 1969 (1964), *Seaport, Architecture & Townscape in Liverpool*, Lund Humphries, Londres, 180 p.
- HUME, 1995, L'entendement, *Traité de la nature humaine, Livre I*, Flammarion, Paris, 433 p., (GF)
- ICOMOS, 2004, *La Liste du Patrimoine Mondial, Cmbler les lacunes, un plan d'action pour le futur*, Icomos, Paris, 60 p.
- INGALLINA patricia, 2001, *Le projet urbain*, Presses Universitaires de France, Paris, 127 p., (Que sais-je ?, 3585)
- INGEMAR Elander, 2002, « Partnerships and urban governance », *International Social Science Journal*, Vol. 54, N° 172, pp. 191-204
- INNES Joanna et ROERS Nicholas, 2000, « Politics and governments 1700 - 1840 », Dans : CLARK Peter (ed), *The Cambridge urban history of Britain, volume II 1540 - 1840*, Cambridge University Press, Cambridge, pp. 529-574
- JACKSON Gordon, 2000, Ports 1700 - 1840, Dans : CLARK Peter (ed), *The Cambridge urban history of Britain, volume II 1540 - 1840*, Cambridge University Press, Cambridge, pp. 705-731
- JACKSON Gordon, 2000, Ports, 1700-1840, Dans : CLARK Peter (ed), *The Cambridge urban history of Britain*, Cambridge University Press, Cambridge, pp. 705-732

- JACQUIER Claude, 2003, *Rapport de synthèse des politiques intégrées de développement urbain au Royaume Uni, Un dispositif de veille internationale sur les approches intégrées de développement urbain en Europe*, Délégation interministérielle à la ville, 31 p.
- JACQUOT Sébastien, 2007, « Pour une définition relationnelle des termes Nord et Sud », Dans : *Autrepart* n°41, *On dirait le Sud*, dir. Gervais-Lambony, Landy
- JACQUOT Sébastien, 2006, « La redistribution spatiale du pouvoir autour du patrimoine à Valparaíso », dans l'ouvrage *Territoires du Sud dans la mondialisation*, dir. Lombart, Mesclier, Velut, ed. IRD-ENS, pp. 389-407.
- JACQUOT Sébastien, 2005, « Valparaíso, valeurs patrimoniales et jeu des acteurs », in *Habiter le patrimoine, enjeux, approches, vécu*, dir. Maria GRAVARI-BARBAS, Presses Universitaires de Rennes, pp. 155-170.
- JACQUOT Sébastien, 2005, « Politiques patrimoniales et politiques urbaines dans le centre historique de Gênes : quelles cohérences ? », revue ESO n°23, *Patrimoine et développement durable, les villes face au défi de la gouvernance territoriale*
- JANOSCHKA Michael, 2002, « El nuevo modelo de la ciudad latinoamericana: fragmentación y privatización », *eure* Vol. dec 2002, N°. 85
- JOAN Jean-Marc, 2003, « L'état de la puissance maritime et portuaire du Royaume-Uni », Dans : *Hommes et Terres du Nord*, 2002/3, pp.56-65
- JONES LANG LASSALE (cabinet), 2002, *Liverpool City Centre, residential capacity*, Liverpool Vision, Liverpool, 56 p.
- JONES Paul, WILKS-HEEG Stuart, 2004, « Capitalising culture, Liverpool 2008 », Dans : *Local Economy*, vol. 19, n°4, pp. 341-360
- JOUBE Bernard et LEFÈVRE Christian (coord. ), 1999, *Villes, métropoles : les nouveaux territoires du politique*, anthropos, 302 p., (Economica )
- JUCQUOIS Guy et VIELLE Christophe, 2000, « Le comparatisme, éléments pour une théorie, Dans : Eds Guy JUCQUOIS et Christophe VIELLE, *Le comparatisme dans les sciences de l'homme, approches pluridisciplinaires*, De Boeck université, Bruxelles, pp. 17-46
- JUDD Dennis R. , 2003, « El turismo urbano y la geografía de la ciudad », traduction Diego Campos, *eure*, Santiago de Chile, Vol. XXIX, pp. 51-62
- KARSTEN Lia, 2003, « Family Gentrifiers: Challenging the City as a Place Simultaneously to Build a Career and to Raise Children », *Urban Studies*, Vol. 40, N°. 12, pp. 2573-2584
- KEARNS Ade, Turok Ivan, 2000, « Power, responsibility, and governance in Britain's new urban policy », *Journal of Urban Affairs*, Vol. 22, N°. 2, pp. 175-191
- KOSELLECK Reinhart, 2005 (1979), *Le futur passé, Contribution à la sémantique des temps modernes*, éditions de l'école des hautes études en sciences sociales, Paris, 334 p., (Recherches d'histoire et de sciences sociales, 44)
- LACARRIEU Mónica, Thuillier Guy, 2004, « Une utopie de l'ordre et de la fermeture : « quartiers privés » et « countries » à Buenos Aires », *L'espace géographique*, Vol. 33, N°. 2, pp. 149-164
- LAHIRE Bernard (dir.), 2004 (2002), *A quoi sert la sociologie ?*, La Découverte / Paris, Paris, 194 p.
- LANGTON, 2000, « Urban growth and economic change : from the late seventeen century to 1841 », Dans : CLARK Peter (ed), *The Cambridge urban history of Britain, volume II 1540 - 1840*, Cambridge University Press, Cambridge, pp. 453-490
- LARKHAM Peter, 1996, *Conservation and the City*, Routledge, 329 p.
- LASCOUMES Pierre, LE GALES Patrick, 2004, « L'action publique saisie par ses instruments, introduction, Dans : LASCOUMES Pierre, LE GALES Patrick, *Gouverner par les instruments*, Les Presses de Sciences Po, Paris, pp. 11-46

- LASSAVE Pierre, 2002, *Sciences sociales et littérature*, Presses Universitaires de France, Paris, 243 p., (sociologie d'aujourd'hui)
- LATOUCHE Serge, 2005, 1989, *L'occidentalisation du monde*, La Découverte, Paris, 170 p., (Poche Essais)
- LAUTIER Bruno, 2003, « Le léopard et la panthère écossaise. Mondialisation, éclatement spatial et fractionnement social dans les métropoles latino-américaines », dans OSMONT Annick, GOLDBLUM Charles, *Villes et citadins dans la mondialisation*, Khartala.
- LAVAUD-LETILLEUL Valérie, VELUT Sébastien, 2004, « Valparaiso : la portée de l'inscription au Patrimoine mondial de l'humanité face aux logiques touristiques locales et régionales », *conférence Journées Tourisme et Patrimoine*, 2004, Saumur
- LAVAUD-LETILLEUL, Valérie, 2002, *Mutations récentes et aménagement dans les villes-ports de la Mer du Nord. Vers une recomposition de la ville-port sur son territoire et dans ses réseaux. Les exemples de Dunkerque, Anvers et Rotterdam*, Paris, Université Sorbonne Paris I
- LAVEDAN Pierre, HUGUENEY Jeanne, HENRAT Philippe, 1982, *L'urbanisme à l'époque moderne, XVI<sup>e</sup> - XVIII<sup>e</sup> siècles*, Arts et métiers graphiques, Paris, 272 p.
- La ville figurée, Plans et vues gravées de Marseille, Gênes et Barcelone, Marseille*, 2005, Parenthèses, Musées de Marseille, 141 p.
- LAZZAROTTI, O., 2003, « Tourisme et patrimoine : ad augusta per angustia », *Annales de géographie*, N°. 629, pp. 91-110
- LE BOUËDEC Gérard, CHAPPÉ François (dir) , 1998, *Représentations et images du littoral*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 184 p.
- LE GALÈS Patrick, 2003, *Le retour des villes européennes*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 453 p.
- LE GOFF Jacques, 1988, 1977, *Histoire et mémoire*, Gallimard, Paris, 409 p., (Folio Histoire)
- LE GOFF Jacques, 1998, « L'apogée de la France urbaine médiévale », Dans : CHEDEVILLE André, LE GOFF Jacques, ROSSIAUD Jacques, *La ville en France au Moyen-Âge*, Editions du Seuil, Paris, pp. 189-402
- LEASK Anne et YEOMAN Ian (ed), 1999, *Heritage Visitor Attractions, and operations management perspective*, London, Cassell, 303 p.
- LECLERC Gérard, 2000, *la mondialisation culturelle, les civilisations à l'épreuve*, PUF, Paris, 496 p.
- LEDRUT R. (dir.), 1985, *les figures de l'espace et du temps*, 114 p., (centre de recherches sociologiques, cahier n°3)
- LEDRUT Raymond , 1985, « Présentation », Dans : dir. R. LEDRUT, *les figures de l'espace et du temps*, (centre de recherches sociologiques, cahier n°3)
- LEDRUT Raymond , 1985, « remarques liminaires sur les figures de l'espace et du temps », Dans : dir. R. LEDRUT, *les figures de l'espace et du temps*, pp. 3-11, (centre de recherches sociologiques, cahier n°3)
- LEDRUT Raymond, 1973, *Les images de la ville*, anthropos, 388 p.
- LEES Loretta, 2003, « Super-gentrification: The Case of Brooklyn Heights, New York City », *Urban Studies* Vol. 40, N°. 12, pp. 2487-2509,
- LEIBNIZ, 1983, 1907, 1685, *Discours de métaphysique*, Jacques Vrin, Paris, 94 p.
- LELINOR Scarbrough, 2000, « Les deux faces de la démocratie urbaine en Grande Bretagne », Dans : dir OSCAR W Gabriel et Vincent HOFFMANN-MARTINOT, *Démocraties urbaines, l'état de la démocratie dans les grandes villes de 12 pays industrialisés*, L'Harmattan, Paris, pp. 123-174

- LEMONNIER Bertrand, 1997, *Un siècle d'histoire industrielle du Royaume-Uni, Industrialisation et sociétés, 1873-1973*, SEDES, Paris, 223 p.
- LEPETIT Bernard, 1993, « Passé, présent et avenir des modèles urbains d'auto-organisation », Dans : LEPETIT Bernard, PUMAIN Denise, *Temporalités urbaines*, Economica, Paris, anthropos, pp. 113-134, (Villes)
- LEPETIT Bernard, 1995, « Histoire des pratiques, pratique de l'histoire », Dans : LEPETIT Bernard (dir.), *Les formes de l'expérience, Une autre histoire sociale*, Albin Michel, Paris, pp. 9-22
- LEVY Albert, 1996, « Pour une socio-sémiotique de l'espace. Problématique et orientations de recherche », Dans : OSTROWETSKY Sylvia, *Sociologues en ville*, L'Harmattan, Paris, pp. 161-177
- LÉVY Jacques LUSSAULT Michel, 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, Paris, 1033 p.
- LÉVY Jacques, 1994, *L'espace légitime, Sur la dimension géographique de la fonction politique*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 442 p.
- LÉVY Jacques, 1999, *Le tournant géographique, Penser l'espace pour lire le monde*, Belin, Paris, 399 p., (Mappemonde)
- LEVY Jacques, 2007, « La mondialisation : un événement géographique », *L'information géographique, Mondialisation*, Vol. 71, N°. 2, pp. 6-31
- LEWIS Jim and TOWNSEND Alan (ed), 1989, *The North-South divide, Regional change in Britain in the 1980s*, Athanaeum Press Ltd, Newcastle Upon Tyne, Royaume-Uni, 273 p.
- LEY David, 2003, « Artists, aestheticisation and the field of gentrification », *Urban Studies*, Vol. 40, N°. 12, pp. 2527-2544
- Ley general de urbanismo y construcciones*, 2000, Genova LTDA, editorial textos juridicos, Santiago, Chile, 184 p.
- LIVERPOOL CITY COUNCIL, 2002, *Unitary Development Plan*, Liverpool, 286 p.
- LIVERPOOL CITY COUNCIL, 2003, *Liverpool Maritime Mercantile City*, Liverpool, 252 p.
- LIVERPOOL CITY COUNCIL, 2003, *Management Plan, Liverpool Maritime Mercantile City*, Liverpool
- LIVERPOOL CITY COUNCIL, 2003, *Relevant planning history of sites subject of application numbers 010/0115, 01L/0113 and 01C/0114*, Liverpool City Council, Liverpool, 16 p.
- LIVERPOOL CITY COUNCIL, 2005 (2003), *Maritime Mercantile City - Liverpool, Nomination of Liverpool - Maritime Mercantile City for inscription on the World Heritage List*, Liverpool University Press, Liverpool, 252 p.
- LIVERPOOL VISION, 2000, *The Strategic Regeneration Framework*, Liverpool
- LOEW Sebastien, 1996, « La privatisation de la ville en Angleterre », Dans : DELEGLISE Caroline (coord.), *Qui doit payer la ville ?*, ADEF, Paris La Défense, pp. 129-139
- LOFTMAN Patrick, NEVIN Brendan, 1996, « Going for growth, Prestige projects in three british cities », *Urban Studies*, Vol. 33, N°. 6, pp. 991-1019
- LOGAN John R., MOLOTCH Harvey L., 1987, *Urban fortunes, The political economy of place*, University of California Press, Berkeley, Los Angeles, 383 p.
- LOMBARD Jérôme, MESCLIER Evelyne, VELUT Sébastien (ed.), 2006, *La mondialisation côté Sud, Acteurs et territoires*, IRD éditions, éditions de la rue d'Ulm, Paris, 496 p.
- LOMBARD Jérôme, MESCLIER Evelyne, VELUT Sébastien, 2006, « La mondialisation, objet géographique », Dans : Lombard Jérôme, MESCLIER Evelyne, VELUT Sébastien (ed.), *La mondialisation côté Sud, Acteurs et territoires*, IRD éditions, éditions de la rue d'Ulm, Paris, pp. 13-41



- LORENZO Santiago S., HARRIS Gilberto B., VASQUEZ Nelson L., 2000, *Vida, costumbres y espíritu empresarial de los porteños, Valparaíso en el siglo XIX*, Ediciones universitarias de Valparaíso, Viña del Mar, Instituto de historia, Universidad Católica de Valparaíso, 178 p., (Serie Monografías históricas, 11)
- LUKAS, 1997, 1971, *Apuntes porteños*, Fundación Renzo Pecchenino, Lukas, Valparaíso, 92 p.
- LULLE Thierry, 2002, « A qui sert la gestion participative locale ?, Eléments de réflexion à partir d'une expérience à Bogota (Colombie) », *Autrepart, Gérer la ville : entre global et local*, N°. 21, pp. 151-168
- LUSSAULT Michel, 2001, « Temps et récit des politiques urbaines », Dans : PAQUOT Thierry (dir), *Le quotidien urbain, Essais sur les temps des villes*, La découverte, Paris, pp. 145-166
- LUSSAULT Michel, 2003, « L'espace avec les images », Dans : DEBARBIEUX Bernard, LARDON Sylvie, *Les figures du projet territorial, l'aube*, Paris, DATAR, pp. 39-59
- LUSSAULT Michel, 2007, *L'homme spatial : la construction sociale de l'espace humain*, Seuil, Paris, 363 p., (La couleur des idées)
- LUZ V. Loreto, CELIA V. Maria , ABARCA Z. Cristian, MEZA A. Eduardo, 1982, *Evolución del poblamiento de los cerros de la ciudad de Valparaíso*, Universidad Católica de Valparaíso, Valparaíso
- LYNCH Kevin, 1998, *L'image de la cité*, Dunod, Paris
- MACKENNA Vicuña, 1936a, *Historia de Valparaíso, 1*, IMP, Santiago, Universidad de Chile, 603 p.
- MACKENNA Vicuña, 1936b, *Historia de Valparaíso, 2*, IMP, Santiago, Universidad de Chile, 547 p.
- MAGGI Franco, 2004, « Dignité et luttes urbaines », Dans : MASBOUNGI Ariella (dir.), *Penser la ville par les grands événements*, La Villette, Paris, pp. 88-89, (Projet urbain)
- MAGNIER Annick, 2000, « La difficile renaissance des grandes villes italiennes », Dans : dir OSCAR W Gabriel et Vincent HOFFMANN-MARTINOT, *Démocraties urbaines, l'état de la démocratie dans les grandes villes de 12 pays industrialisés*, L'Harmattan, Paris, pp. 267-290
- MAHEU René, 1966, *La civilisation de l'universel, Inventaire de l'avenir*, Laffont-Gonthier, Paris, 282 p.
- MANGIN Claude, 2006, *Le Royaume-Uni*, Belin, Paris, 184 p., (mémento géographie)
- MANGIN David, 2004, *la ville franchisée, formes et structures de la ville contemporaine*, La Vilette, Paris, 398 p.
- MANNHEIM J. B., 1876, *Estudio critico sobre la evacuación general de la ciudad de Valparaíso, memoria presentada en 1875 al señor intendente Echaurren*, Valparaíso, Imprenta del Deber, 16 p.
- MANNHEIM Karl, 2006, 1929, *Idéologie et utopie*, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 272 p.
- MANZAGOL Claude, SENEAL Gilles, 2002, « Les grands projets et le destin métropolitain », Dans : SENEAL, MALEZIAUX, *Grands projets urbains et requalification*, Publications de la Sorbonne, Presses de l'Université du Québec, Paris, pp. 1-6, (Géographie contemporaine)
- MARIN Yvette, 1998, « La gentrification des quartiers multi-ethniques. L'exemple de Brixton à Londres », Dans HAUMONT Nicole, LEVY Jean-Pierre, *La ville éclatée, quartiers et peuplement*, L'Harmattan, Paris
- MARSHALL Adam, FINCH Dermot, 2006, *City leadership, Giving city-regions the power to grow*, Centre for cities, Londres, IPPR, 83 p.

- MARTIN Ron, 1989, « The political economy of Britain's North-South divide », Dans : LEWIS Jim and TOWNSEND Alan (ed), *The North-South divide, Regional change in Britain in the 1980s*, Newcastle Upon Tyne, Royaume-Uni, pp. 20-60
- MASBOUNGI Ariella (dir.), 2004, *Penser la ville par les grands événements*, Gênes, La Villette, 114 p., (Projet urbain)
- MASBOUNGI Ariella (dir.), 2005, *Bilbao, La culture comme projet de ville*, La Vilette, Paris, 130 p., (Projet Urbain)
- MASBOUNGI Ariella, 2006, *Birmingham, Faire la ville en partenariat*, Editions de la Vilette, Paris, 159 p., (Projet Urbain)
- MASSA Agostino, 2005, *Partecipazione politica e governo locale a Genova*, Franco Angeli, Milan, 171 p.
- MATTHEY Laurent, 2005, « Éthique, politique et esthétique du terrain : cinq figures de l'entretien », *Cybergéo*, N°. Article n° 312
- MAUSS Marcel, 1930, « Les civilisations : éléments et formes », Dans : SEMAINE INTERNATIONALE DE SYNTHESE, *Civilisation. Le mot et l'idée*, La Renaissance du livre, Paris
- MAUSS Marcel, DURKHEIM Emile, 1913, « Note sur la notion de civilisation », *Année sociologique*, Vol. 12, pp. 46-50
- MCCANN Eugene J., 2004, « Urban political economy beyond the "global city" », *Urban studies*, Vol. 41, N°. 12, pp. 2315-2333
- MCINTYRE-Brown Arabella, 2001, *Liverpool, The first 1000 years*, Capsica Ltd, 240 p.
- MEEGAN Richard, 2003, « Urban regeneration, politics and social cohesion : the Liverpool Case », Dans : MUNCK Ronaldo (ed.), *Reinventing the city ?, Liverpool in comparative perspective*, Liverpool University Press, Liverpool, pp. 53-79
- MELÉ Patrice , 1998, *Patrimoine et action publique au centre des villes mexicaines*, Presse de la Sorbonne Nouvelle, Paris, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine, 324 p.
- MELE Patrice, 2003, « (Ré)investir les espaces centraux des villes mexicaines », Dans : BIDOU-ZACHARIASEN Catherine (dir.), *Retours en ville*, Descartes & Cie, Paris, pp. 175-204
- MELE Patrice, 2005, « Conflits patrimoniaux et régulations urbaines », *ESO Travaux et documents, Patrimoine et développement durable, les villes face au défi de la gouvernance territoriale*, N°. 23, pp. 51-57
- MEMOLI Maurizio, 2006, « Volonté, spéculation et occasions dans la réhabilitation des centres-villes en Italie », Dans : RIVIERE D'ARC, MEMOLI (coord.), *Le pari urbain en Amérique Latine, Vivre dans le centre des villes*, Armand Colin, Paris, pp. 47-64
- MENANT François, 2005, *L'Italie des communes, 1100 - 1350*, Belin, Paris, 398 p.
- MENDEZ Luz Maria Beltran, 2000, « El mundo de las plazas, parques y jardines de Valparaíso, 1820 - 1930 », Dans : ESTRADA, CAVIERES, SCHMUTZER, MENDEZ, *Valparaíso, Sociedad y economía en el siglo XIX, Valparaiso*, Chili, Universidad Católica de Valparaiso, pp. 139, (Serie monografías históricas, 12)
- MENTOR International , 1986, *Genova's international Initiatives : a strategy analisis*, prepared by Mentor International for the Camera di Commercio , 106 p.
- MERLO Claudia, 1961, *Liguria, le regioni d'Italia*, 6, Unione Tipografico Editrice Torinese
- MERRIMAN John, 2001, « Le rôle de l'histoire dans la fabrication du patrimoine », Dans : LOYER François (dir.), *Ville d'hier, ville d'aujourd'hui en Europe*, Actes des entretiens du patrimoine, Fayard, Paris, pp. 85-93

- MERSEY PARTNERSHIPS, 2005, *The Liverpool City Region, transforming our economy, the strategic proposals*, Liverpool, 85 p.
- MERSEYSIDE CITY COUNCIL, 1979, *Merseyside Structure Plan*
- MERSEYSIDE DÉVELOPPEMENT CORPORATION, 1990, *Development Strategy*, MDC, Liverpool
- MERSEYSIDE DEVELOPMENT CORPORATION, 1998, *All our tomorrows, 1981-1998*, MDC, Liverpool, 55 p.
- MICHALET Charles-Albert, 2004, 2002, *Qu'est-ce que la mondialisation ?*, *Petit traité à l'usage de ceux qui ne savent pas encore s'il faut être pour ou contre*, La Découverte, Paris, 209 p., (Poche essais)
- MINTON Anna, 2006, *The privatisation of public space, What kind of world are we building ?*, The Royal Institution of Chartered Surveyors, London, United Kingdom, 38 p.
- MIRANDA Sergio Gonzalez, 2005, *Humberstone y Santa Laura, patrimonio histórico de la humanidad. Patrimonio histórico regional ?*, [En ligne], *La Estrella de Iquique*, Vol. julio 2005, Disponible sur : [http://www.monumentos.cl/pdf/hysl\\_gonzalez.pdf](http://www.monumentos.cl/pdf/hysl_gonzalez.pdf)
- MOLIN Aude, 2003, *Etude de la politique de la ville en Grande Bretagne et plus particulièrement en Angeterre*, Délégation interministérielle à la ville, Paris, 96 p.
- MOLOTCH Harvey, 1976, « The city as a growth machine : toward a political economy of place », *The American Journal of Sociology*, Vol. 82, N° 2, pp. 309-332
- MONDADA Lorenza, 2000, *Décrire la ville*, Economica, Paris, 284 p.
- MONNET Jérôme (dir.), 1999, *Ville et pouvoir en Amérique, les formes de l'autorité*, L'Harmattan, 190 p., (Géographie et cultures)
- MONNET Jérôme, 1993, *La ville et son double, images et usages du centre, la parabole de Mexico*, Nathan
- MONNET Jérôme, 1996A, « L'Amérique Latine », Dans : (dir.) Thierry PACQUOT, *Le monde des villes, Panorama urbain de la planète*, complexe, pp. 271-302
- MONNET Jérôme, 1996B, *Espace, temps et pouvoir dans le Nouveau Monde*, anthropos, Paris, 460 p.
- MONNET Jérôme, 1996C, « Le projet d'un monde nouveau, Maîtriser l'espace pour contrôler le temps », Dans : Monnet Jérôme (dir.), *Espace, temps et pouvoir dans le Nouveau Monde*, anthropos, Paris, pp. 1-11
- MOONEY Gerry, 2004, *Cultural policy as urban transformation ?*, Critical reflexions on Glasgow, European City of Culture 1990 », *Local Economy*, Vol. 19, N° 4, pp. 327-340
- MORCHIO Bruno, 2005, *Bacci Pagano, una storia da carruggi*, Fratelli Frilli, Genova, 273 p.
- MOREIRA Clarisse, 2005, « Les centres-villes brésiliens en tension », Dans : VELUT Sébastien (coord.), *L'Amérique Latine*, CNED SEDES, Paris, pp. 269-271
- MORETTI Franco, 2000, 1997, *Atlas du roman européen, 1800-1900*, Seuil, Paris, 235 p., (La couleur des idées)
- MORI, Laurent, 1994, « Montréal et Toronto, deux parti pris d'urbanisme divergents », Dans : CHALINE Cl. (dir.), *Ces ports qui créèrent la ville*, L'Harmattan, Paris, (Maritimes)
- MORIN Edgar, 1984, 1967, *La métamorphose de Plozévet, Commune en France*, Fayard Livre de poche, Paris, 406 p., (biblio essais)
- MOSOVICH Pont-Lezica Diana, 2006, « Participation populaire et grand projet urbain, Le cas du Proyecto Ribera Norte, Concepción », *Géocarrefour, Public-privé : enjeu de la régulation des territoires locaux*, Vol. 81, N° 2, pp. 121-126
- MUNICIPALIDAD DE VALPARAISO, 1998, *Valparaíso patrimonio de la Humanidad*, síntesis, 104 p.

- MUNICIPALIDAD DE VALPARAISO, 2001, 2004, *PLADECO*
- MUNICIPALIDAD DE VALPARAISO, 2002f, *Manual técnico de intervención en espacios públicos*, Valparaíso, 6 p.
- MUNICIPALIDAD DE VALPARAISO, 2002pl, *PLADECO, resumen ejecutivo*, 6, 125 p.
- MUÑOZ Peña Manuel, 1999, *Ayez sueño con Valparaíso*, *Cronicas porteñas*, RIL editores, Santiago, 327 p.
- MUSSET Alain, 2002, *Villes nomades du Nouveau Monde*, EHESS, Paris, 397 p.
- NAVONE Ricardo, 2005, *Genova città antica*, Frilli Editore, Genova, 159 p.
- NEGRETE Jorge, WARNER Kee, 2002, « Las maquineries de urbanización en un país en vías de desarrollo : el caso del gran Valparaíso en Chile », *Revista geográfica de Valparaíso*, Vol. 32-33, pp. 381-408
- NERUDA Pablo, 2003, 1974, *Confieso que he vivido*, Debolsillo, Buenos Aires, 452 p.
- NEWMAN Peter, Thornley Andy, 1996, *Urban Planning in Europe, International competition, national systems and planning projects*, Routledge, London & New York, 291 p.
- NEYRET Régis, 2004, « Du monument isolé au tout patrimoine », *Géocarrefour, Patrimoine et aménagement urbain*, Vol. 79, N°. 3, pp. 231-237
- NICOLETTI Anna Maria, 1993, *Via XX Settembre a Genova, La costruzione de la città tra Otto e Novecento*, Sagep, Gênes, 247 p.
- NIJMAN Jan, 1997, « Entre le Nord et le Sud : l'internationalisation de Miami », Dans : (Dir.) CLAVAL Paul et SANGUIN André-Louis, *Métropolisation et politique*, Paris, L'Harmattan, pp. 83-94, (Géographie et culture)
- NIJMAN Jan, 2000, « The paradigmatic city », *Annals of the Association of American Geographers*, Vol. 90, N°. 1, pp. 135-145
- NORA Pierre, 1997, « Entre histoire et mémoire », Dans : NORA Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire, I*, Gallimard, Paris, pp. 23-43, (Quarto)
- NORDENFLYCHT de, Adolfo, 2002, 2000, *la melancolia del progreso urbano en dos poetas de Valparaíso*, Universidad de Valparaíso, Editorial, Valparaíso, 26 p.
- NOVARINA Gilles, PUCCI Paola, 2004, « renouvellement en France, requalification en Italie, formes récentes du partenariat public-privé », *Les Annales de la recherche Urbaine*, N°. 97, pp. 83-91
- OBLET Thierry, 2005, *Gouverner la ville*, Puf, Paris, 306 p., (Le lien social)
- OFFICE OF THE DEPUTY PRIME MINISTER (ODPM), 2004, *the english indices of deprivation*, Londres, ODPM, 181 p.
- OFFICE OF THE DEPUTY PRIME MINISTER, 2000, *Our Towns and Cities - The Future - Delivering an Urban Renaissance*, The full report, 198 p.
- ORELLANA Leo, 2006, « Société civile, secteur privé : les nouveaux acteurs de la concertation dans les centres historiques de l'Amérique Latine et des caraïbes », *L'information géographique, Nouvelles formes d'intervention sur le patrimoine urbain en Amérique Latine*, Vol. 70, N°. 2, pp. 46-62
- OSCAR W Gabriel et Vincent HOFFMANN-MARTINOT (dir), 2000, *Démocraties urbaines, l'état de la démocratie dans les grandes villes de 12 pays industrialisés*, L'Harmattan, 396 p.
- OSMONT Annik, GOLDBLUM Charles (dir.), 2003, *Villes et citoyens dans la mondialisation*, Karthala, GEMDEV, 300 p.
- OSTROWETSKY Sylvia, 1996, *Sociologues en ville*, L'Harmattan, 276 p.

- OUALLET Anne, 2001, « Lire le social derrière le culturel, clivages sociaux, clivages culturels en Afrique, le cas du conflit touareg », Dans : FOURNIER Jean-Marc (ed.), *Faire la géographie sociale aujourd'hui*, Presses Universitaires de Caen, Caen, pp. 233-240, (Les documents de la maison de la recherche en sciences humaines de Caen, 14)
- OZOUF-MARIGNIER Marie-Vic, VERDIER Nicolas, 2000, « L'événement : un objet historique à emprunter », *L'espace géographique, L'événement spatial* en débat, N°. 3, pp. 218-223
- PAGDEN Anthony, 1998, « la genèse de la gouvernance et l'ordre mondial cosmopolitique selon les Lumières », *Gouvernances*, Vol. mars 1998, pp. 9
- PAINTER Kate, Tilley Nick (ed), 1999, *Surveillance of Public Space : CCTV, Street Lighting and Crime Prevention*, Criminal Justice Press, Monsey, USA, 269 p., (*Crime Prevention Studies*, 10)
- PALMAS Luca Queirolo, TORRE Andrea, 2005, *Il fantasma delle bande, Genova e I latinos*, Fratelli Frilli Editore, 334 p.
- PANERAI Philippe, DEPAULE Jean-Charles, DEMORGON Marcelle, 1999, *Analyse urbaine*, Parenthèses, Marseille, 189 p., (Eupalinos)
- PAQUETTE Catherine, 2000, « Santiago du Chili : une ségrégation spatiale importante et organisée », Dans : DUREAU F., DUPONTT V., LELIEVRE E., LEVY J.-P., Lulle T. (ed.), *Métropoles en mouvement, Une comparaison internationale*, Economica, Paris, Anthropos, IRD, (Villes)
- PAQUETTE Catherine, 2005, « La reconquête du centre de Santiago du Chili: un nouveau modèle pour la récupération des centres historiques d'Amérique latine ? », [En ligne], Dans : SIRCHAL, Publications AMPHI-SIRCHAL, *Nouvelles formes d'intervention dans la gestion du patrimoine urbain en Amérique Latine*, Disponible sur : <http://www.archi.fr>
- PAQUETTE Catherine, 2006, « Des habitants pour le centre historique ? Mexico face à l'un des défis majeurs de la réhabilitation », Dans : RIVIERE D'ARC Hélène, MEMOLI Maurizio (dir.), *Le pari urbain en Amérique Latine, Vivre dans le centre des villes*, Armand Colin, Paris, pp. 107-125
- PARKINSON Michael, 1992, « Liverpool, de la crise à la régénération urbaine », *Les cahiers de la recherche architecturale, Métropoles portuaires en Europe*, N°. 30-31, pp. 89-98
- PARKINSON Michael, 1993, « Liverpool : a tale of missed opportunities », Dans : BIANCHINI Franco & PARKINSON Michael, *Cultural policy and urban regeneration*, Manchester University Press, Manchester, pp. 155-177
- PARKINSON Michael, 1994, « Requalification urbaine et développement inégal dans une ville traditionnelle : le cas de Liverpool », Dans : PLAN URBAIN - MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, *Les villes européennes de tradition industrielle, mutations économiques et politiques urbaines*, Presses Universitaires de Lille, Lille, pp. 2217-254
- PARKINSON Michael, 2000 (1998), « The United Kingdom », Dans : VAN DEN BERG Leo, BRAUN Erik, VAN DER MEER Jan (ed.), *National Urban Policies in the European Union*, Ashgate, Burlington, USA, euricur, pp. 402-433
- PASCAL Blaise, 1651, *Préface pour un traité du vide*
- PATILLO Bergen Alejandro, 1989, « Desarrollo histórico de los puertos, Dans : INSTITUTO DE INVESTIGACIONES DEL PATRIMONIO TERRITORIAL CHILENO, *Valparaíso busca su destino*, Terra Nostra, Santiago, pp. 65-78
- PATTINSON Marc, 1998, *La régénération urbaine en Angleterre, Reconstruire la ville sur la ville*, éditions adef (association des études foncières), pp. 73-79
- PAULET Jean-Pierre, 2005, *la mondialisation*, Armand Colin, 96 p., (synthèse)
- PAVEZ R. Maria Isabel, 2005, « Planificación urbana y espirovias en la Perla del Pacífico, algunas notas sobre Valparaíso en el decenio 1930 », *Revista de urbanismo, Universidad de Chile - Departamento de Urbanismo*, N°. 13 - noviembre 2005, 0717-5051

- PÉCOUT Gilles, 1997, *Naissance de l'Italie contemporaine (1770 - 1920)*, Nathan, Paris, 399 p.
- PERON Françoise, 2002 a, « Construction, signification, rôle social et géographique », Dans : PERON (dir.), *Le patrimoine maritime*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, pp. 15-33
- PERON Françoise, 2002 b, « Les patrimoines maritimes, quelles originalités communes ? », Dans : PERON Françoise (dir.), *Le patrimoine maritime*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, pp. 37-40
- PÉRON Françoise, RIEUCAU Jean dir), 1996, *La maritimité aujourd'hui*, L'Harmattan, Paris, 325 p., (géographie et cultures)
- PERROT Michelle, 1999 (1987), « Manières d'habiter », Dans : ARIES Philippe, DUBY George (dir.), *Histoire de la vie privée, 4. De la Révolution à la Grande Guerre*, Editions du Seuil, Paris, pp. 281-297, (Points Histoire, H263)
- PETRILLO Agostino, 2005, *Identità urbana in trasformazione*, COEDIT, Genova, Mauro Cormagi Editore, 131 p.
- PEYRONNIE Karine, MAXIMY René de, 2002, *Quito inattendu, Le Centre Historique en devenir*, CNRS Editions, Paris, 335 p., (Espaces & Milieux)
- PICKARD Robert, 2001, *Policy and Law in Heritage Conservation*, Taylor & Francis, London, 368 p.
- PICON Antoine, 2001, « Entre historicisme et modernité : la conception de la ville au XIX<sup>e</sup> siècle », Dans : LOYER François (dir.), *Ville d'hier, ville d'aujourd'hui en Europe, Actes des entretiens du patrimoine*, Fayard, Paris, pp. 343-355
- PINÇON Michel et PINÇON-CHARLOT Monique, 1996, « L'espace urbain comme expression symbolique de l'espace social », Dans : OSTROWETSKY Sylvia, *Sociologues en ville*, L'Harmattan, pp. 155-160
- PINON Pierre, 1996, « Raisons et formes de villes : approche comparée des fondations coloniales françaises au début du XVIII<sup>e</sup> siècle », Dans : COQUERY-VIDROVITCH, GOERG (coord.) , *La ville européenne outre mers : un modèle conquérant ?*, L'Harmattan, Paris, pp. 57-72
- PINSON Gilles, 2004, « Le projet urbain comme instrument d'action publique », dans LASCOUMES Pierre, LE GALLES Patrick, *Gouverner par les instruments*, Les Presses Sciences Po, pp. 199-236
- PINTO Julio Vallejos, 1987, « Valparaíso: metrópoli financiera del boom del salitre », *Valparaíso 1536-1986*, Ediciones universitarias de Valparaíso, Viña del Mar, Instituto de historia, Universidad Católica de Valparaíso, (Serie Monografías históricas, 1)
- PLAZA Beatriz, 1999, « The Guggenheim-Bilbao Museum Effect, A Reply to María V. Gomez' 'Reflective Images: The Case of Urban Regeneration in Glasgow and Bilbao' », *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 23, N°. 3, pp. 589-592
- POIRIER François, 1998, « Liverpool, exception ou archétype ?, Faubourgs et inner cities : étude de cas », *La ville en Europe*, 23-29 avril 1998, pp. 41-74
- POLEGGI Ennio, 1998, *A republican royal palace, An atlas of Genoese Palaces*, Umberto Allemandi & Co, Turin, 220 p.
- POLEGGI Ennio, 2002, *Una civiltà di palazzi*, Silvana Editoriale, Milano, 192 p.
- POLEGGI Ennio, 2004, « Nicolosio Lomellino, primo commitente », Dans *Palazzo Nicolosio Lomellino di Strada Nuova a Genova*, Skira, Milan, pp. 53-55
- POLEGGI Ennio, CEVINI Paolo, 2003 (1989), *Genova*, Bari, Laterza, 290 p., (Le città nella storia d'Italia)
- PORTER Roy, 1995, « Les anglais et les loisirs », Dans : CORBIN Alain (dir.), *L'avènement des loisirs, 1850-1960*, Aubier, Paris - Rome, pp. 19-54

- PORTO ANTICO, 2004, *Porto Antico 10 anni*, Porto Antico Spa, Genova, 120 p.
- PROST Antoine, 1997, « Verdun », Dans : Nora Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire*, 2, Gallimard, Paris, pp. 1755-1780, (Quarto)
- QUERRIEN et LASSAVE, 1998, *Les annales de la recherche urbaine, Gouvernances*, Vol. décembre 1998, N°. 80-81, pp. 3-8
- RADIGUET Max, 1856, *Souvenirs de l'Amérique espagnole, Chili - Pérou - Brésil*, Michel Levy
- RAFFESTIN Claude, 1980, *Pour une géographie du pouvoir*, Librairies Techniques (LITEC), Paris, 249 p., (Géographie économie et sociale, 13)
- RAMSEY Meredith, 1996, *Community, culture and economic development, The social roots of local action*, State University of New York Press, Albany, USA, 163 p.
- RAUTENBERG Michel, 2003, *La rupture patrimoniale*, à la croisée, France, 173 p., (Ambiances, ambiance)
- RAVENSCHROFT Neil, 2000, « The vitality and viability of town centers », *Urban Studies*, Vol. 37, N°. 13, pp. 2533-2549
- REDFERN P. A., 2003, « What makes gentrification gentrification ? », *Urban Studies*, Vol. 40, N°. 12, pp. 2351-2366
- REED Michael, 2000, « The transformation of urban space 1700 - 1840 », Dans : CLARK Peter (ed), *The Cambridge urban history of Britain, volume II 1540 - 1840*, Cambridge University Press, Cambridge, pp. 615-640
- REGION DE VALPARAISO, 2001, *Estrategia Regional de Desarrollo*, Consejo regional de Valparaíso, 131 p.
- RENOUARD Yves, 1969, *Les ville d'Italie de la fin du X<sup>e</sup> siècle au début du XIV<sup>e</sup> siècle, 1*, Société d'édition d'enseignement supérieur, Paris, 261 p., (Regards sur l'histoire)
- RENOUARD Yves, 1969, *Les ville d'Italie de la fin du X<sup>e</sup> siècle au début du XIV<sup>e</sup> siècle, 2*, Société d'édition d'enseignement supérieur, Paris, 304 p.
- RENOUARD Yves, 1998 (1968), *Les hommes d'affaires italiens du Moyen-Âge*, Diderot, Paris, 336 p.
- RENZO PIANO BUILDING WORKSHOP, 2004, *Genova: Città & Porto, Istruzioni per l'uso*, Tormena Editore, Genova
- REYES Salvador, 1947, *Valparaiso, Port de nostalgie*, Arc-en-ciel éditions, Paris, 238 p.
- RICHARDS Greg, 2000, « The European Cultural Capital Event: Strategic Weapon in the Cultural Arms Race? », *International Journal of Cultural Policy*, Vol. 6, N°. 2, pp. 159-181
- RICOEUR Paul, 1983, *Temps et récit, 1. L'intrigue et le récit historique*, Seuil, Paris, 404 p., (Points Essais)
- RICOEUR Paul, 1997, *L'idéologie et l'utopie*, Editions du Seuil, Paris, 411 p.
- RICOEUR Paul, 2000, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Seuil, Paris, 690 p., (Points essais)
- RIEGL Aloïs, 1984, *Le culte moderne des monuments, Son essence et sa genèse*, Seuil, Paris, 122 p., (Espace)
- RIGAZZI Hugo Fazio, 2005, *Mapa de la extrema riqueza al año 2005*, Lom Ediciones, Santiago, 377 p.
- RILEY Ray, 2002, « Patrimoine maritime au Royaume-Uni : quelques exemples », Dans : PERON Françoise (dir), *Le patrimoine maritime*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, pp. 51-57
- RIPOLL Fabrice, 2006, « Réflexions sur les rapports entre marquage et appropriation de l'espace », Dans : BULOT Thierry, VESCHAMBRE Vincent (dir), *Mots, traces et marques, Dimension spatiale et linguistique de la mémoire urbaine*, L'Harmattan, Paris, pp. 15-36

- RIVIÈRE Dominique, 2004, *L'Italie, des régions à l'Europe*, Armand Colin, 252 p.
- RIVIÈRE D'ARC Hélène, MEMOLI Maurizio (dir.), 2006, *Le pari urbain en Amérique Latine, Vivre dans le centre des villes*, Armand Colin, Paris, 224 p.
- RODRIGUEZ MALTA Rachel, 1993, « Naples, Le réaménagement des espaces portuaires délaissés à Naples, quelques considérations sur les réalités socio-économiques et spatiales », *Sud, Bulletin du Cerim*, Ecole Française de Rome
- RODRIGUES MALTA Rachel, 1994, « Trois destins italiens : Gênes, Naples, Trieste », Dans : CHALINE Claude, *Ces ports qui créent des villes*, L'Harmattan, pp. 131-198
- RODRIGUES MALTA Rachel, 1996, *La ville et le port, le réaménagement des espaces portuaires délaissés, Les cas de Gênes, Naples et Trieste*, Paris, Institut d'urbanisme de Paris
- RODRIGUES MALTA Rachel, 1999, « Villes d'Espagne en régénération urbaine. Les exemples de Barcelone, Bilbao et Madrid », *Annales de géographie*, n°608, pp. 397-419
- RONCAYOLO Marcel, 1994, « La géographie humaine », Dans : NORA Pierre (dir.), *Actes des entretiens du patrimoine, Science et conscience du patrimoine*, Fayard, Paris
- RONCAYOLO Marcel, 1996, *Les grammaires d'une ville, essai sur la genèse des structures urbaines à Marseille*, EHESS, Paris
- RONCAYOLO Marcel, 2002, *Lectures de villes, Formes et temps*, Parenthèses, Marseille, 386 p., (eupalinos)
- ROSEMBERG Muriel, 2000, *Le marketing urbain en question, production d'espaces et de discours dans 4 projets de ville*, Economica, Paris, 188 p.
- ROSS Michael, 1995, *Planning and the Heritage, policy and procedures*, Taylor & Francis, 189 p.
- RUBENS P. P., 2001 (1622), *I palazzi di Genova*, Tormena, Genova, 142 p.
- RUSSO, 2000, « Il GIS dell'osservatorio CIVIS : un sistema di supporto decisionale per il comune di Genova », Rome, pp. 63-74
- SACKS David Harris et LYNCH Michael, 2000, Ports, 1540-1700, Dans : CLARK Peter (ed), *The Cambridge urban history of Britain, volume II 1540 - 1840*, Cambridge University Press, Cambridge, pp. 377-424
- SAEZ Leopoldo, 2003, « Aproximaciones a lo porteño », Dans : MONTECINO Sonia (compiladora), *Revisitando Chile, Identidades, mitos e historias*, Cuadernos Bicentenario, Santiago, Presidencia de la Republica, pp. 209-216
- SALAZAR Gabriel, PINTO Julio, 1999, *Historia contemporanea de Chile I, Estado, legitimidad, ciudadanía*, Lom Historia, Santiago, 315 p.
- SALAZAR Gabriel, Pinto Julio, 2002, *Historia contemporanea de Chile III, La economia : mercados, empresarios y trabajadores*, LOM ediciones, Santiago, 187 p.
- SALIN Elodie, 2002, *Les centres historiques du Caire et de Mexico : représentations de l'espace, mutations urbaines et protection du patrimoine*, Géographie, Nanterre, Paris X Nanterre, 624 p.
- SALIN Elodie, 2004, « La réhabilitation des centres anciens dans les grandes villes du Sud », Dans : GRAVARI-BARBAS Maria, *Habiter le patrimoine*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, pp. 281-295
- SALINAS Rolando, 1967, « Condiciones naturales y humanas en la formación del area metropolitana de Valparaíso », *Revista geográfica de Valparaíso*, Vol. 1, N°. 1, pp. 1-30
- SÁNCHEZ Fernanda, MOURA Rosa, 2005, « Ciudades-modelo : estrategias convergentes para su diffusion internacional », *EURE*, Universidad Católica de Chile (Santiago), Vol. 31, N°. 93, pp. 21-34



- SANDERS Lena, 1989, *L'analyse statistique des données en géographie*, Montpellier, Groupement d'Intérêt Public Reclus, (Alidade)
- SANTOS Milton, 1997, *La nature de l'espace*, L'Harmattan, Paris
- SARGET Marie-Noëlle, 1996, *Histoire du Chili, de la conquête à nos jours*, L'Harmattan, Paris, 320 p., (Horizons Amérique Latine)
- SARTOR Mario , 1997, « Types et modèles urbains dans l'Amérique Espagnole entre le XVI<sup>e</sup> et le XVII<sup>e</sup> siècle », Dans : MALVERTI, PINON (dir.), *La ville régulière, modèles et tracés*, Picard, pp. 87-98
- SASSEN Saskia, 1996, *La ville globale, New York, Londres, Tokyo*, Descartes et Cie, 530 p., (Les urbanités)
- SCENARI IMMOBILIARI, 2007, *Il mercato immobiliare di Genova*, 22 p.
- SCHMUTZER Karin S., 2000, « El puerto : comercio, ingresos, los hombres e infraestructuras », Dans : ESTRADA, CAVIERES, SCHMUTZER, MENDEZ, *Valparaíso, Sociedad y economía en el siglo XIX*, Valparaíso, Chili, Universidad Católica de Valparaíso, pp. 93-138, (Serie monografías históricas, 12)
- SCOTT Allen J., SOJA Edward, 1998, *Los Angeles and Urban Theory at the End of the Twentieth Century*, University of California Press, 483 p.
- SEASSARO Loredana, 1998, « L'area metropolitana genovese », *Urbanistica, Aree metropolitane*, Vol. Dossier 12
- SEASSARO Loredana, 2000, « la ragionevole aspirazione a mettere a sistema piani, programmi e azioni secondo una visione di medio termine », *Urbanistica Dossier, Urbanistica a Genova*, N° 28, pp. 1-6
- SÉCHET Raymonde, VESCHAMBRE Vincent (dir.), 2006, *Penser et faire la géographie sociale, Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 393 p.
- SEMMOUD Nora, 2004, « Valorisation patrimoniale et changement social : un pléonasme ? », Dans : GRAVARI-BARBAS Maria, *Habiter le patrimoine, enjeux - approches - vécu*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, pp. 265-280
- SEREMI MINVU Region de Valparaíso, 2001, *Plan de revitalización del casco histórico , Valparaíso, Cerro Santo Domingo, Barro Puerto, Cerro Cordillera*, Gobierno de Chile, Seremi MINVU, Qunita Region, Valparaiso
- SERMET Jean, 1936, *Toulouse et Zaragoza, comparaison de deux villes*, Bonn, Allemagne, Ferd. Dümmlers Verlag
- SERNATUR, 2006, *Estadísticas de alojamiento turístico segun comun*, SERNATUR, Chili, 41 p.
- SHARPLES Jospheh, 2004, *Liverpool*, Yale University Press, New Haven and London, 332 p., (Pevsner Architectural Guides)
- SIEGFRIED André, 1931, *La crise britannique au XX<sup>e</sup> siècle*, Armand Colin, Paris, 216 p.
- SIMMEL Georg, 1990 (1903), « Métropoles et mentalité », Dans : GRAFMEYER Y., JOSEPH I., *L'école de Chicago, Naissance de l'écologie urbaine*, Aubier, Paris, pp. 61-77
- SIMON Patrick, 1998, « L'intégration au quartier à l'épreuve de la rénovation », Dans : HAUMONT Nicole, LEVY Jean-Pierre (dir.), *La ville éclatée*, L'harmattan, Paris
- SITTE Camillo, 1996, *L'art de bâtir les villes, L'urbanisme selon ses fondements artistiques*, Seuil, Paris, 188 p., (Essais, 324)

- SLACK Paul, 2000, Great and good towns 1540 - 1700 », Dans : CLARK Peter (ed), *The Cambridge urban history of Britain, volume II 1540 - 1840*, Cambridge University Press, Cambridge, pp. 347-376
- SMITH Neil, 2002 (1996), *The new urban frontier, Gentrification and the revanchist city*, Routledge, London and New York, 262 p.
- SMITH Neil, 2003, « La gentrification généralisée, d'une anomalie locale à la régénération urbaine comme stratégie urbaine globale », Dans : BIDOU-ZACHARIASEN Catherine (dir.), *Retours en ville*, Descartes & Cie, Paris, pp. 45-72
- SOJA Edward W., 1996, *Thirdspace, Journeys to Los Angeles and Other Real-And-Imagined Places*, Blackwell Publishers, New York London, 334 p.
- SOUAMI Taoufik, 2003, « Mondialisation et cultures urbanistiques », Dans : Annik OSMONT et Charles GOLDBLUM (dir.), *Villes et citadins dans la mondialisation*, Karthala, GEMDEV
- SPD, 2000, *Single Programming Document 2000 2006 Objective 1*, 486 p.
- STEEL M., SYMES M., 2005, « The privatisation of Public Space ?, The American Experience of Business Improvement Districts and their relationship », *Local Government Studies*, Vol. 31, N°. 3, pp. 321-334
- STOCK Mathis, 2007, « Habiter touristiquement la ville », Dans : DUHAMEL Philippe, KNAFOU Rémy (ed.), *Mondes urbains du tourisme*, Belin, Paris, pp. 25-29
- STONE Clarence, 1989, *Regime Politics: Governing Atlanta, 1946-1988*, University Press of Kansas, Lawrence, 328 p.
- SUBDERE, 2000, *Diagnostic sobre el proceso de descentralización en Chile*, SUBDERE, Santiago, 23 p.
- SUBERCASEAUX Benjamin, 2004, 1940, *Chile o una loca geografía*, Editorial Universitaria, 280 p., (Imagen de Chile)
- TAAFE Peter, MULHEARN Tony, 1988, *Liverpool, a city that dared to fight*, Fortress Books, Londres, 497 p.
- TARDITS Claude, 1990, « L'invitation au comparatisme, Marc Bloch et les anthropologues », Dans : ATSMAS Hartmut et BURGUIERE André (coord.), *Marc Bloch aujourd'hui : histoire comparée et sciences sociales*, EHESS, Paris, pp. 135-146
- TARPIN Michel, 1997, « la Rome antique de Mussolini, actualités des fouilles et restaurations d'avant-guerre », Dans : GRANGE Daniel J. et POULOT Dominique (Dir.), *L'esprit des lieux*, Pug, pp. 93-104, (La pierre et l'écrit)
- TARRIUS Alain, 2002, *La mondialisation par le bas, les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Baland
- TEIXEIRA Diogo, 1998, « L'événement exceptionnel comme instrument de transformation urbaine, discours, projets et réalités à Barcelone, Gênes, Séville et Lisbonne », Dans : HAUMONT Nicole (dir.), *L'urbain dans tous ses états, faire, vivre et dire la ville*, L'Harmattan, Paris, pp. 329-342
- TEWDWR-JONES Mark, 2002, *The Planning Policy, Planning, Government and the Policy Process*, Routledge, 246 p.
- TEXEIRA Diego, 1995, « Le grand événementiel, une stratégie de développement ville / port, » Dans : ASSOCIATION INTERNATIONALE VILLES ET PORTS, *Portes Océanes et développement des territoires intérieurs*, ed. Association Internationale Villes et Ports, pp. 97-104
- THE CITY OF LIVERPOOL, 2006, *Residential Development Update*, Liverpool City Council, Liverpool, 26 p.
- THE CULTURE COMPANY, 2002, *Executive summary*, Liverpool, The Culture Company, 13 p.

- THE CULTURE COMPANY, 2005, *Strategy Business Plan, 2005-2009*, Liverpool, The Culture Company
- THEVENOT Laurent, 2006, *L'action au pluriel, sociologie des régimes d'engagement*, La Découverte, Paris, 311 p., (textes à l'appui, politique et sociétés)
- THIERRY Laurent, 1995, « Saint-Nazaire, une stratégie globale de développement ville / port », Dans : ASSOCIATION INTERNATIONALE VILLES ET PORTS, *Portes Océanes et développement des territoires intérieurs*, ed. Association Internationale Villes et Ports, pp. 181-187
- THIESSE Anne-Marie, 2001, *La création des identités nationales*, Seuil, Paris, 307 p., (Points histoire, H296)
- THOMAS Hugh, 1997, *The slave trade, the history of the atlantic slave trade, 1440-1870*, Picador, London, 925 p.
- TOMAS François, 2003, *Les temporalités des villes*, Publications de l'Université de Saint Etienne, Saint Etienne, 219 p.
- TOMAS François, 2004, « Les temporalités du patrimoine et de l'aménagement urbain », *Géocarrefour*, Vol. 79, N°. 3, pp. 197-212
- TORRE Andréa T., 2005, « La presenza urbana. l'immigrazione a Genova 1885 2004 », Dans : PALMAS Luca Queirolo, TORRE Andrea T. (a cura di), *Il fantasma delle bande, Genova e i latinos*, Fratelli Frilli editori, Genova, pp. 31-54
- TOURAINÉ Alain, 1984, *Le retour de l'acteur*, le livre de poche, (biblio essais)
- TRINDER Barrie, 2000, « Industrialising towns 1700 - 1840 », Dans : CLARK Peter (ed), *The Cambridge urban history of Britain*, Cambridge University Press, Cambridge, pp. 805-829
- TRISTAN Flora, 2004, *Pérégrinations d'une paria*, Actes Sud, Paris, 670 p., (Babel)
- TRIVIÑO Lautaro, 2006, *Ascensores de Valparaíso, datos sobres su construcción, inauguración y características*, Consejo de los Monumentos Nacionales, 3 p.
- TURGEON Laurier, 2003, *Patrimoines métissés, contextes coloniaux et postcoloniaux*, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, Les Presses de l'Université Laval, 234 p.
- UDUKU Ola, 2003, « Ethnic minority perspectives », Dans : MUNCK Ronaldo (ed.), *Reinventing the city ?, Liverpool in comparative perspective*, Liverpool University Press, Liverpool, pp. 122-143
- UNESCO, 1987, *Orientations devant guider la mise en oeuvre de la Convention du Patrimoine Mondial*, UNESCO, Paris, 37 p.
- URBAIN Jean-Didier, 2002, 1991, *L'idiot du voyage, Histoires de touristes*, Payot et Rivages, Paris, 349 p.
- VALDEBENITO Carlos E., 2002, « Temas críticos para el desarrollo urbano de Viña del Mar, Reflexiones desde el urbanismo », *Revista Geográfica de Valparaíso*, N°. 32-33, pp. 339-371
- VALENSI Lucette, 1990, « Retour d'Orient, de quelques usages du comparatisme en histoire », Dans : ATSMAS Hartmut et BURGUIERE André (coord.), *Marc Bloch aujourd'hui : histoire comparée et sciences sociales*, pp. 307-316
- VALLAT Colette (coord.) , 1998, *Petites et grandes villes du Bassin méditerranéen, études autour de l'œuvre d'Etienne Dalmasso*, collection de l'école française de Rome, 603 p.
- VALLAT Colette, MARIN Brigitte, BIONDI Gennaro, 1998, *Naples, Démythifier la ville*, L'Harmattan, Paris, 362 p.
- VARGAS Cariola Juan Eduardo, 1999, « Aspectos de la vida privada de la clase alta de Valparaíso, La casa, la familia y el hogar entre 1830 y 1880 », Dans : Instituto de Historia, Pontificia Universidad Católica de Chile, *Historia*, Vol. 32, pp. 617-684

- VASQUEZ Nelson L., IGLESIA Ricardo S., MOLINA Mauricio A., 1999, *Cartografía histórica de Valparaíso*, Ediciones Universitarias de la Universidad Católica de Valparaíso, Viña del Mar, 140 p.
- VELTZ Pierre, 1996, *Mondialisation et territoires, l'économie d'archipel*, PUF, Paris, 262 p., (économie en liberté)
- VELTZ Pierre, 2004, *des lieux et des liens, politiques du territoire à l'heure de la mondialisation*, éditions de l'aube, Paris, 160 p.
- VELUT Sébastien, 2004, « L'Argentine : identité nationale et mondialisation », *Annales de géographie*, N°. 638-639, pp. 489-510
- VELUT Sébastien, ROBIN Silvia, 2005, « Entre Barcelone et Porto Alegre : la gestion municipale à Montevideo et Rosario », *Geocarrefour, Expertises nomades*, Vol. 80, N°. 3, pp. 207-214
- VERDEIL Eric, 2005, « Expertises nomades au Sud., Eclairages sur la circulation des modèles urbains. », *Geocarrefour, Expertises nomades*, Vol. 80, N°. 3, pp. 165-169
- VERMEERSCH Laurent, 2000, *La ville américaine et ses paysages portuaires, entre fonction et symbole*, L'Harmattan, Paris, 206 p., (Géographie et cultures)
- VESCHAMBRE Vincent, 2004, « Appropriation et marquage symbolique de l'espace : quelques éléments de réflexion », *ESO, Travaux et documents*, Vol. mars 2004, N°. 21
- VESCHAMBRE Vincent, 2004, « Mémoire de pauvreté et marquage de l'espace en centre-ville : le cas d'Angers », *ESO, Travaux et documents*, Vol. mars 2004, N°. 21
- VESCHAMBRE Vincent, 2006, « Commémoration, construction mémorielle et marquage de l'espace urbain », Dans : BULOT Thierry, VESCHAMBRE Vincent (dir.), *Mots, traces et marques, Dimensions spatiale et linguistique de la mémoire urbaine*, L'Harmattan, Paris, pp. 157-188
- VESCHAMBRE Vincent, 2006, « Penser l'espace comme dimension de la société, Pour une géographie sociale de plain-pied avec les sciences sociales », Dans : SECHET Raymonde, VESCHAMBRE Vincent (dir.), *Penser et faire la géographie sociale, Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, pp. 211-227
- VICUÑA Urrutia Manuel, 2002, « Santiago y la élite nacional », Dans : VICUÑA Manuel, *La belle époque chilena : alta sociedad y mujeres de élite en el cambio de siglo*, Editorial Sudamericana, Santiago de Chile, pp. 23-75
- VIDAL DE LA BLACHE Paul, 1995, *Principes de géographie humaine*, Utz, Paris, 347 p
- VIDAL Renée Saa, HERMOSILLA Vladimir, ROVIRA Adriano, 2003, *Marco legal del ordenamiento territorial*, Gobierno regional Region Metropolitana - Universidad de Chile, instituto de asuntos publicos, Santiago, Chile, 60 p.
- VIDAL Rojas Rodrigo, 2001, « Orientaciones latentes de crecimiento urbano en el Gran Santiago », *Area Ambiente*, N°. 129, pp. 1-19
- VIGIL Gustavo Munizaga, 2000, « Las grandes etapas de la formación de Santiago », Dans : DIRECCION DE OBRAS MUNICIPALES DE SANTIAGO, Atelier parisien d'urbanisme, *Santiago Poniente, Desarrollo urbano y patrimonio*, Productora Grafica Andros, Santiago, pp. 28-42
- VIGOUR Cécile, 2005, *La comparaison dans les sciences sociales, Pratiques et méthodes*, La Découverte, Paris, 335 p., (Repères)
- VILLALOBOS Sergio, SILVA Osvaldo, SILVA Fernando, ESTELLÉ Patricio, 2002a, *Historia de Chile, 1*, Editorial Universitaria, Santiago, 127 p., (Imaen de Chile)
- VILLALOBOS Sergio, SILVA Osvaldo, SILVA Fernando, ESTELLÉ Patricio, 2004, *Historia de Chile, 2*, Editorial Universitaria, Santiago, 325 p., (Imagen de Chile)
- VIOLIER Philippe, 2003, « Les acteurs du tourisme », Dans : STOCK (corr.), *Le tourisme, Acteurs, lieux et enjeux*, Belin Sup, Paris, pp. 167-208

- VIVANT Elsa, 2006, *Le rôle des pratiques culturelles off dans les dynamiques urbaines*, Urbanisme, aménagement et études urbaines, Université Paris 8, 420 p.
- WALTON John K, 2000, North, 1540-1840, Dans : CLARK Peter (ed), *The Cambridge urban history of Britain, volume II 1540 - 1840*, Cambridge University Press, Cambridge, pp. 111-132
- WARNER Kee C., NEGRETE Jorge S., 2005, « The Urban Growth Machine Goes South : Conditions and Capacities for More Sustainable Place-Building », *Local Environment*, Vol. 10, N°. 6, pp. 571-593
- WARNIER Jean-Pierre, 2004, *La mondialisation de la culture*, La Découverte, Paris, (Repères)
- WATSON J. A., 1985, *The end of a Liverpool landmark, The last years of Love Lane Refinery*, Tate & Lyle Refineries Limited, Merseyside, 93 p.
- WAYSBERG Myriam, 1988, *Casas de Playa Ancha, La vivienda de fines del siglo XIX en Valparaíso*, Fondo Nacional de Desarrollo Científico y Tecnológico, Santiago, 108 p.
- WEBER Florence, BEAUD Stéphane, 2003, *Guide de l'enquête de terrain : Produire et analyser des données ethnographiques*, La Découverte, Paris, 356 p.
- WEBER Max, 1995, *Economie et société, 1 : les catégories de la sociologie*, Plon, Paris, 411 p., (Agora)
- WOOD Robert et HANDLEY John, 1999, « Urban Waterfront Regeneration in the Mersey Basin, North West England », *Journal of Environmental Planning and Management*, Vol. 42, N°. 4, pp. 565-580
- YOUNG Ken et RAO Nirmala, 1997, *Local government since 1945*, Blackwell publishers, Oxford, UK, 272 p.
- ZUKIN Sharon, 1989 (1982), *Loft Living, Culture and capital in Urban Change*, Rutgers University Press, New Brunswick, New Jersey, 232 p.
- ZUKIN Sharon, 1993, 1991, *Landscapes of Power, From Detroit to Disneyworld*, University of California Press, Los Angeles, 326